HK
4

Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1915unse_4

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XXX. — 1er NOVEMBRE 1915. 1

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME TRENTIÈME

SCOLASTICAT — SOC. DE MARIE —

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1915

THE GETTY CENTER
LIBRARY

JEUNE FILLE[1]

QUATRIÈME PARTIE (2)

XXX

Revenir au logis avec une âme tout endolorie, espérer y trouver le réconfort de l'amour, de l'amitié, de la tendresse maternelle, et ne sentir autour de soi qu'une atmosphère de gaieté aimable, voilà peut-être une des impressions les plus pénibles que j'aie encore jamais ressenties. Toutes mes amies, accourues gentiment, ne parlent déjà presque plus de notre petite Jamine; il semble qu'on ait hâte d'effacer son souvenir, afin de ne plus se croire obligé d'être triste; maman, élégante, rieuse, jeune, embellie, uniquement occupée de modes et chiffons : « Ma fille chérie, le plus pressé c'est de courir chez Pomadour. Es-tu fagotée! tes robes ne sont plus mettables... Mais tu as maigri! Cela te va bien, etc. » Perrette, bondissante de bonheur, chante éperdument les louanges de Gavarrez, qui, à tout instant, de « coupe » en « circuit, » se couvre de gloire; Ninette et Ninon ne font que rire avec une égale inconscience; Angelise est rêveuse, mais non de douleur ni de regret; elle est simplement à cent lieues de nous toutes et aussi absorbée par ce songe intérieur qu'une chrysalide occupée à tisser entre elle et le monde un cocon assez mystérieux pour qu'y naissent un jour des ailes. Tout me choque et m'émeut. Notre Flipon, seul, sait me serrer dans ses bras paternels et me dire des choses qui,

(1) *Copyright by* Gérard d'Houville, 1915.
(2) Voyez la *Revue* des 15 septembre, 1er et 15 octobre.

sans consoler, sont douces, apaisantes, sereines. Mais il a bien vieilli, et cela l'éloigne un peu des peines de la terre. Quant à Robert Bourgueil...

Robert Bourgueil est tour à tour enjoué, charmant, tendre ou visiblement préoccupé. Il a été très doux et très bon pour moi; mais je m'imaginais qu'il serait plus heureux encore de me revoir, ou autrement heureux. Il paraît parfois embarrassé, hésitant. Comprend-il que j'ai beaucoup de chagrin et attend-il un peu avant d'oser se montrer aussi amoureux qu'autrefois, avant de me demander de fixer le moment de notre mariage? Je trouvais cet embarras déjà dans ses dernières lettres. M'en veut-il aussi d'être restée si longtemps là-bas? Il me l'a dit d'ailleurs, mais très gentiment :

— Juliette, petite chérie, il faut avoir votre âge inconscient pour se jouer ainsi de tout ce qu'il y a de terrible dans l'absence... Vous rendez-vous bien compte de ce que vous avez fait là, méchante enfant?

— Je n'ai pas pu faire autrement, mon grand ami... et puis j'ai eu tant, tant de peine!

— Vous aimiez beaucoup Jamine, je le sais; toutes vos petites lettres me brisaient le cœur. J'aurais tant voulu vous épargner toute douleur, toute détresse!

Et il soupira très profondément en me regardant avec des yeux pleins de secrets.

— Juliette...

— Pourquoi cet air étrange, presque méchant, mon ami chéri?

— Juliette...

— Vous savez bien que je vous aime plus encore qu'avant d'avoir du chagrin...

— Ma petite Juliette...

Dans ses yeux j'ai vu monter des larmes, et cela m'a tellement étonnée et bouleversée que, me levant du canapé où j'étais assise près de lui, j'ai mis les mains sur ses épaules.

— Ah! n'ayez pas de chagrin à cause de moi, Robert! Tout ce que je vous ai écrit, je voudrais savoir vous le redire. Mais, près de vous, je suis timide... Le sentiment que j'ai pour vous est encore plus clair qu'autrefois; je le vois comme une belle rose embaumée, toute fraîche épanouie, et plus rose encore d'orner une robe noire.

— Ma chérie, vous êtes délicieuse... Ah! que je vous ai regrettée, Juliette, tellement et si fort que je crois vous regretter pour toujours!

— Pourquoi me dites-vous ces choses bizarres?

— Pour ne pas vous en dire d'autres...

— Des choses douces?

— Oui, mais tristes.

— Tristes? Pourquoi?

Dans le petit salon où, avant dîner, nous causions près d'un feu déclinant et mélancolique, rien ne m'était plus familier; je regardais les choses, qui autrefois me semblaient chères, avec indifférence et dédain. Où sont les bouquets d'antan? Où sont les espoirs si gais, les puériles folies, les goûters gourmands, les paroles joyeuses?

Je songe tout à coup à ce soir de mon anniversaire; à Jimmy assis au pied du divan, sur ce coussin bleu... Était-ce le printemps dernier ou le premier printemps du monde? Que de choses alors tentantes, heureuses, verdoyantes, me disaient mystérieusement : « Viens ici... viens là... viens... » Aujourd'hui, toute la vie me semble enclose entre mon deuil et mon amour. Je ne vois plus rien, je n'entends plus rien au delà de ces deux portes ténébreuses, dont l'une est derrière moi refermée, dont l'autre va bientôt s'ouvrir...

J'ai répété machinalement :

— Des choses tristes? Il faut tout me dire; ne vous ai-je pas tout dit, moi?

— Ah! Juliette... Vous souvenez-vous? La première fois que je vous vis, vous m'avez dit bien coquettement : « Je suis veuve... »

— Pourquoi me rappelez-vous cette sottise?

— Je ne sais. Écoutez, Juliette, mon enfant...

Mais, à ce moment, des pas dans la pièce voisine, un doux bruit de robe, annoncèrent la présence de maman.

Et très vite Robert m'ordonna :

— Ne lui confiez rien encore, à votre mère, n'est-ce pas, puisque jusqu'à présent vous ne l'avez pas fait... Rien... J'ai votre parole... Je vous expliquerai... C'est insupportable, mais on ne peut jamais parler tranquillement ici plus de cinq minutes.

La porte s'est ouverte, et maman, ravissante, est entrée, toute

jeune, fraîche et ondoyante dans une robe d'intérieur mauve et argent.

— Encore une robe neuve, petite Marianne! Mais vous avez plus de toilettes à vous toute seule que Peau d'Ane et les femmes de Barbe-Bleue!

Et je l'embrasse, car elle est vraiment trop jolie.

— Oui, Liette; j'en ai des masses; je suis saisie d'une folle coquetterie... Et cela m'amuse! Ce n'est pas comme toi, ma pauvre fille... Je ne veux plus te voir dans ce costume-là, tu entends? Tu me fais honte... N'est-ce pas, Bourgueil, qu'elle est attifée comme une Cendrillon, puisque nous évoquons les contes?

Je n'ai jamais vu un homme plus embarrassé; il n'y a pourtant pas de quoi. Debout, la tête en avant, les mains dans les poches de son veston, il nous regarde en dessous, alternativement, avec des yeux sans tendresse et une perplexité que j'attribue au blâme qu'il n'ose formuler contre mon accoutrement.

— Voyons, Robert, ne me regardez pas comme ça; et, puisque vous donnez raison à Marianne, j'irai demain chez Pomadour commander une robe; permettez-moi seulement tous deux de la choisir noire...

De côté, je regarde Robert, espérant qu'en souvenir de ce que je lui ai avoué tout à l'heure de très gentil, il ajoutera: « N'oubliez pas la rose... »

Mais basta! il y pense bien! Et qu'est-ce que j'ai encore dit de ridicule?

Aux mots « tous deux, » je suis sûre que maman a détourné la tête et que j'ai entendu craquer les doigts de Robert exactement comme lorsqu'il est très nerveux et très tourmenté.

Ensuite, on a dîné : gaieté; bavardage familier et tendre; cela aurait dû être délicieux pour moi, cette soirée entre une jeune mère adorable et adorée et « presque un fiancé » vraiment charmant...

Pourtant, je subissais ce perpétuel malaise que l'on ressent inconsciemment, lorsqu'il y a, entre des gens très intimes, « quelqu'un de trop. »

Voyons, ce n'était pas moi, n'est-ce pas? Alors, j'aurais préféré être seule, soit avec maman, soit avec Robert?

Mais je ne sais pas... Je ne crois pas... Je ne comprends pas du tout. Décidément, j'ai du chagrin de toutes choses.

XXXI

Je suis très attendrie que maman soit tellement contente de me revoir, mais cela me blesse un peu dans tout ce qu'il y a encore en moi de si sombre, qu'elle manifeste tant d'entrain, de gaieté, de goût à la vie. La maison retentit le matin de sa voix qui chante, de ses appels, du claquement de ses petites mules; et c'est un bruit vraiment inusité, car elle restait étendue très tard et, paresseuse, dolente, alanguie, s'allongeait de lit en divan, et de divan en chaise longue, rêveuse, un livre ou un miroir sur les genoux, une cigarette ou une fleur aux doigts.

Maman n'est plus fatiguée.

C'est une transformation tellement radicale qu'elle m'épouvante presque. Que va-t-il nous arriver? Maman est infatigable.

Cherche-t-elle à me distraire, à me ravir à mes pensées, à m'environner de bruit vivant, à me replonger malgré moi dans la griserie de la jeunesse, en déchirant perpétuellement de ses petites mains aux doigts aigus le voile qu'entre sa gaieté et moi tisse encore ma tristesse? Mais non; ce n'est pas pour moi seule qu'elle est ainsi, c'est pour elle-même. Le matin, elle court en peignoir dans les allées du jardin mouillé, déjà hivernal, fourre son nez dans les derniers chrysanthèmes dont jadis elle haïssait le morne parfum amer; elle se gronde de rapporter à ses pantoufles un peu de boue, et rose, charmante, décoiffée, elle enlève alors ses bas humides et devant le feu qui crépite, elle chauffe en riant ses pieds nus.

Avec le grand chien noir du jardinier, chien qu'elle détestait, dont elle avait peur, elle fait des parties interminables, elle le laisse entrer dans la maison, salir les tapis de ses pattes terreuses, et elle baise ses oreilles velues, avec un air aussi mystérieusement enchanté que celui de Titania auprès de l'homme à la tête d'âne.

Elle ne lit plus guère; elle ne reçoit plus aussi souvent ses amies; elle semble avide de mouvement comme les êtres très jeunes qui ont en eux trop de forces; elle s'enivre d'air et de froid, elle jadis si frileuse; et l'automobile découvert ne l'épouvante plus. Les robes, les fourrures, les chapeaux s'amoncellent dans les armoires; elle a envie de tout; et tout lui plaît; il y a de l'espoir dans ses regards, de la tendresse et de l'orgueil

dans son rire, et toute sa beauté rayonne de je ne sais quel éclat nouveau, toute sa grâce paraît plus nombreuse, ainsi qu'un rosier qui n'aurait, une saison, jamais eu plus de roses.

Elle sort constamment le soir et se plaint que je la néglige, que je ne veux pas l'accompagner : dîners, soirées, théâtres, restaurans, tout l'attire, et elle me conte en rentrant « qu'elle s'est beaucoup, beaucoup amusée. »

Certes, elle a toujours été frivole, mais sans tant d'entrain, et surtout sans cette brusque et fervente activité qui, maintenant, l'anime et l'emporte. Autrefois, elle vivait comme une sorte de Belle au Bois, rêveuse et les yeux demi-clos; il semble qu'elle soit réveillée... Y a-t-il un Prince Charmant?

Quand je la surprends à son miroir, je ne lui vois plus le même visage; jadis, simplement contente d'être jolie, elle se contemplait sans vanité, avec une demi-mélancolie, et une résignation pleine de douceur.

Aujourd'hui, c'est tour à tour avec une angoisse attentive qu'elle se mire, un suppliant effroi ou je ne sais quel triomphe dont la passagère certitude veloute son beau visage d'un rayonnement plus suave et plus enivrant que celui de la plus fraîche jeunesse. En face d'elle, alors, il me semble que je disparais, que ma jeunesse à moi s'efface dans le temps révolu pour faire place à la sienne; il me semble que c'est elle, Marianne, qui s'avance en riant vers la vie, comme cette hardie et pure Primavera de Botticelli ; dans ses doigts, je vois la guirlande des bonheurs futurs mélanger la couleur diverse des pétales, et moi je suis déjà celle-là qui, tenant les mains de ses amies et détournant la tête, veut les entraîner vers le bois proche et profond afin d'y retrouver une ombre.

Comme vous avez changé, maman!

Elle me bouscule, elle me secoue tendrement, ainsi qu'une jeune fille qui trouverait sa mère un peu vieille et un peu morose pour ses goûts; elle dit des paroles d'enfant; et elle a des étonnemens délicieux devant sa propre joie; quand elle bâille, elle montre toute sa gorge rose comme un bel animal s'apprêtant à dévorer quelque tentante proie; elle a gardé, de sa fatigue ancienne, des félineries ravissantes, et son corps a l'air de s'étirer dans du soleil. Autour d'elle, tout paraît éclairé par un jour nouveau, par une belle aurore, un peu cruelle...

Elle m'étonne, me charme, m'inquiète.

Je l'observe avec la craintive fierté des mères qui voient leur petite fille adolescente se transformer trop vite, devenir femme trop tôt, se révéler trop belle...

Pourtant, elle a des momens de mélancolie, mais sans lassitude; et ce n'est peut-être pas de la mélancolie; c'est un rêve dont l'aile qui passe un instant fait ombre sur son ardeur.

L'autre jour, je suis entrée dans sa chambre, et j'ai reculé devant l'amoncellement de rubans, de fleurs, d'écharpes multicolores, dépliées et rejetées, d'étoffes froissées, et de paquets de lettres dispersés.

Au milieu de ce désordre, Marianne, assise à terre, enfantine dans sa chemise de nuit, avec une boucle déroulée sur l'œil gauche, réfléchissait profondément.

— Mon Dieu, maman, que faites-vous là? des rangemens, si je ne me trompe, car, lorsqu'on bouleverse tout sens dessus dessous, ça s'appelle des rangemens. Puis-je vous aider ou sonner Victorienne ? Vous n'en sortirez jamais toute seule.

— Je ne range rien, chérie, rien du tout...

— Vous cherchez quelque chose ? Que cherchez-vous, maman?

Elle a secoué sa petite tête :

— Laisse-moi, Juliette, laisse-moi, chérie ; tu ne comprendrais pas, tu ne comprendais pas... — Et son regard semblait évoquer des choses invisibles, tout ce que l'on ne peut retrouver jamais...

J'ai senti en moi-même un subit émoi attendri; ah! si, j'ai compris, mais je suis partie sans oser lui dire : Marianne, chère Marianne, vous cherchez les heures de votre passé, les jeunes heures que vous avez perdues, que vous voudriez tant aujourd'hui retrouver pour les consacrer au bonheur, à la douceur, à la joie... Mais, pour qui, Marianne? Mais, avec qui?

Tout à l'heure, on a annoncé Robert, et maman est descendue de sa chambre. Elle sautait à cloche-pied chaque marche de l'escalier, en s'appuyant au mur et en riant; à la dernière marche, essoufflée, joyeuse, elle est presque tombée dans les bras de Robert qui l'admirait.

— Je songeais en vous regardant, — lui dit-il, — à une certaine madame Cléopâtre...

— Mais vous êtes mouillé, mon ami. Il pleut donc ?

— Oui, il tombe une vilaine pluie, maman, ai-je dit le nez à la vitre du vestibule pour me donner une contenance quelconque ; car vraiment, moi qui suis si fière de la beauté de

maman, cela me gêne d'une étrange façon de constater, quand Robert est là, combien elle est de jour en jour plus jeune, et puérile et charmante...

— Une vilaine pluie? a-t-elle répliqué dans un rire clair; tu veux dire la plus jolie petite pluie du monde... N'est-ce pas, Robert?

Robert n'a pas répondu.

XXXII

Il n'a pas répondu. On dirait qu'il a oublié de savoir répondre. Il vient tous les jours; il vient le soir quand maman est ici; et, l'air à la fois charmé et malheureux, seul entre nous deux, ou écoutant respectueusement « les chers vieillards » de plus en plus éperdus devant leur belle idole, Robert passe de Marianne à moi et de moi à Marianne avec un embarras si candide que je ne songe même pas à lui en vouloir de cette attitude singulière.

A-t-il parlé à maman sans me le dire? A-t-elle refusé son consentement, puisqu'elle ne veut pas que je me marie si tôt, ainsi qu'elle me l'a écrit; mais elle change si vite d'avis... elle est si légère!... Essaie-t-il de l'attendrir, de lui plaire, d'obtenir, en lui faisant la cour, le « oui » qu'elle n'a pas voulu prononcer? Sans doute, je saurais cela, si je pouvais parler à Robert, puisqu'il m'a interdit d'entamer ce sujet avec maman. Je me perds dans des suppositions variées, et je m'agace et m'énerve, malgré la bonne insouciance confiante dont il me reste encore une dose suffisamment respectable. Il m'a été impossible d'avoir une heure de tête-à-tête avec Robert. Maman m'entraîne dans des promenades, dans des thés; je ne peux pas toujours lui dire non; le soir, quand elle sort, elle a soin d'inviter pour moi mes amies ou de m'envoyer dîner chez elles; d'ailleurs, dorénavant je vais l'accompagner, car Robert me l'a demandé formellement.

Je venais de dire à Robert :

— Pourquoi ne venez-vous pas un soir où je suis seule me tenir compagnie? J'éloignerai Angelise ou Ninon sous un prétexte quelconque, et nous causerons enfin tranquillement.

— Impossible, voyons, chérie! Je ne peux venir chez vous en l'absence de votre mère, ce n'est pas convenable. Et puis,

vous devriez bien sortir avec elle le soir, car alors j'irais vous rejoindre où vous seriez; pourquoi vous cloîtrer, vous retirer du monde? On dirait que, à votre mère et moi, vous préférez votre tristesse.

Allons! ni maman ni lui ne veulent me permettre de penser trop longtemps à Jamine. Sans doute ont-ils raison. Il faut vivre. Si Robert n'est plus le même avec moi, c'est peut-être à cause de mon obstination à porter le deuil de cette amitié si chère. L'amour est jaloux de toute douleur dont il n'est pas la seule cause. Il faut aller vers l'amour.

Pourtant je me l'imaginais, l'amour, à toutes les heures de ma détresse. Je songeais à ce que serait mon retour, mon arrivée. Je trouvais tout simple, d'avance, de me réfugier dans les bras que Robert m'ouvrirait, et d'y pleurer très doucement, et d'y sourire à travers mes larmes, et de murmurer : « Je vous donne mon chagrin et tout mon cœur triste et tendre; bercez-moi, consolez-moi ; je suis malheureuse, et pourtant je vous aime. Vous seul pouvez dissiper toute cette ombre noire. Emportez-moi vers la lumière; empêchez-moi d'être Eurydice et, sans me laisser me détourner vers les ténèbres, remontez-moi vers le jour... » Mais il n'a pas ouvert les bras en me revoyant; il a été bon et doux; son amour, qui m'aurait ressuscitée par de la violence volontaire, a été respectueux et un peu lointain. Ses paroles de tendresse sont presque fraternelles; s'il ne venait pas tous les jours, s'il ne passait pas chez nous de longues heures, s'il n'était pas dans ma maison tellement chez lui, je pourrais presque soupçonner qu'il m'aime déjà moins..., qu'il ne m'aime déjà plus...

Ah ! le soupçon ! quelle chose affreuse, tenace, subtilement perfide !... Je ne veux pas me laisser atteindre par le soupçon.

Mais il faut que j'aie une explication avec Robert; il faut que je sache ; il me cache certainement un tourment, un ennui secret. Je veux tout savoir; n'en ai-je pas le droit? Ne serai-je pas sa femme?

Et puis il faut expliquer, annoncer, révéler nos projets à maman. Je l'aurais fait dès que j'ai eu en moi-même la certitude d'aimer Robert, si Marianne alors n'avait pas été loin, et si ensuite la mort de Jamine n'avait pas bouleversé tout mon cœur ; je l'aurais fait dès mon retour, si Robert ne me l'avait défendu. Pourquoi?

Et pourquoi, en juillet dernier, lorsque je me sentais si heureuse d'être aimée, prête à aimer, n'ai-je pas tout confié à maman, ne lui ai-je pas tendrement demandé conseil?

Quelque chose de mystérieux et d'irrésistible m'en a toujours empêchée : un mélange singulier de sentimens opposés et aussi puissans l'un que l'autre; le premier, c'est que je l'ai toujours traitée en enfant gâtée; depuis que je suis toute petite, je la protège, je la garde, je m'occupe d'elle; alors j'éprouve à lui parler de moi la gêne qu'elle pourrait éprouver elle-même dans un cas analogue; c'est ennuyeux de dire à sa grande fille : Moi aussi, je suis jeune et toute prête à aimer. Ce l'est tout autant de dire à sa jeune mère : Moi aussi, je suis grande et j'ai l'âge où l'amour m'appelle...

Si maman avait été une vraie maman, comme Mme de Kervenargan, par exemple, je lui aurais dès le premier jour tout confié. Si grand'mère avait vécu, je lui aurais tout raconté immédiatement... Mais voilà, Marianne est trop jeune, et cependant n'est pas une amie de mon âge, et plus en ce moment je la vois belle et gaie, plus je me sens embarrassée, intimidée en face de l'inévitable aveu auquel il faudra bien que nous nous résignions, car cette situation a je ne sais quoi de trouble, de perfide, et je me sens vivre dans une insécurité que je ne peux plus supporter. Je suis trop malheureuse.

Malheureuse? Ai-je donc pris l'habitude de souffrir? Ne puis-je m'évader de la souffrance? Car, enfin, cette attente n'a rien en soi de si pénible, de si affreux. Pourquoi suis-je ainsi anxieuse, impatiente et sombre?

Moi qui ne connaissais que la joie, moi qui n'accueillais que l'insouciance et le plaisir, je souhaitais la bienvenue aux êtres étrangers comme aux choses nouvelles. Toute heure me semblait prête à faire éclore pour moi un bonheur neuf, à répandre un parfum plus enivrant encore que les autres. Ainsi, Robert Bourgueil, lorsque je me suis trouvée un matin en face de vous, j'ai cru, dans ma naïveté prête à la tendresse et à l'émoi de ma saison dans celui du premier printemps, que vous alliez être l'amour.

Mais, quand nous sommes si délicieusement incertaines, quand notre cœur ivre de sève se gonfle en nous ainsi qu'un bourgeon qui verdoie, quand nous ne savons pas vers quel but nous courons si vite, ne pouvons-nous pas nous tromper de

chemin, parmi tous les aspects nouveaux de la forêt, voilée de transparens feuillages ?

L'étranger qui vient alors au-devant de nous sur la route, celui-là que nous croyons le bonheur, savons-nous son nom ?

Le voyageur obscur, accueilli par Tobie, se transforme en grand ange ailé, radieux, céleste... Inversement, cet étranger que nous voulions appeler l'amour ne peut-il être le lumineux messager de la douleur ?

Mais il est trop tard. Il est trop tard pour réfléchir à ces choses ; quand j'étais gaie, je ne savais pas si j'aimais ; séparée de Robert, j'ai souffert et alors en moi-même j'ai accueilli sa perpétuelle présence. Je le retrouve différent de tout ce que mon rêve avait créé autour de lui et que détruit la réalité qui devrait m'être douce ; mais il est là ; il est là, et je l'aime, et je sais que je l'aime. J'en suis désormais bien sûre : je souffre de lui.

XXXIII

C'est une chose bien saugrenue que l'existence !

Il m'a suffi de rencontrer, un beau matin, un monsieur inconnu pour que toute ma vie soit changée.

Il a suffi que Lariguette ait voulu un triste soir se jeter à l'eau pour que son sort se soit agréablement transformé.

Elle est revenue, ma Lariguette ; elle s'installe dans un minuscule appartement qu'a loué et aménagé pour elle le syndicat des mères coquettes et bonnes ; elle a pris quelques ouvrières, dessine des modèles, travaille sans répit dans la fièvre gaie de l'invention ; elle s'amuse, elle est heureuse ; elle calcule que, dans peu d'années, elle pourra sur ses bénéfices offrir déjà des intérêts à ses bienfaitrices aimables ; elle fait des projets et des robes ; elle taille, elle drape, elle enroule, elle bavarde... Dès que je suis là, elle me supplie de lui accorder « une séance » et, immédiatement avec quelques lés d'étoffe et des épingles, elle improvise une merveille aux lignes simples ou quelque effet de jupe cocasse et charmant.

Ma petite filleule, ronde et rose, jolie avec les yeux gris de sa mère, agite un hochet dans les bras d'une passive Bretonne à coiffe blanche ; j'ai moi-même choisi le petit mobilier, le papier joyeux avec une frise de joujoux, de la chambrette de ma

filleule; et le bonheur de Claire m'est infiniment précieux et doux. Comme elle revit avec courage, comme elle accepte avec élan, une autre façon d'être satisfaite! Cette enfant qui causait sa peine et sa honte devient sa fierté, sa joie, sa raison d'exister; l'homme qu'elle croyait indispensable à son cœur, ne lui manque plus, est oublié, et de toute cette épreuve, une Claire plus forte, plus belle, plus active, s'élance avec confiance vers un avenir qu'elle voit aussi clair que son nom charmant.

La joie naît-elle de la souffrance? Et à son tour, d'un mouvement aussi régulier que celui qui fait tourner les mondes, le bonheur n'enfante-il que la peine?

*
* *

J'ai reçu une bonne lettre de Jimmy que l'on me renvoie de Kervenargan et qui est de vieille date. En apprenant la mort de Jamine, il m'a télégraphié plusieurs fois; la nouvelle lui était tardivement parvenue, car il voyageait au Mexique et d'adresse en adresse, une dépêche courait après lui :

« Ma chère Juliette, vous savez combien j'aimais notre petite Jamine, et c'est avec une très profonde et sincère douleur que j'apprends que je ne la reverrai jamais. Mon cœur se serre à l'idée de ce petit être rayonnant disparaissant si tôt dans l'ombre; elle était l'allégorie des promesses, tant il y avait dans son esprit de jolis dons variés, et en son visage et son corps tant de beautés inachevées dont l'ébauche avait déjà tant de grâce. Quant à son cher cœur, si doux, si tendre, si bon, rien n'aurait pu ajouter à sa perfection émouvante; après le vôtre, Juliette, le plus joli cœur du monde était bien celui de Jamine et entre eux deux j'ai bien souvent trouvé de charmantes et fraternelles ressemblances.

« C'est pourquoi, Juliette, je sais et je comprends ce que doit peser votre peine; c'est une vraie petite sœur que vous perdez et j'ai peur que malgré votre maman, que malgré vos amies, vous ne vous sentiez pendant longtemps bien seule et dépareillée ainsi que la survivante d'une couple de colombes.

« Que ne suis-je là! J'ai la vanité très douce de croire que je ne vous serais pas inutile. Je vous parlerais d'elle, et puis je me tairais, et c'est vous qui me raconteriez tout ce que, d'elle encore, je ne sais pas. Nous relirions ses lettres et ses vers inachevés; nous évoquerions sa douce petite ombre, et sensible à un sou-

venir si pieux, si constamment fervent, elle viendrait parfois, cette ombre chérie, errer en silence entre nous. Écrivez-moi, Juliette, parlez-moi d'elle ; votre peine est ma peine; et, si je ne peux vous empêcher de souffrir, je veux du moins partager toute votre souffrance. Penchez-vous vers moi, que je recueille toutes vos larmes; elles me sont précieuses comme tout ce qui vient de vous ; mettez votre main dans ma main pour que je protège votre solitude ; n'oubliez pas, ma Juliette chérie, qu'il existe de par le monde un grand bêta de Jimmy très maladroit, car il est amoureux, mais qui est en même temps votre camarade fidèle, votre ami le meilleur et le plus sûr. Comptez toujours sur lui et sur tous les sentimens qu'il a pour vous. Si vous vouliez le revoir, il s'arrangerait pour venir, — ne fût-ce que huit jours, — auprès de vous. Enfin, il est aux ordres de votre caprice ou de votre cœur, et plus que jamais et pour toujours à la dévotion de sainte Juliette, sa patronne chérie, qu'il prie matin et soir, tel un enfant très pieux.

« Je baise vos chères petites mains.

« Le vieux Jimmy.

« *P. S.* — Je vous raconterai une autre fois des choses du voyage ; aujourd'hui je n'en ai pas le cœur; j'ai mon chagrin ; et aussi et encore plus, j'ai votre chagrin. »

Vous seul, vieux Jimmy, vous savez me comprendre. Vous seul avez de l'amitié vraie pour moi. J'ai un peu pleuré sur votre si franche et tendre lettre et, de loin et de tout mon cœur, je vous ai béni.

XXXIV

Au concert avec Angelise.

Nous sommes seules toutes les deux; sans doute parce que le dimanche, tout le monde a congé. Angelise est venue me chercher en voiture ; je l'ai vue arriver du jardin et, sans lui laisser le temps de venir à moi, j'ai grimpé prestement près d'elle.

Un baiser au vol ; puis je m'assieds, et mon premier regard me révèle dans le miroir étroit de l'automobile nos deux visages pâlis, maigris, nos yeux trop grands, nos traits tirés.

— Ma parole, Angelise, nous avons bien cent ans à nous deux aujourd'hui ! Est-ce que tu n'es pas malade?

— Pas le moins du monde ; je ne me suis jamais mieux portée ; mais j'ai des tas de choses à te dire ; des choses sérieuses et que je veux te confier en paix. Après le concert, veux-tu ? Chez toi ou chez moi... ou plutôt, là où nous serons encore plus sûres de n'être dérangées par personne : dans un petit thé que je connais.

— Où tu voudras, Angelise.

Nous arrivons et, je le crains, nous sommes un peu en retard.

Nous montons vite l'escalier et nous avons la déception de trouver en haut fermée, la grande porte de vitres. Elle est gardée avec un soin jaloux par ceux qui en défendent l'accès et que rien ne peut corrompre. En vain, nous risquons une œillade, des sourires ; nous devons rester debout à l'entrée du paradis défendu en compagnie de quelques retardataires qui, comme nous, fâchés de la sévérité du sort, prennent des attitudes d'artistes incompris et torturés par l'injustice extravagante des pendules.

Vite résignées, nous écoutons les sons éloignés, assourdis, d'une ouverture héroïque. Plus qu'autrefois encore, la musique m'émeut ; plus qu'autrefois, je crois qu'elle va me révéler des secrets de moi-même, et que j'ignore ; plus qu'autrefois, elle me berce et m'exalte, me conduit mystérieusement jusqu'au sanglot.

Je regarde Angelise ; droite, dans une attitude fière, elle me paraît tout d'un coup loin de moi, loin du monde ; jamais elle n'a ressemblé davantage à un jeune archange ténébreux ; une toque ailée serre étroitement son beau front ; ses boucles relevées dégagent le profil un peu osseux, un peu accusé, mais pur ; sa haute taille se redresse orgueilleusement ; elle n'est plus debout au seuil d'une salle close, où bourdonne et frémit l'essaim assourdi des notes ; elle semble prête à entrer bientôt dans l'infini d'un rêve musicalement auguste, prête à mêler sa voix puissante à quelque mystérieux concert.

Un silence, un grand bruit de pas, de voix chuchoteuses ; les portes s'ouvrent, et les retardataires, mécontens, mais plus importans que honteux, pénètrent à leur tour dans la salle, cherchent leurs places, s'inclinent sur des fauteuils numérotés, et, de rang en rang, importunent par leur passage, les auditeurs exacts depuis longtemps assis.

Enfin, nous sommes installées ; la sellette des fauteuils à

bascule claque nettement sous notre poids; nos voisins, une grosse mélomane qui s'évente de son programme, et un jeune homme faible et désolé qui semble échappé d'une collection, ne nous plaisent pas du tout. C'est affreux d'avoir à partager toutes les délices ou les affres de l'harmonie, avec des gens dont la présence vous hérisse et vous importune. Le concert, c'est, si l'on aime la musique, un endroit où le thème de la jalousie se développe à l'infini. On voudrait que les oreilles voisines ne puissent percevoir que les accens qui nous déplaisent, que les phrases mélodiques dont la courbe ne s'arrondit pas jusqu'à notre cœur, que les cris dont l'élan tragique ne parvient pas jusqu'à notre sensibilité, que les appels dont la persuasion s'arrête au seuil de notre chair.

Mais toute la musique qui nous transperce, nous enveloppe, nous émeut, nous soulève, nous emmène dans un aérien ou souterrain voyage à travers le plus azuré ou le plus obscur de nous-même, tous ces pleurs faits de nos détresses, tous ces apaisemens nés de nos supplices, toutes ces supplications qui ne s'adressent qu'à notre âme, toutes ces ardentes voix qui ne s'emparent que de nos sens, les autres ont-ils le droit de les profaner en les écoutant, en les accueillant aussi?

O musique prostituée, harmonie divine et pourtant jetée à tant d'échos, que je te voudrais à moi seule! Quelle émotion plus chaste et plus profonde me donne la voix d'Angelise ne chantant que pour moi, dans le secret crépuscule d'une chambre close! Si j'étais reine, un orchestre savant ne jouerait jamais que pour moi seule; certes, j'offrirais à mon peuple des spectacles et des chansons; mais, certains soirs, toute seule dans une loge d'ombre cramoisie, j'écouterais la grande voix magicienne de la musique, et mon étroit théâtre fantomatique à peine illuminé de lueurs glissantes sur ses blancs et sur ses ors, j'en peuplerais les loges désertes de mes désirs et de mes songes!

— N'as-tu pas trop chaud, Juliette?

— Si; veux-tu m'aider à enlever mon manteau?

Je lui rends le même service; puis, de nouveau absorbées chacune dans nos pensées, nous ne nous adressons plus la parole.

Bel « andante » mélancolique, berce mon cœur si douloureux! Ah! je ne savais pas encore à quel point mon cœur était triste. Mais veux-tu me forcer aux larmes, à leur aveu mul-

tiple et muet? Non, non, arrête, je t'en supplie. Je chéris la faiblesse des autres; je ne supporte pas la mienne. Je veux être forte, simplement, et savoir supporter ce qui me pèse. Ce qui me pèse, n'est-ce pas mon amour? Et si on me l'enlevait, ne serais-je pas sans raison de vivre? Amour que je croyais si doux, si ardent, mais si clair, et si pareil à moi-même, vous ne me ressemblez pas; vous n'êtes pas fait à mon image; vous vous êtes glissé dans mon âme, avec un masque gai et un habit chatoyant, afin que je ne me méfie pas et vous accueille; mais désormais sûr de régner, vous avez dépouillé vos insignes; votre habit est couleur de cendre, et votre visage est pâle comme la mort.

Bel « andante » mélancolique, pourquoi mon amour m'est-il étranger? Pourquoi ce sentiment, né de moi, né en moi, ne ressemble-t-il pas à sa mère? Pourquoi n'est-il pas enfantin-joyeux, insouciant et franc comme je l'étais?

Mais voici le « scherzo » plein d'ailes et de bruits de pas si légers qu'ils vont bientôt quitter la terre pour courir enfin dans l'air bleu; chuchotemens d'allègres promesses, annoncez, vous le retour des fées? Esprits charmans, esprits légers de ma jeunesse, révélez vite votre présence, ne demeurez pas plus longtemps invisibles à mon cœur anxieux.

Oui, oui! Tout peut redevenir lumineux encore! Redites-le-moi; répétez-le; assurez-le-moi bien. C'est ma faute si tout est triste. Qu'est-ce que je reproche à maman? Tout simplement d'être trop jeune et gaie. Qu'est-ce que je reproche à mon ami? Une attente de quelques jours... Aurais-je une vilaine nature? Serais-je une méchante Juliette sans indulgence et sans bonté?

Frémissez, palpitez, battez, ailes fraîches de l'espérance, courez, courez, pieds des lutins, talons des fées; poursuivez-vous le long des jours, qui, comme des ruisseaux d'argent, peuvent bien refléter encore le visage bleu du bonheur. Hâtez, vous! Venez jusqu'à moi, que je sente la verte haleine d'un matin du printemps passé. Je me meurs d'un jour frais d'avril, et j'aurai bientôt pour sépulcre le noir et voluptueux souvenir d'une nuit, d'une nuit de juin...

*
* *

Tout s'est tu; tout s'évanouit, s'évapore dans l'incertitude de l'humain silence.

Bientôt, les applaudissemens stupides achèvent de déchirer l'enchantement et de dissiper l'illusion. L'électricité blanche verse sur mille visages une clarté décevante et morne; le mystérieux ensorcellement, comme un vol effaré, bat éperdument encore dans mon cœur, puis s'immobilise et tombe.

— Angelise, je ne me sens pas bien ; veux-tu que nous partions?

— Volontiers, dit-elle.

Et, consultant le feuillet imprimé :

— Nous avons eu tout le plus beau. Je ne raffole pas de ce qui reste à entendre. Partons sans regret.

Dehors, le froid me ranime, nous marchons sans hâte.

— Le « thé » où je te mène, dit Angelise, est tout près.

Elle pousse la porte d'une boutique où l'on semble vendre des épices et des fruits exotiques, mais non servir des goûters ; tout au fond, quelques petites tables sont séparées par de hauts paravens, et d'étroits asiles s'offrent, assez confortables, avec leurs fauteuils et leurs divans de coin.

La lumière atténuée, la tranquillité me calment; comme il est encore tôt, personne ne nous a précédées dans ce refuge, paisible à souhait.

— Tu ne m'as jamais menée ici... Mais c'est charmant; depuis quand connais-tu ce repaire ?

La « devanture » vitrée est défendue aux regards des passans par une armée d'énormes potiches chinoises, lourdes et ventrues; de la rue, nul ne peut savoir que l'on goûte ici.

J'ajoute :

— C'est un endroit rêvé pour des amoureux.

Angelise a retiré ses gants, et, les coudes sur la table, la tête dans ses belles mains, elle me regarde avec une tristesse infinie.

— J'y suis en effet venue avec mon amoureux...

Mes yeux étonnés plongent dans ses yeux mystérieux, mais sincères.

— Mon amoureux : mais oui, Juliette; tu ne sais pas son nom, tu ne le connaîtras jamais; à quoi bon maintenant? Ah! ce n'est pas le portrait du Louvre ; ce n'est pas un rêve, ce fut une réalité...

— Ce fut?

Dans nos tasses, je verse hâtivement le thé qui fume; je

repose la théière sur la nappe peinte. Angelise saisit ma main.

— Juliette, je pourrais très bien ne jamais te faire la confidence que *je veux* te faire, elle est inutile absolument; je pourrais simplement te dire, avant toute autre personne, ceci : Je vais entrer au couvent.

— Au couvent?...

— Oui. Je veux être religieuse. Il pourrait me suffire de t'annoncer cela. Mais j'ai trop de tendresse pour toi pour ne pas te raconter ce qui motive cette décision, très mûrement et solennellement prise. Je veux que tu me connaisses, telle que je suis, et que dans tes souvenirs ce soit moi, dans ma vérité, qui te soit chère, et non moi, dans mes apparences...

— Parle...

— J'avais un amant, Juliette; oui, un amant, et non pas un amoureux. Tu vois comme je suis cachottière... Il me demanda d'abord en mariage; mes parens ne voulurent pas y consentir pour des raisons qui sont pour eux sérieuses et graves; elles t'importent peu. J'aimais tant ce jeune homme que je devins sans hésiter sa maîtresse, puisque je ne pouvais être sa femme. Je lui promis que, lorsque j'en aurais l'âge, je ferais à mes parens les sommations de rigueur et que nous nous épouserions; mes parens sans doute alors s'inclineraient devant le fait accompli. Mais comme nous étions trop follement épris pour attendre, je me donnai tout simplement à lui, qui m'aimait. Ce que je te confie ne doit pas te sembler mal, Juliette; il y a tant de pureté dans le véritable amour.

— Angelise...

— Je fus heureuse, mon amie; ah! si simplement et splendidement heureuse... Je le fus assez pour que ce court bonheur, dans sa plénitude et sa lumière, ait compté pour toute une vie.

Elle se tut, et ses yeux se voilèrent.

— Mais quoi, ne t'aime-t-il plus? Tes parens ont-ils découvert?... Qu'est-il arrivé?...

— Il n'est rien arrivé, Juliette. Mes parens ignorent; je n'ai pas de remords vis-à-vis d'eux, puisqu'ils n'ont pas cru en avoir de ne pas céder à mes supplications les plus légitimes; je n'ai pas de chagrin non plus et, plus que jamais, je suis aimée.

Elle se jeta vers moi dans un élan de douleur et me saisit aux épaules.

— J'avais pris la résolution de tout quitter dès maintenant pour le suivre, afin de ne pas attendre, afin de jouir plus vite d'un bonheur sans aucune ombre, et tout était prêt pour notre départ, et puis...

— Et puis?

Elle se laissa retomber en arrière et parut diminuer, rapetisser, disparaître dans les coussins à l'angle du divan.

— Et puis, j'ai compris que moi, moi seule, je n'aimais plus autant; que j'étais toute prête à n'aimer plus, que ma ferveur s'apaisait, que ma splendeur intérieure éteignait peu à peu son rayonnement jusqu'alors infini, et je compris que bientôt je n'apporterai plus à l'amour de mon amour qu'un cœur obscur, résigné sans doute à de douces habitudes, mais sans chaleur, sans véhémence, sans profusion et sans beauté.

Elle serra ses mains jointes entre ses genoux rapprochés, et tout son visage devint si sombre que je ne voulus plus le regarder.

— Avec épouvante et clairvoyance, je mesurais chaque jour, chaque nuit, chaque heure, les progrès inverses de ce sentiment que j'avais pu croire éternel ; il se retirait de moi comme la mer abandonnant les sables; je n'étais pas plus coupable de ce tourment que la grève délaissée des vagues. Je n'aimais plus; je n'aime plus. Et malgré moi, le regret de l'amour m'environne, et je ne peux pas être certaine que, pour en connaître encore l'ivre nouveauté, je ne marcherais pas malgré moi vers un autre amant, vers un autre espoir... Ainsi le voyageur, de rivage en rivage, cherche la chaleur du soleil qui fuit; il va de contrée en contrée, croyant découvrir le climat du paradis, et, aux premiers froids, sentant qu'il se meurt, infidèle au pays qui lui fut doux, il se remet en marche, parce qu'il ne peut vivre sans le soleil...

— Angelise... ô ma chère Angelise...

— Ne pleure pas, Juliette ; sois fière de ton amie. Ces recommencemens, je n'en veux point; ces tentations, à tout jamais je les écarte. Je ne veux pas de ces voyages. En l'honneur de ce qui fut si beau et qui déjà n'est plus, je renonce à toutes les promesses humaines, à toutes les possibilités futures. De mon plein gré et pour être sûre de ne plus jamais aimer, je referme les yeux sur les bonheurs du monde; je vais expier dans un cloître la faute que j'ai commise en n'ayant pas su

garder pour toute ma vie le même, l'unique amour; j'offre mon cœur changeant à la seule Clarté qui demeure... Maintenant, tu sais tout, Juliette. Ne pleure pas, je t'en supplie, et bois ton thé qui refroidit...

— Mais... lui?

— Lui? il souffre, il souffrira quelque temps encore, et puis, même s'il n'oublie pas, il revivra, il renaîtra, et pourra du moins garder d'Angelise un souvenir ardent, mais pur.

Une pendule sonne; déjà six heures! Robert m'attend à la maison, et sans doute, maman est-elle rentrée... Je les trouverai tous les deux, l'air content; je les dérangerai peut-être... Ah! pourquoi tout l'amour n'est-il pas éternel?

— Rentre avec moi, reste, Angelise. Je voudrais te dire tant de choses!... Tu ne sais pas combien je t'aime, comme je te plains... Mais je t'en supplie, au nom de notre amitié, réfléchis encore... Ne peux-tu retarder ta décision?... Ne peux-tu pas attendre?

Un taxi-auto vers la rue Louise-Labé nous emporte. A la grille, je ne peux me séparer d'Angelise; je la prie; je la tiens embrassée; et dans sa fourrure et son cou je pleure et je la conjure.

— Ne m'abandonne pas! Ne m'abandonne pas!

Elle ne me pose aucune question; elle prend entre ses mains ma petite figure ravagée de larmes. Elle me regarde longuement; elle me dit :

— Il faut avoir du courage; il faut que tout soit beau, en dépit de nous-mêmes. Je pars demain. Je laisserai chez moi une lettre. Ne le dis à personne. Adieu.

XXXV

Quelques jours plus tard, Mme de Gimeuil, dans un billet ému, m'annonça la résolution d'Angelise et son départ pour un couvent de carmélites, en Hollande; Mme de Gimeuil me priait aussi de venir lui parler. J'allai la voir. Nous causâmes d'une façon assez embarrassée.

— Ne savez-vous rien, ma chère enfant? Nous avions cru, mon mari et moi, devoir refuser à notre fille notre consentement à un certain mariage... Si elle renonçait au couvent, ah! combien nous accepterions de grand cœur ce que nous refusions

jadis... Croyez-vous que la décision d'Angelise ait été prise à ce sujet et soit irrévocable ?

— Madame, je ne sais rien.

M. de Gimeuil, plus atteint que sa femme, me fit peine. Il était si fier de sa fille et l'aimait tant ! Néanmoins, pour des raisons sans doute vaines, il n'a pas hésité à lui refuser ce qu'elle désirait jadis... Son remords me toucha et j'eus presque envie de lui dire la vérité ; de le consoler en lui révélant l'âme noble et claire d'Angelise. Mais Angelise ne veut pas qu'on la dévoile et, pour toujours voilée, de loin m'ordonne le silence ; je me tais.

Maman, en apprenant cette nouvelle, dit simplement :

— Au couvent ? Quelle drôle d'idée !..

On ne saurait avec plus de profondeur, définir une situation. Perrette a eu de la peine ; Ninette et Ninon ont déclaré qu'Angelise leur avait toujours paru « un peu toquée. »

Et, déjà, personne ne s'occupe plus, dans ce pauvre petit monde, d'Angelise au couvent.

*
* *

Salvator Pourpa, subitement revenu, a fait chez nous une réapparition triomphale. Il a entrepris le portrait de Perrette, celui, double, de Ninette et de Ninon, et le mien.

Nous posons le même jour, alternativement toutes quatre, et il en profite entre les séances, pour jeter hâtivement, d'après nous, sur la toile et le papier, des esquisses, des groupes, des farandoles à la Prud'hon, qui sont exquises.

Ce matin, pendant que Ninette et Ninon fouillaient dans des cartons, curieuses, il me dit après le départ de Perrette :

— Est-ce vrai que Styrenson soit amoureux de vous ?

— Je n'en sais rien.

— Pourquoi ne l'épousez-vous pas ?

— Ça vous regarde, cher et illustre maître ?

— Vous devriez vous marier ; vous êtes très gênante pour votre maman.

— Moi ?

— Oui. Vous. Vous devenez une femme. Et ne voyez-vous pas qu'elle, elle rajeunit de jour en jour ? Elle ne ressemble presque plus au portrait que j'ai fait d'elle. Un beau portrait, hein ! dans cette robe violacée ; une allégorie du soir. Maintenant, si

je recommence une étude d'après elle, je la veux toute en lumière ; une robe orangée dans du soleil, telle une belle journée qui commence...

— C'est vrai ; elle n'a jamais été plus belle...

— Et ça vous ennuiera beaucoup d'avoir un beau-père ; je vous connais ; vous êtes entière et dominatrice : un jeune beau-père surtout... comme Robert Bourgueil, vous causera mille désagrémens.

— Robert Bourgueil ? Vous plaisantez, je pense ?

Une petite sueur à mes tempes : une lassitude subite. Je me renverse sur les coussins chinois, et leurs dragons, chimères, de leurs ongles, de leurs ailes griffues, de leurs langues de flamme, me menacent, me semblent subitement affreux.

— Lui, ou un autre, au hasard ; à l'âge de votre mère, on épouse rarement Styrenson ou moi ; on veut de la passion plus fraîche... Mais au vôtre, on a de la jeunesse pour deux ; puisque vous n'épousez pas Styrenson, épousez-moi.

— Mais vous êtes diabolique aujourd'hui...

— Vous ne voulez pas ? Vous avez bien tort ; je vous immortaliserais dans des chefs-d'œuvre incomparables... Tant pis, d'ailleurs ; ce qu'il me faut, c'est autour de moi de la grâce animée, de la vie, de l'agitation, de la jeunesse, du mouvement dans de la joie. Je ne peux supporter de vieillir ; en place de miroir, je veux en face de moi une figure sans plis...

Et désignant de son pinceau les deux sœurs penchées sur les crayons et les esquisses :

— Je prendrai celle-ci... ou celle-là.

*
* *

Certes, il a dit cela sans malice, ce vieux démon de Salvator Pourpa et comme il aurait dit autre chose ; Robert est toujours à la maison... alors, n'est-ce pas ?... on peut penser... mais c'est tout de même étonnant qu'on ne pense pas d'abord qu'il y vient pour moi.

Ce serait cependant plus naturel : beaucoup plus.

J'en ai assez de ces longues fiançailles secrètes ; Robert vient déjeuner ; je veux à tout prix parler à Robert, si je peux trouver un instant de solitude, et ne plus accepter cette situation sans franchise.

L'autre soir, entre deux canapés, je lui ai dit :

— Quand nous déciderons-nous...

— N'êtes-vous pas heureuse, Juliette ?

Telle fut l'interruption que je m'attirai; ce n'est pourtant pas à moi de lui répondre, impatiente : non. Il croirait que je souhaite un plus complet bonheur, tandis qu'en réalité ce que je veux, c'est de la certitude.

Et tout de suite nous fûmes séparés. Impossible de parler longuement seuls, jamais. Il faudrait se voir ailleurs, mais partout, avec nous, entre nous, maman est toujours là.

A déjeuner, pas de Robert.

— Il m'a téléphoné, dit maman avec négligence, qu'il ne viendrait pas.

Ah ! ce n'est plus moi qu'il prévient...

Maman est toute prête à sortir ; son manteau de fourrure pend, rejeté sur sa chaise ; son chapeau la coiffe délicieusement ; en opposition son manchon coiffe ridiculement la pendule ; ses gants et son petit sac sont posés près de son couvert. Son parfum, plus violent que d'habitude, remplit toute l'étroite salle à manger, la sature. Je me sens une migraine subite et ne puis manger.

Maman ne s'en aperçoit même pas et, avec des gestes menus de gentil singe, décortique une noix.

— Écoute, Juliette... ce bon Styrenson m'a redemandé hier soir si tu ne consentirais jamais à l'épouser...

— Encore Styrenson ! Deux fois dans la journée... c'est beaucoup. Alors, maman ?

— J'ai dit que je t'en parlerais...

Elle trempe dans son bol ses doigts poissés et, les retirant, s'amuse à secouer des gouttes sur la nappe, du bout des ongles.

— En somme, ce bon Styrenson... il est très bien... il a des millions... et tu sais, ma pauvre petite fille, l'argent se fait rare...

— On ne le dirait pas, maman...

Et je regarde les fourrures, la robe et les bijoux et le couvert luxueux et précis.

Elle soupire, ouvre son sac, se regarde au miroir.

— Je suis terriblement dépensière... Non, merci, pas de café... On étouffe ici ; viens donc au jardin... Ah ! s'il me fallait un jour, pour te doter, vendre ce jardin, cette maison...

— Je ne vous demande pas de dot, jolie maman trop

prévoyante; si je suis pauvre, pauvre, eh bien! je vivrais ici près de vous, avec mon mari mendiant.

Ce programme semble fort médiocrement lui plaire.

Elle sourit, gênée.

— Ça ne sera pas très amusant pour toi. Je t'assure, pense à Styrenson...

— Mais vous me trouviez trop jeune pour...

— Oh! ma lettre? Mais ça ne compte pas; c'est une idée stupide, qui, ce jour-là, m'avait passé par la cervelle...

Je pense aux paroles aiguës de Pourpa : « Vous êtes très gênante pour votre maman. » Et j'ai de la peine.

Nous marchons lentement dans l'allée; il n'y a plus de feuilles; il n'y a plus de fleurs; seuls quelques arbustes toujours verts font des taches sombres sur le gravier blanc.

Le ciel est gris, fuyant et froid, triste à mourir.

— Marianne, si vous tenez à me marier. je ne demande pas mieux; mais ne me proposez pas Styrenson. Que diriez-vous si j'avais choisi...

— Oh! Juliette, que je suis en retard!

Elle m'interrompt nettement, l'œil fixé tout à coup sur la minuscule montre de son bracelet, sous la manche soudain relevée. Elle entame toujours au moment de sortir les conversations qu'elle croit sérieuses, afin de pouvoir s'en évader plus facilement.

— Si vous êtes en retard, ne vous hâtez pas; ce n'est plus la peine... Il ne faut se presser que pour être exacte. Laissez-moi vous dire...

Eh bien! oui; je vais manquer à ma promesse. Tant pis; j'en ai le droit. Je veux savoir.

— Non, chérie; impossible... je file. Tu me diras cela ce soir. Au revoir, mon amour... je ne veux pas t'écouter. Adieu, adieu...

La grille a tourné sur ses gonds. Rieuse et rose, Marianne va passer le seuil afin de monter dans la voiture qui l'attend.

Mais je mets fortement la main sur son bras.

— Écoutez-moi, maman...

Elle se dégage avec impatience, presque avec colère, car je lui barre le passage.

Elle me regarde, étonnée, fâchée.

Ah! que je lis clairement dans le fond naïf de ses yeux!

Comme il me parle, son regard! Comme elle me dit par l'expression volontaire de ses prunelles lumineuses :

— C'est vers l'avenir que je marche. Ne m'arrête pas, surtout; je ne regarde pas derrière moi; presque plus à côté de moi. Je suis encore jeune; je cours vers l'amour qui m'appelle. Ne te crois pas le droit de me prendre par la main et de me retenir, fût-ce un instant, fût-ce une seconde... Laisse-moi passer! Laisse-moi passer.

. . . . . .

— Laisse-moi passer, dit-elle, en effet.

Je m'écarte, je me tais; elle passe; elle monte en voiture; et pendant que l'automobile ronfle et se met en marche, je vois maman tirer de son sac un petit bâton de rouge et se le passer sur les lèvres, voluptueusement.

*
* *

Quelques instans après, miss Bonbon entra; elle venait « me promener. »

Ces précautions ridicules, vis-à-vis des dangers que peut courir ma pauvre personne si une vieille Anglaise ne l'accompagne, m'irritèrent plus que je ne puis dire, et je congédiai miss Bonbon en lui affirmant que j'avais la migraine et ne sortirais pas.

Je me suis jetée sur mon lit, excédée autant que désespérée. Assez de tout cela : assez. Je veux la vérité, de la clarté; je veux...

Et j'ai pleuré dans la douceur de l'oreiller jusqu'à ce que soit venue l'ombre.

Elle vient tôt, l'ombre, en hiver, dans cette petite chambre du rez-de-chaussée; et elle l'envahit brusquement. Il fait encore bleuâtre; je ferme les yeux; je les ouvre : il ne fait plus clair.

Alors, j'ai sauté en bas du lit avec mes poings sur mes paupières, secouant mes cheveux défaits, et j'ai couru à la fenêtre, que j'ai ouverte toute grande, sur le crépuscule désolé. Ah! de l'oubli! de l'oubli! de l'oubli! de l'oubli dans de la lumière!

Mais vain appel, souhait dérisoire; la nuit vient, froide, pauvre, humide, et mes pensées me tourmentent.

A tâtons je mets mon chapeau, mon manteau, jetés là ce matin au retour de chez Pourpa, et je saute par la fenêtre.

Pourquoi ai-je fait cela? Pourquoi est-ce que je me rappelle

avec une brusque amertume ce matin d'avril où, à l'aube, je courus ainsi vers le printemps?

Je sors et machinalement je vais vers le Bois; j'ai marché longtemps, car je me trouve au bord du Lac, sans m'être aperçue de l'heure, ni de la fatigue.

C'est une soirée plus douce en somme, que je ne le croyais en partant; les lumières des restaurans brillent parmi les frondaisons sombres. Il y a peu de promeneurs; sont-ils tous aussi tristes que moi? Une petite lune écornée joue à cache-cache avec les nuages; une brume légère flotte au faîte des branches nues; dans l'ombre environnante, les automobiles passent avec bruit, dévorant l'obscurité de leurs phares blancs ou de leurs lanternes rouges; lac magique, palais des songes pour la princesse perdue dans la forêt, chars rapides des enchanteurs... Mais à quelle porte irai-je frapper? A quelle sorcellerie bienfaisante m'adresserai-je? Qui m'indiquera la bonne route, à moi qui suis égarée dans mon propre cœur?

Au bord du lac, un sentier tourne sous des pins à l'immuable verdure.

Je longe en rêvant la berge froide; un grand cygne noir, d'une rive à l'autre, lourdement plane, vole, et, avant de se poser sur l'eau, passe un instant sous la lueur glacée de la lune.

Trois canards, poussant leur cri rauque, s'élèvent en triangle au-dessus du lac et tentent de percer la nuit.

Mais la lune dégagée des nuages, à présent luit; il fait clair, et, dans le miroir du lac qui semblait terne et comme dépoli, tout maintenant se reflète avec une minutie précise, exacte, implacable : les arbres desséchés, les rives, les buissons, les pins inverses, les nuages déchirés, l'astre pur et des petites lumières errantes...

Brusquement, mille petits faits passés se reflètent aussi en moi-même, exactement, implacablement.

J'ai froid; un « taxi » passe, vide. Je le hèle. Le chauffeur ne me questionne pas, cette fois-ci, ne me parle pas... Ah! nous ne sommes pas le 2 avril, et ce soir je n'irai pas boire du lait au Pré-Catelan.

Une fois rue Louise-Labé, je congédie cette voiture, et, du jardin, je rentre chez moi par ma fenêtre ouverte sans avoir sonné autrement qu'à la grille de l'entrée. Puis délibérément, je me dirige vers le salon.

J'ouvre la porte ; ce n'est pas celle du vestibule par laquelle j'entre habituellement lorsque je reviens de promenade. J'ouvre le vantail sur la douceur de la pénombre rose que font le feu qui meurt et les lampes voilées. Ni maman, ni Robert ne m'ont entendue, ne m'ont vue.

Je respire la tiédeur parfumée de la pièce heureuse, close et familière, où plane je ne sais pas quoi de secret et de charmant.

Dans les coins laissés tout obscurs, des bouquets semblent jaillir de l'ombre aussi naturellement que si leurs fleurs naissaient d'un printemps noir.

Je vois tout cela...

Maman et Robert sont assis de chaque côté du foyer ; elle, renversée à demi dans la bergère profonde ; lui, les jambes croisées à terre, sur le grand coussin ramagé dont les glands d'or luisent longuement aux derniers sursauts des braises.

Je n'entends pas ce qu'ils se disent et je ne vois pas leurs visages ; pourquoi est-ce que je n'ose pas leur parler ni venir simplement m'asseoir entre eux comme autrefois ?

C'est qu'il y a déjà entre maman et lui une présence invisible et pourtant si réelle pour mon cœur qui bat trop vite, que je la sens plus que je ne la pressens..., que je la sais...

Amour ! Désir ! Tendresse ! Quel que soit le nom dont on vous désigne, c'est bien vous entre eux, n'est-ce pas ?

Et, sur la pointe des pieds, tout doucement, — ah ! si doucement, — je me détourne, je referme la porte... et je m'en vais.

XXXVI

J'ai dîné pourtant, à cette table qui ne me semble plus la mienne, près de maman qui ne me regarde plus avec les mêmes yeux si doux ; près de lui ; je ne souffrais que de maman ; lui, je ne le sentais presque plus là.

Jamine, ma chérie, qui est morte, est toujours, sera toujours dans mon cœur et dans ma pensée ; mais lui, vivant, qui dîne, et parle, assis près de moi, me semble parti très loin de moi ; j'ai besoin, pour savoir que c'est vraiment lui, encore lui, et qu'il est le même, de m'imaginer à côté de lui, qu'il est là !

Tout de suite, prétextant une grande fatigue, après dîner je les ai quittés, je me suis couchée. Une fois seule, Robert a recommencé à être plus présent à mes pensées ; mais je ne

souffrais pas. Non. J'étais calme comme un voyageur harassé qui, roulant dans un gouffre, se dit en touchant enfin le fond, sans penser à ses blessures : Je vais dormir ou mourir, qu'importe... et s'abandonne à la destinée. Et j'ai profondément dormi, goûtant déjà le morne et noir apaisement, le repos singulier qui suit les choses accomplies.

Mais au matin, hélas! Ah! je ne connaissais pas encore ce réveil aigu comme une lame, tranchant inexorablement le fil qui lie le sommeil à l'oubli, et enfonçant, dans la conscience ranimée, la pointe de la certitude que le jour renouvelle!

Ce n'est pas gai du tout ce petit réveil-là. Mais je ne vais pas m'attendrir sur mes infortunes. Ce qui est, est; je ne le changerai pas; je m'habituerai à cette souffrance et quand elle ne se méfiera plus, bête apprivoisée, maintenant encore trop redoutable, mais à laquelle je rognerai les ongles, je l'étoufferai, je l'étranglerai, je la rejetterai loin de moi.

Mais il n'est pas question encore de cela; il faut « régler une situation, » comme on dit en style de notaire. Et la situation est compliquée; car il ne s'agit pas de perdre simplement un homme que j'aime, ce qui n'est déjà pas très agréable, il s'agit de ne pas perdre maman, ma maman à moi, que j'ai toujours tant chérie, que j'aime malgré tout, plus que jamais, autant que toujours.

Ah! j'ai beau plaisanter; j'ai beau me raidir; j'ai beau, sortant du bain, me frictionner comme un sauvage avec un gant de crin aussi rude que mon sort, voilà que je m'attendris et que je m'assieds sur le tapis, — heureusement éponge, — et l'inonde de mes larmes...

J'ai du chagrin! j'ai du chagrin! j'ai du chagrin!

*
* *

Allons! un « pneu » à M. Robert Bourgueil, bien que je doive le voir tout à l'heure.

« Cher Robert, il faut que je vous parle fort sérieusement. Ici, vous le savez, c'est absolument impossible; chez vous, je n'ose pas. Voulez-vous, samedi à trois heures et demie, m'attendre à la grille du parc de Saint-Cloud? En cette saison, nous ne risquons pas d'y rencontrer personne et d'y être dérangés.

« Je compte absolument sur vous.

« JULIETTE. »

A peine ce petit bleu écrit, on m'annonce Perrette; elle vient me dire qu'elle se marie samedi à midi, sans tambour ni trompette, entre quatre amis; je suis son témoin et cela me flatte. Elle voulait attendre d'abord et ne célébrer son mariage qu'après le fameux passage des Alpes en aéroplane que doit tenter Gavarrez en février; mais c'est trop loin; elle lui a juré de ne jamais l'empêcher d'accomplir une chose dangereuse; elle respectera toujours l'exaltant et beau métier de l'air qu'il a choisi. — Et, ajoute-t-elle, comme on ne sait jamais, en nous mariant maintenant, nous serons toujours heureux pendant quelques semaines, sans compter que papa est tellement agité et insupportable que l'on ne peut vraiment plus vivre avec lui...

Je l'approuve, je l'embrasse, je lui confie mon « pneu » pour qu'elle le jette à la boîte. Elle n'est pas partie depuis dix minutes que Victorienne m'apporte un mot de Robert qui se croise avec le mien, et qui dit à peu près les mêmes choses.

« Il faut absolument que je vous parle, Juliette; chez vous, c'est impossible; chez moi aussi; donnez-moi un rendez-vous dans un jardin, dans un thé; où vous voudrez, arrangez cela; mais j'ai besoin d'avoir avec vous une entière et franche explication que je voulais toujours vous demander plus tôt. Mais il faut, il est indispensable que nous ne soyons pas vus, ni surpris. Vous comprenez peut-être, hélas! déjà pourquoi.

« Toujours votre grand ami.

« ROBERT. »

Allons! il a compris que j'ai compris, et cela va lui faciliter les choses.

*
* *

J'ai aimé le mariage de Perrette; et pourtant il avait aussi peu que possible l'air d'un mariage; elle portait un costume tailleur sous un grand manteau de fourrure; pas d'assistance; quelques fleurs et quelques lumières dans une toute petite chapelle; rien d'un mariage de fille riche. J'ai aimé ça. Son mari, charmant et fort, de visage si franc et si hardi, de noble allure, me plaît infiniment dans sa jeunesse brave et vigoureuse. Elle saura le comprendre, car elle a de l'élan, le goût du jeu et du risque, et aussi ce solide bon sens qui, joint à celui très net de

ce qui est bien et beau, arrive si naturellement jusqu'au courage.

Madame Perrette Gavarrez, je vous ai embrassée de tout mon cœur à la portière de l'auto qui vous emporte avec votre mari vers l'Italie et, je l'espère aussi, vers la contrée du bonheur.

M Styrenson a profité de la circonstance pour me redemander en mariage, cette fois-ci à moi-même; j'ai décliné avec politesse cette offre flatteuse; il sembla un peu vexé, surtout lorsque je lui dis : « J'aime trop vos enfans pour pouvoir être votre femme... »

J'avais surtout envie de me sauver dans une gambade, et ne me sentais aucunement le désir de faire des grâces et des phrases, et d'arrondir mondainement une conversation. Il a dû me trouver plutôt rapide, le père Styrenson. Ma foi! tant pis; il a l'habitude des affaires.

Maman, pas contente, car elle s'était aperçue du tête-à-tête et de son résultat, m'a demandé après le déjeuner tardif :

— Où vas-tu? Refuser un autre mariage?

— Je sors avec miss Bonbon.

En effet, la bonne miss Bonbon m'escorta un bout de chemin; mais à la gare de la Muette, je lui dis très gentiment :

— Chère Bonbon de mon cœur, je me sépare de vous; je vous donne rendez-vous à cinq heures et demie au thé anglais de la rue de Rivoli. Vous voilà libre d'aller voir vos amoureux... Je garderai scrupuleusement le secret de vos escapades...

Là-dessus je me plonge dans une voiture et je disparais aux yeux épouvantés de la plus excellente Bonbon du monde.

XXXVII

Il fait froid; il fait gris; il fait triste; et je me sens transie jusqu'au fond du cœur. Néanmoins, une certaine force m'anime, et je suis beaucoup moins malheureuse que lorsque je pouvais douter que je l'étais. Je m'examine dans le miroir de la voiture et je ne suis pas mécontente de moi; j'ai chipé à maman un peu de rouge, et j'en ai mis, ma chère! Il ne faut pas porter sur son visage les traces des résolutions irrévocables; il faut « finir en beauté. »

Je me souviens, pendant que la voiture traverse le pont de Saint-Cloud, de notre équipée printanière avec l'abbé; de

Jamine, hélas! et de Lariguette qui voulait mourir et qui est maintenant si contente de vivre. Comme la Seine était brillante ce jour-là! et aujourd'hui comme elle est terne, comme elle est lente! Les reflets n'y dansent plus; ils passent gravement; les péniches ténébreuses, les chalands salis de charbon, tout est appesanti, tout est sombre; des sifflets, des cris de sirènes déchirent des fumées basses, errantes; les lointains se perdent dans des brumes et un pâle soleil de décembre regarde ce gris paysage, cette eau glacée, ces arbres nus, ces berges noires, d'un œil morne et découragé.

Ah! déjà Saint-Cloud; la courte avenue; la grille... Il faut que je garde cette voiture; sans quoi, comment reviendrai-je? Ai-je assez d'argent? J'ouvre ma bourse et je compte. Oui, mais je serai ruinée, ce qui m'est très indifférent. Dire que l'on pense à ces petites choses-là dans de pareils momens!

Je descends de la voiture et je reconnais la silhouette de Robert qui vient à ma rencontre.

Nous nous serrons la main, je crois même que je lui souris, et, aussi embarrassés l'un que l'autre, nous entrons dans le parc désert.

Jamine, qui avait rebaptisé tous les lieux de Paris et des environs qui lui plaisaient, avait surnommé ce beau parc « le jardin des amours passées. »

Je le dis à Robert pour rompre le silence; mais il fait rouler sous son pied un petit gravier et ressemble à ce jeune homme, qu'il était en avril au Pré-Catelan, d'une façon si frappante, que ma gorge se serre un peu.

Allons! c'est moi qui dois parler.

— Robert, je ne vous fais aucun reproche, je sais que nous ne sommes pas responsables de la force ou de la durée de nos sentimens, — ici je pense intensément à Angelise, — vous avez cru m'aimer et vous ne m'aimez plus...

Il leva la main;

— Je vous arrête, Juliette; je vous aime avec une tendresse infinie; c'est à cause de cette tendresse même que je me suis tu trop longtemps, tellement m'était odieuse l'idée de vous causer une peine; oui, j'ai vu par le chagrin que vous ressentiez de la mort de Jamine, combien vous pouviez souffrir, et, plus j'avais de raisons de chérir et d'admirer votre caractère, plus je lui faisais injure en n'osant vous avouer la vérité.

— La vérité... je l'ai pressentie ; et enfin je l'ai comprise.

— Oh! Juliette ! vais-je vous dire comme les petits garçons, que tout cela n'est pas ma faute? Ce sont pourtant les mots qui montent de mon cœur à mes lèvres. Ce n'est pas ma faute, mon enfant! J'avais bien deviné que vous me meniez vers le bonheur et l'amour; j'avais bien compris qu'il fallait vous suivre, vous retrouver, ne pas vous perdre; j'avais bien compris, je ne m'étais pas trompé; mais l'erreur qui cause mon remords, mon chagrin, et peut-être aussi le vôtre, fut de croire que mon amour et mon bonheur étaient en vous; vous n'en étiez que la messagère, Juliette aux pieds joyeux; votre voix m'appelait à lui et votre douce main imprudente m'a conduit...

— Vers maman.

J'ai prononcé ces deux mots tout bas avec une sorte de pudeur secrète.

— Juliette! je l'ai aimée sans doute dès que je l'ai vue ; mais je n'ai rien redouté d'un sentiment qui me semblait si naturel; comment n'aurais-je pas eu toute de suite de la tendresse pour elle que vous chérissiez tant, pour elle qui vous aimait avec une telle grâce, et à laquelle je devais le bonheur de vous voir exister?...

Nous gravissions lentement cette montée qui mène au rond-point où luit un bassin gardé par les pâles statues. Le lierre et la mousse, enserrant de leur verte gaine les troncs des arbres dépouillés, laissaient des tons verts à ce paysage de décembre. Un grand vent, soulevant les dernières feuilles sèches éparses sur le sol, dévastait les mornes ramures, déshabillait les déesses de pierre, courbait les herbes courtes et frileuses du tapis de gazon ; ce vent me mordait le visage, me sautait aux jambes comme un mauvais chien ; d'une main froide, je raffermis sur mon front ma toque de fourrure.

— Robert, ce n'est pas votre faute...

— Non. Mais je suis quand même coupable. Je suis inexcusable, après tant d'années consacrées à l'amour, de connaître si mal mon cœur. Pendant votre absence, — que, malgré mes supplications, vous prolongiez, — je n'aurais pas dû voir chaque jour, chaque soir, votre mère. Je croyais lui parler de vous ; je croyais me faire aimer de celle qui devait, malgré son âge pareil au mien, devenir bientôt ma mère adoptive, ma grande sœur... Et l'amour est venu pendant ces heures de douce

solitude. Je vous regrettais : elle était là. Je ne savais plus quel espoir je chérissais davantage; vous lointaine; elle, si présente.

— Il fallait me dire...

— Vous dire? vous dire quoi? ce que je ne savais pas encore moi-même? C'est à votre retour que j'ai eu la certitude que je l'aimais. Alors, tout de suite, dans vos larmes mal essuyées fallait-il vous apprendre cruellement, soudainement : « J'ai cru vous aimer... mais c'est Marianne que j'adore. » Ah! je n'ai pas eu cette force. Je n'ai pas pu. J'ai été lâche. Pardonnez-moi.

— Et maintenant, Robert, dites... êtes-vous bien sûr que vous l'aimez?

— Je suis bien sûr.

Nous avions machinalement descendu quelques marches moussues. D'un commun accord nous nous assîmes sur un banc de pierre, comme dans le jardin des Léris, autrefois. A nos pieds, un petit bassin tari nous offrait un amoncellement de feuilles mortes. Je pris la canne de Robert et je la plongeai dans le tas mouvant, humide et profond.

— Vous ne me pardonnerez jamais, Juliette? Vous m'en voulez, n'est-ce pas?

— Vous en vouloir? Est-ce que j'en veux à l'hiver d'avoir tari cette eau et dépouillé ces arbres? Vous en vouloir, mon pauvre enfant, mon pauvre ami! Ah non! je ne vous en veux pas...

Il posa sa main sur ma main et la pressa doucement, pour un merci.

— Je ne vous en veux pas. Je sais que je pourrais vous dire : « Moi aussi, j'ai cru vous aimer; une jeune fille, autant que vous, connaît mal son cœur; moi non plus, je ne vous ai pas aimé; ce fut une illusion, un leurre... je n'ai pas de chagrin; n'ayez pas de remords. » Mais je ne suis pas orgueilleuse et je vous dis : « N'ayez pas de remords; mais je vous ai vraiment aimé et j'ai bien du chagrin. »

— Juliette! petite Juliette chérie...

— J'ai bien du chagrin, mais je me consolerai; je sais que rien ne dure toujours et que la jeunesse est une grande guérisseuse.

Je me tus un instant, et, dans ma pensée, Lariguette aux yeux gris passa.

— Je guérirai; je vous oublierai peut-être; mais quelque chose de plus grave m'agite et m'a menée ici; je consens à vous perdre; je ne veux pas perdre maman.

— Je ne vous comprends pas, Juliette.

— C'est pourtant bien simple et facile à comprendre; si elle vous épouse, le jour où vous entrez dans la maison, j'en dois sortir; je ne peux vivre entre vous deux.

— C'est vrai. — Et il baissa la tête. — J'y ai pensé; mais sans courage, je remettais au lendemain une solution si douloureuse.

— Vous êtes sûr de l'aimer, dites-vous? Mais êtes-vous sûr qu'elle vous aime?

Ah! la douleur est une très bonne éducatrice. Je n'ai plus peur des mots comme jadis; ma pensée et ma langue sont libérées de toutes les timidités.

Je regarde au ciel un coin bleu qui, sous la déchirure du vent, consent brusquement à paraître; est-ce le prince Azur, cher à Jamine, qui, pour me voir un instant, s'accoude aux balcons des nuages gris?

Robert s'est levé; il marche autour du bassin, et il penche la tête.

Il tourne; il tourne encore; je tourmente les feuilles mortes. Il revient, et debout en face de moi :

— Oui, Juliette, elle m'aime.

Tout d'abord, je ne réponds pas; la canne mince échappe à mes mains engourdies.

Je les replonge dans mon manchon, pendant que Robert se penche, arrête et reprend le jonc rebondissant et flexible.

Puis je me lève à mon tour, et, Robert et moi, nous recommençons notre promenade. Nous montons à travers les arbres, dans la terre et la boue et l'humus spongieux; dédaignant les chemins et les allées, nous montons; quand la côte est trop dure, il se retourne et me tend la main, et, fortement, m'attire à lui. Encore une longue et terne avenue; puis une sorte de petite terrasse solitaire, qui surplombe de côté la belle grande terrasse d'en bas, et à laquelle nous nous arrêtons sans parler.

Nous nous accoudons tout près l'un de l'autre, car pour éviter un buisson de piquantes broussailles, inconsciemment il se rapproche de moi, et sa hanche frôle presque la mienne.

Les nuages et les fumées font de l'horizon gris un immense océan taciturne, auquel les vagues inégales des toits gris, au loin, se mêlent, se confondent ; la ville entière est impondérable et brumeuse, sans réalité, sans beauté et dans son imprécision si vaste semble un mirage triste et désolé.

— Robert, vous croyez qu'elle vous aime; mais moi, je connais son enfantillage, sa frivolité, son détachement de tout ce qui est grave; c'est un être délicieux, mais dont les sentimens ne sont pas profonds, et j'ai toujours veillé sur elle, qui ne savait rien de la vie, qui ne sait rien de son propre cœur, qui peut croire vous aimer, et ne pas vous aimer vraiment.

Contre ma jambe, la jambe de Robert tressaille.

— Je vous inquiète, je vous tourmente; je ne veux pas vous faire de la peine. Mais, comprenez-moi, je ne veux pas renoncer à elle aussi, avant d'être sûre et bien sûre que vous êtes son seul et son vrai bonheur.

— Juliette, vous avez le droit d'exiger de moi beaucoup de choses ; mais ne me séparez pas d'elle, ma chère enfant.

— Si ; je veux vous séparer d'elle. Jamais, depuis qu'elle vous aime, vous ne l'avez quittée. Eh bien ! je veux savoir si l'absence ne détruira pas en elle ce que vous croyez être l'amour ; je veux savoir si, de frivole, elle est devenue fidèle; si vous lui manquez, si elle ne peut vivre sans vous. Alors, et vous savez combien je suis honnête, je vous rappellerai, Robert, et c'est moi qui m'en irai.

— Juliette, vous m'imposez une dure épreuve : une épreuve d'autant plus dure que vous m'apprenez que Marianne, avec la légèreté insouciante de sa nature, pendant mon absence, peut m'oublier...

— Vous ne lui écrirez pas souvent; vous la laisserez à ses pensées.

— O impitoyable, plus qu'un sévère tuteur...

— Je ne veux pas la perdre pour un caprice; je ne veux l'abandonner qu'à l'amour.

Un long silence, où le vent glacé passe entre nous.

— Eh bien ! Juliette, vous êtes déjà très généreuse ; vous avez raison, je consens.

Le vent, plus froid et plus fort, tourmentait toute la nature; il emportait la poudre du sol ; il faisait craquer les rameaux ; il sifflait dans les fourrés ; il s'acharnait sur les pierres indiffé-

rentes. O vent! que ne pouvez-vous me disperser en atomes impondérables, me soulever, cendre légère, et me mêler, oubli, poussière, aux nuages et à l'air du soir!

— Mais vous serez, Robert, aussi loyal que je suis honnête; vous n'expliquerez pas à Marianne, de vive voix ou dans vos lettres, que cette absence n'est qu'un petit temps d'épreuve, et que vous reviendrez, dès que l'insupportable Juliette aura pris son parti des événemens.

— De quoi pouvez-vous me soupçonner là? Elle ne sait pas que je vous aimai, que vous m'aimez. Mon plus cher désir est que toujours elle l'ignore.

— C'est aussi le mien.

— Juliette..., je n'ai pas cessé de vous chérir et de vous aimer malgré tout; votre peine me déchire; ne me méprisez pas. Voyez. Pour obtenir tout mon pardon, je remets ma félicité future, ma chance entre vos petites mains miséricordieuses autant que sages. Voyez-vous, Juliette, autrefois j'ai été bien malheureux; je l'étais encore quand je vous ai rencontrée; grâce à vous, jeune Ariane qui m'avez tendu le fil, je vous ai suivie vers la lumière... Et aujourd'hui il faut que mon bonheur cause votre peine, à vous que j'aime le plus au monde après mon amour...

Nous nous taisons; le vent s'apaise.

Des lueurs, encore rares, commencent à piquer d'astres terrestres les maisons et les rues vaporeuses du grand Paris qui s'étale à nos pieds. Elles clignent et tremblotent, puis, plus sûres, plus ardentes, plus larges, rapidement elles se multiplient, dissipent les brumes, crèvent les fumées, et bientôt une immense palpitation, rose et innombrable, étoile la ville tout à l'heure grise et terne, lui donne un aspect bizarre et presque enchanté.

— Allons, j'ai blessé, après l'avoir atteinte, la féerique biche au bois, — reprend tristement Robert, — je vais retourner chasser les sangliers... Mais, si je reviens et si vous partez, Juliette, où irez-vous, enfant courageuse, que deviendrez-vous?

— J'ai de grands amis, et un grand courage, et une grande foi dans la vie.

— Juliette, dites-vous vrai? N'aurez-vous pas, à cause de ce début misérable dans la vie des sentimens, peur de vivre et peur d'aimer encore? N'aurez-vous pas perdu cette confiance

divine, cette hardiesse pleine d'audace et de candeur, cette naïveté, cette curiosité, cette force et cette innocence? N'aurai-je pas, malgré moi, brisé votre élan si beau?

— Non, non! En ce moment, vous me voyez faible et un peu lasse, raisonnable et vieillie par cette subite et nécessaire raison... La biche blessée s'est transformée, pour un moment, comme dans le conte. Mais soyez tranquille, je vivrai, je veux vivre! Je veux encore toute la vie... Avec autant d'ardeur, je lui tends les bras. Avec autant de véhémence, je veux le bonheur, l'amour, la joie! Non! je ne serai pas plus vieille, ni plus prudente, ni plus sage. Si je souffre encore, qu'importe! Souffrir, c'est vivre et palpiter; souffrir, c'est étendre ses ailes. Et c'est pourquoi, loin de vous en vouloir de vous avoir aimé, je vous remercie des heures d'émoi, d'éveil et de métamorphose, de révélation mystérieuse, de tendre détresse, et même des heures de douleur que je vous dois...

— Ma chérie! Que je me sens jaloux de celui-là que vous allez aimer... Ah! bien longtemps sans vous, je vais être malheureux.

— Pourquoi?

— Que de regrets! Que de remords!

— Des regrets, des remords? Notre histoire est si simple! Toutes les femmes, vous le savez bien, ont en elles, la plus naïve comme la plus folle, un profond, un obscur désir de bonheur et d'éternité. Par un matin d'avril où ce désir hésitait en moi, je vous ai rencontré. Et déjà, comme toutes mes pareilles, je songeais à l'éterniser, cet instant fugitif et si délicieux, où me sentant naître avec la nature, je vous vis pour la première fois. Dites, où est votre faute? Vous avez reconnu, vous avez compris que je vous disais dans l'instinct de mon cœur : « Venez à moi, cher étranger, car vous êtes fort et je suis faible; aidez-moi, car toute seule je ne le puis, à faire de la minute qui passe un souvenir immortel... »

— Ma chérie! Vous qui ne connaissez presque pas l'amour, comment savez-vous parler de lui?

— Et maintenant, qu'importe la fin de l'histoire? Grâce à vous, la minute divine n'est pas retombée au néant... Nous avons créé le souvenir... N'ayons ni regrets, ni remords...

— Juliette, Juliette, mon enfant, mon amie, moi je ne me consolerai jamais de n'avoir pas aimé que toi.

Un grand éclair de regret passa tout à coup dans ses yeux sombres; il ouvrit les bras... et, comme si ce n'était pas lui, ma douleur, j'ai pleuré bien simplement contre son épaule.

. . . . . .

Puis, nous avons redescendu, presque en courant, les allées déclives, dans le froid de plus en plus obscur.

Il m'a mise en voiture; mon visage, tellement glacé, me faisait mal, et je cachais mon nez dans l'ouverture de mon manchon.

— Vous avez ma parole d'honneur, Juliette. Je ne viendrai pas ce soir. Je m'en vais. Mais j'ai aussi votre promesse...

— Oui, lui dis-je. Loyalement. Mais de toute façon, je ne vous reverrai plus... Adieu... pour très longtemps... Adieu.

— Adieu donc, Juliette, chère et inoubliable Juliette...

La portière claque. L'auto démarre; par la petite vitre du fond vers laquelle je ne peux m'empêcher de tourner la tête, je vois Robert qui me regarde partir, et puis, passe lentement la main sur ses yeux...

Peu à peu, sa silhouette disparaît, et il n'est plus qu'un passant dans l'ombre.

GÉRARD D'HOUVILLE.

(La dernière partie au prochain numéro.)

RENÉ BÉRENGER

La vie de M. Bérenger (1) a été longue, « si toutefois, comme dit le poète, il y a quelque chose de long dans ce qui est mortel. » En tout cas, il représente une époque dont les malheurs, les aspirations, les efforts et les regrets, dont les beaux exemples aussi donnés au monde tout entier, mériteront longtemps d'être étudiés. Par ses souvenirs de famille, par sa précoce autorité personnelle, relevée d'un vif sentiment de l'indépendance, M. René Bérenger avait été de ceux qui eussent pu retenir le régime impérial dans la voie d'une réforme véritable ; puis il a fait partie de ces groupes qui, obligés de renoncer à une monarchie moderne, entreprirent avec sincérité, sans arrière-pensée et sans faiblesse, sans concessions à aucune passion suspecte, de faire au moins une république libérale. Entré dans la vie publique au moment de la guerre de 1870, il avait donné spontanément la preuve de cette vaillance dont on devait retrouver, à un si haut degré, la tradition dans la guerre de 1914-1915. De cette dernière, il n'aura pas vu la fin. Pas plus que Félix Voisin et d'autres encore de ses amis, il ne sera entré dans ces terres promises qui s'appellent l'Alsace-Lorraine reconquise, l'Afrique française du Nord définitivement libérée de tout péril de partage et d'affaiblissement économique, une moralité défendue sérieusement contre toutes les formes de la débauche, la nation, enfin, croissant dans le respect des familles saines et nombreuses. S'il n'a pas vu de ses yeux toutes ces réparations qu'il désirait tant, il en aura suivi tous les débuts,

(1) Né le 22 avril 1830, à Bourg-lès-Valence (Drôme).

après les avoir toutes provoquées. Arrivé à ce grand âge où l'on se dégage également de beaucoup d'imprudences de l'optimisme et de ces tentations de découragement qui n'ébranlent que les ambitions trop naïves et trop orgueilleuses, il témoignait de la fermeté de ses opinions par la fidélité de son attitude et par son activité prolongée. Malgré les souffrances qui l'ont éprouvé dans les derniers mois de sa vie, il a fini dans la sérénité que donne le sentiment du devoir accompli jusqu'au bout et la certitude que des efforts pareils à ceux qu'il a prodigués ne peuvent pas demeurer inutiles.

***

Ces efforts avaient été préparés de longue date, et il est impossible de ne pas prendre très précisément au pied de la lettre ces paroles que prononça le président du Sénat au lendemain de la mort de son collègue : « Messieurs, en apprenant la mort de M. Bérenger, le Sénat s'est senti atteint dans une de ces forces morales qu'une assemblée met longtemps à retrouver, car cette force était elle-même le rare produit d'une vie exemplaire et d'une double hérédité de talens et de vertus. Il était, en effet, le petit-fils d'un député du Tiers-État à l'Assemblée constituante de 1789, dont le rôle ne fut pas sans importance, et le fils du grand criminaliste qui, après avoir occupé une haute situation dans les Chambres des Cent-Jours, de la Restauration et de la Monarchie de Juillet, devint pair de France, président à la Cour de cassation et membre de l'Institut. »

Ce rappel des traditions familiales était aussi éloquent qu'exact; il vaudra la peine de raviver ces traditions, autant qu'on le pourra, et de les empêcher de s'effacer. Marcelin Bérenger, le grand-père, avait été installé à vingt-six ans, comme avocat général, dans le siège occupé avant lui par Servan. Le fils de Marcelin, celui qui fut si connu sous le nom de Bérenger de la Drôme, fut l'un des héritiers et des défenseurs du renom de Barnave, à la famille duquel la sienne était intimement liée; il fut le collègue et l'ami fidèle de Manuel. A travers bien des régimes, devant bien des postes de combat et de devoirs très divers, il mérita que l'auteur très instruit et très avisé de sa notice académique, Charles Giraud, dît de lui : « L'homme de bien, l'homme sincère, le magistrat, étaient ce qui prévalait toujours chez M. Bérenger : un peu d'hésitation

quelquefois, mais une conscience constamment pure et scrupuleuse : là était la source de son crédit et de son autorité dans les Chambres. »

Je ne sais si quelques-uns des collègues du sénateur mort hier ne retrouveront pas chez lui un ensemble qui rappelle jusque dans les nuances le caractère paternel. « Un peu d'hésitation quelquefois. » On en eût eu à moins! Passer successivement, — dans les jeunes années tout au moins et dans les premiers souvenirs, — de la Révolution à l'Empire fidèlement servi, accepter la situation nouvelle née du désastre final, et se trouver tout à coup en présence du grand homme de guerre remettant tout en question à son retour de l'île d'Elbe; se voir, en qualité d'homme public, obligé de comprendre et de s'expliquer à soi-même tant de péripéties dans les épreuves, d'abdications plus ou moins forcées, de changemens de dynasties, d'insurrections sanglantes, voilà qui ne permettait pas seulement, mais qui, en quelque sorte, exigeait des hésitations. Devant celui qui, à chacun de ces orages, eût pris instantanément une résolution rigide, on eût pu se demander ce que signifiait une telle intrépidité dans le volte-face. S'il est prouvé, — et cela est prouvé, — que Bérenger de la Drôme s'inspirait constamment, en digne et vrai magistrat, des sentimens d'une justice pleine de noblesse et d'humanité, on peut se féliciter sans réserve d'avoir vu le fils imiter les scrupules du père. A Napoléon remontant sur le trône, le père avait recommandé d'avoir plus de souci de la liberté; mais lors de l'abdication, il avait fortement insisté pour qu'elle fût accompagnée de la reconnaissance de Napoléon II. En juillet 1830, il combattit les tentatives de retour aux institutions de l'Ancien Régime; mais, chargé de soutenir l'accusation contre les ministres tombés, il le fit avec une modération voulue. Avoir passé sans reproche par de tels événemens, avoir combattu avec énergie, comme il le fit dans le plus célèbre de ses ouvrages, les lois d'exception et les juridictions improvisées, tout cela témoigne, non pas d'un caractère hésitant, mais plutôt d'un esprit persévérant partout dans la défense même des principes. « Il n'y a pas de plus grand travail, dit Malebranche, que de demeurer ferme dans les courans. » Oui, c'est un grand travail, et souvent ingrat; car on sait assez que l'homme resté fidèle en toutes choses aux principes fondamentaux de sa conduite sera celui qui, dans les illusions de

l'optique contemporaine, semblera peut-être avoir le plus changé : c'est qu'il n'aura pas correspondu aux évolutions et aux déviations de ceux qui tournaient autour de lui.

Comme son père, René Bérenger fut vite jeté dans une situation fort différente de celle où il avait été appelé d'abord à grandir. Magistrat d'avenir sous Napoléon III, il n'hésita point, quoique marié et père de famille, à partir comme volontaire et à se mettre au service de la Défense nationale. Élu dans deux départemens, le Rhône, où, comme avocat général, il avait donné des marques de courage d'ordres divers (car il avait été dénoncé aux anarchistes et arrêté par eux), et dans son département originaire, la Drôme, il avait opté pour la Drôme. Dans sa détresse, la France, sur laquelle ne pesait du moins aucune contrainte officielle, était allée, comme d'instinct, aux hommes ou éprouvés, ou même simplement signalés au public par des services désintéressés, par des marques, anciennes ou nouvelles, de courage, ou par la réputation de leurs familles. Ainsi Félix Voisin, du fond d'une forteresse prussienne, avait été élu sans le savoir. Quelquefois, on vota pour le nom, sans pouvoir dire exactement qui en était alors le titulaire le plus qualifié, et ce ne fut qu'après coup qu'il fut bien établi que ce devait être celui-ci plutôt que celui-là. Tel fut, paraît-il, le cas de M. Carnot, alors ingénieur dans la Haute-Savoie. Quant à M. Bérenger, il fut désigné à la fois par son nom, par ses services personnels et par la virilité de son attitude. Une fois à l'Assemblée, il se fit également remarquer par son désintéressement et par sa ténacité; il s'effaçait volontiers derrière un homme d'initiative, il le soutenait en dehors de toute ambition, et, encore plus, de toute intrigue, mais jusqu'au jour où il se voyait contraint de lui déclarer franchement : « Je ne peux plus vous suivre. » Très scrupuleux, il estima tout de suite qu'il n'était pas permis de défendre des causes justes par des moyens qui ne le seraient pas. En tout cela, il devait y avoir du père au fils une continuité d'autant plus intéressante qu'elle ne ressembla jamais à une sorte d'imitation impersonnelle. Très vif et quelquefois très âpre dans les débats, facile à l'indignation, son caractère s'adoucit de plus en plus avec l'âge et avec les mécomptes de la lutte; mais, d'un bout à l'autre de son existence, il se fit bien à lui-même ses convictions, ses préférences et ses résolutions. Bref, il fut un bel exemple de ce qu'il doit v

avoir de libre originalité dans la fidélité aux traditions et d'initiative novatrice dans un esprit conservateur.

Si cela est, il importe d'entrer dans le détail et dans la suite des faits qui l'établissent. Depuis quelques années, on ne voyait guère en M. Bérenger que l'ennemi des publications obscènes et le criminaliste qui avait fait voter la loi de sursis; mais la sève qui s'était déployée là montait de racines plus larges et plus profondes : à aucun titre, il n'est permis de négliger son rôle politique.

*
* *

A l'Assemblée nationale, il ne tarda point à prendre très ouvertement parti pour une solution immédiate du problème gouvernemental. Retrouver exactement le fil auquel il s'attacha dans le labyrinthe des questions du jour serait peut-être un peu téméraire. On sait cependant, à des signes certains, de quoi il fut le plus touché. Il fut touché avant tout de la nécessité d'un pouvoir régulier et qui ne restât pas trop longtemps en suspens. Il fut non moins remué par le prestige de Thiers et jugea très imprudens ceux qui ne se rangeaient point à ses avis. Il se déclara donc sans hésiter pour des mesures qui devaient faire de lui l'un des premiers partisans et des premiers soutiens du régime républicain. Il n'était pourtant entraîné ni par d'anciennes préférences personnelles, ni par des influences familiales. Qu'il me soit permis de dire que peu après 1871, à Dijon, je me trouvai souvent, dans une œuvre mixte, *la Société de lecture*, en compagnie de son beau-père, M. Détourbet. C'était un homme très intelligent, très considéré, et c'était aussi un conservateur très ardent. Il s'attristait de voir la représentation aller de plus en plus à gauche, et je me souviens que, dans nos petites réunions du comité d'administration, gémissant de plus d'un symptôme, il nous répétait avec vivacité : « Je l'ai assez dit à Bérenger! Il verra! il verra! » Eh bien! oui, on pouvait prévoir que la République serait vivement sollicitée d'aller trop à gauche, comme en 1815 on pouvait prévoir que la monarchie restaurée serait sollicitée d'aller trop à droite. Dans un cas comme dans l'autre, c'était un risque à courir, quitte à faire tout le possible pour en amortir le péril. La question urgente n'en était pas moins de savoir si, à ce risque, on pouvait se dérober. L'un après l'autre, les deux Bérenger, le fils comme le

père, répondirent également non, se réservant également de se dévouer pour calmer les imprudences et pour prévenir les excès, dans quelque sens que ce fût. Il avait donc affermi et prononcé ses résolutions bien assez tôt pour que nul ne pût le soupçonner de s'être engagé dans des calculs et dans des machinations de parti. Il fut élu sénatenr inamovible le 61e sur 75. En vérité, c'était fait pour lui, comme il était fait pour justifier et l'institution et la place qu'on y avait fini par lui ménager. Eût-il donc, s'il avait été soumis à des réélections successives, couru le danger de se compromettre en des concessions intéressées et en des marchandages indignes de son caractère? Assurément non; mais il eût couru, — et bravé, — celui de se voir exclu à jamais des assemblées politiques. C'est surtout dans des réunions contradictoires et devant les exigences des incompétens qu'il eût manqué de souplesse en exprimant trop franchement sa véritable opinion. La sécurité lui donna plus de calme, elle consolida son habitude de considérer les problèmes en eux-mêmes et dans la vérité des solutions nécessaires. Enfin, ayant devant lui la perspective de ces réformes qui, étant des plus sérieuses et des plus difficiles, sont destinées à revenir souvent d'une législature à l'autre, il pouvait approfondir la question et en préparer de loin les données. Ne nous attachons donc pas ici à l'ordre exclusivement chronologique. Prenons les groupes de questions où se marqua le mieux son empreinte et où il laissera les traces les plus saillantes de son passage.

*
* *

Était-il donc entré dans la vie politique avec tant de raideur et d'intransigeance? Non! Il n'eût probablement pas été, ai-je dit, bien accommodant devant les réclamations si souvent incohérentes et devant les vœux irréalisables de la foule. Ceci ne l'empêcha point de savoir dans ses rapports sur les bancs du Sénat (car, enfin, ce n'était plus le même auditoire) discerner les points sur lesquels il pouvait céder et ceux sur lesquels il ne le pouvait pas. Il a personnellement mis en pratique ce conseil qu'il donnait un jour à ses collègues à l'occasion d'un projet de loi sur le mode d'élection des sénateurs. Suivant lui, la part du suffrage universel devait y être prépondérante, elle ne devait pas y être absolue. A cette occasion, il avoua qu'il était de la minorité, mais, dit-il, « quand on se voit battu, même sur une

disposition considérable d'un projet essentiel, je pense qu'il y a un parti préférable à l'abstention, c'est de chercher à se rapprocher des esprits sages et modérés pour trouver ensemble quelques combinaisons nouvelles ou des dispositions modificatives de nature à adoucir la mesure qu'on regrette. De la sorte, je crois mieux servir les intérêts du pays. »

Ces appels aux « esprits sages et modérés » ne furent pas toujours pris comme il l'eût voulu, ni à droite ni à gauche. A droite, on avait essayé de gagner du temps de peur d'engager la discussion sur la forme du gouvernement trop tôt, avant de s'être assuré des dispositions du prétendant qui devait, — comme beaucoup le craignaient, — tout compromettre. On combattait donc, sinon ouvertement, du moins par des mesures dilatoires, le travail qui, à ce gouvernement qu'on appelait, tantôt le gouvernement de l'Assemblée nationale, tantôt le gouvernement de M. Thiers, devait donner une forme, des fonctions, des attributions méthodiquement concertées. M. Bérenger fut de ceux qui voulurent qu'on fermât la porte trop ouverte, selon lui, à des négociations qui laissaient la France entière en suspens. Très résolument, il demanda qu'on se mît immédiatement à une besogne qu'il estimait urgente et plus pratique, celle de la refonte des institutions et en premier lieu celle des institutions judiciaires. De là cette proposition qu'il déposa le 5 avril 1873, malgré les murmures de bien des collègues dont il était cependant très estimé : « L'Assemblée se prononcera sur la forme définitive du gouvernement avant de nommer la commission chargée de l'étude des projets de loi sur l'organisation des pouvoirs publics. »

Ce n'était point là chez lui, on peut le croire, une question de théorie ou de philosophie politique, encore moins une question de parti ou de secte. Il fallait, pensait-il, se décider sans retard, donner au gouvernement les organes dont il avait besoin et faciliter ainsi ses fonctions maîtresses en vue du travail législatif. Plus tard, si des nécessités nouvelles se manifestaient, la nation serait toujours maîtresse de ses destinées. A deux reprises, l'orateur insista pour déclarer qu'il reconnaissait d'avance tout droit à une revision totale ou partielle de la Constitution; et quand vint la proposition d'expulsion des Princes, il demanda qu'on les admît au contraire dans l'armée à titre définitif et il protesta contre la loi d'exil avec la dernière

énergie : « Le retour aux idées de classes et de distinctions sociales fondées sur la naissance, nous reporte, dit-il, à plus d'un siècle en arrière ; il est particulièrement étrange sous une forme de gouvernement dont l'égalité est devenue la devise. La majorité de votre Commission repousse une mesure d'exception incompatible avec les principes d'égalité et de liberté sur lesquels doit rester solidement assis, en dépit des factions, le gouvernement de la République ; une mesure nuisible à notre considération au dedans, à nos bonnes relations au dehors, propre uniquement à satisfaire les partis violens et à effrayer le pays par de nouvelles concessions à leurs exigences et qui ne serait, en fait, avec son caractère personnel, qu'une condamnation sans loi, sans défense, arbitrairement proposée par le pouvoir législatif. »

La crainte que lui inspiraient les partis avancés de gauche le trouva plus prêt encore à certains actes d'autorité accompagnés de démonstrations très vives et très lucides. S'il avait soulevé quelques murmures dans le débat sur la prompte constitution des pouvoirs publics, il en souleva bien davantage quand il fit, avec beaucoup de verve et sur des argumens de fait très solidement établis, le procès détaillé de la Commune de Lyon. On lui en voulut beaucoup de s'opposer au projet d'une mairie centrale. Là, il dut se séparer d'un homme qu'il avait d'ailleurs loué publiquement pour ses actes de courage accomplis en pleine insurrection dans cette même cité lyonnaise, je veux dire M. Le Royer ; mais l'émiettement anarchique du suffrage universel et les empiétemens des pouvoirs locaux lui avaient laissé de tristes souvenirs. C'est pourquoi, sans doute, il s'opposa de même à la publicité des délibérations des Conseils municipaux. Il est maintenant superflu d'expliquer comment il rejeta l'offre de démission de Thiers, vota contre le ministère du duc de Broglie, pour l'amendement Wallon et pour l'ensemble de ces fameuses lois constitutionnelles adoptées à une voix de majorité.

Ce mode d'action, d'une modération voulue et résistante en sa complexité, avait attiré sur lui l'attention générale. Aussi lui fut-il offert d'entrer dans le Cabinet Casimir-Perier le 19 mai 1873. Ce qu'on lui offrait n'était point le ministère de la Justice ; c'était celui des Travaux publics. N'appuyons pas ! En tout cas, ce ministère fut court : il prit fin cinq jours plus tard,

le 24 mai, par la chute de Thiers. Il n'y eut là qu'une occasion de rappeler comment le premier Casimir Perier avait voulu jadis prendre comme ministre, — et de la Justice, cette fois-là, — le précédent Bérenger de la Drôme, et comment celui-ci, par simple modestie, a-t-on dit, s'était récusé.

Avant de quitter l'Assemblée nationale pour le Sénat, où nous devons le retrouver pour de longues années, il est à propos de dire quelques mots de l'attitude de M. Bérenger dans les questions religieuses. On ne sait que trop comment la passion jacobine a mêlé la religion à la politique pour essayer d'affaiblir la première et pour corser la signification révolutionnaire qu'elle s'est toujours efforcée de donner à la seconde. Là comme ailleurs, M. Bérenger resta toujours bon centre gauche sans la nuance légèrement sceptique de quelques-uns de ses amis; il le fit même voir, non par une sorte d'effacement, mais avec résolution : car, sans prétendre aucunement faire un mot, on peut dire qu'il était, non pas modérément énergique, mais énergiquement modéré. L'œuvre du Sacré-Cœur de Montmartre avait soulevé de vives polémiques. Elle était bien assurée alors du succès, puisque la minorité qui la combattit ne fut que de 164 voix contre 393. On n'en attaqua pas moins, avec des argumens d'ordre administratif très divers et même avec des argumens théologiques, le principe de la loi d'abord, puis les dispositions qui substituaient à perpétuité l'archevêque de Paris aux droits et obligations de l'administration sur une portion des terrains publics de Montmartre, puis enfin les efforts faits par une grande fraction de la Droite pour associer l'Assemblée tout entière aux manifestations projetées. M. Bérenger respectait profondément cet élan religieux; il tenait même à l'encourager, et pourtant on sentait chez lui quelques doutes sur la parfaite correction des dispositions telles qu'on les avait rédigées. Ces doutes d'ordre juridique, il les partageait avec M. Bardoux, par exemple, c'est pourquoi il avait déposé un amendement inspiré du désir d'éviter toute exagération, par conséquent tout péril de réaction du côté d'un autre groupe. Mais, voyant le cours que prenait la discussion, il ne voulut plus faire à ce groupe la concession qu'il avait eue d'abord en vue. Il le déclara dans ces termes qui caractérisent bien l'énergie, parfois un peu brusque, qu'on lui connut pendant de nombreuses années : « Après les attaques si violentes et, à mon sens, si absolument injustes

dirigées contre la Commission, à un moment où elle venait de faire disparaître de son projet les expressions qui pouvaient y donner lieu, je crois que les critiques qui divisent doivent s'effacer. Je retire mon amendement. » Dès lors, plus d'un orateur de la Droite rendit hommage à ce langage « plus conciliant et plus patriotique, » dirent-ils, que celui de beaucoup de ses collègues.

Ainsi, plus tard, devait-il combattre, et avec plus de résolution encore, l'article 7. Il soutint que les lois existantes ne pouvaient pas s'appliquer aux congrégations non autorisées. « Quand j'aurai reconnu, s'écria-t-il à la tribune, le danger de la doctrine des Jésuites, quand j'aurai reconnu qu'ils sont les adversaires de la société moderne, quand j'aurai reconnu, — et je ne le reconnais pas, — qu'ils sont des conspirateurs acharnés contre nos institutions, je demanderai : ne leur devez-vous pas la liberté ? » Ce fut encore sous l'empire de ces sentimens qu'après avoir soutenu pendant quelques mois l'un des ministères de Waldeck-Rousseau, il se sépara nettement de lui.

Sans doute, il ne faisait point d'opposition aux mesures nouvelles qui devaient rendre, — on s'en flattait, — l'instruction élémentaire de la jeunesse plus solide, plus lumineuse, plus scientifique, en même temps que plus favorable aux aspirations contemporaines. En un mot, il acceptait très bien qu'on exigeât désormais le brevet de capacité de tous les instituteurs privés ou publics, congréganistes ou laïques. Il pensait d'ailleurs, et il tenait à le faire observer, que le développement des écoles de tout genre rendait l'obtention de ces brevets plus accessible pour tout le monde. Seulement, il n'admettait pas que l'on donnât à la loi un effet rétroactif. Pour faire passer cette mesure, contraire à l'esprit de toute loi, on déclarait digne d'être « flétri, » — c'était l'expression lancée dans les débats, — l'ancien système de la lettre d'obédience. Le débat entre M. Bérenger et Jules Ferry fut alors très vif. Le premier protesta hautement ne pas accepter la condamnation si dédaigneuse d'un état de choses « digne de toute reconnaissance pour les services importans et glorieux qu'il avait rendus au pays. » Le ministre essaya de calmer l'orateur : il lui offrit des promesses, des transactions et des ménagemens. Fidèle à ses préoccupations constantes, l'orateur expliqua que précisément il voulait exclure toute complaisance parce que toute complaisance est

arbitraire : il triompha ce jour-là à quatre voix de majorité. Dans le même esprit il essaya d'obtenir que l'enseignement religieux fût donné dans un local fourni par la municipalité.

Courageux devant toutes les tâches que sa conscience ne lui permettait pas de sacrifier, il ne craignit pas d'attirer sur lui bien des attaques à l'occasion de son rôle dans la Haute Cour. Il avait à faire valoir ou plutôt à se faire valoir à lui-même des argumens dont on ne peut pas contester la valeur. D'abord il était désigné d'avance pour ces fonctions, en vue de tous les cas possibles et imprévus : il ne convenait donc point à un magistrat (car il en était un dans la circonstance) de se récuser sans motifs irrésistibles. Ensuite, il était, de par la division des fonctions, chargé de l'instruction et de l'interrogatoire; il devait donc remplir cette mission comme un avocat remplit celle de la défense. En condamnant tout procédé illégal comme il condamnait toute mesure exceptionnelle et arbitraire, il était parfaitement logique. Il le fut avec modération, sans rien d'opiniâtre et sans esprit de répression à outrance. Ainsi, au lendemain de la Commune, il avait insisté pour qu'on ne laissât pas trop longtemps les prévenus dans une incertitude à la fois inhumaine et dangereuse. « Il ne faut, disait-il, ni amnistie générale et prématurée, ni appel à des mesures de circonstance comme celles de 1848 et de 1851. Or si trop de prévenus attendaient trop longtemps qu'on statuât sur leur sort, le pouvoir serait trop tenté de tout abréger par l'un ou l'autre de ces deux moyens qui ne sont à recommander ni l'un ni l'autre. » Et il faisait voter une augmentation des crédits destinés à augmenter le nombre des conseils de guerre. En tout cela, il avait le droit de se recommander de ses principes et de ses méthodes, qui étaient celles de la justice tout court. En les défendant, en les appliquant, il pouvait garder devant qui que ce fût le front haut.

C'est enfin de ce biais, fort digne, à coup sûr, d'attention, qu'il abordait la discussion des questions sociales. Il intervint, et avec vigueur, dans la préparation de la loi des syndicats. Sans doute, attentif à ne rien oublier, ni du bien à favoriser ni du mal à empêcher, il entendait servir de son mieux les intérêts des travailleurs, mais à la condition de maintenir solidement l'équilibre national et de ne pas créer d'État dans l'État. Après avoir énuméré tous les droits que la loi nouvelle

allait conférer aux syndicats ouvriers, il ne laissa point douter de son adhésion générale, mais il était alors engagé dans une série de combats particuliers où il lui arriva de n'être battu un jour qu'à deux voix de majorité (123 contre 125). Il n'en fit pas moins grande impression par la meilleure partie de son discours, qui fut très nourri et très serré, soutenu par un élan qui visait les vraies réformes destinées à attendre si longtemps leur réalisation complète. D'un côté, il voulait qu'on prît des précautions contre un esprit syndicaliste imprégné d'habitudes de lutte et de division : de l'autre, il réclamait plus de confiance que le pouvoir n'en témoignait envers le droit d'association pour tout le monde, excepté pour les malfaiteurs. Telle qu'on la présentait et qu'on allait alors la faire voter, cette loi, — le mot était bien fait pour porter, — était, en somme, « une loi de privilège (1). » « J'espère, ajouta-t-il, qu'il n'en sera pas longtemps ainsi, et que la loi générale sur les associations fera participer, avant qu'il soit peu, les associations de toute nature aux mêmes faveurs. »

En quoi le privilège accordé semblait-il surtout excessif à M. Bérenger ? En ce que, non content d'autoriser les ouvriers à se réunir, à s'entendre, à se concerter eux-mêmes (ceci lui paraissait très légitime), le projet de loi leur offrait le pouvoir trompeur de créer des syndicats de syndicats de professions diverses. Pourquoi ces unions factices sans limites ni de lieu, ni de similitude de professions, alors qu'on en exclut ce qui n'est pas proprement ouvrier ? De pareils groupemens, dits professionnels, sont évidemment destinés à discuter, non plus les intérêts tangibles et en quelque sorte expérimentaux d'une profession déterminée, mais l'ensemble de ces problèmes de la vie ouvrière qui, inséparables, comme ils le sont en réalité, de la vie totale du pays, ne peuvent être résolus que par la représentation totale de ce même pays, c'est-à-dire par l'État ?

On aurait pu répondre : Ils ne doivent être résolus que par l'État, soit ! mais il ne s'agit que de les laisser étudier. A quoi l'orateur ne pouvait manquer de répliquer : Mais alors, accordez tout de suite ce que nous demandons en faveur de toutes

(1) On sait qu'elle l'eût été bien davantage si une portion heureusement inspirée n'avait pas introduit presque subrepticement ces deux petits mots : « et agricoles » dans une loi qui n'avait eu en vue, chez les hommes au pouvoir, que les syndicats des ouvriers d'industrie, des ouvriers urbains par conséquent.

sortes d'associations que vous condamnez à ne pas même se former. Quelle ne sera pas dès lors la prépondérance abusive de ce groupement à la fois si nombreux et si exclusif entre les mains duquel vous allez accumuler des moyens financiers de résistance et d'action subversive; mais il faut dire aussi des moyens de mettre la masse des ouvriers sous la tyrannie d'un petit nombre de meneurs? Et les dernières paroles de ce discours richement documenté évoquaient l'image de l'Internationale, c'est-à-dire d'une force « révolutionnaire et spoliatrice » dont les héritiers directs allaient être envoyés en possession d'un mandat officiel, reconnu et consolidé. Malgré les habiles efforts de Tolain, le Sénat donna gain de cause à M. Bérenger, à 53 voix de majorité. La Chambre des Députés repoussa sa solution. M. Bérenger résista de nouveau et fit de nouveau repousser par 136 voix contre 117 son amendement contre les unions de syndicats de professions diverses.

*
* *

Si désireux qu'on puisse être d'en venir à la partie la plus remarquée et la plus populaire des travaux de M. Bérenger, il est impossible de ne point s'arrêter encore sur cette partie de sa vie parlementaire où s'achève le caractère politique et où se dessine le caractère social de sa mission. Le souci persévérant de la liberté, mais de la liberté aidée, assistée, moralisée, assurée de trouver justice et protection pour tous les intérêts légitimes, faisait le fond de toutes les réformes auxquelles il aspirait. Pour que nul ne craigne de ne pouvoir obtenir finalement justice, il faut que la magistrature soit libre, mais il faut que les œuvres le soient aussi, que soit libre surtout le dévouement de ceux qui exercent le patronage sous toutes ses formes charitables et religieuses. Que la politique respecte d'abord la liberté de la magistrature, et la liberté générale sera délivrée d'un de ses plus obsédans cauchemars.

Suivant M. Bérenger, qui se séparait ici, même à l'Institut, de quelques-uns de ses meilleurs amis (1), l'espèce de morcellement de la justice, qui s'accusait de plus en plus dans les institutions contemporaines, lui semblait un grave abus. Partisan résolu de l'unité de juridiction, d'après lui, conquête véritable

(1) Dans une discussion à l'Académie des Sciences morales.

de 1789, et affligé des infractions nombreuses qu'on y a faites, il explique que si la justice, dans la division de travail que lui imposent des intérêts très divers, a besoin d'« institutions auxiliaires, » c'est une faute d'avoir voulu en faire autant de juridictions séparées. Il ne doit y avoir qu'une justice, s'éclairant, s'il le faut, et selon les cas, auprès de certains hommes spéciaux, mais prononçant toujours sous la seule garantie qui puisse vraiment rassurer et, — au besoin, — désarmer tous les justiciables, c'est-à-dire l'inamovibilité. Pour lui, il le dit très ouvertement, « la justice administrative n'a sa raison d'être que dans la pensée, d'ailleurs avouée par plusieurs de ses partisans, d'avoir des juges plus favorables aux intérêts de l'État. »

On devine alors de quelle indignation il dut accueillir l'épuration de la magistrature. Il ne s'agissait, disait le ministère, que de rendre possibles des réformes sur lesquelles nous sommes d'accord : c'est uniquement pour avoir là les coudées libres, que nous sommes obligés de remanier la composition de nos cours et tribunaux; pour cela, il nous faut toucher à l'inamovibilité, mais nous le ferons discrètement et seulement pour cette fois. M. Bérenger ne prononce pas ici le mot peu parlementaire d'hypocrisie; mais il ne craint pas de donner à son jugement une forme piquante. Il représentait le politicien disant au magistrat :

> La maison est à moi, je le ferai connaître,
> C'est à vous d'en sortir, vous qui parlez en maître...

mais la partie la plus émouvante de son discours est celle où il expliquait l'état douloureux où le jetait cette tactique déloyale. « Messieurs, dit-il, nous sommes plusieurs ici qui, de tout temps, avons pensé qu'il y avait une réforme à faire pour améliorer et fortifier nos institutions judiciaires. Cette réforme, nous avons cherché à la préparer par nos études et nos discours : nous l'avons appelée de nos vœux les plus ardens. Et voici qu'au jour où elle semble se présenter, nous sommes pris d'une inquiétude et d'un trouble véritables. Le projet qu'on nous apporte subordonne les réformes à des combinaisons d'une nature exclusivement politique, qui les altèrent et les dénaturent et dont la gravité extrême a mérité qu'on les qualifiât ici d'exceptionnelles et d'odieuses... Si le malheur veut que l'article 15 soit adopté, nous considérerons la loi tout entière

comme altérée, comme entachée d'un vice odieux que notre institution tout entière ne pourrait supporter sans en être profondément ébranlée, et nous voterons contre elle. »

Vint plus tard cette autre crise qui, pour éclater à propos d'un fait individuel, n'en fut pas moins retentissante et troublante. Hâtons-nous de dire qu'il ne s'agit pas ici de l'ensemble de l'affaire ni d'aucun des faits à juger, mais de cette loi qui s'appela loi de dessaisissement. En plein cours d'une cause, le ministère modifiait la composition du tribunal, en chargeant ainsi le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif de se prononcer sur la partialité ou l'impartialité de juges correctement désignés, correctement investis de leur tâche. Il est impossible de ne pas rappeler ici l'intervention de l'honorable sénateur et de n'en pas fixer le caractère précis. Pour le faire en toute sûreté, il n'y a qu'à suivre son propre exemple; car dans une discussion si mémorable, il fut d'une dignité à laquelle il fallut bien que tout le monde rendît plein hommage. Ancien magistrat, défenseur né, pour ainsi dire, de la mission du magistrat, il ne voulut se prononcer que sur un point, sur la nécessité de laisser les juges naturels se prononcer seuls, sans ingérence d'aucun pouvoir étranger. Il n'était ni de ceux qui oublient la forme pour le fond, ni de ceux qui veulent imposer l'oubli définitif du fond comme réparation des écarts de la forme, ni de ceux qui prétendent pouvoir corriger une illégalité par une autre. Il se plaçait plus haut. Il se tenait et s'efforçait de tenir ses auditeurs face à face avec ces principes impersonnels qui n'assurent les garanties dues aux innocens que si les coupables ou ceux qu'à tort ou à raison l'on estime tels sont certains de les obtenir en parfaite égalité. Ce jour-là, M. Bérenger, on peut le dire, fut supérieur à lui-même comme à tous ceux qui l'écoutaient, tant il plana au-dessus des contingences, des partialités et des vraisemblances diverses. De la passion il n'eut que le meilleur, c'est-à-dire cette émotion frémissante qu'éprouve et que veut à tout prix communiquer un homme de cœur devant le péril couru par une cause qui se confondait pour lui avec l'honneur de la justice et avec celui de la patrie.

Dans son admirable discours, il avait débuté par cette affirmation qu'il avait estimée nécessaire parce que l'avis qu'il allait défendre était, disait-on, celui des francs-maçons : « Je viens dire, messieurs, que j'appartiens à des doctrines politiques et

religieuses absolument contraires ; je suis, je l'espère, un ferme républicain, tout en étant conservateur, et j'entends être et rester un très ferme catholique. » Puis, entrant sans tarder dans le vif du débat, il déclarait : « Jamais, dans aucun cas, je n'accepterai qu'on puisse imposer une loi d'exception. » Après avoir ajouté, avec un accent de sincérité que nul n'a jamais méconnu en aucune occasion : « Je ne me reconnais aucun intérêt, je dirais presque aucune opinion sur l'affaire qui motive le projet actuel; » mais il poursuivait : « Fidèle à moi-même, je dis : quelque troublante que soit l'affaire actuelle, quel que soit le besoin d'apaisement que chacun éprouve, il faut en finir avec le seul secours de la législation existante. » Repoussant dédaigneusement les artifices avec lesquels on avait espéré faire passer d'autres lois de circonstance, pour les appliquer en temps voulu et prévu, établissant qu'on ne pouvait alléguer que deux précédens, — et quels précédens! — celui des cours prévôtales exceptionnelles de la Restauration et celui des commissions mixtes de l'Empire, il en appelait aux traditions du respect absolu des formes protectrices de la justice, trésor moral de la France, et il s'écriait : « Serait-il possible que ce que nous avons respecté depuis un siècle comme l'expression de la vérité et de la justice mêmes, pût être rejeté comme un instrument inutile, parce qu'un fétu de paille se rencontre sur la route, parce qu'un ministre est embarrassé pour résoudre une question du jour? » Et il invoquait les grands parlementaires de la veille, les Dufaure, les Jules Simon, et, — il insistait tout particulièrement sur ce nom, — Buffet.

Cette belle discussion qui, pour les hommes professant sur l'affaire les opinions les plus diverses, mériterait d'être placée dans un recueil classique de morceaux choisis, ne se composait pas uniquement, loin de là! d'adjurations pathétiques et d'appels solennels aux immortels principes. Non! avec une science juridique et une clarté qui doublaient son autorité, l'orateur expliquait par quels moyens, très corrects et très simples, le gouvernement, dans toute l'étendue, mais aussi dans les limites de ses attributions normales et régulières, aurait pu faire établir devant le Conseil supérieur de la magistrature, par exemple, le bien ou le mal fondé de ces soupçons qui pesaient sur certains conseillers, attaqués, flétris, presque déshonorés sans avoir été entendus. Avec non moins de sens, il rappelait comment les

peuples, s'ils peuvent à la rigueur se passer de la liberté politique, ne peuvent pas se passer de la liberté individuelle. Encore une fois, pas un mot de lui ne put faire conjecturer s'il voulait perdre ou sauver qui que ce fût. Il s'éleva beaucoup au-dessus des passions du jour. Ce fut véritablement le triomphe de sa carrrière oratoire.

*
* *

Ce n'était cependant pour lui qu'un épisode qui ne pouvait lui faire oublier son œuvre essentielle, laquelle était de travailler à l'assainissement de la nation par une action mieux concertée de la justice pénale. Or, cette action, il la voyait bien dans sa complexité quand, à propos du congrès de patronage des libérés, il s'exprimait ainsi : « La peine n'est qu'une satisfaction temporaire donnée à l'opinion et un avertissement pour le coupable : il n'y a de garantie véritable pour l'ordre social que dans le relèvement du condamné. » De ces deux parties de son programme il ne négligea ni l'une ni l'autre.

Il n'a jamais voulu rien réunir en volume ni publier même de tirage à part (1); il est donc devenu un peu difficile de discerner dans un grand nombre de cas quelle part revient à lui ou à beaucoup de ses amis dans les réformes qui ont signalé les trente dernières années. D'un bout à l'autre des *Annales parlementaires*, néanmoins, on le cherche, on le retrouve, on le suit, à travers toutes ces étapes de la lutte contre le mal, avant, pendant et après la condamnation : les principales de celles où il s'est arrêté le plus complaisamment sont la réforme de l'instruction criminelle, la loi de sursis, l'internement individuel, le casier judiciaire et la surveillance de la haute police. Aujourd'hui tout cet ensemble est bien connu. M. Bérenger est de ceux qui critiquèrent le plus vivement les procédés trop ingénieux de la plupart des juges d'instruction. Il leur reprochait de transformer ce qui devait être l'étude des faits positifs en une série d'habiletés tendant à multiplier les pièges inattendus, à mettre le prévenu en contradiction avec lui-même, à lui arracher ce qui pourrait ressembler à un aveu, à tout subordonner ensuite à la vérification, parfois plus apparente que réelle, d'une hypothèse préconçue. A ces abus il y avait d'abord

(1) Sauf les instructions qu'il édita tardivement sur la lutte contre la pornographie.

un remède : la contradiction possible grâce à la présence d'un avocat. Puis, il y avait, il y a encore des précautions à prendre contre la longueur démesurée des arrestations préventives, contre le droit de pénétrer dans le domicile privé, contre plus d'une pratique des mandats d'arrêt et de dépôt. Ces desiderata, l'orateur ne manqua point de les signaler.

Le prévenu arrive devant le juge proprement dit. Ici le rôle de M. Bérenger, son rôle prépondérant est bien connu par la loi de sursis qui porte son nom. Tout le monde sait maintenant ce que l'auteur de la loi voulait; on le sait par l'abus même que certains magistrats en ont fait malgré lui et par l'absence trop fréquente des complémens nécessaires qu'il y souhaitait. En deux mots il entendait qu'on pût, — c'était une faculté laissée à l'appréciation du juge, — ajourner, remettre même complètement l'application de la peine encourue pour un premier délit, mais que, d'autre part, en cas de récidive, la peine fût plus forte. Nous nous demanderons dans un instant en quoi et pourquoi cette loi bienfaisante n'a peut-être pas donné tout ce que l'on en attendait.

Le coupable est condamné ; il importe que le fait soit connu de ceux qui ont mission de proportionner les efforts de la défense au nombre et à la gravité des attaques. De là la nécessité évidente d'un casier judiciaire. Mais ce casier peut-il sans inconvénient, sans injustice même, être mis indistinctement sous les yeux de tous? M. Bérenger ne le pensait pas; il voyait là l'abus d'une méthode expéditive de la part des intérêts privés, comme il y a abus de cette même méthode dans l'application de la loi de sursis. « Vous êtes condamné pour la première fois ? C'est bien, vous êtes libre, » tendaient à répéter certains juges. — « Vous n'avez pas de casier judiciaire? disaient la plupart des sociétés, des compagnies et même des œuvres ? C'est bien, vous serez admis. — Votre casier n'est pas blanc? cela suffit, allez-vous-en, nous ne pouvons rien pour vous. » Or, autant il peut y avoir et d'excuses et de motifs à un retour de confiance chez un condamné, autant il peut y avoir de motifs de suspicion, sinon d'éloignement, chez quelqu'un qui a pu échapper à toute poursuite judiciaire. Il y avait donc à revenir sur l'établissement du casier judiciaire, mais plus encore sur les conditions auxquelles il pouvait être consulté, produit et, s'il y avait lieu, définitivement effacé. Ce qui importait le plus,

c'était d'affranchir les bonnes volontés de la prépondérance brutale donnée à la production du casier : car il y avait là de quoi fausser les idées du public et de ceux auxquels le patronage s'adresse pour obtenir d'eux, par exemple, du travail et des emplois.

M. Bérenger ne s'est pas moins attaché à obtenir ces adoucissemens qu'à assurer celui de la célèbre surveillance de la haute police. Là, comme ailleurs, on peut croire qu'il ne sacrifiait rien des droits de la défense sociale et des devoirs de la répression. Le rapporteur de la loi nouvelle, devant l'Assemblée nationale, M. Félix Voisin, l'avait très heureusement résumée le 25 novembre 1872; il avait montré en quoi elle améliorait et la législation de 1810, et celle de 1832, et celle même de 1851, comment elle renonçait à des mesures qui ne provoquaient que trop soit à une sorte de vagabondage officiel, soit à une répétition constante du délit de rupture de ban. Elle voulait que le surveillé fût établi dans une résidence fixe, mais de cette résidence elle lui laissait le choix, sous contrôle bien entendu. Quelques représentans eussent voulu davantage, par exemple Jules Favre qui, tout en reconnaissant le progrès réalisé, faisait appel, auprès de M. Bérenger, au rôle déjà joué si heureusement par son père. « C'est, répondit très sensément le fils (et il interprétait vraiment la saine tradition), c'est une question de mesure. La société a le droit de se défendre : ce droit est d'autant plus indéniable, si c'est, non par des mesures arbitraires de la police, mais par l'effet d'une condamnation régulière qu'il est prononcé. Mais, je le répète, ce droit cesserait s'il venait à faire peser, sur un homme qui ne serait pas jugé absolument indigne, un joug de fer qui pourrait, au lieu de le détourner du crime, le porter à le commettre. »

Instruction criminelle, droit de sursis, casier judiciaire, surveillance de la haute police, tout cela touche plus à la procédure qu'à la législation criminelle proprement dite. La contribution de M. Bérenger à cette dernière tâche fut surtout signalée au public par des propositions de détail et par la discussion de nombreux amendemens. Mais quoiqu'il ne fût, à proprement parler, ni théoricien, ni sociologue, ni philosophe, il eut le mérite d'esquisser en quelques mots toute une méthode dont la formule mérite d'échapper à l'oubli. Dans un de ses discours (1889), sur la loi du casier judiciaire, je retrouve ce

qui suit : « Permettez-moi, messieurs, de vous dire qu'en matière pénale ce n'est point avec des abstractions qu'on peut atteindre le but de justice qu'il faut avant tout réaliser. Il y a lieu de se mettre en face des réalités de la vie et de comparer pratiquement les situations, si l'on ne veut s'exposer à favoriser sans équité les uns au détriment des autres. » Quand on a été mêlé depuis des années à toutes les œuvres qui gravitent autour de l'exercice de la justice et des deux grands devoirs de préservation et d'amendement, complément indispensable du devoir de la répression, l'on sent combien cette simple suggestion mérite d'être justifiée et méditée.

Assurément, le juriste est bien obligé de définir; mais ceux qui ont à appliquer ses définitions doivent se dire qu'aucune d'elles ne peut se flatter d'embrasser tout le contenu de ce qu'elle désigne; et ce n'est pas tout, car dans la société comme dans la vie, il y a ce que les naturalistes appellent le polyformisme, c'est-à-dire une variété de déviations, d'imitations imparfaites, sans doute aussi d'ébauches destinées à survivre et à se développer, une variété enfin de formes qu'il faut suivre dans la science et dans la direction pratique de la société. Un ou deux exemples saillans suffiront ici et montreront comment l'esprit vraiment social doit chercher à amender l'œuvre du juriste, pour lui épargner, s'il est possible, soit un optimisme, soit un pessimisme également artificiels et de fiction.

Le juriste a voulu légiférer sur les droits du père de famille. Qu'a-t-il fait? Il a pris l'idée abstraite du père, protecteur né, défenseur né, guide né de l'enfant qu'il a mis au monde, et de cette définition il a tiré, par voie de déduction rectiligne, les conséquences évidemment les plus vraisemblables; parmi ces conséquences, il a mis le droit de faire emprisonner un enfant « par voie de correction paternelle » à peu près secrètement. Ceci peut se soutenir tant qu'on a devant soi le vrai père de famille, n'agissant qu'avec sa famille et pour son bien, remplissant, en un mot, son devoir; mais il a bien fallu, après avoir vu de près beaucoup de misères, se dire que, si la conception abstraite du juriste a synthétisé les élémens rationnels et normaux, elle a trop négligé ceux qui ne le sont pas et qu'on retrouve pourtant plus qu'on ne le voudrait dans la vie. Je me suis permis, pour ma part, de résumer ces difficultés en disant : On a fait la loi pour le bon père de famille, qui n'en use pas;

or, c'est l'autre..., auquel on n'a pas assez pensé, qui s'en sert (1). Sans doute, on a cru faire quelque chose contre les abus ; mais, comme disait M. Bérenger, c'est toujours une question de mesure, et mieux vaut, pour la garder, aborder la réalité franchement, plutôt que de renvoyer vaguement les intéressés à la poursuite de réparations détournées, compliquées, difficultueuses et le plus souvent inconnues d'eux.

Autre anomalie. A côté de ceux qui se sont immédiatement et joyeusement posés comme pères, il y a ceux qui, quelquefois très tardivement, reconnaissent un enfant. Pour le pur juriste, qu'est-ce qu'un tel homme ? Par définition, c'est celui qui, touché de repentir, a voulu réparer sa faute et accepter enfin toutes les conséquences de son acte : il entend donc remplir ses devoirs et il s'y engage par la déclaration qu'il était libre de ne pas faire. Quoi de plus respectable ? — Soit ! si l'homme est de ceux qui veulent surtout remplir leurs devoirs. Mais, s'il est plutôt de ceux qui ne songent qu'à se réserver des droits ; s'il a entendu pratiquer, sans titre sérieux, avec la mère, un marchandage de mauvais aloi ; s'il a voulu se réserver des facilités pour exercer du chantage auprès de celui qui est plus probablement le vrai père ; s'il a eu l'idée sinistre de faire contracter, à son bénéfice, une assurance sur la vie de l'enfant ; s'il a voulu s'approprier une fille en vue d'imiter les procédés de M. et Mme Cardinal, que fera-t-on ? On alléguera la possibilité d'un désaveu ? Quel désaveu peut après coup poursuivre un adolescent contre lequel le prétendu père a obtenu, par ses manœuvres et par ses faux, l'envoi en correction, ou bien qu'il a, par ses mauvais traitemens, précipité dans la mendicité, dans le vagabondage et dans le vol ? Quelque ami de la liberté que l'on soit, il y a des abus qu'il vaut mieux prévoir, afin de les empêcher à temps et légalement.

La chose serait-elle donc bien difficile ? Il suffirait souvent de rendre plus sérieuses les attributions de la mère et celles du conseil de famille ; il faudrait ne pas accepter les yeux fermés une déclaration qui va, d'un seul coup, décider de toute la vie d'un enfant ; il faudrait enfin ne pas rendre si difficiles à accepter (2) les fonctions de tuteur, de manière à ne pas laisser en

(1) Comme d'une bastille démocratique, ai-je ajouté et non sans preuves. Voir mon livre *l'Enfance coupable*, 3e édition.

(2) Par l'hypothèque légale, en premier lieu ; car exiger pour des enfans

France 25 000 ou 30 000 orphelins sans surveillance et sans protection légale.

En sens inverse, il n'est pas malaisé de voir que, comme le suggérait très bien M. Bérenger, il n'est pas juste de s'en tenir étroitement à des définitions qui posent abstraitement devant la société *le* prévenu, *le* condamné, *le* libéré, *le* surveillé, *le* récidiviste, — comme il y en a une qui pose « l'homme ayant reconnu un enfant..., » même quand cet enfant est né à une époque telle qu'il ne peut être qu'un père fictif et d'occasion.

Pour échapper à ces excès ou de sévérité ou d'indulgence, M. Bérenger avait bien vu qu'il ne faut pas se contenter des méthodes juridiques; il faut y ajouter celles du patronage et celles de l'assistance, mais en les employant selon l'esprit, dans les conditions, avec les garanties qui doivent les rendre efficaces.

La première de ces garanties était bien pour lui la liberté de la charité. La discussion qu'il eut un jour avec le sénateur Tolain a montré avec quelle largeur et en même temps quelle prudence il l'entendait. Il avait à critiquer l'établissement d'un comité départemental, muni, en matière d'assistance, d'attributions quasi illimitées, les membres du comité n'agissant qu'au nom et avec la permission du préfet. Il n'eut pas de peine à démontrer que c'était là l'annihilation du dévouement libre et de ses œuvres.

« Alors, interrompit Tolain, c'est la négation du contrôle? » La réponse fut topique : « Mais non, ce n'est pas la négation du contrôle. Mon amendement le dit assez. Mon but est précisément de transformer ce comité départemental en comité de surveillance et de contrôle. On veut en faire une sorte de direction officielle d'assistance nationale (1), imposant sa volonté à tout le monde, pouvant donner les enfans et les retirer... On arrive ainsi à la conception socialiste de l'État maître de tout, se saisissant de tout, et distribuant la charité comme il voudrait qu'on pût régler la richesse et le travail. »

trouvés, abandonnés, délaissés, arrachés à la mendicité, etc., toutes ces formalités assujettissantes et coûteuses, c'est une chinoiserie qui ne permet à aucun homme sérieux de s'engager de la sorte.

(1) Il se séparait là, par d'assez fortes nuances, de son confrère et ami Théophile Roussel, qu'il a d'ailleurs très dignement loué dans un de ses discours de l'Institut.

Le parti qu'il visait aurait aussi voulu distribuer à volonté la pratique religieuse dont il disputait pied et à pied et refoulait de plus en plus le libre exercice. Toujours soucieux de se placer avant tout sur le terrain de la liberté, M. Bérenger fit dans les hôpitaux une enquête personnelle, très attentive et très clairvoyante. Il y chercha le rôle de l'aumônier; il constata comment, malgré toutes les déclarations sur la liberté de conscience, on arrivait à réduire ce rôle à néant par toutes sortes de soi-disant précautions; il crut même voir comment, dès qu'un obstacle était tourné, on s'ingéniait à le remplacer par un autre, plus arbitraire encore. Il montra comment on avait d'abord tenté d'instituer un interrogatoire des malades, en vue de leur faire dire s'ils entendaient ou non, en cas de danger, recevoir les secours de la religion. Les réponses affirmatives furent telles qu'on s'avisa que l'interrogatoire avait des inconvéniens : on le supprima. L'attaque de l'orateur fut si vive que son contradicteur, Waldeck-Rousseau, dut, à travers des digressions spirituelles, se borner à répondre avec désinvolture : « S'il y a tant d'abus que vous le dites, adressez-vous aux tribunaux. » Par 130 voix contre 120, le Sénat vota l'ordre du jour pur et simple ; mais le souvenir de l'intervention admirablement documentée d'un tel homme ne fut pas complètement perdu. Des adoucissemens se sont peu à peu, depuis ce jour, introduits dans la pratique. Plus d'un agent trop zélé s'est ou attiédi dans l'indifférence ou heureusement humanisé au contact de trop de misères et de souffrances. Le dévouement religieux, ecclésiastique ou laïque, féminin surtout, a fait ce qu'il a pu pour suppléer à l'insuffisance des institutions. Mais le réformateur était bien convaincu que, dans les hôpitaux comme dans les prisons, l'humanité même et aussi la sagesse réclamait un corps reconnu, organisé, muni des moyens nécessaires à sa mission. Il devait bien entrevoir au moins qu'un tel corps eût été mieux pénétré de ses devoirs et de ses responsabilités de tout ordre, à l'endroit des dissidens comme à l'égard des croyans : car on l'eût recruté d'une façon plus hiérarchique, plus facile à contrôler par l'un et l'autre pouvoir, donc mieux préservé des accidens inséparables d'un recrutement de fortune. Si le défenseur de la charité a pensé cela, — et je crois qu'il le pensait, — on peut affirmer qu'il avait singulièrement raison.

Ce qu'il pensait des aumôniers d'hôpital, il le pensait aussi et il le disait des aumôniers de prison. Deux conceptions bien connues l'y ramenaient sans cesse. La première était que l'emprisonnement collectif ou la détention en commun sont des instrumens de corruption, que tous les projets de peines accomplies dans un état de demi-liberté, comme dans les anciens bagnes ou dans les pénitenciers agricoles, sont autant d'expériences horriblement coûteuses et très décevantes. Son enquête sur les pénitenciers de la Corse au nom de la Commission de l'Assemblée nationale peut, à cet égard, servir de modèle. La seconde conception, — celle, au reste, de tous les hommes qui ont bien voulu étudier la question tout entière, — c'était que le patronage est pour la société une condition indispensable de relèvement pour les coupables et de sécurité, — relative, — pour la société. Il tenait tellement à l'exercice du patronage, lui l'un des fondateurs, l'un des présidens et à la fois le soutien presque unique du patronage des libérés adultes, qu'il voulait qu'on l'exerçât, comme on pût, sous tous les régimes ; mais il était bien d'avis que le régime qui devait provoquer le moins d'insuccès était celui de l'emprisonnement individuel. Le jour où il avait combattu pour la réforme de la loi sur la surveillance des grands condamnés, il avait fait cette réserve, que la surveillance bienveillante des institutions de charité et des sociétés de patronage vaudrait encore mieux que la surveillance ou excessive ou inégale de la police ; mais il ajoutait : « Seulement, croyez-vous que ce soit par décret qu'on improvise la charité et le dévouement ? » C'est pourquoi il voulait au moins qu'on honorât et qu'on facilitât ce patronage élémentaire, en quelque sorte, toujours dû, toujours prêt, des aumôniers des prisons.

*
* *

La complexité et aussi l'harmonie de ces efforts nous préparent à bien comprendre comment, partout, M. Bérenger voulut unir une répression plus vigilante et plus ferme et un ensemble de mesures destinées à « assister » non seulement les victimes du mal, mais les auteurs mêmes du mal.

Nous arrivons en effet ici à la dernière partie de sa carrière et de ses propagandes, à sa lutte contre l'immoralité, contre ses causes, contre ses manifestations, contre ses suites variées.

Nous ne ferons même point attention, cela va sans dire, aux plaisanteries des hommes d'esprit, jeunes ou vieux. Mieux vaut essayer de saisir ce que l'attitude du criminaliste eut d'original et de parfaitement logique. Deux faits incontestables et bien connus nous aideront à grouper dans leur contraste, sans divergence ni contradiction, ses vues et ses efforts.

Dans le crime et le délit, la masse du public voit par-dessus tout ce qui la menace, ce qui est de nature à lui faire craindre pour sa vie, pour ses propriétés, pour sa tranquillité, pour sa réputation, pour son honneur : elle demande qu'on réprime tout cela le plus tôt possible et de manière à bien mettre le coupable hors d'état de faire de nouvelles victimes. Quant aux actes et aux manifestations qui donnent le goût du plaisir, qui le stimulent et le diversifient jusqu'à lui faire contracter peu à peu l'habitude, non seulement de l'excessif, mais de l'exceptionnel et de l'anormal, du dédain des lois communes à une nature saine, à une société saine, le même public le prend plutôt gaiement : il passe volontiers condamnation sur tout ce que sa curiosité satisfaite lui a fait trouver d'excitant. Pour s'excuser, on allègue les entraînemens de la jeunesse, l'ardeur des tempéramens et les longues traditions de l'esprit gaulois. Il est certain que nos pères étaient, comme on dit, fort gaillards; mais au moins l'étaient-ils en hommes que n'effrayaient pas les nombreux enfans. Du jour où l'on a donné au plaisir égoïste, se prenant lui-même pour fin, le rôle dont on dépouillait le devoir familial, c'était le désordre, lequel n'est fécond qu'en désordres nouveaux et indéfinis. Ceci, la génération qui s'achève l'a fâcheusement méconnu, même parmi les représentans de la justice, depuis les membres des jurys toujours clémens pour l'avortement et l'infanticide, jusqu'à ces magistrats qui, ayant à juger un pornographe, pris pour la première fois, mais convaincu d'une ancienne et plantureuse habitude du délit, trouvèrent spirituel de lui accorder le bénéfice de la loi Bérenger.

A cette double disposition d'esprit, ledit M. Bérenger en opposa une à peu près inverse. Du moins, si l'on reprend toute la suite de sa carrière, voit-on que, dans la première partie, il a consacré ses efforts à adoucir la répression des malfaiteurs ordinairement les plus sévèrement frappés; dans la seconde, il a paru réserver toute son activité, tout son zèle, toute sa téna-

cité pour la poursuite de délits demeurant en général impunis. Il serait à peine exagéré de dire qu'il eût accueilli un meurtrier qui serait venu lui demander son patronage en échange de son repentir avec plus de bienveillance qu'un pornographe qui aurait essayé de l'amadouer avec un article de journal et aurait eu chance d'esquiver au tribunal une condamnation, même légère. S'était-il donc tracé à lui-même un plan de campagne en deux parties bien distinctes? Non, car on sait à quel point cela est rare partout. Avait-il comme épuisé tout ce qu'il était en son pouvoir de tenter pour l'amélioration de la loi criminelle, telle qu'elle opérait dans nos codes, et voulait-il simplement combler une lacune? Ceci est déjà plus vraisemblable. Ce qui l'est encore davantage, c'est qu'il était de plus en plus frappé du lien qui rattache l'une à l'autre deux sortes de criminalité, l'une qu'on voit, qu'on poursuit et qu'on frappe, l'autre qu'on affecte de ne pas voir, que par conséquent on tolère et que, par suite, on encourage. A ce dernier jeu, la société se désarme de ses propres mains; dans la lutte même qu'elle engage ailleurs, elle mollit et, passant d'un extrême à l'autre, elle n'ose plus attaquer avec la même énergie ceux qu'elle réprimait le plus impitoyablement.

C'est qu'en effet la criminalité la plus ostensible et, en apparence, la plus alarmante, a ses sources profondes dans deux autres criminalités qui sont la criminalité féminine et la criminalité juvénile. La première corrompt, — et le plus souvent avec impunité, — les hommes qu'elle détourne si souvent sans les connaître : elle n'est liée à eux que par une complicité passagère en telle ou telle espèce de méfait, mais dont les suites diverses se prolongeront, sans qu'on en saisisse l'origine. La seconde donne elle-même à la société des criminels tout faits et tout prêts pour les pires formes du mal. L'une et l'autre s'alimentent dans la passion cachée s'aveuglant sur tout ce qui n'est pas la satisfaction quelconque du moment : elles s'alimentent dans le vice, c'est-à-dire dans l'abus du plaisir cherché en dehors de la famille, en dehors des nécessités sociales, en dehors de l'âge marqué par la nature. Enfin, s'il est bien vrai que beaucoup de crimes se préparent dans le secret des passions individuelles et des rêves de la vengeance ou de la cupidité, n'oublions pas qu'il est une criminalité au-devant de laquelle viennent des sollicitations toutes farcies d'attraits et d'erreurs

trompeuses, le tout sans que l'on sente une autorité assez désireuse ou assez maîtresse de remettre à sa place ce qui s'en écarte vraiment par trop. C'est à cette autorité qu'en appelait M. Bérenger.

La première ou plutôt la plus importante des interventions qu'il lui demanda était relative à ce qu'on a nommé la traite des blanches. Il est sans doute superflu d'expliquer aujourd'hui comment les nations les plus désireuses de combattre le mal étaient désarmées devant les roueries des trafiquans : les méfaits se composaient d'actes accomplis dans des pays divers, aux législations diverses, de telle sorte que chacun de ces actes était, devant la justice, forcément isolé de ceux qui avaient précédé et qui suivaient. C'était cependant cet enchaînement voulu qui faisait le caractère criminel de chacun d'eux. Un Russe offrait à une jeune fille une place qu'il disait libre et très honorable à New-York ou à Buenos-Ayres. Il l'adressait à un correspondant de Buda-Pesth qui était censé lui faciliter simplement un voyage dont le but était toujours caché : d'agent d'émigration en agent d'émigration, la victime arrivait là où elle était attendue ; toutes les précautions étaient prises pour qu'on la présentât comme seule responsable de la destinée que l'ignorance, l'abandon, la misère et les mensonges de tant d'intermédiaires lui avaient rendue à peu près inévitable. Comment à cette criminalité internationale il fallait opposer une police, une législation, une procédure et une pénalité internationales, et comment M. Bérenger fut un des plus actifs parmi ceux qui s'y employèrent, tout cela est d'hier et par conséquent bien connu. Les débats des congrès de Paris, de Londres, de Madrid, les votes simultanés des Parlemens qui permirent de reformer la chaîne de ces anneaux séparés en apparence seulement les uns des autres et à punir la traite en quelque endroit qu'elle se révélât par une complicité locale et partielle, nous montrent partout la main et nous font entendre la parole de notre compatriote. Les applications nouvelles que peut recevoir dans la suite cette idée féconde de la lutte internationale contre le crime et les conséquences qu'il est souhaitable qu'on en puisse tirer ne laisseront jamais oublier le rôle qu'il a joué là.

Chez nous comme ailleurs, beaucoup se sont efforcés d'élargir l'idée qu'on doit se faire, suivant eux, de la crimina-

lité sociale dans les mœurs et des pénalités qu'il y a lieu de lui réserver. Cette campagne datait déjà d'un peu loin, et elle trouvait surtout en Suisse et en Angleterre les plus ardens propagandistes. Si on la dégage de bien des surcharges, on y voit persister et faire son chemin l'idée qu'on peut formuler ainsi : la personne humaine ne peut pas et ne doit pas être l'objet d'un trafic. — Or, ajoute-t-on, pourqnoi ce trafic international de la traite des blanches s'est-il ainsi répandu, sinon parce que, dans chacun de vos pays respectifs, vous tolériez, vous protégiez même le commerce que vous savez? — Ce raisonnement pourrait mener loin dans la voie des bonnes intentions et aussi dans celle de l'utopie. M. Bérenger vit plutôt avec déplaisir cet élargissement du problème : il estimait qu'on y mêlait prématurément trop de questions et trop de questions douteuses, que, dans le souci de vouloir protéger les mœurs de toutes les femmes, on risquait d'oublier, qu'on oubliait trop en effet les intérêts plus pressans de celles qui étaient victimes de fraudes et d'abus de confiance ou d'autorité. Il était pressé de bien mettre en état et en mouvement toutes les organisations destinées à resserrer, sur tous les points du monde, la résistance aux vrais crimes et aux délits du caractère desquels il est impossible de douter.

Il ne doutait pas — on le sait — du caractère criminel ou délictueux d'actes qu'il gémissait de voir trop impunis, comme la propagande néo-malthusienne et la pornographie. Les grands discours de réunions publiques sur le droit de disposer de soi-même absolument comme on l'entend (comme si le devoir n'était pas précisément fait pour en limiter les fantaisies et en corriger les abus), les programmes très mêlés de l'Eugénique ou art de choisir les meilleurs progéniteurs de l'un et de l'autre sexe et d'obtenir qu'on neutralisât les autres, rien de cela ne pouvait l'émouvoir, — sinon pour accroître encore sa sincère indignation. La tâche qu'il avait assumée de poursuivre partout les infractions contre les mœurs (punies ou impunies, prévues ou non par le Code), faisait tomber entre ses mains des documens trop infects pour qu'il y rencontrât rien de vraiment scientifique. Il y voyait tous les jours la polémique néo-malthusienne empruntant les argumens les plus déprimans pour l'énergie individuelle, les plus pernicieux pour la vie de famille, les plus menaçans pour l'avenir de la puissance natio-

nale : il voyait de quelle immonde propagande elle inondait les villes et les campagnes, inventant même des engins destinés à faciliter le plaisir sans mesure et la sécurité dans l'égoïsme. N'oublions pas la découverte qu'il avait faite de l'origine certainement germanique de beaucoup de ces brochures, images et outillages qui affichaient frauduleusement l'étiquette française.

Mais pour le criminaliste alarmé, de quoi s'agissait-il dès lors? D'une grande interpellation terminée par un ordre du jour... aussitôt oublié? De faire voter un projet de loi en le garnissant de dispositions nouvelles ou renouvelées et de l'étayer d'une circulaire de plus du garde des Sceaux? Il est bien vrai qu'un sénateur aussi zélé ne pouvait négliger aucun de ces moyens : il fit donc remanier les textes en vue de les rendre plus efficaces, tantôt par plus de sévérité, tantôt par une rédaction et des sanctions qui n'effrayassent pas trop les timides jusqu'à les acculer à un acquittement complet. Quant aux discussions destinées à saisir l'opinion publique et à la remuer, il ne les ménageait ni dans les sociétés, ni dans les congrès, ni dans les séances exceptionnelles où il convoquait le plus de monde possible pour y faire entendre, à l'appui de ses thèses, des orateurs de toute opinion, de toute confession...; mais à côté de ce mode d'action il en pratiquait un autre qui lui demandait beaucoup de temps et lui rapportait peu de gloire : correspondance avec les journaux, les revues et autres organes de publicité; envois d'avis destinés à arrêter les pornographes; visites au parquet et aux cabinets d'instruction : on se figure assez combien une telle besogne est absorbante, difficile et ingrate.

Ce qui la relevait, si toutefois elle eût besoin d'être relevée, c'était que celui qui se l'imposait à lui-même entendait bien la compléter par des mesures de préservation et de salut. Il n'y avait d'ailleurs là pour lui qu'une application de plus de la double méthode qu'il avait préconisée toute sa vie, répression et patronage, patronage de ceux qui ont fait le mal, comme de ceux qui en ont souffert, sinon avec une pleine innocence, du moins avec une faiblesse abusée, les pires conséquences. C'est pourquoi, sans être précisément l'initiateur de l'Œuvre de protection de la jeune fille et de l'Œuvre des gares, il y collaborait si volontiers.

Il est impossible de ne point parler ici des opinions qu'il professait et que dans des séances très importantes à la *Société*

générale des prisons, il soutint à l'endroit de la Préfecture de Police et du régime des mœurs. Assez défiant envers ceux qui, sous prétexte de liberté, soutenaient bien bruyamment des opinions bien théoriques et d'une valeur bien douteuse, il avait pris le parti le plus conforme à toutes ses traditions, à tout son passé. Je connais, disait-il au personnel de la Préfecture, nos excellentes intentions et notre prudence, et je ne doute pas qu'elles soient souvent méconnues par le public ou par les hommes de parti. Pour qu'elles ne le soient pas, pour qu'elles ne puissent pas l'être, il faut que ce soit plus souvent la loi même qui intervienne, et que les mesures que vous prenez, — si semblables à de vraies pénalités, — ne soient pas dues à un pouvoir administratif; car toute mesure purement administrative peut être qualifiée d'arbitraire. Si, dans certains cas, il est impossible d'échapper à la nécessité d'une décision prompte, simple, pratique, sans appareil judiciaire, il importe que la limite soit elle-même déterminée par la loi. Présentement, elle ne l'est pas assez. » N'est-ce point là une argumentation qui achève heureusement de caractériser la physionomie et l'attitude de l'éminent criminaliste?

Il eût voulu faire plus encore : il eût très ardemment souhaité, — alors que l'âge ne lui laissait plus tant d'ardeur pour la lutte, — que bien des œuvres de charité, d'un esprit tout à fait chrétien, ne fussent plus l'objet de campagnes de calomnies, comme celles qu'on a dû, je pense, oublier. Mais entre ceux qui font le bien il ne saurait être question de concurrence. M. Bérenger ne s'intéressa pas seulement à quelques œuvres laïques de rédemption où l'on a essayé de méthodes plus ouvertes, plus accessibles, plus ménagères de la faiblesse juvénile; il provoqua lui-même la création d'un asile spécial. Grâce à des concours de personnes respectables et très généreuses, on eut là un échantillon à joindre au petit nombre de ceux qui sont bien dignes d'attirer la charité vivant au milieu du monde : ici une œuvre soignant maternellement une demi-douzaine de repenties, là une maison réussissant à en conserver vingt ou vingt-cinq. Répétons-le, ce sont là des échantillons précieux, à donner à étudier aux dilettanti, aux amis ou amateurs de l'apostolat des égarés. Ils y apprendront beaucoup de choses ; ils y verront combien est lourde la tâche de recruter, de former, de défendre un personnel auquel incombe le soin de moraliser les êtres

les plus enclins, — par le fait de l'hystérie, le plus souvent, — au mensonge, au chantage, à l'ingratitude. Ils pourront surtout y voir combien la tâche devient difficile quand, au lieu de s'adresser à quelques douzaines de sujets, on s'adresse à des milliers. Mais on ne peut pas recommencer sa vie; à la fin de la sienne, le criminaliste eût été heureux de pouvoir suffire au sauvetage de tant de milliers de sujets perdus. Il a fait ce qu'il a pu et n'a pas été moins touchant dans des insuccès dus malgré lui à l'insuffisance des concours d'autrui, que dans les succès de sa carrière politique.

*
* *

M. Bérenger se montra rarement ce qu'on appelle un orateur. Si l'on excepte telle manifestation exceptionnelle comme celle que provoqua de sa part la loi de dessaisissement, il se partageait entre la rédaction de nombreux amendemens et des rappels courageux, mais souvent rapides et improvisés, des causes qu'il avait déjà défendues bien des fois, dans les commissions, dans les congrès, dans les sociétés savantes ou charitables, à l'Institut... Le grand discours soigneusement préparé avec les artifices classiques de la rhétorique et des « attrape-applaudissemens » (comme disent les Allemands) ne lui était pas très familier. Il n'avait ni l'ampleur et la variété captivante de Thiers, ni la dialectique acérée de Dufaure, ni les enveloppemens si étudiés de Jules Favre, ni la désinvolture cavalière de Waldeck-Rousseau. Encore moins cultivait-il les appels trop aisés et trop fructueux, par malheur, à des passions sectaires ou à des complaisances qui ne demandaient, pour capituler, que l'apparition de quelque sophisme banal. Sachant bien qu'il avait toujours à enlever quelque position défendue par l'esprit de parti ou par la routine, il se donnait sans compter et il y mettait tout son cœur. Sans doute, il ponctuait quelquefois ses démonstrations de répétitions de mots, d'apartés, de membres de phrases un peu lourds. En revanche, ses discours, légèrement revus, résistent beaucoup plus que d'autres à la lecture, et on persiste à se demander pourquoi il n'a jamais voulu en laisser imprimer à part un seul pour l'offrir au public, même à l'occasion de sa candidature à l'Institut. Quand les devoirs de ses fonctions l'y obligeaient, il savait prendre le temps de composer et d'écrire. Sa notice sur son prédécesseur Charles Lucas est un

résumé parfait des réformes pénitentiaires accomplies avant lui-même : ces quelques pages demeurent comme un document de premier ordre.

En une autre séance, appelé à faire l'éloge d'un confrère défunt, M. Colmet de Santerre, professeur à l'École de Droit, il prononça cette parole : « Le caractère particulier de sa vie fut sa remarquable, je dirais volontiers son enviable unité. » Peut-être faisait-il là un retour, nuancé de quelque regret personnel, sur la variété des efforts auxquels le condamnait la politique ; n'en retenons que la vivacité de la préférence qu'il donna toujours à l'une des parties de son labeur, à celle qu'il estimait la meilleure, la plus pressante et, — si on voulait bien s'y prêter, — la plus féconde en résultats heureux pour la société. A coup sûr, il n'eut à se reprocher aucune dispersion inutile ; et, en fait de fidélité, de rectitude et de persévérance, il n'eut rien à envier à personne. Il savait trop bien ramener à une unité vivante tout ce qu'il faisait ou se proposait de faire en faveur de la justice, en faveur du relèvement des coupables et au profit de la moralité. A quatre-vingt-trois ans, il parlait et agissait encore de manière que l'on comptât avec lui, se déchargeant à peine de quelques travaux accessoires où il n'y avait qu'à se conformer à ses indications et à exécuter ses plans. C'est dans la dernière année de sa vie seulement que certaines infirmités physiques ne lui permirent plus autant d'oublier son âge. Il avait eu des déceptions, — qui n'en a pas ? — mais son âme avait de quoi se consoler, en pensant à tout ce qu'elle avait donné d'elle-même : elle partit modestement dans la sérénité et dans la paix. Aucun de ceux qui tiendront à suivre, à s'expliquer, à comprendre, à compléter surtout et à amender, comme il l'eût voulu, les institutions du dernier demi-siècle, n'osera se montrer indifférent envers sa mémoire.

HENRI JOLY.

COMMENT S'EST FAITE L'INVASION

DU

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG [1]

L'occupation du territoire luxembourgeois, qui marqua le début des hostilités dans la guerre actuelle et fut le premier acte par lequel l'Allemagne manifesta son mépris des traités, a donné lieu aux récits les plus fantaisistes. Entre la légende qui représente une jeune souveraine barrant elle-même l'entrée de sa capitale au flot de l'invasion et le reproche fait à la grande-duchesse Marie-Adélaïde d'avoir ouvert son palais à l'impérial et trop redouté visiteur, se placent beaucoup d'anecdotes qui tendent à donner une fausse idée de la mentalité du petit peuple pris à la gorge par l'étreinte teutonique. On ne trouvera peut-être pas inutile qu'un témoin oculaire fasse un exposé impartial des faits tels qu'ils se sont vraiment passés.

Était-ce ignorance du danger ou insouciance à l'égard de ce qui ne peut s'éviter, les Luxembourgeois ne se préoccupaient guère de l'orage qui, depuis une dizaine de jours, grondait à l'Orient, loin de leurs frontières.

Cependant, M. Eyschen, ministre d'État, président du gouvernement, interrompant sa cure à Évian, rentrait à Luxembourg dans la nuit du 29 au 30 juillet. Lorsque les inquiétudes

(1) Le comte F. van den Steen de Jehay, auteur de cet article, était ministre de Belgique à Luxembourg au moment de l'entrée des troupes allemandes dans le Grand-Duché. Sa présence y fut « tolérée » pendant quelques jours après l'expulsion du représentant de la France, M. A. Mollard. Le récit du comte Fr. de Jehay est de ceux qui mettent les choses au point par la précision des détails et l'impartialité des appréciations.

devinrent plus vives, ce fut bien vite de l'affolement. On vit des gens prévoyans envahir les épiceries, acheter à tout prix les denrées de première nécessité, s'approvisionner comme à la veille d'un siège. En même temps, commença l'exode des étrangers.

Le 31 juillet, au matin, une nouvelle alarmante se propagea rapidement dans la ville : les ponts de la Moselle avaient été barricadés du côté de l'Allemagne. M. Eyschen prit la peine de venir me voir, ainsi que mes collègues de France et d'Italie (1). Il voulait, disait-il, nous rassurer en nous apportant des renseignemens exacts. Des informations recueillies par la gendarmerie, il résultait que, pendant la nuit, la route avait été effectivement barrée sur la rive allemande, à l'extrémité des ponts de Schengen, de Remich et de Wormeldange, mais seulement en vue de vérifier l'identité des personnes qui passaient en voiture ou en automobile. Les barrières avaient été enlevées dès le matin.

Ce qui, à ce moment, préoccupait le plus vivement les autorités luxembourgeoises et les dirigeans de la grande industrie était la perspective de devoir éteindre les hauts fourneaux, faute de combustible. On disait, en effet, que les arrivages de coke de la Westphalie étaient arrêtés. Que ferait-on des milliers d'ouvriers qui se trouveraient sans travail? Le comte della Torre di Lavagna, ministre d'Italie, craignait de voir la situation devenir fort critique pour ses nationaux, particulièrement nombreux dans le canton d'Esch-sur-l'Alzette.

Dans le courant de la journée, on apprit que la Cour grand-ducale, qui devait, très prochainement, partir pour Hohenburg, avait provisoirement renoncé à son séjour en Bavière. A trois heures de l'après-midi, M. Eyschen me communiquait le télégramme qu'il venait de recevoir, et d'après lequel l'état de guerre était proclamé dans toute l'Allemagne, sauf la Bavière, en vertu de l'article 68 de la Constitution de l'Empire. A cinq heures, la publication de cette nouvelle par les éditions spéciales des journaux provoquait une véritable panique. Quantité de personnes se décidaient à quitter le Grand-Duché, craignant de voir les communications interrompues. Déjà on annonçait que les trains ne circulaient plus dans la direction de Trois-Vierges. Renseignemens pris, les seuls trains supprimés étaient

(1) L'Allemagne, la Belgique, la France et l'Italie étaient les seuls pays représentés par des diplomates à résidence fixe dans le Grand-Duché.

ceux de Luxembourg-Thionville et de Trois-Vierges-Saint-Vith.

La journée du lendemain se passa dans la plus grande agitation. Les légations et consulats étaient assiégés de personnes qui venaient demander des passeports et des papiers d'identité, de miliciens rappelés sous les drapeaux, de volontaires désireux de s'enrôler. Les chefs d'industrie se résignaient à éteindre plusieurs hauts fourneaux, et des trains spéciaux étaient organisés pour rapatrier les ouvriers italiens.

On sait que ce même jour, samedi 1er août, à sept heures et demie du soir, le comte de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne à Pétersbourg, remettait à M. Sazonoff la déclaration par laquelle son souverain, au nom de l'Empire allemand, se considérait « comme en état de guerre avec la Russie. » Relatons ici un incident resté peu connu, bien qu'il ait été révélé à la Chambre des députés luxembourgeoise (1), et dont on saisira l'importance en tant qu'il prouve la préméditation, de la part de l'Allemagne, de violer la neutralité du grand-duché. Dans le courant de l'après-midi du 1er août, — c'était donc avant toute déclaration de guerre, — quelques soldats allemands, commandés par deux officiers, avaient passé la frontière, occupé la gare de Trois-Vierges et arraché les rails en territoire luxembourgeois, sur une longueur de 150 mètres. Le commandant du poste de gendarmerie et le bourgmestre de la localité étant accourus, on téléphona à Luxembourg. Le ministre d'Allemagne télégraphia à Berlin et bientôt arriva cette réponse : le fait signalé ne pouvait être que le résultat d'instructions mal comprises. N'est-il pas manifeste que l'erreur consistait en ce que l'ordre d'occuper une gare proche de la frontière avait été exécuté quelques heures trop tôt?

Ce fut dans la nuit du 1er au 2 août, entre une et deux heures du matin, que les premiers corps de troupes franchirent la Moselle à Wasserbillig. A cinq heures du matin, un automobile, dans lequel se trouvaient des officiers coiffés du casque à pointe, était aperçu aux portes de Luxembourg, dans le faubourg de Clausen. A six heures, M. Henrion, conseiller du gouvernement, sonnait à la porte de la Légation du Roi, et, tout d'une haleine, m'apprenait que la neutralité du Luxembourg avait été violée, que la ville ne tarderait sans doute pas à être

(1) Séance du 3 août 1914.

occupée, que tous les membres du gouvernement étaient réunis et siégeaient en permanence. Je courus au bureau télégraphique; je pus expédier à Bruxelles un télégramme annonçant la fâcheuse nouvelle; puis, j'allai à l'hôtel du gouvernement où je trouvai M. Eyschen et ses trois collègues ministériels, MM. Mongenast, de Waha et Braun, ainsi que M. Munchen, bourgmestre de la ville de Luxembourg, consternés et occupés à rédiger une protestation qui devait être remise immédiatement au ministre d'Allemagne, M. von Buch, et une proclamation adressée à la population.

Vers les neuf heures du matin, un train blindé comprenant neuf wagons et un truck chargé de rails, pénétrait dans la gare. Il en descendait une compagnie de soldats du génie. Au capitaine qui le commandait, le lieutenant Franck, de la gendarmerie luxembourgeoise, fut chargé de remettre une protestation. Ce capitaine déclara qu'il avait pour mission d'occuper la gare et les lignes de chemins de fer.

D'autres trains ne tardèrent pas à amener de nouvelles troupes. Il en arriva ensuite par toutes les routes de l'Est et du Nord. Bientôt ce ne furent pas seulement la gare, mais les ponts qui furent gardés. Des patrouilles sillonnèrent la ville en tous sens; des sentinelles furent placées dans les bâtimens de la poste et du télégraphe. Le service télégraphique ne put continuer à fonctionner que sous le contrôle de l'autorité militaire occupante.

Tels sont les faits. Quelles furent les raisons invoquées pour les justifier?

Dans le cas du Luxembourg, comme dans celui de la Belgique, le mot d'ordre donné à Berlin fut que la neutralité du pays envahi avait déjà été violée ou *était sur le point d'être violée* par la France. « Les mesures militaires sont devenues inévitables à notre plus grand regret, dit le télégramme adressé le 2 août par M. de Jagow à M. Eyschen, par le fait que nous avons des nouvelles certaines d'après lesquelles les troupes françaises sont en marche sur Luxembourg... En présence du péril imminent, nous n'avions malheureusement plus le temps d'en aviser préalablement le gouvernement luxembourgeois. »

On remarquera l'ambiguïté de l'expression : « sont en marche sur Luxembourg (1). » Les troupes françaises ont-elles

(1) Le texte allemand dit : « ...dass wir zuverlässige Nachrichten haben, wonach französische Streitkräfte im Vormarsch auf Luxemburg sind. »

ou n'ont-elles pas franchi la frontière du Grand-Duché? M. de Jagow s'abstient de le dire, comme si ce point, essentiel dans l'espèce, n'était qu'un détail sans importance. Le télégramme du chancelier que M. von Buch était chargé de communiquer au gouvernement luxembourgeois n'est pas plus explicite (1). Mais les autorités militaires, qui de la théorie passent à l'action, ne s'embarrassent pas de scrupules de véracité. Aux troupes qui pénètrent dans le Grand-Duché, pays qu'il ne faut pas traiter en ennemi, on fait croire que des tirailleurs français sont cachés dans les bois, que des patrouilles de cavalerie et d'automobiles ont déjà sillonné la contrée. A chaque tournant de la route, l'avant-garde s'attend à voir paraître l'adversaire. Un officier appartenant à un des premiers détachemens avoue à un ami luxembourgeois, qui m'a répété le propos, qu'il était persuadé, lorsqu'il reçut l'ordre, le matin, de se mettre en marche, d'être tué avant la fin de la journée.

Il y a plus : un document subsiste qui établit comment procédait le haut commandement allemand pour répandre les fausses nouvelles qui devaient légitimer certaines opérations militaires. Dans ses fourgons, le général commandant le VIIIe corps d'armée emportait quelques centaines d'exemplaires d'une proclamation, préalablement imprimée à Coblence, où il était dit que la France avait commencé, *sur le sol luxembourgeois*, les hostilités contre l'Allemagne. M. Eyschen a raconté à la Chambre des députés comment, s'étant rendu compte du fâcheux effet que produirait sur la population du pays un mensonge trop évident, le général Tülff von Tscheppe und Weidenbach avait renoncé à distribuer ce factum. Mais il était trop tard. Le chauffeur de son automobile en avait déjà remis quelques exemplaires à des curieux groupés devant l'hôtel de la légation d'Allemagne à Luxembourg.

Lorsque le mensonge vient d'en haut, les subalternes qui le recueillent et le répètent peuvent être de bonne foi. Nous avons déjà cité le cas de cet officier de l'avant-garde qui s'attendait, à tout instant, à voir paraître des uniformes français. Celui qui est à ce point suggestionné voit des ennemis partout. Fut-il victime d'une hallucination semblable, l'officier qui fit à M. Eyschen et au major van Dyck, commandant la

(1) Lecture de ces deux télégrammes fut donnée par M. Eyschen à la Chambre des députés luxembourgeoise dans la séance du 3 août 1914.

gendarmerie du Grand-Duché, la réponse que nous allons rapporter? Nous avons dit que le 2 août, de grand matin, des autos militaires allemands furent d'abord aperçus dans le faubourg de Clausen, situé au Nord-Est de Luxembourg. Prévoyant que les corps de troupes qu'on savait être en marche arriveraient bientôt aux portes de la ville, le président du gouvernement, M. Eyschen, donna l'ordre au major van Dyck de se poster au pont du Bock où aboutit la route de Trèves. Le major avait pour mission de remettre une protestation au premier officier allemand qui se présenterait. Arrivé au célèbre viaduc, connu de tous les touristes qui ont visité Luxembourg, le major van Dyck fit placer sa voiture en travers de la route et attendit les événemens. Bientôt débouche de la route de Trèves un automobile qui se met à gravir la pente du Bock. Mais voici qu'il s'arrête, puis, subitement, rebrousse chemin. C'est un train blindé qui, trois heures plus tard, amènera les premières troupes chargées d'occuper la capitale. L'officier qui commandait ce détachement fut prié de se présenter devant le chef du gouvernement, de faire connaître les ordres qu'il avait reçus. « Le major van Dyck vous attendait au pont du Bock, lui dit M. Eyschen. Pourquoi l'automobile qui se dirigeait de ce côté n'a-t-il pas poursuivi sa route? » — « On a tiré sur lui, » répondit l'officier allemand. — « Je vous donne à cet égard un démenti formel, repartit le major van Dyck qui assistait à l'entretien. J'étais là seul avec un de mes hommes et nous n'avions pas d'armes (1). »

*
* *

La violation de la neutralité du Luxembourg créait une situation particulière au point de vue diplomatique. Le Grand-Duché n'étant en guerre avec personne, les représentans des nations belligérantes résidant à Luxembourg avaient le droit et le devoir de rester à leur poste, et leur protection devait être assurée par les soins du gouvernement auprès duquel ils étaient accrédités. Néanmoins, dès le 4 août, M. Mollard, ministre de

(1) Le major van Dyck, commandant la force armée du Grand-Duché, était aussi aide de camp de S. A. R. la Grande-Duchesse. Son automobile, confondu avec une des voitures de la Cour, donna lieu sans doute à la légende d'après laquelle la Grande-Duchesse elle-même avait barré l'entrée de sa capitale aux troupes envahissantes.

France, fut invité, par l'entremise du gouvernement grand-ducal, « à quitter aussitôt que possible le Luxembourg et à se rendre en France ; autrement, — ajoutait la lettre de M. von Buch à M. Eyschen, — les autorités militaires allemandes se trouveraient dans la pénible obligation de placer M. Mollard sous la surveillance d'une escorte militaire et, en cas extrême, de procéder à son arrestation (1). »

Je ne me faisais aucune illusion. Ce même jour, 4 août, l'Allemagne ayant déclaré la guerre à la Belgique et les premières troupes allemandes ayant pénétré en territoire belge et brûlé Visé (2), je m'attendais à être l'objet du même traitement que mon collègue de France. Cependant, quelques jours passèrent sans que je fusse inquiété. On semblait m'ignorer ou m'oublier. De mon côté, pour ne donner prétexte à aucune plainte, je me constituai prisonnier volontaire chez moi. Je ne sortis plus de la légation après m'être acquitté du message dont me chargeait le dernier télégramme que je reçus de mon gouvernement, le 5 août, à deux heures de l'après-midi, télégramme qui me prescrivait de faire savoir au gouvernement grand-ducal que l'Allemagne avait violé la neutralité belge et que la Belgique résisterait par la force à cette agression. Le même soir, M. Eyschen vint me dire que le général von Fuchs, à qui il avait parlé de la situation du ministre de Belgique, avait répondu qu'il n'avait pas d'instructions en ce qui me concernait, et que lui-même serait remplacé le lendemain par un général de rang supérieur qui aurait peut-être reçu des ordres de Berlin. Toutefois, ni le lendemain, ni le surlendemain, aucune communication ne me fut faite. Je ne quittais pas ma demeure, mais continuais à recevoir les nombreux compatriotes qui recouraient aux bons offices de la légation.

Le samedi, 8 août, à trois heures de l'après-midi, M. Eyschen vint en personne me remettre la lettre par laquelle il me faisait connaître que l'autorité militaire allemande demandait mon départ. Le ministre d'État se disait navré d'avoir à me

(1) Livre Jaune français, n° 139.

(2) Au moment de l'expulsion de M. Mollard, ces faits n'étaient pas encore connus à Luxembourg. M. von Buch, ministre d'Allemagne, proposa même de confier la protection des intérêts français au ministre de Belgique (Livre Jaune, n° 139). Lorsque M. Eyschen me fit part de cette intention, je ne pus m'empêcher de lui dire : « Ce n'aurait pas été pour longtemps, s'il est vrai que l'Allemagne songe à violer aussi la neutralité de la Belgique. »

faire une telle communication. Il ajoutait que les autorités militaires conseillaient le voyage par chemin de fer, parce que le voyage en automobile m'exposerait « à être arrêté trop souvent pour des motifs de contrôle. » La lettre que M. Eyschen avait reçue du ministre d'Allemagne portait que le général commandant me priait « d'organiser » mon départ de telle façon que, dans les vingt-quatre heures, je pusse « entrer en relation personnelle à Coblence avec le général de Ploetz » au sujet de mon voyage ultérieur (1).

On comprendra que, dans les termes où elle était formulées cette « invitation » me parut tenir trop peu compte des égard, et immunités dont un représentant diplomatique peut se réclamer. Non seulement le temps qui m'était accordé pour mes préparatifs de départ était restreint, car je devais quitter Luxembourg le lendemain à cinq heures du matin, mais on me traçait un itinéraire qui me faisait passer par l'Allemagne, sans me garantir que je n'y serais pas retenu. Aucune promesse ne m'était faite quant à l'inviolabilité de mes bagages et des papiers que je tenais à emporter.

Dans la réponse par laquelle j'accusais à M. Eyschen réception de sa communication, après avoir déclaré que je m'inclinais « devant un désir qui n'était que l'expression de la force, » j'ajoutais : « La lettre de Votre Excellence me dit que les autorités militaires conseillent le voyage par chemin de fer plutôt que par automobile. Je me conforme à cette suggestion et suis prêt à quitter Luxembourg demain, à l'heure qui me sera indiquée, et à prendre par train la direction de Coblence, à la condition toutefois que, dans cette ville, je sois autorisé à regagner immédiatement la Belgique par telle voie qui semblera possible et que les immunités diplomatiques me soient garanties tant que je me trouverai sur le territoire de l'Empire (2). »

Ayant revu M. von Buch, M. Eyschen revint me dire que l'officier supérieur commandant actuellement à Luxembourg ne pouvait prendre d'engagement que pour le trajet de Luxembourg à Coblence et que, dans cette dernière ville, il appartiendrait au général von Ploetz de me renseigner sur ce que j'avais à faire. Une telle réponse me paraissant trop vague pour m'en

(1) 1er Livre Gris belge, n° 66.
(2) 2e Livre Gris, n° 41.

contenter, je déclarai que je resterais à mon poste, quoi qu'il advînt, aussi longtemps qu'on ne pourrait m'en donner de plus satisfaisante. Des instructions furent alors demandées à Berlin. Le lendemain, dans la matinée, M. Eyschen m'apportant en personne un laissez-passer conforme aux desiderata que j'avais exprimés et signé par le ministre d'Allemagne et le général commandant le VIIIe corps d'armée. Il me faut ajouter qu'un wagon-salon était mis à ma disposition. C'est dans ces conditions que je quittai Luxembourg le dimanche 9 août, à midi. Après une notification un peu brutale, la mesure d'expulsion dont j'étais l'objet fut exécutée avec courtoisie. Un train spécial me ramena jusque Cranenburg, dernière station du réseau allemand sur la ligne de Clèves-Nimègue.

*
* *

On s'est demandé si le grand-duché de Luxembourg avait entièrement satisfait à ses obligations internationales. Ce fut le premier souci du gouvernement grand-ducal de se mettre, à cet égard, à l'abri de tout reproche. Y a-t-il réussi ? Notre intention étant d'exposer les faits et non de déterminer les responsabilités, nous ne ferons que poser les termes du problème et signaler les élémens d'une solution impartiale.

Chacun sait que la neutralité imposée au grand-duché de Luxembourg par le traité de Londres du 11 mai 1867 est une neutralité *désarmée*. La forteresse de Luxembourg est démantelée ; la force armée ne peut être qu'une force de police employée « au maintien du bon ordre. » Elle se compose d'une compagnie de gendarmes et d'une compagnie de volontaires, comprenant au total 300 hommes.

Mais il y a d'autres moyens de s'opposer à une invasion que la résistance à main armée. Les défenses qu'on pourrait appeler passives ne sont pas interdites à un petit pays placé, par sa situation géographique, dans une position particulièrement menacée. La capitale du Luxembourg, bâtie sur un promontoire rocheux, se relie aux plateaux voisins par des viaducs d'une hardiesse souvent admirée, et dont les piles recèlent des chambres à explosifs. Les ponts sur la Moselle, certains tunnels auraient pu être détruits pour ralentir tout au moins la marche d'une armée envahissante. Faut-il reprocher au gouvernement grand-ducal de n'avoir pas eu recours à ces moyens de défense, d'une

efficacité restreinte, lorsqu'il n'y a point de force armée pour y collaborer, mais qui eussent prouvé, tout au moins, que le pays s'attachait désespérément à son indépendance? En droit strict, le reproche serait justifié. En fait, l'invasion fut si soudaine, qu'à accepter ce que nous croyons être l'interprétation luxembourgeoise, le temps matériel aurait fait défaut pour prendre une décision quelconque. C'est une question que peuvent aider à résoudre non seulement les dates, mais les heures mentionnées dans notre récit. On comprendra qu'elle puisse prêter à controverse, étant donné qu'il suffit de quelques instans pour allumer la mèche d'une mine.

En passant, ne manquons pas de signaler la mise en pratique d'une des thèses favorites de l'Allemagne, thèse suivant laquelle un mauvais coup serait excusable, dès qu'il y a nécessité d'agir avec promptitude. « Nous avons dû prendre des mesures pour la protection de notre armée et la sûreté des voies ferrées, dit M. de Jagow dans son télégramme du 2 août 1914 au président du gouvernement du Luxembourg... En présence du péril imminent, nous n'avions malheureusement plus le temps d'en aviser préalablement le gouvernement luxembourgeois. »

Peut-être la crainte d'attirer de terribles maux sur leur pays fit-elle que les membres du gouvernement grand-ducal préférèrent « avoir été surpris, » que d'avoir eu à répondre à une sommation préalable. Et lorsque l'invasion fut un fait accompli, aucune voix, à notre connaissance, ne s'éleva dans le grand-duché, contre l'attitude résignée qui avait été adoptée. L'idée seule des conséquences désastreuses qu'aurait entraînées la moindre résistance semble avoir été à ce point terrorisante qu'elle écarta toute autre considération. « Que pouvions-nous faire? A quoi bon d'inutiles sacrifices? » telles sont les phrases que nous entendîmes souvent répéter.

En laissant à qui de droit le soin de prononcer un jugement définitif, il sera permis à un Belge, qui éprouve une légitime fierté de la manière dont son propre pays s'est comporté, de poser tout au moins cette question : Les partisans d'une prudente abstention ont-ils apprécié toute la valeur du service qu'un petit peuple, matériellement impuissant, mais grandi par une noble audace, aurait pu rendre à la cause de la justice? Toutefois, si l'effet moral d'une tentative de résistance eût été

considérable, il est clair que, dans le cas du Luxembourg, privé par les traités de forteresses et d'armée, le résultat stratégique d'une telle tentative eût été minime.

***

N'y a-t-il pas lieu à critique dans le fait d'avoir été trop optimiste, trop confiant? L'éminent homme d'État qui, depuis plus de trente ans, préside aux destinées du Luxembourg, ne m'en voudra pas, je pense, d'exprimer l'opinion que, de ce côté, sa prévoyance a été en défaut (1). Cet optimisme, d'ailleurs, ne s'appuyait-il pas sur des argumens solides en apparence? Lorsque je signalais à M. Eyschen le réseau de lignes stratégiques qui encerclait le Luxembourg, lorsque je lui parlais du danger qu'il y avait à laisser entre les mains d'une administration allemande les principales lignes de chemins de fer du Grand-Duché, le ministre d'État me répondait : « Nous avons pris nos précautions. Lisez l'article 2 de la convention du 11 novembre 1902 entre le grand-duché de Luxembourg et l'Empire allemand, renouvelant et prorogeant le contrat d'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg. »

Cet article mérite, en effet, de fixer l'attention. En voici la teneur : « Le gouvernement impérial s'engage à ne jamais se servir des chemins de fer luxembourgeois, exploités par la direction générale impériale des chemins de fer d'Alsace-Lorraine, pour le transport de troupes, d'armes, de matériel de guerre et de munitions, et *à ne pas en user pendant une guerre dans laquelle l'Allemagne serait impliquée*, pour l'approvisionnement des troupes, d'une façon incompatible avec la neutralité du Grand-Duché, et, en général, à ne causer ou tolérer, à l'occasion de l'exploitation de ces lignes, aucun acte qui ne fût en parfait accord avec les devoirs incombant au Grand-Duché comme État neutre... »

Qu'on rapproche ce texte de l'ordre remis au capitaine qui,

(1) Ces pages étaient déjà livrées à l'impression lorsque nous est parvenue l'attristante nouvelle de la mort du président du gouvernement luxembourgeois. Sa mémoire ne souffrira pas de l'appréciation que nous émettons ici, puisque, avant tout, elle met en évidence la loyauté de l'homme politique qui ne pouvait concevoir qu'on manquât à la parole donnée, à un engagement solennel et écrit. Avec l'unanimité de ses concitoyens, rendons hommage à celui qui, jusqu'à la veille de sa mort, travailla pour le bien de son pays et laissera à tous ceux qui furent en rapports avec lui le souvenir d'un noble cœur et d'une belle intelligence.

le 2 août 1914, amena à Luxembourg le premier train militaire blindé. Interrogé au sujet de ses instructions, cet officier répond qu'il a pour mission d'occuper la gare et les *lignes de chemin de fer*. Dans son télégramme du même jour, M. de Bethmann-Hollweg déclare : « Nous avons dû prendre des mesures *pour la sécurité des chemins de fer du grand-duché exploités par nous...* » Il ajoute, il est vrai : « en prévision d'une attaque des Français (1). »

En ce qui concerne l'invasion de la Belgique, des juristes d'outre-Rhin ont essayé de prouver qu'en l'espace de trois quarts de siècle la situation internationale s'était modifiée si profondément qu'il fallait considérer les traités de 1831 et 1839, garantissant la neutralité belge, comme surannés. A quels subtils argumens faudrait-il recourir pour appliquer la même thèse à une convention signée moins de douze ans avant sa violation? Et quelle durée pourra-t-on assigner dorénavant aux engagemens au bas desquels l'Allemagne mettra sa signature (2)?

***

Ce n'est point seulement l'attitude du gouvernement luxembourgois, c'est aussi celle de la cour grand-ducale qui a donné lieu à commentaires et à critiques. Nous touchons ici un sujet délicat qu'il convient de traiter avec réserve. Il nous sera permis cependant de préciser certaines situations qu'on peut considérer comme faisant déjà partie du domaine de l'histoire. Ce serait une erreur de croire que la maison de Nassau n'a eu que des sympathies pour le régime que représente l'hégémonie prussienne au sein de l'Empire allemand. Pour qu'il en fût

(1) « Unsere militärischen Massnahmen in Luxemburg bedeuten keine feindselige Handlung gegen Luxemburg, sondern lediglig Massnahmen zur Sicherung der in unserm Betrieb befindlichen dortigen Eisenbahnen gegen Überfall der Franzosen. » Télégramme du chancelier à M. Eyschen communiqué à la Chambre des députés luxembourgeoise, séance du 3 août 1914.

(2) Dans les protestations qu'il a formulées à Berlin contre la violation de la neutralité luxembourgeoise, le gouvernement grand-ducal n'aura pas manqué, sans doute, de signaler la double atteinte au respect des conventions internationales que cette violation impliquait. M. Eyschen dut être particulièrement déçu par la méconnaissance d'un engagement dont il avait été le négociateur et qui lui semblait une si sérieuse garantie. Son discours à la Chambre des députés du 3 août 1914 ne mentionne cependant pas spécialement le traité de 1902. L'étonnante désinvolture avec laquelle l'Allemagne considéra que ce traité, comme beaucoup d'autres, n'avait que la valeur d'un « chiffon de papier » a fait l'objet d'un excellent article publié par le *Journal de Genève*, dans son numéro du 30 novembre 1914.

ainsi, il faudrait supposer que cinquante ans ont suffi à dissiper les regrets et les rancunes que firent naître les dépouillemens effectués au lendemain de Sadowa. Une anecdote, qui nous a été rapportée de bonne source, fera comprendre combien les sentimens intimes des princes sont parfois en contradiction avec les apparences qu'imposent les devoirs officiels. On connaît le refrain de l'air national luxembourgeois : *Der Feierwon :*

Mîr welle bleine wat mîr sin, ce qui signifie :

« Nous voulons rester ce que nous sommes. »

A un moment où l'indépendance luxembourgeoise se trouvait particulièrement menacée (1), le sentiment populaire, au lieu de bisser ce refrain, y introduisit comme variante un second vers :

Mîr welle jo Keng Preise gin, dont le sens est :

« Nous ne voulons pas devenir Prussiens. »

Or, lorsqu'en 1890, le grand-duc Adolphe succéda au roi des Pays-Bas Guillaume III, par suite de l'extinction, quant aux mâles, de la ligne cadette de la maison de Nassau, les Luxembourgeois ne laissèrent pas de se montrer quelque peu méfians à l'égard du prince *allemand* qui allait les gouverner. Les plus frondeurs eurent l'audace de donner libre cours à ces sentimens le jour où le nouveau grand-duc fit son entrée dans la capitale. Autour de la voiture dans laquelle il se trouvait, on chantait avec enthousiasme le refrain national avec la variante : *Mîr welle jo Keng Preise gin.* Le grand-duc ne pouvait ouvertement approuver cette manifestation bruyante, mais des témoins m'ont assuré que sa satisfaction intime était visible. On en devine le motif : jamais le prince n'avait pardonné à la Prusse de l'avoir dépouillé de son beau duché de Nassau.

La jeune souveraine qui porte actuellement la couronne grand-ducale de Luxembourg, née le 14 juin 1894, compte à peine vingt et un ans. Avant d'avoir atteint sa majorité, fixée par la Constitution à dix-huit ans, elle régna cinq mois sous la régence de sa mère, la grande-duchesse Marie-Anne, régence commencée sous le précédent règne pendant la longue maladie du grand-duc Guillaume. Naturellement réservée, d'un caractère réfléchi et prudent qui pourrait faire croire à de la timidité si, dans certaines circonstances, on ne voyait cette réserve faire place

(1) Ce fut en 1866 ou 1867, suivant M. G. Wampach, *Le Luxembourg neutre.* Paris, 1900, p. 113.

à beaucoup de fermeté, la grande-duchesse Marie-Adélaïde n'a guère manifesté, jusqu'à ce jour, des idées personnelles. Confiante dans le talent et la sagesse d'un ministre qui a prouvé son dévouement à la dynastie et au pays, elle semble disposée à laisser le plus longtemps possible le gouvernail du pouvoir exécutif entre les mains de l'homme d'État expérimenté que tous les partis respectent.

On a reproché à la grande-duchesse d'avoir une cour composée en majeure partie de dignitaires allemands. On a parlé d'influences occultes, d'ingérence dans la politique intérieure; l'entourage de la souveraine a été qualifié de « camarilla. » Les critiques qui se sont fait jour, à ce sujet, dans la presse et même à la Chambre, ont pu paraître déplacées, tout au moins dans les termes où elles se formulaient. Ce qu'il en faut retenir, c'est avant tout le sentiment d'indépendance qu'elles trahissaient, la manifestation de l'opinion publique affirmant le désir du peuple luxembourgeois d'être affranchi de toute direction germanique. Les apparences sont parfois plus fâcheuses que la réalité. S'il a semblé que la Cour grand-ducale prenait trop souvent langue à Berlin, on peut supposer que cette déférence était due plutôt à la crainte qu'à la sympathie, et nous admettrions volontiers qu'elle était plus affectée que sincère. Il n'est, en tout cas, pas douteux que la grande-duchesse Marie-Adélaïde a ressenti vivement la manière dont ses droits souverains et l'indépendance du pays ont été méconnus et que ce fut, pour la jeune princesse, une cruelle désillusion de se voir traitée si brutalement par l'omnipotent voisin pour lequel son gouvernement et elle-même avaient eu tant d'égards.

*
* *

Un des plus sérieux reproches qui aient été faits aux Luxembourgeois désireux de maintenir leur nationalité est de n'avoir pas suffisamment défendu leur indépendance économique. Non seulement tout a été mis en œuvre pour faciliter l'établissement dans le pays de puissantes firmes allemandes, telles que la *Gelsenkirchener-Bergwerks-Aktien-Gesellschaft*, mais la plupart des firmes luxembourgeoises font aujourd'hui partie de syndicats allemands ou ont confié la direction de leurs entreprises à une majorité d'administrateurs allemands. Un notable luxembourgeois auquel je signalais, un jour, le danger

de cette manière d'agir, me répondit : « Les affaires sont les affaires. » Était-ce cynisme, était-ce indifférence, était-ce découragement? Les gens positifs répondront : « Qu'importe! On ne change pas le cours des lois économiques. » Il semble bien, en effet, qu'elle était inévitable, cette conséquence de l'incorporation du Luxembourg dans le *Zollverein*. Mais le Zollverein est une barrière artificielle, un endiguement qui a créé des courans également artificiels.

Rien ne prouve que l'industrie luxembourgeoise n'eût pas également prospéré en dehors de cette barrière. Et, si l'Empire allemand a offert un vaste marché aux produits luxembourgeois, si, de plus, la part du Grand-Duché, dans les recettes douanières communes, lui a procuré un moyen facile d'équilibrer son budget, ces avantages ne laissent pas d'être diminués par quelques *drawbacks*, parmi lesquels il nous suffira de citer la cherté générale des moyens d'existence devenue un des plus fréquens sujets de plainte de la population grand-ducale.

Quelque opinion que l'on ait sur ces questions, l'expérience n'a que trop démontré le danger de mettre les intérêts en contradiction avec les aspirations politiques. C'est en vain qu'un peuple prétendra maintenir son indépendance, c'est en vain qu'il proclamera cette volonté dans le refrain de son hymne national, s'il ne réussit point à se défendre contre une lente absorption économique.

FR. DE JEHAY.

LA JURIDICTION DES PRISES

I

En temps de paix, le respect de la propriété privée est une des bases du droit commun à tous les peuples civilisés. Il n'en est plus de même en temps de guerre. Ici, la pratique universelle apporte à ce principe une dérogation considérable. Sur mer, la propriété privée devient saisissable, quand elle appartient à un ennemi, ou même simplement, dans certains cas, quand elle lui est destinée.

Des jurisconsultes ont critiqué cette règle, en laquelle ils voient un reste de l'antique barbarie. Mais de leurs observations il résulte qu'elle constitue une amélioration par rapport à l'état de choses antérieur. A l'origine de l'humanité, nulle propriété n'est stable : chacun est exposé aux déprédations d'un plus fort. Avec l'organisation des États, ce péril disparaît : les lois viennent consacrer le principe de la propriété, des tribunaux sont institués pour l'appliquer, une force publique est établie en vue de sa défense. Seulement, tout cela ne vaut que dans les limites de chaque État et pour ses ressortissans. L'étranger n'a point encore de droit reconnu. Pourtant, quand la paix règne entre les États, on tend progressivement à étendre à cet étranger les garanties dont jouit le national. Toutes disparaissent pour lui, quand survient la guerre. On peut alors le maltraiter impunément, on doit même parfois le faire. La guerre

n'oppose pas seulement les États, mais aussi les individus qui les composent. C'est là le principe admis dans l'antiquité, et qui subsiste pleinement au Moyen Age. Son application sur mer conduit aux résultats suivans. D'une part, chaque État peut licitement y saisir les navires et les marchandises appartenant, soit à l'État ennemi, soit aux sujets de cet État. D'autre part, les particuliers ont le même droit : leurs bâtimens peuvent eux aussi « courir sus » à ceux de l'ennemi, que ces derniers appartiennent à un État ou à une personne privée. Cette règle est le principe de « la course, » et l'on connaît le rôle considérable, souvent glorieux, que les corsaires ont joué dans les guerres navales d'autrefois.

Avec les temps modernes, une évolution se dessine. On commence à douter de la légitimité de ces guerres privées sur mer. Du moins, on cherche à les restreindre, à les régulariser. Le corsaire ne semble plus pouvoir à bon droit opérer, que s'il en a reçu l'autorisation du gouvernement dont il relève : il lui faut donc préalablement obtenir des « lettres de marque. » Puis, ses captures ne sont pas toujours reconnues valables par ce gouvernement : devant celui-ci, les capturés sont admis à faire entendre leurs réclamations, et quelquefois il ordonne qu'on les relâche, eux et leurs biens. La formule s'introduit, que toute prise doit être jugée par l'autorité souveraine ; la connaissance de ces causes est attribuée à l'amiral, chef suprême de la flotte royale, et au conseil qui l'entoure. Cette évolution s'accentue à travers les XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles. Sans doute, elle n'a pu se produire, dans les différens États européens, que parce que les rois y voyaient l'avantage d'affirmer leurs prérogatives. Mais elle a fort servi, en fin de compte, la cause des droits de l'étranger.

Cette cause obtient, au XIXe siècle, un nouveau succès, fort considérable. La guerre privée semble définitivement surannée. La France, avec sa générosité coutumière, et quelque intérêt qu'elle puisse avoir à en conserver le principe, se déclare prête à y renoncer. Les grandes Puissances se mettent d'accord sur ce point, au Congrès de Paris, et la déclaration du 16 avril 1856 vient solennellement abolir la course. Désormais la guerre navale ne se fera plus que d'État à État, les particuliers ne pourront plus s'y livrer pour leur compte. L'État garde, il est vrai, le droit de saisir en mer, pendant la guerre, non seule-

ment les biens de l'État ennemi, mais aussi ceux des particuliers ennemis. Toutefois, lui-même ne le peut plus que sous d'importantes restrictions, que nous exposerons bientôt. — Si ce droit de saisie a été en principe maintenu, c'est qu'on y a vu un élément de la guerre entre les États eux-mêmes. En effet, non seulement ceux-ci peuvent utiliser leurs captures, mais encore il est à penser que les armateurs et chargeurs, mus par le désir de se faire restituer les bâtimens et marchandises capturés ou par la crainte de nouvelles saisies, pèseront sur le gouvernement et sur l'opinion publique pour hâter la conclusion de la paix. — L'œuvre du Congrès de Paris est continuée par les réunions internationales ultérieures. La seconde conférence de La Haye, en 1907, vote une série de conventions, dont plusieurs concernent la guerre maritime. La conférence navale de Londres codifie en 1909 les règles de cette guerre, telles qu'elles résultent de l'usage international. Tous ces textes, dont nous reparlerons, ont pour but d'humaniser la guerre, d'en réduire les dommages au minimum, et spécialement de diminuer le nombre des cas où elle permet la confiscation des navires et des marchandises appartenant à l'ennemi. On peut donc dire que, au début du XXe siècle, il existe un imposant ensemble de textes qui ont consacré, au profit de l'étranger, dans la guerre maritime, des dérogations considérables à la rigueur du droit de capture primitif.

II

Pour expliquer les textes, en cas de contestations, il faut des tribunaux. On vient de voir comment, en France, la juridiction des prises s'est constituée. La question de la validité des prises faites par les corsaires, aussi bien que par la marine royale, a longtemps été soumise au commandant en chef de cette dernière, à l'amiral. Celui-ci était un des hauts dignitaires de la couronne et fut d'ordinaire, au XVIIe et au XVIIIe siècles, un prince du sang. Pour résoudre des problèmes techniques et juridiques, il avait besoin de l'assistance d'un conseil. La légitimité des prises était donc débattue devant l'amiral en son conseil, et assez souvent devant ce conseil seul. Ce qu'on appe-

lait le conseil de l'amiral fut ainsi notre premier tribunal des prises. Ses membres étaient nommés au début de chaque guerre, pour la durée de celle-ci. Il eut parfois à résister aux empiétemens des Parlemens, et il en triompha. Des lettres patentes, données à Toulouse le 20 décembre 1659, régularisèrent son institution. Le règlement du 9 mars 1695 le reconstitua. Vers 1695, fut créé auprès de lui un poste de procureur général. Les appels contre ses décisions étaient portés au Conseil d'État du Roi ; ce dernier était, à vrai dire, le nom collectif désignant plusieurs conseils ; c'est le conseil des finances qui statuait sur les prises. Cette organisation dura jusqu'à la fin de l'ancien régime. La guerre de l'indépendance américaine lui donna une dernière occasion de fonctionner. Elle n'avait pas été sans éclat : on y avait vu siéger au Conseil des prises, et Colbert, et d'Aguesseau.

La Révolution française vint, en cette matière, modifier profondément les compétences. Le Conseil d'État du Roi disparut, et avec lui le Conseil des prises. Pour remplacer ce dernier, on partit des idées suivantes : les corsaires sont des armateurs ; les navires et les marchandises qu'ils saisissent appartenaient à des particuliers ; capteurs et capturés sont donc les uns et les autres, d'ordinaire, des négocians ; la compétence, sur leurs litiges, doit dès lors revenir aux tribunaux de commerce. C'est pourquoi la Convention, par loi du 14 février 1793, attribua à ces tribunaux la connaissance des prises maritimes. Ce régime dura quelques années. Sans doute, la Convention elle-même songea un moment à transporter le droit de juger les prises au Comité de Salut public. Mais il avait autre chose à faire, et le Directoire maintint la compétence des tribunaux de commerce. Cela présentait deux inconvéniens. D'une part, ces juridictions étaient nombreuses et animées d'esprits assez variés : il n'y avait donc point entre elles unité de jurisprudence. D'autre part, si elles possédaient le droit commercial, elles étaient peu au fait du droit public et du droit international : leurs décisions à l'égard de navires neutres soulevèrent plus d'une fois des réclamations des gouvernemens étrangers dont le nôtre fut saisi. Cet état de choses ne pouvait guère durer. Quand, en France, le pouvoir central reprit vigueur, il remit la main sur la juridiction des prises. Ce fut l'œuvre du Consulat.

La loi du 26 ventôse an VIII dessaisit les tribunaux de commerce des affaires de prises. En son exécution, l'arrêté des consuls du 6 germinal an VIII institua, pour en connaître, un Conseil des prises. Puis leur arrêté du 2 prairial an XI vint en régler le fonctionnement. Ce corps était présidé par un conseiller d'État; il comprenait en outre huit membres, ainsi qu'un commissaire du gouvernement. C'était lui qui statuait en dernière instance sur les prises. Mais l'instruction de ces affaires était confiée à des commissions, qui avaient parfois à rendre des décisions véritables. On les appelait commissions des ports, commissions coloniales ou commissions consulaires, suivant que le port où le navire capturé avait été conduit se trouvait dans la métropole, aux colonies, ou dans une ville étrangère possédant un consul français.

Le premier Empire maintint, en principe, ces dispositions. Même, le blocus continental vint donner une grande importance au Conseil des prises. Ses membres reçurent le titre de conseillers; son commissaire du gouvernement, celui de procureur général. Des traitemens élevés leur étaient attribués. Le décret du 11 juin 1806 permit de faire appel de leurs décisions au Conseil d'État, siégeant en assemblée générale, et statuant sur le rapport de la commission du contentieux. A partir de 1810, il semble que l'Empereur se soit réservé la connaissance personnelle de ces appels (1).

Avec la Restauration, le rôle de la juridiction des prises se restreint beaucoup. Sous un régime qui voulait être pacifique, point n'était besoin d'un tribunal spécial destiné à ne siéger qu'en temps de guerre. Le Conseil des prises disparut donc, et la connaissance des litiges en matière de prises maritimes fut attribuée, par l'ordonnance du 9 janvier 1815, en premier et dernier ressort à la fois, au Conseil d'État, ou plutôt à son comité du contentieux. Ce nouveau système devait durer une quarantaine d'années. La monarchie de Louis-Philippe prit seulement la précaution, quand en 1831 elle institua la publicité des débats devant le Conseil d'État statuant au contentieux, d'excepter de cette règle les affaires de prises maritimes, à cause de la nature particulièrement délicate des débats qu'elles peuvent soulever en matière internationale. Les règlemens

(1) A. de Pistoye et Ch. Duverdy, *Traité des prises maritimes*, 1859.

intérieurs du Conseil d'État, de 1849 et de 1852, rangent ces affaires, non plus parmi celles qui comportent la procédure contentieuse proprement dite, mais parmi celles qui sont portées devant l'assemblée générale du Conseil d'État.

Le second Empire, reprenant tant de choses dans les traditions du premier, devait s'en inspirer aussi en cette matière. Les guerres qu'il entreprit rendaient plus nécessaire une juridiction spéciale sur les prises maritimes. Il reconstitua donc le Conseil des prises. Celui-ci fut rétabli, tout d'abord, par un décret du 18 juillet 1854, pour la durée de la guerre de Crimée; puis, par un décret du 9 mai 1859, pour la durée de la guerre d'Italie; enfin, par un décret du 28 novembre 1861, pour une durée indéterminée. Sans doute, il ne devait, même après ce dernier décret, siéger qu'à l'occasion des guerres. Mais, en principe, il devenait permanent, et ses membres étaient nommés une fois pour toutes. Il est vrai aussi que la déclaration du Congrès de Paris, du 16 avril 1856, avait aboli la course, et par là même supprimé les prises faites par les corsaires : elle avait donc ôté au Conseil des prises ce qui constituait antérieurement le principal élément de son activité. Mais des prises continuaient à pouvoir être faites, sur la marine marchande de l'ennemi, par notre marine de guerre. On prévit plus tard que celle-ci pourrait recevoir le concours de navires de commerce, transformés pour la durée de la guerre en croiseurs auxiliaires. Enfin, le Conseil des prises tenait, de textes antérieurs, une juridiction spéciale sur les pirates et les négriers. Il restait donc assez d'attributions à lui confier pour justifier, après la déclaration de Paris, son maintien et même sa permanence.

Non seulement les diverses expéditions du second Empire, mais la guerre de 1870-71 lui donnèrent l'occasion de siéger A cette dernière date, il dut même être dédoublé, quand le gouvernement de la Défense nationale se dédoubla lui-même. Le noyau du Conseil des prises resta dans Paris assiégé, et y jugea les captures dont les dossiers lui avaient été transmis avant l'investissement de la capitale. Un second Conseil des prises fut constitué auprès de la délégation de Tours, d'abord dans cette ville, puis à Bordeaux; il statua sur les captures dont le premier n'avait pu avoir connaissance. Il avait parmi ses membres un avocat déjà fort apprécié, plus tard bâtonnier et

académicien, auquel on doit un recueil de ses décisions (1). Les sentences de ces deux Conseils se virent, une fois la paix faite, souvent déférées au gouvernement en Conseil d'État, et ce dernier corps eut à en connaître jusqu'en 1873.

A partir de cette dernière date, les décisions en matière de prises deviennent, naturellement, très rares. On n'en rencontre plus qu'à l'occasion de nos expéditions coloniales. La conquête du Tonkin, et la guerre qu'elle entraîna avec la Chine, en amenèrent quelques-unes de 1889 à 1893. Mais la guerre européenne est venue, l'an dernier, donner à la juridiction des prises une activité nouvelle, qui a même été considérable. Afin de faire comprendre en quel sens cette activité s'est exercée, il faut d'abord indiquer les attributions du Conseil des prises, puis les règles de son organisation et de son fonctionnement actuels.

III

Malgré le nom qu'il porte et qui fait parfois illusion, le Conseil des prises n'est point une commission consultative, donnant de simples avis à l'autorité ministérielle. C'est un tribunal véritable, rendant des décisions, qui ont force exécutoire. Parmi les nombreuses juridictions de tout ordre que compte la France, — juridictions civiles, commerciales, pénales, administratives, — sa place est dans cette dernière catégorie. Le tribunal administratif de droit commun est le Conseil d'État statuant au contentieux; parmi les tribunaux administratifs spéciaux, le Conseil des prises se range non loin de la Cour des comptes, des juridictions universitaires, des Conseils de préfecture, des Conseils du contentieux administratif aux colonies.

Quels objets rentrent dans sa compétence? On peut laisser ici de côté ses attributions anciennes en ce qui concerne la répression de la piraterie et celle de la traite des nègres. Ce sont là des matières qui n'ont plus guère d'importance pratique. D'ailleurs, la compétence du Conseil des prises n'a jamais été pour elles exclusive. Elles ont toujours pu être également

(1) Henri Barboux, *Jurisprudence du Conseil des prises pendant la guerre de 1870-71.*

déférées aux tribunaux de répression, spécialement aux cours d'assises. Dans les cas peu nombreux où depuis un demi-siècle elles ont motivé des décisions judiciaires, c'est devant les tribunaux de ce dernier ordre que le parquet les avait portées.

La tâche normale du Conseil, c'est le jugement des prises maritimes. Toutes ne lui reviennent pas. Celles qui sont faites sur la marine de guerre de l'ennemi lui échappent. Notre flotte nationale les effectue sous l'autorité exclusive du ministre de la Marine, et celui-ci est seul compétent pour dire si elles ont été valablement opérées. Mais relèvent du Conseil les prises faites sur la marine de commerce, qu'il s'agisse de la capture d'un bâtiment, de celle de sa cargaison, ou des deux à la fois. Notons que ce n'est pas seulement sur des navires de commerce ennemis qu'elles peuvent porter, mais aussi, en cas de contrebande de guerre, sur les navires de commerce neutres, voire nationaux ou alliés, et sur leurs cargaisons.

Encore faut-il qu'elles soient maritimes. Ce caractère appartient aux prises faites en haute mer, dans les eaux territoriales ou dans les ports de mer. Il n'appartient pas aux prises faites en rivière, ou dans un lac. Le Conseil des prises a eu récemment à appliquer ce principe et celui qui précède dans le cas de la chaloupe allemande *Rohlfs*.

Dans le domaine qui vient d'être défini, la compétence du Conseil comporte encore une réserve. Son intervention n'est obligatoire que si le ministre de la Marine croit devoir conserver la prise. Expliquons-nous. Un navire de guerre français a capturé un bâtiment de commerce étranger et l'a conduit dans un de nos ports. Si le ministre estime que cela a été fait sans droit, il peut de lui-même ordonner que la prise sera relâchée. S'il estime au contraire que la capture a été correctement opérée, il ne peut pas le décider personnellement. C'est au Conseil des prises seul qu'il appartient de le faire. En d'autres termes, une décision de ce Conseil est indispensable pour toute validation de prise.

Une fois saisi par le ministre, que peut décider le Conseil? Ou bien il confirme la prise, ou bien il l'infirme. Mais, dans l'un et l'autre cas, des questions accessoires se posent, qui sont d'importance. Si la prise est maintenue, à qui en revient le bénéfice? Au temps où il y avait des corsaires, c'était naturellement le capteur qui profitait de cette confirmation. Mais

aujourd'hui que la marine nationale opère seule, quel émolument lui en reviendra-t-il? Longtemps on l'a traitée sur le même pied que les corsaires. Les prises faites par elle et validées lui profitaient directement. Le navire ou la cargaison saisis étaient vendus, et le prix en était partagé entre les commandans, état-major et équipage du bâtiment capteur, suivant des règles complexes, minutieusement tracées dans des décrets. La règle s'introduisit, ensuite, d'opérer sur ce prix un prélèvement de trente pour cent, au profit de la Caisse des invalides de la marine. On associait ainsi la collectivité des marins au bénéfice du succès de quelques-uns. Actuellement, on va plus loin. On pense que la récompense à donner à des officiers et à des hommes de la marine nationale, qui ont fait une capture, ne peut pas consister en une prime pécuniaire. C'est pour consacrer cette idée que le gouvernement a récemment, le 6 mai 1915, déposé sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi, qui supprime les « parts de prise » attribuées jusqu'ici aux capteurs. D'après ce projet, le produit de la vente des prises maritimes entrerait dans le trésor public. Un tiers en serait réservé, pour constituer un fonds de secours au profit de tous les marins victimes de la guerre actuelle, de leurs veuves et de leurs orphelins. Le projet se termine par un article portant que ce régime nouveau s'appliquera à toutes les prises faites depuis le début de la guerre actuelle. En prévision de son adoption, on a différé la répartition de leur prix. Si cet article final est admis par le Parlement, il aura créé un cas nouveau, assez curieux, de rétroactivité législative.

Voyons maintenant le cas où la prise est infirmée. La décision du Conseil des prises s'impose (sauf appel) à l'administration, qui doit restituer le bâtiment ou la cargaison confisqués. Mais ce n'est pas tout. Le propriétaire de ce bâtiment ou de cette cargaison peut se plaindre de ce qu'on ait sans droit saisi ses biens. L'arrêt de son navire ou de sa marchandise aura pu, en effet, lui faire manquer des opérations avantageuses. Dans ce cas, il a toujours été admis que le Conseil des prises pouvait condamner l'État à payer une indemnité. Il ne le fait, toutefois, que s'il n'y avait pas une raison qui motivât suffisamment la capture provisoire. Tel serait le cas, par exemple, si le navire capturé n'avait pas ses papiers de bord en règle. D'autre part, si le ministre de la Marine a ordonné la relaxe spontanément,

le capturé ne saurait directement demander au Conseil des prises de lui accorder une indemnité. Car le Conseil ne peut être saisi que par le ministre, et pour une prise dont celui-ci poursuit la confirmation.

Telles étaient les attributions, — en quelque sorte classiques, — du Conseil des prises, lorsque, au cours de la présente guerre, le décret du 13 mars 1915 est venu lui en donner une nouvelle. Le gouvernement allemand avait déclaré les eaux de la Manche (nous citons maintenant les termes du rapport qui précède ce décret) « zone militaire dans laquelle tous les navires marchands alliés seraient détruits sans égard pour la vie des équipages et des passagers non combattans, et dans laquelle la navigation neutre serait exposée aux mêmes dangers. » En réponse, l'Angleterre et la France se mirent d'accord pour « empêcher toutes espèces de marchandises d'atteindre ou de quitter l'Allemagne, toutefois... sans aucun risque pour les navires neutres ou pour la vie des personnes. » Le décret du 13 mars décida donc que nos croiseurs arrêteraient en mer les marchandises appartenant à des sujets allemands, ou venant d'Allemagne, ou expédiées sur l'Allemagne. Les marchandises ainsi saisies sont débarquées dans un port français. L'État français ne prétend point les capturer pour son compte, mais il les empêche d'arriver à leur destination, pour entraver le commerce allemand. Si elles appartiennent à des sujets allemands, elles sont vendues, et le prix en est consigné jusqu'à la signature de la paix. Si elles appartiennent à des neutres, elles peuvent leur être restituées. Le Conseil des prises est chargé de statuer sur leur sort. En lui confiant cette tâche nouvelle, le gouvernement a sans doute pensé que son intervention était de nature à rassurer les neutres contre toute crainte d'arbitraire.

IV

Pour qu'il puisse remplir utilement la mission qui lui incombe et qui vient d'être définie, le Conseil des prises doit renfermer des élémens assez variés. En vertu du décret du 9 mai 1859, il a un conseiller d'État pour président et comprend en outre six membres, dont deux choisis parmi les maîtres des

requêtes au Conseil d'État. L'usage s'est établi d'en prendre deux parmi les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, et deux aussi parmi les officiers généraux de la Marine. De la sorte, on y trouvera réunies des compétences juridiques, diplomatiques et nautiques. On a pensé peut-être que, dans les délibérations du Conseil, les habitudes d'esprit que ses différens membres apporteront chacun de sa carrière pourront se faire contrepoids. Si les marins, a-t-on dit, inclinent à valider la prise que leurs camarades ont faite, les diplomates habitués à négocier et à transiger inclineront à la relâcher, et entre ces deux partis opposés les jurisconsultes feront prévaloir la solution du droit pur... A côté des membres, siège un commissaire du gouvernement, pris parmi les maîtres des requêtes qui occupent la même fonction près le Conseil d'État au contentieux. Le Conseil des prises possède enfin un secrétaire-greffier, choisi parmi les chefs de service du Conseil d'État, ainsi qu'un secrétaire-adjoint. Il est bien visible, en somme, que dans sa composition prévaut l'élément venu du Conseil d'État.

Le lien de ces deux corps se marque même extérieurement. C'est dans les locaux du Conseil d'État que siège le Conseil des prises. La première séance qu'il ait tenue depuis la guerre eut lieu, le 22 août 1915, au Palais-Royal, dans l'ancienne « salle à manger du Régent », affectée de nos jours au Tribunal des conflits. Puis il a suivi les pouvoirs publics à Bordeaux, où il s'est réuni du début de septembre à la fin de décembre, à la salle Vauban, devenue le siège temporaire du Conseil d'État. Enfin, depuis janvier 1915, il a repris ses débats au Palais-Royal, cette fois dans la salle de travail affectée aux membres de la section du contentieux du Conseil d'État. Ses séances ont été, dans les douze premiers mois de la guerre, au nombre de trente. Elles se tiennent à des dates variées, suivant l'état des affaires à juger. C'est d'ordinaire le matin qu'elles ont lieu, de neuf heures à midi; mais on a vu des délibérations se prolonger jusqu'à une heure après midi, ou se continuer le lendemain. Ses séances se font entièrement à huis clos, toute la procédure étant écrite. Nous ne croyons pas trahir un secret, en disant que tous ceux qui composent le Conseil apportent un grand zèle dans cette tâche et collaborent effectivement à chaque décision. Leurs fonctions, d'ailleurs, sont aujourd'hui purement gratuites.

La procédure en usage peut se résumer comme suit. Pour chaque prise, après les opérations effectuées en mer, intervient une première instruction faite au port où le bâtiment capturé a été conduit. Les pièces en sont transmises au ministre de la Marine, qui peut ordonner la relaxe. Dans le cas contraire, il envoie le dossier au Conseil des prises. A partir de son arrivée au secrétariat, ce dossier y reste un mois à la disposition des avocats des capturés. Il est ensuite envoyé à un rapporteur pris parmi les membres du Conseil, au commissaire du gouvernement et au président. A l'expiration d'un second mois, au plus tard, la décision doit intervenir. A la séance où l'affaire est appelée, le commissaire du gouvernement fait connaître les conclusions du ministre dont le Conseil est saisi, ainsi que les siennes; le rapporteur expose l'affaire; puis chacun d'eux reprend la parole, le commissaire pour formuler, s'il le veut, des observations personnelles, et le rapporteur pour lire le projet de décision qu'il a préparé. Suit une délibération qui ne laisse pas d'ordinaire d'être animée. La décision n'est pas l'objet d'une lecture publique, mais elle est transmise au ministre de la Marine, qui en assure ensuite l'insertion au *Journal Officiel*.

Cette procédure donne de sérieuses garanties aux intéressés. Les propriétaires des bâtimens ou des marchandises capturés sont informés de l'arrivée du dossier au secrétariat du Conseil des prises, d'abord par un avis général inséré au *Journal Officiel*, puis par des lettres individuelles, lorsqu'il s'agit de neutres et que leurs adresses sont connues. Ils n'ont pas, il est vrai, la faculté de venir s'expliquer eux-mêmes devant le Conseil, ni même de lui envoyer personnellement des notes écrites. Mais ils peuvent s'y faire représenter par des avocats au Conseil d'État, qui y déposeront des mémoires en leur nom. En outre, si ces propriétaires sont des neutres (ou *a fortiori* des alliés), leurs consuls peuvent adresser au Conseil des justifications en leur faveur. Enfin, une voie de recours leur est ouverte contre les décisions du Conseil. Cette faculté est réciproque, car elle appartient aussi au ministre de la Marine. Les conditions dans lesquelles elle s'exerce méritent d'être ici précisées.

L'appel des décisions du Conseil des prises est porté devant le Conseil d'État. Mais ce n'est pas, comme on le croit parfois, devant le Conseil d'État statuant au contentieux. C'est devant le Conseil d'État siégeant en assemblée générale administrative,

et sur le rapport de sa section de législation, de la justice et des affaires étrangères. Plus exactement même, c'est devant le chef de l'État statuant le Conseil d'État entendu. Car c'est au Président de la République qu'il appartient de prendre la décision par décret, le Conseil d'État ne donnant cette fois qu'un avis, et ne rendant point un arrêt. Pourquoi a-t-on admis cette façon de procéder? La raison en est, que des considérations diplomatiques peuvent ici intervenir. Par exemple, une capture peut avoir été validée par le Conseil des prises, parce qu'elle a été faite conformément au droit en vigueur, et pourtant il peut être opportun au point de vue des intérêts nationaux de la rendre, afin de ménager une Puissance neutre ou de reconnaître ses bons offices (1). Dans une semblable hypothèse, si le recours était porté devant le Conseil d'État statuant au contentieux, il ne pourrait qu'être rejeté, car celui-ci ne doit s'inspirer que de la légalité et non de l'opportunité; tandis que ce même recours, porté devant le Président de la République, a des chances d'être accueilli, sur l'avis même du Conseil d'État en assemblée générale administrative, car cette dernière assemblée, à l'inverse de la précédente (et bien qu'elle soit en partie composée des mêmes membres), se préoccupe de l'opportunité autant que de la légalité. L'appel, dans ces conditions, ressemble à quelques égards à un recours en grâce. La décision, par laquelle le chef de l'État ordonne la restitution d'un navire « condamné » par le Conseil des prises, rappelle dans une certaine mesure celle par laquelle il commue la peine d'un particulier condamné par les tribunaux de répression. L'analogie pourtant n'est que partielle. Le recours en matière de prises maritimes reste, dans ses traits essentiels, un appel véritable. Les parties peuvent, là encore, faire présenter des mémoires par des avocats au Conseil d'État. La décision du Président de la République, si elle prononce la relaxe, annule la décision du Conseil des

(1) C'est ce qui est arrivé dans une affaire assez notoire, terminée en 1872. Le navire *La Palme* appartenait à une mission évangélique établie en Suisse. Le pavillon fédéral ne pouvant être arboré en mer, ce navire faisait route sous un pavillon allemand. Il fut capturé par un vaisseau français, et le Conseil des prises valida cette saisie. En appel, celle-ci fut invalidée par un décret rendu sur avis conforme du Conseil d'État. L'avis portait que la décision du Conseil des prises était justifiée en droit, mais qu'il y avait lieu pourtant de restituer la prise, pour reconnaître les services rendus par la Suisse à notre pays pendant la guerre de 1870-71.

prises, ce que ne ferait pas une simple mesure de grâce. — La nature de ce droit d'appel s'explique par son origine historique. Il est, ce nous semble, le dernier reste, dans notre organisation actuelle, de la « justice retenue » que connaissait l'ancien régime. On sait que le roi de France rendait primitivement lui-même la justice à tous ceux qui venaient la lui demander. Plus tard, vu l'extension de ses domaines et la multiplication des causes, il dut déléguer à des subordonnés le soin de la rendre en première instance; mais il retint pour lui-même la faculté de statuer en appel, et il l'exerçait en son Conseil d'État. Cette juridiction retenue disparut, pour les matières civiles, avec la Révolution. Pour les matières pénales, il n'en subsiste plus que le droit de grâce. Quant aux questions administratives, elle dura jusqu'en 1870, car sous le second Empire encore c'était par des décrets en Conseil d'État qu'il était statué sur le contentieux administratif en dernier ressort. Depuis 1870, seuls l'appel comme d'abus et l'appel des prises gardaient cette forme. L'appel comme d'abus a disparu avec la séparation des Églises et de l'État. L'appel des prises demeure donc, en sa forme archaïque, — et parfaitement justifiable ici, — l'unique survivance d'un lointain passé.

A cette juridiction d'appel il avait été question d'en superposer une autre. Au début du xxe siècle, on exprimait souvent le vœu qu'une cour internationale fût établie, pour statuer en dernière instance sur les questions de prises d'abord tranchées par les juridictions nationales, lesquelles existent dans les divers pays à l'image de notre propre Conseil des prises. On espérait arriver par là à unifier les règles admises en matière de capture maritime par les nationalités distinctes, et aussi réduire, grâce à la présence dans cette cour internationale de juges pris parmi les neutres, le nombre des cas où la saisie serait validée. La question fut portée par les gouvernemens devant la deuxième conférence internationale de la paix, tenue à La Haye en 1907. Ses débats aboutirent sur ce point à la confection d'un texte spécial. La douzième des conventions établies par la conférence était en effet relative à l'établissement d'une cour internationale des prises. Elle porte la date du 18 octobre 1907. La France fut une des Puissances qui la signèrent immédiatement. Son exemple ne fut point suivi par plusieurs autres grands États. Leurs vues sur ces questions étaient

trop divergentes, et ils ne voulaient pas renoncer à la souveraineté de leurs juridictions propres. Aussi la Cour internationale ne put-elle être constituée. Le texte élaboré à La Haye sur ce point est donc resté sans application, et les prises opérées par la marine française continuent, — par le fait d'autrui, — à n'être soumises qu'à des juridictions françaises.

V

Nous savons maintenant ce qu'est le Conseil des prises, et nous avons vu qu'il se distingue de tous les autres tribunaux de notre pays par bien des traits caractéristiques : il ne se réunit qu'à l'occasion de faits de guerre, il se compose d'élémens hétérogènes, il siège entièrement à huis clos, on ne peut déférer ses décisions qu'au chef de l'État. Une dernière singularité qu'il présente tient aux principes qu'il doit mettre en œuvre. Les juridictions civiles, commerciales, répressives, ont des codes à appliquer. Les juridictions administratives, à défaut de codes, se fondent du moins sur des lois. Le Conseil des prises, lui, n'a cette ressource qu'exceptionnellement. En effet, le législateur n'est presque jamais intervenu en notre matière. Ce ne sont donc guère que des décrets qui l'ont réglementée. Ils sont nombreux, mais assez peu cohérens, ayant été faits à des dates très éloignées, sous des régimes fort différens, en raison de besoins variés et parfois contraires. Les plus récens n'ont pas toujours abrogé les plus anciens, mais souvent l'abrogation implicite résulte pour ceux-ci de l'impossibilité où l'on serait de concilier leur application avec l'état de choses actuel. On conçoit que l'embarras du juge soit parfois assez grand au milieu de cet amoncellement de textes non coordonnés. Il s'aggrave du fait que les décrets ne sont pas les seules sources du droit que le Conseil a à consulter. En dehors des textes français, il doit en effet s'inspirer de textes internationaux, déclarations ou conventions adoptées dans des congrès ou des conférences diplomatiques, et qui lient les Puissances co-contractantes, lorsqu'elles ont été dûment ratifiées par leurs autorités souveraines respectives. Il doit même parfois appliquer des textes purement étrangers, par exemple lorsqu'il a à

apprécier les relations qui unissent, d'après leur loi nationale, deux parties momentanément soumises à sa juridiction. Il doit encore tenir compte des usages nautiques généralement suivis, tirer parti de la jurisprudence adoptée par ses devanciers français des siècles antérieurs, ne pas négliger celle des tribunaux de prises étrangers, particulièrement quand ce sont ceux de Puissances alliées, enfin respecter en toutes circonstances l'équité. Les inspirations qu'il puisera dans ces diverses sources ne seront pas toujours d'accord entre elles.

Rappelons ici sommairement les plus importans de ces textes. L'ancien régime nous a légué le règlement du 26 juillet 1778, où l'on trouve encore aujourd'hui le principe qu'un navire ennemi ne peut échapper à la capture par une vente fictive au profit d'un neutre. La Révolution a posé, dans une décision de la Convention (c'est-à-dire dans une loi) du 18 vendémiaire an II, la règle toujours applicable que, lorsque des marins français prisonniers à l'étranger s'évadent, les bateaux enlevés par eux sont de bonne prise à leur bénéfice. Elle avait, nous l'avons dit, institué le Conseil des prises par des arrêtés consulaires des 6 germinal an VIII et 2 prairial an XI, remplacés depuis lors par les décrets des 9 mai 1859 et 28 novembre 1861.

A partir du milieu du XIXe siècle, ce sont les textes internationaux qui deviennent les plus importans. La déclaration du Congrès de Paris, du 16 avril 1856, promulguée en France par décret du 28 avril, n'a pas cessé de constituer la principale base du droit moderne des prises. Nous avons indiqué déjà l'œuvre de la seconde conférence de la paix, tenue à La Haye en 1907. Elle a abouti à la rédaction de treize conventions. Certaines de celles-ci sont étrangères à la guerre maritime. Parmi celles qui lui sont relatives, l'une, comme on l'a vu, prévoyait l'institution d'une cour internationale des prises, mais n'a point pu recevoir d'exécution. Quatre autres sont à signaler : la sixième, qui traite du régime des navires de commerce ennemis au début des hostilités; la dixième, qui adapte à la guerre maritime les principes de la convention de Genève; la onzième, qui apporte certaines restrictions à l'exercice du droit de capture, en faveur des correspondances postales et de diverses catégories de navires particulièrement dignes d'intérêt; la treizième, concernant les

droits et devoirs des Puissances neutres en cas de guerre maritime. Il va de soi qu'elles lient seulement les Puissances qui les ont ratifiées; et celles-ci ont pu refuser leur ratification, ou bien, en la donnant, ont pu en excepter certains articles, par lesquels elles ne sont dès lors point obligées. Mais par une juste réciprocité, les Puissances, qui ont ratifié ces conventions, ne sont pas tenues de les observer à l'égard de celles qui ont refusé leur ratification; si ce refus est partiel, les premières ne sont pas liées vis-à-vis des secondes sur les points exceptés par celles-ci. Nous verrons bientôt une application de cette règle juridique. Disons seulement ici que les quatre conventions précédentes ont été ratifiées en France par décret du 2 décembre 1910. — Enfin, rappelons que la conférence navale de Londres, tenue en 1908-1909, a terminé ses travaux par une très importante déclaration relative au droit de la guerre maritime. Cette déclaration, en date du 26 février 1909, s'est efforcée de fixer, sur les principales questions de ce droit, les usages internationaux. Elle ne comprend pas moins de 71 articles, répartis en neuf chapitres, relatifs respectivement au blocus, à la contrebande de guerre, à l'assistance hostile, à la destruction des prises neutres, au transfert de pavillon, au caractère ennemi (du navire ou de la marchandise), au convoi, à la résistance à la visite, aux dommages et intérêts. Ce serait un véritable code des prises. Malheureusement, il y manque les ratifications des principales Puissances. Mais, peu après le début de la guerre actuelle, le gouvernement français a, pour son compte, par décret du 25 août 1914, rendu cette déclaration de Londres applicable dans notre pays, pendant les hostilités et sous certaines réserves limitativement énumérées.

Au cours du XIXe siècle, il est assez souvent arrivé que notre gouvernement, par une notification publique, fixât au commencement d'une guerre les principes que la marine nationale devrait suivre en matière de prises. On cite notamment à cet égard la déclaration du 25 juillet 1870. — Depuis cette date, le ministre de la Marine a plusieurs fois envoyé des instructions générales sur ces questions au personnel placé sous ses ordres. Les dernières, qui sont en date du 19 décembre 1912, ont été publiées officiellement. Elles portent le titre de « Instructions sur l'application du droit international en cas de guerre, adressées par le ministre de la Marine à

MM. les officiers généraux, supérieurs et autres, commandant les forces navales et les bâtimens de la République. » Elles comportent un plus grand développement que toutes les précédentes et forment 166 articles. Elles ne lient d'ailleurs que les subordonnés du ministre, mais non point le juge des prises. — Celui-ci est lié, au contraire, par les dispositions de décrets postérieurs : car ils émanent, non plus de l'autorité ministérielle, mais de l'autorité du Président de la République, qui est ici investi du pouvoir réglementaire. Depuis l'ouverture des hostilités actuelles, il a plusieurs fois été fait usage de ce pouvoir. Avant même le décret du 25 août 1914, dont nous venons de parler, étaient intervenus ceux du 4 et du 13 août, relatifs aux navires de commerce allemands et austro-hongrois se trouvant dans nos ports. On met sur le même rang les notifications du gouvernement relatives aux articles considérés comme contrebande de guerre, parues au *Journal officiel* les 11 août, 3 octobre, 7 novembre 1914, 2-3 janvier, 12 mars, 29 mai, 22 août, 14 octobre 1915. Et précédemment l'on a trouvé l'analyse sommaire du décret du 13 mars 1915, ayant pour but d'entraver le commerce maritime de l'Allemagne. Ainsi les textes français applicables aux prises sont aujourd'hui des plus abondans. Leur multiplicité même est une des causes qui rendent cette législation, au su des jurisconsultes, entre toutes complexe et délicate à appliquer.

VI

De cet amas de textes si variés, essayons de dégager les principes généraux qui régissent aujourd'hui le droit de prise, et que doit appliquer la juridiction qui lui est spéciale. Essayons aussi de les exposer dans un ordre logique, dont ces textes n'ont point eu souci.

Le droit de prise, actuellement encore, s'exerce sur mer à l'encontre de l'ennemi. C'est dire qu'il peut porter, soit sur les navires, soit sur les cargaisons qui appartiennent à celui-ci. Mais, en outre, il est des cas où il s'exerce à l'encontre du neutre, lorsque ce dernier se comporte en ennemi. Pour définir ce qui est saisissable, nous avons donc à envisager suc-

cessivement le cas du navire ennemi, celui du navire neutre, celui de la cargaison ennemie, celui de la cargaison neutre.

1° Navire ennemi. — La nationalité du navire se détermine par le pavillon qu'il a le droit de porter. Ce droit ne peut pas être fixé en une formule simple, les diverses législations ayant adopté des règles assez divergentes pour préciser les conditions auxquelles elles subordonnent la faculté d'arborer le pavillon national. En général, dans les papiers de bord, on doit trouver la preuve que le navire a droit au pavillon sous lequel il navigue. Il y a lieu de prévoir le cas où il y aurait eu transfert d'un navire ennemi sous pavillon neutre. Pour que ce transfert soit valable au point de vue qui nous intéresse, c'est-à-dire pour qu'il fasse échapper ce navire à la confiscation, il faut, en principe, qu'il ait lieu avant l'ouverture des hostilités. C'est l'idée que formulait déjà le règlement du 26 juillet 1778, dans son article 7. C'est aussi celle qui inspire la déclaration de Londres, dans ses articles 55 et 56. Le premier de ceux-ci porte même que ce transfert de pavillon est nul, quoique effectué avant l'ouverture des hostilités, s'il avait pour but d'éluder les conséquences qu'entraîne le caractère de navire ennemi. Et, inversement, le second permet de maintenir le transfert, postérieur à l'ouverture des hostilités, s'il est établi qu'il n'a pas eu le même but.

Certains navires, quoique de nationalité ennemie, échappent à la confiscation. Ce sont d'abord, en vertu de la dixième convention de La Haye, les navires-hôpitaux; puis, en vertu de la onzième convention, les bateaux exclusivement affectés à la pêche côtière ou à des services de petite navigation locale, et, d'autre part, les navires chargés de missions religieuses, scientifiques ou philanthropiques. Cette dernière convention soustrait à la saisie la correspondance postale trouvée en mer, mais non pas les paquebots-poste. Il va de soi que les navires-cartels ou parlementaires sont insaisissables, et un sentiment d'humanité conseille d'étendre cette solution aux navires naufragés.

2° Navire neutre. — En principe, les navires neutres ne sont naturellement pas confiscables. Ils le deviennent cependant dans certains cas particuliers. Le premier est celui où ils se rendent coupables d'assistance hostile, c'est-à-dire d'aide à l'ennemi, soit qu'ils prennent une part directe aux hostilités, soit qu'ils transportent les troupes de l'ennemi ou transmettent

des nouvelles dans son intérêt, soit même simplement qu'ils aient été affrétés par le gouvernement ennemi ou placés sous les ordres d'un de ses agens. Le second est celui où ils transportent de la contrebande de guerre, et nous dirons dans un instant en quoi celle-ci peut consister; mais il faut pour cela que cette contrebande forme plus de la moitié de la cargaison, soit en valeur, soit en poids, soit en volume, soit en fret. Le troisième cas, où un navire neutre devient saisissable, est celui où il tente de forcer un blocus effectif. Le quatrième et dernier est celui où il essaie de résister à la visite du navire de guerre qui l'a rencontré. On trouvera, un peu éparses, dans la déclaration de Londres, les règles applicables à ces divers cas.

Nous ajouterons seulement que le navire neutre n'est pas seul à encourir la confiscation dans ces diverses hypothèses. Le navire allié ou national qui se rendrait coupable des mêmes délits subirait aussi cette peine.

3° *Marchandise ennemie.* — On appelle ainsi la cargaison ou partie de cargaison qui appartient à un ennemi. Elle est saisissable, si elle navigue sous pavillon ennemi. Mais, depuis bien longtemps, la marine française la respecte quand elle navigue sous pavillon neutre. C'est la règle célèbre : « le pavillon couvre la marchandise. » Les plénipotentiaires français l'ont fait triompher au Congrès de Paris, de 1856, et elle est devenue l'article 2 de la déclaration de ce Congrès, ainsi conçu : « Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre. » — D'ailleurs, la marchandise est présumée ennemie quand elle navigue sous pavillon ennemi. La preuve contraire peut être faite, notamment au moyen des papiers de bord. Le mode normal de preuve est la production du connaissement qui doit accompagner la marchandise. — Il va de soi que, dans la cargaison d'un même bâtiment, certaines portions peuvent appartenir à des ennemis, et d'autres à des neutres. On applique alors distributivement à ces deux catégories les règles qui sont spéciales à chacune d'elles.

4° *Marchandise neutre.* — C'est celle qui appartient à un neutre. On a toujours admis qu'elle n'est pas saisissable sous pavillon neutre. En outre, l'Angleterre estimait qu'elle ne devait pas l'être, même sous pavillon ennemi. Ce principe a été accepté par le Congrès de Paris, et l'article 3 de la déclaration

de celui-ci porte que « la marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi. »

Aujourd'hui, l'élargissement de la notion de contrebande de guerre fait admettre qu'on peut saisir des objets de contrebande appartenant à un neutre, même s'ils voyagent sous pavillon neutre.

Qu'est-ce donc que la contrebande de guerre? C'est la marchandise qu'un belligérant peut utiliser pour sa campagne. En la lui apportant, un neutre sort de sa neutralité, il manque aux devoirs qu'elle lui impose, il rend ainsi son bien passible de saisie.

On distingue deux sortes de contrebande de guerre : la contrebande absolue et la contrebande conditionnelle. La première a, par nature, une destination belliqueuse : c'est le cas des armes, des projectiles, des poudres de guerre. La seconde consiste en objets qui peuvent servir à des usages civils, mais aussi à des usages militaires : c'est le cas des vivres, des fourrages, des vêtemens, des métaux précieux.

La déclaration de Londres a donné des listes des objets compris dans ces deux catégories, et elle a admis que ces listes pussent être complétées par des déclarations unilatérales des gouvernemens belligérans; nous avons dit déjà que le gouvernement français a plus d'une fois usé de cette faculté au cours de la présente guerre. L'intérêt qu'il y a, pratiquement, à distinguer les deux catégories, est le suivant. Les objets de la première sont de bonne prise, s'ils sont saisis en mer alors qu'ils faisaient route vers un territoire ennemi ou occupé par les forces de l'ennemi. Au contraire, ceux de la seconde ne le sont, en principe, que si le capteur peut établir en outre qu'ils étaient destinées à l'usage des forces armées ou des administrations de l'ennemi : car, s'ils allaient à des particuliers, ils ne seraient sans doute point à usage belliqueux. Nous verrons pourtant que, dans la présente guerre, cette distinction a perdu de son intérêt par le fait de l'Allemagne. — Indiquons seulement, en terminant, que la Conférence de Londres n'a pas voulu que les propriétaires neutres vissent tout à coup saisir à leur détriment une marchandise qu'ils auraient embarquée avec des intentions innocentes. Elle a décidé que si un navire est rencontré en mer, naviguant dans l'ignorance des hostilités

ou de la déclaration de contrebande applicable à son chargement, les articles de contrebande qu'il porte ne peuvent être confisqués que moyennant indemnité.

Dans ce qui précède, nous n'avons envisagé que la question de savoir sur quoi peut porter la capture. Mais il faut aussi indiquer qui peut y procéder, où et quand elle peut avoir lieu. Les navires de guerre, depuis la suppression de la course, ont seuls l'exercice de ce droit ; mais on leur assimile les croiseurs auxiliaires, navires de commerce incorporés, pour la durée des hostilités, dans la marine nationale. La capture peut être opérée soit en haute mer, soit dans les eaux territoriales des belligérans, mais non pas dans les eaux territoriales des neutres. Il serait concevable qu'elle pût avoir lieu depuis la déclaration de guerre jusqu'à la conclusion de la paix. Mais on estime équitable qu'au début de la guerre, des navires de commerce ennemis qui sont rencontrés en mer ignorant les hostilités ne puissent être capturés. La sixième convention de La Haye l'avait décidé, dans son article 3. L'Allemagne ne l'a ratifiée qu'en exceptant cet article. Aussi, par une nécessaire réciprocité, le gouvernement français a-t-il décidé, dans le décret du 4 août 1915, que les navires allemands ne pourraient se prévaloir de cet article pour échapper à la saisie. Toutefois, dans le même décret, il accordait aux bâtimens de cette nationalité qui se trouvaient dans les ports français un délai de sept jours pour en sortir librement et avec un laissez-passer.

Nous ne saurions nous expliquer ici longuement sur les opérations de la capture. Rappelons seulement que tout navire de commerce est soumis au droit d'arrêt et de visite, que peuvent exercer les bâtimens de guerre pour constater sa nationalité et s'assurer qu'il ne porte pas de contrebande. Ajoutons que, en France, les instructions du ministre de la Marine interdisent à ces bâtimens de relâcher moyennant rançon leurs prises. Indiquons enfin que celles-ci ne sauraient être détruites, aux termes de la déclaration de Londres, que si elles compromettent la sécurité du capteur, et après que celui-ci a assuré la vie sauve à leurs passagers en les prenant à son propre bord.

VII

Le Conseil des prises a eu, depuis le début des hostilités, mainte occasion d'appliquer les principes qui viennent d'être dégagés. Dans les douze premiers mois de la guerre, il s'est vu appelé à statuer sur vingt-sept prises maritimes, et en outre sur dix-huit saisies de marchandises faites en exécution du décret du 13 mars 1915. Parmi les affaires de prises, il en est plusieurs qui présentaient un intérêt pécuniaire considérable. Certaines d'entre elles n'ont pu recevoir une solution immédiate. L'une est celle du vapeur norvégien *Heina*, capturé à raison de l'assistance hostile qu'il avait prêtée ou tenté de prêter aux croiseurs allemands de l'Atlantique. Cette affaire a exigé un supplément d'instruction, qui vient d'aboutir à la confirmation de la prise. Une autre, qui avait quelque peu ému l'opinion publique, est celle du vapeur *Dacia*, originairement allemand, plus tard transféré sous le pavillon des États-Unis dans des conditions suspectes. Le nouveau propriétaire de ce bâtiment, citoyen américain, a sollicité deux remises successives, d'un mois chacune, pour produire complètement ses justifications. Sa demande de renvoi ayant été présentée par son gouvernement au nôtre, le Conseil des prises a cru devoir l'admettre. Mais finalement, toutes productions une fois faites, il a jugé la capture bonne et valable. Dans une troisième cause, celle du navire *Persepolis*, il a également accordé, sur la demande du gouvernement persan, deux remises successives, dont la seconde est en cours.

Dans toutes les autres affaires de prises, il a statué plus rapidement, quoiqu'il ait été parfois obligé de réserver certaines questions qui n'ont pu être tranchées avec le problème principal et ont dû faire l'objet d'une décision ultérieure. Nous n'analyserons pas sa jurisprudence sur les points où elle fait simplement application des principes contenus dans les textes et précédemment résumés. Mais nous relèverons ici certains points, sur lesquels elle a été amenée à lever elle-même des difficultés que ces textes n'avaient pas prévues.

Le vapeur espagnol *Federico* avait été capturé pour assis-

tance hostile, comme ayant transporté en plusieurs voyages de nombreux sujets allemands ou austro-hongrois qui, habitant l'Espagne, rejoignaient leurs drapeaux. La décision qui valide cette saisie a résolu deux questions. D'une part, elle porte que la visite immédiate du navire confisqué ayant été empêchée par l'état de la mer, il avait pu correctement être conduit dans un port français pour qu'il y fût procédé à cette opération. D'autre part, elle admet que les passagers de ce navire devaient être regardés comme « incorporés » au sens de l'article 45 de la déclaration de Londres. Le rapport qui précède cette déclaration n'aurait pas conduit à cette conclusion. Mais la déclaration n'a pas par elle-même force exécutoire, n'ayant point été ratifiée par les Puissances intéressées. Son texte a simplement été mis en vigueur par le décret du 25 août 1914, acte unilatéral du gouvernement français. Dès lors, l'interprétation de ce texte ne doit pas être cherchée uniquement dans le rapport de la Conférence de Londres, mais il appartient au Conseil des prises lui-même de la donner, et il peut y tenir compte de toutes les circonstances de fait.

C'est également la considération de ces circonstances qui l'a conduit à résoudre la question de la contrebande de guerre d'une façon plus simple peut-être que les textes n'auraient permis de le prévoir. La déclaration de Londres distinguait entre la contrebande absolue et la contrebande conditionnelle; nous avons montré plus haut le sens de cette distinction et ses conséquences. En présence d'objets de contrebande simplement conditionnelle, l'État capteur devait prouver, pour obtenir la validation de la saisie, que ces objets étaient destinés aux forces armées ou aux administrations de l'État ennemi. La façon dont ce dernier a conduit la guerre s'est trouvée faciliter cette preuve. Maintes fois, dès le début des hostilités, les connaissemens de ces objets étaient en blanc, ou à ordre, ce qui rendait aisé d'en faire passer le bénéfice à une personne non dénommée. Des cargaisons de vivres se rendaient, par exemple, à Rotterdam, d'où la convention du Rhin du 17 octobre 1868 permettait de les expédier sans contrôle en Allemagne. En ces hypothèses, la destination de la marchandise était fort suspecte. Elle le devint encore davantage, quand le gouvernement allemand eut assumé la direction du ravitaillement de toute la population civile de l'Empire. A partir de ce moment, si un objet de contrebande

conditionnelle naviguait vers un port allemand, ou vers un port d'où il pouvait très facilement passer en Allemagne, et si en outre, après capture, il ne faisait l'objet d'aucune réclamation de la part d'un destinataire, ces faits durent être interprétés comme des indices suffisans de « culpabilité, » quand on ne trouvait pas la preuve contraire dans les papiers de bord. La distinction entre contrebande conditionnelle et contrebande absolue perdait ainsi la valeur admise par les textes. Et pourtant, le respect du Conseil des prises pour le droit des neutres est tel, qu'en des circonstances de cet ordre il a admis des solutions qui leur sont bien favorables. Dans l'affaire du vapeur hollandais *Nieuw Amsterdam*, la capture avait eu lieu, il est vrai, le 2 septembre 1914, mais à la date de la décision, le 19 février 1915, l'état de fait indiqué à l'instant existait pleinement. Le Conseil des prises a néanmoins admis la libération d'une cargaison de farine et de fourrages, en retenant l'offre de son propriétaire de faire contrôler par le consul de France à Amsterdam la distribution en Hollande de son contenu, si difficile à réaliser qu'un pareil contrôle pût paraître.

Le Conseil a encore plus d'une fois montré son libéralisme, en accordant la restitution au propriétaire d'objets de contrebande conditionnelle, ou une indemnité, s'ils avaient été vendus, dans des cas où ce propriétaire avait pu ignorer le caractère de ces objets. C'est ce qui a eu lieu notamment pour le vapeur roumain *Jiul*, pour le vapeur hollandais *Insulinde*, pour le vapeur italien *Apollonia*. Il l'a prouvé encore, dans une hypothèse où il avait à statuer sur la demande d'une compagnie de navigation. Celle-ci avait transporté, sur le vapeur hollandais *Fortuna*, des marchandises qui furent confisquées ; elle réclamait à l'État français le fret convenu pour ces marchandises ; le Conseil a admis qu'elle était fondée à le faire, et l'a renvoyée devant le ministre de la Marine pour y établir qu'elle n'avait pas touché ce fret par ailleurs et justifier de son montant.

On voit par ces exemples, qui pourraient être multipliés, avec quels égards notre juridiction des prises a traité les neutres. Mais il est juste d'ajouter que, vis-à-vis de nos adversaires eux-mêmes, elle n'a pas oublié les devoirs créés par l'humanité. Quand elle a validé la prise d'un bâtiment ennemi et de sa cargaison, elle n'a pas manqué d'ajouter que les objets formant la propriété personnelle de l'équipage seraient laissés ou remis à

sa disposition. Quand une partie ennemie a manifesté l'intention de se défendre devant elle par ministère d'avocat, comme le fit par exemple la société allemande propriétaire du navire *Czar Nicolai II*, elle n'a point hésité à l'y autoriser. Dans l'un et l'autre cas, le Conseil des prises actuel ne faisait que suivre les traditions généreuses de ses devanciers. Il faut croire que ces traditions n'existent pas partout au même degré, puisque dans les guerres navales précédentes, l'Angleterre n'admettait point le capturé ennemi à plaider. Certaines cours des prises britanniques l'ont fait dans la guerre actuelle, et c'est tout à leur honneur. Mais l'exemple de notre Conseil y est peut-être pour quelque chose.

Parmi les décisions du Conseil des prises, plusieurs ont été déférées en appel au Conseil d'État, qui n'a encore statué que sur une seule. Toutes sont soumises à la libre discussion des jurisconsultes du monde entier. Elles pourront être contestées, sur tel ou tel point. Quelle décision ne l'est jamais? Ce qu'il sera difficile de nier, c'est le souci d'équité dont elles se sont toutes inspirées. En présence d'une législation exceptionnelle faite pour l'état de guerre, le Conseil des prises n'a point oublié la règle d'impartialité qui était celle de ses membres, dans les fonctions dont ils étaient investis pour le temps de paix. Si spéciales que fussent les circonstances au milieu desquelles ils avaient à remplir leur mission, ils y ont vu une mission de justice. La recherche du droit, dans chacun des litiges portés devant eux, a été leur seule préoccupation.

René Worms.

LE FILS DU RÉGENT

I

Le *Fonds d'Orléans*, légué à l'Institut par le comte Beugnot, renferme un manuscrit inédit de Louis, Duc d'Orléans. Le Prince, cédant à l'instinctif besoin qu'ont les hommes sur le retour de revivre leur jeunesse morte, s'est plu, dans ces pages écrites pour soi, avec sincérité, sans recherche de littérature, à évoquer son enfance.

Ces souvenirs sont intéressans à un double titre : quelque effacée que soit la figure du fils du Régent, elle n'en impose pas moins l'attention historique due à un prince de la Maison de France. Nul d'entre eux n'est indifférent, car chacun est un anneau de cette chaîne qui relie notre Histoire ; chacun précise celui qui précède, explique celui qui suit. Puis, à travers les menus détails qui nous initient à l'éducation physique et intellectuelle d'un prince du sang au XVIIIe siècle, apparaît en maints endroits la tare psychique de cet esprit par ailleurs bien doué. Cette tare, que développeront les années, conduisit Louis d'Orléans au seuil de la folie ; une mort prématurée l'empêcha, seule, d'y sombrer.

Fils du Régent, aïeul d'Égalité, trait d'union entre le grand siècle et les temps nouveaux, ce prince paraît comme un fruit singulier sur l'arbre de sa race ; en lui rien ne rappelle son père, rien ne fait présager son petit-fils. Cependant il revit étrangement dans la sœur de ce dernier, la mystique et folle Duchesse de Bourbon. Ses racines mentales plongent dans une

lointaine ascendance maternelle : son aïeule, Mme de Montespan, avait pu lui transmettre, ainsi qu'à ses sœurs, quelque germe de de la « folie des Mortemart, » folie aussi proverbiable que leur esprit.

« Et voilà ce qui a passé dans l'âme de ce pauvre Prince, » déplore Argenson son chancelier, un de ceux qui l'ont le mieux observé et, malgré tout, apprécié : « tout s'expliquera chez lui par la folie, et par une folie dévote et ennemie de la société. »

De sa mère, il avait hérité les traits et une timidité invincible qui contribua à lui donner une humeur mélancolique, un aspect farouche peu compatibles avec son rang. La timidité de la Duchesse d'Orléans était à ce point morbide qu'elle ne pouvait pas, dit Saint-Simon, supporter le regard du roi, son père, ni celui de Mme de Maintenon : « Elle ne leur répondoit jamais qu'en balbutiant. »

Mais, chez la mère comme chez le fils, cette disposition s'alliait à l'orgueil de la race et au sentiment très vif de ce qui leur était dû.

Dans ses crises les plus aiguës d'humilité chrétienne, alors qu'il dissimulait son cordon bleu sous des habits de pauvre, Louis d'Orléans ne souffrait pas qu'on manquât en si peu que ce fût aux honneurs dus à un premier prince du sang. C'était pour lui un patrimoine intangible, supporté impatiemment en ce qui le concernait, mais qu'il entendait transmettre intact à ses descendans. Cette hauteur dans l'humilité n'est pas le contraste le moins curieux présenté par ce caractère si complexe.

Le Duc d'Orléans eut son heure d'ambition, mais non pas l'heure fixée par le destin : l'occasion qu'il ne sut saisir ne se retrouva jamais plus. Il avait de la volonté et eût aimé gouverner les peuples ; se jugeant méconnu, il renonça à l'effort et alla s'ensevelir tout vif à Sainte-Geneviève, « ne pouvant soutenir davantage l'ingratitude des hommes. »

Dans sa cellule de moine, pendant plus de dix ans, le Prince écrivit d'innombrables ouvrages d'une stérile érudition religieuse et, probablement aussi, ces souvenirs d'enfance :

Souvenirs d'enfance de Louis, Duc d'Orléans

Je naquis le 4e aoust 1703. J'avois trois sœurs qui m'avoient précédé. Leur gouvernante fut la mienne, et l'on me donna seu-

lement une sous-gouvernante particulière et des femmes pour me servir.

J'estois né très foible, et la première nourrice qu'on me donna se trouva peu de temps après hors d'état de me nourrir. Elle le cacha et me donna de mauvais laict. Je tombai dans une maigreur qui inquiéta beaucoup et, je crois, contribua à la foiblesse dont j'ay toujours esté. On trouva une paysanne de Colombe, nommée Nicole Turenne qui acheva de me nourrir. C'estoit une paysanne fort grossière et de caractère extraordinaire. Je fus donc élevé *magnis curis*, j'estois extrêmement retardé, je commençai à parler si tard que Madame ma grande mère craignit que je ne fusse muet, ce fut donc une grande nouvelle, la première fois que je prononçai *papa*.

Il y avoit alors dans la maison un ecclésiastique provençal nommé l'abbé Philbert qu'on avoit mis auprès de Mademoiselle, — c'est ainsy qu'on appelloit l'aînée de mes sœurs, — pour lui apprendre son catéchisme.

Un jour que mon père devoit venir pour se donner le plaisir de me voir parlant, par conséquent, le lendemain ou le surlendemain que j'eus commencé à parler, cet ecclésiastique me dit : « — Vous ne direz point *papa* que je ne mette mon doigt sur mon front. »

Mon père arrive, on m'invite à parler. J'avois usé abondamment de mon nouveau talent, mais en présence de mon père, je gardois le silence. Enfin il apperçoit que j'avois toujours les yeux fixés sur l'abbé Philbert. Il demande pourquoy je ne regardois que luy. Aussitost le signal me fut donné. Je dis *papa* et le répétai sans cesse. Ainsy la première leçon que j'aye eue a été de ne point obéir à mon père et de lui faire une niche.

Je ne sais, comme il s'en va sans dire, ces premiers faits que par ouï dire, mais je me souviens que, dans ce premier âge, j'avois peur des ombres que les corps portoient contre les murailles, et qu'on faisoit courir de petits garçons après leur ombre pour m'accoutumer à cet objet là. J'avois aussy peur de tout ce que je ne voyois pas communément, spécialement des grandes barbes.

La première chose que je me souvienne qu'on m'ait apprise est à jouer au papillon. Je n'avois pas cinq ans qu'on admiroit comme j'assemblois bien les cartes pour composer le nombre

qu'il falloit. Cela auroit pu marquer de la disposition pour le calcul, mais cela ne s'est pas soutenu. Je n'ay point, sur cet article, de talent particulier.

A cinq ans et demi, on m'osta ma sous-gouvernante et l'on me donna M. de Longepierre, connu par plusieurs ouvrages de poésie, quoyque de bel esprit et portant l'épée (1). Il m'amena, au bout de peu de jours, un précepteur, M. l'abbé Le Brasseur.

On commença alors à m'apprendre à lire, ma religion, l'histoire sainte. J'avois assez de goust pour ces deux messieurs, mais on me les osta au bout de six mois. M. l'abbé Le Brasseur a élevé plusieurs des enfans de M. le chancelier d'Aguesseau.

On me laissa pendant quelque temps, je crois six semaines ou deux mois, avec mes femmes, sans personne pour prendre soin de mon instruction, ensuite on me donna messieurs Frémont. Mon père les connaissoit parce qu'ils avoient été sous M. de Saint-Laurent qui avoit pris soin de son éducation.

Ils avoient des lettres et de la piété, mais nul usage du monde, ce qui fit qu'ils se donnèrent beaucoup de ridicules à Versailles où l'on me mena alors.

Ma compagnie la plus ordinaire estoit des pages. Au mois d'avril 1710, on me donna pour précepteur l'abbé Montgault. Il avoist esté Père de l'Oratoire et y avoist esté élevé à l'ordre de la prestrise. Il en estoit sorti à cause de son mauvais estomach, sans nulle autre cause, selon que me l'a asseuré plusieurs fois le P. de la Tour. Il fut indiqué à mes parens par le P. du Trévoux, jésuite. Il estoit réellement capable de son employ, il savoit bien le latin, le grec, même un peu d'hébreu et avoit l'esprit singulièrement aimable en conversation. Je ne savois pas encore lire couramment lorsqu'il vint auprès de moy, aussy on peut dire qu'il a commencé et achevé mon instruction. On m'avoit laissé deux femmes qui me servoient dans la maison et ne me suivoient plus lorsqu'on me menoit promener. Dans les temps où j'estois avec elles, je leur racontois des histoires comme m'estant arrivées qui n'avoient pas l'ombre de vérité, même de vraisemblance; je les appellois mes imaginations. J'aurois volontiers babillé tout le jour de cette manière, si l'on ne m'avoit fourni d'autres amusemens et occupations. Lorsque je racontois des

(1) On a de luy les idylles de Théocrite traduites en vers françois par Bern. de Hecqueleyre, baron de Longepierre, 1688. Ce titre annonce qu'il étoit gentilhomme. Je n'en sais pas davantage.

faits possibles, on me demandoit ce qui estoit vray et ce qui estoit faux, et je le distinguois avec exactitude.

Estant à Saint-Cloud avec le chevalier d'Orléans (1), depuis Grand Prieur de France, on nous menoit promener ensemble, et je l'entretenois de mes imaginations.

Il n'avoit point la pareille à me rendre. Un jour, il s'avisa de me dire qu'il y avoit des machines avec lesquelles on faisoit voler les hommes, qu'il en avoit vu une qu'on luy avoit ajustée et qu'il avoit volé. Son valet de chambre certifioit le fait.

Je disputai longtemps, demandant qu'on convînt que cela n'estoit pas plus réel que mes imaginations, ce qu'il ne voulut pas accorder. Enfin, lorsque j'estois prest à céder au poids de l'autorité du valet de chambre, sa gouvernante qu'il avoit encore, quoique d'un an plus vieux que moy, et qui causoit quelques pas derrière nous avec l'abbé Montgault, demanda quel estoit le sujet de notre dispute. On luy dit. Elle dit qu'elle ne se souvenoit point de cela, ce qui fit cesser le persiflage.

Dans ce même temps, je m'estois fait une langue : je formois des sons hétéroclites sans règle que j'appelois parler ma langue. On m'interdit ce badinage parce qu'on s'apperceut un jour que je priois Dieu à la messe de cette manière, c'est-à-dire que, paroissant lire dans un livre, je formois de ces sons.

Au mois de février 1711, on acheva de m'oster les femmes et l'on me donna M. de Court (2) avec titre de sous-gouverneur. C'est luy qui a achevé mon éducation. Il avoit un frère auprès de M. le Duc du Maine, mon oncle, qui avoit beaucoup d'esprit Celuy cy en a peu, mais il avoit vescu en bonne compagnie et s'y est bien pris pour m'inspirer des sentimens d'honneur et me faire secouer la timidité qui m'est naturelle. J'appelle icy timidité la crainte des petits dangers ou des choses non dangereuses dont les enfans s'effrayent sans raison, car pour la timidité qui fait qu'on est embarrassé avec les gens qu'on ne connoist pas, on ne me l'a point ostée.

Dans les commencemens de cette nouvelle éducation, j'entretenois M. de Court et l'abbé Montgault de mes imaginations, comme je faisois précédemment à mes femmes. Au bout de quelque temps on me dit que j'estois trop grand pour parler

(1) Son frère consanguin, fils naturel du Régent.

(2) « De Court, dont le nom n'étoit point faux, et qui, de plus, étoit un pédant achevé. » (*Saint-Simon.*)

ainsy, sans rime ni raison. Aussitost j'arrestai ce babil, mais je continuai intérieurement le même jeu d'esprit.

Comme on s'apperceut que je parlois tout seul et que cela pouvoit former un tique fâcheux, on me proposa de faire part de mes pensées, mais je le refusai. La manie de la langue revint aussy, à plusieurs reprises, jusqu'à l'âge de dix ans; pour les imaginations, elles ont subsisté dans le secret le plus exact jusqu'à ma conversion en 1726, où je sentis que c'estoit une chose à réprimer qui avoit fortifié les passions et qui pouvoit les faire renaistre; mais il faut suivre l'histoire de mon enfance.

La toilette du soir où il falloit mettre mes cheveux en papillottes estoit un temps d'une demie heure fort contraignant et ennuyeux pour moy. On jugea à propos de le remplir par une lecture. On commençoit par un livre de piété dont on lisoit fort peu, et ensuite un livre prophane qu'on cherchoit propre à m'amuser sans inconvénient. On lut d'abord une vie de saint Louis. Je m'endormois à cette lecture, ce qui ne surprenoit point. Ensuite on fit lire Don Quichotte. Ce livre me plut et, au bout de quelques jours, je demandai la permission d'en lire moy-même à mes heures de récréation.

On me la donna avec plaisir et je commençai, dès lors, à marquer un goust décidé pour la lecture. Je ne me souviens pas combien dura la lecture de la vie de saint Louis, ny en quel temps commença celle de Don Quichotte. Tout ce que je sais, c'est que je n'avois pas dix ans, je crois même pas neuf ans accomplis, lorsque mon goust pour la lecture se manifesta. Après Don Quichotte, je lus plusieurs voyages qui m'amusèrent beaucoup. Dans l'été de 1712, se fit le double mariage de M. le Duc avec Mlle de Conty et de M. le Prince de Conty avec Mlle de Condé, aujourd'huy Mme la Princesse de Conty, mère et douairière. On ne me menoit point encore aux cérémonies, mais, pour cette occasion, on me mena aux fiançailles où je signai mon nom fort lentement et assez mal, parce que j'avois fort peu profité avec le maistre à écrire. Le lendemain on me fit manger au festin royal. C'est une grande cérémonie où les princes et les princesses sont rangés par l'ordre de leur naissance et sans distinction de sexe, au lieu que, dans les cérémonies ordinaires, les grandes messes, etc., auxquelles le Roy assiste sur son prie-Dieu, les princes sont d'un costé, toutes les princesses de l'autre.

Par l'arrangement de ce repas, je me trouvai entre mon père et Mme la Duchesse ; mon père ne se mesloit point de mon éducation et ne savoit point les attentions que ma délicatesse rendoit nécessaires sur ma nourriture.

Il me laissa manger tout ce que je voulus et je me donnai une indigestion très forte. Quelque temps après ma mère me mena dîner avec elle à l'Estoille, petite maison qu'elle avoit dans le parc de Versailles. Elle avoit le projet de ne me laisser manger que ce qui convenoit pour ma santé, mais comme mes gouverneurs ne pouvoient, à cause de son rang, manger avec elle, les attentions ne furent pas poussées aussy loin qu'il falloit et, cette seconde indigestion succédant à l'autre, ma santé en fut notablement altérée. Il s'y joignit une espèce de vapeurs noires qui me porta à accuser des maux que je n'avois point. On me fit beaucoup de remèdes et, comme je déguisois mon état, que j'y ajoutois des circonstances qui n'estoient point et qui le faisoient paraistre plus grave qu'il n'estoit réellement, peut-être cela fut il cause qu'on me donna des remèdes qui ne convenoient pas à mon estat ; ce qu'il y a de constant, c'est que je m'affoiblis alors notablement. M. de Court avoit fait demander au Roy, par mes parens, la permission d'accommoder, pour mon amusement, un massif entouré de treillages qui estoit derrière le bosquet de l'arc de triomphe.

Il le fit accommoder sur l'argent que mon père me donnoit pour mes menus plaisirs. Je n'avois aucun goust de dépenses et je ne m'informois point de ce que devenoit cet argent qui estoit, je crois, 700 livres par mois.

Il me fit faire une besche, une pioche, un râteau, une brouette proportionnés à ma taille et à ma force. Je m'amusois beaucoup à user de ces outils avant que d'estre incommodé, mais, lorsque je le fus, je m'y apperceus moy même que mes forces diminuoient. Je remarquois avec chagrin que je ne pouvois plus traîner la brouette aussy chargée que j'avois fait quelque temps auparavant. Cela ne me fit point prendre le parti de cesser la feinte que je meslois dans ma maladie.

Je ne connoissois point le mal que je me faisois à moy même. Pour me fortifier, on avoit cherché à me faire faire autant d'exercice que j'en pouvois supporter. Cela m'avoit esté agréable. On le retrancha. Ce retranchement me le fut aussy. M. de Court me faisoit asseoir dans mes promenades, et je cau-

sois là tranquillement et raisonnablement. On entendoit, aux environs de Versailles, le canon du Quesnoy et de Landrecies. La France estoit à deux doigts de sa perte. On disoit que Louis XIV, quoique âgé de soixante-quinze ans, vouloit se mettre en personne à la tête de ses troupes, qu'on transporteroit le Dauphin dans un lieu plus éloigné de la frontière que Versailles. Cela émut mon petit génie et commença à me faire informer des nouvelles publiques.

La séparation des Anglois d'avec les autres alliés, l'affaire de Denain qui sauva le royaume, furent des événemens sur lesquels je parlois et entrois en conversation, comme y prenant part. Mon estude avoit esté réglée dès le commencement à quatre heures par jour. Mes infirmités faisoient que, souvent, elle manquoit totalement, ou que le temps s'en passoit en conversation ou en lectures d'amusement. Cependant, pendant les deux années de santé que j'avois eues, je n'avois pas laissé de profiter. L'abbé Montgault ne m'avoit point appris la grammaire latine, mais aussytost que je sçus décliner et conjuguer, il se mit à expliquer. Il écrivoit sur un papier plié les mots que je ne savois point et me les faisoit apprendre par cœur avec leurs significations. Outre le latin, il m'apprenoit l'histoire, la géographie, le blason. Tout cela estoit pris sur les quatre heures d'estude, par conséquent il y avoit peu de temps pour le latin. Lorsqu'il me faisoit voir un autheur difficile pour moy, il m'expliquoit d'abord ce que j'en devois voir dans ma leçon en me faisant remarquer la construction, et ensuite j'expliquois.

Lorsqu'on reprenoit le même autheur, j'expliquois d'abord. J'estois venu, par cette méthode, à entendre du Térence assez aisément pour le gouster. Je donnois quelques fois le ton à la première lecture et, quand je le donnois juste, il me disoit : « — Passez, Monseigneur, vous entendez, » ce qui me faisoit un singulier plaisir. Quand je donnois le ton faux, il me faisoit expliquer.

On m'envoya à Paris sur la fin de 1712, et j'y passai, je crois, toute l'année 1713. Lorsque j'estois à Versailles, on me menoit, le Vendredy Saint, à l'office dans une tribune de la chapelle. A Paris, on fut embarrassé de me mener dans une église à cause de ma délicatesse, moyennant quoy je passai le Vendredy Saint sans entendre la messe, et les autres jours solennels je n'entendis qu'une messe basse. Ils n'étoient distingués des jours

ouvriers que par quelques instructions de religion qu'on mettoit à la place de l'estude du matin. L'après dînée entière se passoit à jouer. Pendant tout ce séjour de Paris, je crus très peu et maigris beaucoup. Ma mère, inquiète de ma santé, prit le parti de me faire venir à Versailles et dîner tous les jours avec elle. Elle défendit toute estude, toute leçon, de quelque espèce que ce fust. Elle avoit attention à ne me laisser rien manger de malsain, mais cette attention n'estoit pas poussée, à beaucoup près, aussy loin qu'elle l'avoit esté pendant mon séjour à Paris. Soit la satisfaction de ce nouveau train de vie, soit que la maladie fust à la fin de son cours, et soit parce que la volonté de Dieu n'estoit pas que je mourusse alors, ma santé se rétablit et je commençai à rengraisser. Je ne me souviens point au juste si ce fut à la fin de l'esté de 1713 ou au printemps de 1714 qu'on me ramena de Paris à Versailles. Je sais seulement que c'estoit dans une belle saison. Pendant ce temps que je n'estudiois point, je passois les deux heures de l'estude du matin avec l'abbé Montgault. C'estoit un arrangement pris pour donner à M. de Court le loisir de faire ses affaires dans Versailles. Je ne sais point combien ce congé total dura, mais je sais que ce fut assez pour que je m'en ennuyasse et demandasse de moy-même à reprendre l'estude.

Dans le temps du matin que je passois avec l'abbé Montgault sans estudier, je lisois des livres françois pour m'amuser et, spécialement, l'histoire d'Alexandre de Quinte Curce traduit par Vaugelas, qui m'amusoit beaucoup, car M. de Court avoit monté ma teste au goust de la guerre ; mais, dans ce livre, je relevois souvent des fautes de françois où le traducteur tomboit, et l'abbé de Montgault, qui estoit de l'Académie françoise et parloit très purement sa langue, comme on le voit dans sa traduction des lettres de Cicéron à Atticus qu'il donna au public, je crois, vers ce temps-là, trouvoit que mes critiques estoient communément justes.

Je luy faisois aussy des questions sur la physique. Un jour je luy demandai pourquoy une pierre tomboit, si ce n'étoit pas parce que la colonne d'air qui estoit au-dessus estoit plus forte que celle qui estoit au-dessous. Il regardoit ces questions comme au-dessus de mon âge et disoit que j'avois de grandes dispositions pour la physique.

Un jour que j'estois chez Madame ma grande mère, avec la

liberté qu'on donne à son petit fils et qu'elle me donnoit plus grande que bien d'autres m'auroient fait, je trouvai sur une table, dans un coin de la chambre, les Métamorphoses des insectes de Gredart. J'en lus et, chaque jour, lorsque je venois chez elle, j'allois me saisir de ce livre et en lisois. Mme de Brostel (1) qui estoit fort assidue chez Madame, quoyque sans titre, parce que les Princesses, même filles de France, n'avoient alors qu'une dame d'honneur et une dame d'atours... Les dames du palais estoient une distinction pour les reines et les dauphines. Les princesses du sang n'avoient qu'une dame d'honneur sans dame d'atours et, aujourd'huy, elles ont toutes des dames de compagnie; Madame de Berry a commencé à avoir des dames sur la fin du règne de Louis XIV, ma mère en prit pendant la Régence, en donna à ma femme lorsque je me mariai et, dès lors, tout fut passé. Au reste, ce nouvel usage est meilleur que l'ancien.

Reprenons notre histoire. Mme de Brostel me dit donc : « — Je vois que vous lisez dans ce livre toutes les fois que vous venez icy. Demandez-le à Madame, et elle vous le donnera avec plaisir. » En effet, ma grande mère et ma mère m'accabloient de présens dont souvent je ne savois que faire; il y a des enfans qui sont avides de tout ce qu'ils voyent, je n'estois point du tout de ce caractère. Je répondis que je ne voulois point demander ce livre à Madame. Sur cela, Mme de Brostel le demanda pour moy. Il me fut donné et je le lus tout entier chez moy à mes heures de récréation, car j'avois alors repris l'estude. Je me mis ensuite à élever des chenilles et je continuai jusqu'à ce que j'eusse envie de prendre l'air grand garçon, c'est-à-dire jusqu'en 1719. Je faisois écrire par un de mes gens tout ce qui leur arrivoit, comme un véritable physicien. C'étoit moi qui observois et qui disois ce qu'il falloit écrire ou obmettre. Peu de ces chenilles ont achevé leur transformation entre mes mains, et le peu de papillons que j'ay eus n'ont point été beaux.

(1) Mme de Brostel estoit fille de M. Arlot, premier médecin de Madame. Elle avoit épousé M. de Brostel, gentilhomme allemand, nepveu du P. de Linières, jésuite et confesseur du Roy. M. de Brostel a servi dans l'artillerie avec distinction. Il a esté tué en Italie, dans cette dernière guerre, estant lieutenant-général. Sa femme estoit morte de la petite vérole en 1720. Je crois qu'il ne reste de ce mariage qu'une fille qui a esté fille d'honneur de la reine d'Espagne, ma sœur, et l'a quittée pour se faire carmélite au couvent de la rue de Grenelle. C'est une fille d'esprit et qui a un caractère ferme et sensé.

Les beaux visages de femmes me faisoient, dès lors, une impression singulière. On ne songeoit point à la réduire, au contraire, on s'en amusoit. En 1712, M. de Court me faisoit faire des bouquets pour Mlle de la Lande, fille d'une sous-gouvernante de M. le Dauphin, aujourd'huy Roy. Le plaisir de la voir, de luy présenter mes petits bouquets, m'occupoit comme si j'en avois été réellement amoureux.

Lorsque j'avois bien étudié, l'abbé Montgault, pour récompense, employoit la dernière demie heure d'estude à me faire lire ou me lire luy même d'une tragédie. J'en estois touché comme un homme qui a éprouvé les passions qui y sont représentées. Je pleurai tellement à la lecture de Phèdre, qu'on la cessa avant le temps de peur que l'abondance des larmes ne fist mal à ma santé. Tout cela est d'avant la mort de Louis XIV, par conséquent je n'avois pas douze ans faits. Mon corps n'a commencé à s'échauffer pour le libertinage qu'après qu'on m'en a appris des ordures, de dessein délibéré, ce qui n'a commencé qu'en 1719.

En 1715, on commença à me faire monter à cheval sur un petit bidet. Après qu'il fut acheté et dressé, ma mère décida que je ne commencerois à monter à cheval qu'après que M. de Court seroit revenu des eaux de Bourbon où il alla cette année là pour un rhumatisme et des hémorroïdes qui l'incommodoient beaucoup. Après cette décision, on m'amena l'animal tout scellé, tout bridé, à l'Estoille où estoit ma mère. Elle me dit : « — Si vous voulez monter dessus tout à l'heure et faire le tour d'un tel espace, qu'elle indiqua qui estoit très petit, j'y consens par grâce singulière. » Je dis : « — Pour une fois, comme cela est sans conséquence, cela n'en vaut pas la peine, et j'aime autant attendre que je commence pour apprendre de suite. »

Cependant M. de Court partit, son voyage fut, je crois, de six semaines et, à son retour, je commençai à monter à cheval. Je n'avois encore pris que peu de leçons lorsque le Roy fit la revue de son régiment. Ma mère m'y mena dans une calèche avec elle. Là elle me reprocha que je n'avois pas assez d'ardeur pour les choses qui sentoient le grand garçon. « — Un autre, me dit elle, en auroit accepté la proposition que je vous fis à l'Estoille de monter à cheval. Vous ne vous en estes point soucié, si vous l'aviez accepté, cela auroit continué ensuite, voyez combien d'avance cela vous donneroit aujourd'huy. » Je répondis :

« — Vrayment je l'aurois bien accepté si j'avois cru que cela dust avoir de la suite, mais vous ne le disiez pas et, au contraire, j'aimerois beaucoup mieux estre icy à cheval qu'en calèche. » Elle répliqua : « — Oh! pour à ce point-là, cela n'auroit rien changé. Je ne vous aurois pas laissé aller au milieu d'une cohue comme celle qu'il y a icy, quand même vous monteriez à cheval depuis plus longtemps. » Je dis : « — Cela estant, avoir commencé un mois plus tôt ou plus tard est assez indifférent. »

Je n'avois pas perdu mon goust pour accuser des maux que je n'avois point. Je ne parlois plus de maux dont j'avois parlé à Paris et pendant que j'y estois, mais je prétendis avoir la migraine. Ma mère y estoit sujette. Elle se douta qu'il y avoit de la feinte et m'empescha de manger en me laissant à table. Cela réussit très bien pour me corriger.

Dans ce temps-là, je dis entre mon retour à Versailles et la mort (1), on sépara mes deux sœurs aînées qui estoient à Chelles. L'aînée, nommée Mlle de Chartres, ou Mademoiselle tout court, depuis le mariage de M. de Berry, demeura à Chelles, et la cadette, Mlle de Valois, vint au Val de Grâces d'où on la faisoit venir souvent à Versailles. C'est aujourd'huy Mme la Duchesse de Modène; comme elle n'a que trois ans de plus que moy, on se servit d'elle pour me tirer ce qu'on commençoit à soupçonner que les maux pour lesquels on m'avoit traité à Paris estoient fictifs. Elle m'engagea à faire le même aveu à Mme la duchesse Sforce (2), fille de Mme de Thiange, sœur de Mme de Montespan et, partant, cousine germaine de ma mère, quoyque cela ne se dist point; en conséquence, vivant avec elle dans la plus grande intimité, dînant tous les jours avec elle et se meslant de Mlle de Valois et de moy comme si elle avoit esté nostre gouvernante. Cet aveu fut fait aussy à ma mère qui me promit le secret pour M. de Court et l'abbé Montgault, et il fut gardé.

Ce fut dans ce même temps qu'estant allé à Marly, je crois en 1715, faire ma cour au Roy, dont la santé commençoit à s'altérer, mais je n'en savois rien, il me demanda si je serois bien aise d'estre roy. Je répondis : « — A Dieu ne plaise, Sire, que je pense jamais à cela, je serois trop fâché de tout ce qu'il faudroit qu'il arrivast pour cela. » Cette réponse fit un grand bruit à

(1) Sans doute de Louis XIV.
(2) Voir dans *Saint-Simon* le portrait si flatteur de la duchesse.

la Cour. De chez le Roy, on me mena chez Madame ma grande mère. M. de Court n'entra point avec moy, parce qu'elle prenoit sa chemise, mais la nouvelle de ma réponse lui estoit déjà parvenue. Elle me fit raconter ce que le Roy m'avoit dit et ce que j'avois répondu, et puis s'attendrit en disant : « — Cet enfant ne vivra pas, il a trop d'esprit. » Cependant il n'y avoit point d'esprit dans ma réponse. J'avois déclaré mes véritables sentimens.

Lorsque le Roy fut déclaré fort mal, je vis mon père se promener sur la terrasse sur laquelle mes fenestres donnoient, avec une suite très nombreuse. Il vint un charlatan qui donna son remède et procura un petit mieux sur lequel on prit espérance. Ce jour là je vis mon père se promener teste à teste avec M. de Saint-Simon qui estoit son ami décidé et qui ne l'avoit point abandonné dans les temps où le Roy avoit esté le plus irrité contre luy. Dans la vérité, il avoit esté coupable, ayant, pendant qu'il commandoit les armées en Espagne, entamé une négociation directe avec les ennemis. Je luy ai ouï dire qu'elle ne faisoit aucun tort au roy d'Espagne, mais c'est toujours un crime à un sujet que de négocier pour soy même avec les ennemis de l'Estat à l'insu de son souverain.

Lorsque la lueur d'espérance qui ne dura qu'un jour fut passée, on m'emmena à Saint-Cloud. Ce fut là où j'appris comment mon père avoit esté reconnu Régent au Parlement, et le testament du Roy qui, en luy donnant ce titre dû à sa naissance, faisoit plusieurs autres arrangemens pour restreindre son autorité, cassé.

Dans ce commencement de la régence de mon père, le duc de Noailles, aujourd'huy mareschal, avoit sa principale confiance, et le public applaudissoit aux choix et aux opérations qui se faisoient, quoyqu'il ne se fust pas autant affiché pour ami personnel de mon père que le duc de Saint-Simon.

Cependant, du vivant du Roy, il venoit souvent voir luy ou ma mère, et estoit d'un tour de familiarité et d'amitié dans la maison. Il me trouvoit de l'esprit et m'appela un jour son dialecticien, ce qui m'apprit ce que c'est que dialectique, car je luy demandai la signification du mot.

On me laissa à Saint-Cloud jusqu'au 4 de janvier 1716. Pendant ce temps, il m'arriva deux choses dont il faut parler icy.

En lisant les autheurs anciens, j'y avois vu de grands

hommes se tuer, de peur de tomber entre les mains de leurs ennemis, ou choses semblables. Cela est donné comme grandeur d'âme et effort de courage. On n'avoit point travaillé à corriger ces fausses idées. Sans doute on ne prévoyoit point qu'elles feroient impression sur moy. On ne m'avoit pas même dit que la religion chrétienne le défendoit. J'avois lu ce que les autheurs en disoient. On me l'avoit entendu traduire, sans me faire de questions ny me faire faire des réflexions, ou me donner d'instructions sur cet objet particulier. Il s'estoit arrangé dans ma teste *simpliciter* qu'il estoit beau de se tuer. Un jour que, pour ma santé, on vouloit me faire prendre un verre d'eau de rhubarbe très chargée et, conséquemment, très mauvaise, après avoir témoigné ma répugnance sans qu'on y eust égard, mangeant un morceau de pain tristement à cause de la boisson qui le devoit suivre, j'entrai sur un balcon qui estoit devant ma fenestre; je remarquai qu'il y avoit des ornemens sur lesquels je pourrois monter et m'élever assez pour me jeter du haut en bas. J'aimois, sans comparaison, mieux mourir que de boire ce verre de mauvaise liqueur. Je commençai à monter sur ces ornemens par un costé qui donnoit sur une cour; j'y procédois pourtant lentement, parce que je pensois que, de cette hauteur du premier étage du château de Saint-Cloud, mon corps pourroit se retourner de façon que je ne me tuerois pas tout à fait et que je ne ferois que me casser un bras ou une jambe, ce qui me feroit un estat douloureux, et non la mort.

Pendant cette délibération, M. de Court vint voir ce que je faisois sur le balcon; il me trouva monté sur les ornemens du balcon en risque que la teste n'emportast le reste. Il m'en retira promptement, me fit rentrer dans la chambre, puis me demanda quel estoit mon projet. Je répondis tout simplement que c'estoit de me jeter du haut en bas pour ne pas boire le verre d'eau de rhubarbe. On me confirma dans l'idée que j'avois eue que je ne me serois pas tué, que je n'aurois fait que me blesser, ce qui m'auroit attiré pansemens douloureux, potions désagréables. On affoiblit celle en question avec de l'eau, je la bus et ne pensai plus à me tuer.

Voicy l'autre fait : un jour que ma mère estoit venue se promener à Saint-Cloud, une des personnes qui estoient venues avec elle me prit en particulier et m'exhorta à cesser de me confesser au P. du Trévoux, l'accusant de révéler les confes-

sions, ce qui estoit certainement très faux. J'eus un peu de peine à me laisser persuader, mais enfin je cédai.

J'allai témoigner à ma mère que je me faisois une peine de me confesser au P. du Trévoux, parce qu'il révéloit les confessions. Ma mère me dit que c'estoit un grand désagrément pour ce pauvre homme que toute la famille le quittast ainsy à la fois, que je me confessasse encore à luy à la feste prochaine qui estoit celle de la Toussaints.

Je ne sais point à présent comment j'avois tourné mon discours, mais je me souviens bien que je m'estois rendu coupable d'une accusation calomnieuse, et que la honte de le dire à celui que cela regardoit fit que je ne m'en confessai pas.

J'avois commencé à Versailles à enluminer et à dessiner, je ne réussissois ny à l'un ny à l'autre, mais cependant c'estoient mes principaux plaisirs dans mon séjour de Saint-Cloud.

On fit venir Coypel le fils qui venoit, je crois, de faire son premier tableau, mais qui avoit estudié sous son père. Il me donna une teste à dessiner que je copiai plusieurs fois, et cela fit que je commençai à réussir mieux que je ne faisois auparavant.

On me mena à Paris au mois de janvier 1716.

... (*lacune*) se fit faire une tribune aux Quinze-Vingts au moyen de laquelle j'assistai aux offices de quelques festes. Je feignis des maux que je n'avois point. Un jour, je prétendis estre fort assoupi. On me proposa de jouer au volant avec des enfans que j'avois chez moi et dont je ne manquois pas, Paris et Versailles s'estant réunis. J'aimois beaucoup cet exercice et me piquois d'y réussir. Je jouois donc 5 ou 6 coups de mon mieux, et puis j'allois me mettre sur un siège et je faisois semblant de m'endormir. M. de Court, qui vit que, lorsque je tenois la raquette, je jouois avec ma force et mon adresse ordinaires, soupçonna qu'il y avoit de la manie enfantine. Il descendit chez ma mère, et le résultat de leur conversation fut qu'on renvoya la compagnie de chez moy et qu'on me dit que, puisque j'avois envie de dormir, il falloit me coucher. On me mit dans mon lit, on ferma les rideaux et l'on défendit à personne de m'approcher et de me parler. Je ne fus pas longtemps dans cet estat sans m'ennuyer, et l'ennuy me fit avouer à M. de Court ce que j'avois tant prié ma mère de luy [cacher].

Telle fut la fin de mes fictions de maladies.

II

Dans ces souvenirs, fixés sans ordre, sans méthode, à mesure que les évoquait sa mémoire, l'homme tout entier est en germe avec les qualités et les tares qui se développeront par la suite : « Il n'y a, — en effet, selon La Rochefoucauld, — guères de personnes qui, dans le premier penchant de l'âge, ne fassent connoistre par où leur corps et leur esprit doivent défaillir. »

Sur ce papier, Louis d'Orléans s'est, pour ainsi dire, disséqué tout vif; son scalpel impitoyable ne nous a fait grâce de la plus petite manie infantile : c'est une fenêtre ouverte sur son âme, cette âme honnête et maladive qui, tel un pendule, entre la démence et la raison, oscilla toujours.

Inconsciemment, le pauvre Prince nous a livré la clef de son jardin secret, de ce jardin étrange où quelques fleurs rares s'étiolent, étouffées par toute une végétation parasite et folle.

Mieux que de longs mémoires, ses *Souvenirs* l'expliquent : c'était un enfant à développement cérébral et nerveux tardif; il fut longtemps sans parler ; son imagination déréglée enfantait des chimères qu'il s'efforçait ensuite de faire passer pour des vérités.

Cette dissimulation précoce, ce soin constant de tromper sur l'état réel de sa santé, sont des signes nettement morbides : les enfans normaux de cet âge exagèrent, au contraire, le moindre malaise.

Mais aussi s'éveille en lui le goût des sciences qui le passionnèrent plus tard : il dévore un livre d'Histoire Naturelle, élève des chenilles.

Une sensibilité excessive provenant de sa faiblesse cérébrale se manifeste à l'occasion de ses lectures : la tragédie de *Phèdre* l'émeut au point de provoquer des crises de larmes. Enfin, le trait le plus caractéristique de son équilibre instable est cette hantise de suicide, ayant pour cause une déviation du sens chevaleresque. Cette hantise va même jusqu'à un commencement d'exécution, un jour qu'il répugnait à prendre un breuvage amer.

L'incohérence de la relation de cause à effet est le grand indice d'une défaillance momentanée de jugement; cet état mental de l'enfant peut être considéré comme l'embryon des manies futures.

D'autre part, si l'on considère cette névrose comme un écho de la folie des Mortemart, il s'agirait alors d'une hérédité, non pas *homologue*, mais *collatérale*, car, chez Louis d'Orléans, cette démence n'est pas, à proprement parler, transmise sous sa forme pathologique initiale, mais sous celle de psychoses variées. C'est un fait fréquent dans l'histoire de l'hérédité nerveuse.

Ces constatations d'ordre scientifique ne sont pas les seules à dégager des souvenirs du fils du Régent : l'enfant qui, de Versailles, entendit tonner le canon ennemi, — comme l'entendirent aussi les enfans que nous fûmes, — en conserva l'écho dans son âme. Jamais la vision de la France envahie ne s'effaça de sa mémoire ; aussi l'amour et le salut de son pays dominèrent-ils, chez le Prince, toute autre considération.

Que Louis d'Orléans ait, sur toutes choses, aimé la France, n'est pas pour étonner ; mais un autre sentiment qu'il laissa souvent percer, ne laisse pas de surprendre, si l'on songe à l'atmosphère de libertinage qu'il respirait. Cette âme candide garda une véritable rancune à ceux qui, « de dessein délibéré, » avaient taché sa robe d'innocence. Argenson rapporte ce propos du Prince parlant d'un marquis de Crécy qui avait appartenu à sa maison :

« — J'ai à cet homme-là une obligation particulière.

« — Et de quoi, Monseigneur ?

« — C'est, dit-il, de m'avoir fait perdre mon... »

Je lui ai répondu : « — Monseigneur, dans la cour des princes, d'honnêtes gens se mêlent de ce métier-là. »

« — Je vous dis cela pour vous marquer que ce n'est qu'un vieux pécheur, un vieux débauché.

« — Au moins, était-elle jolie ?

« — Monsieur, m'a-t-il dit en se renfrognant, qu'avez-vous encore dans votre portefeuille ? Passons à d'autres choses. »

Maurepas, dans ses *Mémoires*, prétend que ce fut le Régent lui-même qui chargea plusieurs femmes très connues de *compléter* l'éducation de son fils.

Cette bonne grand'mère Palatine, qui s'attendrissait sur l'esprit de l'enfant, prit la chose au tragique et, en grand émoi, raconta l'événement à sa sœur Louise :

« Ce que je craignois au sujet de mon petit-fils est justement arrivé : Il est... tombé dans les mains des filles de l'Opéra ; vous pouvez facilement imaginer ce qu'elles lui ont appris. Il

est maintenant comme un animal échappé. Lorsque sa mère s'en plaint à son père, il rit à s'en rendre malade. La chose n'est cependant pas du tout risible, car, avec ce genre de vie, ce garçon, qui est délicat, se tuera le corps et l'âme ; ce n'est que trop certain...

« Le sous-gouverneur de mon petit-fils, qui est un homme fort vertueux, est tellement affecté que je crains qu'il n'en perde la vie. »

Le gouverneur n'en mourut pas, et la santé de l'élève n'en reçut, que l'on sache, aucun dommage sérieux. Avec la grâce ailée qu'elles déploient pour paraître et disparaître en scène, les « filles d'Opéra » traversèrent, sans appuyer, la vie du Prince.

Le voilà donc hors de page, il a seize ans, mais ne les paraît pas ; il est « petit et mince pour son âge » et « terriblement délicat, » dit sa grand'mère qui s'émerveille d'une surprenante facilité d'esprit, apprenant tout ce qu'on voulait, « honnête, bon, bien élevé, avec des dispositions pour toutes les vertus. »

Son père, pour commencer, lui fait donner voix délibérative au Conseil de Régence où il siégeait déjà depuis un an. Peu de temps après, il est nommé gouverneur du Dauphiné ; puis, pour ses dix-huit ans, le Régent fait revivre en sa faveur la charge considérable de colonel général de l'Infanterie française et étrangère qui n'avait pas été remplie depuis le règne de Henri III. Barbier rappelle que les rois avaient considéré cette charge comme dangereuse à leur autorité, à cause du grand crédit dans l'armée qu'elle donnait au titulaire.

Le Régent attendait beaucoup de son fils, ou, tout au moins, s'efforçait de le faire valoir ; mais Saint-Simon, qui avait ses raisons de ne pas l'aimer, prétend qu'en entendant opiner le Duc de Chartres, son père ne tarda pas à regretter de lui avoir fait donner voix au Conseil.

Bonnes ou mauvaises, cet adolescent avait des idées très personnelles qu'il défendait avec opiniâtreté, la résistance étant, d'après Richelieu, la base de son caractère. Et ces idées étaient tout juste le contre-pied de celles du Régent, dont il n'avait, dit le maréchal, « ni les vices, ni les qualités, tout étoit respectivement contradictoire dans ces deux personnages, et ce qu'on assuroit de l'un, à coup sûr on devoit le nier de l'autre. »

Les illusions paternelles du Duc d'Orléans, si tant est qu'il

en eut jamais, s'évanouirent, et son opinion sur le Duc de Chartres est toute résumée dans cette phrase qu'il lui adressa, dit-on, un jour, en public : « — Sachez, mon fils, que vous ne serez jamais qu'un honnête homme. » Comment l'entendait le Régent, et quelle mesure accorder, venant de sa part, à une telle louange ?

L'honnête homme, qu'était en effet le Duc de Chartres, avait, à défaut de qualités plus brillantes, le sentiment très clair de ce qu'il se devait à lui-même, et il veilla soigneusement à ne laisser jamais porter atteinte à sa dignité de prince du sang. Barbier raconte que, le Prince n'ayant pas encore vingt ans, son père voulut le contraindre à travailler aux affaires avec le cardinal Dubois. Mais le Duc de Chartres qui, malgré sa jeunesse, se souvenait des antécédens du ministre, s'y refusa énergiquement en déclarant que le sang et le devoir l'empêchaient de faire une pareille démarche.

Les choses s'envenimèrent et le Régent dit à son fils que, s'il continuait à le prendre sur ce ton, « on pourroit bien l'éloigner. »

Celui-ci répliqua « qu'il avoit pris son parti là-dessus et qu'il avoit fait mettre des chevaux à sa chaise de poste, à tout hasard, mais qu'avant de partir, il avoit quelque chose à faire. »

Le Duc d'Orléans, redoutant une extravagance, alla sur-le-champ trouver sa femme : « — Madame, je ne sais à qui en a votre fils ; il a aussi peu d'esprit que M. le Duc, il est aussi brutal que M. le Comte de Charolois, et aussi fou que M. le Prince de Conti. »

Malgré l'hostilité manifeste du Duc de Chartres, Dubois, ayant des raisons pour attacher un grand prix à sa collaboration, tout au moins nominale, avait fait sonder ses dispositions par l'abbé de Mongault qui avait gardé beaucoup de crédit sur l'esprit du Prince.

Mais, pas plus que son élève, Mongault, homme d'honneur et peu flexible, suivant Duclos, « n'aimoit ni n'estimoit le cardinal et se contraignoit peu sur ses sentimens. Il répondit sèchement qu'il n'abuseroit jamais de la confiance d'un prince en l'engageant à s'avilir. »

Cet abbé de Mongault, bâtard de la maison de Colbert, était un érudit qui, avec peu d'éclat et beaucoup de modestie, siégea à l'Académie. Mieux que ses sévères et laborieux travaux, est

connue la cruelle définition d'un mal dont il souffrait, « les vapeurs » que l'on nomme aujourd'hui *neurasthénie :* « C'est une terrible maladie, elle fait voir les choses telles qu'elles sont. »

L'influence de Mongault marqua beaucoup sur le développement du Duc de Chartres.

Duclos, successeur de l'abbé à l'Académie, le déclare plein d'esprit et d'érudition, théologien très large, mais « soit qu'il ne jugeât pas son élève capable d'une morale éclairée, soit qu'il crût qu'on ne peut retenir les princes par des liens trop forts, il s'attacha d'inspirer au sien les principes de religion les plus capables de l'effrayer. »

En 1723, le Duc de Chartres avait vingt ans et petite mine. Sa manie d'isolement, qui perçait déjà, lui avait fait acheter, sur sa cassette particulière, une petite maison à Ménilmontant, bordant le parc de Bagnolet. Rien ne désignait le Prince à quelque rôle d'importance. Ce manque d'avantages extérieurs était aggravé d'une gaucherie remarquable et, disgrâce impardonnable, il dansait mal. Il ne possédait pas même la séduction de la voix qui arrange bien des choses : parlant toujours sur trois ou quatre tons différens, cela produisait le plus étrange et le plus désagréable effet. Bref, sans sympathie à la Cour, sans popularité à cause de son humeur sauvage et de sa timidité, Louis d'Orléans devait avoir quelque peine à marquer sa vraie place. La seule occasion qu'il en eut, il la laissa passer.

Quand il apprit la mort de son père, frappé d'apoplexie entre les bras de Mme de Phalaris, le nouveau Duc d'Orléans était à l'Opéra. Quelque hâte qu'il mît pour se rendre à Versailles, au moment où y arriva, le Duc de Bourbon était déjà considéré comme premier ministre.

Le fils du Régent trouva, cependant, en descendant de carrosse, les ducs de Noailles et de Guiche prêts à le servir et le pressant d'agir. Sur la sèche réplique qu'il n'y avait rien à faire, le Prince les quitta comme des importuns et alla s'enfermer chez sa mère.

Toutefois, il ne put se dérober aux devoirs compliqués d'un cérémonial funèbre. Le lendemain même, il dut recevoir les complimens de plus de deux cents officiers du feu Duc d'Orléans.

Paralysé par sa timidité, peut-être aussi par le chagrin, le Prince demeura muet. Saint-Simon, dont les condoléances se glacèrent au même silence, n'était pas homme à y trouver de

naturelles excuses : il ne pardonna jamais à Louis d'Orléans ce mauvais accueil.

« Je vis, dit-il, un homme tout empêtré, tout hérissé, point affligé, mais embarrassé à ne savoir où il en étoit. Je lui fis le compliment le plus fort, le plus net, le plus clair et à haute voix. Il ne me fit pas l'honneur de me répondre un mot. J'attendis quelques momens, et voyant qu'il ne sortoit rien de ce simulacre, je fis la révérence et me retirai... »

Le Duc de Bourbon premier ministre, ce fut la ruine des créatures du Régent.

Les roués perdirent, du coup, tous leurs appartemens de Versailles, et une guerre sourde, à peine voilée par les convenances, se déclara entre les maisons de Condé et d'Orléans. Au Palais-Royal se tenaient même des assemblées secrètes pour cabaler contre Monsieur le Duc.

C'est à ce moment que se précisa le plus nettement le côté remarquable du caractère de ce Prince bizarre. Faisant personnellement bon marché des grandeurs et des privilèges de son rang, il ne se reconnaissait pas, envers ses successeurs, le droit de les laisser entamer. C'est en cela que Louis d'Orléans se montra réellement de sang royal. Le Duc de Bourbon pouvait avoir le premier pas dans les affaires, rien ne devait être changé dans ses hommages au Duc d'Orléans, à l'héritier présomptif de la couronne. Aussi le ministre fut-il obligé à venir, conformément à l'étiquette, lui annoncer sa nouvelle charge.

D'ailleurs, la pique entre Orléans et Condé n'est pas dans ces événemens. Un an auparavant, la mère du Duc de Chartres, voulant le marier, avait songé à l'une des sœurs du Duc de Bourbon, Mlle de Vermandois. Les parens de cette princesse visaient plus haut pour elle : le Roi lui-même. Mais ils avaient une seconde fille, Mlle de Sens, qu'ils offrirent. Elle ne fut point agréée.

La Duchesse d'Orléans, de concert avec son chancelier d'Argenson, interrogea alors minutieusement l'*Almanach Royal* pour y découvrir une princesse étrangère en âge de convenir à son fils. La princesse Auguste-Marie-Jeanne de Bade fixa leur choix. Il n'était pas du goût du Duc de Bourbon qui le fit bien voir en multipliant si savamment les entraves à une demande, que l'intervention du Roi eut seule raison de sa résistance.

Enfin, au mois de juillet 1724, la nouvelle Duchesse d'Orléans apparut à la Cour, « blanche, petite, potelée, » dit Barbier; mais elle manquait de cette grâce affinée dont, à la Cour de France, les yeux étaient habitués; aussi lui trouva-t-on l'air un peu « grossier, » c'est-à-dire épais, au sens qu'avait le mot à cette époque; d'ailleurs, elle était bonne, généreuse, et tout le monde se louait fort d'elle.

Les ménages heureux n'ont pas d'histoire, et il semble que les deux années de leur union furent, pour le Duc et la Duchesse d'Orléans, comme un ciel sans nuage. Ce bonheur familial eût peut-être été le salut du Prince, mais bientôt, à vingt-deux ans, Auguste-Marie mourut en couches. La santé morale de son mari ne put supporter, sans une grave atteinte, un pareil malheur.

Déjà la mort subite et impénitente de son père l'avait ébranlé, celle de sa femme le confirma dans la croyance que Dieu l'appelait à lui, qu'il devait renoncer au monde, et le mit sur le chemin de ce qu'il nommait, improprement d'ailleurs, « sa conversion. »

Religieux, Louis d'Orléans l'avait toujours été, même au milieu de ses dérèglemens passagers; mais la pensée de la mort, de ces morts subites qui s'étaient, autour de lui, si rapidement succédé, emplirent son âme vacillante d'une terreur sacrée. Il ne songea plus alors qu'à son salut éternel : *la grande affaire*, selon l'expression de Pascal.

Touché par la grâce, le Prince voulut répondre à son appel.

Avec la décision et l'esprit de suite singuliers qu'il apportait en toutes choses, le Duc d'Orléans régla, sur sa vie intérieure, sa vie mondaine : à l'exception des jours d'obligation, il ne parut plus à la Cour. Partageant son temps entre l'étude et les exercices de piété, il laissa à sa mère l'administration de ses affaires et se réserva seulement un revenu de dix-huit cent mille francs dont la majeure partie consacrée à des bonnes œuvres.

A vingt-trois ans, quand on est premier prince du sang, prendre une résolution pareille, puis s'y tenir, ferme, jusqu'à la mort, c'était plus qu'il ne fallait, au XVIIIe siècle, pour être taxé de folie, d'autant mieux que ce que l'on connaît du caractère du Duc d'Orléans n'était pas fait pour combattre cette opinion.

Ce ne fut pourtant que la première étape.

Tel un invincible aimant, le cloître attirait cette âme, phalène imprudente et frêle qu'allait bientôt consumer, toute, l'ardente et mystique flamme de Sainte-Geneviève.

Il n'y fit, d'abord, que de courts séjours : en mai 1731, pendant les fêtes pascales, le Prince vécut de la vie des génovéfains, mangeant avec les moines, prenant aux offices, — remarque irrévencieusement Barbier, — « les mêmes attitudes et faisant les mêmes contorsions de corps que les religieux. »

« Le public, dit-il, l'alloit voir dans le chœur comme une curiosité, ce qui étoit peu convenable pour un prince du sang. »

Il voulut aussi se dépouiller des honneurs et se démit de la grande charge de colonel général de l'Infanterie qui, en d'autres mains que les siennes, eût pu rendre si redoutable, au Roi, son titulaire.

Toute ambition, pourtant, n'était pas éteinte chez ce Prince. En 1737, il sembla se prêter aux vues d'une cabale qui cherchait à le porter aux affaires avec le cardinal de Fleury. L'intrigue avorta. Un peu plus tard, il essaya de nouveau et dit au Roi : « — Sire, je voudrais avoir quelquefois des conversations avec Votre Majesté; j'aurais des choses sûres et secrètes à lui dire. » Cette ouverture n'ayant, pour toute réponse, recueilli qu'un sec et discourtois : « — Non, monsieur, » le Prince, outré, alla, sur-le-champ, confier sa peine à ses confesseurs, l'abbé de Sainte-Geneviève et le général des Oratoriens qui lui conseillèrent de ne plus reparaître à la Cour.

Il déclara alors à ses familiers qu'il ne pouvait plus vaquer à son devoir de prince du sang, « d'autant qu'au Conseil d'État on ne délibéroit que sur des choses décidées et qu'on n'y lisoit que la *Gazette;* il étoit donc inutile d'y proposer de bons avis quand, d'avance, on savoit qu'ils ne seroient pas suivis. »

Puis il gênait parfois, faisait presque scandale; un jour, posant sur la table du Conseil un morceau de pain de fougère, le Prince avait eu le courage de dire au Roi : « — Sire, voilà de quoi vos sujets se nourrissent; » ce qui avait suscité une assez vive altercation entre lui et le cardinal de Fleury.

On était alors en 1742; Louis d'Orléans, près de la quarantaine, vivait encore dans le monde, mais étranger à tout ce qui s'y faisait et s'y disait. Confiné dans son cabinet parsemé de carreaux de duvet sur lesquels il s'agenouillait, vêtu de sa grande robe de chambre rouge, brochée d'argent, chaque fois que le

prenait le besoin d'oraison, il poursuivait ses interminables travaux d'exégèse et voulait se faire prêtre : « — Je ne dis pas quand cela sera, confia-t-il à son chancelier, mais il faudra bien que cela soit tôt ou tard. Pour moine, je ne le serai jamais. »

D'Argenson estime que cette humilité princière cachait mal un orgueil profond : « Tout son objet, dit-il, est de devenir un grand saint... il se croit le talent, singulier pour un Prince, de savoir à fond la théologie, de l'avoir puisée dans l'Écriture Sainte et dans les Pères. »

Il s'essayait déjà aux renoncemens de la vie religieuse, à l'exception, toutefois, du sacrifice le plus difficile : l'oubli des rancunes.

L'ancienne blessure d'amour-propre qu'il avait reçue du Roi ne se fermait pas, et son aversion était demeurée telle, que non seulement il évitait de le rencontrer, mais qu'en entendre parler lui était insupportable. C'est peut-être même le désir d'élever une barrière infranchissable entre Louis XV et lui qui pesa le plus dans la résolution du Duc d'Orléans de se retirer définitivement au couvent de Sainte-Geneviève.

Depuis longtemps, il n'allait plus au Palais-Royal, que pour visiter sa mère ou présider son Conseil.

Sa santé, naturellement délicate, devenait tout à fait mauvaise : cet innocent payait les débauches paternelles.

La goutte, maladie dont il devait mourir, le tourmentait cruellement. Elle remontait parfois à la poitrine et lui donnait la fièvre. Souvent, au cours de ses nuits agitées, il faisait appeler son médecin, afin qu'il le saignât. Son régime, aussi, ne laissait pas d'être détestable. Il mangeait, dit Argenson, de la viande de boucherie, comme un Anglais, et ne buvait qu'en sortant de table. Il entremêlait le tout d'austérités ridicules et nuisibles. Son choix, en matière de mortifications, était, en vérité, plus propre à exciter la gaîté que l'édification ; c'est ainsi qu'il allait à la messe un missel sous le bras et, dans le corps, un lavement, gardé stoïquement pendant tout l'office.

« A force d'être sage, il devenait fol, » conclut judicieusement son chancelier. Une réflexion analogue fut faite, quarante ans plus tard, au sujet de sa petite-fille, Bathilde d'Orléans, mère du Duc d'Enghien, que passionnait la lecture des Pères de l'Église : « Leur sagesse, disait-on, entretient sa folie. »

La misanthropie du Prince, s'accentuant chaque jour, lui

faisait ne plus supporter que quelques hommes : encore ceux-ci jouissaient-ils seulement près de lui d'une tolérance passagère, et qu'il était le premier à ne pas reconnaître durable. « Quelquefois, — dit d'Argenson, — il parle raisonnablement et éloquemment, mais, le plus souvent, il fait des pointes et tombe dans de véritables écarts. »

Enfin voilà Louis d'Orléans l'hôte de Sainte-Geneviève où il paie pension d'un louis par jour pour lui et son petit laquais. Dans la cellule moniale que, de son palais, il avait entrevue comme le port du salut, sa vie ne subit pas un grand changement, partagée entre ses pénitences et le travail. L'explication des livres saints ne suffit plus à son goût de la précision. Ce n'est pas seulement la valeur d'un texte qu'il a l'ambition de fixer maintenant, mais la place même du Paradis terrestre. Daniel Huet, évêque d'Avranches, qui venait de mourir, avait tenté pareille entreprise, le Duc d'Orléans prétendit l'achever. Tranquille, désormais, sur ce point de géographie, il se replonge dans l'Écriture Sainte. De longues heures, il discute, avec les pauvres génovéfains qui n'en peuvent mais, la ponctuation d'un verset hébreu; quelques lignes d'un psaume l'occupent souvent des mois entiers et lui inspirent une dissertation de cent pages. Étaient-elles toutes de lui? Il est permis de se le demander après avoir lu le début de la pétition suivante copiée dans un registre des Archives Nationales : « Auguste-François Gault, professeur en langue syriaque au Collège Royal, expose qu'il a enseigné à Monseigneur, pendant quinze mois de suite, les langues syriaque et grecque, *qu'il a fait pour son service, pendant plus de dix ans, divers ouvrages de littérature orientale et qu'il a revu plusieurs de ceux du Prince*, etc., que tout cela lui a emporté beaucoup de temps etc. » L'érudition sacrée de Louis d'Orléans, sa vanité suprême, pourrait donc bien avoir été achetée à d'obscurs et peu rétribués « collaborateurs. » Quoi qu'il en ait été, occupation plus saine, il catéchisait les enfans ou prenait ses pinceaux. La peinture était le seul art d'agrément qu'il eût jamais pratiqué.

Son hagiographe Néel, dans un ouvrage devenu introuvable et dont, seul, peut-être, subsiste le manuscrit conservé aux Archives Nationales, consigne les détails quotidiens de la vie du Prince. Nous apprenons ainsi qu'il couchait sur une simple paillasse, sans autre couverture, souvent, que son manteau :

« Il n'approchoit point du feu, tel froid qu'il fît, se levoit tous les jours à quatre heures du matin et se mettoit à prier et à travailler tout de suite.

« Il s'étoit fait une loi de réciter tous les jours le bréviaire de Paris... On le vit en différentes occasions accompagner le viatique chez les pauvres, au quatrième et au cinquième étage. Il affectoit d'être vêtu avec une simplicité si excessive que sa mère lui faisoit souvent, mais en vain, des remontrances à ce sujet.

« Un jour que le Prince fut la voir au Palais-Royal, S. A. R. lui dit qu'à peine le reconnoissoit-elle, tant il étoit négligé et voûté, et qu'il ne lui restoit de bien fait encore que le pied.

« Aussitôt qu'il fut retourné chez lui, il se fit apporter de gros souliers lourds et épais qu'il n'a point quittés depuis; de sorte que, retournant le lendemain avec cette nouvelle chaussure chez sa mère, elle fut très mortifiée de ce qu'elle lui avoit dit la veille. »

Toujours par esprit de pénitence, il noyait d'eau son potage, sous prétexte de le refroidir; mais de toutes les privations qu'il s'imposait, c'était celle du vin qui, de son propre aveu, lui avait le plus coûté, car, dans sa jeunesse, il ne buvait que du champagne.

Ses aumônes étaient innombrables : non seulement il donnait, presque chaque jour, dans une des salles de Sainte-Geneviève, audience aux malheureux, mais encore il allait, escorté de son seul petit valet, les visiter dans leurs galetas.

Ce misanthrope aimait, par voie de conséquence, les animaux et, en particulier, les chats. Il en possédait plusieurs qui se multiplièrent bientôt d'une façon encombrante. Que faire de tous ces chatons qui s'installaient chez lui avec des grâces si prenantes? Les noyer, il n'y fallait pas songer, cette extrémité révoltait la sensibilité du Prince; il s'ingéniait donc à les placer, de son mieux, chez des amis.

Mais l'abandon fait, il ne se désintéressait jamais de son soyeux présent. La princesse d'Armagnac en avait été gratifiée, elle reçut certain jour la visite du Duc d'Orléans qui s'enquit aussitôt de la bestiole :

« — Monseigneur, lui dit la princesse, votre chat vous ressemble, on le voit aujourd'hui, et il est quelquefois six mois sans paraître. »

Puis comme exemple de ce mélange d'humilité chrétienne et

d'orgueil princier dont le petit-fils de Louis XIV ne put jamais se dépouiller :

A d'Argenson lui proposant de faire graver son profil pour l'Académie de Villefranche, il répondait :

« — Eh ! que suis-je pour cela ? Je ne fais rien, je n'ai rien fait. Cela serait bon pour mon fils, s'il venait à commander des armées et à gagner des batailles. »

Mais un jour qu'il se promenait dans le jardin de Sainte-Geneviève avec l'abbé et plusieurs moines, s'apercevant que l'un d'eux avait de la peine à suivre à cause de son grand âge, il dit aux autres :

« — Asseyons-nous, mes Pères, car voici un bon religieux qui paraît bien fatigué. »

Deux jours après, comme il se promenait encore en la même compagnie, à l'exception du vieux religieux, l'abbé, sans doute fatigué, hasarda :

« — Monseigneur, ne nous serait-il pas permis de vous faire remarquer que vous être las et que vous feriez bien de vous asseoir ?

« — Mon Père, répondit le Duc d'Orléans, quand je serai las, je m'assoirai sans vous en demander la permission. »

Et il prolongea sa promenade.

Les grandeurs humaines, on le sait, ne le touchaient guère en ce qui le concernait ; mais la race s'obstinait en lui : c'est surtout sur son droit de succession au trône, à l'exclusion de la Maison d'Espagne, qu'il se montrait irréductible. De même, l'humilité qu'il entendait pratiquer se conciliait mal avec l'esprit d'indépendance qu'il manifestait à tout propos.

Personne ne le mena jamais, pas même sa mère, contre l'autorité de laquelle il se tenait toujours en garde.

Les retraites prolongées, préludes de sa quasi claustration définitive à Sainte-Geneviève, paraissent avoir, sinon provoqué, du moins coïncidé avec les conceptions délirantes qui, dès 1741, désolaient son chancelier d'Argenson.

Le fidèle serviteur ne s'embarrassait pas de subtils raisonnemens pour en assigner les causes : « La Maison de Bourbon est naturellement paillarde, » posait-il en principe. Or, on ne ment pas impunément à son sang ; donc, la chasteté était cause de tout le mal. Et, de fait, les circonstances semblent lui avoir donné raison.

C'est sur le point incriminé que se manifestèrent les premiers troubles cérébraux du Prince, et ce fut la bonne Marie Leczinska qui, bien involontairement, les provoqua. Dans le courant de 1742, comme il était en visite, seul avec elle, tout à coup le Duc d'Orléans se jeta à genoux et fit à haute voix un acte de contrition.

La Reine, d'abord stupéfaite, le fut encore bien davantage quand elle entendit l'aveu que cette contrition soudaine s'appliquait à des « pensées immondes » que le Prince venait d'avoir. Le mot, pour dur, n'en sonna pas moins doucement à ses oreilles inaccoutumées de pareils complimens. Même, l'aventure lui sembla trop flatteuse pour demeurer secrète; tous ses amis en reçurent la confidence. Il n'apparaît pas non plus, qu'à la réflexion, cet incident eût nui, dans son esprit, à Louis d'Orléans. « Ah! disait-elle, si je l'avais épousé, — il en avait autrefois été question, — nous mènerions une si jolie vie ! » Et elle se hâtait d'expliquer : « Pendant que mon époux serait à Sainte-Geneviève, moi je serais aux Carmélites... »

D'ailleurs, l'hypothèse simpliste du chancelier d'Argenson se trouve assez bien soutenue par ce que rapporte, sur les premières ardeurs du Prince, M. de Clermont, son premier écuyer : Dans sa jeunesse, « il vouloit tâter de toutes les filles... ; il vouloit se mettre à la tête des hussards et faire une guerre de carabin (1); il vouloit chasser comme un loup; puis, s'étant adonné à la dévotion, il a voulu prendre le rôle d'un Père de l'Église et d'un anachorète. De tout cela, conclut d'Argenson, qui force un peu la note, il résulte qu'il est fou et qu'il est très difficile de le rendre sage. »

Bientôt ses excentricités inquiétèrent son entourage, au point que l'un de ses valets de chambre crut devoir prévenir le chancelier qu'il était à craindre que le Prince ne donnât bientôt publiquement des signes de folie.

Cependant, en même temps, il parlait à d'Argenson « avec plus de justesse et d'élévation que jamais (2)... montrant en tout de la sagesse et de la force, » pour, le lendemain, retomber dans ses divagations : un jour, il déclara à l'abbé Omelane,

(1) Partisan.

(2) Amédée Pichot, dans son *Histoire de Charles-Edouard*, cite de lui une fort belle lettre au ministre Maurepas. Est-il besoin de dire que le Prince était ardemment jacobite?

précepteur de son fils, qu'il ne voulait plus voir le curé de Saint-Paul parce que celui-ci l'avait trompé.

« — Eh ! en quoi, Monseigneur ? » lui demanda l'abbé. « — En deux choses, répondit le Duc d'Orléans. D'abord, il m'a voulu faire épouser Mme d'Alincourt. — Comment cela ? — Voici : » Et avec la rigueur de raisonnement qui caractérise parfois les fous, le malheureux Prince continua : « Le curé me chargea de dire à Mme d'Alincourt quelque chose d'une espèce qui ne pouvoit lui être dite que par son directeur ou par son mari ; *or*, je ne pouvois pas être son directeur, puisque je ne suis pas prêtre (quoique je souhaitasse bien l'être) ; il vouloit *donc* que je fusse son mari !

« Autre bien plus grande tromperie, a-t-il continué : il m'a fait croire que Mmes d'Alincourt et de Gontaut étoient mortes, et je sais bien qu'elles ne le sont pas. »

Et l'abbé, affolé lui-même, de s'écrier : « — Ah ! Monseigneur, qu'est-ce que vous dites? Quittez vite votre retraite, la tête vous tourne en ce moment ! » Mais, se ressaisissant, pour ne pas l'effrayer, il prit le parti de le raisonner, parla de notoriété publique, promit des extraits mortuaires, etc.

Les exemples se multiplièrent : un jour, il soutint à la duchesse de Villars qu'il l'avait vue la veille à une église où elle n'avait pas été et, qu'en outre, il avait longtemps causé avec elle. Une autre fois, son chancelier lui présenta à signer un acte relatif à des sommes considérables que lui devait l'Espagne sur la succession de la reine, sa sœur ; le Prince, ayant vu dans l'acte : « Le feu roi d'Espagne, Philippe V, » soutint qu'il n'était pas mort et refusa de signer.

Cette signature ne fut obtenue qu'un peu plus tard en persuadant au Duc d'Orléans que le mot *feu* était usité en Espagne comme une marque d'honneur.

Il n'en renvoya pas moins pour cela son chancelier La Granville, successeur d'Argenson, qui, devenu ministre des Affaires étrangères, continue à se lamenter sur le sort de son ancien maître.

Qu'il s'agisse d'un prince ou d'un particulier, la fragilité d'un équilibre mental déchaîne les intérêts les plus divers qui ont alors beau jeu pour s'exercer. Le fils du Régent n'échappa pas à ce danger. Sans entrer ici dans le réseau d'intrigues qui se resserrait chaque jour autour de lui, les craintes exprimées

par d'Argenson à ce sujet les font clairement pressentir. On remarquera aussi qu'il ne semble pas reconnaître une réelle gravité dans les bizarreries du Duc d'Orléans.

« Dévot, studieux, bien de l'esprit, quoi qu'on dise, encore que ce ne soit pas l'esprit des grandes affaires, courageux naturellement, quelques bizarreries que donne la retraite... tel est cet homme qui va rester seul, sans conseil (il voulait être son propre chancelier) au milieu de grandes affaires patrimoniales et d'une si grande maison; Mme la Princesse de Conti (belle-mère de son fils) ne cherche que les moyens de le faire interdire et de le déclarer fou. Que d'embûches! Comment y résistera-t-il?... déjà on le dévore des yeux, cela fait grande pitié! Si cependant M. le Duc d'Orléans étoit attaqué si sérieusement que cela, je ne doute pas qu'il ne trouvât asile au Parlement, et qu'y présentant sa requête, cela ne fît quelque soulèvement dans Paris. »

Il n'y avait plus cependant à le dissimuler; les extravagances du Prince devenaient vraiment inquiétantes. A ce moment, il acheva de prendre en aversion son fils avec lequel il avait déjà eu maintes difficultés. A Saint-Cloud, en effet, le Duc et la Duchesse de Chartres menaient train princier : fêtes, réceptions, comédies se succédaient, ce que le Duc d'Orléans désapprouvait, mais qu'approuvait Barbier : « On peut dire à cela que le fils fait ce qu'un grand Prince de son âge doit faire, et que le père ne remplit pas, aux saluts de Sainte-Geneviève, la place du premier prince du sang. »

La brouille devint définitive sur une lubie provoquée par l'acte d'une folle qui s'était un jour jetée aux pieds du Prince pour lui révéler qu'elle avait donné sa propre fille au Duc de Chartres, afin qu'il la fît passer pour sienne.

Aussi, quand ce dernier, qui cherchait à se réconcilier avec son père, vint lui annoncer que la Duchesse, sa femme, était à nouveau sur le point d'accoucher, la hantise d'une substitution traversa l'esprit du Duc d'Orléans.

Il se rendit chez le chancelier de France pour le prévenir qu'il ne reconnaîtrait pas plus cette grossesse que les autres, si le cérémonial de droit n'était observé. Il prétendait, en effet, que sa belle-fille étant première princesse du sang, le chancelier devait, en qualité de commissaire du Roi, assister à ses couches. En conséquence, plus de huit jours avant l'événement,

M. Joly de Fleury, ancien procureur général, alla, aux lieu et place du chancelier empêché par ses infirmités, s'installer à Saint-Cloud où ses qualités de fin causeur et joyeux convive furent très appréciées des dames de la Cour.

Quelques mois auparavant, le Duc d'Orléans, dont les forces déclinaient au point qu'à peine il pouvait écrire encore, fit le testament dont nous donnons ici les dispositions principales.

Aucun dérangement d'esprit ne se manifeste dans ce document dont tous les détails paraissent avoir été mûrement pesés.

Testament du Très Haut, Très Puissant et Très Excellent Prince Monseigneur Louis d'Orléans, Duc d'Orléans, Chartres, Valois Nemours et Montpensier, Prince du sang.

Au nom du Père, etc., je recommande mon âme à Dieu par les mérites de N.-S. J.-C., par l'intercession de la très sainte Vierge et de tous les Saints, luy demandant de m'accorder le pardon de mes péchés, spécialement de ceux de ma jeunesse dont je n'ai point fait une pénitence proportionnée à ce qu'ils méritoient et de ceux de toute ma vie qui pourroient m'avoir été inconnus ou avoir échappé à ma mémoire et à mon intention.

Je veux qu'aussitôt après qu'on se sera assuré de ma mort par les signes ordinaires et les voies usitées, on procède à l'ouverture de mon corps selon les loix d'anathomie et des dissections ordinaires.

Si les médecins et chirurgiens qui seront alors auprès de moy ou qui assisteront à l'ouverture de mon corps, jugent utile, pour le progrès des sciences de médecine et de chirurgie, de conserver quelques parties de mon corps et de leur faire souffrir des macérations, d'y faire des injections et telles autres opérations qui se pratiquent sur les parties des cadavres pour l'instruction plus complète des médecins et chirurgiens déjà formés, je consens et ordonne même que mon corps serve à tous ces usages, pourvu qu'on n'y employe que les parties qui se trouveront avoir quelques singularités ou de conformations naturelles ou d'accidens de maladie, en telle sorte que la plus grande partie et comme la totalité morale de mon corps, soit enterrée en terre sainte avec les prières usitées dans l'Église, ainsy qu'il sera expliqué cy-après.

Pour les parties qui seroient réservées ainsy que j'ay dit ci-dessus, je les livre, non seulement à l'étude et à l'instruction particulière des médecins et chirurgiens qui se trouveront auprès de moy, mais je consens, soit à l'Académie des Sciences ou aux amphithéâtres publics, si les circonstances qui s'y trouveront en valent la peine, et je n'excepte aucune partie, pas même le cœur ni la tête.

Cette disposition procède du désir que j'ai toujours eu d'être utile à la société, et en même temps d'une foy ferme et éclairée sur la résurrection du corps qui m'assure qu'elle s'accomplira certainement, quelque chose qui soit arrivé à mon cadavre et de quelque manière qu'il ait été divisé.

Ceux qu'on met dans des terres où ils se conservent exempts de pourriture n'ont pas plus de droit à ce bienfait général que N.-S. J.-C. a assuré à tous les hommes et dont il leur a donné un gage non équivoque par la sienne, que ceux qui ont été dévorés par les bêtes, ou brûlés et leurs cendres jetées au vent.

La compassion des parens qui s'opposent quelquefois à ces opérations d'anathomie est une fausse compassion. Le corps est une partie de nous-même, le tems qu'il est uny à notre âme; mais aussitôt qu'il en est séparé, ce n'est plus l'homme. Son âme qui, seule par sa nature, est capable de bonheur ou de malheur, n'est plus affectée de ce qui luy arrive, et par conséquent c'est un manque de foy dans les vivans que de s'en occuper. Un mort n'a besoin que de leur prière.

Je choisis pour lieu de ma sépulture le Val-de-Grâce où sont déjà enterrées ma femme, ma fille et ma sœur, Mlle de Beaujolois. Cette disposition n'est qu'en cas que je meure à Paris ou aux environs. S'il arrivoit que j'en fusse éloigné de plus de quatre lieues, on m'enterreroit dans la paroisse du lieu où je mourerois.

En quelque lieu que je meure, mon enterrement se fera sans aucune cérémonie ny tenture, soit dans l'église ou dans la maison où je mourrai, à la réserve de la chambre où l'on viendra prendre mon corps pour le porter en terre, dans laquelle je trouve convenable qu'il y ait une tapisserie noire, mais seulement telle qu'on la met dans les antichambres des Princes vivans qui portent de grand deuil. La tapisserie emporte les sièges.

Comme j'ay remarqué que le poids du cercueil de plomb

enfermé dans une caisse de bois est énorme et cause beaucoup d'embarras dans les enterremens des Princes, j'ordonne qu'au lieu de ces deux machines, il sera fait pour moy une seule caisse de bois doublé par dedans de fer blanc ou d'une lame de plomb, la plus mince qui se pourra. Cette machine ainsi construite durera plus de tems qu'il n'en faudra pour réduire mes chairs en cendre. C'est l'objet qu'on s'est proposé en renfermant les corps des grands dans les cercueils de plomb.

. . . . . .

Je donne et lègue aux Pères de Sainte-Geneviève, chés qui ie demeure, tous les meubles qui se trouveront au jour de mon décès dans les deux maisons que j'occupe sur leur terrain. Dans ces meubles je comprends spécialement le médaillier qui est placé entre les deux fenêtres de la bibliothèque avec toutes les médailles et pierres gravées qui y sont contenues, et dont les catalogues manuscripts sont dans ma bibliothèque.

Je leur laisse pareillement lesdits catalogues. Je comprends encore dans ce legs des meubles tous les ustenciles du laboratoire, spécialement la machine pour faire les sels du comte de La Garaye, qu'on pourroit croire appartenir à la Phisique, parce qu'elle sert à l'électricité, mais elle est nécessaire pour tirer les sels des minéraux dans lesquels il y a des médicamens tels que le sel de soufre. J'y comprends aussi les médicamens qui pourroient y avoir été composés ou qui pourroient avoir été achetés pour servir aux opérations. J'en excepte les tableaux que j'aurois pu faire venir du Palais Royal pour les copier, et qui ne seroient pas mis en place pour servir à l'ornement de la maison, et les choses appartenantes à l'Histoire Naturelle et à la Phisique qui pourroient se trouver dans le laboratoire ou ailleurs...

Je donne et lègue le cabinet d'Histoire Naturelle... à M. Guettard (1), mon médecin botaniste qui en a soin et à qui appartiennent les fossiles qui l'ont commencé.

Je donne et lègue tous mes livres, à la réserve des catalogues manuscripts dont j'ay disposé ci-dessus, à l'ordre de Saint-Dominique. Je luy laisse pareillement tous les manuscripts des ouvrages que j'ay composés... je leur laisse aussy la liberté de faire imprimer les ouvrages que j'ay composés, en y faisant

(1) Célèbre naturaliste (1715-1786), membre de l'Académie des Sciences. Il renonça au legs en faveur du fils du Duc d'Orléans qui le nomma garde de son cabinet d'Histoire Naturelle, le pensionna et le logea au Palais Royal.

telles corrections ou changemens qu'ils jugeront à propos, étant également content, soit qu'ils paroissent tels que je les ai composés, soit qu'ils servent seulement de matériaux aux ouvrages que les particuliers de cet ordre jugeront à propos de composer sur des matières pour lesquelles ils pourront leur être utiles. Je ne veux, par ce legs, que marquer vénération pour cet ordre qui a rendu de grands services à l'Église, qui enseigne la doctrine de saint Thomas que je crois la meilleure de toutes les opinions qui se soutiennent dans l'école.

. . . . . .

Il sera acheté des contracts sur la Ville ou sur le clergé ou autres corps et communautés jusqu'à la concurrence de 600 livres de rente qui seront données au séminaire établi à Bayonne pour l'instruction des peuples qui parlent la langue basque et à l'éducation des ecclésiastiques de cette nation.

. . . . . .

Il sera acheté des susdits contracts jusqu'à la concurrence de mille livres de rente lesquels seront distribués aux différentes communautés établies dans les colonies françoises de l'Amérique septentrionale, à la tête desquelles je mets le séminaire de Québec ou celui qu'il aura chargé des affaires de son diocèse en France.

. . . . . .

J'ay relu attentivement le présent testament et je le confirme en tout son contenu. S'il se trouvoit des dispositions antérieures ou contraires, je les annulle.

Ainsy fait au couvent de Sainte-Geneviève de Paris, le 28 décembre 1749.

LOUIS D'ORLÉANS (1).

Le Duc d'Orléans mourut le vendredi 4 février 1752, à 10 heures du matin, épuisé par le travail et les austérités. Ses dernières heures se passèrent à prêcher ceux qui l'entouraient. Son fils, qui ne l'avait pas quitté dans les derniers temps de la maladie, demanda au mourant de bénir ses petits-enfans, Mademoiselle d'Orléans et le Duc de Montpensier.

Barbier dit qu'il y consentit; Argenson soutient qu'il ne voulut jamais les reconnaître, ne pouvant, déclarait-il, parler

(1) Bibliothèque Sainte-Geneviève, Ms. 901.

contre sa conscience. Une autre version, qui doit être apocryphe, raconte qu'il serra dans ses bras sa petite-fille, en s'écriant : « — Ah ! pauvre enfant, puisses-tu être aussi heureuse que tu seras bonne et sensible ; » puis, se tournant vers le futur Égalité, il aurait ajouté : « — Pour vous, monsieur, je n'ai rien à souhaiter, » comme si son âme, déjà dégagée des liens terrestres, avait pénétré l'avenir.

Un incident surgit au moment de la communion que l'abbé Bouettin, curé de Saint-Étienne du Mont lui refusa, le Prince persistant dans les opinions jansénistes qui prévalaient à Sainte-Geneviève. Son aumônier lui administra donc les derniers sacremens en présence de tous les Princes et Princesses du sang.

Le peuple, qui regardait le Duc d'Orléans comme un saint, fit, de tout ce qui l'avait touché, des reliques, et ne parlait rien moins que d'une canonisation prochaine. La Reine dit, en apprenant sa mort : « C'est un bienheureux qui laisse après lui beaucoup de malheureux ! »

Quant aux génovéfains, Barbier prétend qu'« il les gênoit, exigeant trop de régularité pour leurs novices. » Il les gourmandait, au chœur, du geste et de la voix, ce qui ne laissait pas d'embarrasser les moines. Aucun regret amer ne troubla donc, pour eux, la réjouissance que doit faire éprouver aux âmes chrétiennes l'entrée d'un juste dans le Ciel.

L'autopsie, qu'il avait demandée par testament, ne révéla, selon le duc de Luynes, « aucune autre cause de mort que les parties desséchées et le cœur flétri. »

Telles sont les constatations brutales de la science ; mais on peut y voir aussi le symbole de la vie du Prince. L'hypocondrie, cette tare mystérieuse commune à tous les descendans de l'adultère royal, pesa sur son existence, faussant les ressorts d'une nature, à certains égards, point vulgaire.

Si Louis d'Orléans, digne successeur des « Messieurs de Port-Royal, » ne sut faire figure de prince, du moins, fut-il, pleinement, ce qu'avait prédit le Régent, son père : un honnête homme.

G. du Boscq de Beaumont — M. Bernos.

LA CAMPAGNE COLONIALE DES ALLIÉS

EN 1914 ET 1915

I

Le 1er juillet 1896, le duc de Broglie publiait dans la *Revue des Deux Mondes* un article intitulé : « Vingt-cinq ans après, » et qui eut un grand retentissement. « La perte de nos deux provinces, écrivait-il, n'est point un de ces sacrifices d'orgueil ou de sentiment dont, après quelques paroles d'oraison funèbre, on puisse se consoler ou se distraire : c'est une infirmité calculée d'avance par nos vainqueurs, parfaitement connue de tous nos rivaux et destinée à affaiblir, même en temps de paix et dans les relations ordinaires, toute notre action politique. » Il ajoutait, en parlant toujours des conséquences malheureuses pour la France de la guerre de 1870 : « Contre les abus de la force qui passent une certaine mesure, s'élève non seulement du fond des cœurs, mais du sol lui-même, une protestation qui, même silencieuse, finit, si elle persiste, par se faire entendre. » Se retournant alors vers les partisans des aspirations coloniales, il disait : « Quel est le principal reproche que nous faisions à cette éclosion soudaine d'aspirations coloniales? Notre crainte était de voir la France se laisser entraîner à disséminer sur des points, épars et éloignés, du monde les forces et les ressources de toute nature qu'un intérêt supérieur lui faisait la loi de concentrer sur un seul et de rassembler en elle-même. »

D'autre part, tout le monde savait que M. de Bismarck favorisait les tendances colonisatrices des Français. Il avait ses

raisons pour cela. Certains, dont était le duc de Broglie, faisaient remarquer avec raison que M. de Bismarck n'était peut-être pas le conseiller le plus désintéressé pour déterminer l'emploi des forces militaires de la France.

Je ne rappellerai pas autrement les idées que le duc de Broglie exprimait dans cette circonstance. Quelques-unes de ses craintes se sont réalisées. D'autres, au contraire, n'ont pas été ratifiées par les événemens. Aujourd'hui, son patriotisme se réjouirait de ce que l'expansion coloniale ait, en fait, donné à son pays des occasions précieuses d'entretenir sa flamme guerrière. Que de bons soldats, et de vaillans officiers, et de chefs incomparables ses colonies ont donnés à la France !

Cependant, vers 1896, de longues discussions avaient pour objet l'utilité de la politique coloniale. Le duc de Broglie remarquait, au sujet de l'Algérie, qu'après plus de soixante ans, elle ne rapportait encore rien à la France, et il ajoutait : « Les plus satisfaits ne peuvent prétendre même à prévoir le jour où on pourra tirer de nos possessions nouvelles soit une recrue pour notre armée, soit une recette pour notre budget. » En ce qui concerne l'armée, l'illustre écrivain serait heureux, en parcourant aujourd'hui le front de bataille anglo-français, de constater la présence dans nos rangs de représentans nombreux et d'une valeur incontestée des régions africaines. Longtemps elles retinrent, pour compléter leur soumission, des contingens d'Europe ; maintenant, Algériens, Tunisiens, Marocains sont avec nous pour faire face à l'ennemi séculaire de la France. Quant aux réserves alimentaires et autres dont les colonies apportent vers nos rivages l'appoint très précieux, ceux-là pourraient en détailler l'importance qui ont la lourde charge de prévoir les lendemains encore nombreux dont est faite cette guerre.

Aujourd'hui que la politique coloniale est pratiquée par tous les grands peuples, et même par quelques-uns des plus petits, ces discussions n'auraient pas d'objet. Mais il faut les rappeler en se plaçant à une époque où la France innovait en cette vaste matière.

Si, après 1870, désireuse de détourner les regards français d'une frontière mutilée, l'Allemagne applaudissait à l'expansion de la France vers des contrées lointaines, elle ne tarda pas à se rendre compte de l'intérêt qu'elle avait elle-même à suivre la même politique. Dès 1883 et 1884, le nouvel Empire, sentant

sa fortune incroyable prendre un nouvel essor, voulut amorcer son développement colonial. Voici trente années, l'Allemagne entrait dans cette voie sur toute la côte du Sud-Ouest africain et spécialement à Lüderitzbucht. Adroitement disséminés en des endroits bien choisis et sans rapports apparens les uns avec les autres, des comptoirs commerciaux s'ouvrirent au Togo, au Cameroun, sur la côte orientale d'Afrique, face à Zanzibar, en Nouvelle-Guinée et enfin aux îles Marschall, en Océanie. On eût dit les prémices d'une monstrueuse toile d'araignée, où apparaissaient les points de raccord entre des entreprises futures. C'est dans les mailles de ce vaste filet que l'Allemagne a trébuché. Rappelons-nous, en effet, l'arrière-pensée du Kaiser, lorsque, dès les premiers jours du mois d'août 1914, le chancelier, croyant pouvoir régler un partage amiable avec l'Angleterre, promettait à l'ambassadeur britannique à Berlin de respecter l'intégrité territoriale française seulement en Europe. Ainsi donc, à part ce qu'elle nommait d'un euphémisme fourbe des rectifications de frontières, l'Allemagne voulait alors s'emparer surtout du domaine colonial de la France.

Tous ces comptoirs, aux apparences exclusivement mercantiles, constituaient déjà autant de centres allemands, bien modestes, semblait-il, mais dont l'avenir dépassa certainement l'espoir de leurs fondateurs.

Une Société d'outre-Rhin, la *Deutsche Kolonialgesellschaft*, s'efforça d'intensifier le mouvement qui naissait. Dans la Métropole, elle multiplia les démarches publiques et privées, afin d'attirer les sympathies aux questions d'outre-mer. Elle fit naître des syndicats financiers, lança des colonnes de prospecteurs. Se retournant alors vers l'Afrique, elle secoua la torpeur de certains négocians, provoqua la convoitise des mercantis en plaçant sous leurs yeux des rapports de savans dont la conclusion affirmait toujours l'existence en tels et tels endroits de richesses incalculables qui n'attendaient que des mains pour les prendre.

Quatorze ans après, placée en face du chemin parcouru, la *Deutsche Kolonialgesellschaft* se disait peut-être que les résultats de ses efforts étaient bien médiocres. Mais ce fut alors, une fois de plus, l'occasion pour la vertu de ténacité de montrer sa valeur, et les Allemands sont opiniâtrément tenaces. Le produit de quinze années laborieuses était, disons-nous, presque

nul. Telle était du moins l'apparence aux yeux des Allemands comme aux nôtres. En réalité, cependant, ils avaient acquis des résultats riches d'un avenir insoupçonné.

En 1898 apparurent les premiers épis de ces longues semailles. Le 6 mars de cette année, l'Allemagne obtenait en Chine une concession importante. Ici même, M. Daniel Bellet publiait, le 1er mars dernier, l'histoire de Tsing-Tao. Je n'y reviendrai donc pas, me contentant de noter, pour l'utilité des pages qui suivront, cette date et la cession à bail faite au gouvernement de Berlin de tout le territoire adjacent à la baie de Kiaou-Tchéou. L'Allemagne avait réalisé en Chine sa première ambition exotique.

Après Kiaou-Tchéou, acquis le 6 mars 1898, l'année 1899 voyait les îles Mariannes et Carolines passer des mains de l'Espagne dans celles des Allemands. L'Angleterre et les États-Unis, cette même année, acceptaient la domination germanique sur la plus grande partie des îles Samoa.

En 1904 et 1905, les espérances de l'Allemagne connurent des jours remplis d'anxiété. Dans l'Afrique du Sud-Ouest et en Afrique orientale, un souffle de révolte passa sur les populations indigènes. Des heures sanglantes marquèrent cette époque dont la propagande coloniale allemande eut d'ailleurs raison, après avoir surmonté les plus grandes difficultés.

A partir de l'année 1906, sous la puissante impulsion d'un homme cher à Guillaume II, l'Allemagne doubla les étapes dans la voie nouvelle ouverte à ses prétentions. M. Dernburg, doué d'un esprit audacieux et dénué de scrupules, pratiqua résolument une politique réaliste, étiquetée d'un mot nouveau : « Zielbewusst. »

A partir de 1907 et pendant les années suivantes, l'Allemagne se lança dans la construction des voies ferrées. Le rail germanique se glissa partout. L'ingénieur devança le métallurgiste, suivi lui-même de l'exportateur préparant les bases de comptoirs nouveaux, dont le nombre ne cessa d'aller croissant. Dans la Métropole, les sociétés coloniales se fondèrent. Ce fut la ruée des hommes allemands et de l'argent allemand à la conquête du monde.

Parallèlement à ces efforts, différens, mais concertés, la marine marchande et la flotte de guerre devenaient l'objet des soins toujours plus attentifs du gouvernement.

Une Compagnie maritime dont le pavillon allait couvrir les mers, la *Hamburg Amerika*, sous l'impulsion de cet autre ami du Kaiser, M. Ballin, comptait bientôt 450 vapeurs dont 200 paquebots jaugeant un total de 1 400 000 tonneaux. Ainsi, cette Compagnie avait un tonnage dépassant de 33,3 pour 100 la flotte à vapeur de la France entière. C'était un capital d'un milliard placé sous une seule firme allemande. Grâce à une politique intérieure habile, la *Hamburg Amerika* écartait toute concurrence. M. Ballin s'entendait avec ses rivaux de Brême et la *Norddeutscher Lloyd company*. Dès lors, en face des steamers géans de l'Allemagne, seuls pouvaient disputer la suprématie deux navires anglais, le *Mauretania* et le *Lusitania*. Voilà qui éclaire d'un jour singulier le drame récent dont la honte couvrira à jamais les couleurs de l'Allemagne.

Désormais, munie d'un puissant moyen de transport, l'action coloniale allemande réclamait encore l'appui d'une marine de guerre. Tous savent comment Kiel devint pour nos ennemis l'objet de ces soins qui, en peu d'années, mirent l'Allemagne à la tête d'une capacité navale formidable.

Ainsi le pays qui, en 1883, possédait en tout quelques comptoirs commerciaux disséminés dans le monde, détenait, à peine trente années plus tard, des possessions d'outre-mer couvrant une superficie de 2 950 000 kilomètres carrés. Son pouvoir s'exerçait sur une population d'autochtones se chiffrant à 11 780 000 habitans, dont il faudrait seulement déduire 24 500 Européens. Le nombre de ces derniers avait, d'ailleurs, triplé en l'espace de dix années.

Entre toutes ces possessions d'outre-mer, la plus puissante, sous le rapport de la population, était l'Afrique orientale. Elle est en effet peuplée de 7 500 000 habitans. Puis, vient le Cameroun avec 2 537 000 indigènes. Puis, le Togo, comptant 1 million d'autochtones. Ensuite, l'Afrique du Sud-Ouest, avec à peine 91 000 indigènes pour 835 000 kilomètres carrés. Enfin, suivant l'ordre de décroissance, la Nouvelle-Guinée avec 600 000 habitans, Samoa avec 33 000 et Tsing-Tao avec 60 500.

Avant de montrer en détail comment l'Allemagne a perdu un aussi vaste domaine colonial, quelques précisions sont encore nécessaires. Nous en apprécierons mieux l'importance de nos victoires exotiques.

Dans l'Afrique du Sud-Ouest, le nombre des fermiers, d'après

le dernier recensement, était de 1 245. Leurs propriétés couvraient 13 millions d'hectares peuplés par 142 000 têtes de gros bétail et 631 000 de petit bétail, dont surtout des moutons à laine.

Dans toute cette région, l'Afrique du Sud-Ouest est la seule contrée offrant aux Européens un climat tempéré et favorable à la colonisation. Les autres possessions allemandes sont situées dans la zone tropicale.

En 1904, l'Allemagne possédait en Afrique 479 kilomètres ferrés. La France en avait alors 5 000 en exploitation. Neuf ans plus tard, en 1913, les Allemands exploitent dans les même régions 4 176 kilomètres de chemins de fer contre 7 600 dans les colonies françaises. Ainsi, le réseau colonial allemand augmentait de neuf fois sa valeur initiale. Le réseau français d'outre-mer ne s'accroissait dans le même temps que d'un tiers.

Les efforts de la *Deutsche Kolonialgesellschaft* avaient donc abouti. La persévérance teutonne, une fois de plus, était victorieuse.

Au point de vue financier, que représentait ce domaine colonial? La *Koloniale Rundschau* de mars 1914 nous renseigne à ce sujet. 300 millions de marks ont été engagés par l'État en construction de chemins de fer. Ils étaient réalisés ou à la veille de l'être quand éclata le coup de tonnerre du mois d'août 1914.

Les emprunts coloniaux à la date de juin 1914 représentaient un total de 308 646 000 francs.

Les entreprises privées, l'Annuaire colonial de Heyd pour 1913 nous l'indique, représentaient nominalement 463 000 000, dont 352 275 000 pour les sociétés allemandes seules.

Il faudrait y ajouter la valeur des compagnies de navigation et de la Société de transport fluvial *Kamerun schifffahrt Gesellschaft*, au capital de 2 millions et demi de francs.

Les compagnies de chemin de fer avaient immobilisé 127 000 000 marks, dont 75 000 000 pour la *Shantung-Eisenbahn-Gesellschaft*. Cette voie touche à Tsing-Tao.

Le capital des sociétés agricoles valait 90 000 000 marks. Les associations commerciales en représentaient 30 000 000. Les groupes miniers 60 250 000. Les entreprises mixtes et diverses 138 750 000, toutes allemandes, sauf deux ou trois sociétés anglaises. Enfin, les banques coloniales avaient engagé

11 250 000 marks de capitaux. Il s'agit ici du capital nominal; mais, les cours des Bourses ont donné une plus-value énorme à tous ces fonds publics, même si on tient compte de la régression subie par les cours des principales valeurs à la suite de spéculations qui mirent en danger une partie de l'épargne allemande.

La plupart de ces entreprises étaient jeunes. Pour beaucoup d'entre elles, l'avenir s'annonçait très beau. En effet, leurs propriétés agricoles, d'élevage ou minières, étaient à peine mises en valeur. Leur accroissement paraissait certain.

En 1912, les importations donnèrent un total de 322 016 000 marks, — les exportations 251 338 000, — et le commerce total 573 354 000.

Bref, le commerce extérieur total des colonies allemandes, en 1912, dépasse sensiblement le demi-milliard. Il était, ainsi, deux fois et demi supérieur à celui de 1905.

D'après le directeur de la *Deutsche bank*, les échanges commerciaux de l'Allemagne avec ses colonies se montait à 127 millions en 1914 contre 13 750 000 en 1898.

Ces chiffres se suffisent à eux-mêmes. Les accompagner de commentaires ne pourrait que diminuer l'impression qu'ils produisent.

*
* *

Devant de semblables résultats, obtenus en si peu de temps, on se demande où se serait arrêté le développement colonial germanique. La question devient plus angoissante encore si l'on songe aux prétentions qui ont été révélées dès les premiers jours du mois d'août 1914. Il résulte des déclarations officielles du gouvernement de Berlin que les projets extravagans des pangermanistes ont été encore dépassés par ceux du pouvoir officiel. Au temps des vains espoirs pacifistes, on traitait de billevesées les conséquences pourtant inévitables de cette *Weltpolitik;* mais, en fait, toute l'Allemagne était convaincue qu'elle avait droit à la suprême hégémonie du monde. C'est ce qu'il ne faut pas oublier, pour bien comprendre à quels dangers nous fûmes tous exposés et l'avenir sombre dont la guerre actuelle, malgré toutes ses douleurs, nous a sauvés.

D'ailleurs, cette politique d'absorption avait réalisé déjà une partie de son vaste programme : le *Bagdadbahn* suffirait à

nous en convaincre. Même en dehors de son domaine, l'Allemagne était occupée à s'assurer la possession d'Haïdar-Pacha jusqu'au golfe Persique. Elle ne demandait plus que trois ans pour inaugurer son grand chemin de fer de conquête, tout au moins jusqu'à Bagdad. Ainsi, le réseau français de Syrie était menacé. Le port d'Alexandrette en voie d'équipement devait, aux mains de l'Allemagne, lui assurer une prépondérance économique et politique sur la partie centrale de la Turquie d'Asie, du Bosphore au golfe Persique. Le canal de Suez était dès lors mis en danger, par une concurrence prochaine, tandis que les chemins de fer russes projetés en Perse se trouvaient déjà en face d'une lutte préparée grâce à l'embranchement allemand qui devait réunir Bagdad à Khanekin.

Enfin, les projets des Allemands auront été suffisamment mis en évidence quand nous aurons rappelé leurs convoitises sur l'Afrique équatoriale et centrale. Du golfe de Guinée à l'océan Indien, l'Allemagne avait la secrète pensée d'absorber toutes ces terres sur lesquelles flottent les pavillons français, belge et portugais.

Depuis le 4 novembre 1911, le Cameroun était en contact avec le Congo belge par la Sanga et la Lobaye. Le Gabon, le Moyen-Congo et le Congo belge devaient, suivant les projets de cette *Weltpolitik*, servir de trait d'union entre le Cameroun et l'Afrique orientale.

Voilà à grands traits ce que l'Allemagne s'était acquis dans les terres étrangères. Voilà ce qu'elle voulait encore s'approprier, sans oublier ses prétentions sur le domaine de la France dans l'Afrique du Nord.

Tandis que sur deux lignes dont l'immensité confond la pensée coule le sang des meilleurs d'entre nous, il est utile de montrer où nous en sommes sur le front colonial après plus d'une année de guerre. Cette tragédie universelle ignore les limites de son théâtre. Le monde entier sert de terrain au grand débat dont l'avenir attend la solution. Sans doute, elle est lente à se produire, mais le temps convient à tout ce qui est grand et doit être durable. Cependant, pour calmer les impatiens, il doit être bon de connaître les succès que les Alliés ont réalisés par delà les mers. Exposer en détail les pertes de l'Allemagne et nos gains, — la différence en est ainsi doublée, — tel est notre but.

*
* *

Lorsqu'on regarde une carte planisphère descendant du Septentrion vers l'Orient, les possessions allemandes apparaissent ainsi successivement. Le Togo auquel fait suite le Kameroun, puis l'Ouest africain allemand. Remontant ensuite du Sud vers le Nord, mais en inclinant à l'Est cette fois, les yeux rencontrent l'Est africain. Ce sont les principales possessions coloniales de l'Allemagne. Il faudrait encore citer la Terre de l'empereur Guillaume, la Nouvelle-Guinée et les îles Samoa. Enfin, personne n'oubliera Kiaou-Tchéou, car il y fut remporté un des premiers grands succès contre l'Allemagne depuis le début de la guerre.

De tout cela, que détient encore l'Allemagne et dans quelles conditions lui furent ravis ces territoires?

En ce qui concerne les rapports des colonies avec la Métropole, on pourrait répondre que des terres exotiques allemandes il n'est rien resté dès le jour où la flotte anglaise a détruit dans la bataille des îles Falkland ceux des cuirassés du Kaiser qui couraient encore le monde. Depuis le 8 décembre 1914 au soir, l'empire des Hohenzollern est coupé de ses colonies désormais sans valeur militaire pour lui dans la lutte mondiale où nous sommes engagés. Voilà le résultat négatif. Un autre est positif : ce sont les acquisitions nouvelles au profit des Alliés.

*
* *

Nous voudrions examiner le sort réservé par les combats aux différentes colonies de nos ennemis en suivant autant que possible l'ordre chronologique, mis d'accord avec la valeur des nouveaux territoires conquis.

LE TOGO

Le Togo couvre une surface de 87 200 kilomètres carrés. Il affecte une forme très allongée du Nord au Sud. Ses deux frontières orientale et septentrionale sont distantes de 525 kilomètres, tandis qu'au contraire une moyenne de 200 kilomètres séparent à peine ses limites Ouest de celles de l'Est. Ce sont là des détails utiles à retenir quand on étudie une campagne

militaire dont ces régions ont été à la fois le théâtre et l'objet.

Au milieu d'une population indigène d'environ 1 million il y avait 363 blancs dont 327 Allemands. Parmi les 8 cercles administratifs partageant cette terre, celui de Mangu, avec 225000 habitans, était le plus peuplé.

Sans revenir sur ce que j'ai déjà dit du commerce de l'Allemagne avec ses colonies, il importe tout au moins de rappeler qu'en 1911, 327 bateaux d'un tonnage global de 577000 tonneaux entrèrent et sortirent des ports côtiers du Togo.

La question des voies ferrées, si importante quand il s'agit d'une action militaire, ne se pose pas avec la même gravité sur le terrain colonial de cette guerre dont le monde lui-même marque les bornes. Toutefois, dans maintes circonstances, la possession du rail valut à l'un des adversaires, pendant la campagne du Togo, de grands avantages. Aussi, avant d'entrer dans les détails, crois-je utile de situer nettement les trois chemins de fer construits par les Allemands au Togo.

L'un va de Lome vers Anecho. Cette ligne côtière mesure 45 kilomètres, en desservant successivement Bagida, Porto Seguro et Kpeme. Elle a un écartement de voie d'un mètre et fut construite en 1905.

Lome, capitale du pays, est encore réuni par le rail à Agome-Palime. Par rapport à la côte, elle s'enfonce dans les terres en obliquant à l'Ouest vers la frontière anglaise du Gold Coast. Quoique mesurant 123 kilomètres, son rôle fut secondaire au cours des opérations militaires de 1914. Sa construction date de 1907.

Au contraire, la voie, terminée en 1911, qui de Lome, tête de ligne des chemins de fer du Togo, monte droit au Nord et par delà 163 kilomètres atteint Atakpame a rendu des services importans tour à tour à l'ennemi et aux nôtres.

Depuis le mois de juillet 1884 où Nachtigall après quelques combats avec les indigènes planta les couleurs allemandes sur cette terre nouvelle, la politique de Berlin ne fut jamais inactive. Une fois encore nous en trouvons une des manifestations les plus habituelles dans la construction énergique des chemins de fer dont l'intérêt stratégique comptait à l'égal des avantages économiques. D'ailleurs, guerre et commerce ne sont-ils pas tout pour ce gouvernement dont les arrière-pensées ne cessent d'être révélées chaque jour plus profondément?

Sur la côte, le climat moyen varie peu autour de 26 degrés. A l'intérieur, la température est en général de 3 degrés inférieure à celle du rivage maritime.

Les chemins de fer et le climat sont les deux grands facteurs à considérer dans une entreprise militaire de ce genre. Ce sont des élémens d'un ordre général. Suivant les régions successivement visées, l'orographie, l'hydrographie surtout deviennent prépondérantes.

Le réseau télégraphique du Togo était développé. Mais les cinquantaines de kilomètres de fil et les 18 bureaux de postes, dont 4 téléphoniques, répartis sur tout le territoire, sont d'un intérêt secondaire dans cette campagne. Certes, on a utilisé les lignes télégraphiques et téléphoniques, mais leur destruction rapide, et l'appoint des services établis pour les besoins immédiats, font que le réseau normal fut, en fait, d'une importance relative dans tout ceci.

Les troupes françaises et britanniques étant intervenues ici, il semblerait qu'*a priori* il faudrait exposer la situation des deux frontières Est et Ouest. Par l'Ouest, en effet, l'offensive pouvait être menée à l'aide des contingens du Gold Coast. De l'Est, l'action des troupes françaises trouvait un vaste champ le long d'une frontière difficile à garder. Cependant, ainsi qu'il apparaîtra au cours de l'exposé détaillé des opérations, l'action fut surtout conduite suivant une direction Sud ou Nord et la base des Alliés se trouva en grande partie confondue avec le littoral togolandais.

A première vue, voulant s'emparer de ce territoire ennemi, les Alliés devaient viser la capitale, quelques localités principales et surtout le réseau ferré. L'essentiel de cette campagne fut représenté par la prise d'une station en apparence bien modeste, Kamina, située à 10 kilomètres du Dahomey, et non loin de la rive gauche de l'Ogu, un des principaux affluens du Mona, qui, plus bas, vers le Sud, trace la frontière du Togo et du Dahomey. Kamina se trouve à deux cents kilomètres environ de la côte et au Nord-Est d'Atakpame, centre important du Togo.

Il existe deux moyens pour se rendre de la côte à Kamina : la route et la voie ferrée. En certains points, la route et le rail sont contigus; en d'autres, ils divergent considérablement. Le pays traversé est marécageux, et il était couvert, à l'époque où se

déroulaient ces événemens, d'une herbe haute et fournie, d'une brousse peu élevée, mais presque toujours très épaisse. Aussi, maintenir la liaison entre des colonnes qui opéraient le long de la voie et des troupes qui agissaient le long de la route, puis les faire concourir à une action d'ensemble était un problème difficile sinon parfois même complètement impossible à résoudre d'une manière satisfaisante. On se trouve dans le cas d'une colonne utilisant pour s'avancer deux défilés étroits et continus, fréquemment séparés l'un de l'autre. Grâce au chemin de fer et à son matériel roulant, l'adversaire pouvait se trouver un jour à 50 kilomètres des Alliés et, la nuit suivante, faire irruption au milieu d'eux. Ils n'étaient pas pour cela encombrés par les embarras du portage et pouvaient être d'une extrême mobilité. La colonne expéditionnaire, au contraire, ne pouvait jamais marcher plus vite que son convoi, sans être obligée de s'arrêter pour le réorganiser.

Ainsi que l'a démontré dans son rapport le lieutenant-colonel anglais Bryant, chef de l'expédition, chasser d'une forte position soigneusement mise en état de défense, un adversaire bien armé, constituait une tâche extrêmement ardue, et qui exigeait des commandans de compagnie un jugement clair, beaucoup d'esprit d'initiative et de décision, en même temps que, de la part de tous, officiers et soldats, un très bel exemple de courage et de fermeté.

Il est à noter aussi que, pour la première fois, les troupes de l'Afrique occidentale étaient ainsi mises en présence d'un ennemi muni d'un armement moderne. L'officier anglais ajoutait cette réflexion, qui se rattache au début de notre exposé, que ce serait folie de penser jamais, suivant lui, qu'on pût opposer des troupes noires de l'Afrique occidentale à une armée européenne. La guerre en Europe a prouvé que, dans d'autres parties de leur empire colonial, l'Angleterre et la France ont pu trouver des auxiliaires aussi précieux par leur courage que par un dévouement absolu.

Nous l'avons dit, la côte constitua la base principale de notre offensive. Si Kamina n'avait ni par elle-même, ni par sa situation stratégique, aucune valeur, quelle fut donc la cause de son importance subite dès la déclaration de la guerre? Ici, nous retrouvons la politique allemande dans une de ses manifestations bien connues. Procéder secrètement, grâce à des moyens

d'ailleurs souvent illicites; s'assurer quelque avantage, fût-il médiocre, mais quand même utile, telle est sa ligne de conduite, s'agît-il de questions primordiales ou d'affaires de détail.

Il y avait à Kamina un poste de télégraphie sans fil de très grande puissance. L'existence de ce poste était connue du gouvernement des deux colonies voisines, mais on ignorait encore l'endroit exact où il se trouvait. Si l'on s'en étonne, nous répondrons en rappelant ce que tous connaissent de l'avant-guerre et ce que chaque jour nous apprend encore. Ici, à tout bien considérer, les Allemands étaient chez eux et l'absence d'agent consulaire au Togo explique en partie l'ignorance d'un fait dont l'intérêt ressort aux yeux de tous. La guerre de course pratiquée au début par l'Allemagne contre les pavillons alliés eût-elle été aussi nuisible qu'elle l'a été à notre cause sans toutes ces stations de télégraphie sans fil disséminées çà et là à l'insu de tous? Voilà pourquoi, dans la campagne du Togo, Kamina concentra le maximum de nos efforts. Voilà aussi comment, Kamina et ses défenseurs étant tombés en notre pouvoir, cela mit pratiquement fin à notre expédition et fut suivi d'une capitulation complète.

Mais, avant d'en arriver aux premiers actes d'hostilité entre les deux partis, il importe, dans un ordre d'idées générales autant qu'au point de vue du fait immédiat, de rappeler une démarche bien déconcertante de la part des Allemands. Eux qui n'ont respecté aucun traité, essayèrent d'abord d'obtenir de nous la neutralisation réciproque, en ce qui concerne le Togo spécialement, des trois terres limitrophes, anglaise, allemande et française. Le but qu'ils se proposaient était sans doute de préserver leur colonie du sort inéluctable qui lui était réservé par l'effort commun des Anglais unis aux Français. Mais surtout, sachant ou croyant inconnue l'existence du grand poste de télégraphie sans fil à Kamina, le gouverneur allemand espérait non pas sauver le Togo, mais garder un précieux moyen d'information, doublement rare, puisqu'il était à la fois ignoré de l'adversaire et doué d'un rayon d'action considérable. En conséquence, le 3 août 1914, le gouverneur de l'Afrique occidentale française recevait du gouverneur intérimaire du Togo, M. von Doering, l'offre de maintenir dans la neutralité pendant toute la durée de la guerre les colonies françaises voisines du Togo, ainsi que celui-ci. La même proposition avait été faite au gouverneur

anglais du Gold Coast. Ainsi, le représentant du gouvernement ennemi espérait s'assurer, à l'Est et à l'Ouest, la plus grande tranquillité.

Ces offres furent repoussées de part et d'autre. Le 7 août, en effet, le Département des Colonies câblait au gouverneur, M. Ponty, qu'il fallait agir immédiatement, s'engager à fond et occuper la plus grande partie possible du territoire ennemi. Les instructions reçues ajoutaient qu'on devait marcher d'accord avec les Anglais. Dès ce moment, dans la pensée des dirigeans responsables, le Togo devait donc être l'objet d'opérations conjuguées venant de l'Ouest, menées par les Anglais occupant le Gold Coast et partant de l'Est, conduites par les Français s'appuyant sur la frontière du Dahomey.

Ces actions militaires ont duré du 7 au 28 août 1914.

Le plan de mobilisation des réserves militaires du Dahomey pour 1913, applicable en 1914, assurait le maintien dans la colonie des troupes qui y sont stationnées en temps de paix.

Le commandant militaire du Dahomey, le vaillant et avisé chef de bataillon Maroix, avait reçu des ordres qui prévoyaient deux alternatives. La mer pourrait être considérée comme libre, et, alors, le transport des troupes du Dahomey dans le Bas-Sénégal était prévu ; — ou bien la voie maritime ne serait pas sûre, et, dans ce cas, on maintiendrait les troupes dans la colonie en leur assignant comme objectif une action offensive contre le Togo.

On était aux premiers jours d'août 1914.

En dehors du poste de télégraphie sans fil dont nous avons parlé, un autre poste d'importance beaucoup moindre, se trouvait à Toglelekoje. Son existence dans le voisinage relatif de Kamina avait-elle pour but d'enlever tout soupçon quant au poste principal? Nous l'ignorons. Le gouverneur allemand détruisit, d'ailleurs, cette station avant de se retirer avec ses troupes à Kamina.

Mise au courant de ces faits, l'autorité française décida de s'emparer de eette place. Tel devait être du moins un des objectifs de son action. En fait, ce projet ne pouvait être réalisé immédiatement, quoique le point visé se trouvât peu éloigné de la frontière du Dahomey.

Alors, le commandant en chef n'avait prévu qu'une attaque contre Lome. Les raisons de cette tactique sont mul-

tiples. L'examen de la carte nous les livre. Lome était le centre du pays. A ce titre, son occupation devait comporter une signification morale particulière. C'était, nous l'avons dit, la tête de ligne des trois chemins de fer du pays. En plus de ce moyen d'invasion de la colonie dont il convenait, vu nos projets, de pouvoir disposer, Lome possédait encore un port muni d'un bon wharf. Or, les Alliés se proposaient de transporter des troupes par voie maritime. Ainsi pour les Anglais surtout venant de la Côte d'Or, parce qu'ils allaient amener des contingens par mer, Lome prenait une importance toute spéciale. Et voilà comment, pour atteindre l'ennemi dans son dernier repaire, Kamina, l'offensive dominante, qui, suivant un tracé simpliste, devait partir, tout au moins en ce qui concerne l'action des Français, de la frontière immédiate du Dahomey, s'appuya en réalité sur la côte, et principalement sur Lome. Une fois occupée, ce qui se réalisa sans coup férir, Lome devint la base d'une opération militaire menée désormais suivant une direction générale Sud-Nord. Je me hâte d'ajouter que, en dehors de cette opération d'autres secondaires furent conduites, en partant du Nord vers le Sud et de l'Est vers l'Ouest.

La conséquence naturelle de ces intentions, dès la période des difficultés diplomatiques, fut que la majorité des forces du Dahomey furent concentrées à Cotonou, au bord de l'Océan.

Sur ces entrefaites, l'Angleterre prit un parti et se rangea à nos côtés. Dès lors, l'effort combiné des deux Puissances présentait des éventualités stratégiques que, d'abord, on n'avait pas envisagées. Des conférences eurent lieu entre le gouverneur français et le représentant de l'Angleterre dans le Gold Coast.

La campagne du Togo, qui devait se terminer le 28 août par la chute de cette colonie entre les mains des Alliés, fut très courte. Elle ne dura guère, en effet, que trois semaines. La conclusion en fut une victoire entière.

Des colonnes sont formées. Venant de points différens, elles se relient entre elles par l'unité du but. De l'Est, les troupes françaises, partant du Dahomey, prononcent immédiatement une attaque décidée. De l'Ouest, les contingens anglais de la Côte d'Or s'ébranlent à leur tour.

Avant d'exposer en détail les faits qui se déroulèrent pendant ces quelques jours, il est utile de faire deux remarques. D'abord, en comparaison des effectifs innombrables qui sont

engagés dans les batailles dont l'Europe est le théâtre, le nombre des combattans dans ces opérations coloniales paraîtra minuscule. Il pourrait en résulter dans l'esprit du public une appréciation inexacte de l'importance de cette campagne, en même temps qu'une idée injuste du courage et de la valeur qui y ont été dépensées. Mais ce sera répondre à toutes les critiques que de rappeler dans quelles conditions se sont passées ces luttes.

La grande distance où l'on est de l'Europe rend difficile et parfois incertain le ravitaillement indispensable à une offensive déterminée. A cette époque, en effet, les mers n'étaient pas encore libres de toute menace allemande. Et puis, la guerre sous-marine, dont le rayon va croissant chaque jour, ne reste pas sans influence sur la suite de nos affaires d'outre-mer. Elle impose des précautions qui n'activent pas le voyage de nos courriers. Ainsi la distance se trouve accrue des difficultés inhérentes à l'état de guerre. Dans le continent africain, nos soldats se butent aux lenteurs considérables du ravitaillement par voie de terre. Quelques tonnes de munitions rendent nécessaire la levée de porteurs, dont l'organisation n'est pas affaire d'un jour. Les bien mener à travers ces forêts sans percée, exposés aux menaces de l'ennemi, qui connaît les chemins, constitue un danger très grave. Enfin, la nocivité du climat, les périls propres aux régions tropicales, les trajets de plusieurs centaines de kilomètres, augmentés encore par l'absence de moyens de transport rapide, sont des inconvéniens qui, joints à ceux qui résultent de la parfaite préparation allemande, donnent à ces expéditions un caractère très sérieux indépendamment des effectifs engagés.

*
* *

Avant toute autre chose, demandons-nous quelles étaient les forces en présence ?

Là-bas comme ici, on était inexactement renseigné sur les ressources en hommes et en munitions de nos ennemis. En ce qui concerne le Togo, notre manque d'information s'explique. La France n'y possédait point d'agent officiel. Toutefois, à s'en tenir aux indications que le commandement français avait en juillet 1914, les forces allemandes dans cette partie de l'Afrique semblaient être de 2 officiers, 6 gradés européens et 560 indigènes sans grande instruction militaire.

La destination de ces hommes ne semblait avoir jamais été qu'une action de police régionale dans les différens postes de la colonie.

Cependant, non loin de la Côte d'Or, à Lome, on signalait un groupement important. Il ne comptait pas moins de 144 fusils.

Tels étaient les élémens militaires allemands au Togo, — du moins le pensait-on; mais, en réalité, ces effectifs étaient supérieurs. Ils se composaient de plus de 1 000 hommes disposant de trois mitrailleuses Maxim. Malgré cette supériorité numérique, le gouverneur von Doering eût préféré garder une neutralité qu'il avait négociée sans succès, au dernier moment. Il avait, en effet, à Kamina, la meilleure des raisons pour lui faire éviter les risques d'un échec : les crépitemens de la mousqueterie devaient troubler d'autres crépitemens dont ne cessaient d'être entourées les antennes du grand poste de télégraphie sans fil.

D'autre part, quels étaient les moyens militaires des Anglais ?

Ils amenèrent du *Gold Coast* 2 compagnies, qui furent ensuite renforcées par deux autres, armées de trois canons.

Le lieutenant-colonel britannique Bryant prit le commandement de ces unités, qui ne dépassaient pas 120 hommes par compagnie. A cette colonne principale s'ajoutèrent des équipes de service et 800 porteurs. Ultérieurement, après l'affaire de Chra, 3 compagnies, qui étaient concentrées sur le Volta, à la frontière anglaise près de Kete-Kratschi, reçurent l'ordre de rallier le gros des troupes à Lome, où elles arrivèrent en partie à pied, puis par voie ferrée. De Lome, ces renforts eurent comme objectif de gagner Atakpame, où les conduisait le chemin de fer. Enfin, deux autres compagnies anglaises arriveront de la Nigeria. Notons, afin d'apprécier exactement les faits, que ces 5 dernières compagnies, à cause des circonstances, ne prirent part à aucune action. Quant aux Français, sous la direction du commandant Maroix, ils disposaient, dès le 7 août, c'est-à-dire au moment de l'ouverture des hostilités, des forces suivantes. D'abord, la brigade (1) indigène du Dahomey. Secondement, la brigade de marche, venant de la Côte d'Ivoire pour réprimer l'insurrection Holli. Troisièmement, une brigade de

(1) Brigade, dans le sens qui lui est donné aux colonies, est l'équivalent du terme compagnie, employé dans les armées métropolitaines.

tirailleurs réservistes rappelés à la mobilisation. Quatrièmement, une section d'artillerie munie de pièces de 80 millimètres. Cinquièmement, une compagnie du territoire militaire du Niger groupée à Goya. Sixièmement, une brigade Mossi, avec 300 goumiers venant de Fada N'Gourma. Ces deux dernières unités n'intervinrent pas dans les hostilités, à cause de leur éloignement du théâtre des opérations. Toutefois, la brigade Mossi prêta un appui indirect en occupant la région Nord du Togo.

Au total, le commandant Maroix a pu utiliser 3 brigades et demie, et une section d'artillerie, l'autre demi-brigade tenant le pays Holli.

En plus des Européens, il y avait 200 indigènes, un peloton de la brigade indigène du Dahomey, un autre groupe de 100 indigènes, une colonne de 350 porteurs, y compris les 160 de la section d'artillerie.

Quant aux services de l'arrière, sous la direction du chef de poste de Tchetti, assisté de 6 gardes-frontières, il comportait une dizaine de malingres et 6 partisans. A cet ensemble fut ajouté, dans la suite, un adjoint et 16 gardes de cercle.

Enfin, une formation sanitaire était organisée à Savalou.

Voyons maintenant à quelles actions se livrèrent ces forces opposées.

Dès le 7 août, 2 compagnies anglaises, venues par voie de terre, entraient à Lome. Elles occupèrent sans difficulté la capitale, que les Allemands avaient évacuée pour se porter vers Kamina, où la défense du poste de télégraphie sans fil devait réunir tous leurs moyens.

C'est ici le cas de rappeler que, dès le commencement de la guerre, le commerce maritime avait été rendu pratiquement impossible pour nos ennemis. Les câbles sous-marins allemands avaient été détruits. Ainsi toutes les communications télégraphiques entre Berlin et ses possessions d'outre-mer se trouvaient supprimées. Seules restaient en leur pouvoir quelques puissantes installations de télégraphie sans fil, soigneusement dissimulées. Peut-être même, à l'heure actuelle, en existe-t-il encore dont les Alliés ignorent l'existence.

Le 2 août, la station de télégraphie sans fil de Jap, et bientôt celle de Nauru, furent détruites. Le 29 août, ce fut le tour de

celle de Tafaigata, dans les îles Samoa. Le 12 septembre, la station de Bitapaka, dans la Nouvelle-Poméranie, subissait le même sort. Mais aucune de ces stations n'avait la valeur de celle de Kamina. Avec la destruction de ce poste devaient disparaître toutes les relations directes intercoloniales allemandes. Ce fait fut reconnu par la *Gazette de Cologne* dans ses numéros des 22 et 23 décembre 1914. Le grand journal rhénan ajoutait, d'ailleurs, que la tactique des Alliés provoqua dès le début un grand dérangement dans celle des Allemands.

*
* *

De toutes les colonies allemandes africaines, le Togo se présentait, en cas de guerre, dans les conditions les moins favorables à la défensive. Cette terre ennemie était entourée par les possessions anglaises et françaises. Les Allemands exagèrent pourtant beaucoup quand ils disent que nous ne pouvions rencontrer aucune difficulté. Ils avaient préparé un excellent réseau de voies ferrées et routières et leur résistance avait été organisée avec une grande vigueur. Ce fut en se retirant sur Kamina, après l'abandon de la capitale, que le gouverneur allemand fit abattre la tour de télégraphie sans fil de Toglelekoje. En même temps, il fit sauter également le pont de chemin de fer sur la rivière Scio qui coule du Nord-Ouest au Sud-Est, et se jette dans l'Océan, non loin de Bagida et de Porto Seguro, localités côtières. Continuant à couvrir sa retraite, le major von Doering détruisît deux autres ponts, l'un à Atakpamé et l'autre à Paline.

Sur ces entrefaites, les Anglais occupaient Lome. L'ennemi a reconnu, à ce propos, que la promesse faite par nos alliés de maintenir l'ordre et de protéger les propriétés privées, fut respectée scrupuleusement. Ainsi, même sous les tropiques, dans des conditions climatériques qui sont peu favorables au sang-froid et à la mesure, nous avons donné aux Allemands un exemple qu'ils se sont gardés d'imiter même en Europe!

Avant la prise de Lome, le 6 août, les Anglais sommèrent le gouverneur allemand de se rendre. A cet effet, le capitaine Barker, commandant neuf compagnies à Addah, se présentait sous la protection du drapeau blanc. Il exposa au major von Doering que trois fortes colonnes anglaises se disposaient à franchir la frontière Ouest du Togoland. D'autre part, une

colonne française se préparait à passer la frontière Nord, tandis que deux autres allaient attaquer par l'Est. Ainsi, toute résistance devait être vaine. Un délai de vingt-quatre heures, sous forme d'armistice, était donné au major ennemi pour faire connaître sa réponse. Le 6 août, à vingt et une heures, le parlementaire anglais était rentré à Quittah. Dès le lendemain, à dix-huit heures, il retournait à Lome pour recevoir la réponse du gouverneur. Mais déjà, comme nous l'avons dit, la capitale avait été évacuée. Seul, le commandant du cercle était resté pour remettre aux mains des Alliés tout le pays jusqu'au parallèle à 120 kilomètres de Lome.

Dès que le capitaine Barker eut fait savoir en quel état il avait trouvé Lome, il lui fut télégraphié d'occuper la ville avec ses deux compagnies et de mettre le pays en état de siège.

A ce moment, il fallait, pour donner aux opérations l'extension nécessaire, envoyer des renforts aux premiers occupans, leur dépêcher deux compagnies et une section d'artillerie et choisir pour cet envoi entre la voie de terre ou celle de mer.

Le lieutenant-colonel commandant la colonne expéditionnaire du Togoland, constatant que quinze jours auraient été nécessaires pour gagner Lome par terre, demanda par câble l'autorisation d'effectuer le transport des troupes par mer, ce qu'il obtint. Ainsi, le 10 août, à seize heures, le vapeur *Élele*, amarré au quai de Sekondi, embarquait, en plus de deux compagnies et d'une section d'artillerie, les services de santé, de transport et de ravitaillement avec 800 porteurs. Afin d'éviter une attaque allemande, le bateau ne partit que la nuit venue. Il devait se rendre à Akra, amorce du chemin de fer qui monte vers le Nord et dont Mangoase est le point terminus. L'*Élele* navigua tous feux éteints. Parvenu à Akra, le petit corps expéditionnaire resta en rade pendant la journée du 11 et partit pour Lome dans la nuit du 11 au 12 août. Arrivé sans incident, dès six heures commençait le débarquement des troupes et du matériel. Après quatre heures d'un travail fiévreux, toutes les troupes et les porteurs se trouvaient sur le quai et, six heures plus tard, le matériel avait été transporté à terre. Cette opération, menée si rapidement à bonne fin, était due au sage et vigoureux commandant du vapeur *Élele*, le capitaine Vardley.

Les journées des 12 et 13 août furent employées à l'organisation à Lome des états-majors et de leurs différens services.

Le 12 août, le commandement anglais apprit la destruction du pont de chemin de fer à Togblekove, exécutée par une troupe ennemie descendue du Nord par le chemin de fer dont les Allemands pouvaient encore disposer. Dès lors, le premier soin des Anglais devait être d'arrêter ou de prévenir toute tentative de démolition plus complète de cet ouvrage d'art. Aussi, une demi-compagnie fut-elle dirigée vers Togblekove. Le lendemain, arrivait du renfort constitué par une compagnie et demie du régiment de la Côte d'Or. Le commandement de ces hommes fut remis au capitaine Bettington.

Le 14, au matin, la compagnie du 1er régiment de la Côte d'Or partit pour Tsevie. Le quartier général et le reste de la colonne se rendirent à Togblekove.

Dans la soirée du 14, on apprenait que les Allemands avaient abandonné Tsevie. D'autre part, des patrouilles avancées rapportaient qu'il ne s'en trouvait plus au Sud d'Agbelojoe, ce qui pouvait paraître étrange, vu l'importance de cette place qui était considérée comme tête de ligne.

Le capitaine commandant la compagnie n° 1 avança, le 14, à vingt-deux heures, de Tsevie sur Agbelojoe.

Le 15, à huit heures trente, à 2 kilomètres au Sud de Dane, des rapports d'indigènes assuraient que le matin de ce même jour, vers six heures, un train rempli de soldats allemands et de beaucoup d'Européens était arrivé à Tsevie et avait ouvert un feu violent sur la gare.

Ce fut le 16, à Lilikoje, vers quinze heures, que le corps expéditionnaire anglais prit pour la première fois contact avec l'ennemi. A cause de l'épaisseur extrême de la brousse et de la nature difficile du terrain, sa marche en avant ne put être poursuivie qu'à seize heures trente. L'ennemi, à ce moment, fut délogé de la position qu'il occupait sur une crête à environ 1 800 mètres en arrière de la rivière Lili, dont il venait de faire sauter le pont pour couvrir sa retraite. Les Anglais bivouaquèrent à Ekuni.

Tandis qu'arrivaient lentement 700 porteurs, des coups de fusil tirés à la nuit tombante provoquèrent un certain désarroi parmi cette colonne de ravitaillement.

Sur le pont du chemin de fer, à Ekuni, on trouva un train long de 200 wagons complètement détruit. C'était le convoi qui avait dirigé sur le Sud, dans la matinée, des troupes ennemies

vers Tsevie et qu'avait fait dérailler un obstacle placé sur la voie par le lieutenant Collins de la compagnie du 1er régiment de la Côte d'Or.

Le 16 août, à sept heures, on amena comme prisonnier le baron Godelli, constructeur de la station radio-télégraphique de Kamina.

Nos alliés, à Sani-Koje, constatèrent pour la première fois la présence de l'ennemi. La route portait les traces d'une retraite démoralisée. Ce n'était qu'armes, effets d'équipement, bicyclettes et poneys abandonnés sur le chemin.

Bientôt, il fut constaté que le bruit d'une fusillade nourrie, dont les éclats arrivaient jusqu'à la colonne dont nous suivons les évolutions, n'était autre que celui de l'attaque opérée par le capitaine Potter et la compagnie n° 1 dont on était sans nouvelle. Ces braves venaient de capturer, à Ekuni, le reste du train, ainsi que deux locomotives. 16 Européens, une mitrailleuse Maxim, des armes et des munitions constituaient le butin de cette heureuse opération.

Revenant un peu en arrière, nous voudrions, en quelques mots, dire ce qu'avait fait cette compagnie n° 1. Le 15 août, vers quatre heures, elle avait fait halte sur la route, près d'Ekuni. Tout à coup, elle entend le bruit d'un train qui se dirigeait vers Tsevie. Le lieutenant Collins et M. Kilby, attaché au service de renseignemens, avec une section guidée par un indigène Haoussaman, se lancèrent par une piste de brousse jusqu'à la voie ferrée. Ils empilèrent des pierres à deux cents mètres au Nord du pont d'Ekuni. Puis, laissant là leurs hommes prêts à agir, les deux chefs suivirent la voie jusqu'au pont. Là, ils enlevèrent une plaque en tôle non fixée et la posèrent en travers des rails. Cela fait, une section fut placée en embuscade. Bientôt, on percevait le bruit de l'arrivée d'un train. Il fut arrêté par les pierres entassées sur la voie, mais, quand le lieutenant Collins arriva avec ses hommes baïonnette au canon dans l'espoir de s'en emparer, déjà le convoi rebroussait chemin et l'officier n'eut plus qu'à rallier le gros de sa troupe. D'un autre côté, le capitaine Potter, avec le reste de la compagnie n° 1, voulut cerner le deuxième train; mais, quoiqu'il eût pris position tout à fait contre la voie, le train put passer à toute vitesse.

La gare d'Agbelufoe fut alors occupée et mise en état de défense. Assez tôt dans la soirée, l'ennemi venant du Sud

attaqua en force, mais sans résultat. Pendant la nuit, il renouvela son effort dans l'espoir de percer dans la direction du Nord. Ce fut en vain. Dès le 15 août au matin, l'effet de tous ces événemens un peu éparpillés commença à prendre forme. L'ennemi se replia et se rendit au capitaine Potter.

L'influence morale de ce désastre sur les Allemands fut manifeste pendant tout le reste de la campagne. Dans cette occasion, les Anglais avaient eu affaire à un adversaire supérieur en nombre, — ils l'avaient battu, — et, tandis que les ennemis essuyaient cette défaite, ils attendaient vainement des renforts devant descendre du Nord vers la côte.

L'ennemi comptait au moins 200 hommes dont 30 Européens, sur lesquels 25 furent tués ou faits prisonniers. Un des résultats les plus utiles de cette opération militaire fut que 45 à 50 kilomètres de voie ferrée, au Nord d'Agbelufoe, tombèrent intacts aux mains des Anglais. La retraite des Allemands fut si hâtive qu'ils négligèrent de détruire un pont important de la rivière Haho, à 7 milles au Nord d'Agbelufoe. Dès lors, notre offensive commençait à se préciser. La possession des voies ferrées étant un moyen essentiel de pénétration rapide vers le centre de la colonie, l'occupation de ce tronçon du chemin de fer donnait à notre marche vers Kamina un point d'appui inestimable.

Trois jours de repos furent accordés aux troupes, qui, d'ailleurs, en avaient un grand besoin. Les journées des 16, 17 et 18 août se passèrent sans incident. Ce temps fut employé par la colonne de ravitaillement pour rejoindre les troupes. C'est, en effet, une des complications caractéristiques dans toutes ces opérations que de maintenir le contact entre les élémens de combat plus mobiles et les porteurs à l'allure lente. Les difficultés se mesurent moins à l'importance du ravitaillement qu'aux obstacles dont est semée la route.

Sur ces entrefaites, le 18 août, le capitaine Castaing, à la tête de 150 tirailleurs commandés par trois officiers, arrivait d'Anecho. A partir de ce moment, les forces françaises, venues du Bas-Dahomey, avaient opéré leur jonction avec les contingens britanniques. Ces renforts furent aussitôt dirigés sur le pont du Haho, et Adakakpé, situé à six kilomètres au Nord du pont en question, et qui se trouva occupé par la moitié de la compagnie Castaing.

A ce moment même, le pont de Togblekove, qui avait été en partie détruit, comme nous l'avons dit, par l'ennemi battant en retraite, venait d'être réparé. Ainsi le rail fut poussé jusqu'à la passerelle de Lilikoje où il devait s'arrêter parce que les Allemands avaient supprimé les moyens de passage de la rivière. En même temps, la ligne télégraphique était complètement rétablie jusqu'à Agbelufoe. Ainsi, non seulement notre progression était sensible, mais encore la base de nos colonnes se trouvait parfaitement organisée.

Le 19 août, nos avant-gardes occupaient Haatja.

Le lieutenant-colonel Bryant, commandant en chef, dépêcha deux courriers en vue d'unifier l'action de toutes nos forces. L'un se rendit vers le chef de bataillon Maroix, commandant la colonne française à Tchetti, l'autre rejoignit le capitaine Eglee, chef de la colonne de Krachi. Par ces messages, le chef anglais informait ses collaborateurs de son projet d'être le 26 août sur la rivière Amutschi et leur demandait de se trouver à cette date à deux jours de marche au plus de Kamina, but de l'expédition.

Le 20, tout le corps expéditionnaire était concentré à Nuatja. L'avant-garde se trouvait en partie dans Kpedome, et le gros des troupes couvrait le village.

Dès lors, les événemens se précisent et nous approchons de l'événement capital qui devait faire tomber le Togo en notre pouvoir.

Le 21 août, on apprenait que les Allemands occupaient une forte position retranchée au village de Chra, à 400 mètres au Nord du pont du chemin de fer sur la rivière Chra, qui coule dans une direction générale Ouest-Est. C'est un affluent de l'Ogu, qui lui-même se jette dans le Mono en aval de Tung, sur la frontière séparant le Togo du Dahomey.

Des patrouilles, sous les ordres du capitaine Redfern, vont reconnaître le terrain. Quoique accueillies par un feu très nourri, elles rapportent des renseignemens détaillés sur les dispositions de l'ennemi.

Le 22 août, l'avant-garde alliée prend contact avec l'ennemi. Le corps expéditionnaire comprend à ce moment trois faibles compagnies anglaises de 120 tirailleurs et 3 canons. Il s'avance en deux colonnes, l'une suit la route, l'autre longe la voie ferrée.

Une compagnie doit rechercher un chemin qui l'amènerait

derrière le flanc droit ennemi. La moitié d'une autre compagnie lui fait front, tandis que les troupes du génie ont pour mission de maintenir les adversaires éloignés de la voie. Pendant ce temps, les troupes françaises et le reste de la compagnie Castaing devaient attaquer le flanc gauche des Allemands. Ainsi, le choc était prévu sur les deux ailes et contre le centre.

Les nôtres, faisant une fois de plus preuve de beaucoup d'ardeur, foncent droit à travers la brousse vers la gauche. Mais les retranchemens les arrêtent. A 50 mètres de ceux-ci, malgré leur bravoure, ils doivent se retirer. Le lieutenant Guillemart et le lieutenant Thompson sont tués ainsi que 13 soldats indigènes.

Cependant, la compagnie, sous un feu violent, commence à tourner le flanc droit allemand. Faute de renfort, elle ne peut pousser à fond l'attaque pourtant si bien commencée. A la tombée de la nuit, elle se replie dans le lit de la rivière, à 300 yards à l'Ouest du village, et s'y retranche.

De leur côté, les troupes françaises et une moitié de la compagnie Castaing contiennent la gauche ennemie pendant que l'autre moitié attaque le front.

Toutes les dispositions étaient ainsi prises pour renouveler l'offensive, quand des patrouilles envoyées en avant rapportèrent que le village était maintenant inoccupé. Pendant la nuit, les Allemands s'étaient enfuis précipitamment. L'engagement de la veille étant resté incertain, on ne comprend pas pourquoi l'ennemi prit ce parti imprévu.

Tout compte fait, le point du territoire qu'il importait de défendre restait Kamina. Le commandement s'en rendait d'autant mieux compte que l'issue d'un nouvel engagement à Chra demeurait indécise. Il convient d'ajouter que la colonne sous les ordres du commandant Maroix venant de Tchetti se trouvait alors à moins de deux journées de marche de Kamina. Informés de cette nouvelle menace contre leur poste de télégraphie sans fil, les Allemands s'y portèrent immédiatement, car là se trouvait le vrai but de toute leur résistance.

Entre temps, ils s'étaient livrés à une consommation étonnante de munitions. Les trois mitrailleuses dont ils disposaient furent maniées avec autant de sang-froid que d'à-propos, ce qui produisit un effet moral considérable sur les troupes noires. La position choisie était excessivement forte, et l'avis du chef

de l'expédition anglaise est que son organisation avait été l'œuvre d'un officier vraiment à la hauteur de sa tâche.

Pour apprécier comme il convient la situation des Alliés devant Chra, faisons remarquer le manque complet de communication entre les différentes colonnes d'attaque et partant l'impossibilité pour le commandant en chef de suivre les progrès faits par chacune d'elles. La conséquence fatale en était le manque de liaison. Chaque colonne devait opérer pour son propre compte à cause de l'épaisseur de la brousse couvrant le pays. Le lieutenant-colonel Bryant devait ainsi diriger un tout dont les parties, dans une mesure variable, échappaient à son jugement. Faute de bonnes positions, les canons furent de peu d'utilité. Il vint s'y joindre deux inconvéniens sans remède. D'abord, l'absence de tous moyens d'observer le tir; ensuite, la petite quantité de munitions par pièce qu'il est possible de transporter à dos d'hommes.

La brousse couvrant de son mystère, souvent impénétrable, l'ensemble du combat, les nôtres en étaient encore à se demander quelle était la force du parti ennemi. On sut depuis que les Allemands avaient disposé de 60 Européens et de 400 indigènes. Du côté franco-anglais, les pertes furent de 2 officiers et 21 indigènes tués et de 2 officiers, et de 48 indigènes blessés, donnant ainsi un total de 73 hommes hors de combat. Si on songe que c'était là un déchet de 17 pour 100 de nos effectifs engagés, on comprendra mieux le caractère cruel de ces luttes où la valeur de chacun supplée au nombre.

Quant aux ennemis, leurs pertes furent très peu élevées. Les retranchemens qui les abritaient l'expliquent. Tout ce qu'on apprit, ce fut la mort de 2 Européens tués.

Quoi qu'il en soit, dès huit heures, le village de Chra était en notre pouvoir.

Les 23 et 24 août furent employés à l'évacuation des blessés, à la réorganisation des convois de bagages et de vivres. De fortes patrouilles d'officiers furent envoyées sur Clei et vers la rivière Amu, qui coule de l'Ouest vers l'Est et constitue un des principaux affluens du Monu dont nous avons eu déjà l'occasion de parler plus haut.

Des renseignemens recueillis, il résultait que l'ennemi venait de recourir à des mesures désespérées. En effet, pendant la nuit du 24 au 25 août, on entendit le bruit d'explosions dans la

direction de Kamina. Dès le 25, à huit heures, on constatait que les pylones de la station radiotélégraphique, encore très visibles la veille des environs de Clei, avaient disparu.

Le 25, à dix heures trente, le corps expéditionnaire occupait Clei et son avant-garde était sur la rivière Amu, où le pont du chemin de fer aussi bien que celui de la route avaient été détruits par l'ennemi en retraite. Nous nous trouvions à 85 kilomètres à vol d'oiseau de Kamina, but ultime de notre campagne.

Ce même jour à seize heures, deux Allemands s'avançaient en parlementaires. C'étaient le commandant von Roben et M. Gullenkampf, venu comme interprète. Ils se rendaient à Clei pour discuter les termes d'une capitulation. La réponse du lieutenant-colonel commandant les Alliés fut ce qu'elle devait être : il exigeait la reddition sans aucune réserve. A l'appui de notre réponse, nous avançâmes immédiatement sur Anutschi. La rive Nord de la rivière Amu fut occupée par 2 compagnies à faible effectif. D'autre part, le capitaine Castaing commandant les troupes françaises se portait avec ses hommes en avant du pont du chemin de fer.

Durant la nuit du 25 au 26 août, il se produisit une crue des eaux de l'Amu, qui rendait très difficile et même périlleux le passage de la colonne avec son convoi. Cependant, des passerelles furent construites. A midi, les troupes avec armes et bagages s'étaient transportées sans aucun accident de l'autre côté des eaux devenues de plus en plus menaçantes.

Tandis que ces événemens se déroulaient grâce surtout à l'action décidée des troupes anglaises, mais aussi pour une bonne part des troupes françaises, comme nous l'avons exposé plus haut, le commandant Maroix réunissait à l'Est du Togo, toutes les troupes du Dahomey, à l'exception de la brigade Castaing. Le rassemblement fut effectué à Tchetti. De là il était décidé qu'on marcherait directement sur Atakpame-Kamina.

Tchetti se trouve tout près de la frontière du Togo et dans le voisinage d'une des deux sources de la rivière Couffo. Pour atteindre de là les deux objectifs visés, il fallait descendre dans une direction Sud-Ouest vers Atakpame, — ou monter au Nord afin de gagner Kamina : les deux directions, on le voit, étaient très divergentes,

La rivière Mono, collecteur principal des eaux de cette région, fut à son passage par les troupes françaises le théâtre de nom-

breux engagemens sans très grande importance. Cela se passait le 23 août : dès le 26 août, les Français se trouvaient devant Kamina. Le 27, ils y entraient par l'Est en même temps que la colonne anglo-française y pénétrait par l'Ouest. La colonne du commandant Maroix se composait de 300 fusils, 2 pièces de montagne, le tout commandé par 4 officiers.

Tel est en résumé l'action du corps Maroix, mais il convient d'en préciser certains détails.

Le 5 août, un détachement ennemi attaque Petit-Popo et détruit les ponts du Guidji et de Sébé. D'autre part, on signalait la réoccupation des postes douaniers par 200 hommes environ et une grosse concentration sur Lome où déjà les Allemands s'efforcent de rendre le wharf inutilisable.

Le 6 août, tous les sentiers menant vers la rivière le Mono sont sillonnés de patrouilles, tandis qu'un mouvement général de l'ennemi vers Atakpamé est apparent.

Sur ces entrefaites, les Français procèdent à la réparation de la voie ferrée Lome-Petit-Popo, dont l'utilisation devait servir grandement les communications avec le Dahomey.

Dans la nuit du 7 au 8, les commandans français et anglais se mettent en rapport par radiotélégrammes. Les mouvemens sont concertés en commun comme nous l'avons exposé précédemment. Successivement sont occupés le poste d'Avoueganou, Tablibo, et différens centres importans au Nord de Petit-Popo. Tous les postes de douane allemands du Mono jusqu'à Tokpli sont gardés par le personnel des postes correspondans français. Les Allemands se sont complètement retirés de la région Sud dont l'occupation est terminée. Partout la population indigène accueille les troupes françaises avec empressement.

En résumé, sans qu'il fallût se livrer à aucune opération militaire, toute la partie méridionale du Togo tombait entre nos mains. Ce résultat fut sans doute dû en bonne partie aux marches forcées accomplies par le capitaine Marchand.

*
* *

Quelles étaient les troupes dont la coopération pouvait être escomptée au moment où commençait la conquête du Togo?

A Anecho et dans les postes de cette province, il y avait une brigade provisoire de marche du Dahomey comprenant 3 officiers et 210 fusils. A Cotonou, se trouvait une brigade de

réserve de 3 officiers et 210 fusils ; puis, une section de la brigade du Dahomey de 52 fusils; enfin, une section d'artillerie de 80 de montagne, c'est-à-dire 2 canons à 300 coups. A Djougou, 51 fusils; à Pobe, 59. — En outre, à Gaya une compagnie était mise à la disposition du commandant Maroix. Elle comprenait 80 hommes fusiliers qui devaient être transportés par convoi automobile.

La conduite de toute cette affaire du Togo reposa pour une bonne part sur l'interception d'un radiotélégramme envoyé par le gouverneur allemand von Doering au gouvernement de Berlin pour l'informer que toutes les forces allemandes seraient concentrées dans l'intention de préserver la station radiotélégraphique de Kamina.

La route de Tchetti, excellente voie de communication, s'ouvrait aux nôtres pour prononcer une vigoureuse attaque sur le flanc de l'adversaire.

Le 8 août, le chef de bataillon commandant militaire prescrit un mouvement dans la direction de Dassa-Zoume, puis, une fois arrivées là par train spécial, les troupes devaient continuer par voie de terre vers Savalou et Tchetti.

Le 10 août, le général de division commandant supérieur mit à la disposition du commandant militaire du Dahomey une brigade du Haut Sénégal-Niger et les goums du Mossi.

Dès le 13 août, le lieutenant gouverneur du Dahomey, le lieutenant-colonel anglais Bryant et le commandant Maroix s'entendirent pour régler la marche des différentes colonnes vers Kamina.

Le 14, la section Balaim reçoit l'ordre de se porter rapidement sur Doume, à 25 kilomètres au Nord de Tchetti. D'autre part, le capitaine Castaing avec sa brigade, composée de 3 sections, soit en tout 150 fusils, se porte sur Game, où, comme nous l'avons vu, il se met à la disposition du chef de l'expédition anglaise.

Avant de s'engager ainsi vers le Togo, l'officier commandant devait laisser une section sur la côte, à Anecho, et à Porto-Seguro, également sur le littoral, mais plus à l'Ouest, un détachement de gardes de cercle pour assurer en son absence l'administration provisoire et la police de la province d'Anecho, conformément aux articles 42 et 56 du règlement du 2 décembre 1910, ce qui était une application de la Convention de La Haye.

Le 15 août, au soir, les opérations de mobilisation sont terminées. La question du Togo Sud était liquidée. En même temps, la sécurité intérieure du Dahomey, assurée par la reddition du chef rebelle Mohilo, se trouvait à l'abri de tout imprévu.

Le 21, les Alliés apprenaient que 110 officiers, sous-officiers et soldats de l'armée active allemande ou de la réserve européenne et environ 500 indigènes armés s'étaient concentrés à Kamina. En plus, dans la suite, le nombre des Européens s'est accru en même temps que le groupe des indigènes se grossissait d'un appoint de 300 nouveaux hommes. Mais ces derniers étaient mal armés et peu instruits.

Le 16 août la colonne anglaise avait, à Agbelove, tué ou fait prisonniers 21 Européens et 250 hommes de troupes indigènes.

Les Français, de leur côté, étaient appuyés par la colonne anglo-française, forte de 600 hommes et de 3 canons.

*
* *

Le convoi était encadré par une demi-section qui détachait une faible arrière-garde. Les porteurs, au nombre de 150, étaient répartis de la manière suivante : au maximum les officiers avaient droit pour leurs bagages à trois porteurs, les sous-officiers et autres hommes de troupes à deux. Le nombre des hommes nécessaires au transport du matériel était aussi réduit que possible.

Le 24 août, après avoir la veille surtout livré un violent combat sur le Mono, le commandant Maroix recevait du lieutenant-colonel Bryant le télégramme suivant expédié de Chra le 22 août à vingt-trois heures : « Combat sérieux ici aujourd'hui. Ennemi sérieusement retranché. Regrette infiniment vous informer que, de vos troupes, un sous-lieutenant a été tué et 24 hommes ont été tués ou blessés. Avons fait bons progrès et espère être en possession ennemi demain. »

De son côté, le commandant français l'avertissait qu'après avoir franchi le Mono, il avançait sur Agbelove afin de détruire l'appareil téléphonique que l'ennemi y avait installé pour renseigner Kamina sur les mouvemens des Alliés.

Le 25 août, la colonne française atteignit dès neuf heures du matin Agbelove. Le village était organisé en vue d'une

forte résistance. Malgré cela, l'ennemi l'avait abandonné vers six heures en emportant l'appareil téléphonique.

Le 26, au point du jour, la colonne, laissant ses bagages sous la garde d'une section à Ololé, marcha sur la position de Kamina par le petit sentier qui traversait successivement les villages Adjami, Apaka et Ssutoë où elle arriva à neuf heures et demie. Tous les chefs de village étaient absens. La colonne traverse Ssutoë à moins de 5 kilomètres de Kamina à l'Est. Un bon chemin y conduit. A onze heures, l'avant-garde était à 800 mètres de Kamina. Deux sections portées en avant couvraient la tête de la colonne pendant la reconnaissance du terrain. Kamina est entourée par une haute brousse épaisse. Les Français, occupant une position d'attente, essayèrent de se lier avec la colonne anglaise. Sur ces entrefaites, le lieutenant-colonel anglais informa le commandant Maroix qu'il escomptait une capitulation prochaine des ennemis. Deux heures et demie plus tard, un nouveau message annonçait que la capitulation aurait lieu le lendemain. Le commandant Maroix répondit qu'il était avec ses troupes prêt pour l'attaque à 800 mètres de Kamina. De plus, il réclamait du gouverneur allemand von Doering un parlementaire pour traiter, mais il n'obtint pas de réponse. Le chef français somma alors les Allemands de se rendre. En l'absence persistante de nouvelle, les troupes se portèrent en avant. Au moment où les nôtres arrivaient à la lisière de la vaste zone débroussaillée en avant de Kamina, ils aperçurent une quinzaine de drapeaux blancs. Deux groupes d'Européens étaient rassemblés dans des parties défilées. Un parlementaire quitta enfin le voisinage du pavillon du gouverneur et s'avança au-devant de l'officier-adjoint, le capitaine Friry, qui, accompagné d'un clairon porteur d'un fanion blanc, dépassa la ligne française.

Dans cette entrevue, l'officier allemand qui se présentait déclara au commandant français que, le matin même, une capitulation sans condition et pour toutes les troupes du Togo avait eu lieu entre les mains du lieutenant-colonel Bryant. Il ajoutait que le gouverneur von Doering s'estimait protégé par les drapeaux blancs arborés sur les divers bâtimens. Quelques instans après cette déclaration faite au nom de l'ennemi, était apportée une lettre du gouverneur du Togo. Elle confirmait les paroles du parlementaire. Des excuses étaient exprimées pour ne l'avoir pas envoyée plus tôt.

En effet, le 26 août à dix heures trente, la colonne expéditionnaire franco-anglaise sous les ordres du lieutenant-colonel Bryant était arrivée à Anutschi. Deux officiers allemands vinrent au-devant des Alliés. Ils apportaient une lettre. Les Allemands se rendaient.

De tous les rapports reçus il résulte que les Allemands s'étaient fait une idée inexacte sur la force numérique des Alliés. Mais, même dans ces conditions, on peut s'étonner qu'ils n'aient pas tenté plus sérieusement d'entraver la marche de nos colonnes avant qu'elles n'eussent atteint Tsevie et Agbelufoe.

Une première fois, après l'affaire qui eut lieu près de Tsevie, l'ennemi eut la crainte de voir coupée sa ligne de retraite. Toute son attitude ultérieure procède de là. Ce n'était d'ailleurs pas sans raison, puisque les Allemands dépendaient exclusivement de leur chemin de fer. Si nous avions pu, poussant très au Nord, occuper la voie ferrée, ils se seraient trouvés pris comme dans une trappe.

*
* *

D'après les renseignemens donnés alors, tout avait été détruit par les ennemis eux-mêmes dans le village de Kamina. Le lieutenant-colonel Bryant s'était engagé à n'entrer dans la place que le 27 à huit heures. Respectant ces conventions, la colonne française s'installa dans un petit village proche, Ssutoë, où à dix-huit heures se présentait de la part du chef anglais le capitaine Hornby; il venait à son tour avertir le commandant Maroix de la capitulation imposée aux Allemands et acceptée par eux. Il demandait au commandant Maroix de bien vouloir joindre un détachement à celui de la colonne alliée pour entrer à Kamina.

Nous y entrions le lendemain matin à huit heures. — D'une part, une troupe alliée ayant en tête la brigade Castaing, — ainsi l'avait voulu par courtoisie le colonel anglais, — arrivait par la route venant du Nord-Ouest. D'un autre côté, la colonne française y débouchait par l'Est. Ainsi réunies, les deux troupes rendaient les honneurs aux drapeaux des deux nations. Ce fut sous le soleil africain la communion de deux grands peuples dans une même pensée d'estime réciproque. Immédiatement après cette cérémonie, le lieutenant-colonel Bryant notifiait au gouverneur von Doering les instructions concernant la reddi-

tion. En même temps, ces ordres étaient traduits au chef de bataillon Maroix.

Quelles furent les prises?

206 prisonniers européens, — 3 canons Maxim's, — 940 fusils, — 142 carabines du calibre 450, — 208 800 cartouches Mauser, 99 000 munitions diverses, environ 450 moyens de transport comprenant le matériel roulant en entier, quatre locomotives du chemin de fer du Togoland. De plus, des automobiles, des bicyclettes, des vivres et des habillemens, différens équipemens, de grandes quantités de poudre et de mélinite, enfin, du matériel télégraphique et des fonds publics. En outre, les Français avaient pris à Patuklu un Européen, 20 fusils et 200 cartouches.

Quinze jours après le débarquement à Lome, les opérations avaient réalisé l'objectif assigné aux efforts concertés des Anglais et des Français.

*
* *

Il nous reste à dire ce qui s'est passé dans le Nord du Togo.

Le 14 août, à six heures du matin, le commandant Maroix avisait par télégramme le capitaine Bouchez, à Ouagadougou, que, dans le cas où il occuperait Sansané-Mungo sans résistance, il devrait marcher aussitôt sur Sakode avec sa brigade et un goum en laissant le reste du personnel pour tenir la province de Sansané.

Le 17, une colonne mobile anglaise, sous les ordres du lieutenant Bellon, se présentait à Sansané, mais, trouvant le poste occupé par des troupes françaises, elle repartit le 21 sur la route de Bassari.

Sur ces entrefaites, Sansané-Mungo et Sokodé étaient signalés comme évacués par les Allemands. Les Français voulurent s'y rendre par marches forcées; malheureusement, bien que rapide, la progression fut gênée par les pluies. Le 26, le capitaine Bouchez arrivait seulement en même temps que le lieutenant Marotel.

En résumé, une compagnie du territoire militaire du Niger groupée à Gaya et une brigade Mossi avec 300 hommes sous les ordres du capitaine Bouchez envahirent le territoire ennemi et occupèrent sans combat Sansané-Mungo et Bokodé, chefs-lieux de province où ils reçurent la soumission des chefs indigènes de

ces régions. Dès le 15 août, Sansané était prise, alors qu'un groupe anglais venu de Sumbadka n'y arrivait que le 18. Sokodé se trouvait occupé le 25 août, trois jours avant que le même groupe anglais y parvînt. Au total, ces opérations avaient mis en action 115 tirailleurs, 3 sous-officiers, 2 officiers de troupes régulières, 115 cavaliers de troupes auxiliaires et 400 partisans.

Quel était le plan d'action de l'offensive contre le Nord du Togo?

Il fallait, d'abord et dans tous les cas, envahir le pays par le plus grand nombre de directions possible de manière qu'il y eût concordance avec l'action alliée sur le littoral et qu'on donnât à l'ennemi l'impression qu'il était débordé. Ensuite et selon le cas, s'il n'y avait pas de résistance, prendre avec rapidité possession de chaque poste.

Le 5 août, le capitaine Bouchez était parti à la mobilisation de Dori sur Kati; touché par l'ordre de mouvement le 13 août à dix-huit heures à Baraboulé, entre Djibo et Bandiagara, à 700 kilomètres au Nord-Ouest de Sansané-Mungo, il coupa seul vers le Togo et rejoignit la brigade, le 25 au matin, au premier village allemand, à 100 kilomètres de Sansané. En sept jours, il avait traversé les 300 kilomètres d'inondation du Yatanga, passé une demi-journée à Ouagadougou pour divers soins d'organisation de la colonne et effectué en trois jours et demi les 300 derniers kilomètres qui le séparaient de la frontière. Pendant ce temps, les Allemands, sans avoir attendu le choc et refusant de combattre, étaient en pleine retraite vers le Sud.

Le 9 août, un premier détachement, composé de tous les Allemands de Sansané et 180 soldats indigènes, avait évacué ce poste, emportant tout ce qu'il pouvait. Les Français, ce qui prouve la fuite précipitée des Allemands, trouvèrent ce poste dans l'état habituel de sa vie courante avec ses archives, ses cartes et même un pavillon (non hissé).

Le 15 août, les postes de Bassari et de Sokodé étaient également évacués.

Cette retraite détruisit tout le prestige allemand chez la population indigène déjà médiocrement disposée envers une autorité extrêmement dure. Ce fut en vain que nos ennemis répandirent en partant le bruit de leur retour prochain et qu'ils cherchèrent par des cadeaux ou des avances de solde à s'assurer la fidélité des indigènes. L'incrédulité resta complète. La

prompte arrivée des troupes françaises empêcha seule la population de se livrer au pillage. Partout, les Alliés furent bien accueillis, sauf par les habitans du village de Poussigua.

Du 13 au 25 août, des pointes furent poussées de tous les côtés. Ces opérations se terminèrent le 26 par l'arrivée de la 4e brigade au poste de Sansané-Mungo où se trouvait ainsi réunie tout entière et concentrée la colonne Nord-Togo le jour même où, après le combat de Kamina, les troupes du Sud recevaient du gouverneur allemand la reddition générale de la colonie entière.

*
* *

Le Togo est maintenant partagé comme suit : aux Anglais, la côte jusqu'à Porto Seguro le long du lac de Togo jusqu'à l'embouchure du Haho, le cercle de Lome, la région de Misahohe, partie du cercle d'Atakpame qui est situé à l'Ouest du chemin de fer.

Aux Français, le cercle d'Anecho, celui d'Atakpame à l'Est du chemin de fer, Atakpame même et le cercle de Sokode.

Nos ennemis reconnaissent eux-mêmes par la voix de leur grand organe, *la Gazette de Cologne*, que l'occupation du Togo, aussi bien dans la partie attribuée aux Anglais que dans celle remise aux Français, n'a été accompagnée d'aucun désordre, mais, que, au contraire, l'administration s'est employée au mieux des intérêts du pays. Partout, de l'avis même de nos adversaires, les prisonniers ont été traités convenablement.

Les Allemands continuent leurs affaires dans la partie occupée par les Anglais. L'exploitation du wharf, de la douane, du chemin de fer de Palimé et de la côte fonctionnent aux tarifs antérieurs.

Ainsi prirent fin les opérations qui donnèrent à la France les élémens d'une nouvelle colonie. Les troupes franco-anglaises venaient d'enlever à la domination germanique un pays immense et certainement plein d'avenir.

CHARLES STIÉNON.

LA QUERELLE DE STRAUSS ET RENAN

1870-1871

(LETTRES INÉDITES)

Les guerres modernes ne mettent plus seulement aux prises l'élément militaire des nations. Elles dressent les uns contre les autres, dans une attitude hostile, jusqu'aux civils les moins belliqueux. De nos jours, au son du canon, le savant s'arrache à ses travaux et le philosophe descend de sa Tour d'Ivoire. Le temps n'est plus où les esprits supérieurs voyaient une preuve de supériorité dans leur indifférence à l'égard des maux de la patrie.

> Pendant les guerres de l'Empire,
> Gœthe, au bruit du canon brutal,
> Fit le *Divan occidental*,
> Fraîche oasis où l'Art respire...

Gœthe ne témoignerait plus aujourd'hui un tel détachement et, s'il le faisait, Théophile Gautier en marquerait lui-même plus de surprise que d'admiration. La politique des nationalités a provoqué, malgré les efforts en sens contraire du socialisme cosmopolite, une explosion de nationalisme intransigeant. D'autre part, les pays où fleurit le régime dynastique se montrent d'autant plus attachés à ce régime qu'il est plus battu en brèche chez l'adversaire. A ce choc d'idées, la notion de patrie a subi au XIXe siècle une renaissance, une consolidation, une exaltation auxquelles tous les savans et lettrés ont payé tribut.

Déjà la guerre de 1870-1871 avait mis en évidence le patriotisme, pour ne pas dire le chauvinisme, de certains « intellectuels » allemands. Des hommes dont on eût espéré plus de mesure, — l'historien Mommsen, — ou plus de mémoire, — le

musicien Wagner, — publièrent sur les Français des pages qu'ils ont dû, malgré tout, regretter par la suite. En regard de ces pamphlets peu généreux, le duel épistolaire de Strauss et Renan, — deux lettres échangées sans résultat appréciable, — offre un spectacle moins pénible à la fois et plus instructif. Le souvenir de cette lutte à armes courtoises, — mais combien plus courtoises du côté français que de l'autre ! — a été maintes fois évoqué depuis le mois d'août 1914. Un journal a même réimprimé les lettres de Renan. La reproduction des lettres de Strauss n'eût pas présenté moins d'intérêt, d'autant plus que la seconde n'a jamais été traduite dans notre langue. Elles annoncent ces monstres d'orgueil et d'inconscience qui, sous le nom de « manifeste des intellectuels allemands » ou d' « appel aux nations civilisées, » ont plongé les nations civilisées dans la stupeur. Le pseudo-libéral Strauss fait prévoir le pseudo-libéral Gerhart Hauptmann. Tous deux se réclament de la liberté et de l'humanité : ils ne sont que des pangermanistes honteux.

Strauss et Renan n'étaient pas entrés en contact personnel avant 1870. C'est le Genevois Charles Ritter, fervent admirateur de l'un et de l'autre, qui les mit en rapports. Les auteurs suisses ont toujours eu cette mission, — qui a sa beauté en temps de paix, — de rapprocher la pensée germanique et la pensée française. En servant à Strauss et Renan de trait d'union, Charles Ritter portait sa pierre à l'édifice où Mme de Staël, Sismondi, Victor Cherbuliez et le très regretté Édouard Rod ont travaillé avant et après lui. Et s'il n'a pas laissé, malgré tout son savoir et toute son intelligence, une trace plus durable dans l'histoire littéraire de son pays et de son temps, il n'en faut accuser que son extrême timidité et son excessive modestie.

Bien qu'il possédât parfaitement les classiques grecs et latins et qu'il eût fait de fortes études théologiques, Charles Ritter se défiait de sa science et de son style. Une conscience ombrageuse au delà de toute expression, des scrupules d'une intensité presque maladive, firent tomber la plume de ses mains chaque fois qu'il entreprit une œuvre personnelle.

Il avait été précepteur en Allemagne ; il avait ensuite enseigné le grec et le latin au collège de Morges, dans le canton de Vaud ; mais le professorat n'était pour lui qu'un gagne-pain, sa vocation était ailleurs. Charles Ritter avait l'âme d'un théologien, d'un théologien-philosophe, et peut-être eût-il illustré la

chaire protestante, s'il n'était pas venu trop tôt dans un monde trop vieux. Resté jusqu'à la fin de ses jours ardemment chrétien et rigoureusement protestant par la tournure de son esprit, Ritter se faisait du christianisme et du protestantisme une conception tout autre que celle qui avait cours de son temps. Sa dévotion à Strauss et à Renan révèle le sens de ses audaces. Charles Ritter n'était rien moins qu'un foudre d'orthodoxie. Dans un pays, à une époque et dans une confession où l'orthodoxie triomphait, il n'eût jamais réussi à se faire attribuer une charge ecclésiastique. L'eût-il obtenue, il aurait dû faire à l'autorité spirituelle et à ses convictions des sacrifices intolérables à la longue. Écarté par les circonstances du domaine qui était le sien, Charles Ritter, encore une fois, ne donna point ce qu'il aurait pu donner. Ses traductions sont excellentes, mais il aurait pu faire mieux que de traduire. Du moins, les trésors de son esprit se manifestent-ils, dans la correspondance où il s'appliquait, avec une assiduité touchante. Charles Ritter aimait les grands hommes et se plaisait à entrer en relations épistolaires avec ceux dont la grandeur le séduisait tout spécialement. Sa correspondance a été publiée en partie au lendemain de sa mort sous ce titre : *Choix de lettres* (1). Elle contient des confidences intéressantes de Strauss, de Renan, de George Eliot, de Sainte-Beuve. Et les lecteurs de cette Revue n'ont certainement pas oublié les pages d'un accent si juste que M. Victor Giraud consacrait, au lendemain de l'apparition de ce recueil, à Charles Ritter, « témoin de la pensée européenne dans la seconde moitié du XIXe siècle. »

Le *Choix de lettres* publie des propos curieux de Strauss et de Renan, mais on y chercherait en vain des lumières sur le duel épistolaire des deux illustres écrivains en 1870 et 1871. Dans sa bonté native, cette bonté propice, hélas! aux belles illusions, Charles Ritter avait espéré d'un échange de pensées entre un grand Allemand et un grand Français d'excellens résultats pour la paix des esprits. Devant la ruine de ses espérances, il éprouva un amer chagrin. L'éditeur de ses *Lettres*, son propre frère M. Eugène Ritter, — l'érudit professeur genevois si hautement apprécié de tous les Rousseauistes, — a cru faire œuvre de piété en réservant cette partie de la correspon-

(1) *Charles Ritter, ses amis et ses maîtres. Choix de lettres*, 1859-1905. Lausanne, 1911.

dance fraternelle. A ma prière, toutefois, et en raison de l'intérêt d'actualité qui s'attache à ces documens, M. Eugène Ritter a bien voulu me confier tout le dossier de cette mémorable controverse en m'autorisant à le publier. Je me propose donc, dans les pages qui suivent, de retracer cette discussion en mettant largement à profit ces lettres que Renan et Strauss écrivaient dans l'intervalle à Ritter et auxquelles il répondait avec tant d'empressement. Cette correspondance montre ce qui se passa dans la coulisse, entre les quatre actes de ce drame douloureux. Le drame lui-même en acquiert plus de relief et plus de vie.

I

David Strauss et Ernest Renan n'abordaient pas la lutte avec une égale sérénité. David Strauss parle en gallophobe qui n'a cure de mettre une sourdine à sa gallophobie, alors qu'Ernest Renan apparaît, du moins dans sa première lettre, encore plein d'admiration pour l'ennemi. Les malheurs de la France et les excès de l'Allemagne lui ouvrirent les yeux par la suite; mais il garda toujours une secrète tendresse à la patrie de Strauss. Il résulte des préventions contraires auxquelles sacrifiaient les deux philosophes une impression pénible. Ils ne luttent point à armes égales. Et Renan commence, vraiment, par céder beaucoup de terrain à son adversaire.

Il écrivait, le 11 mars 1870, à Ritter : « Assurez M. Strauss de ma part qu'il n'a pas au monde un admirateur plus sympathique que moi. » L'admiration de Renan pour Strauss était faite en partie de reconnaissance. David Strauss avait publié en 1835 une *Vie de Jésus* qui n'a pas laissé d'influencer l'ouvrage que Renan a donné sous le même titre. Avant Renan, Strauss voyait dans le christianisme une religion perfectible et qu'il appartenait aux meilleurs esprits de parfaire. Jésus-Christ n'était pas le Fils de Dieu, mais le plus divin parmi les fils des hommes. Il fallait s'inspirer de son exemple, marcher sur ses traces, mais rejeter les dogmes que les Églises ont dégagés du récit de sa vie. Ces théories audacieuses avaient naturellement fait scandale. David Strauss passait en Allemagne pour un dangereux novateur.

Les hérésies ont toujours traité durement leurs hérétiques. David Strauss se posait en successeur de Luther, en apôtre venu

au monde pour développer et compléter le luthéranisme; mais l'orthodoxie luthérienne poursuivait en Strauss un implacable ennemi de la foi.

Par une contradiction fréquente, ce révolutionnaire en religion était en politique le plus conservateur des hommes. Il se disait et se croyait libéral, mais sa foi seule était pénétrée de libéralisme. Wurtembergeois de naissance, Strauss professe déjà en politique toutes les idées prussiennes. Dans les peuples, il n'aperçoit qu'un vil bétail dont les souverains ont le droit de disposer à leur gré. Le monarque est maître et l'État est Dieu. Le mot pangermanisme n'existait pas encore à l'époque où sévissait David Strauss; mais le fléau s'annonçait, si le mot pour le désigner n'était pas d'un usage courant. Strauss est un pangermaniste avant la lettre. Rien de plus instructif que certaines pages de son volume sur Voltaire : « La guerre, écrit-il quelque part, est sans doute un grand mal, et on ne saurait trop décrier les guerres d'ambition telles que Louis XIV les faisait; mais quand Frédéric envahit la Silésie, il y était poussé par le besoin d'agrandissement de sa jeune Prusse ou, encore mieux, de l'Allemagne elle-même qui avait besoin de la Prusse pour s'affranchir du joug de la catholique Autriche. » Ineffable candeur ! n'est-il pas vrai? Les conquêtes de la Prusse sont la juste récompense de ses vertus, celles de la France sont d'odieux abus de la force. David Strauss a l'œil du lynx pour découvrir les points faibles du dogme chétien. Il se fait taupe pour juger le dogme de l'hégémonie prussienne. Ce Wurtembergois a tout l'orgueil des Brandebourgeois et leur solide pharisaïsme. Au lendemain de 1870, l'historien Mommsen a comparé les nations latines à un fumier où devait prospérer le peuple allemand. David Strauss emploie un langage moins bas; mais sa conviction est la même. La France meurt de la mort réservée aux choses déliquescentes : « Ce n'est pas seulement, déclare-t-il, la littérature de la France qui est corrompue, c'est la nation même et, avant la guerre actuelle, nous n'avions aucune idée de cette pourriture générale et d'une telle dissolution de tous les liens moraux. »

Renan regrettait à coup sûr ces violences, car la violence n'était pas dans son caractère. Mais aussi n'en mettait-il aucune dans ses sentimens contre l'Allemagne. A maintes reprises, il a déclaré qu'il devait à Gœthe, à Herder, le meilleur

de son savoir et de son génie. Au plus fort de la tempête, il s'en souvenait. Il vénérait surtout dans l'Allemagne l'artisan de la Réforme. L'ampleur du mouvement religieux dont ce pays avait été le théâtre au xve siècle le gênait pour voir tout entière la basse qualité du militarisme dont il se faisait le champion à la fin du xixe. Renan saluait dans la Réforme une conquête plus profitable à l'affranchissement de l'esprit humain que la Révolution française. Seule la Renaissance, œuvre de l'Italie, lui paraissait supporter la comparaison avec la grande rénovation religieuse, œuvre du génie germanique.

Pour comprendre cette sérénité dont témoigne la première de ses lettres à Strauss, il faut se rappeler aussi son opposition à l'Empire. En 1870, tous les Français ne faisaient pas bloc comme aujourd'hui. Si Ernest Renan s'afflige pour la patrie des malheurs qui la frappent, la joie de voir l'Empire abattu met un baume sur ses blessures. On voit l'opposant à côté du patriote.

Quand éclata la guerre, Renan avait promis à Charles Ritter d'écrire une préface pour un recueil d'études de Strauss qu'il s'occupait à traduire. Comme remerciement, Strauss avait envoyé à Renan son livre sur Voltaire. Renan avait répondu par une lettre où il exprimait à Strauss le chagrin dont le remplissait l'ouverture des hostilités.

A cette lettre privée, le théologien allemand répliqua par une lettre ouverte datée du 12 août et publiée dans la *Gazette d'Augsbourg* du 18. Ritter se félicitait de l' « échange amical d'idées » qui s'engageait et célébrait la « modération relative » de cette première épître. Renan, de son côté, écrivait à Ritter : « L'ensemble de l'article de M. Strauss est très beau et certes bien propre à placer toutes les âmes élevées des deux nations au vrai point de vue philosophique qui convient dans les cruelles circonstances où nous sommes. » Nous jugerions aujourd'hui que le point de vue philosophique doit s'effacer, en temps de guerre, devant le point de vue national ; mais Ernest Renan, — observons-le une fois pour toutes, — pensait autrement à cet égard. Le « point de vue de l'éternité, » comme disait son maître Spinoza, lui semblait seul digne des grands esprits. David Strauss se plaçait sur un tout autre terrain.

Dès sa première lettre, David Strauss adoptait le ton rogue, presque cassant, dont il ne devait point se départir pendant toute sa polémique. Il fallait l'extrême mansuétude de Charles Ritter et les tendances germanophiles d'Ernest Renan pour consentir aux thèses développées dans la *Gazette d'Augsbourg* du 18 août 1870. Strauss retrace d'une plume magistrale, mais avec une évidente partialité, les traverses de l'idéal unitaire en Allemagne. Et il ne se contente pas de glorifier son pays, ce qui serait compréhensible : il met une insistance pénible à le glorifier aux dépens de la France : « A cette dure école du malheur et de la honte, écrit-il à Renan, où vos compatriotes ont été nos imprudens maîtres, nous avons appris à découvrir dans nos défauts essentiels : notre humeur rêveuse, notre lenteur et surtout nos discordes, les obstacles à toute prospérité nationale. Mais nous nous sommes recueillis, nous avons lutté contre ces vices, nous nous sommes toujours plus efforcés de nous en débarrasser. En revanche, les défauts nationaux des Français ont été, par une série de dominateurs français, entretenus avec soin. Longtemps grossis par le succès, ils n'ont pas été extirpés par le malheur. Les aspirations à l'éclat et à la gloire, l'ambition d'y atteindre, non point par un silencieux travail à l'intérieur, mais par des entreprises aventureuses et retentissantes au dehors, la prétention de prendre la tête des peuples, les tentatives en vue de les protéger et de les exploiter, ces vertus à rebours qui sont à la mode gauloise, comme les vertus énumérées plus haut sont à la mode germanique, ont été entretenues par Louis XIV, par le premier Napoléon, et, souhaitons-le, par le dernier de cette dynastie, d'une manière qui a causé au caractère national le plus grand tort. »

Strauss ne s'arrête pas aux souverains. Au nom de cette « culture » allemande dont il brandissait déjà l'étendard insolent, il dit leur fait à ces écrivains français des XVIIe et XVIIIe siècles dont nous tirons tant de fierté. Certes, ils sont d'intelligence brillante et d'esprit fin ; ils ont la clarté, l'élégance de la forme ; mais combien les classiques allemands ne leur sont-ils pas supérieurs par la chaleur du cœur et la profondeur de la pensée ! Tout bien pesé, l'humanité ne gagnera pas moins que l'Allemagne aux victoires germaniques. Les prétentions allemandes à l'hégémonie universelle éclatent déjà dans le libelle de David Strauss. Il n'en conclut pas moins et sans

doute avec une parfaite bonne foi, mais aussi avec une étrange inconscience : « Ce résultat pour lequel nous combattons est uniquement l'égalité des droits avec les peuples européens et l'assurance qu'un voisin remuant ne pourra plus désormais nous troubler à son gré dans les travaux de la paix, ni nous dérober les fruits de notre labeur. »

La première intention de Charles Ritter avait été de publier une traduction de la lettre de Strauss dans *l'Indépendance belge;* mais Renan la soumit à Édouard Bertin qui l'inséra dans le *Journal des Débats*. Elle parut le 16 septembre. Le lendemain, Renan publiait sa réponse.

Elle est d'une courtoisie qui révèle le Français de bonne souche. Renan avait trouvé la première épître de David Strauss très « modérée » et très « élevée, » — ce sont les termes qu'il emploie dans sa lettre à Charles Ritter. Il ajoutait : « On fait ce qu'on peut pour faire entendre un peu de raison, quoiqu'on sache fort bien que, dans ce fracas de passions déchaînées, elle ne peut guère être écoutée. » Renan voyait juste : Strauss refusa d'écouter la raison parlant par une bouche française. Renan s'était avancé pourtant aussi loin que possible dans la voie des concessions au germanisme.

Il rappelle au début de sa lettre qu'il doit à l'Allemagne ce qu'il a de plus cher au monde : « sa philosophie, presque sa religion. » Il admire dans ce pays sa « force intellectuelle, jointe à tant de moralité et de sérieux. » Quand la Prusse en 1866 remporta ses victoires, il n'hésita pas à s'en réjouir. Le monde, pensait-il, ne pouvait que gagner à l'ascension de l'Allemagne au rang de grande Puissance. L'Allemagne accomplirait peut-être cette œuvre où la France avait échoué : une organisation scientifique et rationnelle de l'État. Renan s'en prenait à cette fatalité « qui semble condamner notre malheureux pays à n'être jamais conduit que par l'ignorance, la présomption et l'ineptie. » Et voilà bien des griefs contre la France et ses conducteurs.

En faveur de son pays, Renan conseillait la modération à son adversaire. Déjà, le 13 septembre 1870, la partie était à peu près perdue. Le vainqueur avait annoncé son intention d'annexer l'Alsace et la Lorraine. Renan montre avec des accens prophétiques le désastre qui en résulterait non seulement pour la France, mais encore pour l'Allemagne et la civilisation.

Il disait à Strauss : « Ceux qui croient comme vous que la France est nécessaire à l'harmonie du monde (mais Renan faisait erreur, Strauss ne le croyait pas) doivent peser les conséquences qu'entraînerait un démembrement. » C'est par l'Alsace que les idées et les méthodes allemandes pénètrent en France. En outre, le peuple alsacien préfère rester français. Ernest Renan estime que le vœu de l'Alsace tranche la question. L'Alsace doit rester française.

La France n'admettrait pas qu'il en fût autrement. Si l'on nous démembre, déclare Ernest Renan, c'est la guerre de revanche et l'alliance russe. Si l'on nous ménage, nous oublierons et formerons avec l'Allemagne et l'Angleterre une alliance « dont l'effet sera de conduire le monde dans les voies de la civilisation libérale. »

Tel est le sens de cette première lettre à David Strauss.

La discussion n'aurait peut-être pas continué, si Ernest Renan n'avait inséré dans la *Revue des Deux Mondes*, deux jours après son article des *Débats*, une étude sur *la Guerre entre la France et l'Allemagne*, qui indigna David Strauss et lui remit la plume à la main. Ernest Renan se bornait pourtant à développer dans son article de la *Revue* les idées qu'il avait esquissées dans son article des *Débats*.

C'étaient les mêmes doléances sur la brouille des deux pays : « J'ai toujours regardé la guerre entre la France et l'Allemagne comme le plus grand malheur qui pût arriver à la civilisation. » Renan redoute les suites; il craint que la paix qu'on fera n'aggrave la situation et répète que l'Allemagne aurait grand tort d'annexer l'Alsace-Lorraine. Dans son article de la *Revue* comme dans celui des *Débats*, il s'exprime à cet égard avec une entière clarté. Non pas qu'il juge qu'en ce qui concerne l'Alsace, l'ancien régime soit sans reproche. La royauté française eut, à ses yeux, grand tort d'abuser du marasme où la guerre de Trente Ans avait plongé l'Allemagne. Elle fit alors ce qu'elle n'avait jamais fait. Renonçant à la règle si sage qui consistait à n'annexer aucun territoire de langue étrangère, elle s'empara de l'Alsace où l'on parlait allemand : « Le temps a légitimé cette conquête, observe-t-il toutefois, puisque l'Alsace a pris une part si brillante aux grandes œuvres communes de la France. Il y eut cependant, dans ce fait qui, au XVIIe siècle, ne choqua personne, le germe d'un grave embarras pour l'époque

où l'idée de nationalité deviendrait maîtresse du monde et ferait prendre dans les questions de délimitation territoriale la langue et la race pour critérium de la légitimité. » Renan n'écrirait plus la même chose aujourd'hui, car l'épreuve a clairement prouvé que, en dépit de la langue et de la race, l'Alsace n'était nullement allemande. D'ailleurs, il concluait : « Que la France perde l'Alsace et la Lorraine, et la France n'est plus. L'édifice est si compact que l'enlèvement d'une ou deux grosses pierres ferait crouler tout l'édifice. »

On retrouve dans l'étude de la *Revue* les mêmes éloges sur la race allemande que dans les *Débats*. Renan loue par-dessus tout la chasteté germanique. Ignorait-il donc que la chronique scandaleuse des cours allemandes, — grandes et petites, — est une des plus volumineuses qui soient? Il veut que la race allemande soit « dure, forte, grave »... et « chaste, » et il la loue pour ces vertus austères. Tout au plus se risque-t-il à craindre que la Prusse ne finisse par exagérer. Le levain prussien a fait lever la pâte allemande; mais il faut maintenant que la pâte absorbe le levain. Renan déplore les excès de certains Allemands, avides de « dominer l'Europe par une action universelle de la race germanique, » frénésie, dit-il, « bien chimérique. » Que l'Allemagne résiste au piège que lui tend la Prusse; sinon, elle armerait contre sa jeune gloire tous ses rivaux : « Un œil pénétrant, écrivait-il, verrait peut-être dès à présent le nœud déjà formé de la coalition future. Les sages amis de la Prusse lui disent tout bas, non comme menace, mais comme avertissement : *Væ victoribus!* »

Cet avertissement contenait une prophétie, mais Renan lui-même y croyait-il fermement? « La Prusse, déclare-t-il, aura été une crise, non un état permanent. Ce qui durera réellement, c'est l'Allemagne ! »

Le lecteur se demande sans doute de quoi David Strauss a pu prendre ombrage dans tout cela. Nous y voici. Parmi tant de complimens à l'adresse de l'Allemagne, Renan avait plaidé avec énergie, dans son article comme dans sa lettre, pour l'intégrité du territoire français. Ce plaidoyer avait reçu dans l'article, comme il est naturel, un plus grand développement que dans la lettre. Renan citait les frontières que les traités de 1814 et de 1815 avaient données à la France. Son article de la *Revue* parut après Sedan ; mais il avait été

composé avant. Le ton général de la discussion s'en ressentait.

Renan approuvait dans l'ensemble les frontières de la France à la veille de la guerre. Il trouvait bon que les pays flamands, même les pays wallons, Genève et la Suisse romande, n'eussent jamais été attribués à la France. « Ils offrent, disait-il, un asile aux émigrés de nos dissensions intestines, et, en temps de despotisme, ils servent de refuge à une pensée libre; » mais Renan se permettait de regretter « qu'à l'époque des tractations amicales, on n'eût pas stipulé quelques cessions portant sur des pays disposés à se réunir à la France. » On aurait pu, par exemple, stipuler avant la guerre « la cession du Luxembourg au cas qu'il y consentît. »

La France aurait pu aussi obtenir, — toujours « à l'époque des tractations amicales, » — certaines corrections aux frontières de 1815 dans les régions de la Sarre et du Palatinat. Pour des raisons stratégiques, on avait séparé de la France des vallées qu'elle pouvait très raisonnablement réclamer. Mais, sauf cela, « elle n'avait pas un pouce de terre à désirer. » Impossible, n'est-il pas vrai? d'exprimer dans un langage plus modéré des souhaits, après tout, essentiellement platoniques. Renan se bornait à formuler des vœux.

II

Les deux parties avaient parlé l'une après l'autre. La cause était entendue. Un homme de goût n'eût pas continué ce débat. C'est pourquoi David Strauss le continua.

Dans sa seconde lettre, le ton est devenu sensiblement plus arrogant que dans la première. La contradiction s'y fait plus sarcastique, l'ergotage plus hargneux. Strauss déclare en commençant qu'il se meut sur le même terrain que son correspondant français, qu'il obéit à la même philosophie : « Le loyal progrès de l'humanité sur la voie du libre et harmonieux développement de l'humanité est pour nous deux l'astre conducteur de nos pensées; » mais toute la lettre de Strauss inflige un démenti à cet exorde. Le « loyal progrès de l'humanité » l'intéresse beaucoup moins que le brutal succès de l'Allemagne.

Après quelques malédictions préliminaires et hypocrites contre la « corruption française » et ces « romans » et ces « danses de Paris » dont la Germanie faillit s'empoisonner,

Strauss passe à de plus graves doléances. Renan avait souhaité de voir l'Allemagne du Sud apprivoiser la Prusse. Strauss, Wurtembergeois lui-même, mais grand admirateur de la Prusse, de ses Bismarck et de ses Moltke, redresse sur ce point le jugement de son contradicteur français. Comme *animal politique* (c'est le terme qu'il emploie), le Prussien l'emporte, et de beaucoup, sur l'Allemand du Sud. Strauss va jusqu'à prendre contre Ernest Renan la défense des hobereaux de Poméranie, « cette anti-France de la Baltique, » comme l'avait ingénieusement qualifiée le philosophe français. Strauss admet que cette caste ne doit plus fournir à elle seule les chefs de la société allemande : « Pour l'État allemand qu'il s'agit de créer, nous voulons pleine liberté de concurrence, sans différence de condition ; » mais il noie ce vœu dans un tel galimatias d'hommages aux gentilshommes de Prusse qu'il est impossible de prendre au sérieux ses aspirations égalitaires.

Le niveau de la discussion s'abaisse encore d'un degré dans la partie de la lettre où Strauss examine la question des nouvelles frontières. Dans l'article de la *Revue*, Renan avait plaidé pour le maintien des frontières de 1815, non de 1814. Peut-être ne l'avait-il pas indiqué assez clairement; mais l'idée se dégageait nettement de l'ensemble de l'article. Soit qu'il comprît mal, soit qu'il voulût mal comprendre, Strauss travestit totalement la pensée de son correspondant français.

Il proteste avec aigreur contre le plaidoyer de Renan en faveur des frontières de 1815 : « Comme vous parlez, déclare-t-il, des *frontières actuelles*, on est tenté de penser aux accords de 1815. Mais il découle de votre article de la *Revue* que vous avez en vue bien plutôt les accords de 1814. Nous devrions donc perdre de nouveau Sarrelouis et Landau avec leurs territoires dont nous n'avons pris possession qu'en 1815. Tel devrait être le châtiment de la France pour la guerre criminellement entreprise, tel devrait être le prix de nos glorieuses, mais sanglantes victoires ! Nous devrions livrer un nouveau morceau de terre et encore à un agresseur vaincu ! Non, si un homme aussi raisonnable que l'est Ernest Renan peut soumettre au tribunal arbitral qu'il préconise une telle proposition, nous sommes pleinement autorisés, comme nous avons fait la guerre tout seuls, à vouloir dicter tout seuls les conditions de la paix. »

L'heure n'est pas au sentiment. Le moment est passé de la

clémence. Strauss estime que l'Allemagne doit, sans l'ombre d'hésitation, faire rendre à la victoire tout son effet utile. Ses argumens sont ceux du prince de Bismarck : la France ne pardonnera pas à son vainqueur. En tout état de cause, elle préparera la revanche. Pourquoi donc l'épargner ? Ernest Renan, on l'a vu, soutenait le contraire. Il promettait à une Allemagne généreuse une alliance franco-anglo-allemande qui assurerait le progrès pacifique de l'Europe ; mais Strauss restait sceptique. Pourquoi donc renoncer à l'Alsace et à la Lorraine puisque aussi bien Renan reconnaissait le germanisme de ces provinces ?

Fort des paroles du philosophe français, Strauss écrivait avec une lourde ironie : « La France ne doit plus pouvoir exister, si on lui prend ses provinces allemandes... Je ne voudrais pas avoir fait cet aveu, si j'étais Français. »

Ernest Renan avait attaqué au fleuret. On lui répondait à coups de matraque.

David Strauss avait prouvé qu'il manquait de goût. Il lui restait à prouver qu'il manquait de tact. La preuve arriva, aussi convaincante que possible.

Strauss avait publié sa réplique dans la *Gazette d'Augsbourg ;* mais alors que le *Journal des Débats* avait loyalement inséré une traduction de sa lettre avant la réponse de Renan, la *Gazette d'Augsbourg* avait refusé d'imprimer l'article de Renan auquel Strauss répondait. Dans une lettre à Ritter (17 octobre 1870), Strauss rapporte que la *Gazette d'Augsbourg* lui a retourné la prose de Renan comme étant « sans importance. » La *Gazette d'Augsbourg* aurait sans doute changé d'avis, si Strauss avait insisté. Ce journal n'avait rien à lui refuser. Mais Strauss n'insista pas.

De sorte qu'il répondait dans sa seconde lettre à un adversaire bâillonné, ce qui n'est pas une manière très élégante de répondre. Il fit encore mieux par la suite. Avec une traduction de la première lettre de Renan précédée de sa première lettre à lui Strauss et suivie de sa seconde lettre, il forma une brochure, *Guerre et Paix* (1), qu'il fit vendre par son libraire au

(1) *Krieg und Friede. Zwei Briefe an Ernst Renan. Nebst dessen Antwort auf den ersten.* Leipzig, 1870.

Cet opuscule a été réimprimé dans le tome I des *Gesammelte Schriften* de Strauss. Bonn, 1876.

profit des invalides allemands ! Pour être philosophe, on n'en est pas moins patriote et philanthrope.

L'invasion allemande, le siège de Paris et le blocus littéraire qui en fut la conséquence tinrent Ernest Renan jusqu'au printemps de l'année suivante dans l'ignorance des hauts faits de David Strauss. Il écrivait à Charles Ritter, le 11 mars 1871, la noble lettre que voici :

J'ai appris seulement il y a quelques jours que le 29 septembre M. Strauss a fait une réplique à ma réponse insérée dans les *Débats* le 16 décembre de ce même mois. Je voudrais bien lire cette réplique; pourriez-vous me la procurer ?

Je regrette un peu que M. Strauss ait continué cet échange de réflexions quand il savait que je ne pouvais lire ses communications ni y répondre. Je le regrette d'autant plus qu'il paraît que M. Strauss fausse étrangement mes opinions sur quelques points. On m'a dit qu'il me prêtait cette idée que la France devait réclamer les territoires qu'elle perdit en 1815, et cela, parce qu'une ou deux fois dans la *Revue des Deux Mondes* j'ai parlé des traités de 1814. Je ne puis croire M. Strauss capable d'une telle subtilité d'inquisiteur. Ma thèse longuement développée était de s'en tenir pour les questions territoriales au *statu quo ante bellum*, je ne pouvais donc avoir la prétention de réclamer Landau et Sarrelouis qui ne nous appartenaient pas *ante bellum*. Nous avons l'habitude en France de prendre les traités de 1814 comme représentant la réduction de la France à ses frontières, les modifications de 1815 ayant été peu de chose auprès de ce qui se fit en 1814 et se confondant pour nous dans les grands actes diplomatiques de 1814. En tout cas, si j'avais voulu dire l'énormité que me prête M. Strauss, j'aurais dû l'exprimer plus clairement et ne pas m'en tenir à ce petit escamotage de chiffres. Ce n'est pas là ma manière d'écrire habituelle. Je suis fâché d'avoir été chargé devant l'Allemagne d'une telle absurdité par une autorité comme celle de M. Strauss.

J'écris en ce moment quelques réflexions sur la situation présente; ce sont probablement les dernières pages de politique que j'écrirai. Tout ce que j'avais rêvé, désiré, prêché se trouve chimérique. J'avais fait le but de ma vie de travailler à l'union intellectuelle, morale, politique de l'Allemagne et de la France. Voilà que la criminelle folie du gouvernement déchu, le manque d'esprit politique de la démocratie française, l'exagération patriotique des Allemands, l'orgueil prussien ont tracé entre l'Allemagne et la France un abîme que des siècles ne combleront pas. Je ne peux pas dédire ce que j'ai dit en pleine conscience, conseiller la haine quand j'ai conseillé l'amour. Je dois dire comme Gœthe : « Comment voulez-vous que je prêche la haine quand je ne la sens pas dans mon cœur ? » Je ne peux cependant pas dire à mes compatriotes, quand deux millions de Français me redemanderont leur patrie, de ne pas les écouter. Je me tairai.

Quelques jours après l'envoi de cette lettre à son ami de

Genève, Ernest Renan reçoit la brochure même de Strauss. Elle confirme ses craintes. Sur les traités de 1814 et 1815, sur la question des frontières naturelles et désirables de la France, le fougueux patriote wurtembergeois a complètement dénaturé sa pensée. Renan n'a jamais demandé qu'on revînt sur les cessions de 1815, il n'a jamais conseillé l'annexion du Luxembourg à la France, quoi qu'en dussent penser les habitans : « S'il y a une pensée, déclare-t-il à Ritter dans une lettre du 29 avril 1871, qui soit constante et évidente dans tout ce que j'ai écrit sur cette question, c'est que toute annexion de province faite contre le vœu des habitans est, dans l'état actuel des mœurs, un crime et une faute. »

Il s'irrite presque de voir sa pensée à ce point méconnue. Les dernières lignes de cette même lettre du 29 avril à Charles Ritter attestent tout son déplaisir.

Je suis fâché que l'opinion d'un pays au jugement duquel j'attache beaucoup de prix ait été ainsi faussée en ce qui me concerne par l'homme du monde de qui je devais le moins attendre cette représentation inexacte de mes sentimens. C'est une des faiblesses qui nous font le plus de tort, à nous autres Français de la vieille école, de faire passer avant tout les délicatesses du galant homme, avant tout devoir, avant toute passion, avant toute croyance, avant la religion, avant la patrie. Cela nous fait du tort, dis-je, car on ne nous rend pas la pareille et notre politesse, notre courtoisie, n'étant pas payées de retour par des adversaires moins généreux, deviennent duperie. Il est vrai que je plaide là pour un esprit qui bientôt ne sera plus. La force, la brutalité envahissent le monde. Notre idéal était trop fin, trop conçu en vue de gentilshommes désabusés de tout préjugé, de tout intérêt, de toute passion. On l'appréciera quand il ne sera plus.

Ces dernières phrases sont exquises. Il eût été malheureux de les laisser perdre. Sage administrateur de ses trésors, Ernest Renan les intercale mot pour mot dans la seconde lettre à Strauss du 15 septembre 1871 (1). Il est piquant d'observer qu'avant de cingler David Strauss, elles avaient délecté Charles Ritter.

Ce dernier n'était pas moins peiné que son illustre correspondant de la fâcheuse tournure prise par le débat. Il s'était félicité d'avoir mis en rapport deux des plus grands critiques religieux de son temps et la brouille, hélas! s'annonçait, la lune

(1) Page 190 de la *Réforme intellectuelle et morale*. Paris, 1871.

de miel à peine entamée. Du moins Charles Ritter joua-t-il son rôle jusqu'au bout avec une loyauté parfaite, excusant Strauss auprès de Renan, plaidant pour Renan auprès de Strauss.

Lorsque M. Strauss, — explique-t-il à Ernest Renan (9 mai 1871), — écrivait sa réplique le 29 septembre, il croyait, — avec presque tout le monde en Europe. — que Paris se rendrait en octobre ou au plus tard en novembre. Dans les dernières lignes de sa lettre, il parle des prochaines semaines. S'il en avait été ainsi, si Paris n'avait pas été fermé pendant cinq mois par les Prussiens, et bientôt après par les socialistes, votre réplique aurait pu paraître depuis longtemps et rectifier tout ce que M. Strauss avait mal interprété. Les deux circonstances qui ont le plus contribué à prolonger les malentendus, le refus d'insertion de la *Gazette d'Augsbourg* et le blocus littéraire de Paris, ne sont donc pas imputables à M. Strauss.

Pour moi, Monsieur et illustre maître, qui ai passé plusieurs jours avec lui au début de la guerre et peu avant sa première lettre à vous adressée, qui ai reçu de lui plusieurs billets au moment où il se décida, — non sans hésitation et très préoccupé, je vous assure, de la crainte de vous froisser, — à écrire la seconde ; pour moi, je suis persuadé que M. Strauss serait vivement affligé s'il connaissait la pénible impression que vous avez reçue de sa réplique et des malentendus qu'elle a provoqués. Ces malentendus, d'ailleurs, seront bien passagers : les Allemands sont trop *critiques* pour juger un écrivain sur quelques citations isolées d'un de ses travaux faites par un autre écrivain et, une fois la fièvre patriotique passée, ils seront trop raisonnables pour ne pas rendre justice au grand caractère de noblesse, d'équité, de sympathie pour leur nation qui distingue tous vos écrits et en particulier vos articles de 1870 (1).

Cette sympathie pour l'Allemagne qui frappe, dans les lettres de Renan, l'équitable et judicieux Charles Ritter, ne frappe pas David Strauss au même degré. Il s'obstine à ergoter et dans un esprit hostile, comme on en peut juger par une lettre à Ritter du 26 mai 1871 :

Vous faites valoir en faveur de Renan le fait que l'article, bien qu'il ait paru *après* Sedan, avait été certainement écrit *avant*. Je réplique : exiger de l'Allemagne une cession de territoire en faveur de la France *vaincue* était avant Sedan tout aussi absurde qu'après. Oui, votre distinction pousserait un malveillant adversaire à argumenter comme suit : ainsi donc, avant Sedan, l'intercesseur exigeait pour sa France vaincue Landau et Sarrelouis, comme le morceau de sucre que la Madeleine repentante devait pouvoir jeter dans son amer breuvage. Après Sedan, il renonce au morceau de sucre et se contente du *statu quo*. En faveur de la France jetée à terre, il ne

(1) Cette lettre est un brouillon. La lettre définitive envoyée à Renan n'a pas été conservée, lui étant parvenue dans les derniers jours de la Commune. Elle ne devait pas différer sensiblement du projet ci-dessus.

réclame aucune restitution : pour la France simplement vaincue, il avait exigé de l'Allemagne une petite cession territoriale. Qu'aurait-il demandé en faveur d'une France victorieuse ? Non seulement, de toute évidence la rectification de la Sarre, mais les frontières naturelles, c'est-à-dire le Rhin. Et que l'intercesseur ne prétende pas qu'il ne veut rien savoir d'une annexion opérée sans l'assentiment de la population. Quel Français ne tient pas sa nation pour si irrésistiblement attirante pour ne pas espérer, au cas où on le laisserait faire, que toutes les provinces voisines l'une après l'autre se jetteraient dans les bras de la grande nation ? Quand Renan ne distingue pas entre les traités de 1814 et ceux de 1815, c'est une autre affaire, à la vérité. Nous autres Allemands les distinguons très strictement. « Les stipulations de 1815, écrit Renan, se confondent pour nous dans les grands actes de 1814. » La *confusion* a toujours quelque chose de fâcheux pour celui qui la commet, puisqu'il en doit porter seul la responsabilité. En toute sincérité, je ne puis complètement croire à cette confusion. L'homme qui se plaint à tant de reprises des frontières de 1815, qui surtout à tant de reprises parle d'une rectification de ces frontières dans le domaine de la Sarre et du Palatinat où justement en 1814 les frontières étaient encore différentes ; l'homme qui, à propos du Congrès européen appelé à terminer la guerre de 1870, parle des frontières de 1815, n'aurait-il pas dû savoir ce qu'il écrivait ? Je vois un signe du puissant effet produit par la victoire allemande sur les Français bourrés de préjugés dans ce fait que leurs prétentions d'il y a encore quelques mois leur paraissent aujourd'hui si absurdes qu'ils refusent de croire qu'ils les ont élevées.

III

La seconde lettre de Strauss avait ouvert les yeux à Renan. Dans sa réplique à Strauss, parue le 15 septembre 1871, un an, presque jour pour jour, après sa réplique, il parle à son adversaire comme celui-ci méritait qu'on lui parlât dès l'abord. La paix de Francfort consommait la diminution française. L'Alsace-Lorraine était devenue le *Reichsland*. Renan ne s'adressait plus le 15 septembre 1871 à un adversaire censé lutter à armes égales, mais à un vainqueur gonflé, abusant sans scrupule de ses victoires.

Avec une modération qui n'en est que plus blessante, si Strauss a compris (mais a-t-il compris ?) Renan reproche à son collègue d'outre-Rhin et d'avoir répondu, dans la *Gazette d'Augsbourg*, à une lettre que ce journal avait refusé d'insérer et d'avoir vendu la prose d'un Français au profit des invalides allemands.

Renan reproche ensuite à Strauss d'avoir faussé sa pensée sur les traités de 1814 et de lui avoir attribué pour la France

des ambitions, hélas! hors de saison : « Trompé par l'expression *les traités de 1814* que nous employons souvent en France pour désigner l'ensemble des conventions qui fixèrent les limites de la France à la chute du premier Empire, vous avez cru que je demandais après Sedan qu'on revînt sur les cessions de 1815, qu'on nous rendît Sarrelouis et Landau. Je suis fâché d'avoir été présenté par vous au public allemand comme capable d'une telle absurdité. »

Les thèses alsaciennes de Renan avaient excité la verve pesante de l'érudit wurtembergeois. Renan éprouve le besoin de s'expliquer. Il fait observer à son adversaire que l'Alsace, avant d'être un pays germanisé, était un pays celtique et qu'aussi bien « presque partout où les patriotes fougueux de l'Allemagne réclament un droit germanique, nous pourrions réclamer un droit celtique antérieur. » Au surplus, l'Alsace « ne désire pas faire partie de l'État allemand. Cela tranche la question. » Renan aurait dû écrire : « Cela tranche la question pour un Français; » mais l'argument était de peu de poids pour un Allemand et déjà plusieurs précédens en faisaient foi. L'animosité des peuples annexés avait-elle empêché la Prusse de s'annexer Polonais et Danois?

En septembre 1871, Renan ne pouvait plus croire et ne croyait plus à la modération allemande : « Je ne crois pas, avoue-t-il, à la durée des choses menées à l'extrême et je serais bien surpris si une foi aussi absolue en la vertu d'une race que celle que professent M. de Bismarck et M. de Moltke n'aboutissait pas à une déconvenue. L'Allemagne, en se livrant aux hommes d'État et aux hommes de guerre de la Prusse, a monté un cheval fringant qui la mènera où elle ne veut pas. » Les paroles prophétiques abondent dans cette seconde lettre, bien qu'un reste de tendresse pour les Germains et la Germanie perce toujours par-ci par-là. Renan parle encore aux Allemands comme à des amis qu'on met en garde : « Une suspicion universelle contre votre puissance d'assimilation, contre vos écoles va se répandre. Un vaste effort pour écarter vos nationaux que l'on envisagera comme les avant-coureurs de vos armées sera pour longtemps à l'ordre du jour. »

Dans une autre page divinatrice, Renan signale à l'Allemagne le péril d'une alliance franco-russe. La Prusse, qui avait trouvé fort légitime de s'allier à la Russie contre Napoléon, n'a

cessé de reprocher à la République française son pacte avec Alexandre III et Nicolas II : l'alliance franco-russe est un « crime contre la civilisation. » Imbu des idées allemandes sur la *culture* germanique et la *barbarie* moscovite, Ernest Renan craignait, lui aussi, qu'un accord franco-russe ne mît en danger le progrès européen. En 1871 la magnifique fermentation spirituelle de la Russie était mal connue en Occident. Ni Dostoïevsky, ni Tolstoï n'avaient encore trouvé le chemin de nos esprits et de nos cœurs. Vogüé n'avait pas encore révélé dans un livre admirable la splendeur du génie slave et les enseignemens que nous en pouvons retirer. Dans le Slave, Renan n'apecevait qu'une menace.

Chacun des interlocuteurs avait pris deux fois la parole. Leur grande dispute en resta là. Strauss mit sur le compte de l'amertume causée par la défaite le ton de la seconde épître de Renan. Mais il se garda bien de faire son examen de conscience. Ernest Renan apportant quelque lenteur à écrire la préface qu'il avait promise à Ritter, Strauss verse une plainte dans le sein de son ami suisse : « Eh bien! soit. Si je voulais plaisanter, je dirais : Voilà ce qu'on gagne à la politesse. Mes compatriotes ont tous pensé que j'aurais dû être plus grossier (*gröber*). Je n'ai pas été grossier et pourtant j'ai blessé. »

Il faut saluer cette phrase : « J'aurais dû être plus grossier... » Elle fait songer aux paroles de Méphistophélès dans le *Faust* de Gœthe : « En allemand, on ment quand on est poli... » Nous avons analysé les deux lettres de Strauss. Nous en avons donné des extraits. On a donc pu juger de l'atticisme de ce Wurtembergeois. Et il pensait n'avoir pas été grossier! Comment eût-il été, juste ciel, s'il avait voulu l'être? Strauss exhalait, au surplus, des plaintes prématurées. Renan donna sa préface et le recueil parut en 1872 (1). Une amertume douloureuse perce dans la préface. L'auteur évoque ses illusions d'autrefois : « Nous avions pu croire que deux grands pays, tous deux placés avec l'Angleterre à la tête de la civilisation, et menacés par les mêmes dangers (le socialisme international, le catholicisme ultramontain, la Russie devenant la grande Puissance asiatique), seraient assez sages pour voir leur intérêt, pour clore une histoire de luttes déjà vieille

(1) David-Frédéric Strauss. *Essais d'histoire religieuse et mélanges littéraires.* Traduit de l'allemand par Charles Ritter. Paris, 1872.

de soixante ans, et pour s'en tenir aux limites qu'avaient fixées les derniers traités, puisque ces limites ne soulevaient de la part des populations aucune réclamation sérieuse... Nos faibles voix se sont perdues dans la tempête. » Mais sur Strauss même Renan continue d'émettre des appréciations flatteuses. Et c'est un Allemand qui le vengea. On se rappelle les pages étincelantes des *Considérations inactuelles* où Frédéric Nietzsche étudie en David Strauss le type allemand par excellence du *philistin cultivé*. Nietzsche prend avec chaleur, dans la première partie de cette étude, la défense de la culture française contre la culture allemande (1).

Quant à Charles Ritter, l'instigateur de la polémique retentissante, mais irritante, qui brouillait à jamais ses deux vénérés maîtres, il en éprouvait, dans son officieuse bonté, une indicible tristesse :

Je n'insiste pas autrement, — écrivait-il le 16 décembre 1871 à Ernest Renan, — que pour vous dire mon profond chagrin de voir se dissiper pour toujours un rêve que j'avais longtemps caressé, celui de voir unis par une sympathie réciproque deux grands esprits qui ont rendu de si éminens services à la haute culture de notre temps et auxquels je me suis toujours senti personnellement si redevable.

Il n'est si mauvaise place qu'entre l'enclume et le marteau. Charles Ritter en fit la cruelle expérience. Mais il eut assez d'habileté et de douceur pour rester en relations amicales avec les deux champions ennemis de 1870-1871. On connaît mal son sentiment personnel sur la grande querelle qu'il avait provoquée. Il n'aimait pas à en parler, moins encore à en écrire. Mais tout ce qu'on sait de son caractère et de ses goûts permet d'espérer qu'il penchait vers Ernest Renan plutôt que vers David Strauss. Charles Ritter, cet homme de toutes les délicatesses, condamnait certainement dans son for intérieur le grossier pangermaniste qui regrettait de n'avoir pas été plus grossier encore.

MAURICE MURET.

(1) *Considerations inactuelles* (David Strauss, etc.). Traduction française par M. Henri Albert, Paris, 1907.

REVUE LITTÉRAIRE

RÉMY DE GOURMONT

C'était un homme très singulier : par l'étendue de son intelligence, déjà ; et puis, par un mélange de qualités rares à notre époque et de défauts un peu moins rares, mais un tel mélange ne se trouve guère. Ses qualités sont d'un véritable érudit, d'un merveilleux artiste et d'un philosophe, au moins d'un penseur ; et, ses défauts ou quelques-uns de ses défauts, certains ignorans, ou primaires, les ont aussi. Son œuvre, qui est immense, réunit à de parfaites beautés divers inconvéniens très désagréables. A chaque instant, il vous apparaît comme un grand esprit, et qui a des petitesses. On n'ose pas le juger : on l'admire et il vous fâche ; il vous amuse et vous irrite ; il vous enchante et vous déplaît. En somme, jamais il ne vous laisse indifférent : j'avais raison, voilà un écrivain très singulier.

Peut-être au surplus n'offense-t-il aucunement tels de ses lecteurs et, parmi eux, les amis fidèles des Encyclopédistes. Il a été, en notre temps, une sorte d'Encyclopédiste et comme un camarade un peu attardé, mais bien rajeuni, de d'Alembert ou Diderot. Je crois qu'il se serait entendu avec ces philosophes le mieux du monde, sinon sur tous les points, en tout cas sur le principal ; et, quant au reste, il se fût engagé très volontiers dans des querelles attrayantes. Il avait leur curiosité, leur extrême facilité de compétence, leur honnête désir de tout savoir et de comprendre tout, leur aptitude à y réussir, leur zèle infatigable et, en principe, leur scepticisme, en réalité le même entrain qu'eux à conclure, enfin l'air du doute et l'habitude d'affirmer : ou de nier, mais peu importe. Il avait leur perpétuel émoi du cerveau, leur digne amour des faits et des idées, leur volonté de conformer celles-

ci à ceux-là. Il avait leur méthode ; et il avait aussi leur désordre : quand on aime passionnément les faits et les idées, on ne renonce point à ceux ou à celles qui n'entrent pas dans la combinaison la plus logique et, si rationaliste qu'on soit, on a des complaisances de fantaisie. Il avait, de même qu'eux, cette noblesse de l'esprit que donne l'étude continuelle, cette fierté de l'âme que donnent le désintéressement à l'égard de toute mesquinerie et le souci coutumier des problèmes les plus estimables ; et il avait, de même qu'eux, un étonnant libertinage de l'imagination, pour tout dire un drôle de goût de l'obscénité, qui semble contraster avec tant de sagesse et qui en est le divertissement bizarre. Ajoutons leur athéisme, et leur impertinence d'athéisme, et leur manie du badinage anticlérical. Avec tout cela, de la poésie, les plus charmantes finesses du sentiment, de la bonhomie, de la grâce et une souveraine limpidité de la pensée.

Il a écrit sur toutes choses, anciennes ou récentes, sur la philosophie, l'histoire et la science, sur la théologie et la littérature, et sur l'art, et sur les mœurs, et sur les gens, sur le détail et sur la totalité de ce qui existe ou n'existe pas, sur les anecdotes et les rapports qu'elles entretiennent avec l'infini. « Nous sommes entourés de questions, nous vivons dans un forêt de questions; où que nous jetions les yeux, une question se dresse ! » dit-il; et voilà son bonheur, c'est qu'il y ait tant de questions que l'on soit certain de n'en pas manquer. Il ne les ménage pas. Il est au milieu d'elles comme un faune dans la forêt fabuleuse : il les a toutes caressées ; il les abandonne et il leur revient, plus amical, frivole assez pour les aimer toutes, fidèle à toutes. Les six tomes de ses *Épilogues*, les cinq tomes de ses *Promenades littéraires*, les trois tomes de ses *Promenades philosophiques* et encore quelque dix volumes de critique ou d'essais variés (1) composent ou entassent un magnifique trésor des connaissances les plus dignes d'occuper une tête moderne. Or, sur tant de questions extraordinairement diverses, Rémy de Gourmont n'apporte pas seulement une chronique et, je veux dire, un ingénieux et léger commentaire, mais une opinion sérieuse et qui tient compte des opinions antérieures, les discute, les écarte ou les admet, ne les remplace qu'à bon escient. Il n'improvise pas : il a travaillé. Il prétend, — et il « avoue, » oui, avec un peu de coquetterie, — qu'il n'a

(1) Ces volumes, et presque toute l'œuvre de Rémy de Gourmont, à la librairie du *Mercure de France ;* ajoutons *Pendant l'orage*, volume tout récemment publié par l'éditeur Édouard Champion, au profit de l'œuvre « du vêtement du prisonnier de guerre. »

guère jamais écrit sur un sujet qu'il n'en fît, en même temps, la découverte : « discourir sur ce que l'on sait trop bien, quel ennui ! » Sans doute ! et mettons qu'il travaille en même temps qu'il « épilogue : » mais il travaille. Toute occasion lui est bonne : après maintes occasions, il fut généralement informé. Ses découvertes le ravissent; mais, chacune des plus récentes, il la case dans une série ancienne. Ainsi, ses découvertes ne sont pas ces Amériques que de moindres savans ou lettrés annoncent avec un ridicule enthousiasme de nouveauté. Il sait où en est la recherche et continue.

Il a lu tous les philosophes, depuis les Grecs et depuis les Éléates jusqu'aux « absurdes » métaphysiciens d'Allemagne. Il n'a pas négligé les Scolastiques et, dans notre moyen âge, il a distingué plusieurs hérétiques qui, pour le satisfaire, avaient leur impiété supposée, au moins leur désobéissance et leur façon de risquer, sous les symboles de la foi, l'audace de leurs hypothèses. Il estime et traite comme un ami Celse qui, à l'époque des Antonins, réfuta le christianisme ; et il pardonne bien des méfaits d'orthodoxie à Origène qui, pour réfuter Celse, dut citer les meilleurs passages du *Discours véritable :* sans Origène, l'hérétique serait perdu. Il méprise Voltaire qui parle de Bacon « d'après des causeries de taverne » et qui ne l'avait pas lu ; car Voltaire nous renvoie « au livre » de Bacon, tout de même que si Bacon n'avait écrit qu'un livre. Lui, Rémy de Gourmont, n'a pas redouté de lire le latin de cet Anglais, vu qu'il est futile de se fier à la traduction de La Salle, toute pleine d'arrangement. Il a cherché dix ans et n'a été content qu'après avoir trouvé à Rome, dans une vente, la *Philosophia naturalis* de Roger-Joseph Boscovich, natif de Raguse et qui mourut à Milan l'année 1787, jésuite il est vrai, mais un de ces jésuites « fort libres » qu'il n'a point envie de dénigrer. Tous les systèmes, il les a examinés et appréciés, de telle sorte qu'un système qui survient, tout frissonnant de jeune hardiesse, ne le prend pas au dépourvu : il vous le range parmi les autres, parmi les vieilles tentatives de l'inutile dialectique.

Il est au courant de la science, et de son histoire, et de ses vœux. Quand M. Péladan cite Léonard de Vinci comme le précurseur de Copernic, Galilée, Képler, Harvey, Lavoisier, Pascal, Huygens, Haller, qui encore ? — non, répond doucement Rémy de Gourmont. Léonard dit que le soleil ne se meut pas ; mais Cicéron, Diogène Laërce et Plutarque le disaient aussi. Léonard dit que le sang se meut dans le corps humain ; mais « il ne devance pas Harvey, pas même Césalpin, pas même Colombo ou Servet : il transcrit Galien, » voilà

tout. Quand M. Le Dantec se désole ainsi : « c'est pour moi une grande douleur de voir méconnaître le transformisme au moment où je croyais qu'il avait conquis le monde, » Rémy de Gourmont, qui a suivi toutes les tribulations du transformisme, sait ce que vaut ce chagrin et console M. Le Dantec. Quand M. René Quinton publie *L'eau de mer, milieu organique*, il y a là une authentique nouveauté que Rémy de Gourmont saisit tout de go. Voire, il n'a pas attendu le volume et, dès les premières communications de ce savant, célèbre depuis lors, à l'Académie des sciences, il courait après le savant, se faisait expliquer l'invention, la révélait avec autant de claire exactitude que d'allégresse et de son côté, sur les données de la permanence physique et physiologique, il établissait une loi de « constance intellectuelle, » qui semble contredire le transformisme général, mais ne le contredit pas, et qui associe aux caractères de mutabilité le principe de l'invariabilité essentielle, et qui pourrait fournir à l'histoire de la pensée humaine, pareille et enrichie, une règle ou une méthode.

Cette règle ou cette méthode, avant même d'en avoir rédigé la formule, ne l'a-t-il pas appliquée, dans ses études, si nombreuses et attentives, dont notre littérature est l'objet ? n'a-t-il pas montré la diversité des œuvres et, au cours de six siècles féconds, la durée du génie français qui, sans se dénaturer, multiplie ses prouesses ? Il lui fallait, pour cette belle exhibition, connaître tous nos écrivains et les connaître, comme il dit, « d'original. » Cette obligation ne le gêne pas ; et il a tout lu : pour peu qu'on ait seulement parcouru tels ou tels plus fameux historiens de notre littérature, on voit que l'auteur des *Promenades littéraires* est, parmi eux, un monstre. Le moyen âge lui est familier : les poèmes du moyen âge et aussi la langue du moyen âge, comme à un philologue. Il a eu, pour ses travaux, l'assentiment de Gaston Paris, « dont nous sommes tous les disciples ; » et il s'en fait honneur, à bon droit. Les problèmes de l'étymologie, de la phonétique et de la sémantique ne lui sont pas étrangers. Si M. Paul Meyer, incontestable philologue, propose à l'Académie une réforme de l'orthographe dont les articles dérivent du passé même de la langue, Rémy de Gourmont le chicane heureusement. On écrira désormais *gajure*, au lieu de *gageure ;* pourquoi? Pour maintenir la prononciation, qui autrement se perdra : ainsi, au XVIIe siècle, si l'on en croit M. Paul Meyer, on prononçait *bonhur* et *malhur ;* l'Académie oublia de supprimer la lettre inutile, et nous disons *bonheur* et *malheur*. On disait *bonhur* et *malhur* ? Rémy de Gourmont se récrie : c'est qu'il n'ignore pas, lui, le XVIIe siècle plus que le moyen âge. Mais

voyez Richelet! Richelet : *heureux*, « prononcez *üreux ;* » *malheur :* « prononcez *maleur.* » Voyez Ménage : « Quoiqu'on die *heur*, *bonheur* et *malheur*, il faut dire *hureux*, *bienhureux*, *malhureux.* » Voyez Hindret, ses *Entretiens d'Ariste et d'Eugène :* « Quant à *bonheur*, ce serait parler en badaut que de dire *bonur*, comme quantité de gens disent à Paris. » Lisez Richelet, lisez Ménage, lisez Hindret, lisez tout ; et vous aurez moins de fougue à réclamer de ces réformes qui « balafreraient » l'auguste français. A propos des innovations que nos poètes ont essayées, vers la fin du dernier siècle, dans la métrique de leurs vers, Rémy de Gourmont traite la question de l'*e* muet que d'aucuns élident devant les consonnes tout aussi gaiement que devant les voyelles : lui ne va pas conclure sans se référer à l'usage ancien des poètes ; il consultera et Ronsard et Desportes et Malherbe, et aussi les grammairiens d'autrefois, et aussi les linguistes d'à présent. Puis il nous conseillera de nous en tenir à notre jugement d'oreille : l'oreille d'un lettré, dix siècles de poésie française lui ont donné ses habitudes, sa préférence et peut-être le désir de quelque nouveauté. M. Joseph Bédier publie son admirable *Roman de Tristan et Iseut ;* Rémy de Gourmont, romaniste méticuleux, sait y démêler le travail exquis de l'arrangeur, y trouver les divers élémens de la légende, y souhaiter en tel endroit une version plutôt qu'une autre. Il a écrit, sur Guillaume de Machaut, poète du XIVe siècle, un chapitre charmant de justesse ; et l'amie du poète, Péronne d'Unchair, dame d'Armentières, « mon cœur, ma sœur, ma douce amour, » il l'a très joliment éveillée de l'oubli et amenée à la demi-lumière des héroïnes amoureuses, poétesses qui n'ont point écrit leurs vers et les ont inspirés seulement. Ses portraits de Théophile, de Saint-Amant, de Cyrano de Bergerac, de Chamfort, de Rivarol, de Restif, de Maurice de Guérin, de Gérard de Nerval, et de Verlaine, de Moréas, de Mallarmé font une galerie où Sainte-Beuve eût passé des heures précieuses.

J'insiste un peu sur tant d'érudition, — mot lugubre ; — mais nulle érudition n'est moins triste et, à la vérité, n'est plus gaie. Les érudits sont ennuyeux, s'ils n'en finissent pas de remuer leurs doigts las dans la cendre ; mais Rémy de Gourmont, dans la cendre, cherche les étincelles de la vie. Ce qui est mort, il le néglige après avoir séparé beaucoup de vie de ce qui paraît mort. Sa patience nous avertit d'aimer les bribes de la réalité plus que toutes les fausses images, nulles, n'étant pas mortes, étant ce qui jamais n'a existé. Il ressemble, disais-je, aux philosophes de l'Encyclopédie ; mais il est le contempo-

rain d'une science extrêmement rigoureuse, très sûre de ses procédés, un peu entichée de ses disciplines : « le temps des belles ignorances est passé, » remarque-t-il. Et son originalité, qui prouve la puissance de son esprit, ce fut d'être cet Encyclopédiste parmi les savans très difficiles, d'être l'un d'eux, et non le moins fervent, mais le moins jaloux : il ne gardait pas pour lui les subtils plaisirs de la pensée.

Mais où va-t-il, si bien muni de littérature, de science et de philosophie? Nous apercevons le philosophe et demandons le système. Ah! craignons de lui attribuer un système : il eût dédaigné le mot, refusé cette prison pour ses idées. Les grands amateurs d'idées n'ont pas de système; et les viveurs en activité font sagement de rester célibataires. Un système l'aurait gêné : il ne s'abstenait pas de se contredire, si deux idées mal accordées le tentaient. Cependant il a, sinon sa doctrine, au moins ses prédilections. Nous les verrons apparaître bientôt, et assez nettes. Premièrement, regardons-le qui se procure des idées : et il choisira.

Il considère que toutes les opinions qui ont cours ici-bas, sous le nom de préjugés, de dogmes ou de certitudes, sont l'œuvre de ce mécanisme intellectuel souvent décrit, l'association des idées. Or, les idées se réunissent logiquement. Mais il n'est rien de plus capricieux ou complaisant que la logique, avec son air d'austérité, avec sa réelle facilité. Bref, les idées se sont réunies par hasard, ou à peu près; et puis le temps a consacré l'aventure de leur union. Ce qu'on appelle opinion, croyance et même, à force d'orgueil, vérité, Rémy de Gourmont le qualifie de lieu commun, de banalité universellement répandue. La vérité, cette vérité-là, c'est, pour l'homme, « son bâton de voyage à travers la vie; » c'est encore « le pain de sa besace et le vin de sa gourde. » L'homme a soin de ne pas trébucher, de ne pas mourir de faim ou de soif : conséquemment, il garde avec acharnement sa provision d'idées réunies par hasard et de longtemps. L'homme ordinaire, le simple voyageur de la vie : mais le philosophe? Le philosophe, lui, fait de la dissociation d'idées. Autant dire que la philosophie a pour but de reviser les opinions courantes et que son stratagème le meilleur est l'analyse. Évidemment! Mais il y a, dans le projet de Rémy de Gourmont, quelque chose de plus et autre chose, et qu'on discernera par des exemples de la besogne à laquelle il se livre assidûment. Voici trois exemples de ses dissociations d'idées; je les emprunte à chacune de ses trois études favorites, qui sont et la littérature, et la science, et plus généralement la philosophie.

C'est une opinion courante que le XVIIe siècle français a été une époque de raison souveraine, de bel ordre et d'honnête tranquillité; en d'autres termes, et de par une vieille association d'idées, classique horriblement et l'œuvre de nos pédagogues bien pensans, nous avons accoutumé de joindre au souvenir de ce siècle une notion de tranquillité, d'ordre et de raison. Les jeunes gens sortent du collège, « persuadés que la littérature de cette époque fut rédigée par une académie honorable de beaux esprits que présidait Boileau. » Dissocions!... « Ce furent des temps riches, excessifs, fougueux et libertins. La tragédie de Racine, comme une fleur violente et douce, surgit naturellement de ce sol tourmenté et arrosé d'orages. Les poisons de théâtre faisaient frissonner des femmes qui venaient d'en serrer de réels dans un coffret, sous des lettres de leur amant. Les mœurs sont d'une belle liberté : on ne connaît que le tout ou rien, la vie des passions ou la vie de renoncement. L'hypocrisie est rare, étant inutile. La Rochefoucauld et Pascal ont établi pour jamais le scepticisme moral; et Descartes, le scepticisme métaphysique. Molière est athée; La Fontaine est païen : l'incrédulité et l'indifférence se partagent les esprits... » Holà! et Bossuet, Bourdaloue?... Bourdaloue et Bossuet, ne les oublions pas, nous allons les considérer comme des « missionnaires, » et qui ont fort à faire dans une société à laquelle Pascal et Descartes ont enseigné ou enseignent l'incrédulité morale et métaphysique, Molière l'athéisme, La Fontaine le paganisme et, Racine, la passion jusques au meurtre; des missionnaires : et ceux qui évangélisent les sauvages, dans les pays étranges, ne sont pas plus occupés. Voilà, par dissociation d'idées, un XVIIe siècle, un Grand siècle quasi anarchique.

C'est une opinion courante et c'est une banalité qui n'avait pas eu de contradicteurs, que la fourmi, l'abeille et le castor sont des animaux très laborieux, adroits et estimables, inférieurs cependant à l'homme. Nous avons accoutumé de distinguer l'intelligence et l'instinct : ce n'est point ici que Rémy de Gourmont proteste. Mais nous avons accoutumé d'honorer plus l'intelligence que l'instinct. Bref, nous associons à l'intelligence, et à l'intelligence humaine, l'idée d'une suprématie. Lisez Descartes et apprenez qu'il ne compte pour rien les perceptions ou pensées qui ne sont pas illuminées des clartés de la conscience. Eh bien, dissocions ! Est-il évident que l'intelligence soit « le produit normal du cerveau, » qu'elle n'en soit pas une maladie, une manie ancienne? Peu importe d'ailleurs : « une tare qui se transmet de générations en générations finit par perdre son caractère

pathologique; elle fait partie intégrante et normale de l'organisme. » Bien ! Mais « on peut aussi concevoir l'intelligence comme une forme initiale de l'instinct. L'intelligence humaine serait destinée à se cristalliser en instinct, comme cela est advenu pour l'intelligence des autres espèces animales. La conscience disparaîtrait, laissant toute liberté à l'acte inconscient nécessairement parfait dans les limites de sa fin. L'homme conscient est un écolier qui se révélera maître le jour où il sera devenu une machine délicate, mais sûre, comme le castor, ou comme l'abeille. » Ainsi, l'intelligence serait, — « serait, » dit Rémy de Gourmont d'abord; « est, » dit-il bientôt, — le premier bégaiement de l'instinct, son germe hésitant, l'esquisse ou le brouillon de la merveille machinale.

Passons de la science à la philosophie; du reste, ce passage, Rémy de Gourmont le nierait, n'admettant pas la différence de la science et de la philosophie : laissons cela. Les philosophes, et avec eux les gens de rien, sont unanimes à considérer l'intelligence comme une faculté créatrice : elle imagine, elle argumente et elle invente. Elle ne tire pas du néant les élémens de ses dialectiques, les matériaux de ses constructions; mais elle construit. L'architecte ne produit pas la pierre, ni le bois, ni le fer; il emploie le fer, le bois, la pierre, et il bâtit, et il est l'auteur du monument. L'intelligence, qui élabore les données des sens, qui les dispose et qui, par la déduction, l'induction, l'intuition même, ajoute à ces données, l'intelligence bâtit et est l'auteur des monumens idéologiques. Nous avons accoutumé d'associer l'intelligence et l'idée de création. Vanité, orgueil, fatuité! Dissocions, de grâce : « L'intelligence est un instrument excellent de négation; il est temps de l'utiliser et de cesser de vouloir élever des palais avec des pioches et des torches. » Et voilà l'antique folie humaine dénoncée : l'intelligence ne crée pas; elle détruit. Ne vous étonnez plus de voir tant de systèmes et de croyances joncher l'histoire : l'intelligence, qui avait l'air de les bâtir, obéissait aux velléités profondes de sa nature et ne faisait que des décombres.

Dans ces trois exemples, — et l'on en citerait plusieurs dizaines de ce genre, — Rémy de Gourmont semble avoir pris tout simplement le contre-pied de l'opinion courante. Et ne cherche-t-il pas le paradoxe? Non : il a flétri le paradoxe comme « l'exercice le plus méprisable, » en toute sincérité, même naïvement. Il ne cherche pas le paradoxe, qu'il déteste. Que cherche-t-il? Je n'ose dire : la vérité. Cependant, oui, la vérité ! Mais il la cherche sans espoir.

Le XVIIe siècle n'est pas une époque d'anarchisme. D'autre part, le

XVIIe siècle n'est pas cette époque de morne soumission que des professeurs émérites et, aujourd'hui, de jeunes doctrinaires se plaisent à nous représenter. L'instinct n'est pas la fleur accomplie de l'intelligence. D'autre part, une psychologie un peu niaise a établi de ridicules hiérarchies entre les facultés de l'âme, installé parmi les fonctions du cerveau le régime des castes et faussé tout l'aspect de la machine mentale. L'intelligence n'est pas uniquement pioche et torche, outil d'incendie et de démolition. D'autre part, on aurait tort de méconnaître les vertus et l'efficacité de son opération critique. En somme, il y a de la vérité dans la thèse et l'antithèse.

Rémy de Gourmont, qui formule l'antithèse, serait un faiseur de paradoxes, oui, s'il ne veillait à ce que l'antithèse contînt de la vérité. le plus de vérité possible. Or, chacun des traits qu'il assemble pour dessiner son XVIIe siècle turbulent, il l'appuierait de preuves, au moins de justes remarques; et pareillement il a des faits, de qualité scientifique, pour illustrer sa théorie de l'instinct; des faits, de qualité philosophique, pour illustrer sa théorie de l'intelligence meurtrière.

Il ne cherche pas la vérité : nous avons vu qu'il la dédaigne, quand il donne le nom de la vérité à ces mensonges qui servent de bâton pour la route et de pain pour la besace et de vin pour la gourde aux plus médiocres voyageurs de ce bas monde. Et il écrivait : « Il est aussi absurde de chercher la vérité — et de la trouver, — quand on a atteint l'âge de raison, que de mettre ses souliers dans la cheminée la nuit de Noël ! » Ne l'impatientez pas là-dessus : il vous dira qu'il quête le « non-vrai. » Il ne cherche pas la vérité, mais il cherche de la vérité. Ce n'est pas la même chose ; et, en quelque façon, ne serait-ce pas le contraire? Les amans de la vérité croient qu'elle existe; Rémy de Gourmont ne croit pas à elle et, ces menus fragmens de vérité qu'il recueille, j'ai tort de les appeler des fragmens : il ne conçoit pas que leur assemblage puisse être complet, puisse composer la vérité. Ce ne sont pas des fragmens, ce ne sont pas des morceaux de la vérité : ce sont des jugemens qui en valent bien d'autres. Mais, répliquons-nous, il y a le détail de la réalité, il y a (comme on dit) les faits : et votre patience de philologue, de naturaliste, d'anecdotier, ne la dépensez-vous pas à collectionner des faits, vous qui êtes si content le jour que vous apprenez comment les langues romanes modifient le *c* initial devant une voyelle, comment les fourmis cheminent et ne font pas de différence pénible entre un plan vertical ou horizontal, et comment M. des Réaux jugeait la belle Mme de Montbazon?...

Les faits?... « Les faits ont une très grande valeur, mais passagère. Ceux qui sont vrais aujourd'hui seront faux demain, parce que leur exactitude est en rapport, non pas avec une réalité immuable, mais avec une réalité mobile et changeante : » et, cette réalité mobile et changeante, c'est nous, ce n'est que nous. Il y a la science? « Si quelque chose représente ici-bas le rêve, c'est la science ! » Enfin qu'y a-t-il ? Le doute. Il y a de regarder « l'envers et l'endroit » des objets, et de ne pas savoir comment les placer, et de savoir qu'ils n'ont ni endroit ni envers. Il y a de fuir, plus que la peste, « l'horrible manie de la certitude, » manie des âmes contrefaites ; il y a de ne pas conclure et, quand on s'arrête d'épiloguer, de savoir qu'on est las et qu'on n'est point arrivé ; il y a de se garder contre toutes contagions affirmatives et de ne point s'écarter hors des voies « saines et honnêtes » du scepticisme.

Rémy de Gourmont n'a pas du tout peur d'aller à l'extrémité du scepticisme, et au delà. Or, le très éloquent Royer-Collard a dit une grande sottise, quand il a prétendu qu'on ne fait point au scepticisme sa part : toute la vie humaine, et la science, et les croyances, et l'activité quotidienne de tout homme font au scepticisme sa part et lui imposent des limites. Mais lui, Rémy de Gourmont, voilà précisément ce qu'il refuse ; il ne veut pas faire au scepticisme sa part : il le lâche en pleine liberté, il l'engage à tout dévaster. Du moins, il y prétend : et il n'y parvient pas. Royer-Collard se trompe ; et le scepticisme n'a pas une extraordinaire puissance d'expansion : plutôt, il m'étonne par sa timidité. Il ne va pas loin, si loin qu'il aille. A peine s'est-il aventuré, une tremblante inquiétude le prend, comme s'il redoutait de se perdre par les routes illimitées : et il se retourne, assez penaud, même s'il fait le fanfaron, vers son vieux compagnon plus énergique, le dogmatisme. Aussi n'avons-nous pas de vrais sceptiques et, même en la personne de Rémy de Gourmont, n'avons-nous pas le sceptique parfait qu'il a désiré d'être. A dix ans de distance, réimprimant son traité de *L'idéalisme*, il informe son lecteur de ses nouvelles préférences dans les idées et avoue qu'il espère avoir, depuis dix ans, « grandi en sagesse et en scepticisme : » ce pléonasme l'amuse. Il appelle la vie « un jeu sans enjeu. » Il pose comme suit la « seule méthode digne d'un esprit qui se veut libre : traiter tous les sujets comme si on les rencontrait pour la première fois, n'accepter aucune opinion toute faite, dissocier les idées et les actes, n'être dupe d'aucune construction, la mettre aussitôt en morceaux. » Il ajoute : « n'avoir aucune croyance : » redondance ! Et il est dogmatique.

Il le serait déjà par cette rude affirmation de son scepticisme. Et il l'est, pour ainsi parler, tout comme un autre : par ses conclusions, car il conclut ; par ses préjugés, car il juge, et l'on ne juge que prématurément ; par ses habitudes d'esprit, et c'est là que tout dogmatisme a son berceau, son refuge ou son très sûr logement. Sceptique? Il croit à la science; il a beau la décrier ou la célébrer comme un rêve, il compte sur elle et même il attend d'elle, avec un peu trop d'ingénuité, ce que jamais elle ne lui donnera, une philosophie. Sceptique? Il ne croit pas à la métaphysique, et même il en fait bon marché, un peu vivement ; mais il croit à la physique, et ce n'est pas moins périlleux. Sceptique? Il ne croit pas à la réalité du monde extérieur : l'idéalisme berkeleyen l'a séduit, comme une ravissante dissociation d'idées ; mais il est matérialiste néanmoins, car la physique paraît ainsi plus commode et, l'apparence phénoménale, on peut la désigner sous le nom de matière, quand on sait ce que parler veut dire. Voilà des croyances. Il n'en faut pas tant pour dénigrer les croyances d'autrui : dont Rémy de Gourmont ne se prive pas. Et il n'en faut pas tant pour se priver de comprendre, en dépit d'une intelligence admirable, ce qui n'est pas le dogme qu'on a choisi : le catholicisme, par exemple, et Pascal dont le tout ne consiste pas à prêcher le scepticisme moral, et Descartes dont le tout ne consiste pas à prêcher le scepticisme métaphysique, etc., et les « curés !... » Ce malin sceptique a fait à son scepticisme la part plus petite qu'il ne s'en est avisé. Tels sont ses torts, et les torts d'un Encyclopédiste : camarade de Diderot.

Notons encore, pour achever la définition de cet Encyclopédiste, qu'il a été le contemporain, l'ami, l'un des maîtres d'une littérature que Diderot n'eût point aimée : le Symbolisme. Rémy de Gourmont fut, il y a un quart de siècle, un de ces jeunes gens qui eurent l'ambition d'instaurer une esthétique toute neuve. On les a vilipendés ; et leurs livres, parmi lesquels il y a quelques chefs-d'œuvre, sont l'offrande la plus jolie que l'art le plus pur ait sans doute reçue en ces années-là. Plus tard, et quand il sembla que l'école se démodait, Rémy de Gourmont lui demeura fidèle : « La marque symboliste est noble, écrivait-il, et je tiens beaucoup, pour ma part, à la porter visible et même impertinente. » Comment le symbolisme s'accorde-t-il avec le matérialisme et le positivisme que Rémy de Gourmont n'a pas moins affichés? Eh bien ! le positivisme n'est pas l'ennemi de la mysticité ; quant au matérialisme de notre auteur, j'ai dit que Berkeley en eût accepté, sinon les conclusions, les prémisses. Et quel amateur

d'idées, — c'est pourtant là l'essentiel d'un Rémy de Gourmont, — ne prise les symboles, miroirs clairs et obscurs de toutes les idées, de celles que favorise la lumière et de celles qui ne souffrent que la pénombre ? Ses poèmes ne sont pas ce que j'aime beaucoup dans son œuvre : il les a écrits, semble-t-il, pour essayer ses théories, et il les présente un peu comme des échantillons d'une prosodie nouvelle ; et puis il a cherché des harmonies très difficiles et qu'il ne trouvait pas toujours. Ses romans, qui pour la plupart réalisent des emblèmes d'idées, sont beaux et, quelquefois, délicieux, par la finesse, la rapidité ingénieuse, la poésie, la gaieté spirituelle, et quelquefois, à mon gré, entachés de cynisme et de perversité surannée. De lourdes impiétés gâtent, si je ne me trompe, *Une nuit au Luxembourg*, qui est pourtant une adorable rêverie renanienne ; de fortes sensualités gâtent peut-être aussi *Le Songe d'une femme*, qui serait un charmant volume de fantaisie voluptueuse ; et mille inutilités de physiologie me gâtent *Un cœur virginal*, cœur cependant joli, drôle et qu'on aime. Un roman de Rémy de Gourmont, *Sixtine*, porte en sous-titre ces mots : « roman de la vie cérébrale ; » sous-titre que tous mériteraient, fût-ce un peu trop. Mais ce cerveau a des ardeurs qui le mènent à la polissonnerie aussi bien qu'à l'idéologie. Tous sont amusans et ont le vif agrément de cet homme « doué de plusieurs âmes de rechange » et si magnifiquement épris de toutes ses âmes qu'il en oublia d'être morose, comme le persuadaient de l'être ses doutes sempiternels, aspects divers d'un même nihilisme.

Survint la guerre. Interrompu dans ses jeux subtils, Rémy de Gourmont donna ce livre tout simple et tragique, *Pendant l'orage*. Brusque réveil d'un amateur d'idées : l'artiste n'est plus qu'un bon Français pareil à tous les autres. Il ne dissocie pas de la métaphysique générale l'idée de patrie. Il préfère à tout absolu, et même à toute contingence, la délivrance du sol français et la reprise de l'Alsace ; un Romain Rolland lui fait pitié.

La littérature qui naîtra des conjonctures nouvelles, nous ne la devinons pas. L'œuvre de Rémy de Gourmont, littérature d'hier, est digne de souvenir. Je n'en ai pas dissimulé les tares ; mais le péché que Saint Hilaire de Poitiers condamne au treizième chapitre de son *Traité des Psaumes*, Rémy de Gourmont ne l'a point commis, le péché de mauvais style.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

LES MÉTAUX DE GUERRE

Ce n'est point seulement à cause du rôle essentiel des explosifs et des poudres que la chimie est la vraie souveraine de cette guerre. Beaucoup d'autres choses encore contribuent à ne faire de la conflagration actuelle qu'une simple expérience de chimie. Le produit qui sortira finalement de la combinaison effervescente qui agite présentement le creuset européen, liberté harmonieusement diverse ou « organisation » uniformisée par la schlague, dépend surtout des élémens chimiques que l'une et l'autre partie pourront verser dans cette flamme où se forge l'avenir humain. Je voudrais donc examiner aujourd'hui, sous quelques angles nouveaux les ressources respectives des belligérans dans la guerre chimique.

Depuis que le fer arme les mains des combattans, c'est-à-dire depuis la préhistoire, on peut dire que la guerre n'existe que par la chimie. La métallurgie qui, des pierres mates, fait sortir le métal brillant et perçant, est en effet tout entière fondée sur les opérations chimiques qui tendent à réduire les sels métalliques, oxydes ou sulfures, constituant les minerais. Vulcain n'était rien autre qu'un chimiste. Et si les anciens avaient compris quelque chose à la guerre, ce n'est point de l'éphèbe Mars qu'ils eussent fait le dieu des combats, mais du boiteux mari de Vénus. Il est vrai que de leur temps l'appel moderne : « Des canons, des munitions ! » ne retentissait point dans les cités. En fait de canons, ils ne connaissaient que celui des éclipses, et l'on n'avait point vu chez eux de peuple dont les savans, — qu'on appelait alors des philosophes, — n'eussent le cerveau tourné que vers les moyens de massacrer leur prochain. Les Germains n'étaient point encore déchus jusqu'à n'être que des Allemands.

Aujourd'hui, il est clair que la vaillance des guerriers n'est utile qu'en proportion de la machinerie qu'ils doivent manœuvrer, et de la quantité de métaux dont ils peuvent faire des projectiles et des armes.

***

Au premier rang se place le fer, qui forme l'ossature des canons, des fusils, le point d'exclamation aigu des baïonnettes, les plaques de blindage et les cuirasses, le corps des obus, reliquaire mortel des explosifs, et toutes les variétés d'acier qui sont des carbures plus ou moins complexes du fer, et qui constituent essentiellement les engins modernes de guerre. L'argent, dit-on, est le nerf de la guerre. Mais ceci n'est qu'une image. Si on s'exprimait sans métaphore, il faudrait dire que c'est le fer qui est le nerf de la guerre.

L'un et l'autre groupe des belligérans ont du fer en quantité suffisante, ainsi que les accessoires nécessaires pour le travailler. Pourtant la production de nos ennemis est inférieure en qualité à celle des Alliés. L'éminent métallographiste anglais Carpenter, à qui nous empruntons plusieurs des données de cette étude, en donne comme exemple la comparaison des quantités d'acier, acide et basique, produit en Allemagne et en Grande-Bretagne en 1913, qui est la dernière année pour laquelle on possède des données complètes. La production totale en acier de l'Allemagne, pour cette année, a été de près de 19 millions de tonnes dont 4 pour 100 seulement d'acier acide, tandis que la Grande-Bretagne produisait 7 600 000 tonnes, dont 74 pour 100 d'acier acide. L'un et l'autre pays, d'ailleurs, importent de grandes quantités de fer suédois, qui est employé pour la fabrication des meilleurs aciers, et de minerais espagnols, qui sont fondus chez nos voisins anglais avec les minerais du district de Cleveland, trop riches en phosphore.

La production de l'acier nécessaire notamment à la fabrication des corps d'obus explosifs et de shrapnells, exige d'autre part l'introduction d'un second métal de la plus haute importance, le *manganèse*, qui, sous la forme de ferro-manganèse, sert à désoxyder l'acier fondu, et y incorpore de 0,5 à 1 pour 100 de manganèse, qui donne au produit des qualités particulières. Les principaux producteurs du manganèse sont par ordre d'importance : la Russie, l'Inde et les États-Unis, qui, en 1913, ont fourni environ 93 pour 100 de la quantité extraite. La matière première est la *pyrolusite* qui correspond, lorsqu'elle est pure, au bioxyde de manganèse bien connu de tous les

écoliers qui ont préparé du chlore. Les principaux producteurs du minerai de ce métal sont donc des pays alliés ou neutres, et séparés de l'Allemagne par le blocus.

En 1913, l'Allemagne en a importé environ 670 000 tonnes, principalement de Russie. Elle n'en extrait elle-même qu'environ 90 000 tonnes et l'Autriche-Hongrie à peine 16 000 tonnes.

Tout cela ne prouve point que nos ennemis soient embarrassés dans leurs besoins en acier au manganèse, même par la suppression totale de leurs importations à ce point de vue. Il ne faut pas oublier en effet que l'Allemagne a exporté, en 1913, 4 300 000 tonnes de sa production d'acier, qu'elle peut aujourd'hui employer pour ses besoins et ceux de ses alliés, Austro-Hongrois, Turcs et... j'allais les oublier... Bulgares. Quant au manganèse, on le trouve, quoique à dose souvent faible, dans un grand nombre de minerais que nos ennemis n'avaient pas utilisés jusqu'ici à cause de la possibilité d'importer des minerais plus riches. Il est probable qu'ils auront pris leurs dispositions pour l'extraire depuis lors des minerais pauvres de leurs propres territoires. Tout cela, sans parler des réserves de manganèse, qu'avec leur méthodique esprit de précaution, ils avaient pu emmagasiner en prévision de la guerre qu'ils préparaient, nous laisse peu d'espoir de les voir embarrassés de ce côté.

Un autre métal, le *chrome*, sert à former avec le fer un alliage, le ferro-chrome, qui est utilisé pour faire des aciers spéciaux, aciers chromés nécessaires à la fabrication des plaques de blindage, projectiles de rupture et de diverses pièces de machine. La Nouvelle-Calédonie et l'Afrique du Sud sont les producteurs principaux des minerais de chrome. La Russie en produit aussi une certaine quantité, ainsi que l'Asie Mineure et la Grèce. Ces deux derniers pays n'ont pas dû manquer d'en fournir autant qu'ils ont pu à nos ennemis depuis que les autres sources de chrome leur sont fermées.

Le *nickel* est encore plus important pour la métallurgie guerrière. Il est un constituant indispensable de l'acier des canons et des plaques de blindage et de certains projectiles. Dans tous ces emplois son action est spécifique et ne pourrait sans doute être remplacée par celle d'aucun autre corps. La production mondiale du nickel a été en 1912 d'environ 26 000 tonnes, dont 85 pour 100 environ provenaient des mines du Canada, et le reste de la Nouvelle-Calédonie. Quant à la Scandinavie, à qui pourtant le nickel doit son nom, qui est, comme on sait, celui d'un des gnomes légendaires de là-bas, elle n'en a produit en 1912 qu'environ 400 tonnes, c'est-à-dire à peine 1,5 pour 100 de la

production totale, le reste étant extrait des pays alliés. Les rares minerais de nickel situés dans les territoires de nos ennemis sont d'un très mauvais rendement. L'Allemagne a d'ailleurs importé dans les six premiers mois de 1913, environ 3 400 tonnes de nickel et 6 600 tonnes de minerais nickelifères, et n'en a exporté dans le même temps qu'environ 1 200 tonnes de nickel. C'est dire que la fourniture norvégienne ne peut lui suffire et que, sitôt épuisés les stocks qu'elle a pu emmagasiner, de ce métal, elle s'en trouvera cruellement démunie, si les flottes alliées font bonne garde.

***

Mais le plus important, après le fer, des métaux nécessaires à la guerre est sans contredit le *cuivre*. Il est, avec l'acier, le métal guerrier par excellence. N'est-il pas aussi celui dont la couleur se rapproche le plus de celle du sang? Puis, on ne l'a pas assez remarqué, son nom lui vient de l'île de Chypre comme celui de la blonde Cypris. Il était dit que, de toutes manières, celle-ci aurait avec Arès des affinités.

Le cuivre est nécessaire à la métallurgie belliqueuse pour de nombreuses raisons dont voici quelques-unes : Il est le constituant essentiel du laiton qui forme les cartouches et les douilles des balles de fusil et celles aussi des obus modernes ; sous la même forme, il est indispensable pour la fabrication des fusées d'obus, de ces petites merveilles de mécanique chimique qui sont à l'obus ce que le cerveau est au corps. C'est lui qui sert à former tous ces fils téléphoniques et télégraphiques dont les milliers de kilomètres constituent le système nerveux indispensable des armées en présence. A cet égard, il ne peut être remplacé efficacement par aucun autre métal usuel, et notamment pas par le fer, dont il faudrait, à cause de sa conductibilité électrique bien moindre, un poids bien plus considérable et presque prohibitif pour obtenir le même résultat. Enfin (pour ne pas parler de ses nombreux usages dans la marine et de la balle du fusil Lebel) le cuivre sert à fabriquer cet organe essentiel qu'est la *ceinture* des obus. On sait en effet que tous les obus tirés par les canons rayés modernes sont entourés, non loin de leur base, d'au moins une « ceinture » de cuivre sertie sur le corps de l'obus et faisant légèrement saillie.

Cette bande de cuivre qui est fixée sur l'obus, comme fait une alliance sur l'annulaire marital, a un double but. Mais avant d'aller plus loin il me faut ouvrir ici une parenthèse pour rappeler, à mes lecteurs, à quoi sert la rayure des canons.

Au bon vieux temps, quand on se lançait, par la gueule des bouches à feu, des boulets tout ronds de fer ou même quelquefois de pierre, comme ceux qui, entassés en pyramide, forment de si pittoresques motifs ornementaux aux portes de tels de nos monumens, il était indifférent que le boulet tournât ou ne tournât pas dans l'air, puisqu'il offrait toujours, à cause de sa rondeur, la même surface à la résistance de l'air, ce qui ne pouvait donc modifier sa trajectoire. Cette trajectoire n'était d'ailleurs que très vaguement déterminée, parce qu'on était obligé, sous peine de faire éclater la pièce, de faire le boulet légèrement moins large que l'âme de celle-ci. Il s'ensuit qu'une bonne partie des gaz de la poudre s'échappait dans l'atmosphère par l'interstice annulaire formé entre le boulet et le canon, et l'effet utile était diminué d'autant. En outre, la forme sphérique du projectile était très défavorable pour vaincre efficacement la résistance de l'air, et la portée n'était donc pas très bonne.

Pour améliorer la portée, on eut alors l'idée de donner au projectile une forme allongée et pointue, cylindro-ogivale en un mot. Il devait s'ensuivre évidemment (sans parler d'autres avantages) que la vitesse et la portée en étaient augmentées, de même que de deux navires de même tonnage qui ont des machines de même force, celui qui aura une forme allongée et une proue pointue avancera plus vite que celui qui aura une forme entièrement circulaire. Malheureusement, un projectile oblong lancé par un canon lisse culbuterait sur lui-même et irrégulièrement tout le long de sa trajectoire, offrirait donc à l'air, à cause de sa forme dissymétrique, une surface, c'est-à-dire une résistance à l'avancement sans cesse variable, et que tout cela constituerait plutôt un recul qu'un progrès sur le boulet sphérique. Heureusement, en munissant les bouches à feu de rayures, — ce qui est une idée très ancienne, bien qu'elle n'ait été réalisée pratiquement que dans la seconde moitié du XIXe siècle, — on arrange tout, grâce à la ceinture. Celle-ci a, en effet, un diamètre légèrement supérieur au diamètre intérieur des rayures d'acier, tandis que l'obus lui-même a un diamètre légèrement inférieur à celui-ci, c'est-à-dire qu'il ne se produira aucun frottement nuisible entre lui et le canon. Lors donc que la poudre chasse l'obus dans l'âme de la pièce, la ceinture de cuivre est mordue par les rayures sur lesquelles elle subit une sorte de forcement, qui, grâce à la ductilité du cuivre, y imprime en quelque sorte le profil des rayures. Celles-ci étant en spirales, et la ceinture étant d'autre part sertie à l'obus avec lequel elle forme corps, il s'ensuit qu'à mesure qu'il avance dans la pièce, l'obus se met à

tourner, et, lorsqu'il en sort, il est animé d'un très rapide mouvement de rotation autour de son axe. Ce mouvement a pour effet de maintenir continuellement l'obus dirigé dans le sens de sa trajectoire, de même que cette petite toupie, que les enfans appellent sabot, est maintenue verticale lorsqu'elle tourne et parce qu'elle tourne. On obtient ainsi ce premier avantage de l'obus allongé : que la résistance qu'il offre à l'air est bien moindre que celle de l'obus rond et, partant, sa portée plus grande. En outre, et par une conséquence immédiate, il est possible, en allongeant l'obus, d'envoyer, avec une pièce de calibre donné, un projectile beaucoup plus volumineux, c'est-à-dire plus efficace, que le projectile sphérique de même diamètre.

Enfin, la ceinture de cuivre, en assurant une adhérence parfaite du projectile avec l'âme de la pièce, dont elle épouse la forme, empêche toute sortie prématurée des gaz de la poudre, et assure à celle-ci toute son efficacité.

La ceinture de cuivre des obus est donc un organe fondamental et irremplaçable de l'artillerie moderne, qui lui doit, pour une large part, ses qualités balistiques. Or, à cause de sa ductilité particulière, on ne peut substituer au cuivre aucun autre métal usuel.

Quelles sont donc, en cuivre, les ressources dont on dispose d'un côté et de l'autre de la barricade ? A l'extraction mondiale du cuivre, qui était en 1913 d'environ un million de tonnes, les États-Unis contribuent pour environ 55 pour 100. Aucun autre pays producteur de cuivre n'a un rendement comparable. Le Japon, qui vient tout de suite après avec 7,3 pour 100 du total, est suivi par l'Espagne et le Portugal, le Mexique, l'Australie, la Russie et le Chili, dont chacun fournit de 4 à 5 pour 100. Parmi les Alliés, l'Italie ne fournit que 0,16 pour 100, la Grande-Bretagne que 0,03 pour 100. Quant à la France, elle ne produit pas de cuivre. En face de nous, l'Allemagne produit 2,5 pour 100, l'Autriche-Hongrie, 0,4 pour 100, au total, 2,9 pour 100, c'est-à-dire moins de 30 000 tonnes. Or, aucune des nations belligérantes ne suffit à ses propres besoins en cuivre, à l'exception du Japon. Toutes en importaient d'habitude des États-Unis : en 1913, par exemple, l'Allemagne en a importé 137 000 tonnes, la France 71 000, l'Italie, 18 000, l'Autriche-Hongrie, 17 000, l'Angleterre, 15 000.

Actuellement, grâce à la flotte anglaise, les Alliés peuvent se procurer tout le cuivre dont ils ont besoin, tandis que leurs ennemis en sont empêchés, du moins directement. Il est probable néanmoins qu'ils ont dû en importer quelque peu, grâce à la navigation neutre et

aux pays neutres, quoique sans doute insuffisamment pour leurs besoins de guerre.

Certains chiffres sont, à cet égard, particulièrement édifians. Tandis que, de janvier à mars 1914, l'Italie a importé environ 5000 tonnes de cuivre américain, et que les États scandinaves n'en ont pratiquement pas importé, dans la période correspondante de 1915, l'Italie a presque triplé son importation qui est passée à plus de 14000 tonnes, et celle des États scandinaves s'est élevée comme par enchantement à 6 000 tonnes. On devine le pot aux roses. Heureusement, tout cela a changé depuis que notre sœur italienne s'est jointe à nous.

Comme, en 1913, la consommation en cuivre de l'Austro-Allemagne était décuple de sa production et qu'elle n'a pu que s'accroître du fait de l'effroyable consommation de munitions de nos ennemis, toutes les mesures prises récemment par eux, fonte des cloches, réquisition des brillantes casseroles où Gretchen faisait naguère cuire les confitures destinées à servir de garniture au rôti quotidien, enlèvement des toitures d'église et des tuyauteries de cuivre, tous ces expédiens prouvent, à n'en pas douter, que le bât blesse fortement les séides de la *Kultur* à cet endroit.

Sur le *plomb*, nous n'avons rien de particulier à dire. L'Allemagne en produit une grande quantité, et, avec ce que l'Autriche en extrait elle-même, nos ennemis doivent être abondamment pourvus de ce métal. D'autre part, l'Australie est le principal producteur de ceux qui n'ont pas une extraction suffisante pour leur besoin; ils s'adressent pour le surplus aux États-Unis, à l'Espagne et au Mexique. Les balles de shrapnells sont formées d'un alliage de plomb et d'antimoine dans lequel l'antimoine entre pour rendre le plomb plus dur et plus cassant. L'emploi des shrapnells est d'ailleurs, dans cette guerre, très inférieur à celui des obus explosifs, surtout lorsqu'on se rapporte aux prévisions faites avant qu'elle éclatât. Il a été reconnu en effet, contrairement aux théories classiques de l'artillerie, que l'obus explosif qui, d'après elles, ne devait être employé que contre les obstacles matériels et non contre les troupes, est contre ces dernières beaucoup plus efficace que le shrapnell. Celui-ci est d'ailleurs encore utilisé pour les réglages du tir, où il convient, pour bien juger des coups, de les voir éclater à une certaine distance au-dessus du sol, et enfin dans le tir contre avions. Les jolis petits nuages blancs dont les batteries anti-aériennes entourent, comme d'une jonchée de roses blanches, les avions bombardés par elles, sont dus à des éclatemens de

shrapnells. Malgré l'emploi relativement réduit de ceux-ci, le prix de l'antimoine a beaucoup augmenté. C'est que sa production annuelle n'est que de 20 000 tonnes à peine, dont les deux tiers viennent de la Chine et le reste des mines françaises. Avant la guerre, parmi nos ennemis, seule la Hongrie en produisait, et seulement environ 800 tonnes.

L'*étain*, qui donne le fer-blanc, la soudure, et entre dans la composition de certains métaux pour canons, est un métal de guerre d'une assez grande importance. On en extrait annuellement 120 000 tonnes. La Malaisie en produit la plus grande part, l'Angleterre un peu, l'Allemagne beaucoup moins. Les pays ennemis ont toujours eu besoin d'en importer beaucoup, leurs propres gisemens étant tout à fait insuffisans pour leurs besoins.

Le *zinc* a vu quintupler son prix depuis la guerre. Alors qu'auparavant il ne valait que les 2/3 environ du prix du cuivre, il coûte aujourd'hui plus que lui, bien que ce dernier ait également renchéri. Le zinc est un métal de guerre très important : il entre dans la constitution du laiton des cartouches, des douilles des balles et des obus, et dans celle des fusées de ces derniers. En outre, il sert à galvaniser les fils de fer barbelés dont il assure la conservation. En 1913, les principaux producteurs du zinc étaient les États-Unis, l'Allemagne et la Belgique. Les minerais proviennent surtout des États-Unis et de Nouvelle-Galles du Sud. La France, l'Espagne, l'Angleterre, et chez nos ennemis la Hongrie et le Tyrol en fournissent aussi. Ni d'un côté, ni de l'autre on ne manque de ce précieux métal.

Il n'en est point de même, de l'*aluminium* qui a pris dans cette guerre une grande importance. Grâce à sa légèreté, ce métal est devenu roi dans la guerre aérienne. Il sert à former l'armature et les pièces essentielles des légers avions et aussi chez nos ennemis des zeppelins ventrus, comme on peut s'en assurer en examinant aux Invalides les débris de celui que le commandant Beaucourt abattit l'an passé près de Nancy.

L'aluminium joue à d'autres points de vue encore un rôle important. C'est lui qui forme l'extrémité ogivale de la fusée de l'obus de campagne allemand (de 77 mm.). Nul ne l'ignore plus chez nous depuis que nos soldats ont pris l'habitude d'y tailler des bagues plus précieuses à celles qui les reçoivent que ne seraient des joyaux princiers.

En outre, l'aluminium est employé par les Allemands pour fabriquer les bidons, quarts, gamelles, marmites de campement de leurs soldats.

Enfin, — car il faut se borner, — le précieux métal forme un des constituans des explosifs employés par nos ennemis dans leurs obus. L' « Ammonal, » que les Austro-Hongrois emploient pour charger les obus de leurs batteries d'howitzers, est composé de nitrate d'ammoniaque et d'aluminium finement divisé, ce qui constitue un explosif extrêmement brisant.

En 1913, les États-Unis et le Canada ont produit à peu près la moitié de l'aluminium extrait dans le monde, le surplus étant fourni pour parts à peu près égales par la France, les Iles Britanniques et la Suisse, en négligeant environ 800 tonnes produites en Italie. Les Alliés, en ce qui concerne ce métal, sont incontestablement mieux partagés que les Puissances centrales, d'abord parce qu'ils en peuvent importer ce qui leur manque, ensuite parce qu'ils en utilisent beaucoup moins que leurs adversaires (les fusées françaises ne sont pas en aluminium, non plus que les ustensiles de campement de notre armée). La France a d'ailleurs les plus beaux gisemens de matière première aluminifère de l'Europe avec sa bauxite, dont le nom vient, comme chacun sait, du village des Baux dans le Midi. Quant à l'Allemagne, — la contrebande mise à part, — elle en est réduite à ce que peut lui céder la Suisse de sa production, c'est-à-dire à bien peu de chose sans doute, pour satisfaire son gros appétit d'aluminium.

***

Parmi les métaux nécessaires aux nations qui font la guerre, nous n'aurons garde d'oublier l'*hydrogène*. A ce mot, je vois sourire plus d'un lecteur : surpris de voir l'hydrogène, le gaz subtil, rangé parmi les métaux, alors que depuis longtemps on a l'habitude de le ranger parmi les métalloïdes. Si on a cette habitude, c'est que le sens commun est une chose très différente du bon sens, et il n'est pas aujourd'hui un chimiste averti qui ne sache que, pour vingt raisons concordantes, l'hydrogène ne peut être qu'un métal, et que son état gazeux n'est pas plus un empêchement à cela que ne l'est pour le mercure, son état liquide. Quant à exposer les raisons, ce n'en est point l'heure ni le lieu aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, le métal hydrogène est absolument nécessaire aux belligérans pour le gonflement des nombreux ballons de divers systèmes qu'ils emploient. L'hydrogène nécessaire a été pendant

longtemps fabriqué dans les armées au moyen de petites usines portatives où l'on utilisait la vieille réaction classique et familière à nos souvenirs d'écolier, de l'acide sulfurique sur le fer ou le zinc. Puis on se borna à transporter aux armées, comprimé dans des tubes d'acier, l'hydrogène préalablement produit dans des centres fixes. Mais il fallait des dizaines de puissans fourgons pour transporter les tubes d'hydrogène nécessaire au gonflement d'un seul dirigeable de moyenne dimension. On est revenu aujourd'hui, en France comme en Allemagne, à de petites usines portatives utilisant des réactions à grand rendement où entrent le carbure de calcium ou la soude et l'eau, ou le coke et le goudron, toutes matières premières que l'on a en abondance d'un côté comme de l'autre de la barricade.

*
* *

En somme, de ce bref tableau de la situation des belligérans au point de vue de leurs métaux de guerre, nous pouvons conclure ceci : des dix métaux principaux et indispensables aux combattans que nous avons passés en revue, l hydrogène mis à part, nos ennemis peuvent certainement en produire cinq en quantités suffisantes pour leurs besoins sans avoir recouru à l'importation, savoir : le fer, le manganèse, le chrome, le zinc et le plomb. Mais il est bien improbable qu'ils puissent extraire de leurs minerais indigènes le cuivre, l'aluminium, le nickel, l'étain et l'antimoine qui leur sont nécessaires.

Dans leur préparation si savamment faite de cette guerre, les Allemands ont certainement envisagé la question et ils ont dû accumuler des stocks des métaux qui pouvaient leur manquer ou de leurs minerais. Mais, d'autre part, il est certain qu'ils ont escompté une guerre courte et une victoire foudroyante. La question est donc de savoir à quels délais correspondaient leurs prévisions... et partant leurs provisions. Sur ce point nous sommes réduits aux conjectures. Pourtant la chasse au cuivre si âprement poursuivie par eux, et qui ne respecte même plus les tuyauteries de la salle de bain familiale, est l'indice certain d'une gêne actuelle ou prochaine. Réjouissons-nous-en, mais pas trop bruyamment, car les Allemands sont passés maîtres dans la chimie appliquée, et ils doivent pour l'heure utiliser toutes les ressources dès longtemps disciplinées et militarisées de leurs laboratoires, toutes les énergies de leurs professeurs à lunettes, à chercher des succédanés qui puissent se substituer aux élémens qui leur manquent.

*
* *

Dans cette énumération des métaux de guerre, il en est un pourtant que j'ai oublié, métal unique, roi de la guerre comme de la paix, fin et moyen des trois quarts des actions humaines : c'est l'*or* que je veux dire. Mais son importance et son rôle dans la guerre actuelle, les ressources respectives qu'en ont les combattans, sont, si essentielles qu'elles soient, dit-on, des questions qui échappent à la compétence d'un vulgaire physicien.

D'ailleurs, pour le guerrier comme pour le physicien dignes de ces beaux noms, l'or est un métal, je ne dis pas méprisable, mais tout à fait négligeable. Pour le guerrier, une baïonnette en or ne résisterait pas sans se tordre piteusement au choc contre un abdomen teuton, ne fût-il gonflé que de bière ; il ne pourrait servir ni à faire un corps d'obus, car il est trop tendre et trop peu élastique, ni même une ceinture de projectile, car il est trop mou, encore moins à faire une gamelle, car son éclat le ferait vite repérer, pas même un fil téléphonique, car il est trop lourd et ne résiste pas à la traction. Que voulez-vous donc qu'un guerrier en fasse?

Quant au savant, qui cherche sa félicité dans les cornues et les matras, il ne peut pas non plus lui trouver de l'intérêt : l'or en effet, à l'inverse des nobles métaux que nous venons de passer en revue comme une troupe glorieuse, existe dans la nature à l'état natif. Le chimiste n'a donc même pas la joie de l'extraire comme eux de son minerai, ainsi qu'un papillon brillant qui jaillit de l'amorphe chrysalide. Il ne se combine presque à aucun corps, et même à presque aucun acide ; il est dénué de cette vie, de cette affinité chaleureuse qui, comme un amour minéral, unit les uns aux autres presque tous les élémens. Par là, il est le frère de ce gaz paralytique et mou que les chimistes ont appelé le « sans-énergie, » l'Argon (α-εργον).

Si l'or plaît à tant de gens, s'il est soi-disant précieux, c'est uniquement parce qu'il est rare. Mais est-ce là une dignité?

Quoi qu'il en soit, et quelque étonnement que cela puisse faire épanouir dans l'âme ingénue des philosophes, il est certain que de tous les métaux qui font défaut aux Allemands, c'est encore celui-là dont ils ressentent le plus amèrement la privation sur leur chemin sanglant.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La question qui domine, en ce moment, toutes les autres et à laquelle toutes les autres se rattachent est celle de Serbie. L'héroïque petit peuple donne une fois de plus au monde un admirable exemple d'énergie ; mais il y a, entre ses adversaires et lui, une si grande disproportion de forces numériques que son succès serait un miracle : il serait téméraire d'y compter. Les choses tourneraient sans doute autrement, si la Serbie était secourue en temps opportun et avec des forces suffisantes. Faut-il la secourir? Les esprits se sont divisés : les uns ont été d'avis de le faire, les autres de s'en abstenir, et on est obligé d'avouer que, de part et d'autre, il y avait des argumens très forts. L'hésitation était permise. Mais aujourd'hui que toutes les Puissances de la Quadruple-Alliance se sont prononcées pour l'action et que quelques-unes d'entre elles y sont déjà entrées, la question a changé de face. Il ne s'agit plus de savoir si nous irons ou si nous n'irons pas à Salonique : nous y sommes, et il vaudrait certainement mieux n'y être pas allés que d'y faire preuve d'impuissance. Dès lors, si nous donnons les principaux argumens de ceux qui recommandaient la prudence et l'abstention, ce n'est pas pour les appuyer, mais seulement pour mettre sous les yeux de nos lecteurs tous les côtés de cette grave affaire.

Les partisans de l'abstention ne méconnaissaient pas l'intérêt que mérite la Serbie, et encore moins le danger que la nouvelle entreprise allemande fait courir à la cause des Alliés ; seulement, ils estimaient que, s'il convient à l'Allemagne de courir des aventures nouvelles, il est sage de ne pas l'y suivre et de maintenir la totalité de ses forces sur les points bien choisis où le sort final de la guerre doit se décider. Ce n'est pas, disent-ils, en Orient, entre le Danube, la Mer-Noire et la mer Égée, que cette décision de la guerre inter-

viendra, mais bien en Occident et au Nord, sur le front français, sur le front russe, sur le front italien, et c'est là par conséquent que nous devons maintenir la plénitude de notre effort. Quelle ne serait pas notre responsabilité si, quand le moment viendra, nous n'y avions pas la disponibilité de toutes nos forces! Combien de fois, dans l'histoire militaire, une bataille a été perdue parce que l'ennemi, grâce à une diversion habile, avait amené son adversaire à s'affaiblir en se dispersant? La Serbie se battra certainement avec vaillance, mais elle n'a que 250 000 hommes, et elle sera écrasée avant l'arrivée des secours que nous pouvons lui envoyer, quelque diligence que nous y mettions. Peut-on, d'ailleurs, compter sur cette diligence? Il faudra des semaines, des mois peut-être pour que les quatre Alliés se mettent d'accord sur ce que chacun d'eux peut et doit faire, et il en faudra d'autres encore pour passer de la résolution à l'exécution. Avant même que les troupes alliées soient complètement réunies, la jonction des Austro-Allemands et des Bulgares sera faite et nous arriverons tout juste à temps pour assister à un désastre que nous n'aurons pas pu empêcher. Pour agir avec opportunité et efficacité, il aurait fallu prévoir les événemens par lesquels nous nous sommes laissé surprendre. Il est trop tard aujourd'hui; nous ne rattraperions pas le temps perdu. Sachons nous borner, et, puisque le choix s'impose entre deux fronts, c'est pour le front occidental que nous n'hésitons pas à nous prononcer.

C'est ainsi que parlaient les abstentionnistes au nom du bon sens; mais les interventionnistes, faisant appel à ces sentimens généreux qui, quoi qu'on en dise, sont une force, répondaient que la conscience humaine serait révoltée si quatre Puissances, aussi grandes que l'Angleterre, la France, la Russie et l'Italie, prenaient froidement leur parti de laisser écraser la Serbie sans rien faire, sans rien tenter pour la sauver. Les Balkans nous donnent en ce moment un triste spectacle: les pires abstentions qui s'y produisent mériteraient d'être absoutes, si l'exemple leur était venu de si haut et si elles pouvaient en invoquer l'autorité. Lequel des Alliés aurait le droit d'adresser un reproche à la Grèce ou à la Roumanie, s'il avait commencé par s'abstenir lui-même, dans la seule crainte d'éprouver un échec? Au surplus, sir Edward Grey a énoncé une grande vérité, dont nous aimons à croire que l'Angleterre s'inspire, ou s'inspirera, lorsqu'il a dit que « sur quelque front que les combats aient lieu, la lutte et son issue sont indivisibles. » Une bataille gagnée en Orient a son contre-coup immédiat en Occident, et, réciproquement; tous les champs de

bataille sont solidaires ; et si le ministre anglais a eu raison lorsqu'il a affirmé avec tant de force que les intérêts de la Grèce et de la Serbie n'en faisaient qu'un, « au point qu'à la longue les deux pays resteront debout ou tomberont ensemble, » il aurait pu ajouter que cette solidarité s'étend encore plus loin, car elle englobe l'Angleterre elle-même et ses Alliés. La chute de la Serbie serait un affaiblissement immédiat pour nous tous.

Les Allemands l'ont compris ; il suffit de lire leurs journaux pour connaître leurs projets ; ils les exposent avec une complaisance arrogante qui ne permet pas de les ignorer. Leur but est en Serbie Constantinople. Dira-t-on qu'ils s'illusionnent sur les avantages que présentera pour eux cette gigantesque expédition, à supposer qu'elle réussisse ? Alors, que sommes-nous allés faire dans les Dardanelles ? Nous aussi, nous avons cru qu'atteindre Constantinople serait un coup de maître et que toute la suite de la guerre en serait fortement influencée. Avions-nous tort ? Nous trompions-nous ? Nous laissions-nous égarer par un mirage ? Non, certes : malheureusement, de grandes fautes ont été faites dans la préparation et dans l'exécution de l'entreprise et elle n'a pas encore abouti. Les Allemands prennent le même programme à leur compte ; ils prétendent le remplir par d'autres moyens que les nôtres et nous gagner de vitesse ; ne devons-nous pas faire tout ce qui est en notre pouvoir pour les en empêcher ? Soutiendrait-on que ce programme, qui est bon pour nous, ne l'est pas pour eux ? Ce serait parler contre l'évidence. Tout le monde sent que l'arrivée des Allemands à Constantinople aurait pour le présent et pour l'avenir les conséquences les plus graves. Cherchent-ils du moins à atténuer l'importance de l'événement pour le faire accepter ou subir plus facilement ? Loin de là, ils menacent déjà le golfe Persique, l'Inde, l'Égypte, tout le Nord de l'Afrique et annoncent l'intention de puiser dans le monde musulman des millions d'hommes dont ils feront des soldats contre nous. Qu'ils se vantent quand ils étalent déjà devant nous ce tableau de leur grandeur future, nous le voulons bien ; ils tournent tout au colossal ; ils suppriment le temps, les distances, toutes les difficultés qui ont jusqu'ici ralenti ou arrêté la marche des autres hommes ; mais qui pourrait dire que tout ici est illusoire, et que ces rêves à la Pyrrhus doivent nous laisser incrédules ? Sans aller jusqu'à prendre les choses au tragique, il est prudent de les prendre au sérieux. La Serbie est aujourd'hui la pierre d'achoppement devant les pas de l'Allemagne. Sera-t-elle brisée ? Alors, nous ne disons pas que tout sera perdu, mais un grand mal aura été fait, et il faudra, pour le répa-

rer, un plus grand effort qu'il n'en aurait fallu pour l'empêcher.

Telles sont les raisons principales qui, après avoir été mises en balance avec celles qui conseillaient aux Alliés de s'abstenir, l'ont emporté et les ont finalement décidés à intervenir en Serbie ; mais il s'en faut de beaucoup que cette intervention soit dès maintenant ce qu'elle doit être. Nous n'avons encore qu'une poignée d'hommes à Salonique ; les Anglais en ont moins ; les Russes et les Italiens n'en ont pas du tout. Nous savons bien que ce n'est qu'un commencement ; mais nous savons aussi que, du côté ennemi, l'expédition a été préparée de longue main, et que les événemens risquent de se précipiter. Déjà, sur deux points, à Vrania et à Vélès, le chemin de fer qui relie Salonique à Nich a été coupé par les Bulgares et, comme ce chemin de fer est la seule voie par laquelle on puisse pour le moment ravitailler l'armée serbe, la nouvelle a jeté dans les esprits une préoccupation trop naturelle. D'après les derniers télégrammes, les Serbes ont repris Vélès, et nous les avons aidés dans cette tâche, mais le résultat de nos communs efforts n'est pas encore acquis d'une manière tout à fait certaine. La prise d'Uskub par les Bulgares est encore venue compliquer la situation. De plus, les Austro-Allemands ont passé le Danube à Orsova, c'est-à-dire au point d'intersection des frontières autrichienne, serbe et roumaine. Le plan de campagne de l'ennemi commence à se dessiner, et ce n'est pas à tort qu'on y voit l'intention d'envelopper l'armée serbe, en s'emparant des points par lesquels, aujourd'hui ou demain, elle peut recevoir des secours. Les Serbes ont heureusement dans le voïvode Putnik un général qu'on dit être de premier ordre. Leur désespoir même peut les sauver. Mais que feront-ils ? Quelle méthode de guerre adopteront-ils ? Quel appui pourrons-nous leur donner et quel sera pour cela le moment le plus utile ? Questions délicates, et la compétence nous manque pour y pour répondre : le temps le fera bientôt.

La situation balkanique devait ramener le ministère devant les Chambres ; mais elle ne l'y a pas ramené tout entier ; la veille de la discussion, M. Delcassé a donné sa démission de ministre des Affaires étrangères. On sait quelle compétence il avait acquise dans le long exercice de cette fonction et l'autorité dont il jouissait dans le monde diplomatique. En Allemagne, cette autorité avait fait naître contre lui des sentimens très vifs : on le redoutait et on le haïssait. La nouvelle de sa retraite y a déchaîné une explosion de joie mêlée d'orgueil, comme si on avait remporté une véritable victoire. Ce sera

une victoire sans lendemain : quelque regrettable que soit le départ de M. Delcassé, la politique du gouvernement de la République n'en sera nullement changée. Nous ne nous arrêterons pas aux motifs de ce départ qui a été tout spontané de la part de M. Delcassé. Il a d'abord invoqué de simples motifs de santé ; plus tard, dans une lettre écrite au président du Conseil, il a déclaré qu'il n'était pas d'accord avec ses collègues sur l'expédition de Salonique ou sur les conditions dans lesquelles on l'a engagée ; mais sa lettre n'a pas été publiée et il est difficile d'en parler sans en avoir le texte. En tout cas, s'il y a eu un désaccord entre M. Delcassé et ses collègues, il est de date très récente, car M. Viviani a affirmé à la tribune qu'il ne s'est produit à aucun moment pendant que M. Delcassé collaborait avec eux. Laissons donc à l'histoire le soin de débrouiller ce mystère. Nous ne connaissons d'autre langage que celui du gouvernement devant les Chambres : il a été excellent.

Une première fois, M. le président du Conseil a lu une déclaration qui avait le défaut de raconter ce qui s'était passé, c'est-à-dire ce que tout le monde savait déjà, et d'être muet sur la conduite que le gouvernement se proposait de suivre. C'était pourtant le point intéressant et sur lequel il était inévitable qu'on lui posât quelques questions. M. Painlevé s'en est chargé. La séance a été longue, animée, confuse, par moment violente ; mais la violence a porté sur des incidens qui n'avaient pas de rapport avec le débat, et quant à la confusion, elle est venue de ce que, tout en interpellant sur la Serbie, on songeait encore à autre chose. Nous n'étonnerons pas nos lecteurs en leur disant que quelques personnes n'auraient pas été fâchées de renverser le gouvernement. M. Viviani, lui, n'a parlé que de la situation internationale, et il l'a fait avec un sentiment élevé des devoirs que cette situation imposait au gouvernement. Il a indiqué les motifs pour lesquels l'intervention en Serbie lui avait paru nécessaire, ce sont à peu près ceux que nous avons donnés nous-même plus haut ; en somme, il a satisfait la Chambre et désarmé, — pour un jour, — ses adversaires. Le terrain de combat que ceux-ci avaient choisi n'était peut-être pas très heureux : ils y avaient déjà été battus à plusieurs reprises. Il s'agissait d'obliger le gouvernement à s'expliquer à huis clos devant un comité formé des principales Commissions de la Chambre, ou devant la Chambre elle-même en séance secrète. M. Viviani a déclaré énergiquement que, des négociations étant en cours, il ne pouvait pas plus en faire état en séance secrète qu'en séance publique et qu'il n'en dirait pas plus ailleurs qu'il ne le

faisait à la tribune. Sa fermeté a refréné les impatiences et les curiosités. Finalement, un ordre du jour de confiance a été voté à la quasi-unanimité, M. Painlevé et ses amis ayant déclaré qu'ils s'abstiendraient.

Le ministère a donc été sauvé, mais non pas consolidé. Il l'a senti lui-même et, pendant que nous écrivons, les journaux les mieux renseignés et même le plus habituellement inspirés, préparent l'opinion à un remaniement qu'il opérerait sur lui-même. Nous le regrettons un peu, non pas que le ministère fût parfait ; il en était même assez loin ; mais parce que sa permanence donnait l'impression d'une stabilité qui avait son prix. L'union qui s'est faite dans le pays s'est formée en partie sur l'idée de garder choses et hommes tels qu'ils sont. Si on se met à changer, après l'avoir fait une fois, peut-être faudra-t-il le faire une autre. Il est vrai cependant qu'avec la prolongation de la guerre dont le terme échappe encore aux yeux, il devenait de plus en plus difficile de ne toucher à rien ni à personne. Quelques autres ministres devaient passer par la brèche que M. Delcassé avait ouverte. Il faut donc s'attendre à un remaniement ministériel : nous le jugerons quand il sera fait.

M. Viviani, a naturellement parlé du concours que nos Alliés devaient nous donner en Serbie : ce concours était déjà promis par l'Angleterre et la Russie et, peu de temps après, M. Viviani a fait savoir au Sénat qu'il l'attendait également de l'Italie. L'omission de l'Italie dans la déclaration ministérielle avait produit une impression assez pénible, qui a été en grande partie effacée par la déclaration ultérieure de M. le président du Conseil. Ce n'est d'ailleurs pas seulement en France que le gouvernement a été amené à s'expliquer sur la situation orientale et sur les mesures qu'elle impose; il en a été de même en Angleterre et, presque en même temps que M. Viviani, sir Edward Grey, a dû prendre la parole. Il a commencé par raconter, lui aussi, l'histoire de nos négociations avec la Bulgarie et de leur fâcheux dénouement. On a reproché à notre diplomatie d'avoir eu des illusions : la diplomatie britannique les a partagées ; elle les a même perdues plus difficilement et plus lentement que nous. Sir Ed. Grey a d'ailleurs fort bien discerné le motif de notre échec et du succès des Allemands : c'est que ceux-ci ont fait appel aux mauvais sentimens des Bulgares, tandis que nous avions invoqué les bons. « Étant donné les circonstances passées, a-t-il dit, la politique austro-allemande, qui consiste à fomenter des divisions et à envenimer les antipathies existantes, était d'exécution plus facile que celle qui avait pour but

de réconcilier les États balkaniques et d'assurer leur union. » Le fait a prouvé combien cette observation était fondée : il est seulement regrettable qu'on s'en soit avisé si tard. Toute cette partie du discours de sir Ed. Grey n'a qu'un intérêt rétrospectif : celle qui se rapporte à la Serbie nous touche en ce moment davantage, et nous aurions aimé qu'elle fût encore plus explicite. « Les Alliés, a-t-il dit, désirent donner à la Grèce et à la Serbie toute l'aide possible. Aussi ont-ils expédié à Salonique celles de leurs troupes qui étaient disponibles... En prenant ces mesures, nous agissons en étroite coopération avec la France. La coopération des troupes russes est promise, dès qu'elles seront disponibles. » Et sir Ed. Grey a continué en disant que les autorités militaires des Alliés ne cessent pas d'être en consultation étroite.

Tout cela révèle sans nul doute les meilleures intentions ; mais à chaque phrase de l'orateur on est tenté de demander quand et comment elles se réaliseront. Sir Ed. Grey ne met aucune précision à le dire et dans une discussion ultérieure, qui a eu lieu à la Chambre Haute, lord Lansdowne n'a nullement dissipé ces incertitudes : il les a plutôt aggravées. De la Russie nous savons peu de chose. Quant à l'Italie, si nous ignorons quel a été le langage de son gouvernement, celui de quelques journaux, notamment de ceux qu'il inspire, est tout le contraire d'une promesse, ou du moins d'une promesse immédiate. Plus tard, nous dit-on, on verra, on fera le possible ; pour le moment, l'Italie ne croit pas pouvoir aider la Serbie d'une manière plus efficace qu'en prenant plus résolument l'offensive sur le front où elle combat dans le Tyrol et le Trentin. Et, en effet, elle l'a prise et a obtenu quelques résultats brillans ; mais sont-ils appelés à exercer, sur les événemens balkaniques l'influence qu'aurait une action directe en Serbie, ou même en Albanie? Quand nous écoutons le langage de nos alliés et que nous regardons leurs actes, les observations que nous avons faites au commencement de cette chronique nous reviennent à l'esprit avec plus de force : nous aurions, non pas facilement admis, mais compris qu'on n'allât pas en Serbie ; ce que nous ne comprendrions pas, c'est qu'après y être allé, on n'y fît pas tout le nécessaire. En pareil cas, les demi-mesures sont pire que tout.

Telle est, paraît-il, l'opinion de sir Edward Carson, qui était hier attorney général dans le Cabinet anglais et qui vient de donner sa démission comme M. Delcassé, mais pour un motif différent. Tout le monde aujourd'hui connaît sir Ed. Carson à cause du rôle de premier plan qu'il a joué en Irlande à la veille de la guerre. Désapprouvant le

projet de *home rule* qui était sur le point d'être l'objet d'un vote définitif, il a tout simplement organisé et préparé la résistance armée de l'Ulster, c'est-à-dire la guerre civile : tout le monde, à ce trait, a reconnu en lui un homme d'action, espèce d'hommes qui plaît toujours aux Anglais. Les fusils étaient sur le point de partir entre Irlandais protestans du Nord et Irlandais catholiques du Sud lorsque la guerre, déchaînée sur le continent, leur a heureusement donné une autre direction. Sir Ed. Carson a expliqué sa démission à la Chambre des Communes. Il s'est exprimé dans les termes les plus convenables sur le ministère qu'il quittait, mais enfin il le quittait, et pourquoi ? Après avoir rappelé combien était grave la situation balkanique et quels devoirs en résultent pour l'Angleterre : « Cette situation, a-t-il dit, avec toutes ses conséquences, nécessitait à mes yeux une politique claire et décisive, et, me trouvant à ce sujet en désaccord avec le gouvernement, j'ai senti que ma présence dans le Cabinet ne serait d'aucune utilité dans les circonstances auxquelles nous avons à faire face. Comme ma présence aurait été seulement une source de faiblesse dans un moment où nous avons besoin de toute notre force, et d'une harmonie parfaite, j'ai décidé de me retirer, non pas en raison de motifs personnels, mais dans l'intérêt de mon pays. »

Cette déclaration donne à réfléchir : est-ce que la politique du gouvernement anglais ne serait pas « claire et décisive ? » Nous aimons à croire que, pour mieux rendre sa pensée, sir Ed. Carson en a exagéré l'expression. Quoi qu'il en soit, l'Angleterre est en ce moment sous une impression de malaise. Le ministère s'y est reconstitué, il y a quelques semaines, comme le nôtre semble être sur le point de le faire. On a constitué, chez nos voisins, un large ministère de conciliation nationale et de concentration où, pour la première fois dans l'histoire, les conservateurs et les libéraux ont été représentés côte à côte. Cela n'empêche pas ce ministère d'être encore plus critiqué et attaqué que ne l'est celui de M. Viviani. On fait retomber sur lui la responsabilité des déceptions qu'on a éprouvées et qui se renouvellent encore trop souvent. L'Angleterre, pourquoi ne pas le dire ? a mis longtemps à comprendre et, même encore aujourd'hui, peut-être ne le comprend-elle pas tout à fait, combien la situation du monde et la sienne propre sont changées par les progrès de l'Allemagne et par l'audace sans mesure d'un peuple ambitieux et brutal qui n'aperçoit plus les bornes de ses forces. Ceux mêmes qui, parmi les Anglais, se rendent compte des obligations nouvelles aux-

quelles ils ne peuvent pas échapper ont de la peine à s'y plier, parce qu'elles heurtent de vieilles mœurs confondues par eux avec la structure historique de leur pays. Nous avons beaucoup de peine à imaginer, nous qui pratiquons depuis longtemps le service militaire obligatoire, pourquoi l'Angleterre a tant de peine à s'y résigner. Il faudra pourtant bien qu'elle y vienne un jour, si elle veut vivre. En attendant, et quoique la réforme fasse des progrès dans les esprits, on y résiste encore éperdument. Lord Derby a imaginé un système de volontariat qui arrangerait tout et dont il attend grand effet; à nos yeux, au contraire, ce n'est qu'un palliatif impuissant.

Ce qui, plus que tout le reste, est à même de faire sur le peuple britannique une impression profonde, c'est l'appel que le roi George lui a adressé. Le ton en est émouvant, pathétique, douloureux : il a pour objet de multiplier les engagemens volontaires, devenus plus nécessaires que jamais. Après avoir très légitimement glorifié les volontaires d'hier qui ont « tout sacrifié, leur maison, leur fortune et leur vie même, afin qu'une autre nation ne puisse pas détruire le libre empire que leur sancêtres ont bâti : « Je vous demande, dit le Roi, de continuer ces sacrifices. Nous sommes bien loin du but. Plus d'hommes et encore plus d'hommes sont nécessaires pour maintenir en campagne mes armées, et, par elles, assurer la victoire et une paix durable. Dans les temps anciens, les heures les plus sombres ont toujours fait naître, chez les hommes de bonne race, les résolutions les plus énergiques. Je vous demande à vous, hommes de toutes les classes, de venir volontairement prendre place parmi les combattans. » Viendront-ils volontairement en assez grand nombre? Nous le souhaitons. Le meurtre odieux de mis Cavell, qui a provoqué dans le monde entier, mais surtout en Angleterre, un sursaut d'indignation et de colère, aidera peut-être aussi à ce mouvement patriotique que le Roi encourage et sollicite. Mais qui pourrait dire si ce sera assez?

La Russie fera certainement tout le possible : nous en avons pour gage l'éloquent manifeste que, lui aussi, l'empereur Nicolas a adressé à son peuple pour dénoncer l'acte inqualifiable, abominable, commis par la Bulgarie. « Nous faisons savoir, dit-il, à tous nos fidèles sujets la trahison de la Bulgarie à la cause slave. Préparée avec perfidie depuis le commencement de la guerre, elle s'est accomplie, bien qu'elle parût impossible... La Bulgarie, notre coreligionnaire, depuis peu affranchie de l'esclavage turc par le fraternel amour et le sang du peuple russe, s'est rangée ouvertement du côté des ennemis de la foi chrétienne, du slavisme et de la Russie. Le

peuple russe voit avec douleur la trahison de la Bulgarie, si rapprochée de lui jusqu'en ces derniers jours, et, le cœur saignant, tire son épée contre elle, en remettant le sort des traîtres à la cause slave à la juste punition de Dieu. » Ces paroles ont une grandeur qui frappe et peut-être feraient-elles quelque effet sur les Bulgares, s'ils pouvaient les lire ; mais est-il besoin de dire que pas un seul exemplaire du manifeste impérial ne pénétrera en Bulgarie? Il est donc fait surtout pour la Russie elle-même et pour le monde qui jouit encore de la liberté. Ce qui nous y plaît surtout, c'est qu'il est un engagement solennel, une promesse d'action. Ce n'est pas en vain que la Russie tirera son épée contre la Bulgarie, et nous ne doutons pas qu'elle ne trouve le chemin pour l'atteindre. Mais, encore une fois, il faut se presser.

On a pu remarquer, dans la citation que nous avons faite de son discours, que sir Edward Grey confond volontiers les intérêts de la Grèce et de la Serbie, puisqu'il annonce l'intention de leur donner à l'une et à l'autre toute l'aide possible. Cela nous amène à dire un mot de la démarche que l'Angleterre a faite récemment à Athènes et de l'insuccès qu'elle a eu. Ainsi que, jusqu'au dernier moment, et même un peu après, sir Edward Grey n'a pas voulu croire que la Bulgarie ferait fi de l'union balkanique et attaquerait la Serbie, il ne veut pas admettre encore que la Grèce puisse séparer son sort de celui de cette même Serbie. N'y a-t-il pas, entre les deux pays, une communauté d'intérêts qui saute aux yeux et, si cela ne suffisait pas, n'y a-t-il pas un traité qui oblige l'un à voler au secours de l'autre, s'il est attaqué par un tiers? Cela suffit pour que leurs destinées restent à jamais unies : du moins sir Ed. Grey s'en croit sûr, et tout ce qui s'est passé en Grèce depuis quelques semaines ne saurait le convaincre du contraire. Pourtant rien n'est plus clair.

La chute de M. Venizelos; la résolution du Roi de ne tenir compte ni de la volonté du pays, telle qu'elle s'est manifestée aux élections dernières, ni de la volonté de la Chambre, telle qu'elle s'est manifestée dans le vote de confiance donné à M. Venizelos ; l'installation antiparlementaire d'un ministère sans autorité et sans majorité, sont, semble-t-il, des indices suffisans d'une volonté royale qui s'impose également au pays et à la Chambre et qui, à défaut de respect, rencontre la soumission. Sir Edward Grey ne s'en est pas senti découragé : il a cru trouver un moyen de ramener la Grèce à une saine politique. Comment? La Bulgarie, a-t-il dit dans son discours, a expliqué sa volte-face en avouant que les Puissances du Centre lui

avaient fait des offres supérieures à celles des Alliés. Et cela, en effet, de la part de la Bulgarie, explique tout. Sir Ed. Grey a donc pensé que, pour amener la Grèce à prendre parti en faveur de la Serbie, il suffisait de lui faire des offres qui combleraient tous ses vœux : en conséquence, il lui a offert, non seulement tout le rivage de la mer Égée jusqu'à Énos, c'est-à-dire toute la partie de ce rivage qui est aujourd'hui bulgare; non seulement Smyrne sur la côte asiatique avec une vaste région environnante qui est remplie de glorieux souvenirs helléniques et occupée presque complètement par une population grecque ; non seulement tous ces territoires qui n'appartiennent pas à l'Angleterre et dont elle ne pourra disposer qu'après la victoire, mais encore l'île de Chypre qui est son bien propre, ou du moins qu'elle occupe et dont personne ne peut lui disputer la possession. Il aurait suffi à la Grèce de dire oui pour que cette possession lui fût transmise non pas demain, mais aujourd'hui.

Chypre aussi est une terre hellénique et le gouvernement grec désire ardemment la posséder un jour : rien ne compléterait mieux son domaine maritime qui, en si peu de temps, s'est grossi de la Crète, de Chio et de Mytilène, et que l'Angleterre autrefois, par une générosité dont on trouverait peu d'exemples dans l'histoire, avait déjà enrichi des Iles Ioniennes. Nous sommes bien sûr que, lorsqu'une offre aussi tentante est arrivée à Athènes et que le conseil des ministres en a pris connaissance, il y a eu un peu d'émotion parmi les hommes politiques qui composent ce cénacle, quelque inféodés qu'ils puissent être à l'Allemagne et au Roi. Mais ce sentiment a été bientôt réprimé et il a été remplacé par un embarras dont leur réponse porte la trace. On a fait campagne contre M. Venizelos en l'accusant d'avoir voulu céder Cavalla ; on fera campagne contre ses successeurs en les accusant, et beaucoup plus justement, d'avoir refusé Chypre. Certes, ils voudraient bien ne pas l'avoir fait d'une manière définitive ; ils voudraient bien en être maîtres un jour, et rien n'est plus entortillé que leur réponse, si on en juge par la note officieuse qui a paru dans tous les journaux d'Athènes. « La Grèce est infiniment touchée, y lit-on, des offres qui lui ont été faites, bien qu'elles n'aient pas pris encore une forme absolument concrète. Elle ressent une vive reconnaissance envers l'Angleterre pour l'offre de la cession de l'île de Chypre, mais ce n'est point là une compensation suffisante au risque d'une guerre. »

Voilà le vrai mot lâché : la Grèce ne veut pas courir le risque d'une guerre, et elle sacrifie tout, ses aspirations nationales, ses inté-

rêts, son honneur même au soin de sa sécurité. Comme tout est relatif, il y a des jours où, vraiment, nous nous prenons à éprouver pour la Bulgarie une espèce de considération comparative, car si elle est avide, rapace et sans foi ni loi, du moins le risque d'une guerre ne l'arrête pas, elle se bat. La Grèce ne se bat pas, et la note officieuse suppute, d'après l'avis, dit-elle, des spécialistes étrangers les plus qualifiés, le nombre d'hommes que les Alliés devraient envoyer pour lui inspirer confiance. Il n'y a qu'un mot pour exprimer le sentiment qui la fait agir, ou plutôt qui l'en empêche, c'est la peur, la peur de l'Allemagne, qu'une propagande sans scrupule, faite de mensonges et de corruption, a propagée dans ces États balkaniques qu'on a connus autrefois si différens de ce qu'ils sont aujourd'hui, et qui peut-être le redeviendront un jour. Mais, comme l'a dit un jour M. Venizelos, il sera trop tard, le mal fait sera irréparable. En attendant, sait-on comment le roi Constantin est qualifié par ses admirateurs plus ou moins intéressés ? Plusieurs journaux d'Athènes lui décernent pompeusement le même titre, mais c'est l'*Esperini* qui y met le plus de vrai enthousiasme. « Pour la seconde fois, s'écrie-t-il, le Roi sauve le pays; il s'appellera désormais Constantin le Sauveur. Vive le Roi ! » Il est fâcheux que les Grecs, qui ont eu jadis un sens si délicat de l'ironie, en soient aujourd'hui aussi teutoniquement dépourvus.

Que faire d'un pays tombé dans cet état d'âme? Ce n'est pas avec des cadeaux qu'on peut l'en tirer. Aucune offre, quelque considérable, quelque alléchante qu'elle soit, ne saurait le décider à tendre la main pour la saisir : il craint trop qu'on ne lui donne sur les doigts. Sir Ed. Grey aurait pu s'attendre à ce qui lui est arrivé : puisse du moins la leçon n'être pas perdue ! Veut-il décider la Grèce et d'autres encore à aller au secours de la Serbie? Que l'Angleterre y aille elle-même, avec nous, avec la Russie, avec l'Italie : qu'elle y aille vite et en forces suffisantes. Il n'y a pas d'autre moyen de décider les Balkaniques à faire cause commune avec elle : tout le reste ne sert à rien.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

SOUVENIRS

D'APRÈS LA GUERRE DE 1877-1878[1]

Le traité de San Stefano était à peine signé que surgissaient déjà les difficultés pour son exécution.

Deux questions immédiates se présentaient à l'État-major : la ratification du traité par le Sultan et le désir du grand-duc Nicolas d'entrer en rapports personnels avec ce souverain qu'il sentait instinctivement pouvoir gagner par des attentions et des procédés auxquels Abdul Hamid ne saurait rester insensible.

Pour la première de ces questions, le général Ignatieff s'était incontinent mis à l'œuvre. Au lendemain même de la signature de l'acte, le lundi 20 février, il se rendit à Stamboul, accompagné de sa femme et de ses secrétaires intimes et alla faire sa visite aux ministres ottomans à la Porte, ainsi qu'à Son Excellence, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, comte Zichy.

Il y avait peut-être un peu trop de précipitation dans la résolution du général de se mettre en rapports immédiats avec les Turcs. Il se mêlait au désir de pousser l'affaire de la ratification un sentiment de vanité personnelle, l'envie de jouir de son triomphe sur un ennemi terrassé, de pouvoir rappeler aux conseillers du Padischah combien ils avaient eu tort de n'avoir pas prêté l'oreille à ses conseils, obéi à ses injonctions. Le procédé blessa les Turcs et ne contribua certainement pas à faciliter un accord que le général Ignatieff, considéré à Constantinople comme le fauteur de la guerre, était certes la personne la moins apte à amener. Il se trompa également sur les intentions et dispositions du comte Zichy, qui avait avant la rupture si pleinement subi son influence. Diplomate d'occa-

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai et du 15 juillet 1915.

sion et peu fait pour ce service, le comte Zichy est tombé, après son retour à Constantinople pendant la guerre, sous l'influence de l'ambassadeur d'Angleterre, sir Austin Layard, avec la même facilité avec laquelle il avait naguère accepté l'ascendant du général Ignatieff, mais il s'y mêlait chez lui un sentiment de rancune contre ce dernier pour la voie contraire qu'il lui avait fait suivre. En somme, cette visite inopportune, à laquelle je m'étais, malgré les invitations pressantes du général et de sa femme, refusé de m'associer, a produit, tant dans le camp ottoman que parmi les étrangers, la plus défavorable impression.

Quant à l'affaire d'une visite du grand-duc au Sultan, il s'agissait avant tout d'en régler les conditions, et, comme elle ne pouvait avoir lieu qu'après la ratification, des négociations furent immédiatement entamées. Le point scabreux était d'amener Abdul Hamid à rendre au grand-duc la visite qu'il ferait à Sa Majesté. Exiger que le Padischah vînt au camp de ses vainqueurs était impossible. Tout au plus pouvait-on demander qu'il se rendît au palais de l'ambassade à Péra. Mais déjà Abdul Hamid avait commencé à être atteint de la manie de la persécution; il craignait de sortir hors de l'enceinte de son palais, et ce n'est qu'avec beaucoup de difficulté qu'il avait été amené, quelques semaines auparavant, à rendre à la grande-duchesse de Weimar, mère de l'ambassadrice d'Allemagne princesse Reuss sa visite au palais de l'ambassade germanique, situé au bout du quartier de Péra, tout en face et à proximité du palais de Dolma Baghtché. Le général Ignatieff, se fondant sur les précédens, insistait pour que la visite fût rendue au grand-duc sur terrain russe, et il avait raison en principe. Mais, en pratique, il apparut bientôt que cette difficulté ne serait psa facile à vaincre, et le grand-duc, impatient d'exercer son action personnelle sur le Sultan, disait, avec non moins de raison, qu'il passerait outre à ces formalités, pourvu que le moyen lui fût donné de voir le Padischah dont il se promettait de faire la conquête morale.

La semaine qui suivit la signature du traité de San Stefano fut donc tout entière consacrée aux négociations relatives à ces objets et, si la question de la visite ne faisait que se compliquer, la ratification du traité reçut au contraire une solution relativement très prompte. Non seulement le traité fut ratifié, mais le maréchal Réouf pacha, accompagné de toute une mission

spéciale, fut chargé de le porter à Saint-Pétersbourg. Le général Ignatieff remit son départ jusqu'au moment où la mission ottomane serait prête à partir et, le 26 février, une semaine juste après la signature du traité, un bateau spécial de la Compagnie de Navigation russe emmenait à Odessa le général et Mme Ignatieff, ainsi que Réouf pacha et sa suite.

Ce fut un grand triomphe pour l'ex-ambassadeur, et c'était là un acte de bonne et sage politique. Réouf pacha, homme parfaitement honorable et distingué, était connu pour être partisan d'un rapprochement avec la Russie, et un adversaire des hommes d'État qui avaient amené la guerre, ce qui ne l'avait pas empêché de combattre en vaillant soldat, mais sans succès, contre le général Gourko, surtout lors de son premier passage des Balkans au début de la guerre.

Je restai de nouveau seul représentant du ministère des Affaires étrangères sans mandat spécial ni instruction, avec des affaires dont le nombre et l'importance grandissaient tous les jours, car, la paix rétablie, tous les intérêts privés étouffés par la guerre ressuscitaient et demandaient à être satisfaits, tandis que d'autre part l'exécution de certaines clauses du traité et les réclamations provenant du fait de la guerre exigeaient des mesures immédiates. N'osant pas, sans ordre spécial, entrer en rapports directs avec la Porte, je continuai à profiter de l'intermédiaire de notre ex-premier drogman, M. Onou, qui, résidant à Péra, entretenait des rapports officieux avec les Turcs et aidait à l'aplanissement de difficultés qui surgissaient.

L'échange des ratifications du traité ayant eu lieu à Saint-Pétersbourg aussitôt après l'arrivée du général Ignatieff et de Réouf pacha, les stipulations de cette transaction devenaient exécutoires, et nous devions, d'une part, nous préparer à évacuer les localités que notre armée occupait en dehors de la future frontière turco-bulgare, de l'autre, prendre possession du territoire et des forteresses que le traité de San Stefano arrachait à la Turquie, mais que les troupes et les autorités ottomanes détenaient encore. C'était, pour le premier cas, toute la Thrace avec Andrinople et San Stefano en Europe et Erzeroum en Asie, pour le second, tout le midi de la Macédoine ainsi que Varna et Schoumla en Europe et Batoum avec le district y adjacent en Asie. Comptant sûrement que le traité serait revisé, et encouragé dans cette conviction, tant par le mauvais accueil

que les grandes Puissances avaient fait aux arrangemens du 19 février que par l'attitude de leurs représentans à Constantinople, la Porte ne se dépêchait pas de prendre des dispositions pour satisfaire nos exigences à cet égard. Mais les militaires, impatiens d'entrer en possession de ce qui avait été annoncé comme devant nous être remis, prenaient des dispositions pour s'en emparer par eux-mêmes. De là des plaintes des Turcs, des conflits locaux et une série d'affaires fort compliquées. D'autre part, lorsque, pour garantir la sécurité de nos cantonnemens avancés qui avaient sur leurs derrières deux redoutables places fortes, nous insistions pour nous faire rendre Varna et Schoumla, les Turcs répondaient que la chose ne pouvait pas se faire du jour au lendemain : il fallait étudier l'état des forteresses et de leurs garnisons, faire l'inventaire du matériel de guerre qui s'y trouvait, prendre des dispositions pour le transport des hommes et des effets, et tout cela demandait du temps. Sur ces entrefaites, voyant la capitale absolument découverte, les Turcs se mirent en toute hâte à créer une nouvelle ligne de défense aux environs immédiats de Constantinople où arrivaient progressivement les épaves des armées battues par Gourko, et le nombre des troupes réunies en face de notre petit détachement d'avant-poste de San Stefano grossissait tous les jours. Des fortifications s'élevaient, elles étaient garnies de canons, et le général Fuad pacha était placé à la tête de la première ligne, qui se trouvait en face du centre de la nôtre. La flotte anglaise continuait à se tenir à portée du Bosphore, entre Ismid et Prinkipo.

C'est dans de pareilles conditions que le grand-duc, sentant le danger de laisser le Sultan et son gouvernement sous l'influence exclusive de nos adversaires, et notamment de l'Angleterre, redoubla d'insistance pour arriver à une entrevue avec Abdul Hamid. M. Onou continuait dans ce sens ses efforts, les Turcs proposant que le grand-duc vînt directement au palais comme hôte du Sultan, et que là Sa Majesté lui rendît sa visite dans l'appartement qui serait mis à sa disposition. Le commandant en chef tenait au contraire à recevoir comme tel le souverain ottoman, à lui faire rendre les honneurs par sa garde d'honneur, et à être entouré de son état-major. Un biais fut enfin trouvé. On convint que le Sultan mettrait à la disposition

du grand-duc le palais de Beylerbey, sur la côte d'Asie, où était descendue, neuf ans auparavant, l'impératrice Eugénie. Le grand-duc irait à Dalma Baghtché faire sa visite au Sultan, et Sa Majesté la lui rendrait à Beylerbey. C'est ce qui fut exécuté vers la mi-mars (la date exacte de cet événement m'échappe).

Le matin du jour fixé pour l'audience, le grand-duc se rendit à bord du yacht *Livadia* dans le Bosphore, accompagné des principales personnes de sa suite et des princes de la famille impériale, qui se trouvaient à cette époque à San Stefano. Si ma mémoire ne me trompe pas, c'étaient son fils, le grand-duc Nicolas jeune, le duc Eugène de Leuchtemberg et le prince Alexandre d'Oldenbourg. Les aides de camp et le reste de la suite avaient pris passage à bord du paquebot *Constantin*, de la Compagnie, employé pendant la guerre par le ministère de la Marine et naviguant sous pavillon de guerre. Nous étions tous en grande tenue de campagne. A bord se trouvait l'orchestre militaire du grand-duc, et lorsque nous passions devant la pointe du Sérail, Son Altesse dit qu'il faudrait faire jouer la musique. « Que faut-il jouer? » demanda un des aides de camp. « L'hymne russe? — Non, répondit Son Altesse, une marche quelconque.

— Il n'y a pas de marche plus appropriée à la circonstance, dis-je, que celle du régiment Préobrajensky, datant de Pierre le Grand, et pour laquelle il y a des paroles de l'époque disant : « Nous sommes connus des Turcs et des Suédois, et le monde entier a eu de nos nouvelles. » Знаютъ Турки насъ и Шведы и о насъ извѣстенъ міръ.

— Vous avez raison, dit le grand-duc. Et il fit exécuter cette marche solennelle, qui rappelait les premiers succès remportés par la jeune armée russe sur la Turquie et la Suède.

En jetant l'ancre devant Dalma Baghtché, la *Livadia* fut immédiatement accostée par des délégués du Sultan, accompagnés de M. Onou, qui venaient lui souhaiter de la part de Sa Majesté la bienvenue et l'accompagner à terre.

Abdul Hamid reçut le grand-duc en haut de l'escalier de Dalma Baghtché et le conduisit dans la grande salle du palais. Quelques personnes seulement avaient accompagné Son Altesse auprès du Padischah. Il y avait entre autres les trois princes nommés plus haut, le chef de l'état-major général Népokoitchitzky et moi. Peut-être y avait-il aussi le général Levitzky et le prince Massalsky; mais je n'en suis pas sûr.

Abdul Hamid était horriblement embarrassé et intimidé; mais le grand-duc ne tarda pas à le mettre plus ou moins à son aise par sa manière d'être simple et digne, mais pleine de franchise et d'affabilité. « Soyons amis, » dit-il au Sultan, lorsque, après les présentations d'usage réciproques, Sa Majesté se fut assise avec son hôte sur le divan, n'ayant auprès d'eux pour servir d'interprète que M. Onou, et peut-être (mais je n'en suis pas sûr) le premier drogman du palais, Munir pacha. « N'écoutez pas nos ennemis, continua-t-il, ils vous ont poussé à la guerre que nous déplorons tous. Maintenant que la paix est rétablie, tenons fermement ensemble, et personne n'osera toucher à la Turquie; nous réglerons nos affaires directement à notre avantage mutuel. » Le Sultan abondait dans le même sens, mais venait tout de suite aux questions pratiques et demandait des modifications du traité et des tempéramens à ses dispositions que Son Altesse ne pouvait même pas discuter.

Pendant cet entretien, qui dura près de trois quarts d'heure et dont quelques détails ne m'ont été connus qu'après coup, nous autres, nous nous tenions à l'écart et causions avec les dignitaires ottomans présens, parmi lesquels la première place était occupée par le grand vizir; il portait, à cette époque où la Constitution était censée être encore en vigueur, le titre de premier ministre; c'était Bach-Vekil-Ahmed Vefik pacha, le même qui, avant la guerre, avait essayé de s'employer pour empêcher une rupture et tâchait d'être envoyé à cet effet en mission spéciale à Saint-Pétersbourg. Revenu à ses prédilections anglaises, Ahmed Véfik était un organe essentiellement hostile à la Russie à la tête de l'administration ottomane. La possibilité d'un rapprochement et d'une entente directe entre nous lui déplaisait, et comme il voyait le caractère intime que paraissait avoir l'entretien de son souverain avec le grand-duc, il en était très intrigué et tâchait tout le temps de s'approcher du divan où il se passait, pour en saisir quelques mots, et peut-être pour pouvoir s'en mêler, ou au moins imposer à son maître par sa présence... Cette manœuvre ne nous échappa pas, aussi nous évertuions-nous à entretenir Ahmed Véfik de façon à l'empêcher de s'approcher du divan et d'écouter. A peine l'un de nous laissait-il tomber la conversation qu'un autre la reprenait, et les princes, que j'avais rendus attentifs à la nécessité de ne pas lâcher Ahmed Vefik, s'amusaient même à le harasser. Dès que

l'un avait fini, ils y envoyaient un autre en lui disant : « Prends le, attrape-le. »

Parmi les personnages turcs présentés au grand-duc, se trouvait le jeune maréchal Fuad pacha, qui avait remporté un avantage sur le détachement du prince Mirsky à Elena. Son Altesse lui serra la main et lui dit avec son air gracieux : « Je suis charmé de vous voir sain et sauf. On nous avait dit, au début de la guerre, que vous aviez été tué. — Je regrette de ne pas l'avoir été, répondit le maréchal, car la bataille dont il s'agit ne nous a pas été favorable. »

A l'issue de l'audience, nous traversâmes le Bosphore en grand kaïk gala du Sultan, accompagnés du premier drogman, Munir pacha, qui, en y montant, fit un faux pas et prit jusqu'au-dessus des genoux un bain dans le Bosphore. A Beylerbey se trouvait déjà réunie la grande suite du commandant en chef, et une garde d'honneur de marins russes y était placée à l'entrée, en face de la garde d'honneur turque. Le grand-duc descendit en bas de l'escalier pour recevoir le Padischah ; la musique entonna une marche turque (la marche officielle dite *Hamidiéh* n'était pas encore connue) ; les deux gardes d'honneur présentèrent les armes ; le grand-duc nomma au Padischah les principaux personnages de sa suite et entra avec Sa Majesté dans le salon, où la visite dura un peu moins qu'à Dalma Baghtché, et eut un caractère beaucoup plus personnel et plus amical. On parla chevaux, chasse, souvenirs du voyage du grand-duc en 1872 ; le Sultan invita Son Altesse à visiter ses écuries, et sortit du salon gai et souriant, tandis qu'il y était entré morose et l'air préoccupé, intimidé peut-être par le caractère absolument militaire de l'entourage et le déploiement de force étrangère à laquelle il n'était pas habitué. En partant, il invita le grand-duc à monter avec lui en kaïk et le mena, je crois, à bord de la *Livadia*, où Son Altesse déjeuna et se reposa. Moi, je me rendis à Péra et montai pour la première fois à l'ambassade, que j'avais quittée environ onze mois auparavant, en rompant les relations. J'avais le cœur gros. Les rêves politiques que je caressais alors étaient évanouis et leur réalisation remise à une époque que l'on ne pouvait même pas prévoir, car il devenait évident que si l'action militaire et les difficultés matérielles étaient terminées, la campagne diplomatique et les embarras politiques n'allaient que commencer.

En effet, des questions compliquées surgissaient de toute part. L'Autriche, à laquelle notre ambassadeur, M. de Novikow, n'avait même pas eu le courage de demander une réponse à la communication de nos projets de bases de paix, faits par la lettre de l'Empereur, de Paradim, prenait ouvertement une attitude hostile et nous accusait, non sans quelque apparence de raison, de mauvaise foi et de violation des arrangemens conclus avec elle avant la guerre. Le général Ignatieff y fut envoyé pour des explications. Le choix n'était pas heureux, car il inspirait personnellement de la haine à Vienne et de la méfiance partout. Il fit de son mieux pour briser l'opposition du comte Andrassy, mais n'y réussit guère, les conditions que posait le premier ministre austro-hongrois pour nous soutenir à la future réunion des grandes Puissances, qui aurait à ratifier ou examiner le traité de San Stefano, ayant été jugées trop onéreuses, quoiqu'elles le fussent beaucoup moins que celles que nous fûmes amenés à accepter plus tard, d'abord à Londres et puis au Congrès de Berlin.

Cette situation internationale avait son contre-coup dans l'attitude de la Porte, où, malgré les bonnes relations personnelles qui s'étaient, malheureusement trop tard, établies entre Abdul Hamid et le grand-duc Nicolas, nous rencontrions un mauvais vouloir et une opposition systématiques. Je me vis obligé d'entrer à plusieurs reprises en rapports personnels avec les ministres turcs et de leur faire des représentations au nom du commandant en chef. L'objet principal de nos exigences était l'évacuation des forteresses, sur laquelle on insistait, tant du Caucase (pour Batoum) que de Pétersbourg de la part du ministère de la Guerre, et de celle de l'état-major de l'armée. La situation apparaissait, en effet, de jour en jour plus compliquée, presque dangereuse. L'armée, avancée jusqu'aux murs de Constantinople, avait devant elle une force ottomane qui devenait tous les jours plus considérable, et, protégée par des fortifications élevées sur la ligne de démarcation, pouvait en cas de rupture s'appuyer sur la force navale anglaise, qui avait le moyen de couper nos communications avec Andrinople, en dominant par ses projectiles la seule route carrossable et la voie ferrée, rapprochées de la côte de Marmara. Nous avions sur nos derrières la Roumanie, que nous avions gratuitement blessée et rendue hostile et qui, à la première difficulté, se

mettrait incontestablement du côté de nos ennemis, et sur notre flanc droit, donnant la main aux Roumains, l'Autriche. Tandis qu'au milieu même de nos forces, mais ayant une communication par mer avec Constantinople, il y avait des forteresses turques imprenables et occupées par une forte garnison, Schoumla et Varna.

Cet ensemble de faits exigeait un maniement sérieux et systématique. Il était évident qu'une action diplomatique énergique et habile devait être exercée sur la Porte avec l'autorité que donne la voix d'un représentant diplomatique d'un rang élevé. La nécessité du rétablissement des relations régulières avec la Turquie se faisait sentir sous tous les rapports ; mais, au lieu de prendre à ce sujet une décision catégorique, le ministère s'arrêta à une demi-mesure. Je fus nommé chargé d'affaires à Constantinople et reçus l'ordre de me transporter à Péra avec les quelques employés qui formaient ma chancellerie diplomatique et auxquels on allait en ajouter d'autres qui avaient fait partie de l'ambassade avant la guerre. Cette décision me fut, je l'avoue, souverainement désagréable. Outre la question d'amour-propre, je croyais avoir droit à une position plus élevée que celle d'un simple chargé d'affaires, et l'opinion publique au quartier général et dans le corps diplomatique de Constantinople me le destinait : il était évident que ma voix ne pourrait pas avoir à la Porte la même autorité que celle d'un ambassadeur ou même d'un ministre ou envoyé en mission spéciale, ce qui au fond répondrait le mieux aux conditions dans lesquelles nous nous trouvions vis-à-vis de la Porte.

Mais outre cela, j'avais des motifs absolument personnels, mais décisifs, pour ne pas désirer prolonger mon séjour en Turquie. J'étais moralement découragé, fatigué, brisé. Mes forces physiques étaient épuisées, et, séparé depuis dix-huit mois de ma femme et depuis plus de deux ans de mes enfans, je sentais un besoin impérieux de me reposer et de me retremper dans la vie de famille. J'adressais donc un télégramme au ministère pour demander à être libéré de la charge qu'on venait de m'imposer, et insister sur la nomination d'un agent diplomatique d'un rang plus élevé. Je donnais pour motif le mauvais état de ma santé, mais, à Pétersbourg, on crut que ce n'était que l'effet d'une ambition déçue et on maintint la nomi-

nation. Cependant les faits ne tardèrent pas à justifier mes démarches. A peine rentré à Péra et installé tant bien que mal dans l'ancien logement que j'occupais à l'ambassade comme conseiller, je tombai gravement malade. Cette maladie fut reconnue plus tard comme une fièvre typhoïde. Un abattement général, accompagné de fièvre et de dérangement gastrique, me cloua à mon lit pour près de trois semaines, et mes forces s'en allaient rapidement. Je télégraphiai encore une fois pour dire que, étant couché et incapable de travailler, je ne pouvais diriger les affaires et priai de m'autoriser à les passer, jusqu'à ce que d'autres dispositions fussent prises, à l'ex-premier drogman, M. Onou. On me répondit que M. Onou pouvait faire les affaires, mais que je devais rester titulaire du poste et imprimer la direction voulue. Mais déjà je n'étais même plus capable de prendre connaissance de rien. M. Onou se vit obligé de télégraphier à Pétersbourg que les médecins m'avaient ordonné le repos le plus complet, et c'est lui qui commença à signer les télégrammes dont l'échange avec le ministère devenait de plus en plus fréquent et important. Néanmoins, quand de grandes questions se présentaient au quartier général où une intervention diplomatique devenait nécessaire, le général Népokoïtchtzky, chef d'état-major de l'armée, le général Gourko, ou même le grand-duc venaient s'asseoir au chevet de mon lit pour demander mon avis. Inutile de dire que ces entrevues, qui m'émouvaient tout autant qu'elles me fatiguaient, avaient l'effet le plus funeste sur l'état de mes nerfs, cause principale de ma maladie.

Ce qui se passait pendant ce temps-là, je m'en rendais à peine compte et je n'en ai gardé aucun souvenir. Les fêtes de Pâques survinrent. Notre ministre à Athènes, M. Sabouroff, vint faire sa visite au quartier général : je le fis installer à l'ambassade, et, à peine convalescent, n'ai gardé que le souvenir d'entretiens absolument découragés que j'eus avec lui et où, dégoûté de tout ce qui s'était passé et sentant combien l'avenir était encore gros de complications, je ne demandais qu'à me retirer de l'Orient, voire de la diplomatie, si un autre moyen de me rendre utile pouvait se présenter pour moi.

Cette situation dura jusqu'à la mi-avril. Le 17, jour de la fête de l'Empereur, le grand-duc, qui venait d'être relevé de son commandement et remplacé par le général Todtleben,

devait, après une grande parade, prendre congé des troupes qu'il avait commandées et conduites à la victoire, et s'embarquer pour Odessa, tandis que son successeur était ce jour même attendu de cette ville. Je savais que, pendant ma maladie, la tension des rapports entre le commandant en chef et son frère l'Empereur n'avait fait que croître, et que le rappel du grand-duc en avait été la suite. Je savais que les accusations les plus insensées étaient colportées contre Son Altesse Impériale, qu'Elle en était profondément blessée et chagrinée, et je me souviens vaguement qu'au moment où je tombais malade, le grand-duc avait envoyé à Pétersbourg le général prince Imérétinsky avec des explications verbales auprès de l'Empereur, et que j'avais aussi pris part à une petite réunion où le prince était instruit de la situation générale dont j'étais chargé de lui exposer le côté politique. Maintenant Imérétinsky revenait avec Todtleben comme chef de son état-major, ce qui blessa encore le grand-duc.

Le bâtiment qui l'emportait, — c'était, je crois, le yacht *Livadia*, — devait mouiller pour quelques heures dans le Bosphore, et je jugeais qu'il était de mon devoir d'en profiter pour aller saluer à bord mon ancien chef que j'estimais de tout mon cœur, et dont la disgrâce imméritée me touchait profondément. Ce fut ma première sortie ; mais, tout chancelant, je montai à bord du navire et pris d'une manière touchante congé du grand-duc et des personnes de sa suite. J'appris depuis que, lorsque je quittai la *Livadia*, le grand-duc dit à son entourage : « Pauvre Alexandre Ivanovitch, je crains que nous ne le revoyions plus ! » tant j'avais l'air faible et malade. Je me rendis de là à bord du bateau qui venait d'amener Todtleben et se trouvait également dans le Bosphore, car j'avais été avisé de Pétersbourg que le nouveau commandant en chef était porteur pour moi d'ordres personnels de l'Empereur. Le général, qui allait, je crois, se rendre à bord de la *Livadia*, me dit qu'il voudrait me trouver à l'ambassade avec le prince Imérétinsky, car il avait à m'entretenir de beaucoup d'affaires, et je rentrai à Péra complètement épuisé par cette expédition.

Le général Todtleben arriva en effet à l'ambassade vers onze heures, accompagné du prince Imérétinsky. M. Onou les

avait précédés. Très faible encore et fatigué, j'étais étendu sur une chaise longue. Le général commença par me dire qu'il était chargé par l'Empereur de me demander de rester à Constantinople à la tête de l'ambassade. Sa Majesté l'avait chargé de se persuader si réellement mon état de santé ne me permettait pas de prolonger mon séjour sur le Bosphore, et, si cela n'était point exact, notre auguste Maître *désirait* que je continuasse à y diriger les affaires avec la perspective d'être nommé ministre. Je répondis à Todtleben, que la volonté de l'Empereur était pour moi une loi, que j'étais prêt à sacrifier ma vie, à employer toutes mes forces pour le servir, et que par conséquent l'état de ma santé ne pouvait pas entrer en considération dans cette circonstance. « Mais, dis-je, il s'agit de l'intérêt du service. Croyez-vous en toute conscience que, dans l'état où vous me voyez, je sois capable de diriger de si importantes affaires, de faire face à toutes les difficultés politiques et aux fatigues matérielles que les fonctions qu'on veut m'attribuer comportent? Quelques-uns des représentans sont déjà à la campagne. Je devrai aller vous voir à San Stefano, courir à la Porte, à Therapia où s'est déjà transporté sir Austin Layard. Serai-je en état d'y suffire? La direction de l'ambassade en ce moment demande une main sûre et ferme; il faudrait un homme expérimenté, un général. Je ne me sens vraiment ni les forces, ni l'autorité pour une pareille mission. »

La nervosité avec laquelle je parlais et l'épuisement qui s'en est suivi ont paru convaincre le général Todtleben. « Je le regrette, me dit-il, l'Empereur désirait vous garder à Constantinople, mais je vois réellement que cela ne serait pas possible. Je vais à l'instant même Lui rendre compte de notre entrevue. »

La conversation passa alors à des sujets relatifs à la situation qui nous était faite, aux négociations en cours et à celles dont il était lui-même chargé. Me voyant, au bout d'une demi-heure de conversation, prêt à m'évanouir, M. Onou proposa au général de me laisser me reposer et reprendre des forces, sauf à revenir dans une couple d'heures. Nous reprîmes nos entretiens vers deux heures : il s'agissait surtout de l'état où nous nous trouvions vis-à-vis de la Porte et des mesures à prendre pour exécuter le traité de San Stefano dans ses parties qui restaient encore en suspens. La question principale qui intéressait les militaires, c'était l'évacuation des forteresses. Le minis-

tère des Affaires étrangères, et nommément le général Ignatieff, qui y avait, grâce à la maladie du prince Gortchakof, acquis une certaine influence, demandait surtout qu'on nous livrât la partie de la Macédoine qui n'était pas occupée par nos troupes, mais devait faire partie de la trop grande Bulgarie créée par le traité de San Stefano. Il fut convenu que le général Todtleben verrait le grand vizir et le ministre des Affaires étrangères et leur poserait carrément les exigences de notre gouvernement. Je promis, dès que mes forces me permettraient de m'occuper d'affaires, d'aller soutenir ses démarches jusqu'à ce qu'un représentant de l'Empereur, en règle, vînt me relever de cette charge. Au moment où le général Todtleben sortait de chez moi, je dis au prince Imérétinsky : « Vous savez que vous êtes mon candidat pour le poste d'ambassadeur à Constantinople. » Je le jugeais en effet absolument capable d'occuper cette place, et j'appris de lui plus tard qu'il avait été en effet question, à une époque ultérieure, de sa nomination. Ma proposition lui plut en ce moment. « Faites-en la proposition, me dit-il, j'en serai ravi, je ferai tout ce que je puis pour bien me tirer d'affaire. »

J'expédiai réellement un télégramme au prince Gortchakof pour dire que la proposition de rester à Constantinople m'avait été faite par le général Todtleben, qu'il s'était convaincu de l'impossibilité pour moi d'y rester, et que, dans cette conjoncture et vu les circonstances politiques, je croyais devoir soumettre l'idée « si, parmi les diplomates en fonction ou les anciens ambassadeurs (Ignatieff, Lobanow, Budberg), on ne trouvait pas de personnes qu'on voulût envoyer à Constantinople, de nommer un militaire, » et je citai le nom du prince Imérétinsky. Deux jours après, je reçus un télégramme qui m'annonçait que l'Empereur avait fait choix du prince Lobanow, et me chargeait de demander pour lui l'agrément de la Porte. Le nouvel ambassadeur se rendrait incessamment à son poste, et je pouvais, après lui avoir remis les affaires, aller en congé soigner ma santé.

Les forces me revinrent assez vite, en quantité suffisante pour me permettre de commencer à travailler. Il fallut avant tout organiser un peu le service. Quelques employés, pour la plupart, anciens collègues, étaient arrivés. J'installai la chancellerie, réclamai de Pétersbourg les archives qui avaient été emportées lors de la rupture, et je repris mes visites à la Porte

pour continuer la besogne ingrate d'insister sur des points que je savais bien ne pouvoir être emportés. Les Turcs, de plus en plus sûrs que les stipulations exagérées de San Stefano ne seraient pas maintenues, étaient parfaitement résolus à ne pas les exécuter et trouvaient différens prétextes pour s'y soustraire. En attendant, le général Ignatieff m'écrivait, d'ordre du chancelier, d'insister énergiquement pour que la Macédoine nous fût livrée. « Vous devez comprendre, me disait-il, l'immense importance qu'il y a pour nous à entrer en possession de cette province avant que l'Europe se mette à modifier le traité. » Je répondis au général que je me rendais bien compte de cette importance, mais que malheureusement les Turcs aussi comprenaient l'intérêt qu'ils avaient à ne pas lâcher la province, et que nous n'avions aucun moyen de les y obliger, d'autant plus que déjà une forte armée était réunie autour de Constantinople, protégée par les fortifications et appuyée par la flotte anglaise qui circulait librement dans la mer de Marmara et se tenait à portée de la capitale.

Je passai ainsi environ deux semaines à diriger l'ambassade et à tâcher d'éclairer la situation. L'hostilité de l'Angleterre était patente. Des réunions de Circassiens y avaient lieu; on préparait un corps expéditionnaire pour révolutionner ou au moins agiter le Caucase. Tous les symptômes étaient mauvais. Le corps diplomatique, sauf peut-être le prince Reuss, nous était manifestement hostile, l'entourage du Sultan également. Il y avait beaucoup de besogne à faire. Elle attendait qu'un homme de la force et de l'habileté du prince Lobanow vînt l'entreprendre. Le 2/14 mai, le prince débarqua à Tophané, accompagné de M. Basily, ex-premier secrétaire. Je l'attendais au débarcadère et, comme nous avions souvent causé de Constantinople et de politique, lorsqu'il était à Pétersboug, et que je lui prédisais toujours son retour dans la diplomatie, la première parole qu'il me dit était celle-ci : « Vous devez être bien étonné de me voir rentrer au ministère, après ce que je vous avais dit à Pétersbourg. » Il m'avait en effet assuré que, tout en désirant reprendre le service diplomatique, aussi longtemps que le prince Gortchakof serait à la tête du ministère, si on lui offrait d'être ambassadeur à Paris, Londres, Vienne ou Berlin, il le refuserait. « Mais j'ai pensé, continua le prince, que, dans la situation difficile où nous étions, et puisque l'Em-

pereur me l'avait demandé comme un service personnel, je n'avais pas le droit de refuser et je me décidai à faire le sacrifice. » Je l'assurai très sincèrement que j'en étais très heureux. L'ayant vu en 1859 à Constantinople comme ministre de trente-six ans, lorsque j'étais deuxième secrétaire à Athènes, j'avais conçu une très haute opinion de son intelligence et de ses talens, et je m'attendais toujours à ce qu'il devînt le successeur du prince Gortchakof.

Nous allâmes le lendemain ensemble à San Stefano voir le général Todtleden, dont je pris congé, et le jour suivant 4/16 mai, je pus quitter Constantinople pour me rendre à Berlin, où ma femme, qui passait l'hiver à Heidelberg avec mes enfans (sauf l'aîné qui était au collège à Moscou), devait venir à ma rencontre.

J'allai voir à Berlin notre ambassadeur, M. Oubril, qui m'interrogea avec intérêt sur les détails des questions qui se posaient devant nous, et me confia sous le sceau du secret les arrangemens qu'on était sur le point de conclure avec l'Angleterre, et que le comte Schouvaloff, qui venait de traverser Berlin, était allé porter à Saint-Pétersbourg. Je fus épouvanté de l'importance des concessions que nous faisions. Mais on était effrayé, à Pétersbourg, outre mesure, et on y demandait la paix à tout prix. Le Congrès devait se réunir sous peu à Berlin, et on allait s'occuper de sa composition. Je m'installai en attendant à Heidelberg, et ce n'est que lorsque je commençai à me reposer que je sentis combien toutes mes forces étaient épuisées. Le fameux médecin professeur Friedreich, que je consultai sur mon état, me déclara que mes organes étaient intacts, mais que toute ma constitution était tellement ébranlée et épuisée que la moindre maladie sérieuse pouvait m'emporter. Il me recommanda le calme et le repos absolu; mais mon moral était tout aussi ébranlé que mon physique, je souffrais des défaites diplomatiques que nous subissions et suivais avec un anxieux intérêt les préparatifs pour le Congrès qui allait s'ouvrir à Berlin.

Vers la fin de mai (vieux style), je reçus du ministère un télégramme qui me demandait si l'état de ma santé me permettrait de me rendre pour le Congrès à Berlin, afin d'y assister nos plénipotentiaires en qualité d'expert. Quoique pas encore remis de ma maladie et peu satisfait du rôle indéterminé qui m'était réservé, je n'hésitai pas à répondre que j'étais prêt à me

rendre à Berlin pour le jour qui me serait indiqué. L'ouverture du Congrès était fixée au 1/13 juin. Ce jour-là, après la séance d'ouverture solennelle, devait avoir lieu, le soir, un grand dîner pour tous les membres du Congrès et leurs principaux collaborateurs. J'étais informé qu'une invitation se trouvait pour moi à l'ambassade, où un appartement m'était réservé. C'étaient, après maintes combinaisons diverses, le prince Gortchakof, le comte Schouvaloff et M. Oubril (ambassadeurs à Londres et à Berlin), qui devaient y représenter la Russie. Le baron Jomini accompagnait le prince Gortchakof, mais comme aucun des quatre ne connaissait en détail les affaires d'Orient, on sentit la nécessité d'avoir sous la main quelqu'un de plus particulièrement versé dans ces questions. On avait pensé d'abord à M. Coumany, à cette époque consul général à Paris, qui avait fait toute sa carrière à Constantinople et y avait été mon prédécesseur comme conseiller d'ambassade. Il était question alors de n'avoir comme plénipotentiaires que le comte Schouvaloff, négociateur de l'arrangement qui devait servir de base au Congrès, et M. Oubril. Le prince Gortchakof venait de subir une grave maladie. On le jugeait trop faible, et, après les preuves d'inaction qu'il avait données durant la guerre, trop vieilli pour pouvoir utilement participer à cette importante réunion. Mais, rétabli plus vite qu'on ne le supposait, et qu'on ne le désirait peut-être, le vieux chancelier exigea de l'Empereur d'aller lui-même défendre devant l'Europe les intérêts de la Russie. Or, M. Coumany posait comme condition d'être nommé plénipotentiaire et encore quelques exigences pratiques qu'on jugeait inadmissibles. Les trois places de délégués se trouvant déjà occupées, on songea à un autre expert, et c'est ce qui motiva mon appel à Berlin. C'est surtout le comte Schouvaloff, âme du Congrès, qui, se sentant peu au courant des affaires, désirait avoir auprès de soi quelqu'un qui fût à même de lui donner des explications sur les points de détails qu'il ne connaissait pas.

Je ne vis le comte Schouvaloff qu'un moment dans la matinée; nous nous rencontrâmes ensuite dans la salle du château, où l'on se réunissait avant le dîner. Le comte, que je connaissais assez peu avant cette date, crut devoir m'expliquer pourquoi il avait désiré m'avoir auprès de lui : « Je sais que nous différons d'opinion sur les affaires d'Orient, me dit-il. Mais j'ai une si grande confiance dans votre patriotisme et votre senti-

ment du devoir, que je ne doute pas que vous me prêtiez tout votre concours dans la mission difficile qui m'est confiée par l'Empereur. C'est l'intérêt et l'honneur de la Russie qui sont en jeu. J'apporte un programme approuvé par le souverain, mais il y aura encore beaucoup de difficultés à vaincre pour le faire adopter, et c'est sur votre concours et votre expérience que je compte pour m'y aider. » Je répondis que, reconnaissant pour la confiance qu'il me témoignait, j'étais certainement prêt à faire tout ce qui dépendrait de moi et serait de ma compétence pour l'aider à lutter contre les difficultés qu'il rencontrerait inévitablement, Nous convînmes que l'ambassadeur me poserait des questions chaque fois qu'un point spécial demanderait à être élucidé, et en pratique, avec les bons rapports qui ne tardèrent pas à s'établir entre nous, je passais, avant chaque séance où des questions de cette nature devaient être traitées, quelques heures avec le comte à lui donner des explications et à répondre aux objections qu'il me faisait en se mettant à la place de ses adversaires au Congrès et en posant les questions qui pouvaient lui être adressées par eux.

Pour en revenir au dîner d'ouverture, je ne puis m'empêcher de noter l'impression que me produisit l'apparition, au milieu de toute cette assemblée d'hommes d'État et de diplomates, du prince Bismarck. On était réuni depuis quelque temps, et on faisait ou renouvelait connaissance les uns avec les autres. Les conversations étaient animées et un peu bruyantes. Nous étions près de 150 personnes, je crois, y compris les dignitaires de la cour prussienne. Bismarck, que tous les regards cherchaient, n'y était pas. Tout à coup, une porte latérale s'ouvrit et apparut l'immense figure du chancelier. Il paraissait encore plus grand que nature dans son uniforme blanc des cuirassiers, avec un immense casque en cuivre à la main, de grandes épaulettes de général et chaussé d'énormes bottes hautes. Il paraissait écraser tous ces petits diplomates, Corti, Haymerlé, Oubril, Hohenlohe et tant d'autres. Je pensai involontairement à la fable de l'ogre et aux caricatures de 1848, où on représentait l'empereur Nicolas Ier dévorant les petits princes allemands. Toutes les conversations cessèrent, on se tut, et il n'y avait d'yeux et d'oreilles que pour le grand homme qui présidait l'illustre réunion dont on célébrait l'ouverture.

L'empereur Guillaume avait été, peu avant, blessé par Nobi-

ling, et avait remis les rênes du gouvernement au prince royal (depuis Frédéric III). C'est celui-ci qui présidait le dîner, lequel fut brillant et signalé seulement par un speech de bienvenue, lu par Son Altesse Royale. Je me trouvais placé, d'après l'ordre d'ancienneté que l'on avait observé, à côté de sir Montague Corry, secrétaire privé de lord Beaconsfield, élevé après le Congrès à la pairie, sous le nom de lord Rowton. Des rapports très agréables s'établirent entre nous et nous pûmes les cultiver à l'aise, puisque, à la plupart des repas officiels qui se succédaient, nous nous trouvions assis à côté l'un de l'autre.

J'ai peu de choses à noter sur la marche des travaux du Congrès. Je n'en ai gardé qu'une impression pénible, le souvenir d'une situation humiliante contre laquelle on faisait peu ou presque rien pour réagir. Ainsi, dès les premiers jours des travaux, l'arrogance anglaise et la complaisance de la plupart des autres vis-à-vis de la Grande-Bretagne s'affirmèrent d'une façon éclatante. Lord Beaconsfield, quoique connaissant parfaitement le français et le parlant couramment, prétendit parler anglais, et quoique plusieurs membres du Congrès ne comprissent pas cette langue (entre autres M. d'Oubril), personne n'osa protester ni même faire observer que le français était la langue diplomatique reconnue dans toute l'Europe, et qu'il n'y avait pas lieu, sans un accord préalable, d'y déroger. Vers la fin du Congrès, un second témoignage flagrant de la prépotence britannique et de la couardise de tous les autres a été donnée au monde. Le *Globe* venait de publier, par indiscrétion voulue peut-être, la nouvelle de la conclusion entre la Turquie et l'Angleterre d'un traité par lequel l'île de Chypre était cédée à cette dernière, contre l'obligation de soutenir la Turquie en Asie Mineure et d'y surveiller l'application des réformes promises. C'était une atteinte portée à l'intégrité de l'Empire ottoman, garantie par les Puissances qui étaient justement réunies pour statuer sur les modifications que la dernière guerre avait apportées aux possessions du Sultan. Le coup de théâtre, préparé dans le plus profond secret, faisait naturellement l'objet de tous les entretiens et des commentaires les plus divers. Mais personne n'osa interroger les Anglais, ni élever la voix pour porter cette question devant le Congrès auquel elle ressortissait directement, ou au moins signaler cette violation du droit public européen. J'en exprimai

mon étonnement à M. d'Oubril, qui me répondit que les plénipotentiaires avaient pris la résolution d'*ignorer* le traité! Comme si, en fermant les yeux à l'évidence d'un fait accompli aussi brutal, on le rendait nul et non avenu! D'autres faits analogues prouvaient clairement combien était faible notre délégation, et combien surtout Bismarck, l'honnête courtier, sous les dehors d'un intérêt pour notre cause, favorisait au fond uniquement les Autrichiens auxquels il méditait déjà de s'allier et les Anglais qu'il jugeait avec raison plus forts et par conséquent plus utiles à cultiver que nous. Le prince Gortchakof avait passé une grande partie du Congrès à être malade et à se soustraire aux séances où des concessions convenues ou forcées devaient être faites aux exigences de nos adversaires. Il disait avec emphase qu'il ne voulait pas attacher son nom à des arrangemens aussi humilians. Mais alors, pourquoi était-il venu? Sa présence, loin d'aider en rien, ne faisait qu'embarrasser le comte Schouvaloff, le seul qui luttât de son mieux, mais sans connaître notre vraie situation en Orient, ni avoir la conviction des intérêts que nous y possédons et que le passé, aussi bien que l'avenir, nous obligeait à y défendre. Dans un des entretiens que j'eus avec lui et M. d'Oubril à propos des concessions, souvent superflues, que nous faisions, je m'entendis répondre par M. d'Oubril : « Vous avez beau parler, puisque vous ne siégez pas au Congrès. Mais si vous aviez vu Bismarck s'impatienter à la moindre discussion qui se prolongeait et déclarer qu'il allait quitter la présidence et s'en aller à Kissingen, si on continuait à s'occuper de détails qui n'avaient aucune importance pour l'ensemble de la situation européenne et ne pouvaient intéresser que des Bulgares ou des Serbes, vous auriez compris que nous sommes souvent forcés de ne pas insister pour ne pas provoquer de crise. » Je répliquai à l'ambassadeur que, selon ma conviction intime, Bismarck était plus que qui que ce soit intéressé au succès du Congrès qu'il présidait, et que certainement, s'il voyait la résolution sérieuse de résister à sa brutale omnipotence et de placer les intérêts en jeu au-dessus de ses convenances, il trouverait le moyen de nous donner satisfaction et se montrerait moins arrogant. De son côté, le comte Schouvaloff me fit observer que, si j'avais assisté, comme il l'avait fait, au conseil chez l'Empereur où les instructione dont il était muni avaient été

décidées, j'aurais autrement jugé la situation. « A l'ouverture de la discussion, dit-il, l'Empereur fit un discours pour dire que nous étions menacés d'une guerre avec l'Angleterre, probablement aussi avec l'Autriche, que les dispositions des autres Puissances étaient peu sûres, et que, dans ces conditions, la raison d'État commandait de faire des concessions, d'abandonner quelques-uns des avantages acquis par les succès remportés sur les Turcs, de modifier le traité de San Stefano. Sa Majesté conclut en disant qu'il y avait limite à tout, que nous ne pouvions accepter que des conditions qui ne seraient pas blessantes pour notre amour-propre national et incompatibles avec notre honneur... Le comte Milutine, qui prit la parole après le souverain, déclara que son devoir était de dire que nous ne pouvions *absolument pas* faire la guerre, que la position de notre armée en Turquie était précaire, qu'en cas d'échec du Congrès, nous y étions exposés à un désastre, et que, quant à la frontière occidentale, nous n'avions absolument rien de sérieux à opposer à un ennemi qui viendrait de ce côté; que, par conséquent, tout valait mieux qu'une rupture qui pouvait amener la guerre et nous conduire à une catastrophe pire que tous les sacrifices moraux et matériels que nous pourrions faire pour l'éviter. » — « C'est sous de semblables impressions, termina le comte Schouvaloff, que je suis venu à Berlin, et cela vous explique pourquoi je tiens avant tout à ce que le Congrès aboutisse. Une fois la paix assurée, on pourra travailler à regagner les positions perdues et à refaire nos forces en vue de l'avenir. »

J'eus bientôt l'occasion de vérifier l'exactitude de l'assertion du comte Schouvaloff et de me convaincre combien les dispositions à Pétersbourg étaient pessimistes : une impardonnable faiblesse, je dirai presque lâcheté, avait subitement succédé à l'outrecuidance et au chauvinisme dont on faisait montre lorsque notre armée avait des succès et avançait sur Constantinople.

Le travail du Congrès était si absorbant pour les délégués qu'ils n'avaient pas le temps de faire des rapports à leurs cours; tout au plus réussissait-on à les tenir au courant de la marche des délibérations par des télégrammes, et encore étaient-ils forcément incomplets et ne donnaient-ils qu'une idée insuffisante de la situation réelle, telle qu'elle se présen-

tait dans son ensemble. On usait surtout du télégraphe pour référer au sujet d'une question de détail qui se présentait et demandait à être tranchée : la plupart du temps en exigeant du gouvernement quelque nouvelle concession ou la modification de quelques combinaisons arrêtées d'avance. L'Empereur, peu au courant du point précis et de son rapport avec le reste des questions, hésitait à se prononcer d'une façon définie, et M. de Giers, qui gérait le ministère et n'avait pas encore pris l'assiette qu'il a gagnée plus tard, télégraphiait à Berlin que « l'Empereur pensait, » « l'Empereur préférerait » ou « désirerait... » « Que m'importe ce que pense l'Empereur! » s'écriait le comte Schouvaloff, « je veux savoir ce qu'Il ordonne. Je ne puis prendre sur moi de trancher ces questions sans un ordre précis et catégorique. Je m'expose déjà assez à l'animadversion publique. Je sais que c'est à moi qu'on attribuera toutes les concessions que nous aurons faites, que je serai livré à la haine nationale. Cela m'importe peu. J'ai la conscience de faire mon devoir et de servir les vrais intérêts de mon pays en remplissant les ordres de mon souverain. Mais il faut que je les aie! »

C'est de cet ordre d'idées qu'est venu le projet du comte Schouvaloff de m'envoyer à Pétersbourg, pour faire un rapport verbal à l'Empereur sur la situation et rapporter ses décisions orales, fondées sur les explications que j'aurai données et complétées par celles que j'aurai reçues. « L'Empereur a soif d'avoir des nouvelles, me dit un jour le comte Schouvaloff. Je n'ai pas le temps de lui écrire. Avec cela nous ne nous comprenons plus. Nous travaillons sur des malentendus. Il faut s'expliquer. Qui pourrait mieux se charger de cette besogne que vous? Vous connaissez la situation, vous savez ce qui s'est passé, ce qui se fait et comment cela se fait. Je ne vous demande pas de défendre ce que je fais; je crois que nous différons de points de vue sur plusieurs questions. Je vous prie seulement d'exposer à l'Empereur ce qu'est la situation dans toute sa nudité. Il faut qu'il la connaisse, il se fait encore des illusions. Il a interrogé dernièrement pendant des heures le colonel Bogoliouboff, qui était allé chercher des instructions au ministère de la Guerre sur une question de délimitation. Bogoliouboff n'a pas pu satisfaire sa curiosité, mais il a vu combien une parole vivante intéressait l'Empereur et avec quelle avidité il écoutait tous les détails que Bogoliouboff s'est trouvé en mesure de lui

donner. Il sera enchanté de causer avec vous. Je sais bien que la mission est délicate et difficile. Vous aurez des choses pénibles à dire au souverain, vous aurez surtout à lui arracher des décisions encore plus pénibles, mais j'ai pleine confiance dans votre habileté et votre patriotisme pour vous demander ce service. Votre santé vous permet-elle d'entreprendre un voyage aussi fatigant, car vous devrez revenir le plus tôt possible à Berlin, l'affaire presse, on est impatient de finir et il faut que je sache comment je dois agir. Dites surtout à l'Empereur que s'il est mécontent de la marche des affaires et veut rompre, rien n'est plus facile : je puis le faire à chaque instant en me butant sur un point quelconque. Mais, si nous persistons à vouloir en sortir pacifiquement comme au début, nous sommes obligés de faire des concessions et de nous montrer coulans... »

Je répondis au comte que, quel que fût l'état de ma santé, l'affaire était trop sérieuse et trop difficile pour que je pusse vouloir m'y soustraire, que je me sentais assez de force pour aller et revenir, quel que fût le prix auquel j'achèterais cet effort, et je me préparai au voyage qui devint pour moi le point personnel le plus intéressant de tout le Congrès.

Le prince Gortchakof ayant été mis par le comte Schouvaloff au courant de la mission qu'il comptait me confier, l'approuva et me fit venir pour me donner de son côté quelques vagues indications sur ce que j'avais à dire à l'Empereur ; mais les principales instructions me furent données par Schouvaloff au cours de plusieurs séances que nous eûmes à cet effet, dans lesquelles nous passâmes en revue presque toutes les questions traitées par le Congrès ou sur le point de l'être. Je prenais des notes sur tout ce que me disait l'ambassadeur et, sans avoir eu le temps de les mettre en ordre, je partis avec ce dossier, composé de feuilles séparées couvertes d'une écriture hâtive.

Je quittai Berlin, je crois, le 21 juin au soir. Le surlendemain, j'arrivai à la station d'Alexandrovskoye, près Tsarskoyé, où M. de Hambourger, prévenu par télégramme, m'attendait pour me mener immédiatement chez M. de Giers qui gérait le ministère et habitait le grand palais de Tsarskoyé, lieu de séjour de l'Empereur. Sa Majesté avait fixé le lendemain, dix heures du matin, pour mon audience, mais je pus dès le soir même mettre M. de Giers au courant des principaux points qu'il

s'agissait d'élucider et parmi lesquels les plus importans étaient la restitution de la Bessarabie à laquelle s'opposait l'Autriche et les annexions en Asie qui avaient soulevé la protestation des Anglais. Dans l'arrangement conclu à Londres entre le comte Schouvaloff et lord Salisbury, ce point était resté en suspens. Le ministre anglais ne s'opposait pas absolument à nos annexions, mais celle du port de Batoum excitait l'opinion publique en Angleterre et il s'était réservé de traiter cette question à Berlin. Le moment en était venu et des difficultés, prétendues insurmontables, étaient élevées de divers côtés.

Quant à la rétrocession de la Bessarabie, Andrassy mettait son consentement au prix de notre acquiescement à l'extension de l'occupation autrichienne au delà des limites de la Bosnie et de l'Herzegovine, et à l'annexion éventuelle de ces contrées à la monarchie des Habsbourg dans l'avenir.

Lorsque, le lendemain matin, je me présentai chez l'Empereur avec M. de Giers, je trouvai dans la chambre d'attente le général Obroutcheff, qui était occupé à étudier la carte de la Turquie et d'y faire des remarques à la suite des rapports reçus tant de Berlin (par télégraphe) que du général Todtleben qui commandait nos troupes devant Constantinople. L'Empereur me reçut d'abord seul, me témoigna une grande bienveillance et me dit qu'il allait dans quelques instans m'appeler pour mon Rapport avec les personnes qui devaient y assister. En sortant de chez Sa Majesté, je trouvai réunis, outre M. de Giers et le général Obroutcheff, le comte Adlerberg, ministre de la Maison et le général Milutine, ministre de la Guerre. Ce dernier me demanda avec empressement quelles étaient les nouvelles que j'apportais. Je lui répondis que j'allais tout à l'heure faire en sa présence mon rapport à l'Empereur sur les difficultés que rencontraient nos plénipotentiaires et sur les conditions qu'on leur posait, pour l'acceptation desquelles ils avaient besoin d'avoir des ordres précis de l'Empereur.

« Finissez, finissez, finissez à tout prix, me dit le ministre, nous ne pouvons pas faire la guerre et devons consentir à toutes les conditions. »

Une déclaration aussi décourageante m'impressionna vivement, et je me souvins de ce que m'avait raconté à ce sujet le comte Schouvaloff.

Lorsque nous fûmes appelés par l'Empereur, Sa Majesté

avait à côté d'Elle le grand-duc héritier (Alexandre III). Avant de me laisser faire mon rapport, l'Empereur dit qu'il fallait décider de la réponse à faire au général Todtleben. Voyant les retards qu'apportaient les Turcs à l'évacuation des forteresses de Schoumla et Varna et la marche lente des travaux du Congrès, le commandant en chef demandait s'il y avait espoir d'une solution pacifique. Dans le cas contraire, ayant sur notre flanc et presque sur nos derrières une assez forte armée ennemie dans les Balkans, il craignait que la retraite ne fût très difficile, et alors il demandait l'autorisation de la commencer dès à présent, en prenant certaines dispositions stratégiques que le général Obroutcheff était appelé à expliquer sur la carte. La discussion technique qui s'engagea était en dehors de ma compétence, mais l'Empereur, s'adressant à moi tout à coup, me demanda ce que j'en pensais et si, à mon avis, on pouvait compter que les Turcs finiraient pourtant par évacuer les forteresses ainsi qu'ils y étaient obligés par le traité de San Stefano, et même par la nouvelle organisation prévue pour la Bulgarie à Berlin. Je répondis à Sa Majesté que l'état actuel des négociations à Constantinople et les dispositions des Turcs m'étaient inconnus; que l'issue des pourparlers engagés à Berlin dépendait des ordres que j'y apporterais; mais que je pouvais afffrmer une chose : si on retirait nos troupes de devant la capitale turque, on devait être certain que les troupes ottomanes n'évacueraient plus les forteresses. Le seul moyen de pression sur le Sultan que nous avions encore, c'était la présence de nos soldats sous les murs de Constantinople. Dès qu'elle cesserait, les Turcs se sentiraient doublement enhardis à nous résister.

Mon raisonnement fut approuvé par tout le monde, mais il ne résolvait pas la question que posait le général Todtleben. Il insistait pour avoir des ordres précis et exposait les motifs qui lui faisaient désirer de rapprocher son armée de la base d'opérations qui était le Nord des Balkans, le Danube et la frontière russe. Je suggérai alors une idée qui plut et fut adoptée : c'était de commencer à évacuer la Péninsule en faisant passer au Nord le gros train, la grosse artillerie et même de faire faire un mouvement rétrograde aux troupes qui occupaient le centre de la Roumélie et dont la marche en arrière serait moins remarquée. On pouvait même affaiblir les troupes qui se trouvaient entre Andrinople et Constantinople, mais garder sur les

devans, en première ligne, en face des Turcs, les mêmes apparences de force, pour ne pas leur faire comprendre que nous abandonnions la partie. Le général Obroutcheff alla rédiger dans ce sens, avec des détails ordonnés par Sa Majesté et le ministre de la Guerre, des instructions au général Todtleben, et je pus commencer mon rapport. Un petit incident caractéristique se produisit à cette occasion, et je le note sans qu'il présente un intérêt politique. J'étais en uniforme avec épée et chapeau, ma serviette sous le bras, où étaient renfermées les feuilles éparses sur lesquelles j'avais pris des notes à Berlin et que je n'avais eu le temps que de parcourir et de mettre un peu en ordre en chemin de fer. Le maniement de ces papiers présentait des difficultés matérielles, car, assis sur une chaise au milieu de la chambre, je devais déballer tout cela sur mes genoux. L'Empereur voyant mon embarras dit au grand-duc héritier : « Sacha, donne-lui une table. » Et le Cesarévitch alla chercher un guéridon qu'Il m'apporta pour faciliter mon travail.

Je ne puis plus me souvenir exactement des détails du rapport que je fis à l'Empereur. Il doit se trouver cependant dans mes papiers les feuilles sur lesquelles j'avais pris des notes lors de mon entretien avec le comte Schouvaloff, et qui me servirent à Tsarskoyé Sélo pour mon rapport au souverain. Ainsi que je l'ai noté plus haut, deux questions principales présentaient des difficultés : la cession de Batoum et la réannexion de la Bessarabie, détachée de la Russie en 1856. Pour la première, Salisbury insistait pour que la Russie s'obligeât à faire de Batoum uu port franc et à ne pas y élever de fortifications. L'arrière-pensée anglaise était évidemment de laisser cette nouvelle acquisition maritime de la Russie attachée à l'Empire aussi faiblement que possible et d'en faire jouir surtout les Anglais. L'Empereur refusait carrément de contracter une pareille obligation et s'irrita surtout lorsque, dans une dépêche récente expédiée de Berlin après mon départ, le comte Schouvaloff, qui comptait sur une entente avec Salisbury, un peu jaloux du rôle échu à Disraeli-Beaconsfield, disait qu'un échec dans la question de Batoum pouvait obliger Salisbury à donner sa démission. « Je sais bien, s'écria l'Empereur, ce que m'a déjà coûté le portefeuille d'Andrassy. » C'était une allusion à l'argument analogue à l'aide duquel M. Novikow, notre ambas-

sadeur à Vienne, arrachait successivement des concessions exigées par l'Autriche, prétendant que si Andrassy s'en allait, nous trouverions le Cabinet de Vienne bien moins conciliant. Bref, il fut établi que Batoum pourrait sans inconvénient et même avec avantage être constitué en port franc, et que l'on n'avait guère l'intention, ainsi que faisait semblant de le croire lord Salisbury, de faire de Batoum un second Sébastopol. Les conditions topographiques ne s'y prêtaient d'ailleurs nullement. Aussi fut-il décidé de télégraphier à Berlin que l'Empereur déclarait spontanément avoir l'intention d'ériger Batoum en port franc, essentiellement commercial. C'est ce qui fut inséré dans le traité.

Quant à la Bessarabie, l'affaire était beaucoup plus compliquée. L'avenir de la Bosnie-Herzégovine s'y rattachait, et si, par les arrangemens conclus avec l'Autriche antérieurement à la guerre, l'annexion de ces provinces à l'empire des Habsbourg était consentie en vue de certaines éventualités, maintenant le Cabinet de Vienne se montrait tellement hostile à notre action dans la Péninsule Balkanique et demandait à pouvoir étendre la zone d'occupation au delà de Mitrovitza et à s'annexer plus tard tous les pays occupés, la décision devenait pour nous extrêmement difficile. Cependant, c'est à ce prix qu'était le consentement de l'Autriche pour la Bessarabie, et son opposition, qui en aurait entraîné sans doute d'autres, pouvait faire échouer toute cette affaire à laquelle l'empereur Alexandre II tenait plus qu'aux autres, car il avait fait vœu, disait-on, de reconstituer l'Empire tel qu'il l'avait reçu de son père, avant les sacrifices faits à Paris en 1856.

L'Empereur répondait donc toujours : « Je verrai, je ne dis pas non, mais je ne puis m'engager d'avance : l'Autriche s'est montrée trop hostile à nous pour que je la paie d'un prix aussi élevé. » Or, Andrassy voulait avoir une promesse formelle, secrète; autrement, il protestait. La discussion fut longue et pénible, car j'avais l'instruction de Schouvaloff d'obtenir du souverain une réponse précise, qui satisfît Andrassy. Finalement, après que je dus déclarer insuffisantes plusieurs rédactions proposées, voyant le désir de l'Empereur de faire quelques réserves, je suggérais de répondre que Sa Majesté consentait à ce que, plus tard, dans un moment donné (Andrassy ne le précisait pas), les deux provinces et le sandjak de Novi-Bazar fussent

annexés à l'empire austro-hongrois, *si l'attitude du Cabinet de Vienne à notre égard justifiait une pareille concession.* Si Andrassy refusait cette rédaction, il dévoilait sa mauvaise intention. S'il acceptait, nous restions maîtres de juger si sa conduite nous paraissait justifier l'annexion. L'idée fut approuvée, et l'Empereur ordonna à M. de Giers d'en faire, d'accord avec moi, la rédaction qui devait lui être soumise.

Lorsque la séance fut levée, à une heure, et que je me mis à l'œuvre avec M. de Giers, apparut chez lui le comte Dmitry Kapniste, qui remplissait les fonctions de chancelier du ministère, et s'imposait, suivant son habitude, à son chef. Il prit connaissance des décisions arrêtées, et, intervenant dans la rédaction, tint à faire prévaloir la sienne, qui différait sensiblement de ce qui avait été résolu. Je les laissai à la besogne, car je dus, à deux heures, prendre le train pour Pétersbourg et Oranienbaum, où ma mère, mon frère et mes sœurs, que je n'avais pas vus depuis près de deux ans et demi, m'attendaient avec impatience pour une courte entrevue. Je fus de retour à Tsarskoyé le lendemain (c'était un dimanche), à huit heures du matin; je revis M. de Giers, et, à dix heures et demie, je me retrouvai dans le train pour me rendre à Berlin. Arrivé là mardi, à six heures du matin, j'allai trouver aussitôt le comte Schouvaloff, qui était justement en train de partir pour sa promenade matinale, et c'est en marchant dans les rues de Berlin que je lui rendis compte de mes impressions et de tout ce que j'avais vu et entendu.

Le Congrès continua ses travaux; peu de questions restaient à résoudre. Une des plus importantes était encore la délimitation en Asie. Le prince Gortchakof, qui, entièrement rétabli de sa maladie, faisait mine d'avoir lié amitié avec Beaconsfield et prétendait quelque peu le dominer, s'était chargé de régler l'affaire personnellement avec lui. L'état-major nous avait donné trois tracés de lignes. Si ma mémoire ne me trompe pas, la première ne faisait abandon, comparativement à San Stefano, que du district de Bayazid; la seconde y ajoutait quelques autres parties du territoire; enfin, la troisième cédait aussi Batoum et ne gardait que le district de Kars. J'avais appris par Oubril que Gortchakof voulait obtenir le consentement de Beaconsfield à la deuxième ligne, qui, cependant, faisait de grandes concessions très onéreuses, et cédait entre autres choses le district

d'Olty, dont le chef-lieu fut deux fois pris par nos troupes après de vifs combats. J'allai trouver un conseiller d'État, Iwanoff (Nicolas), ancien consul à Erzeroum, qui était adjoint à notre délégation comme expert en affaires asiatiques, et je lui demandai s'il pouvait me tracer une frontière établie sur le deuxième projet de l'état-major, mais en gardant quelque chose pour nous, surtout le district d'Olty, qu'il me paraissait utile de sauver. Ivanoff le fit immédiatement, et j'allai porter la carte à M. d'Oubril pour le prier de la soumettre au chancelier comme base de l'arrangement qu'il allait proposer à lord Beaconsfield, au lieu du tracé envoyé par l'état-major.

L'ambassadeur s'y refusa absolument, disant que le chancelier n'aimait pas qu'on lui donnât des indications et des conseils. Si je voulais le tenter, je n'avais qu'à le faire moi-même. Je m'y décidai aussitôt, mais j'échouai absolument. Le prince me répondit avec humeur que l'État-major devait savoir mieux que moi ce qui lui était utile ; qu'il fallait être grand quand on traitait entre hommes d'État de premier rang ; un district de plus ou de moins n'était pas important ; la confiance et l'amitié de Beaconsfield l'étaient beaucoup plus, etc. Je me retirai en lui laissant cependant ma carte. Rentré chez M. d'Oubril, j'y trouvai le comte Schouvaloff qui, ayant appris ce que j'avais fait, me supplia d'aller dire au prince Gotchakof qu'il serait absolument inutile de proposer à Beaconsfield la combinaison que j'avais suggérée. Les Anglais étaient décidés à insister sur le deuxième tracé dont ils avaient eu connaissance, et toute tentative de négociation ne pourrait que retarder la solution et créer de nouvelles difficultés. Je me vis obligé de rentrer chez le prince pour lui dire que le comte Schouvaloff était d'un avis absolument différent du mien et le faisait prier de ne rien tenter avec Beaconsfield, puisqu'il subirait un échec. « Oh ! le comte Schouvaloff croit que j'échouerai, s'écria-t-il. Eh bien, nous allons voir ! » Le chancelier était piqué au vif et il était évident qu'il allait se mettre en quatre pour réussir. Aussi étais-je très impatient de voir l'issue de son entretien avec Disraeli, qui dura très longtemps, et pendant lequel Montagu Corry, assis dans la voiture, lisait des journaux ou un livre quelconque. Lorsqu'il fut parti, un courrier vint m'appeler chez le chancelier. Je trouvai le prince entouré de ses collaborateurs, Jomini, Fréedérickx. Oubril y était aussi. Il

leur racontait son entretien avec le premier ministre anglais. « Eh bien! monsieur Nélidow, me dit-il, vous avez votre district d'Olty; Beaconsfield a accepté votre tracé. Croyez-vous encore, après cela ajouta-t-il, que *je suis un imbécile?* »

Je répliquai, très étonné d'une pareille apostrophe, que je ne l'avais jamais tenu pour imbécile. Mais j'avoue que ce petit épisode, qu'on serait tenté de croire impossible, m'a bien fait voir combien les facultés intellectuelles du prince avaient baissé en ne laissant subsister que la vanité, le désir de se faire valoir et de détruire la mauvaise impression qu'il comprenait, dans ses momens lucides, devoir être produite par sa tenue et sa conduite peu dignes de sa situation. Il sentait avec raison que j'étais un de ceux qui condamnaient vivement tout le mal qu'il avait fait à notre politique durant et après la guerre.

Le 1er/13 juillet, le Congrès fut clos et un grand dîner de cour, semblable à celui qui l'avait inauguré, réunit de nouveau à la salle Blanche les délégués et leurs principaux collaborateurs. Je me retrouvai de nouveau être le voisin de Montagu Corry, et notre entretien, très amical, roula sur les résultats du Congrès. « Je crois que nous avons fait une bonne œuvre, me dit-il, et qu'elle durera. Si on l'applique sincèrement, ce sera un élément de pacification pour l'Orient. On a critiqué le partage de la Bulgarie en deux. Mais si les Bulgares de la Roumélie orientale se transportent tous dans le Nord des Balkans, dans la principauté autonome, et que les Turcs de là passent dans le Midi, il y aura un État chrétien presque entièrement indépendant, et la Turquie aura gagné une province à peu près musulmane avec une belle frontière naturelle. » Je fis observer à Corry qu'il se trompait singulièrement. Les Turcs s'en iront non seulement de la Bulgarie, mais aussi de la Roumélie orientale, mais les Bulgares tendront toujours davantage à avancer vers la mer. Des maraîchers bulgares, exploitant des terrains turcs aux environs de Constantinople, étaient venus, bientôt après San Stefano, me suggérer de leur faire *donner* par le Sultan les terres qu'ils cultivaient pour renforcer l'élément bulgare aux environs de la capitale ottomane. « La différence entre les traités de San Stefano et celui de Berlin, dis-je, est que le premier, malgré ses défauts, était fait par quelqu'un qui connaissait l'Orient, le général Ignatieff; dans le Congrès de Berlin, il n'y avait presque personne qui connût les affaires

qu'on traitait. De là des fautes, des combinaisons irréalisables. Aussi le traité est-il gros de complications nouvelles. » A un autre dîner, quelques jours auparavant, à l'ambassade de France, M. Deprès, deuxième plénipotentiaire français, qui était mon voisin, me demanda qui je croyais avoir le plus de chances d'être élu par les Bulgares comme prince, et si Ignatieff en avait. « Plus que les autres, répondis-je, si on demande simplement l'avis des Bulgares. — Mais l'Europe n'y consentira jamais ! s'écria M. Deprès. — Elle n'aura pas l'occasion de se prononcer, lui dis-je, car je suis sûr que l'Empereur commencera par ne pas permettre au général Ignatieff d'accepter un pareil choix. »

Telles étaient les fausses idées et préoccupations de ceux qui défaisaient notre œuvre de San Stefano !

La veille de la clôture officielle du Congrès, un grand dîner fut donné par M. d'Oubril. Il l'avait retardé pour être sûr que le Congrès aboutirait. Après le dîner, M. d'Oubril, qui avait été secrétaire du prince Orloff au Congrès de Paris, raconta au premier plénipotentiaire turc, Alexandre Carathéodory pacha, une anecdote dont il s'était souvenu par analogie des situations. Le jour de la clôture du Congrès de Paris, après la signature du traité, le baron Brunnow, deuxième délégué russe, prit sous le bras Ali pacha, premier plénipotentiaire turc, et lui dit avec son air sarcastique : « Comme cela (c'était sa locution habituelle), mon cher pacha, nous venons de signer un traité *pour l'éternité*. Eh bien ! j'ai été en Turquie et je me souviens que l'on a l'habitude chez vous d'orner les murs de belles inscriptions tirées pour la plupart du Coran. Une de ces inscriptions qui m'a impressionné disait : *Et ceci passera aussi !* Eh bien ! mon cher pacha, dites-vous que ceci passera aussi, ce traité que nous avons signé pour l'éternité ! »

L'anecdote était jolie et extrêmement appropriée à la circonstance. C'est par elle que je clos mes souvenirs de la première période de mon séjour en Orient. Je fus mis en disponibilité, nommé ministre à Dresde et ne retournai à Constantinople que quatre années plus tard en mission extraordinaire pour y être nommé, neuf mois après, ambassadeur.

A. Nelidow.

JEUNE FILLE[1]

DERNIÈRE PARTIE (2)

XXXVIII

La pauvre miss Bonbon, dans l'animation surchauffée de la librairie anglaise où l'on goûte, m'attendait patiemment, ingurgitant buns sur muffins et cakes sur toasts. Quand j'arrivai, elle délayait avec de l'eau bouillante le résidu noirâtre qui restait encore dans la théière.

— Vous n'allez pas boire cette décoction, dis-je avant toute chose.

— Pourquoi? interrogea-t-elle avec cet air de résignation pointue et de douceur râpeuse qui la caractérise et dissimule sa bonté vraie.

— Parce que je vais vous commander un autre thé; voyez-vous, ma chère et vénérée Bonbon, il ne faut avaler les breuvages jusqu'à la lie que lorsqu'on ne peut pas faire autrement... J'espère que vous vous êtes bien amusée, chère miss; quant à moi, je suis lasse à mourir.

— Je ne vous demande même pas pourquoi vous avez jugé bon de me fausser compagnie, susurra miss Bonbon à voix basse; j'ai en vous une confiance extrême; mais je vous trouve, depuis quelque temps, changée et triste... et ce soir...

— Ce soir?

(1) *Copyright by* Gérard d'Houville, 1915.
(2) Voyez la *Revue* des 15 septembre, 1er et 15 octobre et 1er novembre.

— Ce soir... on dirait que vous avez du chagrin...

— En ai-je, ma chère Bonbon ? Bah ! c'est bien possible... C'est que, depuis quelques mois, j'apprends beaucoup de choses ; je me surmène ; je travaille trop ; je suis en train, je le crains, de parachever mon éducation... Quand sera-t-elle finie, ma chère vieille Bonbon, l'éducation de Juliette ? Aurez-vous auparavant complètement fondu dans les angoisses que je vous inspire ?

— L'éducation, — reprend rêveusement miss Bonbon, et son accent donne de l'imprévu et de la drôlerie à ce jugement de vieille éducatrice, — l'éducation, c'est une « blague ; » je peux bien vous le confier à vous, mon élève préférée, il n'y a que des natures et des circonstances...

Elle prononce *bleg* et *natiour ;* alors ces paroles ne peuvent être prises au sérieux ; je secoue tristement la tête.

— L'éducation, miss Bonbon, ce n'est pas une « blague ; » c'est très long, c'est très douloureux, c'est très difficile, et je crains bien que mon cœur, — pourtant pas trop bête, — n'ait encore besoin de quelques leçons...

***

Dîner morne, en face de maman, décolletée et parée, étincelante d'élégance et de beauté. Elle m'a annoncé que ce soir elle me menait à l'Opéra entendre *Faust... Faust !* quand il y a les ballets russes !

— Vieille rengaine, soupire-t-elle, en se regardant au miroir, — mais c'est pour retrouver les Léris... et puis, n'est-ce pas, on n'a pas envie de passer la soirée à la maison... A propos, j'ai reçu un mot de Robert Bourgueil, obligé de partir sans nous dire adieu, rappelé d'urgence dans sa famille, pour des affaires pressantes ; il sera peut-être absent longtemps... Ah ! ma petite Liette, comme la vie est ennuyeuse !

Quelle corvée sans nom pour moi, d'aller entendre *Faust* ce soir ! Non que je traite Gounod de « vieille rengaine, » j'aime beaucoup sa musique harmonieuse et démodée ; Angelise m'a chanté la plupart de ses opéras et surtout, surtout, ses vaporeuses mélodies.

Mais quelle idée singulière de conduire des jeunes personnes, auxquelles on refuse tant de spectacles au nom sacré des convenances, entendre cette histoire sombre d'infanticide ? Maman

qu'horrifia jadis notre promenade avec l'abbé, notre retour avec Lariguette, les confidences de celle-ci et la naissance des chats pour conclure, maman qui ne trouvait pas cela « pour des jeunes filles, » juge tout simple que Ninon, Ninette et moi, nous entendions *Faust*, parce que c'est de Gounod et que le démodé semble convenable, ensuite de la musique de répertoire, et aussi de la musique tout court, et, en dernier argument, parce que « cela se fait. »

Je n'aime pas l'Opéra ; c'est lourd ; c'est riche ; c'est doré ; c'est écrasant. Je n'ai pas des goûts de luxe. Enfin, dans le fond pourpré de la grande loge, on me laissera, sans doute, me sentir malheureuse tout à mon aise. Mais j'ai beau invoquer une migraine affreuse, laquelle m'empêcha de me bien coiffer, sans pitié on me pique en avant, entre Ninon et Ninette. Les mamans dans le fond bavardent ; puis l'ami de Mme de Léris, ou pour mieux dire, le « futur » de Mme de Léris, si je peux m'exprimer ainsi, vient un instant.

— Il nous plaît beaucoup, dit Ninon ; et Ninette approuve. Je ne sais pas si elles me confient cela en connaissance de cause. Mais de toute façon, tant mieux. Elles ont de la chance. Moi, cela ne me séduit en aucune sorte, la perspective du beau-père Robert Bourgueil. Plus j'y réfléchis...

Au dernier acte, Salvator Pourpa et Styrenson entrent. Ninette me chuchote, flattée :

— Styrenson m'a demandée en mariage aujourd'hui, après le départ de Perrette et le tien.

J'ai presque envie de répondre : « Il n'a pas tardé à me remplacer. » Mais un petit éclair de décision dans les beaux yeux gris de Ninette m'arrête à temps.

— Vois-tu, — continue-t-elle tout bas, — je crois bien que Ninon, qui est si artiste et si raisonnable, va épouser Salvator Pourpa. Il faut bien que « nous nous tirions d'affaire. » Nous nous croyions riches ; il paraît que ces apparences de fortune peuvent s'écrouler d'un instant à l'autre ; tous nos petits amis, n'est-ce pas, sont bien gentils, mais de là à nous épouser quand ils nous sauront sans dot ? Pffft. Je t'envole ! Je sais bien que l'on peut toujours rencontrer un amoureux désintéressé... Mais sera-t-il assez « fortuné ? » Car nous avons besoin de beaucoup d'argent... Donc, mon vieux Lietto, de même que les hommes font « une fin, » nous allons nous résigner à faire

« un début. » Nous allons épouser Styrenson et Pourpa, pour commencer...

— Je te comprends à la rigueur, ma petite Ninette... Mais toi, Ninon ?

— Que veux-tu ! — Et Ninon avec embarras plie et déplie son éventail. — Tu penses à mes idées sur la vie? Eh bien! voilà; je vais me mettre à la peinture... La maison sans Ninette, tu ne m'y vois pas? Alors le travail, la gloire, un grand nom, et les châteaux en Espagne...

Et, demi-triste, demi-moqueuse, elle plonge son joli nez dans une boîte de fruits glacés et m'offre des raisins givrés de sucre froid.

Je me détourne et je vois au fond de la loge, maman rêveuse, alanguie et comme accablée, Mme de Léris triomphante, son « futur » banal et gentil, et les deux « passés » de ses filles, parfumés, coquets, « portant beau... »

Je n'ai pas entendu une note de *Faust*. Je contemple fixement le lustre et son étincellement formidable, et la vaste ruche immense et demi-obscure de la salle aux alvéoles cramoisis où les hommes et les femmes, jeunes ou vieux, fringans ou laids, contens ou sombres, disparaissent, s'enfoncent, et n'ont pas plus d'importance que des petits insectes sous le soleil...

Oh! vie, que je croyais pleine de beauté, éclatante de promesses, généreuse avec abondance; oh! vie, vous moquez-vous de nous?

*
* *

Le retour, seule avec maman dans la voiture tiédie par la boule d'eau chaude, nos genoux rapprochés sous la fourrure de la couverture fut un supplice de choix.

Ah! être si près de Marianne, baigner dans son parfum, sentir ses cheveux passer sur ma joue lorsqu'elle se penche, ne perdre aucun des mouvemens de sa poitrine émue, l'entendre soupirer, la voir manier ses bagues, étirer, nerveuse, ses longs gants souples, puis en frotter la buée de la vitre pour regarder un instant au dehors, être là, si tendre et si près d'elle, et ne pouvoir rien lui dire; et se sentir tant de peine et n'avoir aucune consolation à espérer de son cher cœur, sans le meurtrir, le désespérer par une cruelle, une méchante sincérité que je me suis défendue d'avoir jamais.

Pourtant...

Ne pourriez-vous, maman trop jeune et trop charmante, vous détacher de ce Robert Bourgueil qui, à le considérer d'un œil impartial, n'a rien de beaucoup plus séduisant et intéressant que tant d'hommes; ne pourriez-vous aimer qui vous voudrez; oui; n'importe qui de bon, d'agréable et de tendre, dont le mérite le plus grand à mes yeux serait d'être « un autre? » Ne pourriez-vous?

Vous seriez heureuse, Marianne; vous seriez aimée; assez de vos admirateurs vous chérissent, vous désirent, vous attendent... Vous referiez votre vie.

J'admettrais tout... tout. Mais pourquoi celui-là, dites, pourquoi celui-là?

Je ne l'épouserais pas non plus « celui-là; » Robert... Je l'oublierais peu à peu, comme vous l'oublieriez; je resterais près de vous afin que vous soyez doublement aimée; ou bien je me marierais, mais près de vous, près de vous, ma petite maman... Je n'ai pas le courage de vous quitter...

Je pose la tête sur son épaule dans la fourrure chatouilleuse du manteau de soie. Maman tressaille et me dit d'une voix lointaine :

— Tu as toujours mal à la tête?

— Oui, maman, bien mal.

— Ma pauvre chérie...

Et puis de nouveau le silence entre nous; le silence qui devient notre maître; pour toujours, le silence...

XXXIX

— Mon Lietto, a balbutié Marianne, que je suis distraite !... je ne t'ai rien acheté ! — Moi non plus, ma pauvre maman... mais je vous donne,... je vous donne tout mon bonheur... — Et elle a souri dans un baiser sans chercher à comprendre.

Nous avons simplement oublié toutes les deux qu'il y avait un Jour de l'an. Des bonbons, des présens, des télégrammes nous l'ont rappelé tout à coup.

Marianne n'est pas très gaie, mais elle n'est pas non plus très triste; elle sort toujours beaucoup; elle est coquette et parée. Mais, debout devant son miroir, elle semble attendre que du plus profond de ce lumineux et exact mystère, un autre reflet

que le sien se précise, se détache, se mette à vivre, et vienne à la rencontre de son apparence.

Elle écoute sonner les heures qui ne sont plus jamais l'heure où vient Robert, avec une moue insatisfaite et reçoit les visiteurs avec une égale déception. Son clair et puéril visage révèle tous les secrets de son âme sans fourberie.

Ses beaux yeux sont pleins de l'étonnement et de l'espoir que lui cause cette attente prolongée, inexplicable. Marianne est désappointée, mais elle n'a pas de chagrin.

Je ne sais si Robert tient sa promesse et s'il ne lui écrit pas trop souvent. Je n'ai vu qu'un télégramme banal de 1er janvier adressé à nous deux. En tout cas, Marianne guette l'instant du courrier avec une inquiète hâte, sans certitude. Quelquefois, elle me parle de Robert dans une sorte d'élan vite réprimé, un désir refréné d'abandon et de confidence ; le plaisir de parler de lui l'emporte, et puis elle se tait tout à coup, et je détourne la conversation. Pourtant, est-ce que Marianne n'a pas un peu maigri depuis ces déjà longues semaines ? Est-ce qu'elle n'a pas les yeux plus tristes, et un peu meurtris? Est-ce que je n'ai pas en moi-même le parti pris de la juger semblable à ce qu'elle était, le parti pris de ne pas m'apercevoir de sa mélancolie?

Notre abbé, sincère et tendre, saura bien me le dire, lui, et je veux aller lui demander conseil.

Je pars seule le long des ruelles presque campagnardes. Le froid, vif et gai, me fait pour un instant une âme lucide, et je cherche en vain près de moi les jours passés. Il me semble à présent que, malgré toute la véhémence avec laquelle j'ai cru saisir la vie dans sa réalité la plus proche, j'ai rêvé ces jours passés et qu'ils ne sont qu'un songe. Il se fait en moi une sorte d'inconscient dédoublement dont je souffre : une Juliette sage, clairvoyante, raisonnable, s'efforce à l'oubli, à la vigilance auprès de sa mère, et, malgré sa terreur de devoir peut-être se séparer de celle-ci, souhaite vraiment que, en dépit de tout, Marianne soit heureuse; et l'autre Juliette, malgré elle, tournant la tête en arrière, regrette ce qui n'est plus, ce qui ne peut plus être jamais, et de tout son cœur déjà si triste, demande à la destinée : Ne me prenez pas aussi maman... laissez-moi maman.

Car, j'ai beau y penser inlassablement, si maman épouse

Robert, je ne pourrai pas rester entre eux deux,... ni pour elle, ni pour lui,... ni pour moi, je ne le puis. Alors, dépouillée, frissonnante et pauvre d'avoir perdu tout ce que j'aimais, je m'en irai... j'irai à Kervenargan chercher le fantôme de Jamine; et après? après? Me marier? Épouser n'importe qui pour sortir d'une situation inextricable et apporter à ce mari de hasard un cœur désenchanté, sans jeunesse, sans joie...? Non. Ce ne serait pas honnête de faire cela.

Dans le parc de Saint-Cloud, auprès de Robert, ma grande peine exaltée me paraissait si belle, si noble et si pure que je me convainquais de pouvoir vivre avec elle, m'y accoutumer, et, dois-je le dire, l'aimer. Maintenant, elle devient familière, habituelle, morne; elle n'a plus cette splendeur brûlante qui pouvait encore réchauffer mon âme; elle s'éteint... elle ne brille plus... et ses cendres sont froides et amères.

Peut-être, soyons très franche, quand Robert était encore là, embellissait-il pour moi toutes choses, même ma souffrance...

Je pense à lui, mais sans déchirement; et, certains jours, je m'attendris; je voudrais qu'il fût heureux.

Et puis, l'idée de perdre maman m'étreint et m'étouffe. C'est à son égard que je viens de connaître et de comprendre la jalousie; ah! non parce que je sais maman aimée d'un homme que j'aimais... non, mille fois non! Mais parce qu'elle aime certainement cet homme plus que moi, sa fille; parce qu'elle me sacrifierait sans doute à lui d'un cœur léger, insouciant; parce que toute sa vie n'est plus moi et moi seule; parce que le destin veut me la prendre; parce que je l'avais toujours considérée comme toute à moi; parce qu'elle était ma maman bien-aimée, ma Marianne chérie plus que tout au monde, ma beauté, mon parfum, mon tendre et sûr asile; parce que, dans son cœur, s'élevait ma merveilleuse et secrète maison; parce que, si dans l'Écriture il est dit aux jeunes fiancés : « Tu quitteras ton père et ta mère, » il n'est pas dit aux femmes comme Marianne : « Tu quitteras tes enfans... »

Ainsi, je rêve, au gré de ma promenade capricieuse; je me détourne de mon chemin; je prends des routes plus longues, des rues où le vent balaye des terrains libres de bâtimens, où il y a des herbes, des ronces, des arbustes secs, des papiers gras, et des oiseaux qui sautillent en s'interpellant de brefs

cris enroués ; il y a aussi de petites maisons penchées au fond de jardins noircis par l'hiver ; des tabliers d'enfans sèchent sur les palissades et gonflent dans l'air vif leurs couleurs claires ; un gros merle siffle dans une cage ; une commère en camisole rouge rêve à sa fenêtre obscure ; à la porte du marchand de vin, une poule fait la belle, et un gros chien velu regarde paisiblement le seul spectacle de la ruelle : cinq moineaux qui piaillent et picorent avec des mines un tas fastueux de crottin doré. Un peu plus loin, le son inattendu et mélancolique d'une flûte inhabile me parvient du fond d'un enclos humide ; tout près, un vieux savetier funambulesque ressemelle de lourdes chaussures ; il les frappe en cadence et s'interrompt pour tendre vers le son lointain une oreille et un regard charmés ; cela sent le cuir et la terre mouillée et aussi le vent froid qui vient des pays blancs... Un pigeon lourd, avec un bruit de soie, passe...

Une tristesse sans nom pénètre en moi avec ce chant aigu et lent de flûte... Un petit garçon, en sarrau noir, heureusement arrive en courant et me lance des billes dans les jambes ; je ris : j'allais pleurer...

La rue Saint-Junipère, longue, étroite, tortueuse et toute en murs clos ou en jardinets, charmante au temps des feuillages, mais d'une grande tristesse en hiver, est alors noire, humide, enfoncée, et sa pente semble conduire, non pas tout simplement à la Seine, mais vers quelque fleuve sinistre ; les façades de ses pavillons paraissent mornes et sales, tandis qu'au soleil elles prennent les tons dorés de certaines masures d'Italie.

Aujourd'hui, dans le froid clair sur le ciel bleu, elle n'est pas encore trop misérable ; et les arbres dépouillés révèlent dans cet air pur tout l'enchevêtrement noir et fin de leurs branches ou de leurs cimes. Seule passante avec moi de cette ruelle ignorée, une vieille femme haillonneuse, se courbant, s'appuyant sur un parapluie saugrenu, marmotte je ne sais quoi d'incompréhensible et marche à petits pas pesans... Ah ! madame, vous êtes bossue, barbue, chenue, ridée, crasseuse et épouvantable... Ainsi se déguisent les fées ; allez-vous transformer mon sort ?... Mais non ; votre féerie imparfaite a disparu, comme la mienne disparaîtra ; elle ne fut que votre jeunesse...

La jeunesse... Je l'ai. Je la possède. Je suis jeune. Je suis robuste et droite dans la lumière, comme une plante vivace et fière de sa sève... Tout à coup je me sens moins sombre, et le sentiment d'une puissance latente et secrète s'épanouit en moi comme une fleur.

Et, presque joyeusement, je sonne à l'ermitage de l'abbé Flipon.

***

Personne ne vient m'ouvrir. De nouveau je carillonne ; un bruit de pas ; des cris d'enfans ; un rire ; et la voix de l'abbé qui chantonne.

Enfin, Prudence vient entre-bâiller la porte ; une expression rayonnante anime sa vieille figure ravinée.

— Le bébé est ici, — le bébé, le seul, l'unique, le trésor, c'est celui de Claire, — quel amour! quel petit ange du bon Dieu! le plus gentil chérubin que j'aie vu de ma vie...

Notre abbé et Prudence raffolent du bébé de Claire, et cette dernière, affectueuse et reconnaissante, envoie souvent la nounou bretonne et la petite fille faire visite à l'abbé Flipon.

Le salon où je fais mon entrée, de nouveau transformé depuis quelques mois, est meublé pour l'instant avec un modernisme exaspéré qui fait ma joie ; le rouge et le violet, — mais quel violet et quel rouge! — y mélangent, aimable attention d'une dévote aux goûts avancés, leurs couleurs cardinalesques et épiscopales ; des sièges de formes contournées y voisinent avec un canapé et un grand fauteuil corfortable ; sur le plancher, une carpette de tons violens ; sur la table, un très beau tapis de filet et d'Irlande, seule chose jolie et reposante, est pressé par une statue de Jeanne d'Arc, les flancs d'un chat blanc qui ronronne et un album illustré représentant les aventures de Pierrot au Cirque et destiné sans doute à divertir quelque jeune visiteur. L'abbé, tenant douillettement étendue dans ses bras la petite fille qui pleurniche à demi-bruit, se promène de long en large, en oscillant et se penchant de façon à imiter le mouvement des navires. J'aurais terriblement mal au cœur si l'on me berçait comme cela!

Au coin du feu, où sur un coussin cramoisi dame Moutte, éclatante et neigeuse, rêve, si blanche et légère que l'on s'étonne de ne pas la voir fondre à la chaleur, la Bretonne, toute rouge

sous le givre compliqué de sa coiffe, contemple son poupon et surveille avec une respectueuse sollicitude le tangage inquiétant de l'abbé.

A demi-voix, celui-ci chante une complainte dont le rythme pesant paraît, peu à peu, plaire à la petite fille calmée.

Notre âne, notre âne
N'aime pas le foin,
Mon cousin,
L'avoine, l'avoine
Il la mange bien,
Mon cousin,
Il la mange bien...

Certes, les rimes ne sont pas riches et l'idée n'est pas merveilleuse; mais les humbles mots de cette rustique chanson ont sans doute, à force d'avoir apaisé tant de petits enfans criards, acquis des vertus magiques; les yeux de ma filleule s'ouvrent avec extase, puis se referment; elle se tait, elle joint ses minuscules poings roses, les porte à sa bouche et bave, dans une béatitude infinie.

— Elle ne ressemble pas, — dit l'abbé, en admiration, — aux autres enfans. Elle a une personnalité tout à fait marquée. Elle me connaît déjà, cette drôle de petite bonne femme. On dirait qu'elle se souvient du printemps d'avant sa naissance et qu'elle reconnaît la maison. Sa nourrice me dit qu'elle adore le quartier et rit quand elle y arrive. Je t'assure qu'elle annonce une intelligence remarquable...

— Notre abbé! elle a quelque chose comme quatre mois...

— Ah! elle n'a pas perdu son temps, la mâtine! Elle comprend tout... Tu vois; elle s'endort; tenez, nounou, prenez-la.

Visiblement satisfaite, la nourrice reprend le léger paquet blanc et rose et, se retirant près de Prudence, me laisse avec l'abbé.

— Notre abbé...

L'abbé s'est assis dans le grand fauteuil violet; il insinue ses pieds, respectueusement, entre le coussin et dame Moutte; puis d'un geste m'appelle à lui.

Je m'agenouille tendrement et, sur le bras du fauteuil je mets ma joue, pendant que la main de mon cher abbé se pose paternellement sur mes cheveux.

— Pourquoi ma petite fille est-elle sombre et triste? Pourquoi n'y a-t-il plus de rayonnement dans ces yeux-là?

— Notre abbé, j'avais tant de choses à vous dire... Et puis voilà que je ne sais plus, que je n'ose plus. Je me sens tout empêtrée dans mon histoire comme les petits chats de Moutte lorsqu'ils trouvent la pelote de Prudence et la dévident à leur fantaisie.

— Tu sais bien qu'on peut et doit tout dire, n'importe comment, à son vieil abbé.

— Je suis en effet venue pour tout vous dire, notre abbé, et vous infliger une confession en quatre points ; et puis, voilà que je ne sais plus si je le dois, si je le veux, parce que je viens de m'apercevoir que mes secrets sont emmêlés aux secrets des autres et que je n'ai peut-être pas le droit de vous confier ce qu'ils ne vous ont pas dit eux-mêmes.

— Pourtant...

— Notre abbé, vous n'avez pas causé avec maman depuis quelque temps?

— Si, ma petite fille; mais de choses et d'autres; aucune confidence.

— Notre abbé, est-ce que vous ne la trouvez pas changée, maman?

— Je la trouve préoccupée, très pensive; je me suis imaginé que ta tristesse l'inquiétait. Il n'y a rien entre vous, ma chère petite enfant ?

— Non, notre abbé; et pourtant si. Je voudrais vous expliquer,... vous raconter,... je suis ici pour cela,... et voilà que tout d'un coup quelque chose en moi me le défend, m'arrête...

— J'attendrai, Juliette; je connais ton cœur; plus tard, tu me diras tout. Aujourd'hui, si tu veux te taire, je ne t'obligerai pas à parler.

La belle chatte blanche étire ses pattes moelleuses; je remets une bûche dans l'âtre et, toujours à genoux, avec le bout des pincettes je remue les tisons.

Puis je reviens près de mon cher abbé. Le soir tombe. Dans la pièce à côté, on entend parloter, à mi-voix, pour ne pas réveiller l'enfant, Prudence et la nounou; le feu ranimé, à mesure que l'ombre se fait plus dense, devient le cœur de la pièce close ; une flamme rose naît et jaillit du bois obscur.

— Notre abbé... ce n'est pas bien de toujours parler de soi...

Mais, notre abbé, tout comme Mélisande, je ne suis pas heureuse.

— Je le sens, mon enfant... Je ne sais pourquoi ; tu ne veux point me le dire ; mais vois-tu, ce n'est pas nécessaire d'être heureux !

— Pourtant vous m'aimez, notre abbé, et vous me dites cette dure chose...

— Ce n'est pas nécessaire, ma petite enfant. Le bonheur est comme le beau temps... du moins ce que la jeunesse appelle le bonheur ; il n'est pas une récompense, il n'est qu'un bienfait et souvent qu'une injustice. Quand il resplendit comme le soleil, on ne dit pas merci ; quand il s'en va, on se plaint, on a froid, on se sent sombre ; ce que tu nommes le bonheur, Juliette, n'est pour beaucoup de cœurs qu'un accident mystérieux, qu'une étoile qui luit et qui tombe.

— Mais pourtant,... pourtant,... j'ai en moi, notre abbé, le sentiment, l'instinct, le besoin du bonheur et le désir d'éterniser ce bonheur dans les limites humaines, et peut-être au delà de ces limites humaines.

— On peut connaître des bonheurs, Juliette, les bonheurs du monde, ils ne sont pas le bonheur ; ni la joie, ni la gaieté, ni l'insouciant contentement, ni l'amour, tel que le désire ton âge, ne sont le bonheur. Mais on peut devenir heureux. Comprends-moi : on peut atteindre en soi-même à une sorte de plénitude et de sérénité ; elle ne s'atteint pas sans larmes ; elle vient du sentiment de notre harmonie intérieure, de l'accord de nos actes avec notre âme. Tu souffres d'un trouble qui n'est pas ou n'est plus la douleur ; car la douleur est pure et belle.

— Notre abbé...

— Mon enfant, je ne veux pas t'obliger à la confession ou la confidence. Je te dis seulement que je t'aime et je te bénis. Écoute ton cœur généreux ; n'écoute pas le souci de ton chagrin, ni tes inquiétudes d'être plus ou moins satisfaite et contente. Accueille le plus difficile, même si tu dois en souffrir davantage. Ne songe pas à toi. Songe à ceux qui te sont chers.

— « N'écoute que ton cœur... » Notre abbé, bonne maman, m'a écrit déjà cette phrase. Je me souviens... je me souviens...

— Je ne dirais pas cela à toutes les petites filles... Mais, ma Juliette...

— La croyez-vous si raisonnable, notre abbé ?

— Mieux : tendre, avec bonté...

Dans la nuit tout à fait venue, un grand calme apaisant descend sur nous, et la cloche de l'église voisine tinte dans le silence ; on se croirait loin de tout et de tous, dans le presbytère d'un village paisible s'abandonnant au recueillement du soir...

Assise par terre, les coudes sur les genoux, la tête dans mes mains, je regarde le feu ; mais voilà que mes yeux se troublent et que de grosses gouttes chaudes roulent sur mes joues très doucement, avec lenteur. L'abbé a quitté son fauteuil et, me prenant par les épaules, tendrement me relève.

Alors, je cache ma figure sur sa poitrine, et je balbutie en souriant à travers mes larmes :

— Bénissez-moi, mon père, parce que j'ai beaucoup pleuré...

XL

Rien n'était à la fois plus triste et plus bizarre que le double mariage célébré ce matin de Ninette et Ninon ; j'appellerai cela, en faisant un petit mélange de mots, une cérémonie « mélancomique. » Pourtant, que d'éclat, de fleurs, de lumières, de chants et de parade! Et que je juge inconvenant d'environner ainsi de pompe insolente un acte qui devrait être secret entre tous! Est-ce que cela regarde les gens qu'on se marie? Leur en faire part serait ensuite bien suffisamment impudique... et encore, si on avait le temps d'y penser...

Toutes les orgues, — mais aucunes délices, — planaient sur l'assistance parée, frivole et sans recueillement. Les plus fameux couturiers exhibaient sur les belles dames de ce « cortège » quelques-unes de leurs créations les plus récentes et les plus audacieuses ; un parfum de luxe remplissait la nef, et puissamment dominait l'odeur de l'encens, des plantes et des cires. Ah! ce n'était pas gai!

Ayant fermement refusé à mes petites amies de tenir un rôle dans la parade matrimoniale, le supplice de la quête me fut donc épargné, et je pus contempler d'un œil impartial les quatre jeunes personnes vêtues de rose et de bleu qui, la paupière baissée, le regard hardi ou l'œil en coulisse selon leur genre, précédées du gros suisse à mollets de couleur tendre, et escortées de jeunes gens à l'attitude ennuyée et correcte, semblaient esquisser, de rang en rang, un pas de Salomés dégénérées

où les effigies des pièces blanches et les louis d'or remplacent mal le chef sacré de l'illustre saint Jean-Baptiste.

Pourtant, saint Jean-Baptiste aurait pu encore observer à voix trop haute, selon la mauvaise habitude qui lui valut la décollation, toutes sortes de choses singulières. Il aurait pu clamer sous la voûte sonore que le charmant garçon qui, dans des temps favorables, deviendra l'époux de Mme de Léris, et figurait déjà dans le cortège, aurait beaucoup mieux convenu par son âge à une des Ninon-Ninette; que Salvator Pourpa et M. Styrenson, bien qu'agréables et sympathiques, semblaient accomplir les rites nuptiaux en l'absence des jeunes princes charmans auxquels ils devraient remettre ensuite les épousées; que M. de Léris, les yeux pochés et sa petite perruque de travers, ne songeait visiblement qu'à terminer cette corvée de famille au plus tôt, afin de pouvoir se précipiter chez Mlle Cocotina, célèbre danseuse italienne pour laquelle il achève fastueusement de se ruiner... etc., etc.; et que Ninette et Ninon, se lançant sous leurs longs voiles des coups d'œil mi-résignés, mi-espièglement sournois, n'ont pas l'air de prendre assez au sérieux les sermens éternels qu'elles viennent d'échanger avec des messieurs tellement bien qu'ils pourront en toute circonstance passer pour leurs arrière-grands-oncles.

Ensuite, saint Jean-Baptiste pourrait continuer ses réflexions en passant aux membres nombreux du reste de l'assemblée. Et il y trouverait encore des sujets de véhémentes interpellations...

Tout cela est si saugrenu; Mme de Léris est si jeune et si pimpante, si peu « mère, » tout est si mélangé, si insensé, si anachronique, que je pince doucement le bras de Marianne et lui demande tout bas si nous ne commençons pas à devenir nos propres grands-pères...

Ah! ma chère Ninette! Ah! ma sage Ninon! voilà donc à quoi aboutissent les rêves des jeunes filles! Ninette la frivole, Ninon la vaillante et la raisonnable, dont les caractères différaient si complètement et qui sembliez devoir faire des choix si dissemblables, vous voilà redevenues jumelles pour vous réunir dans le giron de ce qu'on appelle mondainement la sagesse! Adieu, beaux yeux gris-souris, prunelles de velours dans des joues de soie rose; adieu, nez fripons, bouches fraîches, petites sœurs aussi unies que deux cerises en boucles

suspendues, adieu... Vous partez ce soir pour Madrid et vous n'emmènerez avec vous ni l'espoir de l'amour, ni la fantaisie, ni l'ardent désir, ni la véhémente jeunesse... A quoi bon, mes pauvres chattes, aller en Espagne?

Et elles étaient si jolies, avec leurs coquillages de cheveux sur les oreilles, bien enroulés comme pour les défendre d'écouter les conseils de la folie; elles étaient si nacrées, si lisses, si satinées dans leurs blancheurs avec un petit fil de boutons d'orangers serrant bas leur voile sur le front, que leur grâce, leur fraîcheur, me causaient presque de la colère. C'est bien la peine, me disais-je, — irritée contre elles et contre le sort ironique, — c'est bien la peine d'être belles et d'avoir dix-huit ans.

Chez les Léris, au lunch, j'ai eu la vive joie d'embrasser Perrette, venue pour deux jours et qui, pour ne pas s'embarrasser de falbalas, a préféré assister au mariage de son papa dans un coin, en invitée... Nous partons ensemble, contentes de nous voir, et nous marchons lentement, le long de l'avenue du Bois. Simple, heureuse, naturelle, Perrette, et son air de santé, de félicité, m'a rafraîchi le cœur... et puis, il n'y a pas à dire, elle a la voix de Jimmy; une voix rassurante par sa fermeté, sa netteté; une voix bien posée aux notes sûres, d'une gravité pleine et sonore.

Avec quel plaisir je l'ai embrassée sur ses joues rondes à la peau hâlée et bien tendue!

— Je repars, me dit-elle; et je ne serais pas venue si mon mari n'avait pas eu besoin de passer quelques heures ici. Tu sais... ce sera dans dix jours la grande épreuve, le passage des Alpes... si le temps le permet. J'irai à Domodossola attendre l'arrivée que j'espère glorieuse; Gavarrez ne veut pas que j'assiste au départ... il a raison; il lui faut toute sa tranquillité, et je crois bien que j'ai peur tout autant qu'une autre femme. Tu te souviens? Je ne voulais qu'un amour haletant d'émotions, un cœur toujours soulevé par le danger que court l'homme qu'on aime... Eh bien! ma chère, je suis, comme on dit vulgairement, parfaitement servie... Et c'est affreux, ma petite Liette! C'est déchirant! C'est à en devenir folle!... Il faudrait pouvoir égoïstement emporter son amour loin de tous les risques, loin du danger, loin des plaisirs, loin du péril de la gloire, et, s'il doit mourir, avoir au moins le privilège de l'étouffer dans ses bras...

— Mais, Perrette, voyons! toi!... C'est toi qui parles ainsi, toi, ma bondissante petite Perrette, attirée par tout ce qui est mouvement et hardiesse; toi, faite pour les beaux jeux où s'accentue et se précise le rythme de l'émotion... Toi, qui...

— Oui, « moi qui... » Ah! ma Liette, comme on change! Est-ce que nous nous connaissons avant d'avoir aimé?

— Perrette!

— Mais, sois tranquille; je ne raconte pas tout cela à mon mari. Ce serait bien injuste. Je l'ai épousé pour son métier plus encore que pour lui. Avant que je l'aime, il m'a plu, et je l'ai choisi pour les émotions qu'il allait me donner; donc, je possède exactement ce que je souhaitais, et c'est pour cela que je me plains... naturellement.

Elle rit.

— Réaliser son rêve est une chose redoutable, acheva-t-elle avec une ombre de mélancolie sur son jeune visage; je pense cela depuis que le grand jour approche... Je ne peux m'empêcher de ressentir une espèce d'appréhension. C'est que je suis trop heureuse, Juliette... Allons, au revoir; pense à moi ce jour fatidique.

— Tu m'enverras une dépêche?

— Sois-en sûre... Tu sais que je suis très étonnée du mariage de papa...

— Bah!

— Je le croyais amoureux de toi; mais tu ne le lui rendais guère... Enfin... C'est quand même comique d'avoir Ninette comme belle-mère... Au revoir, ma Juliette chérie. J'ai rendez-vous avec mon mari; il faut que je te quitte. Tu pourras rentrer seule?

— Mais oui, voyons... Ça se fait beaucoup depuis quelque temps.

Une tendre et amicale étreinte. Et Perrette bondit dans un auto qui passe, agite la main en signe d'adieu.

*
* *

Je me suis offert une longue promenade solitaire; j'adore cela. Et puis, ce joli temps froid est purifiant, et le vent emporte toute la sottise de cette stupide matinée.

Je quitte l'avenue du Bois, et je vais loin, loin... sur les quais... Au coin d'une rue, j'achète à un auvergnat, sympa-

thique derrière son fourneau, avec ses mains noires et son accent gras comme un fromage, un énorme sac de marrons, bien grillés, bien brûlans; il tient à peine dans mon manchon. ce gros sac, et à ses aspérités, à ses rondeurs, je chauffe mes mains avec gourmandise.

Le charme brumeux des quais bleuâtres m'accueille et me séduit. Lorsque je marche ainsi, les yeux fixés sur l'eau, le long du parapet de pierre, il me semble toujours que quelqu'un de gentil me tient par la taille, et, m'obligeant à imiter son pas, m'entraîne et me protège.

Il est encore tôt; le ciel est bleu, blanc et froid comme le manteau d'une statue de la Vierge; les ponts lointains semblent légers; l'eau gonflée, en moires rapides, coule à pleins bords; le soleil invisible, par endroits caresse longuement l'ondulation du fleuve et paraît lui causer un frisson lumineux et fin. Ah! je revois toutes choses. Savez-vous bien que mon amour me les cachait? Savez-vous bien qu'il avait fini par s'interposer entre moi et la nature, et que je ne pouvais plus la contempler. A sa naissance, au contraire, il exaltait tous mes pouvoirs; mais ensuite, il m'avait tout pris, et je ne savais plus être heureuse comme autrefois de la couleur du jour ou du frémissement d'un bel arbre, ou du parfum d'une fleur.

Est-ce vous, ma douleur attentive, qui me montrez du doigt tout ce qui me plaît aujourd'hui? Quel regret! Mon triste amour m'a volé l'automne, la fin de l'automne parisien si beau dans ses cuivres roux et ses grisailles. Maintenant, de nouveau, je découvre le ciel et aussi les nuages et l'eau, et les pierres et la terre; et tout m'émeut, depuis l'or d'un rayon sur les balcons du Louvre, jusqu'au dessin dépouillé, net, de cet arbre nu dans l'air clair.

Ici, on répare la chaussée et, à demi abrité par une tente de toile, un homme se chauffe à un brasier rond, d'un rouge admirablement orangé dans cette clarté d'hiver.

Alors, comme je m'arrête et l'admire :

— Chauffez-vous donc, me dit aimablement le vieil ouvrier, qui me sourit, appuyé sur un grand morceau de fer.

En deux pas, je m'approche; les courtes flammes dansent au-dessus des charbons incandescens à la transparence infernale. De l'autre côté du feu, éclairée par en dessous et rougie, je vois la bonne figure de mon vieil hôte, et, au fond de la

tente, le jeune visage d'un autre ouvrier assis, soufflant dans ses doigts.

— Ah! merci, dis-je. C'est bon... ça ranime... Est-ce que vous aimez les marrons?

Je me sens toujours en parfaite et amicale confiance avec certaines gens que je ne connais pas; il me plaît, ce vieil homme, et il me sourit si paternellement!

Il se détourne et interpelle l'autre, sous la tente :

— La petite mère t'offre des marrons... C'est pas pour dire, mais ce que vous ressemblez à ma nièce Léocadie... N'est-ce pas, Ernest?

Et, acceptant le gros sac de marrons craquans :

— Ce n'est pas un mauvais compliment, vous savez; pour une belle fille, c'est une belle fille...

Ernest est venu se joindre à nous autour du feu; nous mangeons des marrons, et, dans la flamme, nous jetons les épluchures.

Un silence autour du petit bruit des marrons qu'on décortique. Je le romps en demandant, ne sachant pas trop que dire pour continuer la conversation :

— Fera-t-il beau demain?

— Nous sommes au beau temps, c'est sûr, et je n'ai pas besoin de regarder le ciel pour vous le dire; moi, c'est au pavé de bois que je vois ça; quand il prend une certaine couleur...

— Dame! dit Ernest sans à-propos, les marrons, c'est excellent, mais ça bourre...

— Il faudra boire sur ces marrons... et à ma santé, voulez-vous?

Mollement, le vieux refuse mes pièces blanches :

— Jamais de la vie...

— Vous n'êtes pas gentil... Vous ne voulez pas boire à ma santé et à celle de Léocadie?

Ils se mettent à rire tous les deux et, avec une bonne humeur charmante, ils acceptent.

— Merci, la belle gosseline...

— Merci du beau feu...

— Y a pas de quoi; et à la revoyure, hein? Ne nous oubliez pas quand vous passez par ici, mademoiselle; nous y sommes au moins pour un mois... Vous savez, les travaux de la Ville ..

Ils me saluent avec une gaie politesse, et, le cœur content, je m'en vais.

J'avais un tel désir que l'on fût bon pour moi aujourd'hui!

J'adore les gens du peuple...

Je me sens brusquement du courage; en rentrant, si je parlais à maman?

*
* *

Mais, au retour, une surprise : dans l'antichambre, adossée au mur, je trouve mon image; une Juliette debout et toute en noir, peinte par Salvator Pourpa.

Avant de s'envoler vers l'Espagne comme un vieux pigeon qui retourne au colombier de sa jeunesse, le grand peintre a aimablement pensé à m'envoyer mon portrait; il y a joint une carte sur laquelle je lis : « Avec tous les regrets de Salvator Pourpa. »

— Regrets de quoi? interroge maman, qui ne peut comprendre. Regrets d'avoir fait de toi une personne aussi affreuse? Car ce n'est pas permis; toi, ma fille, toi si belle, voilà comment il t'a vue? C'est décidément monstrueux, c'est horrible... D'ailleurs, je le lui avais bien dit, quand il commençait l'esquisse, il ne fallait pas que tu poses dans cette robe noire. Tu as l'air d'être ma mère!

— Mais cela ne me déplaît pas, à moi, ma chère petite enfant...

Je pense, sans le vouloir, qu'avoir l'air plus vieux que sa maman est tout à fait dans le désordre des choses, après la cérémonie de ce matin. Mais cette malice m'effleure et s'enfuit. Ce qui m'envahit délicieusement d'une tendre et passionnée reconnaissance, c'est l'accent véhémentement maternel, l'orgueil secret et froissé avec lequel Marianne proteste contre l'affront infligé à ma jeunesse, à ma beauté... Cela me fait tellement plaisir de sentir qu'elle m'aime toujours autant, au fond d'elle-même, que je la prends dans mes bras, et je baise ses cheveux, et je la force à danser devant mon portrait noir.

— Mais Juliette, voyons, tu deviens folle...

— Vous ne voudriez pas que je sois toute seule à être sensée...

Ah! mon portrait! mon portrait! que je t'aime, tu me donnes le plus grand plaisir du monde; le regard fier de moi et caressant, et si doux de maman... Maman! quelle soirée délicieuse nous allons passer toutes les deux, seules, tranquilles. C'est moi qui m'assiérai sur le coussin ramagé à longs

glands d'or, auprès de l'âtre, à vos pieds... Et je ne vous parlerai pas de Robert ce soir encore. Non ; pas ce soir ; puisque ce soir, c'est moi que vous aimez, puisque ce soir, peut-être vous ne pensez pas à « lui, » je me donne encore des heures de grâce... Maman, ma divine maman.

. . . . . .

Mais elle n'est pas tout à fait juste pour mon portrait ; certes, il n'a rien de l'enfant rieuse que je fus, rien de l'envolement de ma joie ancienne ; mais Salvator Pourpa sut, dirait-on, contempler le reflet de mon âme d'à présent. Il a révélé une Juliette grave, une Juliette étonnée en face de la peine et pensive, une Juliette devant qui la vie lève un pan de ses grands voiles, une Juliette pour laquelle je commence à me sentir un peu d'affection.

XLI

J'ai reçu de Perrette ce télégramme bouleversant de concision et de fierté :

« Gavarrez mort, mais vainqueur. — Perrette Gavarrez. »

Quelques heures plus tard, par les journaux, j'apprenais toutes choses : l'exploit sublime et sa réussite, et, au moment de la victoire, à l'instant de toucher la terre, la chute funeste, l'agonie sur le sol conquis.

Perrette ! ma pauvre amie chérie, si passionnément heureuse et qui aviez si peur, vous avez donc vu, vous, dans sa réalité tragique et aussi dans la beauté de son rêve, votre amour s'écraser à vos pieds !

Je n'avais pas eu le temps d'avoir pour Gavarrez une affection profonde ; je reportais sur lui un peu de l'amitié que je donne à Perrette et je lui savais gré dans mon cœur de la rendre heureuse, d'être jeune et beau et hardi, et j'admirais sa robuste énergie. Aussi ai-je une grande tristesse, mais une tristesse qui s'éclaire d'une sorte de splendeur. Perrette a ressenti aussi cela : j'en suis sûre.

Maman gémit : « Mais pourquoi a-t-il tenté le sort ? Pourquoi ? A quoi bon cette dangereuse folie, cette formidable aventure ! A quoi sert sa mort ! A quoi ? »

Je ne sais pas encore lui répondre ; et pourtant, je comprends à quoi sert cette mort ; je l'admire, je l'envie.

*
* *

Perrette, malgré sa douleur, m'a écrit une longue lettre très calme, très résignée, pleine d'orgueil et de désolation ; elle me dit : « Ne me plains pas. J'ai, pendant quelques semaines, possédé tout l'amour et tout le honheur. Cette joie-là ne se mesure pas au gré du temps; et ces courtes heures ont contenu un peu de l'infini. »

Elle me dit qu'elle va rester encore chez ses beaux-parens dont le désespoir est affreux, et puis qu'ensuite elle aura besoin de moi et me préviendra. Elle peut compter sur mon amitié.

Je lis et relis sa lettre, décousue, hachée, fiévreuse et pourtant soutenue par cette robustesse que Perrette possédait autrefois au suprême degré et qu'elle semble avoir entièrement retrouvée au cours de ces instans terribles.

Et pourtant, quelles affres elle a vécues!...

Elle l'attendait. Elle savait que pour venir la rejoindre il dominait le vent, les nuages, les vertigineuses vallées, l'effroi des précipices; que dans les rafales des houles aériennes il planait au-dessus des gouffres et des cimes, parmi l'immensité des monts et leur colossale multitude ; cet homme, son amour, son espoir, sa vie, elle savait qu'il n'était alors rien qu'un point à peine perceptible, un point pensant dans l'espace; elle savait que, presque surhumain d'intrépidité, il dirigeait son joujou de toile vers d'incroyables hauteurs, cœur vivant penché sur la palpitation du moteur aveugle, yeux terrestres s'essayant à percer les étendues où planent les aigles; elle savait que ce jeune homme, aussi fabuleux que Persée, allait ainsi venir la délivrer, elle, petite Andromède torturée, des liens étouffans de son angoisse, et de toute l'horreur de son attente.

Hélas! il est tombé à ses pieds.

Il a vécu quelques heures, elle s'est penchée sur lui, elle a entendu sa voix murmurer dans un dernier souffle :

— Et pourtant, je t'aimais...

Oh! ces derniers mots, comme ils m'émeuvent, et comme cette petite veuve au cœur fier doit se les répéter avec ivresse et désespoir!

« Et pourtant, je t'aimais... » Mais, plus il est doux, précieux et bon de posséder l'amour, la vie et la jeunesse, plus il

est beau de les aventurer hardiment dans une surprenante tentative, plus il est beau de dire à la chance héroïque :

« Voilà mon amour, » et si la chance vous avait été favorable, de pouvoir dire à l'amour :

« Je te donne tout ce que j'ai risqué; je t'augmente de tout mon courage et de toute ma victoire... »

*
* *

Que l'on pleure l'anéantissement de cette énergie merveilleuse, que l'on gémisse sur les belles possibilités perdues, rien de plus juste, de plus naturellement douloureux et vrai, mais sa femme elle-même a compris que l'admiration doit ici dominer le regret vain d'une jeunesse brisée. Il sied qu'un sentiment moins pitoyable et plus magnanime accompagne cette mémoire ailée de héros. Oh! certes, mourir à seize ans comme Jamine, d'un accident, d'une maladie banale, est affreux! Mais il est admirable de mourir comme meurt Gavarrez dans la magnificence d'un élan unique, dans une sorte d'apothéose funèbre. Il n'est pas à plaindre, celui-là qui succombe après avoir accompli ce qu'il ne pourrait jamais peut-être plus atteindre ni dépasser, au cours d'une plus longue vie, celui qui meurt au but, mais ayant eu le temps de juger la grandeur de sa réussite et de son courage; celui qui victorieux, expirant, sous ses ailes brisées, le recouvrant déjà d'un linceul, tombe, le cœur tout rempli d'amour...

*
* *

Il a plané sur les monts ainsi qu'un dieu des mythologies, et il eut des funérailles dignes d'un héros antique. L'italienne poésie de l'imagination populaire comprit toute cette beauté et voulut y participer un peu.

Quoi de plus touchant que les dons rustiques offerts par les paysans à ce jeune mort?

Les montagnards, cueillant pour lui les fleurs des sommets, les ont portées à sa dépouille avec un geste aussi noble que celui de quelque pâtre grec ornant de branches et de guirlandes une stèle vénérée.

Plus tard, ils raconteront à leurs petits enfans : « Nous l'avons vu voler au-dessus des Alpes. »

Le destin de Gavarrez dépasse étrangement d'autres sorts

illustres ; il semble déjà appartenir à la légende, se reculer dans la fable.

Ainsi, Perrette me parle des heures de leur amour, m'affirme : « qu'elles ne se mesurent pas au gré du temps... »

*
* *

Malgré toute l'injustice de cette fin, elle fait comprendre une grandeur nouvelle. Qu'importe de ne pas survivre au désir accompli ? Qu'importe la mort et la chute qui brise et tue, si on a goûté dans toute sa plénitude l'audace du départ et du vaste élan irrésistible vers ce qui paraît un songe que nul encore n'avait osé réaliser ainsi ? Pour avoir pu goûter ces minutes prodigieuses, cette lutte si âpre dans une solitude singulière, cette véhémence dans l'énergie, l'orgueil et la joie d'un risque sublime, est-ce trop payer que de mourir ?

Non. Un instant d'incroyable beauté, la noblesse de cette conquête d'une heure, cette victoire qu'il voulait offrir à son amour, valent cent fois une vie médiocre, tranquille et longue. A quoi sert-elle, cette mort, petite Marianne ? A donner aux vivans un exemple inouï d'héroïsme, le spectacle inoubliable d'une existence sacrifiée avec une ferveur généreuse ; à ce que pas un jeune homme épris d'un idéal nouveau ne songe à Gavarrez sans une vénération inconsciente pleine d'étonnement, d'envie, et d'un obscur désir de bien mourir aussi.

. . . . . .

Perrette a compris tout cela.

Et je ne lui écrirai rien de ce que je pense. Elle le sait, elle le sent et sent que je le sais. Je lui dirai seulement : « Je t'aime, je pense à toi, je partage ton orgueil et ta détresse ; dispose de mon amitié. »

*
* *

. . . . . .

Je ne peux penser qu'à la mort de Gavarrez...

Il y a donc quelque chose de plus beau que le bonheur, de plus désirable que la vie, de plus fascinant que l'amour ?

Oui... Je ne sais... Je le crois... Peut-être leur sacrifice à un sentiment plus pur.

XLII

D'abord trop troublée par cette mort, j'ai obéi à l'impossibilité de songer à moi, à maman, à Robert...

A présent, mon tourment me reprend, mon inquiétude se réveille. Ah! si maman m'aidait un peu... L'autre matin, je l'ai trouvée debout près d'une fenêtre, qui tambourinait sur les vitres... A pas légers, je me suis approchée et j'ai mis un baiser dans les petits cheveux de son joli cou.

Alors elle s'est retournée et m'a demandé, avec un mécontentement extrême :

— Saurais-tu m'apprendre par hasard ce qu'il peut y avoir d'irrésistible dans la chasse aux sangliers ?

Et avant que j'aie pu rien répondre, elle s'en fut, rapide, irritée.

A-t-elle reçu une lettre de Robert?

*
* *

Lariguette est venue nous voir, portant avec distinction le deuil de sa vieille tante ; cette dernière avait eu bien soin de la rappeler auprès d'elle pour se faire soigner, et causer à cette bonne et sensible Claire un dernier chagrin en expirant dans ses bras. Lariguette, néanmoins à peu près consolée, vient nous apprendre ses projets d'avenir.

— Madame, mademoiselle Juliette, c'est un gros négociant en soie; il n'est pas mal de sa personne, et je dirais qu'il a un cœur d'or, même s'il ne gagnait pas autant d'argent qu'il en gagne. Alors, voilà, il m'offre de m'épouser, de reconnaître ma petite, et de m'établir grandement. Il va sans dire que j'accepte. Seulement, j'ai voulu venir vous demander votre avis à toutes les deux, car j'aime tant mademoiselle Juliette; et vous, madame, vous avez été si bonne pour moi...

— N'hésitez pas, ma petite Claire, déclare maman, c'est inespéré...

— Inespéré? Mais pas du tout, madame! Dans notre monde, il arrive tout le temps des choses comme ça; c'est un milieu, vous savez, bien plus mouvementé et varié que le vôtre; on est des « types... » et quelquefois vous voyez des « bons types... »

— Ma petite Claire! — et je l'embrasse, — je suis ravie... Mais dis-moi, il te plaît? tu seras heureuse avec lui?

— Mademoiselle Juliette, le mariage, n'est-ce pas, c'est toujours une loterie. Mais dans l'ensemble, il me convient ; il a de la gaieté et une très jolie voix.

— Alors, ma Lariguette, s'il chante, il est irrésistible. Je te connais. Une jolie voix ! mais alors, tu l'adores !

Elle sourit gentiment, de sa grande bouche et de ses longs yeux.

— Mesdames, je me sauve ; mais vous pouvez être certaines que vous serez les femmes le mieux habillées de Paris... Il n'y en aura que pour vous...

J'accompagne Lariguette jusqu'à la grille, cette même grille au seuil de laquelle, il n'y a pas un an, elle m'avoua son chagrin avant de se sauver dans la nuit. Je la regarde, si fraîche, si jolie ; j'admire sa taille élégante, son teint pur, ses yeux rieurs et son air assuré, satisfait.

— Tu es contente, ma chérie ?

— Je suis sans soucis, mademoiselle Juliette ; c'est un rude contentement que celui-là ; et puis je suis gaie, et puis je ne m'ennuie pas, et puis je suis joyeuse qu'on m'aime. Tout cela, c'est beaucoup ; et désirer plus ne serait pas raisonnable ; en désirant plus, on se prépare des chagrins. Croyez-moi, mademoiselle Juliette, et tâchez aussi d'être heureuse...

*
* *

Avec étonnement, j'entends les sons du piano et tout doucement, je viens entre-bâiller la porte. Quoi ! c'est maman qui joue du piano avec ce goût à la fois charmant et malhabile, maman qui n'en joue jamais...

Elle essaie languissamment une vieille valse, une vieille valse sur laquelle nous apprenions à danser autrefois, moi et mes petites amies.

Je me souviens de son nom : *Il Bacio*. Le cahier à demi décousu se rattache d'une faveur rose ; les feuillets sont jaunis et une vignette Second Empire illustre d'un couple pâmé, — crinoline et balcon sur la mer de Sorrente, — sa couverture blanche et noire.

Marianne interprète cette valse comme une enfant qui aurait beaucoup de dispositions pour la musique. Elle joue incorrectement, elle va à peine en mesure..., par-ci, par-là, quelques fausses notes..., mais le tout racheté par un sentiment vrai, une

tendresse singulière de doigté, un sens secret du rythme et une sorte de ferveur amoureuse.

Je l'écoute, indiscrètement appuyée au vantail entr'ouvert sous la portière; Marianne ne peut me voir; doucement, je soulève l'étoffe lourde, et moi, je la vois.

O pathétique et doux visage! quelle angoisse est peinte sur vos traits! quel secret désespoir vous transforme ainsi pendant que s'éveille, du fond des jours anciens, l'écho si triste des joies passées! Le tournoiement inégal de la valse lasse semble agiter autour de vous les ailes de la jeunesse prête à s'envoler, l'écharpe déchirée des plaisirs enfuis et l'éventail noir des regrets que n'enlumine plus l'espérance...

Vous jouez, Marianne, comme on se meurt; chacun de vos doigts, pesant un instant sur les touches, paraît refermer les paupières d'un rêve et, la tête renversée de côté, les épaules penchées, les bras languissans, est-ce que vous ne dansez pas en songe, aux sons enchaînés par vous-même, dans les bras du chagrin, du chagrin auquel vous soupirez, demi-morte :

— Ah! laissez-moi respirer... Arrêtez-vous... Je n'en puis plus...

En effet, elle cesse de jouer..., elle pose ses bras sur le clavier qui cède avec un roulement d'orage; puis elle laisse tomber son front sur ses mains croisées et, toute secouée de sanglots. elle pleure..., elle pleure...

Je m'élance; je la saisis dans mes bras, je lui dis les mots les plus doux... Mais elle me repousse avec une sorte de colère.

— Laisse-moi. Laisse-moi... Pourquoi es-tu toujours là?... Pourquoi viens-tu? Ne me suis pas... Je veux être seule...

Elle me quitte; je l'entends s'enfermer dans sa chambre... Stupéfaite et consternée, je reste debout près du piano ouvert et j'aperçois, entre les feuillets de la vieille valse, une lettre.

Malgré moi, mes yeux ont reconnu l'écriture de Robert et lu ces mots : « ... Je ne dois pas revenir encore... »

Comme je n'ai pas l'habitude de lire les lettres qui ne me sont pas adressées, je ne continue pas. Je ferme le cahier, le piano, et je mets cette lettre sous le presse-papier avec les autres, sur le petit bureau de maman.

Puis, je subis mes réflexions qui sont toutes au désavantage de M. Bourgueil.

Non! mais êtes-vous assez bête, mon vieux Robert, et faible et lâche! Vous faites pleurer ma Marianne adorée! vous ne revenez pas au grand galop, sans vous occuper de ce que je penserais et pourrais faire; vous n'arrivez pas ici d'un bond, et vous dites que vous l'aimez! Vraiment, monsieur Robert Bourgueil, vous me paraissez un stupide personnage. Comment diable ai-je pu vous aimer? Est-ce moi qui vais vous apprendre, par hasard, à vous conduire avec les femmes? Vous avez un caractère mou, incertain et vous ne savez résister à rien et, de plus, vous avez peur que je ne révèle à maman des choses... Sans quoi, vous seriez ici.

O Juliette, que penses-tu? C'est horrible! et vraiment un peu trop féminin! Robert tient la parole qu'il m'a donnée; il a eu le courage de me la donner, parce qu'il se sentait vis-à-vis de moi repentant et que peut-être bien il m'aimait encore un tout petit peu aussi; les complications l'épouvantent et il attend patiemment que la situation se dénoue, tant il craint de nous perdre toutes les deux; il attend, je le comprends bien, non pas ma décision au sujet de ma mère, ce dont il se moque profondément sans nul doute, mais à mon sujet à moi; il attend que je m'en aille parce que lui ou moi nous ne devons pas être ici, il attend que je lui cède Marianne... Et là est tout mon chagrin... là seulement réside toute mon hésitation, toute ma détresse. Je sais bien que je ne peux pas rester... Mais c'est trop dur...

*
* *

Je sors; je vais marcher au jardin pour me rafraîchir un peu les idées et regarder les fenêtres de Marianne... Elles sont closes.

Ah! pourquoi ne me dites-vous rien, maman?

J'ai tant de peine à cause de vous!

Je marche lentement jusqu'à la grille et entre les barreaux je regarde la route. Qu'est-ce qui va arriver par là, pour moi? Je suis bien triste et je me sens déjà le grelottement des émigrantes, serrées dans des châles sur des ponts fumeux... Où irai-je? Allons, je vais toujours partir pour Kervenargan, et puis le temps arrangera peut-être les choses... C'est égal, si vous prenez cette rue-là, madame la Vie, pensez à moi qui demande l'aumône derrière ma grille noire; un peu de bonheur, s'il vous plaît!

Mais, le long du trottoir encore luisant de la récente pluie, et sur le ciel éteint, les murs ternis, les arbres sombres, formant une forte et sobre harmonie grise et noire, voici venir l'abbé Flipon.

Il tient son parapluie sous son bras gauche et un gros livre relié; son chapeau mis en auréole laisse passer la lumière de ses cheveux d'argent: son visage est frais, ses yeux sont célestes, sa démarche est légère, malgré son embonpoint et son âge; et il sourit tout en marchant; il sourit, car il tient de sa main droite la longue tige d'une belle rose.

Il avance en la contemplant; il ne voit ni le mauvais temps, ni la boue, ni les flaques; il ne voit que cette fleur blanche et ronde, large et plate, bien épanouie, qui sans doute est le miroir clair de son vieil esprit printanier.

— Bonjour, notre cher abbé...

— Petite Juliette, je t'apporte cette rose...

— Vous êtes trop gentil, notre abbé; écoutez : maman un peu souffrante dort; elle ne pourra pas vous voir, je le crains.

— Je viens pour toi, Juliette.

Il essuie soigneusement devant la porte ses souliers à boucles, ôte son chapeau, passe la main dans ses cheveux, pousse un soupir, et nous entrons dans le petit salon ou tout à l'heure maman jouait une valse et pleurait.

— Ma chère petite, l'autre jour tu n'as pas voulu te confesser à ton vieil abbé. Aujourd'hui, le vieil abbé vient se confesser à toi.

Et, comme j'ouvre de grands yeux étonnés :

— Chut! écoute-moi; ne m'interromps pas. Juliette. Quand j'étais jeune, je fus fiancé à ta grand'mère. Élevé auprès d'elle, j'éprouvais pour sa beauté et son intelligence un immense amour; et puis je m'aperçus qu'elle me préférait mon meilleur ami et qu'elle n'osait pas me le dire...

Il soupira. Dans le petit coin toujours embaumé de fleurs, où son sourire rêve, le portrait de grand'mère semblait nous regarder tendrement.

— Ce fut un grand combat dans mon cœur; car je l'aimais trop pour, me sacrifiant à son bonheur et à celui d'un autre, pouvoir continuer à vivre à ses côtés. Perdre son affection et sa présence m'était aussi déchirant que de perdre son amour. Pourtant, Juliette, après beaucoup de larmes, je l'ai mariée

à mon ami. Elle n'y aurait jamais consenti, tant, malgré l'entraînement de son cœur, elle se voulait fidèle à la parole donnée, si je ne lui avais pas rendu cette parole sous un autre prétexte. D'ailleurs, mes sentimens me dictaient ma conduite tout entière; pour que je puisse un jour la revoir, il fallait bien que je me sente à l'abri de tout enchantement. Je suis entré au séminaire; devenu prêtre; après peu d'années, j'ai pu retrouver mon amie, vivre dans son ombre. J'ai eu beaucoup de son âme, Juliette; peut-être m'a-t-elle donné plus d'amitié qu'à tous ceux qu'elle a aimés. J'ai veillé sur elle. J'ai été heureux.

Je tâche de sourire; mais ma voix tremble, émue :

— Notre abbé!... Mon cher abbé... Voilà donc pourquoi je vous aime tellement... Vous avez failli être mon grand-père...

Notre abbé rit gentiment; puis, redevenant grave :

— On part... mais on revient, Juliette. Car les choses s'apaisent; le temps adoucit tout, et le souvenir du sacrifice est le plus beau parfum du bouquet du passé...

Doucement, je prends l'abbé par la main et nous déposons ensemble la rose blanche au pied du portrait de grand'maman.

— Allons, bénissez-moi, ma petite fille, — dit-il, mi-ému, mi-souriant, — bénissez-moi, ma petite fille chérie, parce que j'ai beaucoup aimé...

Agenouillée à ses pieds, et la tête sous sa main paternelle, je murmure :

— Vous savez donc tout?

— J'ai compris, Juliette... j'ai deviné.

— Mon cher abbé... je partirai...

— Que la grâce de Dieu t'accompagne, et me permette de te revoir, apaisée, belle et, à ton tour, heureuse... Ta bonne-maman t'en remerciera du haut du ciel, car elle t'avait confié ta trop jeune mère. Tu reviendras bientôt; pars donc...

XLIII

Maman, à l'heure du dîner, me fit dire qu'elle ne descendrait pas. Je dînai seule et bien triste dans la salle à manger, où tant de souvenirs s'asseyaient à leur tour près de moi comme autant de sombres convives. A peine au dessert, je montai, je grattai doucement à la porte; mais une voix faible et pourtant décidée, m'arrêta :

— N'entre pas. Laisse-moi. Je veux dormir.

Pourquoi est-elle si dure avec moi, Marianne? J'ai tellement besoin qu'elle m'aime aussi!

Dans ma chambre, je veille; j'épie chaque bruit. Deux fois, croyant que maman m'appelait, j'ai collé mon oreille à la serrure. Mais non... Rien... J'ai envie de pleurer.

Et, dans ma petite chambre, où j'ai jadis connu une si insouciante joie de vivre, je commence une sorte de veillée funèbre.

Allons! je le veux bien! Je viens à toi, Douleur, avec la confiance et la résignation de toute mon âme... Je viens à toi. Ne me punis pas de t'avoir d'abord faiblement repoussée; sois-moi douce, veux-tu?

Je viens à toi; je veux te trouver belle, puisque tu m'es donnée par ce que je chéris le plus sur la terre : par Marianne aux mains innocentes.

Je veux te chérir comme je l'ai chérie; écarte un peu ton voile sombre, et montre un visage maternel.

Que ta véhémence me soit une ivresse; les joies infinies m'ont laissée pauvre, enrichis-moi de mes souffrances; laisse-moi jouer avec toutes les clés qui tintent à ta ceinture; elles ouvrent tant de secrets! Grande Douleur, es-tu contente? Je n'ai pas seulement pleuré sur la mort, mais aussi sur mes plus chers vivans...

Sur tes genoux, reçois mon front qui brûle; je suis à tes pieds; qu'ils sont nus! caresse mes cheveux d'une main mystérieuse; parle-moi dans l'ombre avec amour.

Dicte ta loi. Que ta volonté s'accomplisse; accueille ta nouvelle enfant. Me voici, Douleur aux yeux pleins d'étoiles... Et malgré moi, ma voix balbutie et te nomme, tout bas, tout bas : « Maman... »

*
* *

Allons encore jusqu'à sa porte... Ah! cette fois-ci, j'ouvrirai... Je veux tout de suite lui dire qu'il faut qu'elle soit heureuse. Je veux la voir, je veux lui parler... je veux...

J'ai bien doucement entre-bâillé la porte; maman n'a pas éteint la lumière, mais elle dort. Elle dort; elle respire avec une douceur régulière. Ses belles paupières, que je ne vois jamais ainsi, ont clos son visage secret. Et sur la couverture de soie,

son miroir, que la clarté empêche de dormir, brille comme un grand œil ouvert.

Elle est calme, ainsi qu'une enfant sage... Jadis, quand j'étais moi-même enfant, combien de fois a-t-elle dû s'asseoir à mon chevet et veiller sur mon léger sommeil!

A mon tour, je veille sur toi.

Je ne te dirai rien de ce qui causerait ta peine; si je te confiais tout mon cœur, tu croirais nécessaire de renoncer à ta joie, peut-être même la repousserais-tu avec horreur, et n'aurais-tu plus d'amour pour ce que tu crois à présent ta félicité.

Car le bien et le mal sont une chose étrange ; il est bien, il me semble bien, que je me taise, mais si je parlais, il te paraîtrait bien de te sacrifier, toi aussi, et ni toi, ni moi ne serions plus jamais heureuses ; le bonheur s'élève-t-il donc toujours au milieu du silence, comme les palais enchantés ?

Tu ne sauras rien. Je m'en irai, de façon à ne pas te laisser l'ombre d'une appréhension ou d'une tristesse. Je m'en irai...

C'est te perdre qui m'épouvante... En perdant Robert, que je croyais mon amour, je n'ai perdu qu'une des images du bonheur, qu'une des apparences de l'amour. J'ai toujours en moi tout l'amour, et devant moi, tous ses futurs mirages... Mais toi, toi, chérie, qui te remplacera dans mon cœur?

Ah! vous laisser à un autre, Marianne! Savoir que vous aimerez un autre être, plus encore que vous ne m'avez aimée, comprendre que dans votre vie je ne tiens plus la première place, et connaître cette certitude que, sans moi, vous pourrez exister, rire, ô Marianne, être heureuse plus que je ne vous rendis heureuse et peut-être... sur vos genoux, plus tard, bercer un nouveau petit enfant... C'est de tout cela que je souffre le plus fort et le plus amèrement.

Elle dort, protégée par ses cheveux défaits, comme par un sombre voile aux reflets dorés... Mais sous les jeux de la lumière, n'est-ce pas un cheveu blanc que je vois luire sur ses tempes; un... deux... plusieurs cheveux blancs. Je ne les avais encore jamais aperçus... Et j'interroge son visage.

Au coin de sa bouche, quel est ce pli ?... Au coin de ses yeux, quel est cet imperceptible coup d'ongle ?... La menace d'une ride...

Quoi! vous aussi... Vous qui fûtes ma déesse de beauté et

de grâce, vous serez atteinte par le temps, vous êtes déjà guettée par lui.

Oh ! chérie, chérie ! que ne puis-je vous donner un peu de ma jeunesse, afin de prolonger votre bonheur... Car, enfin, ne vous dois-je pas tout : ma vie, mon enfance pleine de joie, mon corps, mon cœur et mon visage et aussi, mon chagrin.

Ah ! soyez vite heureuse ! heureuse ! heureuse ! Comment ai-je pu hésiter entre vous et moi, alors que j'ai toute la vie, et que vous avez à peine le temps de sourire encore à l'amour avant... avant la vieillesse.

Quand vous serez vieille, Marianne, c'est moi qui serai là... c'est moi qui vous aimerai... c'est moi qui saurai encore vous rendre contente... de nouveau ce sera mon tour.

Bonsoir, Marianne bien-aimée ; dormez bien ; faites de beaux rêves. Je n'ai plus de regrets... je n'ai plus de souffrances... que le bel amour vous soit doux !

*
* *

Au matin, je suis revenue dans sa chambre. De nouveau, avec la magie du regard, toute la jeunesse de Marianne lui était revenue, et moi seule portais le poids du temps sur mes yeux qui n'avaient pas dormi.

— Allez-vous mieux, Marianne chérie ?

— Oui... un peu mieux... j'avais la migraine hier soir.

Je m'assieds sur le lit et je joue avec le miroir, non sans embarras.

— Maman... j'ai quelque chose à vous dire... ne me regardez pas ainsi, voulez-vous, car je suis très intimidée...

Avec une curiosité presque effrayée, elle saisit mon bras :

— Ce n'est pas au moins quelque chose qui va me faire de la peine? Car je ne peux rien supporter en ce moment-ci... rien... rien.

Je baise sa petite main qui tremble près de mon épaule.

— Marianne, ce n'est pas triste du tout, ce que je vais vous dire. Bonne-maman, vous le savez bien, vous a confiée à moi, et c'est à moi de vous dire les choses que vous n'osez pas m'apprendre. Robert Bourgueil vous aime et vous l'aimez. Il ne faut pas, ma petite maman chérie, vous compliquer les choses à cause de moi. — Et je lui tends le miroir. — Voyez comme vous voilà jeune et belle ; vous devez refaire votre vie ; trop longtemps, vous

vous êtes consacrée uniquement à votre fille; la vie vous réclame, ma petite Marianne; le bonheur et l'amour ne veulent plus attendre...

Elle cache son visage dans les coussins, puis, dans un mouvement plein de grâce enfantine, se redresse, secoue ses cheveux et me sourit avec une ingénuité timide.

— Comment as-tu donc deviné cela, petite masque?

— Parce que je vous aime, maman; et il faut que vous fassiez revenir le chasseur de sangliers qui se morfond dans ses humides forêts, sans doute parce qu'il croit que, à cause de moi, vous ne voulez pas vous remarier; ou bien que je vous ferais des ennuis... Il faut qu'il revienne vite, vite, petite maman, sans quoi il va finir par attraper un rhume... Allons! embrassez-moi, madame, et riez un peu, s'il vous plaît.

De tout l'élan puéril de ses bras ronds, elle m'attire à elle.

— Ma fille, ma grande fille sage, judicieuse et bonne, que je t'aime!... Il ne faut pas que tu m'en veuilles, vois-tu... Je ne me croyais pas si jeune que ça...

— Je vous l'avais bien dit que vous étiez jeune... Et maintenant, vous n'avez plus rien à me refuser, n'est-ce pas? Eh bien! puisque Robert va revenir près de vous et que vous n'aurez aucun besoin de Juliette, laissez-moi aller passer quelque temps chez Mme de Kervenargan, voulez-vous?

— Tu n'attendras pas Robert? Pourquoi? interroge-t-elle mollement, déjà livrée aux espoirs proches.

— J'ai reçu à l'instant une lettre de Mme de Kervenargan; la voici; elle me demande de venir dire adieu au manoir de Jamine. Car Yvon, qui n'a pu supporter le climat de l'Indo-Chine, est envoyé à Toulon à un poste de convalescence où il restera peut-être plusieurs années; et sa mère va aller vivre près de lui...

Marianne ne m'écoute qu'à peine :

— Quand penses-tu que Robert sera là? Dis, tu vas lui écrire, toi aussi, pour lui annoncer que tu consens au mariage de ta folle de mère? Figure-toi que je n'osais pas te parler de cela... J'avais peur. Je m'imaginais que tu n'y consentirais pas... que tu serais fâchée... que tu me ferais des scènes... est-ce que je sais?... Et dire que c'était si simple... Tiens, Juliette, tu es un ange! Quelle chance d'avoir une fille aussi intelligente que toi, qui ne vous fait ni reproches, ni observations et vous épargne

les considérations sur votre âge, votre état social, et autres fariboles...

Ah ! qu'elle est gaie ! qu'elle est rose !

— Soyez tranquille, chérie ; j'écris à Robert sans perdre un instant ; je tiens à souhaiter, à mon beau-père, la bienvenue...

***

Puisque dans la vie certaines petites choses s'arrangent aussi à propos que dans les livres, il est très vrai que j'ai reçu ce matin, juste à point, la lettre de Mme de Kervenargan.

Je lui écris que je vais arriver ; j'envoie mon adresse à Perrette, et je commence un billet pour Robert Bourgueil. Cela ne m'ennuie pas, après tout. La malice et la fantaisie ne perdent jamais leurs droits dans ma petite cervelle, même au plus fort de mes tourmens. D'ailleurs, je crois, par éclairs, que je m'y habitue, à mes tourmens et que ce n'est pas aussi triste que cela d'être triste.

Et puis, il y a du soleil ce matin. Un de ces soleils de fin d'hiver où déjà le printemps, comme un enfant farceur, vous envoie cinq rayons en pied de nez ; et puis aussi je ne vais pas rester lugubre jusqu'à ma centième année, ou plutôt me sentir cent ans tout le long de ma vie? Par instans brefs, je frémis joyeusement de l'espoir de me retrouver presque pareille à ce que j'étais autrefois ; vous tendrai-je bientôt la main, ô Juliette? Juliette qui riiez au matin de mes dix-sept ans...

Allons ! en avant, mon petit « stylo ; » ne vous attendrissez pas, s'il vous plaît ; je vous demande un peu de désinvolture.

« Mon vieux Robert, je tiens ma promesse. Pour une dernière fois je vous apparais à la fin de la charade où j'ai joué un rôle de douairière ; une douairière pleine de sagesse et de bon conseil, chargée de répandre sur votre tête les réprimandes ou les bénédictions...

Rassurez-vous : aujourd'hui ce sont les bénédictions.

Vous m'avez demandé en mariage ma charmante pupille Marianne. Or, ayant pu constater que votre amour est fidèle et le sien véritable, je mets ma perruque poudrée, mon bonnet à cassis, mes besicles d'écaille, mes longues manchettes, mon mantelet de dentelle noire, ma robe de taffetas puce, et, dans une solennelle révérence, je vous accorde sa main.

Écoutez ma recommandation suprême : mon cher fils, rendez-la bien heureuse ; comblez-la de joie et de tendresse et si, un jour, puisque tout change et passe, vous l'aimez moins, ou vous ne l'aimez plus, ah! mentez-lui bien, je vous prie... jurez-moi de bien lui mentir ; continuez toujours à la faire vivre dans l'illusion de la félicité et surtout, surtout... de la jeunesse, et que, dans le miroir de vos yeux, elle ne puisse jamais s'apparaître moins belle qu'elle ne l'est pour vous à présent.

Maintenant je pars ; qu'entre vous et moi, il y ait cet innocent, ce dernier secret ; Marianne croit que je vais passer à Kervenargan quelques semaines et que je serai de retour pour votre mariage. Vous le savez, cela ne se peut. Je pars pour un an et demi ou deux ans, qui sait ? Resterai-je près de la mère de Jamine? Voyagerai-je avec Perrette? Le destin décidera. Quand je reviendrai, je serai si vieille que vous aurez peine à me reconnaître et que notre réunion n'offrira plus le moindre danger.

Si je dis cela dès maintenant à Marianne, elle s'attristera, se demandera pourquoi, etc. Au moment même de son bonheur au contraire, elle acceptera d'un cœur léger tout ce qui la fera plus librement à vous.

Je pars vendredi. Arrivez samedi, afin qu'elle ne soit pas seule plus d'un jour. Et ne me répondez pas ; je vous en dispense ; malgré tout votre talent, cette lettre-là serait trop difficile à écrire.

Adieu ; mon rôle est fini. J'envoie promener mes lunettes et ma perruque ; je redeviens celle que vous appeliez Juliette aux pieds joyeux... Mes pieds joyeux m'entraînent vers la vie.

Ne me regardez pas, voulez-vous, pendant que j'enlève mon déguisement : *Finita la commedia.* Juliette, jeune première ou grand'tante, remet ses rôles en d'autres mains. Attendez que je sois un peu partie et, quand au bout de l'avenue de votre mémoire vous me jugerez assez lointaine, ouvrez les yeux, je vous le permets : vous me verrez alors, forme rapetissée et toute sombre, me détourner pour vous jeter du bout des doigts, dans un baiser, tous les vœux de mon cœur sincère et le dernier de mes souvenirs.

« JULIETTE. »

*
* *

Adieu, mon jardin, ma maison, ma chambre chérie; adieu, mes fleurs, mes arbres et jusqu'à mes petits graviers des allées qui, lorsqu'il avait plu, luisiez aussi polis que les ongles de mes pieds; adieu, ma vieille rue paisible, Auteuil aux jardins frais, Paris familier et sublime, mon cher lac et ma petite île qui, au printemps, n'êtes qu'un bouquet de rhododendrons et d'azalées; adieu, mes quais, mes monumens et mes musées et jusqu'à mon Pré-Catelan, paradis défendu où je n'ose jamais retourner.

Adieu! Je pars.

De nouveau maman chante et rit et le matin fait claquer ses petites mules pimpantes; de nouveau elle court dans le jardin mouillé au-devant du gros chien ou du facteur, et, en attendant les myosotis des pelouses d'avril, elle compose sur sa toilette des massifs de télégrammes bleus. Elle combine ses robes neuves; les couturières, les lingères ne sortent plus de la maison, et tant de chapeaux neufs depuis trois jours occupent avec une si importante folie les rayons de l'armoire que tout à l'heure, en les contemplant, je leur ai demandé en moi-même lequel d'entre eux rendait invisible, ou donnait de l'esprit, ou vous offrait une cervelle toute fraîche, ou procurait l'oubli?

Dans les plates-bandes du jardin, on a planté des tulipes; elles commencent à tirer des petites langues vertes à la terre toute remuée et toute noire, afin que le mois de mars sous son nuageux bonnet de docteur, se penchant sur elles, constate qu'elles sont en excellente santé, et que celle-là peut supporter de devenir jaune et rouge et celle-ci de naître ponceau et cette autre encore de s'épanouir jaspée.

Mon lilas n'a pas un bourgeon; on ne pourrait croire, à contempler son buisson morne, qu'il cache un tel trésor dans ces étroits fagots noirs. J'aurais tant voulu le revoir en fleurs! Robert et maman s'assiéront seuls sur le banc qu'il abrite... A moins que tous deux ne s'en aillent bien loin, dans un pays où il y a des balcons sur la mer, comme dans la vignette de la vieille valse.

Je ne veux pas dire adieu à maman; mon cœur se briserait. Je l'embrasserai comme si je partais en promenade,

comme si je devais rentrer le soir et la retrouver pareille à ce qu'elle est aujourd'hui.

Je pars, mon lilas! Je pars...

Je pars... La voiture est à la grille et j'entends la voix de maman qui veut me conduire à la gare; le jardinier passe avec ma malle, et Victorienne avec mes sacs à main.

Ah! mon lilas! mon cher lilas!

Je l'entoure de mes bras; à ses brindilles j'égratigne mon visage.

Mon lilas, je suis vieille, je suis lasse; ma floraison légère, ma jeune splendeur est déjà fanée... Tu ne me verras plus comme je fus à dix-sept ans... Et toi, mon lilas, où sont tes thyrses frais, tes améthystes, tes opales?... Mais, n'est-ce pas, mon lilas qui t'étires dans l'air encore âpre, n'est-ce pas que nous ne sommes pas desséchés pour toujours?

Et certes, j'entends bruisser dans le vent, à mon oreille :

— Non. Courage. Nous refleurirons.

XLIV

Je n'avais jamais vu Kervenargan l'hiver, au début de mars, dans son âpreté stérile et dénudée. Un vent glacé m'accueille au seuil du jardin dépouillé, de la maison sans roses dont nulle grâce ne dissimule plus les crevasses profondes, la décrépitude et la pauvreté. De basses nuées errantes, tourmentées, versent sans fin les longues pluies, et la bourrasque éternelle m'enroule de replis hurlans. La verdure des pins et des cèdres tranche seule sur la nudité du paysage; les landes sont sans couleur, les chemins sans contour, noyés d'ornières; les plages sans fin, au bord du verdâtre Atlantique, étalent leur désert sans soleil... Mais la mer tumultueuse au spectacle de ses combats, éveille ma vigueur engourdie; la tempête me pousse par les épaules; la terre aride plaît à mes pas; l'air gris s'éclaire de mes souvenirs et de mes pensées, et jamais ce pays solitaire et sauvage ne m'a paru plus beau.

Cette contrée, où pour la première fois j'ai connu la douleur, l'angoisse suprême, où pour la première fois, en face, j'ai salué la mort, cette contrée d'enivrante mélancolie sous le faste sauvage de la saison, où je pénétrai pour la première fois dans les chemins mystérieux de l'amour, de la crainte ou de

l'espérance, cette contrée, maintenant dépouillée, âpre, dure, ne m'offrant plus que des embruns et des solitudes, ces noirs récifs sur lesquels ont naufragé mes premiers bonheurs, c'est elle qui me redonne le goût de vivre et renoue l'énergie rompue de mon premier élan.

Je croyais que tout ici me serait triste et sombre... Non, tout est rude, mais robuste, mais sain, mais fort.

Mme de Kervenargan ne s'abandonne jamais à des défaillances douloureuses. Hautaine et tendre, elle me parle sans fin de Jamine, comme si Jamine allait entrer; elle l'évoque avec une douceur résignée; elle sait qu'elle la reverra et que, toutes les deux, elles ne sont pas pour trop longtemps séparées... et partout, en tous lieux, comme moi-même, la mère attentive sent la présence perpétuelle de Jamine aux cheveux de jour.

Chaque matin, je vais sur sa tombe; le cimetière des Kervenargan est un grand champ agreste, que le printemps et l'été couvrent d'herbes et de fleurs; seulement de-ci de-là, de longues pierres avec une date... un nom...

Il me semble toujours, chaque matin, que je vais voir Jamine assise au bord de sa tombe et qu'elle m'attend là, souriante, avec ses yeux étonnés. Chaque matin, il me semble que rêver près de ce tombeau charmant, c'est aller frapper à une porte. Je m'agenouille ou je me penche; je lui donne une branche de pin ou quelque blanche bruyère hivernale et je lui dis : C'est moi...

J'avais cru retrouver aussi, dans ma solitude, une douleur plus profonde... Mais dans toute la tristesse qui m'environne, je me sens appelée par la vie.

Hier, il a fait bleu pour un jour; le ciel brusquement révélé est apparu sous la déroute des nuages; le vent plus doux portait des odeurs de printemps, les parfums promis des fleurs futures. Les mouettes voraces, les goélands pêcheurs entrecroisaient leurs cris sur les vagues, et des bateaux hardis se penchaient sur l'horizon clair. Je ne sais quel désir d'appareiller pour les bonheurs à venir a brusquement gonflé mon âme. A mon tour, j'ai pressenti et désiré les choses inconnues; l'air salé a rempli ma bouche entr'ouverte, et tout mon être s'est écrié : « Libre azur! espace! espérance! de nouveau me voilà! »

Le soir de ce jour trop doux, une grande brume montant

de la terre, a rejoint le ciel ; et la lune si haut, si loin, apparaissait comme dans un puits vaporeux. Cette brume balsamique, ce froid d'argent qui circulait, embaumé, chargé de l'odeur des varechs et des pins, était une chose enivrante. Cette nuit de brouillard, toute laiteuse de fumée humide et lunaire, contenait plus de délices que les nuits d'été. Limbes... aromes... pureté de l'air malgré les voiles doux qui m'environnent,... clair de brouillard... nuit fantomatique, nuit verte et blanche, nuit parfumée, de vous n'allais-je pas surgir et renaître à l'aurore, dans l'éclat nouveau du soleil ?

*
* *

En face de Mme de Kervenargan, je pense à ma mère. Je regarde le visage aux lignes pures et si nobles, les traits augustes, la peau légèrement flétrie, mais pure sous les cheveux si blancs ; je regarde les belles mains ridées, le corps aux contours amples, à la majesté simple, et la robe noire sans mode et sans âge... et je pense : Quand maman sera vieille ainsi, je m'assiérai en face d'elle, comme en face de Mme de Kervenargan, je sourirai à ses yeux apaisés, rien ne nous séparera plus et je pourrai me dire que je n'ai causé aucune de ses rides, aucun de ses cheveux blancs, aucune de ses peines...

*
* *

La bonne fermière sert Mme de Kervenargan avec un dévouement inlassable. Que c'est beau le mot « servir ! » Et sur le front de celles qui ont vieilli en servant leurs maîtres avec tant d'amitié ou d'amour, n'y a-t-il pas un rayonnement un peu sacré ?

*
* *

Dans ma chambre, l'été dernier, il entrait toujours, le matin, une quantité d'abeilles ; c'est qu'on avait dû chasser un essaim qui s'était suspendu aux colonnettes antiques du lit ; toujours, par la suite, quelques-unes d'entre elles revenaient au lieu qu'elles avaient d'abord élu...

Malgré moi, maintenant, lorsque je m'éveille, je tends l'oreille aux bruits du passé ; mais je n'entends plus le bourdonnement d'or... les abeilles sont parties... Et mes tristesses aussi vont m'abandonner...

*
* *

Peu de temps après la mort de Jamine, un grand départ d'hirondelles les avait rassemblées sur le toit du manoir.

Pendant quelques heures, il fut ainsi drapé d'un deuil ailé mouvant, vivant... Et puis elles s'envolèrent...

Quand elles vont revenir avec des cris allègres, leur retour évoquera la joie prochaine, et non ces jours de deuil.

*
* *

Assise sur un rocher glissant de gluant varech, les cheveux serrés dans un voile aux longs bouts flottans, seule au bord de la mer sauvage, je goûte l'enivrement de ma liberté.

Ou bien je marche le long du flot ; je me penche pour ramasser les coquilles ou les algues délicates laissées par la marée ; je pousse du pied quelque méduse aux pourritures irisées.

Et je suis ivre dans le vent...

Car je me suis évadée de cette prison mystérieuse que refermaient sur moi la douleur et l'amour.

Car chaque jour me rend à moi-même.

De moi-même, en moi-même, je renais, et peut-être est-ce que j'aime tant cette saison, où tout fermente et germe et s'apprête, parce que je suis, du fond de mon âme, en secret accord avec elle.

Et, regardant les renflemens et les ondulations des lames et le grand mouvement de la mer, j'ai songé tout à coup au mythe de Vénus, naissant de l'onde.

Certes, je le sais maintenant, elle n'évoque pas seulement la déesse de la grâce et de l'amour, mais la splendeur de la vie plus pure, plus forte et plus belle, lorsqu'elle s'élance de nouveau du sein de la douleur écumeuse et salée.

*
* *

Oui. En moi, maintenant, je sens une grande paix. Je suis comme la terre après un orage... Une bonne odeur monte de mes pensées, et ma tristesse ne s'étend plus devant ma vie que comme un vaste horizon, où le vent chasse les derniers nuages, et qui reprend déjà sa sérénité.

*
* *

J'ai marché longtemps dans le vent du matin; mon cœur parlait à Jamine, et tout en moi était si frais, si charmant et si parfumé, que je trouvai tout naturel d'apercevoir sur le chemin les premières violettes.

Je les ai cueillies tendrement et, portant chacune d'elles à ma bouche, je disais dans ce baiser : Bonjour, printemps! nouveau printemps!

Et comme il y avait sur ce chemin, non loin, une petite chapelle toute moussue et verdie, une petite chapelle que Jamine aimait, j'y suis entrée avec mes fleurs, pour les offrir à la Sainte Vierge.

Il y faisait si noir, si noir, dans cette petite chapelle abandonnée, que j'y suis entrée sur la pointe des pieds, afin de ne pas troubler le sommeil de la Sainte.

— Madame Marie, dormez bien dans votre étroite niche de pierre; dormez bien; il est encore tôt; je ne vous prierai pas, pour ne pas vous déranger; ne vous éveillez pas, je vous supplie; ce n'est que moi; je vous porte des violettes... Et je ne sais pas du tout de quoi je vous remercie au fond de mon cœur.

*
* *

Perrette m'a écrit. Elle sait le mariage de maman, et, pensant que me voilà plus libre qu'autrefois, sinon tout à fait, elle me demande de partir avec elle pour New-York, où elle va retrouver Jimmy.

Mais oui, j'irai. J'attendais un conseil de la destinée, car, bientôt, ma chère vieille amie va quitter Kervenargan. Ce conseil, le voilà.

Jimmy, vous m'avez écrit bien souvent, et vos lettres m'ont toujours apporté bien de la tendresse et bien du réconfort; Jimmy, dans mes courses sur la lande et les grèves, avec du vent plein mon visage et du bel espoir plein les yeux, j'ai bien souvent pensé à vous.

Mais je me défends de m'imaginer que je vous aime; de confondre avec un sentiment d'amour ce qui n'est encore qu'une joie de revivre, et un élan presque involontaire vers l'avenir.

Mais plus tard, qui sait?

Vous m'avez proposé de revenir vers moi; c'est moi qui irai vers vous; vous m'avez proposé votre cœur loyal une fois de plus... et je ne pouvais pourtant pas vous répondre selon nos vieilles conventions enfantines, où « papillon » signifiait : je vous aime, et « éléphant » : j'en aime un autre, un télégramme ainsi conçu : « éléphant expirant transformé papillon... »

Ah! mon petit Jimmy! Mon vieux Jimmy! Si vous saviez ce que je suis contente de la perspective de vous revoir, je crois que vous seriez content aussi...

Je ne vais rien vous télégraphier du tout et, non plus, rien vous écrire. Quand ma main sera dans votre main, je vous raconterai toutes choses... Et plus tard... eh bien! plus tard... Plus tard... ces deux mots claquent comme une voile dans le vent...

Et ce vent m'emporte.

*
* *

Mme de Kervenargan m'a dit un peu tristement :

— Alors, tu pars avec Perrette? Je sais bien que je pars aussi, dans peu de jours. Mais, ma chérie, que vais-je dire pour toi à Yvon?

— Que je l'aime de tout mon cœur; mais...

— Oui, voilà; mais... Tu as raison, d'ailleurs, ma petite fille. Il est trop jeune. Il a le temps de tenir un peu compagnie à sa vieille maman, qui, sans lui, serait bien seule... lorsque Juliette ne sera plus là.

— Madame..., je vous aime bien fort, vous aussi.

— Je le sais, ma chère enfant, et je te remercie; je te remercie de ce que tu as toujours été pour Jamine et pour moi.

Je me lève et je vais me blottir contre son épaule, afin de cacher mon émotion.

— Tu pars, ma petite; tu ne pars pas qu'en voyage; tu pars vers la vie qui t'appelle. Allons! le sort te doit bien des bonheurs; qu'ils soient beaux! Et que toute la consolation que tes yeux apportent aux autres te soit rendue en félicité!

— Madame... Je pars. Mais, si le voyage m'attire, je pars aussi le cœur bien gros...

— Il faut quitter ta mère, Juliette.

— C'est elle qui déjà me quitte... Elle se marie, vous savez bien...

— Tu es mon enfant.

Et, de ses bras puissans, elle m'attire contre sa poitrine et je sens ses larmes dans mes cheveux.

*
* *

J'ai voulu passer une nuit dans la chambre de Jamine avant de quitter tout ce que j'aimais, pour si longtemps.

Je suis restée à la fenêtre ; la lune éclairait le jardin et la chambre où tout est resté ainsi que Jamine l'avait voulu : les livres, la table à écrire, les herbiers, les cadres de papillons brillans, les belles images saintes et le lit vide, étroit et si pâle sous son couvre-pied d'un bleu d'argent.

Chaque jour, près de ce lit, Yannik apporte un bouquet offert par la saison.

Le jardin renaît à la vie ; les premiers arbres blancs se sont brusquement épanouis comme des rêves éphémères ; les petites fleurs des bois et des prés sortent leur nez et se regardent et se demandent : « Suis-je en retard? Suis-je en avance? Ah! ma chère, il fait encore froid... » et le toit du manoir lui-même se met à revivre, car les premières pousses des vieux rosiers s'empourprent, allongent leurs jets rougissans et font ressembler la demeure à quelque récif séculaire coiffé d'un chapeau de corail.

Ce soir, la lune blanche baigne au fond du jardin tout noir le frêle et doux prunier aussi blanc que sa lumière.

Le froid nocturne est pur ; tout est mystérieux et très tendre, et cette petite chambre vide ne m'apporte pas de désolation.

Je veille avec un cher fantôme, une douceur étrange m'environne ; et tout est calme, et tout est beau.

Et, dans le silence plein de secrets où tant de vies s'apprêtent à surgir, est-ce que je n'entends pas la voix d'un rossignol?

Un rossignol? au dernier jour de mars?... C'est impossible... le rossignolet chante en mai. Alors, qui chante ainsi dans l'ombre et quelle est la voix dont les trois premières notes espacées et si fraîches disent : « Cœur! ô cœur! ô cher cœur... » et dont la plainte pénétrante continue : « Cœur, ô cœur! il te faut supporter de renaître, et peut-être de souffrir encore... ô cher cœur ! »

*
* *

J'ai relu la lettre de ma grand'mère. Je l'ai comprise, il me

semble pour la première fois, vraiment et tout à fait. Je l'ai mise ensuite sous mon oreiller et j'ai dormi en murmurant dans mon songe : « Êtes-vous contente de moi, bonne-maman ? »

Et puis, à mon réveil, j'ai écrit à Marianne... et bien souvent je me suis interrompue pour pleurer :

« Ma petite enfant chérie, lorsque vous recevrez ce mot, ce sera le 2 avril, je pense, et j'aurai, ce matin-là, dix-huit ans.

Dix-huit ans! vieil âge pour une jeune fille! Tandis que vous Marianne, vous vous apprêterez à devenir, quelques jours après, une nouvelle madame, vous serez sur le point de vous appeler Mme Robert Bourgueil.

Marianne adorée, ne me grondez pas; ne soyez pas triste, si quelque chose peut vous attrister en ce moment-ci. Je n'assisterai pas à votre mariage; uniquement par coquetterie... par coquetterie pour vous. Non pas que je ne vous trouve cent fois plus jeune et plus jolie que moi, vous le savez bien, ma chérie; mais jugez-vous poli d'avoir dix-huit ans le jour du mariage de sa mère, d'une aussi charmante et ravissante mère que vous?

Marianne, il faut bien être raisonnable quand on a fait comme moi la folie d'arriver à dix-huit ans si vite; alors, je veux que vous ne vous encombriez pas de moi et que vous partiez tranquillement en voyage de noce, sans « souci de famille » derrière vous.

D'ailleurs, Perrette qui m'emmène à New-York (vous savez combien j'aime la liberté et la nouveauté) me prend à l'improviste en m'annonçant que je dois la rejoindre demain au Havre pour le départ d'un grand bateau qui s'appelle *la Bretagne*. Donc, quand vous recevrez ce mot, je serai lancée sur la mer... j'aurai dix-huit ans... au large.

Ne me grondez pas, ma bien-aimée. Je n'ai pas eu le courage de vous dire au revoir, de vous imposer la tristesse d'un long adieu au moment où vous vivez des jours de joie. Ah! que cela ne trouble pas, surtout, votre bonheur! New-York est, sinon à deux pas, du moins à six brasses, et nous nous reverrons dès que vous le voudrez.

N'est-ce pas, que vous n'auriez jamais consenti à mon départ si je vous avais « demandé la permission ? »

Donc, vous savez pourquoi, sévère et redoutable maman, je ne vous l'ai pas demandée, cette permission-là.

Je suis bien sûre que Robert m'approuvera; il vous dira que

j'ai « du tact et de la délicatesse. » Il vous dira aussi que c'est bien son tour de vous avoir à lui tout seul. Et n'allez pas croire que je ne suis pas contente de votre mariage; ne croyez pas cela, petite maman; de votre bonheur, je suis profondément heureuse, et c'est pourquoi je ne veux pas, par ma présence, encombrer ou gêner ce bonheur.

Vous savez bien que j'ai toujours été un vieux garçon un peu fou.

Pardonnez-moi.

Pardonnez-moi; je vous écrirai tout le temps; je vous enverrai des dépêches. Je penserai à vous à tous les battemens de mon cœur, à toutes les minutes de ma vie. A jamais, votre délicieux et cher visage habite mon souvenir et mes yeux. Croyez que je vous aime, ô maman! et que jamais je ne vous ai autant aimée, ma chérie, ma jolie, ma douce, ma si tendre maman. Ne doutez pas de votre fille qui est toute à vous et dont la plus grande félicité sera de vous savoir contente. Ne me grondez pas. Absolvez-moi comme lorsque j'étais enfant. Imaginez-vous que je suis redevenue toute petite et que vous me prenez dans vos bras; ils me tiennent et me protègent; à travers mes yeux demi-clos, je vous vois; je respire votre parfum adoré et, dans votre sein que votre cœur soulève, je plonge ma tête et je vous écoute vivre, respirer et m'aimer. Oh! ne desserrez pas vos bras, laissez-moi pleurer dans leur ombre... Que ne suis-je encore, « pour de bon, » votre petite, toute petite fille, si choyée, tellement gâtée, que vous berciez si tendrement contre votre poitrine embaumée, et qui vous disait, mais sans vous quitter, en s'endormant sur vos genoux, d'une si faible voix qui défaille: « Adieu, maman. »

GÉRARD D'HOUVILLE.

LES DERNIÈRES ANNÉES

DE

LA DICTATURE DE BISMARCK

(NOTES ET SOUVENIRS)

1887-1890

III[1]

LA CHUTE

I

A peine en possession de la couronne, Guillaume II voulut donner au prince de Bismarck un témoignage éclatant de confiance et d'amitié : il alla le voir à Friedrichsruhe. Une photographie populaire nous a conservé le souvenir de cette visite. On y peut admirer l'Empereur sur la pelouse du château, le chancelier à son côté. Quelques semaines plus tard, Bismarck rappellera avec complaisance les attentions dont il a été l'objet de la part du maître durant son séjour à la campagne.

— Vous vous souvenez, la dernière fois qu'il est venu ici, comme il était attentif et prévenant. Le soir, il fut tout étonné que j'eusse attendu jusqu'à onze heures et que je ne me fusse pas couché. Ah! ce n'est jamais son grand-père qui m'aurait dit chose pareille! Et le matin, ce fut lui qui m'attendit. Il se leva, contre toutes ses habitudes, à neuf heures parce qu'il croyait que je dormais toujours jusqu'à cette heure-là. Il entra dans ma chambre au moment que je me lavais et quand j'étais à peine

(1) Voyez la *Revue* des 1er septembre et 15 octobre.

habillé. Il me mit gentiment la main sur l'épaule et je dus passer en hâte ma robe de chambre pour le recevoir convenablement. Et d'un accent d'indulgence, il ajoute : — Il n'y a guère à reprendre en lui que les choses sans importance : par exemple, la tournure de certains de ses discours. Il y met des mots nouveaux qu'il a été pêcher dans les journaux. Mais ça, c'est la vivacité de la jeunesse et il se corrigera avec le temps. Il vaut mieux avoir trop de feu que pas assez.

Un professeur assuré de la soumission de son élève ne parle pas autrement de lui. C'est un langage analogue que tient Bismarck dans tous les milieux où il juge utile de mettre en lumière les mérites du jeune empereur et l'ascendant grâce auquel il le domine. Dans les couloirs de la Chambre des Seigneurs, il se plaît à raconter qu'il s'est engagé à servir son souverain aussi longtemps que ses forces le lui permettront.

— Nous sommes d'accord, dit-il, pour un programme de paix extérieure et de réformes intérieures, législatives et religieuses.

Et il laisse entendre que ce programme c'est lui qui l'a dicté.

On reconnaît encore son inspiration dans les propos tenus au cercle de la Cour par le roi de Saxe après les funérailles de Frédéric III :

— On a créé une légende sur les dispositions belliqueuses du nouvel empereur, déclare ce monarque. Il est et sera très raisonnable et très modéré. Nous en avons pour garant l'empressement qu'il met à suivre les conseils du chancelier.

Ces détails, répandus de tous côtés, ne pouvaient que rassurer l'opinion. Elle s'était d'abord inquiétée de voir monter sur le trône un prince à peine âgée de trente ans, ardent et plein de fougue, dont les préoccupations semblaient concentrées sur la représentation de la guerre et qu'on voyait, partout où il résidait, organiser en quartier général sa maison militaire, visiter les troupes, multiplier les revues, les simulacres de combat, surprendre au milieu de la nuit les soldats dans leurs casernes en donnant le signal d'alarme, se mettre à la tête des régimens, franchir à cheval des obstacles et trahir en toute occasion un véritable goût d'aventures.

« Heureusement, remarquait-on, le chancelier est auprès de lui et le modérera. »

Plus que jamais, la présence de Bismarck à la tête des affaires était considérée comme une garantie de la sécurité de l'Empire. Ses ennemis eux-mêmes en convenaient; ils pensaient que le moment n'était pas opportun pour travailler à son renversement.

« Nous n'aurions pas à nous réjouir de sa disparition, écrivait l'un d'eux, car il est aujourd'hui un modérateur. Qui pourrait le remplacer dans ce rôle? Ce n'est pas le général de Waldersee, qui est tout à la volonté de Guillaume; ce n'est pas davantage Herbert de Bismarck, qui suit aujourd'hui les inspirations de son père, mais qui, livré à lui-même, deviendrait rapidement plus dangereux qu'il n'est. Par son tempérament brutal au fond, sous un vernis de politesse affectée et de bonhomie familière, il répond trop à la nature de Guillaume II pour pouvoir y résister. Il a d'ailleurs pour homme de confiance le baron de Holstein, l'ancien espion du comte d'Arnim, détracteur systématique de la France et partisan passionné de mesures violentes. Bismarck pour Bismarck, mieux vaut le père que le fils. »

Ainsi, dès le début du règne de Guillaume II, le maintien du prince de Bismarck au pouvoir s'imposait et ses adversaires les plus déclarés s'inclinaient patriotiquement devant cette nécessité.

Ce n'est pas cependant que leur ressentiment se fût apaisé; il était entretenu, — tel un feu sacré confié aux soins de vestales, — dans l'entourage des deux impératrices veuves qui nourrissaient contre Bismarck tant de griefs légitimes. Il avait des échos dans les Cours européennes. A Vienne, il avait provoqué une brouille entre l'héritier de la couronne, l'archiduc Rodolphe et son intime ami l'empereur Guillaume, « brouille de camarades, » mais poussée si loin que bientôt après, en apprenant que Guillaume allait arriver dans la capitale d'Autriche, l'archiduc partait sous prétexte d'aller chasser dans le Tyrol en compagnie du prince de Galles qui, pas plus que lui, ne voulait se rencontrer avec l'impérial visiteur.

A la Cour d'Angleterre, les dispositions n'étaient pas meilleures. On y connaissait les scènes violentes qui avaient eu lieu entre la veuve de Frédéric III et son fils, ainsi que divers rapports confidentiels concernant Bismarck, envoyés à Londres par l'impératrice Victoria, avec des papiers de son mari, et qui témoignaient de la malveillance du chancelier pour l'empereur

défunt. Ces dispositions, la reine d'Angleterre ne les dissimulait pas. Recevant le général de Winterfeld, envoyé à Windsor pour lui notifier l'avènement de Guillaume II, elle l'écoutait silencieuse et, après l'avoir entendu, lui demandait brusquement :

— Quand partez-vous?

Déconcerté d'abord par cette question, l'ambassadeur ne recouvrait un peu de sang-froid que pour répondre :

— Aujourd'hui même.

Ces incidens démontrent combien était tendue la situation entre Londres et Berlin; elle allait se prolonger jusqu'au jour où l'empereur d'Allemagne, ayant résolu de se séparer de Bismarck, chercherait par avance des approbateurs parmi les adversaires du chancelier. Mais, à cette heure, il ne songeait pas encore à recourir à cette extrémité. Il en était avec son ministre aux enchantemens de la lune de miel. Il le consultait en toutes choses et suivait aveuglément ses conseils. Comme pour rendre plus éclatante la faveur dont il l'honorait, il continuait à faire d'Herbert de Bismarck son compagnon de tous les instans. Il allait le surprendre chez lui, le recevait dans l'intimité et, sous toutes les formes, il lui prodiguait publiquement les marques les plus flatteuses de sa faveur.

Il était alors au moment d'entreprendre une tournée de visites en Russie, en Autriche et dans les Cours scandinaves où il avait à cœur de se faire connaître et il était décidé qu'Herbert l'accompagnerait. En ce qui touche la Russie, il avait, dès le 29 juin, annoncé son voyage au grand-duc Wladimir qui traversait Berlin.

— C'est un témoignage de déférence personnelle que je dois au Tsar, lui avait-il dit, et que je tiens à lui donner en souvenir de mon grand-père.

Le prince de Bismarck était l'inspirateur de cette résolution. Mais, comme il lui importait que la Cour d'Autriche n'en prît pas ombrage, il envoyait à Vienne, en le chargeant d'explications amicales, le général de Waldersee, désigné depuis longtemps pour participer au commandement des armées austro-allemandes en cas de guerre avec la Russie. A cette date, le Cabinet de Berlin ne redoutait la guerre que de ce côté. Mais il était convaincu que la France s'en mêlerait, et, comme le vieux de Moltke semblait craindre que l'Allemagne ne pût tenir tête des

deux côtés sans un effort considérable, on multipliait les mesures de défense sans leur donner d'éclat.

Nous passerons rapidement sur les voyages qui, pendant les six derniers mois de l'année 1888, remplirent l'existence de l'Empereur. Les incidens auxquels ils donnèrent lieu ont eu dans toute l'Europe un si grand retentissement qu'il serait superflu de les reconstituer dans leurs détails. Il suffira de faire remarquer que, pourvu d'un peu plus de perspicacité, Guillaume II eût compris qu'à l'exception du roi d'Italie, les souverains auxquels il s'était annoncé sans être invité, auraient autant aimé ne pas le voir. A la Cour de Russie, le souvenir de ce qu'on appelait le double jeu du prince de Bismarck n'était pas éteint; on se défiait toujours de l'Allemagne. A Vienne, il en était de même, avec cette aggravation que la défiance de la chancellerie autrichienne s'envenimait de la brouille dont nous avons parlé plus haut, survenue entre Guillaume et le prince héritier. A Copenhague et à Stockholm, on se plaignait d'être contraint par la visite impériale, aussi coûteuse qu'inattendue, à des dépenses qui creusaient un trou dans le trésor royal.

L'Empereur ne fut dédommagé de ces dispositions que par l'accueil qui lui fut fait à Rome. Mais, là encore, son défaut de tact allait se manifester, dans sa visite au Vatican, par le langage presque impertinent qu'il osa tenir à Léon XIII, et qui faisait dire au vénérable pontife, à l'issue de la visite, que « ce jeune homme était opiniâtre et vain et qu'on pouvait craindre que son règne ne se terminât par des désastres. » On n'a pas oublié qu'au cours de cette visite, Herbert de Bismarck aggrava la conduite de son maître par la sienne. On sait avec quelle brusquerie il força la porte du cabinet pontifical et y entra en poussant devant lui le prince Henri de Prusse, frère de Guillaume, interrompant ainsi l'entretien commencé entre le Pape et l'Empereur. Disons à sa décharge qu'il a toujours été admis dans le monde romain que, s'il s'était livré à cette manifestation, c'est qu'il avait reçu de son maître l'ordre de couper court à l'entrevue si elle se prolongeait au delà de quelques instans. Il faut encore mentionner qu'à la suite de ces incidens, le cardinal Rampolla, secrétaire d'État du Vatican, mit tous ses soins à atténuer autant que possible la portée des actes reprochés à l'Empereur et à ses compagnons. Devant le corps diplomatique, il s'abstint de toute allusion à l'hostilité précon-

que de Guillaume et à l'inconvenance d'Herbert de Bismarck.

Ce n'est pas seulement le Saint-Père qu'avait offensé le fils du chancelier. Au Quirinal, la Reine elle-même eut à se plaindre de lui. N'avait-il pas poussé l'inconvenance jusqu'à faire publiquement une visite à la femme du premier ministre, Mme Crispi, que la Reine ne recevait pas?

Le voyage de Rome, le dernier de ceux que fit l'Empereur, en 1888, terminait pour cette année ses excursions à travers les Cours européennes. Nulle part, là où il avait passé, on ne gardait de lui des souvenirs favorables. Physiquement, on l'avait trouvé vulgaire de manières, lourd de buste, le front sans ampleur, « avec ses oreilles bourrées de coton et son bras malade caché sous un dolman de hussard. » Il est dit dans un rapport diplomatique que lui et son favori, Herbert de Bismarck, n'ont pas mieux réussi l'un que l'autre à Vienne et à Rome : « Leur brusquerie hautaine envers les hommes et leur galanterie soldatesque envers les femmes le plus haut placées ont laissé l'impression que l'on avait affaire à des reîtres du Moyen Age. »

Au moment où Guillaume II rentrait à Berlin, un événement d'une autre nature préoccupait l'opinion et faisait l'objet des commentaires les plus passionnés. Au mois de septembre précédent, une gazette allemande, la *Deutsche Rundschau*, avait publié des fragmens d'un journal tenu par Frédéric III, alors qu'il n'était encore que kronprinz. Présentés comme des extraits de ses mémoires, ces fragmens remontaient à l'année de la guerre avec la France et aux années antérieures. Les dires et les réflexions du prince trahissaient avec évidence ses sentimens hostiles à la politique et à la personne du chancelier. En les lisant, celui-ci était entré en fureur, fureur d'autant plus grande que la publication avait été faite par un homme dont l'honorabilité ne pouvait être contestée, le professeur Geffeken, un des plus chers amis de l'empereur Frédéric, ardemment dévoué à sa mémoire, mais que Bismarck tenait en suspicion.

Cette antipathie remontait à l'année 1876. A cette époque, le kronprinz Frédéric, voulant obtenir un emploi pour le professeur Geffeken, l'avait présenté au chancelier comme un homme « de pensée réfléchie et de grande expérience. » A cette recommandation Bismarck avait répondu en accusant Geffeken d'appartenir « à ce parti de l'Église évangélique qui pactisait avec le Centre et les Jésuites et se montrait toujours hostile à tout

développement de l'Empire d'Allemagne. » Le kronprinz avait protesté, affirmant que son protégé était un champion du protestantisme le plus ardent et du patriotisme le plus pur. Bismarck n'en était pas moins resté dans les mêmes sentimens et considérait encore comme un ennemi le professeur Geffeken par qui le journal de Frédéric venait d'être publié.

Sous l'empire de son emportement, Bismarck avait fait saisir la *Deutsche Rundschau* et insérer au *Journal officiel* un rapport adressé à l'Empereur, dans lequel il cherchait à établir la non-authenticité des papiers en cause. Enfin, poussant la colère à l'extrême, il avait fait emprisonner le docteur Geffeken en le traduisant devant la Haute Cour de Leipzig comme coupable de trahison. Dans son rapport, et pour démontrer que les prétendus Mémoires étaient de pure invention, il ne craignait pas de déclarer qu'en 1870, le kronprinz Frédéric, soupçonné par son père de révéler à la Cour d'Angleterre certains secrets d'État, avait été tenu à l'écart des questions les plus intimes de la politique, et qu'en conséquence, il n'avait pu parler de choses qu'il ignorait. Sans respect pour la mémoire de l'empereur défunt, il ajoutait qu'en admettant l'authenticité du document, sa publication constituait un crime contre l'État, et que, le coupable n'étant pas là pour en répondre, la responsabilité devait en être imputée à l'exécuteur de sa volonté.

Nous avons la preuve, — c'est Maurice Busch qui nous la donne, — qu'en niant l'authenticité, il jouait une comédie. A cet égard, le récit de son confident est significatif.

— Voici ce que nous allons faire, lui déclare le chancelier. Nous allons commencer par dire que c'est un faux. Si, ensuite, on nous prouve que c'est authentique en nous montrant le manuscrit original, nous changerons de tactique, et nous agirons en conséquence.

Le confident fait alors observer qu'à son avis, l'authenticité n'est pas douteuse.

— Vous avez raison, réplique Bismarck, et, pas plus que vous, je n'en ai douté. Mais cela ne fait rien; il faut traiter ce papier comme un faux.

Et il en fut ainsi jusqu'au jour où, à la date du 4 janvier 1889, la Cour de Leipzig libéra Geffeken de l'accusation portée contre lui et prononça son acquittement à l'unanimité, en des conditions telles que l'arrêt qui l'acquittait fut considéré de toutes

parts comme la condamnation de ses accusateurs. Cette affaire avait mis en lumière l'impuissance du chancelier à se dominer en face des atteintes portées à son autorité, et son attitude était universellement blâmée. Il eût été juste que l'Empereur, coupable d'avoir laissé accuser publiquement son père, encourût de la part de l'opinion les mêmes blâmes que son ministre. Mais, en fait, il n'eut pas à les subir autant qu'il eût pu le craindre. On l'excusait dans une certaine mesure, en raison de l'influence que Bismarck exerçait sur lui. C'est à Bismarck qu'allèrent surtout les critiques.

Cet épisode est important, parce qu'on y voit, pour la première fois, le chancelier fournir à son maître un argument susceptible de se retourner contre lui. Au moment où l'Empereur se séparera du dictateur qu'il a toléré jusque-là, il se rappellera qu'un an avant, celui-ci l'a compromis dans cette affaire des papiers Geffeken, en provoquant maladroitement une décision judiciaire qui constituait un désaveu de la conduite du chef de l'État, constitutionnellement responsable de celle de son chancelier.

En dépit des incidens qui se déroulaient en Allemagne depuis le début du règne, l'année 1888 s'achevait sans avoir ébranlé l'ascendant du prince de Bismarck sur le souverain. Plusieurs mois devaient s'écouler avant que Guillaume II, commençant enfin à ouvrir les yeux sur les périls que faisait courir à la dynastie le despotisme du chancelier, comprît la nécessité de s'en affranchir, et entrevît la possibilité de le faire.

La question qui se pose alors est celle de savoir non pas seulement si le chancelier conservera assez d'influence pour remplir auprès du souverain, en cas de nécessité, le rôle de modérateur, mais encore s'il saura le remplir. Les courtisans, qui conservent des doutes à cet égard, rappellent à qui veut les entendre qu'au temps de Guillaume Ier, c'est l'Empereur qui modérait Bismarck, et que celui-ci, par conséquent, n'est pas préparé à la tâche que les circonstances peuvent exiger de lui. Dès lors, n'est-il pas à craindre que, s'il s'aperçoit de l'inefficacité de ses conseils de modération, au cas où il jugerait utile d'en faire entendre, il n'insiste pas et cède à toutes les volontés du maître, afin de n'être pas condamné à quitter le pouvoir, qu'il entend conserver à tout prix.

Mais ces commentaires et ces hypothèses qui, dans les

salons de Berlin et dans le monde politique, alimentaient les conversations, n'avaient trait qu'à l'avenir, et le présent ne permettait pas de prévoir le terme de la faveur du chancelier ni qu'un jour viendrait où ses conseils ne seraient plus écoutés. Le 1er janvier 1889, on eut la preuve qu'ils étaient toujours suivis. Un décret impérial décerna le grand cordon de l'Aigle Noir à l'ancien ministre de l'intérieur Puttmaker, dont Frédéric III, à son avènement, avait exigé la démission. Cette distinction accordée à un personnage qui lui avait été toujours hostile, fut considérée comme une injure à sa mémoire et une offense pour sa veuve, grief nouveau qui vint s'ajouter à tous ceux que les ennemis de Bismarck avaient accumulés contre lui. Il irrita au plus haut degré les deux impératrices douairières et peut-être, ce jour-là, l'Empereur se laissa-t-il émouvoir par leurs plaintes. Ce qui permet de le supposer, c'est que ce fut le dernier acte par lequel se manifesta l'influence souveraine de Bismarck sur Guillaume II, et que parmi ceux qui suivent, on n'en constate plus désormais aucun ayant un caractère injurieux pour ses parens.

L'année qui commence s'écoulera sans complications nouvelles entre sa mère et lui. Une réconciliation définitive s'opérera dans la famille impériale et plusieurs faits en attesteront la sincérité. C'est du reste une année toute à l'apaisement. En prévision de l'Exposition Universelle qui allait s'ouvrir à Paris, un accord semblait être intervenu entre toutes les Puissances pour faire trêve aux différends qui les divisaient. Les relations entre la France et l'Allemagne devenaient plus cordiales. Le consentement donné par le Cabinet de Berlin à l'exhumation des cendres de Lazare Carnot, demandée par le gouvernement français, qui voulait les transporter de Magdebourg au Panthéon, imprimait aux rapports des deux États un caractère de courtoisie qui était réciproquement interprété comme un désir de rapprochement. Il est au moins certain qu'il y avait une détente, et que Guillaume II s'y était prêté. Au mois de mai, en conférant la décoration de l'Aigle Noir au comte de Munster, ambassadeur d'Allemagne à Paris, il lui écrivait qu'il avait voulu le récompenser « pour le service qu'il a rendu à l'empire en maintenant la paix avec la France. » D'autre part, il se prononçait pour la suppression du régime des passeports à la frontière d'Alsace-Lorraine, et il

invitait le chancelier à lui proposer une combinaison qui atténuait les malheureux effets de ce régime arbitraire.

L'apaisement qui régnait au dehors avait sa répercussion à l'intérieur de l'empire. Dans les Chambres comme dans la presse, la politique coloniale tenait la plus grande place ; on commençait à parler de la création d'une flotte de guerre, mais ces questions ne passionnaient pas encore l'opinion. Le chancelier, on le sait, avait été toujours hostile au développement de la puissance allemande au delà des mers. Dans ses conversations avec les personnages politiques, il ne dissimulait pas son opinion. On l'avait entendu et on l'entendait encore déclarer « qu'il en avait assez des affaires coloniales. »

— Je n'en ai jamais été fanatique, disait-il, je le suis moins encore, depuis que je me vois débordé par des gens qui ont cru trouver en Afrique des trésors, des emplois, des sinécures et qui, désabusés, voudraient obliger l'État à les leur procurer. Ils auront beau faire, je ne me laisserai pas entraîner. Seulement, tout cela me fatigue et je voudrais bien me débarrasser de ce fardeau. Peut-être le pourrais-je en créant un ministère des Colonies. Mais cette création n'est pas sans danger ; elle exciterait les ambitions des marins, et nous les verrions, pour cueillir des lauriers, jeter l'Allemagne dans des aventures inextricables. Je ne comprends rien à l'engouement de l'Allemagne pour un domaine colonial.

Ces raisonnemens ne pouvaient plaire au souverain qui pensait déjà « que l'avenir de l'Allemagne était sur l'eau. » Il ne semble pas cependant que cette divergence de vues eût encore pesé sur ses rapports avec le chancelier. Il est vrai que celui-ci ne devait pas tarder à se laisser entraîner par le courant de l'opinion publique, d'où l'on peut conclure que s'il eût conservé le pouvoir, il se fût fait le défenseur des ambitions coloniales allemandes.

Entre temps, il lui arrivait encore de parler dédaigneusement de l'empereur Frédéric, comme s'il n'eût pas voulu désarmer même devant la mort. Parmi les propos qui lui ont été attribués à ce sujet, nous citons ceux qui suivent parce qu'ils résument tous les autres.

— Frédéric III se laissait guider par de médiocres conseillers et je ne parle pas des obsessions dont l'accablait sa femme. J'ai souvent remarqué qu'il était soulagé et comme réconforté

quand ma présence, auprès de lui, lui procurait un moment de répit. Au reste, il avait plus de cœur que de tête et eût fait un mauvais empereur allemand.

Cet acharnement contre la mémoire d'un mort témoignait des sentimens haineux de Bismarck, mais aussi de sa maladresse et de son défaut de clairvoyance. En s'exprimant ainsi sans mesure, il attisait les inimitiés déjà déchaînées contre lui, il en augmentait le nombre et la violence. Dans le monde de la Cour, on commençait à se demander si l'Empereur ne se lasserait pas bientôt d'entendre parler de son père avec tant d'injustice et d'amertume.

II

En étudiant avec quelque attention les incidens de toutes sortes qui, à cette époque, agitaient plus ou moins la Cour de Berlin et en les suivant dans leur succession autant qu'il est possible de le faire à travers les obscurités qui les enveloppent, on est amené à se convaincre que c'est à la date du 31 janvier 1889, que commencent à s'opérer, dans la mentalité de Guillaume II, les changemens qui vont aboutir à la disgrâce du chancelier.

Ce jour-là, arrivait à Potsdam la nouvelle du drame de Meyerling. La mort tragique et mystérieuse de l'archiduc Rodolphe d'Autriche impressionna douloureusement l'Empereur. Comme nous l'avons dit, des souvenirs communs d'enfance et de jeunesse unissaient les deux princes. Mais, depuis longtemps, les liens de leur amitié étaient détendus. Leurs relations avaient perdu tout caractère d'intimité et de confiance. Également lié avec le prince de Galles, l'archiduc s'était associé aux ressentimens que l'héritier de la couronne britannique nourrissait contre son neveu depuis que celui-ci s'était révolté contre ses parens. Il ne dissimulait pas que son inclination antérieure pour Guillaume n'existait plus. Mais l'Empereur allemand ne s'était pas détaché dans la même mesure de son ancien camarade. On en trouve la preuve dans la vivacité des regrets qu'il manifesta en apprenant sa mort. L'ambassadeur d'Autriche à Berlin en fut le témoin. L'Empereur venu en personne, pour lui communiquer le télégramme par lequel François-Joseph lui faisait part de la mort de son fils, se présenta à lui,

le visage bouleversé et les yeux remplis de larmes. Il voulait partir pour Vienne afin d'assister aux funérailles de son ami, et, s'il y renonça, ce fut sur l'instante prière de l'empereur d'Autriche, à qui l'ambassadeur avait fait part de cette intention.

L'attitude de Guillaume en cette circonstance eut pour premier effet de lui ramener le prince de Galles. Touché par les manifestations de la douleur de son neveu, l'oncle se montra moins sévère pour les actes passés et les rapports familiaux entre la Cour d'Angleterre et celle d'Allemagne ne tardèrent pas à s'en ressentir, Quand la conduite de l'Empereur fut connue, on l'interpréta comme le symptôme d'un changement dans son esprit, qui devait tôt ou tard lui suggérer le désir de se soustraire aux influences qu'il avait subies jusque là. Mais durant plusieurs mois encore, divers incidens qui se succédèrent dans la vie politique de l'Empire, ne le laissèrent pas se trahir. Ce fut d'abord le décès de l'impératrice Augusta, veuve de Guillaume Ier. Depuis trop longtemps, on attendait sa fin pour qu'elle pût produire un grand effet ; mais la Cour fut en deuil et, durant cette période, toutes les intrigues semblèrent suspendues. Commencent ensuite les visites de souverains qui viennent rendre à Guillaume II celle qu'ils ont reçue de lui. Au mois de mai, le roi d'Italie arrive à Berlin. L'Europe ne s'en inquiète pas et s'émeut seulement lorsque le bruit se répand que l'Empereur a eu la pensée de le conduire à Strasbourg, ce qui serait une provocation à la France. L'émotion ne dure qu'un jour ; elle s'apaise lorsqu'on apprend que ce projet de voyage a été abandonné. La visite de l'empereur d'Autriche qui succède à celle du roi Humbert laisse le public dans l'indifférence. On remarque seulement que, lors du banquet donné en l'honneur du visiteur, au toast de Guillaume, révélateur de son tempérament belliqueux, François-Joseph a répondu sans faire comme lui une allusion à la guerre.

Guillaume a dit :

« Mon armée a conscience qu'elle est fortement unie à la brave armée austro-hongroise pour le maintien de la paix dans nos États et que, si telle devait être la volonté de la Providence, l'une et l'autre combattraient coude à coude. »

La réponse de François-Joseph ne vise que la première partie de cette allocution et passe l'autre sous silence.

« Je bois, déclare-t-il, à la consolidation d'une union paci-

fique, si profitable au bien des alliés ainsi que de toute l'Europe. »

On ne s'inquiète donc pas plus de la visite de l'empereur d'Autriche à Berlin qu'on ne s'est inquiété de celle du roi d'Italie. On attendait avec plus de curiosité celle de l'empereur de Russie annoncée pour le mois d'octobre. On espérait qu'elle amènerait un peu de détente dans les rapports des deux pays, refroidis depuis longtemps par les diverses causes que nous avons exposées et plus récemment par les attaques de la presse allemande contre la situation financière de la Russie. Mais, après le départ du Tsar, on constate « qu'il s'est montré très froid et a laissé trop voir qu'il était venu contre son gré et uniquement par convenance, que la détente n'est qu'apparente, et que la visite ne modifie pas le fond des choses. »

Il n'y avait rien en tout cela qui pût amener un dissentiment entre l'Empereur et le chancelier. Mais, par ailleurs, des points noirs surgissaient. A la suite d'une conversation d'Herbert de Bismarck avec le grand-duc de Bade, celui-ci se plaignait à l'Empereur des impertinences du fils du chancelier dont il dénonçait « le tempérament brutal et emporté. » A cette occasion, le chancelier déclarait dans son entourage que si l'Empereur blâmait son fils, il le défendrait. « Il le considère comme le dépositaire de ses pensées intimes et le continuateur de son œuvre. » Le grand-duc signalait aussi à l'Empereur les périls de la politique agressive et funeste que Bismarck pratiquait contre la Suisse par des mesures douanières qu'il poussait jusqu'à fermer la frontière d'Argovie, au risque d'altérer les bonnes relations qui existaient antérieurement entre l'Allemagne et la Confédération helvétique et de jeter la Suisse dans les bras de la France.

L'Empereur aurait pu couper court à ces querelles en faisant acte d'autorité. Mais la conséquence ne serait-elle pas la retraite de Bismarck? Il reculait encore devant cette éventualité, ayant besoin du chancelier pour obtenir les crédits militaires qu'il demandait au Reichstag. En attendant, et tout en multipliant envers lui les témoignages extérieurs de déférence, il accomplissait certains actes sans le consulter. L'un de ces actes combla de joie les ennemis de Bismarck. Depuis longtemps, Guillaume II s'était promis de remplacer le ministre de la Guerre, le général Bronsart de Schellendorf, par un homme complètement à lui. Son choix se porta sur le général Verdy du Vernois et le chan-

celier n'en fut averti que lorsque la décision ne pouvait plus être cachée. Mais il ne laissa rien paraître de son mécontentement. Son attitude fut la même en deux ou trois circonstances où il ne put obtenir des nominations ou des révocations qu'il avait demandées comme nécessaires au bien de l'État. On eût dit qu'il redoutait de provoquer un conflit, ne pouvant plus se dissimuler que l'Empereur subissait maintenant des influences contraires à la sienne.

Il serait téméraire de prétendre dévoiler le secret des intrigues qui s'étaient nouées contre lui à la Cour de Berlin et qui devenaient de plus en plus actives. Mais toutes les informations s'accordent pour nous faire croire que le général comte de Waldersee en était l'âme. Celui-ci est encore un personnage à double face. On l'a vu tour à tour courtisan de Bismarck, en lutte avec lui, s'en rapprochant quand il croit à la durée de sa puissance et se rangeant de nouveau parmi ses adversaires quand il la sent ébranlée. Son mariage avec la veuve d'un prince de Schleswig-Holstein, grand'tante de l'impératrice Guillaume, lui a créé à la Cour une situation privilégiée. De la place qu'il occupe, il assiste aux conciliabules où sont forgées les armes qu'on utilisera contre Bismarck. Il participe aux démarches qui sont faites auprès de l'Empereur, et qui se résument dans cette question que lui posent sa mère, sa femme, et d'autres personnes de son intimité :

— Pourquoi ne régnez-vous pas effectivement et laissez-vous votre premier ministre régner à votre place? Est-il de votre intérêt de laisser derrière le trône quelque chose de plus grand que le trône?

Ces questions sont pour Guillaume un avertissement; elles inspireront désormais sa conduite; son effort tendra à se saisir absolument et complètement des rênes de l'État. A l'automne de 1889, sa résolution est devenue inébranlable. Mais il la dissimule encore, non pas seulement, comme nous l'avons dit, parce que la présence de Bismarck au Reichstag lui est nécessaire, mais aussi parce que les élections pour le renouvellement de cette assemblée doivent avoir lieu au commencement de l'année suivante et que la démission anticipée du chancelier pourrait influer sur leur résultat. Il pousse même si loin la dissimulation que, le 31 décembre, en envoyant au chancelier ses souhaits de nouvel an, il termine sa lettre par la phrase

suivante : « Je prie Dieu qu'il me conserve pendant de longues années le secours de vos conseils sûrs et dévoués dans le poste si difficile et si plein de responsabilités qui m'est échu comme chef d'Empire. » Mais, quoi qu'il en dise, il est visible que, dès ce moment, dans sa pensée, le prince de Bismarck est condamné à se soumettre ou à se démettre, car, ainsi que l'Empereur le dira bientôt, il s'agit de savoir si c'est la dynastie des Bismarck qui régnera sur l'Allemagne ou celle des Hohenzollern.

Au moment où la question se posait avec cette rigueur, les luttes électorales engagées de toutes parts sur l'étendue de l'Empire attestaient les progrès vertigineux du socialisme. La levée de boucliers de la classe ouvrière se traduisait en Westphalie par un formidable mouvement gréviste. Les classes dirigeantes s'en alarmaient. Elles se croyaient menacées des plus grands dangers, « peut-être même d'un massacre. » Les inquiétudes de l'Empereur n'étaient pas moindres. Il ne les dissimulait pas, mais il croyait à la possibilité de conjurer le péril en allant lui-même au-devant des revendications ouvrières pour leur donner satisfaction dans ce qu'elles avaient de légitime.

— Si nous ne le faisons pas, disait-il, il se trouvera dans le Reichstag une majorité pour le faire et nous serons obligés de suivre, ce qui nous entraînera plus loin qu'il ne convient d'aller. Étudions donc les réformes qui peuvent être faites sans dommage pour la sécurité de l'État et annonçons-les avant les élections.

Bismarck n'avait jamais été partisan des concessions et des accommodemens quand ils semblaient lui être imposés. Lorsque, au mois de décembre, l'Emperour, après s'être enquis de la situation des ouvriers dans tous les pays, lui fit part de ses desseins, il protesta. Céder aux demandes des socialistes, fussent-elles modérées, c'était ouvrir la porte à toutes leurs exigences et se mettre dans l'impossibilité d'y résister. Il ne voulait voir, quant à lui, dans les revendications ouvrières qu'une révolte qu'il fallait écraser avant qu'elle ne se développât. Il fallait présenter au nouveau Reichstag dès ses premières réunions, une loi très sévère contre les socialistes, le mettre en demeure de la voter, et, s'il s'y refusait, prononcer sa dissolution, après quoi, on réprimerait par la force les soulèvemens qui pourraient se produire.

L'Empereur répliqua énergiquement qu'il n'entrerait pas dans cette voie.

— Mon grand-père, au terme d'un règne glorieux, aurait pu le faire, s'il y avait été contraint. Mais si j'agissais de la sorte au début du mien, on m'accuserait de l'inaugurer en massacrant mes sujets. Je suis prêt à recourir à toutes les mesures qu'exigerait la défense de ma couronne, mais je suis résolu à n'y recourir qu'après avoir tout fait pour répondre aux réclamations légitimes des ouvriers.

Ce débat se renouvela à plusieurs reprises sans qu'aucun des deux interlocuteurs se rallièt à l'opinion de l'autre. Le dissentiment s'aggrava, lorsque l'Empereur, voulant mettre en pratique ses projets, demanda dans une réunion de ministres qu'on lui présentât deux décrets qui en préparaient l'exécution. Par le premier, le chancelier de l'Empire serait invité à demander officiellement à la France, à l'Angleterre, à la Belgique et à la Suisse, si elles consentiraient à entrer en négociation avec l'Allemagne, en vue d'une entente internationale sur les moyens de donner satisfaction aux vœux des travailleurs. L'adhésion de ces États une fois acquise, on inviterait les gouvernemens qui attachaient un égal intérêt à la question ouvrière, à se réunir en conférence à Berlin pour aviser aux moyens de la résoudre. Le second décret ordonnerait au ministre des Travaux publics de dresser le programme d'une enquête sur le même objet, dont les études préliminaires seraient présidées par l'Empereur en conseil d'État avec l'adjonction de personnes compétentes.

La résistance du chancelier fut plus énergique qu'elle n'avait été la première fois; mais elle n'ébranla pas la volonté de l'Empereur. Les rescrits impériaux furent promulgués le 6 février 1890. Déjà la réunion de la conférence était assurée par l'adhésion officieuse des gouvernemens au concours desquels le Cabinet de Berlin avait fait appel. D'après Hohenlohe, Bismarck, dépité, aurait annoncé à l'Empereur l'intention de se retirer. Mais, changeant d'avis au bout de quelques jours, il avait déclaré que, décidément, il restait à son poste. L'Empereur, quoique déçu, s'était résigné à attendre une autre occasion. Il importait à la gloire impériale que la chute du dictateur se produisît en des conditions telles qu'elle ne pût être imputée qu'à lui-même.

Ces incidens avaient eu un trop grand retentissement pour ne pas ranimer les espérances de ses ennemis. Le bruit de sa retraite prenait de jour en jour plus de consistance; mais, s'il

avait cru qu'en le faisant répandre, il provoquerait une manifestation en sa faveur, il devait reconnaître qu'il s'était trompé. Les journaux envisageaient et discutaient l'éventualité de sa démission comme une chose prévue, et le public y semblait tout à fait résigné. Les élections avaient eu lieu et elles augmentaient considérablement le parti socialiste dans le Reichstag; l'effroi se répandait à travers l'Empire; à la Cour, les gens redoutaient « d'être mis à la lanterne. » On approuvait donc l'Empereur de chercher à résoudre pacifiquement la question sociale et d'essayer de créer un terrain d'entente avec la nouvelle majorité. On blâmait la résistance du chancelier et nulle part, bien que les journaux à ses gages eussent pris sa défense, on ne se contraignait plus pour blâmer son attitude et même pour le railler en présence de l'Empereur devant qui, quelques semaines plus tôt, les plus hardis n'auraient osé le faire.

Un soir qu'il y avait au ministère de la Guerre un dîner officiel auquel assistait le souverain, Mme de Verdy du Vernois, placée entre lui et le comte de Waldersee, causait librement du prince de Bismarck. Son mari, ayant surpris ses paroles, lui cria à travers la table d'un accent de gaieté :

— Prenez garde, ma chère, de ne pas vous compromettre; les journaux vont vous attaquer.

L'Empereur, loin de trouver mauvaise la plaisanterie, l'approuva en éclatant de rire. Il n'ignorait pas que le ministre de la Guerre était en communauté de vues avec les adversaires de Bismarck.

Tout conspirait maintenant contre le chancelier. Ses rapports avec l'Empereur devenaient de plus en plus difficiles et pénibles.

— Nous sommes dans une mauvaise passe, le chancelier et moi, disait Guillaume II.

Mais Bismarck ne se tenait pas pour battu; il redoublait d'activité et d'audace et se flattait de faire avorter la conférence en provoquant le refus des gouvernemens qui étaient invités à y prendre part. C'est dans ce dessein qu'au lendemain de la publication des décrets impériaux, il mande d'urgence à la chancellerie le ministre de Suisse, M. Arnold Roth.

— Voici pourquoi je vous ai fait appeler, lui dit-il. Vous savez que l'Empereur tient à ce que la conférence ouvrière se réunisse

à Berlin. Or, jusqu'à ce jour, votre pays a eu le privilège d'être choisi comme lieu de réunion pour les conférences internationales non politiques. Ce privilège, le gouvernement fédéral ne peut s'en laisser dépouiller. Il se priverait d'une de ses plus flatteuses prérogatives s'il admettait qu'une réunion de l'importance de celle dont il est question puisse siéger ailleurs qu'à Berne. Je vous engage donc à réclamer pour votre pays l'honneur d'offrir l'hospitalité aux délégations que l'Empereur a le tort de vouloir réunir à Berlin.

Effaré d'une telle suggestion, le diplomate suisse ne peut que balbutier quelques mots. Il en référera à son gouvernement et communiquera au chancelier la réponse qu'il en aura reçue. Mais, rendu à lui-même et après réflexion, il décide qu'il n'en fera rien. Jusqu'à nouvel ordre, il gardera la proposition pour lui. Il n'ignore pas que le chancelier est opposé à ce projet de conférence, et il juge imprudent de se faire son complice dans des efforts qui ont pour but de battre en brèche la volonté de l'Empereur.

Quant à Bismarck, il poussera plus loin ses intrigues.

Le 10 février dans la matinée, l'ambassadeur de France, M. Jules Herbette, enfermé dans son cabinet avec M. Alfred Dumaine, premier secrétaire de l'ambassade, était en train de dépouiller le courrier du jour, lorsqu'un domestique vint annoncer un visiteur. Il s'était exprimé en langue allemande, et l'ambassadeur ne la comprenait pas.

— Qui annonce-t-on ? demanda-t-il à M. Dumaine.

— J'ai cru comprendre que c'est le chancelier.

Le chancelier ! Que venait-il faire à cette heure matinale, lui dont les visites aux ambassadeurs étaient si rares ! Mais, au même instant, sa haute et large silhouette se dressait dans l'encadrement de la porte. Il avait suivi le domestique et se présentait derrière lui comme un familier de la maison. Resté seul avec l'ambassadeur, il exposa l'objet de sa visite.

— Je viens m'excuser auprès de vous des embarras que la proposition de l'Empereur doit vous causer. La conférence projetée ne peut avoir aucun résultat pratique. Mais son échec pourra laisser des nuages dans les relations de l'Allemagne avec les gouvernemens à qui l'on reprocherait de l'avoir provoqué. Mieux vaudrait que ceux qui ne veulent pas de l'article premier du programme touchant la journée de huit

heures déclinassent, dès maintenant, leur participation. C'est sans doute ce que fera l'Angleterre. A votre place, j'agirais de même. Je ne me considérerais pas comme obligé, par une adhésion antérieure à la conférence de Berne, à venir délibérer sur les mêmes matières à Berlin.

Après avoir développé avec autant de feu que de conviction feinte les raisons de sa manière de voir, il ajouta :

— Ma démarche doit vous surprendre. Mais elle m'est dictée par le sincère désir qu'il ne s'élève pas de nuages entre nos deux pays.

Puis, comme pour marquer à l'ambassadeur qu'il lui parlait en toute franchise, il poursuivit :

— Depuis vingt-huit ans que je suis à la tête des affaires, mes plus grosses difficultés ont été à l'intérieur. Avec le *vieux*, cela allait encore, mais avec le *jeune*, la besogne est un peu lourde : il croit tout savoir et ne tient aucun compte de l'expérience. Dans la voie des réformes sociales, il est poussé par le roi de Saxe et le grand-duc de Bade qui ne sont pas des aigles. Ils ont voulu me convertir à leur système, mais ils m'ont fatigué inutilement, car je ne m'y rallierai jamais.

Il parlait d'abondance, familièrement, d'un accent où l'ironie et le rire alternaient avec les phrases comme pour leur donner la physionomie d'une confidence amicale, d'un conseil émis spontanément dans l'entraînement d'une bienveillance désintéressée. L'ambassadeur n'avait rien répondu, si ce n'est qu'à Paris, l'opinion du chancelier serait prise en sérieuse considération. Il s'efforçait surtout de cacher l'émotion et la surprise que déchaînaient en lui les propos qu'il venait d'entendre et la démarche de ce tout-puissant ministre qui, avec une audace imprudente, ne craignait pas de quémander l'appui d'un gouvernement étranger contre la politique de son souverain et poussait l'incohérence jusqu'à oublier qu'il avait si souvent traité en ennemi ce gouvernement dont il sollicitait aujourd'hui la complicité. Mais l'ambassadeur n'était pas au bout de ses étonnemens.

Comme le chancelier s'était levé pour prendre congé de lui et comme il se préparait à le reconduire, il le vit se planter devant deux tapisseries des Gobelins qui ornaient le salon. Elles représentaient des scènes mythologiques. Sur l'une, c'était la première rencontre de Médée avec Jason ; sur l'autre, l'incendie

de Corinthe, allumé par Médée lorsqu'elle cherche à se venger de Jason qui l'a abandonnée pour Créuse. A la demande du chancelier, l'ambassadeur lui expliqua le sujet de ces admirables compositions. Tout en les contemplant, Bismarck rappela que, d'après la légende, les deux amans, après ce déchaînement de colère, se sont réconciliés, et il se mit à fredonner :

Et l'on revient toujours
A ses premiers amours.

Puis, après un court silence, il reprit :

— Qui sait s'il n'en sera pas ainsi pour moi?

Quel aveu et combien inattendu! Depuis plusieurs semaines, dans le monde officiel, on se chuchotait à l'oreille que les dissentimens de l'Empereur avec son ministre, sur la question ouvrière, avaient dégénéré en débats violens tournant à la brouille. Mais ce n'étaient là que des rumeurs difficiles à contrôler, et voici que le chancelier en revélait l'exactitude en rappelant, dans un refrain d'opéra-comique, qu'entre gens qui se sont aimés, les pires querelles se dénouent souvent par une réconciliation. S'il prévoyait qu'il en serait ainsi pour lui, c'est que la brouille existait ou tout au moins s'annonçait.

Après qu'il se fut retiré, l'ambassadeur rappela M. Dumaine.

— Mettez-vous là, lui dit-il, en désignant son bureau. Il faut que j'envoie un rapport à Paris. Mais je vais vous le dicter, car je suis trop ému pour l'écrire moi-même.

Il ne le fut pas moins, lorsque, six jours plus tard, il vit réapparaître le prince de Bismarck et l'entendit lui dire qu'il avait changé d'avis.

— Mon maître est plus engagé que je ne croyais ; il tient à sa conférence, et je pense qu'il faut lui donner cette satisfaction.

— Ce n'était pas votre opinion, mon prince, lorsque vous m'avez fait l'honneur de votre visite, objecta l'ambassadeur.

— C'est vrai, avoua Bismarck. J'ai cédé, ce jour-là, à un mouvement d'irritation. J'étais décidé à me retirer avec éclat après les élections générales du Reichstag. Mais on m'a demandé de patienter encore. Aujourd'hui, je crois plus avantageux que la conférence ait lieu, vu les dispositions de l'Empereur. Votre gouvernement n'a pas encore pris de parti. Rien ne l'empêche donc de se décider dans un sens ou dans un autre. Acceptez

donc de vous y rendre. Elle-même prouvera sen inutilité; l'Empereur changera de marotte et passera à d'autres occupations. Rappelez-vous que, pour une fenêtre, Louvois a été cause de la guerre du Palatinat. C'est au nom de la paix de l'Europe que je vous demande de ne pas jeter l'Empereur dans le désœuvrement, en empêchant par votre abstention la réunion de la conférence de Berlin.

Il osait prier au nom de la paix, lui qui tant de fois, pour les nécessités de sa politique, avait recouru aux menaces de guerre! On ne pourrait que s'en indigner si, dans l'adjuration qu'il adressait au représentant de la France, n'apparaissait le mensonge. Ce n'est pas dans l'intérêt de la paix qu'il faisait volte-face, mais parce qu'il s'était convaincu que sa résistance se briserait contre la volonté de l'Empereur. Cette volonté, à quelque temps de là, allait s'exprimer à la Diète de Brandebourg, sous une forme impétueuse. Le 5 mars, au banquet de la session, Guillaume II, en terminant un discours en lequel il s'engage à « gouverner miséricordieusement et avec justice pour le bien de son peuple, » s'écriera : « Tous ceux qui voudront m'aider dans ce grand devoir, ceux-là seront les bienvenus; mais ceux qui feront obstacle à mes désirs, je les mettrai en pièces. » En présence des dispositions que trahit ce langage véhément, Bismarck, qui les connaissait, s'était dit qu'à prolonger sa résistance, il jouerait trop gros jeu et, après réflexion, il se soumettait. En cette circonstance comme en tant d'autres, il s'inspirait de son intérêt personnel ou, pour mieux dire, de son fougueux désir de conserver le pouvoir. Durant les dernières années de sa dictature, ce désir a été le mobile de toutes ses actions.

III

Au commencement du mois de mars, les délégués des Puissances qui avaient accepté de prendre part à la conférence ouvrière étaient salués, en arrivant à Berlin, par les rumeurs auxquelles donnaient lieu la probabilité et l'imminence de la retraite du chancelier. On en parlait publiquement, sans que l'opinion eût l'air de s'émouvoir d'un événement qui, l'année précédente, à la même époque, eût provoqué dans toute l'étendue de l'Empire des protestations et des regrets. On ne s'était

pas étonné alors que Guillaume II prodiguât au prince de Bismarck, sous des formes exceptionnelles, des témoignages de confiance et de gratitude pour le dévouement dont son futur ministre lui avait donné tant de preuves sous le règne de Frédéric III. Sans doute, on pouvait reprocher à Bismarck d'avoir manqué de générosité envers le souverain en train de mourir. Mais l'opinion le lui avait promptement pardonné. Elle s'était rangée du côté de la force et laissé émouvoir par le « touchant spectacle » qu'offrait le jeune Empereur s'appuyant sur le vieux chancelier. Elle les voyait dans cette attitude rassurante, à travers les mirages de leur lune de miel. Moins d'une année avait suffi pour dissiper ces mirages et les noyer dans les ombres de la lune rousse.

Ces ombres s'épaississaient de plus en plus. Sur le dissentiment auquel avait donné lieu entre l'Empereur et le chancelier la question ouvrière, se greffaient maintenant d'autres querelles qui mettaient en conflit la volonté du maître avec celle du serviteur. Pour faire triompher la sienne, celui-ci déployait toute son énergie. Mais il rencontrait devant lui, pour la première fois, une résistance opiniâtre qui le surprenait, le déconcertait, l'irritait, et dont, malgré tout, il ne renonçait pas à avoir raison. Malheureusement, plus il se maintenait dans son intransigeance et plus la volonté impériale s'accusait et se dressait devant lui comme une force invincible.

C'est ainsi que, le 15 mars, l'Empereur, apprenant par les espions attachés aux pas du chancelier que le député Windthorst, chef du parti du Centre au Reichstag, avait été reçu par lui, demandait à l'improviste un rapport sur leur entrevue. Offensé par cette demande, Bismarck le prenait de haut et répondait par un refus, alléguant que ses relations avec les députés ne devaient être soumises à aucun contrôle. Un débat s'engageait.

— C'est mon droit de tout savoir, déclarait l'Empereur.

— C'est le mien de garder la liberté de mes rapports avec les Chambres, répliquait Bismarck.

Devant l'insistance qui lui était opposée, il perdait patience, se répandait en récriminations, se plaignait d'être espionné et, la colère dans les yeux, la pâleur au visage, il menaçait de sa démission, s'oubliant jusqu'à frapper du poing la table impériale.

— J'ai cru, disait l'Empereur, qu'il allait me jeter l'encrier à la tête.

Le bruit de cette querelle arrivait jusqu'aux salons d'attente où se trouvaient réunis les dignitaires et les aides de camp de la maison de l'Empereur. Ils voyaient le chancelier sortir furibond de l'audience et recueillaient au passage, tombés de sa bouche convulsée, des mots tels que ceux-ci :

— Il me dit toujours qu'il m'aime. Que m'importe, s'il ne m'écoute pas !

Il ajoutait qu'il ajournerait sa retraite jusqu'au mois de mai, afin qu'elle ne parût pas lui être imposée par le résultat des élections.

— Alors, s'il persiste à ne pas m'écouter, je me retirerai, quoi qu'il fasse pour me retenir. Quand il voudra me rappeler, ce sera trop tard.

Une telle situation, semble-t-il, ne pouvait se prolonger. Cependant l'Empereur usait de patience. Pour mettre cette patience à bout, il fallut un autre incident.

Encore à cette époque, ses relations avec le chancelier et avec les autres ministres étaient réglées par une ordonnance, en date de 1852, à laquelle, depuis cette époque, il n'avait été jamais porté atteinte. Elle stipulait que les rapports officiels des ministres à l'Empereur devaient être soumis préalablement au chancelier et revêtus de son visa, avant d'être envoyés au souverain. Au début de son règne, Guillaume II avait subi cette loi, sans paraître impatient de l'abroger. Brusquement, il exigea, non comme une condescendance accidentelle consentie à son égard, mais comme une prérogative souveraine, que les rapports ministériels lui fussent adressés directement, en dehors même du chancelier. Cette fois, l'atteinte aux droits de celui-ci ne se dissimulait plus. C'était son pouvoir constitutionnel qui était ébranlé. Il le faisait remarquer à l'Empereur, et, comme Sa Majesté ne semblait pas touchée par cette objection, son emportement ne connaissait plus de bornes, et il s'écriait :

— Devant de telles exigences, je ne puis plus gouverner, et j'aime mieux donner ma démission.

L'Empereur ne répond pas, mais son silence est significatif. Il veut dire : « Comme vous voudrez. » Bismarck ne comprend pas et se retire, convaincu que l'Empereur n'osera pas se priver de ses services. Rentré à la chancellerie, il rédige un

rapport dans lequel il expose les origines de l'ordonnance de 1852, et développe les raisons qui, selon lui, en nécessitent le maintien. Une heure après, il reçoit la visite du général Hahnke, aide de camp de l'Empereur, qui vient lui demander sa démission, annoncée par lui. Il est stupéfait d'avoir été pris au mot et se refuse à croire que la résolution de l'Empereur est définitive.

— J'irai voir Sa Majesté, dit-il à l'aide de camp.

Mais lorsque, bientôt après, il se présente au palais, on lui répond :

— Sa Majesté est sortie.

Il comprend alors qu'il n'a plus rien à attendre, et il consacre plusieurs heures à rédiger la lettre par laquelle il se démet de ses fonctions. Le lendemain, 18 mars, quand le général Hahnke, accompagné cette fois du conseiller privé de Lucanus, vient réitérer l'ordre impérial, la lettre est prête, et Bismarck la remet à l'envoyé du palais.

Elle est trop longue pour être reproduite ici ; elle figure d'ailleurs dans les Mémoires du chancelier, recueillis par Maurice Busch, et n'apprendrait rien à nos lecteurs que ne leur aient appris les pages qui précèdent. Le démissionnaire s'applique à démontrer que révoquer l'ordonnance de 1852 équivaudrait à détruire dans le gouvernement l'unité nécessaire, et que, quant à lui, il ne peut accepter cette diminution de pouvoir. Les dernières lignes de sa lettre révèlent son état d'âme au moment où sa démission lui est arrachée et l'effort qu'il fait pour prouver qu'elle n'est pas volontaire.

« Si j'en crois mes impressions pendant cette dernière semaine et les communications qui m'ont été faites hier par le Cabinet civil et militaire de Votre Majesté, je suis persuadé que j'entre dans les vues de Votre Majesté, en donnant ma démission, et je puis donc compter avec certitude sur son acceptation. Il y a déjà un an que j'aurais demandé à Votre Majesté d'être relevé de mes fonctions, si je n'avais pas cru que Votre Majesté désirait profiter encore de l'expérience et de la capacité d'un fidèle serviteur de ses prédécesseurs. Maintenant, je suis sûr que Votre Majesté n'a pas besoin de moi et je puis me retirer de la vie politique sans craindre que l'opinion ne juge ma décision trop hâtive. »

Presque aussitôt sa démission est officiellement acceptée. La

lettre impériale qui le lui fait savoir, le 19 mars, lui confère le titre de duc de Lauenbourg. Loin de lui être agréable, la distinction honorifique dont il est l'objet accroît son ressentiment. Il ne peut la refuser, il est même tenu d'en remercier l'Empereur, mais, en le remerciant, il lui demande la permission de ne porter à l'avenir que le nom et le titre qu'il a toujours portés.

Sa réponse partie, on l'entend murmurer :

— Il verra bien qu'on ne remercie pas un Bismarck de cette façon.

Puis, comme l'Empereur. en lui écrivant, a exprimé, assez hypocritement d'ailleurs, le regret de n'avoir pu le décider à retirer sa démission, il fait insérer, dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, une note contestant l'assertion de la lettre impériale et constatant qu'aucune instance n'a été faite auprès de lui pour le retenir.

A dater de ce moment et jusqu'au jour de son départ, il affectera, malgré ses soixante-quinze ans, de se montrer dans les rues de Berlin et dans plusieurs salons, afin de prouver que, contrairement à ce que prétendent les gens de la Cour, il ne se retire pas pour des raisons de santé. Peut-être espère-t-il provoquer en sa faveur une manifestation populaire. Mais il ne s'en produit aucune, et il peut constater que le peuple ne se soulèvera pas sur son passage pour protester contre sa démission. Il ne lui reste donc plus qu'à se résigner à l'inévitable destin. Mais il n'est pas préparé à subir la mauvaise fortune; il ne se résigne pas avec le calme et la dignité qui ennobliraient sa retraite. La colère qu'il ne cherche pas à dissimuler s'envenime de la menace de ne pas désarmer. Il ne craint pas de laisser répandre que, pour démontrer combien est odieux et gros d'ingratitude le procédé dont il est victime, il publiera certains papiers qui sont en sa possession. Il en fait même publier un. C'est une lettre de Guillaume Ier en date du 26 juillet 1872, dans laquelle, en lui envoyant un vase d'art à l'occasion de ses noces d'argent, le souverain le prie de l'accepter en souvenir de lui et ajoute : « Il vous redira tout ce que la Prusse vous doit pour l'avoir élevée au pinacle où elle se trouve maintenant. »

Cette publication, qui semble en présager d'autres moins inoffensives, décide l'Empereur à lui faire rappeler par le directeur de son Cabinet civil que les lois en vertu desquelles le comte d'Arnim a été condamné sont encore en vigueur.

Bismarck se le tient pour dit, mais son irritation s'accroît; elle se communique à son entourage avec si peu de retenue que lorsque arrive chez Mme de Bismarck un portrait de l'Empereur envoyé par Sa Majesté à titre d'hommage amical, elle s'écrie :

— Qu'on l'emporte à Friedrichsruhe et qu'on le mette à l'écurie.

Sur les incidens qui précédèrent et suivirent la démission du chancelier en ces heures troublées, il existe plusieurs versions. Mais, fréquemment, elles se contredisent et il est assez difficile d'en faire jaillir la vérité. Il en est particulièrement ainsi pour ce qui s'est passé alors, entre lui et l'impératrice Victoria. On a raconté qu'il avait osé lui demander de plaider sa cause auprès de l'Empereur. Mais le prince de Hohenlohe dément ce dire. A l'en croire, c'est l'Impératrice qui aurait demandé au chancelier disgracié si elle pouvait l'aider en quelque chose et il aurait répondu :

— Je ne demande que de la compassion.

Ces deux récits paraissent également invraisemblables et sans doute c'est entre l'un et l'autre qu'il faut chercher la vérité. D'une part, Bismarck était possédé de trop d'orgueil pour s'abaisser à une démarche aussi humiliante auprès d'une femme, à laquelle il avait fait trop de mal pour espérer qu'elle le lui pardonnerait. D'autre part, on ne se figure pas cette princesse lui offrant spontanément de lui venir en aide, alors qu'elle se réjouissait de sa chute, ainsi qu'elle le déclarait elle-même à Jules Simon (1). En sa qualité de président de la délégation française à la Conférence ouvrière qui se réunissait à Berlin au même moment, il était allé lui rendre hommage. « Elle était satisfaite, raconte-t-il, de la disgrâce de son plus terrible ennemi, » quoiqu'elle considérât comme téméraire l'initiative qu'avait prise son fils en faisant des avances aux socialistes. Elle n'a donc pu vraisemblablement offrir son secours à Bismarck et celui-ci, par conséquent, n'a pas eu à le décliner. Ce qui sans doute est plus vrai, c'est que la princesse lui a exprimé le regret qu'en détruisant systématiquement son autorité maternelle, il l'ait mise dans l'impossibilité d'exercer une influence en sa faveur. Du reste, ce regret, à supposer qu'elle l'ait exprimé, n'a pu être que platonique, une parole de courtoisie qui ne lui était

(1) Voir le volume II de ses *Mémoires : Le Soir de ma journée.*

pas dictée par son cœur encore tout endolori des coups que lui avait portés le chancelier. Ce qui le prouve, c'est que plus tard certains publicistes ont pu rappeler sans être démentis que, lorsqu'elle parlait de ces choses, elle justifiait son ressentiment en montrant la dépêche brutale et cruelle qu'à la veille de la mort de Guillaume Ier, Bismarck avait envoyée à son mari à San-Remo pour lui ordonner, au nom de l'Empereur mourant, de rentrer immédiatement a Berlin. En montrant cette dépêche, elle disait :

— Dieu nous a vengés.

En ce qui touche les témoignages révélateurs de la colère de Bismarck, nous pouvons être plus affirmatif. Ici en effet, c'est lui-même qui par sa parole a dissipé à l'avance toutes les obscurités. L'ambassadeur de France étant allé le voir le 22 mars, il commence par lui déclarer, plus ou moins sincèrement, qu'il a toujours hautement apprécié les Français.

— Si les nécessités de la politique et les intérêts de mon pays m'ont forcé de les combattre, si même les discours parlementaires et les formes oratoires m'ont entraîné à des appréciations peu obligeantes, je n'ai jamais eu de haine contre eux; j'ai toujours pensé que je m'entendrais plus volontiers avec eux qu'avec d'autres. Vous avez bien dû vous en apercevoir.

L'ambassadeur n'est pas convaincu par ce regret tardif; mais la politesse l'oblige à feindre d'y croire. Bismarck mis en confiance continue avec la vivacité d'un homme qui éprouve le besoin de laisser son cœur déborder :

— Vous seriez surpris si je n'étais pas blessé de la désinvolture avec laquelle l'Empereur s'est débarrassé de moi comme d'un mentor incommode. J'étais un écran qui voilait ses rêves de gloire. Espérons qu'il n'épuisera pas le dévouement monarchique de son peuple, si profond qu'il soit. Quelle politique va-t-on faire maintenant? Je l'ignore, mais je ne suis pas surpris que mon fils désire s'en rendre compte avant de rester au service, même comme ambassadeur.

Ici encore il ne se départait pas de sa vieille habitude de dissimuler la vérité. Il est probable qu'Herbert de Bismarck, eût-il été libre de conserver ses fonctions, aurait considéré comme un devoir de suivre son père dans sa retraite. Mais il était averti qu'il ne les conserverait pas. L'Empereur était très excité contre lui; il le rendait même responsable de certaines

incartades qu'ils avaient commises ensemble comme, par exemple, leur conduite à Rome, lors de la visite à Léon XIII. En annonçant qu'il se retirait avec son père, Herbert de Bismarck ne faisait que devancer un arrêt auquel il n'aurait pas échappé.

Nous trouvons d'autres preuves de la colère de Bismarck, dans les propos qu'il tenait à Maurice Busch en lui annonçant sa démission.

— C'est maintenant un fait accompli. Ah! les choses ont été plus vite que je ne croyais. J'avais d'abord pensé qu'il me serait reconnaissant si je restais encore quelques années auprès de lui, mais je me suis aperçu qu'il n'avait qu'un désir, celui de se débarrasser de moi pour gouverner seul avec son propre génie, dans sa seule gloire. Il en a assez du vieux mentor; il lui faut maintenant des agens plus dociles. Mais, moi je ne puis me résoudre à plier le genou devant lui, à me coucher sous la table comme un chien. Et puis j'en ai assez des intrigues de Cour, assez de toutes leurs insolences, assez d'être espionné. Ma retraite est définitive. Je ne veux pas prendre à mon compte, comme couronnement de ma carrière, les bévues d'un esprit présomptueux et inexpérimenté.

L'état d'âme que trahit ce langage sera désormais celui du prince de Bismarck; jusqu'à la fin de sa vie, il ne décolérera plus, et, sous l'empire de ses emportemens, il englobera dans la même critique amère et railleuse les trois souverains qu'il a servis.

— J'ai vu trois rois pour ainsi dire nus, rappelle-t-il un jour, et je dois dire que ces trois messieurs ne m'ont pas toujours montré quelque chose de bien beau.

Au cours des événemens que nous rappelons, et dont le dénouement remplit un espace de huit journées, les délégués à la conférence ouvrière, arrivés à Berlin, se préparaient à commencer leurs travaux. On sait que la délégation française était présidée par Jules Simon. Elle avait été reçue par le prince de Bismarck. Non content d'offrir à la conférence, pour y tenir ses réunions, un salon du palais de la chancellerie, il avait invité ses membres à dîner pour le 19 mars. Sa démission étant officielle ce jour-là, ainsi que la nomination de son successeur, le général de Caprivi, ses invités s'attendaient à être contremandés. Mais il n'en fut rien, et, le soir venu, ils se trouvèrent réunis à la table du prince de Bismarck.

Il eut le bon goût de ne pas récriminer devant eux. Comme

si la présence d'un brillant causeur tel que Jules Simon l'eût mis en verve, il fut éblouissant d'esprit et de gaieté. Laissant entendre qu'il se retirait volontairement parce que, à son avis, l'Empereur faisait trop de concessions aux socialistes, il se disait content de revoir ses terres et de pouvoir s'en occuper après les avoir si longtemps négligées; son fils Herbert « n'aimait pas la politique » et aurait plaisir à se retirer avec lui. Durant toute la soirée, il tint ses convives sous le charme de sa parole, « surtout, nous dit l'un d'eux, lorsqu'il donnait la réplique à Jules Simon. »

Ils le revirent le lendemain dans les mêmes dispositions. Ils étaient en séance à la chancellerie lorsqu'il entra, précédant un personnage en uniforme de général.

— Je vous demande pardon de vous déranger, messieurs, dit-il; j'y suis obligé pour montrer les appartemens à mon successeur.

Il le désigna et le nomma : c'était le nouveau chancelier, Caprivi.

Maintenant, les événemens vont se précipiter. La démission est un fait accompli et l'ex-chancelier ne s'occupe plus que de son déménagement, opération laborieuse, puisque, de son propre aveu, elle comprend trois cents caisses ou malles et « plus de treize mille bouteilles de vin. » Dans les caisses, se trouvent des dossiers volumineux, formés de toute sa correspondance depuis trente ans. Il emporte ces paperasses à Friedrichsruhe dans le dessein d'écrire ses Mémoires.

Le 27 mars, son départ étant fixé au surlendemain, il va prendre congé de l'Empereur. Sa voiture est précédée et suivie de deux sergens de ville à cheval ; « ils ont l'air de conduire un prisonnier. » Le lendemain, les journaux à ses gages diront que l'Empereur l'a retenu plus d'une heure et lui a fait les plus touchans adieux. Mais les familiers du palais savent qu'il n'en est rien : « L'audience n'a pas duré plus d'un quart d'heure et a été surtout remarquable par son caractère glacial. » Mais, à sa sortie, l'ex-chancelier est dédommagé par les acclamations d'une foule immense qui lui jette des fleurs et fait mine de dételer les chevaux afin de traîner elle-même sa voiture. Cette manifestation a été organisée par les amis de Bismarck, quoique leur nombre, en ces derniers jours, ait considérablement décru. Le bruit court qu'ils ont voulu faire pièce à l'Empereur, peut-

être même lui donner une leçon. Mais, quelques minutes plus tard, apparaît l'Empereur en équipage de gala et il est accueilli par des cris enthousiastes.

Enfin, le 29 mars, a lieu le départ pour Friedrichsruhe. Vers la fin de l'après-midi, les membres de la conférence ouvrière sont réunis à la chancellerie. Tout à coup, un huissier du Cabinet se présente et annonce que le prince de Bismarck va quitter le palais pour se rendre à la gare. Tout le monde se précipite aux croisées. La rue est noire de la foule qui s'y est rassemblée. A la vue de l'ex-chancelier, elle pousse une clameur formidable en témoignage d'admiration et de regrets. C'est à grand'peine que les agens de police ouvrent dans ses rangs un passage à la voiture. Au moment où elle s'éloigne, un fonctionnaire de la chancellerie, qui d'une croisée contemple ce spectacle, se penche vers son voisin, l'un des secrétaires de l'ambassade de France et lui dit en poussant un soupir de soulagement :

— C'est heureux que nous soyons enfin délivrés de cet homme-là.

Quelques jours avant, il écrivait au chancelier pour le remercier de sa bienveillance à laquelle il devait l'emploi qu'il occupait.

A la gare, devant le perron, un escadron de cuirassiers rend les honneurs. Le prince le passe en revue, puis il pénètre sur le quai où l'attendent pour le saluer les membres du Corps diplomatique. Il les remercie et leur serre la main. Herbert de Bismarck marche derrière son père; la mine hautaine et railleuse, il salue, lui aussi, et on l'entend à deux reprises murmurer du bout des lèvres :

— *E finita la commedia.*

Bientôt après le train s'ébranle aux sons d'une musique militaire; un témoin constate qu'elle joue une marche funèbre.

Quelques jours avant que n'eût lieu ce départ sensationnel, Guillaume II écrivait au roi de Saxe à propos de la démission du chancelier :

« J'ai vraiment traversé de cruelles épreuves et passé des heures bien pénibles. Mon âme est aussi triste que si j'avais perdu de nouveau mon grand-père. Mais Dieu en a décidé ainsi; je dois me soumettre, quand même je devrais succomber sous le poids de mon fardeau. »

Le jour du départ de Bismarck, les membres de la confé-

rence étaient invités à une « soirée de bière, » *bierabend*, donnée en leur honneur au palais impérial.

— Je veux vous montrer ce que c'est, avait dit familièrement l'Empereur à Jules Simon.

Au palais, un grand salon avait été aménagé en salle de brasserie, avec sur chaque table un verre de bière, une coupe de champagne et un cigare. C'est dans ce cadre que, de neuf heures du soir à une heure du matin, Guillaume II retint ses invités, et sans doute son âme avait cessé d'être triste, car ses regards, ses paroles, ses gestes, tout son être en un mot trahissaient un contentement sans limites. Il s'agitait, allait, venait, interpellait les gens, proclamant la nécessité de venir en aide aux ouvriers, remerciant Jules Simon de l'aider dans cette tâche, lui en attribuant l'honneur, rieur et bruyant, tout débordant de joie triomphante, non la joie d'un bienfaiteur qui se réjouit d'avoir pu se livrer aux instincts généreux de son âme, mais celle d'un captif délivré. Il s'efforçait de la répandre autour de lui, en s'adressant aux uns et aux autres, sauf au délégué français Tolain, dont l'attitude hautaine, compassée, refrigérante et non dépourvue de dignité, ne laissait pas de le déconcerter. Visiblement, il était consolé d'avoir dû se séparer de son mentor. Qu'il y eût dans le témoignage de sa joie une part d'ingratitude, on ne saurait le nier. Mais pouvait-on la lui reprocher trop sévèrement alors qu'ainsi qu'il le disait, il avait eu à résoudre la question de savoir si, sous son règne, le pouvoir appartiendrait à la dynastie des Bismarck ou à celle des Hohenzollern ?

Quant à l'ex-chancelier, il s'éloignait de Berlin l'âme remplie de haine. Jusqu'à sa mort survenue en 1898, cette haine allait se manifester sous les formes les plus offensantes pour l'Empereur, comme s'il se fût acharné à tirer vengeance des procédés de son impérial disciple. Sa vie d'homme d'État étant terminée, il embrasse une autre carrière, au cours de laquelle et jusque dans ses dispositions testamentaires, il trahit ses ressentimens sans s'apercevoir qu'il imprime lui-même à sa mémoire une flétrissure irréparable.

ERNEST DAUDET.

LA VARIÉTÉ DES TYPES DE SOUS-MARINS

Pour le gros du public, le mot de *sous-marin* dit tout : il s'agit, sans conteste, d'un navire qui agit, marche, combat sous l'eau. Il s'en faut bien, pourtant, que cette définition simpliste réponde à la réalité. Les marins le savaient et les événemens de cette guerre l'ont appris à beaucoup d'autres : le sous-marin est un bâtiment qui marche le plus souvent en surface et qui ne combat pas toujours en plongée.

On pressent que la variété de ces modes d'action : navigation en surface et en plongée, combat en plongée et en surface, doit répondre à la diversité des circonstances qui se présentent dans les opérations maritimes. Mais les satisfactions que l'on peut donner, avec un sous-marin déterminé, aux besoins qui naissent de ces circonstances, ne tardent pas à se révéler insuffisantes. La vérité, qui apparaît quand on observe les faits et qu'on y réfléchit, c'est qu'il faut créer des types de sous-marins différens et dont chacun réponde d'une manière précise à l'un des principaux objets que se propose la guerre sous-marine.

Ce n'est pas qu'il n'y ait déjà, dans toutes les marines, des types de sous-marins très divers ; mais les préoccupations qui avaient dirigé les créateurs de ces types n'étaient généralement pas de l'ordre militaire ; du moins, ne se rapportaient-elles jamais à la solution de problèmes tactiques bien définis, pas plus qu'à l'exécution d'opérations concrètes. Tout au plus distinguait-on dans ces derniers temps le sous-marin offensif du sous-marin exclusivement défensif, — et c'était le rayon d'action dans la navigation en surface qui les différenciait surtout, — mais encore ne concevait-on de sous-marin offensif que

dans le rôle exprès de « sous-marin d'escadre, » parce que la méthode de guerre navale dite « guerre d'escadres » était la seule qui retînt sérieusement l'attention.

En revanche, et comme il est naturel dans le temps qui suit d'une manière immédiate la naissance d'un engin nouveau, beaucoup de tâtonnemens, beaucoup d'essais en sens divers qui s'appliquent, au gré des tendances individuelles, aux différentes facultés du sous-marin considéré en soi et en dehors de toute relation positive avec tel ou tel type d'opération de guerre. Les uns le veulent « autonome, » et ils entendent par là qu'il ne sera pas obligé de revenir, peu d'heures après son départ, refaire au rivage sa provision d'énergie propulsive en plongée; les autres désirent qu'il puisse plonger très bas, et donc que sa coque ait une grande résistance, quelques-uns poussant jusqu'à le faire mouvoir sur le fond au moyen de roues et à lui permettre d'envoyer au dehors un scaphandrier qui coupera les fils électriques ou les orins de suspension des torpilles fixes; ceux-ci, tout au contraire, le conçoivent bâtiment comme tous les autres, naviguant bien en surface, s'élevant à la lame et par conséquent fort habitable, puisque la plongée ne sera pour lui qu'une situation exceptionnelle, tandis que ceux-là le veulent sous-marin pur et que, même en surface, quitte à être « mangé » par les plus faibles mers, il offre le moins possible aux vues et aux prises de l'adversaire.

Pour les armes, si l'on est d'accord que l'engin fondamental du sous-marin est la torpille automobile, — encore discute-t-on sur les modalités diverses de cet engin, — on ne l'est plus sur le point de savoir s'il sera employé seul ou si on lui adjoindra la torpille portée, la mine automatique et le canon léger, que préconisent quelques audacieux, sans parler d'instrumens spéciaux tels que cisailles à couper orins et filets...

Mais c'est sur les moteurs que les imaginations se donnent libre carrière. Des appareils à air comprimé de l'ancêtre, le *Plongeur* (1), on passe aux moteurs électriques, très lourds, très encombrans, mais que l'on conserve généralement encore pour la propulsion en plongée à cause de certains avantages sensibles : absence de bruit, sécurité de manœuvre, maintien d'une

(1) Œuvre du commandant Bourgois (depuis vice-amiral) et de l'ingénieur Ch. Brun, le *Plongeur*, construit en 1860-63, offrait déjà une remarquable solution du problème complexe de la navigation sous-marine.

température acceptable; puis on cherche à adapter le moteur à vapeur, si perfectionné déjà et si bien connu, aux exigences toutes nouvelles de la navigation sous l'eau; on cherche, mais, à vrai dire, on ne réussit guère : chaleur intense, production quasi inévitable de gaz nocifs, etc., etc. A la vérité, d'ingénieux esprits, — Nordenfeldt en tête, — pensent vaincre ces difficultés par des détours adroits : on marchera en plongée avec de la vapeur accumulée dans un récipient *ad hoc* pendant la marche en surface; ou bien, sous l'eau, on se servira de carburans spéciaux et l'on évacuera les gaz, les fumées sous pression; ou bien encore on aura, comme combustible, un mélange d'hydrogène et d'oxygène comprimés donnant de la vapeur immédiatement utilisable dans les machines. Mais des difficultés pratiques à peu près insurmontables se révèlent jusqu'au moment où, — assez récemment, — un ingénieur français présente une remarquable et originale chaudière *auto-accumulatrice* qui semble satisfaire à tous les besoins en répondant à la plupart des objections. Entre temps, les moteurs à combustion interne, empruntés, en fait, à l'automobilisme, ont fait leur apparition, précédés d'ailleurs par les moteurs à explosion. Mais, tandis que ceux-ci sont considérés comme dangereux, ceux-là, les *Diesel*, du nom de leur principal constructeur, — un Allemand qui avait d'abord travaillé en France, — sont délicats, d'une mise au point difficile, défauts qui, aux yeux de quelques-uns, balancent les avantages d'un excellent rendement thermique et d'une remarquable économie de combustible.

J'en passe. Le point intéressant est que, dans cette confusion extrême, il semble que le principe directeur ait été le plus souvent perdu de vue. Ce qu'il fallait avant tout, en effet, — et l'on s'en aperçoit bien aujourd'hui à la lumière crue des opérations de guerre, — c'était de s'affranchir de la servitude du double moteur, le thermique pour la navigation en surface, l'électrique pour la navigation en plongée, avec, comme inéluctable conséquence, la nécessité de revenir sur l'eau au moment le plus inopportun, souvent, dans le seul dessein de refaire, avec le moteur de surface, la charge des accumulateurs du moteur de plongée.

Que de sous-marins ont été déjà capturés et détruits, ou, tout simplement, obligés de se rendre parce qu'ils étaient surpris au début ou au cours de cette délicate et intempestive opération !...

*
* *

On était pourtant arrivé peu à peu à une certaine classification des sous-marins dans l'ordre militaire, classification bien simple, d'ailleurs. On avait des sous-marins défensifs et des sous-marins offensifs, je le disais tout à l'heure, et peut-être, dans ces derniers, commençait-on à distinguer ceux que l'on voulait appeler à l'honneur particulier de coopérer avec les escadres de grands navires de surface. C'est, en effet, le nom de sous-marin d'escadre que M. l'ingénieur Laubeuf donne, dans son dernier ouvrage (1), au grand submersible dont il a créé, en 1896, le prototype, le *Narval*.

Le « submersible, » viens-je de dire... Arrêtons un instant notre attention sur cette dénomination, d'ailleurs exacte, d'une famille toute nouvelle de sous-marins.

« En 1896, écrit M. Laubeuf, M. Lockroy, alors ministre de la Marine, ouvrit un concours pour les sous-marins, afin de faire avancer la question par la réunion de toutes les bonnes volontés. Le programme de ce concours était excessivement élastique. Il s'agissait surtout de réaliser un bateau nouveau, dont on laissait les conditions à peu près à la disposition des inventeurs, sauf le tonnage, fixé par le programme à un maximum de 200 tonnes. On voulait faire éclore des idées nouvelles... »

Ce passage est d'un grand intérêt. Tout y est à retenir, à des points de vue divers : l'idée féconde du concours; l'élasticité du programme et l'entière liberté, — réserve faite de la fâcheuse limitation du déplacement, — laissée aux concurrens; le propos bien arrêté de provoquer l'éclosion d'idées nouvelles; tout cela, dis-je, est excellent. Mais il y manque justement l'essentiel, *l'indication précise d'objectifs militaires définis*.

Supposons que le programme en question, qui avait dû être transmis, pour avis, à l'état-major de la marine, eût porté cet article :

« Un des types proposés devra satisfaire à la condition de franchir, en plongée, un détroit de trente-cinq à quarante milles marins, parcouru par un courant contraire de deux à trois milles à l'heure, barré par des filets plongeant à trente

(1) *Sous-marins et submersibles*, publié cette année même, 1915.

mètres environ, mais qui laissent au-dessous d'eux une zone libre d'au moins vingt à trente mètres... » Ne vous semble-t-il pas que le problème du passage de nos sous-marins de la mer Égée dans la mer de Marmara eût depuis longtemps reçu une solution pratique?

Et j'entends bien que l'on peut objecter qu'il était difficile, il y a dix-neuf ans, de prévoir les péripéties inattendues du conflit actuel. Prenons donc un autre exemple, auquel on n'aura rien de semblable à opposer, assurément :

« Un des types proposés devra satisfaire à la condition d'atteindre, en plongée, un mouillage séparé de la haute mer par un estuaire de fleuve, dont le chenal, long de dix-huit milles marins environ, n'a que dix ou douze mètres de profondeur, et peut être complètement barré par des filets métalliques, en même temps que défendu par des mines appropriées... » Ce sont là les caractéristiques essentielles de l'estuaire de l'Elbe, depuis Scharnhorn, dont on parlait récemment aux lecteurs de la *Revue*, jusqu'à l'ancrage de la *Hochseeflotte* entre Cüxhaven et Brunsbüttel. On ne dira sans doute pas qu'une telle opération ne pouvait entrer, en 1896, dans les prévisions des chefs de la marine française. Dix-huit ou vingt ans avant cette date, — j'ai déjà eu l'occasion de citer ce fait, mais il ne faut pas craindre d'y revenir, — un ministre qui était en même temps un amiral et un homme de guerre d'une haute valeur, avait fixé d'une manière précise à ses ingénieurs les grandes lignes de l'objectif militaire qui consistait à battre efficacement avec des cuirassés à très faible tirant d'eau les ouvrages en fonte Gruson de certains estuaires allemands. Et il avait obtenu satisfaction (1).

Mais je veux bien encore que l'article de programme dont je viens d'esquisser l'hypothétique rédaction puisse paraître trop exigeant, pour l'époque. Du moins, comme il était déjà bien certain que les filets constitueraient toujours le principal obstacle opposé, à l'entrée d'un port ou d'un passage étroit, quel qu'il fût, aux sous-marins tentés de la forcer, comment

(1) Il s'agit de M. le vice-amiral Jauréguiberry, le célèbre lieutenant de Chanzy à l'armée de la Loire, et deux fois ministre de la Marine, en 1879 et en 1882. En fait, il n'y eut que dans l'estuaire de la Weser, en avant de Bremerhaven, que les Allemands construisirent des ouvrages protégés par des voussoirs en fonte Gruson. Mais les canonnières cuirassées du type *Phlégéton* que l'amiral fit construire eussent été d'autant plus capables de lutter avec avantage contre les batteries du modèle classique.

n'avait-on pas pensé à exiger que les types présentés au concours fussent capables de vaincre cette grosse difficulté?

Et, je le demande encore, n'est-il pas évident que si la question avait été aussi nettement posée au corps compétent, en 1896, elle serait aujourd'hui depuis longtemps résolue?

Mais, dans cette phase de l'existence encore bien courte des sous-marins, — le *Gymnote* ne datait que de 1886, — on n'en était encore qu'à perfectionner l'engin, considéré en soi. Lui faire tenir la mer le mieux et le plus longtemps possible, assurer à son équipage quelques garanties de bien-être et d'hygiène, obtenir qu'il pût lancer avec exactitude, sur un navire en marche, la torpille automobile dont on le munissait, telles étaient les seules préoccupations de ceux-là mêmes, assez peu nombreux, qui avaient foi dans son avenir.

Cet avenir, disons-le tout de suite, parce qu'il nous faudra faire tout à l'heure quelques réserves, la solution proposée par M. Laubeuf l'ouvrait tout d'un coup large et brillant.

« Que parlez-vous, écrivaient les partisans du *Narval*, que parlez-vous de naviguer, de vivre, d'opérer sous l'eau? C'est vouloir de gaieté de cœur tout compliquer, tout rendre difficile, sinon impossible. Le sous-marin bien compris doit être un navire de surface qui ne plongera que dans des cas parfaitement déterminés et peu de temps avant l'attaque décisive qu'il doit prononcer. Ce doit être, en un mot, un torpilleur susceptible de s'immerger, et nous l'appellerons désormais *le submersible*. »

La nouvelle solution de tant de problèmes délicats ne prévalut pas complètement tout de suite. A peu près en même temps que le *Narval*, la marine française mettait en chantier le *Morse*, sous-marin proprement dit, c'est-à-dire bâtiment dont la flottabilité était beaucoup plus réduite que celle du submersible et qui, s'il conservait le bénéfice, — fort appréciable, — d'une mise en plongée plus rapide (1), ne pouvait avoir, en surface, par des mers un peu fortes, la « buoyancy, » la faculté de s'élever à la lame comme une bouée, qui distinguait son rival. D'ailleurs, immédiatement après le *Morse*, venaient le *Français* et l'*Algérien*, dus, comme le premier, à M. l'ingénieur

(1) Ce bénéfice s'est peu à peu réduit, à mesure que se perfectionnaient les dispositions prises pour hâter l'introduction de l'eau dans les ballasts du submersible. Mais le « sous-marin pur » a conservé, comme nous le verrons tout à l'heure, l'avantage d'un plus grand rayon d'action en plongée.

Romazzotti, qui vient de mourir prématurément après une belle et utile carrière, puis les quatre unités du type *Farfadet*, construits d'après les plans de M. l'ingénieur Maugas ; et la valeur de ces types, très étudiés, eût peut-être balancé la fortune du submersible, si celui-ci, très combattu un moment, n'eût reconquis toute la faveur des marins lorsque se dessina le mouvement qui les entraînait presque tous, et dans tous les pays, à n'attacher d'importance qu'à la guerre d'escadres et de valeur militaire qu'aux grands cuirassés.

C'est que, de ces grands cuirassés, le submersible pouvait devenir l'utile auxiliaire dans l'une ou dans l'autre des phases de cette décisive bataille rangée en haute mer, unique préoccupation de tant d'esprits distingués. Il le pouvait justement parce qu'il était capable de suivre les cuirassés, ou que, du moins, il le serait bientôt, quand on aurait augmenté son déplacement, — ce qui ne tarda guère, — parce qu'il était capable de naviguer dans les mers d'Europe. tout comme le « destroyer, » dont il n'était après tout qu'une variante ; parce qu'on le voyait toujours, qu'il était toujours là, sous la main du chef ; parce que, si on en multipliait les exemplaires, on en formerait des groupes, des escadrilles commandées par un officier supérieur et qui feraient de belles évolutions, comme les cuirassés eux-mêmes ; et puis, qui sait ? des flottilles, que dirigerait un officier général monté sur un bâtiment de surface.

La conception était séduisante. Elle se réalisa. La guerre vint, qui ne ressemblait point du tout à ce que l'on avait imaginé : point de bataille rangée, point de belle canonnade, pendant laquelle ou après laquelle on aurait lancé les submersibles, — en plongée, cette fois, — soit pour désorganiser l'adversaire, soit pour achever les unités blessées... Au contraire, des escadres de « dreadnoughts, » immobilisées dans des rades défendues, se défiant de loin les unes les autres comme les héros d'Homère, déclarant chacune qu'elle « paralysait » la flotte adverse, et sans doute ayant toutes raison de le dire...

*
* *

Dans ce singulier « processus » stratégique, le submersible d'escadre et surtout les escadrilles de submersibles perdaient tout d'un coup le plus clair de leur raison d'être. On ne conçoit les sous-marins naviguant à la queue leu leu, en surface, tou-

jours en surface, que s'ils accompagnent une force navale qui navigue elle-même, qui opère, qui marche à l'ennemi. Cette condition ne se trouvant pas remplie, il fallut revenir à la conception primitive de l'action du sous-marin, celle de l'*action individuelle*. Et c'est là qu'on se trouva immédiatement en présence des problèmes tactiques précis, des opérations concrètes dont, un peu plus haut, j'établissais quelques exemples. Or, il fallut bien reconnaître que le submersible classique ne répondait pas toujours aux besoins qui se révélaient. Sans doute, il lui restait, — j'y reviendrai un peu plus loin, — de pouvoir se porter à une grande distance de sa base d'opérations, et, là, d'essuyer, sans trop de dommages pour l'endurance de son personnel, des mauvais temps qui eussent obligé le sous-marin pur à abandonner la partie ; mais ces avantages fort sensibles disparaissaient dès qu'il était question d'une opération exigeant d'assez longues marches dans la position de plongée, opération au cours de laquelle, du reste, certains dispositifs de son appareil militaire apparaissaient défectueux, ses armes n'étant pas faites pour subir les inconvéniens d'un long séjour dans l'eau.

Un revirement en faveur du type sous-marin pur se produisit en conséquence dans la plupart des esprits que préoccupait seule, à l'exclusion de tout préjugé, de toute doctrine d'école, la satisfaction des intérêts militaires immédiats.

Il ne faudrait cependant pas exagérer la portée de ce mouvement. Outre que le submersible permet les traversées, les croisières à grand rayon que le sous-marin jugerait compromettantes, qui peut dire que, même dans le conflit actuel, il n'y aura pas une phase, la phase finale, sans doute, où la guerre d'escadre sera pratiquée en même temps que la guerre de côtes et que la guerre sous-marine? Gardons-nous donc de trancher contre un type qui a rendu déjà de grands services au large, — à nos adversaires surtout, il est vrai (1), — et qui peut en rendre de plus grands encore dans la rencontre décisive qu'il est permis d'entrevoir dans un avenir plus ou moins rapproché.

Au demeurant, rien ne vaut de serrer de près ces problèmes

(1) Au moment où j'écris ceci, les sous-marins anglais qui ont pu pénétrer dans la Baltique y jouent un rôle considérable, en soumettant les côtes de l'Allemagne à un blocus beaucoup plus effectif que celui que nos adversaires comptaient faire subir aux côtes britanniques.

dont je parlais tout à l'heure et de tirer de leur étude même les données essentielles de l'unité sous-marine, qui répondrait le mieux aux solutions recherchées.

Le premier de ces problèmes qui se présente à l'esprit, le premier, d'ailleurs, que l'on voulut résoudre, c'est celui de la défense d'un port important, soit de guerre, soit de commerce. Et il est tout de suite évident qu'il n'est point nécessaire de se mettre ici en grands frais de puissance et « d'endurance. » Engin de défense mobile, mais de défense mobile rapprochée, adaptée à un point particulier de la côte, le sous-marin sera de déplacement réduit et d'assez faible rayon d'action. Comme moteur, il peut adopter l'appareil électrique, les accumulateurs même, malgré leurs graves défauts, que l'on va, bientôt peut-être, atténuer sensiblement. En effet, revenant fréquemment au port, dont il ne s'éloigne jamais, il peut recharger ses batteries avec la plus grande facilité. Il n'est du reste pas sans intérêt qu'il puisse agir en plongée aussitôt sorti de la rade dont la protection lui incombe et que bloque sans doute un vigilant adversaire, représenté, en grand'garde, par des bâtimens légers. Il lui faut *passer au-dessous* de cette première ligne de surveillance pour aller attaquer les navires de haut bord placés beaucoup plus loin. C'est dire que l'on doit prévoir des marches en plongée, — à petite vitesse, le plus souvent, — de trente ou quarante milles, aller et retour, et, donc, que si, dans l'ensemble, le rayon d'action de ce type peut être assez restreint, il n'en faut pas moins que la fraction de ce rayon d'action qui revient à la navigation en plongée, beaucoup plus coûteuse que la navigation en surface, soit très largement calculée. Et il y a là une indication importante.

Quant à l'appareil militaire de ce petit sous-marin, — sous-marin pur, bien entendu, à faible flottabilité, — il se composera uniquement de torpilles automobiles. Le canon n'aurait rien à faire contre des adversaires que l'on ne peut attaquer efficacement qu'en plongée. La mine automatique, pas davantage. Si certains abords du port défendu ont dû être minés, cette opération a été faite au prime début des hostilités et, mieux encore, dans la période de tension politique, par des navires *ad hoc*, les mouilleurs de mines.

Il est assez curieux de remarquer que nous avions, il y a

peu de temps encore, de petits sous-marins d'une soixantaine de tonnes qui satisfaisaient très convenablement aux « desiderata » que je viens de formuler. On les a condamnés pour faire plus grand. Il n'est pas certain qu'on ait fait mieux, j'entends pour l'objet précis que l'on devait viser dans ce cas.

Élevons-nous d'un échelon. On peut souhaiter que, tout en restant dans la catégorie générale des sous-marins défensifs, quelques-unes de ces unités puissent être chargées de la protection générale de la côte, de certains points stratégiques essentiels qui ne sont pas toujours dans le voisinage immédiat d'une base d'opérations maritimes. Il peut se faire, au surplus, que les circonstances géographiques ou hydrographiques mettent le défenseur dans l'obligation de porter assez loin du port proprement dit la zone de protection confiée à la garde des sous-marins. C'est ainsi, par exemple, que, pour couvrir Cüxhaven, un sous-marin allemand doit franchir d'abord les 18 milles marins qui séparent cette place maritime du véritable débouché de l'Elbe au delà des Watten et des bas-fonds de la côte. Il est vrai que 18 milles plus au large encore, il y a Helgoland qui est la véritable couverture de la *Deutschebucht*. Mais ce que je viens de dire s'applique parfaitement à Emden. Quoi qu'il en soit, il résulte de là la nécessité d'augmenter le rayon d'action, le déplacement par conséquent, des unités prévues pour satisfaire à ces nouvelles conditions. Et comme, en même temps, la question *d'endurance* se pose dans sa généralité, qu'il faut admettre une meilleure habitabilité, aussi bien que la nécessité de recharger les accumulateurs avec les moyens du bord, le déplacement sollicite un nouvel accroissement et le problème du moteur se complique. On tend tout de suite au double appareil, celui de plongée et celui de surface, ce dernier se chargeant, par l'intermédiaire de dynamos appropriées, de raviver l'énergie du premier.

Au reste, nul changement, encore, dans l'armement. La torpille automobile suffit; on peut même, à la rigueur, admettre des tubes extérieurs, si ce genre d'appareils peut se concilier avec les caractères essentiels du sous-marin pur.

Une remarque intéressante, que suggère l'examen du cas de l'estuaire de l'Elbe et d'ailleurs de tous les estuaires de la mer du Nord. Ce trajet qui sépare le port-base (Cüxhaven, Bremerhaven, Wilhelm'shaven, Emden) de la haute mer ne

peut, le plus souvent, être parcouru par le sous-marin allemand qu'en surface, en raison précisément du peu de profondeur de l'eau dans les passes et chenaux considérés. Il faut en effet, pour qu'un sous-marin se puisse mouvoir en plongée avec quelque sécurité, qu'il dispose d'une couche d'eau de 10 à 12 mètres au moins. Or cette condition ne se trouve pas toujours remplie, il s'en faut, dans ces estuaires et en particulier sur leurs seuils. Supposons que les circonstances eussent permis à la flotte anglaise de faire, au début des hostilités, l'effort nécessaire pour se mettre en possession d'Helgoland ou, tout au moins, de l'une des îles frisonnes ; supposons encore, ce qui n'a rien d'absolument téméraire, qu'établie solidement dans cette île, la marine anglaise eût été en mesure d'y créer un parc d'avions ou de petits dirigeables, il est évident que, de jour, la sortie ou la rentrée des submersibles allemands dans leurs ports principaux fussent devenues fort difficiles, sinon impossibles, puisqu'ils auraient dû accomplir en surface, — mettons, si l'on veut, en demi-plongée, — un trajet assez long, parfaitement connu et repéré par des appareils aériens ennemis. Reste la nuit, dira-t-on. Sans doute. Mais, d'une part, il n'est pas toujours aisé, même pour une petite unité, de naviguer de nuit dans des passes minées ; et, de l'autre, il n'est pas interdit d'admettre la possibilité de donner à un dirigeable, fût-il de faible dimension, une dynamo et un projecteur capable de découvrir un sous-marin marchant en surface.

Retenons, en tout cas, ce trait particulier de la difficulté que crée à un sous-marin, au moment où il aurait le plus intérêt à se dissimuler, la nécessité de naviguer dans un chenal étroitement délimité dont la profondeur ne dépasse guère une dizaine de mètres, en moyenne. Nous aurons à y revenir, à propos des sous-marins offensifs.

*
* *

Après avoir, en effet, assuré la défense des ports et des eaux territoriales au moyen de sous-marins dont les uns, les premiers, peuvent ne pas dépasser 100 ou 150 tonnes en plongée, tandis que les autres, à qui l'on demande davantage, atteindront aisément 350 ou 400 tonnes (en plongée, toujours), on songe naturellement à porter l'effort de la guerre sous-marine dans

les eaux de l'adversaire ou sur des théâtres d'opérations plus ou moins éloignés. On veut, avec raison, faire de l'offensive, puisque aussi bien c'est le seul moyen d'arriver promptement à la « décision... »

Mais l'offensive coûte cher, au moins comme mise de jeu. Nos engins vont grandir et se transformer; ils vont surtout se diversifier encore, parce qu'il leur faudra satisfaire aux besoins de trois systèmes de guerre navale différens : la guerre de côtes, la guerre du large (opérations sur les routes commerciales, sur les voies de communications et de ravitaillement de l'adversaire), enfin la guerre d'escadres. Occupons-nous d'abord de la guerre de côtes.

Si cette expression a une signification bien nette, quand il s'agit d'engins sous-marins, c'est assurément la recherche de l'avantage considérable qu'il y aurait à pénétrer par surprise, — en plongée, par conséquent, — dans les rades où se tiennent les unités de combat ennemies qui reviennent de la mer, se reposent, se réparent, se ravitaillent, ou qui sortent du bassin de radoub, ou qui, encore, récemment descendues des chantiers, procèdent à leur « mise au point. » C'est un fait digne de remarque et qui provoquera toujours l'étonnement, dans l'avenir, qu'alors qu'il était impossible de douter et que personne ne doutait, en effet, de l'importance des résultats matériels et moraux qu'il était possible d'obtenir par ce mode d'emploi des sous-marins, les organismes compétens n'aient, *nulle part*, pas même dans la prévoyante et méthodique Allemagne, pris en temps utile leurs mesures pour s'assurer de tels bénéfices.

Personne n'avait donc pensé que l'on pût tendre des filets, — filets en cordes ou filets métalliques, — dans une passe étroite ou à l'entrée d'un port : ni qu'au-dessous du plan de mines automatiques destinées à heurter les œuvres vives des bâtimens de surface, plan qui s'étend à 3 mètres, 4 mètres au plus, au-dessous du niveau moyen des eaux, on pût en disposer un autre, entre 10 et 15 mètres, par exemple, où viendrait expirer la fortune des navires de plongée ?...

Si ; on y avait pensé et quelques officiers avaient fait chez nous, comme ailleurs, très probablement, d'intéressantes propositions au sujet des dispositions toutes spéciales qu'il convenait d'adopter pour donner aux sous-marins la possibilité de

vaincre ces obstacles. Et ici on comprendra sans doute que je ne donne point de détails sur des projets dont l'intérêt n'est peut-être pas périmé. Je dois dire, d'ailleurs, qu'un sous-marin étant donné, tel qu'il est, tel qu'il a été conçu *sans aucune préoccupation de l'ordre de celles que j'expose en ce moment*, il me paraît difficile, — je ne dis pas impossible, — de le transformer au point qu'avec ses superstructures (kiosque de navigation en surface, périscopes, manches, potence de guindeau, panneaux, etc.), avec ses nombreux gouvernails en saillie, ses hélices, ses tubes extérieurs quelquefois, il ne courût plus de risques d'*accrocher* un filet, pour ne parler que de ce danger.

Il fallait y penser avant et non pas après la mise en service du petit bâtiment; et de même s'il s'agissait de l'appareil, — une cisaille quelconque, — destiné à couper des orins de retenue de mines automatiques; et plus encore si on avait des raisons de croire que ces orins, renforcés, et d'aussières, devenus chaînes, résisteraient à l'emprise d'une pince coupante, si puissante qu'elle fût.

J'ajoute qu'en tout cas la difficulté même de résoudre ce problème devait, par une déduction logique, inciter à doter le submersible ou le sous-marin, — ne choisissons pas encore, — de l'arme *mine automatique*. Au cas, en effet, où il devait se reconnaître incapable de forcer une passe importante, du moins était-il expédient qu'il pût en interdire l'usage à l'ennemi. Qu'on n'objecte pas à ceci qu'il existe des mouilleurs de mines spéciaux, parfaitement outillés et qui portent beaucoup plus de mines que ne le peut faire un sous-marin de fort tonnage. Bâtimens de surface, ces navires ne peuvent, il s'en faut bien, opérer en tout temps et hors de la protection des unités de combat. Du moins leur est-il impossible de dépasser, dans les estuaires, passes ou chenaux, la limite qu'impose à leurs coques non défendues la portée des bouches à feu de la défense. Cette limite, évidemment, n'existe pas pour le sous-marin, et l'opération dont il s'agit est précisément une de celles où se montre le plus à plein le bénéfice de l'invisibilité. Et si l'on arguë de l'incontestable avantage du mouilleur de mines de porter plus de mines et d'en pouvoir mouiller de plus fortes, j'oppose que le sous-marin, pénétrant beaucoup plus avant dans les voies qui conduisent au cœur de la place maritime, est aussi beaucoup

plus assuré de mouiller ses engins aux bons endroits et de constituer ainsi un barrage efficace (1).

Mais ce n'est pas tout : à côté de la question des dispositions extérieures et de l'armement particulier du sous-marin destiné à la guerre de côtes, il y a celle de son rayon d'action et de son endurance générale en plongée. Que l'on veuille bien se rappeler ce que je disais, au début de cette étude, du forcement des Dardanelles. Pour passer sans encombre de la mer Égée à la mer de Marmara, c'est-à-dire sans être obligé de revenir en surface en vue des canons de la côte (ou des navires de surveillance) pour recharger les accumulateurs, — moteur de plongée, — en faisant agir sur la dynamo le moteur de surface, il faut que ces accumulateurs puissent fournir sûrement, *en service courant*, quinze ou dix-huit heures de marche à 6 nœuds, au moins, puisqu'il faut compter avec 2^{n},5 ou 3 nœuds de courant contraire et que l'on doit garder une vitesse suffisante pour manœuvrer. Ces conditions ne paraissent peut-être pas très dures. Elles le sont cependant pour beaucoup de *submersibles* chez lesquels l'intérêt d'obtenir de la vitesse et du rayon d'action en surface a fait sacrifier ces facultés pour la marche en plongée, car tout se traduit en définitive par une question de poids, et nous savons que les accumulateurs sont fort lourds.

« Ils sont trop torpilleurs et pas assez sous-marins, » écrivait à ce sujet, au cours de ces derniers mois, un officier particulièrement compétent qui parlait de quelques submersibles connus, d'ailleurs excellens navires de mer. « On s'aperçoit que, pour le genre d'opération dont il s'agit, les meilleurs bâtimens seraient les six *sous-marins* du type E***, qui ont 90 tonnes d'accumulateurs pour 430 tonneaux en plongée, tandis que mon *submersible* et ses frères n'en ont que 70 tonnes pour 550 tonneaux en plongée. De plus, leurs moteurs sont « au point; » leurs tubes lance-torpilles sont tous à l'intérieur, à l'abri, eux et leurs torpilles, des fortes pressions d'eau; et ils ont des torpilles de réserve. Malheureusement, déclarés « défensifs, » ils ont été affectés à M*** et à N***. »

On voit, on sent plutôt, car combien d'autres choses j'aurais à dire pour être pleinement entendu, quelle est la complexité de la question des opérations côtières et, par là même, d'avance,

(1) En fait, les derniers sous-marins allemands portent des mines automatiques. On en a la parfaite certitude.

quelle est la nécessité d'une distinction bien nette entre le type de sous-marin de la guerre de côtes et ceux des sous-marins de la guerre du large et de la guerre d'escadres dont je vais dire quelques mots.

***

C'est ici, évidemment, que le submersible, celui à qui, tout à l'heure, on reprochait d'être plus torpilleur que sous-marin, reprend tous ses avantages. Il est navire de mer et navire où l'existence, — au point de vue hygiénique, — est relativement aisée; il a du rayon d'action en surface et quelque vitesse; ces deux facultés essentielles tendent d'ailleurs tous les jours à augmenter, en même temps que le déplacement. Le voilà donc, d'une part, capable de croiser à bonne distance de la côte et surtout à grande distance de sa base d'opérations, de l'autre, en état de suivre, sans l'embarrasser, l'armée navale à laquelle, le jour du combat, il rendra peut-être des services décisifs.

Gardons-nous cependant de confondre les deux types. Là encore, l'examen un peu serré des conditions à remplir va nous révéler d'assez profondes différences pour qu'une nouvelle distinction s'impose.

Tout d'abord, et s'il s'agit des facultés vitesse et rayon d'action, toujours intimement liées, il est clair que c'est la première qui doit l'emporter dans le sous-marin ou submersible d'escadre, tandis que la seconde apparaît plus essentielle pour le sous-marin de croisière. Ce dernier peut encore se contenter d'une vitesse en surface de 16 nœuds, au maximum, que n'atteignait certainement par l'*Unterseeboot* qui a coulé la *Lusitania*. Il n'est point question pour lui, en effet, de poursuivre un paquebot. Il suffit qu'il puisse, en temps utile, se placer sur son passage. Notons, au demeurant, que les paquebots, qui filent 16 nœuds, sont plus rares qu'on ne le pense.

Au contraire, une vitesse de 16 nœuds serait d'ores et déjà tout à fait insuffisante pour le submersible d'escadre, tout le monde est d'accord là-dessus : il lui faut 20 nœuds au moins. Encore resterait-il « à la traîne, » si les grandes unités, dans un cas pressant, réglaient leur allure à cette vitesse (1). Quant

(1) On pourrait compter à la vérité sur le remorquage des petites unités par les grandes pour égaliser les vitesses. Mais ce procédé, — qui n'est d'ailleurs admis-

à la vitesse en plongée qui, chez les plus favorisés, n'atteint que 12 nœuds, il est nécessaire que cette faculté s'élève sensiblemenl aussi. C'est tout au plus si, à 15 nœuds, les submersibles d'escadre pourront obtenir, sur le point d'un vaste champ de bataille qui leur sera indiqué par le commandant en chef, ces opportunes concentrations d'efforts qui, seules, assurent le succès. J'espère qu'on n'en est plus à croire, comme il y a quelques années, que la vitesse est une faculté exclusivement stratégique. C'est aussi, et au plus haut degré, une faculté tactique.

Nul doute que, pour s'assurer ces vitesses en surface et en plongée, de fortes augmentations de déplacement ne soient nécessaires. Les ingénieurs qui, pour des raisons d'opportunité particulière, ne furent pas toujours partisans de cet accroissement rapide du submersible, admettent maintenant des déplacemens de 1 000 à 1 200 tonnes en surface. L'Angleterre, dès le début de 1914, comptait en donner 950 à ses *Ocean goingsubmarine*. Il est clair que, par de petits fonds, les manœuvres de plongée et même la navigation courante dans cette position peuvent devenir fort délicates pour des bâtimens dont la longueur atteindra 80 ou 90 mètres et le tirant d'eau 8 ou 9 mètres, tout compris. Évidemment, comme je le disais plus haut, le grand sous-marin offensif, le submersible d'escadre, sera souvent obligé de naviguer en surface jusqu'à une certaine distance de la côte comme l'est le sous-marin défensif allemand qui parcourt les estuaires de la mer du Nord. Mais le premier, couvert par l'escadre à laquelle il est attaché et avec laquelle il sort de la rade-base d'opérations, n'aura pratiquement rien à craindre des aéroplanes ou des dirigeables de l'adversaire.

Quel *rayon d'action* attribuera-t-on à chacun des deux types de submersibles que nous examinons? Je n'hésite pas à dire que la différence peut aller du simple au double. En effet, justement parce qu'il fait partie intégrante d'une force navale qui sera toujours en état de le réapprovisionner et qui, d'ailleurs, comprend un bâtiment auxiliaire spécialement aménagé *ad hoc*, le convoyeur et ravitailleur de flottilles, notre submersible d'escadre peut se contenter d'un millier de milles en surface, chiffre qu'il doublera d'ailleurs, quand cela sera nécessaire, en

sible que par beau temps, — ne laisse pas de présenter des difficultés pratiques qu'il est inutile d'énumérer ici.

embarquant, au départ du port-base, du pétrole en surcharge dans ses *water-ballast*. Pour la plongée, position relativement exceptionnelle pour lui et dont la durée maxima est limitée, en somme, à celle d'un combat naval en haute mer, 30 milles à sa plus grande vitesse d'attaque lui suffiront. Encore sera-t-il largement doté puisque cela représente *deux heures* de marche à l'allure maxima, alors que les sous-marins actuels n'en ont, pour la plupart, qu'une heure ou une heure et demie.

Le submersible du large, ou de croisière, agissant seul et loin de tout, veut un rayon d'action en surface beaucoup plus étendu, 2000 milles, normalement, 4000 avec surcharge au départ, voilà les chiffres avec lesquels il faut compter maintenant. Si l'on en croit des renseignemens venus de bonne source, les submersibles allemands qui sont allés d'Helgoland aux Dardanelles étaient partis avec un approvisionnement correspondant à 3000 milles, ce qui, je le reconnais, semble considérable pour des bâtimens qui ne déplacent, en définitive, que 675 ou 700 tonnes en surface et 850 environ en plongée. On sait, en tout cas, qu'ils n'arrivèrent pas à destination avec leurs caisses complètement vides, s'étant précautionnés de deux ou trois ravitaillemens en cours de route. Mais il faut bien se dire qu'après la guerre actuelle, de nouvelles conventions internationales seront conclues, qui rendront difficiles des opérations où les neutres peu scrupuleux trouvent tant de profit, et certains belligérans tant d'avantages.

Le rayon d'action en plongée du sous-marin de croisière devra être aussi calculé largement. Et voici pourquoi : établi dans sa zone de croisière, dont l'aire est forcément assez limitée pour un navire qui n'est point et ne sera pas de sitôt, en somme, un coureur agile, le submersible sera l'objet des recherches les plus attentives, exercées par les bâtimens légers et rapides de l'adversaire. Or, il est évident en soi et d'ailleurs l'expérience prouve que ces recherches sont d'autant plus efficaces que le sous-marin sera plus souvent obligé de revenir en surface pour procéder au rechargement de ses accumulateurs. C'est la phase critique, très critique de son existence et de son action militaire dans les eaux ennemies, que cette période où le moteur de surface doit être employé à la revivification de l'appareil de marche en plongée. Un bénéfice considérable sera réalisé, nous l'avons vu déjà, quand il n'y aura plus qu'un seul moteur pour

les deux positions du bâtiment ; mais la préoccupation d'assurer au sous-marin la faculté d'agir et de *vivre* longtemps sous l'eau gardera d'autant mieux son importance que les progrès deviendront plus rapides de le découvrir et de l'atteindre au moment où il perd son plus essentiel avantage, celui de l'invisibilité.

Reste enfin la question du choix des armes, pour les deux types que nous examinons. A la rigueur, le submersible d'escadre peut se contenter de la torpille automobile, pourvu qu'elle soit la plus puissante, la plus rapide, la plus sûre possible. Le canon ne lui serait d'aucune utilité contre les grands bâtimens, et il resterait, à cet égard, toujours en état d'infériorité vis-à-vis des « destroyers » et croiseurs légers qui sont ses acharnés adversaires. Quant à la mine automatique, il aura quelquefois peut-être l'occasion de s'en servir, mais je rappelle qu'une force navale de quelque importance, destinée à la guerre d'escadre, n'appareillera plus maintenant sans un ou plusieurs mouilleurs de mines.

L'arsenal du submersible de croisière doit, au contraire, être absolument complet. Tout lui servira. Réservant ses torpilles automobiles pour les bâtimens de combat qu'il rencontrerait ou pour les grands paquebots bien cloisonnés, il se servira surtout de l'artillerie, — c'est ce que font les Allemands, — contre les paquebots ordinaires et contre le troupeau des « cargo-boats, » simples caisses de tôle qu'un seul obus suffit à mettre à mal. Il peut même faire l'économie des projectiles et, arrêtant sa victime par un coup de semonce tiré à blanc, envoyer à bord une équipe armée qui appliquera sur le bordé, au-dessous de la flottaison, un simple pétard. Une provision d'explosifs libres lui sera donc utile. On lui donnera aussi des mines automatiques, maintes occasions pouvant se présenter de les semer en quelques points bien choisis de la côte ennemie, et surtout au débouché des ports. Ce fut encore un des moyens d'action, — assez peu connu, celui-là, — des sous-marins allemands qui opéraient il y a quelques mois dans la Manche ; et il ne fallut pas moins que la vigilance toujours en éveil des marines alliées pour éviter de graves accidens aux abords immédiats de Douvres, de Calais, de Boulogne.

Enfin, l'un des canons, — il y en aura deux, le plus souvent, et davantage, peut-être, — devra être disposé pour le tir contre les appareils aériens, puisque, nous l'avons vu, il faut prévoir

le cas où le submersible de grande taille ne pourrait pas s'enfoncer suffisamment pour échapper aux vues verticales des avions ou des dirigeables.

En somme, c'est le sous-marin du large, le submersible de croisière qui doit être, de tous, le mieux pourvu, le mieux outillé, le mieux armé. Ce n'est qu'au point de vue de la vitesse qu'il le cédera au seul submersible d'escadre. On peut donc admettre, dès maintenant, que ce type atteindra, le premier, le plus fort tonnage, les 2000 tonnes en surface qui apparaissent comme un idéal assez facilement réalisable

Je voudrais avoir réussi à montrer, comme j'en exprimais l'espoir au début de cette trop rapide étude, quelle est la diversité des objectifs militaires auxquels les navires de plongée peuvent avoir à satisfaire. Il en est d'ailleurs exactement de même des navires de surface, et c'est pour avoir perdu de vue cette simple vérité, — notamment en ce qui touche la guerre de côtes, — que nous nous sommes, à plusieurs reprises déjà, trouvés dans l'embarras dans la guerre actuelle. Il est donc naturel et de la plus simple logique que, d'un côté comme de l'autre, sous le plan d'eau comme au-dessus, la variété des types réponde à la variété des tâches qui incombent à l'instrument de guerre, à l'engin de combat.

On sait quel est le retard où, après une si belle avance, nous nous sommes laissé entraîner, plus encore par des idées fausses que par une imprévoyante timidité, en ce qui touche la constitution de notre flotte sous-marine. N'insistons pas aujourd'hui sur des responsabilités d'ailleurs mal définies. Laissons là le passé pour fixer notre attention et porter notre effort sur l'avenir. Construisons des sous-marins. Hâtons-nous d'en construire. Qui sait si, même dans cette guerre, ils ne nous rendront pas des services? Mais ce que l'on peut dire en tout cas et sans méconnaître en quoi que ce soit les signalés services rendus par des hommes d'une haute valeur, c'est que ce ne sont plus, maintenant, des sous-marins d'ingénieurs qu'il nous faut : ce sont des sous-marins de militaires.

CONTRE-AMIRAL DEGOUY

LA REINE HORTENSE

ET

LE PRINCE LOUIS

VIII[1]

LA PRINCESSE MATHILDE ET LE PRINCE LOUIS

(AVRIL 1836 — MAI 1837)

Arenenberg, lundi de Pâques, 4 avril 1836.

Le jeudi 31 mars, au moment où nous sortions de table, nous avons vu arriver le roi Jérôme avec son secrétaire M. Bohl. Une lettre de M. Eugène Meyer m'avait annoncé son départ de Florence pour le 24, et nous ne l'attendions pas aussitôt. Ce pauvre roi a une agitation fébrile, qui ne lui permet de se trouver bien nulle part. Il nous a dit qu'il n'irait pas chercher sa fille à Stuttgard, mais qu'il y enverrait son fils Napoléon. Effectivement, le Prince est parti le vendredi soir 1er avril avec M. Bohl, qui doit envoyer une estafette si la Princesse a envie de dormir à Tuttlingen, parce qu'alors, au lieu d'arriver jeudi pour le déjeuner, ils arriveraient pour le dîner. Il ne peut pas se mettre au niveau de sa position ; il faut toujours qu'il fasse ses embarras et *le Roi*. Du reste il est bien bon homme, et supporte tous ses malheurs avec une grande philosophie. Sa réputation fait peur. Toute cette journée du 1er avril, nous nous

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août, 1er octobre, 15 novembre 1914, et des 1er mars et 15 juin 1915.

étions tenues sur nos gardes, de crainte que Napoléon ne nous fît des farces. Le petit prince de Salm est ici pour tout le temps des vacances...

Lundi 11 avril.

Le jeudi matin, à huit heures, on est venu me dire que les voyageurs arrivaient. Je les ai trouvés qui entraient chez la Reine. J'ai été attendre la Princesse chez elle, tout en causant avec Mme de Reding qui chantait les louanges de sa princesse. Après le déjeuner, nous avons tous été à Eugensberg, dont le Roi était fort engoué. Il parlait de l'acheter, mais ses enfans l'en ont bientôt dégoûté : ils n'aiment ni la campagne, ni la belle nature, ni le pittoresque, et n'ont fait, tout le temps, que déprécier tout ce qu'on leur montrait. Mon Prince avait l'air sérieux, ennuyé et peu empressé. La Reine est venue nous rejoindre avec les voitures qui nous ont ramenés.

La princesse Mathilde est une délicieuse créature. Lorsque je suis arrivée pour le dîner, j'ai trouvé son père la grondant de ce qu'elle était trop décolletée. Il avait raison, c'était trop de nu. Mais tout ce qu'elle montrait était si joli qu'il y avait plaisir à regarder. Aussi le Prince en était tout émoustillé et la dévorait des yeux. Chez lui, la chair est faible. Le matin, il était sérieux, froid, peu empressé, et, le soir, les jolies épaules le ranimaient, et il est tout empressé. Mais Élisa trouve que ce n'est pas là son entrain pour Mlle Louise dont il était fou...

Mercredi 13 avril.

Vendredi, nous avons été à Constance. Notre Prince, qui s'était fait mal à la cuisse en faisant sauter un fossé à son cheval, était dans la voiture de sa mère. Élisa m'a conté que la Reine lui avait dit : « Le roi de Wurtemberg a chargé Mathilde de choses très gracieuses pour toi, Louis, il te fait dire qu'il aurait beaucoup de plaisir à te recevoir à Friedrichshafen. » Est-ce que l'oncle roi aurait aussi des idées de mariage? Les princes Louis et Jérôme ne sont pas revenus avec tout le monde. Ils sont restés à Constance pour aller au spectacle. Ils s'en sont fort amusés, le dernier avait trouvé toutes les femmes jolies; ils avaient reconduit Amélie et Henriette chez elles. La Reine m'avait fait appeler, le matin, pour écrire à Baulte, en lui envoyant son diadème de turquoises; elle n'est occupée qu'à

tâcher d'augmenter ses rentes et à se passer de la France. Mme de Holzing n'en attend rien et écrit que ce retard de la pétition n'a été inventé que pour donner le temps de corrompre des voix. Nous avons parlé de la princesse Mathilde, qui lui plaît, et qu'elle trouve, comme moi, être la seule femme qui convienne à son fils. Elle est de mon avis aussi que, si cela doit se faire, il faut que ce soit cette année même, parce que si la princesse passait encore deux ans à Florence, elle ne pourrait plus s'habituer à la vie paisible d'Arenenberg. Il est vrai de dire que son père, tout en la gâtant beaucoup, la tourmente si bien qu'elle pourrait se trouver heureuse d'être hors de sa tutelle. Toute cette après-midi, il l'a tenue enfermée chez elle à s'occuper. Le soir, j'ai mis en train des petits jeux pour l'amuser. Mon Prince s'y est prêté de bonne grâce, le prince Jérôme en se faisant tirer l'oreille ; et nous avons fait beaucoup de bruit, M. Conneau a fait le nain, nous avons dansé et, en nous quittant, la Princesse m'a demandé de venir jouer à quatre mains avec elle avant déjeuner. Hier donc, sitôt que j'ai été habillée, je suis descendue au salon, où elle est bientôt venue me rejoindre avec Mme de Reding.

Après déjeuner, elle a joué avec son cousin, puis dessiné. A quatre heures, Élisa est venue me rappeler pour jouer un duo de harpe et piano avec elle. Les princes Louis et Jérôme nous ont quittées pour aller au spectacle à Constance, ce qui contrarie fort la Princesse. Après le dîner, nous avons lu un article du *Temps* sur le projet de pétition qui a été présenté samedi à la Chambre, où l'on dit qu'il ne faut pas laisser rentrer Joseph ni Louis, puisque ce sont des prétendans, mais qu'on devrait laisser rentrer les autres. Tout cela fait qu'on s'occupe d'eux et leur fait plaisir.

Jeudi 14 avril.

... Les jours où le Prince va au spectacle, la Princesse fait l'économie de ses jolies épaules. Hier, elles ont reparu dans tout leur éclat. C'est une coquetterie bien innocente et bien permise dans sa position. Je suis partie avec Élisa, M. Conneau et le prince Ernest pour Constance. Au moment du départ, la Reine a grondé le dernier de son peu de docilité. Le prince Jérôme allait faire une visite à M. de Zeppelin, et notre Prince restait avec sa jolie cousine. Nous sommes arrivés fort tard ici.

Nous avons trouvé tout le monde occupé des journaux et de la séance où l'on a présenté la pétition pour le rappel. M. de Golberg avait parlé le premier, puis le général Petit; MM. de Briqueville et Larabie à merveille, M. Mauguin a aussi pris la parole, mais d'un air embarrassé, et M. Odilon Barrot, malgré sa promesse, n'a pas dit le mot. Le résultat a été l'ordre du jour. C'est une nouvelle mystification de Louis-Philippe. Il est maître en fourberie. Après le dîner, le Prince a joué au billard avec sa cousine, puis fait des tours pour l'amuser. Il en a toujours l'air occupé, elle est vraiment gentille. J'ai joué aux échecs avec le prince Jérôme. La Reine m'a engagée à écrire à M. de Golberg.

Arenenberg, 14 avril.

Je joins mes félicitations, monsieur, à celles de tous vos amis sur le beau discours que vous venez de prononcer à la Chambre pour le rappel de la famille Bonaparte. Il a été lu ici par les intéressés avec un vif sentiment de gratitude. Ils sont sensibles à ce que vous avez essayé de faire pour eux et charmés de pouvoir ajouter un talent aussi distingué, un mérite aussi supérieur que le vôtre, à ceux des nobles défenseurs de cette grande infortune. Vous avez compris avec votre sagacité ordinaire, monsieur, que si le gouvernement jugeait leur éloignement utile à sa sécurité, d'aussi bons Français sauraient se résigner à tous les sacrifices nécessaires à la tranquillité du pays, mais que leurs malheurs méritaient quelque allégement. Il semble que ce serait une bien faible justice que de les mettre sur la même ligne avec les Bourbons de la branche aînée, qui tous, en partant, ont pu emporter chacun tous leurs biens particuliers, tandis que ceux des Bonapartes sont encore retenus sous le poids d'une confiscation et qu'une partie sert, au budget de la Guerre, à payer les Chouans! Espérons que le temps couronnera les efforts de leurs généreux défenseurs en leur rendant ces droits de citoyens français, seul objet de leur ambition, et qu'alors, les tribunaux ne se diront pas incompétens à décider de leurs biens; ceux au moins dont on n'a pas disposé encore pourront leur être facilement rendus. En attendant, ils trouvent quelques consolations dans l'intérêt qu'un petit nombre de cœurs, élevés comme le vôtre, leur témoignent encore. Je suis charmée d'avoir à me faire l'interprète de toutes les choses gracieuses qu'ils ne peuvent vous dire eux-mêmes. »

Vendredi 15 avril.

En revenant d'Ermetingen, la Princesse m'a fait appeler par Ernest pour faire de la musique; puis le père est arrivé nous interrompre pour me faire écrire un billet à Mme Benezet, pour refuser la proposition qu'elle lui fait pour le Wolfsberg : il préfère Eugensberg. A cinq heures, j'ai été avec lui et sa fille dans une boutique à Gottlieb acheter des ganses pour une bourse qu'elle veut faire à son cousin et que j'ai commencée le soir. Son cousin s'est gentiment occupé d'elle toute la soirée.

Samedi 16 avril.

Mon cher Prince est très enrhumé ; il n'a pas été d'une promenade que j'ai faite, après déjeuner, avec son oncle et sa cousine à Maunbach. S'ils passent l'été ici, ils feront venir la marquise Azolini. Le prince Jérôme a été à Constance faire une commission que j'avais pour Henriette Macaire. La Reine hésitait à publier *1815*.

Pourtant, je crois qu'elle va s'y mettre. Je descendais pour faire de la musique avec la Princesse, mais, comme j'ai vu le Prince aller la rejoindre au salon, j'ai pensé que c'était inutile. Le soir, à dîner, le Prince avait reçu une lettre de M. Visconti. Il lui raconte qu'ils sont *menacés* d'une amnistie, et que pour achever de se mettre en *liberté*, il va se marier. M. Visconti a des nouvelles de M. Arese, il va à Tunis. Le Prince a passé sa soirée dans le billard avec sa cousine, elle a l'air fort empressée de lui, elle le suit comme son ombre, redouble de gentillesse quand il est là. Il finira, j'espère, par s'échauffer un peu, car enfin il faut bien cela pour qu'il consente à l'épouser.

Dimanche 17.

Le Prince est souffrant de son rhume. Je ne sais si c'est cela qui lui donne l'air triste et froid avec sa cousine. Élisa prétend que c'est la peur que M. Visconti n'épouse Mlle de Crenay. Hier, après déjeuner, ils se sont promenés tous ensemble. En rentrant, la Princesse m'a retenue au salon jusqu'au dîner. Le soir, les deux petits princes nous ont entraînées à faire avec eux des charades les plus bêtes du monde. Le prince Louis n'a pas voulu en être, et la pauvre petite princesse avait sa jolie figure bouleversée de le voir si froid et si peu occupé d'elle. Le papa et le

frère aîné ont l'air aussi de s'ennuyer pas mal. Aujourd'hui, le prince de Salm est venu chercher son fils. Après déjeuner, on a été voir Berg, que la mort de M. de Thun laisse à vendre. J'ai vu sur la figure de la Princesse qu'elle était très peinée que le prince Louis ne vînt pas avec nous. Au fait, il n'était pas bien amusant pour elle d'être enfermée dans une voiture avec son père et sa tante. Aussi, lorsque nous avons mis pied à terre à Berg, elle avait l'air de très mauvaise humeur.

Elle s'est approchée de moi, m'a dit qu'elle m'aimait beaucoup ; elle s'est remise à être fort gentille. Nous avons bu du lait à l'auberge, et, lorsqu'on a voulu remonter en voiture, le Roi ayant décidé de revenir en char-à-bancs, j'ai pris la place dans la voiture de la Reine. La Princesse était fort préoccupée de ce qu'étaient devenus les Princes, qui ne sont rentrés que pour le dîner. La soirée a été fort animée ; on a fait un tour de valse, des petits jeux, et le Prince s'est occupé de sa cousine. Elle en était radieuse. J'ai cru même voir leurs mains se tenir, et rien n'était plus gentil que le dernier petit adieu qu'elle lui faisait de la porte en s'allant coucher.

Ce matin, il n'y paraissait plus rien. Le Prince avait repris sa froideur.

Après déjeuner, le Roi nous a tous appelés pour faire à Eugensberg une promenade qu'il avait déjà faite avant déjeuner avec son fils Jérôme, auquel, cette fois, Eugensberg avait plu. Les princes Louis et Napoléon nous ont suivis dans la charrette aux ânes, qu'ils ont voulu faire descendre par les petits chemins de Sandegg, et, comme cela n'était pas possible, après s'être exposés à tomber dans le précipice, il a fallu les dételer, les rouer de coups, si bien que la pauvre ânesse en était en sang. Finalement, la charrette a été jetée par le prince Louis du haut en bas de la montagne et est arrivée brisée. J'étais en colère contre eux de cette expédition. J'en voulais à la Princesse d'en rire et surtout au prince Napoléon, dont le petit caractère entier, despote et colère, n'est pas compensé par un cœur très sensible, bien loin de là. Le Roi, qui court toujours en avant, nous a ramenés en poste par le bord du lac...

Mardi 19 avril.

La soirée s'est passée à faire niaisement des petits jeux pour amuser le prince Napoléon et sa sœur, ce qui a valu une que-

relle avec le prince Jérôme. Il voulait jouer aux échecs avec M. Conneau, et, comme nous l'avons retenu pour jouer avec nous, le prince Jérôme a pris de l'humeur et s'est retiré chez lui. Nous le croyions couché. Mais, à onze heures, il a reparu pour dire bonsoir à sa tante. Mme de Reding avait aussi quitté le jeu, mécontente d'une brusquerie de la Princesse. Ces enfans sont terriblement gâtés.

Aujourd'hui, pour le déjeuner, on nous a fait, à Élisa et à moi, la plaisanterie de nous laisser dans le salon pendant qu'on se mettait à table; mais, comme cela a déjà été fait vingt fois, je m'en suis doutée, et nous sommes arrivées avant Mme Salvage que l'on avait fait avertir. Cette différence mise entre elle et nous choque Élisa.

Jeudi 21.

... Quel changement cruel un jour suffit à m'apporter. Ma mère, ma pauvre mère! Où trouverais-je la force de m'occuper d'autre chose que d'elle? Elle est malade, bien malade. J'espère encore, et, à chaque minute, une lettre peut venir briser cette faible espérance. Jamais on n'aura moins été préparé à un chagrin que je ne l'ai été par la journée de mardi. Le temps s'était remis au beau, et ici tout le monde était disposé à la gaieté. Comme nous sortions de table, Rousseau a fait avancer deux musiciens qui désiraient se faire entendre. C'était un homme et une femme, tous deux jeunes; l'homme surtout était jeune et beau. Sa physionomie était des plus expressives, et je suis convaincue que si, au lieu de vagabonder pour gagner une misérable existence, il avait eu un sort assuré qui lui eût permis de travailler la musique, il en aurait eu le génie. Sur une misérable harpe sans pédales, la femme accompagnait par de simples accords très agréables et assez justes les morceaux qu'il nous jouait sur le violon avec un talent vraiment remarquable. Ils étaient bien choisis. Ils faisaient des sons harmoniques charmans. Il nous a fait un véritable plaisir. Il a joué en passant son violon au milieu de son archet débandé, puis il a joué avec le dos d'un couteau. Il nous a fait entendre une espèce d'harmonica de son invention, qui m'a paru une chose industrieuse; il avait posé sur une planche une serviette pliée en quatre. Sur cette serviette étaient rangés une dizaine de verres très communs, de grandeurs inégales, et qui tous conte-

naient de l'eau, plus ou moins. Il frappait sur le bord de ces verres successivement avec des fourchettes de fer à manche de bois dont les paysans se servent dans ce pays-ci. Il nous a joué plusieurs airs, valses, etc., très agréables, toujours accompagnés par la harpe. Ils avaient dessiné sur un papier mille tours qu'ils font dans les foires et dont heureusement on n'a pas eu la barbarie de leur demander la représentation, au grand chagrin du prince Napoléon et à ma grande satisfaction.

Cette musique et ceux qui la faisaient m'avaient disposée à l'attendrissement. Si j'avais été la Princesse, je les aurais retenus pour leur faire un sort. Sur la mine intelligente de l'homme, on devine que de grandes facultés restent ainsi annulées, faute des circonstances où la destinée les place... Je faisais part de mes réflexions à ma bonne Reine, à son digne fils. Car, de tous les Montfort, pas un ne m'eût entendue.

On avait organisé une course à Reichnau. Ne voulant pas perdre ainsi toutes mes après-midi, j'ai déclaré que je n'en serais pas. Je me suis promenée à pied avec tout le monde jusqu'au moment du départ. J'ai vu de loin le retour des promeneurs longtemps après. Élisa est arrivée tout en émoi. Elle m'a conté qu'arrivée à l'église de Reichnau, elle s'y était sentie toute saisie par le froid ; elle n'avait pas voulu y rester et s'était assise dans le cloître, en donnant à Fritz l'ordre de venir l'avertir quand on partirait. Le temps s'était écoulé. Lassée d'attendre, elle s'était décidée à sortir au moment où le sacristain allait l'enfermer dans le cloître. Sans se douter que c'était exprès qu'on la laissait ainsi, elle avait remarqué quatre jeunes paysans qni la guettaient ; elle avait cru que c'était pour lui demander l'aumône. Ils la suivaient en riant aux éclats et avaient fini par lui jeter des pierres. Arrivée au bord du lac, elle avait vu la société abordant à Arenenberg, et elle avait éprouvé un tel dépit qu'elle avait eu mille peines à ne pas éclater en sanglots. Elle avait heureusement trouvé dans son allemand de quoi demander un bateau et s'était contenue pour ne pas pleurer devant son batelier. En arrivant, elle avait vu toute la société réunie, l'attendant pour la huer, ce qui avait tellement redoublé sa colère qu'elle n'en avait plus été maîtresse, et, lorsque le prince Jérôme s'était avancé pour la persifler, elle lui a dit « qu'un trait pareil ne l'étonnait pas ;

qu'elle avait cru avoir affaire à la galanterie de princes français, et qu'on pouvait les reconnaître à une pareille grossièreté; qu'il fallait payer l'honneur de la société des princes en leur servant de bouffons, et qu'ils étaient bien de vrais princes sous ce rapport-là. » Comme elle s'éloignait en les laissant aussi mortifiés qu'elle, elle a entendu le père qui disait à ses enfans : « Vous n'avez que ce que vous méritez. » La chose qui m'étonnait et qui affligeait le plus Élisa, c'est que le prince Louis se soit mêlé de lui jouer un pareil tour, lui qui doit la protéger ! Et toutes deux nous nous sommes bien monté la tête contre eux tous. A l'heure du dîner, elle est venue se mettre sous ma protection pour entrer au salon où toute la société était réunie. Au moment où nous avons paru, chacun s'est regardé en se pinçant les lèvres, et l'on a dit que « Finette sentait bon, » pour avoir le prétexte de partir d'un éclat de rire général, qui s'est arrêté tout d'un coup lorsque je les ai tous regardés fixement d'un air grave, sec et froid, en leur répoudant que « c'était bien extraordinaire, puisque tous les chiens sentaient mauvais. »

La Reine s'était approchée de Mlle de Perrigny, et, en lui parlant avec bonté, l'avait fait fondre en larmes. Le prince Napoléon, qui s'en était aperçu, en riait tout haut, en poussant sa sœur pour qu'elle en rît aussi. Elle était prête à en faire autant. Alors je me suis baissée auprès du petit, et j'ai coupé court à sa gaieté en lui disant de l'air le plus méchant que j'ai pu prendre : « Je reconnais votre *bon cœur*, prince ; il est, en toutes circonstances, ce que je l'ai jugé. » Là-dessus, on a passé à table, et j'ai vu le prince Jérôme rire aux éclats avec Mme Salvage. Je me suis promis qu'il aurait aussi son coup de patte. Le dîner a été assez froid. En sortant de table, le prince Louis s'est approché d'Élisa pour faire sa paix. Je lui ai dit, avec le ton que j'étais déterminée à prendre avec tous, « qu'il faisait très bien de demander les excuses qu'il lui devait, car, dans tout cela, il était le seul coupable. » Il m'a répondu en rougissant que « ce n'était pas de sa faute, puisque ce n'était pas lui qui était le chef de la bande. » Là-dessus, je suis allée me chauffer les pieds près de la cheminée où était le prince Jérôme, et, lorsqu'il a voulu me dire que Mlle de Perrigny avait eu tort de se fâcher, je lui ai répondu « qu'elle en avait bien sujet, que c'était une grossièreté impardonnable, et que plus

une impertinence tombait de haut, plus elle frappait. Il était vrai que Mlle de Perrigny était ici dans une autre position que moi, puisqu'elle avait l'honneur d'être la parente de la Reine et du Prince et que c'était à ce titre qu'elle était dans la maison, mais que, si on m'avait joué un pareil tour, j'aurais été à Constance au lieu de rentrer, qu'on serait venu m'y chercher et me faire des excuses, ou que je n'aurais jamais remis les pieds à Arenenberg. » — « Ce ne serait pas moi qui y aurais été, » m'a répondu le prince Jérôme. — « Je crois aussi, mon prince, que je n'aurais jamais habité sous le même toit que vous. » Je lui ai conté alors la fable de Florian, des singes jouant à la main chaude avec le lion, et que Mlle de Perrigny en avait appris d'eux la morale. « Il n'est pas question de princes. » — « S'il n'est pas question de princes, auriez-vous trouvé bon qu'on fît la même chose à votre sœur? » — « Ma sœur n'a pas l'âge de Mlle de Perrigny. » — « Non, mais cette différence n'est pas tellement grande qu'il doive y en avoir dans les procédés, et Mlle de Perrigny a un frère qui trouverait sûrement cela fort mauvais. » Je ne sais quelle impertinence il m'est échappé, mais, au milieu de notre discussion, le Prince m'a dit que, si je n'étais pas une femme, il me répondrait autrement. J'ai ajouté que « ce qu'il y avait de plus mauvais, c'était d'avoir fait désobéir le domestique auquel Mlle de Perrigny avait dit qu'on l'avertît, que c'était la compromettre vis-à-vis de tous les gens de la maison. A cela, le prince Jérôme m'a répondu que ce n'étaient pas ses domestiques ; qu'elle n'avait pas d'ordres à donner. J'ai élevé la voix en répondant pour que chacun l'entendît : « que Mlle de Perrigny avait le droit de donner des ordres à tous les gens de la maison jusqu'à ce que la Reine en ordonne autrement, et qu'elle seule en était juge. » La Reine qui, peut-être, craignait que je n'allasse trop loin, m'a appelée sous je ne sais quel prétexte. J'ai pris mon ouvrage et je me suis assise près d'Élisa qui travaillait. On a fini par faire des jeux. Nous n'avons bougé ni l'une ni l'autre. On nous a proposé d'en être. J'ai répondu que nous n'étions pas nécessaires. Le Roi est revenu du billard me pincer l'oreille en me disant d'en être, et le prince Louis s'étant approché de moi pour insister, je me suis levée et me suis réunie à eux. Élisa est restée obstinément à son ouvrage. Le Prince était de la plus grande tendresse avec sa cousine. Le soir, en allant me coucher, j'ai conté

à Elisa toutes les impertinences que j'avais dites à droite et à gauche. Elle les a tous mal arrangés, même la jeune princesse. Elle la trouve sans esprit, pas bonne, et surtout pas franche du tout. Elle dit qu'elle lui faisait toute la soirée des tendresses et des *mamours* sans fin pour aller ensuite en ricaner par derrière...

Hier, mercredi 20, Mme de Reding est venue me trouver pour me montrer la bourse que la Princesse avait achevée pour son cousin. Elle ne la trouvait pas assez jolie pour la lui donner, et une autre qu'elle avait faite à son frère, elle voulait la donner à sa place. Mme de Reding est restée longtemps à causer avec moi de l'affaire de la veille. Je lui ai dit crûment tout ce que j'en pensais. « Si les princes veulent avoir des gens pour les bafouer, ils doivent tout bonnement prendre de plats valets dans la rue, mais que, s'ils veulent avoir autour d'eux des gens distingués, ils doivent les traiter avec considération. » J'allais descendre pour le déjeuner lorsqu'on m'a apporté une lettre de Laure... Quelle n'a pas été ma douleur d'y voir le long détail des souffrances de ma pauvre mère, qui se meurt!...

Sitôt que la Reine a vu mon chagrin, elle est montée chez moi tout émue, m'a embrassée avec affection en me disant tout ce qui pouvait me rendre de l'espoir, et m'engageant à ne pas me laisser abattre. M. Conneau est arrivé aussi, et, la lettre lue, n'a pas su me rendre grand courage. J'étais dans un état digne de pitié. J'étais passée dans la chambre de Mlle de Perrigny pendant qu'on faisait la mienne. Le Prince est venu m'y trouver pour me dire la part qu'il prenait à mon chagrin. Il venait me consoler, disait-il, et me répétait qu'il m'aimait depuis si longtemps que je devais en être bien sûre. Mlle de Perrigny est venue travailler près de moi. Elle me contait que le Prince était des plus gais. Sa cousine lui avait envoyé sa bourse. En la remerciant, il lui avait dit : « qu'elle avait craint de le rendre trop heureux en la lui donnant elle-même. » Il avait voulu lui baiser la main, mais elle l'avait retirée en rougissant excessivement. Il l'avait menée promener dans sa petite voiture et avait passé son après-midi avec elle au salon.

Je suis sortie. La Reine, en m'apercevant, est venue au-devant de moi en me tendant la main et en me disant qu'elle allait m'appeler, que je ne devais pas rester ainsi renfermée.

En rentrant, j'ai pris un autre chemin pour ne pas rencontrer le prince Louis et le prince Jérôme partant pour le bal de Constance, et, quelques pas plus loin, le Roi, sa fille et Mme de Reding se promenant à pied. La sensibilité n'est pas le côté fort de la famille Montfort. Le prince Napoléon examinait ma figure altérée et bouleversée avec une curiosité qui n'était pas de l'intérêt. M. de Wessenberg dînait avec nous. La Princesse a fait une partie de billard avec lui et s'est couchée de bonne heure. Elle est moins jolie quand la coquetterie ne l'anime pas.

Hier, jeudi matin, j'avais à peine paru qu'on m'a apporté mes lettres. Je n'osais ouvrir, je me sauvais chez moi pour lire. J'ai trouvé la Reine sur l'escalier. « Avez-vous des nouvelles? — « Oui, madame. — Eh bien! lisez donc. » J'ouvris en tremblant et, comme les premiers mots étaient rassurans, je le lui ai dit. Alors, elle m'a embrassée en me témoignant tout le plaisir qu'elle en éprouvait. M. Conneau recevait de Fanny une lettre plus triste, elle lui envoyait la lettre d'Aimé pour me la communiquer avec ménagement en priant qu'on me fît partir à l'instant pour aller la rejoindre... La Reine a dit oui tout de suite, et le prince Jérôme, qui devait aujourd'hui retourner à Stuttgard en passant par Sigmaringen, m'a offert une place. Je suis descendue dire à la Reine ma résolution d'accepter l'offre du prince Jérôme. Mais la Reine m'a dit que son père ne se souciait pas qu'il passât à Sigmaringen, parce qu'il n'avait pas un officier avec lui : ce n'est pas assez digne d'aller seul. J'ai assisté à l'embarquement de la société se rendant à Lorette, excepté Mlle de Perrigny. Avec raison, elle n'a pas voulu en être, et la Reine, avec laquelle je me suis promenée longtemps, me paraît craindre que le choléra, qui se déclare en Italie, ne lui laisse tout ce monde sur les bras. Ce qui la choque le plus, c'est que le Roi fait arriver Mme de Holtzing et Cavel. Plus tard, j'ai rejoint la Reine. J'ai été bien étonnée de voir la Princesse en grand négligé enveloppée d'un châle, elle qui se met à moitié nue. J'allais lui demander si elle était malade; mais cela m'a été expliqué quand j'ai su que le prince Louis et son cousin étaient restés à Constance pour le spectacle. Elle n'aime pas beaucoup entendre vanter la beauté des autres femmes; elle a fait la moue quand j'ai dit que la princesse Eugénie était la

perfection des princesses et la princesse Marie jolie, et bien plus encore, quand le Prince a dit que Mme de Zeppelin était la plus belle du bal. Elle a fait une partie de billard avec Élisa. Il était à peine dix heures, la Princesse s'est couchée après avoir un peu chuchoté avec le prince Napoléon sur l'ennui d'Arenenberg, auquel elle commence à s'habituer. Je commence à craindre qu'elle ne soit pas ce qu'il faut au Prince!

Jeudi 5 mai.

... Encore une interruption longue et douloureuse... Vendredi, 22 avril, dernier jour où j'ai écrit, a été rempli pour moi d'émotions de tous les genres. Je partais incertaine encore si je trouverais ma mère et l'âme déchirée d'un doute affreux... La gaîté que je voyais autour de moi me faisait mal, c'était peut-être injuste, mais le rire de la Princesse est si éclatant, si forcé, qu'il me paraît faux à l'oreille. Élisa me disait qu'elle est décidément moqueuse et peu sensible, elle me félicitait de pouvoir me soustraire à tous ces ricanemens, si pénibles dans ma position. Le Prince et elle ne se quittaient pas, il se mettait à ses genoux et faisait près d'elle toutes les singeries d'homme amoureux. Il lui disait mille choses gentilles, qu'elle ne pouvait comprendre, — elle n'a pas assez de cœur, — elles ne lui paraissaient qu'exagérées et risibles. Il disait que « la vie, l'âme, étaient comme une lettre dont tout le monde voit le dehors, l'adresse, l'enveloppe, et qu'une seule personne lit, parce que l'âme ne se fait comprendre qu'à une seule âme! » Il m'appelait en témoignage de la vérité de ce qu'il disait. Je l'avais bien compris et le sentais. Je pensais avec un sentiment d'amertume que la Princesse ne le comprendra jamais. Elle est coquette, frivole, et lui, mon Dieu, il a toutes les qualités contraires. Comme il méritait mieux!... A neuf heures, je suis montée en voiture avec le prince Jérôme, après avoir reçu les adieux affectueux de toute la maison. Élisa m'a conté que la Princesse s'était récriée sur l'inconvenance que je partisse seule avec son frère. Mme Salvage, d'un air fort moqueur, avait prétendu que j'étais d'un âge à voyager de toutes les manières... Le prince Jérôme a dormi. Il a été du reste fort convenable avec moi, mais son ton brusque, dur et impératif, me choquait à chaque poste. Nous arrivâmes à sept heures du matin à Sigmaringen. Ma pauvre Fanny n'avait pas encore reçu de

nouvelles aussi rassurantes que celles que je lui apportais. La Princesse me reçut très bien. Après le dîner, nous avons été au château, j'ai fait ma visite à la Princesse régnante; elle a accepté avec empressement le projet de la partie d'Uberlingen que j'étais chargée de proposer pour mercredi de la part de la Reine... La princesse Joséphine est un peu jalouse de son mari, par la faute de sa sœur la princesse Marie. Elle a eu la bêtise de lui écrire toute une histoire du prince Charles et de Marie d'Aichner dont il a été très amoureux. On prétend qu'à Baden, au moment où son mariage s'arrangeait, ils avaient des rendez-vous, qu'une grossesse s'en est suivie et qu'au bal de noces du Prince, elle y était enceinte, qu'ils ont dansé ensemble, qu'elle avait l'air fort triste et très embarrassée; qu'ensuite, elle avait fait un voyage à Francfort pour y aller accoucher, ce qui ne l'empêchait pas d'épouser un baron de Waugenheim, cavalier de cour du prince de Hechingen. Les amours de Mlle de Jahnenberg et de M. d'Esbeck fournissent aussi aux caquets, et la pauvre Aldesheim s'en meurt de jalousie. Rentrées, nous avons été bien vite au salon recevoir tout le château venant prendre le thé avec le prince Jérôme. Je l'ai remercié et lui ai fait mes adieux.

Le lendemain 24 avril, à quatre heures du matin, nous étions en route pour Strasbourg. Notre mère vivait, et papa, en nous contant sa maladie, nous donnait l'espoir de la conserver encore un an ou deux. Le jeudi 28, Fanny put nous quitter plus tranquille... Le général Voirol avait été du nombre des visites que nous avions reçues la veille. Il avait beaucoup insisté pour que j'aille voir sa femme. Je ne l'aurais pas fait si le souvenir du Prince et de la Reine ne m'y avait entraînée, et là, j'ai parlé d'eux de manière à émouvoir ceux qui m'entendaient et à leur communiquer quelque chose du tendre dévouement que je leur porte. Le colonel Vaudrey vint aussi me parler d'eux. Il me conta qu'un colonel avait eu la platitude d'écrire au ministre pour dire qu'il avait reçu le livre du Prince et pour demander s'il fallait répondre. Malgré la défense, M. Vaudrey me promit une lettre pour mon prince et me parla du plaisir qu'il aurait à faire sa connaissance. Je l'ai engagé à venir et, le samedi, il m'a apporté une lettre pour mon cher prince. Aimé (1) m'a

(1) Aimé de Franqueville, mari de Laure Masuyer, aide de camp du lieutenant général Voirol, qui commandait le département du Bas-Rhin.

aussi apporté un flacon d'essence de rose que le général Voirol envoyait et un petit portefeuille qu'il me priait d'offrir à la Reine...

La vie de ma mère tient à un fil. J'étais plus confiante près d'elle, pourquoi l'ai-je quittée? J'étais poursuivie par l'importance que la Reine attache à la publication des *Mémoires de Mme Parquin*... Le dimanche, Aimé et papa étaient allés au grand dîner donné par le général Voirol à l'occasion de la fête du Roi...

Arenenberg, mardi 3 mai, à onze heures du soir.

Je suis arrivée, ma chère Fanny, et tout étourdie de trouver la maison si remplie et si pleine de mouvement. J'ai laissé maman aussi bien qu'elle peut être dorénavant...

Le mercredi matin, je me suis levée, brisée, autant par toutes mes émotions que par la fatigue. Toute la société se promenait déjà. La première personne que nous ayons rencontrée, Mlle de Jahnenberg et moi, c'est M. de Holtzing, dont l'esprit caustique me déplaît souverainement; puis mon bon Prince. Il m'a dit qu'il avait été fâché de ne pas m'avoir vue arriver la veille, puis il a rejoint tout le monde. En rentrant, tout le monde m'a accueillie d'une manière assez aimable pour que j'aie remarqué la froideur de la princesse Mathilde. Le déjeuner m'a suffi pour voir qu'elle s'entendait avec le Prince et qu'il est décidément très amoureux d'elle. Elle a l'air si sûre de son fait que c'est à ne pas s'y tromper. Mais ce que j'ai vu aussi, c'est que je les gêne, et je ne puis m'empêcher de m'en affliger. Le Prince est fort ému près d'elle, il change de couleur en lui parlant... Je suis remontée chez moi jusqu'au moment où la voiture de la Reine a paru. Le Prince et sa cousine étaient au revers ensemble; le Prince, qui déteste aller en voiture, avait renvoyé ses chevaux pour revenir ainsi avec elle. Qu'y a-t-il au monde de plus heureux que deux jeunes gens qui se plaisent, qui s'aiment, et qui vont s'épouser? C'est une félicité sans égale...

J'ai été retrouver Élisa, par qui j'ai su mieux encore où en sont les choses. Elle est convaincue à mille détails de tous les instans que le mariage est convenu entre eux: il lui dit de ces mots charmans qu'il a toujours tout prêts pour la femme dont il est amoureux, il lui dit même qu'il n'a *jamais aimé personne*, et, lorsque, à voix basse, Élisa lui rappelait Mme Saunier, il

répond qu'il n'aurait pas fait la moindre inconvenance pour elle, et qu'on n'aime pas la femme à laquelle on n'est pas prêt à tout sacrifier. Élisa se figurait que, jusqu'à présent, il n'était pas aussi amoureux de sa cousine que de la petite Louise; mais je l'ai convaincue du contraire par mes propres observations. Élisa la voit d'un œil sincère, elle prétend que c'est elle qui a fait toutes les avances; c'était chez elle un plan fait plutôt qu'un entraînement du cœur, qu'elle n'a ni bon, ni sensible. Elle le poursuit dans tous les coins. Il faut qu'il s'occupe d'elle constamment. Elle la trouve moqueuse, fausse, coquette, vaine, envieuse des autres femmes, jalouse; elle n'est bien qu'en apparence, et parce qu'elle veut l'être dans un moment donné. Elle a enchanté tous les gens de Constance à cette soirée de l'autre jour, et, par derrière, elle s'en moquait impitoyablement.

En descendant, nous l'avons trouvée au salon. Elle nous a saluées d'un air si froid que je n'ai pas été tentée de m'approcher d'elle, et, comme le Prince y était, et la Reine pas, nous avons pris un prétexte pour remonter chez elle et ne paraître qu'avec elle. D'abord, en sortant de table, j'ai été jouer au billard avec Élisa. Lorsque la Princesse y est venue avec son cousin, je suis montée chez moi pour écrire au colonel Vaudrey pour le passeport. La devise de ses armes est assez fière : « J'ai valu, je vaux, je vaudrai. » Lorsque je suis descendue, la Princesse allait se coucher, devant se lever à quatre heures, pour aller avec son père, son frère et son cousin, voir une campagne près de Rosbach. Le Prince, qui la tenait par la main, la lui a baisée en murmurant quelques mots de tendresse, dont le dernier était *baiser*. En attendant le coucher, j'ai causé dans un coin avec ce bon Conneau, qui est ici le seul ami que j'aie, et qui m'afflige bien en pensant à nous quitter... Il voudrait trouver à vendre son épingle de diamant pour avoir prêt de quoi s'en aller...

Hier matin, en descendant pour déjeuner, j'ai été très étonnée de rencontrer la Princesse; je la croyais partie avec ces messieurs. On voyait qu'elle avait pleuré de colère de ce que son père l'avait laissée; mais, en femme qui sait se contraindre, elle faisait semblant d'en rire... Lorsque, à trois heures, les Princes sont revenus, je suis descendue pour leur dire le plus gracieux bonjour que j'ai pu, et suis vite remontée chez moi pour laisser les amoureux jouir du plaisir de se revoir. Le Prince était fort triste; il avait dit à sa cousine qu'il avait reçu une lettre qui lui

avait fait bien du chagrin; elle en a pleuré. C'était une lettre de son père, refusant le consentement à son mariage et lui défendant d'aller à Florence avec eux, ce dont il pouvait avoir eu la pensée... A l'heure du dîner, j'ai trouvé le Prince et la Princesse, que j'avais vus différentes fois se promener, en se tenant par la main. Ils avaient les yeux rouges comme des gens qui ont pleuré. La Princesse a mis de l'affectation à ne pas manger du tout, et, toute la soirée, ils ont roucoulé. Je m'arrangeais pour ne jamais être où ils sont, mais pour être gracieuse avec tous les deux quand je m'en trouve rapprochée. Le père et le frère sont allés se coucher, elle est restée toujours en aparté avec le Prince, jusqu'au moment où tout le monde est allé se coucher.

Samedi 7 mai.

Hier matin, le Prince m'a dit un gracieux bonjour par la fenêtre. Il est arrivé pour déjeuner, lorsque nous étions à la moitié du repas, ce qui agitait beaucoup son oncle. Il avait été retenu par un bon paysan venant lui dire l'intention du canton de le faire nommer du Grand Conseil, mais qu'on désirait savoir s'il accepterait avant de faire une chose qui est tout à fait contre la loi, puisqu'il n'y a que deux ans qu'il est citoyen et qu'il faut qu'il y en ait cinq pour qu'on puisse remplir des fonctions publiques. Le Prince a refusé que l'on fît quelque chose que la loi défendait, en disant qu'il accepterait lorsque les cinq ans écoulés lui en donneraient le droit. Mais la seule proposition m'a fait un plaisir extrême, parce qu'elle prouve combien il est aimé, et, en pareil cas, je le témoigne avec toute ma vivacité...

En sortant de table, on est allé à Maunbach. J'ai suivi, mais de loin, en causant avec M. Conneau. Il veut décidément retourner à Florence, ce qui me fait un vrai chagrin. C'est le seul ami que j'aie ici, la seule personne qui me porte intérêt, à qui je puisse parler de mes peines, surtout à présent que la présence de Mme Salvage a tant changé mes relations avec la Reine et que le mariage de son fils va aussi le changer pour moi. En arrivant à Maunbach, tout le monde l'a amèrement critiqué, même le Prince, pour qui cette maison avait tant d'intérêt autrefois; mais il tenait toujours le bras ou la main de sa cousine et ne pensait plus à autre chose. Je suis rentrée seule chez moi. Plus

tard, Mme de Reding, Élisa, M. Conneau, sont revenus à pied, suivant le Prince et la Princesse, qui se donnaient le bras en causant gaiement et tendrement. La dernière m'a fait des saluts gracieux avec la main et le mouchoir de poche. Elle est allée prendre sa leçon d'allemand, ce qui a laissé le Prince fort désœuvré. Élisa est venue me conter encore quelques remarques peu favorables à cette jeune fille. Le Prince est monté à cheval. Il est resté sous ma fenêtre à faire mille tours et singeries avec son cheval, en me souriant et en regardant en l'air si on le voyait...

Dimanche 8 mai.

... Hier, le Roi, sa fille, le Prince, Mme de Reding, Mlle de Perrigny ne sont rentrés qu'à cinq heures de la revue des milices cantonales, qui avait lieu au Wolfsberg, ayant été après à Hochstraus et à Constance, où la Princesse avait fait des emplettes. Elle m'a paru peu contente de sa journée, parce que son père ne l'avait laissée qu'un quart d'heure à la revue, où le Prince était resté, pour aller après dîner chez M. Aman avec le prince Napoléon. Ils ne sont tous deux rentrés qu'à la fin de notre dîner, pendant lequel tout le monde a bien grondé notre cher Prince, qui, tout le temps de la petite guerre, s'était tenu sous le feu, comme si une baguette ne pouvait pas avoir été oubliée dans un fusil et le tuer. J'en frémissais, et la Princesse riait aux éclats : elle ne se fera pas de mauvais sang par inquiétude pour lui. Il s'est emparé d'elle, et ils se sont retirés dans un petit coin, d'où, pourtant, le Prince nous a conté qu'il avait eu une mortification à son dîner. Un jeune sous-lieutenant lui avait soutenu que l'Empereur était retourné en Corse en 1790, — ce qu'il ignorait. Le Roi a assuré que le fait était vrai : il se le rappelle, quoiqu'il n'eût alors que six ou sept ans, parce que, dans ce moment, on l'avait paré d'un habit gorge-de-pigeon à gros boutons; on lui avait mis de la poudre, un gros bouquet à la main, et, ainsi, on l'avait conduit à Paoli, au milieu d'un bal où il y avait beaucoup de dames, entre autres Mme Ramolino. Il n'était plus retourné en Corse depuis, et il se le rappelait néanmoins à merveille : leur maison, la course qu'il avait faite ce jour-là, la citadelle. Le Prince a passé la soirée en tête à tête à jouer au billard avec sa cousine...

Lundi 9 mai.

... Le Roi est fort occupé d'acheter et d'arranger la Hochstraus, parce que sa fille y tient; il tourmente le pauvre Conneau tantôt pour un plan, tantôt pour un autre, ce qui ne s'arrange pas avec ses projets de départ. Le voyage de M. de Stolzing à Stuttgard était pour aller demander le consentement du Roi pour le mariage... Après le déjeuner, j'ai rejoint la Reine chez elle, et, comme les *Mémoires Parquin* l'occupent beaucoup, je suis en faveur dans ce moment... Je l'ai quittée à l'arrivée du Roi chez elle... Je suis descendue plus tard pour recevoir toute la société, et l'air sec de la Princesse; malgré sa préoccupation du Prince, je ne lui crois pas une grande tendresse pour *lui*, mais une grande envie de l'épouser.

Élisa prétend que nous aurons la vie dure avec elle, et que c'est déjà fort ennuyeux. Le Prince m'a fait voir les bonnets que ses cousines Marie et Théodolinde lui ont faits, il s'est beaucoup moqué de celui de la dernière. On a joué aux questions, où le Roi a tyrannisé, selon son habitude... J'ai reconnu la Princesse à la demande : « Quelle est la *plus mordante* de la société ? » et la réponse : « Qu'il *sache écouter et admirer* » à la question : « Quelle était la qualité qui me plairait le plus dans un mari? »

... Le mardi, à l'heure de la toilette de la Reine, je suis descendue chez elle; elle était tout en larmes. Elle m'a dit qu'elle venait d'avoir une longue conversation avec son fils. Il désirait aller voir son père. Pour elle, le seul mot d'Italie était synonyme de tant de malheurs qu'elle ne pouvait envisager cette pensée sans douleur. « Madame, ce serait peut-être une chose favorable à ses intérêts. — Et si les Autrichiens allaient le garder? — Mais, madame, il n'y a pas qu'une seule route. » Tout en disant cela, ce seul mot m'avait fait frissonner pour lui et pour elle...

Ces paroles de la Reine ne m'avaient pas étonnée; j'avais deviné qu'on chercherait à entraîner le Prince à Florence, à l'enlever à sa mère. La princesse Mathilde préfère naturellement l'Italie à la Suisse et usera toujours de toute son influence pour l'y entraîner. Le Roi a un si bel établissement. Une fois là, n'est-il pas naturel qu'un père retienne son fils? Puis la difficulté d'avoir des passeports pour le retour... Et je voyais ma pauvre

Reine privée de son seul bien, abandonnée, et ayant plus que jamais besoin de mes consolations et de mon dévouement...

Élisa a tâché de nous faire rire de la princesse Mathilde, qui, entre ses repas, se bourre de gâteau Campan pour pouvoir, à table, se donner l'air sentimental et ne pas manger. Alors, le Prince lui dit bien tendrement : « Mathilde, soyez donc raisonnable, mangez donc. » Et Élisa se mord les lèvres pour ne pas éclater. Mme de Reding est une excellente femme; je l'apprécie tous les jours davantage. Elle disait comme nous : « C'est une grande folie au prince de Montfort d'emmener tout son monde pour revenir au mois de septembre. Il ferait mieux de laisser sa fille. » Mais Mme de Reding ajoute que, là-dessus, il n'entend pas raison. Elle est revenue, une minute après, avec sa jolie Princesse, qui était inquiète du Prince, que, de ma fenêtre, nous voyions *voltiger* sur son cheval, avec des éperons. Elle lui a fait signe que c'était assez, et il a cessé. S'il en est ainsi, un pareil amour doit rendre bien heureux. Dieu veuille que cela dure longtemps! . . . . . .

Jeudi 19 mai 1836.

Me voici de retour à Arenenberg. Huit jours de repos de corps après la plus effroyable secousse de l'âme [la mort de sa mère survenue le 5 mai] se sont écoulés. J'ai quitté ma pauvre Fanny, et, en me retrouvant seule, je sens plus cruellement le poids de l'horrible douleur qui m'accable... Un domestique du Roi m'attendait au débarqué, ainsi que Mme de Reding et Mlle de Perrigny. On venait de visiter en masse le château de Gottlieb. Il est à vendre. C'est, en ce moment, ce qui occupe le Roi. Pourtant, il a fixé son départ à lundi... On joue aux questions, aux charades et, la veille, la Reine avait habillé sa jolie nièce dans un des costumes de la Cour de l'Empire qui la rendait éblouissamment belle. Nous sommes arrivées au départ, et chacun m'a accueillie gracieusement. J'avais le cœur bien gros, mais j'ai fait bonne contenance...

En sortant de table, toute la société est descendue faire une promenade sur le lac. Le Prince avait commandé les chanteurs d'Ermetingen dans un autre bateau. C'était pour fêter l'objet de son amour. C'est le 27 la naissance de sa jolie cousine ; elle aura seize ans. Mais, comme ils ne seront plus ensemble pour fêter ce jour heureux, on le célèbre d'avance! — Le temps était

superbe, l'air doux, la lune à son croissant, et, sûrement, ces deux jeunes gens se rappelleront longtemps cette soirée de bonheur et d'amour. M. de Stolzing est revenu peu satisfait de son voyage à Stuttgard; étant un peu souffrant, il est resté à faire une partie de billard avec M. Bohl... Nous entendions les chants du lac, la clarté de la lune nous permettait d'y suivre les bateaux, et tous ces charmes de la soirée et de la nature ajoutaient à mes souffrances! Élisa a su par M. de Stolzing un événement affreux arrivé à Canino, où les deux fils de Lucien ont tué un garde-chasse, sûrement sans le vouloir. Lorsque la justice est venue pour les prendre, ils se sont barricadés et défendus. Le moins qui leur arrive est d'aller aux galères; la mort serait préférable avec un tel nom!

19 mai.

La Princesse était déjà au salon, et recevait fort gracieusement les félicitations pour sa fête et sur l'article fort poétique de Mme d'Abrantès sur elle. Naturellement, le Prince seul ne peut pas le trouver exagéré. Je n'ai jamais vu le Prince si animé et si fixé à la maison. Le bonheur lui va bien. Il est à merveille en ce moment. Je suis descendue chez la Reine pour lui demander de ne pas paraître à la soirée. Elle m'a retenue à causer des *Mémoires de Mme d'Abrantès*, qu'elle lit et qui l'amusent...

Vendredi 20 mai.

A dîner, on a admiré la princesse Mathilde, dont la toilette mettait toute la maison en rumeur. Elle avait une robe de satin blanc broché, fort longue de taille et fort collante, qui dessinait à merveille sa belle taille, des manches à berret très courtes, qui laissaient voir son beau bras, une jolie guirlande de petites fleurs blanches sur son front jeune et pur, un large velours noir passé au col pour en faire ressortir la blancheur, descendait jusqu'à la ceinture, et la poitrine couverte d'une parure de rubis et de diamans! Elle était charmante, et le Prince en extase... On a bu à la santé de la jolie Princesse avec du vin de l'Étoile... En sortant de table, je me suis sauvée; j'ai été chez la Reine. Des voitures étaient déjà arrivées et j'ai filé bien vite hors de la maison. J'ai couru comme une insensée, espérant me fuir, puis je suis rentrée à nuit close. La maison était éclairée,

on entendait une musique bruyante et animée, tout avait un air de fête; le Prince avait voulu avoir un orchestre pour son bal, pourtant peu nombreux.

Samedi 21 mai.

La Princesse, satisfaite de ses succès de la veille, m'a abordée gracieusement, mais n'a pu sans humeur entendre, à déjeuner, ce que l'on a dit sur la beauté de Mlle Merele et Mme de Zeppelin. Le Prince, en épousant une enfant de seize ans qu'il pourrait corriger, prend pour lui plaire, au contraire, tous ses défauts; il rappelle à Mlle de Perrigny ses devoirs, et je disais hier à M. Conneau que cela me faisait de la peine de voir le Prince devenir si moqueur que personne n'y échappe, pour faire rire sa cousine, dont c'est le bonheur, tandis que, l'année passée, il faisait un si grand grief à la princesse Théodolinde d'avoir dit un mot sur M. Roux. Mais il est amoureux, et cela répond à tout...

Le soir, la Reine ne m'a parlé que des projets du Roi sur Gottlieb... Je suis descendue à dix heures pour les emballer. J'ai trouvé le Prince dans l'antichambre. J'ai admiré le pommeau de sa canne. C'est une tête de chien en or faite à merveille. Élisa m'avait conté qu'en la lui remettant, sa cousine lui avait dit : « Faites bien attention que c'est le symbole de la fidélité... » Il m'a dit que c'était *son oncle* qui la lui avait donnée... Il m'a parlé les larmes aux yeux de la peine que lui causait la résolution de M. Conneau, de retourner à Florence, il craint qu'il ne s'en repente... La Reine était la première en voiture. La Princesse est arrivée en courant, en disant à son cousin combien elle trouvait joli un dessin d'une petite cassette qu'il venait de lui porter. J'ai encore causé un moment avec le Roi. Il allait à Constance. M. Conneau m'a dit que plus il réfléchissait aux offres qu'on lui faisait de rester dans le pays, plus il voyait qu'il y aurait folie à lui de les accepter; que le Roi n'achèterait rien et ne demeurerait jamais ici. Le Prince, une fois marié, n'y resterait pas non plus, et la Reine elle-même n'était pas bien sûre de ce qu'elle ferait.

J'ai vu les amoureux partir pour Hourhein et la Reine seule se promener. Je l'ai rejointe, et nous avons causé longtemps. Je lui ai lu le projet de biographie du Prince qu'elle m'avait demandé de faire et qu'elle envoie à M. Buchon. Il ne vient

plus, mais la grande-duchesse s'annonce. Nous avons parlé de Mme d'Abrantès, qui se fait craindre en retapant son monde et des *Mémoires Parquin*, où la Reine mettra ses petits griefs. Elle aurait trouvé au-dessous de sa dignité de les mettre dans ses *Mémoires* à elle. Je suis bien heureuse d'avoir à m'occuper de cela avec elle. Je m'en distrais; c'est ma branche de salut. Cela me rend plus nécessaire et fait qu'elle est mieux pour moi. Nous avons aussi parlé des Salm, dont elle fait aussi peu de cas que moi. Je l'ai quittée lorsque le Roi l'a rejointe et que les amoureux sont revenus. Elle m'a aussi parlé de cette affaire des enfans de Lucien. Ils n'ont pas tous les torts, et elle est d'avis qu'on les défende par esprit de famille. Elle engage Jérôme à faire faire aussi sa biographie et lui a fait son plan. J'ai pris au salon un ennuyeux roman de M. Salvandi : *Corisandre de Moléon*. La Princesse, en emballant sa musique, en avait oublié la moitié et m'emportait mes valses à quatre mains. Elle prétendait que cela ne devait rien me faire, mais elles viennent de la princesse Théodolinde, et j'y tiens à cause d'elle.

Le départ était fixé à ce matin à neuf heures. A huit heures, tout le monde était en bas. La Princesse pleurait à sanglots et le Prince était fort triste aussi. Elle a montré à Élisa une bague charmante en turquoises qu'il venait de lui donner... Les chevaux ne sont arrivés qu'à dix heures. Le prince Napoléon, fort ému et pâle de chagrin, est parti le premier avec M. Bohl. La Princesse éclatait en sanglots. Le Prince la soutenait dans ses bras pour la faire monter dans la voiture de son père, après laquelle il a couru pour lui jeter un gros bouquet. Puis, lorsque Mme de Reding et M. de Stolzing ont été emballés, il est aussi monté à cheval pour les reconduire. Élisa a entendu dire qu'il va partir pour Schinznach, puis pour le camp, elle croit plus tard pour Florence. A déjeuner, la Reine a parlé de tout ce qui s'écrit sur l'Empereur. Elle dit avec raison qu'il n'y a plus qu'elle qui l'ait entendu et qui puisse le faire parler...

Mardi 24 mai.

... Le pauvre Prince ne se sent pas le courage de supporter le vide que va lui faire ce départ. Il a déjà dit à Élisa qu'il part le 1er juin pour Schinznach, puis, après, pour le camp. L'orage est venu. La Reine s'en inquiétait, mais à peine était-il fini que

le Prince est arrivé. Il s'était arrêté et n'avait pas été mouillé. Aussitôt qu'il a paru dans le cabinet de sa mère, j'ai bien vite filé et ne suis arrivée qu'au moment où l'on passait à table pour laisser le temps des causeries.

Je me suis retrouvée à côté du Prince comme jadis. Il y avait bien longtemps que cela ne m'était arrivé. Il a conté qu'ils se sont arrêtés tous ensemble à la Houpe où ils ont fait un déjeuner excellent. Nous n'avons su de ce tendre moment d'adieu que le bon appétit du Prince Napoléon. Le Prince prétend que rien ne le faisait plus rire que de voir comme la Princesse Mathilde prenait au sérieux les taquineries de son frère et s'en fâchait. Dieu veuille qu'il rie toujours de ces fâcheries-là! il lui arrivera de se fâcher avec tout le monde!... Le pauvre Prince ne faisait que soupirer. Il a été gentil pour nous pendant le dîner. Il nous a conté qu'en revenant et sortant de Constance, il avait vu tout le monde en émoi sur la route. Il en avait demandé la raison, et on lui avait répondu que c'était un cheval qui venait de prendre le mors aux dents, les rênes s'étaient cassées; le cocher et un monsieur étaient sautés hors de la voiture pour tâcher de l'arrêter; ils n'avaient pu réussir, et il restait dans la voiture une femme et sa petite fille jetant les hauts cris. Le Prince alors a mis Cora au grand galop et, en un clin d'œil, a rejoint et arrêté le cheval. La femme est descendue de voiture avec la petite fille en joignant les mains pour le bénir et lui disant : « Vous êtes notre sauveur. » Je jouissais pour le Prince du bonheur d'avoir sauvé la vie à ces pauvres gens. — « Cela portera bonheur aux voyageurs, mon Prince, » lui ai-je dit. — « Je l'espère, m'a-t-il répondu avec un gros soupir. Mais je n'y ai aucun mérite, il n'y avait pas de danger à courir, ni de difficultés à vaincre. » — C'est égal, c'est un bon mouvement, et tous les Constançois, qui vous adorent déjà, vont vous porter aux nues. J'en ai un grand plaisir pour vous. » Il a eu un long tête-à-tête avec sa mère, et, à neuf heures, il a été se coucher, bien fatigué, disait-il, des douze lieues qu'il avait faites à cheval. En nous quittant, il nous a dit adieu, devant partir le matin à quatre heures. Il a pris congé de sa mère. Personne n'a dit où il allait...

La princesse Mathilde m'a appris que la grande-duchesse s'annonçait après la Pentecôte. Le Duc d'Orléans voyageant dans le Nord pour s'y choisir une femme, et la grande-duchesse

étant obligée de renoncer à ses illusions de ce côté, elle amenait peut-être sa fille pour prendre le Prince pour pis aller. Je suis bien aise qu'elle y pense trop tard; le voilà vengé de ce qu'elle a dit : « qu'il n'oserait pas penser à sa fille. »

Mercrdi 25 mai.

Le valet de chambre du Roi m'a conté qu'il veut revenir dans deux mois, au mois d'août, pour être ici pour la fête du Prince auquel il veut en faire la surprise. J'ai trouvé le moment de le dire au Prince pour calmer son chagrin... Mme Salvage nous a lu *Simon* de George Sand. Cette dame a gagné son procès : elle a sa fortune, ses enfans, une réputation littéraire, une bonne maison et une cour nombreuse; ce sera une femme à la mode.

Vendredi 27 mai.

La Reine a été toute la journée occupée de plans et de bâtisses; il faut bien loger sa bru, ses petits-enfans; et moi, j'y perdrai ma chambre, tout ce qui reste de l'Arenenberg d'autrefois... Mme Salvage donnait les renseignemens demandés sur les terres à vendre en Espagne, ayant appartenu à des couvens; mais, maintenant que M. de Mendizabal n'est plus au ministère, la Reine n'a plus la même confiance. A présent, c'est au roi de Lahore qu'elle vend sa belle tapisserie 20 000 francs pour bâtir sa maison.

Dimanche 29 mai.

Le Prince avait couché à Schaffhouse, il a été à Amkirch, mais il n'a pas trouvé la grande-duchesse. Ce pauvre Prince est d'une tristesse qui fait peine à voir. Le Prince approuve les plans de bâtisse de sa mère, et comme je me plaignais de ce que cela m'ôterait ma chambre, il m'a dit que j'avais encore bien du temps à en jouir, et cela avec un soupir qui disait combien ces retards lui pèsent. Il est fort contrarié d'avoir oublié de prier son oncle d'écrire des endroits où ils s'arrêteront.

Lundi 30 mai.

La Reine a reçu une lettre pour le prince de Montfort, et, selon la permission qu'il lui avait donnée, elle l'avait ouverte. Elle était de la comtesse Camerata, qui part pour Canale. Elle lui dit que, le choléra étant à Venise, on a établi une quaran-

taine de quatre jours à Bologne pour tout ce qui vient par cette route-là, elle lui écrit aussi à Vérone pour l'en prévenir. Cette nouvelle a donné les plus vives inquiétudes au Prince, et chacun s'est récrié sur ce que le Roi a eu grand tort de ne pas laisser ses enfans, puisqu'il était obligé de partir.

Pour consoler le Prince, je lui ai dit que cela ferait sûrement avancer son retour, déjà fixé au mois d'août, et que ce ne serait peut-être qu'une absence de six semaines, et, vraiment, pour si peu de temps, il est déraisonnable de tant soupirer.

En rentrant après déjeuner, je me suis croisée avec le Prince, guettant sa mère avec laquelle il avait eu une longue conférence. — « D'où venez-vous? » — « De me promener, mon Prince. » — « Quand viendra le colonel Vaudrey? » La Reine est survenue. Elle a été d'avis que j'écrive au colonel de passer par Schinznach où le Prince sera alors, il a aussi le projet d'aller à Baden, puis au camp de Thun, voilà son été bien rempli.

Mardi 31 mai.

Hier, à dîner, le Prince nous a conté que les deux petits canons de son invention ont été coulés à Constance, le vendredi. Mlle de Perrigny a dit que c'était un mauvais jour. « Au contraire, c'en était un bon pour lui, puisque c'était la fête de sa cousine, » et les soupirs s'en sont suivis.

Après dîner, on a discuté, si les princes d'Orléans passaient par ici, s'ils viendraient voir la Reine. Celle-ci a dit qu'elle n'en aurait jamais eu la pensée si, l'année dernière, M. de Saint-Priest ne lui avait dit qu'ils ne passeraient sûrement pas près d'elle sans venir. Le Prince, dans ce cas-là, serait d'avis qu'on ne les reçût pas. Mme Salvage ne se compromet pas en pariant qu'ils ne viendront pas. Comme c'est leur route, la Reine croit qu'ils pourraient vouloir voir sa maison et, par contre-coup, sa personne, mais elle ne se prononce pas sur ce qu'elle ferait. Elle a eu après une longue conférence avec son fils pour faire le projet d'aller à Interlach lorsqu'il sera à Thun, d'y donner rendez-vous au prince de Montfort et à la grande-duchesse.

Lundi 13 juin.

Le Prince nous a lu des passages de l'Empereur extraits du *Mémorial de Sainte-Hélène*. C'est superbe et d'un grand intérêt. Je crois que son intention est de le faire imprimer...

Mercredi 15 juin.

... Hier, bonheur complet pour le Prince. A l'heure du déjeuner sont arrivées des lettres de Florence. Il en avait déjà reçu une le matin. Il y avait une lettre de son père du 8, et une du 7, d'une jolie petite écriture bien fine, bien serrée, de grandes pages bien remplies. Aussi a-t-il été fort gai toute la journée...

Mardi 21 juin.

A son coucher, la Reine m'a dit « que tous les gens qui lui écrivaient lui demandaient si le Prince se mariait décidément. Elle était embarrassée de répondre, tant que son mari n'en est pas d'accord. Une fois, il dit oui, une fois non, et elle pense qu'il ne saura jamais se décider, surtout par la nécessité de faire quelque chose pour son fils en le mariant : ensuite, elle se demande si le prince de Montfort a de la fortune ou s'il est fou? Il achète des chevaux, jette de l'argent par les fenêtres, ne trouve rien assez grand, assez beau pour lui, et, dans d'autres momens, dit qu'il n'a rien... »

Mardi 28 juin.

Dimanche, en sortant de déjeuner, nous avons eu la visite de M. Stalé de Frauenfeld avec sa femme, jadis la bru de Sauter. Elle a été un moment bien avec le Prince. Elle amenait son petit garçon dont il est le parrain. Je m'explique à présent pourquoi des libertins comme le Prince se font aimer. Cette émotion que toute femme leur inspire, ils l'éprouvent réellement, et la témoignant, lui, avec toute la sensibilité de son âme, on se croit aimée, et on l'aime... Cette femme a été une fantaisie du moment... Elle l'aime encore... Ses yeux étaient remplis de larmes en les fixant sur lui. Il n'aura rien vu, sinon qu'elle est moins jolie qu'autrefois... Les hommes!... quelle engeance!... et, pourtant, il faut de la force pour leur résister, pauvres bêtes que nous sommes.

Jeudi 30 juin.

... Mercredi, la Reine m'a appelée chez elle. Le Prince avait organisé une promenade en bateau pour le soir. En revenant, on a fait des petits jeux. Le Prince est bien vite allé reprendre sa place près de Mlle Louise de Crenay. Anna, assise à côté de moi, en face d'eux, était fort scandalisée de voir toujours le

bras du Prince passé autour d'elle. Comme le Prince regardait l'heure qu'il était, je lui ai demandé si c'était l'heure du berger. Il m'a répondu « non, mais que cela pouvait le devenir. » A propos de *l'adresse* des femmes, j'ai dit que « les hommes avaient aussi la leur; c'était la fausseté, la dissimulation et qu'en cela, ils étaient fort habiles. » La Reine est venue s'asseoir près de nous. Son fils lui a dit que, décidément, il ne resterait pas jusqu'à la fête des chanteurs de Constance, le 12: cela le retarderait trop. J'ai compris que la nuit porte conseil. Vu sa position vis-à-vis de sa cousine, il pensait sage de fuir le danger vis-à-vis de Louise. Les femmes ne deviennent observatrices que quand elles n'ont plus d'intérêt à l'être. Elles ne pensent beaucoup que lorsqu'elles veulent un peu moins; dans la jeunesse, les impressions sont si vives qu'elles absorbent tout, et la femme qui aime est bien plus dupe de ses propres émotions que des artifices de celui qui la trompe. Les hommes ne comprennent pas les femmes honnêtes.

Valérie à sa sœur.

Je ne t'ai pas dit, chère bonne, que la famille Tascher est ici. C'est par elle que je sais que le roi Louis a enfin envoyé le consentement au mariage de son fils. Il lui assure une belle fortune. Ainsi voilà tout le monde au comble du bonheur. Hier, dimanche, Mme Salvage a reçu une lettre de Mme de Reding. « La Princesse est toujours mélancolique. Son père fait tout au monde pour la distraire sans y parvenir. Ce qui lui faisait plaisir autrefois n'est plus rien pour elle; elle ne soupire qu'après le moment où elle pourra se retrouver à Arenenberg... »

Le soir, la Reine m'a dit qu'elle avait beaucoup d'espoir qu'on lui rendra ses bois. Le ministre des Finances l'a promis. M. Desportes écrivait : « que le maréchal Gérard avait été dîner à Neuilly. Le Roi lui avait dit devant le ministre des Finances qu'il devait faire quelque chose pour la duchesse de Saint-Leu. Elle ne demande que la restitution de ses bois. » La Reine ajoutait que le Duc d'Orléans, ne pouvant obtenir une Autrichienne, allait peut-être se rabattre à la princesse Marie. La grande-duchesse en serait bien heureuse. C'était peut-être ce projet-là qui décidait le Roi à faire quelque chose pour elle.

Mercredi 20 juillet.

... A propos d'un journal parlant de la visite de Mme Lehon, M. Visconti a prétendu que cela faisait plus de tort que de bien, — on s'en moquait, — et faisait surtout mauvais effet auprès des journalistes. Il a ajouté que c'était ridicule de parler du Prince à tout propos, surtout à l'occasion de Mme Lehon, puisqu'elle est la maîtresse du fils de M. de Flahaut (je ne savais pas qu'il eût un fils), je n'ai entendu qu'à moitié ce qu'il a marmotté, mais j'ai saisi qu'il était historiquement prouvé que, M. de Flahaut ayant été l'amant de la Reine, ce fils serait d'elle et lui ressemblerait d'une manière frappante. J'ai été abasourdie d'un tel bruit; il aurait beau n'être pas vrai, c'est déjà trop que des calomnies pareilles puissent avoir cours sur une personne qu'on veut respecter...

Jeudi 11 août.

Hier matin, nous nous sommes fait réveiller à 6 heures pour aller, la Reine et moi, à Constance. Chemin faisant, elle m'a parlé de l'influence des mères et se réjouit que la princesse Mathilde n'en ait plus, elle pense qu'avec le père c'est tout différent; elle lui contait qu'elle n'aimait pas Mlle Malchey parce qu'elle disait tout à son père; vis-à-vis d'une mère, c'eût été différent. La princesse Charlotte et sa mère étaient, elles, deux têtes dans un bonnet. Elle se lamente aussi des affaires du roi Jérôme. Ce monsieur Guellé, ancien chargé d'affaires du roi de Wurtemberg à Rome, sait à quoi s'en tenir : il dit qu'il n'a plus rien, que des dettes. Quel avenir pour le prince Louis avec la charge d'une pareille famille!

Vendredi 12 août.

La Reine nous a dit qu'elle avait été obligée d'écrire au Prince pour le gronder de ce qu'il jette l'argent à pleines mains. Il aura dépensé plus de 6000 francs pour passer un mois aux Eaux. C'est trop, et elle lui a écrit qu'ils étaient trop pauvres pour agir ainsi...

Samedi 13 août.

Valérie à sa sœur.

M. Conneau va partir. La Reine paiera son voyage, et, pour suffire à ce qu'elle fait de trop pour les autres, elle se refuse

tout. Elle n'ira pas à Interlach par économie et vend ses bijoux par bric et par broc. Je me désole de voir toutes ces choses enrichir des Juifs de bijoutiers. La duchesse de Raguse arrive un de ces jours et emportera à Paris le beau diadème dont je t'ai parlé l'autre jour. Hier, j'ai fini ma blague pour le Prince et l'ai portée chez lui avec un bouquet.

Baden, lundi 29 août.

... J'ai reçu une aimable lettre de la Reine et une d'Élisa, qui me dit que le prince de Montfort arrive avec sa fille, ce qui me fait un grand plaisir de n'y pas être, ils doivent aussi passer par Thun pour voir le Prince. La Reine m'écrit :

« J'espère que vous nous reviendrez des eaux de Baden en bonne santé... Mon fils s'annonce pour aujourd'hui... Soignez-vous bien, revenez-nous vite, et comptez toujours sur mon plaisir à vous revoir et sur mes sentimens pour vous, je serais bien aise de remplacer la tendre mère que vous avez perdue, autant qu'une si douce chose peut être remplacée.

« HORTENSE.

« Arenenberg, 29 août.

« Louis vient *d'arriver, très content* de son voyage. »

Baden en Suisse, 5 septembre.

Valérie à sa sœur.

J'ai reçu hier soir dimanche, ta lettre, ma bonne Fanny. Laure s'ennuie fort ici et je voudrais lui donner un peu de distraction. Nous avons déjà été faire une course à Schinznach pour voir Habsbourg et la jonction des trois rivières. Je veux aussi d'ici la mener à Zurich... *Nos intimes* sont un brave couple de Turin dont le secours nous a été agréable plusieurs fois, surtout avant-hier pour aller attendre sur la route de Zurich la diligence dans laquelle M. Conneau se rendait à Berne, partant pour l'Italie. Je n'ai su son départ que le jour même, par un mot qu'il m'écrivait pour me prévenir de son passage. C'est avec un gros crève-cœur que je me suis séparée pour toujours de cet excellent ami! La Reine a reconduit son fils jusqu'à Zurich. Nous comptons, nous, quitter Baden le 16 ou le 17 septembre. Tâche que la Princesse n'aille pas avant. Ce serait bien gentil

pour nous de te trouver là, mais quelle affreuse contrariété ce serait que tu fusses à Arenenberg, tandis que nous sommes ici à nous ronger les poings du temps que nous y passons ! J'accompagne les duos que Laure chante avec le comte Grilenzoni, qui est assez bon musicien, mais qui menace de nous quitter. C'est par lui que j'ai appris le retour d'Afrique de M. Arese, qui est à ce moment à Lugano... On danse au salon. Laure y est et a fait deux tours de valse. Elle a encore un fond de jeunesse qui survit à tout. Moi, je suis morte irrémissiblement, morte à tout. Je jouis bien d'avoir Laure, je serais sans elle tombée malade de *spleen* et de tristesse...

* * * \

Arenenberg, dimanche 18 septembre.

Nos amis Long nous ont mis en route le matin. Nous nous sommes arrêtées pour dîner près de la cascade de Schaffhouse, à laquelle nous nous sommes rendues à pied du côté de la Chambre noire. Laure a eu une peur affreuse en traversant sur un petit bateau pour nous rendre du côté de Laufen, d'où la chute est plus belle... Il était plus de neuf heures quand nous sommes arrivées à Maunbach. Les chevaux reculant encore dans cette route rapide qui est assez dangereuse, j'ai mis pied à terre et j'ai couru à Arenenberg envoyer les gens d'écurie au secours... J'ai été fort bien reçue par tous les domestiques. Tout était éclairé, on dansait au salon. Nous avons bien vite gagné ma chambre où nous avons trouvé Fanny... Comment dire le bonheur que nous avons eu à la revoir et à nous trouver à nous trois?... Je suis descendue chez la Reine, qui m'a reçue à merveille, je lui ai ensuite amené Laure, qui a été enchantée d'elle. Je mettais de la coquetterie à ce qu'elles se plussent réciproquement, et cela n'a pas manqué. Laure a eu un plein succès. Je lui avais recommandé d'être coquette, et elle m'a obéi complètement. Aussi tous ces Messieurs la reluquaient-ils joliment. M. Parquin m'avait écrit un mot, pour savoir quand la Reine voudrait recevoir M. Amable Girardin, colonel de cuirassiers en garnison à Neubrisach.

Ne sachant s'il serait bien aise qu'on sût sa visite, elle le reçut dans sa bibliothèque dans l'après-midi et causa longtemps seule avec lui, mais, comme il était intime avec la duchesse de Raguse et son neveu Alphonse de Perregaux, qui était à Arenenberg, il ne fit nulle difficulté de paraître, ni d'accepter l'invitation que lui fit la Reine de passer quelques jours avec nous. C'est un homme de quarante-deux ans. Il est très gai et très aimable, s'il ne disait pas toujours des polissonneries... Mais je lui sais gré de son dévouement pour la Reine. Notre connaissance a été bientôt faite avec le vieux marquis de Beauharnais et sa fille Hortense. Ils étaient déjà bien avec Fanny, et nous avons bientôt été les meilleurs amis du monde. C'est à tort que Mlle Hortense passe pour laide ; elle a de jolis cheveux blonds, de beaux yeux, une physionomie agréable et devait être charmante avant sa petite vérole. Elle est distinguée et plaît à tout le monde. Malheureusement, elle est dans un état de santé affreux,

et je crois que la Reine a échoué dans son idée de la faire épouser à Charles Tascher. M. Perregaux s'en serait bien arrangé. La duchesse de Raguse avait l'air de désirer beaucoup ce mariage, mais le vieux marquis n'entendait pas de cette oreille et a pris Alphonse en grippe, de peur qu'il ne plaise à sa fille dont il s'occupait beaucoup avant notre arrivée; mais, comme il n'en a pas été de même après, Élisa s'est piquée contre lui de son empressement pour Laure, s'est mise en guerre avec lui, et a dit bêtises sur bêtises.

24 septembre.

C'est le dimanche 25 que le prince de Montfort est arrivé avec son fils Napoléon et le bon et honnête M. Bohl, auquel il a laissé à peine le temps de se reposer; il l'a envoyé à Stuttgard chercher le prince Jérôme. Le roi de Wurtemberg n'a pas voulu le laisser aller ni en Suisse, ni à Arenenberg, à cause de toutes les affaires de Suisse, de réfugiés et des bruits de conspiration.

La Reine me disait que le Prince avait été enchanté de son séjour à Baden, qu'il s'y était fait beaucoup d'amis. Les vieux militaires l'abordaient, les larmes aux yeux, les jeunes lui disaient : « Nous comptons sur vous, » et M. Berryer avait dit à la Grande-Duchesse : « Le Prince a des chances. Tout est possible en France, excepté ce qui est. » Je voyais quelles espérances tout cela leur donnait, mais sans rien prévoir...

Le prince Napoléon ne voulut pas se coucher, quoiqu'il eût passé cinq jours et cinq nuits en voiture. Il était étonnamment grandi et voulait faire l'homme, il a même dansé; mais, ne s'étant pas émerveillé au premier moment des demoiselles de Maunbach, il n'a eu aucun succès auprès d'elles. Il est vraiment gentil avec nous. Le lendemain, il s'est mis à chercher avec nous une pièce à jouer, et, après avoir perdu bien du temps à en lire, on a pris la répétition d'un proverbe dans laquelle M. Charles de Serreville s'est chargé d'un rôle immense qu'il a joué avec beaucoup de complaisance. Il est très bon garçon dans cette circonstance, il gagne à être connu. Après avoir chassé un jour et passé gaîment son temps avec nous, M. de Girardin (qui détestait les Crenay, qui le lui rendaient bien) nous a quittées le 29 septembre, en faisant les plus tendres adieux et en nous disant que « si nous ne revenions pas bientôt en France, il viendrait nous chercher avec son régiment. »

Valérie à ses sœurs.

Jeudi soir, 29 septembre.

...Nous menons la vie la plus dissipée. Nous ne faisons rien et ne trouvons le temps de rien faire, absolument rien. Le prince de Montfort est arrivé avec son fils cadet. Il a écrit à l'aîné de venir le voir de Stuttgard, ce qui voudrait dire qu'il est ic pour quelque temps. Nous avons tout de suite donné un rôle dans le proverbe au prince Napoléon. On attend le Prince mardi 4. Ce jeudi 29, on a dansé le soir et le prince Napoléon est rentré en grâce avec toutes ces demoiselles. Nos journées se perdaient à se promener ou à répéter le proverbe et je ne me rappelle de tous ces jours-là que du bruit et du mouvement. Depuis les Tascher et le bon mot de M. Marliani, le salon était resté partagé entre les *grands* et les *petits*, pour ne pas dire les *vieux* et les *jeunes ;* je cumulais, j'étais des deux salons : mon *devoir* et mon *vouloir*... Je reviens à ma course à Constance, Élisa et Hortense ont voulu marcher en avant, je suis restée à attendre les lettres avec le prince Napoléon et M. Perregaux. C'est alors qu'ils m'ont entraînée au cabaret. Nous étions à manger notre fromage lorsque les demoiselles de Maunbach ont passé, conduites par leur frère, nous les avons appelées et elles sont venues goûter notre fromage en attendant les lettres comme nous...

Le dimanche 2 octobre, on joua notre proverbe. Mlles de Serreville s'en promettaient un grand plaisir de moquerie, sans doute, selon leur habitude, mais elles n'eurent rien à dire ni à critiquer et elles en étaient si capotes qu'elles ne trouvaient rien à ajouter aux complimens qu'on faisait aux acteurs; je n'étais que souffleur. La danse a terminé, comme de coutume, la soirée.

Mardi 4 octobre.

Nous revenions fort tard de Constance et lorsque nous descendions de voiture, le prince de Montfort nous dit : « Devinez qui est arrivé pendant votre absence ? » Après avoir nommé plusieurs personnes, il nous dit enfin : « Le prince Max de Leuchtenberg. » La Reine en avait été si émue de plaisir qu'elle en avait pleuré de joie. Je la trouvai au salon avec lui. Lorsqu'elle me le présenta, il courut chercher une lettre de Joséphine

d'Andlau, qu'il rapporta sur-le-champ. Il est grand, mince, bien tourné et de la plus belle et la plus gracieuse élégance, avec une immense taille; ses dents sont admirables, ses yeux superbes, et il rappelle en même temps son père et sa mère à ceux qui les ont connus jeunes. Je ne sais s'il est toujours aussi gentil qu'il s'est montré ici, mais il a été charmant. En peu d'heures, la connaissance était faite, et il demanda bien vite à faire partie des *petits*, vu sa taille, disait-il en riant, et à être de la partie du lendemain que j'avais organisée pour aller chercher à Uberlingen Laure que Fanny devait me ramener.

Mardi 11 octobre.

Le mardi 5, Laure organise le matin un proverbe. Elle y joue, et son rôle est déjà presque copié et appris. Nous avons été, l'après-midi, à Clarisek en bateau et sommes revenus en voiture assez à temps pour la toilette de dîner. Laure est descendue toute belle de sa robe grise et moi j'allais la parodier avec la mienne. Le lendemain, on fit toute sorte de folies et l'on dansa d'une manière très animée.

Le vendredi 7 se passa en course. Le prince Max fut le matin voir Castel, plus tard il vint à pied avec nous à Solstern. Eugensberg lui plut beaucoup. Nous redescendîmes en courant à Maunbach. La Reine nous attendait dans sa voiture au bas du village... C'était ce jour-là une vraie comédie que les incertitudes du prince de Montfort au sujet de l'acquisition qu'il voulait faire soit de Hochstraus, soit de Gottlieb, il se décida le lendemain pour le dernier. Le prince Max nous fit les plus aimables adieux et emporta tous nos regrets.

Le lundi 10, le prince de Montfort partit pour Londres avec son fils, M. Bohl et M. Stolzing... Il laissait à la Reine ses pleins pouvoirs pour faire faire les réparations de Gottlieb, de manière à s'y caser à son retour... On causait tranquillement des plans à faire et de la route que prendraient le marquis et Mlle de Beauharnais partant le lendemain, lorsque, au beau milieu de la soirée, paraît notre cher Prince dont on avait tant désiré le retour quand son oncle et ses cousins étaient là...

Il y avait, le mercredi 12 octobre, un bal à Constance. Le Prince y allait. Je fis tout mon possible pour en détourner Laure, mais elle y tenait, le laissait voir, et, le Prince l'ayant vu, arrangea que les petits iraient avec lui. Laure, avec une

parure de camée et des épis, était charmante. Moi j'étais tout en blanc, perle et fleurs blanches, et pas trop mal... Au moment où la voiture partait, le Prince s'est aperçu qu'il avait oublié une bague qu'il avait rapportée de Baden. Il l'a fait chercher chez lui, — il y avait toute une histoire sur cette bague, — chez les Crenay, elle venait d'une belle Anglaise dont il était l'amant à Baden.

Chemin faisant, nous nous étions croisés avec M. Arese. Il était descendu de voiture pour venir embrasser le Prince avec une grande effusion de tendresse. Une chose m'avait fait plaisir pendant ce trajet. Le Prince avait conté qu'à Thun, il m'avait acheté un charmant petit panier en bois, qu'il avait gardé pour moi tout le temps du camp, mais qu'au moment de revenir, il avait pensé qu'il ne pouvait me le rapporter sans en avoir un aussi pour sa mère, Mme Salvage et Mlle de Perrigny, et qu'il l'avait donné. Je lui dis en lui tendant la main que l'intention était tout pour moi... Je ne sais pas si c'était le désappointement de n'avoir pas Mlle Louise à ce bal, mais le Prince y était triste, soucieux et préoccupé ; il n'avait pas l'air d'y prendre part. Laure, en dépit de la cour du petit Perregaux, ne s'amusait pas...

MM. Cottrau et Arese nous avaient attendues et étaient en train de gaîté et de folie ; c'était tantôt mon beau bras ou ma belle main qui étaient le sujet de leurs galanteries. Nous nous étions attendues à souper. Pas du tout, on nous avait oubliées et c'était avec du pain et fromage que nous étions obligées de nous rassasier, en riant comme des enfans. Le Prince ne voulait pas nous laisser partir et me retenait par la main. M. Arese aussi, D'après M. Buchon, ils disaient que je ressemble à la statue de Diane chasseresse au Louvre...

Le dimanche 23, à la demande du Prince, les Crenay dînaient avec nous. Il ne prit pas grande part à cette réunion qu'il avait provoquée, il ne regardait pas même Louise, causait et mangeait peu et avait un air sérieux et préoccupé qui m'inquiétait pour sa santé.

Le lundi 24, commença la vente de Wolfsberg. La Reine allait voir cette terrre de Paradis qu'elle voulait acheter et pour laquelle elle m'avait fait porter des rentes à vendre

chez M. Macaire. Le Prince devait aller avec elle, mais s'y refusa...

C'était le lendemain mardi 25 octobre, que le Prince partait pour aller à Hechingen *chasser*. Dans la soirée, il me demanda si je ne lui donnerais pas un mot pour Fanny... J'ai écrit un petit mot que j'ai fait mettre dans l'antichambre pour qu'il le trouvât le lendemain matin... M. Arese avait accompagné le Prince jusqu'à Schaffouse. En revenant, il fit les complimens du Prince à ces dames en leur disant qu'il reviendrait lundi pour les voir encore...

Je ne sais plus comment se passa cette semaine... Un jour, nous parlâmes, M. Arese et moi, de Gottlieb, du prince de Montfort, de l'état de leurs affaires, de leurs dettes et du mariage du Prince avec la princesse Mathilde, dont M. Arese se fait la plus charmante idée d'après ce que le Prince lui en a dit, et il a bien raison de dire que, ce mariage convenant au Prince, c'est la première chose.

Arenenberg, mercredi 9 novembre.

Après cette affreuse nuit (1), j'avais besoin de parler de mes tortures à quelqu'un : Je fis appeler M. Cottrau pour qu'il vînt causer auprès de mon lit ; mais, même dans ces cruelles circonstances, son esprit de contradiction se trouvait partout, Quand, revenant sur le passé, je lui disais qu'il m'était pénible d'avoir perdu la confiance de la Reine et que je fusse la seule à ignorer le mariage de son fils, il prétendait qu'il n'avait pas été question de ce mariage, que le Prince n'y avait pas consenti, comme si ce que M. Arese m'avait dit n'était pas positif et même l'empressement que M. de Persigny eut plus tard à voir le portrait de cette charmante princesse Mathilde...

Lundi 21 novembre.

Dans sa longue lettre d'aujourd'hui, Laure m'écrit : « Si la princesse Mathilde consent à aller épouser en Amérique son cousin exilé, cela me donne d'elle une meilleure opinion. Mais tu m'étonnerais au delà de toute expression si cette dernière sottise qu'il vient de faire ne te dessillait pas un peu les yeux

(1) Au retour de Strasbourg et de Kehl, après l'échauffourée et l'arrestation du prince Louis. Voyez la *Revue* du 1er août.

sur toutes les perfections que tu lui prêtes. Tu m'accorderas au moins qu'il manque de jugement... »

Jeudi 1er décembre.

M. Arese m'a conté que la Reine l'a chargé de voir tous les papiers du Prince pour brûler ce qui est nécessaire, et garder le reste. Il a vu les lettres de la princesse Mathilde, ne connaissait pas son écriture... Il a lu la première. C'était un grand pathos sur ce que le Prince lui avait demandé de ses cheveux... Je lui ai dit qu'il devrait emporter au Prince le portrait que la Reine a fait de Mathilde. Il le fera. Il m'a priée de lui faire un brouillon pour la princesse Charlotte, pour la remercier d'abord d'un portefeuille qu'elle lui a fait, puis pour demander des lettres pour le Prince, tant d'elle que de la princesse Mathilde, et surtout de lui dire sur *quoi le Prince devait compter* relativement à cette dernière. Il a ajouté qu'il savait qu'il pouvait me parler de tout cela, que la Reine n'avait rien de caché pour moi, que j'étais de la famille.

Arenenberg, mardi 20 décembre 1836.

M. Bohl, secrétaire du prince de Montfort, est arrivé, venant dire que son prince était à Stuttgard et ne passerait pas ici parce que le roi de Wurtemberg l'engage à ne pas le faire, pour ne pas se compromettre. Nous avons été atterrées d'une pareille lâcheté !

Pauvre Prince, il ne sera pas trompé sur les sentimens de sa famille ; mais ce qui l'affligera beaucoup, c'est la conduite de Jérôme et de sa fille! Est-il croyable que la princesse Mathilde n'ait pas écrit un seul mot à sa tante, depuis tous ces événemens ? La Reine, d'après la lettre de M. Arese, disait que Jérôme avait conté à la grande-duchesse avant tous ces malheurs qu'*il se souciait peu* de ce mariage, la Reine comptait bien lui dire de n'y plus penser ; mais elle n'en a pas eu la peine. M. Bohl a visité Gottlieb dont le prince Jérôme veut se défaire le plus vite possible.

Lundi 10 mars 1837.

M. Conneau m'a conté son arrivée à Florence, le 7 novembre [c'est ce jour-là même qu'il a appris l'événement de Strasbourg], sitôt que la princesse Charlotte l'a su arrivé, elle a couru chez lui pour avoir des nouvelles ; elle lui a demandé s'il apportait

des lettres du Prince à la princesse Mathilde, qu'il y avait un mois qu'elle n'en avait reçu. Un branlement de tête de M. Conneau m'a fait penser qu'il trouvait que le Prince avait des torts avec sa cousine. Ayant de si grandes affaires en tête, il a dû la négliger. M. Conneau dit que le père se plaint surtout du manque de confiance du Prince, auquel il aurait pu donner des conseils et nommer des amis, etc. C'est sa vanité seulement qui est offensée.

Le vendredi matin, j'ai trouvé la Reine un peu piquée contre le prince de Montfort et la princesse Mathilde. Ils ont donné des bals, des soirées, cet hiver. C'est un manque de tact de la part du père et une légèreté de la part de la fille. La Reine ne regrette sous aucuns rapports cette alliance, et tout paraît bien rompu...

28 mars.

... La Reine fit lire devant nous le volume que lui adressait le Prince. Je lus à mon tour et en fondant en larmes ce long récit de tout ce qu'il a éprouvé depuis le 25 octobre qu'il a quitté sa mère. A côté du nom de la princesse Mathilde, est ce doute s'il a épuisé, en 1836, toute la somme de bonheur qui lui est réservé.

Mardi 9 mai.

Ce matin, pendant que j'écrivais près de la Reine, elle a reçu une lettre de son fils. Il est furieux contre le gouvernement français et pas mal contre Mathilde. « Il a reçu des lettres charmantes de toutes ses cousines excepté elle, et il n'épousera jamais une femme qui, dans une circonstance pareille, lui a montré si peu de cœur. »

Samedi 8 juillet.

M. Tascher est venu chez moi. Il a vu à Munich Mlle de Padoue, Mme Jaime, qui venait de Trieste, où elle avait vu le roi Jérôme. Il leur a dit qu'il ne s'était jamais soucié du mariage de sa fille avec le Prince, et il s'est montré furieux contre lui.

Vendredi 11 août.

... J'ai causé un instant avec la comtesse Camerata de la princesse Mathilde. Elle dit qu'elle n'est pas encore consolée, quoiqu'on lui ait fait une *loi* de le paraître.

VALÉRIE MASUYER.

LA CAMPAGNE COLONIALE DES ALLIÉS

EN 1914 ET 1915

II [1]

LE CAMEROUN

Après avoir parlé de la conquête du Togo achevée par nous et nos alliés en l'espace de quelques semaines, si nous suivons les indications de la carte, nous apercevons le Cameroun. Ici, il n'est pas encore possible d'inscrire au profit de notre cause une victoire complète et définitive. Si le Togo mesure 87 200 kilomètres carrés, le Cameroun couvre une surface beaucoup plus grande, c'est-à-dire environ un demi-million de kilomètres carrés. Toutefois, une remarque s'impose à ce sujet. Il y a quelques années, un arrangement franco-allemand cédait à l'Allemagne une portion considérable des anciennes conquêtes de Brazza. Ce fut, en l'espèce, un agrandissement du Cameroun. Aussi convient-il, en parlant de cette colonie, de faire une distinction entre le vieux et le nouveau Cameroun. Des indications exactes quant à la surperficie et à la population de cette colonie, accrue d'acquisitions récentes, nous manquent. La délimitation en effet vient à peine d'être faite, si même elle est réellement terminée. Je m'en tiendrai donc aux renseignemens de sources allemandes et se rapportant au vieux Cameroun. Elles doivent donc être considérées comme un minimum.

Le Cameroun, aimaient à dire nos ennemis, équivaut par

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

son territoire a tout l'Empire allemand, la Silésie non comprise. Sa frontière du côté de la Nigérie n'était pas encore établie. Quant à ses limites d'avec l'Afrique équatoriale française, si elles résultaient de l'accord de 1911, il fallait encore en préciser la place sur les lieux mêmes. Le vieux Cameroun comptait en 1910 2700000 habitans, parmi lesquels 1455 Européens, dont 1311 Allemands.

Divisé en vingt-quatre provinces, celle de Garua, avec 530000 habitans, et aussi celle de Kusseri, peuplée de 430 000 indigènes, en constituaient les deux parties administratives les plus importantes par leur population et leur étendue.

On remarquera peut-être avec un certain étonnement, que cette terre africaine soumise au pouvoir du Kaiser contenait une montagne dont l'altitude pourrait presque porter ombrage au roi des pics européens. Le mont Cameroun, en effet, mesure 4070 mètres d'altitude. Sa base fortement boisée abrite, ainsi que tout le pays, une faune variée. L'éléphant par sa masse se trouve à une des extrémités d'une liste très variée d'animaux. Chimpanzés et gorilles foisonnent dans les forêts; la brousse cache des léopards d'un grand modèle et les rivières sans nombre servent toutes aux ébats d'alligators.

Cette vaste colonie, après les arrangemens de 1911, six ou sept fois plus grande que le Togo, se présentait à l'activité européenne comme une terre encore vierge de tous progrès. Elle affectait surtout dans sa pointe septentrionale la forme d'une canine gigantesque. C'était d'ailleurs, sans hyperbole, un des points d'appui principaux des visées allemandes d'outre-mer. En se servant du Cameroun comme d'une base solide, le gouvernement de Berlin comptait bien pouvoir dépecer en Afrique l'avoir d'autrui et s'attribuer, là comme partout, les dépouilles de ceux qu'il espérait réduire à sa merci.

Nous l'avons dit précédemment, ce fut en 1884 que l'explorateur allemand Nachtigall planta sur le Togo les couleurs de son pays. Vers cette date, c'est-à-dire en juillet 1884, le même voyageur pénétrait au Cameroun et déclarait cette terre désormais allemande.

En 1902, le lieutenant Pavel atteignit le grand lac Tchad, qui forme l'extrême frontière septentrionale du Cameroun. Il y trouva, il est vrai, non seulement les Anglais, mais encore les Français qui l'y avaient devancé.

Si, en général, le climat du Cameroun est plutôt sec, surtout de mai à octobre, la côte et le mont Cameroun comptent parmi les régions les plus humides du monde, à cause de l'abondance des pluies. C'est une des raisons pour lesquelles les forêts de ce pays sont malsaines à l'excès, raison qui contribue pour beaucoup à expliquer le caractère ardu et long de la campagne dont nous avons à exposer le développement, sans aller jusqu'à la conclusion qui n'est pas encore acquise, mais le sera prochainement.

La résidence du gouvernement général est à Buéa. Les Allemands avaient installé des écoles à Duala, Victoria, Garua et Jaundé.

Les fleuves principaux sont le Njong, le Kampo et la Sanga. C'est par la Sanga, affluent du Congo, que l'Allemagne avait accès à cet immense et si important bassin fluvial de l'Afrique.

Proportionnellement à sa surface, le Cameroun est moins bien desservi par les lignes ferrées que le Togo. Le rail réunit Duala à Edea ; son prolongement jusqu'à Widimenge était prévu. Ce projet réalisé, la distance totale de cette voie sera de 293 kilomètres. Partant encore de Duala, un autre chemin de fer gagne le mont Manenguba et mesure 160 kilomètres. Enfin, une autre ligne, de beaucoup moins importante, complète le réseau ferré du Cameroun. C'est la ligne Victoria à Soppo, longue de 43 kilomètres.

En raison de sa situation géographique, le Cameroun se prêtait de notre part à l'application de la même tactique que le Togo.

A l'Ouest, la Nigerie trace une longue frontière anglo-allemande qui va de la mer à la pointe du lac Tchad et mesure à vol d'oiseau environ 1 100 kilomètres. Vers l'Est, la France était voisine de cette terre allemande. La frontière Sud-Est est surtout maritime. A l'Est, le Cameroun est voisin du Gabon français.

Avant d'entrer dans le détail des opérations militaires, voyons quelle en fut la préparation.

Dès la déclaration de guerre, le gouverneur de la colonie et le commandant des troupes coloniales se dirigèrent sur Duala en vue d'organiser la défense. Depuis le 6 août, des travaux défensifs étaient en voie d'exécution sur le bord extérieur des sommets du plateau de Joss, situé entre le fleuve Cameroun,

depuis le mât du pavillon, à travers le jardin de l'administration, jusqu'à la partie postérieure du terrain occupé par les troupes coloniales. Des tranchées pour canons y furent creusées et quatre pièces d'artillerie placées à l'abri des balles. Deux pièces se trouvaient encore à Hoffmannswey, près du fleuve, sur la hauteur du champ de course et deux autres dans le jardin de l'administration. Des mines furent immédiatement fabriquées. On les immergea dans le fleuve à la barre intérieure. On fit de même à l'embouchure des différens affluens. De plus, le chenal de la barre fut obstrué au moyen de quelques bateaux coulés.

Suivant la *Gazette de Cologne*, sur 300 Allemands réunis à Duala, environ 80 seulement furent incorporés dans la troupe coloniale, à cause du manque de munitions et de fusils.

Nous avons de sérieux motifs pour mettre en doute cette affirmation.

On transféra l'hôpital officiel dans le quartier de Deido; les femmes et les enfans y furent logés dans l'église catholique et dans d'autres maisons massives, afin qu'on pût les protéger éventuellement contre les coups de fusil. Une ambulance fut installée à Neu-Bell.

D'autre part, le ravitaillement des habitans de Duala était organisé. Les vivres placés dans un entrepôt central à l'intérieur ont été périodiquement envoyés à l'intendance.

Des mesures furent prises pour interdire la circulation aux gens de Duala, dont quelques-uns avaient servi de guides aux alliés lorsqu'ils atterrirent la première fois à Victoria et dans d'autres mouvemens dans l'estuaire du fleuve Cameroun.

Les Allemands firent évacuer les habitans du quartier de Deido.

Telles furent les préliminaires de la campagne en ce qui concerne l'ennemi.

La suppression des communications maritimes, la rupture des câbles allemands et la destruction du poste de télégraphie sans fil de Kamina firent, qu'à partir du 25 août 1914, les relations de l'ennemi avec sa colonie du Cameroun devinrent impossibles. Livrée à des suppositions, l'Allemagne croyait que, vu la disposition des frontières et la répartition des troupes, nous tenterions de pénétrer dans sa colonie en attaquant les quatre côtés du territoire afin de multiplier les champs de bataille.

*
* *

De notre côté, en effet, nous avons entrepris les opérations contre le Cameroun à peu près simultanément sur les frontières terrestres du Nord, de l'Est et du Sud. Ce fut la tâche des troupes françaises du Tchad et de l'Afrique équatoriale, tandis que sur la côte un corps de débarquement franco-anglais prenait l'offensive.

Les troupes allemandes occupant le Cameroun comprenaient 11 compagnies et une escouade de police à effectif moyen de 125 hommes, plus 15 gradés indigènes. Ces unités furent, par l'appel des réserves locales, portées à 200 hommes. En outre on créa quatre détachemens de réserve du même effectif. Toutes ces troupes étaient solidement encadrées par les Européens résidant sur place, et pourvues de deux à quatre mitrailleuses par compagnie.

Les Allemands armèrent encore un assez grand nombre de partisans originaires du pays qui sont utilisés, soit à compenser les pertes subies par les compagnies régulières, soit à opérer par groupes isolés. Au total, on peut estimer les forces de l'ennemi à près de 5000 hommes bien armés, abondamment pourvus de munitions, et dont l'instruction militaire était en général excellente. Sa parfaite connaissance du terrain lui a permis d'en mettre à profit toutes les difficultés naturelles, surtout les marécages qui s'étendent à l'Est et les forêts épaisses qui en couvrent les parties Ouest. Ainsi, les Allemands purent retarder la marche en avant de nos diverses colonnes par la défense énergique et bien préparée des points de passage. Un excellent réseau routier leur permet de se concentrer rapidement pour tomber à l'improviste sur nos colonnes isolées. En cas d'insuccès, ils pouvaient se retirer en s'éparpillant dans toutes les directions pour aller se reformer ailleurs, rendant ainsi illusoire toute tentative de poursuite.

Nous trouvons reproduites ici à notre détriment, mais sur un théâtre plus modeste, les difficultés qui, en Europe, guettent les Austro-Allemands dans leur lutte contre la Russie, maintenant en retraite dans les profondeurs de son territoire. Au Cameroun, au fur et à mesure que l'aire sur laquelle l'ennemi se meut semble diminuer, les obstacles augmentent pour nos colonnes. Nos lignes de communication atteignent un dévelop-

pement exagéré alors que l'ennemi opère de plus en plus facilement ses concentrations successives. Pour toutes ces raisons, le résultat décisif se produira lorsque l'ennemi ayant été peu à peu délogé de ses centres de réserve, nous le bloquerons sur les plateaux de l'intérieur et arrêterons son ravitaillement. Alors, la comparaison, que nous venons de faire avec les événemens de Pologne, sera renversée.

*
* *

Dès le milieu du mois d'août, les gouvernemens anglais et français se mirent d'accord sur le principe d'une action concertée par mer contre la colonie du Cameroun. Un corps expéditionnaire fut constitué. Des troupes coloniales, prélevées sur les effectifs de l'Afrique occidentale française et sur ceux des colonies anglaises de la côte, c'est-à-dire en Nigérie et dans le Gold Coast, fournirent les élémens de cette colonne. « A raison des aptitudes spéciales » du général anglais Dobell, et aussi « à cause de sa connaissance complète des conditions topographiques du Cameroun, » le commandement suprême lui fut confié à la demande du gouvernement anglais. Il était entendu « que cette désignation ne devait avoir dans l'avenir aucun effet sur la manière dont il serait éventuellement disposé de cette colonie allemande. »

Le contingent britannique comprenait plusieurs milliers d'hommes. Il était accompagné de 10 canons légers de montagne.

Les forces françaises comportaient une batterie mixte d'artillerie de montagne à 6 pièces, 2 sections de mitrailleuses et un train de ravitaillement. A cet ensemble il fut adjoint, peu après, une section de chemin de fer de campagne.

*
* *

Les opérations de 1914 furent précédées par l'heureuse intervention, sur la côte Ouest, du croiseur anglais *Cumberland*, sous les ordres du capitaine Cyril Fuller. Jaugeant 9 800 tonneaux, armé de 14 pièces de 152, de 8 de 76 et de 3 de 47, ce navire détruisit, d'abord, deux steamers de rivière dans la baie de Biafra. Ce fut un résultat appréciable, car les bateaux coulés venaient de faire leur plein de munitions. En outre, le *Cumberland* s'empara de la canonnière *Soden* et de plus s'en servit activement contre l'ennemi. Enfin, 9 bateaux marchands furent

encore capturés. Ils représentaient un total de 30 000 tonnes. Leur prix valait un peu plus de dix millions de francs.

Sur ces entrefaites, les troupes du corps expéditionnaire avaient été concentrées dans les différens ports de la côte. Des transports vinrent les y prendre. Convoyés par des navires de guerre français et anglais, ils arrivèrent à l'embouchure de la rivière Cameroun le 22 septembre 1914.

D'abord, il fallut préparer le débarquement. Après avoir repêché les mines, on enleva les épaves. Restait à repérer le chenal. Dès le 26 septembre, le *Challenger* commença le bombardement de Duala pour couvrir la tentative de mise à terre de nos troupes dans la crique Dibemba. Le même jour, le commandant allemand rendit sans conditions les villes de Duala et de Bonaberi, situées au fond de l'estuaire. L'ennemi s'était déjà retiré vers l'intérieur, emportant la plus grande partie de ses approvisionnemens. Le débarquement dura jusqu'au 3 octobre.

Dès son installation à Duala, le premier objectif du général Dobell fut de se donner de l'air au Nord et au Nord-Ouest. Son but était de diminuer la pression que les compagnies allemandes de Bamanda faisaient sentir sur les frontières de la Nigeria. En effet, l'ennemi s'était, de ce côté, avancé en territoire anglais afin de contrarier l'envoi par voie de terre de renforts aux troupes expéditionnaires.

*
* *

Considérons maintenant l'action du contingent britannique.

Le colonel Georges, en partant de Duala, se dirigea vers Jabassi avec un détachement composé de 100 marins, 1 bataillon et demi de tirailleurs et une batterie d'artillerie. Cette colonne remonta le Wuri sur des chaloupes et débarqua devant Nsake, à 3 kilomètres au Sud de Jabassi. Le 9 octobre, ce poste était attaqué, mais sans résultat. La troupe alliée dut même se replier. Elle se réembarqua non sans difficulté et revint à Duala le 10.

Le 14, on tenta un nouvel effort et, cette fois, avec un succès complet. Les Allemands se retirèrent sans avoir offert de résistance sérieuse. Un bataillon occupa Jabassi, tandis que le reste du détachement rentrait à Duala. Ainsi, non seulement les Alliés s'étaient installés sur la côte, mais ils progressaient déjà vers l'intérieur. Dans cette première avance, ils s'étaient servis d'une vallée fluviale comme voie de pénétration.

Une seconde colonne, commandée par le lieutenant-colonel Haywood, fut lancée sur Susa dont elle s'empara, ainsi que de Kake, le 9 octobre.

Après s'être d'abord retiré, l'ennemi manifesta une certaine activité dans cette région. En conséquence, des renforts furent envoyés aux Anglais, qui purent alors occuper Mujuka, sur la ligne du chemin de fer, et refouler les Allemands vers Mundame. Ces deux opérations terminées, le bataillon resté à Jabassi recula pour s'installer solidement à l'embouchure de la Dibemba.

Une troisième colonne fut formée à Duala. Elle avait pour objectif Mpundu — Ekona — Buca, pendant que le colonel Georges, dont la troupe était renforcée par une compagnie de tirailleurs sénégalais, se dirigeait sur Victoria situé à l'Ouest de Bonaberi. Les alliés devaient dégager le Mont-Cameroun. Pour cela, il fallait l'attaquer à la fois par le Nord et par le Sud. Ce résultat fut obtenu sans peine, car les Allemands, après avoir brûlé quelques cartouches, évacuèrent la position.

Le 13 novembre, le croiseur français *Bruix* et le navire anglais *Ivy* bombardèrent Victoria, puis mirent à terre une compagnie de fusiliers marins, qui s'emparèrent du siège du gouvernement.

Le 16 novembre, la zone Victoria, Buca, Mujuki, Jabassi était complètement libérée.

Dès ce moment, le corps expéditionnaire avait ainsi obtenu, d'abord, la base qu'il cherchait dans le Cameroun. S'appuyant sur cette acquisition, il avait progressé vers le Nord et vers l'Ouest. Dès lors, l'occupation de Duala et de Bonaberi se trouvait assurée. Enfin les troupes allemandes qui inquiétaient les frontières de la Nigérie anglaise, voyaient leurs incursions sous le coup d'une riposte prochaine.

Ces résultats acquis, il fallait les consolider en élargissant la zone débarrassée des Allemands. Une forte reconnaissance comprenant 3 bataillons et 2 batteries se dirigea vers l'intérieur en suivant le chemin de fer à partir de Mujuki. Elle parvint facilement à Lum et, après avoir repoussé une forte attaque au pont de Nlohe, atteignit Nkongsamba, point terminus de la voie ferrée. Le 10 décembre, Bare tombait en son pouvoir.

Tandis que ces événemens se déroulaient, une flanc-garde destinée à protéger le mouvement de cette colonne principale

remontait vers le Nord-Ouest, en suivant la Dibemba, sans rencontrer d'opposition.

*
* *

De leur côté, les Français, opérant seuls, ne restaient pas inactifs.

Choisissant aussi comme but le dégagement de Duala, mais cette fois par le Sud, tandis que les Anglais avaient agi vers le Nord, le contingent français, à part 3 compagnies restées à Duala, tenta d'occuper Edea au Sud-Est de Duala sur les bords de la Sanga. Il fallait d'abord forcer le passage de Japona dont le pont avait été démoli. L'adversaire opposa une résistance acharnée et, solidement retranché sur l'autre berge, il empêcha les nôtres de traverser. Ce fut alors que, le 4 octobre, le colonel Mayer décida de tourner les Allemands en franchissant la rivière à Pettibey, en amont de Japona. Deux compagnies s'en chargèrent, tandis qu'une batterie et deux canons à tir rapide anglais furent amenés en face des débris du pont.

Cette fois, l'attaque réussit, mais le demi-bataillon ne put avancer sur la voie ferrée, à cause des marécages et d'une impénétrable forêt qui barrait le chemin qu'il fallait suivre.

Le 6 octobre, le passage de la rivière est tenté de vive force sous la protection de l'artillerie. Les tranchées ennemies sont enlevées. Une tête de pont est organisée à Japona, tandis qu'un bataillon rentre à Duala. Le 15, la marche sur Edea est reprise. Tandis qu'une première colonne transportée par mer doit débarquer à Dehane, la colonne secondaire suit la voie ferrée de Japona à Edea. Le 25, la colonne principale est concentrée à Dehane. Objet d'une violente attaque, elle la repousse. Il était impossible d'exécuter un mouvement tournant à cause des fourrés impénétrables qui cernent la route de toutes parts. Les nôtres enlèvent les tranchées qui barraient la route et qu'il fallait bien attaquer de front. Enfin, le 26 octobre, la colonne arrive à Edea. De son côté, le contingent secondaire, après avoir bousculé l'ennemi, y arrive lui aussi deux jours après.

A ce moment, il fallait dégager la ligne Edea-Dehane-Longji, et chasser les Allemands de la région côtière où ils manifestaient une activité particulièrement gênante. Pour cela, 2 compagnies sénégalaises furent débarquées sur la côte, très au Sud, à Kribi, qui avait été bombardé dès le 10 octobre. En partant

de cette base, elles devaient faire leur jonction avec deux autres compagnies venues d'Edea à Dehane, tandis qu'une canonnière transportant des marins remontait la rivière Lokundji dont l'embouchure se trouve au Nord de Kribi. Les compagnies d'Edea furent violemment attaquées le 27 novembre à 10 milles au Nord de Dehane. Les pertes furent sérieuses et nous obligèrent à un retour vers Edea. De son côté, le détachement débarqué à Kribi éprouvait beaucoup de difficultés pour avancer. En fin de compte, nos troupes reçurent l'ordre de rentrer à Kribi.

*
* *

Tous ces événemens ont vu arriver la fin de 1914. L'année nouvelle apportait au corps expéditionnaire une tâche sans doute déjà bien ébauchée, mais encore très dure.

Depuis le commencement de 1915, les opérations d'offensive contre le Cameroun se sont poursuivies activement. Le contingent anglais, d'abord, suivant les indications du général Dobell, reçut pour mission de dégager complètement le chemin de fer du Nord. Pour cela, il entreprit l'attaque de Dschang. C'était une station importante, car elle servait de base à l'ennemi pour inquiéter les postes anglais de Bare et de Nkongsamba, conquis, comme nous l'avons vu, dans la première partie de la campagne.

Le colonel Georges, parti de Bare, put à la suite d'un vif combat s'emparer de Dschang le 2 janvier. Après avoir complètement détruit le poste, la colonne rentra à Nkongsamba.

Menant une offensive hardie, les Alliés ne s'en tinrent pas à cette attaque. En examinant la situation géographique des frontières du Cameroun, nous avons fait ressortir la possibilité de les attaquer par les quatre points cardinaux. En effet, deux détachemens, constitués dans la Nigérie, agirent immédiatement le long de la frontière Nord-Ouest.

La colonne dite d'Ikom, comprenant 6 compagnies, occupa Ossidinge au Nord-Ouest des localités de Dschang, Bare et Manenguba dont, comme on le sait, les troupes parties de Duala s'étaient emparées. La direction dans laquelle s'engageait ce contingent nigérien rattache son action à celle des premières opérations dont nous avons déjà parlé. Après la prise d'Ossidinge, à cinquante kilomètres environ de la frontière, le pre-

mier soin de nos alliés fut d'en consolider les fortifications. Ensuite, se dirigeant vers Tnito, au Sud, ils en délogèrent l'ennemi. Celui-ci se retira vers Bamenda. Une seconde colonne forte de 2 compagnies, concentrée plus au Nord, à Takum, rejeta les Allemands au delà de la frontière. Elle avait été, d'abord, moins heureuse car, en octobre 1914, les Allemands l'avaient obligée à battre en retraite en pénétrant eux-mêmes en territoire anglais.

Depuis lors, ces deux détachemens ne semblent pas avoir progressé. Il paraît probable que les Allemands ont pu se renforcer, car, au commencement d'avril, est parvenue l'annonce d'un combat important livré dans cette région et occasionnant aux Anglais des pertes sensibles.

En définitive, l'action du corps anglais, nettement séparé du détachement français, a eu surtout pour but de déblayer les environs de Duala où étaient installés le général Dobell et son quartier général et de dégager la frontière du Nigeria. La contrée ainsi occupée et désormais libre de la présence de tout ennemi a pour limite une ligne partant de Ikom et passant par Ossidinge, Tinto, Bare, Jabassi, Edea et le cours inférieur de la Sanga.

Dans ces opérations, les troupes du général Dobell avaient affaire, suivant les renseignemens parvenus, à 4 compagnies et à 2 détachemens de réserve, soit environ 1200 hommes auxquels se sont joints des partisans dont le nombre peut être évalué à 4 ou 500.

*
* *

Tandis que ces événemens se passaient, le 5 janvier, la colonne Mayer fut violemment heurtée à Edea par un parti ennemi, fort de plus de 800 hommes, dont 100 Européens. Profitant d'un brouillard épais, celui-ci s'avança en plusieurs fractions jusqu'auprès des sentinelles, sans être vu. Le poste de la mission catholique situé à l'Ouest, craignant d'être tourné, dut se replier momentanément. Heureusement, le feu de notre artillerie rendant intenables les bâtimens de cette mission, nous pûmes les réoccuper après trois heures de combat.

Au Sud, l'ennemi tente l'assaut des premières tranchées, mais il est repoussé avec de grosses pertes.

Sur ces entrefaites, vers l'Est, le blockhaus de la route de Jaundé, défendu par 20 Sénégalais, cloue sur place une

compagnie et demie et l'oblige ensuite à reculer. Au bout de quatre heures de lutte, l'ennemi était en pleine déroute. Une poursuite ardente jetait le désordre dans ses rangs. Nous avions eu dans cette affaire 4 tués et 11 blessés contre une perte pour l'ennemi de 20 Européens, dont on trouva les cadavres, et une soixantaine d'indigènes. Il fallut s'en tenir là, parce que l'ennemi, s'engageant dans la forêt très épaisse et par des sentiers inconnus des nôtres, se fractionna en de petits détachemens.

De son côté, le contingent qui occupait Kribi, sur la côte, cherchait à se dégager. A cette fin, il envoyait de fortes patrouilles dans toutes les directions. Le 24 janvier, un bataillon anglais vint le relever, ce qui lui permit de retourner à Edea.

La colonne Mayer se trouva bientôt renforcée par la concentration de tous ses élémens. Ceux qui avaient été laissés à Kribi, ceux qui avaient été retenus à Duala, enfin l'arrivée d'une nouvelle compagnie, venue de Dakar, permirent une reconstitution solide. Elle put continuer sa marche en avant dès le commencement d'avril.

La coordination entre les opérations du corps expéditionnaire franco-anglais et celles des colonnes de l'Afrique équatoriale française, fut décidée au cours d'une entrevue du gouverneur Fourneau et du général Dobell au commencement d'avril. Deux colonnes furent formées dans cette intention. La première comprenait des troupes françaises avec de l'artillerie, dirigées par le colonel Mayer; la seconde était constituée de troupes britanniques, envoyées par le général Dobell pour renforcer et flanquer la colonne Mayer. L'objectif de celle-ci se trouvait à l'Est. C'était Esseka sur le chemin de fer d'Edea à Zaounde et ensuite Zaounde même.

Pour aller d'Edea à Esseka, les Français empruntèrent la plate-forme de la voie ferrée en construction. Le corps anglais suivit au Nord la route parallèle à la voie ferrée.

Tout se présenta d'abord favorablement. Le 14 avril, tandis que notre détachement force le passage de la rivière Kele, au pont de la voie ferrée, les Anglais chassèrent l'ennemi du pont de la N'Give sur la route de Yaounde. Le 4 mai, la colonne anglaise du lieutenant-colonel Haywood s'empare de la position de M'Béla sur la route de Yaounde à 75 kilomètres d'Edea. Le 6 mai, les troupes françaises du commandant Mechet s'emparent de Sende, sur la voie ferrée, à la même distance d'Edea.

Après un ralentissement de l'action ordonné par le général Dobell, afin de rester en coopération avec les forces de l'Afrique équatoriale française, la colonne Mayer reprend sa marche en avant vers le 10 mai et le 14 s'empare brillamment d'Esseka, où elle trouve un matériel de guerre et de chemin de fer important.

Au mois de juin, les Français opèrent sur la route leur jonction avec le corps allié et s'emparent de positions successives à l'Est de Wumbiagos, où l'ennemi s'était retranché. Celui-ci parvint cependant à couper notre ligne de communication et à enlever un convoi de ravitaillement. La troupe fatiguée par ces opérations pénibles et affaiblie par un état sanitaire médiocre est rappelée à l'Ouest de la ligne Kele-N'Give, que l'on renforce. Le 18, l'ennemi attaque N'Give, mais il est repoussé.

Depuis, la colonel Mayer a dû se résoudre à une offensive locale sur la ligne de la Kele. C'est là une position d'attente, jusqu'à ce que la fin de l'hivernage lui permette de reprendre la marche en avant. En attendant, le commandement a fait occuper Dehane au Sud-Est d'Edea. Ainsi le dégagement de Duaba, d'abord réalisé au Nord-Ouest, vers la Nigérie, s'était complété par notre action dirigée au Sud-Est.

*
* *

Après avoir exposé l'action de nos troupes sur le front Sud-Ouest, c'est-à-dire le rôle du corps de débarquement, puis sur la frontière nigérienne à l'Ouest du Cameroun il nous reste à dire le rôle des troupes du Tchad et de l'Afrique équatoriale française. Cela nous conduira sur la longue frontière de l'Est, d'abord, et aussi sur les limites du Gabon au Sud de la colonie attaquée.

Considérons, d'abord, les effectifs provenant du Tchad.

Le 25 août, le colonel Largeau tenta une première attaque du poste allemand de Kousseri. C'était un blockhaus faisant face au fort Lamy. Une pluie torrentielle transforma le terrain en marécages et provoqua l'échec de cette entreprise.

Le 20 septembre, elle fut renouvelée, mais cette fois avec deux canons de montagne du calibre 80. Le fortin fut démoli. Sur ces entrefaites, le poste de Lai sur le Logone, dont les Allemands s'étaient emparés le 21 août, était réoccupé.

Le résultat de ces opérations fut de nettoyer la rive gauche du Logone. Les Allemands durent se retirer sur Mora.

De son côté, un détachement anglais, venu de Maidyari, occupait Dikea, puis se portait sur Mora où il éprouvait d'ailleurs un sérieux échec.

Au début d'octobre, le lieutenant-colonel Brisset prit le commandement de forces soutenues par deux canons de montagne de 80, à laquelle s'adjoignit un détachement britannique sous les ordres du capitaine Fox. Celui-ci après son insuccès avait dû se retirer vers le Nord.

Une nouvelle tentative fut faite sur Mora. Elle échoua parce que les tirailleurs ne purent atteindre le sommet de la position ennemie. Mora était un poste fortifié sur une colline escarpée, et d'accès très difficile.

Des hommes de renfort sont envoyés au colonel Brisset. Après en avoir laissé 200 devant Mora, il se porte à la rencontre des contingens allemands signalés comme venant de Garua et montant vers le Nord au secours de la garnison. Alors, les Allemands se retirent jusqu'à Garua, position bien organisée et commandant une route importante vers le Sud de la colonie.

D'autre part, un détachement anglais venu de Yola, en Nigérie, avait, dès le mois d'août, tenté une attaque contre Garua. Repoussé avec pertes, il n'avait pu reprendre l'offensive.

D'accord avec les autorités locales, ce détachement est placé sous les ordres du colonel Brisset avec lequel il devait faire sa liaison. Mais, par suite de l'inconsistance de ses tirailleurs encore sous le coup de l'échec éprouvé en août, le commandant anglais ne veut pas s'aventurer en territoire ennemi et reste près de Yola, en attendant que le corps français soit arrivé devant Garua. Ce fut dans ces conditions que, réduite à ses propres moyens, la colonne française s'avança vers cette localité qu'elle atteignit le 13 février. Avant que sa liaison fût assurée avec le détachement britannique, la garnison de Garua se porta à sa rencontre à Yamboutou, à quatre kilomètres au Nord-Ouest de Garua. Dans un engagement très violent, les Allemands lui infligèrent des pertes assez élevées pour l'obliger à la retraite. Le colonel Brisset put, cependant, se rabattre sur le Sud, franchir la Bénoué et rejoindre les Anglais, qui n'avaient pas bougé.

En attendant, à Garua sont concentrées quatre compagnies ennemies pourvues de mitrailleuses et de canons. De plus, profitant du répit qui leur était laissé, les adversaires se fortifièrent. La conséquence ne pouvait en être que de rendre plus

difficile le siège de Garua, qui reste une opération de nature longue et pénible.

En plus de ses deux canons de montagne, le colonel Brisset reçut un canon de 95 venu de Dakar. De son côté, le gouverneur de la Nigérie envoya un canon de marine. La prise de Mora, désormais étroitement bloquée, n'était plus qu'une question de jours. En effet, elle tomba en notre pouvoir le 12 juin, nous livrant ainsi un solide point d'appui dans le Nord et privant l'ennemi d'un appoint d'autant plus utile à sa cause qu'elle était plus que jamais compromise dans les autres parties du pays. Sur une garnison de 500 tirailleurs, 200 furent faits prisonniers et envoyés à Yola, tandis que les 300 autres, mettant à profit l'obscurité de la nuit, gagnèrent la brousse. Les prises furent de 200 fusils, 10 mitrailleuses, 4 canons, 700 obus et 80 000 cartouches.

La colonne franco-anglaise s'est alors dissoute. Le contingent britannique fut envoyé sur la frontière Ouest. Quant aux Français, ils gagnèrent Ngaundere.

*
* *

Il faut examiner maintenant quel fut le rôle des troupes de l'Afrique équatoriale française et ainsi nous descendrons plus au Sud-Est, sur le théâtre des opérations.

Les entreprises de ces troupes ont été de beaucoup les plus importantes, non pas tant à cause de leur nombre, mais, ce qui compte surtout, par la valeur des résultats obtenus.

Dès la période de tension politique qui précéda l'ouverture des hostilités, les autorités locales se préoccupèrent d'assurer à tout prix la liberté des communications entre Brazzaville et Bangui.

On n'a pas oublié que l'Allemagne, par la Convention de 1911, était parvenue à atteindre le fleuve Congo. Poursuivant l'exécution d'une arrière-pensée d'accaparement, elle avait exigé la cession de deux pointes de territoire qui la rapprochaient du Congo belge. Depuis, le baron Beyens, qui vient de prendre la direction des Affaires étrangères belges, nous a révélé, dans sa contribution au *Livre Gris*, les réelles intentions du gouvernement allemand, M. de Jagow, à la date d'avril 1914, voulait provoquer une entente franco-anglo-allemande en Afrique contre la Belgique. Sous prétexte de chemins de fer à construire et à

raccorder de concert, il n'était question de rien moins que de procéder au partage du Congo belge.

Tirant de leur acquisition nouvelle des avantages militaires immédiats, les Allemands, dès la déclaration de guerre, concentrèrent leurs troupes à Bonga et à Zuiga. Le premier but à réaliser, sans aucun retard, devait donc être pour nous l'occupation de ces deux postes. Pour cela, deux colonnes furent aussitôt préparées, l'une à Mossaka et l'autre à Bangui.

Les Allemands avaient, dès les derniers jours de juillet 1914, violé le principe de la neutralité conventionnelle du Congo. Ils avaient fait circuler sur le fleuve une canonnière armée qui arrêtait toutes les chaloupes et les pirogues descendant le fleuve. De plus, ils faisaient recruter par leurs émissaires des tirailleurs jusque sur le territoire belge. Dans ces conditions, l'accord international qui garantissait cette neutralité étant rompu par un des contractans, nous étions libres de nos mouvemens contre lui.

D'autre part, pour assurer la défense du Gabon, deux autres colonnes furent réunies à Mitzio et à M'Vadhi : elles avaient pour objectif de surveiller les forces ennemies d'Ozem et d'Aloayui.

A la nouvelle de la déclaration de guerre, ces colonnes agirent indépendamment les unes des autres et sur des théâtres d'opérations différens. Il convient donc d'exposer séparément leur rôle, en faisant déjà remarquer toutefois qu'au cours des événemens ultérieurs, ces offensives séparées, en atteignant petit à petit le but fixé à chacune d'elles, se sont fondues dans une action générale dont toutes les parties sont parfaitement coordonnées.

Nous examinerons d'abord le rôle de la colonne de la Sanga.

Un détachement de tirailleurs, accompagnés d'une pièce de 47, s'était porté dès le 2 août à Mossoke. Quatre jours après, il reçut la nouvelle des hostilités. Immédiatement, il s'empara du poste allemand de Bonga, dans lequel furent trouvés 150 mausers et un important approvisionnement de munitions. Bientôt, ce détachement fut renforcé de 4 pièces d'artillerie. Il convenait de consolider notre base d'opérations à l'embouchure de la Sanga et de pouvoir secourir éventuellement Ouesso. Quittant Bonga le 19 août, ce corps était rejoint à Pikunda

par un fort parti venant d'Etoumbi et parvenait à Ouesso le 31. Entre temps, ce poste, défendu par 17 Européens, colons de factorerie et 20 miliciens, avait été enlevé, le 21 août, grâce à une surprise. Les Européens s'étaient mis à table sans prendre la précaution de se faire garder. Ils ne purent même pas se défendre. Seize d'entre eux furent massacrés sur place avec des raffinemens de cruauté inimaginables.

Dès le 25 août, les Allemands recevaient la nouvelle de l'avance de la colonne française. Aussitôt, ils se replièrent sur le N'Goko. Notre colonne les suivit. Sous le commandement du lieutenant-colonel Hutin, elle arriva le 11 septembre devant Tibundi. Là, un parti allemand s'était fortement organisé. On ne put pas l'enlever. La colonne revint à Ouesso. Elle avait laissé à N'Gabi, pour couvrir Ouesso, un poste important. Violemment attaquée, la garnison de N'Gabi dut se replier à son tour sur Ouesso.

La vallée de N'Goko présentant de front une trop forte résistance, à cause des difficultés d'un terrain souvent impraticable et, aussi, de l'importance des effectifs ennemis qui s'y trouvaient, le général commandant décida d'avancer en amont de la Sanga. Ainsi, Nola était prise comme objectif. Le but était d'entrer en liaison avec la colonne Morisson. Celle-ci, partie de Zinga, remontait la Lobaye. En cas de succès, les nôtres réoccuperaient ainsi la plus grande partie des territoires cédés en 1911.

Le colonel Hutin laissa des hommes, qui furent renforcés de troupes venues de Brazzaville, à la garde d'Ouesso. Puis, avec 4 pièces d'artillerie, il enleva Djemba, à 60 kilomètres au Nord d'Ouesso; 60 hommes furent retirés d'Ouesso pour occuper Djemba; ensuite, les troupes reprirent leur marche vers Nola. C'est là que s'était retranchée la 6e compagnie allemande, après avoir fui de M'Baiki à l'approche de la colonne Morisson.

Arrivés là, les Français engagèrent immédiatement une action très vive, couronnée d'un plein succès. Nos obus explosifs jetèrent la panique dans les rangs des tirailleurs allemands. Le 23 octobre, une partie de la garnison de Nola se rendit. Le reste s'enfuit vers le Nord. En fin de compte, nous avions mis la main sur 3 officiers, 2 sous-officiers, 14 tirailleurs, 2 mitrailleuses et 1 canon de 37.

Le 8 octobre, Djemba fut attaquée par l'ennemi, venu en

suivant la N'Goko avec 150 hommes et 2 mitrailleuses. La garnison française du poste ne comptait que 60 hommes. Elle opposa une défense héroïque. Malgré cela, ses munitions s'épuisant, elle dut battre en retraite, profitant de la nuit, et se dirigea sur Ouesso, tandis qu'une patrouille envoyée à Nola prévenait le colonel Hutin. La position de cet officier devenait critique. Il était menacé de voir ses communications avec Ouesso coupées. Ce fut alors que, laissant 100 hommes à Nola, il redescendit la Sanga avec la ferme décision de forcer le passage. Heureusement, le général Aymerich, commandant supérieur des troupes de l'Afrique équatoriale française, arrivé à Ouesso le 21 octobre, se rendit compte de la situation. Il était venu sur les lieux pour inspecter la Sanga. Se portant au secours du colonel Hutin avec une partie de la garnison d'Ouesso et 135 mitrailleurs belges, accompagnés d'un canon de 47 Nordenfeld, d'un canon Krupp et d'une mitrailleuse, le 26, il embarqua ses troupes sur deux steamers de rivière. Le vapeur belge *Luxembourg* et le *Commandant-Lamy*, des Messageries fluviales, étaient à quai, prêts à être utilisés.

Le lendemain, la rencontre se produisit. L'ennemi était fortement retranché à N'Dzimou. Le combat fut acharné. La colonne franco-belge dut se replier à Ouesso. Mais, quelques heures après, les Alliés revenaient à la charge. Après deux jours de lutte violente, l'ennemi se retira à son tour, car il venait d'apprendre l'approche de la colonne Hutin : il allait se trouver pris entre deux feux.

Le groupe franco-belge avait subi des pertes sérieuses : 2 Européens et 3 indigènes étaient tués et 56 blessés. La petite colonne belge avait perdu 3 tirailleurs tués et 11 blessés. Mais les Français étaient maîtres de tout le cours de la Sanga, les Allemands s'étant retirés vers N'Goko.

A peine la jonction s'était-elle faite entre le corps commandé par le général Aymerich et la colonne Hutin que celle-ci reçut l'ordre de reprendre la marche dans la vallée vers le N'Goko. Il fallait ne pas perdre le contact avec l'ennemi. Un nouveau détachement de 225 tirailleurs belges était mis à la disposition des Français par le gouverneur général du Congo belge. Le transport des troupes eut lieu par voie fluviale. Des chaloupes allaient à la file indienne sous la protection des flancs-gardes. Celles-ci marchaient parallèlement l'une à l'autre sur les deux rives.

Le 26 novembre, la colonne rencontra les Allemands. Ils étaient fortement établis à Molundu.

Un groupe belge avec 3 canons s'établit sur la rive droite vis-à-vis de Molundu, qui est bombardé. Sur la rive opposée, une compagnie se retranche face à l'ennemi devant la Malapa pendant qu'une autre troupe remonte cette rivière, la franchit à 3 kilomètres en amont et se porte vers le Nord de Molundu.

Le 4 décembre, l'ordre de l'attaque générale est donné. Nos compagnies avancent sur la gauche du cours d'eau. Mais les Allemands ont envoyé en amont sur la rive droite de la N'Goko des hommes qui prennent à revers la compagnie qui s'y trouve installée. Nos tirailleurs se replient vers la flottille, laissant aux mains de l'ennemi deux canons de 47.

Cet incident malheureux provoqua une retraite générale. La colonne entière se rejeta sur Tibundi, tandis que des patrouilles ennemies ne cessaient de la harceler.

Le 19, l'opération est reprise. Cette fois, la tactique fut différente : 3 colonnes par voie terrestre et la flottille marchant de pair réalisèrent un encerclement complet. Les Allemands se retirèrent dans la nuit du 22. Les 2 canons qui nous avaient été enlevés peu de jours avant furent retrouvés et, quoiqu'ils eussent été jetés à l'eau, on put les remettre en état.

Tous ces événemens n'avaient pas été sans affaiblir considérablement la colonne Hutin. Elle avait perdu beaucoup d'hommes au cours de tant de combats En outre, obligée de séjourner sans aucun abri dans la vase de cette région marécageuse, tandis que tombait une pluie torrentielle, quand vint le moment de poursuivre l'ennemi en fuite, ses forces n'y purent suffire. Les Allemands parvinrent donc, se partageant en deux groupes, à gagner les uns la direction de Lomie, les autres celle de Yokodume.

Deux compagnies sont laissées en garnison à Molundu. Le reste de la colonne rentre à Ouesso.

A la fin de janvier, après une période de repos, le corps du colonel Hutin se remet en marche vers Yokodume, qui est occupé sans coup férir le 2 février.

Du côté de Suanque-Eva, l'ennemi formant de nombreux rassemblemens, le premier objectif du colonel Hutin devait être de disperser ces groupes dont les attaques gênaient sa liaison avec la colonne de M'Vadhi. De concert avec celle-ci, il entre-

prit ensuite un mouvement offensif du Sud au Nord sur Lomie, puis vers Dume-Station, devant lequel se trouvait la colonne Morisson.

*
* *

Après un temps d'arrêt provoqué par la difficulté d'assurer un service de ravitaillement complet et rapide, le colonel Hutin reprend l'offensive avec Lomie comme objectif, dès le milieu du mois de mai.

Il y eut alors une série d'engagemens très violens, suivis de combats de nuit du 24 au 31 mai. La colonne partie de N'Goko refoule l'ennemi de positions en positions et, finalement, le réduit à capituler dans Monso, situé à deux jours de marche à l'Ouest de N'Goko. Neuf Européens furent faits prisonniers, ainsi que 12 tirailleurs. Un matériel assez important tomba aux mains des Français, entre autres 2 mitrailleuses, des munitions abondantes et des élémens de correspondance.

La colonne Hutin continue sur Besam.

Entre temps, une compagnie de 170 soldats part de Yakodume pour rejoindre Assobam. Un détachement belge assure la liaison avec la colonne de la Lobaye, dont le but reste Lomie.

*
* *

En suivant l'ordre que nous avons choisi pour sérier les différentes parties de cette campagne, examinons maintenant quel fut le rôle de la colonne de la Lobaye.

Sous le commandement du colonel Morisson, un corps français s'empara de Zinga, dans la nuit du 7 au 8 août. Aussitôt, avec deux compagnies et pour prévenir tout retour offensif de l'ennemi, le colonel marcha sur le poste de M'Baïki, défendu par la 6e compagnie allemande et l'occupa sans coup férir.

Des pluies incessantes venaient de déterminer une crue de la Lobaye, la rendant infranchissable. Aussi fallait-il se borner à l'occupation des points stratégiques les plus importans. Mais ce repos forcé fut mis à profit pour augmenter et organiser les effectifs avec lesquels le colonel Morisson comptait prendre l'offensive.

Le 9 octobre, traversant la Lobaye à Kolongo, les troupes françaises se portaient sur la Sanga. Le passage en était solidement défendu. Il s'y trouvait, en effet, 100 fusils ennemis retran-

chés dans un ouvrage situé sur la rive droite. Un parti de 60 hommes franchit la rivière en aval, attaque le blockhaus de flanc et force l'adversaire à la retraite. Le gros de la colonne marche sur Koumbe, tandis qu'une reconnaissance est chargée de la surveillance des abords de Carnot.

D'autre part, un second détachement se dirige vers Baronde, afin de recueillir des renseignemens sur la colonne de la Sanga.

Le 16 octobre, Koumbe est occupé. Une demi-compagnie est dépêchée à Carnot, dont la garnison est signalée comme ayant commencé à passer la Sanga. Les deux troupes se rejoignent devant Carnot, après avoir bousculé quelques patrouilles ennemies envoyées pour masquer la retraite des Allemands. Ceux-ci s'efforcent de gagner Goza, où doivent les rallier les débris de la 6e compagnie battue à Nola. Les nôtres les poursuivent, mais s'arrêtent à Abba en apprenant que la 5e compagnie allemande, contournée à Bouar, a quitté le poste pour se replier sur Goza.

De son côté, le détachement Alliez, constatant la retraite de la 6e compagnie, se lance à sa poursuite, la rejoint à Beaone entre Bania et Goza et lui inflige des pertes sensibles. Ce fut ainsi qu'il arriva devant Goza où il retrouve l'avant-garde de la colonne Morisson et un autre détachement. Grâce aux renforts et par l'union de tous leurs moyens dans une seule action, les nôtres brisent la résistance de l'ennemi et s'emparent de Goza. Les Allemands fuient une fois de plus et gagnent Baturi.

Devant ce parti, le colonel Morisson rallie ses différens détachemens, puis prend la direction de Baturi. Dès le 15 novembre, nos avant-postes occupent la rive gauche de la rivière Boumbell, affluent de la Kuddéi. Une fraction tient Berke et marche contre Baturi en appuyant sa gauche sur la Kaddéi et la Boumbe, afin de prendre de flanc les ennemis postés en bordure des deux rivières. Du 3 au 8 décembre, elle livre combat tous les jours, refoulant devant elle une compagnie accompagnée de 2 mitrailleuses. Celle-ci bataille le jour et se replie la nuit. Elle arrive enfin devant Baturi le 9 au soir. Sur ces entrefaites, nous forçons le passage de la Kaddéi à Boubare avec trois pièces de 80. Une compagnie allemande tenait la rive droite de la Kaddéi. Menacée par un mouvement tournant, elle s'enfuit en laissant un grand nombre de blessés, et, vivement pressée, elle regagne Baturi.

Le colonel Morisson y arrive le 9 au matin. Mais les Allemands, désemparés par l'énergie de ces attaques et craignant d'être coupés de la Kaddéi, abandonnent la place, quoique cette position fût naturellement très forte. De plus, l'adversaire l'avait sérieusement organisée. Il abandonne tout et se retire sur la rive droite de la Kaddéi. Bientôt, menacé par un détachement qui avait franchi cette rivière en amont, il gagne Dunu en suivant le cours d'eau du même nom.

Nous crûmes alors que les Allemands voulaient s'établir sur la rivière Tuki, qui se prête à une défensive sérieuse, car ses abords sont marécageux. De plus, à l'arrière, Batua constitue un centre de résistance où on signalait un rassemblement de sérieuse importance. Aussi, deux compagnies sont-elles dirigées dans la direction de N'Dilabo et Bimba et deux autres dans celle de Batua. L'adversaire dispose de 350 fusils, de 3 mitrailleuses et d'un canon. Le 28 décembre, un violent combat s'engage. Dès le lendemain, les Allemands subissent un échec. Ils évacuent le poste. Malheureusement, l'état de fatigue de nos tirailleurs ne permet pas une poursuite immédiate. De leur côté, les compagnies dirigées sur Bimba s'emparent de cette position, le 27, après un combat violent, forcent le passage de la rivière Ate et obligent l'ennemi à regagner Gonga.

Au cours de toutes ces opérations, les Allemands furent très éprouvés. Inquiets de la marche rapide de la colonne française, ils appelèrent des renforts importans.

L'inaction dans laquelle la colonne Hutin avait dû se maintenir eut un avantage pour eux. Ils purent opérer leur concentration à Dume. Cinq compagnies, c'est-à-dire les 5e, 6e et 9e de Dume, une compagnie de réserve et la 11e venue d'Akoafim, soit en tout un millier d'hommes, se trouvaient ainsi prêts à nous résister. De plus, ils prirent l'offensive avant que la liaison des colonnes Hutin et Morisson pût être opérée. Il se porta à l'improviste sur Bertua, occupé par une compagnie française et la surprit. Bref, menacé par des forces supérieures qui effectuaient un mouvement tournant du Nord vers l'Est, le gros de la colonne Morisson, stationné à Béri et à N'Gilabo, dut se replier. Elle s'établit sur la Kaddéi, en attendant le moment favorable pour reprendre l'offensive, avec l'aide d'une partie de la colonne Hutin, rappelée de Yakodume.

Les troupes d'opération dans la Lobaye durent attendre que l'action des forces du colonel Hutin pût se faire sentir au Sud, afin de leur permettre de repartir de l'avant. Le 20 mai, elles se remirent en marche. Les groupes du Centre (Batieri) et du Sud (Mokbé Mundio) devaient se porter sur Nyanyeld et Nyassi pour appuyer l'attaque que la colonne de la Sanga effectuait contre Besam-Assebam. A la date du 2 juin, le groupe Nord avait franchi la Kaddéi vers Bacombe, pour faire une démonstration sur Guidu.

D'après les dernières nouvelles, l'ennemi semblait occuper fortement Myassi-Dume-Bertue; mais ce poste vient de tomber en notre pouvoir.

*
* *

Tandis que ces événemens se déroulaient, une autre colonne, partie du Gabon, intervenait d'une manière des plus actives.

D'après les instructions données aux troupes du Gabon, il fallait assurer la défense de Libreville; ensuite, avec deux colonnes formées à Mitzic et M'Vadhi, surveiller l'ennemi et au besoin prendre l'offensive vers Oyem et Akoafim.

Ainsi il y eut, dès les premiers jours, trois théâtres d'opérations. En premier lieu, celles de Muni.

Le 20 septembre, un détachement, sous les ordres du commandant Miquelard, quitta Libreville à bord de la canonnière *Surprise*, et débarqua à Coco-Baech, malgré une résistance opiniâtre de l'ennemi. Le poste fut pris. Le commandant français poursuit alors sa marche à l'Est vers Ekododu et Akoya. Il devait assurer l'occupation de la zone entre notre frontière septentrionale du Gabon et la limite méridionale de la Guinée espagnole. Il arriva donc à Mitzic pour prendre le commandement de la colonne concentrée en ce point. Celle-ci, dans l'intervalle, avait subi quelques échecs assez sérieux pour voir son offensive brisée.

D'autre part, la colonne de Mitzic avait franchi la frontière dès la fin du mois d'août. Le 6 septembre, elle se heurta à Mibang contre un fort parti. La position ne put être enlevée. Le commandant de Soligny fut tué et nos troupes se replièrent sur Mitzic. Reconstituée, la colonne divisée reprit l'offensive avec plus de prudence. Cependant, le 26 octobre, alors qu'elle

était divisée en deux détachemens, l'un à Bolenzosk, l'autre à Ebom, deux forces ennemies, chacune de 200 fusils, obligèrent ces détachemens à se retirer simultanément, sans toutefois que l'adversaire pût poursuivre son succès.

Le commandant Miquelard, arrivé à Essonne le 30 octobre, prit la direction de la colonne sur la base Essonne-Mitzic, qui fut mise en état de défense.

Dès les premiers jours de février, une attaque fut décidée. Le chef de bataillon français parvint sans peine jusque sur le Wolen dont il occupa fortement la rive gauche. Averti que l'ennemi tenait une solide position devant N'Kolago, à 4 kilomètres au Nord de Wolen, il franchit le fleuve dans la nuit du 9 au 10 février. Ayant refoulé les Allemands, il s'empara de N'Kolago après une vive résistance. Le commandant Miquelard s'établit à N'Kolago, attendant, pour marcher sur Oyem, le résultat des reconnaissances envoyées dans cette direction.

Enfin, la troisième colonne, celle de M'Vadhi, à l'Est, supporta, d'abord, le choc ennemi dès le 20 septembre. Malgré deux assauts très violens, les Allemands furent repoussés par la garnison du poste.

Le capitaine Defert, au moment où se passaient ces événemens, était en reconnaissance vers Minkebe avec 150 hommes. Ayant attaqué en vain, il rentra à M'Vadhi quand il eut appris que la compagnie allemande de Akoafim arrivait au secours de Minkebe. La colonne de M'Vadhi fut encore augmentée d'une compagnie venue de Dakar avec deux canons, sous le commandement du lieutenant-colonel Le Meillour. Ainsi, elle put reprendre sa marche vers Minkebe et s'en emparer.

Telles ont été les opérations entreprises jusqu'à ces temps derniers par les différentes troupes opérant contre les frontières du Cameroun. Ajoutons que, suivant les plus récentes nouvelles, les forces alliées ont occupé Ngaumdere, ville importante située au centre du pays. De plus, la colonne du Sud s'est emparée de Bitam, évacué dans la nuit du 16 au 17 juillet. Le résultat de ce succès n'est pas sans une grande signification morale pour la France. En effet, la seule région de la partie du Congo cédée à l'Allemagne en 1911 qui n'eût pas encore été reprise par les troupes françaises va se trouver entièrement réoccupée.

Dans l'Est, la colonne qui opère à droite des troupes victorieuses à Bitam a enlevé, le 23 juin, la factorerie de Moopa et forcé l'ennemi à se retirer sur Mombi. Quatre jours plus tard, elle y prenait pied. Aussitôt, des reconnaissances ont été lancées sur Ngangela et Nyassi. Nos troupes déploient une grande activité sur tout le front jalonné par Gadji, Béri et Bimba. A la suite d'un violent combat, Gadji a été perdue par les Allemands. Aujourd'hui, ils sont menacés d'un encerclement complet. Cependant, si l'ennemi donne des marques non douteuses de grande fatigue, il continue à résister avec ténacité. Notre but est de le cerner d'une manière définitive, et nous le poursuivons avec un plein succès.

*
* *

En ce qui concerne le Cameroun, on peut conclure des opérations dont on a lu l'exposé, que toutes ces colonnes, tant britanniques et françaises que franco-anglaises, ont été amenées à opérer isolément. C'est la conséquence forcée des circonstances locales. Le premier objectif des Alliés était, en effet, de repousser les groupemens ennemis auxquels elles correspondaient et qui eux-mêmes se trouvaient isolés les uns des autres. Mais, chassées de leurs positions primitives, ces troupes allemandes se sont concentrées peu à peu. Il importe donc que, de notre côté, soit envisagée désormais une coordination plus étroite des effectifs engagés. Les Allemands vont être acculés vers la région centrale du Cameroun. et y établiront le dernier réduit de leur défense. Là sera donc le but commun des colonnes alliées. Sa réalisation entraînera la coopération non seulement de nos troupes de l'Afrique équatoriale française opérant à l'Est et au Sud, mais aussi de celles du général Dobell qui, en ce moment, combat à l'Ouest.

Le gouvernement français poursuit la défaite complète et définitive de l'ennemi. Pour atteindre ce but, il importe de faire coopérer avec plus d'unité les forces franco-anglaises engagées au Cameroun. A cet effet, deux conseils ont eu lieu. D'abord, le général Dobell et le gouverneur Fourneau, assisté du commandant Joly, chef d'état-major des troupes de l'Afrique équatoriale française, se sont réunis à Duala, après entente préalable entre les gouvernemens intéressés. Puis, une nouvelle conférence vient encore d'avoir lieu entre le gouverneur de l'Afrique

équatoriale française, assisté par le général Aymerich et le général en chef anglais Dobell. Les résultats de ces entrevues ne peuvent pas être publiés, puisqu'ils contiennent en germe toute la campagne prochaine. Disons toutefois qu'elle a abouti à un accord complet. On est en droit d'espérer que ces dispositions nouvelles nous permettront d'atteindre Jaundé, siège actuel du gouvernement de la colonie du Cameroun. Il est même permis d'escompter que la prise de ce point important amènera la fin de la campagne. Dès maintenant les colonnes françaises opérant dans l'Est et le Sud-Est poursuivent leur avance vers la capitale du pays. Dans la direction de Jaundé, les succès de nos armes ont ébranlé fortement les troupes allemandes. Des désertions en nombre se sont produites dans le camp ennemi. Trois cents hommes viennent à Abad-Makei de se rendre à nous avec armes et bagages.

A la suite de vifs engagemens, surtout les 23, 24 et 25 juillet dernier, la colonne française descendant du Nord s'est emparée de Dume-Station. A ce moment, les Allemands croyaient de notre part à une attaque menée par le Sud. En nous voyant déboucher du côté opposé, ils furent tellement surpris que le 24 juillet, de grand matin, ils évacuaient N'Djassi, localité importante, ainsi que plusieurs postes fortifiés jalonnant la distance qui sépare Mombi-Dume de Ngilabo-Dume. Quoiqu'ils eussent fui en désordre, ces contingens tentèrent un retour offensif dans la nuit du 24 au 25 juillet. Cette attaque se produisit à Sakal, mais échoua complètement. Avant de quitter Dume-Station, l'ennemi incendia la place. Au centre de la ville restait une colline fortifiée dont nos troupes chassèrent les derniers défenseurs. L'officier européen commandant cette position a été fait prisonnier. Poussant plus en avant, à la suite de cet heureux résultat, une colonne française enlevait le 29 juillet Abong-Mbang.

Ainsi toutes ces opérations indépendantes en sont arrivées maintenant à se lier autour du but unique qui, dès le commencement, coordonnait leurs efforts à travers les espaces africains. Il serait même permis de dire que ces colonnes parties de Duala, de la frontière Nigérienne, du lac Tchad et de l'Afrique équatoriale française ainsi que du Gabon, ont réalisé pas à pas l'encerclement d'un ennemi mobile disposant jusqu'aujourd'hui d'un vaste territoire pour ses évolutions. Entre tous ces

points du Cameroun en notre pouvoir, la liaison se fait plus étroite par le développement naturel de nos opérations. C'est le gage du succès prochain.

*
* *

Il n'est pas possible de parler de la guerre aux colonies et surtout au Cameroun sans dire quelques mots du concours donné par la Belgique à la cause commune des Alliés, par elle si vaillamment défendue sous les tropiques comme en Europe.

Au début de la guerre, le gouvernement belge se préoccupa de prévenir l'extension des hostilités à l'Afrique centrale. Sa première intention fut de ne pas intervenir, aussi longtemps que cela serait possible, dans les opérations militaires contre le Cameroun et de se maintenir dans la stricte neutralité qu'autorisait le traité de Berlin. Même après la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Belgique, le gouvernement de Bruxelles prescrivit au gouverneur général du Congo et au vice-gouverneur général du Katanga d'observer une attitude strictement défensive vis-à-vis des colonies allemandes du Cameroun et de l'Est africain. Les forces coloniales belges devaient s'abstenir de prendre l'initiative des hostilités. Elles ne pouvaient entrer en action que pour repousser une attaque directe contre le territoire congolais.

Plus tard, le 7 août 1914, le gouvernement belge se mit en rapport avec les gouvernemens français et britannique, auxquels il proposa de neutraliser les possessions comprises dans le bassin conventionnel du Congo (1). C'était la conséquence naturelle de l'article 11 de l'acte général de Berlin du 26 février 1885. Quelles étaient, en effet, les possessions des États belligérans comprises dans cette région? D'un côté, l'Est africain britannique, une partie de l'Afrique équatoriale française, l'Uganda et le Congo belge ; d'un autre, une partie du Cameroun et l'Est africain allemand. Par égard pour les Puissances garantes dont les armées combattaient aux côtés de son armée en Europe, la Belgique ne fit aucune proposition à l'Allemagne. Elle voulait, d'abord, s'assurer que cette neutralisation, à supposer qu'elle fût

(1) Le Congo belge est soumis au régime de la neutralité permanente. l'État indépendant du Congo auquel il a succédé s'étant déclaré perpétuellement neutre sur les bases indiquées au chapitre III de l'Acte général de la Conférence de Berlin. (Déclaration du 1er août 1885.)

admise par l'ennemi, ne nuirait pas aux intérêts de la France et de l'Angleterre en Afrique et ne contrecarrerait pas leurs projets. Les documens relatifs à cette négociation ont été publiés dans le *Livre Gris* et figurent dans les pièces n°s 57, 58, 59, 61, 74, 75. On y lira les motifs qui ne permirent pas à la France et à l'Angleterre d'accueillir la suggestion de la Belgique.

Il y eut ensuite, du 17 au 22 août 1914, une situation d'expectative. La neutralisation du bassin conventionnel du Congo étant impossible, le gouvernement belge se borna à maintenir, autant qu'il l'a pu, sa propre colonie en dehors du champ des hostilités. Mais, le 22 août, les Allemands ouvrirent eux-mêmes les hostilités contre le Congo belge. Le vapeur ennemi *Hedwig von Wissmann* se mit à la recherche du vapeur belge *Alexandre Delcommune* et se présenta devant le port belge de Lukuga, sur le lac Tanganika. Sans sommation aucune, il bombarda le bateau belge et la position organisée à terre. Celle-ci riposta et l'ennemi se retira. Le combat d'artillerie avait duré une heure trois quarts.

Les Allemands ayant ainsi ouvert les hostilités, le gouvernement belge modifia ses instructions antérieures. Le gouverneur général du Congo devait, dès le 28 août, répondre à cette agression par tous les moyens en son pouvoir, sans en exclure l'offensive en territoire ennemi. Ainsi le concours de la Belgique à la cause commune en Afrique devenait effectif dans la mesure où il serait utile qu'elle prît l'offensive, soit seule, soit avec l'appui des troupes françaises et britanniques, en vue de défendre l'intégrité du territoire colonial belge. Par la même occasion, le gouverneur général était autorisé à admettre éventuellement l'entrée des troupes amies en territoire belge et à accorder la coopération des troupes belges à la défense des territoires français et britannique contigus à la frontière belge. On vient de voir qu'au cours des opérations militaires faites dans le Cameroun par la France, l'intervention des contingens belges fut un des facteurs du succès. On verra bientôt que des troupes belges, répondant à l'appel des autorités britanniques, de la Rhodésie et du gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, sont entrées en Rhodésie et ont passé sur la rive droite de l'Ubangi pour prêter main-forte aux troupes franco-anglaises.

Un incident se produisit alors. Le 15 septembre 1914, le consulat des États-Unis d'Amérique, à Anvers, communiqua au gouvernement belge un télégramme du secrétaire d'État à Washington, daté du 24 du même mois, annonçant que le gouvernement allemand avait, le 22 août, remis une note à l'ambassadeur des États-Unis à Berlin. Suivant les termes de ce message, le gouvernement de Berlin se déclarait disposé à neutraliser le bassin conventionnel du Congo, conformément à la faculté reconnue par l'article II de l'acte de Berlin. Le deuxième *Livre Gris*, à la pièce numéro 54, nous éclaire sur ces incidens. Par l'intermédiaire du gouvernement espagnol, — dont le représentant a assumé, comme on le sait, la protection des intérêts belges en Allemagne, — le gouvernement du roi Albert fit connaître sa réponse. D'abord, il souligna la remise tardive de cette communication. Ensuite, il fit remarquer que, depuis le 22 août, les forces coloniales allemandes avaient ouvert les hostilités contre le Congo belge. A l'Allemagne, et à elle seule, revenait donc la responsabilité de l'état de guerre en Afrique comme en Europe.

Cependant, dans son numéros du 21 mars 1915, le *Berliner Tageblatt* lança l'affirmation que le poste allemand de Zinga, sur l'Ubangi, dans le Cameroun, aurait été pris dès les premiers jours d'août 1914, par des forces belges sous les ordres du commissaire de district, Tummers. L'attaque allemande au Tanganika n'était donc qu'une riposte à une attaque belge antérieure contre le poste de l'Ubangi. Le bureau compétent belge répondit au *Berliner Tageblatt*. Il démontra que l'attaque de Zinga par les Belges était de pure invention. Leurs forces, en effet, n'étaient entrées en campagne que le 30 septembre 1914. En Afrique, comme en Europe, l'Allemagne n'a donc cessé de mentir.

A diverses reprises, les troupes belges sont intervenues depuis. Cependant, il convient de grouper les faits en deux campagnes distinctes, l'une dirigée contre le Cameroun, l'autre contre l'Est africain allemand. Celle-ci, d'ailleurs, prend chaque jour plus d'importance, comme on le verra à propos de la lutte engagée de concert avec les Anglais.

Depuis les accords de 1911, appelés en Belgique « le règlement congo-marocain, » la colonie allemande du Cameroun touche au territoire du Congo belge en deux points de sa fron-

tière : au confluent de la Lobaye et de l'Ubangi, puis à celui de la Sanga et du Congo.

Nous avons dit plus haut que, le 24 août 1914, les instructions données au gouverneur général du Congo lui ordonnaient de prêter aux Alliés tout l'appui de la colonie. Plusieurs fois, le gouverneur général fit en effet connaître à M. le gouverneur de l'Afrique équatoriale française qu'il mettait entièrement à sa disposition les forces militaires réparties entre Boma et Libenge, soit environ 800 hommes, quelques pièces d'artillerie et des mitrailleuses. Au commencement de septembre, l'aide des Belges fut réclamée. Les Allemands attaquaient les positions que les Français avaient conquises dans la Sanga. Des indigènes étaient venus renseigner le lieutenant Bruère, chef de la circonscription de l'Ibenga-Motaba. D'après ces indications, une forte colonne ennemie devait descendre la rivière Ibenga pour se porter à Dongou. Dès que les autorités locales belges eurent connaissance de ces bruits, elles envoyèrent de Léopoldville un détachement pour renforcer la garnison française de Dongou. Cette colonne se composait d'un officier commandant 150 fusils, d'une mitrailleuse, d'un Nordenfelt et de deux canons en bronze. Quelques jours après, toute menace était dissipée. Les troupes belges regagnèrent le poste d'Imese où elles attendirent l'occasion d'une intervention nouvelle. La garnison de Libenge reçut l'ordre de prêter aux Français l'appui qui lui serait demandé.

Les Belges avaient un intérêt particulier à soutenir les Français dans cette partie de l'Afrique. En effet, un succès des Allemands dans la Sanga les portait sur le Moyen Congo. Une fois arrivés là, ils menaçaient le nœud des grandes voies de communications fluviales qui conduisaient du Haut Congo au chef-lieu de la colonie et à l'Océan. D'autre part, depuis 1911, les visées de l'Allemagne sur les territoires belges de l'Ubangi étaient clairement apparues au gouvernement de Bruxelles. Depuis, nous avons appris les idées qu'avait là-dessus M. de Jagow. La Belgique était destinée, comme tous les petits États, à disparaître ou à graviter dans l'orbite des grandes Puissances, et l'absorption de la Belgique devait exceptionnellement entraîner celle du Congo belge.

En septembre 1914, un premier détachement partit pour la Sanga. Il était commandé par le lieutenant Bal et appuyé par le vapeur blindé belge *Luxembourg*, armé de deux canons et

d'une mitrailleuse. Le capitaine Goransson en assumait la direction. Tous participèrent aux durs combats livrés à N'zimou les 26, 28 et 29 octobre. N'zimou fut pris et les Allemands repoussés vers le Nord-Ouest. Le vapeur *Luxembourg* avait à cette occasion amené 130 tirailleurs belges, un canon de 75 Krupp, deux pièces de 47 Nordenfelt et une mitrailleuse Maxim. La canonnière *Commandant-Lamy* fut ainsi fortement aidée. Deux jours après, le *Luxembourg* et les 65 tirailleurs belges qui le montaient vinrent de nouveau au secours des forces françaises, qui avaient dû renouveler l'offensive sur N'zimou et Djembe. La part des Belges dans le brillant succès remporté à cette occasion fut réellement grande et efficace. A la suite de cette victoire, la presque totalité de la Sanga tomba au pouvoir des Français. Dès lors, la coopération belge devint permanente. Les troupes du roi Albert constituaient un élément de la colonne Hutin, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

Il faut ajouter qu'un second détachement belge avec deux canons partit le 2 décembre pour renforcer encore la colonne de la Sanga. Appuyées par les pièces du *Luxembourg*, le 20 et le 21 décembre, les troupes franco-belges s'emparèrent de Mulundu, après deux jours de combat. La région où ces événemens se sont déroulés est la moyenne N'Goko. En vue de renforcer la colonne, le gouverneur du Congo belge envoie un nouveau contingent de 225 hommes encadrés par 3 Européens avec 400 cartouches par homme. Ainsi l'effectif de la colonne Sanga est porté à 1 100 hommes dont 430 Belges. Voilà comment au début de janvier l'élément belge de la colonne Hutin comprenait 580 hommes, — réuni à un effectif français de 791 hommes. A partir de ce moment, les troupes belges participèrent à la marche convergente des colonnes françaises vers la haute Kadéi et vers Lomié, situé entre la Kadéi et la Ngoko. Plusieurs combats furent livrés, notamment le 28 mars à Ngato.

La colonne Morisson, qui a opéré dans l'Est du Cameroun en jonction avec la colonne Hutin, comprenait à partir du mois de mars un élément belge de 102 hommes, tandis que la partie belge de la colonne Hutin est réduit à 466 hommes avec la même artillerie que précédemment. L'effectif total du contingent belge ne change donc pas. Il n'a pas été augmenté depuis cette époque.

Les troupes du Roi prirent part aux opérations qui ont amené la capitulation du gros des forces allemandes à Monso et à la prise de Lomié. Le gouvernement français s'est plu à reconnaître la part brillante qu'elles y prirent. Le général Aymerich, commandant les forces de l'Afrique équatoriale française, a signalé différentes fois les rares qualités militaires dont elles firent preuve dans cette rude campagne. « Le général, écrivait-il après l'affaire de N'zimou, tient à signaler tout spécialement la conduite admirable du lieutenant Bal et des troupes belges sous ses ordres. Celles-ci ont subi sans fléchir de fortes pertes et ont donné l'assaut, lieutenant en tête, avec un entrain merveilleux. Le capitaine Goransson, commandant le *Luxembourg* et son personnel ont fait preuve d'un magnifique sang-froid et d'un courage réfléchi, en exécutant la manœuvre de leur bateau sous le feu de l'ennemi avec le même calme que dans les circonstances ordinaires. »

En résumé, l'effort militaire accompli en Afrique par la Belgique est considérable. Le bref aperçu que nous venons d'en donner permet de s'en rendre compte. Comment d'ailleurs, malgré son désir d'épargner à sa colonie africaine la dure épreuve de la guerre, la Belgique aurait-elle pu y réussir? Comment l'Allemagne le lui aurait-elle permis? L'Allemagne, dans ses projets d'accroissement colonial, visait surtout le domaine belge. En défendant victorieusement le Congo, en portant à son tour la guerre en territoire ennemi, la Belgique a acquis des titres nouveaux à la conservation du beau domaine qu'elle doit à Léopold II.

En même temps, la campagne belge en Afrique a servi utilement la cause générale des Alliés. Si, au point de vue numérique, l'aide apportée par le Congo belge paraît de faible importance relativement au total des forces alliées, — 570 hommes sur 11 600, — elle a été un élément important dans les opérations dirigées contre le Sud-Cameroun et dans la Sanga, en plus de son rôle dans l'Est africain. Et nous nous plaisons à le reconnaître ici.

CHARLES STIÉNON.

PAUL HERVIEU

La mort de Paul Hervieu est une grande perte pour les lettres françaises. Il s'y était fait une large place au premier rang. Tour à tour romancier et écrivain de théâtre, il n'avait délaissé le roman qu'après l'avoir enrichi de quelques-unes de ses œuvres les plus originales et les plus fortes, et abordé le théâtre que pour y donner des pièces toujours intéressantes, curieuses, hardies, dont l'une au moins est devenue classique. Incontestablement c'était un maître. Les émotions de ces quinze mois tragiques ont-elles été en partie cause de la mort foudroyante qui l'a enlevé avant que la vieillesse fût venue? Qui pourrait le nier? Lui aussi, la guerre, frappant tout près de lui, l'avait atteint dans ses affections de famille : elle avait ajouté à l'angoisse commune la tristesse intime d'un deuil privé. Et elle avait été un cruel démenti à ses convictions les plus chères, l'écroulement de ses espérances ou de ses illusions. Attachant à la vie humaine un prix inestimable, passionné pour la liberté de l'individu, dévoué au culte du droit, il détestait la guerre. Il voulait croire que l'ère des grandes tueries était close et qu'il ne se trouverait pas un être au monde pour déchaîner sur l'humanité le cataclysme inouï que serait, dans l'état des armemens modernes, un conflit européen : la réponse des faits devait être cette guerre de massacre et de destruction, qui dépasse en horreur les pires souvenirs de l'histoire! Il en a été humilié dans sa conscience d'homme, en même temps qu'il en était crucifié dans son cœur de Français. En présence de la crise terrible que traversait son pays, il a supporté impatiemment ce supplice de l'impuissance dont nous souffrons tous, nous qui sommes en dehors de l'action. Or, il était de ceux chez

qui tout ce qui fait blessure prend une particulière acuité. Une sensibilité excessive, un esprit trop pénétrant, lui avaient fait une âme naturellement douloureuse.

On en avait l'impression, rien qu'à le voir et à l'entendre, et sans qu'il fût besoin d'avoir pénétré dans son intimité, qu'au surplus il protégeait d'une discrétion attentive et d'une réserve jalouse. Je ne songe pas à faire son portrait qui est trop connu, mais seulement à montrer combien l'homme était ressemblant à son œuvre. Tout en lui était élégance et distinction, et disait l'homme du monde plutôt que l'ouvrier de lettres; ses manières étaient d'une correction parfaite, d'une politesse surveillée et raffinée. Sa courtoisie était proverbiale : nul ne poussa plus loin la probité du commerce, la sûreté des relations, la fidélité en amitié. Si mince que fût le service reçu, il ne l'oubliait plus et mettait sa coquetterie à le rendre avec usure. Son apparente froideur n'était que pour écarter les démonstrations importunes dont il avait horreur, comme de tout ce qui dépassait la mesure et qui sonnait faux. Il poussait jusqu'à une sorte d'inquiétude maladive cette recherche du vrai par delà tous les faux-semblans. Ce qui frappait dans sa physionomie tourmentée, c'était, sous la haute arcade des sourcils très marqués, le regard clair, pénétrant, insistant, de ces yeux d'un bleu pâle, d'un bleu d'acier, qui se posaient sur les choses et sur les gens, avec un air de vouloir leur arracher leur secret. Sa conversation, du tour le plus spirituel et de la plus charmante urbanité, se relevait d'une pointe d'ironie. Il parlait peu, d'une voix lente et voilée, avec l'évident souci de ne jamais heurter une convenance, et la crainte toujours en éveil de froisser ou de chagriner l'interlocuteur. Mais souvent un mot incisif, une remarque aiguisée en épigramme, une boutade façonnée en manière d'aphorisme trahissait chez lui le foncier désenchantement.

Non certes qu'il eût à se plaindre de la vie, et il ne s'en plaignait pas. Né dans une famille de bourgeoisie aisée, et n'ayant jamais eu à compter avec les nécessités matérielles, il avait pu n'écouter que ses goûts dans le choix d'une carrière. Il avait tâté d'abord de la diplomatie. Une nomination qui l'envoyait dans l'Amérique du Sud acheva de le renseigner sur sa véritable vocation. Désormais il appartint uniquement aux lettres. Le succès lui vint très vite : j'entends par là d'abord cette complète réussite artistique, récompense et joie suprêmes

de l'écrivain en possession de faire exactement l'œuvre qu'il a voulu et qu'il devait faire. Pendant vingt-cinq ans, il a été l'un des auteurs les plus aimés du public : on ne le sait nulle part mieux qu'ici, où il a donné quelques-uns de ses plus beaux livres et où il comptait de fervens admirateurs, à commencer par Ferdinand Brunetière qui ne cessa de l'encourager et de le soutenir et qui prit plus d'une fois la plume pour témoigner publiquement de la haute estime où il le tenait. Le théâtre, où l'on peut dire qu'il n'a pas connu d'échecs, lui a valu des soirées triomphales. Le monde lui faisait fête. Il jouissait parmi ses confrères d'une autorité due avant tout au prestige de son talent, mais aussi à ses qualités de droiture et de scrupuleuse équité. Elles avaient fait de lui l'arbitre, auquel on avait recours dans les cas difficiles. Son renom était grand hors de France. L'année qui a précédé la guerre, au cours d'un voyage en Espagne, il avait été accueilli comme un représentant quasiment officiel de la littérature française. Les honneurs les plus recherchés lui étaient échus, sans jamais excéder son mérite. Telle fut sa destinée constamment heureuse.

Mais il appartenait à une génération qui portait en elle le germe de la tristesse. A l'âge où se forme la sensibilité, elle avait été mise à la plus cruelle épreuve, celle dont l'empreinte ne s'efface plus. Témoin de nos désastres et des horreurs de la Commune, elle devait rester courbée sous ce souvenir. Son élan s'était brisé avant la course, ses facultés d'enthousiasme s'étaient taries à la source même. Elle s'interdisait le rêve, elle se défiait de l'idéal : confinée dans la réalité, elle ne l'envisageait que sous ses aspects les plus sombres. Rendue craintive par une expérience précoce, plutôt que de se répandre au dehors, elle préférait se replier sur elle-même. Par pudeur de la plaie intime et toujours saignante, elle s'abritait derrière l'ironie. Son entrée dans la littérature fut marquée par une recrudescence de pessimisme. Ce n'était pas la mélancolie déclamatoire et lyrique de 1830, mais plutôt un dur réalisme, une sécheresse d'âme désabusée, qui se traduisait par le refus d'être dupe, par le parti pris de pousser les choses au noir pour mieux se garder d'être déçu par elles. Paul Hervieu est éminemment représentatif de cette génération de 1880 sur laquelle pesa l'oppression de ce que nous avons si longtemps appelé « la guerre. »

Tout se tient. Au lycée Condorcet, où il avait fait ses études, Paul Hervieu avait eu pour professeur de rhétorique un excellent humaniste, ce même Maxime Gaucher qui devait encore, quelques années plus tard, enseigner les bonnes lettres à Henri Lavedan. Mais le temps n'était plus de la ferveur pour le dix-septième siècle. On répétait le mot de Michelet : « Le grand siècle... c'est le dix-huitième que je veux dire. » C'est là que Paul Hervieu est allé chercher son *Credo* philosophique et la patrie de son imagination. Si sévères que fussent ses habitudes d'impersonnalité, j'ai toujours cru qu'il avait mis beaucoup de lui-même dans un personnage de *l'Énigme*, le marquis de Neste. Il lui prête son aversion pour toute violence, son horreur pour l'effusion du sang; et il lui attribue une aimable grand'mère qui « fréquenta jusqu'à l'excès Crébillon le fils et Rousseau, d'Alembert et le jeune chevalier de Parny. » A un autre de ses personnages il fait dire : « Je lis en vous de la même façon que dans ces petits contes entortillés du dix-huitième siècle où la sensation était tout, tandis que le sentiment n'était rien. » Il avait beaucoup lu, lui aussi, ces petits contes entortillés, les galans et les autres. Et combien de fois, à travers les réflexions moroses que lui inspire le spectacle du manège mondain, n'ai-je pas songé à certaine *Lettre* où Mme Du Deffand décrit sa solitude ennuyée au milieu des caquetages de son salon? Avec l'esprit qu'il avait, et il en avait beaucoup, du plus naturel et du plus recherché, Paul Hervieu aurait tenu sa place dans les brillantes compagnies de l'autre siècle, de l'autre fin de siècle; il y aurait montré moins la désinvolture d'un Rivarol, que l'âpreté d'un Chamfort; et il eût respiré avec délices cette atmosphère de vie élégante et d'incrédulité railleuse, de morale « sans hypocrisie » et d'art précieux.

*
* *

A l'époque où il fit ses débuts d'écrivain, la littérature, dégoûtée du naturalisme, s'en dégageait et toutefois continuait d'en subir l'influence. Maupassant venait de se révéler; Anatole France donnait *Sylvestre Bonnard* et Loti le *Mariage de Loti;* Henry Becque passait chef d'école; Jules Lemaître faisait le tour des *Contemporains*, et Paul Bourget dans ses *Essais de psychologie* analysait par avance les « états d'âme » de la nouvelle génération. En 1882, Paul Hervieu avait vingt-cinq ans.

Ce n'est plus l'âge des vers ingénus et de la poésie matinale; peut-être n'est-ce pas encore celui où l'on est en posture d'être revenu de tout. Entre tant de fameux personnages, celui que l'auteur de *Diogène le chien* choisit comme héros de son premier livre, c'est ce mauvais plaisant qui fit profession de jeter le défi à tous les usages, à toutes les croyances, à toutes les convenances. Diogène a été riche, il a dissipé sa fortune, et, ruiné, s'est fait misanthrope ainsi que Timon d'Athènes. Laborieusement, il se livre à toute sorte d'excentricités, n'ayant souci des mœurs et du texte des lois que pour les braver. « Cela, remarque son biographe, ne devait le mener à aucune position sérieuse. » A Corinthe, il va chez Laïs; on sait que nos modernes hellénisans font plus d'emprunts au *Dialogue des courtisanes* qu'au *Banquet* : à un peu de Platon ils mêlent beaucoup de Lucien. L'épisode de la rencontre avec Alexandre est traité, comme il sied, à l'honneur du Cynique et à la honte du monarque. A la mort du philosophe, ses disciples se disputèrent son cadavre : « ils en vinrent aux mains pour se mettre d'accord. » On connaît ce procédé de style qui réunit dans une même phrase deux idées antinomiques. L'auteur fait-il d'ailleurs à Diogène un mérite ou un crime de son cynisme, et le trouve-t-il plus audacieux ou plus sot? on serait bien empêché d'en décider, car c'est le fin du fin de l'ironie, qu'on ne puisse démêler avec exactitude où elle commence, où elle finit.

C'est la même raillerie froide que le chroniqueur de la *Bêtise parisienne* promène à travers les formules de la vie politique, les rites de la badauderie et la singularité d'usages curieux, c'est-à-dire baroques. Depuis Montaigne, la philosophie qui tient notre raison en petite estime s'est plu à mettre en parallèle sauvages et civilisés, et pour préférer les sauvages : l'*Esquimau* nous conte l'odyssée lamentable d'un malheureux transporté du pôle au Jardin d'Acclimatation pour y agoniser. Un autre thème consiste à étudier la psychologie des fous, en vue d'y constater l'application de quelques-unes des qualités dont se montrent le plus fières les personnes sensées. Dans *les Yeux verts et les Yeux bleus*, l'assassin est un passionné de logique : il exécute avec une rigoureuse suite dans les idées le crime que lui a suggéré un mystificateur, oublieux de cette vérité qu'on ne badine pas avec la folie. Dans *l'Inconnu*, un cas

de folie lucide se complique d'une histoire de séquestration. Vous reconnaissez cette littérature de la peur, où excellent les conteurs anglais et américains. L'ironie encore en est la maîtresse, mais sous la forme particulière qu'on appelle humour.

Je n'insisterais pas sur ces œuvres de début, où pourtant s'ébauche le portrait de l'écrivain, s'il n'y fallait signaler tout particulièrement les Nouvelles de *l'Alpe homicide*. Une idée y circule : la méchanceté de la nature. La montagne, dont on retrouve à tous les coins de l'horizon l'énorme et obsédante image, semble quelque monstre accroupi, guettant la proie qui d'elle-même va s'offrir à sa voracité. Ainsi la considéraient encore les gens du dix-huitième siècle. Cette immensité glacée, en telle disproportion avec la taille de l'homme qu'elle écrase, hérissée de pentes abruptes, semée de gouffres affreux, secouée par l'orage et par l'avalanche, n'inspirait alors que l'effroi : nul ne se serait avisé qu'on pût s'y aventurer par plaisir. Telle est bien l'impression que donne la première de ces nouvelles, où la tendre Annie Martindale aperçoit pour la dernière fois, pareil à une fourmi grimpant le long d'un colosse de neige, le mari très aimé dont une soudaine tourmente va faire un cadavre. Et comment oublier ce *Secret du glacier inférieur*, le glacier qui marche et qui rend sa victime? Le drame humain s'y complète d'une sorte de fantastique naturel. La malice du sort, l'injustice des hommes, l'impassibilité des choses, tout est réuni dans ces pages, chef-d'œuvre d'art ramassé, de récit vigoureux et sobre, que Mérimée aurait pu signer.

*
* *

C'est maintenant que Paul Hervieu va dégager toute son originalité et résolument aborder le domaine où il s'installera en maître : l'étude de la vie mondaine. Jusqu'alors, il avait développé des thèmes d'emprunt et peint de chic : maintenant il va peindre d'après le modèle vivant. Ce qui l'attirait vers ce genre d'études, on le devinerait sans peine; mais il s'en est expliqué tout au long par la bouche de Guy Marfaux, le peintre mondain de *Peints par eux-mêmes*. C'est d'abord que la vie mondaine, étant exactement le contraire de la vie suivant la nature, présente, à chaque époque, le dernier état auquel l'humanité est parvenue dans cette marche progressive qui

l'écarte sans cesse de ses origines. Elle est un produit de l'art et par là elle intéresse un artiste. Et tout son art et tous ses artifices profitent à qui? à la femme, dont elle crée un type de plus en plus compliqué, plus séduisant, plus capiteux, partant plus féminin. Quant à ceux qui pensent que la littérature mondaine doit être nécessairement fade, convenue et dénuée de vérité, ils ignorent ce qui en fait l'objet même. Dans un salon, tout le monde est en représentation; chacun joue un rôle : c'est pour cela même que la comédie y fleurit comme sur une terre d'élection et constitue le principal divertissement pour soirées d'hiver ou journées d'été. Il y a dans *Flirt* des tableaux vivans; dans *Peints par eux-mêmes* un drame historique, auquel l'historique demeure de Pontarmé sert de cadre à souhait; dans *l'Armature* une pastorale est tout à fait à sa place au raout d'un financier. Mais que valent ces médiocres comédies auprès de celle qui, dans ces mêmes salons, se joue au vrai et avec un art supérieur, et qui est par excellence la comédie mondaine? Comédie parfois simplement comique, mais qui si souvent tourne au drame! « Les deux actrices, fidèles à leur rôle de bonne compagnie, devaient conserver la voix douce, ne rien dire de ce qu'elles auraient eu à se dire et ravaler avec un sourire toutes les baves dont leur langue se chargeait pour être naturellement crachées à la face adverse. » Or, ce que le romancier a pour tâche de nous faire apercevoir, c'est ce qui se cache sous ce vernis, sous ces mines étudiées et ces mots apprêtés. Il dévoile, sous la vie qui apparaît, celle qui se dissimule, — amours défendues, haines inavouables, regards dérobés, furtifs serremens de mains, lettres compromettantes, rencontres, rendez-vous, liaisons, trahisons et vengeances, — « l'autre vie, celle qui est invisible comme la pensée et qui est quelque chose de plus que d'être simplement vraie, puisqu'elle est en cette quintessence de vérité : le secret. » Quelle recherche plus irritante? Quelle chasse plus passionnante? Et c'est celle pour laquelle part chaque matin le romancier mondain.

Ici, pour qui veut réussir, il ne suffit ni d'être un annaliste fidèle, ni même un moraliste pénétrant et un psychologue délié. Une autre condition est essentielle. Le tort de beaucoup de gens qui parlent du monde, c'est de n'en parler que par ouïdire. Le rapport qu'ils en font n'est ni flatté, ni enlaidi, ni même mensonger : il est à côté, il ne s'applique pas. Négli-

geons les simples bohèmes, comme Cyprien Marfaud, qui n'ont vu les gens du monde que de la loge où on leur tire le cordon : ils font le roman mondain chez la portière. Mais de très grands écrivains se sont fourvoyés dans la description de cette vie très spéciale, pour ne l'avoir observée que du dehors. Le monde ne se livre qu'à ceux qui sont du monde. Paul Hervieu en était. Il en avait, par une fréquentation assidue, gagné la familiarité. Il s'en était assimilé les manières d'être, les états de sensibilité, les mobiles déterminans. Il avait acquis le tact subtil de ces âmes falotes. Il se retrouvait parmi le dédale de leurs complications. Il possédait le chiffre de leur langage convenu. Il était homme à ne commettre ni une erreur d'interprétation, ni une faute de goût.

Quel était d'ailleurs exactement ce monde qu'il connaissait si bien ? On dit « le monde, » mais il y a plusieurs sortes de monde. Celui que décrit Paul Hervieu n'est pas l'aristocratie fière de ses noms anciens et de ses vieilles traditions, non plus que la haute bourgeoisie, riche, cossue, de fortunes solides et de réputations intactes, et il va sans dire que ce n'est pas le demi-monde. Pour apprécier au juste cette variété, consultons une liste d'invités. C'est pour les tableaux vivans chez les Balbenthal. « On était déjà sûr d'avoir les Eliasaph, de Dammarie-les-Lys; les Saint-Thibault; les Saint-Mesme; les Weilchenfeld, de Chevry-en-Sereine; les Kerzenschein, de la Chapelle-la-Reine; les Villévèque, le général et la générale de Montparnoy avec tous leurs enfans, brus et gendres; les Oberblaeser, de Grande-Paroisse; beaucoup d'officiers du 32e chasseurs et de l'École d'artillerie; la marquise de Nauregard; le comte, le vicomte et le baron Bourgeois; les Amramsohn de Croix-en-Brie, etc. Mme Hobbinson avait promis de venir avec sa fille, de Paris. » Cela fait une société non pas mêlée, mais quand même assez disparate. On y accède à la faveur d'un coup de Bourse heureux, on en est exclu pour une spéculation qui tourne mal ou pour quelque histoire fâcheuse. Monde en perpétuel mouvement, sans cesse en voie de se faire et de se défaire, dont le personnel changeant et sujet à de soudaines éclipses, élégant, brillant, sans morgue et sans pruderie, est d'ailleurs plus amusant que beaucoup de sociétés plus fermées.

La loi de ce monde, au dire du plus averti des témoins, le soleil autour duquel il gravite, l'étoile vers laquelle il se tourne,

l'âme qui le meut, le bien, l'unique bien dont il poursuit éperdument la possession, c'est l'amour. Comment en serait-il autrement? Ce ne sont ici que désœuvrés en quête d'une distraction à leur ennui. Entre ces hommes attentifs à se rendre agréables, et ces femmes armées de tout ce qui peut les faire désirer, l'amour jaillit comme une électricité naturelle. « Il ne s'agit que de lui dans les propos que tiennent les uns et dans les mines que prennent les autres. On en parle, on le parle, et peut-être le fait-on plus encore que je ne saurais l'assurer. » Ce terme d'amour désigne, dans la langue commune, les commerces les plus différens, et parfois on l'applique à un sentiment si complexe que les psychologues aidés des physiologistes épuisent vainement toute leur science à le définir. Ce n'est pas ici le cas; pour restituer son vrai nom à l'amour dont il s'agit, et de qui seul il s'agit, il faudrait l'appeler : le goût du plaisir. Nous sommes dans le royaume de la sensualité. Aucun scrupule d'aucune sorte. Une religion tout extérieure et de convenance, réduite à des pratiques qui font, elles aussi, partie de la vie mondaine. Une complète amoralité. La tolérance de l'opinion qui ne recule que devant le scandale. La contrainte sociale a tout juste pour effet de rendre plus précieux le triomphe de l'instinct. L'art s'ajoute à la nature. Et les vestiges d'un long atavisme chrétien, accumulé au fond des âmes, ne servent qu'à aviver ce plaisir de l'amour, en faisant de lui un péché.

Flirt, — *Peints par eux-mêmes*, — *l'Armature* sont comme un triptyque des mœurs mondaines. Le premier de ces romans ne nous mène qu'au seuil de l'île enchantée. Il commence avec les premières rencontres, presque innocentes et à peine nuancées de coquetterie, entre la petite Mme Mésigny et M. des Frasses; il se termine sur l'imposante cérémonie d'un mariage chrétien, auquel les futurs amans empruntent un peu de son mysticisme pour en solenniser leur engagement illicite. Autour de ce sujet principal courent des intrigues secondaires et annexes. Des couples s'entre-croisent comme dans l'*Embarquement pour Cythère*. Ils ne se distinguent que par l'âge des figurans, et la galère merveilleuse pourrait porter à son pavillon les vers de Voltaire : « Qui que tu sois, voici ton maître. Il l'est, le fut, ou le doit être. » Si l'idylle d'Agnès et de Roland est celle de deux jouvenceaux, l'amiral de Kerguel et Mme Robbinson

représentent le côté des parens et même des grands-parens. Le type le plus curieux est celui de Mme de Prébois, cette maîtresse de maison qui, ayant passé l'âge des amours, trouve un plaisir nostalgique à faire de sa maison un lieu de rendez-vous où, sous prétexte de donner à causer, elle donne à aimer. Elle invite toujours ensemble les gens entre qui elle soupçonne ou ménage un flirt. « Si elle avait pu ne satisfaire que ses préférences, elle n'aurait jamais réuni que des êtres jeunes, clandestinement épris de sentimens illégaux les uns pour les autres. Rien ne l'émoustillait comme de supposer une humeur galante dans les sangs qui circulaient invisiblement autour d'elle. » Elle est l'entremetteuse discrète dont l'hospitalité convient à cette société facile.

Nous n'avons encore vu que le décor, la surface attrayante de la vie mondaine : on nous en a laissé à peine entrevoir les terribles dessous. *Peints par eux-mêmes* nous met en face des pires réalités. On a comparé ce roman par lettres aux *Liaisons dangereuses* et fait la remarque qu'il en est inspiré. Ce n'est pas assez dire. Le roman de Laclos est de ceux qu'il y a lieu de refaire tous les cent ans; Paul Hervieu a voulu le refaire : c'est son mérite d'y avoir pleinement réussi. Pour la clairvoyance du coup d'œil, la profondeur de l'analyse et l'impitoyable netteté de l'exécution, il vaut son modèle. Les personnages ressemblent beaucoup à ceux de *Flirt*, tous les gens d'un même monde ayant entre eux un air de famille; mais ils sont peints cette fois avec une âpreté qui accuse les traits, avec une hardiesse qui rejette tous les voiles. Le type même de Mme de Prébois se retrouve dans celui de la marquise douairière de Nécringel, la vieille zélatrice de l'amour, qui en expose la théorie et en déduit les principes. Cette ancienne « honneste dame, » devenue une savante matrone, spécifie trois conditions que doit réunir une chute parfaitement ordonnée. « Munie de ces trois raisons, parmi lesquelles une essence d'expiation se mêle à la faute pour la purifier, la femme me paraît ne pas pouvoir faire autrement que de se donner ni même pouvoir rien faire de mieux, de meilleur, de plus noblement humble, de plus modestement grand; j'allais ajouter : rien de plus chrétien. » Ce sont les commandemens de l'adultère. On sait assez que les dogmes ne meurent pas : ils se transforment. Une société sans religion glisse à la religion de l'amour. Les lettres de cette vieille

Necringel en contiennent le *Credo*. Confidences échangées, consultations sollicitées et octroyées composent nécessairement la substance d'un roman par lettres, et je ne sais si l'impudeur naïve de certains conseils ne nous renseigne pas mieux encore que les actes sur la vilenie de ceux qui les donnent ou les reçoivent. La composition consiste, cette fois encore, en intrigues juxtaposées. Mais, tandis que dans *Flirt* les âges différaient, ce sont ici les tempéramens. Françoise de Trémeur est l'énergumène de l'amour ; Anna de Courlandon est la curieuse, en quête de la révélation désirée et toujours attendue ; Vanoche, Vanitoche est la linotte, l'évaporée, victime désignée de l'ignoble Munstein. N'oublions pas les lettres où le prince de Caréan et son noble père débattent les conditions d'un mariage opulent : comme lettres d'affaires matrimoniales, elles réalisent la perfection du genre. Celles de Cyprien Marfaud ne sont guère moins instructives pour le jour qu'elles nous ouvrent sur la mauvaise compagnie : tout s'y passe exactement comme dans l'autre, à la différence près des manières. Seule différence en effet, à laquelle on distingue les diverses classes de la société, et telle est bien la leçon du livre. Une scène centrale en résume et en condense la tragique horreur. C'est une des plus audacieuses qu'il y ait dans la littérature moderne, et traitée avec autant d'art que de force. Quand Mme de Trémeur, justement inquiète des conséquences de sa faute, se trouve en présence du vieux médecin complaisant, notre imagination évoque les drames de cour d'assises que le respect de la moralité publique entoure du huis clos. L'auteur l'a voulu ainsi. La noirceur de son pessimisme triomphe à nous montrer qu'à tous les étages de l'édifice social on use des mêmes pratiques. Le mordant de sa satire résulte du contraste entre la qualité des acteurs et celle de leurs actes. Il est trop évident que l'heureuse, la riche, l'adulée Françoise de Trémeur, le « petit flagrant délit chéri, » n'a aucune des excuses qui poussent une fille du peuple aux plus criminels égaremens.

L'étude ne serait pas complète, si elle négligeait une question d'un autre ordre, dont, à vrai dire, il n'est pas admis de parler entre gens du monde. Cette question n'était pas totalement absente de *Peints par eux-mêmes*, puisque Le Hinglé triche au jeu, particularité qui l'achève de peindre et parfait sa ressemblance avec les roués de l'ancien temps. Elle emplit toute

l'Armature. « La seule base générale des relations mondaines, dit quelqu'un, le seul élément qui constitue la famille, la société, la loi même de l'univers, c'est l'amour. — Non, objecta Tarsul, c'est l'argent. — Comment cela, l'argent? — Savez-vous exactement ce que l'on définit par le mot d'armature? On désigne ainsi un assemblage de pièces de métal, destiné à soutenir ou à contenir les parties moins solides ou lâches d'un objet déterminé. Eh bien! pour soutenir la famille, pour contenir la société, pour fournir à tout ce beau monde la rigoureuse tenue que vous lui voyez, il y a une armature en métal qui est faite de son argent. » *L'Armature* a paru ici même et, quoiqu'il y ait de cela vingt ans déjà, il est impossible qu'aucun des lecteurs de cette *Revue* n'en ait pas le souvenir présent à l'esprit. Si le précédent roman était dans la manière alerte du XVIIIe siècle, celui-ci, plus près de Balzac, en a la puissance avec un peu de la lourdeur. L'argent en est le grand ressort : c'est lui qui fait du baron Saffre un des maîtres de l'heure, lui qui retient dans l'obéissance les deux gendres du brasseur d'affaires, et lui qui réduira à merci la vertu de la touchante Gisèle d'Exireuil, adultère et martyre. Sévère à tous les autres, le romancier n'a de pitié que pour cette infortunée Gisèle. Il se découvre pour elle des trésors d'indulgence. En est-elle bien digne? Pour gagner à son mari une sinécure, elle est devenue la maîtresse d'un riche protecteur. Beaucoup l'ont fait, et d'autres le referont, mais qui ne concourent pour aucun prix Montyon. Le ménage vit sur les libéralités du financier, et quand le mari découvre l'intrigue et jette à sa femme le nom de Saffre : « Tue-le! » crie Gisèle. Et elle est le seul personnage sympathique du roman! Par celui-là nous jugeons des autres. Jeux de l'amour et de l'argent, ceux-ci menant à ceux-là, et tous aboutissant à des catastrophes, tel est le résultat de l'enquête : l'auteur l'estimait sans doute définitif, puisqu'il n'y devait plus revenir.

On ne peut caractériser tout à fait l'originalité de ces romans sans ajouter quelques mots sur le style que Paul Hervieu s'était composé pour les écrire. La critique a souvent relevé les particularités de ce style; elle n'a pas dit assez nettement combien elles étaient voulues. La lecture des premiers livres de l'écrivain est à ce point de vue très significative : la forme en est beaucoup plus aisée, claire, facile, et non certes banale mais sans grand relief. Du jour où il eut trouvé sa manière

d'observer et de conter, Paul Hervieu jugea bon d'y adapter sa manière d'écrire. Peintre d'une société raffinée, il mit un scrupule d'exactitude à en égaler les raffinemens par ceux du style. Il crut nécessaire de suggérer par les complications de l'écriture la complication des âmes. De là ce style travaillé, où l'on sent, par instans, que l'auteur s'applique à ne pas être naturel. Là encore le XVIIIe siècle le fournit de modèles, dont le premier est Marivaux. Ses procédés sont ceux du marivaudage et ceux d'ailleurs auxquels a eu de tout temps recours la préciosité. Toutes les figures que catalogue la rhétorique y sont largement mises à contribution, et d'abord la périphrase qui est un art de définir les choses en évitant de les nommer et de tourner autour plutôt que de les aborder de front. Exemple : « L'après-midi les mène fréquemment à ce que le mot de rendez-vous, dans un sens bien entendu, peut évoquer de plus transgressif du neuvième commandement et de très folâtre parmi les manifestations de nature. » La comparaison, parfois tirée de loin et, pour cette raison même, serrée de près : « L'Américaine alors dirigea son joli museau de souris vers l'amiral dont elle rencontra le regard qui avait attendu et qui repartit immédiatement, comme un courrier esclave de son service et ne prenant jamais que le temps des relais. » La métaphore. Celle-ci, pour désigner quelqu'un de distant, est tout à fait ingénieuse : « On aurait dit qu'il y avait des laquais dans l'air, par lesquels il me faisait fermer au nez le seuil des explications. » L'hypotypose qui est un mode de description minutieuse, animée et mimée : « Grommelain eut ce geste de dédain qui écarte les bras du corps et soulève indifféremment les épaules, ce mouvement qui a l'air de se décharger d'autrui et de faire sur les côtés de soi un passage facile pour laisser le sort des autres s'en aller comme ça pourra, où ça voudra. » Ces façons d'écrire jolies, trop jolies pour que l'écrivain s'en soit avisé sans le faire exprès, se remarquent d'autant plus qu'elles rompent la trame d'un style le plus souvent excellent et d'une rare précision. Il faut qu'elles aient été mises à dessein. Elles se font remarquer en effet, elles forcent le lecteur à l'attention, elles l'inquiètent, elles l'irritent, ce qui vaut mieux que de le laisser indifférent. C'est Paul Hervieu qui compare les points d'interrogation à des crampes de l'âme. Son style, qui semble parfois pris de crampes soudaines, s'harmonise parfaite-

ment avec cet art nerveux et dont on dirait qu'il souffre des nerfs.

*
* *

Or, à l'instant où ces trois beaux romans viennent de lui acquérir l'entière maîtrise du genre, tout à coup il s'en détourne et pour n'y plus revenir. Le romancier se fait auteur dramatique. Lui aussi, il cède à cet attrait du théâtre qui, vers le même temps, sollicitait tant d'écrivains, au point d'absorber presque toute la sève de notre littérature. Mais c'est que tout son passé l'y acheminait : le moment était venu pour lui de se décider. Qu'il y eût déjà dans ses nouvelles et ses romans des parties de drame, cela ne fait pas de doute. Rappelez-vous les derniers épisodes de *l'Inconnu*, la scène finale de *Peints par eux-mêmes*, et, dans *l'Armature*, le brusque revirement qui s'opère dans l'esprit de Jacques d'Exireuil, au reçu de la lettre anonyme : la subite illumination qui lui fait découvrir toute la vérité est un excellent effet de théâtre. Mieux encore. Parce qu'on a écrit des pages émouvantes, cela ne suffit pas à vous marquer pour le théâtre; mais Paul Hervieu avait naturellement ce tour d'esprit qui fait apercevoir la vie à l'instar d'une tragédie; et, de bonne heure, il a possédé cette force, cette vigueur de main, cette prise énergique, qui empoigne le public et le mène haletant jusqu'au dénouement d'une aventure. Au tournant de sa carrière où il était arrivé, ne pouvant s'éterniser dans un genre de peintures où il avait dit l'essentiel et dans une manière d'écrire où l'obscurité le guettait, il éprouvait l'impérieux besoin de se renouveler : un secret et sûr instinct l'avertit des services que le théâtre rendrait à son talent. Il allait d'abord l'élargir en le forçant à sortir d'un monde trop spécial, à se reporter sur des problèmes plus généraux. Il allait surtout le vivifier, le réchauffer, l'humaniser. Dans ses romans, l'auteur se tient en dehors de ses personnages; il ne fait pas corps avec eux ; en nous les présentant, il les juge, il les raille, il évite de s'émouvoir, de s'irriter, de s'indigner; il se fige dans une attitude de froide ironie. Il faudra bien que sa glace se fonde au théâtre où l'on ne vit que de passion. Il faudra qu'il se mette dans la peau de ses personnages, et qu'avec eux il vibre, il palpite, il souffre, il pleure et il crie. Ainsi il rentre dans le large courant de la vie. Bien sûr, devant l'œuvre considérable de l'auteur dramatique, tout regret serait superflu, et

pourtant on s'est demandé pourquoi cet abandon du roman sans esprit de retour et pourquoi cette coupure si nette. La raison en est toute simple et tient tout entière dans un scrupule d'artiste. L'esthétique du théâtre et celle du roman ne sont pas seulement différentes, elles sont opposées; il faut voir les choses sous un certain angle; c'est un pli à prendre, une habitude de l'esprit qui doit devenir une seconde nature. Précisément parce que les deux genres sont voisins, il faut éviter de mêler les procédés de l'un et de l'autre. Paul Hervieu a pensé qu'on n'appartient pas à moitié au théâtre et que, pour y faire œuvre qui vaille et qui dure, ce n'est pas trop de lui consacrer toutes ses forces.

Point de lendemain, adapté d'un conte de Vivant Denon, et même *les Paroles restent*, n'avaient été que des essais. *Les Tenailles* sont le véritable début de Paul Hervieu au théâtre : elles sont restées une de ses meilleures comédies. J'ai analysé presque toutes ces pièces, à mesure qu'elles étaient représentées; j'ai indiqué ce qui me paraissait en être le fort et le faible; j'en ai souvent discuté les théories, j'en ai toujours admiré la belle tenue littéraire et la *vis tragica*. Je me bornerai donc à rappeler ici les caractères essentiels de ce théâtre, ceux qui en marquent l'évolution et la place dans l'ensemble de la production moderne. Comme beaucoup d'autres à la même époque, plus que d'autres, c'est de Dumas fils que procède Paul Hervieu. Plus nous allons et plus il apparaît que Dumas fils a été la grande force du théâtre, dans la seconde moitié du XIXe siècle, l'initiateur de qui relèvent ceux mêmes qui devaient se séparer de lui ou prendre nettement le contre-pied de sa manière. Il avait donné de la pièce à thèse une formule qui avait vivement impressionné public et auteurs, et qui devait rester longtemps viable. *Les Tenailles* et *la Loi de l'homme* sont directement issues de ses pièces sur le divorce et en semblent le prolongement. Je me hâte de dire qu'elles s'en écartent par des différences assez marquées pour constituer un art nouveau et très personnel. Tandis que Dumas se mettait lui-même en scène, et que, tour à tour Jalin, De Ryons, Thouvenin ou Rémonin, il était souvent de toute la pièce le personnage le plus vivant et qui tirait à lui tous les regards, Paul Hervieu, fidèle à sa règle de haute discrétion, n'intervient pas dans ses pièces; pas de raisonneur, porte-parole de l'auteur : la conclusion doit

jaillir des faits tels qu'ils sont présentés. Une pièce de Dumas offre un grouillement de personnages et d'intrigues qui divertit, mais en dispersant l'attention : Paul Hervieu n'admet qu'une seule action, à laquelle prennent part uniquement ceux qui y sont engagés à fond. Et, tandis que sur la trame des événemens Dumas jette l'étincelante broderie de son esprit et le fourmillement de ses mots d'auteur, souvent aussi inutiles qu'ils sont brillans et gais, le dialogue de Paul Hervieu, serré et pressant, n'admet pas un mot qui ne serve, pas un trait qui ne soit un argument. De là une impression particulièrement intense, une sorte de tristesse janséniste, une nudité austère.

Allons plus loin. Ce n'est pas seulement la facture de ces pièces qui est originale, c'en est aussi bien la conception première et l'idée maîtresse. Dumas fils croyait ou feignait de croire à la réforme de la société par celle de la législation, l'une et l'autre obtenues par l'influence d'un théâtre utile. Qu'on rétablît le divorce, on supprimait du même coup les fautes et les crimes. Ce qui, à ses yeux, justifiait le divorce, c'était l'indignité de la femme ou du mari. De l'adultère la femme de Claude est tombée à l'infanticide; le duc de Septmonts, comme le prince de Birac, trompe sa femme et dilapide sa fortune. Dans *les Tenailles*, au contraire, le mari d'Irène Fergan est parfaitement irréprochable. Le seul reproche que lui adresse sa femme, c'est qu'elle ne l'aime pas; mais elle tient, et l'auteur avec elle, que ce reproche-là prime tous les autres et même est le seul qui compte. « On n'est ici-bas que pour aimer et faire son bonheur du bonheur que l'on fait... Je n'admets pas que la loi fasse d'un être la propriété à tout jamais d'un autre être... Oh ! que chacun ne soit pas le premier à posséder la disposition de son âme et de son corps ! » Aux engagemens que contractent les époux et que mentionne la loi, — aide et protection, fidélité et obéissance, — Paul Hervieu proposait d'ajouter : *et amour*. Après cela, il savait bien que l'amour ne se garantit pas par contrat; il ne comptait sur aucune disposition législative pour assurer le bonheur des unions ou des désunions futures. C'est par là surtout que *les Tenailles* se distinguent des pièces qui ont pour objet la réfection du Code. Les réformateurs sont des optimistes qui attendent pour demain le bien de l'humanité; Paul Hervieu ne partage pas leurs illusions : il prévoit trop quels démentis leur infligera toujours la

réalité. Si souple ou si lâche que devienne le lien conjugal, il ne pourra jamais se prêter à tous les caprices et à tout l'imprévu du cœur. On peut bouleverser nos lois, il y aura encore de beaux jours pour le drame conjugal et de beaux sujets pour les dramaturges.

Notons enfin combien ce théâtre, au meilleur sens du mot, est « du théâtre. » Dès les premières répliques, on respire une atmosphère de lutte. Entre le mari autoritaire, positif, sûr de lui, en possession de l'horrible certitude, — un caractère que Paul Hervieu abomine et qu'il ne manquera pas une occasion de châtier ou d'humilier, — et une femme qui a besoin de tendresse, une terrible partie est engagée. Puisque ce mari tyrannique lui refuse le divorce dont elle a sollicité la grâce, Irène feint de se soumettre. Un enfant naît, grandit : les discussions recommencent à propos de son éducation. Fergan, toujours à cheval sur ses droits, se réclame de son autorité paternelle, comme autrefois il s'était réclamé de son autorité maritale. Il provoque ainsi la foudroyante révélation : « Vous n'êtes pas son père ! » Désormais, la situation est retournée. A la femme maintenant de refuser le divorce, qui nuirait aux intérêts de son fils; au mari de souffrir. Le parallélisme est ménagé avec une exactitude minutieuse et une cruauté savante. Le supplice d'un homme fait pendant au supplice d'une femme. Les tenailles du mariage se referment sur les deux conjoints.

Il en est de même au dénouement de *la Loi de l'homme*. Dans le théâtre de Dumas, où traînaient des vestiges de romanesque, le dénouement dénouait la situation, fût-ce par la violence. Paul Hervieu laisse les coupables ou les malheureux plus étroitement rivés à leur chaîne. Il compte sur le temps pour exécuter les vengeances les meilleures parce qu'elles sont les plus lentes. Au surplus, il n'admet pas ces dénouemens par le fer et par le feu, duels ou assassinats, qui jadis ensanglantaient la scène pour le plus grand contentement du spectateur paisible. C'est contre eux qu'est nettement dirigée *l'Énigme*. Tandis que les terribles messieurs de Gourgiran professent la doctrine homicide, le « Tue-la ! » de *l'Homme-femme*, le marquis de Neste leur oppose sa morale indulgente de vieil épicurien humanitaire : « Eh bien, non, non ! ce n'est pas la morale meurtrière de ces sauvages qui doit triompher. Il faut une justice ici-bas et que nul n'y paie plus cher

que ne vaut la faute! Des sourires, des baisers, des caresses ne peuvent s'expier, comme l'empoisonnement ou le parricide, dans le sang de ceux qui n'ont fait que de la volupté sous le ciel. » Comment se fait-il alors qu'il y ait un coup de feu au dénouement de *l'Énigme?* La pièce se termine par un suicide, qui est le type du suicide aidé, et qui vaut un assassinat. C'est que le théâtre a ses raisons, auxquelles les raisons de la philosophie ne peuvent rien. Cette fois, la violence était dans la logique de la situation. D'ailleurs, le public prête peu d'attention aux théories : il demande avant tout aux pièces d'être bien faites. *L'Énigme* est une merveille d'agencement : Paul Hervieu n'a rien fait de mieux comme ouvrier de théâtre.

Mais son œuvre maîtresse à la scène, c'est cette *Course du flambeau*, d'une grandeur incomparable et d'une parfaite beauté. On me pardonnera d'avoir un peu brouillé les dates pour la détacher de l'ensemble, la mettre à part, et montrer en elle un sommet de l'art dramatique. Combien de fois n'avons-nous pas déploré cette manie de nos écrivains de théâtre, qui se cantonnent dans l'étude d'une société étroite et pervertie, et s'obstinent à ne mettre à la scène que des types exceptionnels et des situations scabreuses? Voici une pièce qui nous ouvre un intérieur bourgeois où tous s'aiment et s'estiment, pareil à la plupart des familles françaises. La question qui le trouble est cette question d'argent qui, avec plus ou moins d'acuité, se pose à tant de ménages! Le drame impitoyable fouille jusqu'au fond de la conscience; et il n'y a pas un mot que ne puissent entendre les plus chastes oreilles! Il ne s'agit cette fois ni des revendications de l'individu, ni d'un article du Code sujet à retouches; ah! c'est tout autre chose : une loi de l'humanité sûre comme l'instinct, souveraine comme la nature, et, comme elle, implacable. Le coureur antique allumait à l'autel un flambeau qui s'en allait passer de mains en mains. « Chaque concurrent courait, sans un regard en arrière, n'ayant pour but que de préserver la flamme qu'il allait pourtant remettre aussitôt à un autre. Et alors, dessaisi, arrêté, ne voyant plus qu'au loin la fuite de l'étoilement sacré, il l'escortait, du moins, par les yeux, de toute son anxiété impuissante, de tous ses vœux superflus. On a reconnu dans cette *Course du flambeau* l'image même des générations de la vie. » C'est cette loi qui, à leur insu, agit au fond de chacun des personnages et leur dicte leur conduite. Elle explique

l'égoïsme des deux jeunes gens, persuadés que tout leur est dû et bourreaux inconsciens de leurs parens ; elle contraint la malheureuse mère à tous les sacrifices et à la définitive immolation de soi : elle expire, — remarque subtile et étrangement pénétrante, — devant la vieillesse de la grand'mère, parce que celle-ci est en quelque sorte « déshumanisée » et mise par son âge en dehors de la Course. Loi terrible qui fait de cette noble, et bonne et dévouée Sabine Revel, une voleuse, une faussaire, et finalement un assassin! Je ne sais rien qui dépasse, pour l'invention dans l'horrible, la confession de cette honnête femme surprise par l'agent de change en un flagrant délit d'un autre genre. C'est l'horreur shakspearienne transportée dans la prose du drame bourgeois. Ni déclamation, ni sensiblerie, ni coups de théâtre, rien pour l'effet, rien que la vie, morne et indifférente, pleine de sanglots étouffés, grosse de drames ignorés, semblable à un grand fleuve dont les flots sauraient tant de sombres histoires! Cette fois, Paul Hervieu ne procède de personne, il ne relève que de lui seul. Toutes les ressources élargies, toutes les forces épurées de son talent se sont rassemblées pour produire le chef-d'œuvre. Ne craignons pas de dire qu'il y est l'égal des plus grands.

Les dernières pièces de Paul Hervieu indiquaient un adoucissement de sa manière, un effort pour se rapprocher de la morale traditionnelle. Dans *le Dédale*, les époux divorcés se réconcilient au chevet de l'enfant. Ils se réconcilient trop tard, et il est fâcheux qu'avant de retomber dans les bras de son mari, la femme ait eu le temps et l'imprudence de se remarier : cela crée une situation inextricable, un « dédale » d'où l'auteur n'a pu sortir qu'en précipitant les deux maris au fond d'un gouffre qui ne rend pas ses victimes. Mais la remarque subsiste, à l'adresse des ménages trop pressés de se désunir. Dans *le Réveil*, un concours de circonstances, d'ailleurs assez extraordinaires, permet au prince Jean de constater que celle qu'il poursuivait d'un si ardent amour porte son deuil fort décolleté. Tels sont les lendemains de ces folles ivresses. Le prince retournera à ses sujets, la femme mariée retournera à son intérieur : cela vaudra mieux pour tout le monde. Dans *Connais-toi*, la femme adultère suggère à son complice ce dénouement : la réconciliation avec son mari. Le complice accepte d'enthousiasme. C'est au moins la preuve qu'il faut

y regarder à deux fois, avant de briser un foyer qui peut devenir un asile. Puis l'auteur reprend quelques-uns de ses thèmes anciens. Dans *Peints par eux-mêmes*, il avait parlé de « cette primordiale question que l'on nomme la bagatelle, et sur laquelle pivote pourtant toute l'humanité; » *Bagatelle* est une transposition théâtrale du roman de jadis, atténué suivant les exigences de la scène. *Le Destin est maître* est une pièce de facture qui rappelle la facture de *l'Énigme*.

On pouvait encore beaucoup attendre d'un écrivain resté si complètement en possession de toutes les ressources de son art. Du moins, constatons que cette œuvre inachevée présente, dans ses meilleures parties, un beau caractère de solidité. Elle a déjà subi victorieusement l'épreuve de la durée. On peut relire *Peints par eux-mêmes* et *l'Armature;* ni l'un ni l'autre de ces romans, celui de l'amour et celui de l'argent, n'a pris une ride. *La Course du flambeau* appartient de droit au répertoire de la Comédie-Française, comme le type achevé d'un genre que Diderot avait seulement pressenti. L'écrivain est de ceux qu'après les avoir comparés à leurs contemporains, on détache sans peine de leur milieu pour les situer dans l'histoire de notre littérature. Par l'exactitude de son observation, par sa finesse de pénétration morale, comme par la sobriété vigoureuse de son art, il est dans la grande tradition. Il ne s'est pas tenu à la réalité présente : par delà les mœurs de son temps, il a aperçu ces lois générales qui gouvernent les hommes de tous les temps. Sans se départir de sa réserve, avec une suprême élégance, il a mis dans un puissant relief l'opposition irréductible qui existe entre notre nature et les disciplines auxquelles nous nous efforçons vainement de la contraindre. Il a touché aux racines mêmes de l'éternel conflit. Habile à noter les travers et les vices, il n'a guère espéré en corriger les hommes ; mais il a mis toute son âme, éprise de vérité, à les en plaindre ; et c'est son honneur d'avoir si obstinément penché sur l'humaine détresse sa figure méditative et son sourire navré.

René Doumic.

REVUES ÉTRANGÈRES

LA « GERMANISATION » D'UNE GRANDE CITÉ BELGE

The German Mole, a Study of the Art of « Peaceful Penetration, » par J. Claes, un vol. in-18, Londres, librairie G. Bell, 1915. — *A Woman's Experiences in the great War,* par Mme Louise Creed, un vol. 8°, Londres, librairie Fisher Unwin, 1915.

Une femme de lettres australienne, Mme Louise Creed, vient de nous raconter, parmi d'autres souvenirs des premiers mois de la guerre, l'émouvante visite qu'elle a eu l'occasion de faire, l'automne dernier, à la petite ville belge d'Aerschot, pendant les quelques jours qui ont suivi l'évacuation momentanée de cette ville par les troupes allemandes. « J'avais toujours conservé jusque là, nous dit-elle, la pensée que les Allemands n'étaient pas aussi noirs qu'on me les représentait. Je m'étais accoutumée à concevoir leur race comme enveloppée d'une atmosphère de beauté morale et de poésie, parce que c'était la race de Beethoven et de Gœthe. Mais après ce que j'ai vu à Aerschot, le respect même que je continue d'éprouver pour l'immortel génie de ces grands hommes ne saurait plus m'empêcher de reconnaître et de proclamer la vérité au sujet des Allemands. J'ai pu m'obstiner à douter des témoignages les plus dignes de foi : mais le moyen de ne pas croire à ce que m'ont révélé mes propres yeux ? »

Sous une pluie battante, tout l'après-midi de ce jour de septembre, Mme Creed s'est promenée à travers le squelette d'une ville qui « n'existait absolument plus, » d'une ville qu'elle aurait été tentée de prendre pour « une sœur d'infortune d'Herculanum et de Pompéi. » De rue en rue, à l'infini, une dévastation lamentable et tragique, au milieu de laquelle, immanquablement, des centaines de bouteilles

vides, surmontant les gravats, attestaient que « les incendiaires s'étaient fait une fête d'assister jusqu'au bout aux lugubres progrès de leur œuvre. » Mais rien de tout cela n'égalait encore l'horreur du spectacle offert à Mme Creed par la profanation sacrilège de la vénérable église d'Aerschot :

Autour de moi s'étendait un grand espace sombre qu'éclairaient faiblement, çà et là, les lueurs jaunes de deux ou trois petits groupes de chandelles. Cela était, manifestement, une église : mais qu'est-ce donc qui lui était arrivé ? Quelle catastrophe s'était abattue sur elle, pour la changer en cette hideuse parodie d'une église ? Sur le maître-autel je voyais s'empiler des bouteilles de champagne vides, des bouteilles de rhum vides, une bouteille de genièvre cassée, et cinq bouteilles de bière. D'autres bouteilles emplissaient les confessionnaux. les bénitiers, la cuve baptismale ; d'autres se découvraient sous les bancs, et jusque sur les stalles du chœur. Partout, de quelque côté de l'église que se dirigeât le regard, ce n'étaient que des centaines, des milliers de bouteilles vides.

— Mais, madame, — murmure la voix frémissante du vieux sacristain, — voyez un peu ceci !

Le vieillard me conduit devant une statue en pierre de la Vierge avec l'Enfant. Les têtes de Marie et de son Enfant ont été enlevées ! Et puis, pendant que je me tiens immobile, tâchant à me persuader de la réalité de ce cauchemar, de nouveau les petits doigts tremblans du sacristain s'appuient sur mon bras, pour me forcer à me tourner vers un autre spectacle. Après avoir décapité la Vierge, les Allemands ont mis le feu à une magnifique image ancienne du Christ, en bois sculpté et peint ; le visage, la poitrine, ils se sont divertis à brûler, à mutiler de la manière la plus affreuse l'un des côtés de la figure sainte !

Nous voici maintenant devant la porte fermée d'une petite chapelle latérale, sur laquelle est encore épinglée une feuille de papier blanc où l'on a écrit, en langue allemande : « Chambre privée. Défense d'entrer. » Le sacristain nous ouvre la porte, et nous pénétrons à l'intérieur de la chapelle. Le plancher est tout semé de vêtemens féminins, des corsages, des jupes, tout cela probablement arraché par force du corps de malheureuses créatures dont on venait de tuer les maris ou les pères. Un amas désordonné de vêtemens et de linge de femmes, sur le sol de cette chapelle dont on a fait une « chambre privée ! »

Quelques semaines plus tard, Mme Louise Creed a été témoin de l'entrée des Allemands dans la ville d'Anvers. Assise dans la grande salle du restaurant de son hôtel, elle a eu la surprise de voir s'attabler bruyamment auprès d'elle, en compagnie de somptueux officiers bavarois ou saxons, des « civils » qui, tous les jours précédens, avaient pareillement bu et mangé à ces mêmes tables, mais en compagnie d'amis belges ou anglais, avec lesquels ils s'étaient entretenus en langue française. « Quelques-uns de ces habitués que je reconnais-

sais étaient de respectables vieillards à la barbe blanche, d'autres m'avaient frappée par l'élégance raffinée de leur mise et de leurs allures. Et j'observais qu'ils buvaient désormais plus abondamment et plus librement, n'ayant plus à faire effort pour bannir de leurs yeux ce regard furtif qui, jusqu'alors, risquait de dénoncer leur qualité d'espions. » Sans compter que, dès la minute suivante, une autre découverte allait compliquer d'une nuance d'alarme personnelle la stupeur de la courageuse femme de lettres australienne, — obligée maintenant de cacher, à son tour, sa nationalité :

Au centre du restaurant de plus en plus encombré, j'aperçus, debout, trois marins de notre flotte anglaise. Je pensai d'abord qu'ils étaient prisonniers, et un frisson de pitié me traversa le cœur. Car je reconnaissais les trois marins anglais; c'étaient eux qui plusieurs fois déjà, précédemment, étaient venus dîner au restaurant de l'hôtel; et je me rappelais qu'un soir, tout heureuse de la vue de leur uniforme, je les avais priés de faire sortir de la salle un gros chien qui terrifiait de ses grognemens un cacatoës que m'avaient naguère légué des soldats belges de Lierre. Les trois hommes m'avaient dit qu'ils étaient occupés à la défense des forts, avec le reste du corps expéditionnaire anglais. Ils m'avaient dit cela en un anglais irréprochable, si bien que, pour rien au monde, je ne me serais avisée de les soupçonner. Et voici qu'ils étaient encore là, ce soir de l'arrivée des Allemands à Anvers, — toujours vêtus de leurs uniformes anglais, toujours coiffés de leurs petites calottes pointues de marins anglais, mais parlant allemand avec des Allemands, et puis s'asseyant à une des grandes tables et buvant et riant de cet air vaniteux qui appartient en propre à leur race teutonne! Sûrement ils avaient volé quelque part les trois uniformes, et Dieu sait combien déjà ils avaient dû sacrifier de vies, et trahir de secrets! C'est ainsi que, dès ce premier soir, j'ai été amenée à découvrir que la malheureuse cité d'Anvers n'avait été qu'un grand nid d'espions allemands.

« Un grand nid d'espions allemands, » ou plutôt encore une véritable colonie allemande, voilà, en effet, ce qu'était devenue la patrie de Rubens, et depuis bien avant la présente guerre! La prise de possession allemande y avait été inaugurée, de la manière la plus solennelle, à la fois, et la plus étrange, un certain jour de mars de l'année 1898. Un navire-école de Kiel, le *Stein*, était venu s'arrêter dans le port d'Anvers, au retour d'un voyage à Haïti, où on l'avait envoyé pour le règlement d'un litige, en compagnie du fameux *Gneisenau*. Le *Stein* était arrivé durant la soirée, et s'était posté en face de son vénérable homonyme, le Stein anversois, qui dresse au bord de l'Escaut sa lourde masse de pierres, fortement restaurée. Et voilà que, le lendemain matin, les paisibles bourgeois d'Anvers avaient constaté avec

effarement la présence d'une sentinelle allemande qui, en grand uniforme et le fusil au bras, allait et venait sur le quai, vis-à-vis de l'endroit où stationnait le navire-école! Sans l'ombre d'un scrupule, le commandant du navire avait placé là cette sentinelle, pour signifier que tout lieu où daignait apparaître le pouvoir militaire allemand devait être, du même coup, publiquement regardé comme propriété allemande.

Il y avait eu aussitôt, cela va de soi, protestation scandalisée des autorités belges, et la sentinelle allemande s'était vue forcée de remonter précipitamment à bord du navire. Mais, selon toute apparence, le capitaine Œlrich, qui commandait le *Stein*, avait reçu mission de tâcher par n'importe quel moyen à profiter de son passage pour faire entendre aux Belges quelque chose comme un premier son de cloche symbolique, leur prédisant l'imminente « germanisation » de leur libre royaume : car voilà que, le dimanche suivant, dans la grande salle des fêtes du Jardin zoologique d'Anvers, au cours d'un banquet offert en l'honneur du navire-école, et où assistaient officiellement le bourgmestre de la ville et ses échevins, voilà que ce même capitaine Œlrich a formellement exprimé le vœu « d'une prochaine annexion de la Belgique entière à l'empire d'Allemagne ! » D'où, comme l'on peut penser, un nouveau scandale. Le bourgmestre et ses échevins se sont hâtés de sortir; le *Stein* allemand a été invité à prendre congé, aussitôt, de son antique homonyme flamand ; et la presse officieuse de Berlin a poussé la condescendance jusqu'à mettre les terribles paroles du capitaine Œlrich sur le compte de l'excès de chaleur du climat haïtien, — accusé d'avoir momentanément brouillé l'une des plus vigoureuses et lucides cervelles de toute la marine de guerre impériale. Mais n'importe : il n'en restait pas moins qu'un geste avait été fait et des paroles dites qui, dorénavant, justifieraient l'Allemagne de poursuivre à loisir en Belgique l'œuvre d' « annexion » ainsi annoncée.

Ce qu'a été cette œuvre mémorable, et par quelles voies ténébreuses elle s'est accomplie, nous l'apprenons aujourd'hui de l'un de ses témoins les plus clairvoyans, M. Jules Claes, qui pendant de longues années a courageusement essayé d'éclairer ses compatriotes belges sur le danger que constituait, pour eux, l'incessante « pénétration pacifique » d'une race trop évidemment résolue à se les « annexer. » Directeur du plus important journal français d'Anvers, *la Métropole*, M. Claes a été l'un des premiers à deviner l'existence

d'un vaste plan d'ensemble, — et tout à fait « hostile, » — sous les dehors éminemment « pacifiques » de cette lente et continuelle invasion de sa ville natale et des autres cités belges par ce qu'il appelle la « taupe » allemande. Parmi l'indifférence, décidément incurable, de son entourage, il ne s'est point lassé de signaler et de dénoncer, au fur et à mesure, chacun des nouveaux progrès d'un puissant travail souterrain qui risquait de miner irréparablement, si l'on n'y prenait garde, l'ancien sol des libertés nationales de sa patrie. Et lorsque ensuite la tempête qu'il avait prévue s'est déchaînée sur la Belgique avec la soudaineté apparente et l'implacable rigueur que l'on sait, M. Claes a voulu que, du moins, l'Europe fût instruite des procédés au moyen desquels l'Allemagne avait longuement, patiemment préparé le succès de son agression. Le volume qu'il vient de publier en Angleterre, — — et qui sans doute ne tardera pas à paraître aussi dans les autres pays, — est tout rempli de documens significatifs, établissant avec une certitude absolue la réalité d'une préméditation du « coup » allemand de l'été de 1914, — et d'une préméditation qui, bien loin de n'avoir commencé qu'à la veille du « coup, » remontrait plutôt à la date lointaine du passage à Anvers du navire école du capitaine Œlrich. Jamais encore, peut-être, il ne nous a été donné d'assister d'aussi près au déploiement quasi quotidien d'une ténacité politique appuyée sur des ressources inépuisables d'hypocrisie et de mauvaise foi. Et il n'est personne à coup sûr qui, après avoir pris connaissance de l'imposant appareil de preuves dressé devant nous par l'écrivain belge, ne se sente disposé à admettre avec M. Claes la profonde, — et terrible, — justesse de cette conclusion qu'il en tire : « Aucun pays ne saurait, sans de graves périls, accorder aux Allemands les mêmes avantages qu'il accorde aux autres étrangers ; car le fait est que les Allemands ont pour principe d'employer les avantages de l'hospitalité d'autrui à des fins hostiles pour le pays qui les leur accorde. »

Mais, avant d'analyser brièvement les chapitres où M. Claes nous fait voir à l'œuvre cette singulière conception allemande de l'hospitalité, je ne puis m'empêcher de signaler une autre catégorie de ses « preuves, » celles-là ayant plus expressément pour objet de nous montrer les préparatifs immédiats de l'invasion armée d'août 1914. Voici, par exemple, des libraires d'outre-Rhin achetant à Bruxelles, pendant les six premiers mois de la même année 1914, environ 38 000 cartes militaires de la Belgique! Voici les chemins de fer prus-

siens s'empressant, pendant ces mêmes mois, à créer de nouvelles lignes stratégiques sur toute l'étendue de la frontière belge ! Ou bien encore c'est la lettre d'un habitant de Visé, qui raconte à M. Claes l'histoire d'un pont de bois jeté par les Allemands sur la Meuse, entre Visé et Lixhe. Deux ans déjà avant le début de la guerre, toutes les pièces de ce pont, dûment numérotées, se trouvaient en dépôt dans un magasin de la gare-frontière de Dalheim, sur une petite ligne très peu fréquentée qui allait d'Anvers à Aix-la-Chapelle. Aussi bien n'était-ce pas seulement des ponts que tenait en réserve le futur agresseur de la Belgique. Peut-être n'a-t-on pas oublié l'étonnement des Liégeois lorsque, pendant le siège de leur ville, trois officiers prussiens en grand uniforme, sortis l'on ne savait d'où, avaient soudain attaqué le général Léman dans son bureau, en plein cœur de Liège. Or, on a fini par découvrir que ces officiers étaient sortis, tout bonnement, d'une maison voisine où, déguisés en honnêtes « civils, » ils attendaient depuis des semaines. Autres faits, rappelés en passant par l'écrivain belge :

Depuis le 15 juin 1914, les wagons allemands ont à peu près cessé de circuler en Belgique, où l'on avait coutume de les voir chaque jour jusque là. — Tous les magasins allemands de Belgique, qui d'ordinaire ne clôturaient leur « saison » qu'au début de juillet, ont procédé à cette opération un mois plus tôt en 1914. — A la fin de juin de cette année, un bon nombre des plus « solides » maisons de Belgique ont trouvé des excuses pour ne pas régler leurs comptes du mois échu. — La *Deutsche Bank* et la *Dresdner Bank* ont envoyé, dés le mois de juillet, des circulaires engageant leurs cliens allemands à vendre les fonds belges qu'ils pouvaient avoir.

Enfin, M. Claes assure que, dans une foule de bourgades et villages de son pays, les habitans ont reconnu d'anciens hôtes « civils » sous l'uniforme des officiers et sous-officiers envahisseurs. Ici, un lieutenant de hulans empoigne le petit garçon d'une cabaretière, le fait monter en croupe près de soi, et lui offre de lui faire faire une galopade, en l'appelant par son nom. « — Comment ? dit-il à la mère, vous ne vous souvenez pas de moi ? » Il relève son casque, et la mère aperçoit les traits familiers d'un commis voyageur en instrumens agricoles qui vingt fois, les mois passés, est venu prendre son repas chez elle. Ailleurs, au contraire, un sergent d'infanterie fait saccager et détruire, par ses camarades, les diverses maisons où il a naguère laissé des dettes, pendant qu'il logeait dans le bourg en se donnant les allures d'un marchand de faucilles. Mais ceci nous ramène déjà à

cette « pénétration pacifique » dont l'étude forme, proprement, le sujet du livre de M. Claes.

« Certains pays, — nous dit le sagace directeur de la *Métropole*, — ont eu à subir plus que d'autres ce que l'on peut bien appeler le péril allemand : soit qu'ils parussent moins capables de résister, ou que l'Allemagne trouvât plus d'intérêt à les imprégner de son influence. Parmi ces victimes favorites de l'invasion allemande figurent incontestablement, — pour nous en tenir à la seule Europe, — l'Angleterre, l'Italie, la Turquie, et la Belgique. L'Angleterre, en raison de ses traditions de libre-échange, comme aussi de sa maîtrise des marchés du monde; l'Italie, à cause de ses ports sur la Méditerranée ; la Turquie, pour une foule de motifs connus de chacun; et enfin la Belgique, parce que, suivant l'expression de M. Waxweiler, l'Allemagne l'a toujours regardée comme une nation trop loyale et trop respectueuse de sa neutralité pour être en état de s'opposer efficacement à l'introduction d'élémens étrangers. »

La noble et belle cité maritime d'Anvers, en particulier, présentait dans ces dernières années le spectacle d'une germanisation à peine croyable. Plus de 10 000 Allemands s'y étaient installés, et qui avaient même fini par se substituer presque entièrement aux Belges dans plusieurs des principaux domaines de l'industrie et du commerce locaux. L'exportation, la commission, les douanes, tout cela avait passé entre leurs mains. A la veille de la guerre, dans une adjudication ouverte pour la construction d'un dock, une compagnie belge des plus honorables avait fait des offres si avantageuses pour les intérêts de la ville qu'on avait dû les accepter : mais la colonie allemande, ne pouvant se résigner à perdre l'affaire, avait réussi à faire rompre le traité et à faire ouvrir une adjudication nouvelle, qui avait tourné au profit d'entrepreneurs allemands. Il existait à Anvers une centaine au moins de « Sociétés » allemandes, dont beaucoup ne se cachaient pas de recevoir des subventions, officielles ou privées, d'outre-Rhin. On y voyait deux Sociétés d'anciens officiers ou soldats, six Sociétés chorales, et jusqu'à un *Verein* expressément destiné à « favoriser le maintien de l'humour germanique ! » Avec cela plusieurs grandes écoles allemandes de garçons et de filles, où l'on chantait, chaque jour, des hymnes en l'honneur du Kaiser, ce qui n'empêchait pas maintes familles belges d'y envoyer aussi leurs enfans. Mieux encore : la colonie allemande d'Anvers avait réussi à réaliser d'une façon durable le rêve patriotique conçu jadis par le commandant du

navire-école le *Stein*, le jour où celui-ci avait campé une sentinelle prussienne sur le quai de l'Escaut. Avec l'approbation du Conseil communal, une « Société de Vigilance » s'était constituée sous le nom flamand de *Waak en Sluit*. C'était une sorte de police privée, prétendant aider ou suppléer dans sa tâche l'autorité régulière, et dont les membres avaient droit de porter des armes. Or, l'immense majorité de ces membres était composée d'Allemands, et un « prospectus » reproduit par M. Claes prouve clairement que le *Waak en Sluit* d'Anvers se rattachait en droite ligne à un groupe de sociétés allemandes analogues ayant leur centre à Cologne !

Une vingtaine d'années avaient suffi pour opérer cette transformation de la vénérable cité flamande en ce que Mme Louise Creed allait définir bientôt : « un véritable nid d'espions allemands. » Transformation que prévoyait et dénonçait déjà, au début de l'année 1897, notre compatriote M. Carteron, consul général de France à Anvers, dans un admirable rapport publié par le *Moniteur officiel du Commerce* du 27 mars de la même année. « Par degrés, écrivait M. Carteron, l'ancienne physionomie d'Anvers est en train de changer. Bon nombre d'anciennes et solides maisons belges risquent d'avoir à disparaître, faute pour elles d'avoir su se protéger en temps utile contre les menées souterraines de concurrens venus d'Allemagne. Et celles de ces maisons qui ont chance de survivre se trouvent dès maintenant forcées de compter avec ces immigrans allemands, affranchis de tout préjugé tant soit peu gênant, et dont les patiens efforts formeront à coup sûr l'un des chapitres les plus suggestifs de cette curieuse histoire d'une « lutte pour la vie. »

Dans sa clairvoyance prophétique, M. Carteron allait même jusqu'à signaler le rôle capital d'un personnage que M. Claes nous montre aujourd'hui comme ayant été, à beaucoup près, l'agent le plus actif et le plus constant de cette « germanisation » de la ville d'Anvers. J'entends par là l'humble et modeste « commis » allemand, ce « jeune homme au teint pâle, des lunettes sur le nez, sobre, patient, travaillant volontiers sans aucun salaire, » et qui, toujours suivant le rapport de notre éminent compatriote, « à Anvers de même qu'en beaucoup d'autres villes, a puissamment contribué aux progrès de la suprématie allemande. » C'est lui, ce « jeune homme au teint pâle, » qui sans l'ombre d'un doute, à Anvers comme ailleurs, a commencé le « travail de taupe » éloquemment décrit par M. Claes. Qu'on le voie se présenter d'abord dans les riches bureaux d'un négociant belge ! Impos-

sible d'imaginer apparence plus innocente. Ayant achevé ses études commerciales dans son pays, et souvent même dans la propre maison de son père, — qui est, là-bas, l'un des représentans les plus considérables de la même « branche » de commerce, — il a résolu de venir passer quelques années en Belgique, afin d'apprendre plus à fond la langue française. C'est donc une faveur qu'il sollicite, malgré les nombreuses et élogieuses recommandations dont il est muni; et aussi ne demande-t-il pas à être payé. Au contraire, pour peu que le négociant belge y consente, son père se fera un plaisir de « s'intéresser » directement aux opérations d'une maison qu'il a depuis longtemps coutume d'apprécier. — Et malheur au négociant belge, — ajoute en passant M. Claes, — s'il consent à cette « participation » du père de son nouveau commis ! Nul moyen pour lui, dorénavant, de se dépêtrer de cette double « emprise, » qui non seulement l'empêchera de congédier le fils, s'il n'en est point satisfait, mais l'obligera encore à ne rien cacher, devant le commis étranger, de ses plus intimes secrets professionnels.

Au surplus, le négociant n'aura guère l'occasion de vouloir congédier un « employé modèle » tel que celui-là. Un garçon si laborieux et si complaisant, toujours le premier à venir au bureau et le dernier à quitter son pupitre ! Tout au plus sera-t-il tenté, peut-être, de regretter que l'excès de zèle pousse parfois le commis à « mettre son nez » dans des affaires dont il vaudrait mieux qu'il ne se mêlât point. Voici, par exemple, qu'un matin du printemps de 1914, l'un des plus notables commerçans belges qui eussent encore « survécu » à la « germanisation » d'Anvers reçoit, dans son cabinet, la visite de l'un de ses commis allemands !

— Monsieur, — dit le commis, avec un air tout ravi de soi-même, — j'ai grand plaisir à vous restituer ce billet de banque qui allait être perdu, et que j'ai trouvé dans une enveloppe ouverte !

— Et où avez-vous trouvé cette enveloppe ?

— Dans la corbeille où vous jetez vos papiers inutiles.

— Je vous remercie bien de ce précieux service que vous m'avez rendu. Mais comme je ne me soucie pas d'avoir chez moi des employés qui s'amusent à explorer le contenu de ma corbeille à papiers, auriez-vous l'obligeance de vous faire payer ce qui vous est dû, et de ne plus jamais remettre le pied dans ma maison ?

Ce commerçant se trouvait instruit déjà par l'exemple de ses confrères, et vingt années de « lutte pour la vie » l'avaient mis en défiance des façons d'agir des commis allemands. Mais que l'on imagine

la même aventure se produisant, il y a un quart de siècle ! Combien alors le négociant belge, — tout en reconnaissant avec ennui mainte lacune fâcheuse dans l'éducation « mondaine » de son nouveau commis, — combien il aurait aisément excusé ces lacunes, en comparaison de l'admirable ensemble de qualités de tout ordre qui leur faisait contrepoids ! Si bien que, de mois en mois, le jeune Allemand se serait acquis plus d'autorité, et que bientôt, sur sa requête, d'autres commis allemands seraient venus s'asseoir près de lui, remplaçant des commis « indigènes, » décidément trop coûteux : tandis que ces remplaçans venus d'outre-Rhin, poussant à un degré « héroïque » leur légitime désir d'apprendre la langue française, s'accommodaient de n'être point payés lors même qu'on les savait dénués de toutes ressources personnelles ! — (On ignorait seulement qu'ils recevaient une pension régulière de l'une ou l'autre des deux grandes sociétés instituées en Allemagne, avec des capitaux de toute provenance, pour permettre ainsi à des employés pauvres d'aller « coloniser » des villes étrangères.)

Et que si les hasards du voyage nous avaient ramenés à Anvers cinq ou six ans après la première arrivée du doux et timide jeune garçon en lunettes, voici, d'après M. Claes, l'inquiétant tableau que nous aurions découvert : « Dans les bureaux du négociant, vainement vous auriez cherché un seul employé belge, à l'exception du menu fretin ; toutes les places tant soit peu importantes ayant été, l'une après l'autre, accaparées par des Allemands. Bien plus, les capitaux allemands auraient fini par jouer un si grand rôle dans les affaires du négociant que celui-ci s'étonnerait parfois de n'avoir pas encore été, lui-même, contraint de céder sa propre place à un confrère allemand. En fait, il y a longtemps que cette substitution dernière se serait accomplie, si les Allemands n'avaient pas estimé que le nom du négociant belge possédait une certaine valeur commerciale, la valeur d'une espèce d'enseigne, qu'il convenait de ne point sacrifier. »

Ainsi se propageait à Anvers le « microbe » allemand. A l'intérieur des bureaux où ils avaient réussi à se faire accueillir, les nouveaux venus examinaient soigneusement les registres et la correspondance, voire le contenu de la corbeille aux papiers du « patron. » Au dehors, ils se hâtaient de fonder les innombrables « sociétés » que j'ai dites, en même temps qu'ils resserraient leurs liens avec les grandes sociétés d'Allemagne qui les avaient envoyés à l'étranger et les y faisaient vivre. Insensiblement, sous leur impulsion habilement

déguisée, l'ancienne cité flamande perdait son caractère distinctif, s'imprégnait d'une atmosphère essentiellement germanique. Il n'y avait pas jusqu'à ses dehors qui, chaque fois qu'on les revoyait, ne revêtissent plus manifestement la couleur et l'odeur d'une ville allemande. Je me souviens d'en avoir été très frappé, pour ma part, quelques semaines avant la déclaration de guerre : j'avais peine à reconnaître non seulement les quartiers nouveaux des alentours de la gare, mais aussi les vénérables ruelles voisines de l'Hôtel de Ville et de la Cathédrale. Tout cela, sans que l'on sût comment, s'était soudain « germanisé : » les mêmes maisons qui m'avaient naguère diverti et touché par leur flegmatique bonhomie flamande me faisaient à présent l'effet d'avoir été transportées là de quelqu'une des plus récentes « artères » de Berlin ou de Cologne. Et pas une boutique où l'on ne fût servi désormais par des commis allemands, obséquieux et pressés, au lieu de l'ancienne apathie somnolente de blondes demoiselles toutes pareilles aux martyres ou aux nymphes d'un Gaspard de Crayer.

Inutile d'ajouter que ces « taupes » allemandes avaient aussi leurs journaux, le *Brusseler Zeitung*, le *Deutscher Anzeiger für Antwerpen*, comme aussi leurs églises, où pasteurs et curés, — fort appréciés de la population belge dans leur rôle de professeurs gratuits de langue allemande, — ne se fatiguaient pas de tonner contre l'effroyable corruption religieuse et morale de la France. Mais surtout, c'était dans les journaux, et les églises, dans tous les milieux « indigènes, » que ces hôtes dangereux s'efforçaient patiemment d'insinuer l'influence allemande. A peu près invariablement, dans chacune des familles immigrées d'outre-Rhin, l'un des frères se faisait naturaliser belge, tandis que l'autre frère conservait avec soin sa nationalité allemande : par où l'on comprendra aisément combien leur race était arrivée à se sentir forte jusque dans les conseils de la cité et de la province ! A Anvers comme un peu plus tard à New-York et à Chicago, il fallait voir (et entendre) l'exubérant « loyalisme » de ces Flamands improvisés, — sans que d'ailleurs leur nouvel amour de la Belgique les empêchât, notamment, de souscrire des sommes énormes, en 1913, pour « l'augmentation des armemens de l'empire d'Allemagne. »

Et de la même façon que les Allemands d'Anvers exploitaient à leur profit la naïve piété des foules flamandes, en leur représentant l'esprit français comme purement diabolique, de même encore ils se servaient sans vergogne de l'attachement enraciné de ces foules pour leur langue nationale. M. Claes ne va pas jusqu'à oser admettre que

la résurrection récente de la vieille querelle des « flamingans » et des « wallons » ait été, tout entière, d'inspiration allemande ; mais, certes, les documens qu'il nous cite nous prouvent assez la grande part qu'y ont prise des mains allemandes. Une campagne, à la fois sournoise et tenace, a été menée dans les villes et villages du pays flamand, pour accoutumer les habitans de ce pays à considérer les Allemands comme leurs frères de langue, et de tradition, et de cœur, ardemment désireux de les défendre contre l'hostilité et la persécution séculaires de leurs rivaux wallons, soutenus par le reste des nations latines. Après quoi, lorsqu'ils ont cru avoir suffisamment préparé le terrain, les instigateurs des rancunes « flamingantes » ont voulu recueillir le fruit de leur travail. Mais il s'est trouvé qu'une fois de plus leur sottise foncière, — je veux dire ce manque absolu d'observation vivante que je signalais ici l'autre jour, — leur a valu d'échouer dans leur entreprise. Se figurant que leur prédication anti-latine avait suffi pour engourdir les consciences des Belges suivant la manière d'un de leurs gaz stupéfians, ils ont adressé à leurs auditeurs de la veille une série d'appels et de proclamations où ils les engageaient à réaliser l'immortelle destination de leur race, en se laissant « annexer » par leurs frères d'outre-Rhin. « Vos aspirations vont être satisfaites. Le rêve de vos pères va enfin prendre corps. Les Flandres aux Flamands, telle est la volonté de Dieu!... Accueillez parmi vous les braves troupes prussiennes qui sont venues vous délivrer de l'ancien joug romain! Et rappelez-vous ce cri de guerre de vos ancêtres : *Tout ce qui est wallon (walsch) est faux (valsch). Il faut tuer tout cela!* »

Heureusement, les Belges de langue flamande n'étaient pas encore assez « drogués » pour oublier l'invasion allemande en Belgique, et la destruction de quelques-unes de leurs plus belles villes, et le massacre de milliers de leurs frères, flamands ou wallons. Si bien qu'à ces appels de Flamingans en casque pointu ils ont répondu par un éclat de rire, parfaitement résolus désormais à persévérer dans l'émouvante fraternité de corps et d'âme qui, depuis le début de la guerre, a inspiré toute leur conduite à l'égard des Wallons. Puissent-ils seulement, au sortir de la terrible épreuve qui s'achève pour eux, puissent-ils se souvenir aussi de la leçon qu'a été pour eux le bouleversement prolongé de leur sol par la « taupe » allemande!

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Nous disions, il y a quinze jours, que le ministère Viviani avait obtenu une fois de plus la majorité à la Chambre, mais que ce vote ne l'avait pas consolidé : il éprouvait cette difficulté de vivre que Fontenelle ressentait à la veille de sa mort. On ne lui reprochait cependant rien de précis ; mais tout s'use, et il faut bien avouer que ce ministère n'avait pas été constitué pour traverser une étape aussi longue que la guerre devait l'être. Il avait des points faibles, des élémens insuffisans et ne représentait pas d'une manière complète cette « union sacrée » dont on a tant parlé. Il ne représentait même pas le parti républicain tout entier : à plus forte raison la droite en avait-elle été exclue. Sur tous ces défauts on avait fermé les yeux par patriotisme, et on aurait continué de le faire si des espérances qui semblaient raisonnables s'étaient réalisées, si des mécomptes ne s'étaient pas produits. Depuis quelque temps, un malaise régnait dans les esprits. En pareil cas, le besoin de changer devient de plus en plus impérieux : il était inévitable qu'on finît par y céder. A peine l'a-t-on eu fait, qu'un mouvement de sympathie a eu lieu en faveur du Cabinet démissionnaire. On s'est demandé si on n'avait pas été un peu injuste envers lui, surtout envers le ministre de la Guerre, M. Millerand, qui a été un bon ouvrier de la défense nationale, et qui, par un travail acharné, a réparé pour une bonne part des défauts de préparation dont il n'était pas responsable. On lui battait froid la veille ; les mains se sont chaudement tendues vers lui le lendemain. Mais le ministère Viviani n'était déjà plus : le ministère Briand occupait la scène.

C'est un grand ministère, non seulement par le nombre de ses membres qui dépasse tout ce qu'on avait vu jusqu'ici, mais par la notoriété ou l'illustration de plusieurs d'entre eux. Cette fois, le pays était vraiment représenté dans tous ses élémens politiques, depuis

l'extrême gauche jusqu'à la droite, depuis M. Jules Guesde jusqu'à M. Denys Cochin, en passant par M. Combes qui représente la vieille garde du parti radical-socialiste, et par M. Malvy qui continue d'y représenter la nouvelle. Si nous étions dans un temps normal, il y aurait de notre part plus que des réserves à faire sur quelques-uns de ces noms, et leur assemblage pourrait paraître étrange; mais nous sommes dans un temps exceptionnel où la tolérance des uns envers les autres est la seule garantie possible de l'union de tous. M. Méline, M. Denys Cochin l'ont compris et, puisqu'on leur demandait leur concours, ils ne pouvaient pas le refuser. Ils représentent avec une fidélité qui ne s'est jamais démentie, le premier, la république modérée et progressiste, le second, la droite bienveillante à toutes les bonnes volontés qui mettent la France au-dessus des partis.

Au reste, il n'y a plus de partis pour le moment. Bien coupable serait celui qui travaillerait à faire prévaloir ses préférences personnelles sur celles du voisin. Une même pensée, un même sentiment unissent tous les Français dans une seule préoccupation, celle de la victoire qui chassera les Allemands de notre territoire et les refoulera sur le leur. Toutes les préoccupations de nos ministres sont et resteront tournées vers le salut du pays, et, si quelque germe de discorde venait à s'introduire entre eux, ils n'auraient qu'à songer à la présence de l'ennemi à quelques kilomètres de Paris pour se retrouver d'accord aussitôt. Une des caractéristiques du ministère actuel est l'institution des ministres d'État, ainsi dénommés parce que, n'ayant pas de portefeuille spécial, ils n'ont à s'occuper que des intérêts généraux. Quelques-uns d'entre eux, M. de Freycinet par exemple, n'ont peut-être plus, vu leur âge, les forces physiques nécessaires au labeur quotidien d'un département ministériel, mais leur vigueur d'esprit restée intacte, et leur grande expérience en font les meilleurs conseillers d'un gouvernement, et M. Briand a eu grandement raison de se les attacher. Il y a enfin, dans le ministère, une nouveauté qui, en ce moment surtout, ne saurait être trop approuvée : un général à la Guerre et un amiral à la Marine. La présence du général Galliéni rue Saint-Dominique y fera moins regretter le départ de M. Millerand, et celle de l'amiral Lacaze rue Royale a produit dans la marine une impression de soulagement et de confiance. On se demandait entre quelles mains serait placé le portefeuille des Affaires étrangères, qui, toujours si important, l'est aujourd'hui plus que jamais. M. Briand l'a gardé pour lui. La souplesse de son intelligence et la bonne grâce de sa parole, jointes à la facilité avec laquelle il s'adapte aux

tâches les plus variées, sont chez lui des dons précieux, qui lui seront d'un grand secours au quai d'Orsay. Il s'est cependant défié, sinon de ses forces et de ses aptitudes, au moins de ce que sa préparation pouvait avoir de provisoirement incomplet, et il a prié M. Jules Cambon d'être son collaborateur immédiat. C'était un devoir pour M. Cambon de donner cette collaboration, dans un moment où sa compétence diplomatique, éprouvée dans des postes divers et qui s'est manifestée d'une manière si éclatante dans le dernier, pouvait en effet être précieuse entre toutes. Qui connaît mieux que lui l'Allemagne, choses et hommes? Sous le titre modeste de secrétaire général, le seul qu'il ait voulu accepter, il rendra, nous n'en doutons pas, de grands services au ministère des Affaires étrangères. En l'y appelant, M. Briand s'est inspiré du sentiment public qui le désignait et lui a donné satisfaction. Le nouveau ministère se présente donc dans les meilleures conditions de succès et de durée, et nous souhaitons de grand cœur qu'elles se réalisent, car rien ne serait pire en ce moment que l'instabilité gouvernementale. Il aurait fallu conserver le Cabinet Viviani, si on l'avait pu. Le patriotisme bien entendu doit s'appliquer aujourd'hui à soutenir le Cabinet Briand et à le faire vivre jusqu'à la fin des hostilités.

Quand viendra cette fin? Suivant toutes les apparences, elle est encore lontaine, et il faut savoir gré à M. Briand de l'avoir dit à la Chambre avec une courageuse franchise. Sa première rencontre avec le parlement a été heureuse. La déclaration ministérielle, qui s'est bornée à parler de la défense nationale, a été bien accueillie et applaudie au Luxembourg et au Palais-Bourbon. Comme on devait s'y attendre, sa lecture a été suivie, à la Chambre, d'une demande d'interpellation dont le gouvernement a demandé la discussion immédiate. Elle a eu lieu en effet tout de suite et s'est terminée le mieux possible, puisque M. Briand a obtenu, pour un vote de confiance, l'unanimité des voix, moins une. Il a fort bien parlé, suivant son habitude, et sa péroraison, animée du plus ardent patriotisme, a soulevé l'enthousiasme de la Chambre entière. Il a affirmé la résolution la plus ferme de poursuivre la lutte jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au refoulement de l'ennemi au delà de nos frontières et de celles de la Belgique. Et après? demandera-t-on peut-être. A chaque jour suffit sa peine : le moment n'est pas encore venu de parler des conditions de la paix. M. Renaudel avait eu l'imprudence de le faire dans une phrase où il repoussait par avance toute pensée de conquête et d'annexion. On a cru, — il avait été mal compris et s'en est expliqué aussitôt.

— qu'il parlait de l'Alsace-Lorraine pour l'exclure de nos revendications et l'émotion de la Chambre s'est traduite par des protestations indignées. L'unanimité sur le point qui nous touche le plus s'est manifestée avec une sorte de violence. M. Briand l'a constatée et il a demandé, « puisque nous avons, hélas ! une longue route à parcourir ensemble avant d'atteindre notre but, à quoi bon des discussions et pourquoi nous séparer pendant la marche ? » Jamais observation n'a été plus sage. M. Briand a continué en opposant la France, qu'on ne saurait accuser d'être une nation de proie et qui, quarante-cinq ans, a fait tant de sacrifices au maintien de la paix, à l'Allemagne qui, non contente des immenses profits qu'elle a tirés de sa victoire, a rêvé d'étendre par la force brutale son hégémonie sur le monde entier. En faisant allusion à ses emblèmes : « Tant qu'elle gardera, a-t-il dit, ses serres, son bec et ses intentions homicides, il ne saurait être question de paix avec elle. C'est seulement lorsqu'elle se sera résignée à reprendre son rang parmi les nations avec la pensée de se développer selon son génie en respectant le génie des autres, c'est seulement lorsque nous l'aurons mise dans l'impossibilité d'attenter à l'indépendance des autres peuples, que nous pourrons parler de la paix. » La Chambre a couvert d'applaudissemens ce passage de son discours où M. Briand a indiqué à la fois l'étendue de nos résolutions et aussi leurs limites. C'est à nos yeux le programme de l'avenir.

Mais, comme l'a dit M. le président du Conseil, nous avons encore une longue marche à faire et les incidens qui se sont passés depuis quelques jours en Orient ne sont pas de nature à en abréger le parcours. La situation de la Grèce reste troublée, incertaine, inquiétante : il semble qu'on y soit toujours à la veille d'une surprise nouvelle. Quoi de plus naturel, puisque le Roi gouverne avec une constitution faussée et un ministère que le majorité parlementaire est toujours maîtresse de renverser ? Chambre et gouvernement, lorsqu'ils sont enfermés face à face dans le même local, arrivent vite tous deux et l'un contre l'autre au paroxysme de l'énervement. Alors la moindre étincelle allume un incendie. Un de ces derniers jours, le ministre de la Guerre s'est déclaré insulté, et il est parti en faisant claquer les portes. Cette incartade a révolté la Chambre. M. Zaïmis, sentant son ministère ébranlé, a voulu avoir un vote de confiance pour le remettre en équilibre. Aussitôt M. Venizelos a pris la parole : la question politique se trouvant posée, il n'a pas cru pouvoir garder le silence, ni donner plus longtemps l'appui de la majorité dont il

dispose à un gouvernement qu'il juge néfaste pour le pays. Il a été vivement interrompu par plusieurs ministres qui, à leur tour, ont condamné sa propre politique et ont déclaré que, si elle avait été suivie, elle aurait entraîné la Grèce à sa perte. Entre M. Venizelos et le gouvernement, l'opposition est donc irréductible; ils se lancent mutuellement les mêmes accusations à la tête ; rien ne saurait les réconcilier. On sait malheureusement que la politique du ministère est celle du Roi, de sorte que celui-ci est découvert et que la lutte qui se poursuit a l'air directement d'être entre lui et M. Venizelos. Avons-nous besoin d'en montrer l'inconvénient ? Il a été mis très en relief par une interruption et une interrogation imprudentes qui ont été adressées à l'orateur. — Croyez-vous donc, lui a-t-on demandé, que le Roi travaille contre le pays ? — M. Venizelos a fait remarquer ce qu'une telle question avait d'incorrect et, après avoir dit que, pour son compte, il s'était toujours abstenu de mêler le nom du Roi, constitutionnellement irresponsable, à des débats auxquels il devait rester étranger, il a repoussé comme absurde la mauvaise pensée qu'on lui prêtait, mais il a conclu que, si le Roi était un bon stratège, sa préparation politique était insuffisante. On sait que l'opinion, en Grèce, attribue au roi Constantin le mérite des récentes victoires que l'armée a remportées ; de là le titre de bon stratège que M. Venizelos lui décerne ; mais à quoi sert un bon stratège quand on est décidé à ne pas faire la guerre ? La neutralité fait évidemment perdre au Roi quelque chose de son mérite. Quoi qu'il en soit, la Chambre a voté dans une grande effervescence et, la majorité, continuant de suivre M. Venizelos, a mis le ministère en minorité de 33 voix. Aussitôt M. Zaïmis a donné sa démission et la crise ministérielle a été ouverte.

Comment la dénouer? L'obstination du roi Constantin est connue : aussi croit-on généralement que la Chambre sera dissoute et que le gouvernement procédera à des élections nouvelles. Quelque violente que soit cette solution, si on songe que les dernières élections sont toutes récentes et qu'il n'y a pas lieu de croire à un changement dans la volonté du pays, elle aurait pu être jugée strictement légale à un autre moment; mais peut-on y recourir à un moment où, l'armée étant mobilisée, une grande partie des électeurs est sous les drapeaux et ne peut pas voter? Le cas est embarrassant pour tout le monde : pour le gouvernement, qui s'expose de plus en plus à violer dans leur esprit les institutions fondamentales du pays, et pour M. Venizelos, qui risque de perdre un grand nombre d'électeurs, mis dans l'impossibilité de voter. On comprend le peu d'empressement qu'ont montré à le

prendre ceux à qui le Roi a offert le pouvoir dans ces conditions. Pendant plusieurs jours, il a cherché des ministres; tous se récusaient : d'abord M. Zaïmis, qui n'est pas un homme de coup d'État, puis M. Rhallys, qui ne l'est pas davantage, mais sur lequel on a un moment compté parce qu'il s'est brouillé avec M. Venizelos. Enfin le Roi a mis la main sur M. Skouloudis, qui n'est pas à proprement parler un homme politique, mais plutôt un diplomate et qui, arrivé aujourd'hui à un âge avancé, semblait avoir renoncé aux affaires. M. Skouloudis est d'ailleurs un homme modéré, sympathique, indépendant par sa fortune et par son caractère : on ne peut pas le regarder *a priori* comme un adversaire de M. Venizelos, qui l'avait choisi pour second à la conférence de Londres. En revanche, tout le reste du ministère étant conservé, on y introduit un homme nouveau, M. Michelidakis, ennemi d'autant plus acharné de M. Venizelos que, Crétois tous les deux, ils ont toujours combattu l'un contre l'autre. En somme, M. Skouloudis entre dans le ministère pour rassurer les Alliés; M. Michelidakis y entre contre M. Venizelos, et le général Yannakitsas, ministre de la Guerre, y reste contre la Chambre : ces trois traits suffisent pour caractériser la politique du Roi dans sa persévérance, dans son entêtement. Nous serions très en peine de dire ce qui en résultera. Les dernières nouvelles présentent la dissolution comme de plus en plus probable : alors, c'est l'aventure.

Ce qui nous touche personnellement dans cette crise, ou plutôt dans ce conflit, c'est le trouble qui peut en résulter, non pas pour la situation intérieure de la Grèce, mais bien pour sa situation internationale, que nous envisageons plus particulièrement dans ses rapports avec nous. Il n'est que juste de reconnaître, et nous le faisons volontiers, que M. Skouloudis s'est empressé d'user des meilleures formes envers les Alliés. La note qu'il a fait remettre à Londres, à Pétrograd, à Rome et à Paris vaut la peine d'être reproduite en son entier; elle est ainsi conçue : « Veuillez donner à M. le Président du Conseil l'assurance, de ma part, la plus formelle de notre ferme résolution de continuer notre neutralité avec le caractère de la plus sincère bienveillance vis-à-vis des Puissances de l'Entente. Vous voudrez bien ajouter que le nouveau Cabinet fait sienne la déclaration de M. Zaïmis au sujet de l'attitude amicale du Gouvernement royal vis-à-vis des troupes alliées à Salonique, qu'il a trop conscience des vrais intérêts du pays et de ce qu'il doit aux Puissances protectrices de la Grèce pour s'écarter le moins du monde de cette ligne de conduite, et que, dès lors, il espère que les sentimens d'amitié de ces Puissances pour la Grèce ne

pourront être à aucun moment influencés par les nouvelles malveillantes et tendancieuses qu'on met à dessein en circulation dans le vain espoir d'altérer les bons rapports de l'Entente avec la Grèce. » Voilà qui est bien et qui ne saurait manquer de produire l'impression la meilleure sur « les Puissances protectrices » de la Grèce, qui, d'après les traités, sont l'Angleterre, la France et la Russie; mais pourquoi M. Dragoumis, dans une conversation avec des journalistes, a-t-il fait entendre des paroles différentes? Peut-être les a-t-on mal rapportées. Il est singulier que, au moment même où le gouvernement hellénique sollicite de la France et de l'Angleterre une avance de 40 millions qu'elles se montrent disposées à lui faire, ce soit justement le ministre des Finances qui envisage l'hypothèse où, si les Alliés ou les Serbes venaient à pénétrer sur le territoire grec, il y aurait lieu de les désarmer et de les interner. M. Dragoumis veut bien reconnaître que l'opération serait particulièrement délicate sur les Alliés, et nous le croyons avec lui, plus que lui peut-être. S'il a été vraiment tenu, que signifie ce langage qu'on croirait combiné pour faire manquer l'emprunt? N'aurait-il pas mieux valu s'en tenir à celui de M. Skouloudis?

Si nous portons nos regards plus au Nord, jusqu'à la Roumanie, là aussi l'horizon n'est pas sans nuages. La Roumanie a bien de la peine à prendre un parti quelconque, car la neutralité n'en est pas un, elle en est au contraire l'absence et la négation. La neutralité ne peut être qu'un état provisoire et on le sait d'autant mieux en Roumanie qu'on y a été plus d'une fois au moment d'en sortir : et ce moment reviendra sans nul doute. Que fera alors la Roumanie? Elle n'en dit rien; peut-être ne le sait-elle pas elle-même. L'opinion, à Bucarest, est agitée en sens opposés. L'intervention immédiate a des partisans très ardens, très généreux, très éloquens, aux premiers rangs desquels il faut mettre MM. Filipesco et Take Jonesco ; ils ont toutes nos sympathies et nous croyons en toute sincérité qu'ils ne se trompent pas sur l'intérêt de leur pays. Les succès que remportent les Austro-Allemands, joints aux Bulgares, sont malheureusement réels ; mais ils sont très disputés, très difficilement acquis, l'armée serbe continue d'être héroïque et, quelle que soit l'insuffisance momentanée des contingens que l'Angleterre et nous avons envoyés à Salonique, les choses auraient certainement pris une tournure très différente si la Roumanie et la Grèce, au lieu d'être fascinées et paralysées par l'espèce de terreur que l'Allemagne exerce sur les âmes pusillanimes, avaient pris fait et cause pour la Serbie. Elles ont

hésité, elles hésitent encore, elles persistent dans la neutralité : en attendant, les événemens se précipitent. M. Bratiano cache ses incertitudes sous un silence d'où il est, malgré tout, obligé de sortir quelquefois. Il parle alors en termes qu'il s'efforce de rendre aussi sibyllins que possible et il y réussit. C'est devant la majorité parlementaire dont il est sûr qu'il aime à s'expliquer à huis clos. « Je répudie, dit-il fièrement, toute politique qui exige des bénéfices sans prévoir des sacrifices, mais je ne veux pas non plus, ajoute-t-il prudemment, faire des sacrifices sans probabilité de succès. » Toute l'équivoque est dans ce mot de probabilité; il n'en est pas de plus élastique, le calcul des probabilités n'ayant pas de certitude absolue en politique; la peur en tire tout ce qu'elle veut. La véritable pensée de M. Bratiano est sans doute dans ses dernières paroles, où il dit que la guerre ne se décidera pas dans les Balkans, même si les détroits étaient pris par les Allemands. Son avis, sur ce point, est aussi le nôtre, mais il n'en est pas moins vrai que les échecs qui se produisent dans les Balkans rendent ailleurs la lutte plus difficile et plus longue. Si M. Bratiano attend la décision de la guerre hors des Balkans avant de prendre parti lui-même, cette conduite, quoi qu'il en dise, ressemble beaucoup à attendre des bénéfices sans avoir participé aux sacrifices. On veut tout avoir sans rien hasarder, sans rien risquer, c'est la mode balkanique, et, pour mieux justifier son abstention, on exagère les hasards et les risques. Chaque pays est libre de choisir sa politique, mais nous ne voudrions pas de celle-là pour la France. Au surplus, ce n'est pas celle qu'elle a suivie lorsqu'elle est partie pour Salonique.

Quelques personnes lui reprochent son intervention, et nous n'avons pas dissimulé ce qu'il y avait de sérieux dans les raisons qu'elles donnent. Ces raisons ont été invoquées ailleurs qu'en France et y ont produit assez d'effet pour que, après notre débarquement à Salonique, nous y soyons restés seuls, ou peu s'en faut, pendant quelques jours. Pourquoi ne pas dire toute la vérité? L'Angleterre a éprouvé des hésitations. Sans doute on trouverait dès ce moment chez ses ministres quelques affirmations énergiques dans le sens de l'action; les hommes d'État anglais aiment à balancer longtemps une idée entre ses deux pôles avant de se décider à l'adopter ou à la rejeter, et il n'est pas rare qu'ils enferment le pour et le contre, le oui et le non, dans une même phrase, ce qui rend leur vraie pensée difficilement saisissable. Cependant, il y a quelques jours, lord Lansdowne a prononcé un discours dont le sens n'était que trop clair; il a opéré sur

ceux qui s'intéressent au sort de la Serbie comme une terrible douche d'eau froide. Son avis était évidemment qu'il n'y avait rien à faire, parce qu'il était trop tard et que, quelque diligence qu'on y mît maintenant, on arriverait quand tout serait fini. L'impression produite a été vive; on s'est demandé si l'opinion de lord Lansdowne était définitivement celle du Cabinet anglais dont il fait partie. Une discussion nouvelle était nécessaire; elle a eu lieu le 2 novembre à la Chambre des Communes; M. Asquith y a pris la part principale. Il a parlé, suivant son ordinaire, avec une grande franchise et a avoué tout de suite que cette guerre avait été « feconde en surprises et en désenchantemens. » La déception a porté plus particulièrement sur les Dardanelles, et à ce sujet nous pouvons dire que ce n'est pas nous qui avons eu l'idée première de cette expédition. L'Angleterre nous y a entraînés avec elle ; nous ne pouvions pas l'y laisser aller sans nous. Au reste, l'idée même de l'expédition était fort bonne; c'est l'exécution qui a fait défaut. Bien des fautes ont été commises, mais à quoi bon y insister maintenant? M. Asquith a dit, peut-être à titre de circonstance atténuante, que nos forces dans la péninsule de Gallipoli y retenaient 200 000 Turcs. Soit, mais la question est de savoir si on ne combattrait pas mieux ces 200 000 Turcs ailleurs. L'épreuve que nous avons faite de la péninsule de Gallipoli n'encourage pas à y persévérer. Il ne faudrait cependant pas croire que, si l'Angleterre nous a entraînés dans la péninsule de Gallipoli, nous lui rendons la pareille en Serbie. Rien n'obligeait à aller dans les Dardanelles, tandis que c'était un devoir d'aller à Salonique. Dans quelles conditions ce devoir s'est-il présenté et imposé à nous? Sur ce point, M. Asquith a donné quelques renseignemens qui n'étaient sans doute pas inédits, mais qui n'avaient pas encore été présentés avec autant de clarté. Il n'est pas sans intérêt de les résumer ici.

M. Venizelos, il ne faut pas l'oublier, était alors à la tête du gouvernement hellénique ; il avait dans la Chambre une majorité que le pays, après une consultation solennelle, venait de lui donner; sa position semblait donc solide. La mobilisation bulgare a eu lieu subitement : c'était la guerre contre la Serbie. M. Venizelos avait en main le traité qui liait la Grèce à cette dernière, et il considérait qu'il y avait là un engagement d'honneur à tenir, en même temps d'ailleurs qu'un intérêt hellénique à défendre. Le parti à suivre ne faisait pas doute à ses yeux; mais, sentant toute la gravité des circonstances, il estimait prudent de prendre toutes les précautions et de s'assurer toutes les garanties possibles. Si le *casus fœderis* qui obligeait la Grèce

à marcher venait à se poser, la Serbie s'était engagée à appuyer son action par 150 000 hommes. Mais le pourrait-elle, ayant affaire non seulement à la Bulgarie, mais à l'Autriche et à l'Allemagne ? Pour plus de sûreté, le 21 septembre, aussitôt après la mobilisation bulgare, M. Venizelos demanda aux Alliés l'envoi de ces 150 000 hommes, sous la condition expresse que la Grèce mobiliserait aussi. Cette condition fut remplie aussitôt, la Grèce mobilisa comme M. Venizelos l'avait promis, et, moyennant une protestation de pure forme, les Alliés furent autorisés à débarquer à Salonique. C'est donc la Grèce qui nous avait appelés. Mais, entre temps, un fait déconcertant s'était produit : M. Venizelos avait été renversé par le Roi. Ce coup de théâtre remettait tout en question. Il ne s'agissait plus, pour les Alliés, de marcher avec la Grèce, puisque la Grèce ne marchait plus, mais bien d'aller seuls à Salonique avec 150 000 hommes, qui n'étaient pas tous prêts et qui, dans les circonstances nouvelles, ne constituaient plus qu'un appoint insuffisant.

Il était permis d'hésiter. Nous ne l'avons pas fait, mais on l'a fait à Londres : de là, les lenteurs qui ont été reprochées au gouvernement anglais et dont M. Asquith s'est efforcé de le défendre. « Le résultat, a-t-il dit, a été que la Serbie s'est trouvée exposée, sans l'appui de la Grèce, à l'attaque de face des Puissances centrales, et à l'attaque de flanc de la Bulgarie : » situation dont les Alliés ont tous partagé l'angoisse, mais à laquelle ils n'ont pas tous pourvu avec la même rapidité. D'après la déclaration de lord Lansdowne, il n'y a eu pendant quelques jours que 13 000 Anglais à Salonique. M. Millerand est alors allé à Londres, et le général Joffre s'y est rendu à son tour un peu après. Ces visites n'ont pas été inutiles et le langage de M. Asquith montre que le gouvernement anglais a pris enfin des résolutions plus énergiques. « L'Angleterre, la France et la Russie, a-t-il dit, ne pouvaient pas permettre que la Serbie devînt la proie d'une combinaison sinistre et mystérieuse. Il y eut, entre les états-majors anglais et français, la plus intime collaboration, marquée par la visite bienvenue du général en chef de l'armée française. Je suis bien aise de déclarer que le résultat de cette visite a été un accord complet sur le but et sur les moyens, et j'ajoute que la Serbie peut être assurée que nous regarderons son indépendance comme un des buts essentiels de la guerre. » Ce sont là des paroles solennelles, où il faut voir, de la part de l'Angleterre, un engagement définitif. M. Asquith l'a d'ailleurs souligné par un autre qui en est la confirmation et la garantie. Après avoir exprimé, plutôt, semble-t-il, le désir que l'espé-

rance de voir ce qu'on appelle le projet de lord Derby donner une accélération et un accroissement suffisans aux engagemens volontaires, il s'est engagé, dans le cas contraire, à recommander, sous une forme quelconque, l'obligation légale du service militaire. L'idée de l'obligation fait chaque jour des progrès sensibles, et quand on songe à la répugnance ou, pour mieux dire, à l'horreur que, hier encore, elle leur inspirait, on se rend compte que les Anglais s'acclimatent enfin, quoique trop lentement encore, aux obligations nouvelles pour eux que les autres nations de l'Europe ont acceptées depuis longtemps. Quoi qu'il en soit, l'accord semble bien s'être établi désormais entre la France et l'Angleterre sur le but à poursuivre : en est-il de même sur les moyens? Lord Kitchener, il y a quelques jours, a traversé Paris pour se rendre en Orient, où il va faire une rapide étude de ce que doivent être ces moyens. Nous souhaitons un prompt retour de lord Kitchener et une entente finale entre les deux gouvernemens, non seulement sur ce qu'il faut faire, mais sur la manière de le faire et sur les lieux où doit se poursuivre notre action commune. Après beaucoup de temps perdu, on ne saurait agir trop vite. M. Asquith, qui le sent bien, a annoncé l'intention de former, au sein même du Cabinet anglais, un comité de guerre, composé de trois membres au moins et de cinq au plus. C'est une excellente pensée et un bon exemple : nous ferons bien de nous en inspirer. Notre gouvernement, en y comprenant les sous-secrétaires d'État, se compose de vingt-trois ou de vingt-quatre membres : nous ne nous rappelons plus le chiffre exact, on s'y perd. C'est déjà beaucoup pour délibérer, c'est certainement trop pour agir.

On a vu par ce qui précède comment l'affaire de Salonique est née, et par suite de quelles circonstances quelques-uns des éléments sur lesquels on comptait ont malheureusement fait défaut. La conséquence en a été grave. Quel que soit le concours que nous donnons à la vaillante Serbie, ni ses troupes, ni les nôtres ne sont encore assez nombreuses pour l'emporter de prime abord sur celles de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Bulgarie réunies. Nous devons donc nous attendre à des sacrifices provisoires et nous y résigner. Mais, après être allés à Salonique, il n'y aurait pas de faute plus grande que de ne pas y demeurer. Il faut, au contraire, s'y affermir, s'y retrancher solidement et s'y tenir prêts à profiter des événemens ultérieurs qui ne manqueront pas de se produire. En Allemagne même, tout le monde n'approuve pas, tout le monde n'admire pas les conceptions grandioses qui ont amené l'empereur Guillaume à étendre dé-

mesurément sa ligne d'opérations et à la prolonger jusqu'au Bosphore. Il est immanquable que cette ligne apparaisse un jour plus faible sur un point ou sur un autre, d'autant plus que les armées allemandes, obligées de combattre sur tant de fronts à la fois, perdent chaque jour des milliers de soldats et ont de plus en plus de peine à combler les vides. La crise des effectifs prend chez elles un caractère préoccupant. Il s'en faut au contraire que l'Angleterre, en voie de passer du régime du volontariat à celui de l'obligation, ait mis en jeu toutes ses ressources militaires, et, quant à la Russie, les siennes, qui sont en principe inépuisables, ne sont limitées que par le nombre des armes qu'elle peut fournir à ses admirables soldats. Or ces armes, grâce aux progrès de son industrie et au concours de ses alliés, augmentent quotidiennement entre ses mains. Bientôt un concours puissant nous viendra de ce côté. Nos moyens d'action croissent donc et se multiplient. Nul n'en dira autant de ceux de nos ennemis, et c'est ce qui explique les bruits de paix qui viennent périodiquement d'Allemagne et se répandent partout, comme pour chercher un peu au hasard l'endroit où ils trouveraient de l'écho. On en remarque une recrudescence en ce moment même.

Dès le début de la guerre, prévoyant qu'elle serait longue, nous avons recommandé la patience comme la condition de notre victoire certaine; elle l'est toujours. Restons à Salonique, puisque nous y sommes. Maîtres de la mer, nous y courons peu de risques. Il est bon que nous ayons un pied dans les Balkans et que nous y demeurions à l'état d'observation attentive et de menace active, prêts à profiter des chances qui s'offriront et à opérer, à notre tour, notre jonction avec nos amis d'aujourd'hui ou de demain.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

LE PANGERMANISME

ET

LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE

LETTRE A M. HENRI BERGSON

Mon cher ami,

Vos admirables pages sur le germanisme sont dans toutes les mains. Je ne crois pas qu'il y ait sur l'Allemagne un jugement plus pénétrant, une explication plus exacte de son caractère, de ses méthodes, de ses attentats. Vous avez démontré ce qu'elle est devenue : une barbarie savante, et pourquoi elle l'est devenue. Nous suffit-il cependant de décrire comme de flétrir ces procédés? Un appel éloquent et ému aux consciences ne réussirait pas, je le crains, à convaincre ceux qui, trop sensibles aux raisons de la force, ne prétendent céder qu'à la force de la raison. Or, cette force, l'Allemagne se flatte encore de l'avoir à son service. Elle a encadré ses savans comme ses soldats. Elle entend à la fois imposer sa puissance et la justifier, représenter la meilleure organisation comme la plus haute culture. La science ne lui donne point seulement des moyens, mais une doctrine, et la certitude que le gouvernement du monde va passer entre ses mains.

A ce rêve du pangermanisme, l'histoire surtout a fourni ses élémens. Et, certes, nous ne saurions méconnaître que l'Allemagne n'ait été, au XIXe siècle, un des grands foyers des études

historiques. Depuis le jour où Pertz, en 1819, fondait la société des *Monumenta Germaniæ*, toute une pléiade d'écrivains, d'érudits, d'archéologues, de paléographes s'est abattue sur le passé. Elle a catalogué, déchiffré, analysé, explorant tous les peuples et soulevant tous les problèmes. L'Allemagne n'eût-elle fait qu'exhumer des monumens, restituer des textes, multiplier les éditions, quelle n'eût pas été notre reconnaissance? Mais comment ignorer aussi que, de ce labeur, la science n'a pas profité seule? Giesebrecht écrivait, dès 1858 : « La science allemande a enrichi, éclairci l'histoire de tous les peuples de l'Europe; la profondeur, l'impartialité, l'amour du vrai dont elle témoigne ont forcé la gratitude de toutes les nations... Que doit, en revanche, notre propre histoire aux recherches des autres? Nous n'avons pas besoin de répondre. » Et Giesebrecht ajoutait : « L'exaltation de la grandeur nationale a été le principe qui a permis à notre science historique de créer une vie nouvelle. » — Ainsi, dans cette vaste enquête, l'Allemagne mettait à part et hors pair ses titres. En demandant à l'histoire la révélation de son passé, elle y cherchait en outre le secret de son avenir; ne se bornant pas à apprendre pour connaître, elle se formait à l'action. Dans quelle mesure ses grands historiens, Gervinus, Ranke, Giesebrecht, Waitz furent alors les ouvriers, et comme les « prophètes » de la politique d'unité, eux-mêmes nous l'ont appris. Nous savons aujourd'hui ce que la politique d'expansion doit à leurs successeurs. L'impérialisme n'a pas eu de meilleurs théoriciens que Treitschke et Lamprecht. Par eux, par leurs disciples, a achevé de se constituer toute une philosophie de l'histoire qui proclame comme un fait, un droit, une loi, la disparition des petits peuples, l'hégémonie mondiale de l'Allemagne, le triomphe du germanisme.

Comment cette philosophie s'est-elle formée? Que vaut-elle? Où conduit-elle? Peut-être verrons-nous mieux ainsi ce qu'est devenue la pensée historique de la « Grande Allemagne » et quels sont ses droits à s'ériger en éducatrice de l'esprit humain.

I

C'est le propre des théories qui imprègnent l'âme d'un peuple et traduisent ses aspirations de s'élaborer, peu à peu, dans les

profondeurs de son histoire. Cette idéologie n'est pas l'œuvre d'un jour : elle a mis plus d'un siècle à se former; d'un homme : une foule d'ouvriers en ont préparé les parties comme achevé l'ensemble. Elle a grandi avec et par l'état social et politique qui l'a vue naître. Telle qu'elle se présente aujourd'hui, elle est la résultante d'idées qui, venues des points divers de l'horizon, ont fini par se rejoindre. Une analyse rigoureuse va nous permettre d'en retrouver les élémens.

Le premier est la notion de *race*.

On peut dire que, dès ses origines, l'Allemagne a eu le sentiment confus de cette communauté ethnique. Mais ce sentiment ne se précise, ne se développe qu'au moment où, consciente de ses divisions et de son impuissance, elle cherche un principe d'unité qui la rassemble. Dans ce miroir brisé qu'offre alors sa structure politique, la race n'est-elle pas l'idéale image où elle se retrouve? Proclamée à la fin du XVIIIe siècle par ses écrivains, reprise aux débuts du XIXe par les philosophes, la doctrine est surtout l'œuvre de l'école historique. Waitz, Giesebrecht, Sybel, puis Lamprecht, les grands théoriciens de la race, les voici. Et que découvrent-ils?... Une race primitive. — De tous les rameaux nés de la vieille souche indo-européenne, nous tenons le plus ancien. Conquête précieuse dont la philologie a enrichi l'histoire ! S'il est vrai qu'il y ait « une foule de mots communs aux peuples germaniques qui ne se trouvent pas dans la langue des autres peuples, » ces mots ne peuvent venir que « d'un peuple primitif allemand. » « La langue germanique, remarquera Haeckel, est le tronc dont sont sorties toutes les langues aryennes. » — Une race pure. — Les grands empires de l'Orient, l'hellénisme, le monde romain, les peuples modernes sont des croisemens. Celle-ci est sans mélange. Nulle souillure de l'étranger. Elle a essaimé sans se laisser envahir. Elle a conquis sans être conquise. Les anciens Germains, qui croyaient descendre des dieux, n'avaient-ils pas le sentiment de cette noblesse? A son tour, à travers les pénombres du passé, la science moderne perçoit les traits distinctifs, permanens, de la race, sa physionomie physique comme sa physionomie morale. Elle est grande, blonde, pacifique et sentimentale. « Les Allemands, remarque Waitz, ne doivent rien aux populations qu'ils trouvent antérieurement établies sur le sol qu'ils occupent... Dès le commencement de son histoire, le peuple

allemand montre les qualités et les dons par lesquels il est appelé plus d'une fois à intervenir dans la marche du monde. » Écoutons encore Lamprecht : « La conscience de la race s'affirme, dès son origine, par une culture commune, et ses traits distinctifs sont déjà ceux qu'elle gardera toujours : la force militaire, la fidélité aux traités, la profondeur du sentiment, la vigueur de l'esprit et du corps, la sagesse, l'activité, la puissance du vouloir. » Entre l'Allemagne impériale et la Germanie de Tacite, il n'y a qu'une différence de croissance. Cet idéal, qui devait disparaître si promptement chez les autres peuples, était né, pour ne plus se perdre, dans les forêts d'Arminius.

La race : voilà donc l'être collectif dont l'histoire a retrouvé l'origine et va décrire les destinées. Démiurge qui, peu à peu, de l'inorganique va faire sortir l'organisé ! Par lui, dans ces transformations successives et progressives qu'imposent les siècles, un principe d'unité demeure, et, quels que soient les déchiremens, l'anarchie, le désordre apparens, il avance. A la Germanie primitive il avait donné une « conscience nationale. » Du IXe au XIIIe siècle, il ébauche sa structure extérieure, trace ses contours, affermit sa langue, établit son gouvernement; duchés et tribus viennent se fondre dans l'unité idéale de la nation. C'est une remarque curieuse que fait Ranke, en opposant l'histoire de l'Allemagne à celle de l'Italie. « La vie de notre nation, dit-il, repose sur l'antagonisme du particulier et du général ; mais celui-ci a toujours été l'élément le plus fort. » Et ainsi, tandis que l'histoire de l'Italie est celle des patries locales, de Florence, de Rome, de Venise, l'histoire des États allemands ne donne aucune idée de la vie propre de l'Allemagne parce que, chez elle, le particularisme s'absorbe dans le tout. — Après le XVe siècle, l'évolution se continue. Un Empire allemand s'établit sur les ruines du Saint-Empire, comme un christianisme allemand se détache du catholicisme. Mais, là encore, c'est la race qui s'affirme dans ses institutions, dans sa croyance, dans son art. Il n'y eut pas d'humanisme plus national que celui de ces poètes, de ces lettrés qui firent d'Arminius le symbole de l'Allemagne, et jamais Luther n'eût réussi, s'il n'eût présenté sa foi comme une revanche du germanisme contre la latinité. — Au XVIIIe siècle, cette individualité se concentre dans la littérature et la philosophie. Il y a désormais un génie comme un peuple allemand. A cette Allemagne nouvelle que manquait-

il? L'unité politique. Il ne lui suffit plus d'être la pensée ou le rêve, la poésie ou la science. Elle aspire à l'organisation. On sait comment, dans la tourmente de la Révolution et des guerres nationales, ces espérances ont grandi, comment aussi le plus germanique des États allemands, la Prusse, les a réalisées. L'Empire, avec son chef, son armée, sa richesse, la complexité même de ses rouages et de ses institutions est l'achèvement nécessaire de la race, comme la fleur de sa vie, l'épanouissement de sa « culture. » Désormais, la race est prête à remplir sa destinée.

L'histoire de l'Allemagne n'est donc que l'épopée de la race. Un autre trait lui est propre. Dans la continuité de sa formation, on peut dire que la race obéit à un double mouvement.

Le premier, au dedans, en profondeur. Tandis que chez tous les peuples, le progrès se fait par l'absorption, la fusion des élémens étrangers qui viennent enrichir leurs institutions comme leur intelligence, tout au rebours, la race germanique a voulu ne rien devoir qu'à elle seule et ne puiser que dans son fond. Droit, gouvernement, philosophie, religion, tout en elle est homogène. Aucun emprunt au dehors ; son histoire même n'est qu'un long effort de refoulement. L'Allemagne n'a rien pris aux Celtes. En contact avec Rome, elle repousse son génie comme ses armées. Au Moyen Age, elle s'affranchit de ces deux universalismes : la conception théocratique de l'Empire, la conception romaine de l'Église. Dans les temps modernes, c'est contre la France qu'elle se défend. Notre littérature, notre philosophie, notre révolution peuvent y pénétrer ; elle les reconduira à ses frontières. Cette puissance d'exclusion, voilà le premier mouvement du germanisme : celui qui l'isole. Et voici le second : la puissance d'expansion qui l'entraîne à envahir.

Vers l'Ouest ou vers l'Est, vers le Nord ou vers le Sud, à chaque époque, une oscillation régulière étend ses limites. Avant César, la Germanie déborde sur le Rhin. Après lui, et pendant cinq cents ans, elle jette sur l'Empire le trop-plein de ses peuples. Cimbres, Teutons, Suèves, Alamans, Franks, Burgondes, Wisigoths, Vandales, tel est le flot qui se déverse sur l'Occident et fécondera l'Europe nouvelle. Du IXe au XIIIe siècle, le flot se retourne vers l'Est, il refoule les Slaves, s'avance de l'Elbe à l'Oder, de l'Oder à la Vistule et à l'orée de la plaine

immense qui fuit vers le Nord, laissera bientôt ses atterrissemens militaires ou religieux, tandis que, revenu vers la Gaule, il pénètre dans les replis de l'Ardenne ou les terres basses de l'Escaut. Vers le même temps, un autre courant se dessine. Le voici qui passe les Alpes, submerge l'Italie, et va battre les murs de Rome. Puis, par l'effet de son reflux, il remonte vers le Nord, vers les rives de la Baltique et la Scandinavie. De Riga à Rouen, de Drontheim à Londres, le commerçant continue l'œuvre du chevalier. Mais l'Allemagne se déplace toujours. Arrêtée alors par les États nouveaux qui l'enserrent, Pologne, Suède, Hollande, France, elle ne tarde pas à se remettre en marche. L'oscillation reprend, conquête des princes et non plus déplacement des peuples. Vers l'Est, c'est la Prusse élargie aux dépens de la Suède, puis de la Pologne, ou l'Autriche débordant sur la plaine hongroise et les Balkans. Vers l'Ouest, c'est enfin la poussée germanique qui fait reculer la France. Aujourd'hui, ces vieux horizons semblent trop étroits au nouvel Empire. Il voit, au delà, ces contrées lointaines que le progrès économique lui permet d'atteindre. L' « État national » se transforme en « État d'expansion. » Et c'est vers les deux mers, l'Atlantique, cette Méditerranée du monde moderne, le Pacifique, le rendez-vous des nouveaux mondes, que son peuple d'émigrans, de colons, de trafiquans, de marins est entraîné.

Quand un fait se répète avec cette insistance, prenons garde qu'il s'affirme comme une loi. Provoquées à la fois par l'excès de la population et l'élasticité mouvante des frontières, ces extensions successives sont la croissance naturelle de la race. Et voici qui achève de la définir. Antérieure au territoire, supérieure à l'individu, c'est elle, et elle seule, qui crée la nationalité. En conséquence, « l'Allemand en dehors de l'Allemagne reste Allemand. » Il emporte avec lui le droit de sa patrie attaché à sa personne, « à travers les montagnes, les vallées les fleuves et les mers... » Ce lien qui l'unit à la race, nul engagement ne peut le rompre. Quelque loi nouvelle qu'il adopte, il garde sa loi. Son effigie nationale est indélébile. Par suite, encore, en quelque territoire qu'elle soit contenue, la « patrie allemande » n'est point enchaînée à son sol, ni serve de ses limites. Elle ne se mesure pas à un pays, étant l'universalité de ses fils. Ainsi, partout où, dans le passé, la

race s'est établie, partout où, dans le présent, elle commence à s'établir, sa prise de possession demeure. Allemandes, Suisse, Bourgogne, Lorraine, Belgique, Hollande, Pologne, qui lui ont une fois appartenu! Allemandes, ces contrées qui accueillent et retiennent aujourd'hui les siens! « L'Allemagne est là où les Allemands chantent la gloire du Dieu du ciel, où résonnent les chants allemands sur un millier de lèvres... » Nous commençons à entrevoir le point où la doctrine de l'individualité supérieure de la race et celle de l'impérialisme vont se rejoindre. Comment cette race unique, dont tout l'effort passé fut dirigé contre l'universalisme représenté par Rome, l'Église et la France, va-t-elle à son tour s'ériger en principe universel? Ce fait ne s'explique pas uniquement par la croissance monstrueuse du sentiment national. Il a sa genèse dans une autre théorie : celle du *développement*.

Aucune idée qui soit plus familière à la science moderne. Aucune qui soit plus chère à l'Allemagne. Dès le début du dernier siècle, la philosophie l'applique à l'histoire. Schelling n'avait-il pas dit : « L'histoire est une révélation de Dieu, et cette révélation s'accomplit par un développement successif. » Cette évolution, Hegel surtout va la décrire. Certes! nous avons peine aujourd'hui à comprendre quels furent le succès, la séduction, le rayonnement de cette philosophie. Elle n'est plus pour nous qu'une curiosité ; elle fut presque une religion. Elle n'a pas seulement séduit l'Allemagne ; dans tous les pays, elle a eu des adeptes comme des apôtres. Et en Allemagne, ses premiers, ses plus ardens fidèles furent ceux mêmes que les méthodes positives eussent dû préserver d'abord : les sociologues et les historiens. Nous la retrouvons dans Baur comme dans Droysen. Son influence s'est fait sentir sur Karl Marx et sur Lamprecht. En serons-nous surpris ? Ce qui était obscur dans cette philosophie, c'était son principe : l'Idée, cet indéterminé qui se détermine, cet absolu qui se crée, passant de la logique à la nature, de la nature à l'esprit. Ce qui était clair, c'était l'application que Hegel en avait faite à l'histoire, l'histoire elle-même ramenée à l'unité, son développement intégré dans l'ensemble des choses, conçu comme un ordre, se dirigeant vers une fin. Pour la première fois, un esprit puissant et subtil donnait une explication rationnelle de la réalité. Par cette idée de l'évolution, l'hégélianisme renouvelait l'histoire : celle de l'art, de la

religion, de la philosophie ou de la politique. Toute la pensée historique de l'Allemagne en a été comme imprégnée. — Or, cette évolution, comment l'hégélianisme la conçoit-il?

La première de ses lois a été définie par Gervinus. « L'histoire obéit à une direction invariable. Elle suit dans ses grands traits une marche *logique* et ordonnée d'avance. » Un processus constant, en quelque sorte rectiligne, telle une série de propositions sortant les unes les autres, elle est cela d'abord. Le chaos des faits s'ordonne dans un plan. Toujours en travail, toujours en progrès, l'Idée immanente à l'histoire est le ferment qui la pousse comme la raison qui la dirige. Les grandes civilisations n'en sont que les étapes. Tour à tour, les peuples qui traversent la scène du monde, figurent ses attributs, y ajoutent une perfection nouvelle; leur rôle fini, ils se retirent. Une forme supérieure remplace celle qui disparaît, jusqu'au jour où, ayant posé toutes ses déterminations, l'Idée s'achève dans l'absolu, c'est-à-dire la pleine conscience que l'univers a prise de la liberté. — Logique, ce développement est *nécessaire*. L'Idée marche à sa fin d'un élan irrésistible, et cet élan entraîne le monde. Malheur à ceux qui lui résistent! Ils sont vaincus, broyés, condamnés à la défaite comme à l'oubli. Gloire à ceux qui la servent! Ils participent à sa vie et s'exaltent par son triomphe. Ceux-ci sont les grands noms de l'histoire, moins grands d'ailleurs par ce qu'ils veulent que par ce qu'ils font, car leur coopération est aveugle, comme fatale leur destinée. César ne songeait qu'à se venger de ses ennemis et qu'à s'emparer de la puissance publique... Dans ses desseins particuliers et égoïstes germait l'avenir du monde. L'homme se croit le maître de l'histoire; il n'en est que l'instrument. Il ne travaille qu'à des fins voulues hors de lui et par des moyens qu'il ignore. La grande piperesse qui nous emploie sans nous mettre dans son secret s'ingénie à nous leurrer les yeux. Elle s'aide de nos passions, de nos intérêts, de nos instincts, faisant tourner au triomphe de ses vues éternelles notre agitation d'une heure. Aspirant à la liberté, l'histoire est vide de liberté. — Et enfin, s'il est vrai que, dans l'histoire, nous ayons affaire à des individualités qui sont des peuples, l'Idée ne peut se réaliser dans l'individu, ni même dans l'art, la philosophie, la religion qui n'offrent de l'absolu qu'une représentation fragmentaire et incomplète. Elle n'atteint sa plénitude que dans l'État.

L'État est la substance de l'histoire. Ne l'imaginons pas comme un pacte, une création arbitraire des individus. De même que la nature, que l'Esprit, il est « nécessaire et divin. » Rationnel en soi et par soi, il domine les unités qui le composent et s'identifient avec lui comme il s'identifie avec elles. « Ses lois sont les droits de ses membres; son sol, ses montagnes, sa lumière et ses eaux, leur patrie; son histoire est leur histoire... Tous ses biens sont leur propriété, comme s'il les avait investis lui-même. Leur vouloir est son vouloir. Et c'est cette communauté qui est l'esprit d'un peuple. » Mais, en retour, c'est en tant qu'il participe à l'État que l'individu est capable de vérité, de moralité, de liberté; car la liberté vraie, c'est-à-dire l'absence de toute limite, l'État seul la possède. Ainsi seront résolues les antinomies devant lesquelles s'était arrêté le moralisme de Kant. Plus de conflit entre l'individu et l'État. L'État représentant l'individu, étant le principe et la fin des activités particulières, l'obéissance de chacun est un devoir; et il a un droit absolu sur tous ses membres. Plus d'opposition entre la politique et la morale. Vivre est la première fonction de l'État. Son existence sera donc « l'impératif qui sert de règle à ses actes. » Pour la défendre, pour l'étendre, il a la force. Il peut déclarer la guerre, « quand son intérêt est lésé ou menacé, quand il le juge en péril ; quand encore, par un long repos intérieur, il est poussé à sortir de lui-même et à agir au dehors. » Le succès justifie tout. Contre le peuple qui représente l'universel, « la volonté des autres peuples n'a point de droit. »

Synthèse grandiose, dont l'enchaînement devait séduire des esprits avides d'abstraction logique, et dont les conclusions allaient flatter l'orgueil d'une race infatuée de sa grandeur. Si l'histoire est un progrès, si le progrès ne se fait que par l'État, il viendra un peuple qui, après tous les autres, sera la réalité de l'absolu. Cette émanation dernière, la voici. — « L'Orient ne savait, et ne sait encore, qu'un seul est libre ; le monde grec et romain, que quelques-uns sont libres; le monde germanique sait que tous sont libres. » Ce que l'Allemagne, dès le début de son histoire, va donner au monde, c'est donc l'idéal qu'il cherche. En s'unissant au christianisme, elle libère l'esprit; en régénérant la société antique, elle y répand la notion nouvelle de la personne. L'évolution continuée au Moyen Age s'accomplit dans

l'ère moderne. Par la Réforme, la philosophie, l'indépendance nationale, l'État prussien, l'Allemagne achève d'incarner « la liberté. » Et elle l'incarne seule. L'Angleterre la conçoit comme un privilège; la France, comme un individualisme; seule, l'Allemagne, en unissant l'individu à l'État, le particulier à l'universel, lui donne son expression totale. Nous sommes arrivés au plus haut moment de l'histoire : celui où « l'Esprit se sent libre, voulant en lui, pour lui, le vrai comme l'éternel... L'esprit germanique est l'esprit du monde nouveau. » En l'Allemagne, se résume, se consomme le développement de l'humanité.

Ne retrouvons-nous pas quelques-unes de ces formules dans les déclarations actuelles des politiques ou des publicistes? En elle-même déjà cette idéologie enfermait toute une conception de l'impérialisme, l'apologie de la force, la déification de l'État, l'apothéose de l'Allemagne. Mais elle allait bientôt paraître insuffisante. Elle n'était, malgré tout, qu'une idéologie. Or, vers 1860, l'ère est close de l'idéalisme. Entraînée par le travail de l'unité, la politique de Bismarck, le progrès des sciences naturelles, l'Allemagne devient utilitaire et réaliste. La métaphysique ne lui suffit plus. Il faut à ses idées, à ses aspirations l'appui solide des faits. Les sciences de la nature comme de la vie vont dominer les esprits. Qu'importe que l'intellectualisme nouveau étrangle net l'essor de la poésie ou de la pensée spéculative! A son tour, l'histoire se détachera de la philosophie pure, pour être soudée à la biologie. Et, cependant, en transformant ses méthodes, elle ne changera pas ses directions. Aux deux idées maîtresses de la race et du développement, la biologie, au contraire, va donner une nouvelle force, en leur unissant sa théorie de la *concurrence vitale* et de la *sélection*.

Il est curieux que cette conception positive ait été empruntée à l'Angleterre. En 1859, Darwin avait écrit son livre célèbre sur *l'Origine des espèces*. L'Allemagne l'adaptera vite à son génie. Dès 1863, Schleicher applique le darwinisme à la philologie. En 1864, Fritz Müller publie son manifeste *Pour Darwin*... Quatre ans plus tard, paraît la *Création naturelle*. Avec Haeckel, le darwinisme allemand se constitue. Il ne vulgarise pas seulement la théorie : il la complète. Par les lois de sélection et d'hérédité, Darwin n'avait prétendu expliquer que les phénomènes de la vie animale. Haeckel étend ces

lois à l'humanité comme à la nature. — Un germe paraît. C'est la cellule dont l'évolution va créer le monde : l'inorganique d'abord, puis la vie, puis la pensée. Dans ces milliers de siècles que le regard ne peut mesurer, que l'imagination a peine à concevoir, se forme, grandit l'arbre immense des espèces ; arbre aux rameaux innombrables et touffus dont la complexité, la perfection ne cessent de croître. L'homme est le dernier. Mais s'il couronne la végétation superbe, il s'y rattache. « Il n'est pas au-dessus de la nature, il fait partie de la nature. » Et ainsi, tandis que son orgueil l'isole du reste de la création, la science lui remet sous les yeux ses ancêtres : le germe amorphe, la monaire, dont il est sorti. Elle retrouve l'évolution des organes comme celle des formes, l'origine de l'individu comme la genèse de l'espèce, celle des familles, des tribus, des communautés, des États. L'histoire n'est qu'un prolongement de la nature. Œuvre d'un même développement, comment ne serait-elle pas soumise à une même loi ?

Les poètes ont pu chanter l'harmonie de l'univers. Une seule chose est certaine : l'univers n'est, au contraire, que l'immense champ clos où se livre une lutte éternelle. Une guerre implacable sévit à tous les degrés, dans tous les ordres de l'être. Et partout elle engendre des effets semblables. — Même différenciation des individus. « Il faut admettre que partout les individus d'une même espèce n'ont pas des chances également favorables. » — Mêmes sélections entre les espèces. « La théorie de la descendance établit que, dans les sociétés humaines comme dans les sociétés animales, ni les droits, ni les devoirs, ni les biens ne peuvent être égaux... » L'inégalité est la loi des peuples. — Même survie des plus forts. Seuls ont droit à l'existence ceux qui sont le mieux adaptés. Les faibles s'éliminent d'eux-mêmes, et il est dans la nature des choses qu'ils disparaissent. Loi « d'airain » que la raison, que la volonté de l'homme ne changeront pas. Cette raison, cette volonté mêmes, que sont-elles, sinon quelque effluve de la matière ? En rentrant en maîtresse dans l'histoire, la nature lui impose sa rigidité et sa nécessité. « Partout nous sommes en mesure de substituer aux causes efficientes, aux causes finales, des causes inconscientes et fatales... » Il n'y a pas plus de dualisme dans l'être que dans la pensée. L'univers n'est qu'un tout, un mécanisme immense dont la fonction

se ramène à un développement aveugle, inflexible et continu.

Cette conception « devait ouvrir à l'esprit humain une ère d'immense progrès... » Nous avons des raisons d'être plus modestes. Mais c'est un fait que, malgré les oppositions qu'elle rencontra, aucune doctrine n'eut une influence plus rapide, plus générale, depuis l'hégélianisme. L'Allemagne sautait, comme d'un seul bond, des sommets de la métaphysique dans le domaine plus uni des sciences positives. La contradiction n'était qu'apparente. En réalité, sous une forme nouvelle, l'absolu de la force substitué à l'absolu de l'Idée, les esprits retrouvaient des notions qui leur étaient chères : un effort égal pour saisir l'unité de la pensée comme l'unité du monde, une loi analogue d'immanence et de développement, d'inconscience et de nécessité. Haeckel, c'était l'hégélianisme matérialisé. — Et remarquons encore que, combattue par nombre de biologistes, la doctrine nouvelle devait, comme l'autre, trouver surtout audience parmi les lettrés, les hommes d'État et les historiens, Nietzsche lui devra sa définition fameuse de la vie. En 1905, Hartmann lui demandera une théorie complète de l'histoire. Elle s'étale aujourd'hui dans les articles des publicistes ou les discours officiels. C'est sur le darwinisme concilié avec la doctrine hégélienne que les deux grandes philosophies politiques de l'Allemagne actuelle, marxisme et impérialisme, se sont constituées.

Une même conception de l'histoire les rapproche. Dans tout État, une classe en possession des moyens de production ou de la richesse sera fatalement entraînée à opprimer les autres. Entre les États, « celui à qui les circonstances extérieures se montrent les plus favorables, pour qui les conditions de puissance se présentent les meilleures possibles, ne peut hésiter à vouloir être le plus puissant... Un arrêt dans son progrès est une régression... » Ici, la lutte de classes, là, la lutte de peuples. En tout cas, toujours et partout la guerre.

Aussi bien, Hegel est dépassé. Tout en proclamant l'absolu de l'État, il avait cependant admis la notion d'un droit entre les peuples. Fragile réserve, que Treitschke supprime en quelques mots! L'État doit être fort, et, pour être fort, ne rien devoir qu'à lui-même. Un traité ne l'engage qu'autant qu'il a intérêt à ne pas le rompre. Son intérêt n'a pas de loi. — Hegel avait vu dans la guerre une crise inévitable, nécessaire, légitime,

mais un accident. La voici érigée en règle. C'est Treitschke encore qui déclare : « Les grands progrès de l'humanité ne peuvent se réaliser que par l'épée... Même parmi les peuples civilisés, la guerre en demeure la forme. » A son tour, répondant au pacifisme, Schœffle écrit, en 1900, sa *Théorie scientifique de la guerre*. « Le monde tel qu'il est n'est pas une harmonie, mais une multitude inordonnée d'êtres, soumis au péril d'une lutte inévitable... » La guerre n'est ni un malheur, ni un châtiment; elle est un bien; non un moyen, mais une fin; non une exception, mais une loi, « le seul procédé pour développer sainement l'état international et national des sociétés... » — Hegel avait réclamé une limitation du droit de guerre, admis les règlemens internationaux qui l'adoucissent, recommandé le respect des vies et des personnes dans les pays occupés. Mais la guerre étant la loi suprême, il n'y a pas de lois contre elle. Elle sera implacable, implacable comme la haine, puisque, prétend Lasson, « des formes de civilisation ne peuvent que se haïr. » Et s'il est vrai encore que les faibles n'aient aucun droit de survivre, que leur survivance même risque d'enrayer le développement de l'espèce, pourquoi les ménager? Leur suppression entre dans le dessein de l'histoire. Aussi légitimes que la conquête sont les procédés destinés à conquérir. La pitié n'est qu'une duperie. Et le sort de la Belgique montrera de quelle manière l'Allemagne entend appliquer la sélection humaine et servir le progrès des peuples.

Race, développement, lutte pour la vie : nous tenons ici les pièces maîtresses, l'ossature d'acier dont est forgée cette philosophie sociale. Voyons-en maintenant l'ensemble. Une nation à part, « au-dessus de tout, » visiblement élue de Dieu et placée par lui au faîte de l'humanité; cent millions d'hommes groupés sur leur territoire ou disséminés sur celui des autres; pour les unir, un empire centralisé, groupant sous la même loi, dans le même idéal, le même effort, tous ses fils, ceux du sol et ceux de la « dispersion; » pour les défendre, une flotte puissante et une armée « incomparable; » cet État « tentaculaire » menaçant enfin toutes les patries, les étreignant de ses trafiquans, de ses docteurs, de ses espions, de ses soldats, avec l'espoir de leur imposer sa loi et sa culture, voilà l'Allemagne nouvelle, telle que les faits et la doctrine nous la découvrent. Son triomphe même ne sera pas seulement son œuvre. L'histoire s'est prononcée. En

voici la création parfaite, celle qui, sur la ruine des États particuliers, va établir l'universel, qui, dans l'unité d'une domination savante, doit organiser et régler la vie. L'humanité n'a qu'à courber la tête. Une loi fatale la condamne, pour son bonheur, à obéir. Et c'est par le fer, par le feu, que l'Allemagne prétend régénérer le monde, dans l'illuminisme de son rêve et l'ivresse de son orgueil exaspéré.

II

Dans son livre retentissant sur la politique de l'Empire, le prince de Bülow constatait naguère que l'unité allemande n'avait pas été accueillie avec joie par l'Europe. Nous comprenons ce sentiment. Les peuples qui professent de pareilles théories sont des voisins bien incommodes. Leur amitié n'est pas moins à craindre que leur rancune, et on ne sait jamais quelles perfidies cachent leurs caresses. Un symptôme était grave. En Allemagne même, malgré les efforts tentés pour défendre l'histoire contre cette philosophie du mécanisme, la tendance contraire, celle de Lamprecht, l'emportait. Et, en France, depuis un demi-siècle, l'influence de cette science historique nous avait envahis.

Ceux-ci l'admiraient pour sa puissance spéculative. Taine lui-même n'avait-il pas écrit que l'Allemagne avait « transformé, en un système de lois, l'histoire qui n'était qu'un monceau de faits? » Ceux-là l'adoptaient pour ses méthodes. Nous avons connu dans notre jeunesse cette contagion. Une édition était bonne, quand elle venait de Leipzig; une critique impeccable, quand elle tombait de quelque chaire d'outre-Rhin. Nos universités voyaient naître toute une équipe d'historiens qui, prenant en pitié la culture classique et les idées générales, s'évertuaient à entasser les fiches, les références, les variantes, à accumuler la bibliographie sous couleur d'être informés, à être diffus sous prétexte d'être exacts. Mais tandis que, sous l'emprise de ces méthodes, les esprits exaltaient l'effort scientifique de l'Allemagne, la sûreté de son érudition, l'étendue de ses recherches, ils perdaient de vue la machine de guerre qui, sans bruit, au nom de la science, s'élevait contre le droit des peuples. Fustel de Coulanges avait bien aperçu ce que cachaient ces théories « scientifiques » du développement et de la race, et, après lui, quelques-uns de nos sociologues s'étaient inquiétés des ten-

dances naturalistes de l'école nouvelle. On ne saurait dire cependant que l'influence de Fustel ou de son école ait prévalu ; et ceux-mêmes qui critiquaient les théories historiques de l'Allemagne avaient-ils saisi le lien intime qui les unissait à sa politique d'expansion ?

Le doute n'est plus permis aujourd'hui. Il est même superflu de montrer que cette philosophie de l'histoire est, plus encore qu'une théorie spéculative, le vernis intellectuel donné aux appétits de la race. Mais, puisqu'elle s'affirme au nom de la science, c'est avec les méthodes de la science qu'il lui faut répondre. Elle formule à la fois une *représentation* et une *explication* des faits : voyons quelle part de vérité cette représentation, cette explication enferment.

En premier lieu, au tableau tracé par les historiens, nationalistes ou pangermanistes, du développement de l'Allemagne, de celui de l'Europe, quelle valeur devons-nous attacher ?

Il n'est pas de problèmes plus intéressans que ceux des origines. Peu sont plus obscurs. Savons-nous grand'chose de la Germanie primitive, avant César, avant Tacite ? Presque rien. Quelques textes empruntés à d'anciens périples, des traditions consignées par Hérodote, Aristote et Strabon, et c'est tout. Or, que nous disent-ils ? Que, vers le VIe siècle avant notre ère, cette immense plaine comprise entre l'Elbe, le Jutland, la mer et le Rhin était habitée, que ces populations portaient un nom, nom qu'elles s'étaient donné à elles-mêmes, celui de Celtes ; et ce terme de Celtique désignait aussi l'ensemble de leur pays. Au delà, commençaient d'autres territoires, différens de langues, de coutumes et de dieux. Ce sont ces Celtes qui, par leurs migrations, vont, au VIe siècle, conquérir la Gaule, au IVe, envahir l'Italie, au IIIe, la Grèce, l'Asie Mineure, laissant une partie de leur tribus au foyer primitif. Ce sont eux encore, qui, sous le nom d'Helvètes, coloniseront la Suisse et la Bavière, et de Boïes, les hauts plateaux de la Bohême. Voici, au centre de l'Europe, la première grande race dont les navigateurs, les marchands, les géographes de l'antiquité aient gardé le souvenir.

Ainsi, dans cette nuit, un seul fait s'éclaire. Ceux qui seront plus tard « les Germains » ne sont que des Celtes transformés. Comment cette évolution s'est-elle accomplie ? Par quelles étapes ? Par quelles secousses intérieures ? nous l'igno-

rons. Au début du IIIe siècle, elle est faite. Les premiers noms ethniques de la Germanie apparaissent alors, les Teutons et les Cimbres; au IIe siècle, celui de la Germanie même. Mais remarquons que les peuples qui l'habitent ne diffèrent pas essentiellement de ceux qui ont conquis la Gaule. Les anciens ont constaté cette identité. Et ce que nous pouvons observer encore, c'est qu'à ce fond primitif le flux de l'histoire a ajouté d'autres sédimens. Dans ce sol piétiné par l'invasion, que d'empreintes se sont confondues! Les Gaulois et les Belges ont occupé les terres entre le Rhin et la Meuse, bientôt suivis des légions romaines. Des colonies de vétérans se sont établies sur le Neckar et en Bavière. Or, que ces immigrans et les populations se soient unis par des mariages, c'est là un fait que Tacite nous signale. Du IVe au XIIIe siècle, ce sont enfin les grandes poussées de l'Est, des peuples de la steppe, de la mer ou du désert. Slaves de l'Elbe, Wendes ou Obotrites, Normands fixés à l'embouchure des fleuves, Avares, Hongrois, Mongols, la grande houle n'a cessé de déferler sur la plaine. Elle fut refoulée. Mais qu'elle ait passé sans laisser de trace, que ces peuples se soient trouvés en contact sans jamais se pénétrer, nous ne pouvons le croire. Il n'est peut-être que le paysan du Harz, cette forêt hercynienne, épouvante de l'antiquité, qui ait gardé l'effigie originelle. L'idée que le peuple allemand représente une famille à part, autochtone, homogène, n'est qu'une hypothèse qui n'a pu être démontrée.

Cette race, quelle unité la rassemble dans son enfance? Elle peut avoir sa langue, ses mœurs, quelques traditions communes. Je cherche en vain « cette conscience nationale » que ses historiens lui attribuent. Le nom qui la désigne n'est point celui qu'elle tient d'elle-même : elle l'a reçu de Rome. Ses mythes sont loin de lui assigner tous une origine unique; plus d'une tribu prétend avoir un dieu pour fondateur. Ces peuples ne gardent pas, comme l'Hellade ou le Latium, le souvenir d'un éponyme; ce seront surtout les érudits de la Renaissance qui inventeront le culte d'Arminius. Trouverons-nous au moins, parmi eux, comme dans la Gaule, des assemblées et un culte fédératifs, une caste sacerdotale ou un commandement de guerre? Si quelques chefs, au Ier siècle, pour les soulever contre Rome, invoquent cette parenté de la race, ils ne sont pas entendus. L'histoire ne nous offre au contraire que le spectacle d'une Ger-

manie divisée contre elle-même. Cette idylle patriarcale que Lamprecht nous décrit n'est qu'une suite de guerres sans trêve et sans merci, de perfidies et de massacres. Dans ce désordre intérieur où s'effondrent les anciens États, une seule force survit, le « compagnonnage. » Des hommes se donnent à un chef, s'accouplent à sa fortune. Mais ce sont précisément cette instabilité, cette dispersion qui créent une menace perpétuelle contre le monde romain. Ces bandes qui défendent l'Empire ou l'envahissent, tantôt alliées, tantôt hostiles, toujours prêtes à servir comme à trahir, ne sont que des débris de peuples qu'aucune idée commune ne relie, sinon l'amour du pillage, des aventures, du désordre, le besoin permanent de s'établir en pays ennemi, sur d'autres terres, sous d'autres cieux.

Ce qu'il faut dire, c'est que, ni avant les invasions, ni pendant les invasions, un seul témoignage ne décèle cette « conscience nationale » de la Germanie. Il faudra les conquêtes de Charlemagne, l'incorporation à la société chrétienne, les partages du nouvel Empire pour révéler à l'Allemagne cette unité d'idées, d'intérêts, de destinées, qui forment une nation. En cela, sa genèse ne diffère pas sensiblement de celle des autres États européens. — Un autre trait de ressemblance est que, si grande que soit sa place parmi les peuples, celle-ci n'est pas la seule. L'Allemagne a été un facteur de l'histoire, non le facteur prépondérant.

Nous n'ignorons pas qu'elle se rend un autre témoignage et qu'à entendre le dernier de ses historiens, après avoir régénéré et civilisé l'Europe, elle lui communique encore toutes ses vertus. « Les Germains, les Allemands ne se sont-ils pas, depuis que nous les connaissons, depuis l'époque où leur développement est observable... sacrifiés jusqu'à la négation d'eux-mêmes?... N'ont-ils pas transfusé leur sang à la France, à l'Angleterre, à l'Italie, à l'Espagne, pour leur permettre de se former et de grandir? les premiers, révélé au monde le culte de la femme, les mœurs de la chevalerie, et après... la société chevaleresque, créé celle de la Renaissance? Quand, enfin, se sont approchés les temps modernes, n'est-ce point encore l'émigration allemande qui a recommencé à répandre dans le monde les qualités propres à la race, et qu'aucune autre ne possède : la discipline, le zèle, l'idéalisme allié à l'activité la plus pratique... le sens du droit et de la vérité?... » De qui Lamprecht

se moque-t-il? L'histoire gravite-t-elle autour du germanisme? Faisons donc le bilan du capital européen et voyons quelle est sa part.

La régénération du monde antique? Il y a beau temps que Fustel a fait justice de ces sophismes. Ils ne trouvent plus crédit qu'en Allemagne; mais le pays de la « culture » ignore les livres qui lui déplaisent comme les vérités qui l'humilient. Dans cette genèse des sociétés modernes, la Germanie n'a apporté ni les vertus d'une race nouvelle, ni les bienfaits d'un idéal supérieur. Elle fut l'anarchie et la violence, la corruption et le chaos. Ces hordes de brutes n'enseignèrent que leur barbarie au monde, et le monde, qui les subit, les civilisa. Une fois civilisée, entrée dans la société chrétienne, placée pendant trois siècles à sa tête, quels intérêts l'Allemagne a-t-elle le mieux servis? Les siens ou ceux de l'Europe? Entre ses mains, l'Empire a cessé d'être la magistrature universelle de la justice et de l'ordre, telle que la rêvaient les papes, que notre Charlemagne l'eût voulue. Ces princes, saxons ou souabes, ne songent qu'à conquérir l'Italie, qu'à asservir l'Église, et il faut lire dans les chroniques du temps ce que furent ces expéditions signalées par le pillage, la destruction et le massacre. Ce n'est pas la Germanie qui a révélé la liberté aux hommes. L'une, celle de l'âme, est le don inestimable du christianisme; l'autre, celle des institutions, fut l'apport de la féodalité et de la chevalerie. Mais féodalité et chevalerie ne sont pas un fait propre à l'Allemagne; c'est en France, au contraire, que ce régime social s'est le mieux organisé, comme un élément d'ordre, de stabilité, de protection. L'Allemagne n'a pas eu l'initiative des Croisades : cette grande pensée nous appartient. Celles qu'elle a faites sur ses frontières ont été moins inspirées par l'apostolat religieux que par le dessein de s'agrandir; et, à la fin du Moyen Age, quels peuples, sinon la Hongrie, la Serbie, la Pologne, ont été, contre le Turc, les sauveurs de l'Europe? La civilisation moderne a dû au Portugal, à l'Espagne, à l'Angleterre, comme à la France, les grandes découvertes maritimes. Où étaient alors les marins et les marchands allemands? Et, hier encore, dans ce XIXe siècle, dont l'épanouissement scientifique est l'impérissable gloire, les pays qui ont le plus contribué aux découvertes, aux inventions, au progrès, ne sont-ils pas ceux de Darwin et de Priestley, de Cuvier, d'Ampère, de Claude Bernard

et de Pasteur? Il est vrai, l'Allemagne a fait une des grandes révolutions religieuses de l'histoire... Qu'elle compare cependant Luther à saint François ! Le cerveau puissant, mais néfaste, qui a brisé l'unité chrétienne et déchaîné sur l'Europe la plus épouvantable des guerres civiles, aura-t-il jamais la pure auréole du plus grand des serviteurs de Jésus, du prédicateur de la fraternité et de l'amour?

Nous ne voulons pas être injustes envers l'Allemagne. Nous ne nions pas son génie original et vigoureux. Nous savons qu'elle a découvert l'imprimerie, que Leibniz et Kant, Gœthe, Beethoven et Wagner lui appartiennent. La science moderne lui doit quelques-unes de ses théories les plus fécondes, de ses applications les plus utiles. Mais ces services rendus à la civilisation générale ne font pas oublier de qui elle l'a reçue et ce qu'elle en a reçu. Schelling pouvait souhaiter que son pays éliminât « tout alliage altérant le pur métal de son esprit. » Un tel isolement est-il possible? Les peuples ne grandissent, comme les individus, que par ces emprunts et ces échanges : tout progrès est à ce prix. Et que cet isolement ait été réel, l'histoire ne le démontre pas. Hegel a eu raison de dire, au contraire : « Les Germains ont subi l'impulsion d'une culture étrangère. » Il n'est pas de peuple plus que le peuple allemand qui ait été redevable à ses voisins.

Il a appris des Gaulois l'usage de l'épée de fer. Rome lui a montré l'art de vivre dans les villes. Le christianisme lui est venu du dehors, des missionnaires d'Italie ou des moines anglo-saxons. L'Allemagne n'a pas eu d'apôtre national; et il a fallu l'épée de l'étranger pour en faire un peuple. Est-ce tout encore? A chaque époque de son histoire nous retrouvons ces influences. Au XIe siècle, c'est Cluny, qui réforme son clergé et ses mœurs. Au XIIe siècle, nos maîtres lui enseigneront les méthodes de penser comme nos artistes celles de bâtir. Cologne est la fille authentique d'Amiens, et la France, qui a révélé l'ogive à l'Allemagne, lui donnera encore les modèles de sa poésie épique. Au XVe siècle, c'est aux lueurs de l'Italie, des Pays-Bas bourguignons que s'allument les clartés de sa Renaissance. Au XVIIe siècle, elle se met de nouveau à notre école, copie notre art, notre littérature, notre philosophie. Il ne serait pas difficile de retrouver l'influence de Rousseau dans le moralisme de Kant! Et aujourd'hui même, dans le développement

prodigieux des sciences, que de découvertes l'Allemagne moderne s'est appropriées, dont elle a surtout perfectionné l'application !

L'Allemagne a plus profité du progrès général qu'elle n'y a contribué. Cette vérité incontestable renverse la théorie qui fait du germanisme, depuis quinze siècles, le centre de l'histoire. — Celle qui, au nom du développement, lui confie l'organisation nouvelle du monde, et prédit la fin des petits États, l'hégémonie d'un seul, est-elle mieux justifiée ?

L'impérialisme n'est pas nouveau. Le monde a connu ces empires unitaires édifiés sur les débris des cités ou des peuples. Mais un premier fait mérite notre attention. Ces grandes dominations n'ont été elles-mêmes qu'un moment de l'histoire. On sait combien les monarchies d'Orient furent éphémères. La Perse, la mieux organisée de toutes, se maintint deux cents ans. Le khalifat arabe s'est démembré moins d'un siècle et demi après l'hégire. Vingt-cinq ans ont suffi à détruire l'Empire d'Alexandre. Seule, Rome a su durer. La lenteur de ses conquêtes en assurait la force, car elle avait un don plus précieux encore que de vaincre, celui de gouverner. Ce fut le génie des Césars de maintenir sous l'unité des lois, de l'administration, de la justice, les coutumes, les religions, les libertés locales. Ainsi, ces populations diverses, groupées dans une même reconnaissance pour les bienfaits de Rome, ne sentaient point son joug. Et il semblait qu'un tel régime, créant l'ordre dans la paix, fût éternel. Dès le premier siècle cependant, s'annoncent les fissures. A la mort de Néron, la Gaule, la Germanie se révoltent. Flaviens et Antonins restaurent l'ordre. Après eux, le sourd travail de destruction opère toujours. L'Orient et la Bretagne seraient perdues sans les Sévères. Au IIIe siècle, l'Empire tout entier menace de se dissoudre. Sous leurs Césars locaux, Gaule, Espagne, Afrique, Orient retrouvent leur vie propre. Il faut la rude main de ces grand soldats qu'élèvent les légions pour sauver l'unité romaine. Ils forgent l'armature nouvelle, l'étau de fer qui va fixer chacun dans sa condition, dans sa fonction, régler la vie privée comme la vie publique, le travail comme la croyance. Mais déjà le pouvoir d'un seul ne suffit plus à la tâche. Et dans ces partages, ces compétitions, où s'affaiblit l'autorité suprême, se décompose la société. Quand les Barbares entrent dans l'Empire, il

n'a plus la force de se défendre, ayant perdu celle de rester uni.

Ces agglomérations de peuples se manifestent donc moins comme un achèvement que comme des étapes. Elles s'ébauchent, elles se créent, œuvre à la fois des circonstances, des nécessités sociales, du génie. A peine sont-elles formées qu'une loi inverse travaille à les détruire. Au mouvement du multiple à l'unité succède presque aussitôt celui de l'un au multiple. — Observons, en outre, à quelle époque ces colosses ont apparu? Cinq en treize siècles, depuis Cyrus jusqu'à la mort de Charlemagne. Du IXe siècle à nos jours, pas un seul n'a réussi à se tenir debout. Peut-être ces États énormes sont-ils, comme les grandes espèces, destinés à disparaître, mal défendus par leurs dimensions mêmes contre les infiniment petits qui les détruisent? En tout cas, ils n'ont qu'une mission provisoire. Leur office devient de moins en moins utile à mesure que le progrès général, en associant tous les peuples à une même culture, ne laisse à aucun d'eux, sous prétete d'éduquer les autres, le droit de les asservir.

Aussi bien, s'il est une loi du développement que l'on puisse suivre en Europe depuis quinze siècles, c'est celle de cette différenciation progressive des groupes. Il n'est peut-être pas d'époque qui, plus que le Moyen Age, ait eu la passion de l'unité. Les hommes cantonnés, isolés, dans des milliers de petits enclos, l'appelaient de toute la force de leurs espérances comme de leurs souvenirs. Ils sont comme hantés de la grandeur de Rome. Ils la regrettent ; ils l'évoquent. Et pour répondre à ces désirs, aucune époque aussi qui parût plus favorable à l'organisation unitaire de l'Europe. Une seule foi, une hiérarchie encadrant tous les peuples, un pouvoir spirituel incontesté, les mêmes méthodes scientifiques, l'activité prodigieuse des échanges brisant peu à peu les mailles les plus étroites du filet seigneurial, un même stade dans les institutions, tout contribuait à pousser les groupes sociaux à se rapprocher et à s'unir. Contre l'universalisme de la papauté ou de l'Empire, ce fut cependant le particularisme qui prévalut. Et quand, le particularisme ne lui suffisant plus, désireuse de se fixer comme de progresser, l'Europe passe à l'organique, sous quelle forme se fait l'évolution? — L'unité?... Non. Les nationalités. — Toutes ces molécules qui cherchaient un centre ont fini par se rejoindre. Mais elles se polarisent en des dimensions

diverses, autour de noyaux distincts. Un peuple se crée, défini par son territoire, sa langue, ses traditions, ses intérêts et ses idées. Ces grandes individualités sont les organismes qui désormais vont dominer l'histoire.

Par une évolution analogue, le régime des États appelait un système nouveau de relations. Entre ces groupes, inégaux d'âge, de structure et de puissance, des rivalités vont naître. Or grands ou petits, tous ayant un intérêt semblable, durer, un frein sera nécessaire à leurs ambitions comme une garantie à leur liberté. Le principe d'équilibre apparaît alors. Et telle fut sa force que, maintes fois menacé, il ne cessa de se défendre. L'expérience nous l'atteste. Celui de ces États qui, à un moment donné, a prétendu imposer son hégémonie, a trouvé contre lui l'accord de tous les autres. Le principe d'équilibre a triomphé de Charles-Quint. Il a arrêté les conquêtes de Louis XIV. Il a brisé le rêve de Napoléon. Après 1815, l'Europe lui a dû un demi-siècle de paix. Il est vrai, au milieu du XIXe siècle, un principe différent a semblé ruiner son œuvre. Au nom du droit des races, une grande monarchie, unitaire et militaire, s'est constituée au centre de l'Europe. Mais le principe des nationalités qui a créé un puissant empire travaille aujourd'hui en faveur des petits peuples. Serbes, Hellènes, Slovènes, Roumains, Slaves de Pologne ou Tchèques de Bohême, les uns émancipés, les autres résolus de s'émanciper, rétablissent peu à peu le contrepoids. Les deux principes, un moment contraires, tendent à se concilier. Quel est donc le sens de la guerre actuelle, sinon la défense des petites nationalités et de l'équilibre du monde? La force des choses nous ramène à la vieille loi. La majorité des peuples ne peut renoncer à un système qui, respectant le droit de chacun, assure l'indépendance de tous. Le principe d'équilibre est lié indissolublement à l'existence des organismes nationaux. Il la suppose comme il la consacre. Ce sont tous les États que le germanisme menace, en se flattant de le rompre à son profit.

Ce régime est-il à son déclin? Le monde est-il entré dans une autre période de son histoire? Les théoriciens de la grande Allemagne nous l'affirment. Les transformations profondes de la fin du dernier siècle, les découvertes, les conquêtes coloniales, l'émigration, le progrès des sciences non moins que la rapidité merveilleuse des communications, l'internationalisme de l'ar-

gent et du travail, la libre entreprise, tout, selon eux, prépare une unité économique, créatrice de l'unité politique; et, par sa population, sa production, son activité mondiale, l'Allemagne est destinée à réaliser cette unité. Par elle, à la période d'« équilibre » doit succéder la période d'« organisation. »

Nous ne nions pas ces changemens. Ils ont créé entre les États une solidarité plus étroite des intérêts et des idées. Les barrières s'abaissent qui séparaient les races, et, au delà de leurs frontières, les grandes familles humaines entrevoient mieux les liens qui les rapprochent comme aussi la nécessité d'un idéal commun qui les inspire. Mais que ces contacts préparent l'unité, ou par une fusion volontaire des peuples, comme le rêve le pacifisme, ou par leur sujétion, comme l'annonce le germanisme, comment n'en pas douter? D'autres faits, au contraire, montrent à l'évidence que le système ancien n'est pas près de disparaître et que les moules créés par l'histoire pour la vie sociale ne seront pas de si tôt brisés.

A aucune époque, l'internationalisme de la pensée n'a frayé les voies à une domination politique. L'unité spirituelle ne se confond pas avec l'unité matérielle. La religion même n'a pas réussi à unifier les peuples. Là où elle a échoué, comment la science réussirait-elle? Qui ne voit même que sa diffusion, en associant tous les peuples à ses bienfaits, n'éveille chez les moins avancés la conscience de leur force et ne leur donne les moyens de vivre leur propre vie? — Il en serait autrement sans doute de la communauté des intérêts, et l'Allemagne n'oublie pas que l'union douanière de ses petits États a préparé leur absorption dans l'Empire. Mais qui ne sait aussi qu'un même régime économique, encadrant tous les peuples, n'est qu'une chimère, puisque ni les richesses du sol, ni les conditions de la vie, ni les besoins, ni les forces n'étant partout les mêmes, il est impossible de transformer le monde en un immense atelier où la production, le travail, les échanges seraient uniformément réglés. En réalité, il ne semble pas que l'internationalisme économique soit en progrès. Nous sommes loin d'un code universel du travail, et, dans chaque nation, le syndicalisme tend beaucoup moins à appeler la main-d'œuvre étrangère qu'à l'exclure. Quelque intense que soit la circulation des capitaux, nous ne songeons pas à établir un système monétaire unique. Et, à son tour, combien le grand mouvement qui,

au milieu du XIXe siècle, poussait à la liberté des échanges, paraît à son déclin ! Les États se préoccupent beaucoup plus de leur développement économique que de l'abaissement du prix de la vie. Ils protègent comme ils étendent leur production. Faut-il rappeler que, dès 1889, l'Allemagne avait donné l'exemple? L'exemple a été suivi. Les États-Unis, en 1891, la France, en 1892, l'Angleterre elle-même, en 1905, ont relevé leurs droits. Assurément, ces mesures ne ramènent point la prohibition. L'excès des tarifs provoquerait des représailles. Ici encore, entre ces nationalismes économiques, intervient le principe d'équilibre, car leur avantage est de s'entendre. Ces traités n'en sont pas moins une forme comme une garantie de l'indépendance. Chaque État ne cherche qu'à se défendre contre une expansion étrangère qui attenterait à sa vie, en menaçant ses intérêts.

Le principe national est toujours aussi vivant, et nous ne voyons point que son énergie créatrice soit épuisée. Une surprise même nous attendait, la faillite de l'internationalisme. Le droit des peuples fait craquer toutes ces fictions ; jamais leurs revendications ne furent aussi âpres comme leurs haines plus farouches. Il est probable que le monde continuera à vivre dans ces vieux cadres et qu'à l'édifice colossal, que lui promet le germanisme, il préférera ces demeures moins vastes, où chacun, du moins, se sentira chez soi. Tandis que des peuples anciens progressent, d'autres se constituent. Sous la forme encore indécise de l'enfance, le temps sculpte peu à peu la stature et les traits de leur âge viril. D'autres nous reviennent, qu'on croyait disparus. Êtres mystérieux, inviolables, quelle vertu cachée les rend ainsi irréductibles les uns aux autres et leur fait défier les siècles? On les opprime, ils se redressent; on les mutile, leurs membres se rejoignent; on les croit morts, ils vont renaître. Le cimeterre du Turc n'a fait disparaître ni l'hellénisme, ni les races des Balkans. Les voici rendus au conseil de l'Europe. Les partages sacrilèges, dont le crime pèse lourdement sur tous, n'ont pas anéanti la Pologne. Tôt ou tard, elle retrouvera cette unité que lui préparent sa foi, son héroïsme et son martyre. L'atroce traitement infligé aux Belges n'a pas ébranlé leur passion de l'indépendance ; ils l'ont aimée davantage en souffrant, en mourant pour elle. Ainsi l'histoire, qui enregistre parfois la défaite des petites patries, témoigne

de leur vitalité. Nous savons qu'elles gardent une force contre la force, celle qui monte des profondeurs de leur sol comme des cendres de leur passé. Les nations ne meurent pas, quand, malgré l'oppression, le pillage, les déportations en masse et les massacres collectifs, une chose leur reste : leur âme.

L'Allemagne ignore-t-elle ces faits ? Ses historiens croient-ils qu'il n'est pas moins aisé de tuer un peuple que de l'empêcher de naître ? Que les temps sont venus d'une organisation unitaire et méthodique de l'humanité ? — Et, en effet, cette organisation meilleure, nous la croyons possible, au moins désirable, dans une coopération plus étroite des peuples, dans un équilibre plus stable de leurs intérêts et de leurs droits. Est-ce bien le sort que l'Allemagne réserve à ceux que la victoire mettrait entre ses mains ? L'humanité, en chiourme, travaillant, vivant aux ordres et au profit d'une caste privilégiée, voilà un bel avenir ! Notre planète ne serait plus qu'une fourmilière immense qui ferait toujours la même tâche, sans horizon, sans conscience, sans idéal, et, s'il est vrai que le progrès intellectuel n'avance que par la diversité des peuples, comme le progrès économique par la libre concurrence des individus, sans progrès. C'est alors que l'Allemagne aurait donné la paix au monde, mais la seule que rêve la force et que le monde ne puisse subir : la paix dans la mort.

III

Ces déformations historiques ne sont pas dues uniquement au préjugé national. Elles ont encore leur genèse dans un système. La théorie politique se rattache à une théorie spéculative. A l'origine de ces doctrines de proie, que trouvons-nous, en effet ? le *mécanisme*. L'homme conditionné par la nature vivante, la nature vivante par la nature inanimée, une même force, une même loi d'évolution entraînant le monde, la matière comme l'esprit, l'individu comme les peuples, l'histoire devenue l'application particulière d'une explication universelle, voilà bien le rêve qui a séduit tant d'esprits avides de retrouver, dans l'unité de la pensée et l'unité de l'organisation, l'unité de l'univers. Nous reconnaissons « la pure essence » du génie allemand. Par là, si cette philosophie de l'histoire est une menace pour la paix, peut-on se demander si elle est sans danger pour

la science. Contraire à l'indépendance des peuples, dans quelle mesure est-elle conforme au progrès intellectuel?

Oh! que nous sommes loin de l'unité du savoir! L'extension même de nos recherches, l'imprévu de nos découvertes, la révélation croissante des merveilles qui nous entourent nous ont rendus plus modestes. Nous n'osons plus prétendre qu'il n'y ait pas de mystère ou que le mystère soit pénétré. Les grandes théories qui paraissaient, il y a moins d'un demi-siècle, comme le dernier mot de la science, nous semblent aujourd'hui un point d'arrêt. Loin de faire le tour des choses, l'esprit se rend compte que les choses le dépassent ; il a renoncé à découvrir leur loi première pour n'en saisir que l'infinie complexité. Nous savons que nous ignorons et nous ne savons même pas ce que nous ignorons. Le savant est en face du réel comme le voyageur qui promène son objectif sur les plans divers d'un paysage. Il peut multiplier ses clichés : ceux-ci ne lui donneront jamais qu'une vue fragmentaire de l'ensemble.

Ainsi, la science ne se flatte plus de tout connaître. Et elle a renoncé encore à tout unifier. A mesure que l'esprit s'est enfoncé dans l'univers, il a mieux saisi les différences des élémens qui le composent. L'abîme s'est élargi, qui séparait l'inerte du vivant, et, dans le vivant même, l'intelligence de l'instinct. A ces phénomènes, qui se complètent à la fois et qui s'opposent, une explication « moniste » n'a plus suffi. Une philosophie est née qui, à la théorie de la connaissance, a ajouté une théorie de la vie. Tout en gardant l'idée de l'évolution, elle en a précisé le sens. L'appliquant à la vie, elle l'a séparée du mécanisme : étudiant la vie dans ses procédés et dans sa marche, elle a retrouvé l'âme et reconnu la liberté. Transformation intellectuelle, aux effets incalculables, analogue à celle que provoqua jadis le positivisme, et cette fois dirigée contre lui! Un livre comme *l'Évolution créatrice* n'est pas seulement une œuvre, mais une date : celle d'une direction nouvelle imprimée à la pensée.

Ces vues ont-elles nui au progrès scientifique? Ce sont au contraire nos connaissances que cette différenciation des choses a enrichies. Les sciences particulières ont assoupli, élargi leurs méthodes, l'esprit ayant compris que plus d'un procédé s'offrait à lui pour pénétrer dans le cercle immense qui était hors de lui. L'étude de l'humanité comme celle de la nature ne peut

que gagner à ces précisions. Qu'est donc l'histoire, en vérité? Un simple récit des faits?... Elle nous apprendrait peu de choses, si elle se bornait à raconter ou à décrire. Comme toute science, elle aspire à atteindre, à étreindre le réel. Or, ici, le réel, c'est le passé humain. Restituer les formes d'agir, de penser, de sentir d'un milieu ou d'une époque, en saisir les liens intimes de coexistence et de succession, pour tout dire, remonter la durée, et, derrière ces sociétés mortes, retrouver la vie, voilà son objet. Cet objet lui dicte sa méthode. L'histoire observe des faits. Comme elle ne voit les faits qu'à travers les témoignages, elle sera donc la critique des documens. Mais comme les faits ne sont que des débris épars, elle est aussi l'induction qui les rassemble, les compare, les interprète. C'est alors qu'elle ne suffit plus à sa tâche. L'humanité plongeant dans la nature, comment la nature serait-elle à l'historien un livre clos? Explorant lui-même l'humanité, comment ignorerait-il les sciences qui étudient l'homme? Géographie, biologie, physiologie, psychologie surtout, lui apportent tour à tour les résultats de leur enquête. Prenons garde cependant que l'histoire qui se sert de ces sciences ne se confond pas avec elles. Distincts sont leurs objets, comme divers les procédés, inégales les certitudes. Elle leur fait place dans ses conseils, mais à titre consultatif. Elle s'empare de leurs données, mais pour les confronter aux siennes. Toute idée qui lui vient du dehors doit préalablement se soumettre à son contrôle ; à l'expérience historique seule doit rester le dernier mot. Le métaphysicien peut découper arbitrairement dans le réel. L'historien l'observe tout entier et n'admet comme vraie qu'une conclusion qu'un nombre suffisant de faits ont vérifiée.

Qu'entre ces faits constatés et démontrés des relations puissent s'établir, que de leur masse se dégagent des notions générales, nous ne saurions le nier. Il y a, en ce sens, une « philosophie » de l'histoire. Mais cette philosophie n'est valable qu'en tant qu'elle procède du donné positif. Nous lui demandons non ce qui doit être, mais ce qui a été. Elle sort du réel; nous ne la posons pas sur le réel. Le plan de l'histoire, s'il y en a un, ne se découvre pas plus *a priori* que le plan de la nature. Il nous faut renverser du tout au tout le principe de Fichte et de Hegel, à savoir : « que la philosophie de l'histoire doit être séparée de l'histoire », ou encore, que « la philoso-

phie de l'histoire universelle est l'histoire universelle. » Il ne nous suffit pas de penser l'histoire pour la créer. Et c'est la première critique que nous puissions faire de ce mécanisme historique, que, rattaché lui-même à une explication unitaire du monde, il est à la fois en retard sur la science générale et contraire aux méthodes vraies de l'étude des faits humains. Mais il faut aller plus loin. Si nous analysons cette philosophie, nous voyons qu'elle repose sur la notion d'une loi simple, génératrice d'un développement *continu* et *nécessaire*. Dans quelle mesure l'expérience admet-elle ces conceptions?

L'histoire est-elle un développement? Oui, si, par ce mot, nous entendons une série de momens qui se succèdent les uns aux autres. Et nous concevons encore que ces momens, émergeant d'un même fond, qui est l'humanité, comme les vagues soulevées sur une même masse qui est la mer, ne soient ni isolés, ni séparables les uns des autres. Mais l'histoire obéit-elle à un ressort unique qui déclenche tout le mouvement? Une seule loi préside-t-elle à son évolution? Et quelle sera cette loi?

Un tel principe d'unité existerait-il, nous ne croyons pas d'abord que l'état de nos connaissances permette de le formuler. Que savons-nous du passé? Beaucoup, assurément. Que de lacunes pourtant dans cet ensemble! L'histoire ne prend pas l'humanité à ses origines; elle ne la rencontre qu'à un stade déjà avancé de sa marche. De cette nébuleuse primitive d'où sont sorties les races, elle ignore à peu près tout, et jusqu'à sa durée. Quelques vestiges témoignent de ces milliers d'années où nos ancêtres ont vécu obscurément, sans conscience, sans idéal, comme écrasés sous le poids d'une condamnation originelle. Puis, dans les âges historiques eux-mêmes, quelle part d'incertitudes! Nous venons seulement d'exhumer la civilisation de la Chaldée ou de l'Égypte. Sur le passé de la Chine, nous n'avons que des lueurs. Sans doute, l'antiquité classique nous est mieux connue, comme aussi la genèse des peuples européens. Leur histoire politique est à peu près définitive; celle de leur vie économique ou morale commence à peine. En tout cas, il nous reste toujours cette autre province, l'histoire comparée, à parcourir. En réalité, l'histoire se fait, elle n'est pas faite. Elle fouille, recherche, découvre dans les archives comme dans le sol, revise nos jugemens, ajoute à nos préci-

sions ; il est douteux que l'heure soit venue de conclure. Notre histoire universelle n'embrasse qu'une portion d'humanité. Ces additions partielles ne formeront jamais le total. Se fera-t-il un jour ? Combien peu sommes-nous sûrs que d'autres problèmes, d'autres recherches ne détourneront pas vers des voies différentes la curiosité de l'esprit humain !

Notre expérience du passé a ses limites. Telle quelle, cependant, elle nous permet d'affirmer que le mouvement évolutif ne se ramène pas à une forme unique de causalité. La philosophie s'était flattée de retrouver ce *nisus*, cette force simple qui entraîne l'histoire. Que reste-t-il aujourd'hui de ces prétentions? Qui songe à reprendre les théories du climat, de la liberté, du progrès? Sous quelles critiques s'effrite déjà le système de Spencer, sa loi d'évolution de l'homogène à l'hétérogène? Que nous paraîtra demain le darwinisme social, sinon une hypothèse ? Les biologistes peuvent nous dire si, appliquée au monde animal, la loi de la concurrence vitale est encore incontestée. Ce que l'historien, lui, n'ignore pas, c'est que, dans les milieux humains, elle peut expliquer certains changemens, mais non pas tous.

Il n'est que trop vrai, hélas! que la vie du passé soit pleine de ce combat de l'homme contre la nature ou de l'homme contre l'homme. L'expérience nous défend de l'illusion de ceux qui croient à la bonté originelle des individus comme des peuples. Mais à ces luttes, elle connaît aussi d'autres raisons que le besoin de vivre. Il n'y a pas que des guerres injustes, inspirées par le désir de dominer ou de s'enrichir. Il n'y a pas que des révolutions égoïstes, déchaînées par la faim ou par la haine. Et les changemens que traversent les sociétés n'ont pas toujours la guerre pour origine, Dieu merci ! L'histoire n'est pas seulement un drame, une mêlée féroce de passions ou d'intérêts. Plus d'un progrès social s'est accompli par l'accord des classes et dans la paix. La plus grande transformation peut-être que le monde ait connue, celle de l'esclavage, n'a pas été réalisée par les guerres horribles qui ont déchiré les sociétés antiques. L'esclave n'a pas conquis sa liberté les armes à la main ; dans ce duel inégal, il ne cesse d'être écrasé. Ce sont les mœurs, la philosophie, le christianisme, qui ont commencé par reconnaître sa dignité d'homme, et le jour où le maître a mieux compris que l'intérêt de son esclave et le sien étaient d'accord, l'émancipation progressive

s'est accomplie. — Et pareillement encore, au lendemain des invasions, est-ce la violence qui a organisé l'Europe? Mais l'organisation s'est faite contre la violence. Le monde a voulu alors le bienfait de la paix. Il en a cherché le principe dans l'accord des volontés individuelles ou collectives. Une foule de petits pactes se sont établis, réglant le droit privé, la profession, les institutions. Le régime du contrat se substitua au régime de la force. Jamais, malgré des abus inévitables, l'homme n'eut des relations sociales une idée plus haute. On sait combien, dans le même esprit, le pouvoir spirituel essaya d'organiser l'Europe, sans y réussir. Au moins, le principe d'équilibre, la diplomatie, la multiplicité des accords commerciaux et politiques furent-ils un progrès de la loi de la paix sur la loi de la guerre. Tarde a remarqué avec infiniment de raison que l'humanité a connu des périodes « d'apaisement intermittent et bienfaisant. » La concurrence vitale elle-même s'est transformée, et ce sera l'honneur éternel de notre siècle d'avoir cherché à insérer dans les faits l'idéal d'une libre coopération des peuples. Que nous parle-t-on alors d'un principe universel? La guerre est une loi inévitable; elle n'est pas la seule. Elle a pu être parfois une condition de progrès; plus souvent, une régression; et un fléau, toujours.

L'histoire est infiniment moins simple que nous l'avions cru d'abord. Toute conception, idéaliste ou matérialiste, qui voudra la soumettre à un moteur universel, s'exposera toujours à laisser une partie des faits échapper à l'engrenage. Bien au contraire. Sous la diversité des phénomènes, l'analyse nous découvre l'enchevêtrement des causes. Pas plus que notre vie individuelle, la vie sociale n'est le produit d'un dynamisme unique. Regardons de plus près. Une foule d'agens obscurs poussent à la roue. Ici, la nature, là, le milieu ; d'un côté, les forces inférieures de l'humanité, l'instinct, le besoin, le désir ; de l'autre, ses aspirations les plus nobles; par ailleurs, quelque grande découverte, ou simplement le sens de l'imitation; tantôt, enfin, l'initiative du pouvoir et de la loi, tantôt la poussée de la masse. Il n'est même pas sûr que le mouvement provoqué par une cause déterminée obéisse à l'impulsion initiale. Que de révolutions religieuses ont bientôt dégénéré en guerres politiques! Mais la machine avance toujours. Et les énergies qui l'entraînent, si diverses dans leur aspect, ne sont

pas moins variables dans leur durée, inégales dans leur intensité. Leur complication fait le jeu de l'histoire, ce jeu que la première tâche du savant est, précisément, de suivre, de surprendre, de nous révéler.

Cette unité, que nous cherchons en vain dans la genèse du mouvement évolutif, se trouve-t-elle au moins dans sa marche?

Toute philosophie mécaniste conduira toujours à affirmer un processus rectiligne et continu des choses. Il semble que la vie de l'humanité doive passer par une suite de formes, de déterminations, qu'une loi rigoureuse engendre les unes des autres. Celle qui vient prépare celle qui la suit, et, une fois remplacée, disparaît sans retour. Ainsi se découvre un ordre de succession immanent à l'histoire. Nous avons vu quel parti le pangermanisme a tiré de ces idées. Mais ce concept n'est pas spécial à l'Allemagne. De Hegel à Comte, de Spencer à Marx, Lamprecht, Naumann, il se retrouve dans la plupart des théoriciens de l'évolutionnisme. Il n'a pas été appliqué seulement au fait politique; il a servi à relier entre eux les phénomènes intellectuels ou les phénomènes sociaux. Comte nous avait révélé les trois âges de la pensée. Le socialisme nous a décrit ceux de la propriété, de la production et du travail. — Théories séduisantes, puisqu'elles insèrent un plan et un progrès dans l'histoire. Théories commodes, puisqu'elles la plient à nos préférences et la conduisent, non à ses fins, mais aux nôtres. Théories artificielles, puisqu'elles assimilent l'humanité à la nature inerte et prétendent arbitrairement sectionner et limiter la vie.

Sous quelle forme se fait donc l'évolution? Ici encore, les faits nous arrêtent. — Parcourons ceux de la série économique. La théorie qui prétend nous décrire les états successifs de la propriété, collective, familiale, individuelle, en attendant la propriété sociale, se heurte à leur formidable contradiction. Il est prouvé aujourd'hui que toute l'antiquité, même la Germanie, a connu l'appropriation privée du sol. Et au Moyen Age, c'est de la propriété individuelle que nous voyons sortir la propriété collective. Celle qui apparaît alors n'est pas la survivance d'un ancien droit, mais une création, l'octroi d'un seigneur à ses paysans. — L'histoire du travail nous présenterait des variations semblables. Petit patronat, travail individuel et libre ont existé à Athènes et à Rome. Ils se sont hiérarchisés en professions. Puis est venu un temps où ces grands corps de métiers

eux-mêmes ont disparu. Dans la tourmente sociale des ve et vi^e^ siècles, à la suite du déclin des villes, d'une organisation économique fondée sur le sol, les artisans ne se recrutent plus que parmi les censitaires ou les serfs. Il faut attendre le xiiie siècle pour voir reparaître la corporation industrielle. Ce régime rétabli, son histoire est beaucoup moins l'évolution de la contrainte vers la liberté que de la liberté vers la contrainte. Jamais la réglementation n'a été plus oppressive, plus étroite qu'à la veille de sa chute. — Pareillement, sur la foi de Marx, nous avions cru que le capitalisme était une création des temps modernes. Mais une étude plus approfondie des sociétés anciennes nous a montré le rôle qu'y jouaient la banque, le prêt à intérêt, le numéraire. De grands empires maritimes, comme Tyr et Carthage, n'ont été qu'une oligarchie de manieurs d'argent. L'Europe des invasions et du séniorat avait vu tomber ces institutions. Dès le xiiie siècle, le réveil de l'industrie, le progrès des échanges, l'exploitation des mines, puis, au xvie, les découvertes maritimes restaurent le capitalisme. Voilà moins un stade jusqu'alors ignoré de l'évolution qu'un retour, sous des formes nouvelles, à d'anciens usages. L'accumulation de l'argent n'est pas un fait spécial à une société ou à une époque. Il se produira toujours, et naturellement, dans tous les âges où la libre production, le libre travail, la libre entreprise ouvriront à l'activité humaine des champs de conquête presque illimités.

Il est à peine besoin de remarquer que ces transformations, progressives ou régressives, sont la loi même des institutions politiques. Aucun régime, si parfait qu'il semble, n'est durable; aucun, qui, disparu de la scène du monde, n'ait quelque certitude d'y revenir. Nos petits-neveux reverront peut-être cet absolutisme contre lequel la France a fait tant de révolutions. Mais le même fait s'observe dans le domaine intellectuel. L'humanité n'avance pas plus en ligne droite dans ses investigations rationnelles que dans ses expériences politiques. Une philosophie naît, se propage, décline; une autre la remplace. Attendez. Celle-ci disparaît à son tour, et l'esprit semble revenir à son point de départ. Il épuise le contenu d'une croyance ou d'une doctrine, pour se rejeter vers une doctrine ou une croyance opposée. Un siècle de raisonnement et de critique succède à une ère de mysticisme, pour ramener bientôt la foi au mystère. L'hellénisme avait connu ces âges d'esprit métaphysique et

positif avant de se prosterner devant la Croix. — Que conclure donc? Peut-être nos formes sociales, comme nos théories intellectuelles, ne sont-elles pas en nombre indéfini? Chaque génération façonne à son usage la ruche où elle s'enferme, mais le nombre même des ruches est restreint. Et ne semble-t-il pas que nos grands systèmes se rattachent tous, plus ou moins, à quelques « catégories » initiales, quelques idées simples, dont les combinaisons seules sont innombrables? L'humanité tournerait ainsi, sans se lasser, dans le cercle un peu étroit de ses expériences; aucune d'elles n'est définitive. Bien des fois nos progrès donnent l'illusion d'un recommencement. Quelle part de vérité dans le vieil adage qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil qui éclaire, impassible, nos perpétuelles contradictions!

L'histoire n'est point une dialectique. Elle n'avance pas d'un mouvement uniforme, continu, mais par une suite d'oscillations. Il y a donc quelque fondement à la théorie de Vico, à la condition cependant d'exclure de ces « retours » le régulier et l'identique. Ce serait encore un mécanisme. Le rythme sera toujours quelque peu désordonné. Imaginez une symphonie où, de temps à autre, reparaissent les mêmes motifs, mais à intervalles inégaux, sur des modulations nouvelles. L'évolution se poursuit, parfois, d'un glissement insensible, ailleurs, accélérée ou soudaine. Telle société ne se transforme que par degrés; telle autre, par secousses. Celle-ci semble si bien défier l'œuvre des siècles qu'on la croit immobile; celle-là change si brusquement qu'elle paraît un autre peuple. Et dans chaque société, combien inégale la force d'impulsion ou de résistance des organes! La loi de corrélation qui unit les parties de l'ensemble ne les contraint pas à se modifier toutes en même temps. Un gouvernement se continue, la structure des classes s'altère; le régime social peut changer, les croyances demeurent; une croyance disparaît, alors que les institutions lui survivent. Enfin, dans ces retours inconsciens ou volontaires du passé, ne sommes-nous que des copistes? L'histoire ne se répète jamais complètement. Il n'y a pas deux idées, deux faits, deux milieux, pas plus que deux individus, absolument semblables. Nous innovons là même où nous ne croyons que reproduire. Il n'a pas suffi aux Français du Directoire de porter la toge ou la tunique, de restaurer le consulat, de déclamer contre les tyrans pour faire revivre la Rome républicaine. Des institutions, des

idées, des mœurs, qu'on croyait à jamais éteintes, peuvent reparaître, car il y a dans la nature humaine un fonds qui ne change pas ; mais elles s'enrichissent sans cesse de quelque trait nouveau, car il est de l'essence de l'esprit de créer toujours. L'homme ne refait pas l'histoire, il la continue ; et l'histoire avance, parce qu'elle est une vie, et que, par là même, elle implique la liberté.

Voici bien le problème essentiel. Cette plasticité de l'histoire, cette puissance de création et d'accroissement ne nous aident-elles pas déjà à le résoudre ? Quel est donc le penseur qui se flattait de reconstituer le passé humain, non tel qu'il fut, mais tel qu'il pouvait, qu'il aurait dû être ? Gageure bien puérile ! Il y eut, comme il y aura, des quantités de développemens possibles, sans que nous puissions dire que le seul réalisé fût le seul nécessaire. Nous le croyons tel, parce que nos yeux ne s'attachent qu'à des formes inertes, déjà fixées dans la rigidité de la mort. Mais n'oublions pas que ces formes furent vivantes, et que ces vivans d'une heure ont, comme nous, pensé et agi, comme nous, tâtonné sur les directions à suivre et l'œuvre à accomplir. L'humanité ressemble à l'artiste qui façonne et rejette tour à tour les ébauches incomplètes, avant d'achever celle où s'incarne son rêve. Notre route est « jonchée de débris de tout ce que nous commençons d'être, de tout ce que nous aurions pu devenir. » Et de ce devenir même, quelle conscience pouvons-nous avoir ? Toute conception déterministe trouvera ici sa pierre d'achoppement. Nous savons d'où vient le courant qui nous porte, nous ignorons où il nous porte. Tout au plus, et c'est l'œuvre du génie, réussissons-nous à entrevoir sa direction prochaine. Une même cause continuant à se produire, nous sommes fondés à conclure aux mêmes effets. Or, cette continuité, qui nous la dira ? Cette énergie, qui la mesurera ? Car qui mesure la vie ? Et comment l'homme, ce moment infime de la durée, est-il capable de l'embrasser toute ? Ainsi nos prévisions elles-mêmes sont limitées. Il y a beaucoup de finesse dans cette remarque de Hegel, que de l'œuvre du grand homme découlent souvent des conséquences qu'il n'avait pas voulues, qu'il n'aurait pu prévoir. Rien ne montre mieux la coupure infranchissable qui sépare des sciences de la nature inerte celles de l'esprit et de la vie. La matière se meut aveuglément dans le cercle invariable assigné à son travail.

L'homme, lui, est en face, non du nécessaire, mais du possible. Aucun calcul de probabilité n'est ici recevable. S'il est, au contraire, une certitude, c'est que, tôt ou tard, l'imprévu viendra s'insérer dans la trame des choses pour en changer le cours.

De ces élémens, quelques-uns nous sont étrangers. Extérieurs à l'homme, ils entrent, comme un accident, dans l'histoire. Que de fois l'avenir du monde s'est joué sur un coup de dés! Il y a des jours, où, tel un gagnant heureux, l'homme d'action n'a qu'à abattre les cartes qui décident de la victoire. Tout le sert : ses fautes, les circonstances, l'inattendu. Ailleurs, les plans les plus sages, les mesures les mieux concertées avortent sous la chiquenaude de quelque fait insignifiant. Cournot avait déjà, avec sa rigueur habituelle, analysé cette réalité du hasard. Mais une philosophie compréhensive y ajoutera encore la part de l'inexpliqué. L'histoire nous offre quelques-uns de ces faits déconcertans qu'aucune cause ne semble préparer, qu'aucune raison ne peut comprendre. Que, par exemple, une petite bergère de seize ans, perdue dans un village de la Meuse, ait pu se croire une mission et la prouver par ses victoires, qu'en dépit des intrigues de cour, de la grossièreté des camps, des perfidies de ses conseillers, de la haine de ses ennemis, elle soit restée pure, confiante, inébranlable dans sa foi, qu'abandonnée de tous, seule contre les docteurs, les juges, les hommes de loi ou les hommes d'église, tout ce qui était alors le savoir et le pouvoir, cette enfant ait réussi, non seulement à se défendre, mais à accuser et à confondre ses bourreaux, qu'elle ait prononcé quelques-unes des plus belles paroles que l'humanité ait entendues depuis l'Évangile, que cette mort rédemptrice ait sauvé la France, et, avec elle, par elle, le plus haut idéal religieux du monde, quelles explications positives nous donneront la clé de ce mystère? Renan a dit avec son scepticisme souriant et superficiel : « On n'a pas constaté une seule fois la trace d'une main intelligente venant s'insérer momentanément dans la trame serrée des faits. » En sommes-nous aussi sûrs? Un doute planera toujours sur de pareilles affirmations. Nous ne connaissons plus l'ἀνάγκη antique, la déesse impassible et implacable qui broyait l'homme sous la fatalité de son vouloir. Mais s'il est une vie au-dessus de la nôtre, si notre conscience ne nous trompe point, si bien, vérité, justice ne sont pas de simples formules de notre esprit ou des illusions de notre cœur, si l'Infini, qui

les possède, seul les communique, nous nous refuserons à croire que notre appel reste sans écho, destiné à s'éteindre dans les espaces muets d'un univers insensible. Penseurs et savans pour qui la raison et la nature postulent Dieu, ne se résoudront jamais à l'exclure de la vie de l'humanité.

Ces faits ne sont que des exceptions. L'homme est la cause visible de l'histoire. Et, s'il est dans l'histoire, que peut-elle sur lui? Que peut-il sur elle? Est-il comme accablé de son poids? Ou bien est-il apte à se libérer de la contrainte que lui imposent son temps et son milieu?

Notre XVIIIe siècle, tout imprégné d'idéalisme et d'esprit classique, avait proclamé le pouvoir absolu de l'individu sur la société. Cette théorie était fausse. Sous l'influence des sciences positives, il a bien fallu reconnaître ces lois de dépendance qui nous rattachent au passé comme au présent. Nous ne sommes pas des isolés dans l'ensemble. Notre vie qui prolonge, et qui prépare celle des autres ne se suffit pas à elle-même. Elle reçoit l'empreinte des générations qui nous ont précédés comme de celle qui nous entoure. Chacun de nous plonge dans la réalité sociale, de même que la plante dans le sol : éducation, mœurs, habitudes, tous ces progrès accumulés nous donnent nos premières idées et guident nos premiers pas. Mais, dans cette réaction contre le philosophisme, biologistes ou sociologues n'ont-ils pas trop sacrifié l'individu? Nous croyons, au contraire, que les lois d'hérédité et d'adaptation ne sont pas les seules. Si l'histoire doit faire une place à l'intelligence comme à l'action, l'homme échappe au joug. Sa dépendance n'est plus que conditionnelle, et, à son tour, c'est sur la société qu'il peut agir.

Le grand homme sera toujours la revanche de la liberté. Ce politique qui, de ses mains puissantes, pétrit l'âme et la forme de son peuple, ce savant, qui, dans le silence du laboratoire, découvre une loi inconnue ou des puissances et des existences insoupçonnées, ce saint, dont la parole et l'exemple entraînent, exaltent, rénovent les âmes, tels sont, chacun à son heure, les maîtres de l'histoire. Les grandes créations ou les grandes découvertes ont toujours frayé les voies nouvelles où s'engage le monde. Mais le génie lui-même, qui nous l'expliquera? L'hérédité? Rien ne montre une sélection lente et continue le préparant à naître. L'histoire le découvre aussi bien dans les patriciats que dans les rangs les plus obscurs. Les circon-

stances? Le milieu?... Que de mouvemens généreux, justes, profonds n'ont pas réussi, faute de l'homme nécessaire pour les conduire! L'histoire connaît ces avortemens. Et ce qu'elle remarque aussi, c'est qu'un homme a été grand, moins pour avoir suivi son siècle que pour l'avoir dominé. Il est exact que ces rudes créateurs de peuples empruntent au présent les matériaux dont ils se servent; mais à eux seuls est leur pensée; eux seuls choisissent, devinent, combinent, et plient à leurs desseins les intérêts indécis ou les volontés contraires. Et combien plus spontanées encore les découvertes intellectuelles! Nous ne pouvons oublier que la plupart ont soulevé contre elles les intérêts, les préjugés, les passions d'un milieu qui les a combattues. C'est que si le génie ne s'isole pas tout à fait de son temps, sa genèse même est insaisissable. Nous aurons beau pousser à fond notre analyse, nous arriverons toujours au résidu primitif, l'étincelle mystérieuse dont aucun procédé ne décompose les élémens.

On nous assure, il est vrai, que l'ère des grands hommes est finie, que le progrès de nos démocraties égalitaires restreint de plus en plus le nombre et l'action de ces privilégiés. Le génie disparaîtra : la technique et l'organisation prendront sa place, et l'individu ne sera plus alors qu'un rouage imperceptible du mécanisme social... Il est probable, au contraire, que l'esprit continuera à souffler quand il lui plaît et où il veut. Et d'ailleurs, que nous importe! Ne pourrons-nous répondre avec un de nos penseurs que « plus les idées et les passions se généralisent, plus l'influence des précédens historiques s'affaiblit. » Le génie peut représenter la forme la plus parfaite de la liberté ; il n'en est pas la seule. L'histoire nous montre cet effort incessant de l'homme pour échapper à l'automatisme des choses. Les âges primitifs ont connu la servitude de nos ancêtres à la nature. L'homme s'est affranchi. Les premières civilisations n'ont guère été qu'un ordre extérieur, imposé, immobile, fondé sur la contrainte des traditions et la séparation des castes. L'homme a brisé ces cadres. Et aujourd'hui, de quelque poids que pèsent sur lui les habitudes, les intérêts, les préjugés sociaux, comment douter, après plus de vingt siècles d'art, de philosophie et de spiritualisme, qu'il y ait une force qui les soulève : la puissance d'une âme libérée par un idéal? L'humble artisan qui met une part d'invention dans son œuvre, la petite servante

qui se donne au soulagement de plus pauvres qu'elle, la paysanne obscure, si proche de la terre qu'elle en reflète le hâle, qui, sa tâche accomplie, adore dans la soumission parfaite de son cœur, héroïsmes qui s'ignorent, dévouemens qui se dépensent, souffrances imméritées qui s'offrent, voilà les impondérables dont le poids fait pencher le plateau de la balance. Ne demandez pas à ces simples ce qu'ils doivent à leur milieu ; c'est en eux-mêmes qu'ils puisent leur force. Un aiguillon les pousse à créer de la beauté comme de la bonté. Et c'est par eux aussi que le milieu progresse. Ils sont le ferment de la masse, l'élément qualitatif qui accroît et élève la vie, puisqu'ils touchent à l'éternel.

L'histoire est une coopération. La société doit à chacun de nous, autant peut-être que nous lui devons, et cet échange incessant de services lui permet de se renouveler toujours. Je sais bien ce que nous diront encore les défenseurs du mécanisme : qu'une loi fatale condamne les peuples à naître, à grandir, à décroître, sans qu'aucune force humaine ne les sauve de la fin. — Combien plus consolante pourtant et plus vraie cette vieille maxime des Saints Livres : « Dieu a fait les nations guérissables !... » Et, sans doute, il y a des nations qui meurent : mais moins de l'usure du temps que de la fatigue de vivre. Ce n'est point parce que la vie physique se retire d'elles, c'est qu'elles-mêmes se retirent de la vie. Elles en laissent s'assécher la source : l'esprit de discipline, de dévouement, la croyance à un idéal, la pratique des vertus privées et publiques qui perpétuent les États comme les familles. Un peuple ne meurt pas quand il garde son âme, et cette âme, lui seul peut la sauver ou la perdre. De ces réveils inattendus, quel admirable exemple que notre propre histoire! Plus que toute autre nation peut-être, la France a connu les plus grands déclins et les plus étonnantes fortunes ; elle est passée presque en même temps de l'humiliation à la gloire, des sommets aux abîmes, des déchiremens intérieurs à l'union, des démembremens à la conquête. Il semble que, dans cette suite de contradictions, sa loi propre soit d'être au-dessus de toute loi. Une des leçons de cette guerre sera de lui avoir rappelé une fois de plus sa destinée. Hier encore, un pays divisé, indifférent, enlizé dans la poursuite du bien-être ou les querelles des factions, si endormi par ses rhéteurs qu'il ne songeait plus à se défendre, si anémié dans

sa croissance que des voix s'élevaient, un peu partout, pour prédire son agonie. Et voici que, dans le choc effroyable qui nous fut imposé, germent les vertus les plus hautes, l'endurance, le sacrifice, la tension de toutes les énergies, l'union de toutes les pensées, la volonté de se défendre, au prix même de la vie, et la conscience de servir quelque chose de plus grand, de plus durable que la vie : notre liberté et notre honneur... La France aura vérifié ainsi cette loi de renouvellement et de vitalité qu'un de ses plus illustres enfans, Le Play, avait eu le mérite de définir. L'Allemagne croit aux peuples prédestinés. Il y a surtout des peuples responsables. Les sociétés peuvent quand elles veulent. Elles ne subissent pas leur avenir : elles le créent.

IV

C'est encore M. de Bülow qui a écrit : « Dès qu'il s'est trouvé pour une chose une formule intellectuelle, un système, nous nous empressons, avec une ténacité imperturbable, de lui adapter la réalité... »

Le monde sait maintenant de quelles adaptations l'Allemagne est capable. Une conception de l'histoire dédaigneuse des faits, serve de la force, négatrice de liberté, imprégnée de matérialisme, construction artificielle d'ailleurs, trop simple pour être vraie, trop lourde pour être belle, où se discernent, plus encore que l'amour de la vérité, les appétits d'un peuple, en un mot, une philosophie de rapaces, toujours prêts à fondre. à dépecer, voilà ce que le germanisme prétend imposer au nom de la science. — En présence de ces idées, la France comprend-elle maintenant pourquoi elle lutte et pourquoi meurent ses fils? Sans doute, ses frontières historiques, quelques parcelles de son sol, morceaux de sa chair vive, l'équilibre de l'Europe, l'indépendance des peuples. Mais derrière ces intérêts, ce sont aussi les doctrines qui s'opposent. Dans la lutte gigantesque se heurtent deux esprits. C'est son génie que la France défend; non seulement ces qualités charmantes qui ont fait de sa littérature ou de son art la parure de l'Europe, mais ces vérités essentielles et éternelles sur lesquelles l'avenir du monde n'a cessé de reposer. La nation qui, tant de fois, s'est élevée contre la croyance au fatalisme, sous quelque nom qu'il s'offrît à elle qui la première a proclamé la liberté de la conscience, appliqué

aux relations sociales les idées de droit et de justice, de coordination et d'accord, et contre l'unité inflexible du mécanisme, défini l'unité harmonieuse de la vie, sauvera l'héritage de l'antiquité et du christianisme. Et s'il est vrai que nos erreurs intellectuelles aient leur contre-coup sur notre avenir moral, ce qu'elle défend encore, avec les saines méthodes de la spéculation, c'est la noblesse de l'homme. C'est pour ou contre cet idéal que les peuples qui nous regardent sont appelés à choisir.

Car il faut choisir. — L'histoire a-t-elle une « fin? » L'humanité est-elle en progrès...? Les anciens ne le croyaient pas qui plaçaient l'âge d'or dans le berceau des peuples. Notre rêve est devant nous ; et nous savons bien qu'inquiets de le poursuivre, nous serons peut-être impuissans à l'atteindre. Mais cette aspiration même est notre honneur. Dans ce remous de faits, cette houle de momens, de créations, de destructions, que l'histoire nous révèle, que peut-elle nous montrer, sinon l'instable et le relatif? Nous voulons nous diriger dans ce chaos, voir clair dans ces ténèbres. Il nous faut une lumière comme un principe d'action. Et c'est pourquoi, au delà du réel, nous chercherons toujours le possible, et, au delà du possible, le désirable. Oui, nous voulons un sens à l'histoire comme à la vie. Oui, nous concevons une « fin, » c'est-à-dire un ordre. Mais cet ordre, quel sera-t-il? Celui de la matière ou celui de l'esprit? De l'évolution inconsciente et aveugle ou de la raison et de la conscience? Subirons-nous la tyrannie de la force ou mettrons-nous la force au service du bien? Le monde sera-t-il organisé par le mécanisme ou la coopération? Par la guerre, la barbarie, ou par ces idées de droit, de devoir, de justice dont nous portons en nous l'impérissable empreinte? L'humanité sera-t-elle enfin livrée au règne de la Bête, se résignant, inerte et passive, à la fatalité du mal et à la pire des servitudes, ou verra-t-elle, avant de disparaître, se lever l'aube du royaume de Dieu?

Il dépend de nous d'en avancer l'heure. Notre choix est certain, comme notre espérance invincible. — Travaillons.

IMBART DE LA TOUR.

VERS LA GLOIRE[1]

PREMIÈRE PARTIE

LA FUITE DE L'AMOUR

I

Que de jeunes hommes avant lui étaient ainsi entrés dans la ville! Des jeunes hommes agités des mêmes sentimens, ambitieux, véhémens, amoureux de la chimère, curieux de la réalité, et riches de tant de désirs qu'il leur semblait impossible de ne pas en saisir les formes errantes, de ne pas posséder le monde!... C'était ici une de ces cités où l'on venait de loin chercher les moyens de parvenir, — fortune, célébrité, l'une et l'autre quelquefois ensemble; — où, depuis des siècles, les mêmes espérances avaient fait le même pèlerinage passionné et fervent; un foyer de science, un sanctuaire de sagesse dans lequel se continuaient les traditions des enseignemens antiques, et que l'esprit humain avait toujours regardé comme un de ses lieux de prédilection. Si grand est le prestige de l'Idée que, malgré les vicissitudes de leur histoire, ces villes ne cessent pas de rayonner d'un éclat particulier au milieu de tout ce qui se lève autour d'elles; elles sont comme marquées d'immortalité.

Confusément, Michel Sorguier pensait à ces choses en quittant le train qui venait de le déposer dans la gare de Montpellier. Il était dix heures du soir; peu de voyageurs étaient des-

(1) *Copyright by* Jean Bertheroy, 1915.

cendus de l'express, dont la longue ligne fumeuse et tressautante filait déjà vers Toulouse et Bordeaux. Cependant, dans la cour, les cochers des grands hôtels entouraient cet étranger de bonne apparence qui ne semblait point pressé de se remettre en route. Debout, son bagage posé à ses pieds, il jetait un premier coup d'œil sur ce qu'on apercevait de la vieille cité respectable, les grandes avenues bruyantes, très éclairées, et, plus loin, comme un puits d'ombre et de silence... La journée avait dû être chaude, bien que ce fût le commencement d'octobre; une odeur de pierre brûlée sortait des murailles, qui ne devaient jamais perdre complètement aux heures nocturnes la profonde tiédeur que durant le jour le soleil déposait en elles. Mais là-bas, dans le lacet des rues étroites et longues que l'œil devinait, la fraîcheur devait régner avec l'ombre; les étoiles au-dessus semblaient plus brillantes et plus serrées dans une zone de ciel plus sombre.

Michel se demandait dans quel quartier de la ville il allait être appelé à habiter; il ressentait une impression singulière qu'il analysait mal encore : c'était à la fois le contentement qu'on éprouve au terme d'un long voyage, et l'appréhension de l'inconnu. Français, il ignorait à peu près complètement la France; Parisien, il n'avait jusqu'à présent quitté Paris que pour de rapides randonnées dans les régions environnantes, et il conservait le préjugé de la province, de son atmosphère, de ses mœurs, de son esprit et de son « arriérisme. » Il avait fallu la mort de son père, dont il portait encore le deuil, pour qu'il se décidât, — sa mère étant morte elle-même quelques années auparavant, — à accepter l'invitation d'un vieil oncle qui le pressait de venir terminer à Montpellier auprès de lui ses études médicales. Là, du moins, il ne serait pas aussi isolé; il secouerait un peu cette tristesse de la solitude qui pesait sur sa jeunesse; il pourrait travailler avec plus de quiétude et de stabilité, et conquérir ainsi plus rapidement ses grades. Cet exil ne serait pas très long; après, il entrevoyait dans ses rêves une carrière brillante au sein de la capitale. Il était résolu à faire violence à la fortune : au collège, il avait toujours été le premier; pourquoi dans son existence d'homme ne continuerait-il pas à occuper les premières places? Cela valait bien le sacrifice qu'il consentait de trois ou quatre années consacrées au labeur austère, loin des centres brillans où il était accoutumé à vivre.

Il arrivait ici plein d'un grand vouloir de sagesse et d'effort, affranchi de toute servitude, le cœur libre, le cerveau vaillant.

Dans un coin de la cour, un commissionnaire cévenol, à la forte moustache rousse, guettait le voyageur silencieux. Il osa l'aborder enfin. Poliment, mais sans se départir de la dignité naturelle à sa race, il dit, avec l'accent ponctué du Bas-Languedoc :

— Monsieur ne va pas à l'Hôtel ? — Étudiant, sans doute ? Je connais tous les garnis où l'on peut être logé convenablement à proximité des Écoles, et aussi toutes les pensions bourgeoises. Il n'en manque pas dans la ville. Si je puis vous rendre service...

— Merci ! répondit Michel Sorguier ; je dois me rendre rue du Four-Saint-Éloi ; mais j'ignore où cette rue se trouve. Voulez-vous m'y conduire et porter mon bagage ?

— C'est facile.

Sur un petit charreton à bras, le vieux Cévenol hissa sans peine les colis de son client. Puis il lui sourit, avec un air d'encouragement. La jeunesse l'intéressait. Il était habitué à recueillir ainsi les « escholiers » en quête d'un domicile et à les conduire à bon port. Tout de suite il discernait ceux qui pouvaient s'offrir le luxe du petit appartement confortable où l'on a la sensation d'être chez soi, et ceux qui ne pouvaient ambitionner qu'une pauvre chambre mal meublée dans quelque quartier misérable. Mais sa bienveillance pour les uns et les autres était égale. Dans Michel Sorguier il avait reconnu un étudiant du genre distingué, de qui les poches devaient être suffisamment garnies ; un fils de famille évidemment... Pendant les quelques instans qu'il l'avait examiné, il avait aimé la douceur de ses yeux d'un bleu chaud et velouté et l'élégance de sa taille svelte et bien dressée, et dont les proportions harmonieuses faisaient paraître le jeune homme plus grand qu'il n'était en réalité. Michel témoignait d'un peu de mélancolie et de hauteur ; cela s'expliquait par son lieu d'origine ; tous ceux qui venaient du Nord étaient ainsi : retenus, concentrés et comme en défiance... Mais les autres ! ceux qui arrivaient des voisines cités méridionales, ou des îles de la Méditerranée, ou encore des vieilles provinces de Catalogne, quelle gaieté, quelle exubérance ! Ils avaient beau être « court d'argent » et n'apporter dans leur maigre valise que juste le nécessaire, la joie enflait les voiles de leur esquif, et le rire clair et doré comme

le soleil secouait toutes leurs inquiétudes... Cependant, le vieux Cévenol se sentait un secret penchant pour le groupe d'humanité que représentait à ses yeux Michel Sorguier; grandi dans le désert de la montagne, entre terre et ciel, cet homme rude avait conservé un penchant pour le mystère et pour l'auguste fierté des cœurs qui ne se livrent pas à la multitude.

Il avait pris les devans, laissant le jeune homme libre de poursuivre son rêve; de temps en temps, il se retournait, s'efforçant ainsi de régler son allure sur celle de son client. Michel ne se hâtait point : après ces longues heures passées dans la prison roulante du train, il trouvait doux et agréable de reconquérir peu à peu sa liberté, et de se mettre lentement en contact avec ces choses nouvelles pour lui. Tout était différent de ce qu'il s'était imaginé d'avance; tout était plus indéchiffrable, plus secret, et par là même plus inquiétant. Déjà le vieux commissionnaire avait quitté les avenues bien éclairées qui avoisinaient la gare, et brusquement il s'était enfoncé dans une rue sombre, sans boutiques, bordée de larges maisons aux persiennes closes, et qui sous le scintillement bleu des étoiles offrait la terne couleur de la rouille et l'opprimante sensation d'un complet silence. Sans doute cette rue conduisait-elle au dédale d'autres rues à peu près semblables, bordées de maisons larges et brunes, et noyées dans le même silence. Mais alors, où étaient les étudians? où était la jeunesse? A dix heures du soir, est-ce que tout le monde dormait déjà dans la ville? Michel se souvenait d'avoir lu peu de temps auparavant le récit maintes fois répété de l'arrivée de Rabelais parmi l'Université illustre à laquelle il devait ajouter le renom de sa propre gloire : Le jour tombait, et le voyageur tourangeau avait trouvé toute la population dehors en joyeuse rumeur. On se pressait pour aller entendre à la Faculté un bachelier en médecine qui allait entreprendre la soutenance de sa thèse; et tel était l'attrait de ces sortes de joutes, que pas un bourgeois ou un artisan n'eût voulu s'en désintéresser. Rabelais s'était joint à cette cohue pacifique; pour trouver le chemin de la Faculté, il n'avait eu qu'à suivre le courant humain, et il s'était donné le régal d'écouter d'abord sans mot dire la discussion des maîtres et du disciple. Mais bientôt, se substituant à eux, il avait repris et commenté la thèse; son verbe audacieux, prime-sautier, prodigieusement fécond, s'était diverti en de telles mirifiques gloses

que, séance tenante, on lui avait accordé le premier des grades qu'il était venu chercher ici... Et Michel se plaisait à évoquer cette étrange et complexe figure du plus illustre étudiant de Montpellier. Sans doute, planait-elle encore au-dessus de ces murs rouillés par la lente usure des siècles : et chaque nouveau venu en mal d'ambition ou de scientifique conquête songeait-il à celui-là qui avait d'emblée puisé dans son propre génie assez de force révélatrice pour éclairer d'un jour nouveau, au vif soleil de la France, les poussiéreuses effigies de Galien et d'Hippocrate.

Mais que tout cela était loin !... Et n'était-ce point un saut en arrière que l'on avait fait depuis lors ?... Quelles doctrines Michel allait-il trouver ici ? Quels enseignemens ? Quelles ressources ? Hésitant, anxieux, il se demandait s'il n'eût pas mieux fait de poursuivre à Paris le cours de ses études, assez brillamment commencées ; il regrettait presque d'avoir cédé si facilement aux sollicitations de son oncle Cléophas, — cet oncle qu'il connaissait à peine, et près de qui il allait maintsnant ranger sa studieuse existence. Deux ou trois fois seulement il l'avait vu dans les grandes circonstances, à la mort de sa mère, à celle de son père, et puis... il ne se souvenait plus. L'oncle Cléophas, qui n'avait jamais voulu prendre femme, n'aimait guère à quitter sa province. Comme il ressemblait peu à son cadet Alcide, — le père de Michel, qui lui, installé à Paris dès la dix-huitième année, s'y était marié et y avait fixé sa vie ! Ces deux frères, autant que Michel avait pu en juger, étaient aussi différens de sentimens et de disposition morale que de tournure et de visage. Michel avait eu cette chance de posséder un père gai, bon camarade, dépensant largement l'argent qu'il gagnait d'ailleurs avec facilité dans sa charge de commissaire-priseur, un de ces pères qui restent aussi jeunes que leurs fils et admettent toutes leurs petites faiblesses. L'oncle Cléophas, au contraire, figure rasée et sévère, ressemblait à ces statues assises des philosophes romains qui paraissent figés dans une méditation austère et interminable ; longtemps il avait professé le Droit, et maintenant, arrivé à l'âge de la retraite, il se consolait dans la familiarité de Marc-Aurèle et d'Épictète, et, à leur exemple, s'exerçait à la sagesse stoïque. Étrange compagnie pour un garçon de vingt-deux ans, habitué à la souriante complaisance d'un père trop vite enlevé aux joies du monde !

Michel retardait à dessein sa marche ; une envie le prenait de retourner à la gare, de remonter dans un train, de fuir...

Le vieux Cévenol avait-il vaguement soupçonné ce qui se passait en son âme ? Arrêtant son charreton au milieu de la chaussée, il feignit de laisser reposer ses bras, et doucement, enveloppant Michel d'un regard sympathique :

— Ça vous paraît triste, n'est-ce pas ? Vous tombez dans un mauvais moment. Et puis, quand on ne connaît pas une ville, on est tenté de la juger plutôt sur ses défauts que sur ses qualités ; — c'est comme pour les personnes.

Michel s'était rapproché, et maintenant ils avançaient à côté l'un de l'autre, dans la chaussée étroite.

— Ah ! si vous aviez été là il y a seulement vingt-trois ans, pour les fêtes du VIe centenaire !... Mais vous n'étiez sans doute pas né encore, ou à peine... Si vous aviez pu voir nos rues, nos monumens et jusqu'aux plus petites demeures pavoisées, enguirlandées, sur le passage du cortège, et tout le monde d'accord pour fêter cette date glorieuse. C'était une belle chose, monsieur. Je ne suis pas un homme instruit ; mais je comprends quand même ce qu'il y a de magnifique dans les manifestations de ce genre.

Il continua, voyant que Michel l'écoutait avec intérêt :

— Il était venu des gens de partout ; le président de la République d'abord, puis des ministres, des membres de l'Institut, des savans de tous les pays, même d'Amérique et d'Égypte ! Qui aurait pu croire que notre ville de Montpellier avait un tel renom dans le monde ? Mais c'était la jeunesse surtout qui était innombrable ! Tous ces étudians de tant de nations diverses, avec leurs costumes des temps passés et les bannières de leurs associations ! Sur la terrasse du Peyrou, quand tout ce monde fut réuni, c'était comme dans les tableaux que l'on voit aux églises, où toute la chrétienté se tient en assemblée plénière pour attendre la venue du Père éternel !... Cependant ce n'était pas cela qui donnait à cette fête sa grande allégresse. D'où venait la grande allégresse de cette fête, je vais vous le dire : pendant cinq journées, ces savans illustres, ces professeurs à cheveux blancs, tous ces grands personnages pour lesquels il n'y a jamais assez d'honneurs, ont fraternisé avec ces jeunes hommes et se sont assis au milieu d'eux pour leur tenir un langage simple et doux que tout le monde pouvait

comprendre. Et cela, monsieur, cet accord unanime de tous les cœurs, c'était plus touchant que tout le reste.

D'un revers de main, il essuya ses yeux qui s'étaient mouillés ; puis, ayant tourné avec son charreton dans une rue plus étroite encore, que dominait dans l'ombre la haute silhouette de la cathédrale, crénelée comme un donjon, il s'arrêta devant une porte aux luisantes poignées de cuivre :

— Voilà ! c'est ici, nous sommes arrivés.

II

L'oncle Cléophas travaillait dans son cabinet, au premier étage. Jamais il ne se couchait avant minuit. Mais, quand le douzième coup était tombé du haut de l'horloge voisine, il se levait, prenait sa lampe et s'en allait se mettre au lit.

Depuis son adolescence, il avait eu la passion des idées ; on pouvait dire qu'il les avait aimées voluptueusement, avec cette volupté de l'esprit qui dépasse de beaucoup celle de la matière. Ce célibataire endurci avait connu des joies qui, pour être pures, n'en étaient pas moins ardentes et exaltées ; cet homme froid, à la figure fermée de Romain, se serait volontiers laissé conduire aux Enfers pour la seule satisfaction de vérifier son stoïcisme, ou de rencontrer les ombres fameuses avec lesquelles il était accoutumé de s'entretenir : « Vivre avec les dieux, leur montrer sans cesse une âme satisfaite... », cette maxime de Marc-Aurèle était devenue la sienne. En réalité, il avait réussi sa vie, dans ce sens qu'il ne concevait pas quel autre usage il aurait pu en tirer ; il ne regrettait rien de ce qu'il s'était refusé ; il ne souhaitait rien en dehors de ce qu'il s'était accordé. Cette sagesse, ce parfait équilibre, n'allait pas sans quelques travers : Cléophas Sorguier avait des haines intellectuelles violentes et irréductibles ; les jeunes gens qui à l'école de Droit avaient suivi son cours ne l'ignoraient point ; ils évitaient de prendre parti dans les querelles retentissantes qui divisent toujours la jeunesse dès que reviennent, portées par des livres ou par des essais nouveaux, les éternelles questions sur lesquelles l'humanité n'a jamais pu parvenir à s'entendre. Il ne fallait pas, si l'on voulait être bien avec le maître, accepter les idées contraires à celles qu'il défendait si obstinément ; mais que l'on se rangeât de son opinion, qu'on admît en bloc sa doctrine ontologique et morale,

on était sûr de trouver en lui le plus inébranlable soutien.

Dans le silence nocturne, le bruit sec du charreton s'arrêtant devant la porte avait averti le philosophe. Lui-même descendit ouvrir, soucieux de ne pas déranger son domestique, qui reposait déjà depuis plusieurs heures. Tout était prêt d'ailleurs pour recevoir Michel; le second étage lui avait été réservé, répétant exactement le plan du premier : la chambre au-dessus de la chambre, le cabinet de travail au-dessus du cabinet de travail. Ainsi la maison héréditaire, qui avait appartenu autrefois au grand-père Sorguier, et où ses deux fils étaient venus au monde, allait se trouver constituer de nouveau une sorte de foyer familial.

Assis l'un en face de l'autre, l'oncle et le neveu causaient. Michel ne trouvait pas le temps long, pris tout de suite par l'ascendant extraordinaire qu'exerçait sur ses proches cette volonté puissante. Tant d'êtres ne sont, on l'a dit, que des reflets, que des clairs de lune, que les échos affaiblis d'une autre voix! L'oncle Cléophas existait sûrement par lui-même, et s'il s'était choisi des maîtres dans la grande famille des esprits, il les avait pris de sa parenté directe et ne leur obéissait point en esclave. Puis le jeune homme comprenait que de ce premier et sérieux entretien allait partir une direction décisive pour lui; trop intelligent pour ne faire état que de soi-même, il inclinait volontiers ses docilités devant ce guide éclairé et grave qui allait désormais remplacer son père, — un père bien différent de l'autre et pour lequel il n'aurait jamais la même qualité d'affection spontanée et tendre. Si jamais il s'attachait à celui-ci, ce serait par un sentiment conscient, d'homme à homme, un sentiment fait de raison et d'estime. Et cela lui paraissait déjà assez beau.

— Entendons-nous bien, expliquait l'oncle Cléophas. En te demandant de venir vivre auprès de moi, je n'ai eu nullement en vue d'exercer sur tes actes une surveillance qui me serait aussi importune qu'elle pourrait l'être à toi-même. Tu es libre; je ne te demanderai de confidences d'aucun ordre. J'ai rempli mon devoir envers toi, tu rempliras le tien en gardant en toute circonstance ta dignité d'homme.

Il jeta un regard de ses yeux vifs et pénétrans sur la personne agréable de Michel, qui l'écoutait avec une curiosité déférente. Il se plaisait à le trouver ainsi, et non infatué de soi et pré-

somptueux, ce qu'il avait craint un instant. Certain désormais d'être compris, il ajouta :

— Si ton père avait suivi mon conseil, au lieu de te diriger vers la médecine, il aurait fait de toi un jurisconsulte. C'est la plus belle profession pour un homme, et celle qui libère le mieux l'intelligence. Le jour où Placentin apporta dans notre pays encore barbare le Droit romain enseigné à Bologne par Irnerius, ce fut une révolution pacifique, mais la plus grande des révolutions; ce fut la liberté qui sans bruit venait de passer les Alpes; du coup, la condition humaine s'en trouva relevée et magnifiée; et cet honneur rejaillit sur ceux qui enseignèrent à la suite de Placentin. Ceci est un fait indiscutable : alors que la médecine était encore ici aux mains des astrologues arabes et des Juifs d'Espagne, notre École de Droit avait d'emblée atteint son apogée. Les professeurs, anoblis par leur seule érudition, recevaient le titre de Comtes en Lois, et, après leur mort, ils étaient portés en terre, le visage découvert, l'épée au côté, les éperons d'or aux talons, comme on faisait pour les chevaliers. Je ne veux point pour cela rabaisser la profession médicale; elle a aussi sa grandeur et sa noblesse; mon plus cher ami dans cette ville est un médecin, le docteur Dubail: c'est un esprit excellent. Je te présenterai à lui demain, et je le prierai de te servir de patron, ainsi que c'était l'usage autrefois pour chaque étudiant d'en choisir un qui veillait à ses débuts dans cette épineuse carrière; tu ne saurais en avoir de meilleur. — Maintenant, il faut aller te reposer; tu dois avoir besoin de sommeil. Il est vrai qu'à ton âge la fatigue n'existe pas; moi-même, qui ai dépassé soixante ans, je ne la connais pas encore; à défaut de jeunesse, la volonté me tient debout, — la volonté, et surtout le goût de vaincre ces misérables velléités de notre corps périssable.

Michel s'était levé, et l'oncle Cléophas, debout aussi, lui mit les deux mains sur les épaules; il souriait, contemplant avec une certaine tendresse ce jeune pèlerin de la vie, qui avait tant d'étapes à parcourir avant d'arriver à la complète réalisation de sa personnalité; sa voix se fit plus insinuante :

— Je ne te donnerai qu'un conseil, un seul; libre à toi de le suivre, si tu le crois bon : amuse-toi, travaille, prends tes amis parmi ceux qui mériteront tes sympathies; mais garde toujours intact le principe essentiel qui réside dans ta poitrine.

Souviens-toi de la parole du sage antique : *Ne laisse pas dévorer ton cœur.*

Michel, dans sa nouvelle chambre, ne s'était pas couché encore; il avait allumé une cigarette et, devant la fenêtre largement ouverte, il conviait les étoiles à faire avec lui le tour de ses impressions. Jamais il n'avait vu les astres aussi lumineux, et jamais non plus il n'avait surpris autant de scintillemens au bord de son âme. Mille espérances légères, agiles, s'échappaient de cette coupe pleine, et peuplaient les sentiers de son avenir. Ambitieux, il l'était par tempérament, par goût de la lutte et de l'effort, et par cet honorable désir qui pousse tout être intelligent à vouloir se réaliser pleinement ; mais il se défendait d'un vulgaire « arrivisme, » et les idées de richesse et de vanité n'avaient pas jusqu'à présent entaché son élan vers le succès. — Ce soir, en présence d'une nouvelle phase de sa vie, il s'appliquait à mieux regarder dans sa conscience; certes, il n'était pas un ange et, depuis l'âge de dix-huit ans, depuis sa sortie du collège, il avait mené une existence facile et cédé à plus d'une tentation. Mais il était résolu à être sage désormais; il placerait l'étude devant ses yeux comme une tour solitaire et haute dont il avait à franchir tous les degrés jusqu'au sommet. Dans ce coin de province, quelles occasions, d'ailleurs, aurait-il de se distraire du devoir?... Si les femmes qu'il avait fréquentées à Paris ne lui avaient pas laissé un souvenir bien délectable, quelles satisfactions trouverait-il ici, qu'il n'eût éprouvées déjà? Les femmes! Ah! mon Dieu! il professait à leur égard, non point du mépris, mais une indifférence assez dédaigneuse. Comme plusieurs de ses camarades du quartier Latin, il répétait volontiers que le féminisme l'avait éloigné des femmes, qu'elles étaient des empêcheuses de travailler, des obstacles à parvenir; de tout temps, elles avaient surgi sur les pas des jeunes hommes pour les détourner de la bonne voie ; maintenant, elles se mêlaient de leur barrer la route, elles se faisaient encombrantes, elles devenaient des rivales. C'était trop! On les mettait à l'index; ce n'était pas si difficile! On les remplaçait par le sport, le sport, chaste et vigoureux éphèbe, qui abat la fougue des nerfs sans détraquer la santé. Entre le sédentaire travail cérébral et les violens exercices au grand air, entre les cours nombreux qu'il

fallait suivre, les visites nécessaires, les séances à l'amphithéâtre ou à l'hôpital, et les heures données à la flânerie ou à la lecture, on pouvait facilement s'instituer un train d'existence acceptable dont serait banni un élément aussi perturbateur que l'élément féminin.

« Perfide comme l'onde, » avait dit Shakspeare.

Et l'Ecclésiaste :

« J'ai trouvé la femme plus amère que la mort. »

Sans aller jusqu'à ces affirmations extrêmes, Michel conservait une sourde et obscure méfiance de l'Amour. Il avait pu voir autour de lui tant de compromis honteux, tant de chutes et de ruines, tant de catastrophes irréparables, causés par cette force aveugle, qu'il se promettait d'y échapper. Et la formule de l'oncle Cléophas l'enchantait, parce qu'elle répondait justement à sa préoccupation intime : *Ne laisse pas dévorer ton cœur.*

Il se coucha, alors que la nuit avait déjà décrit plus de la moitié de sa course. Mais, si fatigué qu'il fût, il ne s'endormit pas tout de suite. Obstinément, il continuait à faire le tour de ses impressions errantes. Cependant, à l'étage au-dessous, et juste au même angle de la chambre où se trouvait le lit de Michel, l'oncle Cléophas, étendu dans son lit étroit, goûtait un bienfaisant repos. Épictète et Marc-Aurèle veillaient sur lui. L'insomnie n'avait aucune prise sur son cerveau, ni l'inquiétude, ni l'émoi du lendemain. De quelle matière pouvaient être construits ses rêves? Michel aurait voulu le savoir; et, ôtant subitement sa pensée de sa propre considération, il la posa sur ce Sage, sur ce Juste, dont les hasards de la destinée avaient fait son parent le plus proche. Un instant, prêt à glisser enfin dans le sommeil, il souhaita lui ressembler.

III

Il n'y avait qu'un tronçon de rue à traverser pour se rendre de chez l'oncle Cléophas à la maison du docteur Dubail. Ce voisinage rendait plus faciles les relations amicales, quasi fraternelles, qu'ils avaient nouées depuis près de quarante ans. Presque chaque jour, ces deux hommes, voués à d'incessantes recherches, se réunissaient et trouvaient le même plaisir à échanger leurs points de vue et à comparer leurs âmes. S'ils variaient dans leur façon de mettre en pratique des théories à

peu près semblables, ils avaient au même degré l'un et l'autre l'amour des conceptions philosophiques et le respect des quelques grandes vérités par quoi s'alimente et se vivifie sans cesse le génie des peuples. Tous deux étaient traditionalistes et fortement enracinés à leur sol. Quand ils allaient vers le soir se promener ensemble sur le Peyrou, et qu'arrivés à la terrasse supérieure, ils découvraient tout à coup l'immense arc-en-ciel de la Méditerranée nuancé au soleil couchant, tel un signe d'alliance posé là par le Créateur, la même surprise, toujours renouvelée, les forçait à s'arrêter, comme si ce spectacle se fût révélé à leurs yeux pour la première fois. L'île assoupie de Maguelonne, au milieu de cette jeunesse éternelle de la mer, achevait sa lente agonie dans les sables, et ce contraste de ce qu'il y a d'éternel dans les œuvres de Dieu et de périssable dans celles des hommes leur suggérait des aperçus dignes du Banquet antique. Ils n'en finissaient plus de deviser sur tout ce qu'avait vu passer cette Méditerranée grandiose, médiatrice, alternante, qui de l'Orient à l'Occident avait toujours porté sur ses flots les progrès accomplis par l'esprit humain. La Phénicie, la Grèce, Rome, toutes les civilisations actives et fortes du passé, elle les avait vues fleurir tour à tour. Elle était la mer biblique d'Ézéchiel et la mer peuplée de sirènes du grand Homère et des chantres helléniques. Maintenant, avec quelle grâce toujours plus tendre elle baignait ce rivage du Midi de la France en qui étaient venus se fondre tant de vestiges glorieux! Le régionalisme fervent du docteur Dubail et celui de Cléophas Sorguier s'exaltaient à ces conclusions heureuses; ils se regardaient avec des yeux pleins d'enthousiasme et de foi; ils oubliaient les rides de leur front et tout ce fardeau de la vie qui alourdissait leurs épaules; ils avaient vingt ans.

— Fais bien attention, disait l'oncle Cléophas à Michel, tandis qu'ils attendaient le docteur Dubail dans un vaste salon tendu de reps vert et meublé de sièges confortables; tu vas te trouver en présence d'un des professeurs les plus remarquables de cette Faculté, où tu devras désormais prendre tes inscriptions. Il n'est pas un de ses élèves qui ne l'adore, tout en le redoutant parfois, car avec lui nulle compromission n'est possible. Il te paraîtra sans doute au premier abord un peu doc-

trinal et distant ; mais tu te feras vite à ses façons, et tu ne tarderas pas à t'attacher à lui.

Michel, les paupières baissées, gardait le silence. Certes, il n'était point timide, et chaque fois qu'il avait eu affaire à ces doctes personnages qui président aux examens ou aux concours, il avait su garder son sang-froid et s'en était tiré à son honneur. Pourquoi donc en ce moment se sentait-il troublé et vaguement inquiet ? Était-ce le brusque changement de milieu, la solennité de ce salon de province aux tentures sombres, ou la valeur tout à fait exceptionnelle de ces deux hommes entre lesquels il allait être appelé à creuser son obscur sillon ? Si curieux qu'il fût de connaître les traits de celui que la sollicitude de son oncle lui avait choisi pour « patron, » il n'était nullement pressé de voir s'ouvrir la porte, — au contraire ; il eût préféré que ces quelques minutes d'attente se prolongeassent encore, pour lui laisser le temps de reprendre une assiette plus solide. Cependant, l'oncle Cléophas continuait à expliquer son ami :

— C'est un pur savant, un véritable idéaliste ; il aurait pu facilement amasser une grosse fortune en faisant de la clientèle ; il a préféré se contenter d'une modeste aisance, très respectable d'ailleurs, et garder toute l'indépendance qui convient à son caractère. Voilà un bel exemple pour les jeunes gens de ta génération.

Sans doute, sans doute... Michel admirait tant de désintéressement et de noblesse ; mais l'action aussi a son mérite ; l'action est la conséquence logique de l'idée, son prolongement nécessaire, sa fleur, son épanouissement... Puis la richesse loyalement acquise n'est pas à blâmer non plus, lorsqu'on n'en fait pas le but principal de l'effort. Le professeur ne serait-il pas un de ces hommes d'un autre âge, aux principes absolus, rigoureux, comme la province devait en garder encore tant de spécimens? Et alors, comment arriver à un accord, sur quelle base l'établir?... Le malaise où se débattait Michel augmentait sensiblement. Volontiers il s'en fût ouvert à son oncle, si celui-ci n'eût continué à discourir avec sérénité. Alors, il ne l'écouta plus que d'une oreille distraite. Pour se préparer au choc, il essayait de s'imaginer l'entrée dans le salon du docteur Dubail, et de se créer de lui, à l'avance, une image ressemblante.

La porte s'ouvrit enfin ; blanche, avec une chevelure de

flamme et des yeux d'un noir d'ébène, la face claire d'une fille de vingt ans se montra tout à coup au seuil du vaste salon ; un tablier rose, dont une gorge ronde faisait saillir la bavette, ajoutait à l'éclat de cette apparition inattendue. Michel s'était levé, et simplement l'oncle Cléophas lui nommait la nouvelle venue :

— Arlata, la fille de mon ami Dubail.

Puis, s'adressant à elle dans un tutoiement familier :

— C'est mon neveu de Paris que je voulais présenter à ton père. Mais il est occupé probablement; nous reviendrons après déjeuner.

Sans s'inquiéter de Michel, Arlata répondit d'une voix nette et assurée :

— Il faut rester, au contraire. Père m'a priée de vous demander de l'attendre un petit instant; il me dictait quelques notes, qu'il veut mettre en ordre avant de descendre.

Tandis qu'elle parlait, Michel l'examinait curieusement. C'était le premier être jeune qui se trouvait devant ses yeux depuis son arrivée à Montpellier ; et cette circonstance avait d'abord éveillé sa sympathie ; mais une méfiance ne tardait pas à le gagner. Cette fille qui paraissait ingénue et qui enfonçait naïvement ses mains dans les poches de son tablier rose, cette petite provinciale qui ressemblait à la fois à une nymphe de Henner et à une bergère de Watteau, devait, dans le fond, manquer de simplicité; elle aidait son père dans ses travaux scientifiques ; peut-être savait-elle le grec et le latin ! Une demi-savante encore, celle-là ! une « troisième sexe, » qui, tout en gardant la futilité de la femme, prétend se forger le cerveau d'un homme ! Boudeur, il cessait de regarder l'éblouissante chevelure, sous laquelle les yeux noirs dans la peau laiteuse faisaient un si piquant contraste ; il s'énervait de l'insouciance de l'oncle Cléophas. Pourquoi ne l'avait-il pas averti que le docteur Dubail avait une fille, et qu'on la verrait assurément en allant chez lui ? Il semblait traiter Arlata comme une gamine sans importance ; doucement il lui tapotait les joues. Peut-être n'avait-elle même pas vingt ans, mais dix-sept ou dix-huit, au plus ! Paternel, il lui disait maintenant :

— Et toi ? Tu travailles toujours pour passer ton examen de Lettres ?

Elle sourit et, de sa voix tranquille :

— Toujours ! Cela me change des formules abstraites que je suis obligée de rédiger avec Père. Les données de la science ne sont pas d'un accès facile..., tandis que la littérature, la poésie, l'histoire...

De nouveau la porte s'ouvrit ; cette fois, c'était bien le professeur Dubail qui entrait. Grand, un peu voûté, les cheveux grisonnans bouclés autour du cou, il offrait l'apparence d'un apôtre plutôt que celle d'un homme de cabinet. Si son ami Cléophas Sorguier avait la figure lisse et nettement découpée d'un Romain, il gardait, lui, plus de mystère et de rêve dans son visage allongé, qu'encadrait une barbe à souples anneaux. Son geste familier était de passer la main dans cette barbe soyeuse, que le ciseau n'avait jamais dû toucher. Il avait une belle main fine et longue comme son visage, expressive aussi, déliée, méditante. Tout cela, qui ne s'analysait pas au premier abord, composait un ensemble extrêmement intéressant et attirant. Ce personnage de haute allure semblait fait pour avoir des disciples et pour leur verser le vin généreux du savoir. S'étant approché de Michel, il le considéra un instant, tandis que Cléophas Sorguier, non sans quelque redondance, mettait sous sa protection ce neveu qui désormais, assurait-il, « lui était presque aussi cher qu'un fils. »

— C'est bon, dit le docteur Dubail, laisse-nous causer.

Il fit asseoir le jeune homme près de lui, sur un vaste canapé. Arlata, au courant des façons de son père, entraînait pendant ce temps l'oncle Sorguier à l'autre extrémité du salon. Ce tête-à-tête, loin de gêner Michel, le mit au contraire plus à l'aise ; il était reconnaissant à son futur maître de ne pas mêler un élément profane aux confidences de leur premier entretien. L'intimité professionnelle, malgré la distance qui les séparait, les classait à part, leur donnait le droit de parler entre eux, à voix basse, de choses que le commun des mortels ne pouvait entendre. Aucune banalité, aucune affectation pédante, mais le respect de la personnalité humaine, si chère aux âmes délicates...

— Ainsi, reprenait le docteur Dubail, vous avez déjà fait deux années de médecine à Paris : c'est fort bien, mais je vous engage à reprendre ici l'ensemble de vos études. Je ne parle pas des examens que vous avez passés, et dont le bénéfice vous reste acquis ; mais il y a ce que j'appellerai la base de la médecine, tout ce travail préparatoire sans lequel notre profession est

ravalée à un rang inférieur et condamnée, comme on l'a dit, à un grossier empirisme. Voir des malades, beaucoup de malades, s'appliquer au diagnostic, il semble que ce soit là l'unique préoccupation de nos futurs docteurs; ils feraient mieux de s'attarder davantage aux laboratoires et aux sciences physiques et naturelles, à l'histologie... Le laboratoire, eh! mon Dieu! c'est là que se sont formées nos illustrations les plus pures. Le laboratoire d'abord, la clinique ensuite...

— C'est bien vrai, dit Michel; mais la faute n'en est pas toujours aux étudians, s'ils ne peuvent se livrer comme il le faudrait à ces exercices préliminaires; ils sont tellement nombreux; leur nombre augmente chaque jour. J'ai pu voir cela de près à Paris. L'encombrement est terrible! et c'était un grand regret pour moi de ne pouvoir mieux me livrer à des travaux dont je comprenais toute l'importance.

— Ici, vous aurez toutes les facilités; notre École a toujours mis au premier rang la pathologie expérimentale, et nous n'avons pas attendu Pasteur pour comprendre la nécessité de cette organisation. Mais il y a mieux : depuis une trentaine d'années, un nouvel essor a été donné à toutes les branches de l'enseignement. Nous sommes en pleine renaissance; vous ne tarderez pas à vous en apercevoir. C'est une singulière joie pour nos élèves, — presque une ivresse, — d'avoir tant de merveilleux instrumens de travail à leur disposition. Nos instituts de chimie, de botanique, notre bibliothèque universitaire complètent un ensemble qui n'a pas encore été égalé. Ah! l'on peut rêver de gloire et de science dans les vieilles rues gothiques de notre cité! La gloire, la science, elles sont partout, elles ouvrent leurs ailes au-dessus de cette jeunesse enthousiaste d'où sortiront demain de nouvelles forces pour notre pays.

Il s'était levé et tendait ses deux mains à Michel. Leurs regards se pénétrèrent; un peu d'émotion virile et saine agitait leurs âmes. Michel eût volontiers baisé ces mains parfaites, ces mains bienveillantes et vénérables, qui lui étaient si généreusement tendues. Tout ce qui lui restait de sensibilité fraîche et vive vibrait en cette minute. Des souvenirs charmans lui venaient à la mémoire. Il songeait à Pythagore, qui, sur un autre rivage méditerranéen, des milliers d'années auparavant, enseignait à une autre jeunesse aussi frémissante les mystérieux plaisirs de la sagesse. Il lui semblait que c'était un second

Pythagore qui lui parlait, un Pythagore du xxe siècle, à la voix aussi éloquente; et il eût aimé entendre encore cette voix, écouter plus longtemps ces conseils...

Cependant l'oncle Cléophas et Arlata s'étaient rapprochés. Tous deux souriaient, connaissant le pouvoir de séduction de ce grand vieillard austère.

— Eh bien! demanda l'oncle Cléophas à son ami, es-tu content de ton nouvel élève?

— Oui; nous en ferons quelque chose...

Et il ajouta, tenant toujours le jeune homme sous son regard :

— Nous en ferons un savant d'abord; et, quand il retournera dans la capitale, il aura appris non seulement les effets : il connaîtra aussi ce que l'on peut connaître des causes...

IV

Après les émotions de ces dernières vingt-quatre heures, Michel éprouvait un singulier délassement à errer seul à travers la ville ignorée où il allait vivre. La prise de possession de cet inconnu l'amusait comme une découverte. Il était par tempérament badaud et flâneur dans les instans de loisir qu'il ne consacrait pas à l'étude; un rien accrochait son attention, la retenait, lui suggérait mille remarques dont la fantaisie ne tarissait point. Parce qu'il était imaginatif, la réalité prenait à ses yeux des apparences multiples et imprévues; et, comme il était instruit, il prêtait à ces choses la richesse de son esprit cultivé.

Certes, les rues étroites et longues, couleur de rouille, qu'il avait entrevues la veille à la lumière des étoiles et qu'il revoyait en plein midi, sous l'averse cinglante du soleil, ne le séduisaient qu'à demi. Mais il devait y avoir autre chose. Il marchait au hasard, se refusant à s'orienter autrement que par l'instinct intérieur qui le guidait. Il allait, à l'opposé de la gare et des brillantes avenues de l'arrivée, il allait vers le Nord, où d'autres voies nouvelles éventraient les vieux quartiers, au delà d'un mince cours d'eau, le long duquel de pauvres échoppes de tanneurs et de tonneliers subsistaient encore. Les faubourgs et l'animation de la vie populaire l'attiraient. Il se disait que derrière les cinq ou six générations de bourgeois dont il était issu, il y avait eu sans doute parmi ses ancêtres quelque rude

travailleur aux mains calleuses, à la face obscure, qui avait vécu dans une de ces échoppes penchées sur les eaux fétides de ce ruisseau, et qui avait usé sa vie à établir la souche que lui, Michel Sorguier, devait consolider à son tour. Cette pensée ne l'humiliait point; il n'en ressentait que plus d'impatience à vouloir « percer » par lui-même, et à illustrer le nom de ses pères d'une façon éclatante et définitive.

— Gabriel d'Artissac? Ah! par exemple!

Michel venait de se heurter à un autre passant solitaire qui, tête baissée, s'avançait en sens inverse dans la ruelle tortueuse où il s'était engagé. Et aussitôt, mains dans les mains, les deux jeunes gens achevaient de se reconnaître.

— Toi, Michel! Si je m'attendais à te rencontrer!

— Comme tu as changé depuis le collège!...

En faisant un rapide décompte du temps, ils arrivèrent à cette conclusion qu'il y avait près de cinq années qu'ils ne s'étaient vus. A leur sortie de Rollin, où ils avaient été condisciples, ils avaient accompli leur service militaire. On s'était écrit quelquefois; puis ç'avait été fini, on n'avait plus entendu parler l'un de l'autre.

— Mais comment es-tu ici? insistait Michel; je croyais, tu m'avais répété cent fois, que tu devais faire ton Droit à Paris, puis essayer de l'art dramatique, tenter de devenir un auteur célèbre. Et je te retrouve dans cette ville de Montpellier, qui n'est pas précisément un foyer de production littéraire.

— Mais toi-même?

— Moi, c'est différent! Je suis presque chez moi dans ces parages; mon père y était né; mon oncle y habite encore. J'ai perdu mon père récemment; je suis venu continuer mes études de médecine près du seul parent qui me reste.

— Mon pauvre ami! fit Gabriel d'Artissac, en lui serrant de nouveau les mains.

Cette réunion imprévue les enchantait; leur amitié de collège avait été étroite, d'autant plus étroite que constamment ils avaient été rivaux; pendant tout le cycle de leurs humanités, depuis la quatrième jusqu'à la philosophie, ils s'étaient disputé les premières places. Michel était plus attentif, plus assidu au travail; mais Gabriel se rattrapait par des dons exceptionnels: une intuition, une compréhension merveilleuses, une élasticité

d'esprit qui d'un bond le mettait au centre des questions les plus broussailleuses; il pouvait perdre des heures en divagations excessives, il parvenait toujours à retrouver son équilibre; — et Michel, qui le savait, avait envié plus d'une fois cette double faculté de rêves et de réalisation, qui permettait à son camarade d'être tour à tour artiste, poète, musicien, et de rester quand même un concurrent redoutable en mathématiques et dans toutes les sciences exactes.

— Enfin, insista-t-il, tu vas bien me dire quelle branche de l'Encyclopédie universelle t'occupe actuellement. Tu as renoncé au Droit?

— Pas du tout! Mais, pour varier, je fais aussi de la Médecine. Cela t'étonne? Tu vas comprendre : à la suite de je ne sais quelle imprudence, j'ai eu une pleurésie grave, et il m'en était resté, paraît-il, quelques germes inquiétans pour l'avenir. Alors l'idée m'a pris de me surveiller moi-même, de rechercher exactement ma diathèse; — et je suis venu, nouveau disciple d'Asclépios, dans cette antique Faculté, puisque aussi bien on m'ordonnait le Midi et l'écart absolu de toutes les tentations parisiennes.

— Quel bonheur pour moi de te retrouver, cher ami!

Michel avait passé son bras sous celui de Gabriel d'Artissac. Il continuait à examiner ce fin visage un peu délabré, aux yeux gris violet, à l'expression finement aristocratique. Gabriel était ce qu'on appelait autrefois « un fils de seigneur; » son père, le comte d'Artissac, possédait en Dordogne un château du XIIIe siècle qu'il avait fait restaurer et où il vivait en gentilhomme campagnard, chassant, pêchant, montant à cheval et faisant valoir ses quarante hectares de terre. Mais Gabriel avait horreur de ce genre d'existence, qu'il traitait simplement d'abrutissante. Il voulait conduire sa barque au gré de sa fantaisie, et tâter de diverses conditions avant de se fixer à quelqu'une. Il n'était point pressé; il se contentait de modestes rentes, vivait dans un logis étroit, qu'il appelait sa tour d'ivoire, menant de front l'érudition et la poésie, et, au milieu des autres étudians, faisant figure d'un original qui n'aurait pas versé dans la Bohème : Michel constatait déjà que l'héritier unique du comte d'Artissac avait bien évolué dans le sens qu'il avait prévu, que l'inclination à se libérer de toute contrainte, qui était la dominante de son caractère, l'avait emporté sur

l'autre penchant, celui de l'ambition et de l'orgueil. Mais, somme toute, c'était une bonne fortune inespérée que de retrouver si loin de Paris ce confident de son adolescence. Grâce à ce hasard, beaucoup des démarches de la première heure lui seraient rendues plus faciles, — et d'abord l'introduction dans ce monde des étudians, qui devait être ici plus fermé, plus réservé qu'ailleurs, bien que composé sans doute d'élémens plus disparates. Michel eût éprouvé quelque crainte à s'y mêler sans un guide; maintenant, il était pressé de faire connaissance avec ces futurs compagnons de sa vie quotidienne. Si décidé qu'il fût à rester studieux et ponctuel, il ne pouvait passer tous ses instans entre l'oncle Cléophas et le docteur Dubail, — entre Pythagore et Sénèque, comme il les nommait dans sa pensée. La jeunesse aime la jeunesse... Michel se promettait de bonnes heures de détente et de joie, satisfaction nécessaire à ceux qui se donnent tout entiers dans le travail. A Paris, quand il avait passé brillamment un examen, son père avait coutume de lui remettre quelques louis pour « faire la fête. » Il ne voulait plus faire la fête; il entendait ménager son temps et ses forces; mais il ne voulait pas verser dans une austérité exagérée, ridicule à son âge, surtout étant donné l'éducation libérale qu'il avait reçue. Tout à coup une idée lui traversa l'esprit :

— Dis-moi, Gabriel, es-tu resté aussi dévot qu'autrefois?

Gabriel d'Artissac ne put réprimer un léger battement de ses paupières sur ses yeux mauves.

— Toujours! Te rappelles-tu quand nous avons fait la première Communion dans la petite chapelle du collège? J'étais ravi à la suprême puissance. Eh bien! c'est toujours pareil. Je me confesse, je communie, je remplis tous les devoirs d'un bon chrétien.

— Et les libertés que tu dois prendre avec ta conscience, comment t'en arranges-tu?

— Mon cher, l'homme n'est ni ange, ni bête... répondit Gabriel, citant Pascal, qui lui-même avait cité Montaigne.

Ils restèrent un instant silencieux; cette plongée brusque dans ce qu'il y a de plus délicat au fond de l'âme humaine avait dérangé leur juvénile animation. Cependant, Gabriel reprit avec bonne humeur :

— Et tu habites chez ton oncle, sans doute, Cléophas Sor-

guier? Mon cher, tu n'as qu'à bien te tenir toi-même. C'est un homme strict avec soi, strict avec les autres, et qui n'entend pas qu'on plaisante sur les principes de la vertu stoïcienne dont il est imbu. Je l'aimais beaucoup autrefois, et même je l'aime encore; mais il a cessé de m'accorder son estime, quand il a appris que j'avais mis en musique quelques vers de Rabelais, qui sont devenus, à nous autres étudians d'ici, notre chant de ralliement, et comme le *leit motiv* de nos randonnées pittoresques.

— Oh! oh! et quels sont ces vers?

— Tu les connais sans doute; sinon, tu ne tarderas pas à en avoir les oreilles rebattues. Écoute :

Gabriel s'arrêta et du fond de la ruelle déclive, tortueuse et toute peuplée de sournois échos, il entonna d'une voix retentissante :

Patenôstres et Oraisons
Sont pour ceux-là qui les retiennent;
Ung fifre allant en fenaisons
Est plus fort que deux qui en viennent...

Michel s'était pris à rire. Avait-il jamais connu ce quatrain du fameux père de Pantagruel, « abstracteur de quinte Essence? » Peut-être, mais il l'avait oublié, comme tant d'autres choses qui flottent un instant dans l'esprit et n'y laissent ensuite que l'ombre bleue d'une fumée.

— C'est pourtant bien innocent, déclara-t-il.

— Sans doute; mais c'est irrévérencieux. Cela revient à dire qu'il ne faut pas trop écouter les leçons de l'expérience et que le pâtre qui s'en va moissonner aux champs de la vie, un refrain aux lèvres et sans autre ressource que sa jeunesse, vaut deux fois ces prudens vieillards à bout de souffle qui sont, comme on dit, sur le retour. Du moins, est-ce ainsi que nous avons interprété l'oracle.

Il fredonna encore, mais plus bas et comme pour se réjouir soi-même :

Ung fifre allant en fenaisons
Est plus fort que deux qui en viennent...

— Maintenaut, proposa Gabriel, je vais te conduire à notre brasserie, sur l'Esplanade. C'est là que nous nous retrouvons chaque fin d'après-midi, quand nous ne sommes pas dans la maison en face, un véritable palais construit spécialement pour

nous, où flotte notre drapeau, — et où nous avons établi le cercle de notre Association d'étudians. Je te mènerai là plus tard, quand tu auras fait connaissance des camarades; pour aujourd'hui, la brasserie suffira à nos expansions fraternelles. Et ceci n'est pas un vain mot; tu verras quelle solidarité règne dans notre Université entre tous les étudians, riches ou pauvres, étrangers ou autochtones; on se groupe, on se serre les coudes. Dame! les distractions manquent un peu! Ce n'est plus comme à Paris. Alors, on essaye de s'amuser entre soi; on s'ingénie, on met en commun toutes les ressources. Nous donnons de belles séances d'art quelquefois à notre cercle; et nous invitons les professeurs, qui viennent, bénévoles, se divertir avec nous. On est en famille! C'est la maison de la Science et de la Paix.

Dans la grande Brasserie de l'Esplanade, Michel avait été reçu chaleureusement. On lui avait offert « la tournée d'accueil; » et déjà on l'initiait aux rites de cette bienvenue. Sébastien Lepic, un grand garçon aux épaules solides, à l'allure décidée, originaire de Pézenas et qui, dans la vieille Université, se trouvait chez lui, faisait les honneurs et présentait les autres camarades.

— Nous ne sommes pas bien nombreux aujourd'hui; les cours des Facultés ne sont pas encore rouverts; mais les plus enragés travaillent quand même et s'entraînent pour la lutte. Voici Albéric Gouvion, futur grand chirurgien, futur membre de l'Académie des Sciences; c'est un anatomiste de première force; les « macchabées » n'ont pas de secret pour lui. — Voici Bernard Dureval, futur député, futur homme d'État; peut-être sera-t-il un jour président de la République; pour le moment, il superpose l'étude de la sociologie à celle de la médecine; ne parlez pas politique avec lui; c'est un farouche, un pur, qui a des argumens jusqu'au bout des poings; à part cela, on peut tout lui demander, — le meilleur enfant du monde...

Sébastien Lepic s'arrêta pour vider le bock de bière qui était devant lui. Il désigna encore Pierre Brizuela, un Catalan au regard à la fois prudent et aventureux, râblé et nerveux comme un toréador; puis il posa sa main puissante sur l'épaule d'un étudiant « de couleur, » dont la tenue impeccable faisait ressortir davantage le teint de pruneau cuit et les yeux au bulbe jaunâtre.

— Béhémond, l'illustre Béhémond! Il n'est pas d'ici; le soleil de la Guadeloupe a éclairé son berceau. Mais il repré-

sente au milieu de nous une race longtemps persécutée, et nous le chérissons comme un frère. Celui-ci n'est pas venu en France seulement pour faire la fête; il travaille; il *continue*. Cela ne l'empêche pas d'avoir pour les belles filles d'ici une prédilection touchante, il les aime toutes, brunes ou blondes, petites ou hautes, minces ou grasses. Ah! oui, il les aime bien toutes; n'est-ce pas, Béhémond?

Le mulâtre répondit par un large sourire; ses dents magnifiques, plantées comme des cailloux dans ses gencives d'un rouge écarlate, illuminèrent une seconde son visage obscur; — et il paraissait heureux.

— Il faut vous dire, reprit Sébastien Lepic en s'adressant directement à Michel, que les femmes de Montpellier ont été de out temps célèbres par leur beauté. Certains érudits prétendent même que c'est cette beauté qui servit de marraine à la ville : *Mons puellarum*, le mont des belles filles. Ce n'est pas déjà si mal! mais il y a mieux : le roi Charles VI, en l'an de grâce 1380, se trouva tant amusé par les attraits de nos « friches dames, » — c'est Froissart qui parle par ma bouche, — que, venu pour une journée, il resta douze jours durant, s'abandonnant au milieu d'elles, « dansant et carolant, et leur offrant maints soupers grands et beaux et bien étoffés. » Béhémond, en ceci, ne fait que continuer la tradition des rois de France.

Gabriel d'Artissac, à cet instant, trouva prudent de se rapprocher de son ami.

— Tu vois, je ne t'avais pas tout dit : je te laissais la surprise... « Les friches dames! » Eh! eh! les friches dames du Midi!... Il ne faudrait pas cependant trop se monter l'imagination à leur sujet; elles ressemblent beaucoup à nos aimables hétaïres du quartier Latin, sauf qu'elles sont plus ingénues, moins intéressées, et qu'il leur arrive quelquefois, — pas souvent, — d'aimer le plaisir pour lui-même.

— C'est certain, approuva Sébastien Lepic. On n'a pas de peine à leur enseigner cette doctrine philosophique que le but de la vie, c'est la vie; ou encore celle-ci de notre maître à tous (il ôta pompeusement son béret cravaté d'une bande tricolore), Rabelais : *Fais ce que voudras!*

A cette minute, une grande fille vêtue d'un chandail orange, qui moulait exactement ses formes, fit son entrée dans la brasserie. Elle jeta un coup d'œil sur la table, où, autour des bocks,

devisaient les étudians; en voyant un nouveau venu, elle s'arrêta. Mais déjà Sébastien, dont les prunelles se remplissaient d'une lueur fourmillante, lui faisait signe :

— Approche, Denise, et n'aie pas peur : ce n'est qu'un homme de plus. Il vient de Paris, ce qui ne veut pas dire qu'il soit bâti autrement que nous le sommes; il a, comme nous, deux yeux, deux oreilles, une bouche et les autres organes nécessaires au fonctionnement du corps humain. Je te présente Michel Sorguier, étudiant en médecine de troisième année.

Denise tendit sa main au Parisien, qui, seul parmi les jeunes gens, s'était levé, et qui, assez mollement, répondit à cette invite. La grande fille au chandail orange émettait une forte odeur d'eau de Lubin, mêlée à cette *odor di femina* troublante, même pour les plus sages; et il était visible que ses vêtemens étaient réduits au strict nécessaire; nulle armature, nul faisceau de baleines n'emprisonnaient ses formes fermes et jeunes, dont le chandail dessinait l'ondulante ligne.

— Ça va, aujourd'hui ? demandait Denise aux autres étudians.

Mais oui, ça allait bien, ça allait toujours bien! Béhémond voulut faire apporter du champagne. Mais Michel réclama : c'était à lui de rendre la politesse. On déboucha le champagne; les coupes se heurtèrent, où pétillait le liquide aux reflets d'or. Seul, Gabriel d'Artissac avait fait remplir la sienne d'un soda léger; il avait fondé la Ligue des Buveurs d'eau; mais jusqu'à présent, avouait-il sans s'étonner, il était l'unique membre de cette Ligue éminemment bienfaisante et utile.

V

Avec Sébastien Lepic, Michel s'était senti tout de suite à l'aise. La verve directe et toute latine de ce nouveau camarade répondait même mieux à sa mentalité que la fantaisie outrancière de Gabriel d'Artissac, qui, d'ailleurs, vivait plus à l'écart dans sa tour d'ivoire, où il logeait tant de rêves, de chimères et de nébuleux idéal. Avec Sébastien Lepic, le nouvel étudiant avait visité les deux grands hôpitaux de fondation récente, l'Urbain et le Suburbain, reliés entre eux par une large avenue silencieuse; la Faculté de médecine établie dans un ancien prieuré bénédictin, et le nouveau Palais de l'Université élevé sur les restes de l'ancien hospice Saint-Éloi. Il connaissait maintenant

ce milieu spécial et imposant, où les étudians tournent en rond comme des écureuils dans leur cage, en attendant l'heure de s'élancer dans la forêt reverdissante et touffue du savoir.

Une semaine encore séparait Michel de l'ouverture des cours, qui se faisait le jour de la Saint-Luc, patron traditionnel des médecins. L'antique alliance de l'Église avec l'Enseignement, dernière survivance du Moyen Age, se manifestait ici, sans choquer personne : sainte Eulalie protégeait encore la Faculté de Droit, et Raymond Lulle, le docteur illuminé, audacieux et prophétique, qui porta si loin les investigations de son génie sans sortir de l'orthodoxie du dogme, errait toujours, à n'en pas douter, entre les murs de l'ancien prieuré bénédictin et dans ces cours vastes et sonores, où il avait appliqué les principes de son *Ars Generalis*. Cette intimité, cette association étroite du passé et du présent communiquait à Michel une sorte d'enthousiasme secret dont il commençait à goûter puissamment le charme. Cette ville de province ne ressemblait décidément pas au tableau qu'il s'en était tracé ; sa monotonie n'était qu'apparente ; une foule nombreuse, exaltée, passionnée, vivait en elle; les Ombres et les Idées se tenaient par la main et menaient par les rues une farandole de gloire. On se heurtait à elles à chaque pas ; on respirait leur souffle embrasé. « Ah! ah! disaient-elles, nous n'avons pas cessé de vivre ; nous sommes les ombres des grands esprits que la curiosité du Connaître tourmente encore. — Et nous, nous sommes les Idées éternelles, toujours parées d'attraits, et toujours vierges aussi ; car, si nous recevons les baisers ardens des hommes, aucun, jamais, ne nous a possédées entièrement. » Et Michel rêvait de devenir une de ces ombres, de se nouer à l'interminable farandole, de tenir par la main ces Idées belles, dédaigneuses, désirables, ces Idées plus désirables que les plus belles filles de la terre. Il les sentait passer autour de lui; il était pris du tremblement subit du désir; ses lèvres se refroidissaient; son cœur jeune sautait dans sa poitrine.

Devant la Faculté de médecine, entre les statues de Barthez et de La Peyronie, qui gardaient l'entrée du Temple comme deux sphinx énormes et muets, il attendait Sébastien Lepic. Les deux jeunes gens s'étaient donné rendez-vous pour se diriger ensemble vers l'Institut de Botanique, — une merveille!

avait-on dit à Michel, — où l'enseignement de la physiologie des végétaux était donné, par des maîtres fameux, aux élèves de médecine et de pharmacie. Malheureusement, c'étaient surtout les étudians étrangers qui profitaient de cette installation insigne; les Espagnols, les Russes, les Allemands surtout, venaient y chercher le complément nécessaire à leurs études scientifiques. Michel s'était promis de suivre les cours, dont le docteur Dubail, — Pythagore, — lui avait signalé l'importance. Puis il voulait faire entrer le plus de choses possible dans sa vie laborieuse, et cette étude du monde végétal lui semblait constituer un délassement précieux aux répugnans travaux de l'amphithéâtre et à la contemplation continuelle de la douleur.

Mais que faisait donc Sébastien Lepic? Il était près de trois heures et demie, et l'on devait se retrouver à trois heures entre La Peyronie et Barthez. Quelque histoire de femme, sans doute, retenait l'étudiant de Pézenas, ordinairement ponctuel. Dès leur première rencontre, Michel n'avait pas eu de peine à discerner en lui le tempérament d'hommes sur lesquels l'influence de la femme s'exerce avec le plus de redoutable malignité; robuste, sanguin, invulnérable en apparence, il était l'un de ces innombrables Hercules destinés à filer servilement aux pieds des Omphales exigeantes et perverses. Et Michel le plaignait sincèrement de cet esclavage; il aurait voulu pouvoir lui passer un peu de sa misogynie actuelle et lui faire accepter la formule que l'oncle Cléophas lui avait donnée comme unique règle de sa conduite : « Ne laisse pas dévorer ton cœur. »

La demie sonna à l'horloge de la cathédrale, qui, depuis tant de siècles, mesurait le temps aux escholiers de l'Université. Enfin, au delà du porche de la vieille église, Michel vit apparaître la haute silhouette de Sébastien, accompagnée d'une claire silhouette féminine; mais ce n'était plus le chandail orange qui moulait si voluptueusement les formes de la grande Denise; cette jupe et ce corsage bleu pâle dessinaient un corps plus frêle, plus délicat, plus adolescent. Arrivé sous le porche, le couple s'arrêta, et Sébastien causa un peu avec l'enfant qui l'accompagnait; puis, en quelques enjambées rapides, il eut rejoint son camarade :

— Excusez-moi ; c'est absurde! je suis exactement dans la position d'un écuyer de cirque qui fait la voltige et retombe entre ses deux montures. Je ne me suis fait aucun mal, mais

ces deux brillantes haquenées s'effarent, s'ébrouent et ne veulent ni l'une ni l'autre rentrer à l'écurie. — Vous connaissez Denise Laurain ? C'est une aimable fille, plus intelligente que ne le sont ordinairement celles de son espèce ; je m'étais attaché à elle ; mais cela ne veut pas dire que ce fût pour l'éternité. Avant-hier soir, à l'Eldorado, j'ai fait la connaissance d'une petite danseuse, enragée, endiablée, une vraie petite cigale nerveuse et souple, qui eût fait une délicieuse joueuse de flûte au temps de Socrate. Je lui ai offert l'hospitalité dans mon « home. » Denise l'a su ; de là, scènes, invectives, menaces, sanglots. Ma seule ressource a été de les mettre à la porte toutes deux ensemble. Denise a juré qu'elle ne me reverrait plus ; mais la petite Esther se cramponne. Vous l'avez peut-être aperçue tout à l'heure, m'escortant jusque sous le porche de l'église. D'où la cause de mon retard. Dieu ! que ces femmes sont assommantes !

— Après !... rectifia Michel en souriant. Vous auriez pu, mon cher, vous en apercevoir un peu plus tôt. Il est si facile de s'abstenir !

Sébastien jeta à Michel un regard inquiet.

— Vous plaisantez ? Allons donc ! On prend ces résolutions un jour de dépit, ou de lassitude ; on les tient pendant une semaine, deux semaines, mettons un mois. Mais après, la première jolie créature que l'on rencontre... Ah ! là, là ! une continence absolue à nos âges ? Nous ne sommes pas des séminaristes.

Il secouait ses larges épaules et envoyait avec quelque colère dans l'air chargé de parfums les bouffées de la cigarette qu'il avait allumée. Michel n'insista point ; il ne voulait pas se donner le ridicule de prêcher dans le désert, — ou, pis encore, de prêcher un impénitent. Il gardait le silence. Sébastien devait penser toujours à sa mésaventure, car il reprit d'une voix sourde et saccadée :

— Épatante, cette petite Esther ! Je regrette presque de l'avoir congédiée si catégoriquement. Mais, bah ! elle trouvera des consolateurs. — Si le cœur vous en dit ?

— Merci ! J'ai d'autres préoccupations pour l'instant.

Ils traversèrent le Jardin des Plantes, que l'automne avait revêtu d'une parure lourde et somptueuse ; toute la flore méditerranéenne était représentée dans cet ancien Jardin Royal, dont les ombrages avaient pris une ampleur splendide ; quelques femmes, assises sous les grands arbres, lisaient ou s'occupaient

à coudre ; elles semblaient être ici chez elles, et quelques-unes avaient enlevé leur chapeau et livraient aux caresses du vent d'automne leur chevelure relevée en diadème.

Sébastien, désireux sans doute de s'arracher à des regrets inutiles, parlait maintenant avec volubilité et expliquait à Michel les origines de ce jardin scientifique, le plus ancien de France et le premier de cet ordre créé en Europe.

— Il date de 1593, et ce fut Richer de Belleval, étudiant en médecine alors, qui l'organisa, plaçant les différens végétaux dans les conditions mêmes où ils se trouvent dans la nature. En 1810, Candolle continua et perfectionna cet arrangement selon sa méthode, qui était encore la « méthode naturelle. » Mais, entre temps, une foule d'autres savans, inconnus ou illustres, étaient venus travailler ici et avaient enrichi les précieuses collections ; d'où résultèrent les merveilles que vous avez en ce moment sous les regards.

— Je sais, répondit Michel, quelle touchante passion pour la botanique anima nos ancêtres du XVIIe et du XVIIIe siècle. Presque tous les grands seigneurs d'alors tenaient à honneur de cultiver cette noble science où s'illustra monsieur de Buffon ; à cette époque, les cabinets d'histoire naturelle étaient presque aussi à la mode que les « petites maisons » des favorites.

— Oui, et il y a cependant des gens pour prétendre que ce sont les romantiques qui ont découvert la Nature ; c'est un de ces clichés qui m'ont toujours fait prendre en grippe mes contemporains ; celui-là et l'autre, non moins inepte, qui consiste à proclamer que le Moyen Age fut une époque de recul et de ténèbres. — Mais qu'ils regardent un peu nos cathédrales, et qu'ils relisent un chapitre du sire de Joinville !... Ma parole, quand j'entends des personnes instruites vous servir à froid de pareilles bourdes, j'ai proprement envie de les étrangler.

Sébastien agitait ses mains puissantes et achevait d'apaiser ainsi sa nervosité du matin. Michel ne s'y trompait point et ne cherchait nullement à le calmer. D'ailleurs, il ne l'écoutait plus que d'une oreille distraite ; ce divin après-midi, langoureux et tendre, avait rempli le jardin d'innombrables philtres, et l'onduleuse lumière qui jouait avec la chevelure des femmes, avec les pistils érigés des fleurs, cette lumière orientale que la Méditerranée apportait sur ses vagues violettes, l'enivrait comme un jeune Aède et faisait frémir ses fibres comme

les cordes d'une lyre. En cet instant, il eût souhaité être seul.

Mais son compagnon l'entraînait sur une terrasse où un arbre géant égouttait sa pluie de feuillages.

— Comment trouvez-vous cet échantillon de la flore d'Extrême-Orient ? Si vous avez à Paris le fameux cèdre de Jussieu, nous nous enorgueillissons ici de notre Gingko biloba, que Gouan, — encore un de nos savans modestes, — planta de ses mains voici bientôt trente lustres, sur cette terrasse de l'Orangerie où il se développa aussi bien que dans le sol natal.

L'Institut de Botanique était devant eux. Ils y entrèrent, et aussitôt les fresques claires du vestibule les accueillirent, illustrant de figures d'un aimable réalisme cette légende en exergue de Bernard Palissy : *La Vérité se donne à qui la cherche ; mais il faut pour la trouver être veillant, agile et laborieux.*

Leur visite à l'Institut de Botanique avait été longue. Quand ils sortirent, le jardin s'était presque entièrement vidé de ses visiteuses quotidiennes. Un calme magnifique y régnait. Cependant, comme ils traversaient une allée plus solitaire, Michel aperçut de loin une femme assise, qui semblait profondément absorbée par la lecture d'un livre qu'elle tenait ouvert dans ses mains. Celle-là n'était certainement pas l'une de ces « friches dames » dont les étudians faisaient leur compagnie habituelle. On ne pouvait guère présumer son âge, car on distinguait à peine le dessin de sa tête penchée ; mais sa tenue, ses vêtemens et l'expression qui se dégageait de l'ensemble témoignaient d'un impeccable comme-il-faut. Quand ils furent à quelques pas d'elle, Sébastien vivement retira la cigarette qu'il tenait collée à ses lèvres et salua avec déférence.

— Qui donc est cette personne ? demanda Michel, intrigué.

— Vous ne la connaissez pas encore ? Vous êtes ici depuis huit jours, et vous n'êtes pas allé rendre visite au docteur Pellier ? Cette personne est Madame Pellier, de son nom de demoiselle, Énimie Castillon, — la vertueuse Énimie, comme nous l'appelons entre nous. Le docteur Pellier, homme charmant, excellent confrère, clinicien habile, est loin d'être un mari de tout repos ; il néglige sa femme un peu plus qu'il ne faudrait. Mais elle reste quand même attachée à ses devoirs ; elle ne permet à personne de la plaindre, ou même de paraître au courant des incartades de son volage époux. C'est un de ces

ménages comme il n'y en a plus beaucoup aujourd'hui, où la stricte fidélité de la femme compense les torts du mari. — Chaque mois, celui-ci donne un dîner composé uniquement de membres du Corps médical, et dont le beau sexe est exclu ; on y fait grasse chère et l'on y boit sec ; ce soir-là, Madame Pellier mange dans sa chambre. Le reste du temps, elle gouverne sa maison avec bienséance et affabilité. Est-elle résignée, ou simplement insensible ? Voilà ce que je ne saurais dire ; sa psychologie m'échappe.

Sébastien s'arrêta brusquement et proposa, avec ces façons péremptoires qui étaient les siennes :

— Voulez-vous retourner, que je vous présente ?

Michel hésita une seconde :

— Ce ne serait peut-être pas très correct. Je préfère attendre d'avoir fait la connaissance du docteur Pellier.

— Comme il vous plaira, mon ami.

Ils s'engagèrent dans une autre allée. A travers les feuillages balancés par une brise légère, on apercevait encore la tête penchée et les paupières abaissées de la « vertueuse Énimie. »

— Que peut-elle bien lire qui l'intéresse à ce point ? demanda Michel.

— Quelque roman, sans doute. Est-ce que les femmes lisent autre chose que des romans ?

VI

En rentrant rue du Four-Saint-Éloi, dans la maison de son oncle, Michel se hâta de monter au second étage, où il commençait à prendre ses habitudes. Il avait fait venir de Paris ses livres et quelques bibelots qui lui étaient chers. Les caisses étaient arrivées le matin même, et il voulait présider à ce rangement. Maintenant, il était sûr de pouvoir s'accoutumer à sa nouvelle existence ; l'impression de grande solitude, qu'il avait ressentie si violemment le premier soir, s'était dissipée ; il avait trouvé un ancien ami, il s'en était fait de nouveaux ; puis, — et cela était pour lui le point capital, — il avait la certitude de posséder ici, mieux groupées et plus facilement accessibles, toutes les ressources qu'il avait laissées là-bas : des professeurs éclairés vers lesquels les sympathies ardentes de la jeunesse le portaient déjà et un incomparable outillage scienti-

fique, non point suranné comme il l'avait craint un instant, mais qui allait au contraire lui permettre de pousser plus loin ses recherches.

En ce moment, il se sentait presque heureux ; c'était la première fois depuis la mort de son père que ce sentiment d'allégresse et de légèreté intérieure le soulevait et le faisait rebondir au-dessus de ses propres inquiétudes. Le charme de ce merveilleux après-midi d'automne n'était peut-être pas étranger à cette disposition favorable ; puis il y avait aussi l'arrivée de ces caisses remplies de livres et d'objets familiers qui allaient être pour lui une compagnie précieuse. Les caisses ouvertes, il en enlevait peu à peu le contenu ; les livres, il les disposait partout dans son cabinet de travail, sur la tablette de marbre de la cheminée, sur les étagères d'acajou dont il avait enlevé d'inutiles et poussiéreux papiers, et sur sa table, à portée même de sa main ; là, il plaçait les auteurs qu'il aimait le plus, les grands maîtres de la doctrine, Bichat, Trousseau, qui l'avaient initié aux premières notions de la vérité positive ; et aussi quelques poètes qui, dès sa sortie du collège, avaient prêté des ailes à ses sensations confuses. Sans être poète lui-même comme Gabriel d'Artissac, il éprouvait puissamment l'ivresse lyrique, et cette sorte d'exaltation physique que procure le rythme des belles stances inspirées. Tout à l'heure, dans l'ancien Jardin Royal rempli de parfums et de philtres, n'avait-il pas cru un instant porter dans sa poitrine la lyre d'Orphée ? Et maintenant encore, il lui semblait entendre en lui de mystérieuses résonances ; il avait envie de chanter, il était ébloui, transporté, parce qu'il venait de retrouver, pauvrement relié et usé aux pages préférées, ce volume de Musset où il relisait ces vers :

> Ce matin quand le jour a frappé ta paupière,
> Quel chérubin pensif, penché sur ton chevet,
> Secouait des lilas dans sa robe légère
> Et te contait tout bas les amours qu'il rêvait ?

Pourtant il y avait des jours où il se sentait presque vieux. Il ne croyait plus aux sortilèges de l'amour ; mais il admirait quand même ces vers, qui le faisaient frémir aussi voluptueusement que la première fois qu'il les avait lus ; et il se les répétait tout bas ; il y voyait une Annonciation mystique, le salut de cet ange, chargé des prémices du printemps, à sa jeu-

nesse toujours palpitante et qui certainement n'était pas morte — ce salut, cette Annonciation de l'ange à sa jeunesse...

Ce qui lui plaisait dans ce cabinet de travail, c'était son silence et sa solitude ; la table bouchait la fenêtre sans rideaux, et aucun bruit du dehors ne parvenait jusqu'ici. Quand il voulait renouveler l'air, il ouvrait la porte de sa chambre ; ces deux pièces, qu'il avait organisées à son goût, suffisaient à ses exigences. Leur grand mérite à ses yeux était qu'il s'y trouvait absolument chez lui ; une seule fois, l'oncle Cléophas était monté pour s'assurer que rien ne manquait à cette installation récente ; et, depuis, personne n'y était entré, personne, — sauf ce chérubin chargé de lilas qui venait de subrepticement s'y glisser.

Les livres rangés, Michel s'occupa des bibelots. Il y en avait de charmans qu'il devait à la générosité de son père et auxquels il tenait pour la double raison de leur valeur intrinsèque et du souvenir qui s'y rattachait. Un petit Mercure en bronze vert d'Herculanum était le compagnon habituel de ses heures de travail ; une petite pendule religieuse en bois rouge des Iles incrusté de cuivre, un presse-papier où s'allongeait un oiseau blessé sculpté par Barye, cinq ou six tableautins de l'École impressionniste, tout cela eut bientôt trouvé sa place. Peu d'étudians pouvaient se flatter de posséder une mansarde aussi agréablement garnie. Michel s'assit dans le fauteuil rond qui accompagnait la table ; il allongea ses jambes et se donna la joie innocente de se recueillir au milieu des choses qui lui étaient chères.

En dessous, l'oncle Cléophas devait, lui aussi, se livrer à quelque philosophique méditation. Ce n'était pas encore l'heure de sa sortie quotidienne. Presque toujours il attendait pour quitter la maison que le soleil fût à son déclin, heure délicieuse, heure troublante, plus encore dans les villes qu'au sein de la nature, et où l'on sent passer l'agonie de tant de souffles éphémères qui ne verront pas le lendemain. Quelquefois aussi le professeur Dubail venait le prendre en rentrant de la Faculté ; et il arrivait que les deux savans personnages s'oubliassent à causer dans l'intimité du tête-à-tête, jusqu'à ce qu'il fût trop tard pour aller contempler l'horizon de la mer et des étangs sur les terrasses du Peyrou ; mais ces entretiens se poursuivaient sur un ton discret et rompaient à peine le silence. Michel s'étonna donc d'entendre tout à coup une conversation animée

monter jusqu'à lui; une voix jeune y prenait part, voix féminine, qui par instans s'éclaboussait d'un rire clair. Cela l'irrita d'abord, puis l'inquiéta; l'oncle Cléophas ne recevait jamais de femmes; il était encore à démontrer qu'une femme eût violé la paix intime de son cabinet de travail. Cependant les voix continuaient à monter, dominées par ce rire clair qui perçait le plafond et retombait autour de Michel, comme une pluie de fusées d'un feu d'artifice. Il ferma les yeux, puis il se leva et brusquement se mit à marcher dans la pièce étroite.

Est-ce que l'oncle Cléophas aurait, lui aussi, dans quelque coin obscur de la ville, une « connaissance » qui se serait permis d'envahir soudain sa demeure? Cela serait inouï qu'un homme aussi grave, imbu de principes absolus... Mais après tout, dans cet ordre d'idées, tout était possible, et l'on risquait d'être plus loin de la vérité en croyant moins que davantage. Marc-Aurèle, ce Pascal de l'antiquité, dont les Pensées admirables constituaient la plus élevée des philosophies, Marc-Aurèle ne subissait-il pas le joug de la légère Faustina, jeune Romaine au chignon doré, plus courtisane qu'épouse, ensorceleuse, tendre et perfide? Il n'y avait qu'à ouvrir l'histoire pour connaître que les hommes les plus sérieux, les plus élevés dans l'ordre de la dignité humaine, s'étaient, à un moment de leur vie, — et quelquefois durant leur vie entière, — laissé prendre au piège de l'éternel féminin. Mon Dieu oui, et cela depuis « les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. » — Alors, l'oncle Cléophas?...

Rêvait-il? Un coup vif et net était frappé à la porte; et, comme machinalement il criait : « Entrez! » il vit apparaître Arlata, la fille du docteur Dubail. Elle ne portait pas cette fois le tablier rose à bavette qui sous son teint laiteux envoyait à ses joues un reflet de délicate églantine. Mais correctement vêtue d'un tailleur beige, et un chapeau orné de chrysanthèmes posé sur sa chevelure de flamme, elle ressemblait beaucoup moins à ces nymphes de Henner auxquelles il l'avait comparée le premier jour. Cependant elle souriait.

— Votre oncle m'envoie vous prévenir qu'il rentrera probablement en retard pour dîner. Nous sommes venus le chercher avec Père afin de l'emmener visiter une Exposition de pisciculture très intéressante et qu'il faut voir surtout le soir, à cause de son éclairage électrique. Il paraît que c'est extrêmement curieux.

Elle sourit encore et dit sans chercher de transition :

— Vous nous avez entendus rire tout à l'heure. C'était que mon père et votre oncle reprenaient leur éternelle dispute sur la prééminence de l'une ou de l'autre Faculté. Naturellement ils tiennent chacun pour celle dont ils relèvent, et l'on dirait en vérité que cette question les touche directement. Mon père, quand il est à bout de raisons, ne manque pas de rappeler qu'après les beaux jours de Pétrarque l'École de Droit commença à pâlir et qu'elle finit même par disparaître tout à fait pendant quatre-vingts ans, de 1792 à 1872. Dès le commencement du xve siècle elle se trouva dans un tel état de détresse qu'elle n'avait plus de quoi faire les frais d'une robe pour ses gradués, et qu'elle se trouva réduite à emprunter à sa rivale la robe de Rabelais, — vous savez? Sa fameuse robe rouge dont chaque étudiant coupait un morceau, et qui avait fini par devenir si courte, si courte!... à peine un petit jupon! Mais le plus drôle, c'est que les professeurs de l'École de Médecine, pour humilier leurs collègues du Droit, faisaient presque toujours redemander la robe avant la fin de l'examen; et le pauvre candidat était obligé de précipiter ses argumens, ou d'attendre la session suivante pour être reçu. Heureusement que les temps ont bien changé!

Elle rit encore. Puis, voyant que Michel ne semblait point goûter le piquant de cette anecdote, elle reprit avec simplicité :

— Peut-être vous serait-il agréable de venir avec nous à cette Exposition? Il faut bien se distraire un peu quelquefois.

Alors seulement Michel comprit qu'il faisait assez sotte figure, et il se décida à sortir de son mutisme :

— Excusez-moi; ce serait avec plaisir; mais j'ai entrepris de mettre en ordre mon petit logement. Vous le voyez : ces caisses de livres ne sont pas toutes vidées encore.

Elle lui tendit la main. Il la reconduisit jusqu'à la porte, qu'il referma doucement sur elle.

Il lui fallut un long moment pour se remettre de la surprise que lui avait causée l'apparition inattendue d'Arlata. Ce sans-gêne, cette simplicité, déconcertaient ses idées toutes faites de Parisien sur les rapports des jeunes gens d'un sexe différent. Jamais à Paris une jeune fille du même monde que la fille du professeur Dubail ne se serait permis de venir frapper à la porte d'un garçon plus âgé qu'elle de trois ou quatre années, qu'elle

connaissait à peine ; et, en admettant qu'elle ait eu une commission à remplir, jamais elle ne s'en serait acquittée avec cette aisance tranquille. Elle était entrée ici comme chez elle, le sourire aux lèvres, sans hâte ; et elle avait même exagéré les choses en allant jusqu'à raconter une histoire qui n'avait rien de commun avec ce qu'elle était chargée de dire. Ingénuité ? Hardiesse ? Michel vainement cherchait à comprendre. Il y avait, il est vrai, l'intimité de l'oncle Cléophas avec le professeur Dubail : Arlata n'était-elle pas l'enfant gâtée de ces deux hommes, l'un veuf, l'autre vieux garçon, qui n'avaient pas cessé de la considérer comme une petite fille, et de la traiter en conséquence ? Il y avait aussi le caractère particulier des mœurs de ce pays du Bas-Languedoc, où la raideur, le convenu des lois mondaines se tempéraient d'une aimable familiarité. Mais cela ne suffisait pas... Michel cherchait une autre raison plus plausible. Nerveux, il avait recommencé à arpenter la chambre et il agitait ses bras brusquement, comme s'il eût voulu chasser l'image persistante de la visiteuse, — ce double, cette ombre qui restent de quelqu'un, après que l'être physique s'est éloigné. Arlata allait-elle demeurer là indéfiniment, debout devant ses yeux, provocante à force d'être simple, avec l'éclat extraordinaire de son teint de rousse, et cette luminosité qui sortait d'elle on ne savait pourquoi, et qui mettait du soleil dans la pièce obscure ? Ah ! mais non, il ne voulait pas être gêné dans ses heures de solitude, ni dans son travail, ni d'aucune manière, par cette présence chimérique. Il entendait garder sa complète liberté d'esprit et ne se heurter à aucun obstacle de ce genre. Il était si joyeux tout à l'heure, avant qu'elle frappât à la porte ! Il se sentait comme des ailes, il voyait de l'espérance, de la paix flotter dans ce calme logis où, jusqu'à présent, personne n'était venu le troubler ! Et il avait fallu cette démarche intempestive pour le déranger de cet heureux équilibre et le refouler au milieu des vagues inquiétudes qu'il portait au fond de lui-même et qu'un instant il avait crues dissipées... Maintenant il allait retomber dans l'incertain, dans le douteux. Il aurait à se défendre contre une foule de tourmens imaginaires qui l'assailleraient et compromettraient sa tranquillité. Or, il avait horreur de ces états mal définis, de ces situations équivoques. — Quelle attitude prendrait-il à l'égard d'Arlata ? Il était destiné à la rencontrer constamment chez le professeur

Dubail, qui l'avait, dès le premier jour, accueilli avec tant de paternelle bienveillance.

Michel continuait à s'agiter, à construire dans le vide ces châteaux branlans où logent l'absurdité et l'illusion. Tout à coup il s'arrêta :

— Suis-je bête!

Une explication irréfutable venait de s'imposer à son esprit. C'était comme dans ces images à double entente qui représentent un dessin confus, et où une figure énigmatique se trouve habilement dissimulée ; il faut la trouver ; mais, une fois qu'on l'a aperçue, on ne voit plus autre chose. « Cherchez l'infortuné Bulgare, » proposait l'une de ces devinettes qui jadis avait longtemps excité sa curiosité d'enfant. Aujourd'hui l'infortuné Bulgare, c'était lui-même! Il était victime d'un complot qui attentait à ses libertés les plus chères. Cela lui apparaissait aussi clairement que le jour : en le faisant venir à Montpellier, son oncle avait préparé de loin et réglementé son avenir. Ne fallait-il pas empêcher le nom des Sorguier de s'éteindre? Le préserver tout au moins d'une de ces alliances avec des femmes d'un autre terroir, alliances par lesquelles se perdent les qualités fortes d'une race? On ferait épouser Arlata à Michel, une fois ses études médicales terminées ; ils s'installeraient ensemble dans la vieille maison héréditaire; ils seraient heureux ; ils auraient beaucoup d'enfans.

La perspective de cette félicité bourgeoise et bien ordonnée exaspérait les vingt-trois ans ombrageux de Michel. Il voulait bien être sage ; il ne voulait pas que sa sagesse eût un tel étroit aboutissement. Cela non! Il ne renoncerait pas si aisément à son rêve brillant de gloire, ni à la promesse qu'il s'était faite à lui-même de retourner à Paris, de s'y fixer, d'y retrouver le souvenir de sa mère, de son père, qui tour à tour y étaient morts. Il n'épouserait pas cette petite provinciale doublée d'une femme savante; — ni celle-là, ni une autre. Il était résolu à garder son indépendance, et que rien ne l'entravât. — Sait-on jamais les chances que le Destin peut nous offrir? Ces chances, il voulait les courir toutes, ne pas contraindre le mystère, ni, avant qu'il en fût temps, faire tomber le voile qui couvre le visage redoutable et charmant de l'avenir.

Fatigué de tant de réflexions, il sortit. L'obscurité traînait dans la rue déserte. Il gagna les avenues bien éclairées, larges

et propres; il marchait la tête haute, un défi dans le regard. Où allait-il? — Il n'en savait rien. Mais enfin il était son maître.

VII

Après cette journée émotionnante, Michel était revenu à des appréciations plus conformes au simple bon sens. Il riait même un peu de ses terreurs, et, ayant eu occasion de se retrouver en face d'Arlata, un matin qu'il était allé rendre visite à son patron le professeur Dubail, il ne s'était senti nullement gêné, et avait causé avec elle le plus naturellement du monde. Pourquoi d'ailleurs s'alarmerait-il à l'avance et laisserait-il les visions toujours fallacieuses du lendemain étendre leur ombre sur sa sérénité présente? Les sens calmes, le cœur fermé à double tour, n'était-il pas à l'abri de toute alerte, de toute surprise? Il vivait en lui-même comme dans une forteresse bien gardée, celle dont parle l'Écriture. C'est en vain que d'autres veillent à sa sauvegarde si celui qui l'habite n'en a pas lui-même tiré les verrous.

La veille du 18 octobre, fête de Saint-Luc, Gabriel d'Artissac lui avait envoyé un court message : « Demain, reprise générale des cours. Ce soir, grand gala à notre Association. Ne manque pas de venir; tu verras représenter deux chefs-d'œuvre de notre théâtre d'étudians : *Rabelais buveur d'eau* et *la Farce du docte Rondibilis*. L'un des auteurs te serre les mains. — Gabriel. »

Michel savait que les préparatifs de cette fête avaient été tenus secrets : à la Brasserie, on en parlait à mots couverts; les anciens, ceux qui avaient le privilège d'être les grands organisateurs, laissaient les nouveaux en dehors de leurs conciliabules; c'était une façon innocente de brimer leur curiosité, pour mieux les « épater » ensuite. Quant à Gabriel d'Artissac, — qui était l'âme de ces manifestations esthétiques, — il restait dans la coulisse, ne se montrait qu'à de rares intervalles, et se réservait tout entier pour le moment de paraître en scène. Et Michel se promettait un grand plaisir d'un tel spectacle, tout à fait nouveau pour lui. Bien des fois depuis qu'il était à Montpellier, il avait entendu parler de ces fêtes du Centenaire dont le vieux commissionnaire cévenol qui avait porté son bagage le soir de son arrivée, lui avait vanté le triomphe incomparable. Cela avait été prodigieux. Les étudians, entre

deux cérémonies officielles, avaient joué la comédie, chanté des chœurs, dirigé leur orchestre et présenté des cortèges historiques, éblouissans à la fois d'imagination et de vérité. Don inhérent à cette race, assurait-on. Pourtant, hier comme aujourd'hui, et dans tous les temps, la vieille Université libérale avait été fréquentée par de jeunes hommes de nationalités diverses, et portant avec eux des mentalités différentes. Mais tous ces élémens s'étaient fondus sous le ciel ardent du Midi pour former cette somme d'entrain, de chaleur, de fantaisie et de gaieté, cette somme d'une jeunesse plus jeune qu'ailleurs, plus frémissante et plus heureuse.

Rabelais buveur d'eau et *la Farce du docte Rondibilis!* Ces deux données paradoxales occupaient l'esprit de Michel, comme il se rendait le soir au Cercle des étudians, où devait avoir lieu le gala. Il n'y avait qu'un Gabriel d'Artissac pour oser transformer en buveur d'eau le père de Pantagruel, ce moine doublé d'un médecin, à qui le culte effréné de Bacchus avait inspiré de si dithyrambiques accens. Il se rappelait des fragmens de l'apostrophe célèbre, toute pleine de l'ivresse dionysiaque : « Enfans, buvez à pleins godets! Et n'ayez peur que le vin faille... Autant en tirerez par la dille, autant en entonnerai par le bondon; ainsi demeurera le tonneau inépuisable; il a source vive et veine perpétuelle... » Oui, il le savait bien, des critiques pénétrans avaient exercé leur subtilité à démontrer le symbolisme de ces doctrines : cette source vive, cette veine perpétuelle, c'était la Nature; c'était celle que Rabelais avait exaltée, chantée, célébrée, comme le plus fervent des païens; et ce vin qui coule à pleins bords d'un tonneau inépuisable, c'est le vin généreux et riche de la vie dont s'enivre toute la terre... Dans le privé, on s'efforçait de montrer un Rabelais modéré, prudent, châtié dans ses paroles, contenu dans ses actes, diplomate, opportuniste comme on dirait aujourd'hui, et se gouvernant de façon à ne pas blesser les susceptibilités de ses nobles protecteurs. Cela, après tout, était défendable, et il y avait bien longtemps qu'on savait à quoi s'en tenir sur l'absurde légende du joyeux curé de Meudon. — Mais Rabelais buveur d'eau! Voilà qui dépassait les limites de la crédulité la plus forte!

Quant au « docte Rondibilis, » ami et contemporain de Rabelais, qui lui avait donné ce plaisant surnom, ce n'était autre que Guillaume Rondelet, le grand Rondelet, un des pré-

curseurs les plus extraordinaires des sciences naturelles. On retrouvait partout les traces des infatigables recherches qu'il avait poursuivies dans un temps où la physiologie terrestre était encore un livre à demi fermé. Ne disait-on pas qu'il avait doté ses contemporains de deux élémens de travail inconnus jusqu'à lui : les collections et le laboratoire? Puis il avait, à côté de ses qualités exceptionnelles, conservé une humeur gaie et charmante. « *Hilarus et facetus*, » disait-on encore de lui; il abordait, le sourire aux lèvres, les problèmes les plus difficiles, afin de suggérer à ses élèves le désir d'avancer, à sa suite, dans ces mystérieux arcanes de la science. Michel se demandait avec un peu d'émotion sous quelles apparences caricaturales ce maître irréprochable allait être représenté, et cela devant un parterre de professeurs qui seraient les premiers sans doute à rire de ces outrances, traditionnelles dans les milieux médicaux, et dont s'offensait si fort le tempérament juridique de l'oncle Cléophas.

Quand il pénétra dans la salle, elle était aux trois quarts remplie. Presque tous les visages lui étaient inconnus. Il chercha des yeux l'un ou l'autre de ses nouveaux camarades à qui il pût se rallier ; mais les étudians, galamment, avaient laissé les bonnes places à leurs invités, et devaient se tenir dans les couloirs ou dans quelque galerie peu accessible. Cependant le mulâtre Béhémond, chargé de caser les arrivans, se tenait à l'entrée d'une des rangées; sanglé dans un élégant veston noir et cravaté de rouge vif, il multipliait les salutations et les politesses. Michel fut satisfait de l'apercevoir; il alla vers lui, la main tendue :

— Alors, c'est demain que l'on va se remettre à piocher ?

— Oui, dit Béhémond ; et ce soir on fait la fête.

Il riait, enchanté de la double perspective et grisé de l'atmosphère de cette réunion à la fois mondaine et cordiale où il tenait un si brillant emploi. Des femmes étaient venues en grand nombre, accompagnant leur père ou leur mari. Michel reconnut Arlata, à côté du professeur Dubail ; debout devant eux, des jeunes gens leur parlaient. Le professeur tenait un peu inclinée sa belle tête pythagoricienne, et caressait sa longue barbe de ce geste qui lui était familier. Quant à Arlata, sous l'éclat vif des lumières, elle paraissait plus éblouissante, blanche et rousse comme un caroubier en fleur. « J'irai les saluer plus

tard, » se dit Michel. Aussi bien, il ne devait pas être facile d'arriver jusque là. Les vides se comblaient ; il ne restait plus d'espace libre entre les rangées encombrées de monde. Tout à coup Béhémond eut un soubresaut :

— Voici le docteur Pellier et Madame !

Vivement aussi, Michel s'était retourné. Il n'avait jamais vu le docteur Pellier ; mais tout ce qu'il en savait par ouï-dire excitait au plus haut point sa curiosité. Jeune encore, portant beau, le regard singulièrement fascinateur, la chevelure épaisse et fine rejetée en arrière, il possédait la finesse de traits des Méridionaux de la Méditerranée, chez qui l'influence arabe l'emporte sur le sang latin. Il semblait descendre en ligne directe de ces médecins arabes qui, les premiers, avaient apporté dans cette ville les secrets de l'art de guérir, bien avant que le pape Nicolas IV eût accordé à l'Université de Montpellier les bulles qui la constituaient régulièrement. C'était un « Moran, » comme on disait encore par ici pour désigner ce type d'homme très différent du reste de la population. Il était évident que partout où il passait, le docteur Pellier devait faire sensation ; d'où ses succès auprès des femmes, et l'ascendant extraordinaire qu'il exerçait sur ses malades des deux sexes. Michel était si occupé à le considérer qu'il oubliait de regarder sa compagne, Mme Pellier, celle que Sébastien Lepic avait appelée devant lui la « vertueuse Énimie, » lorsque ensemble ils l'avaient rencontrée dans une allée solitaire du Jardin Royal. Mais déjà Béhémond présentait son camarade, et le docteur Pellier, très affable, en maître habitué à recevoir les hommages de la jeunesse, invitait le nouvel étudiant à venir le voir :

— Tous les matins, de neuf à onze à l'Hôpital Suburbain. Vous verrez mes différens services, et de quelle façon à la fois ingénieuse et pratique ils sont organisés.

Puis, tout de suite, passant à son sujet favori :

— Avez-vous visité notre pavillon de dissection ? L'anatomie humaine, c'est la clef de tout notre art, surtout si l'on veut faire de la chirurgie ; — et comment ne pas en faire de nos jours ? Ah ! le temps n'est plus où les simples praticiens traitaient de barbares ceux de leurs confrères qui maniaient le scalpel ou le couteau ; ils les reléguaient au second plan et daignaient à peine les admettre dans leur sein. Les chirurgiens ont joliment pris leur revanche de ces mépris !

Michel écoutait avec déférence; mais Béhémond, enthousiaste, renvoyait la balle :

— Ah! oui, la chirurgie, que de merveilles ne réalise-t-elle pas? C'est prodigieux, miraculeux! chaque jour, quelque nouvelle conquête...

Énimie semblait ne prendre aucun intérêt à ces dissertations; elle regardait vaguement devant elle. Tout à coup, le docteur Pellier tira sa montre :

— Neuf heures et demie déjà! Ils sont terriblement en retard. J'ai une visite à faire, un cardiaque dont il faut que je relève le degré d'hypertension; il vaut mieux que je m'en débarrasse tout de suite.

Il prit le bras de Michel :

— Mettez-vous donc ici, à ma place. Je reviendrai encore à temps pour assister à la seconde partie du programme.

Rapidement, il s'éloigna, escorté par Béhémond.

Michel s'était assis à côté de Madame Pellier. De quoi allaient-ils pouvoir parler? Il n'avait pas encore découvert l'expression véritable de son visage; il la sentait près de lui, un peu distante et recueillie, comme si elle eût apporté une âme voilée de blanc, une âme d'église, à cette fête de gaieté. Il avait horreur des paroles banales, de ces phrases toutes faites qu'on échange pour ne rien dire; et, bien que peu timide d'ordinaire avec les femmes, il se sentait gêné et comme rapetissé auprès de celle-ci :

Ce fut elle qui rompit le silence :

— Mon mari vous impose une singulière pénitence. Vous auriez sans doute plus de plaisir à aller retrouver vos camarades?

Elle souriait, et, de ce sourire, son visage soudain fut illuminé; elle avait une face pensive et longue de Madone, des yeux châtain clair sous des paupières lourdes, bordées de longs cils. Il répondit :

— Pas le moins du monde. Je suis heureux au contraire...

Il n'acheva pas, mais la glace était rompue; cette femme jeune encore, — à peine marquait-elle trente-cinq ans, — avait comme naturellement la suavité maternelle. Cependant, le ménage Pellier était sans enfans, et peut-être était-ce une des causes de son peu de solidarité conjugale. Michel, en regardant ce fin profil aux lignes pures, pensait aux contrastes inquiétans qui devaient exister entre la femme modeste, volontairement

effacée, et le mari verbeux, agissant, plein du sentiment de sa valeur. Il reprit avec plus d'abandon :

— Je suis un nouveau venu, presque un étranger dans ce Cercle des étudians. Jusqu'à présent, c'est à Paris que j'ai suivi les cours de la Faculté.

— Ah! dit-elle, vous devez alors vous trouver un peu désorienté dans ce milieu si différent?

Elle connaissait Paris; elle y avait même passé plusieurs années quand elle était jeune fille, ses parens ayant tenu un grand commerce dans le quartier de la Madeleine, avant de venir habiter Montpellier. Mais elle n'avait aucune honte à avouer qu'elle préférait cette tranquille ville de province aux splendeurs de la capitale :

— On se sent plus chez soi, on vit davantage avec soi-même. Et puis, il y a le voisinage de la mer, cette vision magnifique qui élargit singulièrement l'horizon.

Elle se tut; car le spectacle venait de commencer. Sébastien Lepic était en scène sous les traits du docte Rondibilis; il menait la farce avec un entrain, une fougue, un diable au corps qui prenaient possession de toutes les puissances d'attention du spectateur et, ceci fait, ne les lâchaient plus. Michel, pour un moment, oublia la voisine que le hasard lui avait donnée. Il riait de bon cœur à ces scènes moitié burlesques, moitié philosophiques, où le jargon de l'École était mêlé aux formules déclamatoires de l'époque. Personne d'ailleurs ne songeait à se soustraire à cette vague d'hilarité franche; les maîtres les plus graves renversaient en arrière leur tête grise et s'abandonnaient à ce spasme heureux du rire qui détend les nerfs et chasse les humeurs malignes. Ce fut un autre succès plus vif encore, dès que Gabriel d'Artissac eut remplacé sur la scène son camarade. Comment était-il arrivé à se faire exactement le masque tourangeau de Rabelais? Mais comment surtout avait-il pu s'assimiler son langage inimitable, ce langage qui jamais n'avait trouvé d'imitateur, cette verve truculente, paradoxale, exacte cependant, cette série d'images brillantes, inattendues, complexes, fulgurantes? Rabelais buveur d'eau! qui faisait après sa mort l'éloge de ce liquide pur et bienfaisant, comme de son vivant maître Alcofribas Nasier avait fait l'éloge du vin! Mais voici que tout à coup un peu de tristesse se glissait dans cette évocation bouffonne, la tristesse de la vérité, la mélancolie de cette

vie errante, vagabonde, besogneuse, toujours en quête de quelque chose de plus, et dont la fin, par un singulier arrêt de la destinée, n'a pas encore été découverte par les ardens apologistes du maître. On ne riait plus; on était étreint d'une émotion plus puissante que le rire et plus profonde que la joie. Michel alors se retourna vers Énimie et lui vit des larmes dans les yeux :

— C'est extraordinaire! lui murmura-t-il à l'oreille. Qui donc aurait jamais pu se douter que tant de mélancolie se cachât sous tant d'éclatante raillerie? Mon ami d'Artissac se serait-il trompé?

— Je ne le pense point, répondit-elle; et je crois comprendre la cause profonde, secrète, de cette anomalie qui vous semble inexplicable : Rabelais n'a jamais subi l'influence de la femme; il n'a pas connu cet apaisement, cette sérénité que procure une tendresse féminine. Quand il a parlé d'elle, n'est-ce pas toujours pour la bafouer ou pour l'insulter? N'en doutez pas! C'est cela qui lui manqua, et ce qui fait que son œuvre, comme sa vie, reste incomplète et comme inachevée.

Il la regarda avec surprise; elle avait parlé à voix basse, sans se départir de cette douceur tranquille dans laquelle tout son être semblait baigné. Il se rappela alors avec quelle attention elle lisait le livre qu'elle tenait dans ses mains sous les ombrages du Jardin Royal. « Que peut-elle lire? » avait-il demandé à Sébastien. Et celui-ci avait répondu : « Un roman sans doute. Est-ce que les femmes lisent autre chose que des romans? »

Maintenant il admettait que la femme du docteur Pellier eût des occupations d'esprit plus sérieuses; seulement elle n'en faisait pas étalage, et c'était comme à regret qu'elle laissait entrevoir un peu de sa pensée. Il eût souhaité prolonger cette conversation; mais, le spectacle fini, un grand branle-bas s'était produit dans la salle; des gens se hâtaient vers la sortie, d'autres cherchaient à se rejoindre. Michel aperçut Sébastien Lepic qui venait présenter ses hommages au professeur Dubail et à Arlata: évidemment, le père et la fille le félicitaient, et cordialement on lui serrait les mains. En quelques minutes, la salle s'était presque entièrement vidée. Cependant le docteur Pellier ne paraissait point...

Énimie s'était levée la dernière; lentement, elle replaçait sur ses épaules l'écharpe soyeuse qui en avait glissé.

— Mon mari n'est pas encore là; son malade l'aura retenu sans doute...

Elle ne semblait nullement courroucée, ni même étonnée: elle s'était faite à ces façons et laissait de côté les récriminations inutiles. Michel, de nouveau, se trouva gêné :

— Permettez-moi d'aller voir si je puis faire avancer une voiture.

— Vous n'en trouverez pas, affirma-t-elle en souriant; à cette heure-ci, elles doivent être toutes engagées.

Elle sortit, et, comme elle ne le congédiait pas, il la suivit jusque dans le vestibule. Avant de descendre le perron, elle s'arrêta, cherchant des yeux autour d'elle :

— Peut-être vais-je apercevoir quelques personnes de connaissance, avec lesquelles je pourrai partir?...

Mais déjà tout se faisait désert sur la vaste Esplanade, qu'un clair de lune étincelant élargissait encore. Des groupes s'éloignaient, menus et serrés dans la nuit. Michel se décida à offrir son bras à l'épouse abandonnée :

— Madame, vous ne pouvez rentrer seule.

— Oh! dit-elle, le chemin n'est pas bien long; en passant par la rue Nationale, je serai en dix minutes devant ma porte.

Cependant, elle accepta son offre.

Ils marchaient vite, sans rien se dire. Lorsqu'ils eurent tourné à la hauteur du Palais de Justice, Énimie s'arrêta devant un hôtel particulier, à la façade luxueuse.

— C'est ici. Je vous remercie, murmura-t-elle.

Elle ne lui tendit pas la main. Il s'éloigna, après l'avoir saluée respectueusement.

Seul, il erra par les avenues de ceinture qui encerclaient la ville. Il éprouvait une volupté infinie à respirer l'air léger et pur de cette nuit d'octobre, qui ressemblait à une nuit de printemps. Il ne se pressait pas; pourquoi se serait-il pressé? Personne ne l'attendait; il ne manquait à personne. Avant de regagner le centre de la vieille cité et les rues étroites et rouillées, où l'on avait l'impression de marcher dans un souterrain, il se retourna du côté de l'Esplanade, pour mieux jouir de ce clair de lune féerique qui découpait les silhouettes des toits et donnait aux maisons les plus banales l'aspect de quelque palais enchanté. Il s'accouda sur une balustrade, là où se trouvait autrefois l'ancienne forteresse. Combien de temps resta-t-il

ainsi, ne pensant à rien, ne désirant rien, se laissant emporter par l'universel rythme des mondes? Il avait bien fumé une demi-douzaine de cigarettes, lorsque des voix lointaines, mais tumultueuses, arrivèrent jusqu'à lui, du faubourg des Lattes. Ces voix s'élevaient, de plus en plus fortes, de plus en plus tumultueuses. Bientôt il vit déboucher, comme un grand serpent aux anneaux flexibles, la farandole des étudians qui revenait vers la ville; des femmes s'y trouvaient mêlées, et leurs voix, plus aiguës, plus mordantes, dominaient celles des jeunes hommes. C'était un immense bruit indistinct, que coupait parfois un court silence; puis le chœur reprenait, formidable, le refrain dont Michel retrouvait maintenant toutes les paroles :

Patenostres et Oraisons
Sont pour ceux-là qui les retiennent;
Ung fifre allant en fenaisons
Est plus fort que deux qui en viennent...

Le cortège, conduit par Gabriel d'Artissac, était tout près. Michel reconnaissait çà et là des visages : le noir Béhémond, l'Aragonais Pierre Brizuela, Albéric Gouvion, « futur membre de l'Académie de médecine; » Bernard Dureval, le socialiste; puis les « friches dames, » échevelées déjà, et rieuses comme des bacchantes; la grande Denise, la petite Esther, d'autres encore qu'il avait vues à la brasserie et qu'on lui avait vaguement nommées.

Un instant, il eut l'idée de se joindre à la bande délirante; l'élan de sa jeunesse l'emportait vers elle. Puis, soudain, il s'arrêta net. Il ne se sentait pas à l'unisson.

— Bah! se dit-il. Qu'irais-je faire?

Et il rentra se coucher, sagement.

JEAN BERTHEROY.

(La deuxième partie au prochain numéro.

EN CANTONNEMENT

UN DEUXIÈME CHAPITRE

DE L'HISTOIRE DES FUSILIERS MARINS [1]

I. — LA NUIT DU 10 NOVEMBRE

Pouvions-nous conserver Dixmude ? Le commandement ne s'était-il pas trop hâté de couper les ponts, et l'entrée en ligne de nouvelles forces n'aurait-elle pas fait changer de camp à la fortune (2) ?

La ville était tombée, mais le secteur Nord de la défense s'était ressaisi, et toute contre-offensive vigoureuse qui fût partie du Haut-Pont l'eût trouvé prêt à l'appuyer. Il semble bien que le commandement ait connu trop tard la situation exacte de ce secteur, auquel il n'était pas relié téléphoniquement et qui n'avait pu faire parvenir jusqu'à lui un seul de ses hommes de communication (3) : la colonne allemande qui s'y était introduite par le pont romain, en capturant sur sa route l'ambulance du docteur Guillet et en démolissant la réserve du commandant Rabot, avait été enfoncée presque aussitôt par la colonne d'Albia, les abords du canal nettoyés, les

(1) *Copyright by* Plon, 1915.

(2) Il est certain que toutes les compagnies disponibles ne donnèrent pas le 10 novembre. La 6e, entre autres, resta l'arme au pied, ce qui a fait dire : « Si on l'avait fait contre-attaquer ce jour-là, en même temps que la 7e (Gamas), les Allemands ne seraient peut-être pas restés longtemps à Dixmude. » Mais l'entreprise était bien risquée. Et avec quoi nous fussions-nous opposés au passage des Allemands sur la rive gauche, si elle avait échoué ?

(3) « Aucun messager n'est revenu, sauf mon fourrier Le Quintrel, qui n'a pu atteindre l'Yser, mais, avec sa chance coutumière, m'a rejoint à la nuit en traversant, le long des fossés, les lignes allemandes. » (*Journal du lieutenant de v. C...*)

mitrailleuses belges de la route de Beerst remises en action, les tranchées organisées et renforcées d'un rang de tireurs dans les chemins de ronde pour répondre à l'éventualité d'une attaque combinée (1). Mais, ni au Nord, ni au Sud, l'ennemi ne revint sérieusement à la charge (2). Les compagnies Bérat, de Nanteuil, Baudry et Cantener, ou ce qui en restait, demeurèrent sur leurs nouvelles positions jusqu'à sept heures du soir et ne se résignèrent à les quitter que quand tout espoir d'une contre-offensive fut perdu. Quelque quinze cents mètres les séparaient de l'Yser : elles mirent cinq heures à les franchir, et il est vrai qu'elles emportaient leurs blessés et tout leur matériel. « Le ciel est couvert, écrit dans son journal le lieutenant de vaisseau Cantener, qui avait pris le commandement au titre de plus ancien en grade. Pas de lune. » Mais le lieutenant de vaisseau Bérat avait reconnu le terrain la veille ; puis une ferme rougeoyait dans l'Ouest, phare primitif comme ces bûchers qui brûlaient autrefois sur les caps pour guider les navigateurs. On marchait à la file, dans le plus grand silence, et les blessés eux-mêmes étouffaient leurs gémissemens. Enfin, les communications n'étaient pas complètement rompues, et la chance voulut qu'il restât sur l'Yser, à Toom, une dernière passerelle volante. Ainsi les circonstances, la connaissance des lieux, l'habileté du commandement, le sang-froid et la discipline des élémens, qui avaient pour consigne de ne répondre à aucun coup de fusil et de ne servir l'ennemi qu'à l'arme blanche, tout favorisa l'écoulement de cette longue colonne d'hommes manœuvrant dans l'obscurité, à travers un inextricable lacis de buissons, de poches d'eau et de clôtures barbelées. Un tiers seulement de l'effectif du secteur manquait à l'appel. Sur 850 hommes, le capitaine Cantener en ramenait dans nos lignes 480, tant valides que blessés. La brigade, qui les croyait détruits jusqu'au dernier, regardait avec stupeur défiler dans la nuit ces revenans. « A une heure et demie du matin,

(1) *Journal de l'enseigne C... P...* et *Correspondance particulière :* « Devisse (officier des équip.) réussit à remettre en action les mitrailleuses abandonnées, que nous essayâmes ensuite de ramener dans nos lignes; mais, à mi-chemin, les porteurs étant épuisés, nous dûmes les démonter et en jeter les diverses pièces dans des ruisseaux profonds d'où on ne les a sûrement pas repêchées. »

(2) « Pourquoi les Allemands ne nous chargent-ils pas ? C'est incompréhensible... Ils doivent nous croire bien pris et veulent sans doute se masser avant d'enlever nos tranchées. » (*Journal du lieutenant de v. C.* .)

écrit un des officiers de la compagnie Bérat, l'enseigne P..., nous dormions loin du feu, dans la paille d'une grange (1). »

Mais, si Dixmude pouvait être sauvée, ce qui, en tout cas, eût exigé de lourds sacrifices, il n'est pas aussi certain que Dixmude dût être sauvée, et la décision de l'amiral, conforme à la nouvelle tactique de l'état-major, semble avoir reçu l'approbation de tous les esprits compétens. La bataille de l'Yser, engagée depuis le 15 octobre, prenait de plus en plus, de notre côté, le caractère d'une bataille défensive ; sur tout le front septentrional, d'Arras à Nieuport, l'ennemi essayait de percer dans la direction du détroit : *Kales! Kales !* criaient en chargeant Wurtembergeois et Bavarois. Pendant quatre mois, leurs masses énormes rouleront avec le même cri sauvage vers cette Jérusalem des espérances teutonnes sur la Manche. Et, pendant quatre mois, la tâche des armées alliées consistera uniquement à leur opposer un « mur d'acier. » Dans ces conditions, avec un flanc désormais à l'abri de toute surprise, largement couvert par trente kilomètres de zone inondée, quel intérêt pouvait bien présenter encore pour nous la possession d'un saillant aussi frêle, aussi instable que Dixmude ? Même si l'ennemi ne nous l'avait pas disputée, n'eût-il pas mieux valu couper délibérément cette « excroissance, » rectifier notre front et l'adapter à la configuration hydrographique du terrain ? La plupart des forteresses et des camps retranchés ont été emportés sans résistance, au cours des diverses offensives allemandes : les vrais réduits, qui n'ont pas cédé, sont ceux dont quelque filet d'eau avait fait tous les frais et qui n'étaient défendus que par une ceinture flottante et des palissades de roseaux.

C'est à ces raisons vraisemblablement que se rendit l'amiral en ordonnant l'évacuation de Dixmude. La guerre d'usure, la

(1) Et, à quatre heures, continue le *Journal de l'enseigne C... P...*, nous étions rejoints par « un brave petit fusilier breton d'Audierne, Paillard Clet. Interrogé sur son retard : « Le lieutenant m'avait dit d'accompagner un blessé; alors, comme il ne pouvait plus marcher tout seul et que nous n'allions pas vite, nous avons perdu la colonne. » Ce bon petit garçon, qui, dans la nuit, avait perdu le contact avec nous, entre la tranchée et l'Yser, sans un cri d'appel ni une plainte, a traîné son blessé jusqu'à l'Yser. Là, trouvant la passerelle ouverte, il a voulu se mettre à l'eau pour prévenir. On l'a vu, on l'a hélé, il s'est fait reconnaître, et son blessé a été sauvé. Impossible de lui faire comprendre que son acte est héroïque; il s'excuse simplement d'être en retard et à toutes les félicitations répond : « Le lieutenant l'avait dit. » Le lieutenant a dit aussi : « Tu auras la médaille militaire » et l'amiral a ratifié la promesse. »

guerre de sape et de mine, commençait : les cavaliers eux-mêmes vidaient l'arçon ; le front s'ensevelissait. La brigade devait suivre l'exemple et, sans quitter la région de l'Yser, tantôt à la boucle médiane, tantôt à l'embouchure du petit fleuve tragique qu'on franchissait, au soir des grandes tueries, sur des ponts de cadavres, se terrer à son tour, gratter la glaise et plier à une besogne de taupe sa frémissante activité.

Une dernière raison empêchait peut-être l'amiral de vouloir conserver Dixmude, raison qu'il est permis de faire connaître aujourd'hui : le défaut de munitions. Le groupe de 75 qui était en batterie à Caeskerke, au point de jonction des deux lignes de la voie ferrée, avait dû se retirer, « ses coffres vides. » Ainsi s'expliquait le silence de nos canons pendant ces lugubres journées du 9 et du 10 novembre où la brigade resta exposée à un feu incessant de toute l'artillerie ennemie. Dixmude était évacuée que le feu continuait toujours. Il ne s'arrêta pas de toute la nuit : les tranchées de l'Yser, les maisons des abords du Haut-Pont, Caeskerke et sa gare reçurent le plus gros de l'averse. Non seulement nos ambulances régimentaires, mais toutes les fermes, toutes les granges, toutes les caves étaient pleines de blessés (1). Vainement le service sanitaire se prodiguait sous la direction du docteur Petit-Dutaillis, médecin-major du 1er régiment, dont un shrapnell avait traversé le maxillaire supérieur quelques jours auparavant (2). La tête bandée, le

(1) « Me trouvant dans une ferme où mangent nos officiers, écrit le fusilier Delaballe, j'ai pansé jusqu'à trois heures du matin des blessés avant de pouvoir les évacuer sur les infirmeries, j'ai soigné de mes camarades atrocement blessés par des balles dum-dum. Heureusement que le docteur Arnould est venu nous assister par deux fois. Autrement, je crois que nous n'y serions jamais parvenus. Nous étions trois malheureux inexpérimentés pour soulager un flot incessant de blessés. Ce fut effroyable... » — « Je vous écris d'une ferme que Delaballe a transformée en poste de secours, mande un autre fusilier. Avec deux autres matelots, il a pansé le capitaine, le lieutenant et soixante blessés pendant la nuit. Vers trois heures du matin enfin, nous avons pu dégager nos blessés. Les obus dégringolent dans le moment et, si je ne veux pas recevoir le toit sur la figure, il est prudent que je retourne dans ma rotonde. » (*France*, du 29 nov. 1914.)

(2) Le 4 novembre. « Un de mes chevaux et moi sommes heureusement les seuls nouveaux blessés. Je crache les débris de la camelote boche, quelques esquilles et deux molaires auxquelles je tenais pourtant bien et, tandis que mes hommes s'écrient en cœur : « Les salauds, notre major ! » je me livre à mon quartier-maître Gérot qui me tamponne *intus et extra*. Le choc a été très brutal, mais, de ce fait, presque indolore, et je fais cette réflexion consolante pour les familles qu'il en est, en somme, ainsi pour la plupart des blessures par projectiles de guerre. La mienne est sans gravité immédiate et j'éprouve une satisfaction très douce à sentir mon vieux sang couler, à si peu de frais, pour la grande cause. »

vaillant docteur courait de l'ambulance du docteur Le Marc'-hadour à celle du docteur Taburet. Même encombrement dans l'une et dans l'autre : on n'y pénétrait qu'en « enjambant des brancards, » sur une litière de pansemens individuels et d'effets ensanglantés. Dans l'ambulance du docteur Le Marc'hadour, la plus rapprochée du Haut-Pont, « un officier des équipages, le flanc ouvert par un éclat d'obus, agonisait, et un jeune enseigne, assez gravement touché, serrait en souriant la main que lui tendait le commandant Delage. » Peut-être l'enseigne Thépot, dont c'était le premier combat, ou l'enseigne de Lorgeril, dont c'était le dernier...

— Docteur, dit le commandant, aujourd'hui nos pertes sont lourdes.

« Dans la bouche de notre vénéré « colonel, » qui n'énonçait jamais que le plus parfait optimisme, ces paroles, observe le docteur Petit-Dutaillis, prenaient une signification spéciale. »

Le pis est qu'on ne savait comment évacuer les blessés. Nos voitures d'ambulance qui, pendant toute la journée, avaient fait la navette entre Forthem et Caeskerke, ne se décidaient pas à revenir. Égarées ou perdues, on l'ignorait. Disparues aussi, ces souples et confortables autos de l'ambulance anglaise qui nous avaient rendu tant de services au cours du siège et que pilotaient depuis le 20 octobre les mêmes « jolies » chauffeuses « en kaki des plus impressionnans, guêtres de cuir, pantalons bouffans, redingote de chasse..., le tout assaisonné de beaucoup de grâce et de gaieté. » De beaucoup de courage surtout. Dans maints carnets de la brigade, au tournant d'un feuillet jauni, taché de boue et de sang, passe, comme dans une échappée shakspearienne, la vision furtive de ces Rosalindes du volant, impassibles sous les balles et qui, à la minute critique, bondissaient sur la ligne du feu, chargeaient nos blessés et repartaient en coup de vent. Pour ne rien cacher, leur « équipement » masculin avait d'abord fait un peu sourire les hommes, jusqu'au jour où, conquis par tant de bravoure, ils nommèrent l'ambulancière-major, miss Dorothée F..., fusilier honoraire du 1er régiment, et lui décernèrent le ruban de leur formation qui orne depuis son bonnet. Mais miss Dorothée et ses jeunes amies, manquant pour la première fois d'à-propos, s'étaient portées, ce soir-là, sur un autre point du front. Un médecin de la division belge eut enfin pitié de notre embarras : se rendant

aux prières du docteur Petit-Dutaillis, il promit de nous venir en aide, bien qu'il eût l'ordre formel de « ne pas exposer ses voitures. » S'était-il engagé à la légère ? La nuit s'avançait, les autos belges n'arrivaient pas. Et le bombardement redoublait.

« L'attente fut longue, écrit le docteur Petit-Dutaillis. Sur une chaise, Le Marc'hadour, exténué, s'était endormi d'une pièce ; son aide Arnould s'occupait des blessés de la grange voisine ; le bon aumônier Pouchard, la tête dans une main, conversait avec Dieu. Des obus de campagne, vomis par une batterie allemande amenée non loin du pont, passaient en sifflant devant notre porte, puis détonaient un peu plus loin ; sur le pavé, sur nos murs, les balles grêlaient ; et, dans les champs voisins, les dernières marmites de la fête s'écrasaient. Nous attendions celle qui, en toute probabilité, devait nous rendre visite, quand, dans un moment d'accalmie, cinq autos d'ambulance belge lancés à toute allure s'arrêtèrent devant le poste. Comment, sur cette route balayée d'obus, ont-ils pu être chargés sans lumière et arriver à Forthem sans accident ? Comment avons-nous pu nous porter de ce poste de secours avancé sur le second avec tout notre matériel à dos d'homme ? Comment de ce point Arnould put-il encore aller relever les derniers blessés signalés dans les tranchées de l'Yser et que nous enfournâmes dans une voiture à chevaux quérie à quatre kilomètres de là ? Comment, avec ce dernier convoi, pus-je regagner mon ambulance régimentaire, sous une pluie incessante d'obus qui maintenant nous prenaient de flanc et durant tout le jour avaient défoncé la route, tout cela sans avoir aucune perte à déplorer ? » Le docteur Petit-Dutaillis se le demande encore, mais il ajoute, — et c'est peut-être une explication à ses yeux, — que « le bon abbé Pouchard » ne l'avait pas quitté d'une semelle au cours de ce miraculeux transbordement.

II. — L'ADIEU A DIXMUDE

« Mon cher oncle, écrira le 18 novembre l'enseigne de Cornulier-Lucinière (1), veuillez m'excuser si je vous ai adressé

(1) *Lettre au général de Cornulier.*

voici quelques jours une missive de forme peu correcte. Nous venions de terminer une journée qui nous avait coûté beaucoup de monde et une position importante, et je ne voyais que deux alternatives : ou bien la reprendre [par] une offensive qui aurait sans nul doute achevé la destruction de mon bataillon, ou bien subir un nouvel effort allemand qui, vu notre état d'affaiblissement et l'ordre de se maintenir coûte que coûte, valait pour votre neveu la bonne croix de bois. Aucune de ces éventualités ne s'est produite; les Allemands ont manqué de souffle et nous ont laissés nous reformer... »

En quatre lignes, qui pourraient lui servir d'argument, voilà résumé l'épilogue du drame. Mais l'ennemi ne s'est pas résigné du premier coup à cette défaite de ses espoirs. Tous les jours qui vont suivre la prise de Dixmude, et la nuit comme le jour, jusqu'au 14 novembre, le bombardement continuera avec la même intensité, visant exclusivement les chaussées des routes, des canaux et la zone non inondée, au Sud de la ferme Roo-de-Poort et du réservoir à pétrole. L'enseigne de vaisseau H..., le 11, s'amuse à faire le compte des obus qui pleuvent autour de la maison où il déjeune : « 6000 (calcul effectué) », au prix desquels messieurs les Boches « ont réussi à y arracher deux clous. » Il sait, dit-il, des tapissiers qui travaillent mieux et à meilleur marché. « C'est royalement chic, écrit de son côté, le 13 novembre, un des nouveaux officiers supérieurs de la brigade, le capitaine de frégate Geynet, qui remplace le commandant de Sainte-Marie. On dort, mange, rêve en musique. Depuis mon arrivée, cela ne cesse pas. Mais, Dieu ! quelle dépense de munitions allemandes pour peu de résultat ! C'est le cas de dire : « Beaucoup de bruit pour rien... » — « Le bombardement a duré trois jours (1), écrit le même à la date du 19 novembre. Je n'ai eu que trois tués, mais des blessés... » Tout le monde autour de nous, on le verra plus loin, ne s'en tirait pas à si bon compte.

Cette inefficacité de l'artillerie allemande tenait sans doute aux dispositions que l'amiral avait prises, dès l'évacuation de Dixmude, pour consolider le front de l'Yser. Le petit fleuve, à cet endroit, mesure quelque vingt mètres de large : il est endi-

(1) Trois jours sur Caeskerke, les tranchées de l'Yser (compagnies de Malherbe et Pitous) et les tranchées de l'usine à pétrole (compagnie Ravel); trois autres sur Oudecapelle et Saint-Jacques (v. plus loin).

gué sur ses deux rives, mais la digue occidentale surplombe de deux mètres la digue orientale (1), et le génie belge l'avait solidement gabionnée avec des sacs de sable. Les tranchées de première ligne furent renforcées; d'autres tranchées construites à la hâte en arrière, qu'on perfectionna au cours des jours suivans; le 12, débarquait à la brigade un contingent de Toulon qui permit d'y boucher quelques brèches (2). La grande affaire, c'était de contenir l'ennemi dans Dixmude, comme on l'avait contenu dans la boucle de Tervaete. Il fallait à tout prix qu'il ne pût utiliser cette nouvelle tête de pont : on réussit à pousser devant elle, bien abrités, un canon de 37 et une pièce de 75; aux pièces lourdes de la défense on prescrivit de tirer sans relâche sur les abords de la ville. Nous avions enfin reçu des munitions, même de l'artillerie, « tout un régiment (3), » sous les ordres du colonel Coffec. « Ah! si elle était arrivée plus tôt! » laisse échapper le lieutenant de vaisseau Cantener. N'ayant pu conserver Dixmude, c'était à notre tour de consommer sa ruine. Le colonel Coffec, en bon Breton, s'y employait de tout son cœur. De nouveaux brasiers s'allumaient près du Haut-Pont; l'artillerie de campagne et l'artillerie lourde française ne cessaient de tonner, en réponse à l'artillerie allemande. Dans ces sortes de duels, il est rare que les artilleries aux prises, soigneusement défilées, s'endommagent réciproquement : leurs effets se font sentir presque uniquement snr les tranchées et les localités repérées. L'amiral avait maintenu son poste de commandement à Oudecapelle, qui n'était pas encore menacée, mais qui n'allait pas tarder à l'être. Pour le moment, l'ennemi continuait de s'acharner sur le secteur de la défense qui faisait directement face à Dixmude et qu'il lui fallait nettoyer avant d'essayer d'y prendre pied; la préparation terminée, on pou-

(1) *L'Action de l'armée belge* (rapport du commandement de l'armée).

(2) *Journal de l'enseigne C. P...* et *lettre du lieutenant de v. Le B...* : « Humbert a reformé une compagnie à moitié détruite le 10 novembre et, en trois jours, il l'a ramenée complètement rééquipée à Dixmude. »

(3) « Le matin (11 novembre) de bonne heure, nous devons déguerpir de la ferme où nous avons si bien dormi dans la paille chaude qui a séché nos vêtemens trempés. Tout un régiment français d'artillerie est arrivé à la rescousse et un groupe de 75 prend position dans la cour de la ferme. » (*Journal de l'enseigne C. P...*) — « Il est arrivé de l'artillerie française qui répond. Dixmude, ou ce qu'il en reste, brûle de nouveau plus que jamais. Le refrain unanime dans nos tranchées est que les Boches n'ont sûrement rien trouvé dans les caves. Je le crois. » *Carnet du lieutenant de v. de M...*)

vait s'attendre à une attaque en force, qui se produisit en effet dans la nuit du 12 (1). Mais nos précautions étaient prises et l'attaque fut enrayée.

Dépité, l'ennemi se rejeta sur son artillerie, dont toutes les bouches rentrèrent en action. Elles n'éprouvèrent qu'assez faiblement nos tranchées (2) ; mais, le long du quai, sur la route de Caeskerke et à Caeskerke même, le docteur Taburet constate au matin que toutes les maisons sont « en loques. » L'ébranlement causé par la canonnade est tel qu'on se croirait en mer, par gros temps, sur le pont d'un navire. « Je titubais, » dit encore le témoin cité. A peine évacuée, son ambulance s'était remplie de nouveaux blessés que le service sanitaire devait faire prendre à la nuit. Mais par quels chemins ? Chaussées, bas côtés, « ne sont plus que bouillie (3). » On s'en tirerait encore le jour, si le bombardement permettait de s'y aventurer. La nuit, sans lumière, cela devient un problème presque insoluble. D'ailleurs, ses repères établis, l'artillerie lourde de l'ennemi n'arrête pas plus la nuit que le jour. Le docteur Taburet, qui s'est hasardé sur la route, reçoit un éclat d'obus dans le dos, sur son revolver, qui le protège ; il n'a que le temps de rentrer pour éviter les trois autres coups fatidiques. Il se hasarde de nouveau à minuit pour chercher les voitures d'ambulance : les obus brisans qui l'encadrent l'obligent encore à rétrograder... Des deux postes de secours (4) que nous conservions dans ce secteur de la défense, à proximité des tranchées, comme l'exige le

(1) *Communiqué du 13 novembre :* « L'ennemi a cherché à déboucher de Dixmude par une attaque de nuit et a été repoussé. » En réalité, l'attaque eut lieu à la tombée du jour. « Gros bombardement de nos tranchées ; vive fusillade vers cinq heures du soir. » (*Carnet du lieutenant de v. de M...*)

(2) Même celles du Haut-Pont, les premières visées cependant et « qui reçoivent des marmites sans discontinuer. Pitous les attire sans doute. » (*Carnet du lieutenant de v. de M...*)

(3) *Journal du Dr Petit-Dutaillis :* « Les routes flamandes sont formées au centre d'une chaussée pavée trop étroite pour le passage de deux voitures et, de chaque côté, d'un terrain meuble où l'une des deux doit forcément s'engager pour croiser l'autre ; sous les pluies persistantes, ces bas côtés ne sont plus que bouillie liquide dont on ne se dégage qu'à grand'peine. »

(4) Le troisième était celui du Dr Guillet, établi au débouché du pont romain et enlevé avec ses deux médecins (le Dr Guillet et le médecin auxiliaire Félix Chastang) et tout son personnel le 10 novembre. Le Dr Guillet, fait prisonnier, a été échangé ; mais son aide, Félix Chastang, fut tué le 11 novembre en soignant sous le feu des blessés français et allemands. L'ennemi n'a pu s'empêcher de rendre hommage à tant d'héroïsme et il a inscrit sur sa tombe, dans le cimetière d'Eessen : « Ici repose un brave médecin français. » (*Lettre du médecin-major allemand Simon à Mme Chastang.*)

règlement, un seul, celui du Haut-Pont, avait pu être ramené légèrement en arrière.

« Le plus avancé, écrit à la date du 14 novembre le docteur Petit-Dutaillis, est maintenant au passage à niveau de Caeskerke, dans les ruines de la maison du bourgmestre, dont les alentours ont été arrosés aujourd'hui par plus de trente obus de gros calibre. L'autre est au croisement de la route d'Oudecapelle. Je vis dans l'anxiété constante de perdre à leur tour ces deux formations sanitaires. Il m'est difficile d'obtenir de Taburet qu'il consente à s'abriter : on ne voit que lui sur les routes, la canne sous le bras, au plus fort de la danse des marmites, qui, deux fois de suite, l'ont barbouillé de fange. Quant à Le Marc'hadour, le 420 en personne ne saurait altérer sa gaieté (1). »

Elle résiste même à la pluie, ou plutôt à cette sorte de « spleen liquide » qu'est la pluie flamande, et qui, à peine moins ténue que la brume, ne s'en distingue que par un léger grésillement. Tout l'horizon fume depuis trois jours. C'est l'hiver qui vient, « le triste hiver, » annoncé par le cri monotone des vanneaux dont ces prairies sont l'habituel cantonnement. Ils ne tarderont pas à en être chassés par la canonnade. De l'autre côté de l'Yser, dans les pâtés de décombres qui avoisinent le Haut-Pont, les Allemands ont installé des mitrailleuses qui se démasquent subitement. Ordre est réitéré à nos pièces d'achever la destruction de ces ruines. Si frénétique que soit le bombardement ennemi, on le supporte sans trop d'énervement, depuis que notre artillerie à nous-mêmes fait sa partie dans le concert. Les obus se croisent en tout sens. Un coup n'attend pas l'autre. C'est un tonnerre continu, une immense trame de bruit, si serrée, si dense, que, quand quelque accroc se produit, le silence fait l'effet d'un choc. L'activité allemande, peu sensible à l'œil nu, est très grande sur la partie du front qui nous regarde. On la devine, si on ne la voit pas. Refoulée par l'inondation sur

(1) « Ses colloques avec ses compatriotes, au plus fort du combat, sont épiques : Jean Gouin admet bien d'être blessé à la tête, au ventre, où vous voudrez, sauf aux doigts; il y tient particulièrement. Or, hier, il vient trouver Le Marc'hadour avec l'index droit brisé. Il est très énervé. « Oh! mon didi! mon didi! — Qu'est-ce qui te prend? lui dit Le Marc'hadour. Il t'en reste bien assez de ton didi pour écraser tes puces; je vais te renvoyer à ta femme, tu lui donneras tout de suite un gosse, je serai le parrain, et nous l'appellerons Dixmude. » Alors Jean Gouin rigole et, au printemps prochain, si son médecin-major n'est pas mort, il lui enverra un panier de moules fraîches. » (*Journal du Dr Petit-Dutaillis.*)

toute la ligne inférieure et moyenne de l'Yser, « sauf en un endroit de la rive gauche, dit le Communiqué du 13 novembre, où il occupe de 2 à 300 mètres (1), » l'ennemi entend tout au moins prendre sa revanche devant Dixmude; chaque nuit, sous le couvert de mitrailleuses montées sur radeaux, ses sapeurs et ses pontonniers travaillent d'arrache-pied à lui frayer un passage, et, chaque matin, nos 75 démolissent l'ouvrage de la nuit. Mais il s'entête, et il est rusé. Pour en finir avec ce petit jeu, il faudrait compléter l'isolement de la ville, provoquer une nouvelle inondation sur la rive droite de l'Yser et du canal de Handzaëme, dans la région Beerst-Bloot, qui correspond à l'ancien secteur Nord de la défense. Des négociations sont ouvertes à cet effet, le 12, avec le grand quartier général belge. C'était le capitaine de frégate Geynet qui commandait vers Beerst-Bloot. Son bataillon était réduit à 468 hommes; mais chacun de ces hommes était comme doublé par la pensée d'un frère, d'un ami à venger. Puis, à mesure que le temps passait, l'ardeur ennemie se refroidissait sensiblement. Les alertes nocturnes étaient encore fréquentes, mais ce n'étaient plus les attaques en force, et l'on se tenait les uns et les autres sur ses positions. De temps à autre, une balle claquait. Un cri d'angoisse, le bruit sourd de l'eau qui s'ouvre et se referme : quelque ennemi qui tombait dans l'Yser, « touché par une bonne balle française... »

La guerre, de ce côté, tournait à la petite guerre d'embuscade, au « grignotage, » suivant le mot du généralissime. Dans les formations assez mêlées que nous avions devant nous, se trouvaient, paraît-il, des « étudians de Heidelberg. » Ils « faisaient des paris. » Un de ces prétentieux jouvenceaux passait la rivière « à la nage, » pour essayer de voler un fusil; le factionnaire, qui ne dormait que d'un œil, affectait de « tenir bas son arme, » et, quand l'étudiant croyait la saisir, l'homme l'assom-

(1) Il s'agit de la boucle de Tervaete, le seul « point faible de la ligne de défense » (*l'Action de l'armée belge*), dont la concavité est tournée vers l'Ouest et où l'ennemi avait pris pied dès le 22 octobre, poussant ses tranchées jusqu'au Vliet. Il lui en avait fallu déguerpir devant l'inondation. Près de la ferme de Stuyvekenskerke et du château de Vicogne, une batterie allemande de quatre pièces était submergée: « ferme et château ont été trouvés évacués et remplis de cadavres allemands, » dit le communiqué belge. Devant Ramscapelle, on retirait de l'eau deux mortiers de 165 abandonnés par l'ennemi; çà et là, le long de l'Yser, d'après la même source d'informations, des contingens allemands, occupant des positions avancées, étaient coupés de leurs lignes de repli et devaient se rendre ou se résigner à l'enlizement.

mait d'un coup de crosse; s'il échappait et se rejetait à l'eau, « on le tuait à bout portant. » Le comique se mêlait au macabre dans ces aventures. « Il y a des histoires d'un drôle! écrit, le 19 novembre, le commandant Geynet. L'autre jour, nous dégringolons trois Prussiens du côté de notre berge. Le soir, j'envoie quatre hommes pour les enterrer. L'un d'eux prend le Prussien par les pieds pour lui enlever ses bottes: le Prussien, qui faisait le mort, envoie un formidable coup de pied dans le ventre du matelot, qui tombe à la renverse, et le Prussien court encore. »

L'homme se consola peut-être du coup de pied, mais il regretta sûrement les bottes, qui étaient excellentes, et contre lesquelles il eût troqué volontiers ses savates éculées. C'était toujours la grande souffrance de cette vie, ce manque de chaussures. Pour une fois, les Bretons donnaient un démenti à leur romancier Paul Féval, qui prétend qu'ils ne sont frileux que des oreilles. « On souffre du froid, » écrit le commandant Geynet; nos hommes sont « sans chaussettes » dans « leurs souliers troués. » On souffre aussi de plus en plus du manque d'eau potable. L'eau de l'Yser est si « infecte » qu'on lui préfère celle des entonnoirs de marmites. Mais elle est venue là « par infiltration, et d'où? Il y a tant de tombes et de détritus de chevaux, vaches, cochons tués » aux environs! L'enseigne de Cornulier se demande comment ses hommes « ne sont pas encore tous claqués de la typhoïde. » Vrai sujet d'émerveillement, en effet! Mais, bien qu'assez éprouvés par la dysenterie, ils ne veulent pas convenir de leur épuisement; ils se roidissent contre le mal; ils exagèrent même, par défi, leur « vantardise » et leur « imprudence » naturelles, s'amusant à « forcer des lièvres à la course » (1) ou se glissant hors des tranchées, la nuit, pour aller « chaparder » des casques boches. « J'ai dû infliger des punitions de vingt jours de prison pour ce fait, » écrit le commandant Geynet; mais « Jean Gouin (2) » est incurable. Il lui faut des casques boches :

(1) « Mes hommes s'amusent à forcer des lièvres à la course, malgré mes hurlemens. Heureusement, personne de blessé, sauf un lièvre qui vient se réfugier près de mon « gourbi, » où mon cuisinier se hâte de lui faire un sort. » (*Carnet du lieut. de v. de M...*)

(2) Surnom donné aux fusiliers marins et dont l'origine est incertaine : les uns y voient une déformation de *Jean Le Gwenn* (Jean Le Blanc), nom très répandu en Bretagne ; les autres le font venir du mot *gwin* (s. e. *ardent*, eau-de-vie), étymologie malheureusement aussi acceptable.

c'est son trophée personnel dans cette guerre, sa « prime, » son « scalp. » Il voit déjà le casque suspendu à une solive, dans sa petite maison bretonne, entre deux côtes de lard, ou posé triomphalement sur la corniche d'un vaissellier. Et tout cède devant ce mirage.

Pendant ce temps, et sans négliger complètement les tranchées du front, l'ennemi allongeait peu à peu son tir; le bombardement s'étendait à nos lignes d'arrière. Tous les pâtés de maisons de la rive Ouest étaient déjà tombés, puis les fermes, la gare et le village de Caeskerke. L'ennemi passe mainteuant aux villages environnans : à la croisée des routes de Dixmude et d'Oudecapelle, « des éclats d'obus viennent jusque dans l'infirmerie du docteur Le Marc'hadour. » L'amiral lui-même est « canardé » à Oudecapelle, le 14. C'est la grosse artillerie allemande qui tire. Le quartier général de la brigade était près de l'église. Grave imprudence! « Pourquoi aussi se mettre près du clocher? » remarque ironiquement le docteur T... On sait assez que les obus allemands ont un faible pour les clochers. Dégâts tout matériels, heureusement! Mais le même jour, à Saint-Jacques-Capelle, terminus de notre ligne, une marmite tombait dans une cave de brasseur, où cantonnaient cinquante hommes du 94e d'infanterie : « vingt-neuf ont eu la tête écrasée; les autres, tous blessés et mutilés (1). » Et, sur un autre point du front, près de Bien-Acquis, un obus, égaré ou guidé par quelque avion, brisait le frein d'un de nos mortiers.

Le lendemain seulement arrivait du quartier général belge la réponse à la demande de l'amiral « concernant l'extension de l'inondation à la rive Est de l'Yser. » Comme on s'y attendait, la réponse était favorable. Les instructions transmises à notre état-major portaient que le génie belge, avec l'aide des marins, ferait sauter une éclusette au Nord de la borne 16. Mais, pour atteindre cette éclusette, il fallait passer l'Yser sous le feu de l'ennemi. Opération peu commode : le génie belge, qui l'avait préparée, nous laissait le soin de l'exécuter. Un homme de bonne volonté s'offrit, un jeune quartier-maître nommé Le Bellé. On n'a ni barque, ni plate : « une planche clouée sur deux barriques » fera l'office de radeau. Le quartier-maître y embarque avec sa dynamite pendant la nuit.

(1) *Carnet du Dr T...*

« Nous écartions les Prussiens à coups de fusil, raconte le commandant Geynet. Mon petit bonhomme a bien pris son temps, puis a laissé dériver son radeau, sur lequel les Prussiens se sont acharnés, et il est revenu en nageant entre deux eaux. »

La médaille militaire l'attendait sur la berge. Au matin, le commandant monta sur le parapet pour voir l'effet de l'explosion. « On m'a tiré dessus pendant dix minutes, écrit-il, ça sifflait, mais *ils* sont maladroits : les matelots riaient en voyant que je faisais signe aux Boches que leur tir passait trop à ma droite. » Et l'on peut une fois de plus trouver bien téméraires ces officiers supérieurs qui s'amusent à se faire prendre pour cible par l'ennemi. Ceux qui leur font ces reproches ne soupçonnent pas la vertu de certaines démonstrations, parfaitement vaines en apparence : à la guerre, vingt exemples récens en témoignent, l'ascendant moral s'acquiert par les actes de cette sorte, dont c'est souvent la seule utilité. Sur le moment, d'ailleurs, il était malaisé de se rendre compte des effets de l'explosion : l'eau avait gagné Beerst-Bloot, mais l'infiltration se faisait lentement. C'est un peu plus tard que le commandant Geynet apprit que l'opération avait pleinement réussi : l'éclusette Nord de Dixmude avait sauté. « Les Allemands ont pris un grand bain dans leurs tranchées, écrit-il à la date du 1er décembre : ils les ont abandonnées. Ce n'est pas encore là qu'ils perceront la ligne. »

L'ennemi lui-même, après réflexion, semble s'être rangé à cet avis. Il ne croit plus que la chute de Dixmude lui ouvrira le chemin de Calais. La réalité a dissipé ces fumées : sa coûteuse victoire du 10 est une victoire sans lendemain et l'aveu en sera fait par un de ses propres journaux, le *Lokal Anzeiger*, dont on connaît les attaches officieuses. « Notre armée, dit cet organe, n'a pu réussir à profiter de l'occupation de Dixmude, mais seulement à s'y fortifier (1). »

C'est le glas des espoirs allemands dans cette région. La bataille de l'Yser continue, mais son siège ou du moins le principal de son effort est transporté autour d'Ypres et devant les écluses de Nieuport. Cependant, comme si l'ennemi n'entendait pas nous faire grâce d'un seul jour, il canonne encore notre arrière avec son artillerie lourde. Cela prend si bien la tour-

(1) Cité par *le Gaulois* du 18 novembre.

nure de quelque chose d'habituel qu'un des officiers note sur son carnet à la date du 15 : « Journée ordinaire. » En face de Dixmude, à Caeskerke, l'ennemi n'a plus rien à détruire : tout y est pulvérisé. Oudecapelle, qu'il recherchait depuis le 14, va subir le même sort les jours suivans. L'aimable petit village s'effondre au bout de quelques heures, « y compris la maison occupée par l'état-major, qui était heureusement à l'abri dans un solide souterrain (1). » Si indifférent au danger que soit l'amiral, il lui faut bien cette fois déménager et reporter son quartier général plus loin, dans la ferme Den Raablar, sur la route d'Oudecapelle à Forthem. Peu après, le dernier pan de l'église s'écroule : les Allemands ont atteint leur double objectif, et le bombardement cesse presque aussitôt.

Il a duré jusqu'à notre départ. A quatre heures du soir, le 16, arrivent les ordres pour la relève : les fusiliers marins seront remplacés aux tranchées de l'Yser par des hommes du 20e corps (94e territorial), sauf le 1er bataillon du 2e régiment, commandé par le capitaine de frégate Geynet, qui restera dans ses lignes jusqu'au 17.

La nouvelle circule de poste en poste. On l'attendait; on s'en réjouissait d'avance (2); dans la tranchée du capitaine de Malherbe, les hommes, sur un vieux phonographe échappé au naufrage de Dixmude, s'exerçaient à répéter le *Chant du Départ*... Peut-être le bonheur n'aime-t-il pas qu'on l'escompte. Le vent, qui s'était mis à la neige le 15, avait de nouveau changé d'aire et sauté de l'Est au Nord-Ouest. C'était cet humide et terrible Circius auquel l'empereur Auguste fit élever un autel dans les Gaules. Le *schoore* mugissait. « Temps de chien, écrit le docteur Taburet. Routes ignobles. » Mais elles mènent vers la France, vers le répit, l'allégeance, sinon vers la paix définitive. Et cepen-

(1) *Journal du Dr Petit-Dutaillis.* « Il n'y a eu d'épargné, précise l'auteur, que la maison où j'ai reçu ma prune et où était établie mon ambulance régimentaire; Le Marc'hadour s'y trouvait avec l'abbé Pouchard; les dernières marmites sont venues les encadrer... sans éclater. »

(2) « On dit que nous serons remplacés peut-être après-demain. Les hommes s'en réjouissent, surtout parce que les bœufs et veaux qui erraient dans nos environs sont tous passés de vie à trépas et qu'ils considéraient comme déshonorant de manger du « singe. » Je ne crois pas que, pendant tout Dixmude, mes hommes en aient mangé plus de deux fois. On se débrouille! Moi je serai content de pouvoir me déshabiller et me laver complètement; je n'ai pu le faire depuis le départ du Grand Carbon, où j'avais escorté le convoi, le 15 octobre. » (*Carnet du lieutenant de v. de M...*)

dant personne n'a le cœur dispos. Il est bien vrai qu'un lien subtil nous fait les prisonniers des lieux où nous avons le plus souffert. Ce soir du 16 novembre, il y a comme un malaise sur la brigade. « C'est donc fini, Dixmude ! écrit un des officiers. En pensant à ce départ prochain, le matin, seul, sur la route, j'ai pleuré (1). » Le quartier-maître Rabot, neveu de l'héroïque commandant tombé à Dixmude, raconte que, le 25 octobre, des prisonniers allemands demandèrent s'il était bien vrai qu'ils fussent « en Bretagne (2). » On avait ri de leur naïveté. C'étaient eux pourtant qui avaient raison et on s'en aperçoit aujourd'hui : Dixmude, hier encore, n'était qu'une bourgade perdue de la Flandre occidentale; beaucoup ignoraient jusqu'à son existence (3). Mais tant des nôtres ont rougi de leur sang le pavé de cette petite ville qu'elle a reçu le baptême breton. Elle est devenue une seconde patrie pour nos hommes. En la quittant, il semble qu'ils partent pour l'exil. Dans la nuit, sur les routes où s'engage leur colonne hésitante, ils tourneront plus d'une fois la tête pour regarder, à la lueur des obus, cette cité de misère et de nostalgie (4).

Les dernières sections, qui forment l'arrière-garde de la brigade, ne sont parties à la file indienne que le soir du 17. La relève s'est faite en silence. « Je guidais mon bataillon, écrit le commandant Geynet, ayant eu soin pendant le jour d'aller reconnaître le terrain. » Les routes étaient si ravinées qu'on buttait à chaque pas. Par surcroît de malchance, « les Boches avaient aussi fait sauter une digue, écrit le même officier ; le fossé que j'avais vu à sec était rempli d'eau. Il faisait nuit noire : je suis tombé jusqu'au cou dans un fossé et je n'ai pu me changer que le lendemain, en arrivant au cantonnement. J'ai fait à pied les 27 kilomètres, tout mouillé. »

Le reste de la brigade n'était pas en meilleur point : le vent qui soufflait en tempête, chargé de neige fondue, plaquait les capotes sur les corps ; les hommes avaient de la boue jusque dans leur barbe. Mais comment se fussent-ils plaints, quand leur « colonel » en personne, le commandant Delage, « mal remis

(1) *Carnet du Dr T...*

(2) *Journal de Pontivy*, du 20 juin 1915.

(3) L'enseigne de Cornulier, dans ses premières lettres, l'appelle Dixmuth!

(4) « Quelques obus éclatent au-dessus de nous. Malgré les précautions prises, les Allemands ont dû se douter de notre mouvement, mais ils tirent trop haut. » (*Carnet du lieutenant de v. de M...*)

de sa blessure, mais toujours aussi énergique, » marchait à côté d'eux, tirant la jambe et « traînant une vache (1), » comme un brave fermier qui se rend à la foire? Pour compléter l'illusion, là-bas, à Hoogstaede, une musique belge jouait. Elle n'éveillait aucune gaieté chez les fusiliers. Mais les quelques douzaines de Sénégalais qui survivaient à ces journées atroces n'avaient pu l'entendre sans un frémissement de plaisir. Ils oubliaient les tranchées, le vent, la pluie, la boue; ils revoyaient la terre rose du *bled*, les nuits langoureuses d'Afrique. Et ils dansaient (2).

« Les pauvres! » dit un officier.

III. — SUR LA ROUTE DE FRANCE

Et maintenant, croit-on, ça va être la vie en cantonnement, la vie d'arrière, sans imprévu, sans alerte, sans bombardement, presque aussi insipide que la vie de caserne, mais « abondante, régulière et facile ; » on va pouvoir « se déséquiper, » se laver, quitter la carapace de boue et de crasse qu'on habite depuis un mois et « dont l'odeur est si forte, au dire d'un témoin, qu'elle précède la brigade de cinquante pas. » Ainsi, quand les morutiers reviennent du Banc, tout chargés d'odeurs de saumure et de « massacre, » le vent porte jusqu'au fond des ruelles de Saint-Malo, à plusieurs milles, les lourds relens qui annoncent leur arrivée sur rade...

Et puis les âmes elles-mêmes ont besoin de relâche. Elles ne pourraient supporter longtemps, sans de graves désordres, cet état d'exaltation où elles sont tendues depuis un mois. Tous les carnets de la brigade signalent vers cette date, en l'attribuant d'abord à l'alcool, à des saouleries clandestines, l'éclat extraordinaire des yeux des hommes. C'est la fièvre du combat qui les fait si brillans. Les verbes sont précipités, hachés, comme dans la colère. Plusieurs cas de folie ont été observés. Il en est de trop explicables. Le 15 novembre, le docteur Taburet voit une marmite tomber à deux mètres d'un fusilier marin. Il le croyait écrasé : l'homme sort de sa fosse et pique une course folle à travers champs, droit devant lui. On ne sait ce qu'il est

(1) Cf. *Carnet du lieutenant de vaisseau de M...*

(2) « Pluie, vent, boue... Musique belge. Sénégalais dansent, les pauvres! » (*Carnet du Dr T...*)

devenu, quand, quelques jours plus tard, à Dunkerque, on arrête un marin qui, à toutes les questions qu'on lui pose, répond par une face de bois. C'était notre « marmité. » Le 24 octobre, en présence du premier maître Robic et du matelot Le Vally, le même fait s'était produit : une marmite éclate près d'un homme; celui-ci est projeté à cinq mètres de haut, retombe, demeure quelque temps immobile, puis, comme sous l'action d'un déclic, se relève et file à une allure telle que, « malgré les préoccupations du combat, on reste à le regarder. »

Hystéro-traumatisme avec manifestation ambulatoire, diagnostiquent les médecins. Mais, sans prendre cette forme aiguë, on constaterait dans toute la brigade un état de nervosité qui, à la longue, pourrait devenir inquiétant. Le commandant Geynet en est frappé. Nouveau venu à la brigade, il a encore tout son calme, bien que lui-même soit essentiellement un nerveux. Au fur et à mesure que les journées de cantonnement avancent, il note : « Les marins se refont, les yeux sont moins brillans, les traits se reposent. » Et le 1er décembre : « Cet exercice dans la campagne, de 1 heure à 4 heures, est bon, cela reforme les hommes. Les figures se remplissent, les yeux sont moins fiévreux, moins cernés... » Mais il faudra bien des jours pour que l'âme et le corps, chez ces hommes, reprennent leur niveau. « Nous n'en pouvions plus après le 10 novembre, » confesse un de leurs officiers (1). Et, au dernier moment, si on les eût écoutés, peut-être ne les eût-on pas relevés encore. A quel sentiment complexe obéissaient-ils? Le même officier nous l'apprend : sur les routes où ils s'enfonçaient tout à l'heure, ce n'était pas la tristesse seulement, un regret nostalgique, qui alourdissait leur marche, c'était aussi le doute, la crainte de n'avoir pas assez fait, puisqu'ils n'avaient pas su garder Dixmude.

L'étrange scrupule! Pourtant on les a cités, dès le 26 octobre, à l'ordre du jour de l'armée; un ancien ministre de la Guerre britannique, le colonel Seely, qui les a vus à l'œuvre sur l'Yser, leur a dit le 27 : « Vous avez sauvé la situation (2). » Et un officier français du même grade, le colonel de cavalerie Le Gouvello, en termes plus pittoresques leur a exprimé la

(1) Lieut. de v. F... *Corresp. part.*

(2) « Le colonel Seely, ancien ministre de la Guerre, est venu ces jours derniers visiter notre front. Il nous a dit que nous avions sauvé la situation par notre résistance. » (*Carnet du lieutenant de vaisseau de Perrinelle.*)

même opinion le 4 novembre : « Vous avez une fameuse presse dans les tranchées. A vous, jusqu'ici, le maximum de bombardement (1)! » Mais c'était avant la prise de Dixmude. Et leur tiendrait-on ce langage, maintenant que la ville est tombée. Quel accueil leur réserve le général d'Urbal, qui doit les passer en revue dès demain, sans même leur laisser le temps de se débarbouiller et quand, tombés dans un cantonnement archi-comble, ils ont encore dans les jambes les vingt-sept kilomètres de leur marche nocturne sur Hoogstaede et Gyverinchove? Maisons, fermes, tout est bondé, au point que des officiers durent coucher dans les autos. Mais le commandant de la 8e armée n'a pas voulu attendre une heure de plus. Et peut-être, pour une âme de soldat, est-ce bien le plus beau spectacle qu'elle se puisse donner que celui de ces débris d'une troupe de héros saisie à l'état brut, si l'on peut dire, et dans sa croûte de gloire mal séchée.

Le matin du 18 novembre, sous un ciel brumeux et triste, que perçaient les premières flèches de l'hiver, le général d'Urbal, suivi d'un peloton de trente dragons portant son guidon tricolore, passait au galop sur le front de la brigade, descendait de cheval et décorait au son du canon le contre-amiral Ronarc'h et deux des plus jeunes fusiliers des 1er et 2e régimens, la vieille marine et la nouvelle, symbolisées par ces trois hommes, dont l'un recevait la cravate de commandeur, et les deux autres, « âgés de dix-sept ans et demi, » la médaille militaire. Les assistans remarquèrent que, par dérogation au règlement qui ne prescrit l'accolade que pour les légionnaires, le général, au lieu de serrer la main des deux matelots, les embrassa. Il expliqua brièvement que, sur leurs joues imberbes, il embrassait la brigade tout entière, quatre semaines d'héroïsme, le front de l'Yser consolidé, Dixmude rendue inutilisable pour l'ennemi, notre victoire affirmée par son désistement . « C'était superbe, » écrit le commandant

(1) « Je venais de faire retraiter mon groupe, à trois cents mètres plus loin, dans une grange, et j'étais assis dans mon auto, quand je vois passer sur la route mon beau-frère, le brillant colonel de cavalerie Le Gouvello, que je n'avais pas revu depuis un an. Beau comme un dieu, il revenait d'une mission auprès de notre état-major : « Eh bien! mon pauvre vieux, tu as donc touché une prune? — Comme tu vois. — Ça ne sera rien? — Presque rien. — Mes compliments. Il est chic, ton amiral, et vous avez une fameuse presse dans les tranchées. A vous jusqu'ici le maximum de bombardement! » (*Journal du Dr Petit-Dutaillis.*)

Geynet. Les têtes se redressaient, les poitrines respiraient mieux, comme si le geste du général les avait libérées de leur secrète oppression...

La prise d'armes fut courte, — une prise d'armes de front de bandière. A quelques kilomètres de là, tonnait l'artillerie lourde de l'ennemi. « Les coups font trembler les maisons, » observe l'enseigne Boissat-Mazerat, qui rejoignait la brigade à Hoogstaede ce jour même : « C'est bien ma veine. J'arrive quand la fête s'arrête. Nous sommes présentement dans un village de 300 habitans, avec des Sénégalais et des hussards. C'est plutôt encombré. »

Et c'était l'encombrement dans la boue. De guerre lasse, après avoir casé leurs hommes, vaille que vaille, dans tous les réduits susceptibles de leur offrir un abri provisoire, les officiers s'étaient partagé les dernières soupentes inoccupées. Le carré du premier bataillon du 1er régiment, plus favorisé, avait trouvé une arrière-salle d'estaminet, un jeu de cartes encrassé, une table et des bancs. Et un bridge s'était aussitôt organisé.

Les nouveaux venus, qui s'attendaient à entrer tout de suite en campagne, se montraient un peu désappointés : « J'enrage, écrivait l'un d'eux, d'avoir encore à poser à l'arrière, bien qu'il faille reconnaître que cela est nécessaire. » Et sa déception s'avivait d'entendre les camarades, ceux qui revenaient de Dixmude, « les Viaud, les Bastard, les Pitous, les Lartigue, les Pinguet, » vanter les surprises, le charme incomparable de l'existence au front. « C'est, disent-ils, la plus belle vie, la plus intense que l'on puisse imaginer, et je les crois sans peine. » En même temps que l'enseigne Boissat, la brigade vient de recevoir une nouvelle fournée d'officiers : le capitaine de vaisseau Paillet, qui remplace le « colonel » Varney, blessé le 10 novembre, le capitaine de frégate Bertrand, historiographe des marins de la Garde, dont les fusiliers continuent la glorieuse tradition, les lieutenans de vaisseau Ferrat, Roux, Huon de Kermadec, l'enseigne Goudot, le médecin principal Brugère, les docteurs Cristau, Le Goffic, etc. D'autres sont attendus.

C'est le troisième « jeu » d'officiers que nous expédient les bureaux de la rue Royale. Vaudra-t-il les précédens, le premier surtout, si magnifique d'abnégation ? Les bureaux, quoi qu'il en soit, n'ont que l'embarras du choix parmi les offres qui leur arrivent de toutes parts, de l'active et de la réserve : on sollicite

de partout, comme une faveur, l'honneur de servir à la brigade; les officiers de l'active sont prêts à sacrifier toutes leurs chances d'avancement à la mer pour sortir de l'attente où ils se rongent, prendre leur part de danger et de gloire sur l'immense ligne de feu qui court de Nieuport aux avancées d'Altkirch. « Il ne faut pas croire que je sois exceptionnel en ayant demandé la grande faveur d'aller au front, écrit l'un d'eux (le commandant Geynet). Tous les officiers de marine y sont sur leur demande. Nos deux adjudans-majors sont deux vieux retraités ayant dépassé l'âge et ayant demandé à servir, à condition d'aller sur le front. » Et, quand ils y sont d'aventure, rien ne les en ferait « démarrer. » Les officiers du premier « jeu, » qui ont été évacués pour blessures légères ou épuisement, à peine rétablis, sollicitent, réclament, « font les cent coups » pour retourner à la brigade. « On se languit d'elle aussitôt qu'on l'a quittée, » écrit le lieutenant de vaisseau Ferry, qui, grièvement blessé à la main, restera quatre jours avant d'accepter de se faire soigner dans une ambulance de l'arrière et reviendra, encore mal guéri, reprendre sa place d'adjudant-major à côté du commandant de Maupeou. Dixmude, sans doute, les a rendus difficiles. Tous les risques paraissent fades, même ceux de la vie maritime, près des émotions d'une telle vie. Mais, plus que de leur inaction momentanée, ils souffrent du mal de l'absence et d'avoir perdu celle qui a pris tout leur cœur; ils l'appellent, ils l'invoquent : « O ma chère brigade! » du ton dont Harpagon s'adressait à sa cassette envolée. L'armée, a-t-on dit, est une grande famille : la brigade, c'est mieux encore, et ces hommes en parlent avec des tendresses d'amoureux.

Les lettres de l'enseigne Boissat-Mazerat constatent, à cette même date du 18 novembre, l'excellent esprit de camaraderie qui règne chez les officiers : on fait aux nouveaux venus un aussi bon accueil « que le permettent et le lieu et les circonstances. » Vers le soir, la neige recommence à tomber. Il gèle. Froid intense. Rien pour le combattre qu'un peu de paille. Les Sénégalais sont particulièrement éprouvés. Mais « Jean Gouin » ne se plaint pas trop. Il « ne connaissait plus le goût du tabac, » et deux marchands belges ont eu l'à-propos de débarquer à Hoogstaede dans l'après-midi avec un plein chargement de scaferlati : en un clin d'œil, leurs sacs sont délestés. Bourrer une pipe, rouler une chique, quelle joie! Et puis tous les esta-

minets d'Hoogstaede et de Gyverinchove ne sont pas encore complètement « à sec. » Entre temps, on arrête quelques espions qui rôdent autour de nos lignes : deux le 18 novembre, deux autres, habillés en soldats belges, le 19. Le froid semble maintenant se fixer. Il gèle chaque nuit. La campagne est toute blanche : « c'est une harmonie nouvelle dans un cadre ancien, » écrit joliment l'enseigne Humbert. La grande plaine flamande, avec son moutonnement de petites fermes basses, de bourgades en rond sous la houlette de leurs clochers obliques, continue de s'étendre à l'infini; la neige égalise peu à peu le paysage bouleversé; elle panse de sa ouate les plaies de la glèbe, comble les entonnoirs des « marmites, » nivelle les longues routes droites où ne cessent de défiler les convois et les caissons d'artillerie. Des coloniaux passent, venant de Dixmude et faisant un crochet pour tourner vers Ypres. La canonnade, dans le lointain, n'arrête pas; des taubes sillonnent le ciel. Inévitablement, après leur visite, les gros obus vont pleuvoir : nous sommes ici les uns sur les autres et ces grouillemens de troupes sont une cible trop tentante pour l'ennemi.

Quant à espérer de reformer la brigade en pareil lieu, c'est impossible. L'amiral s'est plaint au quartier général : il insiste pour qu'on lui assigne un autre cantonnement, plus loin du front, moins encombré surtout, où les régimens puissent poursuivre la remise en état de leurs unités. Mais toutes les villes belges de l'arrière sont aussi encombrées. Il faut pourtant « se déhaler » de là coûte que coûte, fût-ce au prix d'une marche forcée, et gagner la frontière française. Enfin on apprend que l'amiral brusque les choses et qu'on va partir pour Dunkerque. Mais les ordres ont-ils été mal donnés ou mal interprétés? Toujours est-il que ce départ à six heures du matin, en pleine nuit noire et « en pagaille, » le 22 novembre, ne ressemble guère à notre retraite méthodique de Gand : les troupes sont coupées à chaque instant par des convois; des voitures s'embourbent; « Jean Gouin, » attelé à ses mitrailleuses, « souque dur (1). » Mais on a trop compté sur ses forces en lui imposant une traite de 35 kilomètres à exécuter en une seule journée, avec une simple halte de trois quarts d'heure pour déjeuner et une autre petite halte d'un quart d'heure après Bergues. Et les médecins

(1) *Carnet du Dr L. G...*

ici ne peuvent recourir au stratagème qu'ils avaient employé avec tant de succès au lendemain de Melle, sur les routes du pays de Waës; quand un marin lâchait la rampe, un de nos docteurs s'approchait du lendore, le carnet à la main, et lui demandait d'un ton détaché l'adresse de sa famille.

— Pour quoi faire?

— Mais pour la prévenir que tu es prisonnier, mon pauvre garçon. Les Boches sont à un quart d'heure de marche, et tu ne supposes pas qu'ils vont te renvoyer goûter le cidre de tes parens...

Besoin n'était d'autre spécifique, et « Jean Gouin » retrouvait instantanément des jambes (1). Cette fois, il sait trop bien que l'ennemi ne galope pas à ses trousses. Vaille que vaille, Fort-Mardyck, Saint-Pol et Petite-Scynthe sont atteints par le gros de la troupe vers cinq heures et demie. En temps normal et pour des fantassins un peu entraînés, cette traite de neuf lieues n'aurait rien eu d'excessif. Mais « Jean Gouin est fini, claqué par trente-cinq jours de tranchée, suivant le mot de l'enseigne Boissat-Mazerat : les hommes sont arrivés dans un état lamentable d'épuisement. La brigade devait donc se reposer; mais, ce soir [23 novembre], on a réclamé du renfort quelque part, sur le front. Alors, nous avons pris ceux qui tiennent encore debout, et, demain, un train d'autobus va conduire nos deux régimens squelettes là où on les trouve utiles, — je ne sais pas où. Il faudra y voiturer Jean Gouin, parce que, si Jean Gouin est encore capable de se battre, il n'est plus en état de fournir une étape un peu longue. » Les officiers ne sont pas moins fourbus que les hommes. « Nous sommes arrivés hier à Saint-Pol, écrit le commandant Geynet. Nous avons fait quarante kilomètres à pied. J'ai eu la malchance d'avoir, dès le début de la marche, une ampoule, et je suis arrivé dans un bien triste état. Je me promène dans la rue en chaussons. Mais demain, pour aller voir les Boches, mon pied sera guéri, ou il dira pourquoi. D'ailleurs, nous serons conduits comme des princes, tous en autos! »

Tous? Non. Et il a fallu créer à Saint-Pol une formation sanitaire nouvelle, un « dépôt d'éclopés. » Toute la nuit et la journée suivante, des traînards ralliaient ce dépôt, les pieds en

(1) *Journal de l'enseigne C. P...*

sang. Piteux défilé! La brigade trouvait une compensation dans la bonne grâce des habitans. « Partout ils nous accueillent d'une façon touchante, écrit un officier (1). Les femmes nous comblent de prévenances : elles passent de groupe en groupe avec de grandes cafetières, des paquets de tabac. Les propriétaires nous offrent des chambres. C'est grâce aux marins que Dunkerque n'est pas tombée aux mains des Boches, et on sait les en récompenser. » Seul, à Saint-Pol, le commandant Geynet, qui vit « en popote » avec ses officiers, n'a pas à se louer d'un fermier flamand dont l'attitude contraste singulièrement avec celle des autres habitans : « Hier, pour le déjeuner, écrit-il, nous étions en pays français. Un paysan n'a même pas voulu nous laisser manger dans sa cuisine ; nous avons dû déjeuner sur la neige. Une belle nappe bien blanche, mais il faisait si froid que la bière gelait dans la timbale! » De ces cœurs plus glacés que la température, combien étaient acquis à l'ennemi bien avant la guerre et lui servaient chez nous de fourriers! Une hirondelle ne fait pas le printemps, ni un mauvais Flamand toute la Flandre : partout ailleurs la brigade, choyée, fêtée, était reçue « à bras ouverts » et déjà les hommes prenaient leurs dispositions pour passer sur place la quinzaine de repos dont ils avaient tant besoin; cent trente sacs de lettres en souffrance à Dunkerque allaient calmer enfin leur fringale de nouvelles, quand brusquement, vers midi, le 23 novembre, arriva l'ordre de se tenir prêts au départ. « Choisir les hommes les plus solides, compléter les cartouches à 200, donner un repas froid et deux jours de réserve, » telles étaient les instructions passées aux officiers : le lendemain, à six heures du matin, les autobus devaient venir prendre la brigade et la transporter dans un lieu déterminé.

IV. — A LOO

Qu'était-il arrivé et où allait-on? Les versions les plus contradictoires circulaient : les uns disaient qu'on allait à Nieuport, où la ligne des Alliés avait fléchi ; les autres qu'on nous envoyait à la Panne prendre la garde d'honneur du roi des Belges; les mieux renseignés, qu'on nous dirigeait sur Loo et le front de l'Yser menacés.

(1) *Carnet du Dr L. G...*

C'étaient ceux-ci qui avaient raison, sans que les premiers eussent tout à fait tort. L'alerte avait été causée par un rapport de V..., le célèbre aviateur, qui, patrouillant en aéro dans la région de Woumen, avait remarqué une activité singulière des Allemands sur l'Yser, où plusieurs passerelles volantes venaient d'être lancées. Ces préparatifs semblaient l'indice d'un imminent retour offensif de l'ennemi. En prévision de l'attaque redoutée et dans l'incertitude où l'on était du degré de solidité des territoriaux qui gardaient l'Yser, le commandant de la 8e armée faisait appel à la brigade et lui demandait un dernier effort.

A quatre heures du matin, le 24 novembre, branle-bas général. Tous les hommes valides sont debout. On expédie le « jus. » Il fait nuit, mais la neige éclaire le chemin. Départ à six heures un quart pour un carrefour, sur la route de Gravelines à Dunkerque, où les autobus doivent nous prendre. Et déjà la température est moins rude ; les vents ont passé au Sud ; la neige fond. C'est le dégel et de nouveau la boue.

L'intendance n'a pas eu le temps de procéder au rééquipement des hommes ; ils ont aux pieds les mêmes savates éculées ; ils grelottent et les autobus tardent. On les attend près d'une heure en battant la semelle. Une sourde trépidation du sol annonce enfin leur approche : il y en a près de cent cinquante, de tous les gabarits, de tous les calibres, uniformément peints en ce gris de fer qui est la couleur de la guerre moderne. Le service semble bien organisé et nos officiers en feront grand éloge. Quant aux marins, pour qui ce genre de locomotion est une nouveauté, ils manifestent une joie d'enfans. C'est au milieu des chants et des lazzis que le bruyant convoi traverse au petit jour Dunkerque, Bergues, Hondschoote, Leysele, où ne veille plus aucun douanier. Sans les poteaux-frontière, rien n'indiquerait que nous avons quitté les « moëres » du Nord pour les glèbes de la Flandre occidentale, tant ce lambeau de Belgique est aujourd'hui mieux cousu à la France qu'à son propre territoire !...

On ne sait toujours où l'on va. Des villages émergent tout d'une pièce de la brume : Isinberghe, Rexpode, Gyverinchove, et y rentrent à peine sortis. Encore une bourgade : Linde. Cette fois on stoppe : les autobus ne vont pas plus loin. La brigade descend, mais garde sa formation jusqu'au retour des

fourriers qu'on a envoyés reconnaître le cantonnement à Loo. Le dégel se précipite ; la neige fond avec une rapidité déconcertante. « Pendant une heure et demie, écrit un officier, nous patinons dans la boue, sur la route de Linde à Pollinchove, attendant le signal de nous mettre en route. Chacun grignote un morceau de pain. Jean Gouin sort les douceurs qu'on lui a glissées dans son sac avant de partir. » Nos fourriers reviennent. Il y a déjà de la troupe à Loo : la ville est trop petite pour nous loger tous. On laissera donc une partie de la brigade (2e régiment) à Pollinchove, tandis que le 1er régiment poussera jusqu'à Loo, à 11 kilomètres de Dixmude. Il y arrive vers deux heures de l'après-midi. Mais presque tous les bâtimens, couvens, écoles, sont déjà réquisitionnés ; à peine s'il reste assez de lits pour l'état-major et les officiers supérieurs (1). Un bataillon (le 3e du 1er régiment) campera même dans l'église, sur la paille, avec la moitié de ses cadres ; les fonts baptismaux serviront d'infirmerie. « Notre couchage, à nous autres médecins, écrit le docteur L. G..., est dans la tribune, près du buffet d'orgues. Le vent, glacial, passe par les vitraux cassés. Mais la fatigue l'emporte et nous nous endormons à pleins poings. »

Toute la nuit pourtant le canon tonne. On était fait à cette chanson. Au matin, nos hommes rendossent le sac. Ils s'attendent à partir d'une minute à l'autre pour le front. Or, il y a maldonne, paraît-il. « Sac à terre ! » V... s'est trompé, ou l'ennemi s'est ravisé, et la brigade reste provisoirement sur place.

A parler franc, personne ne s'en plaint. Tout au plus la brigade eût-elle souhaité qu'on lui attribuât un cantonnement moins démuni. Par bonheur, les marins sont ingénieux. Le bataillon logé dans l'église n'a ni âtres, ni fourneaux : quelques briques posées de champ devant le portail, et voilà l'affaire. Il ne bruine plus ; le pavé miroite. Verglas. Mais tout vaut mieux que la boue, et la bonne odeur qui monte des cuisines en plein vent achève de ragaillardir nos clampins. Seul, à Pollinchove,

(1) « Il n'y a pas de lits pour tous les officiers ; mais le capitaine et moi avons trouvé une petite chambre-bureau où la nuit on n'est pas mal sur la paille. » (*Journal de l'enseigne C. P...*) « Nous vivons (trois officiers et notre cuisinier) dans un salon démeublé, occupé le jour par nos fourriers, » écrit de son côté (lettre du 29 novembre) l'enseigne de Cornulier. Mais, ajoute-t-il, le 2 décembre, « comme nous avons du moins un toit, des vitres (luxe inconnu, quand on approche des régions bombardées), et de la paille, nous n'avons à souffrir physiquement de rien. »

le 2e régiment demeure en alerte : si le front de l'Yser, autour de Dixmude, ne donne aucune inquiétude immédiate, les choses ne vont pas aussi bien à Nieuport où il est exact que la ligne belge a été fortement bousculée. Ordre est venu de détacher à son aide un bataillon de la brigade. Lequel? On ne le sait encore, sauf qu'il sera prélevé sur le 2e régiment. Dans l'après-midi, après une visite de taube, on apprend que le choix de l'amiral s'est porté sur le 1er bataillon (commandant de Jonquières); des autobus l'emmènent le soir même à Oost-Dunkerque.

Nous retrouverons plus tard ce bataillon, qui contribuera brillamment à la prise de Saint-Georges et qui fera pour ainsi dire bande à part pendant un certain temps. Les deux autres bataillons du 2e régiment cantonnés à Pollinchove (commandans Pugliesi-Conti et Mauros) n'y feront eux-mêmes que passer et retourneront le 29 aux tranchées de Caeskerke, où ils se relaieront. Mais le 1er régiment ne rentrera en action que le 5 décembre. Ces neuf jours de répit seront employés à remettre les unités en état, à former les « nouveaux, » à rééquiper les anciens. Ce ne sera pas le cantonnement idéal, tel qu'on aurait pu l'avoir à Fort-Mardyck ou à Petite-Scynthe; l'empilement des hommes, les difficultés de l'approvisionnement, les visites de taubes, les surprises des marmites et cette atmosphère d'espionnage qui nous enveloppe depuis le début des opérations, rendront même ce cantonnement assez dur; le dégel, la pluie, le vent, toutes les intempéries d'une nature hargneuse, qui semble de connivence avec l'ennemi, ajouteront aux insuffisances des locaux et de la nourriture. Mais, enfin, ce sera la trêve, sinon le repos complet. Et à tout le moins les hommes pourront « se déverminer; » les médecins et les « ingénieurs » de la brigade étudieront des systèmes de chauffage de tranchées pour l'hiver. On sait fort bien que, si l'ennemi a « renoncé » sur Dixmude, ce n'est que pour recommencer la poussée sur un autre point de la ligne, et il est sage de « prendre ses précautions en conséquence. »

D'ailleurs, quoique moins favorisés, les deux bataillons détachés aux tranchées de l'Yser et qui font partie, avec trois sections de mitrailleuses, d'un groupe de toutes armes sous les ordres du colonel Boischut, ne laisseront pas, eux aussi, de goûter quelque répit et, à tour de rôle, cantonneront à Lam-

pernisse. Pour donner un peu d'air à la brigade, l'amiral les remplace à Pollinchove par le restant des sections de mitrailleuses. Lampernisse et Pollinchove ne sont que des villages, mais Loo, citadelle désaffectée, compte encore 2000 habitans. La ville est bien déchue sans doute, depuis le temps où elle faisait l'avant-garde de Furnes vers l'Yser. De son corset de bataille, elle n'a conservé que quelques lambeaux de remparts, des vestiges de fossés. Loo, comme Dixmude, est devenue un gros bourg agricole, épanoui autour de son clocher et tout embaumé d' « odeurs chaudes de pâtisserie (1). » Trois « couques » dorées sur champ de gueules lui composeraient un blason assez congru. Métropole du massepain et des feuilletés à la crème, détachée de sa gentilhommerie au point d'avoir installé une auberge dans son joli hôtel de ville de 1640 (2), rien n'y parlerait plus au souvenir sans l'énorme vaisseau de l'église abbatiale et le fameux « arbre de Jules César, » qui, hors des murs, dans un paysage immobile, monte sa faction historique sur l'horizon.

Ce paysage, qui semble avoir été conçu pour la guerre de parallèles, c'est l'éternel paysage géométrique des Flandres : un damier de pâturages, coupé par les remblais des routes, les longues colonnades des peupliers et la ligne droite des canaux. Mais les routes sont défoncées, les arbres hachés, les canaux vides et, sur leurs digues solitaires, s'est tu le hahan rythmé des haleurs. Pour peu que l'inondation progresse jusqu'à elle, Loo pourra se croire revenue au temps où le pirate Godwin cinglait vers ses berges : elle jalonnait alors, avec Oeren et Lampernisse, l'extrémité occidentale du golfe de l'Yser ; elle faisait figure de ville maritime. Aujourd'hui encore, sa position sur le canal de Furnes, au point d'intersection de quatre ou cinq grandes routes, lui assigne un rôle de premier plan dans la défense. C'est un nœud stratégique presque aussi important que Dixmude. Nous y eûmes dès l'abord le gros de nos réserves et de là partirent toutes les attaques rayonnantes lancées avec tant d'audace par le général d'Urbal vers la forêt d'Houthulst,

(1) Pierre Nothomb : *l'Yser.*

(2) « Chose amusante ici : un bâtiment de joli style Renaissance, qui porte le nom d'hôtel de ville, n'est pas la mairie, comme on pourrait le croire, mais un petit hôtel-restaurant où plusieurs de nos camarades prennent une pension d'ailleurs un peu chère. Il est vrai qu'en temps de guerre et à proximité immédiate du front... » (*Journal de l'enseigne C. P...*)

Clerken et Roulers. Mais la ville s'est insuffisamment préparée à son nouveau rôle. Et, depuis longtemps déjà, les troupes qui s'y succèdent ont épuisé toutes les ressources locales (1). Ce serait la famine, le désert, comme après le passage des sauterelles, si Mercure, dieu du risque et des profits rapides, n'avait touché de sa grâce tant d'honnêtes Flamands sédentaires : d'Hondschoote, de Furnes, de Coxyde, débarquent journellement, par brouettes attelées de chiens ou poussées à bras d'hommes, des conserves, du tabac, des bougies, des allumettes, du thé, du savon, toute une pacotille hétéroclite, cartes transparentes et cartes postales comprises, jusqu'au moment où défense viendra d'employer ces dernières pour la correspondance en raison des renseignemens qu'elles peuvent fournir sur les positions assignées à nos troupes.

La vie est un peu chère sans doute dans les restaurans de Loo. Cependant voici un officier supérieur, le commandant Geynet, qui ne paie que 5 francs par jour ses repas et 1 fr. 10 sa chambre. Cela n'a rien d'excessif en vérité, même pour un prix de guerre. Et, tout doucement, « on se remplume. » Les cent trente sacs de lettres en souffrance à Dunkerque et après lesquelles on soupirait depuis si longtemps sont arrivés le 25, dans un « gros chariot » qui suivait la brigade. Le dépouillement de cette volumineuse correspondance occupera une partie de la journée et pas mal d'heures des suivantes. C'est qu'une lettre au front, comme elle est un régal pour les cœurs, est encore « une fête pour tous les sens : on la palpe, on la respire, on la déguste autant qu'on la lit. Et l'ouïe retrouve sous les mots le timbre familier de la voix qui les dicta (2). » Toutes ces opérations prennent évidemment un certain temps. Et, par surcroît, quand elle est sue par cœur, la lettre passe de main en main. Tant de ces hommes sont du même pays, souvent du même village ! Et les langues d'aller leur train ! Rien ne presse : on peut bavarder à l'aise, puisque les Boches ont de l'occupation ailleurs. On sait que les alpins et les coloniaux tiennent « fameusement » à Steenstraate, devant Bixschoote, où ils forment l'aile droite de l'armée anglaise, le long du canal

(1) « Heureusement, dans tous ces pays, il n'y a plus de ressources d'aucun genre, pas même d'alcool, ce qui nous protège de l'ivrognerie, la plaie des régimens de marins. » (*Lettre de l'enseigne de Cornulier.*)

(2) Enseigne B... *Corresp. part.*

d'Ypres à l'Yser. Sur l'Yser même, les territoriaux « se conduisent très bien (1). » Ce sont des régimens bretons; nos hommes ont là des parens, des amis. On fraternisera à la première occasion. En attendant, on est content de savoir que, « troupes de terre ou troupes de mer, les *mibien ann hini Goz* (les fils de la Vieille) font partout leur devoir (2). »

Puis il court toutes sortes de rumeurs favorables : à Lyon et à Rouen, — ou peut-être à Tarascon, — nous avons des réserves « énormes, » qui vont entrer en ligne aussitôt fait leur plein de munitions, « deux millions d'obus, » précisent les renseignés; le forcement des Dardanelles n'est qu'une question de jours : on l'attend pour la fin de la huitaine, de la quinzaine au plus. Le 30 novembre, un de nos médecins surprend une conversation sous sa fenêtre : « Ma femme, dit un des interlocuteurs, a vu l'ambassadeur de X... qui lui a confirmé que, pour fin décembre, les Russes seraient à Vienne et que Berlin ne serait pas loin d'être investie. » Ces sornettes font le tour des carrés : dans la guerre moderne, le front vit en vase clos plus encore que l'arrière et la faculté critique n'y trouve à s'exercer que sur des on-dit.

La grande affaire, presque la seule pour le moment, est la réorganisation de la brigade. Elle va bon train. Le commandant Geynet, dont certaines compagnies n'avaient plus qu'un tiers de leur effectif, reçoit enfin, le 28, 450 hommes de Paris, « de beaux gars qui, comme leurs anciens, n'ont qu'un désir, aller au feu. » Il les prend en main aussitôt. D'une heure à quatre, tous les jours, il leur fait faire l'exercice dans la campagne; il les entraîne à la marche et au maniement des pioches; il tâche surtout, par ses harangues enflammées, de leur communiquer son ardeur, sa brûlante soif de sacrifice. Mais, mieux que toutes les paroles, le canon qui gronde sans discontinuer retentit dans ces âmes. Comment garder son sang-froid quand les marmites tombent à moins d'un kilomètre de la ville? Le 28, sept hommes sont ainsi blessés dans la campagne par l'explosion d'un obus. Conditions plutôt fâcheuses pour un cantonnement de tout repos, comme devrait être celui de la brigade. Le général d'Urbal en a convenu tout le premier. Il a dit, le 26, aux officiers, qu'il les avait fait revenir parce qu'on

(1) *Carnet du docteur T...*
(2) *Lettre du deuxième maître Le C...*

croyait à une attaque en force, mais que, « d'ici trois ou quatre jours, il les renverrait à Dunkerque ou à Cassel pour reformer la brigade, afin d'avoir un bon outil pour l'offensive prochaine (1). » Mais le temps passe. Les promesses ne se réalisent pas. Et peut-être, dans le fond, n'en est-on pas autrement fâché : la vie de tranchée, ses risques, ses surprises, tout son imprévu, exerce une séduction particulière sur ces hommes. Les anciens la regrettent dans cette Capoue boueuse de Loo où la vie se traîne sans incidens, et les nouveaux aspirent à la connaître.

« Faute d'éclairage, » tout le monde est couché à huit heures et levé à six et demie; le jour, en dehors de la paperasserie et des exercices, on ne sait à quoi employer son temps. « On se rase, » dira crûment un officier. En attendant la nuit, qui tombe tôt heureusement et ramène l'heure du bridge, joué aux chandelles, on se promène comme des bourgeois, la canne à la main, sur la route d'Oeren ou de Polinchove, quand le temps le permet. Mais, presque toujours, il pleut ou il vente. Le froid ne s'établit pas. « Même temps mou. » Et l'inévitable boue des Flandres, l'argile liquéfiée qui colle à la semelle sur les routes les mieux macadamisées!

Quelques patrouilles, des reconnaissances nocturnes vers l'Yser (2), ne suffiront pas à remplir cette existence désœuvrée. Les élémens de distraction sont si rares que des « sceptiques notoires » assistent aux offices « pour passer le temps » et ne sont pas toujours les moins « empoignés » par l'émouvante nudité, la simplicité tout antique de ces cérémonies où semble revivre l'esprit des premières communautés chrétiennes. Messes singulières, à vrai dire, servies, au bruit de la canonnade, par des acolytes en tenue de campagne, entre des murs dépouillés, sur un autel sans ornemens, dans une église convertie en dortoir et dont les occupans continuaient à vaquer au sommeil ou à l'astiquage de leurs armes (3); la nef centrale avait été

(1) *Lettre du commandant Geynet.*

(2) « J'ai raté, écrit le 4 décembre le commandant Geynet (je n'en dors pas depuis deux jours) l'occasion de faire un beau travail personnel, mais je n'avais que mon cycliste, il faisait noir et ils étaient onze. Je me serais fait tuer ou prendre peut-être bêtement; je n'avais que ma canne et mon revolver. Je suis revenu prendre dix hommes, mais je n'ai pu les retrouver. Ce n'est pas de chance, car il y avait trois officiers. Cela se retrouvera, mais je n'irai plus seul la nuit pour étudier le terrain. »

(3) *Lettre de l'enseigne de Cornulier.*

simplement déblayée ; à l'issue de l'office, l'orgue attaquait *la Marseillaise*, « chantée par un baryton d'Opéra » du 89e territorial, mais sur un rythme si « lent, » si « religieux, » que les hommes, troublés, n'osaient « reprendre en chœur le refrain (1). » De petites prises d'armes suivaient quelquefois pour de nouvelles remises de décorations, entre autres au premier maître Lebreton, un des meilleurs gradés du 2e régiment, blessé dans l'affaire du 24 octobre ; elles avaient lieu d'ordinaire à huit heures et demie. Mais la prise d'armes du 27 novembre, véritable revue des morts, fut particulièrement « impressionnante : » le commandant de la 8e armée, dans un ordre du jour dont la lecture devait être faite par l'officier de service, avait dressé la liste des pertes subies par la brigade. C'était l'après-midi, et le 1er régiment au complet était rassemblé dans l'église, « au pied des vieilles plaques tombales, » dont les « pompeuses » inscriptions rappelaient d'honorables carrières de chapelains et de marguilliers locaux. Le ban ouvert, l'adjudant-major Lefebvre commença la lecture ; les noms tombaient dans le silence, uniformément suivis de la mention : « Mort à Dixmude. » Et, à mesure que la funèbre liste se déroulait, l'oppression gagnait tous les cœurs ; l'air était agité d'un sourd frémissement, pareil à celui de ces ombres qu'Ulysse évoquait sur un cap perdu de la mer cimmérienne et qui l'enveloppaient de leur invisible tourbillon.

Presque tous les carnets d'officiers, entre cette date du 27 et le 5 décembre (date du départ de la brigade) sont vides ou contiennent pour toute mention : « Rien à noter... Rien de particulier... » A la date du 28 cependant, l'un d'eux rapporte le propos d'un étudiant allemand fait prisonnier, d'après qui le Kaiser aurait « le ferme espoir d'être à Calais pour le 10 décembre. » Le 30 novembre, un autre officier raconte que son camarade Pelle-Desforges est monté dans le clocher et a pu constater que toute la région au Sud de Loo était inondée. Le 1er décembre, écrit le commandant Geynet, « j'ai vu une belle chose : une toute jeune femme, repasseuse à Paris, est venue embrasser son mari, un simple matelot de mon bataillon. Elle repart ce soir. Elle a mis huit jours et a dû venir de Dunkerque ici à pied. » Le 2 décembre, tous les yeux sont en l'air : deux

(1) *Journal de l'enseigne C. P...*

aéroplanes, un aviatik et un avion français, se livrent un duel au-dessus de Loo. Pas de résultat. Mais voici qui est plus grave : on vient d'apprendre, le même jour, qu'à Lampernisse, l'église a été repérée et « marmitée » dans la nuit : ci « 120 tués ou blessés (1). » Or, comme le remarque un officier, « il n'y a pas plus loin d'Eessen [d'où tire la grosse artillerie allemande] à Loo que d'Eessen à Lampernisse. » Et, par précaution, l'amiral décide d'enlever les 750 hommes du 3e bataillon qui sont logés dans l'église.

Reste à leur trouver un autre cantonnement. La place faisant défaut à Loo même, on dirige le bataillon sur Pollinchove. Mais, à Pollinchove, les locaux sont aussi encombrés qu'à Loo : force est bien de s'éparpiller dans les fermes environnantes, dont plusieurs sont pleines de réfugiés (2). Leurs grands toits retombans trempent dans une mer de boue, à la façon de ces arches de Noé que les vieilles estampes nous montrent naviguant vers le mont Ararat. Et, sur ce sol spongieux, dans la moiteur chaude des fenils, la paille fermente désagréablement. Mais on a l'impression qu'on n'y « moisira » pas longtemps, et on s'en applaudit, en somme. Ce repos sans confort finissait par peser à tout le monde. La brigade a pu refaire ses unités ; les armuriers ont passé la revue des fusils ; un nouveau matériel de ravitaillement a remplacé les anciennes voitures poussives du Bon Marché, du Louvre, des Galeries Lafayette, qui menaçaient ruine à chaque cahot. Bref, il ne manque que des souliers. Quant au reste, grâce aux envois des journaux et des sociétés d'assistance militaire, on en est largement pourvu : paires de mitaines, plastrons, passe-montagnes, caleçons, couvertures, chandails, tricots, chaussettes affluent par ballots à la brigade. Il arrive jusqu'à du Cadum pour les pieds, — 8 000 boîtes, don de la manufacture, — du tabac et des cigares de *la Civette*, même des lampes électriques de poche, offertes par l'État aux officiers. « Voyez comme nous sommes gâtés ! »

(1) Dont pas un marin. Dans ce chiffre doivent être comprises les victimes faites par le bombardement sur d'autres points de la ville. Le « marmitage, » commencé à neuf heures du soir, dura un quart d'heure, éprouvant surtout « des chasseurs de la classe 15. Pauvres gosses ! » (*Carnet du lieut. de v. de M...*)

(2) « Départ à midi 30 pour Polinchove, où les compagnies se dispersent, réparties en plusieurs fermes, un peu à l'étroit. La 9e compagnie loge chez de braves gens, pas du tout partisans des Boches, qui hospitalisent déjà une vingtaine de réfugiés belges et un nombreux bétail. » (*Journal de l'enseigne C. P...*)

Mais les souliers ne sont toujours pas « signalés, » ce qui amène les protestations des officiers. Va-t-il falloir que leurs compagnies retournent au feu avec leurs savates éculées, qu'elles hivernent pieds nus dans la boue des tranchées? Le 4 décembre, enfin, on réussit à obtenir « une bonne paire de brodequins pour chaque homme; » mais « impossible de compléter à deux, chiffre réglementaire. » Comme « variétés de taille, » les effets laissent aussi « un peu à désirer (1). » Telle quelle, la brigade est « parée » et ne demande qu'à lever l'ancre. « Les officiers comme les hommes sont bien malheureux d'entendre le canon, écrit le 1er décembre le commandant Geynet, de voir incendier des fermes à un kilomètre et de ne pas marcher. » On ne sait pas encore sur quel point du front la brigade fera cap. Sur Nieuport peut-être, écrit-il le 2, pour donner la main au bataillon de Jonquières. « Si c'est vrai, quelle chance ! Il paraît, comme dit le matelot, que « ça barde là-bas. » Il vaut mieux y être carrément que d'être bêtement à la merci d'une marmite comme les gens de cette nuit. Puis cette vie de tranchées est passionnante : on souffre, il est vrai, du froid ; on ne se déshabille jamais. Mais c'est épatant... » — « Nous sommes impatiens de retourner au feu, écrit-il encore le 3. Tous les matins, on calme notre impatience en nous promettant que ce sera pour demain. Le soir, on boucle les cantines... et on reste. » Enfin, à la date du 4 : « Depuis ce matin, la canonnade fait rage. On prépare l'offensive. Vous ne pouvez croire combien ce mot électrise les hommes. Quand, à l'exercice, je leur dis : « On va marcher, les gars! » ils regardent avec fierté leur baïonnette, car, disent-ils, il y a plus de « jeu » à embrocher un Prussien qu'à le tuer d'une balle. »

Ce jeu-là, ils le connaîtront bientôt; mais par quelle vie de misère, quelles souffrances, quelles privations, il faudra l'acheter! Dans l'enfer des Flandres, si Dixmude fut le cercle de feu, Steenstraate, qui allait s'ouvrir, fut le cercle de boue.

CHARLES LE GOFFIC.

(1) *Journal de l'enseigne C. P...*

LA CRISE DES SUBSISTANCES

SOUS

LA RÉVOLUTION

Le Parlement vient de voter une loi qui comporte à la fois le droit de réquisition et de taxation des blés, sans compter, en fait, le monopole de l'importation. Les représentans de la nation sont même allés plus loin, ils ont décidé que l'on taxerait les farines pour pouvoir taxer le pain, — et que l'on obligerait les meuniers à fabriquer désormais un seul type de mouture parce que tous les Français devraient consommer le même pain quotidien vendu partout au même prix.

La taxation et la réquisition ont pour objet clairement désigné et visé de lutter contre la cherté en imposant un prix *raisonnable* aux producteurs trop avides et surtout aux commerçans coalisés qui spéculent, — soi-disant, — sur la misère publique et tirent un profit scandaleux de la rareté des grains. Le monopole de l'importation doit mettre un frein à l'agiotage en prévenant les manœuvres des spéculateurs sans scrupules.

La taxation des farines limite ces profits excessifs des meuniers, et celle du pain contraint les boulangers à réduire les bénéfices qu'ils prélèveraient, sans cela, comme un tribut, sur la consommation du pauvre. L'obligation imposée à tous de manger le même pain n'est qu'un sacrifice léger dont le riche insouciant et égoïste n'a pas le droit de se plaindre, car le pain national plus grossier, mais aussi nourrissant, permettra de réaliser des économies, de ménager nos ressources et de ne pas faire sortir notre or. D'ailleurs, le pain, cet aliment essentiel,

ne doit pas augmenter de prix. Abandonné à toutes les influences que comportent la concurrence libre et les spéculations du négoce, le prix du pain pourrait s'élever.

L'État a le droit de le *fixer* et de prendre, à cet effet, toutes les mesures que justifie d'avance la loi suprême, — celle du salut public ! — S'il faut faire plus, l'État n'hésitera pas davantage : il taxera toutes les céréales, le bétail, les viandes, les pommes de terre ou les fruits.

Telle est la doctrine qui semble prévaloir aujourd'hui ; telles sont les applications du principe dont elle se réclame, le principe ou la loi de l'intérêt public, compris et défendu par un groupe politique.

Que valent, cependant, et la doctrine et le principe qui paraît la justifier, et les applications qui en résultent ?

Pour le savoir, il suffit, à la vérité, d'écouter les leçons de l'expérience et de ne pas méconnaître les enseignemens de l'histoire économique.

La France a souffert, sous la Révolution, d'une crise des subsistances. L'État a voulu intervenir ; il a taxé, il a réquisitionné, non pas le blé seulement, mais tous les comestibles, il a poursuivi les accapareurs, établi des greniers d'abondance et monopolisé le commerce des grains à l'importation. Le principe invoqué et défendu était déjà celui que l'on défend et dont on se réclame aujourd'hui pour substituer la contrainte à la liberté. « Citoyens, s'écriait Phélippeaux, le 28 avril 1793, c'est en concourant tous au salut de l'État, qu'on assure ses propriétés et son bonheur. Celui qui veut éluder cette obligation sacrée est un perfide ou un insensé... »

Et le même orateur, il y a cent vingt-deux ans, parlait déjà du « pain national. » « Oui, disait-il, je ne m'en tiens pas encore à ces mesures. Les estomacs aristocratiques et sensuels ont introduit l'usage d'un pain plus moelleux et plus délicat que celui de la multitude.

« En confondant tous les résultats de la mouture et en consommant avec tous nos frères *une seule espèce de pain*, il deviendra meilleur et plus substantiel. »

La loi du 15 novembre 1793 réalisait les vœux de Phélippeaux et décidait : 1° *La mouture sera uniforme ;* 2° *Les boulangers ne pourront faire et vendre qu'une seule espèce de pain.*

Les projets soutenus hier à la tribune de la Chambre ne

sont donc pas nouveaux, et l'on peut dire, une fois de plus, que l'histoire est une galerie de tableaux où l'on trouve peu d'originaux et beaucoup de copies.

Pour apprécier les copies, il convient de savoir ce qu'ont valu les originaux. Nous allons parler de la crise des subsistances sous la Révolution, des mesures prises pour la conjurer, des interventions incessantes autant qu'arbitraires de l'État, et des résultats qu'elles ont entraînés.

Il s'agit bien d'une *expérience* faite et non pas d'une hypothèse dont on pourrait contester la valeur. Nous possédons même, à cet égard, des documens probans d'une inestimable valeur : il s'agit de l'opinion même exprimée par les hommes qui avaient inauguré le système des taxations, des recensemens, des monopoles d'État, et des poursuites implacables contre les accapareurs. La Convention nationale a porté un jugement sur les mesures révolutionnaires qu'elle avait prises et sur les conséquences détestables de ses erreurs.

Ces faits appartiennent à l'histoire ; nous avons le droit de les rappeler et d'en tirer les leçons qu'ils comportent.

LES INTERVENTIONS DE L'ÉTAT A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

Nous verrons bientôt que la Convention nationale multiplia les interventions arbitraires de l'État à propos du commerce des subsistances, mais, il est juste de le reconnaître, le pouvoir royal n'avait pas hésité à prendre des mesures analogues, et, dans bien des cas, l'opinion publique les réclamait. Partout, au même moment, les négocians, les marchands de blé notamment, étaient l'objet des attaques les plus violentes ou les plus criminelles.

Dès le mois de novembre 1788, Necker faisait rendre un arrêt du Conseil qui jetait publiquement la défaveur sur les marchands de grains et défendait de vendre ailleurs que sur les marchés. Ce règlement fut le signal d'un trouble général. Le 18 décembre de la même année, le Parlement de Paris rendait un arrêt, « toutes chambres assemblées et les pairs y séant, » qui fut un autre signal d'alarme et de désordres. Cet arrêt défendait vaguement les manœuvres frauduleuses tendant à empêcher l'approvisionnement des marchés. Ce même Parlement ordonna à tous les magistrats subordonnés de procéder à des inventaires

ou « recensemens » de subsistances. A partir de ce moment, le commerce des grains fut interrompu, les cultivateurs se virent inquiétés, et l'approvisionnement des marchés devint aussi irrégulier qu'insuffisant.

Au mois de mars 1789, le Parlement de Dijon interdisait l'exportation du blé hors de son ressort. Le Parlement de Besançon suivit cet exemple, et, du même coup, le ravitaillement des villes de Lyon et de Paris fut entravé.

Des intendans, notamment ceux de Champagne et de Soissons, rendirent, pour leurs provinces, des ordonnances semblables aux arrêts des Parlemens de Bourgogne et de Franche-Comté. Les alarmes et les insurrections devinrent dès lors générales. La libre circulation des denrées était partout entravée. Necker, préoccupé de l'alimentation de Paris, faisait chercher des grains par ses agens, et, sous l'influence de cette concurrence nouvelle, les prix s'élevaient. Le peuple, ameuté, s'opposait aux transports; les troubles eux-mêmes contribuaient à provoquer l'élévation des cours, en augmentant les inquiétudes.

L'arrêt du Conseil en date du 23 avril 1789 accrut ces alarmes au lieu de les dissiper. Le Roi rappelait les mesures prises pour faciliter les importations des grains et interdire leur sortie ; il faisait ouvertement allusion aux achats effectués à l'étranger et révélait ainsi officiellement l'insuffisance de la précédente récolte en justifiant imprudemment les craintes du public.

Les achats de blé hors des marchés étaient interdits, pour décourager les *spéculateurs, toujours dangereux dans un temps de cherté*, et ordre était donné de permettre aux particuliers de s'approvisionner avant tous les autres acheteurs. C'était désigner, une fois de plus, les négocians à la malveillance du peuple, et signaler les dangers que leurs spéculations faisaient courir aux victimes de ces manœuvres. Enfin, l'intervention gouvernementale se traduisait par l'ordre donné aux intendans de procéder à des réquisitions, à des inventaires et à des visites domiciliaires destinées à préciser l'état des réserves disponibles et à permettre de contraindre les cultivateurs à garnir les marchés.

Un conventionnel, Creuzé-Latouche, a condamné, plus tard, cet arrêt en disant : « Les seuls effets qu'il produisit furent de rendre le peuple plus furieux, les marchés plus dégarnis, le blé encore plus cher. ».

*
* *

En vérité, ce que nous venons de dire suffit pour caractériser la doctrine dont s'inspirait le pouvoir royal à la veille de la convocation des États Généraux. Déjà l'État avait recours aux mesures arbitraires, que la Convention nationale adopta quelques années plus tard, c'est-à-dire aux inventaires, aux visites domiciliaires et aux réquisitions. Déjà le *spéculateur* était dénoncé, et sa coupable industrie se trouvait condamnée, sans que personne prît soin de distinguer le négociant de l'accapareur; déjà le cultivateur lui-même était traité en suspect, car, dans son arrêt du mois d'avril 1789, le Roi invitait expressément, au nom du bien de l'État, les propriétaires et fermiers « à garnir les marchés, à ne pas *abuser* de la difficulté des circonstances, et à user de modération dans leurs prétentions. »

Le public n'était pas assez éclairé pour comprendre les avantages de la liberté du commerce et pour faire justice des attaques dont les marchands de grains devenaient l'objet. On conserve aux Archives nationales, parmi d'autres brochures instructives, une curieuse « adresse au peuple français, » qui a pour titre : *Le cri général.* Elle a été rédigée au début de l'année 1789, et l'auteur, après avoir flétri l'avarice des propriétaires ainsi que la dureté des accapareurs, réclame déjà la taxation des grains et celle du pain !

« Il semble, dit-il avec assurance, que l'on pourrait éviter tous les malheurs par une loi certaine, inviolable, et générale pour tout le royaume, et en décidant que le meilleur pain ne pourra *jamais*, même dans la disette, se vendre au delà de ... la livre, prix auquel le journalier puisse toujours atteindre, de manière qu'en cas de famine, il sera partagé au susdit prix à chacun, sans que le riche, en y mettant l'enchère, puisse en priver les malheureux... ; que le blé ne pourra *jamais* se vendre au delà de ...; qu'à ce prix, les municipalités pourront forcer chaque propriétaire de grain à leur vendre l'excédent de son nécessaire et seront autorisées à faire l'avance des frais pour s'en procurer. »

On pourrait croire que de pareils projets restaient sans influence sur l'opinion et, en particulier, sur les cours des grains. Il n'en était rien, malheureusement. Habilement et rapidement colportées, les brochures dont nous venons de citer un

exemple répandaient aussitôt l'alarme et provoquaient des troubles. Deux pièces curieuses, conservées aux Archives nationales, montrent combien était dangereuse l'action exercée sur des esprits inquiets par la publication de quelques projets irréalisables.

En 1789, une brochure, rédigée à Bayonne, prêtait à l'assemblée communale de cette ville l'intention de mettre un terme aux accaparemens, de taxer le pain, et de procéder à des réquisitions chez les marchands. La nouvelle, aussitôt colportée jusque dans les campagnes voisines, eut immédiatement pour effet d'y répandre l'inquiétude et de suspendre les transactions ordinaires.

Le Comité des subsistances de Bayonne protesta aussitôt, et fit placarder une affiche pour rassurer les cultivateurs. L'objet de notre mission, disaient les membres du Comité, est de faire abonder les subsistances dans la ville. Il se trouve contrarié par un écrit qui a circulé ces jours passés, non seulement ici, mais dans les villes voisines, où Bayonne puise ses approvisionnemens ordinaires. Le premier article de ce projet énonçant la fixation invariable du prix du pain, les habitans des campagnes en ont inféré que, désormais, le prix du blé serait proportionné à celui du pain. « Dès lors, justement alarmés par une mesure attentatoire au droit de tout propriétaire de denrées d'en fixer le prix suivant sa volonté, ils ont cherché à s'y soustraire en suspendant leurs envois au marché de Bayonne. Le Comité a déjà eu lieu de s'en apercevoir dans les deux derniers marchés, où il n'a pas été apporté la moitié de l'approvisionnement nécessaire à la consommation d'une semaine, ce qui a occasionné une hausse dans les prix. »

On voit clairement quel était l'effet d'une opinion rapidement répandue, et l'on peut prévoir ainsi quelles seront les conséquences de toutes les mesures arbitraires dont les cultivateurs, aussi bien que les marchands, craindront de devenir les victimes.

En 1789 comme en 1915, les diverses régions de la France étaient inégalement fertiles, inégalement peuplées, inégalement pourvues de moyens de communications. L'influence des circonstances atmosphériques se faisait en outre sentir et les différences constatées d'ordinaire, à propos de l'abondance des récoltes, se trouvaient ainsi exagérées. A ces contrastes corres-

pondaient, bien entendu, des écarts très sensibles entre les prix. Le blé, qui valait vingt-quatre ou vingt-cinq livres le septier dans une région, était payé jusqu'à cinquante ou soixante livres dans une province voisine, et la lenteur autant que les frais énormes des transports, constituaient des obstacles invincibles au nivellement des cours. Dans de pareilles conditions, la liberté et la sécurité du commerce pouvaient seules réduire au minimum les différences de prix et protéger contre la disette les habitans des régions les moins fertiles.

Malheureusement, l'ignorance du public et sa crédulité le forçaient à voir un ennemi dans la personne du négociant dont le rôle bienfaisant consistait à faire circuler les subsistances. Les achats du commerce étaient considérés comme des accaparemens; les grains, notamment, ne pouvaient sortir d'une région sans que le public inquiété ne craignît la disette ou ne redoutât la hausse des prix. Les craintes ressenties exerçaient, à vrai dire, la même influence qu'une diminution réelle des récoltes; les cours s'élevaient brusquement là où les ressources étaient abondantes, et cette hausse prenait les proportions d'un désastre dans les régions qui souffraient momentanément d'un déficit certain des récoltes ordinaires.

Pour triompher de ces difficultés sans cesse renaissantes, pour dissiper les craintes, pour réprimer les violences et assurer au commerce sa liberté nécessaire, un pouvoir solidement établi et respecté était partout indispensable. Or, durant les années qui ont précédé la chute de l'Ancien régime, le pouvoir royal avait précisément perdu l'autorité indiscutée, la force capable de faire respecter l'ordre et d'empêcher le peuple de se nuire à lui-même.

Les premières assemblées révolutionnaires ont-elles donné au pouvoir royal cette autorité nécessaire et cette force utile au bien de tous? ont-elles résolu avec sagesse et avec énergie le problème des subsistances? C'est ce que nous allons nous demander.

LE PROBLÈME DES SUBSISTANCES JUSQU'AU VOTE DES LOIS DE MAXIMUM

Rendons justice tout d'abord à l'Assemblée Constituante et à la Législative : elles ont toujours maintenu et affirmé dans leurs décrets le principe de la liberté du commerce intérieur

des subsistances. Du 5 mai 1789 au 30 septembre 1791, cinq textes différens ont pour objet de protéger la libre circulation des grains et la sécurité des marchands.

Dans tous les préambules de ces décrets, ou dans les articles eux-mêmes, la Constituante prodigue les conseils ou les avertissemens au peuple, et déclare que « le vrai moyen de porter l'abondance dans tout le royaume, est de rassurer les commerçans en leur procurant protection et garantie dans leurs spéculations. »

Bien mieux, des sanctions sont prévues, et des indemnités sont accordées aux propriétaires, cultivateurs, commerçans et autres personnes qui éprouveront des violences ou le pillage de leurs grains. Les indemnités ainsi accordées (décret du 18 septembre 1791) devaient être avancées par la nation et remboursées par le département dans lequel les violences auraient été commises. Le département, à son tour, était autorisé à faire porter cette charge sur les communes dans le territoire desquelles le délit aurait été commis.

Protéger la liberté du commerce et garantir la sécurité des transports, rassurer le public en affirmant que la production est abondante, tel est encore l'objet des décrets et des circulaires publiés entre le 1er octobre 1791 et le 21 septembre 1792.

« Il faut, disait le ministre de l'Intérieur (2 juin 1792), que les corps administratifs, les municipalités, toutes les autorités constituées, écartant de fausses terreurs, fassent un vigoureux effort pour assurer la liberté des transactions. » Et le 2 septembre 1792, l'Assemblée nationale voulait encore rassurer le public en affirmant la nécessité de faire appliquer les lois qui garantissaient la libre circulation.

« ... Considérant que la récolte a été, en général, abondante cette année et que la France a, dans son sein, plus de grains qu'il ne faut pour la subsistance des habitans... Le Conseil exécutif provisoire tiendra la main à l'exécution des décrets relatifs à la libre circulation des grains dans l'intérieur du royaume... »

*
* *

Mais ce sont là des textes ; il reste à savoir quelle était leur efficacité. Le nombre des décrets publiés et des circulaires adressées par les ministres prouve déjà surabondamment

l'impuissance du législateur et la persistance des troubles qu'il espérait prévenir ou réprimer. Les discussions mêmes, qui se renouvelaient au sein des assemblées, provoquaient des craintes au lieu de les dissiper. C'est la remarque faite par un observateur averti et impartial, par Young, qui voyageait en France à cette époque.

Il a écrit dans ses *Voyages en France* les lignes suivantes que l'on pourrait méditer encore :

« Dans la *Gazette nationale* du 6 mars 1792, je lis un compte rendu de l'Assemblée : « *Inquiétudes. — Précautions à prendre. — Commissaires envoyés. — Veiller à la subsistance du peuple.* » — Si ces démarches sont nécessaires, pourquoi le dire, l'imprimer? Pourquoi alarmer le peuple en lui montrant vos alarmes?... Il n'y a qu'un plan, la liberté absolue. Proclamez la liberté du commerce, et, de ce moment, décrétez qu'on fasse avaler son encrier au premier représentant qui prononcera le mot de vivres. »

La réflexion est piquante autant que juste. Quelle était en somme la situation durant les quatre premières années de la Révolution? Pour la connaître, il faut interroger ceux qui l'avaient étudiée et qui signalaient la crise des subsistances en marquant ses causes. Creuzé-Latouche, un conventionnel défenseur courageux de la liberté commerciale, a rédigé sur cette question un curieux rapport conservé aux Archives nationales. Nous ne voulons pas le citer, mais l'analyser brièvement.

Dès les débuts de la Révolution, les anciennes autorités, dit-il, commençaient à tomber. Elles n'avaient plus la confiance de personne et, par cela même, elles ne conservaient aucune force pour empêcher le peuple de se nuire à lui-même. Ce peuple, dans l'excès de sa misère, se portait sans obstacles à toutes les extrémités. Des grains étaient taxés, des convois étaient pillés, et presque partout ils étaient arrêtés. Des citoyens de tout état devinrent victimes des soupçons d'accaparement; les approvisionnemens que Necker s'était mis dans la nécessité de faire acheter partout au loin, pour Paris, fortifiaient ces soupçons d'accaparement. Le peuple, toujours plus souffrant encore par les extrémités où le portait le désespoir, ne croyait voir que des accapareurs. Des citoyens qui le servaient et d'autres absolument étrangers au commerce des grains lui

paraissaient, sur les plus frivoles dénonciations, des conjurés pour l'affamer, et personne ne pouvait porter des subsistances dans des contrées qui en manquaient totalement.

La récolte de 1789, attendue avec une si douloureuse impatience, arriva enfin; mais, quoique les récoltes successives de 1790, 1791 et 1792 aient été assez bonnes, on a été surpris, dans chacun des intervalles, de ne pas jouir de l'abondance et des facilités que l'on s'était promises.

« Les lois sur la libre circulation des grains et sur la liberté du commerce avaient été renouvelées par les nouvelles législations, *mais, depuis 1789, la liberté n'a jamais existé un seul moment en fait.* »

Ces dernières lignes valent d'être soulignées. Ainsi tous les désordres, toutes les violences et toutes les souffrances constatés de 1789 à 1793 n'ont pas été l'effet de la liberté proclamée dans des textes et effectivement protégée par les pouvoirs publics. C'est au contraire l'absence de liberté et de sécurité qui a ruiné le commerce, entrave les échanges et provoqué la disette. Creuzé-Latouche avait raison de dire :

« Il vous faut des marchands; mais, avec des formalités qui les rendront suspects et qui les flétriront d'avance, vous n'en trouverez pas. Vous pouvez faire des lois qui disposent des personnes et des choses, mais vous ne disposerez pas des volontés. »

Rien de plus juste. A l'appui de cette conclusion, le même orateur signale les inquiétudes provoquées par les inventaires que la Législative avait prescrits pour connaître les ressources du pays et prévenir les accaparemens :

« Vos commissaires, ajoute Creuzé-Latouche, vous diront les maux effroyables qu'a produits la loi du 10 septembre et que produiront toujours ces « déclarations, » et ces maux deviendront universels et incalculables si, par le résultat de ces déclarations nécessairement fausses, il paraissait que la France n'aurait pas de provisions pour quatre mois, tandis qu'elle en a réellement pour plus de dix-huit. »

On a récemment commis la même erreur et l'on aurait pu faire courir à notre pays le même danger, lorsque des administrateurs trop zélés ont réclamé, eux aussi, des « déclarations » et prescrit des inventaires chez les cultivateurs. Cette mesure avait visiblement pour but de faciliter au besoin des réquisi-

tions ! — « Or, si vous forcez les ventes, déclarait en 1792 notre conventionnel, vous attaquez l'industrie de l'Agriculture qui, seule, peut produire l'abondance. Car il n'y a point de maxime qui puisse anéantir celle-ci : c'est que l'industrie, en quelque genre que ce soit, ne peut s'accroître, ou seulement se soutenir, qu'avec la liberté de ses propres spéculations et la libre disposition de ses produits.

« Sans doute, vos lois peuvent ordonner de l'emploi de la production de la terre, circonscrire les entreprises du cultivateur et régler ses opérations, mais de telles lois ne lui donneront jamais le courage et le génie ; elles ne feront au contraire que les étouffer, et la terre, resserrée par vos entraves et vos règlemens, sera frappée de la stérilité qui suit toujours la servitude. »

Au même moment, un député de la Législative entré à la Convention, Lequinio, défendait avec autant d'éloquence que de bon sens la cause de la liberté commerciale : « A force d'agitations, disait-il, on est parvenu à étouffer le commerce du bled, à le rendre odieux, et (je ne connais pas de meilleure expression) à stériliser par là presque tout le sol de la République. Tant que le commerce des bleds ne sera pas actif, le peuple se trouvera dans la misère. Je soutiens qu'il faut, non seulement protéger, mais qu'il faut mettre en honneur le commerce des bleds.

« *Je regarde un homme qui se livre au commerce des bleds comme un des bienfaiteurs de la patrie.* »

Les députés de la Constituante, les représentans de la nation à la Législative, les Conventionnels eux-mêmes étaient résolus à défendre la libre circulation des subsistances, à lutter contre les préjugés populaires, à dénoncer comme des chimères absurdes les prétendus accaparemens, et à déclarer que la taxation des denrées constituait un attentat contre la propriété.

Le 15 octobre 1792, quelques semaines après la réunion de la Convention nationale, les comités de l'Agriculture et du Commerce rédigeaient une adresse au peuple français, et s'efforçaient de l'éclairer :

« On vous parle quelquefois de la taxe des blés, disait le rapporteur, mais le blé est la propriété des cultivateurs, le fruit de ses travaux et la juste récompense de ses peines. Ne

serait-il pas fondé à demander qu'on taxât votre travail et le prix de vos journées? »

Dans le même document, destiné à recevoir la plus large publicité, ce n'est pas l'accapareur que les comités dénoncent et combattent, c'est l'ambition et la perfidie du flatteur qui parle de recherches, de saisies, de taxations, de visites domiciliaires, qui voit partout des conspirateurs ou des traîtres, et cherche à soutenir son crédit en se rendant nécessaire.

La conclusion vaut d'être citée ; elle pourrait être lue demain avec profit pour tous ceux qui nous parlent des bienfaits de l'intervention gouvernementale et qui prétendent imiter les hommes de la Révolution.

« Citoyens, disait le rapporteur Lequinio, vous attendez de nous la vérité ; nous serions des parjures si nous ne savions pas vous la dire, la voici :

« Tout ce que vous faites pour régler le commerce des blés ne sert qu'à l'entraver.

» Toutes les mesures qui vous paraissent tendre à diminuer le prix du blé ne mènent, au contraire, qu'à le faire renchérir. »

Quelques mois après, Creuzé-Latouche combattait les opinions qui avaient cours au sujet des accapareurs et s'exprimait ainsi : « Eh bien ! ayons donc le courage de dire une fois publiquement au peuple la vérité pour son salut. — *Il n'y a pas d'accaparemens. — Il n'y a pas de monopoles, lorsque le commerce des blés est libre et que le gouvernement ne s'en mêle pas.* »

Si nous avions à combattre demain le projet de taxer les subsistances, nous devrions dénoncer à la fois l'attentat commis contre les droits du propriétaire et la prétention inadmissible de ceux qui s'arrogent le pouvoir de fixer les prix, sans souffrir que les circonstances économiques viennent les modifier.

C'est encore un conventionnel, c'est Creuzé-Latouche qui a fait valoir ces argumens avec une précision et une justesse de vues qu'on ne saurait trop louer.

« Les fruits de la terre, disait-il (23 avril 1793), ne viennent que par l'industrie, et le premier aliment de cette industrie, ce moyen sans lequel la terre resterait inculte, et l'homme réduit à manger du gland, c'est la propriété.

« Ignore-t-on que l'abondance des subsistances et leur continuelle reproduction dépendent du courage du cultivateur, et le courage du cultivateur de sa sécurité ?...

« Qu'on cesse donc de se croire patriote alors que l'on met le comble à la misère publique en répétant ces maximes extravagantes et meurtrières qui ne pourraient amener que l'anéantissement de l'agriculture, la cessation de tous les travaux, la banqueroute, l'anarchie et la famine...

« On n'est pas assez frappé, ce me semble, d'une erreur aussi étonnante : *cette erreur consiste à croire qu'il est au pouvoir de quelque autorité humaine de fixer par une parole la valeur des choses*, comme Dieu créa d'un mot la lumière. Les valeurs ont leurs bases dans une multitude infinie de rapports variables que la loi ne peut ni saisir, ni dominer.

« Quoi ! lorsque vous faites tant de lois qui restent sans exécution, lorsque toutes les autorités sont ébranlées et tous les liens de la police sans force, vous ferez exécuter une loi que le pauvre comme le riche, les juges, les fonctionnaires publics, et plus des trois quarts des citoyens auront sans cesse la tentation, les moyens, la nécessité même d'enfreindre ! Vous pourriez multiplier les lois de sang, encourager les dénonciations, établir des légions de tyrans subalternes, autoriser tous les actes arbitraires, provoquer des violences populaires et désepérer tous les citoyens ; mais *la force des choses* serait encore au-dessus de toutes vos mesures. »

Le discours tout entier mériterait d'être cité. On n'a pas défendu la cause de la liberté et de la propriété avec plus de force et de clarté. Il nous plaît de rendre justice aux hommes qui ont tenté d'éclairer la Convention.

Pourquoi leur avis n'a-t-il pas été suivi, et pourquoi l'Assemblée révolutionnaire a-t-elle voté précisément toutes les lois qui sont la négation même des principes si brillamment défendus par quelques-uns de ses membres ? Nous allons le dire. Les influences qu'a subies la Convention et les motifs qui l'ont déterminée doivent être marqués. Demain, notre Parlement peut céder à ces influences et se laisser guider par les mêmes motifs.

LES PÉTITIONS. LA PRESSION DE L'OPINION PUBLIQUE. LE RÉGIME DE LA TERREUR

La Constituante et la Législative avaient été déjà sollicitées d'employer la violence, de fixer les prix, de poursuivre partout les accapareurs, et de multiplier les réquisitions. Le nombre des pétitions devenait plus grand, à mesure que le désordre était plus général, à mesure que la sécurité des commerçans devenait aussi plus précaire, et ces pétitions avaient pour objet de recommander ou d'exiger, sans retard, l'intervention du législateur.

La dépréciation rapide des assignats exagérait la valeur nominale des subsistances et paraissait justifier une mesure de salut public telle que la taxation. Cette élévation inexpliquée, et en apparence inexplicable des cours, était attribuée aux accaparemens ou à l'avarice des agriculteurs. Hésiter à intervenir, à taxer, à frapper les marchands qui affamaient le peuple, n'était-ce pas trahir les intérêts de la démocratie? C'est ce que le public se demandait, et la pression de l'opinion se faisait sentir chaque jour avec plus de force.

La Convention fut en butte aux mêmes sollicitations. Lorsqu'elle eut reconnu ses erreurs, cette Assemblée les attribua précisément aux violences morales qu'elle avait subies.

« Il fut un temps, disait Cambon, où nous étions très heureux lorsqu'on pouvait arrêter des motions désorganisatrices.

« *Ces motions ne sont pas nées dans le sein de la Convention; elles ont été provoquées par des pétitions.* »

Plaintes, sophismes, dénonciations, menaces, tout était employé pour forcer la volonté de l'Assemblée. Les opinions les plus violentes étaient exprimées avec audace par les conventionnels, qui en prévoyaient le succès et voulaient en faire l'instrument de leur fortune politique. La taxation des subsistances devint l'objet des discussions les plus passionnées.

Désormais, ce n'est pas seulement le negociant qui est attaqué et flétri, sous le nom de monopoleur. L'agriculteur lui-même est dénoncé.

« Assemblée Constituante, s'écriait Beffroy, pourquoi tant de riches cultivateurs siégeaient-ils dans ton sein?... Avec le désir d'encourager l'agriculture, cette Assemblée mit dans les mains des grands cultivateurs les moyens de tout engloutir.

Elle fit, sans le vouloir apparemment, une classe privilégiée. Ils surent tellement en profiter qu'ils sont maintenant dans la République ce qu'étaient les grands dans la monarchie. C'est par leur cupidité, leur inhumanité, c'est par la plus dure des aristocraties, qu'ils se font distinguer, et, quoi qu'on en dise, je déclare que je ne vois pas en eux des cultivateurs, *mais bien des spéculateurs avides et dangereux dans un État libre.* »

Le remède indiqué n'était autre que la réquisition, la division obligatoire des exploitations rurales, et... le maximum du prix des subsistances !

Thirion voyait dans la taxation un moyen de détruire le commerce de gros, « toujours nuisible à la société. »

Phélippeaux réclamait pour les corps administratifs le droit de réquisition, seul capable d'assurer l'approvisionnement des marchés ; d'empêcher les transactions frauduleuses et de mettre un terme à la funeste industrie des accapareurs. Cette mesure générale devait être complétée, selon lui, par l'obligation imposée aux cultivateurs de faire des déclarations fidèles de toutes leurs récoltes.

Enfin, la fixation d'un prix maximum servirait à interdire « les calculs ineptes de l'égoïsme. » En se contentant d'un profit raisonnable, l'agriculteur n'était-il pas d'ailleurs trop heureux de se trouver protégé contre la violence, et de mettre ses biens à l'abri, sans être exposé aux revendications des « ventres affamés ? »

On voit que la menace était à peine voilée. Les amis du peuple n'hésitaient pas à faire bon marché du droit de propriété : le pillage se trouvait excusé d'avance.

Robespierre, dialecticien subtil et sophiste audacieux, confondait le monopole avec la propriété et s'attaquait à celle-ci pour combattre l'accaparement.

« La première loi sociale, disait-il, est celle qui garantit à tous les membres de la société les moyens d'exister; toutes les autres sont subordonnées à celle-là. C'est pour vivre d'abord que l'on a des propriétés. Il n'est pas vrai que la propriété puisse jamais être en opposition avec la subsistance des hommes. Tout ce qui est nécessaire pour la conserver est une propriété commune à la société entière ; il n'y a que l'excédent qui soit une propriété individuelle et qui soit abandonné à l'industrie des commerçans.

« Je défie le plus scrupuleux défenseur de la propriété de contester ces principes, *à moins de déclarer ouvertement qu'on entend par ce mot le droit de dépouiller et d'assassiner ses semblables.* »

Cette théorie justifiait d'avance toutes les mesures arbitraires et tendait à faire considérer chaque cultivateur ou chaque propriétaire de subsistances comme un ennemi public capable « d'assassiner ses semblables » en abusant de son droit.

Robespierre flatte en même temps les passions et les préjugés populaires; il dénonce les accaparemens, qui accumulent dans les mains d'un petit nombre de millionnaires la subsistance du peuple. Ces accapareurs calculent froidement combien de familles doivent périr avant que les denrées aient le prix fixé par leur atroce avarice. Ainsi l'exercice du droit de propriété est parfois un crime, et la liberté du commerce, qui en est la conséquence, ne favorise que les attentats contre la misère publique.

« La propriété sacrée, celle du peuple, est immolée aux intérêts d'un commerce criminel, et la vie des hommes au luxe des riches et à la cupidité des sangsues publiques. »

Au sophisme, l'orateur joint la menace : les désirs du peuple sont des ordres devant lesquels l'Assemblée doit s'incliner, et il ose dire :

« Les alarmes mêmes des citoyens doivent être respectées; les mesures que l'on propose ne fussent-elles pas aussi nécessaires que nous le pensons, *il suffit que le peuple les désire, il suffit qu'elles prouvent à ses yeux notre attachement à ses intérêts pour nous déterminer à les adopter!* »

Robespierre termine en vouant les riches au mépris public et à la haine. Avant de les livrer à la vengeance populaire il leur prête les sentimens qui doivent les faire condamner d'avance :

« Je n'ôte aux riches, s'écrie-t-il, aucun profit honnête, aucune propriété légitime ; je ne leur ôte que le droit d'attenter à celle d'autrui. Je ne détruis pas le commerce, mais le brigandage des monopoleurs.

« *Je ne les condamne qu'à la peine de laisser vivre leurs semblables.* »

Quelle est la solution proposée? Robespierre ne l'indique pas expressément ; il se contente de faire allusion aux réquisitions et aux inventaires, mais ses conclusions justifient d'avance la taxation et le maximum.

Thirion, plus brutal, est aussi plus explicite. Il réclame la fixation des prix par l'État et dénonce comme suspects tous ceux qui ne voudront pas mettre ainsi un frein à la cupidité des riches accapareurs.

« Voilà les ennemis qu'il faut enfin réprimer. — Le maximum est un moyen sûr, et c'est le seul capable de remplir cet objet. »

La Convention a désormais compris la menace ; elle hésite encore, mais elle va céder sous la pression de l'opinion publique. Elle a peur : c'est le régime de la terreur. Un conventionnel, Giraud, l'avouait, moins de deux ans plus tard, en parlant de la loi sur les accaparemens, et il disait :

« On demanda des bornes à ce qu'on appelait la cupidité mercantile. Cette accusation fut accueillie avec tant de faveur *qu'inutilement aurait-on voulu faire entendre quelques vérités.*

« *Une accusation plus grave aurait pesé sur la tête de celui qui l'aurait osé.* »

La Convention céda et adopta successivement tous les projets qui ubstituaient partout la contrainte à la liberté.

Examinons cette législation avant d'en marquer les résultats.

LES LOIS DE MAXIMUM. — LES MESURES ARBITRAIRES. LE DÉCRET SUR L'ACCAPAREMENT

Le 4 mai 1793 un décret consacre et précise la politique nouvelle de l'Assemblée.

Tout propriétaire, tout détenteur de grains et de farine est tenu de faire la déclaration des quantités qu'il possède, et les officiers municipaux sont autorisés à pratiquer des visites domiciliaires pour vérifier l'exactitude de ces inventaires. Une pénalité sévère, la confiscation, frappera les cultivateurs et les marchands qui n'auraient pas fait la déclaration prescrite ou qui se seraient rendus coupables soit de dissimulation, soit de fraude.

Toute vente doit avoir lieu, en principe, sur les marchés. Les particuliers ne peuvent s'approvisionner chez les agriculteurs ou les marchands que pour assurer leur consommation durant un mois, et seulement après avoir obtenu un certificat délivré par l'autorité municipale.

Les corps administratifs et municipaux ont le droit de réquisitionner pour garnir les marchés, ils peuvent même

requérir des ouvriers pour faire battre les grains en gerbes.

Toute personne qui veut se livrer à des opérations commerciales relatives aux grains doit le déclarer, tenir un registre sur lequel seront mentionnés ses achats ou ses ventes, se faire délivrer des acquits à caution dans le lieu des achats, puis obtenir la décharge de ces acquits au lieu de vente...

Enfin, les prix sont réglés, — dans chaque département, — et représenteront la moyenne des cours relevés entre le 1er janvier et le 1er mai 1793. Ce prix maximum décroîtra d'ailleurs, pour décourager les accapareurs, et pour intéresser les propriétaires à porter rapidement leurs récoltes sur les marchés : Au 1er juin, il sera réduit d'un dixième ; au 1er juillet, d'un vingtième du cours précédent ; au 1er août, d'un trentième du maximum calculé pour le mois d'août...

Ce décret n'est pas seulement inspiré par la défiance qu'inspire l'avarice du cultivateur, il vise le commerce, le commerce de gros plus spécialement, et l'entrave au point de le faire disparaître.

Dans une circulaire qui date du 11 juin, le ministre de l'Intérieur traduit et commente la pensée du législateur. « Sans doute, dit-il, les échanges et les opérations commerciales sont utiles...

« Mais quelles sont les conceptions de l'esprit humain qui ne soient point viciées par les passions ! — De ces vivifiantes spéculations, l'infâme accaparement est sorti, comme on voit naître la ciguë aux rayons bienfaisans du soleil. Le cri général a réclamé une loi répressive de ces moyens d'affamer la France. Le décret du 4 mai dernier a eu pour but de porter le plus prompt remède à un si grand mal. »

En fait, les municipalités et l'État seront seuls chargés désormais du commerce, et aussitôt les difficultés naissent. Chaque district, chaque département, ne va-t-il pas retenir toutes les ressources découvertes et réquisitionnées ?

Dans ce cas, les régions mal pourvues seront-elles réduites à la famine, tandis que l'abondance régnera dans les parties de la France plus fertiles ou plus favorisées par les circonstances ?

Certes, le ministre prévoit, à ce propos, des abus et il s'élève d'avance contre l'égoïsme intransigeant des intérêts régionaux ; mais l'expérience ne va pas tarder à prouver que ses avis seront méprisés et que ses instructions resteront sans effet.

Substitués aux commerçans, les agens de l'État ne réussissent ni à connaître les besoins, ni à préciser les ressources, ni à proportionner les ressources aux besoins en faisant circuler les denrées d'un bout à l'autre du territoire.

Dès le 25 juillet, le ministre de l'Intérieur se plaint de n'avoir pas encore reçu les tableaux des prix et les états des recensemens. Les réquisitions ordonnées dans les lieux où les grains sont en excédent deviennent impossibles. Le 31 août, le ministre rédige une autre circulaire et proteste contre les négligences intéressées, contre l'inertie ou les abus. L'état des choses actuel, dit-il en substance, ne peut plus exister; la pénurie dans laquelle se trouvent tant de communes de la République doit nécessairement avoir un terme. « Je ne saurais me persuader qu'en ce moment des communes faisant partie d'un département qui ne serait pas tout à fait sans récolte puissent sentir encore la faim, si l'œil bienfaisant d'une administration paternelle ne s'était pas fermé sur leurs besoins. »

Sans doute, un nouveau décret ordonne de veiller à l'approvisionnement des départemens qui manqueraient de subsistances, mais ce texte n'est pas plus efficace que celui du 4 mai.

Le 11 septembre, une troisième loi renouvelle les défenses, les injonctions, prévoit des pénalités, récompense les dénonciateurs, et fixe, d'une façon *uniforme*, le prix des grains dans toute l'étendue du territoire.

Le 29 septembre et le 2 octobre, deux décrets appliquent la législation du maximum à toute les denrées de première nécessité, à la viande, au beurre, au bétail, au vin, aussi bien qu'au charbon ou aux étoffes. Le prix de ces marchandises sera le cours de 1790 augmenté d'un tiers...

Aux efforts du législateur, le ministre de l'Intérieur joint les siens et multiplie des recommandations qui attestent l'impuissance même des décrets et les vices du système adopté.

C'est en vain qu'il parle du zèle et du courage dont les amis du peuple doivent faire preuve pour que la subsistance soit assurée et pour que « l'agioteur infâme ne puisse plus trafiquer des sueurs du pauvre. » Dans le préambule d'un nouveau décret, le sixième, la Convention reconnaît elle-même que la malveillance dégarnit les marchés et empêche la circulation des grains destinés aux armées, sous prétexte de conserver l'approvisionnement d'une année dans chaque commune et dans chaque

canton. Elle parle d'alarmes, d'inquiétudes, et décide la fabrication d'un *pain national* avec des farines d'un type unique tirées des blés qui devront fournir 85 pour 100 de cette mouture uniforme. Ces dispositions, si conformes aux véritables principes de l'égalité, doivent anéantir enfin la disproportion barbare qui a si longtemps existé entre la substance nutritive du riche, et celle qui servait à alimenter la classe indigente des citoyens... Mais les craintes persistent et la disette se fait sentir!

La Commission des subsistances rédige à ce propos une circulaire qui porte la date du 29 décembre 1793; elle déclare qu'elle est assaillie par une quantité incroyable de demandes et de députations; elle avoue même que le mal a sa source dans la fausseté des déclarations, dans l'inégalité de la répartition des subsistances entre les communes, et entre les districts...

C'est en vain qu'un décret du 9 août ordonne l'établissement, dans chaque district, d'un grenier d'abondance, et la création de fours publics. Six mois après, la Commission des subsistances reconnaît que les résultats espérés n'ont pas été obtenus. Certains districts n'ont pas établi de greniers d'abondance sous prétexte qu'ils n'avaient pas de grains à y déposer. D'autres ont désigné un local sans s'occuper du choix d'un garde-magasin. Les renseignemens parvenus à la Commission sont partiels, inexacts ou insignifians!

Sans doute, les réquisitions et les achats à l'étranger devaient permettre d'assurer l'abondance et de triompher des difficultés que l'État voyait se dresser devant lui...

Nous savons qu'en fait les deux formes de l'intervention gouvernementale avaient eu les plus fâcheuses conséquences. C'est le Comité de l'approvisionnement qui fut contraint de l'avouer, moins d'un an après la mise en vigueur de tous les décrets dont nous avons parlé.

Forcé de vendre au prix du maximum les denrées qu'il achetait au dehors, en acceptant les cours fixés par la concurrence, *l'État vendait à perte*. Dans les départemens, les maux étaient plus grands de jour en jour.

En vain ordonnait-on d'approvisionner les marchés : « Il n'y a point de marchés, disait le rapporteur du Comité, là où l'on ne peut débattre les prix. » Ces marchés étaient déserts. D'autre part, l'abus des réquisitions se faisant sentir davantage parce que le nombre des agens à employer était infini, le choix

ne put être tel qu'on l'eût souhaité. Les chefs étaient peu maîtres de leur choix; l'homme honnête, modeste, instruit, n'étant pas toujours celui qu'il fût possible d'employer.

« De là des actes que l'on pourrait qualifier de délits, » avoue le Comité de la Convention!

Effrayée autant qu'irritée par son impuissance, l'Assemblée s'était demandé s'il ne fallait pas poursuivre les prétendus accapareurs en les forçant à tirer de leurs magasins les denrées qu'ils y avaient entassées. Dès le 27 juillet 1793, une loi contre les accaparemens est votée.

Voici le texte de son premier article :

« L'accaparement est un *crime capital.*

« Sont déclarés coupables d'accaparement ceux qui dérobent à la circulation des marchandises ou denrées de première nécessité qu'ils achètent et tiennent enfermées dans un lieu quelconque sans les mettre en vente *journellement et publiquement.* » Tous les marchands sont *obligés* de faire une déclaration à la municipalité, et de vendre par petits lots... sous peine de mort. « Les prix doivent être ceux que révèlent les factures d'achat, avec un bénéfice commercial, *si cela est possible*, et dans le cas contraire, le prix fixé sera le prix courant! »

Est-il besoin de le dire? les conséquences de ces mesures furent aussi déplorables que leur application fut arbitraire. Ici encore nous pouvons citer un aveu du Comité d'approvisionnement de la Convention. Giraud, son rapporteur, fait, à ce propos, des révélations édifiantes :

« Les Comités révolutionnaires, dit-il, se constituèrent juges sans appel de l'application de cette loi. Le premier intrigant venu clabaudait à la tribune d'une société populaire contre les marchands, les boutiquiers, et les faisait incarcérer. Ceux qui n'étaient pas encore pris, se hâtaient, en vendant leurs marchandises, d'éviter la terrible accusation d'accaparement, et pour éviter qu'elle pesât sur eux, ils se gardèrent bien de remplacer les marchandises vendues. Les particuliers mêmes, dont le ménage était considérable, renoncèrent à des approvisionnemens qu'ils étaient habitués à faire; ils vécurent au jour le jour, et augmentèrent le nombre des consommateurs journaliers, ce qui donna une cause de plus au surhaussement des prix. »

Les résultats détestables produits par l'ingérence de l'État et

de ses agens, par l'action des municipalités, et par les actes arbitraires des comités révolutionnaires, se trouvèrent encore aggravés par l'intervention des représentans du peuple en mission dans les départemens. Un décret du 3 novembre 1793 avait reconnu à ces représentans le double droit de réquisition et de préhension, Beaucoup d'entre eux n'hésitèrent pas à en user. Nous avons retrouvé aux Archives nationales des proclamations et des arrêtés signés par les conventionnels en mission. Voici le préambule d'un arrêté pris par Monestier, et publié dans le Lot-et-Garonne :

« Considérant que la disette factice des subsistances, dont les malveillans invoquent le prétexte pour inquiéter le peuple, n'est que le résultat des manœuvres des mêmes malveillans, des égoïstes, et de la cupidité de ceux qui ont méconnu jusqu'ici la loi du maximum, et enfin de la perversité de tous les contres révolutionnaires... »

Et le représentant prescrit des visites domiciliaires, des recensemens de subsistances, des réquisitions.

La situation est la même dans la Lozère et dans la Haute-Loire où le conventionnel Reynaud exerce un pouvoir souverain et dispose des denrées que retiennent « l'égoïsme et la malveillance. » — Il y a mieux.

Dans les départemens de l'Oise et de Seine-et-Oise, Isoré ne se contente pas de taxer, de réquisitionner, et d'ordonner des inventaires; sa prévoyance lui conseille de surveiller les travaux des champs, et de prendre les mesures propres à lutter contre l'indolence des laboureurs. « Il faut, dit-il dans sa proclamation, battre nos ennemis pour être heureux; il faut cultiver la terre pour avoir des subsistances; et il faut employer au travail tout le temps déterminé par la loi. Nous ne voulons plus de paresseux : l'activité nourrit la vertu, et le seul repos agréable pour des républicains est celui fixé par la loi. »

Pour augmenter apparemment le nombre des travailleurs, il prescrit l'arrestation des chefs d'exploitation ou des ouvriers pervers!

En réalité, c'était là une application aussi bien qu'une conséquence logique d'un système : l'ingérence et la tyrannie de l'État s'exerçant partout et sous toutes les formes. Boissy d'Anglas a caractérisé cette politique en disant :

« On voulait faire de la France une corporation de moines,

Le gouvernement aurait tout dirigé, tout déterminé; il aurait été le seul commerçant, le seul agriculteur, le seul manufacturier ; il aurait fixé tous les jours le prix du travail de chacun, assigné sa tâche et son salaire. Ainsi, concentrant toutes les richesses, dirigeant tous les travaux, il aurait tenu tout dans sa main et exercé une tyrannie absolument inconnue sur la terre. C'était à ce plan que s'adaptaient l'anéantissement de toutes les fortunes par l'assassinat de tous les hommes riches, le renversement de toutes les villes de commerce, de tous les ateliers, de tous les comptoirs, la destruction complète de l'industrie, et cette *disette factice* que vous avez tant de peine à combattre encore aujourd'hui. »

Cependant, après le 9 thermidor, une réaction se produit. « La crainte, disait Giraud, a cessé de fermer la bouche à la vérité. »

Sans doute, les lois de maximum ne sont pas immédiatement abolies, et l'on ne renonce pas au système des inventaires ou des réquisitions, mais les opinions changent, la Convention se rend compte du mal qu'elle a fait, elle accepte les critiques, et bientôt elle va publiquement reconnaître ses erreurs.

L'ABOLITION DES LOIS DE MAXIMUM.
LA CONVENTION APPRÉCIE SON ŒUVRE

Le 14 brumaire an III, un décret prescrit aux Comités des finances et de salut public de rédiger un rapport sur « les inconvéniens du maximum et les moyens d'y porter remède. »

Ce titre seul indique clairement que la Convention reconnaissait déjà la stérilité ou les dangers des lois qui avaient prétendu fixer les prix.

Dans la séance du 19 frimaire, le Comité du commerce entend la lecture d'un rapport de Giraud sur cette question. Ce travail est un véritable réquisitoire dans lequel le rapporteur dénonce les dangers du maximum et attaque hardiment le système de l'intervention de l'État. Pour ménager les susceptibilités de ses collègues, il impute aux ennemis de la République le crime d'avoir trompé l'Assemblée et d'avoir entraîné ses votes. « Alors, dit-il, d'astucieux personnages insinuèrent dans l'esprit du peuple qu'un remède à la disette était de fixer le prix des denrées. Ils sentaient bien, *ceux qui vous le faisaient*

demander à votre banc, que c'était le moyen d'accélérer la chute d'une République qui s'élevait avec majesté au-dessus des nations. Par là ils *tuaient l'agriculture, ils étouffaient le commerce, ils anéantissaient toute espèce d'industrie, ils ruinaient le marchand détaillant*, et opéraient une telle pénurie qu'ils entraînaient le peuple... »

Giraud n'est pas moins sévère à l'égard des décrets relatifs aux accaparemens, aux réquisitions, aux achats faits par l'État « qui pouvait seul vendre au maximum une denrée achetée trois fois plus. » Il insiste spécialement sur le mal fait à l'agriculture accablée, à la fois, par la réduction du prix de ses denrées et par les réquisitions.

« Vous avez vu, dit-il, l'influence de ces réquisitions sur le commerce et les manufactures; cette influence est encore plus meurtrière sur l'agriculture. C'est dans cette partie que les abus font trembler l'ami de son pays par les suites funestes qu'ils peuvent avoir. On se plaint du non-approvisionnement des marchés, mais pouvait-on porter une denrée que chaque district, chaque canton, chaque municipalité mettait en réquisition?... Ces récits de la plus exacte vérité sont effrayans par leurs résultats : Vous les exposer, c'est être sûr que vous y apporterez le remède ; il est entre vos mains. — *Rapportez la loi du maximum. Si vous la laissez subsister, bientôt une partie des terres restera sans culture...* »

Enfin Giraud se prononce sur la moralité d'une loi que tout le monde cherche à violer pour être utile aux citoyens qu'elle devait soi-disant protéger.

« Le Comité, dit-il, abandonne à vos réflexions ce fait : cette loi est impunément transgressée partout; cette loi établit une opposition entre la volonté du gouvernement et l'intérêt de la majeure partie des citoyens. *Enfin elle a toujours transformé le cultivateur en contrebandier. Par cela même elle est jugée!* »

Johannot parle bientôt au nom du Comité de salut public et il lit à la Convention un rapport dans lequel il accuse la loi de maximum et tous les décrets contre les commerçans d'avoir créé la disette. Il montre qu'en se mettant à la place des négocians, et dès lors en détruisant l'industrie des particuliers, le gouvernement a détruit ses propres richesses.

« Depuis longtemps, ajoute-t-il, l'opinion réprouve le

maximum. Votre Comité du commerce va vous mettre à même d'en prononcer la condamnation. »

Cette condamnation, en effet, ne saurait tarder. Il est certain que l'expérience a éclairé l'Assemblée. Dans la séance du 3 nivôse an III, le maximum est combattu par ceux qui l'avaient défendu autrefois.

Beffroy déclare que seuls des machiavélistes perfides, qui méditaient la perte de la liberté, arrachèrent de vive force à la Convention le « décret fatal par lequel le prix des consommations fut taxé. »

Richard reconnaît qu'il faut tout craindre de l'égoïsme et de la cupidité des fermiers ; mais le maximum n'étouffe pas ces passions : il les rend au contraire plus dangereuses. Le cultivateur, ne trouvant plus dans le prix de ses récoltes le remboursement de ses avances, serait tenté de produire les denrées dont le commerce serait libre, si l'on abolissait partiellement le maximum. Il faut donc le supprimer sans réserves. D'ailleurs, l'expérience doit instruire l'Assemblée :

« Avons-nous, dit-il, été jamais plus malheureux, pour les subsistances, que depuis que le maximum existe ? »

Bréard n'hésite plus. A ses yeux, c'est le maximum qui a tué le commerce et anéanti l'agriculture. Personne n'eût osé approvisionner la France quand, sous peine d'être poursuivi, on était obligé de donner des denrées pour moins qu'elles ne coûtaient. Le maximum ne servait qu'à ruiner ceux qui avaient acquis quelque fortune par leur travail.

« Et pourtant, s'écrie l'orateur, tel qui n'avait jamais rien fait pour sa patrie que de porter un bonnet rouge et des moustaches *(On rit et on applaudit longtemps)* était devenu impunément l'arbitre de la vie et de la fortune des citoyens. Trop longtemps la Convention a été opprimée : elle se relèvera de toute sa majesté. Elle consacrera les vrais principes. » *(Applaudissemens.)*

Certes, les intransigeans ne désarment pas. Ils dénoncent la réaction triomphante et les riches marchands qui menacent de vendre bientôt, au poids des assignats, la nourriture du pauvre...

Barailon s'élève contre cette opinion. Dans cette séance historique de nivôse, il monte à la tribune et se fait l'interprète des sentimens de la majorité :

« Je ne vois, dit-il, que de dangereuses erreurs dans le discours précédent.

« Il n'est personne qui ne sache que le maximum avait tué le commerce et *organisé la famine*. L'expérience du passé vous a éclairés : vous ne vous laisserez pas entraîner par des déclamations; vous ne retomberez plus dans les erreurs. » *(Non! non! s'écrie-t-on de toutes parts, en applaudissant.)*

Ce même jour, le 4 nivôse an III, l'Assemblée votait un décret dont le premier article était ainsi libellé :

« Toutes les lois portant fixation du maximum sur le prix des denrées et marchandises cesseront d'avoir leur effet à compter de la publication de la présente loi. »

C'était là une loi de principe. La Convention reconnaissait implicitement qu'elle avait commis une erreur, violé des droits et nui aux intérêts de la nation en cherchant à les servir. Elle voulut faire plus et elle s'adressa au pays, — ouvertement, loyalement, — pour avouer ses fautes et combattre d'avance les opinions dont elle s'était inspirée dans le passé.

Au cours de la séance du 9 nivôse an III, Johannot lisait et faisait approuver par l'Assemblée une proclamation au peuple français :

« La raison, dit-il, l'équité, l'intérêt de la République réprouvaient depuis longtemps la loi du maximum. La Convention nationale l'a révoquée, et plus les motifs qui ont dicté ce décret salutaire seront connus, plus elle aura de droits à votre confiance. »

Tous ceux qui seraient tentés demain de taxer les subsistances feront bien de poursuivre cette lecture. C'est encore la Convention, éclairée par l'expérience, qui leur dira :

« Plus cette loi était sévère, plus elle devenait impraticable; l'oppression prenait en vain mille formes : elle y rencontrait mille obstacles. On s'y dérobait sans cesse, ou elle n'arrachait que par des moyens *violens* et *odieux* des ressources précaires qu'elle devait bientôt tarir. »

On nous a parlé hier encore de l'impuissance du commerce libre. A propos d'un prétendu déficit de la récolte de blé en 1915, un publiciste, d'ordinaire mieux inspiré, ne craint pas de dire :

« Il est indispensable que le gouvernement envisage dès maintenant les conséquences de cette moins-value, car la libre

concurrence, qui, en temps de paix, peut *à la rigueur* suffire pour résoudre les problèmes économiques, sera manifestement dans l'impuissance, surtout pour le blé, de faire face à la situation... »

La Convention a réfuté d'avance cet argument quand elle a dit, en s'adressant au peuple français :

« Une disette absolue eût été la suite nécessaire de cette loi, si la Convention, en la rapportant, n'eût brisé les chaînes de l'industrie.

« C'est à l'industrie dégagée d'entraves, c'est au commerce à multiplier nos richesses.

« *Les approvisionnemens de la République sont confiés à la concurrence et à la liberté, seules bases du commerce et de l'agriculture.* »

Et c'est encore un conventionnel, instruit par la pratique des affaires publiques, qui disait à l'Assemblée, sans trouver de contradicteurs :

« La vérité est que votre gouvernement ne peut suppléer, par ses opérations commerciales, à celles que l'intérêt particulier peut inspirer à tous les négocians. Il ne peut vous procurer ce qui vous manque, pas même en faisant de grands sacrifices, pas même en établissant beaucoup d'agences... On ne trouvera jamais dans une seule commission le vrai mérite du commerce, l'intérêt personnel, et, sans cela, rien ne peut se faire...

« Il est un principe que nous avons appris malheureusement à connaître à nos dépens : *c'est que, si le gouvernement se mêle du commerce, il l'anéantit.* »

C'est là une conclusion, et c'est en même temps un enseignement.

D. Zolla.

UN AN D'HÔPITAL

AOÛT 1914 — AOÛT 1915

Dans la nomenclature administrative des « formations sanitaires » assurées et desservies par notre admirable Croix-Rouge, l'hôpital dont nous allons parler ne porte qu'un numéro. Mais notre mémoire ne saurait l'appeler autrement que l'hôpital du Séminaire. Ce nom dit mieux, et tout de suite, quel est, depuis quinze mois, le double caractère et le double bienfait de la charitable et religieuse maison.

Le Séminaire d'Issy, ou le grand Séminaire, est l'école supérieure de théologie, située aux portes de Paris, où trois ou quatre cents jeunes clercs se préparent au sacerdoce. Dans l'histoire de notre pays, ces lieux ne sont ni sans gloire, ni sans beauté. A l'époque de la Renaissance, ils furent le séjour d'été d'une reine. Une plaque de marbre, à l'entrée du cloître, commémore cette villégiature royale. A côté sont gravés les noms des illustres et saints fondateurs. Dans ses *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, Renan, qui fut élève d'Issy, parle de la « cabane, décorée d'une inscription et de deux bustes, où Bossuet et Fénelon, M. Tronson et M. de Noailles, eurent de longues conférences sur le quiétisme et tombèrent d'accord sur les trente-quatre articles de la vie spirituelle, dits articles d'Issy. » Le bâtiment principal et la chapelle attenante sont modernes, mais l'ordonnance générale de l'immense parc, atteste encore le style et le goût du grand siècle français. Français également et fidèles aux traditions de la même époque, des maîtres éminens se succèdent ici depuis lors. L'admirable clergé de France leur doit beaucoup de son caractère, de ses talens et de ses vertus.

A ces titres d'honneur, d'autres, plus récens et plus douloureux, s'ajoutent. En 1870-1871, les épreuves de la guerre, de la guerre étrangère et de l'autre, n'épargnèrent point le séminaire d'Issy. Dans un coin retiré du parc, un piédestal formé d'obus amoncelés porte une statue de la Vierge. Sous le vocable de Notre-Dame des bombes, elle atteste encore aujourd'hui la gravité du péril et le miracle du salut. Mais, hélas! tout alors ne fut point sauvé, ni tout le monde. Sur la liste des otages et des victimes de la Commune, figure plus d'un nom sulpicien. La crypte de la chapelle enferme de vénérables témoignages. On y a transporté pieusement et reconstitué morceau par morceau, pierre par pierre, les cellules des martyrs de la Roquette, ainsi qu'un fragment du mur contre lequel ils sont tombés. Pour de telles reliques, on a bien choisi le reliquaire.

Tout ici, l'aspect des lieux autant que leur histoire, s'accorde pour nous donner l'impression et comme le goût de notre pays. Bâtimens d'autrefois, épars dans la verdure, perspective des allées, horizons du haut des terrasses, ce nous fut une joie, dès le premier jour, de trouver un air si purement français à l'asile où seraient soignés les soldats de France. « Je passais, » écrit encore Renan, « je passais des heures sous ces longues allées de charmes, assis sur un banc de pierre et lisant. C'est là que j'ai pris (avec bien des rhumatismes peut-être) un goût extrême de notre nature humide, automnale, du Nord de la France... Mon premier idéal est une froide charmille janséniste du XVIIe siècle, en octobre, avec l'impression vive de l'air et l'odeur pénétrante des feuilles tombées. Je ne vois jamais une vieille maison française de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, avec son jardin aux palissades taillées, sans que mon imagination me représente les livres austères qu'on a lus jadis sous ces allées. Malheur à qui n'a pas senti ces mélancolies. »

A notre tour, nous avons senti les mélancolies de ces lieux. Mais nous en avons, plus profondément, éprouvé les douceurs et les puissances, ou les vertus. Jamais, il vous en souvient, jamais l'été n'avait eu plus de splendeur. Jamais, plus sombre pour nos âmes, notre ciel d'août n'avait été, pour nos yeux, plus éclatant. Chaque jour, de l'aube jusqu'au soir, une égale et constante lumière étendait sur l'hôpital encore vide et sur les jardins silencieux, l'enchantement, — et le mensonge, hélas! — d'une inaltérable paix. Les « vieilles maisons françaises, »

chapelles ou pieux logis, nous offraient, sur leurs visages de pierres grises, le charme et le sourire des chères et saintes choses de notre pays. Elles ont de jolis noms, et qui portent à la rêverie, ces humbles et poétiques retraites. « Près du petit cimetière de la Compagnie, se voit une imitation intérieure de la Santa Casa de Lorette, que la piété sulpicienne a choisie pour son lieu de prédilection (1). » A côté d'un souvenir d'Italie, cherchons-nous un paysage français, et de l'Ile-de-France elle-même? Montons ces quelques degrés de pierre. Arrêtons-nous sous un porche modeste, au cintre surbaissé, que ferme, à hauteur d'appui, une grille légère. Une allée bordée de pétunias, de géraniums et de sauges, mène vers un pavillon ancien, d'aspect abbatial. A gauche, une haute terrasse porte un quinconce de marronniers. Au fond, un clocher d'ardoises dresse sa pointe fine. C'est « la Solitude. » Et plus loin, c'est « Sion. » Là-bas, sous les arbres, se promènent les infirmières blanches. On dirait les jeunes choristes d'*Esther*. N'allons-nous pas les entendre? « *Mes filles, chantez-nous quelqu'un de ces cantiques.* » — « *Déplorable Sion, qu'as-tu fait de ta gloire!* » Ainsi devant nos yeux se lèvent les plus douces images de notre France, ainsi nous prêtons l'oreille à ses plus purs accens.

Dans cet harmonieux décor allait s'écouler une vie harmonieuse. Au bord du lac de Genève, dans le cimetière fleuri de Clarens, le passant peut lire ces mots sur la tombe d'Amiel : « *Aime et reste d'accord.* » L'hôpital du séminaire a vu s'accorder, jusqu'à se confondre, l'amour de Dieu et l'amour de la patrie. Qui donc oserait désormais, reprenant une formule dérisoire, dénoncer encore l'alliance « du sabre et du goupillon? » Ici, depuis tantôt quinze mois, l'union de la croix et de l'épée a prodigué ses bienfaits et véritablement ses merveilles. De cette « union sacrée, » nous avons reconnu les principes et vérifié les effets. S'il en eût été besoin, nous aurions appris là, par expérience, de quels élémens admirables elle se compose, et quelle prudence, quel respect des consciences, quelle réserve, s'y mêlent à quel courage, à quelle tendresse, à quelle charité!

Jamais peut-être une même demeure, — et laquelle! — ne rassembla des hôtes plus différens et moins préparés à la vie

(1) Renan, *loc. cit.*

commune. Oui, c'est presque une vie de communauté, de communauté mixte, qui s'établit alors et qu'il fallut régler, d'une règle ferme et douce à la fois, sous le vieux toit sulpicien. « Mon séminaire blanc et mon séminaire noir, » disait en souriant le digne supérieur, des deux groupes, l'un d'infirmières et l'autre de prêtres, qui se faisaient vis-à-vis dans la chapelle, à l'heure de la messe et de la prière du soir. Encore une fois, il excellait à les régir tous deux. Son esprit de simplicité, sa bienveillance grave, son parfait naturel et son tact, assurèrent tout de suite et pour toujours, non seulement la facilité, mais le charme de relations qui ne consistaient qu'en de réciproques égards et dans un dévouement partagé.

Accord aimable, soutenu par une harmonie plus profonde et plus admirable encore. A l'hôpital du Séminaire, j'ai vu, toute une année, les deux élémens, les deux vertus, sacerdotale et militaire, en quelque sorte conjuguées, se multiplier l'une par l'autre, à l'infini. « J'ai vu, » pourrait-on dire avec Renan toujours, « j'ai vu à Saint-Sulpice les miracles que nos races peuvent produire, en fait de bonté, de modestie, d'abnégation personnelle. » Ces miracles, et d'autres aussi, nos soldats, nos prêtres, et nos prêtres-soldats, les ont chaque jour accomplis devant nous. Que de rencontres imprévues entre les deux caractères! A quelles marques, pittoresques ou touchantes, il nous arrivait de les reconnaître, ensemble ou tour à tour! J'entends encore un séminariste interroger un officier de marine : « Mon lieutenant, à quelle heure direz-vous la messe demain? » Pour saluer tel ou tel, on ne savait pas toujours au juste si c'était : « Sergent, » ou : « Monsieur l'abbé, » voire : « Monsieur le curé, » qu'il fallait dire. Et comme ils portaient bien, simples et dignes à la fois, les deux signes de leur double vocation! Quelle autorité, parfois un peu dure, avait le regard d'un jeune capitaine et déjà presque vieux séminariste, qui fut souvent notre hôte de passage et tomba depuis glorieusement! Quel ton impérieux et bref dans le moindre accent de sa voix! Tout en lui commandait, jusqu'à ses gestes. Mais, dès le seuil de la chapelle, quel respect, quelle ferveur aussi de lévite, en sa façon de courber la tête et de ployer le genou! Un jour qu'il avait parlé, d'un peu haut peut-être, à l'un de nos camarades, il n'attendit pas le lendemain, ou seulement le soir, pour s'en excuser humblement.

Comment en oublierais-je un autre, un petit sous-lieutenant, à peine sous-diacre encore! Il n'était, celui-là, que douceur et pureté. Avec un visage d'enfant, il avait une âme héroïque et candide. Blessé d'une balle à l'épaule, il n'en voulut pas moins porter la croix funèbre, à la chapelle, devant le cercueil du premier de nos jeunes morts. Je le verrai toujours, dans le sombre uniforme des chasseurs à pied, tenant ferme la hampe d'argent. Quelques semaines plus tard, à peine guéri de sa blessure, il retournait au front, pour y mourir. Hélas! à ses hâtives, obscures funérailles, aucun de ses compagnons n'aura sans doute pu rendre les mêmes honneurs.

Ainsi, dans une admirable rencontre, les meilleurs instincts et les plus nobles sentimens de l'âme française, toutes ses grandeurs et toutes ses beautés, se sont rejointes et reconnues.

Les premières semaines furent consacrées à l'aménagement du séminaire en hôpital. Ingrate et plus d'une fois pénible besogne. Femmes de ménage, en effet, et vraiment hommes de peine, c'est bien ainsi qu'auraient pu s'appeler, travaillant ainsi, les unes en tablier blanc, les autres en tablier bleu, les infirmières et leurs compagnons. Que d'épaules, même solides, plièrent alors sous de lourdes charges! Que de « gros ouvrages, » comme dit le peuple, meurtrirent, sans les rebuter, les plus fines mains! Salles communes et chambres particulières, services de médecine et de chirurgie, matériel de pansemens et d'opérations, il fallut tout préparer, tout ordonner, ouvrir des ballots et des caisses sans nombre. Les dons affluaient, de toute nature et de toute provenance. Les plus pauvres n'étaient pas les moins touchans : tel cet humble paquet, d'un cigare et de deux bougies, nouées d'un ruban tricolore.

Pour leur emploi nouveau, les choses du séminaire eurent à se transformer, non les cœurs. Si les élèves de la maison étaient partis en vacances, les maîtres, pour la plupart, étaient restés, ou revenus. Leur premier, leur unique soin fut de s'effacer, de s'oublier eux-mêmes et de sacrifier d'avance au bien de leurs hôtes futurs tout ce qu'ils pouvaient retrancher, non pas de leurs aises, n'en ayant jamais eu, mais de leurs plus anciennes et plus chères habitudes. Fénelon, dont le buste, avec celui de Bossuet, décore la petite chapelle des conférences, Fénelon n'eût pas manqué de louer en eux cette vertu qu'il appelait la désappropriation, et qu'il aimait.

Bientôt, aux semaines de travail, succédèrent les semaines d'attente, plus difficiles à passer. Elle fut longue, et lourde, cette fin d'août et cette première huitaine de septembre. Pas de blessés encore. La tâche souhaitée se dérobait au dévouement inutile, et, dans l'hôpital vide, les infirmières oisives trouvaient trop lent à venir un devoir qu'appelait en vain leur généreuse impatience.

Loisirs pleins de mélancolie d'abord, puis d'inquiétude, enfin d'une angoisse croissante avec l'approche du péril. L'été s'achevait, splendide, et la sérénité du ciel ne faisait qu'aviver, par le contraste, l'émotion dont battaient les cœurs. Encore mieux que des jours d'alors, il nous souvient des soirs, invariablement radieux. Quand la chaleur était tombée, nous gagnions les points élevés du parc, les hautes allées et les terrasses. Nous montions là comme en pèlerinage. Longuement, nous regardions au loin Paris, immense et poudroyant dans la lumière, gardé par sa haute tour vigilante et par sa blanche basilique. Nous le regardions en silence, notre Paris, et, dans ce regard muet et tendre, chacun de nous mettait à la fois sa crainte et son amour, celui-là vraiment dont parle le poète :

Son amour taciturne et toujours menacé.

Puis on redescendait. Sur un ciel de rose ou d'or vert, les grands marronniers formaient des dômes sombres. Des reflets s'attardaient aux pentes ardoisées du toit de la chapelle. Au sommet, la croix de bronze luisait parmi les groupes de petits anges. Grave, recueilli, le paysage s'accordait avec les pensées.

Graves étaient aussi les repas, à la table du réfectoire, où la bienveillance de ces messieurs avait admis le personnel masculin de l'hôpital. Une voix s'élevait, lisant en latin de saintes et terribles histoires : « *In Galliâ, in Cappadociâ.* » Suivait une énumération de noms, de lieux et de supplices, toujours avec cette conclusion : « *et alibi plurimorum aliorum martyrum.* » C'était les Actes des martyrs, bonne lecture en des jours où l'on attendait les barbares. On mesurait l'approche quotidienne de l'ennemi, on discutait ses chances et les nôtres. On commentait les nouvelles. De temps en temps, un journal, une lettre, apprenait aux maîtres du séminaire la mort héroïque d'un de leurs disciples, et qu'il y aurait désormais un élève

de moins dans leur maison, un nom de plus dans leurs prières.

Sur les lèvres du supérieur, dans l'ombre et le silence de la vaste chapelle, quel accent pathétique prenait surtout la prière du soir! Vieille prière française, où revenaient çà et là des formules que nous reconnaissions pour les avoir, enfans, apprises de nos mères. Une phrase entre autres, prononcée d'une voix lente, avec une expression qui nous paraissait plus forte et comme plus intense, avait le don de nous émouvoir : « Mon Dieu, je vous remercie de m'avoir donné l'être. » Quels vœux nous mêlions à cette action de grâces, pour que l'être, hélas! déjà repris à tant des nôtres, fût laissé du moins à ceux-là qui nous étaient le plus chers.

Après une dernière promenade, à la fidèle clarté des étoiles, que ne voilait jamais aucun nuage, nous remontions dans nos cellules. Mais le sommeil ne les visitait guère. Alors, on comprenait trop bien l'expression du vieil Homère : « se ronger le cœur. » A toute vitesse, à grand fracas, un auto passait sous la fenêtre, sans doute il portait quelque funeste nouvelle. Il n'y avait pas jusqu'au moindre bruit, fût-ce la sonnerie de l'heure, qui ne nous fît tressaillir. Dans les ténèbres, à tout moment, on croyait *les* entendre, quand, un jour, on apprit leur défaite et leur fuite. Quand tout présageait la ruine de la patrie, l'immortel Bulletin nous en annonçait le salut. Alors, pour la première fois, elle résonna tout autre, la prière du soir, et nous remerciâmes Dieu non seulement de nous avoir donné l'être, mais, plus encore, — avec quelle abondance et par quel miracle! — de nous l'avoir rendu.

Peu de jours après, nous recevions l'ordre de partir pour Meaux et d'en ramener, — enfin! — nos premiers blessés. De bonne heure, nous prîmes place dans un automobile, avec deux de nos infirmières. Des camions, automobiles aussi, nous accompagnaient. C'était un clair matin de septembre. Le cœur allégé, sinon joyeux, nous traversions les pays voisins, presque témoins, de la victoire d'hier. Campés le long de la route, au bord des fossés, derrière les haies, nos soldats nous saluaient gaiement. De temps en temps, notre voiture dépassait des familles de paysans, à pied, en carriole ou sur des chars, au milieu de meubles entassés. Ils regagnaient leurs villages ou leurs fermes, désormais en sûreté.

Sur des ponts de fortune, que faisaient trembler nos lourds véhicules, nous passâmes la Marne. Des bateaux-lavoirs y gisaient, tombés sur le flanc et submergés à demi. La petite ville était à peu près déserte. Quelques habitans y rentraient, furtifs. Ses maisons portaient, chaudes encore, les traces de la bataille. Déserte? Je me trompe. Pasteur intrépide et fidèle, son évêque la remplissait, l'animait tout entière. En saluant ce jour-là, devant la cathédrale, le snccesseur de Bossuet, nous songions qu'il seyait bien au prélat patriote d'avoir élevé naguère jusqu'aux dernières hauteurs l'âme d'un Déroulède mourant. Nous nous souvenions aussi, de plus loin, d'un certain Ambroise, envoyé par Probus, à Milan, comme gouverneur de la Haute-Italie, avec ces instructions : « Allez, mon enfant, et conduisez-vous, non pas en magistrat, mais en évêque. » Entre les mains de Mgr Marbeau, la Providence avait réuni pour un temps, — et quel temps! — l'un et l'autre pouvoirs. On sait comme il les exerça tous deux, grâce à « l'autorité morale que la vertu et le dévouement donnent et à laquelle aucune force ne peut suppléer (1). »

Nous parcourûmes les rues en compagnie du vaillant évêque. Des passans, bravement demeurés ou déjà revenus, le saluaient avec émotion. Plusieurs s'agenouillaient devant lui, pressant de leurs lèvres sa main protectrice. Simple, cordial, il nous offrit, nous le servant parfois lui-même, ce qu'il appelait un déjeuner de guerre. Puis il nous conduisit à l'hôpital où, sur sa demande et par ses soins, quelques blessés nous furent remis.

Notre modeste convoi comprenait, entre autres, deux petits Marocains, presque des enfans, un grand brigadier de chasseurs d'Afrique, un infirmier et enfin deux Allemands, ceux-ci les plus atteints. En les voyant passer, en comprenant que nous les emmenions aussi, les Marocains indignés leur firent des gestes de haine et de mort. Par prudence, on étendit les Français dans le premier camion, les Boches suivirent et les terribles moricauds s'installèrent dans la dernière voiture. Terribles, mais si gentils! Pour prendre congé du personnel de l'hôpital, ils ne trouvaient que ces mots : « A revoir beaucoup! beaucoup! » Mais dans ces mots répétés, leur accent, leur sourire,

(1) *Saint Ambroise*, par le duc de Broglie.

et même leurs yeux humides, mettaient, avec un gros chagrin, une reconnaissance infinie.

De Meaux à Paris, le retour se fit lentement, pour épargner aux blessés de trop cruelles souffrances. Ils souffraient néanmoins, surtout l'un des Allemands. De son camion, qui nous précédait, ses plaintes et l'odeur affreuse de ses plaies arrivaient jusqu'à nous : « *Birne! Birne!* » gémissait-il, « une poire ! » On la trouva dans un village. Plus d'une fois, nous dûmes faire halte sur le triste chemin. Un blessé, puis un autre, implorait quelques minutes de répit. Alors, de braves gens s'empressaient pour voir les soldats. Ils leur serraient les mains, leur offraient du tabac ou des fruits ; des enfans leur donnaient des fleurs. Une rose derrière l'oreille, à l'orientale, couronnés de leur turban de toile bise, assis très droit et saluant d'un air digne, les Marocains avaient l'air de deux petits princes noirs.

La nuit était tombée quand nous traversâmes Paris. Sur le pavé, nous fûmes obligés de ralentir encore. Enfin, l'hôpital ouvrit ses portes devant ses premiers hôtes. Attendus avec impatience, ils furent accueillis avec tendresse. Des mains adroites et pieuses se hâtèrent de panser leurs blessures. Par ces premières gouttes de sang français, on eût dit que le séminaire de France était consacré pour la seconde fois.

* * * \

furtive et comme hésitante parmi les membres déchirés et sanglans!

Pour ceux d'entre nous qui n'étaient pas aptes à tel ou tel service particulier, les moindres services étaient bons, et chacun de nous tâchait d'être bon à tous. « Toi médecin? » nous demandait un jour un Arabe. — « Non. » — « Toi chirurgien? » — « Non plus. » — « Alors quoi?... Ah! oui, toi un peu mon père à tout le monde. » Que d'occasions nous furent données de leur témoigner à tous une paternelle tendresse! Que de jours, que de veilles, consacrées à leurs soins, resteront parmi nos plus chers, nos plus émouvans souvenirs!...

C'est la nuit. Dans une des salles communes, éclairée à peine, trente ou quarante blessés dorment, rêvent tout haut, ou se plaignent. Sans bruit, celui qui les garde va d'un lit à l'autre, écoutant les rêves, qui ne parlent que de guerre, et tâchant d'apaiser les plaintes. Point n'est besoin de relever les courages. Atteint d'un éclat d'obus aux reins et forcé par d'atroces douleurs de conserver, toute la nuit, la position la plus incommode, un de ces braves ne trouve à nous dire que ces mots : « Allez, il faut encore remercier le bon Dieu. Quand on pense qu'il aurait pu nous faire naître Boches! » Deux autres, un Provençal et un Alsacien, nous ont prêté leur carnet de route. Sur la première page, l'Alsacien a écrit : « C'est avec l'âme entière qu'il faut aller à la vérité. » (Platon.) Moins philosophe, le Provençal a le trait pittoresque, avec de la gaieté, parfois de l'esprit. C'est lui qui nous disait, à propos de je ne sais quel faux bruit d'armistice : « Une suspension d'armes! A eux!... Oui, mais alors comme à Damoclès. » Et voici quelques extraits de ses notes :

« 12 septembre. — Plusieurs morts du ...e, morts depuis environ huit jours, noirs, gonflés, odeurs pestilentielles..., départ pour... où nous faisons un bon déjeuner.

« En Lorraine. — J'ai visité l'église du village, qui est jolie. Il y a de belles boiseries au chœur. Style ogival. Pas mal pour un petit patelin de trois cent soixante habitans.

« 26 septembre. — Dès le point du jour, le bal commence. Quelques coups espacés, puis la fusillade crépite, le canon s'en mêle, ça y est. On nous annonce que le sergent X... vient d'être tué. Le soleil est brillant et radieux. »

Enfin, du lendemain de son arrivée parmi nous :

« On m'expédie à Issy-les-Moulineaux, chez les Dames de la Croix-Rouge... Suis classé parmi les « peut manger ce qu'il veut. » Je demande alors du faisan à l'infirmière, ce qui la fait rire, et moi aussi. On nous sert un excellent souper, ma foi... Lucullus dîne chez Lucullus. »

Finesse des idées et délicatesse des sentimens, toutes les énergies et toutes les douceurs, de la tendresse, de la grâce même et jusqu'à de la poésie, quel trésor que le cœur, « le cœur innombrable » de nos soldats ! « Nous sommes aujourd'hui quel jour ? » interroge un petit Breton. « Le 3 juin. » Et l'enfant, avec un sourire triste, comme lointain : « C'est le jour où l'on sème le blé noir dans ma Bretagne. » Plus loin encore de leur pays, les Arabes s'en souviennent avec mélancolie. Par les sombres après-midi d'hiver, assis tout seul sous les arceaux du cloître, lorsque l'un d'eux chantait ses mélodies, vraiment « infinies » celles-là, infinies comme sa peine, certain chant désolé de Moussorgsky, « *Sans soleil,* » un chant d'hôpital aussi, nous revenait à la mémoire. Autant que leurs chansons, leur parler possédait un charme étrange, témoin cet appel dans la nuit : « Mon père, j'ai soif. Toi donner à boire, » ou la simple dictée de ce billet filial : « A Zorah. Ton fils te salue. Un peu blessé. Pas beaucoup. Guérira bientôt. » Et comme nous demandions l'adresse, nous ne pûmes obtenir que cette réponse : « Au village du marché du mardi. »

Il était d'un village du Jura, le petit Français de France (dix-huit ans à peine), qui nous contait son engagement en ces termes, notés par nous aussitôt : « Les vieux ne voulaient pas : ni le vieux, ni la vieille. Ils pleuraient tous les deux. Un matin tout de même, j'ai été à la ville trouver le commandant de place et je lui ai dit : « J'veux m'engager. » — « Bien ! » qu'il m'a dit, « v'là une feuille qu'il faut que ça soit toi, mais ton père aussi, ou ta mère, qui la signe. » Et quand je l'ai apportée aux vieux, le père m'a dit : « Non, j'peux pas. » Et la mère n'avait pas plus de courage. Et ils pleuraient. Mais enfin j'ai donné la plume au père et j'ai approché tout doucement l'encrier, si près, si près de la feuille, qu'il a signé sans s'en apercevoir. »

Puis, simplement, gravement, il racontait encore ses impressions de bataille et, sans les vanter, sans presque s'en rendre compte, les exploits de sa bravoure légère. Enfin, pour achever

ses confidences, il nous lisait cette lettre, reçue la veille, d'une enfant de son âge, dont les parens, des paysans comme lui dans un village de l'arrière, l'avaient logé deux jours :

« Mon petit Léon bien-aimé,

« Je t'écris cette lettre pour te dire que nous pensons toujours à toi, malgré peut-être que nous ne te reverrons plus. Et nous sommes bien contentes, maman et moi, que tu ne sois pas beaucoup blessé. Et comme c'est demain le premier mai, maman et moi nous avons été dans les bois cueillir ces petites fleurs de muguet que je t'envoie. C'est afin qu'elles te portent chance.

« Adieu, cher petit Léon, je t'embrasse de tout mon cœur et je suis ta petite amie chérie. »

Ayant écouté cette lecture avec nous, mais autrement que nous, les « copains » se mirent à plaisanter — vous devinez sur quel ton, — et à « insinuer des choses. » Alors le petit, rouge de colère, un peu de honte, et nous prenant à témoin, s'écria : « C'est pas vrai. D'abord, n'est-ce pas, monsieur, que, s'il y avait eu des bêtises, elle ne parlerait pas de sa mère dans la lettre! »

Ainsi, la souffrance affinait les esprits, en même temps qu'elle élevait les âmes. Après un concert mêlé de poésie, un soldat nous dit seulement : « C'est beau, ce qui parle. Mais ce qui chante, ce qui chante! » Trop flatteuses paroles pour un musicien, sinon pour la musique. Il la comprenait bien, celui-là. Une autre fois, c'était eux-mêmes, eux tous, qui nous la faisaient comprendre. Les *Petits Chanteurs à la Croix de bois* étaient venus un soir chanter pour eux. De peur de les fatiguer, ils ne leur avaient chanté que des choses très douces. A la fin, quelqu'un demanda *la Marseillaise*. Les enfans n'osaient pas, ayant, disaient-ils, de trop petites voix. Ils osèrent pourtant, et bientôt, d'autres voix, toutes les autres, se joignirent aux leurs. Elles sortaient, ces voix, de la pénombre de la salle, de la blancheur des lits, de la pâleur des visages. Faibles, dolentes, elles étaient belles de leur faiblesse et de leur douleur même. « *Por la boca de su herida,* » comme dit la Chimène de Guilhen de Castro, croyant encore entendre la voix de son père à peine expiré. Nos blessés chantaient ainsi, « par la bouche de leurs blessures, » et nous, en écoutant les strophes sublimes, il nous semblait les

comprendre pour la première fois. En vérité, toute musique prenait alors, avec un sens plus profond, une dignité plus haute. Un matin, six cuirassiers entrèrent à cheval dans la cour. Commandés par un chef d'escadrons, ils venaient donner une aubade à l'un des leurs. On descendit le malade sur une civière, et par trois fois, très pâle et les yeux humides, il écouta sonner en son honneur les trompettes de son régiment.

« C'est beau, ce qui parle, mais ce qui chante, ce qui chante! » Malgré tout, il se trompait, le petit blessé musicien, et nul chant ne surpasse en beauté certaines paroles, inspirées à nos soldats par la souffrance ou par l'approche de la mort. Paroles de haine quelquefois, d'une haine sacrée et presque sainte, contre nos ennemis, leurs mensonges et leurs crimes. Mais surtout paroles d'amour pour le pays, et, pour nous, de reconnaissance et de touchante amitié. C'est un agonisant auquel on offre une cuillerée de champagne et qui l'accepte en ajoutant : « Au moins, c'est bien entendu que je le paie, mon champagne. La France, dans l'état qu'elle est, n'a pas les moyens de me l'offrir. » Un autre, un enfant, tout près de mourir aussi, disait avec une tendresse navrante à l'infirmier qui lui tenait la main : « C'est drôle tout de même... — Et quoi donc? — Il y a trois jours, on ne se connaissait pas... Maintenant, on s'aime déjà tant... Et voilà qu'il faut se quitter... » Puis, après un silence : « Pourtant on était heureux!... On était dans la quincaillerie... » Et le petit ouvrier ferma les yeux, en souriant pour la dernière fois à son humble métier, à son pauvre bonheur.

« *Comme il avait aimé les siens qui étaient en ce monde...* » Eux aussi, devenus les nôtres, nous les aimions jusqu'à la fin, et plusieurs ont fini comme des héros, comme des saints. Il mourut ainsi, le jeune et charmant tirailleur, dont la mort fut pour l'hôpital un deuil public. Aucun autre n'avait son intelligence et son cœur. Élevé fort au-dessus de sa condition par je ne sais quelle noblesse native, un moment égaré par les maîtres de l'erreur en tout genre, les dures leçons de la douleur avaient ramené à la vérité, à toutes les vérités, son âme généreuse et sincère. Avec quelle ardeur il se promettait de ne plus servir que de justes causes, des causes sacrées! Que de fois il nous entretint de ses vœux, de ses desseins, de ses espérances! Belle eût été sa vie, mais sa mort fut plus belle. Pendant ses

derniers jours il ne faisait que répéter : « J'aime à souffrir : cela rend meilleur. » Quelques heures avant la fin, comme on s'étonnait de l'étrangeté de son regard, il répondit avec gravité : « C'est que je n'ai jamais vu si loin qu'aujourd'hui. » Et ses dernières paroles furent celles-ci : « Tout donner! Tout donner volontairement... Adieu, ma jeunesse... Adieu, ma France. »

Pareil, sur son lit funèbre, au Christ descendu de la croix, nous le portâmes, après tant d'autres! mais avec plus de tristesse encore, la nuit, à travers le parc, dans la petite chapelle de Bossuet et de Fénelon. Là, jusqu'à l'heure des funérailles, l'ombre des grands évêques français veillait la dépouille des soldats de France. Les parens, la sœur, arrivèrent le lendemain. C'étaient de simples gens. Et quand la sœur eut embrassé pour la dernière fois le beau visage fraternel, elle ne trouva que ces mots, touchans de modestie et de fierté : « C'est vrai, monsieur, nous sommes d'une condition bien humble... Mais mon frère était si haut ! »

* * * \

LA CAMPAGNE COLONIALE DES ALLIÉS

EN 1914 ET 1915

III[1]

LE SUD-OUEST AFRICAIN ALLEMAND
L'EST AFRICAIN ALLEMAND. — LA NOUVELLE-GUINÉE
LES ILES MARSHALL ET SAMOA. — TSING-TAO

I. — LE SUD-OUEST AFRICAIN

Le Sud-Ouest africain couvre une surface de 835 100 kilomètres carrés. Cette colonie, une fois et demie grande comme l'Empire allemand, occupe une large partie de la côte Ouest de l'Afrique. L'Angola limite sa frontière septentrionale. Partout ailleurs, elle voisine avec la terre britannique.

En 1883, Adolphe Lüderitz prenait possession d'Angra-Pequena et du pays limitrophe. Dès lors, ces régions furent placées sous le protectorat allemand. Toutefois, une petite enclave, située sur la côte, fit exception. Walfisch bay restait au pouvoir des Anglais.

Dès 1886, les frontières entre le Sud-Ouest africain et les possessions portugaises furent établies. Il fallut attendre 1890 pour obtenir les mêmes précisions du côté de l'Angleterre. Puis la colonie se développa dans une paix relative, sauf pendant l'année 1904 où la révolte des Hereros et des Hottentots ne fut brisée que grâce à de coûteux efforts. En 1911, la population de la colonie ne comptait pas moins de 13 962 blancs dont

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 novembre.

11 140 Allemands, parmi lesquels il y avait 2 468 femmes euro péennes. L'élément indigène comprenait surtout 20 000 Hereros 18 500 Bergdamara, 14 000 Muma, 8 000 Buschmen, 60 000 Owambo 6 500 Cafres. Tels étaient les élémens principaux de ce peupl bigarré.

Le relief du pays est puissant. Il suffit de citer le mon Karas, haut de 2 000 mètres, l'Auas qui s'élève à 2 481 mètres e l'Omataka dont l'altitude approche 2 700 mètres.

L'hydrographie fluviale est largement représentée pa l'Orange, qui dessine la frontière méridionale et le Kumene, don le large sillon traçait la ligne séparative de l'autorité germa nique d'avec l'influence portugaise. L'Okawango se jette dan le lac Ngami et forme une partie de la séparation d'avec l'Angola Tous les fleuves de cette région qui portent leurs eaux ver l'océan Atlantique sont secs la majeure partie de l'année. D Septentrion vers l'Orient, l'Amboland, le Damaraland, le Gross Namaland, échelonnent leurs grandes divisions territoriales

Ce qui, surtout, doit retenir notre attention, c'est le déve loppement admirable du cheptel Sud-Ouest africain. En 1911 il n'y avait pas moins de 144 000 têtes de gros bétail. Le moutons à laine se chiffraient à 32 000, les moutons d boucherie à 381 000. Les chèvres angora broutaient la stepp au nombre de 10 000 et les chèvres ordinaires formaient u troupeau de 385 000 têtes. Se lançant dans l'élevage des autru ches, déjà les Allemands en avaient parqué 640 beaux spécimens Dès 1910, le service de la statistique de Berlin faisait orgueil leusement ressortir le chiffre de 1 141 grandes fermes déjà bie installées et prospères. Le commerce des métaux se montait, e 1911, à 37 millions de marks. Le cuivre d'Otawie y figurai pour une bonne part, ce cuivre dont l'Allemagne éprouv aujourd'hui un si grand besoin. Bientôt, dans les dunes de sabl de Namib, on découvrait des gisemens de diamant.

Le commerce d'importation valait 44 344 000 marks et l chiffre des exportations n'était pas inférieur à 34 991 009 marks

Rien qu'à Swakopmund en 1911, 144 vapeurs touchaient l côte. Ils représentaient un tonnage de 523 000 tonneaux. A Lüderitzbucht, 195 vapeurs venaient à quai la même année. Il jaugeaient dans leur ensemble 674 000 tonneaux.

Nous ne serons pas étonnés de voir ici une application nou velle de cette tenace politique de construction des chemins d

fer, dont partout ailleurs, dans les pays d'outre-mer aussi bien qu'en Europe, l'Allemagne a su réaliser les fructueux projets.

De Swakopmund à Windhuk, il y a 382 kilomètres de rail. De Swakopmund à Karibib, le chemin de fer multiplie son activité. De Swakopmund encore, montant vers le Nord-Ouest, la voie ferrée se déploie sur une distance de 570 kilomètres, atteint Tsumeb et donne au passage un embranchement vers l'Est qui, long de 93 kilomètres, va toucher Groot Fontein. Descendant vers le Sud, à Lüderitzbucht, sur le littoral, une autre voie s'amorce, se dirige vers l'Est et gagne Keetmanshoop. De ce dernier point se déroulent vers l'Orient 183 kilomètres de rail, rattachant Kalkfontein à la côte. Enfin, ce magnifique réseau se complète par un trajet de 528 kilomètres, reliant en quelque sorte le système ferré du Nord à celui du Sud. Ainsi, Keetmanshoop est rattaché à Windhuk.

Cet immense pays se divise en 15 districts, auxquels il faut ajouter la résidence de Capriviziffel, longue pointe de terre qui s'enfonce dans la Rhodesia. Le gouvernement siégeait à Whinduk qui était vraiment bien le centre du pays.

*
* *

Le 2 août au matin, M. E. Jore, consul de France au Cap, recevait un télégramme de M. Cambon, ambassadeur à Londres, annonçant la mobilisation générale. Les agens consulaires de France en résidence à Port-Élisabeth et à East London en furent instruits. Déjà avant les derniers jours de juillet 1914, l'opinion publique et les journaux du Cap étaient sortis peu à peu de la neutralité dans laquelle ils s'étaient tenus longtemps. L'insolence et la brutalité de l'Allemagne provoquaient le sentiment public. Voilà pourquoi, en apprenant l'entrée en lice de l'Angleterre, les gens du Cap furent satisfaits.

Le gouvernement de l'Union avait pris toutes les mesures nécessaires à la défense du pays contre une attaque allemande. Un double projet fut formé. D'abord, envoyer un corps expéditionnaire en Europe. Ensuite, et c'est là ce qui intéresse notre sujet, envahir le Sud-Ouest allemand. Notons en passant que, depuis les récentes découvertes de riches gisemens diamantifères dans cette colonie, elle avait subitement pris une valeur nouvelle. L'idée de tous au Cap était que l'Afrique du Sud entière devait appartenir à l'Empire britannique. Voilà pourquoi depuis la

conquête du Sud-Ouest africain allemand la colonie du Cap s'est livrée à différentes manifestations dont le sens se résume en ces mots : « Maintenant que nous nous y sommes installés, personne ne pourra nous en déloger. »

Dès cette époque, — nous sommes au mois d'août 1914, — le prix des denrées a augmenté au Cap de 10 pour 100. L'exportation des vivres de première nécessité est interdite. La réserve en charbon est considérable. Cependant la grande compagnie De Beers à Kimberley où les Français ont engagé environ 300 millions de francs décidait de suspendre ses travaux. L'importante mine de diamans « Premier » en fit autant.

La station navale anglaise était alors composée de trois bateaux de guerre, L'*Hyacinth*, l'*Astrea* et le *Pegasus*, qui furent renforcés par deux unités nouvelles, le *Nottingham* et le *Dorset*. Ceux-ci venaient de capturer deux navires de commerce ennemis, portant des provisions à la colonie du Sud-Ouest. Le gouvernement annonçait officiellement, dès le 21 août au soir, que les troupes allemandes avaient envahi le territoire de l'Union entre Nakob et Upington et s'y étaient retranchées. A ce moment, les effectifs ennemis étaient estimés à 2000 hommes environ de troupes européennes. Les autorités compétentes estimaient que les Allemands pourraient mobiliser 5000 soldats environ.

Les autorités appelaient immédiatement de nouveaux effectifs sous les armes. L'état de siège était proclamé à Simonstown, station navale anglaise à 30 kilomètres du Cap et reliée par chemin de fer. Un camp de concentration pour les mobilisés allemands fut organisé à Johannesburg et un autre à Bloemfontein. A la date du 20 août, 200 Austro-Allemands étaient ainsi faits prisonniers, y compris le prince de Salm-Salm, aussitôt interné à Bloemfontein.

Les troupes anglaises régulières stationnées dans l'Afrique du Sud comprenaient 6000 hommes. Elles étaient tenues prêtes à partir pour la destination secrète qui leur serait indiquée.

Bientôt les ministres de l'Union recevaient de l'Angleterre un crédit de 7 millions de livres sterling et décidaient l'envoi d'une forte armée contre la colonie allemande voisine. Le corps expéditionnaire était alors estimé à 20000 hommes de troupes sud-africaines. Ces effectifs étaient accompagnés d'un important matériel de guerre en plus de nombreux chevaux, mules, ânes et provisions de toutes sortes envoyées du Cap par la voie de

mer. La Chambre des députés approuvait par 92 voix contre 12 l'envoi de ces forces. L'opposition du général Hertzog et de ses amis germanophiles fut grande, mais sans effet pratique. Ces boers intransigeans déclaraient n'avoir point à s'occuper des intérêts de l'Empire britannique.

Parmi les mesures prises par le gouvernement du Cap, il faut citer, en ce qui concerne notre sujet, une loi autorisant la construction d'une ligne ferrée de Prieska au Sud-Ouest africain.

Deux incidens de la politique intérieure et qui nous intéressent se passèrent alors. Ce fut la démission du général de la Rey, sénateur, qui avait protesté contre l'envoi de troupes pour l'attaque de la colonie voisine. Le général Beyers, commandant en chef des troupes sud-africaines, se retirait pour les mêmes raisons. Quand cet officier résigna ses fonctions, il y eut un échange de lettres entre lui et le général Smuts, ministre de la Guerre. Publiée par tous les journaux, cette correspondance provoqua une assez grande surexcitation entre le parti intransigeant et germanophile dirigé par les généraux Hertzog, Beyers et De Wet, et le parti boer anglophile dont les généraux Botha et Smuts sont les chefs. Botha déclarait très crânement qu'il allait lui-même se mettre à la tête du corps expéditionnaire. En outre, il appuyait sa déclaration par un nouvel appel sous les armes de 7 000 hommes.

Ce fut à ce moment que les forces sud-africaines occupèrent sans combat Lüderitzbucht, sur la côte atlantique. Les Allemands venaient d'évacuer la place parce qu'ils se concentraient dans l'intérieur et plus au Nord, à Windhuk.

La conquête de cette colonie ne devait pas se faire sans difficulté. Depuis longtemps, les troupes ennemies étaient préparées en vue de la guerre. Il y avait contre nous 8 000 soldats bien entraînés, armés à la perfection. Surtout, l'adversaire possédait des canons en nombre supérieur et d'un calibre plus fort que celui de l'artillerie sud-africaine.

Au début d'octobre se produisit la trahison du colonel Maritz, chef des troupes de l'Union à Prieska, près de la frontière et au Nord de la province du Cap. La *Revue des Deux Mondes* a exposé en détail ces événemens qui firent sensation l'automne dernier. Nous rappellerons simplement que cet officier félon s'était mis d'accord avec le commandement du Sud-Ouest afri-

cain pour envahir l'Union et y proclamer la République. S'engageant dans la même voie que le colonel Maritz, les généraux De Wet et Beyers se révoltaient à leur tour.

Ces graves circonstances contrariaient l'offensive de nos alliés. Il avait fallu rappeler des frontières et de Lüderitzbucht spécialement une grande quantité de troupes montées et de canons. La situation, à ce moment, fut difficile. Le traité de Vereeniging et la Constitution de 1910 étaient menacés d'être remis en discussion. En même temps, la question musulmane venait joindre de nouvelles incertitudes à ces événemens déjà troublés. Nombreux sont, en effet, les musulmans qui habitent l'Afrique du Sud. Qu'allaient-ils faire, puisque la Turquie se déclarait contre les Alliés ?

Ce fut alors qu'un désastre naval vint très à propos enlever aux Allemands un de leurs principaux appuis. L'*Emden* était détruit en Océanie et le *Kœnigsberg* embouteillé dans le fleuve Rufidji de l'Est africain. Depuis plus de deux mois, le *Kœnigsberg* constituait une menace pour les vaisseaux naviguant à l'Est de l'Afrique et dans les eaux de Madagascar. Le consul de France à Cape Town, M. Émile Jore, ne fut pas étranger à l'embouteillage du croiseur ennemi. Les renseignemens qu'il donna, par télégraphie sans fil, furent grandement utiles.

Sur ces entrefaites, après une poursuite acharnée de plusieurs jours, à cheval et en automobile, le 1er décembre 1914, De Wet était rejoint et fait prisonnier près de Vrybourg, dans le Bechuanaland. Le lieutenant-colonel Jordaan recevait la reddition des troupes qui accompagnaient ce général rebelle. C'était la fin prochaine d'une triste révolte où s'est ternie la gloire de valeureux soldats.

L'offensive allait être reprise avec une activité nouvelle, appuyée par l'importante escadre britannique qui se trouvait à Simonstown. Le projet d'attaque semblait tenir dans les indications suivantes : offensive menée à l'Ouest par Swakopmund, sur la côte, puis par Prieska et Upington, au Sud-Est. Il fallait marcher sur Windhuk, où se trouve une importante station de télégraphie sans fil. Tenir la capitale, c'était couper l'importante voie ferrée reliant le Nord au Sud.

A ce moment, tandis qu'il fuyait, le général Beyers se noyait le 3 décembre en voulant traverser la rivière Vaal, près de Zandspruit dans l'État d'Orange.

L'escadre de Simonstown cingle vers le Sud-Ouest africain, et des troupes sont dirigées du même côté par voie de terre.

Ce fut alors qu'arrivèrent au Cap deux délégués du gouvernement belge, M. Eugène Standaert, avocat à Bruges et M. Alfred Van de Perre, docteur en médecine à Anvers, membres de la Chambre des représentans. Nous notons ce fait parce que ces deux hommes politiques venaient exposer aux populations du Cap, dans une série de conférences accompagnées de projections photographiques, les épouvantables atrocités commises par les Allemands en Belgique. Ces informations produisirent un grand effet. L'opinion publique indécise, et qui lentement tournait en faveur de la guerre, y fut aidée par la connaissance de ce qu'était en réalité la culture germanique.

Le général Botha se trouvait au Cap depuis dix jours déjà et s'occupait de l'organisation des nouveaux contingens de la *Defence force*. Swakopmund venait d'être pris. D'autres petits succès étaient signalés de différens côtés de la frontière. Dès ce moment, l'envahissement du territoire ennemi était en bonne voie d'exécution.

Un croiseur de 1re classe, le *Goliath*, ainsi qu'un croiseur auxiliaire de 22000 tonneaux de la *Cunard Line* venaient en rade de Simonstown renforcer l'escadre anglaise.

Tout semblait bien aller, quand, le 24 janvier, Maritz et Kemp attaquèrent la ville d'Upington, point terminus de la ligne ferrée sur le fleuve Orange, à l'Est de l'extrême frontière orientale allemande. Malgré les 1200 hommes dont ils disposaient, ces colonels échouèrent. On constata alors comment les révoltés étaient tous vêtus d'uniformes allemands et armés de fusils Mauser.

Le 2 février, le colonel Kemp faisait spontanément sa soumission avec tout son commando comprenant 40 officiers et 517 hommes. C'était là le résultat d'un désaccord survenu entre les chefs boers révoltés et les officiers allemands. Ainsi plusieurs milliers de soldats boers purent être joints au corps expéditionnaire. Dès le 26 février 1915, le général Botha annonçait au Parlement du Cap, par un message daté de Swakopmund, que la campagne serait rapidement menée à bonne fin.

A la date du 13 mars, on estimait que le gouvernement du Cap avait mis 70000 hommes sous les armes, dont plus de 40000 furent envoyés au Damaraland. A ce total, il faut ajouter des

milliers de noirs engagés pour servir l'armée, et surtout afin de rétablir les lignes de chemin de fer détruites par les Allemands pour couvrir leur retraite.

Entre temps, la situation intérieure au Cap s'améliorait à ce point que le général Smuts, ministre de la Guerre, qui remplissait les fonctions de premier ministre en l'absence du général Botha, put, lui aussi, se rendre sur le théâtre des opérations. Dès lors, Botha se trouvait à la tête de l'armée du Nord à Walfisch bay-Swakopmund, tandis que le général Smuts attaquait par la voie Upington-Kakamas-Warmbud et de Lüderitzbucht, se frayant ainsi un passage de l'Est à l'Ouest. Telle était la direction de l'armée du Sud.

Vers le 21 avril, les effectifs venant à la fois de Lüderitzbucht par la voie de mer et d'Hasnul par la voie de terre se réunissaient pour occuper les points importans de Seeheim, sur la ligne de Lüderitzbucht à Keetmanshoop, puis Keetmanshoop même. Elles étaient ainsi maîtresses de toutes les voies ferrées du Sud. D'autre part, au Nord, le général Botha occupait l'importante station de Yackalswater, située sur le chemin de fer de Swakopmund à Windhuk, et en dehors du désert de la côte.

La plus grande difficulté de cette campagne résidait dans le passage de l'armée à travers le désert d'environ 110 kilomètres, séparant la côte des premiers plateaux de l'intérieur. L'obstacle était surmonté, dès la fin d'avril. Les Allemands se retiraient peu à peu, et souvent sans combattre. Ils faisaient le vide derrière eux, détruisant les voies ferrées, semant des mines explosives et empoisonnant les eaux.

Les troupes du Cap se trouvèrent bientôt dans des régions moins inhospitalières. Il y avait de l'eau en abondance et d'excellens fourrages pour les chevaux. Des dispositions furent prises pour marcher sur Windhuk à la fois par le Nord et par le Sud, en suivant les lignes ferrées, qui, de part et d'autre, se déroulent vers la capitale.

L'Afrique du Sud devait trouver dans la possession de la colonie germanique voisine un complément naturel, en faisant de Walfisch bay son principal débouché. Walfisch bay, en effet, est le seul bon port de la côte du Cap à Lobito. Nous savons maintenant qu'en cela très prévoyante, l'Angleterre a déjà fait relier par le rail Walfisch bay à la grande ligne de Swakopmund vers Windhuk. En outre, les Anglais travaillaient, dès

le mois dernier, au raccordement des chemins de fer de l'Union à ceux de l'Ouest allemand. A cet effet, ils prolongent la voie d'Upington, dans la province du Cap, jusqu'à Warmbud, dans la colonie allemande. Cette ligne, qui semble avoir une importance stratégique de premier ordre, est sur le point d'être terminée. Ainsi l'Allemagne avait construit ici une grande partie de ses voies ferrées pour un but de conquête; elle ne visait rien moins qu'à s'emparer elle-même de l'Afrique du Sud; et, aujourd'hui, sa colonie est conquise par ses voisins au moyen des armes qu'elle avait forgées contre eux. La voie, à l'achèvement de laquelle les Anglais travaillent, abrégera d'environ deux ou trois jours les communications de l'Europe avec le Transvaal, l'Orange, la Rhodésie et le Congo belge.

Le gouvernement s'occupe non seulement de la conquête militaire d'une des principales colonies allemandes, mais encore de sa conquête économique et politique. Voilà l'explication d'un envoi de troupes aussi importantes. En effet, il est à prévoir qu'un grand nombre de soldats boers ou anglais resteront dans le Sud-Ouest allemand, dont le climat et les terres sont les mêmes qu'au Transvaal. Des concessions leur seront attribuées. Après la guerre, il semble que le nombre des Anglo-Boers dans le Sud-Ouest africain l'emportera sur celui des Allemands. Ainsi sera définitivement assurée la domination des vainqueurs.

Cette colonie contient d'immenses gisemens de diamans et de cuivre. Ce sont autant de raisons pour attirer les capitalistes sud-africains. Par cette acquisition, l'Union sud-africaine affermira sa sécurité et son indépendance que menaçaient des voisins dangereux, et elle aura réalisé une affaire excellente pour le développement de sa prospérité.

Sur ces entrefaites, les troupes du Sud, sous les ordres du général Smuts, occupaient Garbus, à 20 milles au Nord de Keetmanshoop, à la suite d'un combat sans grande importance.

Après avril, les forces de l'Union marchèrent de succès en succès. Leur progression, pendant la première semaine du mois de mai, fut considérable. La ville de Gibson, sur la ligne de Lüderitzbucht à Windhuk, fut occupée à la suite d'un très vif engagement. D'autre part, au Nord, le général Botha s'emparait successivement d'Otjimbingwe, puis de l'importante ville de Karibib. Les Anglais y entrèrent le 5 mai. Cette cité se trouve

sur le chemin de fer reliant Swakopmund à Windhuk. Poussant plus loin encore, ces troupes prirent les stations de Johannalbrechtshohe et de Willemstal. En outre, la ligne de Swakopmund aux riches mines d'Ottavi fut occupée. Au cœur du pays, Onguati, relié à Karibib par une petite voie ferrée, tomba aussi au pouvoir des Anglais.

A cette même époque, la colonne du Nord ne se trouvait donc plus qu'à cinquante milles environ de Windhuk. De son côté, celle du Sud s'avançait à marches forcées vers la capitale. Une fois de plus, indépendantes au début, les opérations militaires de cette campagne se soudaient dans une action commune.

L'armée de l'Union est constituée spécialement par des Boers, aussi sa mobilité est-elle extraordinaire. Botha écrivit à ce sujet que ses hommes venaient d'exécuter une formidable marche de 190 milles en cinq jours, ce qui fait une moyenne de 60 kilomètres par 24 heures. Le général exprimait l'espoir d'occuper bientôt Windhuk.

Jusqu'à ce moment, les Allemands n'avaient offert qu'une assez faible résistance. Ils s'étaient retirés en toute hâte, et même en désordre, devant un envahisseur aussi rapide que puissant. D'après les communiqués officiels pendant la première semaine de mai, les contingens de l'Union perdirent une cinquantaine de tués.

Dès le 16 février, deux jours après l'occupation de Swakopmund dont nous avons parlé, les Anglais avaient trouvé six sources empoisonnées à l'aide d'un produit à base d'arsenic appelé au Cap du nom de « Kopper » ou « Coopers Dip » et qu'on y emploie généralement pour le traitement des maladies de peau du bétail. Aussitôt, le général Botha adressa une lettre officielle au lieutenant-colonel Franke, commandant en chef dans la colonie du Sud-Ouest africain : il lui signala cet acte contraire à l'article XXIII de la Convention de La Haye, en ajoutant que, si ces tentatives d'empoisonnement se renouvelaient, il en rendrait responsables les officiers ennemis. Franke répondit que ses ordres étaient tels, que les troupes sous son commandement ne devaient laisser aux mains de l'ennemi aucune eau pouvant servir à l'alimentation des hommes et des bêtes : en conséquence, l'officier chargé de défendre Swakopmund avait fait jeter dans les sources plusieurs sacs de sel de cuisine. Mais le sel ayant un effet de courte durée, il avait

ordonné l'emploi du « Kopper Dip. » Grâce à ce procédé, « les Anglais occupant le pays ne pourraient pas longtemps se servir des eaux allemandes. » Le colonel affirmait avoir ordonné que des inscriptions fussent placées sur le bord des sources. Ainsi, les Anglais seraient prévenus. Le 28 février, le général répondait au colonel Franke en exprimant le regret de voir les officiers allemands soutenir le droit d'empoisonner les eaux en en donnant avis : en fait, d'ailleurs, aucun de ces avis n'avait été trouvé au moment de l'occupation de Swakopmund. Botha renouvelait sa ferme décision de rendre les chefs responsables des conséquences de ces empoisonnemens. Aucun compte ne fut tenu de ces lettres.

Le 12 mai, Windhuk était occupé sans combat. Ensuite, Botha continuait à s'avancer sur la ligne ferrée d'Onguat. à Ottavi. Il atteignit ainsi Grootfontein, où, disait-on, 4 000 Allemands s'étaient réfugiés. L'ennemi continuait à se retirer en refusant le combat. Bien entendu, il détruisait systématiquement tout ce qu'il ne pouvait emporter.

A la date du 14 juin 1915, suivant une note officielle du gouvernement de Prétoria, les troupes de l'Union avaient perdu 122 tués depuis le début de la guerre. Mais dans la rébellion du Cap, les corps fidèles au gouvernement auraient eu 131 hommes tués par leurs propres compatriotes.

Le 9 juillet, les forces allemandes se rendaient au général Botha. Les honneurs de la guerre leur étaient accordés, ce qui, étonna bien des gens, à la suite des procédés de combat auxquels l'ennemi avait recouru. Tel fut l'avis des principaux organes de la presse du Cap tels que le *Times* et l'*Argus*.

Suivant des documens officiels, dès la fin de juin dernier, la guerre du Sud-Ouest africain et la rébellion du Cap avaient déjà coûté 425 millions de francs à la charge de l'Union. En revanche, les pertes en hommes étaient insignifiantes. La campagne avait été remarquablement organisée et conduite. Surtout, les services de santé et de ravitaillement furent excellens. De même, le service du chemin de fer, dont le rôle devait être capital en vue d'un succès rapide, a été admirablement fait. L'honneur en revient à M. Hoy, directeur général des services de la traction.

Le 22 juillet, à deux heures de l'après-midi, le général Botha, premier ministre et commandant en chef des troupes de

l'Union, arrivait à Cape-Town. Il déclara que ce n'était pas l'armée allemande, mais les difficultés naturelles du pays qui avaient été ses plus grands ennemis dans le Sud-Ouest.

En terminant, il n'est pas inutile de faire remarquer que ce fut précisément la colonie anglaise sur la révolte de laquelle l'Allemagne avait le plus sûrement compté, qui obtint la première victoire de l'Empire britannique dans des opérations de grande envergure. Un territoire trois fois grand comme le Royaume-Uni venait d'être ajouté à l'Union sud-africaine. Il est riche en mines de diamans et de cuivre, contient de vastes étendues d'espaces cultivables : et ce qui double la valeur de ce pays, c'est son voisinage des possessions britanniques, dont il constitue le prolongement naturel.

II. — L'EST AFRICAIN ALLEMAND

A l'Est de l'Afrique, l'Allemagne régnait aussi sur une vaste contrée, aujourd'hui dernier territoire d'outre-mer partiellement encore en son pouvoir.

Le 27 février 1885, un explorateur allemand, le docteur Carl Peters, prenait possession des terres qui servirent d'amorce au gouvernement de Berlin pour se tailler une grande colonie. De 1904 à 1910, les frontières en ont été établies par des accords conclus avec l'Angleterre, la Belgique et le Portugal. La surface totale de l'Est africain allemand est de 995 000 kilomètres carrés, deux fois la superficie de l'Empire d'Allemagne.

En 1911, la population blanche comptait 4 227 individus, dont 3 113 Allemands. A partir de 1904, se produisit une active immigration de Boers, de Grecs et d'Italiens. Quant à l'élément indigène, il oscille entre six et neuf millions. Ce sont surtout des nègres bantoums, zoulous, wahehe et mafiti. Il y avait encore quelques milliers d'Arabes, de Parsis, de Syriens, d'Égyptiens, de Turcs, et surtout des Indiens au nombre de 6 750.

Prise dans son ensemble, cette colonie constitue la partie principale de la haute plaine d'Afrique qui s'étend d'Abyssinie au Tafelberg. L'altitude moyenne varie entre 1 000 et 1 500 mètres. A la frontière septentrionale, les monts Kilimandscharo, avec à l'Est la pointe Mawensi, haute de 5 355 mètres, et, vers l'Ouest, la cime Kibo qui s'élance jusqu'à 6 010 mètres, forment un puissant massif de 3 770 kilomètres

carrés. Non loin du Kilimandscharo, se trouve le Paregebirge, aux pentes très abruptes. En se rapprochant de la côte, on aperçoit les montagnes d'Usambara. Sur la rive droite du fleuve Pangani, dont le cours se développe du Nord-Ouest vers l'Est, se voit la terrasse de l'Usigua. Plus vers l'Orient, les monts Nguru amorcent les crêtes qui dessinent un demi-cercle jusqu'au lac Nyassa, se dressant à travers l'Ussagara et l'Uhehe. Vers la frontière, il y a les montagnes Ruboho, situées entre l'Ussagara et l'Uhehe. Nous aurons suffisamment fait ressortir les élémens principaux du relief de ce pays en citant pour finir les monts Livingstone, qui se dressent jusqu'à 3 000 mètres, non loin du lac Nyassa.

Grands tributaires de l'océan Indien, le Pangani descend des versans du Kilimandscharo ; le Wami et le Ruwa se jettent dans la mer, en face de Zanzibar. Le Rufidji, navigable dans son cours inférieur, a son embouchure en face de l'île Mafia. Vers le Portugal, la frontière est tracée par trois grands cours d'eau : le Mbemkuru, le Lukuledi et le Rowuma. Le lac Tanganika absorbe le flot du Mlagarassi. Le lac Victoria reçoit le Kagera, dont la bouche se trouve en territoire britannique.

Le centre de l'Est africain est remarquable par les trois grandes mers d'eau douce qu'il contient en partie. Les lacs Victoria, Tanganika et Nyassa couvrent des surfaces respectivement égales à celle de la Bavière, de la Prusse orientale et de la Prusse occidentale. Enfin, le lac Kiou et, à l'Ouest du Kilimandscharo, les trois lacs Natron, Manjara et Njarasa complètent l'hydrographie si intéressante de cette contrée.

Les importations de la colonie représentaient, en 1911, 38 659 000 marks. Quant aux exportations, elles n'étaient pas inférieures à 20 805 000 marks.

Le réseau ferré, quoique moins développé que celui du Sud-Ouest, comporte cependant la ligne qui réunit Dar-es-Salam, sur la côte, à Tabora, vers l'Ouest, en couvrant 850 kilomètres avec des voies de 1 mètre d'écartement. Moins importante est la ligne d'Usambara avec 352 kilomètres et celle de Sigi longue de 23 kilomètres seulement.

La côte est semée de ports assez nombreux. Onze de ceux-ci ont été touchés en 1910 par 933 navires d'un tonnage de charge effective égal à 2 millions de tonnes.

Rappelons, puisqu'ils intervinrent dans la campagne mili-

taire, que trois steamers naviguaient dans l'intérieur. Sur le lac Nyassa, il y avait l'*Hermann-von-Wiessmann;* sur le Tanganika, le *Hedwig-von-Wiessmann,* et sur le Victoria, l'*Ukerewe.*

Le siège du gouvernement se trouvait à Dar-es-Salam. De là l'action administrative se faisait ressentir au loin, à travers les vingt-trois cercles entre lesquels le territoire était réparti.

*
* *

Les nouvelles reçues de la campagne anglaise contre la colonie allemande de l'Est africain sont plutôt rares. En novembre 1914, les Anglais ont essuyé quelques échecs devant les ports de Tanga et de Dar-es-Salam. Depuis, les opérations furent réduites. Toutefois, nos alliés ont occupé l'île Mafia située en face des bouches de la rivière Roufidji. Il s'y trouvait une trentaine d'Allemands, qui y firent une défense très énergique. Plus de la moitié de la garnison, dont un grand nombre de blessés, fut amenée à Zanzibar.

Dès le commencement de janvier, les Anglais avec des troupes de l'Ouganda ont occupé Mouanza sur la rive méridionale du lac Victoria. A cette occasion, on crut même un moment que les Belges du Congo avaient réussi à passer le Tanganika et étaient en marche sur Tabora, la capitale de l'Est africain et point terminus du principal chemin de fer. La frontière commune entre le Congo belge et l'Est africain allemand présente un développement d'environ 800 kilomètres depuis le Sud du lac Tanganika jusqu'au volcan Sabinio, dans la chaîne des monts Virunga au Nord du lac Kivu. La plus grande partie de ce vaste secteur est constituée par le lac Tanganika, véritable mer intérieure dont les deux colonies se partagent les eaux.

De ce côté, les hostilités débutèrent le 22 août 1914. Le premier acte de guerre fut le bombardement de Lukuga. Nous en avons donné les détails en parlant du rôle de la Belgique au Congo. Lukuga constitue un point stratégique important. C'est en effet la tête de ligne du chemin de fer conduisant au fleuve Congo (ligne Lukuga-Kabalo). Cette voie ferrée, dont la guerre n'interrompit pas la construction, fut achevée au printemps 1915.

La flottille allemande du Tanganika attaqua à diverses reprises Lukuga. Elle bombarda Albertville et Uvira.

Plusieurs tentatives de débarquement furent repoussées.

Ces agressions n'ont plus été renouvelées depuis que le feu de la grosse artillerie, mise en position à Lukuga, a endommagé, le 2 février 1915, l'*Hedwig-von-Wiessmann*.

Les deux flottilles belge et allemande se disputent la maîtrise du lac.

*
* *

La Rhodésie du Nord-Est ayant été attaquée au mois de septembre 1914, les autorités britanniques firent appel aux troupes belges du Katanga. Celles-ci franchirent aussitôt la frontière rhodésienne et marchèrent sur Abercorn qu'assiégeaient les Allemands. A leur approche, l'ennemi se retira sur son territoire. Depuis cette époque, ce contingent belge assurait avec les troupes locales anglaises la protection de la frontière anglo-allemande, au Sud-Est du lac Tanganika, où il constitue en même temps la défense avancée du Katanga.

Le vice-gouverneur général du Katanga a fait savoir que les troupes belges opérant avec les forces britanniques en Rhodésie ont livré un nouveau combat le 28 juin dernier à Saisi, à 25 kilomètres à l'Est d'Abercorn.

Les Allemands renouvelèrent leurs attaques contre la position de Saisi le 26 juillet. La bataille se prolongea jusqu'au 3 août. L'ennemi fut repoussé après avoir éprouvé des pertes sensibles parmi lesquelles 60 Européens tués. Les contingens belges ont combattu avec une grande vaillance. Les forces allemandes engagées à Saisi s'élevaient à 2 000 hommes avec 18 canons et mitrailleuses.

Les troupes anglo-belges ont encore livré quelques combats contre des partis allemands qui tentaient de rompre le cordon de surveillance établi à la frontière. Toutes les tentatives de l'ennemi ont été déjouées et sévèrement réprimées.

Le principal théâtre des opérations dans lesquelles sont engagées actuellement les troupes du Congo est le district de Kiva, qui s'étend de l'extrémité septentrionale du lac Tanganika à la ligne des monts Virunga. Au Sud et au Nord du lac Kiva, la frontière terrestre entre le Congo belge et l'Est africain-allemand présente un développement total de 200 kilomètres environ. De ce côté, les Allemands remportèrent quelques avantages au début des hostilités.

Les effectifs qui gardaient cette province éloignée étaient

peu nombreux. Les ordres du gouvernement leur interdisaient toute action offensive, de sorte que l'ennemi, attaquant à l'heure et au point qu'il s'était choisi, réussit à pénétrer en territoire belge. Le 24 septembre, il s'empara de l'île de Kwidjivi qui domine le lac, détruisit la station frontière de Goma, sur la rive et lança à travers le pays des forces régulières précédées de milliers d'indigènes Watuzi qu'ils avaient armés de fusils perfectionnés. Ces bandes sauvages brûlèrent les villages sur leur passage, massacrèrent les habitans mâles et emmenèrent en captivité les femmes et les enfans. Ce fut la guerre africaine, barbare et féroce, telle que le Congo l'avait connue vingt années auparavant, lorsque les Arabes esclavagistes dominaient la province orientale.

L'invasion fut promptement enrayée. Les renforts arrivaient par toutes les routes de l'intérieur du Congo. Bientôt une première colonne se concentrait à Rutshura sous les ordres du lieutenant-colonel Henry et descendait vers le Kiva par le défilé de Burunga. Les bandes Watuzi furent balayées et leurs débris regagnèrent le territoire allemand, après avoir abandonné le produit de leurs razzias. Les Belges les poursuivirent et se heurtèrent, le 4 octobre, aux troupes régulières qui couvraient la retraite de ces auxiliaires. L'affaire s'engagea dans la plaine de lave que domine le mont Lubavu. Elle se prolongea pendant neuf heures et fut d'une extrême violence, ainsi que l'atteste la proportion élevée des pertes subies de part et d'autre, représentant 20 pour 100 de l'effectif engagé. La nuit mit fin au combat. Les Allemands se retirèrent en repassant la frontière toute proche. Les troupes noires belges s'étaient comportées admirablement. Au nombre des morts du côté belge se trouvaient les lieutenans Robert Terlinden et de l'Épine, tués l'un et l'autre à la tête de leur troupe au cours de l'attaque finale qui détermina le succès de la journée.

L'engagement du 4 octobre 1914 arrêta les incursions de l'ennemi sur le territoire belge. Mais, à diverses reprises, il tenta des attaques. Toujours elles furent repoussées, le 27 novembre à Rushombo, le 1er janvier et le 3 mars 1915 à Tshahafi, le 14 février à Luvungi, le 2 mars au mont Hehu. Ces rencontres confirmèrent la valeur des troupes coloniales belges. Finalement, le 28 mai 1915, elles prirent à leur tour l'offensive, franchirent la frontière et s'emparèrent du poste de Kissegnies.

Dans le courant du mois de septembre dernier, les Allemands ont poussé des reconnaissances sur le front de la rivière Ruzizi, au Nord du lac Tanganika. Une de ces opérations a donné lieu à un engagement le 11 septembre, non loin du delta de la Ruzizi, l'ennemi fut repoussé avec pertes et ramené jusqu'à la frontière.

Un combat particulièrement violent s'est produit le 29 septembre près de la station frontière de Luvungi que les Allemands attaquèrent avec des forces importantes pourvues d'artillerie et de mitrailleuses. L'action dura quatorze heures, elle fut vivement disputée. Les troupes belges restèrent maîtresses du champ de bataille et l'ennemi ne put se retirer qu'à la faveur de la nuit, en emportant plusieurs Européens tués et de nombreux blessés blancs et noirs. Ils ont laissé sur le terrain deux officiers européens et 66 soldats noirs tués. Nos troupes se sont emparées d'une mitrailleuse, de fusils, de munitions et d'un nombreux matériel.

De ce côté, les opérations continuent. La lenteur avec laquelle elles se sont déroulées jusqu'ici s'explique par le fait que le Kiva est éloigné de 1800 kilomètres à vol d'oiseau du Bas-Congo et de l'Océan. La Belgique vient d'y engager de nouveaux contingens dont l'importance dépasse celle que la France et l'Angleterre réunies ont au Cameroun.

*
* *

Les troupes des Indes opèrent sur la frontière occidentale de l'Est africain anglais, entre Wanga (au Sud de Mombasa) et le Kilimandscharo. Leur marche est très lente, l'expédition difficile et son importance nécessitera les efforts conjugués des troupes françaises et anglaises.

Dès le 18 décembre, les Anglais avancèrent dans la vallée de l'Umba avec le dessein de rejeter l'ennemi hors de la frontière. Celui-ci, depuis plusieurs mois, occupait une portion considérable du district de l'Umba. Dès le 20 au soir, nos alliés avaient atteint leur but. Le 22, ils établissaient des postes sur la rive Sud de l'Umba. L'adversaire redoubla d'activité. Ses efforts furent vains. Les Anglais restèrent fortement établis sur leurs positions.

Le 8 janvier, la station allemande de Shirati, sur le lac Victoria, fut attaquée et prise après une légère résistance. Le

territoire et le fort qui le défend restèrent en notre pouvoir.

Vers le commencement du mois de février, les opérations anglaises contre l'Afrique orientale allemande paraissaient engagées dans une longue série de difficultés. Les forces britanniques remportèrent cependant un succès devant Jasin, à la suite duquel les Allemands firent une contre-attaque, le 18 janvier, avec 2 000 hommes, six canons et quatorze ou quinze mitrailleuses. Grâce à cela, ils reprirent Jasin et tous les efforts faits par les Anglais, commandés par le général Tighes, demeurèrent vains. Toutefois, le 20 janvier, un communiqué officiel du gouvernement de Nairobi annonçait que la garnison de Jasin s'était rendue par suite du manque de munitions. Il ajoutait que les pertes de l'ennemi étaient énormes. Quant à la position anglaise sur la rivière Umba, on la disait sans changement.

Lord Kitchener intervint à ce moment et le général sir Arthur Barret fut envoyé de Londres pour commander l'expédition. Des Indiens furent amenés en masse sur la frontière.

Le général Wapshore, le *commanding officer*, demanda à la colonie 600 volontaires dont 500 fantassins et 100 cavaliers.

Vers le 21 février, le quartier général britannique à Nairobi demandait du renfort pour l'*East African Mounted Rifles*. En même temps, on annonçait l'arrivée de chevaux en nombre.

A la fin du mois d'avril, les opérations militaires sur le continent se réduisaient à de sanglantes escarmouches. Elles se produisaient tout le long de l'immense frontière qui va du lac Victoria à la baie de Wanga. Les Anglais ont pénétré sur le territoire occidental le long de la rive du grand lac jusqu'à la rivière Mara. En revanche, pendant ce temps, les Allemands font des raids près du lac Magadi, au Sud de Nairobi et sur les pentes Est du Kilimandscharo, où se trouve Rombe. A cette époque, on craignait une attaque contre le chemin de fer.

D'un autre côté, les opérations navales avaient été assez actives. Un transport allemand fut détruit dans la baie de Mansa ou Hansa, au Nord de Tanga. Ce navire, le *Cosmos*, avait à bord du charbon et des munitions que l'on supposait parties des îles Falkland. Il se dirigeait vers les bouches de la Roufidji. Arrivé à proximité de ces parages, il échangea des télégrammes sans fil chiffrés soit avec le *Kœnigsberg*, soit avec une station de terre. Ce fut la cause de sa perte. En effet, ces télégrammes furent interceptés par les navires de guerre britanniques qui

font le blocus et, sans doute, purent-il les déchiffrer. En tout cas, le *Cosmos* s'étant éloigné des voies qu'il suivait et ayant pris la direction Sud-Nord, à l'Est et au large des îles de Zanzibar et de Pemba, doubla cette dernière île. Il fila vers la baie de Mansa où l'obligeaient sans doute à se rendre les ordres reçus. Là il trouva le *Hyacinth*, qui l'incendia.

Le résident de Zanzibar craignait la venue d'un nouveau bateau. On mit des canons en batterie. Le blocus des côtes de l'Afrique occidentale allemande était assuré par les navires suivans : *Hyacinth*, *Weymouth*, *Kniforth* (celui-ci croiseur auxiliaire ayant appartenu à l'*Union Castle Line*), le *Pioneer*, le *Pyramus* et le *Duplex*, bateau câble et deux remorqueurs pris aux Allemands.

Vers le 15 mai, le pont de Makindu avait été détruit, paralysant tout le trafic. Les Anglais en étaient toujours à la défensive. Les raids de l'ennemi étaient facilités par la saison des pluies qui venait de commencer et rend plus praticables les terrains désertiques à traverser. En même temps, dans ces régions, les sources d'eau sont alimentées. Ainsi, l'hivernage favorise les Allemands de ce côté, tandis qu'il nous a arrêtés momentanément dans la conquête du Cameroun. Jusqu'alors, les soldats indiens n'avaient pas encore fait leurs preuves sur ce terrain, et les Anglais se décidèrent à faire venir des troupes métropolitaines. Le 4 mai, 1 500 hommes arrivaient à Mombassa, et d'autres contingens sont encore attendus. Pendant ce temps-là, il n'y eut guère que de rares escarmouches. Mais les Allemands tiennent toujours une position offensive contre le chemin de fer Mombassa au lac Victoria et sur le lac même.

Si les résultats obtenus dans l'offensive ne sont pas très apparens, cela est dû à la solide préparation de la colonie allemande. Vers le commencement de juin 1915, elle était deux fois plus forte qu'au début de la guerre et comptait 10 000 hommes de troupes entraînées et munies d'une quantité de mitrailleuses. Nombreux furent les actes de sauvagerie commis par des soldats nègres allemands sur des blessés anglais, en présence de gradés allemands : triste témoignage de la haine profonde qui anime l'ennemi.

Nous le répétons, les renseignemens sont peu nombreux; c'est ce qui nous autorise à nous tourner du côté de l'Allemagne. Nous y trouvons quelques informations utiles à noter.

Suivant le point de vue de l'adversaire, les événemens de guerre dans l'Est africain se sont d'abord déroulés en cinq contrées éloignées les unes des autres.

1° La côte près de Dar-es-Salam; 2° Au Sud-Ouest, la frontière anglo-allemande entre les lacs Nyassa et Tanganika; 3° Au Nord et Nord-Est de l'autre côté de la frontière anglo-allemande, en territoire anglais sur la rive Est du lac Victoria; 4° Dans la région Nord-Est du Kilimandscharo; 5° Au Nord-Ouest du lac Kiva.

Dans les quatre premières régions, Anglais et Allemands se sont trouvés aux prises. Dans la cinquième, les Belges ont contre-attaqué les Allemands après avoir été, d'abord, assaillis par eux, comme nous l'avons dit.

Les Anglais ont attaqué Dar-es-Salam par la voie de mer. Le petit croiseur *Pegasus* et aussi peut-être un autre vaisseau de modeste importance, le *Pandard,* ont essayé de démolir à coups de canon la tour de télégraphie sans fil de Dar-es-Salam; mais ce but ne fut pas atteint. Plus tard, cette même tour fut détruite sur l'ordre du gouverneur allemand qui, en même temps, fit couler la vieille canonnière *Move* stationnant dans le port de Dar-es-Salam.

Quelques jours après, le croiseur anglais *Pegasus* fut attaqué devant Zanzibar par le *Kœnigsberg*, qui le mit hors de combat. — A la mi-août, les Anglais ont occupé Dar-es-Salam, mais après que les Allemands eurent enlevé une partie de leurs réserves en munitions, équipemens, archives et matériel de chemin de fer.

Un autre port, Tanga, tête de ligne de la région d'Usambara, a été également occupé par les forces britanniques.

Sur le lac Nyassa, au Sud-Ouest de la colonie, un vapeur anglais armé de deux canons surprit l'aviso *Hermann-von-Wiessmann* dans le port du Sphinx, sur la rive occidentale du lac, lui enleva une partie de ses machines et l'abandonna, après l'avoir ainsi rendu inutilisable.

Le 5 septembre, un détachement allemand attaqua Abercorn situé sur le plateau de Tanganika, au Nord de la Rhodésie. Il fut repoussé. D'autre part, des combats plus violens eurent lieu au Nord-Ouest du lac Nyassa. Le 8 septembre, les ennemis évitèrent les Anglais et attaquèrent, sans succès d'ailleurs, le 9, Karango. A l'approche de renforts britanniques, les Allemands se retirèrent sur le fleuve Songwe, qui marque la frontière

et se couvrirent en détruisant le pont qui enjambe ce fleuve. Dans cette affaire, l'ennemi eut 7 Européens tués et 3 blessés. Plusieurs furent faits prisonniers, dont les lieutenans von Veltheim et Kieckocfer. Nos amis perdirent 4 morts et 7 blessés.

Sur la frontière Nord-Est, l'adversaire, dans le courant de septembre, s'avança le long de la limite anglo-allemande Est africaine. Son but était de couper la ligne de chemin de fer de l'Uganda sur le territoire anglais. Les Allemands occupèrent une station peu importante de la frontière, probablement Taveta sur la route de Moché à Voi. A part cela, les tentatives de pénétrer dans l'Afrique orientale anglaise furent repoussées.

Le 6 septembre, une violente rencontre eut lieu. D'une part, des effectifs composés de troupes indiennes et de *King's African Rifles* (troupes noires), de l'autre un fort détachement allemand, qui fut repoussé. Dans cette affaire, les Punjabs, troupes indiennes, essayèrent, par une charge hardie à la baïonnette, d'enlever des mitrailleuses. Le fait est à retenir comme indice de l'attitude des troupes exotiques sous l'action de ces armes qui leur font une si grande impression.

Les Allemands subirent encore un échec quand ils tentèrent de faire sauter le pont du chemin de fer l'Uganda près de Voi. Deux patrouilles chargées de réaliser ce projet furent anéanties. Les officiers en furent faits prisonniers et conduits à Nairobi.

Différentes escarmouches ont eu également lieu à Voi et à Tjavo.

Le 10 septembre, au bord Est du lac Victoria, dans la région du Karungu, station frontière anglaise, au Nord du poste allemand de Schirati, un détachement fort de 400 hommes, dont 50 Européens, pénétra en territoire anglais et le 11 occupa Kissii. Le 12, une colonne les obligea à évacuer Kissii le 13 et à battre en retraite sur Karungu. Les troupes britanniques reprirent Kissii.

Quelques jours plus tard, à Karungu, il y eut un combat d'artillerie entre la flottille anglaise composée des canonnières *Winifred* et *Kavirondo*, faisant partie de la ligne de l'Uganda, et le vapeur allemand *Nuausa*. Nos alliés s'emparèrent de Karungu, qui venait d'être évacué.

Le 19 septembre, l'ennemi attaqua le poste de Campiya Narabu, dans le territoire du fleuve Tsavo. Il fut repoussé et

perdit 13 tués. Les *King's African Rifles* firent très bonne contenance, et c'est à retenir au profit de ces troupes noires.

Le 23 septembre, les Allemands, forts de 100 hommes, attaquent l'avant-poste Majoreni dans le voisinage de Kissii. Ils doivent se retirer sur le fleuve Nivena. Deux jours après, un autre engagement a lieu dans le territoire compris entre le chemin de fer de Nagadi, à l'embranchement de la ligne Uganda qui conduit au lac Magadi et la frontière elle-même. Ensuite, 35 Européens et 150 indigènes attaquent avec 2 mitrailleuses une troupe anglaise de tirailleurs montés. Ils doivent se replier sur le Longido. Le 26, près de Nzima, sur le fleuve de Tsavo, 50 Allemands européens et 6 mitrailleuses prirent l'offensive contre les *King's African Rifles*. D'autre part, l'ennemi obtint un succès sur les troupes belges qui avaient pénétré à Kissenji, à l'extrémité Nord du Kivupes. A cette occasion, les Belges essuyèrent un échec assez sérieux.

En somme, pendant ces trois premiers mois de guerre dans l'Est africain allemand, rien de bien important n'était acquis ni pour l'un ni pour l'autre parti. Cependant des efforts considérables avaient été déjà dépensés par les Alliés.

*
* *

Le 7 novembre, 3 croiseurs britanniques bombardent le delta de Rufidji, 4 barcasses armées et un bateau pourvu de mitrailleuses essayent vainement de forcer la passe. Le 11 novembre, un gros vapeur anglais est coulé à l'embouchure de la rivière Simba-Uranga, alors qu'il entrait escorté par les 4 barcasses et un autre vapeur.

En novembre également, une compagnie belge attaque avec deux mitrailleuses la position placée sous les ordres du lieutenant Hasselbacher, près de Pambète et Kasakalawe, en territoire britannique, à l'extrémité du lac Tanganika, pendant l'absence du *Kingane* et du *Hedwig-Wiessmann*, qui évacuaient du matériel télégraphique. Le vapeur *Cecil Rhodes* sauta. Un autre bateau fut détruit près du Kituta, sur le lac anglais Tanganika.

Dans la bataille de Tanga, dont nous avons parlé plus haut, 2 navires de guerre et 14 vapeurs de transport se présentèrent devant Tanga le 2 novembre. Sur le refus des Allemands de se rendre sans condition, les vaisseaux, après s'être éloignés, revinrent à la nuit et opérèrent un débarquement. La lutte

dura trois jours, du 3 au 5 novembre. Les Anglais disposaient de 8 compagnies du North Lancashire et de 8 régimens indiens. Ils furent très éprouvés par l'attaque des forces sous le commandement du lieutenant-colonel von Lettow.

Les troupes anglaises près de Nifumbiro, à l'Ouest du lac Victoria, envahirent le district de Bukoba. Elles furent repoussées par le major von Stümer. Kisiba, localité anglaise, fut occupée.

La côte Est africaine est surveillée par les croiseurs *Chatham*, *Darthmouth*, *Weymouth*, *Fox* et quelques croiseurs auxiliaires.

Depuis, la lutte entre les colonies anglaise et allemande de l'Afrique orientale a gardé ce même caractère de guérilla. L'avantage fut plus d'une fois au profit de l'ennemi, qui avait pour lui plus de liberté dans l'offensive.

Cependant, les 22 et 23 juin 1915, puis encore le 11 juillet, nos alliés ont remporté deux succès. L'un fut la destruction de Bukoba et de son poste de télégraphie sans fil, l'autre celle du *Kœnigsberg*, terré depuis le mois de novembre dernier dans une bouche de la Rufiji.

Suivant les derniers renseignemens qui doivent être exagérés, on estime les forces ennemies, en Afrique orientale, à 40 000 indigènes, sous les ordres de 4 000 Européens. En tout cas, l'ennemi possède des canons, mitrailleuses et munitions en abondance. Les villes de Tabora et de Mouanza, — cette dernière se trouve sur le lac Victoria, — sont défendues par de très sérieuses fortifications. Depuis le début de la guerre, terrassiers tenaces, les Allemands ont construit une route pour automobiles. Elle relie Tabora à Mouanza et permet un ravitaillement rapide de la colonie, surtout en riz, provenant des bords du lac Victoria. De plus, et le fait est connu de façon certaine, des approvisionnemens passent en quantité par le Mozambique.

En résumé, cette colonie reste seule à conquérir pour que soient réduites à néant toutes les acquisitions allemandes en pays d'outre-mer. Ce serait déjà fait, n'était l'immensité de son territoire et des difficultés d'accès qui lui sont propres.

***

A propos de la campagne dans l'Est africain, il faut dire un mot du *Koenigsberg*, qui vécut ses derniers jours dans la rivière Rufiji, en novembre 1914.

Ce navire s'était échappé de Dar-es-Salam dès le commen-

cement de la guerre. Il nous fit beaucoup de mal. Notamment, il coula le *Pegasus* devant Zanzibar. Pourchassé par les vaisseaux britanniques, il se réfugia dans la rivière Rufiji, remonta le cours de la rivière jusqu'à ce qu'il se trouvât hors de poursuite, la profondeur de l'eau étant devenue insuffisante pour permettre de le suivre. Dès lors, on le bloqua. Le *Newbridge*, portant 1500 tonnes de charbon, fut chargé d'obstruer la passe du canal. Son équipage fut remplacé par des effectifs de la marine de guerre. Quoique les préparatifs fussent tenus secrets, les Allemands en eurent vent et se préparèrent à la résistance. Pour atteindre l'endroit où il devait être coulé, le *Newbridge* avait à dépasser, en la frôlant, une petite île située sur le trajet. Que firent les Allemands? Une partie de l'équipage du *Kœnigsberg* se retrancha dans cette île avec des canons Maxim et des mitrailleuses. A peine le *Newbridge* fut-il aperçu que le feu fut ouvert contre lui. Mais les marins anglais, manœuvrant leur navire avec sang-froid, le firent sauter à l'endroit voulu, non sans éprouver des pertes en repassant devant l'île.

Afin d'échapper aux recherches des avions, le *Kœnigsberg* se couvrit d'une véritable carapace de feuilles de palmier. Cependant, un aéroplane le découvrit et signala sa position en lançant des bombes à fumée. Dès lors, les Anglais bombardèrent l'endroit indiqué par les colonnes de fumée et détruisirent le *Kœnigsberg*. Ainsi périt ce croiseur jaugeant 3 500 tonneaux, filant 24 nœuds et armé de 12 canons de 105 millimètres. Il avait eu affaire à 3 croiseurs légers renforcés de 3 monitors, qui, précédemment, avaient fait merveille dans la campagne des Flandres en bombardant les tranchées, qu'ils prenaient en enfilade. Ces trois petites unités navales rendirent ici encore de signalés services. Grâce à leur faible tirant d'eau et au peu d'élévation de leur coque, ils échappèrent aux mines automatiques semées par le *Kœnigsberg* en aval de son mouillage et au feu de son artillerie. La flotte du Kaiser devait ajouter une perte nouvelle à la liste de toutes celles que la guerre lui avait infligées.

III. — LA NOUVELLE-GUINÉE. — LES ILES MARSHALL ET SAMOA

Au Nord-Ouest de l'Australie, l'Allemagne possédait encore plusieurs colonies. La terre de l'Empereur-Guillaume, la Nou-

velle-Guinée, les îles de l'Archipel Bismarck, Samoa, les îles Carolines, formaient un ensemble important.

La terre de l'Empereur-Guillaume occupait la partie Nord-Est de la Nouvelle-Guinée anglaise et couvrait une surface de 179 000 kilomètres carrés, égale à la moitié de la Prusse. « C'est, disaient les Allemands dans leurs ouvrages de géographie, une partie de la grande île appartenant encore (!) à l'Angleterre (Australie) et à la Hollande. » La population de cette contrée se montait à 340 000 Mélanésiens ou Papous, dont 20 000 dans le port de Friedrich-Wilhelmschafen. Il y avait, en outre, quelques centaines d'autres gens de couleur, Chinois et Malais. L'élément européen n'était guère représenté que par 239 blancs, dont 216 Allemands.

La côte présente un pittoresque développement de 800 kilomètres semés de nombreux récifs de corail. De petites îles s'y rencontrent çà et là. Les golfes ne sont pas rares, et il faut citer surtout le golfe Huon et la baie de l'Astrolabe. Dans la partie septentrionale, la rivière Kaiserin-Augusta, dont le cours tourmenté se déroule de l'Ouest au Nord-Est, est accessible aux gros bateaux. Mais l'élément hydrographique principal du pays est la grande rivière Ramu, qui, dans sa partie inférieure navigable sur un parcours de 200 kilomètres environ, est appelée là Rivière Ottilie. La frontière orientale coïncide avec le fleuve Hercule.

Une haute montagne domine la côte, le mont Finistère, dont l'altitude n'est pas inférieure à 3 500 mètres. L'intérieur des terres présente encore un relief appréciable là où se trouve la chaîne encore inconnue de Kraetke. Entre les montagnes du Finistère et la chaîne Bismarck, située plus au Sud, se trouve une plaine fertile et populeuse.

Quant à la Nouvelle-Guinée allemande, elle comprenait l'archipel Bismarck, couvrant 61 000 kilomètres carrés, c'est-à-dire près des deux tiers de la Bavière. Les îles principales sont la Nouvelle-Poméranie, le Nouveau-Mecklembourg, le Nouveau-Hanovre. L'Allemagne en prit possession le 3 novembre 1884. Leur population comptait 200 000 Mélanésiens ou Papous. En 1910, il y avait 510 Européens. Une de ces îles, celle du Nouveau-Mecklembourg, présente un relief de 1 200 mètres. Dans l'île Bougainville, les monts de l'Empereur, avec le pic Balbi, atteignent 3 067 mètres.

Il y a de la houille et aussi des rivières transportant de l'or en paillettes.

Pour les îles Bismarck et la terre de l'Empereur-Guillaume, les importations se montaient à 3 890 000 marks et les exportations à 3 623 000 marks. Le mouvement maritime était de 245 vapeurs et 104 voiliers avec un fret de 243 000 tonneaux.

Les îles Carolines : Palau, Mariannes, Marshall, anciennes possessions espagnoles et achetées par l'Allemagne en 1899, couvraient une surface de 1 600 kilomètres carrés.

Les Carolines de l'Est étaient habitées par 73 blancs, dont 43 Allemands vivant au milieu de 25 000 indigènes. Quant aux Carolines de l'Ouest, elles comptaient 87 Européens dont 75 Allemands parmi 13 264 autochtones. Les îles Marschall habitées par 11 500 indigènes et 172 Européens dont 76 Allemands et 78 Anglais.

Le mouvement maritime était de 25 vapeurs avec 14 500 tonnes de transport effectif et pour les Carolines de l'Est de 109 bateaux avec 97 000 tonnes. Quant aux îles Marshall, il était de 11 vapeurs transportant 11 300 tonneaux.

La Nouvelle-Guinée, autrefois colonie isolée du reste du monde, devait être reliée au réseau mondial par plusieurs postes de télégraphie sans fil. Au début des hostilités, il y avait en Nouvelle-Poméranie, à Bitapaka, une station télégraphique en construction, mais elle n'était pas encore en état de fonctionner. Toutefois, elle pouvait déjà recevoir des radiotélégrammes. Grâce à un travail acharné, elle put lancer une dépêche le 8 août. La nouvelle officielle de la guerre en Europe avait été reçue à Bitapaka le 5. Le siège du gouvernement fut transféré dans l'intérieur de la Nouvelle-Poméranie, à Toma. Les Allemands pensaient que les Anglais essayeraient, d'abord, de s'emparer de Rabaul et des principales factoreries qui s'y trouvaient ainsi qu'à Herberstshöhe. En effet, ces deux stations sont proches de la mer et à portée de canon. On laissa à Rabaul les fonctionnaires strictement nécessaires au maintien de l'ordre et au fonctionnement de l'hôpital. Les indigènes restèrent tranquilles. La mission catholique d'Herbertshöhe prêta tout son soutien au gouvernement. La défense fut organisée de manière à épargner un bombardement aux places importantes de Rabaul et de Herbertshöhe. Mais les Allemands s'arrangèrent pour défendre le plus longtemps possible le nouveau siège du

gouvernement à Toma et la station de télégraphie sans fil de Bitapaka. Le nombre total des mobilisés allemands se montait à 50 environ. Les hommes armés furent cantonnés principalement à Herbertshöhe et à Bitapaka. De faibles postes furent laissés à Toma, Neu-Varzin, Wunaditir, au port Weber, Tobera, Kalogna et Kabakane.

Le 18 août, apparut, devant Herbertshöhe et Rabaul, une escadre composée de 4 croiseurs et de 3 torpilleurs de la flotte australienne. Elle réclama la présence du gouverneur pour traiter, exigeant en outre que lui fût indiqué l'emplacement du poste de télégraphie sans fil. Les Allemands refusèrent. Les australiens se contentèrent de faire détruire le bureau de la poste à Herbertshöhe et à Rabaul par des troupes débarquées.

Le 10 septembre, la même flotte reparut devant Herbertshöhe. Les troupes de débarquement furent mises à terre le 11 septembre, et purent occuper la station sans trouver de résistance. Le drapeau anglais fut hissé à sept heures et demie. Les torpilleurs firent des recherches dans le port de Rabaul pour le cas où des mines y auraient été posées. Plus tard, une troupe d'occupation put également sans coup férir s'emparer de Rabaul.

Cependant, les troupes débarquées à Herbertshöhe se heurtèrent à une résistance violente pendant leur marche sur le poste de télégraphie sans fil Bitapaka situé derrière Herbertshöhe. Elles avancèrent dès l'aurore. Une terrible lutte de brousse se développa sur un champ de bataille d'environ 7 kilomètres d'étendue. Les chemins étaient en partie minés et la station couverte par des tranchées. Le commandant en chef de cette ligne de défense se replia jusqu'à quelques centaines de mètres de la station de télégraphie sans fil, après une résistance acharnée. Les indigènes allemands se battirent bien.

Pendant ces combats, les pertes de nos alliés se montèrent à 2 officiers, un médecin, 4 marins de la réserve tués et 1 officier et 3 marins blessés. Quand aux pertes de l'adversaire, elles furent de 20 à 30 tués, dont 2 officiers, y compris le commandant : 15 sous-officiers et 26 soldats indigènes étaient blessés.

On continua à défendre la station de télégraphie sans fil et elle fut rendue seulement quand les Anglais eurent amené des batteries pour la canonner. Ils détruisirent le poste, puis avan-

cèrent contre Toma où les ennemis avaient transféré le siège du gouvernement et les obligèrent à se rendre.

Dans le territoire des Iles, la nouvelle du commencement des hostilités fut aussitôt connue à Jap, dans l'Ouest de la Caroline, et à Nauru, dans les îles Marshall, grâce aux postes de télégraphie sans fil qui s'y trouvaient. Ponape et Jaluit la reçurent par un vapeur envoyé là-bas de la station impériale de Nauru. Les deux îles Jap et Nauru seules furent menacées tout de suite. Face à l'île Jap, les deux croiseurs *Hampshire* et *Minotaur* coupèrent, le 12 août, le câble qui atterrit à cet endroit. En même temps, ils détruisirent le poste de télégraphie sans fil.

Dans la suite, les Anglais abattirent aussi le poste télégraphique de Nauru. La conséquence de ces opérations fut de supprimer toutes les communications des Iles avec le reste du monde.

Depuis, les Japonais ont occupé différentes parties du territoire. Le 3 octobre, une escadre japonaise parut devant Jaluit, siège de l'administration des îles Marshall. Des troupes furent débarquées et le chef de poste fait prisonnier. Les autres fonctionnaires ont été laissés provisoirement dans leur service.

Déjà, les Japonais ont envoyé des fonctionnaires pour administrer les îles du Pacifique, et surtout les Mariannes et les îles Palan. 80 fonctionnaires et près de 2000 colons ont été transportés à Saipan. Le bateau japonais *Kenkonmaru* est parti pour Naluit avec de nombreux colons.

A cela se bornèrent les hostilités dans cette partie extrême des colonies allemandes.

Reste à dire un mot des îles Samoa.

Leur prise de possession par le gouvernement de Berlin dura du 14 novembre 1899 au 1er mai 1900. Les îles Sawaii, couvrant 1 691 kilomètres carrés ; Upolu, siège actuel du gouvernement, avec 868 kilomètres carrés ; Manono et Apolina, plus petites, le tout formant un territoire égal à celui du duché de Saxe-Meiningen, vinrent accroître la puissance du Kaiser.

Le groupe comporte encore d'autres îles, qui appartiennent aux États-Unis et parmi lesquelles il faut citer l'île Tutuila, avec son port merveilleux Pago-Pago. Au contraire, les îles allemandes de Samoa ne contiennent pas de port, car Apia n'est guère qu'une rade ouverte. La population indigène se montait

à 33 478 individus, parmi lesquels on comptait, en 1911, 504 blancs, dont 284 Allemands.

L'hydrographie du pays est intéressante, car tous ses fleuves forment des cascades.

Le chiffre des exportations se montait à 3 534 000 marks et celui des importations à 3 462 600 marks. La rade d'Apia était visitée par 110 vapeurs, transportant 112 000 tonnes de marchandises.

A Samoa, le 2 août, le poste de télégraphie sans fil, qui venait à peine d'être achevé, reçut comme première nouvelle importante l'annonce de la mobilisation contre la Russie. Les déclarations de guerre anglaise et française y furent connues le 4 et le 5 août. Le gouverneur, docteur Schultz, veilla nuit et jour dans la station de Tafaigata, mais sans recevoir aucune nouvelle directe de Berlin. Il fit cependant armer tous les Européens mobilisables. Le poste de télégraphie sans fil de Tafaigata fut occupé militairement et le reste des troupes employé à maintenir l'ordre parmi les indigènes et les Chinois. Le 5 août, dans un conseil de guerre réuni par le gouverneur, il fut décidé de rendre la colonie sans résistance en cas d'attaque, parce qu'il ne paraissait pas possible de lutter avec la moindre efficacité. Ainsi les Allemands espéraient éviter la destruction de la ville d'Apia. Tout ce qui aurait pu être utilisé par l'ennemi fut enlevé.

Dès les premiers jours du mois d'août 1914, une expédition anglaise fut préparée, en Nouvelle-Zélande, pour s'emparer des îles Samoa. Cet objectif fut facilement atteint, sous le commandement du vice-amiral sir George Patey. L'escadre quitta Wellington le 15 août et fit halte à la Nouvelle-Zélande, parce qu'elle pouvait rencontrer deux vaisseaux ennemis que l'on savait dans le Pacifique : le *Scharnhorst* et le *Gneisenau*. L'expédition alliée, transport et navires convoyeurs, quitta la Nouvelle-Calédonie le 23 août, sous la protection de trois croiseurs : le *Psyché*, le *Pyramus* et le *Philomel*, chacun de 2 135 tonneaux, filant 20,7 nœuds et armés de 8 pièces de 102, de 8 canons de 47 et de 2 tubes lance-torpilles. Ils étaient renforcés par le croiseur français *Montcalm*, de 9 500 tonneaux et armé de 8 pièces de 164, de 4 de 100 et de 16 de 47. Plus tard, ces forces furent augmentées quand, ralliant l'expédition, deux navires australiens arrivèrent avec l'amiral sir George

Patey. C'étaient deux beaux croiseurs cuirassés rapides : *Australia*, battant pavillon amiral, et *Melbourn*. *Australia* jaugeait 18750 tonneaux et portait, entre autres, 8 canons de 305. *Melbourn* était de 5400 tonneaux et armé de 8 pièces de 152, de 4 de 47.

L'escadre et les transports cinglèrent vers Apia, siège de l'administration de Samoa, dans l'île d'Upolu, où se trouvait le gouvernement. Celui-ci escomptait l'arrivée des navires allemands. Aussi, ne les sachant pas encore annoncés, fut-il très abattu. Conséquence : le 29 août, l'archipel se rendit et fut occupé par les troupes britanniques. La plus grande île de l'archipel Bismarck est Neu-Pommern. L'existence d'une station de télégraphie sans fil y était connue. Aussi, dès le 11 septembre, une troupe de marins, sous les ordres du commandant Beresford, débarqua à l'improviste. Elle s'empara de la ville d'Herbertshöhe et de la station.

Le 17 et le 24 septembre, un avis fut reçu en Australie disant qu'un navire de guerre anglais était entré dans le port d'Apia. Les troupes débarquèrent et Apia fut occupé. Le 30, eut lieu la proclamation solennelle de l'occupation de Samoa par les Anglais et le colonel Logan en fut nommé gouverneur.

IV. — TSING-TAO

Si nous quittons cette partie du globe pour nous transporter à l'Est de la Chine, là où l'Allemagne avait posé un des plus solides jalons dont pût s'enorgueillir sa politique mondiale, nous devrions parler de la chute de Tsing-Tao ; mais, puisqu'il a déjà été parlé ici de cette installation germanique en bordure du vaste empire chinois, nous ne reviendrons pas sur ce sujet, nous contentant de rappeler brièvement l'origine de l'occupation germanique à Kiaou-Tchéou.

Le 14 novembre 1897, les compagnies de débarquement de l'escadre de croiseurs du vice-amiral von Diedrichs mirent pied à terre. Elles s'emparèrent de l'enclave de Kiaou-Tchéou. C'était une partie notable de la province du Chantoung. Le 6 mars 1898, le territoire fut loué à l'Allemagne pour quatre-vingt-dix-neuf années. La superficie totale de la concession était de 551 kilomètres carrés. En outre, tout autour de cette concession, il y avait une zone neutre mesurant 50 kilomètres de rayon,

c'est-à-dire équivalente à la moitié de la Saxe. La population du cercle de Tsing-Tao était de 34 180 Chinois. L'élément européen comptait, en dehors des militaires, 1 621 individus. Il y avait aussi quelques Japonais. Le territoire environnant contenait environ 100 000 Chinois.

Tandis qu'en 1904, les exportations s'y montaient à 14 700 000 marks, dès 1911, elles atteignaient 32 500 000 marks. De même, les importations, si l'on excepte la valeur du matériel de chemin de fer, passaient de 24 000 000 en 1904 à 45 800 000 en 1909. Dès 1910, le mouvement maritime était de 590 vapeurs jaugeant 1 026 000 tonneaux.

La résidence du gouverneur était à Tsing-Tao au milieu de 630 officiers, 1 816 sous-officiers et soldats, plus 62 policiers chinois.

La déclaration de guerre du Japon fut remise à l'Allemagne le 23 août 1914. Dès le 27, le blocus de Tsing-Tao était commencé. Ce début fut marqué par l'occupation de plusieurs îles qui devaient servir de base. Aussitôt fut faite la relève des mines. Le 2 septembre, les Japonais débarquèrent. Dès les premiers jours, deux avions japonais reconnurent la place et lancèrent plusieurs bombes qui eurent un grand effet. Différentes voies ferrées et les casernes furent atteintes. Bientôt, la flotte nipponne commença le bombardement. Des pluies torrentielles retardèrent l'avance des troupes par terre. Cependant, le 13 septembre, la station de Kiao-Tchéou était prise. Dès ce moment, les ennemis eurent le sentiment de leur fin prochaine. Ils désespéraient de recevoir le moindre secours du dehors.

Le 23 septembre, des renforts anglais arrivent. Ils sont confiés au général Barnardiston, placé lui-même sous les ordres du commandant en chef japonais Mitsuomi Kamio.

Trois jours après, les opérations reprennent avec activité. Les collines situées entre les rivières Paischa et Litsun, à 7 milles au Nord-Est de Tsing-Tao sont enlevées d'assaut. Le lendemain 27, la forteresse était totalement investie. Cependant, plusieurs navires canonnaient activement l'aile droite japonaise. Des avions alliés intervinrent alors. Les vaisseaux allemands durent se retirer. Alors, la flotte nipponne débarqua des troupes à Laoschal. Celles-ci enlèvent quantité de canons et de munitions.

Le lendemain, 30 septembre, les Japonais coulèrent plusieurs destroyers, mais perdirent deux dragueurs de mines.

Ce même jour, les ennemis firent un grand effort pour repousser l'assaillant. Ils mirent en mouvement toutes leurs disponibilités navales, leurs avions, et firent donner l'artillerie de campagne. Malgré tout ce branle-bas, les pertes japonaises furent minimes. Sur ces entrefaites, les Japonais s'emparent du chemin de fer à Shantung, leurs destroyers détruisent les casernes de Tsing-Tao, et l'artillerie lourde met hors de combat la canonnière *Iltis*.

Le 8 octobre, le commencement de la fin semblait proche. Le feu diminua. Le général Kamio avait calculé qu'il lui faudrait au moins trois journées pour s'emparer de son premier objectif, la colline du Prince-Henri d'où l'on pouvait bombarder Tsing-Tao. Dès le premier jour, cette position fut enlevée avec un chiffre de pertes infime en considération de l'importance du résultat obtenu. Les Allemands tiraient, sans but bien défini, 1 500 projectiles par jour. Aussitôt en possession de cette colline, les Nippons y installèrent leur artillerie lourde. Avant de la faire intervenir, ils autorisèrent les non-combattans à quitter la ville. Le 16 octobre, commença un bombardement général. La flotte japonaise visait les forts Kaiser et Iltis, qui subirent des dommages considérables. Le 19 octobre, les Japonais perdirent le vieux croiseur *Takachio*, et 234 hommes furent noyés.

Le 31 octobre, le bombardement devint plus intense encore. Il coïncidait avec l'anniversaire de l'empereur du Japon. Le lendemain, il ne restait plus que deux forts répondant encore au tir des alliés. Le cuirassé anglais *Triumph* régla en sept coups le fort Bismarck.

Le 3 novembre, les Japonais détruisirent 26 canons allemands et prirent 800 prisonniers, c'est-à-dire un sixième de la garnison, qui se montait au total de 5000 hommes. Le même jour, les Alliés découvrirent que le croiseur autrichien *Kaiserin-Elisabeth* s'était fait sauter dans la rade.

Enfin, le 6 novembre, l'attaque générale fut ordonnée et, le 7, le drapeau blanc était hissé sur la forteresse allemande. Ce jour-là même, à sept heures cinquante du soir, les termes de la capitulation furent signés. Elle était sans conditions. Le gouverneur de Kiaou-Tchéou, Meyer-Waldeck, rendit aux alliés 201 officiers et 3841 sous-officiers et soldats.

Cette victoire avait été remportée par 29 980 officiers et soldats japonais, aidés de 142 canons, et 1 360 Anglais, commandés par 9 officiers d'état-major. Les Alliés subirent des pertes peu élevées en considération du résultat obtenu. Les pertes britanniques furent de 12 tués et 61 blessés, celles des Japonais de 236 tués et 1 280 blessés.

*
* *

En résumé, avec Kiaou-Tchéou, colonie d'attente au seuil asiatique, avec les archipels du Pacifique, bases importantes aux carrefours du monde, la plus riche partie de l'Afrique est tombée aux mains des Alliés : le Togo, le Cameroun, le Sud-Ouest et bientôt, sans doute, il en sera de même de l'Est africain. L'efflorescence coloniale développée dès 1900 à Berlin sous la poussée de M. Stübel, prédécesseur et inspirateur de M. Dernburg, est réduite à néant. Vaine est devenue cette dissolution bruyante du Reichstag, en 1906, pour avoir refusé les crédits du Sud-Ouest. Vain le résultat des élections générales de 1907, faites sur une plate-forme coloniale.

Le Togo, le Cameroun et le Sud-Ouest, sont déjà en voie de production. Le café, le tabac, le cacao, sont rémunérateurs. La laine, l'huile, le pétrole, payent largement. Le coton, — ce coton dont l'Allemagne va manquer, — se développe heureusement dans ces trois colonies. Le cuivre est en gisement considérable dans le Sud-Ouest. Voilà de grandes réalités passées des mains de l'Allemagne dans les nôtres.

Ces pages écrites sur la chute des colonies allemandes seraient incomplètes si, en terminant, nous n'indiquions pas brièvement quelques idées qui en ressortent. Et d'abord, que sera le sort de ces colonies arrachées à l'Allemagne par l'action concertée des Français, des Anglais et des Belges ?

Après la conquête du Togo, la première dans l'ordre chronologique, des arrangemens furent pris pour l'administration du pays. Momentanément tout au moins, le Togo fut divisé en deux zones administratives, l'une française, l'autre britannique. Nous en avons indiqué les limites. En les fixant, l'autorité locale tint compte des considérations géographiques. Elle rangea sous l'autorité française les parties de cette colonie voisines de la frontière du Dahomey et soumit aux Anglais les territoires proches du Gold Coast. Mais le chemin de fer, le wharf et les

douanes, compris dans la partie remise à l'Angleterre, sont la source principale des revenus du pays. Aussi, en ce moment même, entre les départemens des Affaires étrangères respectifs est instituée une discussion, tout amicale d'ailleurs, pour déterminer la part de chacun dans ces trois exploitations ferrée, douanière et maritime.

Lorsqu'il s'est agi du Cameroun, la France a exprimé le désir qu'un autre *modus vivendi* fût appliqué ; ce qui fut fait. Tandis qu'au Togo le principe de la séparation était admis, au Cameroun, au contraire, on appliqua un condominium absolu. Seules font exception, vu l'immensité du territoire, les parties immédiatement voisines de la Nigérie anglaise, confiées à l'autorité britannique, et les régions limitrophes du Congo remises aux soins de l'administration française. Quant au reste du Cameroun, c'est-à-dire l'essentiel, des fonctionnaires coloniaux ont quitté Paris pour aller représenter la France dans l'administration commune établie dans ces régions au fur et à mesure de leur conquête. Bientôt, la saison des pluies étant passée, nos vaillans soldats auront terminé leur œuvre.

En ce qui concerne la destination future de l'Empire colonial allemand, rien de ce qui est admis momentanément pour son administration par les Alliés ne doit faire préjuger des décisions finales. Ici, point de *beati possidentes*. Il importe peu de savoir si au Togo, au Cameroun, ou ailleurs, le nombre des hommes engagés de part et d'autre par les Alliés aura été plus grand pour les Anglais que pour les Français, ou réciproquement; seul comptera le rôle de chacun dans le conflit tout entier en Europe et hors d'Europe.

Voilà donc l'Allemagne repoussée loin du but qu'elle poursuivait dans son impérialisme colonial, à savoir son approvisionnement en matières brutes et la vente de ses produits sans subir de tarifs différentiels. Cependant, si elle eût modéré ses appétits, n'était-on pas à la veille d'arrangemens amiables qui eussent satisfait son désir d'expansion? L'Angleterre, en effet, n'a rien fait pour empêcher l'établissement des Allemands en tiers dans le Nord-Est de la Nouvelle-Guinée et dans différens archipels du Pacifique. Elle leur a cédé sa colonie de la baie d'Ambas, fondée sur la côte du Cameroun, ne se réservant que la baie de Walfisch et les îles à guano sur la côte de l'Afrique Sud-occidentale. Vers 1890, elle leur a facilité l'acquisition d'un

empire dépassant 1 600 000 kilomètres carrés pour la plupart situés en Afrique. C'est elle encore qui leur a cédé la petite île d'Héligoland, dont la valeur, pour la défense des côtes Nord-Ouest de l'Empire, a été démontrée. Mais cela ne leur suffisait pas, et les yeux du Kaiser se fixaient avec obstination sur l'Afrique du Nord. L'épisode du *Panther* à Agadir le prouve. Ce jour-là, d'ailleurs, les Allemands firent preuve d'un bon jugement. S'il est un point du rivage atlantique du Maroc digne d'attention plus qu'aucun autre, n'est-ce pas la baie d'Agadir? C'est le seul endroit sur cette côte où, avec des frais relativement modérés, une bonne station navale peut être établie. Agadir, en outre, est la porte de sortie de la région du Sous et de certains produits des montagnes de l'Atlas. L'Allemagne visait ainsi les gisemens de riches minerais, de la qualité la meilleure peut-être pour certains usages. Elle voulait aussi les réserves d'or contenues dans les vallées du Sous et de la Drau. Guillaume II pensait que l'Angleterre et la France ne seraient pas assez audacieuses pour s'opposer à ses vues. Il voulait édifier un autre Tsing-Tao. Ce devait être le premier et solide jalon de son rêve de domination dans l'Afrique du Nord.

Comme on l'a dit, en 1911, Essen n'avait pas encore produit ses merveilles; l'Allemagne abandonna son projet marocain, — et accepta un accroissement considérable de son domaine du Cameroun, qui la faisait pénétrer profondément dans le bassin du Congo. Je ne puis m'empêcher de citer cette réflexion de sir Harry Johnson, si connu dans le monde colonial anglais. « Dans ses projets ambitieux, comme dans sa stratégie militaire, l'Allemagne n'a point recours qu'à un seul moyen offensif ou défensif. Lorsqu'elle est rejetée de ses positions sur la Bzoura, on découvre qu'elle a établi une autre forte ligne de défense sur la Vistule. Si elle ne peut avoir A, elle prend B. Quand elle ne peut pas obtenir de nous (les Anglais) la Nouvelle-Guinée britannique ou les îles Salomon, au moment de notre effort dans la guerre avec les Boërs, elle se contente de Samoa. »

D'autre part, la paix signée, que deviendront ces milliers d'hommes qui, durant de si longs mois, auront pris l'habitude d'une vie mouvementée jusqu'au drame? Ces jeunes gens formés à une si rude école conserveront-ils l'idéal bureaucratique et

paisible que nourrissaient leurs aînés avant la guerre? C'est là une préoccupation que j'ai vu exprimer maintes fois. Nous ne sommes pas les seuls à nous soucier de ce problème. Les Allemands y songent, eux aussi, et s'attribuant la victoire prochaine, ils concluent que la guerre peut rapporter *immédiatement* ce que la paix n'aurait probablement donné qu'au prix de longs et patiens efforts diplomatiques, — un grand Empire allemand en Afrique. Tel est leur rêve. Paul Rohrbach, une autorité berlinoise en matière coloniale, affirme, dans une brochure récemment imprimée à Stuttgart, que l'Allemagne s'annexera demain le Congo belge et l'Angola. Il ajoute que « ces pays offrant une pâture insuffisante aux millions de ses compatriotes qui seront naturellement amenés à exercer leur activité sur le continent noir, il faudra que les traités leur attribuent beaucoup d'autres lieux et, du Sénégal au Nil, des hauts plateaux propres à l'agriculture ; » — mais, écrit-il, « ces visées-là, nous préférons ne pas les divulguer encore. »

A notre tour, nous disons que vers les colonies doivent s'orienter nos projets d'avenir. Dans ces contrées immenses et si riches, nos activités galvanisées par la vie militaire, trouveront un développement bien rémunéré. Les épreuves que nous traversons auront fortifié chez nous l'esprit d'entreprise. En sortant des tranchées, il nous faudra un horizon plus étendu. Mais ce sera la tâche de demain, et nous pensons qu'il suffit aujourd'hui de la laisser entrevoir.

CHARLES STIÉNON.

L'EMPRUNT NATIONAL 5 %

DE 1915

Les finances sont un des côtés essentiels de la lutte mondiale qui se poursuit. On le dit depuis longtemps, on l'a peut-être trop dit. Une confiance naturelle dans notre supériorité sur ce terrain a endormi notre prévoyance dans d'autres domaines : à force de répéter que l'argent est le nerf de la guerre, certains de nos hommes d'État ont oublié qu'il n'en est pas le seul. Heureusement que nos alliés et nous sommes en voie de regagner le temps perdu et que bientôt notre outillage en armes et en munitions ne le cédera en rien à celui de nos ennemis. La qualité de nos soldats fera le reste. Les dramatiques événemens qui se déroulent depuis le 1er août 1914 ont justifié ce que nous écrivions ici même le 1er mai 1912, lorsqu'en étudiant la force financière des États, nous avertissions nos compatriotes de la nécessité de s'armer pour défendre leurs trésors contre les convoitises d'un adversaire aux aguets.

Ceci dit, nous nous garderons bien de ne pas estimer à sa juste valeur la puissance financière de la Quadruple Entente, au sein de laquelle l'Angleterre et la France tiennent, sous ce rapport, le premier rang. La façon dont nous avons jusqu'ici fait face aux dépenses de la campagne, est la preuve indiscutable des ressources pour ainsi dire illimitées de notre pays. Ce n'est qu'à la fin du seizième mois qui suit l'ouverture des hostilités que nous allons procéder à l'émission d'un emprunt consolidé. Depuis août 1914 jusqu'en décembre 1915, nous avons réussi à couvrir tous nos besoins au moyen des impôts, des avances de la Banque de France, des Bons et des Obligations

de la Défense nationale. Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'une partie de notre territoire est encore envahie, que quelques-uns de nos départemens les plus riches et les plus industriels sont occupés, que nous n'avons encore établi aucun impôt nouveau, alors que l'Angleterre, la Russie et l'Italie ont mis en vigueur des taxes de guerre ou bien augmenté le taux d'un certain nombre de celles qui existaient déjà. Examinons donc les méthodes employées par nos ministres des Finances M. Noulens et M. Ribot, qui l'a remplacé au Palais du Louvre depuis la fin d'août 1914, et voyons comment notre Trésorerie a fonctionné jusqu'à ce jour. Dans une seconde partie, nous exposerons les conditions de la grande opération de crédit qui se poursuit à l'heure où paraissent ces lignes et qui, d'ici à quelques jours, se terminera, nous en avons la certitude, par un éclatant succès.

I

Nous entrions en campagne au milieu de l'été 1914, avec un budget de 5 800 millions, qui venait à peine d'être voté, et une Trésorerie qui devait s'équilibrer au moyen d'un emprunt de 900 millions de francs de capital nominal 3 1/2 pour 100, émis le 7 juillet au cours de 91. Les versemens à effectuer par les souscripteurs étaient échelonnés jusqu'au mois de novembre suivant, de sorte que les sommes encaissées par le Trésor le 1er août ne représentaient qu'une fraction du capital promis à l'État. Par suite de circonstances qu'il serait trop long de rappeler ici et de certaines maladresses techniques commises lors de l'ouverture de la souscription, ce fonds 3 1/2 était en majeure partie entre les mains de la spéculation. Rappelons que ce taux était presque nouveau dans notre histoire financière : il n'avait figuré que pendant 9 ans dans notre Grand Livre, lorsque le 5 pour 100 1871-72, une première fois converti en 1883 en 4 1/2 pour 100, le fut une seconde fois, au bout de dix années, en 3 1/2 pour 100. Celui-ci, créé en 1893, devint en 1902 du 3 pour 100. Au mois de septembre 1914, M. Ribot décida très sagement que les souscripteurs du 3 1/2 1914 pourraient employer leurs titres à la libération des souscriptions de rentes et d'obligations à court terme émises par le Trésor avant le 1er janvier 1917. Grâce à cette mesure, qui fai-

sait de ces obligations 3 1/2 un véritable billet de banque, le cours n'en a pour ainsi dire plus varié et s'est constamment maintenu aux environs de 91 francs. Les 425 millions de francs qui correspondaient, au moment de la déclaration de guerre, aux sommes dues par les souscripteurs pour la libération de leurs titres ont été versés au Trésor.

Pour se procurer les ressources extraordinaires dont il avait besoin, le gouvernement a obtenu de la Banque de France des avances, dont le total a été successivement porté à 9 milliards, sur lesquels il n'a encore prélevé que 7 milliards et demi environ. La Banque de l'Algérie a avancé 200 millions. Il a émis des Bons de la Défense nationale à 3 mois, 6 mois et 1 an, vers lesquels le public s'est porté avec empressement et qui lui ont procuré plus de 8 milliards. Il a émis également des Bons sur le marché de Londres, où le gouvernement anglais s'est engagé à en escompter pour 42 millions de livres sterling (environ 1 060 millions de francs) au taux qu'il obtient lui-même pour ses Bons à six mois. Les Bons français sont renouvelables, de six mois en six mois, jusqu'à la fin de l'année qui suivra la conclusion de la paix. La troisième ressource à laquelle le ministre a eu recours fut l'émission d'obligations décennales 5 pour 100, autorisées par la loi du 10 février 1915. Les conditions de création de ces titres ont été réglées par le décret du 13 février suivant. Ils portent le titre d'obligations de la Défense nationale, sont productifs d'un intérêt de 5 pour 100 l'an, calculé sur le capital nominal et payable par fractions égales et d'avance, les 16 février et 16 août de chaque année. Le prix d'émission est de 96,50 pour 100, sous déduction des intérêts correspondant à la période du semestre en cours non écoulée lors de la souscription. Ces obligations sont remboursables le 12 février 1925. Toutefois, à partir du 16 février 1920, le Trésor aura la faculté de les rembourser à toute date et au pair, sauf décompte d'intérêts. Elles sont exemptes d'impôt pour toute leur durée. Elles sont délivrées soit au porteur, soit à ordre, avec faculté de transmission par endossement. Elles pourront être échangées contre des titres des emprunts de l'État qui seront émis avant le 1er janvier 1918, au prix d'émission soit 96,50 pour 100, augmenté de la portion déjà acquise de la prime de remboursement et sauf déduction des intérêts déjà payés pour la portion non écoulée du semestre en cours. Le

total des obligations de la Défense nationale souscrites s'élevait au commencement de novembre 1915 à 3 659 millions de francs.

La quatrième ressource à laquelle s'est alimentée notre trésorerie de guerre est l'emprunt aux États-Unis. Conjointement avec l'Angleterre, nous avons émis à New-York un emprunt de 500 millions de dollars, dont la conclusion, au mois de septembre 1915, a marqué les bonnes dispositions de l'Amérique à l'égard des Alliés et la confiance que les banquiers américains ont dans la signature de la France et de la Grande-Bretagne. Cette somme représente environ 2600 millions de francs au change normal de 5 fr. 18 par dollar, et près de 3 milliards au change d'aujourd'hui qui donne au dollar une valeur d'à peu près 6 francs. Les obligations, qui rapportent intérêt au taux de 5 pour 100, sont remboursables dans cinq ans, ou bien convertibles, à cette échéance, si les porteurs en font la demande, en titres 4 1/2 pour 100, remboursables au plus tôt en quinze et au plus tard en vingt-cinq ans comptés à partir de 1915 : intérêt et capital sont garantis conjointement et solidairement par la France et l'Angleterre. Les titres ont été cédés à 96 à un syndicat de banques américaines, qui les ont elles-mêmes offerts en souscription publique à 98. Le taux d'intérêt, en tenant compte du remboursement dans cinq ans, est de 5,46 pour 100 pour le public, et de 5,94 pour les emprunteurs, à cause de l'écart de 2 pour 100 qui sépare les cours de cession aux banquiers et de vente par ceux-ci aux rentiers. Mais si l'on admet, ce qui n'a rien d'improbable, que les porteurs américains demanderont en 1920 la conversion de leurs titres en un fonds 4 1/2, qui aura alors une durée minimum de dix ans et maximum de vingt ans, on trouve que le taux d'intérêt effectif n'est plus que de 5,14 dans la première hypothèse et d'un peu moins de 5 pour 100 dans la seconde.

Étant donné que jusqu'ici les Américains étaient peu familiers avec les emprunts étrangers, que des occasions de placer leur argent à des conditions avantageuses leur sont quotidiennement offertes dans leur propre pays, qu'il était urgent d'arrêter la hausse menaçante du change sur New-York, à Paris et à Londres, on doit considérer que cette opération n'a pas été désavantageuse.

II

Ces diverses ressources, encaissement du solde de l'emprunt 3 1/2, avances de la Banque de France et d'Algérie, émission de Bons du Trésor en France et à l'étranger, émission d'obligations décennales de la Défense nationale, emprunt franco-anglais à New-York, joints au produit des impôts, ont couvert nos dépenses ordinaires et extraordinaires jusque vers la fin de 1915. Le moment était venu de procéder à l'émission d'un emprunt consolidé dont l'objet est double : procurer au gouvernement les milliards dont il a besoin pour continuer la lutte et provoquer l'échange d'une partie des titres de la Dette flottante contre ceux d'une rente perpétuelle, qui n'impose au Trésor que la charge des intérêts annuels et le dégage de la préoccupation d'avoir éventuellement à faire face au remboursement, à brève échéance, de nombreux milliards de Bons. Ceux-ci étant admis comme monnaie de souscription au nouvel emprunt, il est probable qu'un chiffre important va en disparaître par ce moyen.

Quatre questions primordiales se posaient devant le ministre au moment où il allait arrêter les modalités de la vaste opération de crédit qui se déroule en ce moment. Quel type de rente choisir? à quel taux d'intérêt s'arrêter? à quel prix fixer l'émission? Quel montant assigner à l'opération? Les fonds amortissables, c'est-à-dire qui comportent, à la minute même de leur émission, l'engagement de la part de l'État d'en rembourser le capital à une date fixe ou à des échéances déterminées, ont été très en faveur depuis quelque temps. Nous-mêmes, lors de notre dernier emprunt contracté à la veille de la guerre, avions choisi un type de rente 3 1/2 amortissable par tirages au sort en vingt-cinq ans. L'Angleterre a émis ses deux grands emprunts de guerre sous la même forme : les 9 milliards de 3 1/2 pour 100, créés en novembre 1914, sont remboursables au plus tôt en 1925, au plus tard en 1928. Les 15 milliards de 4 1/2 qui ont vu le jour en juillet 1915 sont remboursables au plus tôt en 1925, au plus tard en 1945. Le seul titre nouveau que nous ayons créé depuis l'ouverture des hostilités a été celui des obligations de la Défense nationale, remboursables, elles aussi, à bref délai.

En dépit de ces précédens, M. Ribot s'est arrêté à une rente perpétuelle, c'est-à-dire à celle dont le capital n'est jamais exigible par le créancier, tandis que le débiteur a toujours, sauf stipulation contraire, le droit de le rembourser. Dans l'espèce, afin de garantir aux souscripteurs la jouissance de l'intérêt attaché au titre pendant une longue période, le gouvernement français a renoncé à ce droit de remboursement jusqu'au 1er janvier 1931. Nous approuvons pleinement le choix d'un type de rente perpétuelle, car, en présence des incertitudes de l'avenir, il peut être téméraire de s'engager à restituer aux souscripteurs leur capital à une date fixe. D'autre part, si les conditions d'émission de l'emprunt eussent comporté un amortissement annuel par tirage au sort, il n'eût pas été possible de procéder à des conversions qui seront sans doute possibles après 1930 et qui procureront alors un allégement sensible de la charge annuelle du Trésor.

La détermination du taux d'intérêt à offrir aux souscripteurs était relativement aisée. Depuis le début de la guerre, le taux d'escompte de la Banque de France n'est pas descendu au-dessous de 5 pour 100 ; c'est celui qui a été attaché aux Bons de la Défense nationale d'une échéance de 6 mois à 1 an, aux obligations de la Défense nationale. Ce fut jadis celui des emprunts de la libération du territoire, émis en 1871 et en 1872 et souscrits alors avec un enthousiasme qui marqua, pour notre pays, la première joie du relèvement après les douleurs de l'invasion et de la défaite. « Le 5 pour 100, » dirons-nous avec le ministre des Finances, qui en a éloquemment évoqué l'histoire, « c'est le vieux fonds français qu'on trouvait partout, dans toutes les maisons, j'allais dire dans toutes les chaumières, que nos pères ont connu, qu'ils ont aimé, parce que c'était quelque chose de la France, un souvenir des jours qui ont suivi les longues guerres qu'elle avait soutenues. Le nouveau 5 pour 100 sera bientôt aussi populaire qu'a été celui de la Restauration ; nous le retrouverons dans les tiroirs les plus modestes, aussi bien que dans les coffres-forts des grosses fortunes. » L'exemple de celui de nos Alliés dont la puissance financière est la plus grande ajouterait, s'il était nécessaire, un argument de plus à tous ceux qui militaient en faveur de l'adoption du type 5 pour 100. L'Angleterre, qui a commencé par un 3 1/2 en novembre 1914, a émis un 4 1/2 au mois de

juillet 1915 et se prépare, dit-on, à mettre en souscription un emprunt 5 pour 100.

La troisième question était celle du prix de l'émission. Elle a été résolue dans le sens le plus libéral pour les souscripteurs. Il n'eût pas été impossible de fixer un prix légèrement plus élevé que celui de 88 francs auquel s'est arrêté M. Ribot. Nous croyons qu'il a été bien inspiré en le proposant au Parlement ; si le cours de 96,50 (en réalité 94, puisque le semestre d'intérêt est payé d'avance) auquel se vendaient les obligations de la Défense nationale pouvait sembler justifier la fixation d'un prix voisin pour la rente perpétuelle, il ne faut pas oublier que la prime de remboursement à brève échéance de ces obligations représente un revenu additionnel appréciable. D'autre part, l'opération actuelle est destinée à provoquer des souscriptions considérables. De nombreux milliards doivent affluer au Trésor : il convient de les attirer par la promesse d'un revenu très rémunérateur et la perspective d'une plus-value en capital ; celle-ci est particulièrement appréciée par le rentier français qui, dans l'espèce, a devant lui une marge de 12 francs entre la somme qu'il verse et le pair de son titre ; cette marge est presque de 13 francs pour le souscripteur qui libère immédiatement : il lui est en effet accordé une bonification de 75 centimes, qui réduit son débours à 87 francs 25 centimes.

Un quatrième point à élucider était celui de savoir s'il convenait de fixer le chiffre de l'emprunt avant l'ouverture de la souscription, d'en arrêter le total avant de connaître l'importance des demandes, ou bien au contraire, en s'inspirant de l'exemple anglais de l'été dernier, de laisser les guichets du Trésor ouverts pendant une période indéterminée, jusqu'à ce que la clôture de l'opération fût prononcée. C'est à ce dernier parti que le ministre s'est arrêté. La souscription est ouverte depuis le 25 novembre et sera close au plus tard le 15 décembre. Cette solution était d'autant plus logique qu'une partie de la souscription sera effectuée par voie de conversion des titres de la rente 3 1/2 pour 100 acceptée au prix de 91, des obligations décennales admises à 96 francs, et de la rente 3 pour 100 comptée au cours de 66. Les possesseurs de 3 pour 100 ne peuvent toutefois présenter leurs titres comme moyen de libération de leur souscription que jusqu'à concurrence du tiers de celle-ci : un porteur de 30 francs de rente 3 pour 100 par exemple devra

souscrire au minimum 90 francs de rente nouvelle 5 pour 100 et verser 924 francs, en espèces, ses titres étant admis pour 660 francs, ce qui complétera la somme de 1 584 francs, qui représente le prix de 90 francs de rente 5 pour 100 à 88. Des facilités ont été données aux déposans de Caisses d'épargne, pour qui, à l'occasion de l'emprunt, la clause de sauvegarde, limitant les retraits à 50 francs par mois, a été supprimée : ils pourront retirer la totalité de leur dépôt, à condition de faire, en espèces ou en titres assimilés aux espèces, une souscription double de ce dépôt.

Il était impossible de prévoir dans quelle mesure les porteurs de 3 pour 100 useront de la facilité qui leur est accordée, quelle sera l'importance des retraits de Caisses d'épargne, dans quelle mesure les porteurs de Bons et d'obligations de la Défense nationale échangeront leurs valeurs contre la nouvelle rente. Il eût donc été imprudent de limiter à une somme fixe le montant de l'emprunt, qui sera déterminé le jour où un arrêté ministériel déclarera la souscription close : le 15 décembre marque la date extrême de cette clôture.

Si nous ajoutons que le versement de souscription n'est que de 10 francs par 5 francs de rente, et que les trois autres termes de 26 francs chacun sont échelonnés le 15 janvier, le 15 février et le 15 mars 1916, nous aurons indiqué les conditions essentielles de cette émission grandiose, qui est destinée à constituer la plus vaste opération de ce genre que la France ait encore jamais exécutée. « Le sort, comme l'a dit M. Ribot, en est confié au pays lui-même, maître de ses destinées, qui comprend que sa vie est en jeu, vie nationale et vie morale de la France, en présence de l'invasion qui la menace des pires retours de la barbarie. Il faut le dire à tous, aux plus humbles, aux moins instruits : c'est un devoir qu'ils ont à remplir envers la patrie; ils n'ont pas le droit de garder, de ne pas donner à la défense nationale leurs économies. Dans une lutte sans merci, le salut d'un seul ne peut être trouvé que dans le salut de tous. Celui qui se refuserait ou se déroberait s'il a été éclairé, si on lui a dit la vérité, celui-là serait coupable envers la patrie. Il faut apporter les réserves dont on dispose, au lieu de les garder jalousement comme un avare. A cette heure, l'égoïsme n'est pas seulement une lâcheté, une sorte de trahison, mais il est la pire des imprévoyances. Que deviendraient ces réserves si la

France ne devait pas être victorieuse? Elles seraient la rançon de la défaite au lieu d'être le prix de la victoire. Je fais appel à tous ceux qui, dans le cercle où ils vivent, peuvent dire un mot qui éclaire leurs concitoyens. Je compte sur eux tous, sur les Chambres de commerce, sur les syndicats, sur les associations qui m'ont promis leur concours, sur les banques, sur la presse, qui nous a donné une aide si puissante pour l'émission des Bons et des Obligations de la Défense nationale. Je fais appel aux riches comme aux pauvres, aux humbles comme aux puissans. Qu'ils viennent sceller l'unité de la nation, qu'elle se lève, cette armée de l'épargne française : comme celle qui se bat, elle est l'armée de la France, ou plutôt elle est la France elle-même. Saluons-la : c'est elle qui nous aidera à combattre et à vaincre. »

Tout commentaire affaiblirait ces paroles. Elles ont été affichées dans toutes les communes du territoire. Tous nos concitoyens ont pu les lire et les méditer. Nous ne doutons pas qu'ils n'agissent comme le leur conseille le ministre des Finances, dont jamais l'inspiration n'a été plus élevée. Nous n'ajouterons qu'un mot : les égoïstes eux-mêmes pourront répondre à l'appel de M. Ribot sans faire violence à leur caractère, car l'acte patriotique qu'ils accompliront sera en même temps un merveilleux placement; ils auront la signature de l'État français à une cote double de ce qu'elle était il y a peu d'années. Au début du xxe siècle, notre 3 pour 100 dépassait le pair; aujourd'hui, c'est presque du 6 pour 100 qui est donné aux souscripteurs. Le crédit de la France n'est pas ébranlé; il est au-dessus de toute discussion; personne, ni dans le pays, ni à l'étranger, ne met un instant en doute notre puissance financière. Mais, en présence des appels énormes qui sont adressés de toutes parts à l'épargne, il est naturel que des conditions particulièrement avantageuses lui soient consenties. De pareilles occasions se rencontrent rarement. Des générations ont pu passer sans les voir s'offrir à elles. Tous les hommes avisés voudront en profiter et emploieront une partie de leur fortune à souscrire à l'emprunt national 5 pour 100 de 1915.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

REVUE LITTÉRAIRE

LA SCIENCE FRANÇAISE

Pour affirmer que la Belgique a impudemment provoqué l'Allemagne, que Louvain n'a pas été détruite ni la cathédrale de Reims abîmée et que les soldats allemands sont les soldats de la science, les imposteurs connus sous le nom d' « Intellectuels allemands » se sont mis à quatre-vingt-treize ; pour rédiger un autre manifeste, et d'une autre qualité, les deux tomes de *La Science française* que le ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts vient de publier, il a suffi d'une trentaine d'écrivains : la vérité n'a pas besoin d'autant de signatures que le mensonge.

Au surplus, peut-être ai-je tort de rappeler à ce propos la dérisoire impertinence des quatre-vingt-treize. Il n'est pas question d'eux ni de leurs acolytes, dans l'ouvrage que je signale. Mais enfin, depuis le début de la guerre, les savans allemands annoncent éperdument « au monde civilisé » que la science est l'invention, le privilège et le monopole des Germains. Leur professeur Adolf Lasson déclare : « Nous sommes intellectuellement supérieurs à tous et hors de pair. » Leur professeur Ostwald : « Français et Anglais sont au point de développement que nous avons quitté il y a plus de cinquante ans. » Et le même professeur Ostwald disait sans rire : « Dieu le père est, chez nous, réservé à l'usage personnel de l'Empereur ; » sans rire davantage, il considère que la science est réservée à l'usage personnel des professeurs allemands. D'ailleurs, ces divers savans ou érudits ont proclamé — l'Empereur aussi, dans maints discours, — la parfaite camaraderie, l'intimité, l'identité de leur science et de leur militarisme. En d'autres termes, les Lasson, les Ostwald et les quatre-

vingt-treize cachent leur science derrière les canons; et il faudra, pour les ramener à une décente modestie, la défaite de l'Allemagne. Patience! et, en attendant, il n'était pas indispensable, mais il n'était pas inopportun, que la science française donnât signe de vie, rappelât « au monde civilisé » qu'elle existe depuis longtemps, qu'elle continue de florir et que, la France ôtée, la science universelle perdrait, disons, beaucoup.

Le ministère a eu l'heureuse coquetterie d'envoyer à l'exposition de San Francisco plusieurs centaines de volumes, les uns vieux, les autres jeunes, qui attestent l'ancienneté, la durée, l'activité toujours fertile de nos études. Il a demandé à quelque représentant de chaque science une notice qu'il a jointe à chaque série de volumes; il a recueilli dans les deux tomes de *La Science française* tous ces résumés d'un travail immense et glorieux. C'est, à la date de 1915, le bilan d'un effort qui, depuis des siècles, n'a pas eu de cesse et qui ne se ralentit pas. Les auteurs, je l'indiquais, ne répondent pas à la provocation, trop burlesque, des savans allemands; ils ne nomment et ne mentionnent seulement pas les professeurs Ostwald ou Lasson, ni les autres fantoches du pédantisme pangermanique : et ils gardent une sérénité qui est une leçon de jolie tenue pour ces mornes gaillards involontairement facétieux.

Je ne vois, dans les huit cents pages de *La Science française* qu'une allusion, et flatteuse, non pas à eux, mais à leurs devanciers plus recommandables. M. Ch.-V. Langlois écrit : « La renaissance des études historiques en France s'est dessinée dès la seconde moitié du XIXe siècle : elle s'est opérée en partie, au début, sous l'influence de l'Allemagne. » Il ajoute : « La présente notice a été écrite pendant la guerre qui met aux prises ce pays avec l'Europe (1914-1915); mais ce n'est pas une raison pour ne pas parler de ces choses tranquillement, et en vérité. » Certes! Et l'on n'ignore pas la gratitude infinie, excessive et beaucoup trop confite en politesse que plusieuss Français ont professée à l'égard de la savante Allemagne. Notons, avec M. Langlois, qu'au temps où nos historiens se mettaient à l'école de l'Allemagne, la savante Allemagne « faisait fructifier l'héritage de la vieille France, délaissé et incompris par la France post-révolutionnaire. » Ce n'est pas l'Allemagne, c'est la France qui la première a pratiqué « ces industries préparatoires, auxiliaires de l'œuvre historique, modestes et difficiles, » que les « frivoles » ont l'air de dédaigner et que les érudits ont l'air d'emprunter aux Germains. Fions-nous à M. Langlois : « On n'aurait peut-être plus au-

jourd'hui le courage d'entreprendre ni la patience d'exécuter certains répertoires français du XVIIe et du XVIIIe siècle qui, n'ayant jamais été imprimés, sont conservés aujourd'hui soit aux Archives nationales, soit au Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale, ou les tables justement célèbres qui forment le tome V de la *Bibliothèqne historique de la France* du P. Lelong. La diligence éclairée des grands transcripteurs, extracteurs, collectionneurs et lexicographes français du XVIe, du XVIIe et du XVIIIe siècle, qui se sont proposé d'aménager les innombrables documens relatifs à nos antiquités nationales, les Pithou, les du Chesne, les du Puy, les Godefroy, les Sainte-Marthe, Baluze, du Cange, Brussel et tant d'autres, n'a jamais été surpassée... » Quant à l'organisation du travail collectif, elle a son modèle en France, dès le siècle de Louis XI, dans la congrégation dés Bénédictins de Saint-Maur. Sous Louis XV, notre Académie des Inscriptions « rivalise d'activité » avec les Bénédictins. Et, en 1764, Barthélemy écrivait à Pacciaudi : « Je doute que chez aucun peuple on fasse à présent d'aussi grandes entreprises que chez nous... » Alors, ces érudits qui, vers le milieu du siècle dernier, se sont mis à l'école de l'Allemagne, c'est une singulière idée qu'ils ont eue. Ce qu'ils allaient chercher en Allemagne, la règle d'un méticuleux travail et l'organisation méthodique du travail, ils l'avaient chez nous. L'erreur qu'ils ont commise a eu des conséquences : elle a fait prendre pour une invention de nos éternels ennemis ce qui est une invention française, confisquée par eux ; et elle a fait décerner aux historiens allemands un brevet de loyauté qu'ils ne méritent pas, si (comme le disait ici même Fustel de Coulanges en 1872) « l'intérêt de l'Allemagne est la fin dernière de ces infatigables chercheurs » et si (comme on le voit aujourd'hui le mieux du monde) ces laborieux personnages ont tous été, dans la mesure de leurs moyens, les auxiliaires du pangermanisme sournois. Ce qui vient d'Allemagne, ce n'est pas l'érudition, — même si elle est un jour revenue d'Allemagne, après y être venue de la France ; — ce qui vient d'Allemagne, c'est l'abus de l'érudition, c'en est la manie et, pour ainsi parler, la maladie. Ce qui vient d'Allemagne, c'est la superstition ridicule de la méthode et c'en est la consécration quasi religieuse. C'est aussi l'orgueil intraitable et c'est la hauteur des bibliographes, gens incommodes et tout dépourvus d'aménité. Principalement, c'est la folie de croire que les petites sciences et « industries » destinées à aider l'historien sont l'histoire. Ces gens dressent les échafaudages qui serviraient à édifier le monument ; et ils pren-

nent les échafaudages pour le monument, si bien que, le monument, ils ne songent pas à l'édifier : il faut les voir, dans leurs chantiers, farouches et terriblement revêches !...

Au chapitre de l'hellénisme, M. Alfred Croiset note que, durant le XVIIe siècle, on vit malheureusement se séparer le goût littéraire et l'érudition; celle-ci paraissait « trop éloignée de la politesse. » Or, en ces dernières années, pareillement, divers lettrés ont protesté avec beaucoup de zèle contre l'érudition forcenée. Lettrés, ils ne devaient pas traiter mal l'érudition, qui protège la littérature; la philologie, pieuse et qui restitue aux belles œuvres du passé leur beauté première; la précieuse adresse des chercheurs qui, dans le fatras et la poussière, trouvent des merveilles imprévues; la patience des commentateurs qui nous permettent d'entendre mieux la pensée ancienne et qui multiplient, de cette façon, nos plaisirs. Mais ils ont bien fait de réagir contre les fureurs de l'inutile érudition. Et il est incontestable que l'inutile érudition commençait de nous envahir. Si l'on en doute, qu'on lise, dans *La Science française*, le chapitre intitulé : « Les études sur la littérature française moderne, » par M. Gustave Lanson, dont le mérite n'est pas en cause. « L'esprit qui a organisé le travail des trente ou quarante dernières années a été analysé par M. Gustave Lanson, *La méthode de l'histoire littéraire*, dans le volume publié sous la direction de M. E. Borel, qui a pour titre : *De la méthode dans les sciences*, 2e série, 1911. » Qu'on lise *La méthode de l'histoire littéraire*. On y remarquera les sages conseils que donne le professeur à son disciple : « Connaître un texte, c'est d'abord savoir son existence... Connaître un texte, c'est ensuite s'être posé à son sujet un certain nombre de questions... » Il y a neuf questions ; etc. Sages conseils, anodins en général, et formulés avec une rigueur excessive. Qu'on lise *La méthode de l'histoire littéraire ;* et l'on connaîtra les fureurs de l'inutile érudition. Sans érudition, le goût littéraire s'anémie; et, refuser l'érudition, c'est se priver de mille aubaines. Mais l'érudition qui s'évertue est cocasse; et l'érudition toute seule est absurde. On voudrait, en outre, que, jointe à la littérature, elle fût un peu gracieuse, un peu aimable, un peu amusante et ne négligeât pas de considérer que la littérature et elle, sa servante, n'ont pas de meilleur objet que notre divertissement. Une érudition qui attriste la littérature ou la renfrogne, c'est pitié.

Si quelque pédantisme a pénétré dans nos « études, » je ne crois pas qu'il ait encore fait de dégâts; et l'intrus sera vite éliminé. Ce qui

reste, c'est l'œuvre immense que nos savans ont accomplie. Très souvent, la France a eu le rôle d'initiatrice. « Toute la philosophie moderne dérive de Descartes, » dit M. Bergson. La sociologie, née en France, demeure « essentiellement française, » dit M. Durkheim. Lamarck a été « le père de la biologie, » dit M. Le Dantec. Les mathématiques ? « En tête de l'arithmétique moderne doit s'inscrire en premier lieu le nom d'un génial Français, Fermat... En algèbre moderne, il faut citer en premier lieu Lagrange... La découverte de la géométrie analytique est due à un Français, René Descartes... Mécanique : Lagrange... » dit M. Paul Appell. « Rôle capital de la science française dans la création et l'évolution de la physique moderne, » dit M. Edmond Bouty. « Lavoisier est considéré à juste titre comme le fondateur de la chimie moderne, » dit M. André Job. « L'égyptologie est née en France, » dit M. Maspéro. La sinologie « date du XVIIIe siècle et a eu pour promoteurs des jésuites français, » dit M. Chavannes. Etc. Voilà des faits, et garantis par de bonnes signatures; des faits qu'il a été plus agréable sans doute à nos savans de signer qu'aux quatre-vingt-treize l'imposture commandée par le gouvernement de Berlin. D'ailleurs, nos savans ne se contentent pas d'affirmer ; ils ajoutent des preuves à leurs dires. Que Louvain n'ait pas été saccagée ni la cathédrale de Reims endommagée, c'est une affirmation catégorique ; et le Zarathoustra qui la lance n'insiste pas. Que toute la philosophie moderne dérive de Descartes, cela peut se démontrer; M. Bergson le démontre comme suit. Le cartésianisme est premièrement la philosophie des idées claires et distinctes ; il n'admet d'autre marque de la vérité que l'évidence : il a « définitivement délivré la pensée moderne du joug de l'autorité. » Deuxièmement, ces mots « évidence, clarté, distinction » correspondent à une « théorie de la méthode ; » géomètre et philosophe, Descartes a fourni les « procédés généraux de la recherche. » Troisièmement, Descartes nous mène, par la géométrie, à une théorie générale de la nature, mécanisme régi par des lois ; et toute la physique moderne travaille là-dessus : toute conception mécanistique de l'univers a son type originel dans la géométrie cartésienne. Quatrièmement, par sa théorie de la pensée ou de l'esprit, lequel existe d'abord, la matière étant un surcroît, le monde matériel pouvant n'exister que comme représentation de l'esprit, Descartes a préparé « tout l'idéalisme moderne et, en particulier, l'idéalisme allemand. » Enfin, la théorie cartésienne de l'esprit réunit, du moins en quelque manière, la pensée et la volonté ; le cartésianisme est une philosophie de la liberté : « les philosophies *volontaristes* du XIXe siècle

se rattachent ainsi à Descartes. » Et, donc, les principales doctrines de la philosophie moderne proviennent de Descartes. Biot disait de la géométrie cartésienne : « *proles sine matre creata.* » M. Bergson le dit de la philosophie cartésienne qui, malgré de petites analogies avec telles ou telles doctrines antiques ou médiévales, ne doit rien d'essentiel à aucune philosophie antérieure : *mater, non sine prole defuncta.* Géométrique, la philosophie de Descartes a fondé le rationalisme : et la philosophie moderne est rationaliste. Elle n'est pas uniquement rationaliste et, de nos jours, fait à l'intuition la place plus grande. Cette nouveauté, si elle ne dérive pas de Descartes, elle a eu son précurseur en Pascal qui intronise le « sentiment » et qui, par l'esprit de finesse, corrige le raisonnement géométrique. Mais, dans le cartésianisme, l'intuition n'est pas rien, si la première évidence, le *cogito, ergo sum*, a le caractère d'une certitude intuitive.

Les sciences qui ne sont point absolument d'origine française, le génie français les a cultivées, enrichies et bien des fois renouvelées de telle sorte que la collaboration de nos savans y apparût comme une création. L'égyptologie, avec Champollion, Mariette et Maspéro ; la sinologie, avec nos jésuites et avec Abel Rémusat, Stanislas Julien, Chavannes et Pelliot (ce ne sont pas tous les noms qu'il faudrait citer) : voilà deux sciences très exactement françaises. La philologie latine et hellénique n'appartient à personne en particulier, date de Rome et d'Athènes. Mais enfin, le moyen âge en a maintenu la tradition perpétuelle ; et Paris a été, pendant le moyen âge, le centre de la pensée universelle. Dès le début de la Renaissance, lorsque l'antiquité s'épanouit, elle a chez nous les soins des Simon de Colines et des Budé, Turnèbe, Scaliger, Estienne. Dans les âges suivans, elle est vivifiée, nourrie par nos intelligens et fervens humanistes ; plus tard, le nombreux détail de son culte est sans relâche assuré par nos archéologues, épigraphistes, linguistes et grammairiens. En nul pays la critique verbale n'est plus attentivement pratiquée que chez nous par un Thurot, par un Tournier. Nulle part, hellénisme et latinité n'ont de plus parfaits interprètes que ne sont chez nous les Henri Weill et les Croiset, les Boissier.

Certaines études ont assez naturellement leur foyer dans certains pays ; et les études hispaniques, l'Espagne les préfère. Mais, en France, les Bénédictins de Cluny et de Cîteaux ne les négligeaient pas. Et puis, « c'est d'après Brantôme qu'on a parlé du *friand espagnol* et Antonio Perez n'a fait tout son tapage qu'en venant à la Cour de notre Henri IV. » Dès le XVIIe siècle, on imprime à Paris des méthodes

et dialogues pour apprendre l'espagnol ; maints traducteurs, comme les Oudin, les d'Audiguier, mettent en français romans et nouvelles d'au delà des Pyrénées : « Cervantès n'aurait pas sitôt conquis sans eux sa gloire universelle. » Au XVIIIe siècle, une revue française, fondée par La Dixmerie, a pour titre *L'Espagne littéraire*. Et nos voisins des Pyrénées accordent aux Allemands l'honneur d'avoir, au commencement du XIXe siècle, « mis en valeur » l'Espagne et sa littérature. C'est une erreur. Les romantiques allemands suivaient, à ce propos, la tradition française : « Le poème de Herder, *Der Cid*, n'est pas tiré du Romancero espagnol, mais de la version française de la *Bibliothèque des romans ;* A. W. Schlegel n'a pas inventé le culte de Calderon, il l'a trouvé dans la préface du *Théâtre espagnol* de Linguet. » Les études hispaniques sont grandement redevables à notre Mérimée ; elles ont aujourd'hui, dans nos universités françaises, des dévots et des maîtres tels que Morel-Fatio, Cirot et le signataire du chapitre que je résume, Ernest Martinenche.

Dans les différens ordres de la science, la France a les deux sortes d'hommes qu'il faut : les grands génies, les instigateurs qui prennent, au bon moment, les initiatives déterminantes ; et les équipes d'ouvriers laborieux qui, dociles à une forte discipline, assument l'immense et méticuleuse besogne. Un Pasteur, un Henri Poincaré, un Gaston Paris dominent la science universelle. On ne connaît presque pas ou on ne connaît pas du tout la foule des travailleurs qu'ils ont groupés autour d'eux, autour de leur idée, autour de leur durable mémoire, et qui complètent leur idée, parfois la modifient, la transforment et ainsi préparent les nouvelles tentatives. *La Science française* rappelle ou révèle ces noms modestes et admirables, mentionne les œuvres, indique en peu de mots les trouvailles, les résultats obtenus, et va très vite, parce qu'il y a des centaines et des centaines de travailleurs dans nos ateliers de science. Quelques lignes pour les tâches les plus marquantes, un mot dans une longue et dense énumération : voilà tout le résumé de vies entières et le symbole de leur abnégation. Vies dévouées et consacrées, qui sont à elles-mêmes leur récompense et que gouverne l'humilité : l'orgueilleuse humilité de servir. Que de vertus simplement dépensées, la fatigue endurée, l'ambition restreinte, la cupidité abolie, une assiduité constante et, dans un emploi qui demande le perpétuel éveil de l'esprit, la fière obéissance, jusqu'au renoncement ! Lorsque le vieil Augustin Thierry eut lentement usé ses yeux à lire tant d'archives et de paperasses, malade et encore à vingt ans de mourir, le 10 novembre 1834, il dicta

ce testament pathétique de sa rêverie : « Si, comme je me plais à le croire, l'intérêt de la science est compté au nombre des grands intérêts nationaux, j'ai donné à mon pays tout ce que lui donne le soldat mutilé sur le champ de bataille. Quelle que soit la destinée de mes travaux, cet exemple, je l'espère, ne sera pas perdu... » Il admoneste les mélancolies : « L'étude sérieuse et calme n est-elle pas là? et n'y a-t-il pas en elle un refuge, une espérance, une carrière à la portée de chacun de nous ? Avec elle,... on use noblement sa vie. Voilà ce que j'ai fait et ce que je ferais encore si j'avais à recommencer ma route ; je prendrais celle qui m'a conduit où je suis. Aveugle et souffrant sans espoir et presque sans relâche, je puis rendre ce témoignage, qui de ma part ne sera pas suspect : il y a au monde quelque chose qui vaut mieux que les jouissances matérielles, mieux que la fortune, mieux que la santé elle-même, c'est le dévouement à la science. » Un tel évangile, tombé d'une âme illustre, est celui qui mène à leur achèvement des cenlaines d'existences très obscures et en secret illuminées, utiles à force de désintéressement et, dans leur solitude, fécondes, et anonymes, et glorieuses dans leur silence. On a marqué de traits vigoureux l'antinomie de la morale et de la science: il est sans doute vain de chercher par le moyen de la science les principes d'une morale : mais la pratique de la science compose la réalité d'une morale et souvent aboutit à l'héroïsme quotidien, à la pureté mentale, à des formes singulières et exquises de sainteté, dans l'ombre, dans la pauvreté, dans la sérénité. Une hagiographie des savans serait un livre délicieux et auquel notre pays donnerait beaucoup de figures variées, touchantes, attendrissantes, bizarres quelques-unes, toutes dignes de l'auréole.

Ainsi, la France a procuré à la science universelle et de grands génies et une quantité de travailleurs diligens. Elle a défriché ; elle laboure et sème. Beaucoup de champs sont à elle; et, dans tous les champs, elle a des ouvriers. Mais, par la science française, n'entendons pas seulement la somme des efforts que nos savans ont accomplis et de leurs découvertes : il y a une science française, et qu'on reconnaît pour telle à ses caractères, et qui, dans la science universelle, a son heureuse originalité. L'on se trompe, si l'on croit que la science, étant la recherche de la vérité, est impersonnelle comme la vérité elle-même. Parcourez, en Grèce, les fouilles qu'ont menées à bien les différentes écoles archéologiques, les fouilles françaises de Delphes ou de Délos, les fouilles anglaises de Sparte, les fouilles allemandes d'Olympie : vous y remarquerez des différences très

significatives. A Olympie, entrez dans le musée où l'on a réuni les fragmens de sculpture tirés du sol : et parfaitement installés, étiquetés, catalogués. Restaurés, en outre ! Si habile qu'on la suppose, une telle restauration n'est qu'une hypothèse d'archéologues. Il était facile de présenter l'hypothèse, non sur les originaux, mais sur des moulages, et de laisser les originaux tels qu'ils furent exhumés. Avec une désinvolture étonnante, les archéologues allemands ont employé à la confection de leur hypothèse les fragmens du marbre antique. Et c'est, à mon avis, l'indice d'un travers qui ne caractérise pas mal la science allemande. Ces archéologues ont estimé que rien n'était trop beau, précieux et auguste pour servir à l'exhibition de leur hypothèse. Ils préfèrent leur hypothèse à l'objet de la recherche. L'objet qu'ils ont trouvé, dans le sol d'Olympie, c'est un reste de l'art antique; leur hypothèse, c'est la science. Et ils préfèrent la science à l'objet même de la science. Il y a là un monstrueux renversement des valeurs : et la faute résulte de l'orgueil des savans. Tout est faussé, lorsque les savans confondent les moyens et la fin. Le travail des savans ne doit être que moyens : et, la fin, c'est la vérité. Mais on divinise la recherche, qui, sans humilité, devient quasi grotesque ; on la divinise, au détriment de l'objet. Cet énorme contresens a pour effet de tourner la science à la caricature d'elle-même et d'en faire une idole extraordinaire. C'est un inconvénient que la science évite peu, en Allemagne, où elle a ses adorateurs les plus imprudens.

Je ne crois pas que la science française mérite un pareil reproche. Elle ne tombe pas dans le péché d'outrecuidance; elle conserve élégamment sa modestie : elle se soumet à son œuvre. Les caractères de la science feançaise, M. Lucien Poincaré les note, dans la préface qu'il a écrite pour les volumes que j'examine. Ce sont premièrement, dit-il, « l'ordre, la netteté, la précision. » C'est la clarté : elle exige l'évidence. Il ne lui suffit pas de poser des définitions abstraites et d'en conclure ceci ou cela : elle veut, « à chaque pas qu'elle fait, confronter ses progrès avec la réalité. » En somme, elle est positive et ne substitue pas à la vérité concrète la dialectique. Cependant, elle « généralise, » mais avec tranquillité. « Telle autre... » dit M. Lucien Poincaré ; cette autre-là, c'est la science allemande. Pour recueillir les petits faits, pour les ranger et pour n'y plus toucher, les Allemands ont la réputation de n'avoir point au monde leurs pareils. Et l'Allemagne est renommée comme le pays de la métaphysique. Seulement, leur métaphysique et leurs petits faits n'ont pas de contact : leurs petits faits sont dans des tiroirs, et leur métaphysique est dans les

nuages. D'ailleurs, ils semblent renoncer à la métaphysique. Ils la remplacent par la psycho-physique, une science exacte, et qui fournit des chiffres, des tableaux, des courbes, et qui ne donne rien du tout. Ne confondons point l'art des idées générales, — celles-ci, pour ainsi parler, les fleurs des petits faits qui ont germé, qui s'épanouissent, — et la fabrication des systèmes : les systèmes, dans la métaphysique allemande, sont dédaigneux de toute réalité.

M. Bergson, au chapitre de « la philosophie, » dédaigne, lui, les systèmes. Il loue Maine de Biran, lequel « a conçu l'idée d'une métaphysique qui s'élèverait de plus en plus haut, vers l'esprit en général, à mesure que la conscience descendrait plus bas, dans les profondeurs de la vie intérieure : » et Maine de Biran développe son idée « sans s'amuser à des jeux dialectiques, sans bâtir un système. » Nos philosophes, dit M. Bergson, ont soin de vérifier qu'ils ne rêvent pas ou ne se livrent pas « à une manipulation de concepts abstraits. » Notre philosophie « serre de près les contours de la réalité; » par là même, « elle répugne le plus souvent à prendre la forme d'un système. » Elle refuse le dogmatisme à outrance et le criticisme radical, Hegel et Kant. Elle ne renonce pas à « unifier le réel, » si tel est le but de la philosophie. Mais elle ne prétend pas faire entrer, de gré ou de force, « la totalité des choses » dans une idée. « Une idée est un élément de notre intelligence, et notre intelligence est un élément de la réalité : comment donc une idée, qui n'est qu'une partie d'une partie, embrasserait-elle le Tout ?... La pensée humaine, au lieu de rétrécir la réalité à la dimension d'une de ses idées, devra se dilater elle-même au point de coïncider avec une portion de plus en plus vaste de la réalité... » On reconnaît ici les principes d'une philosophie qui est particulièrement celle de M. Bergson. Mais aussi la philosophie de M. Bergson continue cette philosophie française dont les caractères sont bien ceux qu'il a discernés. Et la science française a les mêmes caractères : elle redoute les systèmes autant qu'elle méprise, entre les petits faits, ceux qui ne sont point des germes et qui sont de la poussière; les idées qu'elle favorise, — et qu'elle n'écartèle pas et dont elle aime le bel éploiement, — naissent de la réalité que l'esprit féconde.

Les deux tomes de *La Science française* ont un vif attrait. Ils nous mènent partout, dans tous les cantons de la pensée, trop vite; et ils nous procurent les meilleurs guides.

Au surplus, dit le préfacier, l'ouvrage est imparfait : le temps était

mesuré ; les circonstances n'étaient pas faciles. Et il avoue des lacunes, des redites ; il nous invite aussi à trouver certaines imperfections « légitimes et nécessaires, » si elles coïncident avec l'inachèvement de la science. Ajoutons que plusieurs chapitres ne sont pas tout à fait dignes de leurs voisins les meilleurs ; un ou deux sont faibles : c'est dommage.

On n'a point essayé de classer les chapitres en vertu de quelque théorie. Je crois qu'il ne le fallait pas. La classification des sciences est une vieille entreprise, qui a tenté Ampère, Auguste Comte : une entreprise des plus séduisantes et des plus dangereuses. Il y a plaisir à mettre de l'ordre dans l'énorme travail de la pensée moderne, à organiser son effort, à distribuer la besogne. Il y a péril à se figurer qu'on a, en quelque sorte, loti l'inconnu. C'est qu'alors on guette le moment où le travail, dans les différens lots, sera terminé, où l'inconnu tout entier sera bâti. Aucune illusion n'est plus pernicieuse ; et jamais elle ne fut moins conforme que de nos jours aux espérances que la science peut donner. A mesure que de nouvelles conquêtes agrandissent le connu, l'inconnu s'étend davantage. Surtout, il apparaît de plus en plus nettement que l'inconnu et le connu ne sont pas séparés par une frontière ou démarcation. Les positivistes accordaient qu'autour du terrain de la science, il y eût l'inconnaissable, un océan, dit Littré, pour lequel nous n'avons ni barques ni voiles. Et ils se cantonnaient dans l'île. Mais l'inconnaissable n'est pas autour de l'île seulement : il pénètre dans l'île, toute pleine des brumes de cet océan. L'inconnaissable et l'inconnu sont au sein même de nos connaissances positives.

Il apparaît de moins en moins évidemment que les sciences particulières soient les diverses provinces d'un empire, le Cosmos ou le Tout ; et que leur achèvement doive réaliser enfin leur réunion ; et que leur réunion doive réaliser la vérité complète. Une classification des sciences est toujours le signe de ces crédulités anciennes et abandonnées. Or, depuis qu'on a renoncé à une telle prétention, des sciences nouvelles tendent à se constituer. Elles n'y parviennent pas toutes bien aisément. Si la sociologie est une science, elle n'a point encore fixé les limites entre lesquelles il lui convient de travailler ; elle travaille de tous les côtés, elle travaille chez les autres et, comme ce garçon que Jules Renard a dessiné, faute d'un bon métier qu'elle ait choisi, elle bricole. La géographie est sortie de son ancien domaine, qui n'était pas large ; elle est dehors et elle a des incidens de frontières avec la géologie, avec la climatologie, avec la biologie. Et

qu'est-ce, à présent, que la philosophie? Notamment, tout; ou rien.

L'idée de la Science devient de plus en plus vague, à mesure que les sciences deviennent plus précises. Et, l'idée de la Science, les savans y renoncent, tandis que leurs sciences progressent. Les États-Unis de la Science, est-il permis de les présager plus que les États-Unis de l'Europe? Cependant le nom de la Science a un prestige tel que parfois on dirait qu'il reconstitue l'ambition surannée. Quelle étude ne réclame point l'honneur d'être une science et de collaborer à l'œuvre commune? à l'œuvre qu'on a tort de supposer commune? C'est ce dont témoignent, d'une façon peut-être inquiétante, les deux tomes de *La Science française*. On a représenté là des études qui n'ont ensemble nulle analogie d'objet ni de méthode. Soyons raisonnables: consentons que les études littéraires ne sont pas des sciences; n'est-ce pas à vouloir être des sciences, qu'elles se dénaturent le plus tristement? La pédagogie est-elle une science? J'en doute, si l'auteur du chapitre intitulé « la science de l'éducation » professe qu'au XVIIe et au XVIIIe siècle « ce ne sont pas les représentans des idées françaises qui sont, en France, les maîtres de l'éducation. » Qui, ces maîtres? Les Jésuites: des intrus et des étrangers! Et ainsi l'ancienne France aurait été fort dépourvue d'idées françaises... Ah! préservons la science française ou, pour mieux dire, les sciences qui sont cultivées chez nous, ou les études que nous aimons, préservons-les de la manie et des systèmes; gardons-leur une de nos vertus, la bonhomie.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

SCIENCE ET GUERRE

Dans le rapport qu'il a adressé récemment au Président de la République et qui a amené l'institution d'un « ministère des Inventions » intéressant la défense nationale, incorporé à celui de l'Instruction publique, M. Painlevé s'exprimait ainsi : « La guerre à mesure qu'elle se prolonge prend de plus en plus le caractère d'une lutte DE SCIENCE et de machines... »; et plus loin : « la mobilisation industrielle doit être complétée par la mobilisation scientifique. »

C'est la première fois, à ma connaissance, que dans un document gouvernemental on admet officiellement la science à jouer un rôle dans les affaires de l'État.

Jusqu'ici la « nouvelle idole » n'avait été admise que comme une parente pauvre autour des tapis verts sur lesquels se jouent les destinées du peuple. La Science n'était guère considérée par les pouvoirs publics, et par le public dont ils sont le miroir, que comme une chose un peu nuageuse et extra-terrestre quoique digne assurément de la plus grande révérence, et à qui en conséquence on consacrait bon an mal an quelques centaines de mille francs dans les budgets. Elle était une sorte de luxe national, et sans utilité générale reconnue C'étaient là des panaches coûteux et sans autre profit que d'élégance, dont la République aimait à parer son bonnet phrygien parce qu'elle était... du moins on le dit... athénienne. L'Institution d'un organisme national destiné exclusivement à faire participer la science aux nécessités de l'heure, n'est donc rien moins qu'une sorte de révolution, encore qu'elle consacre seulement un état de choses existant depuis longtemps. Et cette révolution qui, à l'encontre de tant d'autres, aura des lendemains, nous impose quelques réflexions, les unes d'ordre philosophique, les autres d'ordre pratique. C'est par les pre-

mières que nous voudrions commencer, car, avant de conclure, il faut considérer.

Il suffisait d'un coup d'œil, bien longtemps avant le guerre, pour apercevoir que la société moderne est tout entière dominée par la science dans la catégorie des choses temporelles. (Je ne parle point ici des choses spirituelles et morales, bien que cela ne soit pas moins vrai pour elles, mais cela nous écarterait de notre sujet.)

En tournant le commutateur de sa lampe électrique, en téléphonant ou en télégraphiant, lorsqu'il prenait un auto, un train ou le métropolitain, lorsqu'il lisait son journal, lorgnait au théâtre les somptuosités des fauteuils de balcon, ou se faisait opérer par son chirurgien, en un mot dans tous les actes qui le distinguaient de l'homme antique, l'homme civilisé de 1914, d'avant la guerre, n'était qu'un modeste tributaire de la science.

Ce n'est en effet ni par ses arts, sa sculpture, se peinture où son architecture, sa philosophie, son éloquence, sa poésie, sa politique, ou sa jurisprudence, que le monde moderne se distingue de l'antiquité. Dans tous ces domaines en effet, celle-ci n'a pas été dépassée; les modèles qu'elle nous en a laissés, il y a deux mille ans, restent pour nous les étalons par excellence. Au contraire, les cinquante dernières années nous ont apporté plus de progrès dans la science, c'est-à-dire dans notre connaissance de la nature et notre emprise sur elle, que tous les siècles antérieurs.

J'entends bien que pour beaucoup de gens il faut distinguer la science de ses applications, le « savant » qui scrute avec désintéressement l'ombre mystérieuse des phénomènes et l' « inventeur » qui les applique à des fins utilitaires et pratiques. Mais cette distinction est fallacieuse, et l'expérience montre que les principales inventions appliquées sont sorties tout armées, comme fit Minerve du cerveau jovien, de recherches désintéressées et purement scientifiques : par exemple la télégrapbie, la téléphonie et toute l'industrie électrique, des travaux d'Ampère, d'Arago, d'Œrstedt, les phares, des travaux de Fresnel, la télégraphie sans fil, de ceux de Maxwell, de Hertz, de Branly, qui tous étaient des « savans purs, » insoucieux d'applications. Nous pourrions multiplier les exemples.

La Science avait donc, dès le temps de paix, une domination certaine dans le monde moderne; elle était l'agent à peu près exclusif de cette barbarie confortable qu'on appelle « civilisation, » et qui consiste d'une part, en une meilleure utilisation des phénomènes naturels,

d'autre part, en une connaissance plus profonde de ceux-ci. C'est en effet uniquement dans ces ordres d'idées que nous pouvons nous prévaloir d'une supériorité sur nos lointains aïeux; ce n'est, hélas! pas dans le domaine ni de l'esthétique ni de l'éthique, — les tragiques tumultes de l'heure ne le prouvent que trop. Si donc le mot civilisation a un sens, — ce qui n'est pas sûr après tout, — ce ne peut-être que celui que nous avons défini ci-dessus.

Comment se fait-il donc que cette importance effective de la science n'ait pas été reconnue encore par la majorité des peuples qui ne la subissent qu'inconsciemment? Comment se fait-il que dans le gouvernement et l'organisation des sociétés, les hommes et les méthodes de la science aient continué à n'avoir qu'une part infime? C'est un problème qui est vivement agité en ce moment, surtout chez nos voisins britanniques. Et la cause en est simple : la terrible expérience que l'humanité subit a démontré que le rôle de la science n'était pas moins grand dans la guerre que dans la paix. Les avantages passagers de l'Allemagne proviennent évidemment, et pour la plus grande part, de ce que, ayant dès le temps de paix et en vue des œuvres de la paix, mobilisé mieux que ses rivaux les ressources de sa science (1), il lui a suffi de transposer cette méthode aux œuvres de la guerre pour s'assurer momentanément des élémens importans de succès.

Il n'est pas douteux, en effet, et cela éclate aujourd'hui aux yeux les plus daltoniens, à ceux mêmes qui se cachent derrière les besicles fumeuses de la routine, — il n'est pas douteux que la monstrueuse Bellone qui préside au tueries d'où sortira un monde rénové et affranchi, a pris aujourd'hui les traits de la science. Science, l'invention et l'extraction des explosifs qui propulsent les projectiles et en multiplient la puissance en mille éclats meurtriers; science, la fabrication des aciers spéciaux d'où jaillissent les obusiers, les canons, les fusils, les mitrailleuses, tous les engins mortels; science, la transmission instantanée par le téléphone, le télégraphe avec ou sans fil, des ordres et des renseignemens, qui lie et scelle au cerveau des chefs tous les membres épars de l'immense armée en campagne; science,

(1) On sait qu'en Allemagne la plupart des grandes industries, pour ne citer que cet exemple, ont depuis longtemps, à leur service, des hommes de science, physiciens ou chimistes, dont le seul rôle est de se livrer à des recherches et à des essais purement scientifiques, dont les résultats seront ensuite exploités pratiquement par les techniciens. C'est à cette organisation qu'est due, pour une bonne part, le progrès prodigieux de l'industrie chimique allemande dans ces dernières années.

tous les procédés de topographie, de cartographie, de télémétrie, de repérage, qui font découvrir les objectifs cachés et permettent de les détruire; science, l'emploi des avions de guerre, munis de tous les perfectionnemens qui les lient à travers l'espace à leur point d'attache et assurent leur marche et la justesse de leur tir ; science, le sauvetage opératoire et le traitement de nos blessés et de nos malades qui chaque jour restitue de nouveaux bataillons à la France. On pourrait multiplier ces exemples. Il n'en est pas besoin.

Pour ne parler que de notre front, le seul dont la situation n'ait rien à voir avec la diplomatie, qui n'est point de notre ressort, — tout le monde a compris aujourd'hui que, si les Allemands arrivent à tenir en équilibre notre supériorité numérique et morale, c'est par une supériorité technique, qui, chaque jour d'ailleurs, tend à leur échapper. Le fait qu'un nombre relativement faible de soldats arrive à en contenir un nombre beaucoup plus grand, parce que les premiers sont plus abondamment pourvus de mitrailleuses et d'engins de toute sorte, a apporté la preuve définitive que la technique n'est pas moins importante que le matériel humain. L'emploi des gaz asphyxians et des liquides enflammés a continué la démonstration. Nos savans n'ont d'ailleurs pas été en peine pour riposter à tout cela par des trouvailles non moins efficaces, et l'institution du Ministère des Inventions qui va stimuler et coordonner leurs efforts apporte la preuve définitive qu'on a enfin compris le rôle essentiel dévolu à la science dans cette guerre.

A l'heure où la science française a l'honneur de voir convier à la défense de la patrie ses bataillons serrés autour des maîtres dans les laboratoires, et aussi ses tirailleurs, les petits chercheurs isolés, il n'est point sans intérêt de rechercher quelles furent, au lendemain de nos désastres de 1870, les réflexions des hommes qui représentaient alors la science française.

Dans les pensées de ces grands ancêtres qui souffrirent comme nous des plaies de la France ensanglantée, et n'eurent pas, comme nous l'aurons, la joie consolatrice de la Victoire, nous puiserons d'utiles leçons.

Pasteur, qui était alors le plus illustre et le plus grand des savans français, attribue catégoriquement nos désastres à la négligence, dans laquelle l'Empire avait tenu en France les hautes études. Dans une lettre à Raulin, qu'a citée M. Vallery-Radot, il s'écriait : «... La cause vraie de tout nos malheurs actuels est là. Ce n'est pas impunément, on le reconnaîtra peut-être un jour, mais bien trop tard, qu'on laisse une grande nation déchoir intellectuellement. Mais, comme vous le

dites, si nous nous relevons de ces désastres, nous verrons encore nos hommes d'État se perdre dans des discussions sans fin sur des questions abstraites de politique, au lieu d'aller au fond des choses. *Nous portons la peine de cinquante ans d'oubli profond des sciences, des conditions de leur développement, de leur immense influence sur la destinée d'un grand peuple* (1)... »

Dans un opuscule qu'il a intitulé : *Pourquoi la France n'a pas trouvé d'hommes supérieurs au moment du péril*, Pasteur constate avec tristesse « l'oubli, le dédain que la France avait eu pour les grands travaux de la pensée, particulièrement dans les sciences exactes : » Et, autre part, il écrivait : « Victime sans doute de son instabilité politique, la France n'a rien fait pour entretenir, propager, développer le progrès des sciences dans notre pays; elle s'est contentée d'obéir à une impression reçue ; elle a vécu sur son passé, se croyant toujours grande par les découvertes de la science, parce qu'elle leur devait sa prospérité matérielle, mais ne s'apercevant pas qu'elle en laissait imprudemment tarir les ressources, alors que des nations voisines, excitées par son propre aiguillon, en détournaient le cours à leur profit, et les rendaient fécondes par le travail, par des efforts et des sacrifices sagement combinés.

« Tandis que l'Allemagne multipliait ses universités, qu'elle établissait entre elles la plus salutaire émulation, qu'elle entourait ses maîtres et ses docteurs d'honneurs et de considération, qu'elle créait de vastes laboratoires, dotés des meilleurs instrumens de travail, la France, énervée par les révolutions, toujours occupée de la recherche stérile de la meilleure forme de gouvernement, ne donnait qu'une attention distraite à ses établissemens d'instruction supérieure. »

Et le grand chimiste Sainte-Claire Deville résumait à la même époque, d'un mot, la pensée qui hantait alors tous les savans de notre pays : « C'est par la science que nous avons été vaincus. »

Quand, en regard de ces tristes souvenirs, de ces évocations douloureuses dont la leçon ne doit jamais être oubliée, nous mettons ce que la France a fait depuis la dernière guerre pour la science, et aussi ce que la science a fait pour la France assaillie, ce dont mes récentes chroniques sur les explosifs ont donné des exemples, on a le droit d'être réconforté vraiment, et de ne point douter du progrès.

La marche ascendante de nos efforts récens pour répondre à la mobilisation scientifique de nos ennemis, l'impulsion que va leur

(1) C'est moi qui souligne. — C. N.

donner le nouveau ministère, sont bien faites pour nous montrer le chemin parcouru depuis nos désastres de 1870. Grâce à eux, « c'est par la science que nous serons victorieux, » si j'ose transposer le mot de Sainte-Claire Deville. Elle sera un des élémens de triomphe comme elle l'a été déjà à une époque si semblable à la nôtre à tant d'égards, et riche d'espoirs comme elle, sous la Révolution.

Déjà les Arago et les J.-B. Dumas l'avaient remarqué : si, en 1792, la France put faire face à ce que Sa Majesté Guillaume II appelle « un monde d'ennemis, » si elle les battit glorieusement, c'est qu'elle fit appel au cerveau de tous ses savans ; c'est que Lavoisier, Guyton de Morveau, Berthollet, donnèrent de nouveaux moyens d'extraire le salpêtre et de fabriquer la poudre ; c'est que Monge trouva l'art de fondre rapidement les canons ; c'est que le chimiste Clouet rénova la métallurgie des armes blanches. Il n'est pas jusqu'au ballon captif qui, grâce au physicien Charles, et à la suite de la découverte de Montgolfier, a jailli alors du cerveau national, comme un nouvel instrument de combat qui contribua à la victoire de Fleurus. Si le général Meusnier avait eu alors un moteur suffisant, le dirigeable dont il avait conçu et calculé toutes les caractéristiques eût apparu cent ans plus tôt.

Comme il faut à tout tableau ses ombres, les savans de la Révolution connurent aussi les persécutions : c'est Lavoisier guillotiné sur la dénonciation de Marat. Le grand mathématicien Lagrange disait le lendemain : « Il ne leur a fallu qu'un moment pour faire tomber cette tête, et cent années peut-être ne suffiront pas pour en produire une semblable. » C'est qu'un bon cerveau vaut autant que des milliers de baïonnettes pour bouter dehors l'ennemi, aujourd'hui même beaucoup plus qu'alors, car la science a grandi depuis. Si Danton revenait parmi nous, son cri fameux deviendrait celui-ci : « Pour vaincre les ennemis de la Patrie, que faut-il ? De la science, encore de la science, toujours de la science, et la France est sauvée ! »

Et comme pour montrer que le plus âpre patriotisme se marie harmonieusement à la sereine ataraxie de l'homme de laboratoire, à Berthollet qui lui disait : « Dans huit jours, nous serons arrêtés, jugés, condamnés et exécutés, » Monge répondait en souriant : « Tout ce que je sais, c'est que mes fabriques de canons marchent à merveille. »

Comment tous les modestes soldats de la science française ne brûleraient-ils pas de marcher sur la trace de ces ancêtres dont la pure grandeur ne peut être évoquée sans faire palpiter nos cœurs d'enthousiasme !

Il est un homme qui a admirablement compris dès l'abord, et

bien qu'il en fût éloigné par sa carrière, l'importance et la grandeur de la science, c'est Bonaparte. Il voulut et il sut en faire un instrument de gouvernement. Lors de son départ pour l'Égypte, il se fit accompagner d'un état-major de savans, d'où émergeaient les têtes brillantes de Monge et de Berthollet. Plus tard, il ne cessa de donner les marques les plus vives de sa vénération pour les sciences. Il donna à un savant, le grand Laplace, la présidence de son Sénat. Et Laplace dut parfois sourire de la haute fonction qu'il occupait dans un petit palais de « cette planète déjà si petite dans le système solaire, et qui disparaît entièrement dans l'immensité des cieux dont ce système n'est qu'une partie insensible. »

D'où vient donc que dans le public, l'importance du rôle qu'ont et pourraient avoir les hommes de science soit complètement méconnue?

C'est, nous l'avons dit, une question très agitée depuis quelques semaines dans les milieux pensans de l'Angleterre. Elle se pose avec plus d'acuité là qu'ailleurs, parce que des trois grandes Puissances civilisées en présence, c'est elle qui a le moins utilisé la science dans son organisation, à l'opposé de l'Allemagne, qui a jusqu'ici fait les plus grands pas dans cette voie, la France étant à cet égard à mi-chemin de l'Angleterre et de l'Allemagne.

Comme les Anglais sont des gens pratiques, qui aiment à remonter des effets aux causes pour en tirer de nouveaux effets, ils ont apporté à cette question des réponses très franches, qui constituent de leur part un *mea culpa* fort méritoire, et dont nous pourrons peut-être aussi tirer quelque profit.

Wells, le célèbre écrivain, a attaché le grelot dans une lettre au *Times* qui a fait quelque tapage. Il se croyait qualifié pour l'écrire, parce que tout Anglais se croit le droit de discuter librement les affaires de son pays; il l'était vraiment, parce qu'il possède une haute culture scientifique, parce que ses romans scientifiques, qui ont fait de lui un second Jules Verne, sont souvent des anticipations merveilleuses, et qu'en particulier, il a prévu et prédit dans tous ses détails le caractère de guerre de tranchées de la lutte actuelle. Ces passages suivans de la lettre de Wells sont particulièrement caractéristiques.

« Il y a une question extérieure au domaine des discussions de parti qui semble mériter qu'on l'examine de près et qui a été négligée d'une façon extraordinaire au cours de la discussion d'où est sorti le ministère de coalition : c'est le rôle très réduit que nous donnons aux hommes de science, et le faible intérêt que nous montrons pour les

méthodes scientifiques dans la conduite de cette guerre. Je soutiens qu'il est d'une nécessité urgente de mettre l'imagination des inventeurs et les dernières ressources de notre science au service des énergies nouvelles mises en œuvre par la coalition ; qu'on ne l'a pas encore fait, et que tant qu'on ne le fera pas, cette guerre traînera et sera infiniment plus coûteuse et moins décisive qu'elle ne pourrait et ne devrait être.

« La guerre moderne est essentiellement une lutte de matériel et d'inventions. Elle ne se développe pas dans des conditions qui demeurent les mêmes. Sous ce rapport, elle diffère entièrement des guerres prénapoléoniennes. Ce doit être une lutte perpétuelle d'inventions et de surprises où c'est à qui sera le plus rusé. Depuis le début de cette guerre, les Allemands ont sans cesse changé leurs méthodes de combat. Ils ont été d'invention en invention, et chacune d'elles a plus ou moins épargné les leurs et de façon inattendue détruit les nôtres. De notre côté, nous n'avons presque rien trouvé. Il est temps que nos législateurs et notre nation reconnaissent que la réunion de grandes masses de jeunes gens vêtus de kaki n'est qu'une introduction à la poursuite de la guerre... Il y a eu de belles prouesses individuelles et une merveilleuse utilisation du peu de matériel dont on disposait, mais nul progrès sérieux... » Suivent des exemples. — « En n'importe quel genre d'activité guerrière, nous sommes restés jusqu'à ce jour des conservateurs, des imitateurs, des amateurs, quand pour la victoire il faut utiliser intensivement toutes nos connaissances scientifiques relatives à tous les besoins et à tous les objets ou instrumens,.. » Et Wells cite comme exemple l'emploi intensif, par les Allemands, des mitrailleuses qui permettent à un très petit nombre d'hommes d'arrêter des masses d'infanterie lancées contre elles. »

Voici maintenant la conclusion : « Ces imperfections ne sont point sans remède. Mais elles dureront tant que nous n'aurons pas créé un pouvoir directeur supplémentaire, une sorte de conseil où les agens créateurs de notre vie nationale, en particulier nos industriels, nos techniciens des armées de terre et de mer se rencontreront, et pourront jouir d'une plus grande influence sur le gouvernement. Ce n'est pas une œuvre à laquelle une grande carrière au barreau ou dans la politique prépare un homme. Un grand politicien n'a pas plus d'aptitude spéciale pour diriger la guerre moderne que pous faire le diagnostic des maladies ou le plan d'un chemin de fer électrique. Tout est l'affaire des *techniciens*. Nous avons besoin d'un sous-gouverne-

ment d'hommes scientifiquement et techniquement compétens pour cette tâche spécialisée à un haut degré.

« Un tel sous-gouvernement existe en fait en Allemagne. Il est de plus en plus manifeste que ce contre quoi nous luttons, ce n'est plus la rhétorique archaïque, et tout le système de vieilles prétentions que symbolise le Kaiser. En Flandre, nous nous heurtons à la vraie puissance de l'Allemagne, à la Westphalie et aux jeunes gens de la maison Krupp. L'Angleterre et la France doivent mettre en ligne l'élite de leurs jeunes ingénieurs et chimistes pour venir à bout de cette éclatante organisation. »

Ces fortes, dures et franches paroles, qui sont bien dans la manière anglaise, dans la manière d'un peuple qui n'a pas peur de la vérité, fût-elle brutale, parce qu'il y puise des raisons plus fortes d'agir, ont un retentissement intense dans tout le Royaume-Uni. Espérons que quelques échos emportés par la brise en parviendront au delà du Canal... en Russie par exemple.

Quelles sont les causes de cette indifférence, envers la science, du public et du pouvoir (je rappelle qu'il s'agit toujours du public et du pouvoir anglais, lesquels sont d'ailleurs, à certains égards, frères des nôtres)?

Au cours d'une lecture donnée par lui il y a quelques jours à l'University College de Londres, l'un des plus grands savans de l'Angleterre, M. Fleming, a analysé ces causes avec beaucoup de finesse.

Tous ceux qui étudient la philosophie politique, — qui est, entre parenthèses, une chose bien plus amusante que la politique, — ont depuis longtemps reconnu que toutes les formes de gouvernement ont leurs défauts particuliers, et que les gouvernemens démocratiques ou parlementaires eux-mêmes, — *horresco referens!* — n'échappent pas à cette règle. Un des principaux défauts de ces derniers gouvernemens est, d'après M. Fleming, que les hommes qui obtiennent la haute main sur les choses, sont trop souvent les parleurs coulans et persuasifs, ou ceux qui savent manier les assemblées et sont doués pour l'éloquence et la discussion publique.

Par suite, comme M. Oliver le remarque dans son volume si suggestif, *l'Épreuve par la Bataille*, dans tous les pays à gouvernement représentatif, les orateurs exercent une influence considérable et prédominante dans les affaires publiques. Il s'ensuit qu'on y attache une importance démesurée aux phrases et aux mots. Le succès y dépend beaucoup de la manière dont une chose est présentée, et la forme de l'expression prime souvent le sujet lui-même. Mais l'objet de

la science est la découverte de la vérité et non son obscurcissement; il s'ensuit que, pour elle, la certitude d'un fait ou d'un principe a infiniment plus de valeur que la forme des termes qui l'expriment. Il s'ensuit qu'il y a une certaine incompatibilité entre l'état d'esprit des hommes politiques et celui des hommes de science.

*
* *

A ces raisons, si finement exposées par les auteurs anglais, il faut ajouter l'éducation et l'instruction, qui continuent, un peu partout, à être beaucoup plus littéraires que scientifiques. On trouvera, dans le public, beaucoup plus de gens versés sur les guerres puniques que sur la cause des saisons; une majorité qui serait capable de vous réciter beaucoup plus par cœur du Virgile, que de vous dire pourquoi et comment éclaire une lampe électrique à incandescence. Dans la plupart des administrations (je parle toujours, bien entendu, de l'Angleterre), on recrute les fonctionnaires sur des programmes archaïques et qui négligent la connaissance des méthodes scientifiques exigées par un État moderne. Ne serait-il pas temps de comprendre qu'aucun homme ne devrait pouvoir être considéré comme ayant reçu une instruction suffisante s'il n'a pas eu quelque contact avec les principes et les méthodes de la science, et si les œuvres de Pasteur ne lui sont aussi familières que celles de Victor Hugo, celles de Faraday aussi connues que celles de Shakspeare? Une éducation qui se borne à la culture littéraire, sans toucher à la science, est aussi incomplète que celle qui n'aborde que la science, sans y joindre la puissance de l'expression claire.

Un écrivain bien connu a dit : « L'homme de science est, semble-t-il, le seul homme qui ait quelque chose à dire, et il est le seul qui ne sache pas comment le dire. » J'ignore si notre auteur a voulu insinuer par là qu'il y a des hommes de lettres qui n'ont parfois rien à dire et le disent très longuement. En ce cas, il aurait eu tort.

Il est aussi devenu commun d'associer la science avec tout ce qui est froid et mécanique dans notre être et d'attribuer le développement spirituel de l'âme à l'autre département de notre activité. En faisant ainsi de la science une sorte de Cendrillon effacée et humble, à côté de sa brillante sœur, on a contribué un peu à créer l'état d'esprit que déploraient les auteurs anglais cités plus haut.

On s'explique d'ailleurs très bien que le vulgaire soit plus attiré par les beautés oratoires ou littéraires que par les sciences, et qu'il préfère les mots aux choses, aux réalités les fictions, aux objets leur

image réfléchie dans l'âme miroitante d'un poète. La prétention scientifique de ne se soumettre qu'à l'évidence et de limiter ses assertions à celles que l'on peut dûment justifier est plus fatigante que de laisser libre cours à l'imagination, mais elle est la seule qui permette d'atteindre la vérité. Or celle-ci est le pic le plus haut et le plus beau dont l'escalade puisse tenter l'esprit humain. Ce n'est pas seulement Henri Poincaré qui l'a pensé, lorsqu'il écrivait que « la recherche de la vérité est la seule fin digne de notre activité, » c'est aussi un écrivain, qui est même le pédagogue des écrivains :

Rien n'est beau que le vrai, le vrai seul est aimable.

Boileau aussi fut, ce jour-là, aimable.

Aujourd'hui, la vérité est mieux qu'une chose aimable; elle est la base matérielle et morale sur laquelle nous édifierons la victoire.

Pour terminer, je crois que l'influence considérable des femmes dans la société est pour beaucoup dans le penchant qui attire plus la généralité des gens vers les choses littéraires et oratoires, que vers les scientifiques. Les premières flattent en effet davantage leur sensibilité supérieure; en outre, comme elles sont essentiellement subjectives, elles ne trouvent que peu de satisfaction aux sciences, qui sont, ou du moins s'efforcent d'être purement objectives; enfin, elles s'intéressent moins que les hommes aux idées générales, qui sont scientifiques et plus aux particulières, qui sont littéraires, parce qu'elles sont plus sensibles et moins raisonneuses.

En somme, on ne se douterait point que c'est Ève qui goûta la première au fruit de l'Arbre de la Science.

Avant d'examiner comment pourra se faire l'utilisation de la science mobilisée en vue de la guerre, il me reste encore à examiner diverses petites polémiques qui ont été soulevées depuis quelques mois, tant en France que de l'autre côté du Rhin, à savoir si la science allemande est vraiment prépondérante, et si sa prétendue prépondérance est liée à celle du militarisme allemand, si la réponse positive que certaines personnes ont cru pouvoir donner à ces questions est de nature à discréditer la science, dont l'Allemagne serait le champion contre les disciplines adverses que défendraient les Alliés?

Ce sera l'objet d'une prochaine chronique.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La situation commence à s'éclaircir du côté d'Athènes, mais elle demeure obscure à Salonique. Les Puissances alliées ont remis au gouvernement hellénique une note destinée à lui faire connaître les conditions indispensables à leur sécurité à Salonique et à lui demander des garanties à ce sujet. Cette note n'a pas encore été rendue publique, non plus que la réponse qui lui a été faite avec une rapidité de bon augure, mais on assure que cette réponse est satisfaisante. Nous n'aurons donc plus rien à redouter, du moins du côté des Grecs, à Salonique : il reste seulement à savoir ce que nous y ferons. Quelques lumières sur ce point ne seraient pas inutiles, mais peut être y aurait-il inconvénient à les demander dès maintenant trop précises. Aussi nous contenterons-nous de raisonner avec celles du simple bon sens.

Peut-être faut-il remercier M. Dragoumis, ministre des Finances du royaume hellénique, de l'indiscrétion avec laquelle il a parlé le premier du désarmement éventuel des Serbes et même des Alliés si, à la suite d'une action militaire, ils étaient refoulés sur le territoire grec. M. Dragoumis a-t-il prévu la tempête qu'il a soulevée? Probablement non, sans quoi il s'y serait pris avec plus de ménagemens. M. Skouloudis lui-même, quoiqu'il soit diplomate, a parlé avec la même imprévoyance et il a expliqué ensuite, pour s'excuser, qu'il l'avait fait en quelque sorte *in abstracto*, sans qu'il y eût dans sa pensée aucune intention de viser les Serbes et les Alliés. Il n'y pensait même pas. C'est, à la vérité, un principe du droit des gens que, lorsque des troupes armées entrent, en temps de guerre, sur un territoire neutre, elles y sont désarmées et internées ; mais il n'y a pas de règle sans exception, et les circonstances dans lesquelles nous sommes allés à Salonique sont elles-mêmes si exceptionnelles que les

suites n'en sauraient être strictement, judaïquement soumises au droit commun. Il ne faut pas oublier en effet que, si nous sommes à Salonique, c'est que nous y avons été appelés par le gouvernement grec, pour concourir avec lui à la défense de la Serbie. Il a depuis changé d'avis ; c'est peut-être son droit; mais à côté du sien, le nôtre subsiste, et, quoi qu'il arrive demain, nous ne pouvons pas être traités sur le territoire grec comme des réfugiés et presque des intrus. Aussi, lorsque nous avons été menacés de l'être, lorsque des paroles inconsidérées ont fait croire que le gouvernement hellénique pouvait avoir quelque vague intention de ce genre, notre conscience s'est-elle révoltée. La presse française et anglaise a protesté avec énergie, avec indignation. Désarmer les Serbes! Désarmer les Alliés! Les interner! L'acte aurait été monstrueux, s'il avait pu être accompli ; mais, certainement, il ne pouvait pas l'être, car ni les Alliés ni les Serbes ne s'y seraient prêtés : ils auraient résisté par la force, et aucun gouvernement hellénique n'aurait pris la responsabilité d'un pareil conflit. Il ne l'aurait pu, ni moralement, ni matériellement. Mais, comme le dit le titre d'une des pièces de théâtre du regretté Paul Hervieu : « Les paroles restent. » Celles de MM. Skouloudis et Dragoumis continuaient de peser sur la situation. La moindre imprudence aurait pu devenir fatale. Le gouvernement grec l'a compris et il a senti le besoin de pousser au superlatif les protestations de sa bienveillance envers nous. Des démarches dans ce sens ont été faites par ses ministres auprès des Puissances alliées : nous avons reproduit, il y a quinze jours, la note qui nous a été remise. Mais les protestations ne pouvaient plus suffire : il fallait autre chose.

Ce n'est pas que nous ayons douté de la sincérité du gouvernement hellénique. On ne rompt pas du jour au lendemain avec une longue tradition d'amitié. La Grèce sait fort bien ce qu'elle doit à la France, à l'Angleterre, à la Russie, et nous lui rendons la justice qu'elle se plaît à le reconnaître. Nous travaillons d'ailleurs pour elle, quand nous luttons pour l'indépendance des Balkans. D'où viennent donc ses hésitations, ses réserves, ses réticences? D'où vient qu'elle affirme sa neutralité sur un ton tragique et presque éperdu? Nous l'avons déjà dit, c'est qu'on a peur à Athènes. Le Cabinet Zaïmis écrivait déjà qu'en intervenant, la Grèce s'exposerait aux pires dangers sans le moindre espoir de sauver la Serbie, et il ajoutait : « La Serbie ne saurait évidemment souhaiter un pareil résultat. » Attendez, disait-il encore, « l'intérêt commun commande que les forces grecques soient tenues en réserve en vue d'une meilleure utilisation ulté-

rieure. » Que valent ces demi-promesses? L'avenir le dira, s'il se présente dans des conditions où la Grèce n'aura plus rien à craindre. Pour le moment, elle craint tout. M. Zaïmis, qui parlait officiellement, s'exprimait avec une modération étudiée. Depuis, M. Rhallys, dans une interview avec le correspondant du *Daily Mail* à Athènes, n'a sans doute rien retiré de ces promesses, mais, dans l'épanchement d'un langage qui n'avait plus rien d'officiel, il a laissé voir toute son épouvante. M. Rhallys, ministre de la Justice, est, avec M. Skouloudis, l'homme le plus important du Cabinet : ses paroles ont donc un intérêt particulier. Comme son interlocuteur invoquait le vœu du pays : « Le vœu du pays, s'est-il écrié, je vais vous dire ce qu'il est : attendez ! » Et il sortit précipitamment de la pièce où avait lieu l'interview. Il y rentra une minute après avec un vieux numéro de *l'Illustration*, où une image représentait des cadavres de Grecs décapités et mutilés, et des décombres de villages mis à sac par les Bulgares. « Voilà, dit-il avec émotion : le vœu du pays est d'éviter cela. Nous ne voulons pas devenir une autre Belgique, une autre Serbie. La Serbie, nous l'aimons ! Mais, quand votre père, ou votre femme, ou votre frère, ou quelqu'un qui vous est cher se noie, vous voudriez bien sauter à l'eau vous-même ; mais vous devez cependant vous assurer d'abord que l'eau n'est pas trop profonde et que votre effort n'aboutira pas à un sacrifice inutile. » Ce que M. Zaïmis avait dit en style diplomatique, M. Rhallys le répète en style mélodramatique : au fond de leur pensée, leurs sentimens sont les mêmes. La Grèce se trompe d'ailleurs sur l'inefficacité à laquelle son intervention était irrémédiablement condamnée. Et nous en dirons autant de la Roumanie. Rien n'est plus imprudent que l'entreprise des Austro-Allemands dans les Balkans, même avec l'appui des Bulgares. Si la Roumanie et la Grèce avaient annoncé la résolution de s'y opposer avec celui des Alliés, leur succès était aussi assuré que les choses humaines et militaires peuvent l'être. Bien mieux : jamais les Austro-Allemands n'auraient tenté l'aventure. Malheureusement, ils ne l'ont pas fait. Là est la faute initiale, la défaillance qui a entraîné tout le reste. Pour l'éviter, il aurait suffi d'un peu plus de cœur : mais le cœur a manqué.

Aussi ne pouvons-nous pas plaindre la Grèce de l'embarras où elle se trouve. Une situation fausse est toujours embarrassante, et c'est pourquoi il ne faut pas s'y mettre : la Grèce s'y est mise, les conséquences suivent avec cette logique immanente des choses contre laquelle rien ne prévaut. Nous avons notifié à Athènes que nous ne

laisserions désarmer ou interner ni les Serbes, ni nous. On assure que M. de Jagow, ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, a notifié à son tour au ministre de Grèce à Berlin que, dans le cas où les troupes alliées, refoulées sur le territoire hellénique, n'y seraient pas désarmées, les troupes allemandes seraient obligées de les y poursuivre. Il fallait s'attendre à cette déclaration. Tout ce que nous pouvons dire au gouvernement hellénique est que nous ferons notre possible pour lui épargner l'épreuve qu'il redoute, et que nous espérons y parvenir. A bout de prodiges, l'armée serbe paraît être en voie de se réfugier, non pas en Grèce, mais en Albanie et au Montenegro. Quant à nous, nous sommes à Salonique, et nous avons l'intention d'y rester. Au surplus, notre droit de le faire n'est pas contesté, puisque M. Rhallys, dans sa conversation avec le rédacteur du *Daily Mail*, a repoussé avec force toute idée de nous inquiéter. Le contraire, a-t-il dit, « serait fou. » Et il a ajouté que les troupes alliées pourraient « creuser des tranchées et se défendre comme en France. » Nous ne pourrions, en effet, nous contenter à moins. Le port de Salonique, le territoire adjacent, les voies d'accès doivent rester à notre disposition. Ce n'est pas tout : nous demandons que les troupes grecques qui ont été concentrées et comme accumulées à plaisir autour de Salonique, en soient éloignées, car elles n'y peuvent faire rien d'utile, ni pour elles, puisque nous répondons de la place, ni pour nous, qu'elles ne peuvent que gêner.

Ici, nous serons tout à fait franc. Le gouvernement hellénique ne cesse pas de protester de sa bonne volonté à notre égard et, comme nous l'avons déjà dit, nous croyons à sa parole. Ce n'est pas une raison, parce que le gouvernement bulgare s'est conduit à notre égard avec une ruse perfide et grossière, pour que nous soupçonnions tous les autres d'en faire autant, et jusqu'ici, rien, dans la conduite de la Grèce à notre égard, ne nous permet de la confondre avec sa voisine. Elle est, en somme, autrement civilisée. Mais, si nous ne nous méfions pas de sa loyauté, comment ne prendrions-nous pas des précautions contre ses faiblesses? N'a-t-elle pas montré, ne montre-t-elle pas encore aujourd'hui, qu'il y a des situations plus fortes qu'elle, où sa volonté hésite, tâtonne, se dément? Quand elle a signé son traité d'alliance avec la Serbie, elle avait indubitablement l'intention d'y rester fidèle. L'a-t-elle fait? Le gouvernement grec s'est montré, pour le moins, très mobile depuis quelque mois : où sont nos garanties contre cette mobilité? Nous aurions pu en trouver dans la constitution du royaume, si elle avait été respectée, mais elle ne l'a

pas été et, pour tout dire, elle n'existe plus Nous aurions incontestablement le droit de dire, avec la presse anglaise, que les trois Puissances protectrices de la Grèce, dont nous sommes, n'ont reconnu et garanti en elle qu'un gouvernement constitutionnel; mais c'est une question délicate à laquelle nous ne toucherons que si on nous y oblige. Laissons le Roi s'entendre avec son peuple et son peuple s'entendre avec lui comme ils voudront, nous contentant de leur demander d'être envers nous ce qu'ils doivent être. Par malheur, la crise qu'il traverse a si fort augmenté l'instabilité du gouvernement grec que nous ne saurions songer au lendemain sans préoccupation. Si le sort d'un pays dépend de lui-même et d'un ensemble d'institutions qui se font mutuellement équilibre, on peut avoir confiance qu'il persévérera dans un certain ordre d'idées; mais, s'il dépend d'un seul homme, l'histoire nous apprend que tout est incertain.

On aurait sans doute tort de voir dans le roi Constantin un ennemi de la France, et si la terrifiante pensée de l'Allemagne n'agissait pas sur lui comme une tête de Méduse, on s'expliquerait mal pourquoi ce Danois aurait contre nous une prévention quelconque. Son pays d'origine n'a-t-il pas souffert de l'Allemagne comme le nôtre, et son pays actuel en a-t-il jamais tiré le moindre bienfait? M. Venizelos vient de faire, sur lui, une révélation qui a fait réfléchir. Causant avec un rédacteur de *l'Écho de Paris*, il lui a raconté qu'au mois d'août 1914, au moment où les Allemands marchaient sur Paris et où rien ne faisait prévoir l'issue de l'événement, il s'était rendu auprès du ministre français à Athènes et que, « avec l'assentiment du Roi, » il l'avait prié de faire savoir à Paris « que la Grèce, amie de la France, était prête à l'aider dans la mesure de ses forces et de ses moyens. » Eh quoi! le même roi Constantin, qui depuis... Oui sans doute : il faut le croire, puisque M. Venizelos le dit. Et ce n'est pas tout : n'avons nous pas appris que, par la suite, le lendemain même de la chute de M. Venizelos, son successeur M. Gounaris, lui aussi avec l'assentiment du Roi, avait fait faire à la France de nouvelles propositions d'action commune? Que conclure de là, sinon que le roi Constantin, la seule autorité qui reste provisoirement debout en Grèce, s'il n'est pas hostile, est du moins versatile. Le flux l'apporte, le reflux le remporte. Il est donc naturel que la présence autour de Salonique d'une partie importante de l'armée grecque nous ait paru plus inquiétante que rassurante, et que nous ayons désiré avoir un peu plus d'air autour de nous. En somme,

que faisait cette armée? Que pouvait-elle y faire ? Sa présence était un danger pour elle encore plus peut-être que pour nous. Elle risquait, en effet, placée au centre d'opérations militaires qui se poursuivaient entre les Alliés d'une part et les Germano-Bulgares de l'autre, de s'y trouver mêlée malgré elle et d'être entraînée dans cette guerre dont la seule image a causé à M. Rhallys une si impressionnante ettaque de nerfs. Mieux vaut à tous égards mettre une assez grande distance et comme une large marge entre les troupes grecques et les nôtres. Nous pensons bien que c'est ce qu'a nettement demandé la note des Puissances et ce à quoi la réponse hellénique a consenti.

Telle était la situation entre la Grèce et nous, telles étaient les questions que nous avions à résoudre ensemble. Fidèles à la vieille tradition qui a dominé notre histoire commune, nous n'avions que de bonnes intentions pour elle, mais il fallait lui faire comprendre que ses imprudences passées nous obligeaient à lui demander pour l'avenir des garanties tout à fait sûres. Le gouvernement de la République a cherché et a trouvé un moyen de tout concilier. Un de ses membres, M. Denys Cochin, en tous temps et sous toutes les formes, n'a pas cessé de témoigner à la Grèce la plus vive, la plus ardente sympathie. Il y a beaucoup de philhellènes en France, aucun ne l'est plus que lui, et les Grecs le savent si bien que, depuis plusieurs années déjà, ils ont donné son nom à une des rues d'Athènes. M. Denys Cochin était d'ailleurs, par sa bonne grâce naturelle et son charmant esprit, tout à fait à même de soutenir la bonne réputation qu'il s'était faite. Il devait plaire et, puisqu'on n'avait pas l'intention de rompre avec la Grèce, puisqu'on voulait au contraire la ramener à nous par un mélange de bienveillance et de fermeté, c'était une pensée heureuse de lui envoyer M. Denys Cochin avec un rameau d'olivier. Cette pensée a été comprise. L'accueil que M. Cochin a reçu à Athènes a été enthousiaste. Bien qu'il y soit arrivé la nuit, à onze heures du soir, toute la ville était debout pour l'attendre ; on se pressait à la gare, on chantait *la Marseillaise*, on criait à tue-tête : Vive la France ! Un grand nombre de maisons avaient été illuminées. On a beau se tenir en garde contre ces manifestations populaires qui, quelle qu'en soit la sincérité, n'expriment parfois que le sentiment d'un jour, comment ne serions-nous pas touchés de cet hommage spontané rendu à la France dans la personne d'un de ses fils dont on savait, à la vérité, qu'il aimait profondément la Grèce ? Ces élans du cœur ne déterminent sans doute pas la marche des événemens, mais ils ont leur prix. La population d'Athènes a voulu marquer qu'en dépit des dif-

ficultés présentes, elle avait le souvenir du passé et qu'elle désirait y rattacher l'avenir.

Puis, la politique a eu son tour, et nous n'avons pas besoin de dire que M. Denys Cochin n'a pas oublié un seul instant l'objet sérieux de sa mission. Il a d'ailleurs trouvé à Athènes un ministre français qui, bien que nouveau dans ce poste, a su déjà y faire apprécier ses intentions et son caractère. M. Guillemin a donné à M. Cochin tous les renseignemens qui devaient lui être utiles et il a parlé lui-même, au nom de son gouvernement, de manière à se faire écouter. L'un et l'autre ont préparé les esprits à recevoir la note que les Alliés étaient occupés à rédiger. Entre temps, lord Kitchener, dont nous avons, il y quinze jours, annoncé le départ pour l'Orient, est arrivé, lui aussi, à Athènes et y a été accueitli avec le respect que mérite le plus grand soldat de l'Angleterre. Il ne pouvait pas être reçu comme M. Denys Cochin ; il n'est pas un philhellène notoire; sa visite a eu un caractère plus austère, mais elle n'a pas eu moins d'importance, et son séjour à Athènes, qui a été bref, a exercé sur les esprits une influence très efficace. La Grèce n'était d'ailleurs pas l'objet spécial de sa mission. D'après les renseignemens donnés par le gouvernement à la Chambre des Communes, il est allé en Orient faire une enquête générale sur la situation et plus spécialement sur la question des Dardanelles. Le général Monro, qui a remplacé sir J. Hamilton, n'a pas hésité à en conseiller l'évacuation, et sans doute il a eu raison ; les troupes des Dardanelles seraient probablement mieux employées à Salonique ; il y a là toutefois une très grave détermination à prendre, et on comprend sans peine que le gouvernement britannique n'ait voulu rien décider avant que la plus haute autorité militaire du pays ait été mise à même de se prononcer.

Les négociations d'Athènes n'ont pas été sans quelques difficultés. Il semblait impossible que l'accord final ne se produisît pas, mais il a été précédé d'explications assez laborieuses. A un certain moment, les gouvernemens alliés ont dû faire sentir toute l'importance qu'ils attachaient à une bonne et prompte solution des questions en cause et la légation d'Angleterre a communiqué à la presse une note qui a produit une impression profonde.

« En présence, y lisait-on, de l'attitude adoptée par le gouvernement hellénique au sujet de certaines questions concernant la sécurité des troupes alliées et la liberté d'action à laquelle elles ont droit en vertu des conditions mises à leur débarquement en territoire grec, les Puissances alliées ont jugé nécessaire de prendre certaines mesures

ayant pour objet d'interrompre les facilités d'ordre commercial dont, jusqu'à présent, la Grèce jouissait de leur part... Dès que leurs doutes à cet égard, dus peut-être à un malentendu, auront été dissipés, les Puissances alliées seront heureuses de lever les obstacles qu'elles opposent actuellement à l'arrivée des marchandises à destination de la Grèce et d'accorder derechef à cette dernière toutes les facilités qui découlent naturellement des relations normales. »

Quelles étaient les mesures prises? Le bruit a couru que l'Angleterre avait mis l'embargo sur les navires grecs en partance dans ses ports. Il n'en était rien; l'Angleterre n'avait eu aucune intention de ce genre; les navires grecs ont toujours pu partir, mais vides ; or la Grèce n'a pas de ressources suffisantes pour son alimentation, et elle ne peut vivre qu'à la condition de les recevoir du dehors. Tout le monde sait d'ailleurs qu'elle est un pays essentiellement commerçant et que presque tout son commerce est maritime; c'est par la mer que la Grèce importe et exporte; c'est par la mer qu'elle respire. Elle a dès lors un intérêt vital à entretenir de bons rapports avec les Puissances qui en sont maîtresses. Elle ne peut pas rompre avec ces Puissances, car toute la machinerie allemande ne la protégerait pas contre leur hostilité. Mais il ne s'agissait pas d'hostilité : les Puissances ont voulu seulement rappeler la Grèce au sentiment de ses vrais intérêts, et elles l'ont fait très doucement. Il leur aurait été facile, si la situation s'était aggravée, de procéder à des démonstrations successives et graduées qui auraient donné la preuve de leur force. La Grèce, en effet, est aussi insulaire que continentale. Ses îles qui, dans ces derniers temps, ont augmenté en nombre et en importance, sont une grande partie de sa richesse, et son avenir est sur l'eau beaucoup plus sûrement que celui de l'Allemagne. Mais aussi, par ses îles, elle est continuellement accessible et vulnérable. Comment ces pensées ne seraient-elles pas venues en foule à l'esprit des Grecs, lorsqu'ils ont vu prendre à leur sujet une mesure qui pouvait sembler un commencement de rigueur? Ils se sont émus; ils se sont demandé ce qu'on attendait d'eux et si, par exemple, les Alliés n'avaient pas pour intention finale de les obliger à sortir de la neutralité et à participer au conflit qui ensanglante l'Europe. La note de la légation d'Angleterre aurait cependant dû les rassurer, car elle protestait contre tout projet de ce genre. En tout cas, s'ils en avaient encore l'appréhension, elle a été dissipée par les déclarations que notre ministre, M. Guillemin, a faites à un rédacteur du journal *Patris*. « La Grèce, a-t-il dit, a le droit de disposer à

son gré de son sort et de son avenir. Les Puissances alliées lui ont offert de participer à la victoire et à la récolte des fruits. Elle a refusé. Les Puissances de l'Entente, qui ont huit ou dix millions d'hommes sous les armes, remporteront la victoire sans la Grèce. La seule chose qu'elles lui ont demandée est de conserver à sa neutralité, le caractère bienveillant qu'elle a promis formellement et de continuer à accorder les facilités spéciales qu'elle s'est engagée à donner.. En somme, la situation se résume en ceci : que chacun soit fidèle à ses promesses et toutes les difficultés seront écartées. » A lire les remerciemens chaleureux que le journal *Patris* a adressés à M. Guillemin, après avoir reçu de lui ces explications rassurantes, on peut juger combien avait été vive l'alarme de l'opinion hellénique. Les Grecs d'aujourd'hui sont les plus pacifiques des hommes, Nous ne les entraînerons pas de force dans une guerre dont la seule pensée les fait tomber en syncope. Nous leur demandons seulement de nous laisser largement ouverte la porte où ils nous ont appelés eux-mêmes et qui ne peut plus être fermée qu'avec notre consentement. Mais il faut qu'elle soit ouverte et non pas seulement entrebâillée.

C'est à nos alliés et à nous de juger de ce que nous avons à faire à Salonique, et sur ce point, comme nous l'avons dit en commençant, la lumière n'est pas encore faite : il y aurait toutefois quelque chose de déconcertant et qui, confessons-le, ne serait pas de nature à faire prendre nos gouvernemens au sérieux si, après la négociation que nous venons de poursuivre obstinément à Athènes, après le voyage de M. Denys Cochin, après celui du maréchal Kitchener, après notre note au gouvernement hellénique pour lui demander notre pleine liberté d'action, nous venions dire que cette liberté, nous n'avons pas l'intention d'en user et que, satisfaction nous ayant été donnée sur le principe, nous nous en allons comme nous sommes venus. Un pareil dénouement ne donnerait pas une très haute idée de notre consistance morale, et nous espérons qu'il n'aura pas lieu, car il risquerait d'être sifflé. Nous savons bien que le but principal de notre expédition à Salonique était de secourir la Serbie et que notre effort, trop tardivement opéré, trop mesquinement mesuré, est resté impuissant. Nous avons assisté, avec l'angoisse au cœur, à la retraite des Serbes qui se sont une fois de plus couverts de gloire, mais dont la vaillance n'a pas été récompensée. Elle le sera un jour sans nul doute; un peuple qui a montré d'aussi hautes vertus militaires et politiques a l'avenir pour lui; il n'a pas voulu périr, il ne périra

pas. Mais le présent est douloureux et nous en partageons l'amertume avec nos alliés. Il en est cependant, toute proportion gardée, de la Serbie comme de la Russie : l'ennemi a occupé son territoire, il n'a pas détruit son armée. Ce qui en reste est une force redoutable, et les Austro-Allemands, aussi bien que les Bulgares, ont pu s'en apercevoir encore ces derniers jours. Le sanglier acculé a retourné contre eux ses défenses et leur a fait des blessures cruelles. Où que soient les Serbes, s'ils ne sont pas anéantis, il y aura toujours en eux des ressources de vie. C'est pour cela que nous devons, non seulement rester à Salonique, mais nous y renforcer. Nous le devons, le ferons-nous? Comment pourrions-nous résoudre la question à nous seuls? Les Anglais, les Italiens, les Russes y ont un intérêt direct incontestablement supérieur au nôtre : qu'ont-ils fait jusqu'ici pour y pourvoir? Nous avons indiqué la voie; nous nous y sommes engagés hardiment, sans regarder si nous étions suivis; mais, aujourd'hui, il faut bien que nous le regardions et, jusqu'à présent, nous ne le voyons pas clairement.

Il n'y a plus d'indiscrétion à dire ce qui s'est passé en Angleterre : sir Edward Carson a déchiré tous les voiles en pleine Chambre des Communes, et nul ne peut plus ignorer que le Cabinet britannique a commencé par décider qu'il n'enverrait pas de troupes à Salonique. Il s'est heureusement ravisé depuis, mais un mois a été perdu, et le retard est difficile à réparer. Faut-il rappeler que, parlant à un journaliste anglais, M. Rhallys a excusé l'inertie de la Grèce en invoquant celle de l'Angleterre? « Vous voulez, lui a-t-il dit, que nous venions à votre aide quand aucun soldat anglais n'a encore versé son sang en Serbie, quand il n'a pas tiré un seul coup de fusil, pour ainsi dire. Votre gouvernement, ayant accumulé fautes sur fautes et retards sur retards, et n'ayant envoyé que quelques milliers d'hommes capables de nous aider, veut nous forcer à marcher et à mourir! » En reproduisant ces paroles, nous en repoussons la profonde injustice. L'Angleterre n'a nullement demandé à la Grèce de venir à son secours, ni de sortir de la neutralité où elle se complaît. Il n'est pas vrai non plus qu'aucun soldat anglais n'ait versé son sang en Serbie. Mais toute passionnée qu'est l'algarade de M. Rhallys, la conscience anglaise jugera si elle ne contient pas quelque partie de vérité.

En revanche, nous avons rarement éprouvé, depuis quelques mois, une satisfaction plus complète qu'en lisant l'admirable discours que M. Orlando, ministre italien de la Justice, a prononcé récemment à Palerme. Ce n'est qu'un discours, sans doute, mais, comme il a été

prononcé devant M. Salandra qui le sanctionnait par sa présence, devant un très grand nombre de députés et de sénateurs, enfin devant une foule immense venue de tous les côtés pour l'entendre et pour l'applaudir, si ce n'est pas encore un acte, c'en est l'annonce et nous ne mettons pas en doute qu'il viendra bientôt. Jamais la solidarité qui unit tous les Alliés dans une même cause n'avait été affirmée avec plus de force. « Aucune personne de bon sens, s'est écrié l'orateur, ne croira que notre victoire puisse être isolée et indépendante de la victoire de nos alliés, et aussi que nous puissions envisager une paix isolée. La formule : « Tous pour un, un pour tous! » ne s'appuie pas seulement sur des raisons de dignité nationale ni sur de hauts sentimens ethniques, mais encore sur des réalités qui apparaissent chaque jour plus puissantes. » Quoi de plus vrai? Il faudrait plaindre autant que flétrir celui des Alliés qui, manquant au pacte signé par tous, croirait pouvoir faire une paix séparée. Cette paix lui attribuerait peut-être des avantages appréciables, mais, certes, elle ne les lui assurerait pas, car ils lui seraient enlevés un jour, à l'applaudissement de tous ceux qu'il aurait abandonnés et trahis. Dieu merci, rien de pareil n'est à craindre. En outre, l'Italie proteste contre l'idée que son intervention pourrait être déterminée par ses intérêts exclusifs dans les champs où elle s'exerce. « Notre abstention, comme notre intervention aux Balkans, a dit M. Orlando, ne saurait dépendre d'une autre raison que de l'appréciation de ce qui convient le mieux pour atteindre le but essentiel d'une commune victoire par la solidarité la plus absolue, la plus étroite, la plus cordiale avec les ennemis de nos ennemis. » Ce sont là de nobles paroles : elles ont retenti dans tous les pays alliés et nous en attendons l'effet avec confiance. Rien, en effet, n'obligeait le gouvernement italien à prendre devant le monde un engagement aussi solennel : s'il l'a fait, c'est après réflexion et à bon escient. La parole de l'orateur de Palerme a été comme échauffée et même enfiévrée par la pensée du dernier crime que l'Allemagne a commis, le torpillage de l'*Ancona*. Nous disons l'Allemagne plutôt que l'Autriche, parce que, quand bien même un sous-marin autrichien aurait été l'instrument de l'attentat, — ce que nous ne croyons d'ailleurs pas, — c'est l'Allemagne qui a créé la méthode et donné l'exemple. On sait que l'*Ancona* était un paquebot italien qui transportait en Amérique quelques centaines d'émigrans pauvres, hommes, femmes, enfans inoffensifs, dont les cadavres sont maintenant au fond des flots. Soit dit entre parenthèses et sans commentaires inu-

tiles, c'est à la veille du jour où l'acte féroce a été perpétré, que le président Wilson, avec une opportunité douteuse, a cru le moment venu d'adresser à l'Angleterre une note comminatoire contre les abus d'un blocus des côtes allemandes, qu'il ne juge pas effectif. « Nous, de Palerme qui n'a jamais connu la peur, nous répondons, a dit M. Orlando, à cette nouvelle infamie de nos ennemis en renouvelant le serment que l'assassin n'obtiendra pas le prix de son crime. Nous combattions, jusqu'ici, sans haine et non par vengeance, mais maintenant... nous combattrons par haine et par vengeance, jusqu'à notre dernier centime, jusqu'à la dernière goutte de notre sang; nous ne combattrons pas seulement pour vaincre un ennemi, mais pour dompter une bête fauve et nous vaincrons ! »

On est heureux de voir qu'il y a encore des pays et des hommes chez lesquels les abominations de cette guerre sauvage ne produisent pas un effet de terreur qui les paralyse et les glace, mais bien d'indignation et de colère qui les porte, non seulement à crier vengeance et justice, mais à en assurer l'exécution. L'abstention, s'est écrié M. Orlando, aurait été une défaite acceptée d'avance, une défaite honteuse, car « il est moins grave d'être battu que d'être considéré comme incapable de se battre. » La voix de l'Italie a dominé toutes les autres, ces derniers jours : nous l'avons entendue, nous l'acceptons comme une espérance.

L'article que nous avons publié plus haut nous dispense de parler de l'emprunt dans cette chronique. On l'a appelé l'emprunt de la Défense nationale et aussi l'emprunt de la Victoire : il méritera sûrement cette double appellation. Que chacun y concoure suivant ses moyens : c'est un devoir envers la patrie et, s'il peut y avoir quelque chose au-dessus de la patrie, c'en est un envers la civilisation et l'humanité.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

VERS LA GLOIRE[1]

DEUXIÈME PARTIE (2)

LE TOMBEAU DE NARCISSA

VIII

Michel poursuivait ses études avec une ardeur singulière. Depuis trois mois, l'axe de son esprit avait sensiblement changé de place ; ses idées étaient moins arrêtées, ses partis pris moins absolus. Il commençait à se convaincre qu'avant de se faire une philosophie de la vie, un homme de vingt-trois ans, si mûr qu'il soit déjà, doit écouter beaucoup de voix diverses, comparer beaucoup d'opinions en lutte. Il était arrivé à Montpellier avec un schéma tout tracé et qu'il s'était fait lui-même ; maintenant il élargissait ses vues, il prenait du champ. Comment eût-il pu en être autrement d'ailleurs ? Ses maîtres, chaque jour, exposaient devant sa raison des théories tout à fait contraires, selon la doctrine scientifique à laquelle ils appartenaient ; car maintenant l'unité avait cessé d'exister entre eux. Il y avait l'ancienne École, spiritualiste et dogmatique, celle du « vitalisme hippocratique, » qui, jusqu'au siècle dernier, avait été seule en vigueur à l'Université de Montpellier; puis la nouvelle, celle des « Organiciens, » apportée du dehors et qui s'efforçait de trouver dans l'anatomie des organes les raisons de tous les phénomènes qui se passent dans l'être humain; l'une cherchait les causes, toutes les causes, aussi

(1) *Copyright by* Jean Bertheroy, 1915.
(2) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

bien les invisibles que les visibles ; l'autre ne s'occupait que des matérielles et négligeait l'inaccessible. Michel n'avait pas tardé à s'apercevoir que ces deux doctrines s'incarnaient, avec une autorité presque égale, dans deux de ses maîtres que, parmi tous les autres, il aimait le plus à entendre : le docteur Dubail et le docteur Pellier ; elles se faisaient vivantes à ses yeux, se disputaient ses préférences ; l'une après l'autre, elles le sollicitaient, le tentaient... Mais il ne prenait pas parti encore ; il trouvait un plaisir meilleur à se réserver pour plus tard, pour l'heure des définitives synthèses. En attendant, il travaillait toujours davantage ; il passait souvent des nuits, courbé sur ses gros livres, alors qu'il avait passé ses journées penché sur un traumatisme ou sur une expérience de laboratoire.

Trois fois par semaine, il se rendait à l'Institut de Botanique, guettant là aussi le mystère de l'être et se passionnant pour la recherche de la vérité, que l'axiome de Bernard Palissy lui rappelait sans cesse : « La vérité se donne à qui la cherche ; mais il faut, pour la trouver, être veuillant, agile et laborieux. » A l'aller et au retour, il traversait le Jardin Royal, et c'était à peu près la seule promenade qu'il s'accordât. Ce jardin si vaste gardait en toute saison un charme délicieux et secret. Ses grands arbres, parés de leur feuillage, versaient une ombre bleuâtre sur les allées profondes, mêlées de ciel. Et toujours cette odeur des essences, chauffée par le soleil, multipliée par le vent... Michel s'arrêtait parfois pour humer cette odeur de miel et d'encens, de poivre et de cinnamome, qui lui donnait soif, une soif intense de quelque volupté plus forte, plus complète que celles qu'il avait connues jusqu'alors. Il ouvrait les bras et renversait la tête en arrière. Il aspirait par le nez, par la bouche, ces effluves salubres qui purgeaient ses poumons de la puanteur de l'hôpital et de l'amphithéâtre. Puis il continuait sa route.

Un après-midi, — c'était le jeudi qui avait suivi le premier jour de l'an, — il avait trouvé l'Institut fermé. Cette courte période de vacances durait encore ; il l'avait oublié ! Cependant il ne voulait pas perdre sa journée ; il se dirigea vers le Nord du jardin, où l'on cultivait les plantes officinales. Le lieu était retiré, presque désertique ; ainsi que l'avait dit Sébastien Lepic à Michel, il n'y avait guère que les étudians étrangers qui profitaient des admirables collections réunies là depuis des siècles et savamment classifiées ; mais, aujourd'hui, personne ne

s'avisait de leur venir rendre visite. Michel avait pris par l'une des allées majestueuses qui devaient aboutir à cet endroit ; il marchait rapidement, n'étant préoccupé que de son but. Ce but, toujours le même, il le voyait maintenant plus précis devant ses yeux ; chaque pas qu'il faisait, chaque effort qu'il accomplissait, l'en rapprochait davantage. Et il ne regrettait aucun des sacrifices que lui coûtait sa volonté de parvenir. Il souriait, — il souriait à la Gloire ; aucun visage de femme n'aurait pu exercer sur lui cette séduction, cette attirance directe. Il aimait la Gloire, comme un mystique aime Dieu, — sans discussion et sans partage, — et, de même qu'un mystique tend à la possession du ciel, il tendait à la possession de ce qu'il considérait comme le point le plus élevé de son ascension terrestre.

Un gros bouquet de violettes dans les mains, Énimie se dirigeait vers cette même partie du Jardin Royal. Il la rencontra, comme il venait de quitter la grande allée et de s'engager dans un sentier étroit que bordait une double rangée de saxifrages déjà en fleurs. Eût-il voulu se dérober, qu'il n'en eût plus trouvé le temps. Mais il n'avait aucune raison de fuir la femme du docteur Pellier ; sans être devenu un intime de la maison, il avait eu l'occasion d'aller plusieurs fois chez elle, et toujours elle lui était apparue maternelle et douce, comme le premier soir où il l'avait vue au gala des étudians. Elle était toujours la même ; l'expression de ses traits ne changeait point ; sa face longue et pensive de madone paraissait sculptée dans un marbre lisse ; ses paupières lourdes battaient toujours sur des prunelles aussi transparentes. En ce moment, éclairée par un rayon de soleil, qui venait auréoler son front et mettait autour de ses cheveux un éparpillement de flèches d'or, elle était semblable à quelque *Pietà* florentine peinte par un pieux primitif, qui aurait eu souci surtout de faire surgir sur ses traits son âme. Michel la salua très bas. Puis, sans qu'il l'eût fait exprès, son regard glissa sur les violettes aux larges pétales qu'elle tenait entre ses mains. Elle surprit ce regard et simplement :

— Elles sont belles, n'est-ce pas ? Je les porte sur une tombe.

Michel s'étonnait que, dans ce vaste jardin fleuri, on pût s'occuper de la mort. Ici, au contraire, tout parlait de la vie,

tout s'exaltait dans l'universelle montée des sèves. Énimie elle-même, dans ses vêtemens clairs et ce frais bouquet entre les mains, évoquait une vie splendide, arrivée presque à sa maturité, mais glorieuse et verdissante encore. Il dit, en posant les yeux sur elle :

— Vous n'avez pas eu de deuil récent ?

— Non ! et je n'ai même pas connu la petite morte à qui je dédie cet hommage. C'est une pauvre petite morte bien oubliée...

Cette fois, Michel ne put dissimuler qu'il était curieux d'en connaître davantage. Quel pouvait être ce mystère ?

Énimie sourit doucement :

— Venez avec moi !

En deux minutes, ils furent à l'extrémité septentrionale du jardin. Il y avait là une voûte adossée aux anciennes fortifications de la ville, — une sorte de grotte encombrée de plantes grimpantes et de feuillages et que fermait une grille surmontée d'une plaque de marbre où se lisait cette inscription :

Placandis Narcissæ mânibus.

Énimie avait attaché son bouquet à la grille, puis elle se pencha un peu sur l'épaule de Michel :

— Vous avez lu ? C'est ici le tombeau de Narcissa, la fille du poète Young, morte à dix-huit ans, et que son père enterra de ses propres mains dans cet endroit écarté.

Et, comme Michel l'écoutait avec le reflet d'un doute dans ses yeux bleu sombre, elle s'anima :

— Il est impossible que vous ignoriez entièrement les *Nuits* de Young, ce chef-d'œuvre de la littérature anglaise, l'une des plus profondes méditations de l'esprit humain. Il les écrivit, ces poèmes des *Nuits*, en souvenir de Narcissa, et il y raconte, en plusieurs endroits, cette douloureuse aventure. Presque vieux déjà et pasteur protestant dans le Hertfordshire, il épousa la veuve du colonel Lee qui avait deux enfans, dont cette Narcissa, pour laquelle il se sentit pris tout de suite d'une tendresse aussi vive que s'il eût été son propre père, — plus vive même peut-être ! Comme elle était d'une santé fragile, et qu'elle toussait fréquemment, il résolut de l'enlever au climat brumeux de l'Angleterre pour l'emmener dans le Midi de la France. Il choisit Montpellier, avec l'espoir pro-

bable de consulter les médecins de cette Faculté, depuis longtemps célèbre. Mais ni la science, ni le soleil ne purent guérir la jeune malade. Elle mourut à dix-huit ans, et là commença un second drame plus poignant encore que le premier : Narcissa étant protestante, la sépulture lui fut refusée dans le cimetière catholique. Alors Young, désolé, affolé, pris aussi sans doute d'une idée romanesque de poète, gagna la complicité d'un gardien et vint nuitamment apporter le corps de sa fille dans cette grotte. Plus tard, le grand acteur Talma, en représentations à Montpellier, s'émut de l'abandon où on laissait ce triste tombeau, et, de concert avec Candolle qui était à cette époque directeur du Jardin Royal, il fit poser cette grille et cette plaque commémorative... Mais qui donc maintenant songe à Young et à la pauvre Narcissa?

Michel se sentait remué; cette histoire, si invraisemblable qu'elle pût lui paraître, plaisait à son imagination soudain éveillée; puis l'accent, la conviction d'Énimie ne laissaient pas que de l'impressionner. Il demanda :

— Vous venez souvent apporter des fleurs sur ce tombeau?

— Souvent, oui! C'est pour moi une occupation très douce. Je reste quelquefois longtemps à méditer devant cette inscription funèbre...

Elle reprit :

— Il y a tant de solitude dans la journée d'une femme! Puis, j'ai une autre raison, ou, si vous le voulez, une autre excuse. J'ai eu, moi aussi, une fille qui est morte toute jeune, et qui maintenant aurait à peu près l'âge de celle qui repose ici. Elle s'appelait Cecilia. C'était une belle petite fille. Elle est morte en une nuit. Nous n'avons rien pu contre le mal subit et traître qui l'a emportée comme un loup emporte un agneau... Oh! mon cher enfant, vous ne savez pas ce que c'est que le cœur d'une mère!

Pourquoi Michel avait-il des larmes aux yeux? Était-ce l'aventure tragique du poète anglais, ou la fin précoce de Cecilia? Mais non! C'était cette femme jeune et palpitante, qui venait de l'appeler : « Mon cher enfant. » — Depuis si longtemps, personne ne l'avait appelé ainsi!... Et cela lui faisait passer un petit frissonnement dans le cœur, une secousse dans ses nerfs tendus par un travail excessif.

Il dit quelques mots sans suite et s'éloigna.

IX

Gabriel d'Artissac élaborait quelque original poème, entre une dissertation de droit et une étude physiologique, lorsque Michel frappa à la porte de sa « tour d'ivoire. » En réalité, le logement de l'étudiant périgourdin, situé au plus haut d'une maison qui était une sorte de cité ouvrière dans un quartier populeux, entre le canal du Verdanson et la place de l'Abattoir, n'avait rien de particulièrement biblique ; il se composait d'un vaste atelier où était son lit, et d'un belvédère qui dominait le panorama de la ville et des faubourgs enclos de touffus jardins. Il y avait de tout dans ce studio arrangé à la façon artiste : des fleurs et des livres, des instrumens de musique et des panoplies d'armes, des dessins non encadrés épinglés au mur, des masques japonais grimaçans et des photographies d'hommes célèbres. Michel traversa l'atelier et se rendit tout droit dans le belvédère, où son ancien camarade de collège avait installé une table de travail.

— Je te dérange ?

— Naturellement! J'étais en conversation intime avec la Muse. Mais c'est une aimable personne; elle reviendra au premier signe. — Tandis que toi, tu es plutôt rare...

— Tu sais bien que je ne m'accorde aucun loisir ; je travaille ; je voudrais doubler les minutes...

— Oui, c'est la période de grande activité cérébrale ; nous avons tous passé par là, — plus ou moins ! Mais cela ne dure pas toujours ; l'homme n'est pas seulement un cerveau. Assieds-toi, et raconte ce qui t'amène.

Michel ne se fit pas prier ; il arrivait chargé d'une curiosité exigeante et inquiète. Mais, cette fois, ce n'était pas un problème scientifique qui l'agitait. Il demanda, sans préambule :

— Dis-moi, mon ami, qu'est-ce que c'est donc que cette histoire de la fille du poète Young qui aurait été enterrée au Jardin Royal ?

Un léger rire secoua les épaules de Gabriel d'Artissac :

— Toi aussi ! Tu vas devenir amoureux de la blanche Narcissa ? Tu vas faire du roman avec cette aventure douteuse ? Attends au moins de connaître les pièces du procès !

— Alors, ce serait une pure légende ?

— Je ne soutiens pas cela; il y a le pour et le contre : si la crédulité est un défaut regrettable, l'acharnement à tout nier, qui est une caractéristique de notre temps, est peut-être plus à déplorer encore. Mais le cas de la fille de Young est un de ceux qui prêtent le plus aux divagations de l'esprit; et la preuve en est dans l'extraordinaire mouvement passionnel qu'il souleva, à l'époque du romantisme, parmi plusieurs générations de jeunes hommes; à cette époque, tous les étudians s'occupaient de Narcissa; il y eut des duels entre ceux qui croyaient à la véritable sépulture dans la grotte du Jardin Royal et ceux qui n'y croyaient point. Puis cette effervescence s'est calmée peu à peu; aujourd'hui, il n'y a guère que les nouveaux venus, comme toi, qui s'attachent à chercher le mot de l'énigme.

— Mais, insista Michel, quel a été le point de départ de tout ceci?

— D'abord le récit de Young lui-même; — et, à moins de le traiter d'halluciné... Puis ceci encore : quelque temps avant la Révolution, on avait fouillé à cette place et on y avait bien trouvé en effet un squelette de jeune fille. Mais il y eut des gens pour prétendre que c'étaient les étudians en médecine qui, par mystification, l'y avaient apporté... Ce fut précisément pour empêcher de nouvelles profanations qu'une trentaine d'années plus tard Talma et Candolle firent poser une grille devant cette tombe avec l'inscription touchante : « *Placandis Narcissæ mânibus.* » — Que les mânes de Narcissa soient apaisés!... La pauvre fille! Elle a bien gagné le repos éternel.

Michel, debout devant son ami, semblait attendre un surcroît d'informations; mais Gabriel d'Artissac se leva, fit le tour de la table et dit avec un peu d'ironie :

— C'est tout. Je ne sais rien de plus! Nous pourrions peut-être parler d'autre chose?

— Encore un mot! Possèdes-tu les *Nuits* de Young? Je confesse, à ma honte, que je ne les ai jamais lues, pas même dans la traduction française.

— Décidément, cela tourne à l'idée fixe, ce qu'en médecine nous appelons l'obsession pathologique. Je vais te prêter le bouquin, mais tu me laisseras tranquille. Tu vas me jurer de ne remettre les pieds ici que lorsque tu seras définitivement libéré.

Tout en plaisantant, il était allé prendre dans l'atelier, au

milieu d'un tas de vieux livres rangés en pyramide, un volume relié d'un cuir vert à filets d'or qui sentait le règne de Louis XVI. Il l'ouvrit et le tendit à Michel :

— Voilà! Il y a même des gravures du temps assez curieuses : tu verras le poète agenouillé, déposant le corps de sa fille dans la fosse qu'il a fait creuser pour elle. Regarde cette petite tête fine et glabre de lord anglais, coiffée d'un turban. Délecte-toi à lire ses aspirations vers l'infini. En voici une qui n'est pas sans beauté et qui paraphrase assez élégamment le *Sunt lacrymæ rerum* de Virgile, qu'il a pris pour épigraphe : « Savez-vous, ô Lorenzo, le prix d'un soupir? Avez-vous jamais étudié la philosophie des larmes? Ce n'est pas dans les écoles qu'elle s'apprend. La science n'est pas la sagesse. » Et celle-ci qui rappelle les centons funèbres de l'anthologie grecque, — je l'ai marquée d'un signet : « Chère Narcissa, tu es fraîche et pure comme la rosée du matin; tu n'as brillé comme elle que l'espace d'une aurore. Comme elle, tu es montée de la terre dans le ciel aux premiers rayons du jour. O ma fille, ton père en cheveux blancs est devenu ton disciple; que ta jeunesse et ta mort prématurée l'instruisent! »

Michel avait saisi le livre et le feuilletait à son tour. Doucement, Gabriel d'Artissac, qui s'était ému une minute, le poussa par les épaules :

— Et maintenant, bonsoir! Ma Muse à moi s'impatiente; je l'entends qui tape aux carreaux du belvédère. Peut-être es-tu cause que l'humanité sera privée d'un nouveau chef-d'œuvre.

Il avait repris le mode ironique.

— Bonsoir, vieux! dit Michel en lui serrant la main.

Il était pressé de regagner la maison; il coupa au plus court par les étroites rues vieillottes, de façon à ne rencontrer personne. Mais il lui fallait bien quand même franchir l'une des longues avenues nouvelles qui fermaient le centre de la ville. Comme il allait traverser le boulevard Pasteur, il aperçut le professeur Dubail, qui devait, lui aussi, rentrer chez lui. Arlata l'accompagnait. Elle marchait à côté de son père, du même pas; mais ce pas semblait plus alerte et avait quelque chose d'immatériel et d'aérien. Ils s'éloignèrent. Cependant, Michel avait eu le temps de remarquer qu'elle portait à la ceinture un gros bouquet de ces violettes à larges pétales, pareilles

à celles qu'Énimie avait déposées sur le tombeau de Narcissa. Cette coïncidence le troubla un instant; puis il se gronda d'être devenu si sensible. Toutes les femmes ne chérissent-elles pas également les fleurs, les unes pour les offrir aux autels ou aux cimetières, les autres pour en parer leur beauté? Arlata laissait derrière elle comme un sillage lumineux; son éclatante jeunesse paraissait défier la souffrance et la mort... Peut-être demain serait-elle fauchée à son tour par cette mort impitoyable qui aimait à choisir ses victimes parmi les plus belles vies de la terre? Michel se la figurait déjà, comme Narcissa, comme Cecilia, couchée dans un étroit sépulcre et « belle encore dans les bras de la mort, » comme avait dit le poète. Ces trois vierges charmantes auraient-elles le même destin? Une telle pensée lui était insupportable. Il marchait vite, pour essayer d'y échapper. Arrivé rue du Four-Saint-Éloi, il monta en courant les deux étages de la maison et s'enferma dans son cabinet. Là peut-être serait-il tranquille? Il allait retrouver d'autres images, d'autres idées, et alimenter son esprit avec des réalités plus saines. Le volume de Young était dans sa poche; il le posa sur la table sans le rouvrir; il redoutait l'obsession que lui avait prédite son camarade d'Artissac. Il comprenait que, quoi qu'il fît, cette journée marquerait dans son existence; il y a ainsi de ces hasards, — malencontreux ou heureux, — qui vous guettent, vous empoignent et vous tirent hors de votre chemin.

Que de rêves il avait déjà faits dans ce silencieux cabinet de travail, dont il avait bloqué la fenêtre pour empêcher que le bruit du dehors parvînt jusqu'à lui! Tous les rêves qu'un homme peut faire, il les avait faits, sauf celui de l'amour. L'amour n'était jamais entré ici, même à l'état d'illusion... Il l'avait toujours tenu à l'écart, comme un gêneur dont on redoute la présence. Mais que savait-il de cette force qui soulève les mondes? Que connaissait-il de la femme? S'imaginait-il avoir tout compris de l'une et de l'autre par les quelques aventures banales qu'il avait eues à Paris? En réalité, il en était encore à redouter le coup de foudre d'une première passion pour un objet qui vraiment en vaudrait la peine. La vraie femme, il l'ignorait totalement, celle que l'on désire autrement que pour la satisfaction d'un instant, et que l'on possède sans rien avilir de son âme; une vraie femme, une pure jeune fille, une de ces vierges charmantes comme devait être Narcissa...

Mais était-ce possible? Est-ce que l'idée de la mort l'aurait conduit à l'idée de l'amour? Est-ce que l'amour serait entré par fraude aujourd'hui dans cette demeure, porté sur les ailes blanches de la poésie et de la mort? Et d'où venait qu'il ne se rebellait plus?...

X

Le docteur Pellier, suivi des internes, des infirmières et de la longue file de ses élèves, venait d'achever sa visite à l'hôpital suburbain, quand il fit dire à Michel de le rejoindre vers la sortie. Débarrassé de l'austère blouse blanche, et. la cape de feutre sur la tête, il reprenait, dès le service fini, cet air d'élégance, de bravoure et de hardiesse qui le faisait ressembler à un Maure d'Espagne. Les façons cordiales qu'il affectait à l'égard des étudians se nuançaient pour Michel Sorguier de quelque chose de plus personnel; car il avait déjà aperçu en lui les deux qualités maîtresses, qui, lorsqu'elles sont réunies chez un même sujet, le mènent presque toujours au succès définitif : la souplesse de l'intelligence et l'assiduité au travail.

Dehors, il lui tendit la main :

— Je vous félicite. Vous avez enlevé brillamment votre examen de pathologie expérimentale, l'un des plus difficiles. Maintenant, vous n'avez qu'à suivre la filière. Dans deux ou trois ans, vous pourrez retourner à Paris avec le bonnet carré du docteur.

Michel éprouva de ce compliment une fierté légitime; mais, presque aussitôt, il se souvint que son autre maître, son premier « patron, » le professeur Dubail, l'adjurait sans cesse de ne point se presser et de joindre à ses études indispensables d'autres branches adjacentes. Il répondit :

— J'ai l'intention de poursuivre aussi l'agrégation en sciences naturelles.

— Bravo! cela ne peut pas faire de mal! Mais croyez-moi : la clinique d'abord, la clinique avant tout! Faites-vous un répertoire de tous les cas intéressans qui passeront sous vos yeux... Un bon praticien n'a jamais assez d'observations dans son sac.

Il s'était mis en marche le long de l'avenue qui reliait entre eux les deux grands hôpitaux de la ville. Michel s'avançait à sa

gauche, heureux de cette bonne fortune qui lui permettait de causer familièrement avec un des hommes les plus considérables de la Faculté. Bien qu'il n'acceptât pas tout de ses théories nettement « organiciennes, » il subissait quand même l'ascendant, le prestige, que le mari d'Énimie exerçait sur la jeunesse, sur les femmes, sur les gens du monde, et sur les patiens les plus éprouvés. Un sentiment fait de curiosité et d'admiration le subordonnait à ce grand seigneur de la Médecine, qui « gagnait ce qu'il voulait » comme un chanteur à la mode, et se donnait plus volontiers les allures d'un artiste que celles d'un savant. « Nous sommes des artistes, répétait le docteur Pellier de sa voix vibrante, des virtuoses de la vie humaine, et nous avons deux cordes à notre luth : le diagnostic et le traitement. Que ferions-nous de la science pure au chevet d'un homme qui souffre? Le soulager, lui insuffler l'espoir et la volonté de guérir, voilà ce qui importe. — Le reste est vanité! »

Tout à coup il s'arrêta et posa sa main sur le bras de Michel, de ce geste péremptoire qui lui était fréquent.

— Vous savez, je compte sur vous à notre prochain dîner des thérapeutes. Chaque mois, j'invite, avec plusieurs de mes confrères, deux ou trois de nos futurs Esculapes. C'est votre tour. Lepic viendra aussi. Je tiens à ce que tous les âges soient représentés.

— Vous me faites beaucoup d'honneur, balbutia Michel, qui se sentait à la fois content et gêné un peu.

— Alors, c'est convenu : jeudi prochain, à sept heures et demie. Ne mettez pas votre habit, c'est inutile; nous serons entre hommes, — exclusivement!

La table était ornée avec somptuosité de vaisselles à décors polychromes et de fleurs arrangées par grosses touffes sur une nappe à entre-deux de guipure. D'ailleurs, dans l'hôtel privé du docteur Pellier, le luxe était partout, et il se manifestait même avec une abondance excessive. Trop de bronzes, — qui tous n'étaient pas du meilleur style, — trop de glaces, trop de dorures, et surtout trop d'effigies du maître placées aux bons endroits et sollicitant le regard. Ces ostentations n'éblouissaient pas Michel, habitué à de plus sobres élégances : n'avait-il pas grandi auprès d'un père qui, par goût et par métier, vivait au milieu des œuvres d'art? — Avant le dîner, il avait à peine prêté une

attention distraite aux tableaux exposés sur les murs du grand salon; cependant un portrait d'Énimie, accroché modestement dans un angle sous une marine de Ziem, lui avait souri tout à coup, de ce sourire doux et maternel qui plus d'une fois déjà avait réconforté son âme. Et cela lui avait fait plaisir. Puis on avait passé dans la salle à manger, éclairée à profusion d'ampoules électriques, et où séjournait une vague odeur d'épices, de fruits exotiques et de vins précieux. Et tout de suite, bruyante, saccadée, la conversation s'était établie entre ces hommes d'âge différent, mais de profession semblable, et qui tous apportaient avec eux les mêmes préoccupations ou les mêmes ambitions. Michel, assis à l'un des bouts de la table, — Sébastien Lepic lui faisait vis-à-vis à l'autre bout, — avait d'abord éprouvé une sorte de repliement sur soi-même; mais il s'était vite mis à l'unisson. Le menu, placé à la portée de sa main, l'amusait par son aspect archaïque; il était composé sur une feuille de parchemin et portait en lettres onciales la liste « des victuailles et de la beuverie. » On ne pouvait douter que l'ombre du plus illustre parmi les illustres médecins de la Faculté de Montpellier ne planât sur ces agapes. En effet, dès que le potage eut été enlevé, le docteur Pellier, avant de vider son verre, salua la mémoire

Du bon Rabelais qui buvait
Toujours, ce pendant qu'il vivait.

Ce toast était d'usage à chacun de ces dîners pantagruéliques, et c'était comme le signal d'une plus grande levée de saillies et d'anecdotes grivoises; on jetait loin de soi le masque gênant des conventions officielles, et l'on ne résistait plus au naturel plaisir de laisser monter à la surface la lie profonde de l'être, détente conforme aux traditions de l'École de Salerne et aux lois salutaires de l'hygiène. Les plus âgés parmi les convives étaient les plus désinvoltes dans leurs propos, les plus convulsifs dans leurs rires, les plus pressés de cueillir le jour; — tel le vieillard d'Anacréon qui se couronnait de roses et dansait au son des flûtes obliques avant que de retourner dans l'Hadès. Ainsi de service en service, et à mesure que passaient les viandes et les vins, la gaîté montait, se propageait comme une contagion foudroyante. Quelqu'un qui fût entré dans cette salle surchauffée et pleine d'un incessant tumulte eût cru sans

doute se trouver au milieu d'une assemblée de démens; mais les sages étaient peut-être ceux-là mêmes qui noyaient en cette heure brève les inévitables dégoûts d'une existence vouée au soulagement de la misère humaine. Ce fut l'opinion qu'émit en termes élégans l'un des invités notoires du docteur Pellier; et, comme preuve à l'appui, il fit le tableau de ce qu'il avait vu, entendu, touché depuis le matin... Ce récit véridique fut accueilli par d'unanimes bravos. On but davantage. Le piquepoul et le vin de Lunel arrosèrent les gosiers excités. On cita de nouveaux passages de *Pantagruel* et de *Gargantua :* — « Et tout pour la tripe! » cria une voix claironnante. C'était celle d'un spécialiste pour les maladies d'estomac, célèbre par la sévérité des régimes qu'il imposait à ses cliens. « Tout pour la tripe! » Debout et avec un art consommé, il déclamait l'apostrophe fameuse qu'il savait par cœur, et dont il faisait ressortir les multiples beautés, pierres précieuses et éclatantes incrustées dans le plomb vil d'un réalisme outrancier : « Et tout pour la tripe! Pour servir Messer Gaster tout le monde est empêché, tout le monde laboure; les bêtes les plus dénuées de ressources font des prodiges pour atteindre la nourriture dont va se repaître leur ventre affamé : « Même aux animaux brutaux, il apprend actes déniés par Nature. Les poissons tant de mer que d'eau douce, baleines et monstres marins, sortir il fait des bas abîmes; les loups jette hors des bois; les ours hors des roches, les renards hors des tanières... Les aigles, gerfauts, faucons, oiseaux agnards, essors rapineux, sauvages, il domestique et apprivoise, de telle façon que les abandonnant en pleine liberté du ciel, quand bon lui semble, tant haut qu'il voudra, tant qu'il lui plaît, les tient suspens, errans, volans, planans au-dessus des nuées... et soudain les fait du ciel en terre fondre... Et tout pour la tripe!... »

Cette fois le délire était à son comble. Toutes les mains applaudissaient.

— C'est aussi beau qu'une page d'Homère! cria le docteur Pellier en congratulant son convive.

L'idée de cette comparaison, si burlesque qu'elle parût d'abord, ne lui appartenait pas en propre; elle avait été reprise souvent, depuis que dans le *Mercure galant* un écrivain du XVIIIe siècle l'avait osée le premier. Cependant on discuta; on fit valoir le pour et le contre. Si le monument social qu'avait

établi Rabelais était par certains côtés tellement différent de l'œuvre d'Homère, c'était que les époques du monde où ces prodigieux esprits avaient vu le jour différaient de même, sensiblement. Mais n'avaient-ils pas l'un et l'autre l'abondance magnifique du style, l'amour du détail précis, l'imagination créatrice et le sens profond de la Nature? Oui, on pouvait sans manquer de respect au plus grand des poètes grecs lui comparer le plus lyrique des prosateurs français. On se mit d'accord en allumant des cigares.

Dans le salon où l'on était retourné, la conversation prit un tour plus trépidant encore. On était entre hommes. On pouvait aborder tous les sujets. On les aborda. Et comme l'esprit et la verve gauloise ne manquaient point à ces personnages cultivés et de mentalité libre, ce fut un feu d'artifice aux fusées étincelantes. Le rire homérique, le rire rabelaisien, montait jusqu'au plafond, faisait frémir les frêles ampoules de cristal, où le filon électrique émettait une intarissable lumière. Michel plaçait son mot et s'égayait aux franches saillies; tout à coup il se contint : le portrait d'Enimie venait de nouveau de lui sourire, et son image, — la vraie, — s'imposait de nouveau à lui. Sans doute, la femme de son hôte, qui avait dîné à l'écart, entendait cette immense gaîté masculine, cette gaîté débridée et sans gêne, qui se répandait autour d'elle et insultait à sa solitude. Comme elle devait les trouver grossiers, tous, et les mépriser dans le secret de son cœur, elle si délicate, si subtilement sensible, et de qui la vie intérieure devait être si nuancée et si profonde! Michel se sentit mal à l'aise; il n'écouta plus que d'une oreille indifférente ces hilarans propos. Son second cigare achevé, comme onze heures venaient de sonner à un cartel Louis XV, placé au-dessus de la cheminée, il jugea qu'il pouvait décemment prendre congé, et il alla furtivement serrer la main du docteur Pellier.

Dans l'antichambre, Sébastien Lepic se hâta de le rejoindre.

— On étouffe ici! Sortons!

Ensemble ils descendirent l'escalier et gagnèrent le dehors. Le vent pur et frais leur causa une ivresse bienfaisante, qui dissipa les fumées de ce copieux repas. Certes, on n'y avait point dépassé les limites de la bienséance, et, ni l'un ni l'autre, ils ne pouvaient se montrer choqués de l'honnête gaîté de leurs maîtres. Mais leur jeunesse gardait encore, malgré tout, à tra-

vers tout, ce pollen léger, cette étamine, cette fleur de l'âme qui ne se dissipe que plus tard au frottement répété de la vie brutale. Alors ils avaient besoin de grand air; ils étaient heureux de s'en aller côte à côte vers les hauteurs, là où plus d'espace, plus de ciel, plus de clarté se révèle aux regards inquiets des apôtres du lendemain.

Ils s'étaient dirigés vers le plateau du Peyrou; la grille de la terrasse supérieure était depuis longtemps fermée. Ce leur fut un jeu de l'escalader. Ils étaient souples et forts, entraînés normalement aux exercices des muscles. Le terre-plein gagné, ils continuèrent leur marche le long de ce promenoir admirable jusqu'à l'aqueduc qui amenait au cœur de la cité les eaux abondantes du Lez; puis ils revinrent sur leurs pas. La nuit était assez lumineuse pour que le paysage, dans ses grandes lignes, dans son étendue profonde, se révélât à leurs yeux. La Méditerranée, au ras de l'horizon, formait une tache sombre sous le scintillement des étoiles; et, vers l'Occident, les Cévennes toutes blanches, comme une suite de temples aux architectures cyclopéennes, s'étageaient sous un firmament plus clair, qu'elles semblaient soulever de leurs épaules de marbre.

Sébastien se tourna de ce côté :

— C'est la région de l'enchantement et du mystère. Vous doutez-vous que, dans les grottes qui s'ouvrent aux flancs de ces montagnes, on pratique encore le culte des fées et qu'il y a là des hommes de notre âge qui croient aux sortilèges des esprits ?

— Pourquoi pas? dit tranquillement Michel.

En ce moment, cela ne lui paraissait pas si absurde. Il acceptait le merveilleux comme un contrepoids nécessaire à l'entraînement de la matière aveugle et lourde. Mais Sébastien reprenait avec plus de force :

— J'ai passé une partie de mon enfance à courir dans ces causses et dans ces garrigues désertes, peuplées de maigres farigoules. Ce pic du Saint-Loup, qui domine les autres hauteurs et qui n'est qu'un volcan éteint, je l'ai pratiqué en tous sens. Dans ce temps-là, moi aussi, je croyais aux fées, aux miracles, à tout ce que l'imagination crée et abolit tour à tour. Comme on change, cependant!

Il s'était arrêté, et promenait ses regards sur ce panorama grandiose, d'où accouraient vers lui tant de souvenirs. Michel le sonda de ses yeux investigateurs :

— Cela vous revient encore parfois, avouez-le? On ne se débarrasse jamais tout à fait du passé!

Mais Sébastien hocha la tête, et l'expression mâle de son visage s'affermit davantage, tandis qu'il disait :

— Non, mon cher, tout cela est fini, tout cela est éteint, comme la lave refroidie de ce volcan. Je ne crois plus qu'aux choses positives.

Et il ajouta de la voix nette dont il eût exposé le résultat d'une équation géométrique :

— Le but de la vie, c'est la vie.

Ils redescendirent ensemble vers la ville.

XI

En rentrant, Michel fut surpris de ne pas voir du dehors la faible lumière qui aurait dû à cette heure éclairer le cabinet de travail de son oncle. Les douze coups de minuit n'avaient pas encore sonné, et c'était un événement presque incroyable que l'oncle Cléophas eût changé quelque chose à des habitudes qui formaient le réseau étroit de sa vie. Tout en mettant le passe-partout dans la serrure, il eut un léger frisson d'inquiétude : — tandis qu'il se récréait au festin pantagruélique du docteur Pellier, le malheur, subrepticement, se serait-il introduit dans la maison? Mais non! Le calme régnait du haut en bas de l'escalier sombre; aucun bruit suspect, aucune allée et venue des serviteurs... Il monta sur la pointe des pieds, et, comme il passait devant le palier du premier étage, il entendit la voix de l'oncle Cléophas qui scandait les deux syllabes de son nom :

— Michel!

Alors il pénétra dans la chambre.

L'oncle était couché. Sa tête aux lignes classiques reposait à plat sur le traversin de crin dur; il avait mauvaise mine, les joues ternes, les yeux trop brillans. C'était la première fois que Michel le voyait au lit, et il en éprouva une sorte d'étonnement pénible. Un tel homme semblait fait pour vivre debout, et, comme ces philosophes stoïciens qu'il s'était donnés pour modèles, la mort même devait le surprendre dans cette attitude énergique, le corps soumis à l'esprit, l'esprit tendu vers la recherche de la vérité.

Cependant, le vieillard expliquait doucement que c'était là un incident dont il ne convenait pas de s'alarmer. Durant la soirée, comme il mettait de l'ordre dans ses notes, il s'était senti pris de vertige ; et, tout à coup, il avait éprouvé une douleur violente dans le côté droit de l'encéphale. Alors, il avait achevé le travail commencé, éteint sa lampe, et il s'était allé coucher ainsi que les autres soirs, s'abandonnant à la volonté directrice qui gouverne chaque destinée.

Inquiet, Michel s'était penché sur lui :

— Vous souffrez encore? Voulez-vous que j'aille demander à votre vieil ami, le docteur Dubail, de venir vous voir?

— Il sera sans doute temps demain, dit Cléophas Sorguier, laissant un sourire passer sur ses lèvres minces. J'ai voulu seulement te prévenir, afin que, si la vie m'échappait brusquement, tu saches comment agir sans précipitation et sans trouble. Cette maison t'appartiendra; elle te revient de droit. Mes autres dispositions sont écrites sur un papier que tu trouveras dans le tiroir de ma table.

— Ne parlons pas de cela. Avez-vous de la fièvre?

Il lui avait pris le poignet; et, attentif, exercé déjà dans la pratique du coup d'œil médical, il examinait les signes par quoi la nature se trahit.

— Je pense que cela ne sera rien, déclara-t-il; avec quelques soins, vous serez vite remis de cette secousse.

— Merci, mon garçon. Va te reposer maintenant. Et surtout, ne te laisse pas abattre, quoi qu'il arrive. Que sommes-nous, chacun dans notre vie individuelle, depuis l'heure de notre naissance jusqu'à celle de notre mort? — Que sommes-nous? Le plus puissant d'entre nous, qu'est-il? Le philosophe l'a dit : *Une petite âme portant un cadavre.*

Michel, cependant, voulait rester là dans un fauteuil; il y serait fort bien, assurait-il. Mais l'oncle Cléophas déclara que ce serait le désobliger. Maintenant, il voulait dormir. Avait-il vraiment sommeil? ou feignait-il cette disposition pour que Michel allât prendre quelque repos? Celui-ci céda enfin et doucement remonta chez lui.

Il fut longtemps avant de s'assoupir; cette soirée brillante se précipitait dans l'inquiétude. Certes, l'indisposition de l'oncle ne présentait aucun caractère de gravité. — Mais sait-on jamais quelle tournure peut prendre le mal chez un homme qui a déjà

posé un pied sur le seuil de la vieillesse? Et puis il y avait ce détachement de la vie, ce désintéressement, cette sérénité qui constituent un état peu favorable aux utiles réactions. Michel n'était pas tranquille; il écoutait, souhaitant qu'un bruit, un indice léger lui permissent de redescendre. Le grand silence qui emplissait la maison l'oppressait. Il lui tardait d'être au lendemain pour aller chercher le docteur Dubail et fortifier son jugement de celui de ce savant éprouvé.

Arlata s'était constituée la gardienne du malade, obligé pour quelque temps à un sévère repos. Sa présence dans cette maison privée de femmes créait une atmosphère d'élégance et de joie. Elle venait aux heures où Michel était obligé de sortir pour assister à ses cours. Souvent elle laissait son ouvrage, ou quelque lecture commencée. Une émanation d'elle restait dans la chambre, dans le cabinet de travail, partout où elle avait passé. Parfois, elle mettait une fleur fraîche dans un vase, ou bien, parmi les livres empilés elle déposait ses gants de peau fine qui fleuraient l'indéfinissable parfum de ses dix-huit ans. Michel, en rentrant, retrouvait ces féminins effluves; il se souvenait de les avoir respirés jadis, chaque fois qu'il ouvrait une ancienne boîte en laque incrustée d'ivoire qui avait appartenu à sa mère. Cette boîte, longtemps, avait été pour lui une relique, quelque chose d'intime et de sacré, où il aimait réfugier son âme: puis peu à peu il avait délaissé ce pieux souvenir; — tout ne s'oublie-t-il pas, petit à petit? Tout ne meurt-il pas une seconde fois par l'oubli, les choses comme les êtres? Arlata rapportait ici ces subtils émois du passé. Elle était pure, harmonieuse et douce. Elle savait demeurer silencieuse, ou répondre avec adresse quand il le fallait. Les *Pensées* de Marc-Aurèle étaient là, toujours, à portée de la main du convalescent; c'était son livre de chevet, sa Bible, son Évangile; il y trouvait tout ce qui lui était nécessaire pour rêver ou pour méditer... Arlata eût voulu l'incliner vers une doctrine plus nettement chrétienne; mais elle était séduite elle-même par cette philosophie si large, si sereine, où l'idée du divin planait comme une colombe aux ailes mystiques au-dessus des abîmes de la conscience.

Le jour de Pâques, l'oncle Cléophas avait déjeuné à table avec son neveu; il était tiré d'affaire; il pouvait reprendre

toutes ses habitudes. Pourquoi ce repas, qui aurait dû être gai, se passa-t-il dans une atmosphère assez morne? Les cloches sonnaient l'Alleluia de la Résurrection; elles semblaient répandre, avec leurs tintemens prolongés, l'immense joie de la terre qui se reprenait à l'espoir. On eût dit que ce jour-là le soleil se fût levé plus glorieux, que l'air fût plus doux à respirer... Cependant, les deux hommes, assis en face l'un de l'autre, ne trouvaient à échanger que d'insignifians monosyllabes. Tout à coup, l'oncle exprima ce qui leur manquait :

— Sais-tu, Michel? Je regrette de n'avoir pas invité Dubail et sa fille à venir déjeuner avec nous ce matin.

Et Michel s'empressa de répondre :

— En effet, c'eût été une manière heureuse de les remercier de toutes leurs sollicitudes envers vous.

Il y eut un silence, et l'oncle reprit :

— Je suis sûr qu'ils sont allés à la grand'messe, à l'église Notre-Dame-des-Tables. Dubail n'est pas fervent catholique, mais c'est un spiritualiste convaincu. Quant à Arlata, elle garde la piété angélique de son enfance; les études un peu desséchantes qu'elle poursuit auprès de son père ne lui ont rien enlevé de la fraîcheur de ses sentimens.

— Oui, approuva Michel; c'est une de ces âmes au fond desquelles il semble qu'une source limpide doive couler.

Ils se turent. Le repas, rapidement conduit, touchait à sa fin. Dans la pièce voisine, où ils se transportèrent, une fenêtre ouverte laissait entrer toute la claire vivacité de ce dimanche d'avril.

— Que fais-tu aujourd'hui? demanda l'oncle.

— Je reste avec vous, dit Michel, mû par un élan spontané d'affection pour ce vieillard qui était devenu pour lui un second père.

— Brave garçon! Je ne suis pourtant pas une compagnie bien agréable... Mais je ne veux pas faire de toi un prisonnier. Sortons! Voilà bien des semaines que je n'ai pas respiré l'air du dehors.

— Ne craignez-vous pas que ce ne soit un peu imprudent?

— Non! Je me sens assez solide pour aller au moins jusque chez Dubail. Je lui dois bien ma première visite. Prends ton chapeau, et donne-moi ton bras.

Le trajet était court; ils le firent à petits pas coordonnés. Michel se sentait des ailes aux talons: sa jeunesse prenait les

devans; mais, respectueux et circonspect, il supportait le poids de cette vie déclinante qui s'appuyait à la sienne. Quand ils furent introduits dans le salon vert aux lourdes tentures, où Michel avait été reçu pour la première fois par le Maître, l'oncle s'assit et dit à voix basse :

— Ils sont encore à table. Nous les dérangeons...

Presque aussitôt Arlata parut. Brillante comme ce jour de printemps, elle avait orné ses cheveux roux d'une grappe de lilas. Elle souriait, insouciante, heureuse.

— Quelle surprise charmante!

C'était à l'oncle qu'elle s'adressait, paraissant à peine s'apercevoir que Michel était là et attendait sans doute qu'elle lui tendît la main. Elle lui fit un petit signe de la tête et continua :

— Il ne faut pas rester ici. C'est trop solennel! Père me fait l'amitié de prendre le café aujourd'hui dans mon petit salon intime.

Elle les précéda à travers la vaste antichambre. Puis elle ouvrit une porte et les fit passer devant elle dans ce petit salon intime, qui était le lieu où elle se tenait d'ordinaire quand elle était seule. Là, plus de coquetterie, plus d'élégance imprévue,... des meubles d'art agréablement choisis, quelques jolies estampes coloriées du XVIIIe siècle, des draperies de soie de Chine; tout cela se composant dans une gamme claire, caressante aux yeux. Au milieu de ce petit temple, Arlata, sa grappe de lilas dans la chevelure, se révélait comme une jeune déesse du printemps, comme une Flore nouvelle en qui l'effort contenu des sèves eût trouvé sa parfaite réalisation. Ce fut du moins ainsi qu'elle apparut à Michel dans l'éclair de cette minute rapide. Mais déjà le docteur Dubail, avec son grand air simple et doux, accueillait ses visiteurs. Il félicitait son vieil ami de sa guérison et l'invitait à prendre place à côté de lui sur une bergère qui semblait faite pour d'aimables confidences.

Presque tendre, il ajouta à voix basse :

— Je puis te le dire maintenant : tu nous as fait une rude peur. — N'est-ce pas, Arlata?

Elle sourit :

— Moi, je savais que monsieur Sorguier guérirait rapidement. Je l'avais placé sous la protection de son saint patron. Et, vous voyez, c'est précisément en ce jour de Pâques, où l'on faisait autrefois la procession de Saint Cléophas, qu'il a pu

sortir, venir ici, et constater que toutes ses forces lui étaient rendues.

— Voilà! conclut le docteur Dubail, et si tu n'étais pas un ingrat, tu irais t'agenouiller devant la châsse en laquelle on conserve les restes de ce puissant thaumaturge, — l'un de ses bras au moins, qu'à l'époque des Croisades, le comte Guilhem V rapporta de Jérusalem à Montpellier, où il fut l'objet d'un culte touchant et fidèle. Ah! nous sommes traditionalistes ici! Nous conservons le respect des vieilles coutumes, alors même qu'elles sont abolies! — Quel spectacle pittoresque devait être cette procession de la châsse de « Monseigneur Saint Cléophas, » défilant à travers nos vieilles rues gothiques, ménétriers en tête, tandis que les consuls, les officiers municipaux et les notables de la ville portaient des torches et des bannières dont les vives couleurs flottaient dans le rutilement du soleil. S'imagine-t-on la joie du peuple, l'exaltation des esprits, surtout dans un jour comme celui de Pâques, où les moins croyans d'entre nous éprouvent comme un petit renouveau de foi et un besoin de mystère?

— Oui, dit l'oncle Cléophas, ce fut ainsi de tout temps : de tout temps, les hommes ont aimé à illustrer leur idéal de formes tangibles; bien peu se contentent de le fêter dans le secret de leur vie intérieure et de lui tisser là les plus immortelles couronnes.

Tandis qu'ils échangeaient ces propos sur la bergère Louis XV où voisinaient leurs têtes grises, Michel, penché sur Arlata, l'interrogeait avec plus de curiosité qu'il n'en manifestait d'habitude pour les particularités locales.

— Figurez-vous! J'ai longtemps ri de ce prénom de mon oncle Sorguier; je ne concevais pas que l'on pût s'appeler ainsi; cela me paraissait d'un provincialisme outré. — Mais, que faisait-il donc dans le monde, ce saint Cléophas, auquel on conserve une si grande vénération?

Arlata le considéra avec surprise :

— Vous n'avez donc jamais lu l'Évangile? Peut-être du moins connaissez-vous saint Luc, qui est le patron de tous les médecins? Eh bien, Cléophas était son ami, et tous deux étaient disciples du Christ.

Elle réfléchit un instant; une flamme claire voltigeait dans ses yeux.

— Et l'histoire des pèlerins d'Emmaüs, vous ne la connaissez pas non plus? Ce fut précisément à Cléophas et à Luc qu'elle arriva. Ils cheminaient sur la route après la mort de Jésus, et ils causaient de la douleur qu'ils ressentaient d'avoir perdu le divin maître, — cette grande douleur que l'on doit ressentir lorsqu'on a perdu quelqu'un que l'on aime plus que tout au monde. — Je suppose que leur marche était pénible et pesante, et qu'ils devaient se heurter les pieds aux durs cailloux de cette route de Judée. Tout à coup un homme les rejoignit, qui se mit à leur parler de choses familières et communes; ainsi il les accompagna jusqu'au bourg d'Emmaüs où ils se rendaient, et ensemble ils entrèrent dans une auberge; alors l'étranger rompit le pain avec eux, puis aussitôt il disparut. — Mais Cléophas et son compagnon avaient senti leur tristesse se muer en une immense joie, car ils avaient reconnu dans cet étranger Jésus de Nazareth, leur doux maître; et ils se disaient l'un à l'autre, — il me semble que j'entends d'ici leurs voix, — ils se disaient l'un à l'autre : « C'était lui, c'était lui-même! Notre cœur n'était-il pas embrasé d'amour lorsqu'il nous parlait dans le chemin? »

Arlata s'était tue, et Michel la regardait, l'écoutait encore; il lui trouvait maintenant une autre sorte de beauté, une beauté spirituelle et secrète, qui de son âme montait à ses traits. Elle ajouta, en levant les yeux sur lui :

— N'est-ce pas une très belle histoire?

Puis elle s'éloigna de son pas léger.

Les cloches recommençaient à tinter avec ce fracas qui semblait vouloir forcer la porte des cœurs. Et le docteur Dubail continuait à expliquer à son vieil ami :

— Il n'y a pas grand'chose de changé depuis l'époque des Croisades. Malgré tant de réformes apparentes, je gage que si un bouleversement venait à se produire, un de ces cataclysmes que l'on ne peut prévoir mais qui sont dans l'ordre historique des nations, on verrait autant de monde derrière la châsse du bienheureux qu'au temps où on allait la prendre à l'église Saint-Firmin pour la porter en grande pompe au faubourg de la Saunerie.

Cléophas Sorguier cherchait quelque argument optimiste.

— Pourtant le monde marche; il ne peut faire machine en arrière. Ce serait nier le progrès humain...

— Eh! eh! dit doucement le docteur Dubail, secouant sa belle tête pythagoricienne; on ne recule pas, c'est entendu; on tourne en rond seulement. Et l'antique adage qui compare l'humanité à un serpent qui se mord la queue me paraît être, toujours, ce qui exprime le mieux notre condition terrestre.

XII

Le Jardin Royal avait gagné de ce printemps une nouvelle splendeur; autour du tombeau de Narcissa, c'était un fouillis délicieux de tendres verdures et de jeunes pousses où se cachaient encore des milliers de fleurs à naître. Michel manquait rarement de passer par là, en sortant de l'Institut de Botanique. Jamais, autant que cette année, il n'avait éprouvé l'ivresse de la nature et le charme troublant de cette explosion des sèves.

Presque chaque fois, dans ce rapide pèlerinage, il rencontrait Énimie; assise près de la grille, que la piété de deux hommes illustres avait placée là pour protéger les mânes de la fille de Young, elle brodait ou lisait, toujours repliée sur elle-même, dans cette attitude recueillie qui imposait le respect et empêchait qu'on vînt troubler sa méditation. Cependant Michel s'approchait d'elle, et ils échangeaient quelques mots; c'était le plus souvent de Narcissa qu'ils parlaient, car Michel n'ignorait point qu'ils évoquaient, en même temps que cette mémoire, celle de la petite Cecilia que cette mère affligée venait pleurer jusqu'ici. Cela créait entre eux une intimité sereine et douce, un genre d'affection à part dont l'un et l'autre savaient tout le prix. Michel pressentait que, si un jour il avait un chagrin, une déception, quelque blessure trop douloureuse, il ne saurait mieux faire que de les confier au cœur indulgent d'Énimie; et sans doute comprenait-elle à son tour quelle salutaire influence elle pourrait exercer sur cet orphelin à la fois raisonnable et exalté et encore ignorant de soi-même.

Quand il la quittait, il se retrouvait meilleur et plus fort, plus calme aussi dans les profondeurs insondables de son être. Il se hâtait de retourner au travail, avec l'impérieux désir de ne rien laisser dissiper des valeurs qui étaient en lui. S'il apercevait un camarade, généralement il l'évitait... Cependant, comme il sortait du jardin, le dernier jour de cette semaine de Pâques, il

se rencontra face à face avec Béhémond, qui bondit sur lui, les mains tendues :

— On ne vous voit plus, mon cher. C'est ridicule ! Plus jamais le soir à la Brasserie ! Vous vous isolez.

Michel allégua la maladie de son oncle, qui l'avait contraint à garder la maison le plus possible depuis quelque temps. Mais Béhémond, peu convaincu, roulait ses yeux ronds dans sa face obscure :

— C'est fini, maintenant, cette maladie ! La preuve, c'est que vous ne vous privez pas de flâner sous ces ombrages. Je vous tiens cette fois, je ne vous lâche plus. Justement cet après-midi, nous fêtons ma huitième inscription. Je vous emmène avec moi.

Michel sentit qu'il serait inutile de protester. La poigne de l'étudiant exotique ne le lâchait plus. Puis il savait que, Parisien, on l'avait déjà accusé quelquefois de faire bande à part, de dédaigner les plaisirs un peu trop tapageurs de cette jeunesse méridionale en laquelle d'autres élémens tout aussi tumultueux venaient se fondre. Il ne voulut pas se donner des allures revêches qui n'étaient ni dans son caractère, ni dans ses sentimens.

— Allons ! dit-il. Je vous appartiens.

Ils passèrent ensemble devant la Faculté de Médecine et contournèrent le porche de la Cathédrale. Béhémond, loquace et impétueux, ne regardait rien autour de soi et s'animait à raconter les aventures de l'un ou l'autre de ses camarades. Il était au courant de tout ce qui se passait dans l'Université ; et même les faits et gestes des autres étudians de Droit ou de Lettres qui frayaient peu avec les carabins, il les connaissait dans le détail. Mais c'étaient les femmes qui tenaient la plus large place dans ses préoccupations. Il s'était promis de les avoir toutes, — toutes celles, ajoutait-il, dont les cœurs ne sont par farouches, — et il se vantait d'en être déjà à sa quatre-vingt-dix-neuvième bonne fortune. Ces confidences impatientaient Michel, qui les trouvait indiscrètes et offensantes pour celles qui en étaient l'objet. Il y a peu de temps encore, il en aurait ri ; il savait bien, parbleu ! qu'avec de l'or, — et le Guadeloupien était riche, — on parvenait aisément à conquérir les faveurs de ces créatures faciles qui tournent autour de la jeunesse des Écoles dans tous les pays du monde, et passent avec la même désinvolture d'une intrigue galante à une autre selon les hasards

de leur précaire existence. Mais Béhémond, malgré l'élégance de sa tenue et le soin qu'il avait de lui-même, exhalait une odeur insupportable, cette odeur *sui generis* des hommes de couleur qui rappelle presque toujours l'huile du cocotier natal. La délicatesse raffinée de Michel s'offensait à la pensée de ce contact que, seuls, les brillans cadeaux dont Béhémond était prodigue pouvaient faire accepter aux « friches dames, » ses victimes passagères. « Pouah ! se disait Michel, mieux vaut encore s'abstenir que de prendre la succession du nègre ; » et ce lui était une raison de plus, parmi tant d'autres, de raffermir sa sagesse.

A la Brasserie, il fut accueilli par des huées de reproches, sous lesquelles perçait aisément la sympathie. On l'aimait. On le savait capable d'obliger discrètement un camarade dans l'embarras ; et on avait aussi pour lui cette sorte d'estime qu'inspire parmi les jeunes gens voués aux mêmes études une mentalité au-dessus du niveau moyen. Béhémond le fit asseoir près de lui, et aussitôt la bière commença de couler ; à la troisième tournée, Sébastien Lepic, qui, jusque-là, avait tenu presque à lui seul les dés de la conversation avec cette faculté oratoire qui lui était naturelle, se leva et sortit. Il devait retourner à l'hôpital prendre son tour de garde, et il se préoccupait d'autant plus d'être exact que, dans la salle où il était affecté, se trouvaient plusieurs malades graves qui sans doute auraient besoin de son secours. Personne ne s'étonna. Chacun, dans son for intérieur, pouvait se rendre cette justice qu'il eût fait de même, simplement. Cependant, quand la haute silhouette de Sébastien se fut éloignée sur l'Esplanade, on le dénigra, par habitude, par esprit d'ironie :

— Quel ambitieux, ce Lepic ! Il s'arrange de façon à se mettre bien avec tous les chefs de service. Il n'y en a pas un dont il ne conquière les faveurs.

— Oui, il soigne son prochain examen d'internat, c'est visible. Après cela, la grande clientèle, l'agrégation, le professorat. La richesse et les honneurs tout ensemble. Tels sont ses desseins, dont l'épais réalisme saute aux regards.

Michel, spontanément, défendit l'absent :

— L'ambition n'est pas un défaut. Ambitieux, nous le sommes tous. C'est le meilleur moyen que nous ayons de nous tirer de notre faiblesse pour nous élever plus haut.

Avec autorité, Bernard Dureval, qui de plus en plus

s'engageait dans les idées humanitaires, lui coupa la parole :

— Et le devoir social, qu'en faites-vous ? Ce n'est pas pour soi seulement que l'on travaille, c'est pour la collectivité tout entière. Nous ne sommes que des rouages dans l'ensemble d'une machine, qui doit fonctionner toujours mieux, toujours plus parfaitement.

— Allons donc ! Il n'y a de force que dans l'individualisme, soutint Albéric Gouvion, le « futur grand chirurgien, » dont l'opinion était écoutée. Il faut se développer pour soi d'abord, se cultiver soi, se préoccuper de se faire soi-même sa place au soleil, qui, dit-on, luit pour tout le monde. Après cela, si l'on peut se rendre utile, tant mieux ! Mais, en fait de devoir social, j'estime que le plus pressant est de ne pas trop compter sur les autres, et, sous prétexte de solidarité, de ne pas laisser ses contemporains s'accrocher sans cesse à vos trousses.

Bernard Dureval lui jeta un regard de mépris :

— Vous ne serez jamais un vrai bienfaiteur de l'humanité !

— Je m'en fiche ! cria Albéric Gouvion en enflant la voix. On nous a assez fatigués avec cette balançoire ! Les vrais bienfaiteurs de l'humanité sont avant tout les bienfaiteurs d'eux-mêmes. S'il en existe de véritablement désintéressés, de volontairement anonymes, faites-les-moi connaître, que j'aille leur baiser les mains.

Pierre Brizuela avait assisté à la discussion, en tiraillant sa fine moustache ; il essaya de concilier les deux adversaires :

— La science est un métier comme un autre, il y a longtemps qu'on l'a dit, et pour moi, je n'y vois pas d'inconvénient...

Mais des interruptions bruyantes lui imposèrent silence ; il avait dépassé le but en mettant tout le monde d'accord.

— La science, un métier comme les autres ! Jamais de la vie ! Quel est le crétin qui a pu dire cela le premier ? Alors, entre un épicier et un savant illustre, vous ne faites pas de différence ?

— Pardon ! répliqua l'Aragonais sans se troubler ; il y a cette différence que le premier, on ne lui élève pas de statue, et qu'on ne le fait pas de son vivant entrer dans l'immortalité. Il n'y a pas d'Académie d'épiciers.

Cette boutade et le ton innocent dont elle fut dite soulevèrent les rires. Aussi bien elle répondait aux tendances secrètes de tous ces jeunes amoureux de la Gloire qui, plus que la

richesse insipide, prisaient l'amère odeur des lauriers. Béhémond saisit la parole à son tour :

— Il est donc convenu que nous ne jetterons plus la pierre à notre camarade pour ce qui est de son légitime désir de parvenir. Et même je vous invite, afin de racheter nos fâcheux propos de tout à l'heure, à boire au succès de son futur établissement.

Michel, étonné, posa la chope qu'il tenait dans sa main.

— Comment ! Sébastien Lepic se marie ?

— Pas tout de suite ! Ce n'est qu'un projet d'avenir, duquel d'ailleurs il ne fait aucun mystère. Si vous ne viviez pas aussi à l'écart, vous en seriez informé comme nous tous.

— Sans doute ! et, ou je me trompe fort, ou il a dû fixer judicieusement son choix.

— Mais oui, judicieusement... S'il parvient à se faire agréer, on pourra dire qu'il aura mis là une jolie corde à son arc : jeune fille charmante, dot appréciable et, par-dessus tout, milieu exactement approprié à ce qu'il rêve d'accomplir plus tard.

Les chopes vidées, une quatrième tournée fut commandée. Albéric Gouvion dit, sans y apporter de malice :

— Je donnerais ma meilleure pipe pour savoir si Lepic est amoureux une fois de plus, ou si c'est seulement par ambition pure qu'il a jeté les yeux sur la fille du professeur Dubail.

— Un peu l'un et un peu l'autre sans doute, suggéra Pierre Brizuela, avec ses façons de n'y pas toucher.

Michel tout à coup avait changé de visage ; il restait immobile et comme pétrifié par la surprise.

Cependant Béhémond, brutalement, ajoutait :

— Après tout, on peut croire que l'amour y est pour quelque chose. Elle n'est pas mal, cette petite. C'est un assez friand morceau...

Il s'arrêta, car une main menaçante se levait devant sa bouche :

— Insolent ! On ne parle pas ainsi d'une fille honnête.

— Quoi donc ? fit Béhémond, étourdi par la promptitude du geste. Où prenez-vous le droit de m'imposer silence ? Je suis libre de parler comme il me plaît.

— Et moi, je vous défends de continuer sur ce ton.

— C'est bien ! dit le mulâtre, les yeux injectés de sang. Nous nous retrouverons. Aujourd'hui, vous êtes mon invité...

Je prie seulement ces messieurs de constater que la provocation vient de vous.

— A votre disposition quand vous voudrez; dès demain, si vous voulez; le plus tôt ne sera que le mieux.

Ils se regardaient avec une agitation excessive. Évidemment ils avaient envie de se prendre à la gorge et de vider tout de suite leur querelle. Albéric Gouvion et Bernard Dureval intervinrent. Était-il possible que deux excellens camarades, qui ne devaient avoir que de l'estime l'un pour l'autre, songeassent à s'aligner sur le terrain, comme des écoliers dans *le Pré-aux-Clercs?* Déjà l'offensé, débonnaire, tendait la main à Michel; mais celui-ci hésitait à la prendre; une rancune demeurait au fond de son âme. Il se leva, salua tout le monde, et dit à Béhémond, en passant devant lui :

— Alors, il est entendu que cet incident est clos; mais ayez soin une autre fois de mieux respecter les femmes de chez nous.

Et il sortit sans lui avoir serré la main.

Directement, il rentra à la maison. Il marchait si vite que ses genoux en tremblaient. Maintenant il avait peur de rencontrer Arlata au bras de son père, ou quelque autre personne de leur entourage. Que leur eût-il dit et quelle figure leur aurait-il faite? Il était encore soulevé par toutes sortes de remous véhémens, qu'il ne cherchait même pas à analyser. Avant de reprendre son sang-froid, il lui faudrait user ce reste de frémissement qui était en lui; et cela serait long sans doute. Il s'enferma dans son cabinet de travail et se mit à déambuler à grands pas en élevant les bras rythmiquement, comme il en avait l'habitude lorsque, après un travail prolongé, il ressentait le besoin de remettre ses muscles en place. Qu'éprouvait-il donc? Sa querelle avec Béhémond le secouait-elle à ce point, lui qui n'était ni vindicatif, ni batailleur, et qui volontiers oubliait les dissentimens inévitables entre camarades? Il y avait autre chose; une grande colère, un agacement dont il commençait à comprendre la cause : que Sébastien eût la prétention d'épouser Arlata, cela lui semblait dépasser les limites des hardiesses permises. Ces deux êtres devaient être dans l'impossibilité de se comprendre; ils se tournaient le dos moralement, — elle si pure, si liliale, fraîche comme une aube, et l'âme toute pleine d'émerveillemens; lui si résolument ennemi de toute sentimentalité, et repoussant

avec obstination les moindres velléités de mysticisme. Cependant ce mariage aurait lieu très probablement, car Sébastien était assez éloquent et assez habile pour faire triompher sa cause; il appartenait exactement à cette catégorie d'hommes qui règnent sur le cœur des femmes; et les plus simples, les plus candides d'entre elles devaient être celles-là mêmes qui se laissent le mieux subjuguer. Si la fille du professeur Dubail devenait Mme Sébastien Lepic, à qui en serait la faute, et à quel titre Michel en serait-il responsable?... Il s'arrêta net et sentit une chaleur lui monter aux tempes : Avait-il oublié le roman qu'il s'était forgé à lui-même quelque temps après son arrivée à Montpellier? L'oncle Cléophas l'appelant ici avec des vues matrimoniales, et lui faisant connaître Arlata, afin de le retenir dans cette ville, et de le forcer à y renouer la tradition d'une paisible existence provinciale, dans la maison natale des Sorguier. Ah! comme il s'était rebellé contre ce complot dont maintenant il comprenait l'inanité! Est-ce que l'oncle Cléophas avait jamais songé à cela? Est-ce qu'Arlata avait jamais fait attention à lui? Peut-être aimait-elle déjà Sébastien, et alors tout s'arrangerait par la force surnaturelle de l'amour. Et lui, Michel, n'aurait qu'à ne pas s'occuper des affaires des autres et à suivre tout droit son chemin, le beau chemin qu'il s'était tracé...

Pourtant quelques sursauts l'agitaient encore. Il était mécontent, inquiet; il avait l'impression d'un grand vide ouvert devant lui; et il continuait à marcher autour de l'étroite pièce, sans rien trouver à s'offrir pour endiguer le désordre de son imagination. Puis il pensa que le lendemain serait le jour de son cours à l'Institut de Botanique, et qu'en sortant, il irait retrouver Énimie auprès du tombeau de Narcissa. Et cette pensée le calma soudain.

XIII

« Heureux l'homme qui, dégoûté des factices plaisirs d'un monde tumultueux et de tous les vains objets qui s'interposent entre son âme et la Vérité, s'enfonce de son plein gré sous l'ombre silencieuse des cyprès, visite les voûtes sépulcrales que le flambeau du trépas éclaire, interroge les épitaphes des morts, pèse leur poussière et se plaît au milieu des tombeaux... Suis-moi, Lorenzo! Allons ensemble lire sur la pierre qui

recouvre le corps de Narcissa. Quel traité de morale sublime s'y trouve inscrit! Que son langage muet est pathétique! Demandons-lui si la beauté, si la jeunesse, si tout ce qui nous charme, dure... Homme, ose donc désormais compter sur la vie : à peine peux-tu rencontrer un tombeau qui ne te crie : « Viens! » — et, dans le monde entier, que trouverais-tu qui te rappelle et t'attache?... »

Cette méditation de la cinquième *Nuit* de Young, — le Remède contre la crainte de la mort, — avait paru à Michel de la plus sublime beauté; il y trouvait des accens qui répondaient à la lassitude momentanée de son âme. Et il se proposait de la relire avec Énimie, lorsque tout à l'heure il irait la rejoindre au Jardin Royal.

Le volume sous le bras, — ce beau volume relié de vert que lui avait prêté Gabriel d'Artissac, — il était sorti plus tôt que d'habitude; il avait l'espoir de rencontrer Énimie, avant d'entrer à l'Institut de Botanique pour son cours; il était pressé de la revoir. En s'éveillant le matin, c'était à cela qu'il avait pensé d'abord, et le souvenir de sa querelle avec Béhémond ne s'était présenté qu'ensuite à son esprit. Il avait travaillé nerveusement, puis il avait ouvert le livre de Young, et là encore il avait cherché à se rapprocher d'elle, à se mettre au même niveau moral, afin que leur causerie eût un caractère d'intimité plus étroite. Il se rendait cette justice que, s'il nourrissait en lui une méfiance hostile contre l'amour, il avait toujours aimé et respecté l'amitié; il la regardait comme la meilleure certitude sur laquelle un cœur inquiet pût se reposer; — et quelle amitié plus noble, plus belle que celle de cette femme vertueuse et sensible qui voulait bien se pencher sur lui et lui communiquer un peu de sa vaillance intérieure?... Il courait vers elle avec une confiance toujours grandissante; mais jamais, autant qu'aujourd'hui, il n'avait eu besoin de son secours.

Cependant, Énimie n'était pas encore à sa place accoutumée, et Michel en éprouva une déception très vive; au lieu de se rendre au devoir qui l'attendait, il resta là debout devant la grille du tombeau, dont machinalement il lisait et relisait l'inscription : « *Placandis Narcissæ mânibus.* » Il ne songeait même pas à se demander si, au fond de son âme, il croyait réellement que la fille de Young fût enterrée là; il se berçait de

cette romanesque histoire, et, comme tant d'autres, il venait chercher dans ce lieu délicieusement évocateur la parcelle d'idéal et de poésie nécessaire à tous ceux qui n'acceptent pas de vivre seulement avec les sèches matérialités du siècle ; et il se surprenait à rêver de cette Narcissa, blonde et douce, à qui un destin si douloureux avait été dévolu ; il écoutait les sanglots du poète et ses cris déchirans qui, à travers les siècles, avaient encore des échos dans les âmes : « O Narcissa, plaie récente de mon cœur, tous mes chagrins passés se sont abîmés dans le sentiment de ta perte ; ni mes larmes ni celles de mes amis ne peuvent suffire ; je communiquerai ma tristesse à l'univers ; je t'obtiendrai les pleurs du genre humain. Partout où mes vers rediront ta mort funeste, tu recevras les soupirs des cœurs sensibles ; le jeune homme dans la fougue de l'âge et des plaisirs suspendra sa joie pour s'attendrir sur ton sort ; il ira, mélancolique et pensif, rêver à toi, au milieu des Ombres. »

Michel referma le livre qu'il tenait ouvert : une robe de femme rasait le sable de l'allée voisine ; il reconnaissait cette robe d'une couleur gris-perle si douce aux regards ; et bien que l'ombrelle ouverte lui cachât encore le visage de celle qui la portait, il était sûr de voir Énimie apparaître dans un instant, et déjà il croyait l'entendre répondre à son salut par les mots dont elle se servait d'habitude :

— Bonjour, mon cher enfant!

Cela fut ainsi.

Mais Énimie elle-même paraissait aujourd'hui triste ou inquiète. Michel remarqua qu'elle avait dû pleurer, et tout de suite il oublia l'indéfinissable angoisse qui pesait sur lui, pour ne plus penser qu'à ce qui avait pu la faire souffrir. Il s'en doutait bien un peu... N'était-il pas au courant, comme tout le monde, des frasques extra-conjugales du docteur Pellier? Il était impossible que sa femme, si résignée qu'elle fût, n'en eût pas le cœur abreuvé d'amertume, et que cette coupe trop pleine ne vint à déborder parfois sous l'irruption de quelque nouvelle offense. Probablement Énimie, se croyant seule encore pour quelques momens, n'avait pas pris la peine de changer l'expression de sa physionomie ; il la surprenait telle qu'elle était dans son particulier, lorsque personne ne se trouvait là pour pénétrer le douloureux secret qu'elle cachait en soi. Ainsi cette

sérénité, cette résignation n'existaient que dans l'apparence. Énimie éprouvait plus profondément peut-être que toute autre épouse dédaignée la douleur de ce dédain dont elle ne semblait pas tenir compte.

Mais peut-être était-ce seulement le souvenir de Cecilia qui avait ainsi rougi ses paupières? Une mère se console-t-elle jamais de la perte de son enfant? Surtout lorsque, comme celle-ci, elle n'a aucune compensation, rien qui vienne atténuer sa longue détresse. Car enfin, qu'avait-elle dans sa vie, cette créature d'élite? Avec quoi réussissait-elle à se soutenir parmi le néant de ce foyer vide? La foi sans doute, l'espoir en Dieu?... Michel se disait que ce miracle de vertu, fréquent aux époques de grande exaltation religieuse, devenait bien problématique en cette treizième année du xxe siècle, où tant d'attraits positifs, tant de jouissances concrètes sollicitaient les êtres à se jeter dans le plaisir lorsqu'ils n'avaient pas rencontré le bonheur. Et il n'en respectait que davantage cette femme au pur visage de Madone qui maintenant lui souriait doucement.

Elle avait deviné que, s'il était venu l'attendre bien avant l'heure à laquelle il passait par là ordinairement, c'était qu'il devait avoir quelque ennui, quelque trouble furtif à lui confesser comme un enfant au cœur pusillanime, — l'enfant qui survit dans chaque homme longtemps après l'adolescence. — Il était un peu pâle, et ne portait plus sur lui cet air d'insouciance heureuse qui seyait si bien à sa jeunesse; et, au lieu de lui parler simplement, il restait en face d'elle, contrit et muet. Alors elle l'interrogea :

— Qu'avez-vous? que se passe-t-il en vous? On dirait que vous êtes sous le coup d'une révélation extraordinaire.

— En effet, répondit Michel. J'ai compris aujourd'hui pour la première fois le charme que l'on peut trouver dans l'idée prochaine de la mort.

Elle le regarda; sans doute exagérait-il son mal pour se faire plaindre et consoler davantage. Elle se disposait à lui sourire... Mais il reprit avec un grand geste égaré :

— Comment ne pas songer à la mort près de ce tombeau, fût-il vide, et lorsqu'on a devant son esprit l'image défaillante de Narcissa?

— Les autres jours, remarqua Énimie, vous ne portiez pas ici de pareilles pensées.

— C'est vrai; mais elles existaient quand même au fond de ma conscience. Voyez-vous, malgré notre parti pris d'insouciance, nous sommes une génération de tristes, moi et les jeunes gens de mon âge. Nous ne sommes pas venus trop tard dans un monde trop vieux, comme les contemporains de Rolla; mais il nous manque trop de choses pour être heureux; nous avons été imprégnés de cette philosophie à la mode, de cette philosophie désolante que l'on respire partout, qui nous vient de je ne sais où et qui nous déprime au lieu de nous exalter. Ah! j'envie souvent mon oncle Sorguier, qui s'en tient à l'exacte pratique du stoïcisme; lui, du moins, il est impassible devant les taquineries du Destin; il sait qu'on ne doit pas compter sur grand'chose dans ce pauvre monde où nous vivons.

— Il a tort. Nous avons beaucoup de choses à attendre de la vie. Il faut l'aimer. Il faut souhaiter qu'elle vienne à nous les mains pleines. Et la plus grande leçon que nous tirions de la mort, c'est précisément d'apprendre à faire un bon usage de la vie.

— Ah! dit Michel en l'enveloppant d'un regard scrutateur, est-ce donc pour cela que vous venez, vous aussi, méditer devant cette tombe?

Elle accepta sans se fâcher qu'il osât la dévisager ainsi, et reprit maternellement :

— Ce n'est point de moi qu'il faut s'inquiéter, mais de vous. Moi, je ne suis ni stoïcienne ni pessimiste, et ma philosophie est beaucoup plus simple que tout cela. Mais vous! Vous en êtes à la période d'incertitude où l'intelligence ne s'est pas polarisée encore, et où il importe de ne pas la laisser s'égarer en de vains flottemens. Je vous croyais la volonté assez ferme pour vous tenir à l'abri de ces fluctuations dangereuses. Me serais-je trompée?

— Non! avoua tout bas Michel. Je ne sais pourquoi, en vérité, je traverse cette crise de découragement stupide.

Son orgueil viril le redressait tout à coup; il eut honte d'avoir montré tant de faiblesse devant cette femme plus sage, plus énergique, que lui. Il voulut s'éloigner; elle le retint :

— Allons! dit-elle avec ce ton d'autorité douce qui la rendait si séduisante; allons! mon cher enfant, videz votre cœur, cela vaudra mieux. Parlez-moi comme vous parleriez à votre maman, si Dieu ne vous l'avait pas reprise trop vite.

Une place restait à côté d'elle sur le banc où elle s'était

assise; Michel s'y laissa doucement glisser. Il sentait combien lui serait bon ce moment de confidence qu'il avait si ardemment souhaité, et qu'un scrupule de respect humain avait failli lui faire perdre; il redevenait petit; il se sentait humble et soumis d'avance, état délicieux que les plus intrépides parmi les hommes ont cherché au milieu des tempêtes de leurs âmes : — obéir au lieu de commander, trouver, comme Dante, son guide qui vous mène par la main vers les célestes clartés... Cependant Michel s'abandonnait à cette douceur nouvelle pour lui de se raconter soi-même; — il disait, sans en rien omettre, les incidens de la veille, sa querelle avec Béhémond et les propos qui l'avaient suivie. Ce fut à peine si sa voix s'émut un peu quand il parla des audacieux projets de Sébastien Lepic. Puis il se tut.

Énimie, la tête inclinée, les mains croisées sur sa robe, l'écoutait encore. Enfin, elle dit :

— Je connais depuis longtemps Arlata Dubail, et je serais bien surprise si, lorsque le moment sera venu pour elle de prendre un mari, elle ne restait pas maîtresse absolue de son choix. C'est une jeune fille qui, sous des dehors enjoués et faciles, garde une sensibilité peu accessible. Auprès de son père, elle s'est habituée à cette indépendance morale, qui est bien notre plus grande noblesse lorsqu'elle s'associe à l'intégrité de la conscience.

Elle leva les yeux sur Michel. Maintenant, il se sentait libéré de toute vaine inquiétude; il s'étonnait même d'avoir pu éprouver une agitation si vive, alors que rien dans ses sentimens ne la justifiait. Avait-il cédé à un obscur mouvement de jalousie envers un camarade brillant, séduisant et dans lequel il avait cru un instant trouver un rival pour l'avenir? Mais, pour cela, il eût fallu qu'il nourrît les mêmes projets que Sébastien Lepic. Et, certes, il en était loin, très loin... Que s'était-il donc passé en lui?...

Quoi qu'il en fût, Michel se sentait délivré du tourment de vouloir expliquer l'inexplicable mystère de sa psychologie. La paix était faite dans son âme; une fraîcheur y coulait, une sensation d'eau limpide et torrentielle emportant les dernières irritations cuisantes. Il s'était laissé tomber aux genoux d'Énimie et il lui couvrait les mains de petits baisers rapides. Maternelle, indulgente, elle le laissait faire en souriant. Quand

il se releva, il s'aperçut que l'heure de son cours à l'Institut de Botanique était depuis longtemps passée; c'était la première fois qu'un pareil manque d'exactitude se produisait dans son existence laborieuse, et, en d'autres circonstances, il en eût été morfondu; mais aujourd'hui, il n'en éprouvait aucun ennui, au contraire. Pour des momens comme celui qu'il venait de vivre, il eût donné beaucoup plus; — il eût donné ce qu'il possédait de force, d'intelligence et de sourde et tenace ambition.

XIV

Michel venait d'achever sa toilette; tout en replaçant ses flacons dans l'ordre méticuleux où il les rangeait chaque jour, il fredonnait. Il s'était levé avec un rayon de soleil dans le cœur; il fredonnait de sa voix de baryton légère un vieux refrain qui, de très loin, lui revenait à la mémoire.

Sans qu'il eût entendu frapper, la porte s'ouvrit, et Gabriel d'Artissac pénétra jusqu'au milieu de la chambre.

— Bonjour! Tu es bien gai, ce matin! Je suis heureux de te voir si gai.

— Je n'ai aucune raison de m'affliger, dit Michel en lui serrant la main.

Et il ajouta sur le mode ironique dont ils avaient gardé l'habitude entre eux :

— Qu'est-ce qui me vaut l'honneur de ta visite?

C'était la première fois, en effet, que son ancien condisciple de Rollin venait dans la maison depuis son désaccord avec l'oncle Sorguier. Le jeune gentilhomme périgourdin avait l'épiderme sensible et, jusqu'ici, il avait évité une rencontre qui aurait pu renouveler ses rancunes.

— Assieds-toi, dit Michel. Veux-tu une cigarette?

— Merci! Je ne fume pas.

— C'est vrai! Tu n'as aucun défaut : pas de tabac, pas de liaisons dangereuses; et buveur d'eau par-dessus le marché. — A propos, ta ligue? As-tu fait beaucoup d'adeptes?

— Les temps ne sont pas encore révolus, déclara Gabriel prophétiquement.

Il s'était assis, et, sans y prendre garde, il avait posé sa main sur la reliure verte du volume de Young qui se trouvait sur la table. Tout de suite, il la retira :

— Tu dois en avoir fini avec ce bouquin? Les méditations des *Nuits*, le Tombeau de Narcissa, tout cela. mon cher, pourrait t'avoir conduit un peu trop loin...

Michel s'agitait déjà ; il sentait dans la voix de son ami un blâme qui ne cherchait qu'à prendre corps et, bien que sa conscience ne lui reprochât rien, — absolument rien, — il redoutait quelque explication délicate.

— Que veux-tu dire?

— Rien que tu ne saches mieux que moi! Mais ce que tu ignores sans doute, c'est qu'on jase déjà sur ton aventure sentimentale, et qu'il serait grand temps d'y mettre une sourdine.

Cette fois, Michel avait pâli. Il voyait vaguement s'esquisser devant ses yeux une chose formidable et qui lui paraissait impossible. Cependant il essaya de garder son sang-froid.

— Je ne comprends pas du tout!

— Chérubin! dit Gabriel d'Artissac avec un peu d'agacement. Es-tu donc si innocent? Tu ne comprends pas que le premier devoir d'un homme d'honneur est de ne pas compromettre une femme, lorsqu'il a eu la chance heureuse de lui plaire?

— Gabriel, qu'est-ce que cela signifie? Es-tu fou? ou bien est-ce moi qui le deviens?

— Ni l'un ni l'autre. Tâche de m'écouter sans bondir. Notre amitié est assez éprouvée pour que je puisse me risquer à t'ouvrir les yeux. C'est une de ces opérations, peu agréables, mais nécessaires, pour lesquelles il faut d'abord l'immobilité complète du patient.

Il regarda Michel et lui vit une face si tragique que tout à coup il en eut pitié.

— Tu l'aimes donc à ce point?

Il s'attendait à quelque vague protestation, comme il en eût fait lui-même en pareil cas; mais Michel l'avait saisi aux poignets et lui criait douloureusement :

— De qui veux-tu parler? Ce n'est pas de Madame Pellier, je suppose? Ce serait absurde! Ce serait inimaginable! As-tu songé à tout ce qui nous sépare? Son âge d'abord : elle pourrai presque être ma mère.

— Je te répondrai quand tu m'auras lâché les mains, assura Gabriel avec douceur.

Il donna à son ami le temps de se remettre et dit ensuite :

— L'âge en ces matières n'empêche rien; — on en a de

nombreux exemples : et, sans vouloir te comparer à Jean-Jacques Rousseau, je pourrai te rappeler ce que fut son intimité avec Mme de Warens, que ce sentimental impénitent appelait : « Maman, » et auprès de qui il goûta des joies qui n'étaient pas toutes filiales. D'ailleurs, la femme du professeur Pellier, — la vertueuse Énimie, comme nous la nommions jusqu'à ce jour, — n'a guère plus de trente-six ans, et je me demande par quel prodige de la nature elle aurait pu te mettre au monde... Mais je n'offenserai pas tes frilosités d'âme : ce qui se passe entre elle et toi ne me regarde point; il ne s'agit pas en ce moment du fond, mais de la forme; et là tu seras bien obligé de convenir que tu as agi avec une imprudence assez regrettable. — Il y a certaines sortes de confidences qu'on n'échange pas en plein air; on ne s'agenouille pas devant une femme dans un lieu public, fût-ce dans un endroit aussi romantique que cette grotte du Tombeau de Narcissa où, d'après certains bruits qui courent, vous poursuivez vos doux entretiens...

— Ah! dit Michel en frappant du pied, tu te fais l'écho de propos indignes! Tu ajoutes foi à des commérages de brasserie! Je n'aurais pas cru cela de toi, mon vieux camarade d'enfance, mon meilleur ami! Le mal que tu viens de me faire, jamais je ne pourrai l'oublier.

— Tu aurais tort; je ne pouvais au contraire te donner une preuve plus sincère de mon attachement. J'ai rempli un devoir pénible en essayant de t'empêcher d'aller plus loin dans ton déplorable aveuglement. Tu feras maintenant ce que tu voudras. J'ajouterai seulement un bon conseil : quand on ne peut absolument se passer de ces épanchemens naturels dans le sein des femmes, il vaut mieux s'adresser à celles dont la réputation n'a plus rien à perdre. C'est mon système. Je m'en suis toujours bien trouvé.

Il sortit, comprenant que son ami devait avoir besoin d'être seul.

Cette journée avait été intolérable à Michel. Il l'avait usée en longues courses dans les faubourgs de la ville. Travailler lui eût été impossible; à peine réussissait-il à suivre les bonds de sa pensée frémissante. Le soir, il avait pris le prétexte d'un mal à la tête subit, pour ne pas dîner en face des yeux clairvoyans de l'oncle Cléophas; puis il s'était retiré à son étage, et, cédant à

une irrésistible impulsion, il s'était mis à écrire à Énimie.

Ne fallait-il pas qu'il la prévînt? Il lui devait trop pour ne pas lui devoir aussi la vérité tout entière. Puisqu'il était décidé à ne retourner jamais plus auprès du Tombeau de Narcissa, puisque jamais plus il n'aurait avec elle ces lumineuses interlocutions d'âme à âme, il était nécessaire qu'elle sût au moins les raisons de son sacrifice. Il ne se disait pas qu'une telle lettre était un tour de force d'une réalisation terriblement périlleuse; qu'un homme aussi jeune et aussi inexpérimenté que lui ne pouvait le tenter sans risquer de blesser ce qu'il y a de plus vulnérable dans le cœur féminin. Il avait pris la plume et la laissait courir sur le papier; et à chaque phrase jetée ainsi, comme on parle sans reprendre haleine, il éprouvait un indicible soulagement.

Quand ce fut fini, il se relut avec curiosité. Savait-il seulement ce que contenaient ces lignes, tracées dans un tel élan de sincérité éperdue?

« Madame,

« Je viens simplement vous dire adieu. Ce n'est point que je quitte cette ville, où j'ai maintenant la certitude d'avoir été amené par un destin jaloux de me faire faire l'expérience des pires désillusions qui peuvent confondre le cœur d'un homme. Mais je dois vous dire adieu, — et je dois aussi vous demander pardon.

« Je n'avais pas le sentiment d'avoir été coupable à votre égard; je l'ai été cependant, non point d'après le code de la morale éternelle, auquel seul nous devrions obéir, mais d'après les conventions de cette morale hypocrite du monde, qui tolère le mal pourvu qu'il se cache, et qui n'accepte pas que ce qui est beau, incorruptible et pur s'étale au grand jour. En allant respirer auprès de vous, en de rapides haltes parmi mes journées d'étudiant laborieux, l'atmosphère sereine qui s'exhale de votre âme, en essayant de devenir meilleur à votre contact, je ne pensais pas mal faire. Je me trompais; et je voudrais laver de tout mon sang l'odieux soupçon qui pèse sur ces innocentes rencontres.

« Ce que vous avez été pour moi, vous ne pouvez pas le savoir; je ne m'en doutais pas moi-même jusqu'à aujourd'hui. Il faudrait, pour bien le comprendre, connaître le désert aride

et brûlant qui s'étendait dans les profondeurs de ma vie. J'étais un enfant sans mère! Tout petit, je n'ai eu d'autre désir, d'autre ambition que d'atteindre à ces sommets nus et abrupts où l'intelligence établit peu à peu son règne. Dans cet effort, ma sensibilité se desséchait, le meilleur de moi se flétrissait! Mais je vous ai vue, j'ai entendu votre voix, musique céleste; vous m'avez souri; — et ce désir d'ambition et de gloire est devenu un grand songe peuplé d'images tendres et consolatrices...

« Il faut renoncer à cette douceur; je marcherai seul, tout seul désormais, sur mon chemin, et je ne me retournerai pas, de peur de faiblir en apercevant le reflet de cette grande lumière perdue. Le glaive de l'ange est sur mes épaules; j'en ai senti le froid glacial et coupant; oui, j'ai senti peser sur moi une malédiction que je n'ai point méritée. — Peut-être ai-je commis le péché d'orgueil des adolescens avides, qui les prive durant leur vie entière des autres joies promises aux humbles et aux simples... Alors je n'ai qu'à m'obstiner dans mon péché, à vouloir escalader toujours plus haut le sommet abrupt où l'air est rare aux poitrines, et où le souffle humain s'épuise en de courts halètemens.

« Que serai-je demain? Je ne veux pas envisager les hypothèses du mystère. « L'avenir est un enfant qui dort sur les genoux des dieux. »

Michel avait achevé la lecture de cette lettre mal écrite, dont tous les mots se heurtaient, dont quelques-uns tremblaient de colère. « Jamais je n'oserai lui envoyer cela, » se dit-il. Il froissa le papier entre ses mains.

La nuit était venue; il ouvrit la fenêtre de sa chambre, où si souvent il s'était accoudé pour méditer ou rêver dans l'exaltation magnifique de sa jeunesse. Et il pleura devant les étoiles.

JEAN BERTHEROY.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LES DERNIÈRES ANNÉES
DE
LA DICTATURE DE BISMARCK
(NOTES ET SOUVENIRS)

1890-1898

IV[1]

APRÈS LA CHUTE

I

Après avoir suivi le prince de Bismarck, à travers les multiples péripéties de la fin de sa dictature, il est de toute nécessité, sous peine de laisser inachevée l'étude que nous lui avons consacrée, de l'accompagner dans sa retraite et aux diverses étapes qui le séparent de la mort. Elles s'espacent sur huit années durant lesquelles il conservera une attitude militante et, dans le rôle nouveau qui lui est dévolu par sa volonté, se révélera violemment haineux et aussi combatif que lorsque, au sommet du pouvoir, il avait à se défendre contre des ennemis acharnés. Si, dans son existence nouvelle, il avait fait litière de ses vieilles rancunes, s'il se fût soumis et résigné à son destin et condamné au silence, il eût, à ce moment, échappé à l'histoire; elle n'aurait plus eu à s'occuper de lui. Mais tel qu'il a été, il lui appartient ; l'historien manquerait à son devoir s'il fermait les yeux sur des épisodes dont l'Allemagne et l'Europe ne pouvaient se désintéresser et où le personnage nous apparaît avec une figure d'opposant et de révolté, lui qui, durant sa longue car-

(1) Voyez la *Revue* des 1er septembre, 15 octobre et 15 novembre.

rière, a maté toutes les oppositions et déjoué toutes les révoltes.

Dans sa retraite et son isolement, il est la victime de la sourde colère dont son âme est gonflée ; elle lui fait perdre le souci de sa dignité. A toute heure, on constate qu'il est uniquement possédé du désir d'assouvir cette colère et de se venger de l'impérial disciple auquel il doit sa déchéance. Il ne conserve plus aucune illusion quant à l'avenir ; il sait qu'il ne reviendra pas au pouvoir. Entre l'Empereur et lui, des paroles irréparables ont été échangées ; le souverain a coupé court à leurs querelles par une sentence sans appel : — Je veux désormais gouverner seul.

Bismarck ne peut donc attendre des jours qui vont suivre d'autre satisfaction que celle de la vengeance, et c'est à se la procurer qu'il se donnera tout entier.

Il semble cependant que la cruelle épreuve qu'il venait de subir aurait dû éveiller en lui des réflexions salutaires sur certains actes de son bruyant passé. On ne serait pas surpris de voir, à cette aube de sa vie nouvelle, s'élever au-dessus de la haine qui sera désormais le mobile de toute ses actions, des remords, ou tout au moins des regrets, et, pour tout dire, des velléités de repentir. On en serait d'autant moins surpris que, treize ans avant, alors qu'il jouissait du brillant éclat de sa gloire et qu'il pouvait se flatter d'être le maître de l'Europe, un cri significatif s'est échappé de sa conscience et l'a révélé tout à coup accessible à ce repentir qui, s'il ne répare pas les fautes, les condamne par la bouche même de celui qui les a commises. Il n'est pas inutile de rappeler ce souvenir ; il ajoute un trait nouveau à la physionomie du personnage.

C'est en 1877, au château de Varzin, où le chancelier est venu passer quelques jours après avoir fait une cure à Gastein. Plusieurs de ses familiers se sont réunis autour de lui, afin d'égayer sa solitude et les journées se passent, agrémentées pour eux par les récits qu'il se plaît à leur faire des événemens sensationnels auxquels il a été mêlé. Ce matin-là, ses courtisans sont réunis dans le grand salon autour de la cheminée monumentale que surmonte la devise des Bismarck : *In trinitate robur*, avec au-dessus, sur champ d'or, l'aigle du nouvel empire d'Allemagne et un buste en plâtre de l'empereur Guillaume Ier. Ceux-ci sont en train de deviser en l'attendant, lorsque tout à coup il apparaît. Ils sont frappés par le caractère mélancolique de sa physionomie. Est-ce que quelque lugubre pressentiment

hante son esprit ou bien est-ce qu'il serait fatigué et énervé comme cela lui arrive souvent, nul ne saurait le dire. Mais ce qui est certain, c'est qu'ils ne l'ont jamais vu en un pareil état d'abattement, avec un regard aussi sombre et une voix aussi plaintive. Leurs regards l'interrogent. Comme s'il obéissait à un entraînement impérieux, il leur répond :

— Je me sens l'âme triste. Je n'ai jamais dans ma longue vie rendu personne heureux, ni mes amis, ni ma famille, ni moi-même. J'ai fait du mal, beaucoup de mal. Je suis la cause de trois grandes guerres ; j'ai fait tuer sur les champs de bataille quatre-vingt mille hommes qui, aujourd'hui encore, sont pleurés par leurs mères, leurs frères, leurs sœurs, leurs veuves ! Mais tout cela, c'est affaire entre moi seul et Dieu. Je n'en ai jamais retiré aucune joie et je m'en sens aujourd'hui l'âme anxieuse et troublée.

Cette confession inattendue, que souligne une larme qui roule sur la joue du chancelier, tombe dans le silence. Ce n'est qu'au bout d'un moment que lui-même, sans insister sur ce sujet, ranime la conversation.

Quoique, avec ces grands acteurs, on ne sache jamais très exactement à quoi s'en tenir, il paraît difficile de ne pas croire à la sincérité de ce cri spontané d'une conscience aux abois. On ne voit pas quel intérêt aurait eu Bismarck à jouer devant ses familiers la comédie du repentir. Il est cependant permis de supposer que ce repentir a été accidentel et passager, car, quelques jours plus tard, le chancelier s'en montre tout à fait libéré. Parlant des guerres qui ont assuré le triomphe de ses plans politiques, ce n'est plus à lui qu'il en impute la responsabilité, mais à la presse dont il déplore la puissance en raison du mal qu'elle peut faire.

— Elle a été, dit-il, la cause de trois grandes guerres : c'est la presse danoise qui a forcé le roi de Prusse à annexer le Schleswig-Holstein ; c'est la presse autrichienne qui nous a conduits à Sadova, et c'est la presse française qui a contribué à prolonger la campagne de France.

A peine est-il besoin de faire remarquer combien sont menteurs ces propos, et il serait aisé de le prouver en lui empruntant à lui-même les divers démentis que par avance il leur avait infligés. Mais il est autrement intéressant de constater qu'au moment où il les tient, ce n'est plus lui qu'il accuse.

Par la suite, parmi ceux qu'il a tenus à ses confidens, on ne retrouve plus un écho de ceux qu'ils ont entendus à Varzin au mois d'octobre 1877. Si, ce jour-là, des remords ont hanté sa conscience, il n'en reste plus rien lorsque, treize ans plus tard, commence pour lui l'exil de Friedrichsruhe.

Durant les semaines qui s'écoulent après son arrivée dans cette résidence où il a résolu de se fixer définitivement, il se consacre aux soins de son installation et au classement de ses papiers. Il songe à écrire ses Mémoires. A cet effet il a amené avec lui son secrétaire ordinaire le fidèle Bücher, ainsi qu'un jeune professeur, qui écrira sous sa dictée ou copiera ses manuscrits. Il compte en outre faire appel à son historiographe Maurice Busch, à qui il accorde une confiance illimitée. Quoique absorbé par ces occupations, il ne perd aucune occasion d'exhiber son ressentiment. Il tient à faire comprendre à l'Empereur qu'il ne désarmera pas. N'osant s'en prendre directement à lui, c'est contre le général de Caprivi, son successeur à la chancellerie, qu'il excite les journaux à ses gages. Mais sous cette forme indirecte c'est l'Empereur qu'il vise.

A la suite d'un discours prononcé le 15 avril au Reichstag par le nouveau chancelier, il inspire au journal *Hamburger Nachrichten* un article d'une extrême violence, qui soulève de toutes parts la plus vive indignation : « C'est une véritable infamie, écrit Hohenlohe ; car il n'est pas dirigé contre Caprivi mais contre l'Empereur lui-même. » Après l'avoir lu, Guillaume II déclare à ses intimes que Bismarck l'a gravement offensé. Mais il se contient et, affectant de dédaigner l'attaque, il se refuse à croiser le fer et même à sévir. Ce sera son attitude jusqu'à la fin du conflit auquel seule la mort de Bismarck mettra un terme.

— Je me garderai bien de le poursuivre, dit-il, ni d'user de rigueur envers lui. Je ne veux pas en faire un martyr. S'il était emprisonné à Spandau ou ailleurs, sa prison deviendrait bientôt un but de pèlerinage. Et il ajoute avec amertume : — Les méfaits du comte d'Arnim à qui il les a fait si cruellement expier ne sont rien à côté des siens.

Nous ne savons si ces propos révélateurs de la colère impériale arrivèrent jusqu'à Bismarck. Mais, s'il les connut, ils ne pouvaient changer son attitude malveillante et irritée. A la même époque, on en eut la preuve dans le langage qu'il tint au grand-duc de Bade, son vieux complice de la guerre de 1870. Ce

prince étant allé le voir, l'aborda en lui disant qu'il venait prendre congé de lui, car il se souviendrait toujours avec reconnaissance du temps où ils avaient travaillé ensemble au bien de l'Allemagne.

A ces paroles amicales Bismarck répondit par des reproches.

— C'est bien par votre faute que je m'en vais maintenant, fit-il avec humeur. En appuyant les lois ouvrières auprès de l'Empereur, vous avez contribué à me brouiller avec lui.

Le grand-duc protesta en rappelant que, si le différend avait dégénéré en rupture, c'était par suite des affaires prussiennes dont il ne s'était jamais mêlé. Bismarck s'emporta et devint si grossier que son interlocuteur arrêta l'entretien, « sa dignité lui défendant d'en entendre davantage : »

— Je veux me séparer de vous en paix, déclara-t-il, et je m'en vais sur ce vœu auquel vous ne manquerez pas de vous associer : Vive l'Empereur et vive l'Empire.

Ainsi, à tout instant et de tous côtés, la Cour de Berlin recueillait des témoignages de l'inimitié dont l'Empereur était l'objet de la part de Bismarck. En se les communiquant, on les exagérait et on les envenimait dans l'espoir de déterminer le souverain à châtier les intrigues de son détracteur. Mais Guillaume II, nous l'avons dit, était résolu à ne pas se départir de son apparente impassibilité, soit dédain, soit crainte de blesser l'opinion nationale en sévissant contre l'auteur de l'unité allemande.

Vers le même temps, on constatait que l'ex-chancelier invitait fréquemment à venir le voir divers personnages avec lesquels il avait toujours entretenu des relations amicales. Dans le nombre se trouvait le comte Schouwalof, ambassadeur de Russie à Berlin. Intimement lié avec Bismarck, il lui avait promis sa visite antérieurement à la chute et peut-être maintenant regrettait-il de s'être engagé, craignant de déplaire à l'Empereur en allant à Friedrichsruhe. Il se décida néanmoins à tenir sa promesse. Lorsque, à la Cour, on apprit qu'il était parti, on attendit avec impatience son retour, les courtisans étant convaincus que, durant son séjour à Friedrichsruhe, il recevrait les confidences de son amphitryon et qu'ensuite ,il ne se ferait pas faute de les répéter.

Mais cette attente fut trompée. Rentré à Berlin, l'ambassadeur russe resta impénétrable jusque dans son entourage le plus familier. Quand on l'interrogeait, il répondait en parlant

avec enthousiasme d'un certain vin de Champagne, d'une marque qui précédemment lui était inconnue, que l'ex-chancelier lui avait fait boire et il se montrait surtout préoccupé de savoir si cette marque existait dans les restaurans berlinois. On a raconté dans les milieux diplomatiques qu'ayant fini par la découvrir, il avait invité les secrétaires et attachés de son ambassade à venir déguster ce fameux vin en cabinet particulier.

— C'est tout ce qu'il nous a raconté de son voyage à Friedrichsruhe, avouait l'un des convives.

La curiosité des personnages de la Cour était donc déçue et l'on en était réduit aux conjectures en ce qui touchait les desseins de l'ex-chancelier. Du reste, à Berlin, un esprit nouveau semblait s'être emparé du monde officiel. Depuis le départ de Bismarck, on y respirait plus librement.

« Je suis frappé de deux choses, écrivait dans son journal le prince de Hohenlohe : premièrement, c'est que personne n'a de loisirs et l'on vit dans une agitation inconnue auparavant; deuxièmement, les individus sont imbus d'eux-mêmes. Chacun se sent un personnage, tandis qu'auparavant les individus étaient rapetissés et comprimés par l'influence indiscutée de Bismarck. Ils se gonflent maintenant comme des éponges trempées dans l'eau. »

Non seulement ils se gonflaient, mais ceux-là mêmes qui s'étaient particulièrement signalés par leur platitude et leur servilité devant le tout-puissant chancelier semblaient tirer orgueil d'avoir oublié les services dont ils lui étaient redevables et d'afficher leur ingratitude comme s'ils espéraient y trouver profit. Elle se manifestait à tout instant, tantôt par l'hostilité venimeuse de leurs propos où ils reprochaient à Bismarck les faveurs dont il avait comblé ses fils, l'aîné surtout qui, sans talent au-dessus de la moyenne, était à trente-huit ans secrétaire d'État aux Affaires étrangères et morigénait ses collègues, tantôt, par des procédés de goujat, comme par exemple lorsque, au mois d'août, Herbert de Bismarck étant revenu à Berlin et voulant prendre congé des principaux de ses anciens subordonnés, les invitait à un dîner d'adieu. Quatre d'entre eux qui lui devaient leur avancement, refusaient son invitation, et un cinquième n'y répondait même pas. Mais c'est au grand-duc de Bade qu'était réservé l'honneur de lui donner le coup de pied de l'âne. En causant avec l'Empereur, il

lui révèle que l'ex-chancelier est morphinomane et que telle est la cause de l'affaiblissement de ses facultés. L'Empereur tombe des nues; il reste incrédule. Néanmoins, il s'informe et il trouve un homme, ancien collaborateur de Bismarck, plus reconnaissant que ses collègues et assez courageux pour lui déclarer que ceux qui ont tenu ces propos « ne peuvent être que des gales. »

Des incidens analogues se multiplient durant les mois qui s'écoulent après que Bismarck a été renversé. Voici, cependant que vers la fin de 1891, on signale l'existence d'une coterie qui s'est formée à la Cour et qui se donne comme objectif de le ramener au pouvoir. Toutefois, ce n'est pas dans l'intérêt du chancelier d'hier qu'elle s'agite; c'est pour renverser son successeur le général de Caprivi. Ceux qui avaient convoité la succession de Bismarck sont maintenant ligués contre Caprivi, non pas seulement par jalousie et par envie, mais aussi parce qu'il apporte dans l'exercice de ses hautes fonctions une rectitude, une droiture et une loyauté auxquelles Bismarck, coutumier de la ruse, de l'intrigue et du mensonge, ne les avait pas accoutumés. Quoique docile à l'excès à la volonté du maître, Caprivi est un honnête homme, et à ce point que lorsque, pour obéir, il est tenu de dissimuler, c'est en se faisant violence qu'il s'y résigne. Un trait de lui nous donne la mesure de sa probité.

Le bruit s'était répandu qu'une atténuation allait être apportée aux sévérités auxquelles étaient soumises les populations d'Alsace-Lorraine, et notamment que la formalité des passeports allait être supprimée. Ayant eu vent de ces rumeurs et désirant savoir si elles étaient fondées, l'ambassadeur de France crut devoir en entretenir le chancelier. Il allait partir pour Paris et eût été heureux de communiquer à son gouvernement la bonne nouvelle. Il interroge donc Caprivi, mais celui-ci répond par une fin de non-recevoir.

— On vous a trompé, dit-il, l'heure n'est pas venue de changer ce qui est. Pour le moment, il n'y a rien à faire.

Quelques jours plus tard, en l'absence de l'ambassadeur de France, il fait appeler le conseiller de l'ambassade désigné comme chargé d'affaires et lui annonce que les provinces annexées vont enfin jouir d'un traitement moins rigoureux.

— Vous m'excuserez auprès de votre chef, ajoute-t-il, de ne lui avoir pas annoncé, quand il est venu me voir, ce que je vous apprends, bien que déjà tout fût décidé par l'Empereur. C'est en

allant à Francfort où je l'accompagnais que Sa Majesté m'avait fait part de sa volonté, mais il m'était défendu d'en parler sans son ordre ; j'étais engagé par serment. J'ai donc été obligé de mentir, et à mon grand regret. Je n'aime pas à ne pas dire la vérité.

Il est bien évident qu'un homme qui professait de tels principes ne pouvait conserver bien longtemps le pouvoir, et c'est en effet pour avoir trop souvent dit la vérité et pour avoir voulu gouverner loyalement qu'un peu plus tard, Caprivi devait succomber sous les intrigues déchaînées contre lui. Mais l'heure de sa chute n'était pas venue. L'Empereur, bien que sollicité par les amis de Bismarck, devenus les ennemis de Caprivi, de se réconcilier avec l'ex-chancelier, s'y refusait, ne voulant pas que la réconciliation s'opérât au détriment du chancelier en exercice. Puis, comme les sollicitations devenaient plus pressantes, il déclarait « qu'il ne demandait pas mieux, mais que ce n'était pas à lui de faire le premier pas, » réponse astucieuse, car il savait bien que ce premier pas, Bismarck se refuserait à le faire. Celui-ci, en effet, était bien loin d'y être disposé ; il devenait de plus en plus agressif, et d'ailleurs, il se préparait à rendre éclatant et public son ressentiment, à la faveur d'une circonstance qui allait lui en fournir l'occasion. En attendant, confiné à Friedrichsruhe et en même temps qu'il dictait ses Mémoires, il y recevait fréquemment des politiciens de bas étage, des journalistes plus ou moins obscurs, voire des financiers véreux, pêcheurs en eau trouble, personnel peu recommandable auquel il confiait ses griefs en le chargeant de les répandre.

Dans son entourage le plus intime, on déplorait cette attitude. Maurice Busch écrivait :

« Les journaux publient un grand nombre de choses sur Friedrichsruhe, que je ne trouve guère agréables à lire. Elles ne concordent pas avec la conception que je me suis faite de la randeur et de la supériorité du caractère du p rince, ni même avec les opinions qu'il a eu maintes fois l'occasion d'exprimer devant moi. Il permet à n'importe qui de l'approcher, il parle sans faire attention à qui l'écoute, et pour le plus grand plaisir de la Cour et de ses adversaires. Il reçoit un tas d'écouteurs et d'espions et se confie à eux comme s'ils étaient les plus intimes de ses amis. »

Le secrétaire particulier Bücher n'était pas plus satisfait de

la conduite du chef; il constatait avec regret l'affaiblissement de ses facultés intellectuelles :

« Il mange de bon appétit et dort toute la nuit, mais sa mémoire s'en va par morceaux. Il ne peut plus concentrer ses idées, il ne se souvient pas exactement des détails. Il raconte un jour une histoire et la raconte le lendemain tout différemment. On ne peut avoir aucune confiance dans ses récits, parce qu'il croit souvent qu'il a dit ou fait une chose, alors qu'il a eu simplement l'intention de la dire ou de la faire. Il continue à vouloir donner des avertissemens et des leçons et il choisit des sujets qui n'ont rien à faire avec sa propre vie et que, parfois, il ne connaît même pas du tout. Il devient de moins en moins prudent dans ses confidences aux journaux. Son attitude vis-à-vis de la Cour n'est pas assez digne et il laisse trop percer son ressentiment. Il passe tout son temps à lire les journaux. A part cela, il est devenu apathique, indifférent et comme rassasié de tout. »

On ne saurait méconnaître l'importance de ces révélations où nous pouvons voir s'accuser de jour en jour la déchéance morale, qui a été pour Bismarck la conséquence de la chute et de l'exil et qui lui a fait considérer la vengeance comme le but définitif de sa vie. Ce n'est plus en effet que pour se venger que nous allons le voir retrouver parfois encore son ancienne énergie et la perfide ingéniosité de ses combinaisons ténébreuses.

II

Au mois de mai 1892, le bruit se répandait à Berlin, dans le monde de la Cour, qu'Herbert de Bismarck allait se marier. Bientôt après, lui-même écrivait à l'Empereur pour lui annoncer ses fiançailles : il épousait une riche héritière, la jeune comtesse Hoyos dont la famille résidait à Fiume en Autriche. Guillaume II répondit à cette communication par un télégramme empreint de cordialité et que le destinataire ne se fit pas faute de faire lire à ses amis. Les journaux en ayant eu connaissance signalèrent l'amabilité du langage impérial comme un signe avant-coureur de la rentrée en grâce des Bismarck, et laissèrent entendre que l'ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères allait être de nouveau pourvu d'un grand poste. Ce fut dit et répété avec tant d'insistance qu'un personnage de la Cour, voulant en avoir le cœur net, osa interroger l'Empereur et lui de-

mander ce qu'il y avait de vrai dans ces bruits. On a raconté que Guillaume II haussa les épaules et répondit d'un ton d'impatience : « Nous n'avons jamais été, Bismarck et moi, plus éloignés d'une réconciliation. »

C'était vrai pour lui et ce n'était pas moins vrai pour le solitaire de Friedrichsruhe. Sa vieille colère le possédait toujours, et la réponse de l'Empereur, à supposer qu'il l'eût connue, n'était pas faite pour l'apaiser. Elle s'accrut encore par suite d'un procédé discourtois dont il fut l'objet, qui le blessa profondément dans son intraitable orgueil.

Le parti national wurtembergeois, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa constitution, avait adressé des dépêches de fidélité à Guillaume II, au roi de Wurtemberg et au prince de Bismarck. Mention fut faite des deux premières dans le *Journal officiel de l'Empire;* mais on passa sous silence celle qu'avait reçue l'ex-chancelier. Donnant carrière à son irritation, il démentit brutalement, dans les *Nouvelles de Hambourg*, ce qui avait été dit sur son fils. Le rédacteur de cette note s'indignait qu'on eût osé insinuer que, dans les circonstances présentes, un Bismarck avait sollicité un emploi.

Il est piquant de constater que le démenti ne convainquit personne. Durant un certain temps encore, le bruit persista d'une réconciliation prochaine, que consacrerait une visite solennelle de Bismarck à Berlin. On ajoutait, il est vrai, que pour s'y prêter, l'Empereur exigeait une lettre de soumission et que Bismarck se refusait à l'écrire. Mais ce n'étaient là que propos et commentaires de courtisans, ou, pour mieux dire, de tous ceux qui s'étaient coalisés pour essayer de renverser Caprivi. Tout ce qu'ils faisaient et tout ce qu'ils firent par la suite pour rapprocher Bismarck de l'Empereur était dirigé contre le nouveau chancelier, à qui d'ailleurs son prédécesseur ne pardonnait pas de l'avoir remplacé. On eut même ce singulier spectacle de Bismarck s'unissant à ses ennemis d'hier et notamment au général de Waldersee pour précipiter la chute de son successeur, ce en quoi il se montrait aussi injuste que malhabile, puisque, au même moment, Caprivi plaidait auprès de Guillaume II la nécessité d'une réconciliation. En réalité, les cancans qui circulaient à la Cour étaient aussi dépourvus de fondemens que de vraisemblance ; on allait en avoir la preuve : c'est Bismarck lui-même qui se préparait à la donner en profitant du mariage de son fils.

En bonne règle, la cérémonie aurait dû être célébrée à Fiume, résidence de la fiancée. On apprenait tout à coup qu'elle aurait lieu à Vienne et qu'à cette occasion, Bismarck s'y rendrait ainsi qu'à Dresde et à Munich. Étant donné ses dispositions, il n'était pas douteux qu'au cours de son voyage, il prononcerait des paroles agressives. C'en était assez pour provoquer dans le monde officiel la plus vive agitation. Les amis de l'ex-chancelier s'étaient émus déjà, dès le mois de mai, du projet qu'on lui prêtait; ils redoutaient que l'Empereur ne se laissât entraîner à quelque mesure contre lui. Sur ce point, ils se trompaient. L'Empereur avait déjà compris que sévir serait une faute, peut-être même un danger. Le prestige que Bismarck exerçait encore sur les masses était trop grand pour qu'on pût le frapper sans s'exposer à accroître sa popularité.

Néanmoins, l'un de ses amis, le banquier Bleichrœder qui, tout en lui restant fidèle, était bien en Cour, partit pour Friedrichsruhe, afin de le dissuader d'aller à Vienne. Il lui montra les périls auxquels il s'exposait en rendant public son ressentiment; il lui apprit que deux circulaires étaient parties de la chancellerie, l'une en date du 23 mai, envoyée à toutes les ambassades de l'empire, dénonçant la campagne que Bismarck menait dans la presse; l'autre en date du 5 juin, destinée aux agens diplomatiques de Saxe, de Bavière et d'Autriche et leur prescrivant l'attitude qu'ils devaient observer pendant la visite de l'ex-chancelier dans les villes où ils étaient accrédités. Il leur était ordonné de ne pas le recevoir et d'éviter, dussent-ils s'absenter momentanément, de se rencontrer avec lui. Mais les objurgations de Bleichrœder laissèrent insensible le rageur et entêté vieillard : « Mon parti est pris, déclara-t-il. Herbert m'a informé que l'empereur d'Autriche me recevrait et j'entends donner cette satisfaction à ma belle-fille et à ses parens. »

Il se déchaîna ensuite contre Caprivi auquel il imputait sans raison les plus noirs griefs. Bleichrœder emporta la conviction que toutes les démarches, qui auraient pour but de ramener le châtelain de Friedrichsruhe à une notion plus juste de ses intérêts et de ses devoirs, resteraient vaines.

Le 18 juin, Bismarck se mettait en route pour Dresde. Un espion chargé de l'observer annonçait télégraphiquement son départ au ministre de l'Intérieur. Comme le train par lequel il partait devait traverser Berlin et faire une halte de vingt

minutes à la gare d'Anhalt, la police évitait de laisser propager la nouvelle et prenait des mesures pour empêcher les rassemblemens. Néanmoins, la nouvelle se répandait et une foule considérable se portait à la rencontre du train. Elle accourait de tous côtés, voire des quartiers les plus lointains, forçait les grilles, envahissait les quais. Il y avait là des gens de toutes les conditions et une multitude d'officiers en uniforme. Bousculés et débordés, les agens appelaient des renforts. Mais il n'était plus temps d'empêcher la manifestation. Elle prenait en quelques minutes des proportions formidables. Lorsque le train entrait en gare, une immense acclamation s'élevait et saluait le voyageur. Le wagon, dans lequel il se trouvait avec sa femme, était assailli par des gens qui se pressaient pour voir et pour être vus. Au-dessus des têtes, des mains crispées brandissaient des bouquets et, bientôt, les tapis du wagon étaient jonchés de fleurs, Debout, à la portière, violemment ému et les yeux en larmes, Bismarck saluait à droite et à gauche, bégayait des remerciemens, auxquels la foule répondait en entonnant des chants patriotiques, qui étaient interrompus par des cris : « Vive Bismarck! »

On le vit soudain se retourner et interroger la princesse, qui sanglotait derrière lui.

— Faut-il que je parle? demandait-il et, sans attendre la réponse, il reprenait en s'adressant à ceux qui l'acclamaient : — Non, mon devoir est de me taire.

Alors, les interpellations se croisaient.

— Vous ne voulez pas parler; cela ne fait rien, les pierres parlent pour vous.

— Le peuple n'est pas comme les princes, il n'oublie pas.

Les hourrahs reprenaient de plus belle jusqu'au moment où le train se remettait en marche; et la foule de crier :

— Revenez! revenez!

Cette imposante manifestation avait-elle été spontanée ou n'était-elle que le résultat des efforts faits par les amis de l'ex-chancelier à l'effet de la provoquer? Il est difficile de se prononcer. Mais, telle qu'elle s'était produite, elle constituait un acte significatif d'opposition à la politique personnelle de l'Empereur.

Ce qui s'était passé à Berlin allait se répéter à Dresde où l'opinion publique pouvait s'exprimer avec plus d'indépendance et où elle était d'accord avec celle du souverain saxon, le roi Albert.

Quoiqu'il eût affecté de rester neutre afin de n'avoir pas l'air de critiquer les actes de Guillaume II, on lui prêtait ce propos :

— Je veux que Bismarck soit convaincu qu'il est toujours pour nous le Vieux, « der Alle. »

Aux abords de la gare de Bohême, le long de la rue de Prague et jusqu'à l'hôtel Bellevue où Bismarck devait descendre, on avait dressé des tribunes sur lesquelles se balançaient des drapeaux et des guirlandes et où s'entassaient les spectateurs. A l'entrée de la ville, le bourgmestre l'attendait et lui adressa une allocution. Il lui rappelait qu'en 1871, la ville de Dresde l'avait nommé citoyen d'honneur. « Depuis cette époque, vingt ans se sont passés. Quels changemens depuis! 1871-1892! » Pour finir, il lui exprimait la reconnaissance de l'Allemagne.

A Berlin, Bismarck avait gardé le silence; mais, à Dresde, les raisons qui le lui avaient imposé, n'existaient plus. Aussi ne se fit-il pas faute de répondre, d'abord par des remerciemens et, ensuite, par des paroles qui trahissaient le fond de son âme : « On m'a préparé, il est vrai, bien des pilules amères; mais cela me réconforte de me voir d'aussi nombreux amis. » C'était comme le prologue des récriminations, des critiques et des plaintes qu'il devait faire entendre dans la suite de son voyage. Il termina en disant que la seule chose qui pouvait l'intéresser, c'était la prospérité de sa patrie.

Les hommages dont il était l'objet se renouvelèrent dans la matinée du lendemain jusqu'au moment de son départ, mais n'empêchèrent pas les personnes qui purent l'approcher de remarquer qu'il avait beaucoup vieilli et qu'il était très abattu. Aussi, ne s'étonnait-on pas de l'entendre dire, avec des larmes dans la voix, que son rôle était terminé et qu'il savait bien que jamais plus, il ne remplirait de fonctions publiques. Il le répéta dans sa dernière harangue en rappelant que, depuis son arrivée aux affaires, l'Allemagne était devenue un grand pays, l'égal de la France, de l'Angleterre et de la Russie. « Mais, pour cela, nous avons lutté, lutté ensemble, et je n'oublierai jamais l'aide que m'a donnée le roi de Saxe. » On s'attendait à ce qu'avant de quitter Dresde, il rendît hommage à l'Empereur. Mais il s'était promis de ne pas parler de lui. Lorsque, au bout de quelques jours, après avoir passé à Vienne et à Munich, il rentrait à Friedrichsruhe, il se vantait malicieusement de n'avoir pas prononcé son nom.

Il avait quitté Dresde dans la matinée du 18 juin, et, quelques heures plus tard, il arrivait à Vienne, principale étape du voyage triomphal qu'il préparait depuis trois mois. Il voulait des ovations; elles ne lui manquèrent pas. Son séjour dans la capitale autrichienne se résume en une longue et bruyante acclamation. Elle commence à la gare, bien qu'aucune société constituée n'y eût été admise; elle se continue sur le chemin qui le conduit au palais Pallfy, où l'attend une hospitalité somptueuse et où il doit recevoir les hommages de l'aristocratie hongroise. De toutes parts, sur son passage, s'élèvent des « hoch! » bruyans et prolongés et il ne pourra se montrer nulle part, là même où il n'est pas attendu, sans être l'objet du même enthousiasme. Il en sera ainsi à l'Exposition de théâtre et de musique, aussi bien qu'aux abords de l'église où, le lendemain, est célébré le mariage de son fils. Il salue à droite et à gauche avec des airs de souverain, il vide des verres de bière, il répond aux allocutions, il savoure avec volupté l'accueil qui lui est fait.

Les organisateurs de ces manifestations appartenaient au parti national allemand hostile à l'Autriche et surtout antisémitique, si bien qu'aux cris de : « Vive Bismarck ! » se mêlaient ceux de : « A bas les juifs! » Parmi les manifestans, les étudians de l'Université se faisaient remarquer par la violence de leurs clameurs, visiblement hostiles à Guillaume II, aussi bien qu'à l'Autriche, qui, dans sa propre capitale, semblait être l'objet d'une véritable animadversion. « Personne, écrit un témoin, n'a paru penser à elle, à son souverain, à son passé, à son avenir, à son drapeau. Le scandale a été tel qu'un officier en retraite, interpellant la foule, s'est écrié : « — Mais souvenez-vous donc que vous êtes Autrichiens! »

En réalité, c'était la Hongrie, alors hostile à l'Autriche, qui faisait à Bismarck les honneurs de Vienne. Il résidait chez le comte Pallfy, les Zichy ne le quittaient pas, et la comtesse Andrassy donnait pour lui une soirée où tout Vienne fut invité, ce qui ne laissa pas de mettre dans l'embarras le monde diplomatique et le monde de la Cour. Le comte Nigra, ambassadeur d'Italie, et sir A. Paget, ambassadeur d'Angleterre, y firent une apparition. Mais l'ambassadeur de Turquie, Zia-Bey, invité comme eux, resta chez lui. Le premier ministre, comte Kalnocky, n'ayant pas cru pouvoir décliner l'invitation, manœuvra de manière à n'échanger avec Bismarck que des politesses

banales. La veille, il avait eu soin de ne pas se trouver au Ballplatz lorsque Bismarck y était venu, et de lui rendre sa visite à un moment où le flot des visiteurs rendait impossible toute conversation confidentielle. Du reste, en apprenant que Bismarck devait venir à Vienne, il avait dit :

— Il se fait de grandes illusions, s'il croit qu'il pourra être reçu ici par le monde officiel et tourner le dos à son souverain.

La prédiction se réalisait; dans le milieu qui touchait à la Cour, Bismarck ne rencontrait qu'éloignement et froideur.

L'ambassade d'Allemagne à Vienne était alors occupée par le prince de Reuss, personnage de haute naissance, mais réduit à une honorable pauvreté, ce qui l'avait obligé d'accepter ce poste. Il avait reçu de Berlin l'ordre d'ignorer le voyageur pendant son séjour à Vienne. Défense lui était faite de le recevoir et d'assister à la noce. Lié de vieille date avec lui, il s'était décidé, pour se tirer d'une situation difficile, à quitter Vienne momentanément. Mais, prêt à partir, il s'était trouvé souffrant, et, Bismarck s'étant présenté à l'ambassade, il n'avait pas voulu lui fermer sa porte. Ne pouvant lui rendre sa visite, il avait envoyé sa femme à sa place. Lorsque, quelques jours plus tard, la chancellerie de Berlin lui demanda des explications sur sa conduite, il refusa fièrement d'en rendre compte, en alléguant que, comme ambassadeur d'Allemagne, il avait rempli son devoir et que, comme particulier, il ne devait obéissance à personne. L'incident n'eut pas de suites : la princesse de Reuss était la fille de la duchesse régnante de Saxe-Weimar ; elle avait rang d'Altesse, et il convenait d'user de ménagement envers son mari.

Les détails qui précèdent permettent de mesurer à quelles agitations donnait lieu la présence de Bismarck à Vienne. Mais il semblait les avoir prévues et y rester complètement insensible, soucieux surtout de jouir de sa popularité. Cependant une cruelle déception lui était réservée. Son fils l'ayant informé, avant qu'il ne quittât Friedrichsruhe, que l'empereur François-Joseph le recevrait, il avait, en arrivant à Vienne, demandé une audience. En réponse à sa demande, il reçut un refus net et péremptoire, dicté au souverain par la conduite de Bismarck, et plus encore par une lettre de Guillaume II, lui demandant, comme un service personnel, de s'abstenir de tout rapport avec l'ex-chancelier. La vassalité de l'Autriche, sous le joug de l'Al-

lemagne, s'affirmait ainsi. Ce n'était pas la première fois et ce ne devait pas être la dernière.

Dans les circonstances que nous venons de résumer, Bismarck avait fait preuve de plus de ténacité dans ses desseins que de prudence dans leur exécution. Un dernier trait allait mettre en lumière sa maladresse et son audace. A la veille de son départ, et sous prétexte de remercier la population viennoise de l'accueil qu'elle lui avait fait, il convoquait les directeurs des principaux journaux de Vienne et leur faisait entendre les paroles les plus extravagantes et les plus contraires à la vérité. C'est ainsi qu'il prédisait au rédacteur de la *Neue freie Presse* une guerre prochaine entre la France et l'Allemagne : « Elle est inévitable ; il suffit toujours d'une pincée de poudre pour faire bouillonner ce pays comme un verre d'eau ; c'est là un événement que l'Allemagne évitera à peine dans le cours de l'année. » Il profitait de l'occasion pour attaquer Caprivi. Il lui reprochait d'être un incapable, d'avoir renoncé à la politique d'équilibre et de bascule que lui-même, quand il était chancelier, n'avait cessé de faire prévaloir, et d'avoir aigri les rapports de l'Allemagne avec la Russie. Ces reproches, qui visaient également l'Empereur sans le nommer, ne laissaient pas d'être injustes, et, dans la circonstance, Bismarck imputait à autrui ses propres fautes. Dès le lendemain, les journaux qui avaient accueilli et publié ses confidences les critiquaient avec vivacité. L'un d'eux résumait son jugement, en disant : *Ein grosser Mann, doch kleiner Mench.* (Un grand homme et pourtant un petit homme.)

En quittant Vienne, il se rendit à Munich. Dans la capitale de la Bavière, l'accueil revêtit un caractère encore plus enthousiaste que celui de la réception faite peu de temps avant à Guillaume II. Le monde officiel s'effaça ; mais le peuple témoigna bruyamment de son antipathie pour la Prusse. Bismarck s'en montra heureux. Il savait que chaque vivat bavarois était un coup de poignard pour Guillaume. Néanmoins, le voyage se terminait sans lui avoir fait honneur ; il ne faisait honneur à personne et avait eu pour résultat de rendre plus éclatante la haine dont étaient animés l'un contre l'autre ces deux irréconciliables adversaires.

III

C'est au retour de Bismarck à Friedrichsruhe qu'on voit surgir autour de lui un nouveau personnage, le pamphlétaire Maximilien Harden. Cet ancien acteur ambulant, n'ayant pas réussi sur les planches, s'était jeté dans le journalisme. Au delà de sa trentième année, il y végétait encore, lorsque quelques satires politiques signées d'un nom d'emprunt attirèrent l'attention sur ses écrits. Ils tombèrent sous les yeux de Bismarck; il fut frappé par la verve agressive qu'y déployait l'auteur, par l'originalité de ses appréciations, la logique impitoyable de ses raisonnemens, l'audace et la brutalité de ses attaques et enfin par la forme pittoresque et vivante sous laquelle il exprimait ses idées. Dans ce satiriste encore inconnu, véritable condottiere de plume dont aucune crainte ne paralysait les élans, il devina l'homme le mieux fait pour devenir sous son inspiration l'instrument de ses rancunes et l'exécuteur de ses vengeances. Il se mit en rapport avec lui, le manda à Friedrichsruhe, l'honora de ses confidences et finalement l'enrôla à son service.

Bientôt après, sous la direction de Maximilien Harden, paraissait un organe nouveau, la *Zukunft*. Ce recueil périodique rappelait de loin la fameuse *Lanterne* d'Henri Rochefort, qui fut en France, vers la fin du second Empire, comme une pièce d'artillerie incessamment pointée contre l'empereur Napoléon III et contre le monde de la Cour. Seulement, dans les élucubrations souvent calomnieuses de la *Lanterne*, Rochefort ne s'inspirait que de lui-même, n'écoutait que sa fantaisie, sans souci de la justice et de la vérité, tandis que derrière le pamphlétaire de la *Zukunft*, il y avait un inspirateur inlassable dont l'expérience et la compétence servaient la haine, un pointeur habile qui savait vers quel but devaient être dirigés les coups pour faire le plus de mal.

C'est lui qui conseille Harden, qui le guide à travers les intrigues de la vie publique de l'Empire, qui lui fournit des sujets d'articles, qui discute, rectifie, écarte ou approuve ceux dont ce collaborateur improvisé a pris l'initiative. Jusqu'à la mort de Bismarck, Harden a été son porte-paroles et, depuis sa mort, le défenseur de sa mémoire. S'étant engagé à la défendre, il a tenu sa promesse, parfois même au prix de sa liberté, car

les condamnations judiciaires ne lui ont pas manqué, en contribuant, il est vrai, à le rendre populaire. Tout en ne cessant pas d'attaquer Guillaume II, et peut-être même parce qu'il ne lui a pas ménagé les coups, il a exercé en Allemagne une influence qu'on peut qualifier de détestable et, quoique encore aujourd'hui il n'ait pas désarmé et reproche à Guillaume II « de ne pas savoir s'arrêter, » il a été l'un des principaux artisans de la guerre, nul n'ayant, au même degré que lui, fait le jeu du militarisme prussien et déchaîné l'opinion de son pays contre les Puissances de la Triple-Entente. Quand on veut connaître l'état d'âme de Bismarck dans les dernières années de sa vie, il faut parcourir la volumineuse collection de la *Zukunft* : l'esprit bismarckien y coule à pleins bords (1).

De jour en jour, cet esprit devenait de plus en plus hostile à Guillaume II. Dans l'ardeur de son ressentiment, Bismarck foulait aux pieds ses opinions passées, brûlait ce qu'il avait adoré et adorait ce qu'il avait brûlé. C'est ainsi qu'au mois de juillet 1893, oublieux de la violence avec laquelle il avait combattu jadis le particularisme des pays d'Empire, il affectait d'en prendre la défense. En recevant des Délégations du Mecklembourg et du Brunswick, il les engageait à rester fidèles à leurs opinions particularistes. « Tenez la main, leur disait-il, à ce que vos représentans à Berlin ne laissent pas porter atteinte aux droits des confédérés. »

Tandis qu'à son instigation, se déroulaient d'une manière ininterrompue ces manifestations d'inimitié, l'Empereur, bien qu'il en fût offensé, affectait publiquement de les ignorer ou tout au moins de les considérer comme dépourvues d'importance. Sauf dans l'intimité, il n'y répondait que par le dédain. Cette impassibilité apparente lui était imposée par la nécessité où il se trouvait de ne pas paraître se brouiller avec le fondateur de l'Unité, alors que celui-ci, vieux et malade, semblait avoir déjà un pied dans la tombe. On n'aurait pas compris que lui, le petit-fils de Guillaume Ier, laissât mourir Bismarck sans l'avoir revu, et il ne pouvait le revoir qu'en feignant de ne s'être pas offensé de son attitude haineuse. La comédie était si bien jouée qu'Herbert de Bismarck s'y trompa. Dans sa résidence de Schoenhausen où il s'était fixé après son mariage, il conçut l'espoir de rentrer

(1) *Le Correspondant*, dans ses livraisons du 25 octobre 1910 et du 10 février 1915, en a donné de nombreux extraits sous la signature de M. André.

en grâce auprès de l'Empereur. Comme, pour y parvenir, il était de toute nécessité qu'il se trouvât en sa présence, il chercha l'occasion de le rencontrer. Elle ne tarda pas à se présenter.

Le 21 janvier 1894, devait être célébrée à Berlin une fête annuelle et commémorative, dite fête des Ordres, instituée en souvenir de leur fondation. Tout membre de l'un d'eux, y occupant une haute dignité, avait le droit d'assister à la cérémonie religieuse par laquelle commençait la fête et au banquet par lequelle elle se terminait. Herbert de Bismarck était dans ce cas. Il annonça donc au président de la commission des Ordres son intention d'user de son droit d'être invité. Au jour fixé par la cérémonie, on le vit apparaître dans la chapelle du palais impérial, portant l'uniforme de lieutenant-colonel des dragons de la Garde. Il était venu au palais dans un carrosse à huit ressorts appartenant à son ami Henkel de Donnersmarck, chez qui il descendait durant ses séjours à Berlin.

Sa présence causa d'abord quelque émotion, mais, le service divin ayant commencé, elle s'apaisa, et c'est seulement dans la salle du banquet que les langues se délièrent et que les commentaires des courtisans purent se donner libre cours. A table, le comte Herbert occupa la place à laquelle il avait droit, et s'y trouva dans la situation d'un pestiféré. On le savait en disgrâce et personne n'avait osé l'aborder. Mais, le banquet fini, le bruit se répandit que l'Empereur l'avait fait prévenir par le maître des cérémonies, le comte Kanitz, qu'il lui parlerait. Ce fut alors un changement à vue. Plusieurs ministres s'approchèrent, et avec eux le prince Henri, frère de l'Empereur. L'Impératrice elle-même daigna lui adresser la parole. C'en était assez pour faire croire qu'une réconciliation était imminente.

Cependant, tout le monde n'y croyait pas. Le général de Caprivi s'était prudemment éclipsé, comme s'il eût prévu l'humiliation qu'allait subir le comte Herbert et n'eût pas voulu en être le témoin; un autre ministre, le baron de Marschall, disait à voix basse dans un groupe :

— Il faudrait que le père fût bien malade pour que Sa Majesté se réconciliât avec le fils. Attendons la fin.

Pendant ce temps, le comte Kanitz, secondé par les rares amis des Bismarck, se livrait à de savantes manœuvres pour amener Herbert sur le passage de l'Empereur. Mais à tout instant, les allées et venues de celui-ci déjouaient ses tentatives.

Il semblait que Guillaume II n'eût pas remarqué son ancien ami. Il s'avançait de son côté en jetant à droite et à gauche une parole aimable à celui-ci ou à celui-là et, alors qu'Herbert pouvait croire qu'il allait recevoir la même aumône, l'Empereur, arrivé près de lui, s'arrêtait brusquement, tournait les talons et s'éloignait. Il faudrait la plume d'un Saint-Simon pour décrire cette scène, qui se renouvela à plusieurs reprises. L'illustre et suggestif mémorialiste nous montrerait le fils de l'ex-chancelier debout parmi les groupes qui l'observent malicieusement, conscient du rôle ridicule qu'on lui fait jouer, le visage baigné de sueur et rouge de honte, le regard fixé devant lui, attendant en vain la parole bienveillante qu'il est venu chercher, s'irritant intérieurement du supplice qu'on lui impose et subitement effondré sous les ruines de ses espérances, lorsqu'il voit le chambellan de service s'approcher de l'Empereur pour le prévenir que l'Impératrice désire se retirer et le souverain quitter brusquement le salon avec elle, sans même saluer.

A la suite de cet incident, Herbert de Bismarck ne put se défendre d'une vive colère ; ce soir-là et le lendemain, ses amis en recueillirent les échos. Il s'irritait surtout de ce que l'Empereur, après lui avoir fait promettre qu'il lui parlerait, avait manqué à sa parole. Mais l'Empereur avait-il promis ? Hohenlohe ne le croit pas : « L'Empereur n'a pas coutume de mortifier ainsi les gens après leur avoir fait dire cela. On espérait établir un rapprochement et ébranler par là la position de Caprivi ; la combinaison a échoué. »

D'autre part, on lit dans un rapport diplomatique : « En venant à la fête des Ordres sans être approuvé par l'autorité supérieure, Herbert a surpris l'Empereur et l'a mécontenté. Il n'est pas vrai que Sa Majesté eût promis de lui parler. C'est la clique bismarckienne qui a pris cela sons son bonnet. J'ai suivi activement ces manigances. L'Empereur a marqué qu'il ne voulait pas se laisser forcer la main. Il veut bien rendre hommage aux services du père, mais il se refuse à être dominé par le fils dont il n'apprécie ni le talent ni le caractère. » Ce langage exprimait la vérité et, dès le lendemain, on allait en avoir une preuve éclatante.

Le jour même où se célébrait à Berlin la fête des Ordres, on y recevait la nouvelle que le solitaire de Friedrichsruhe, après avoir subi une violente attaque d'influenza, était mainte-

nant rétabli. Quoique résolu à ne pas le prendre pour directeur, ni même pour conseiller de sa politique, l'Empereur estima que l'occasion était propice pour se réconcilier avec lui et pour donner à l'opinion publique cette satisfaction. Il réparerait ainsi, par une démonstration flatteuse auprès du père, la cruelle déconvenue infligée au fils. Le 22 janvier, il écrivait à l'ex-chancelier une lettre en laquelle il le félicitait chaleureusement de sa guérison.

Il l'invitait en même temps à venir passer quelques jours au palais impérial où il serait heureux de le recevoir. A cette lettre il joignait une caisse de vieux vins et chargeait l'un de ses officiers d'ordonnance, le comte de Moltke, de porter le tout à son ancien ministre. La démarche était aussi flatteuse qu'inattendue. Personne n'avait pu la prévoir, et le comte Herbert lui-même l'ignorait lorsque, dans la matinée du même jour, mécontent et déçu, il était reparti pour Schoenhausen.

Elle fut accueillie par Bismarck avec une émotion qu'il ne chercha pas à dissimuler. Il combla d'égards le messager de l'Empereur, le garda à dîner, et lui remit une lettre de remerciemens où il promettait d'aller sous peu exprimer de vive voix sa gratitude. Un diplomate, le comte Balny d'Avricourt, qui, quelques jours avant, lui avait fait une visite, laisse entendre que cette promesse dut lui coûter, soit que, presque octogénaire il eût conscience de son affaissement physique et moral, conséquence de l'âge et de sa longue oisiveté, et redoutât de se laisser voir de trop près à Berlin, soit qu'il ne fût pas convaincu de la sincérité des sentimens auxquels semblait avoir obéi l'Empereur en faisant vers lui les premiers pas. Malgré les apparences contraires, Bismarck restait défiant. Peut-être se rendait-il compte qu'il n'y avait plus place pour lui dans le gouvernement. Le jeune Empereur avait pris en mains les rênes de l'État. Il gouvernait effectivement et n'eût pas toléré qu'aucun de ses sujets, quelque illustre qu'il fût, tentât de lui imposer ses vues personnelles, invoquât-il son expérience et l'idée qu'il se faisait de son infaillibilité. Aussi Bismarck mandait-il à ses amis de rester calmes et de ne pas attacher trop d'importance à l'événement. « Depuis que je suis parti, on n'a fait que des sottises; je ne suis plus de force à les réparer. »

Parmi ces sottises, il comprenait la maladresse de la diplomatie impériale, qui avait laissé se nouer l'alliance franco-russe, de laquelle il avait déclaré si souvent qu'il ne la permet-

trait pas. Après le Congrès de Berlin, il l'avait dit au comte de Saint-Vallier, alors ambassadeur en Allemagne; depuis il l'avait répété à M. Jules Herbette. Il s'était en outre efforcé d'inspirer aux Français et aux Russes une défiance réciproque.

— Vous avez bien tort, disait-il à ceux-ci, d'encourager les espérances de la France. Vous n'en tirerez jamais rien. La forme de son gouvernement la condamne à l'impuissance. En lui manifestant vos sympathies, vous ne faites que l'exciter, la pousser à la guerre. Elle s'y jettera quelque jour, convaincue que vous êtes derrière elle, et vous aurez ainsi encouru des responsabilités dont l'Europe vous demandera compte.

Aux Français, c'était un autre langage, mais tendant au même but :

— Vous commettriez une lourde faute si vous preniez au sérieux les sourires de la Russie. Pour elle comme pour nous, vous êtes un foyer révolutionnaire. Elle vous hait. D'ailleurs, consentît-elle à s'allier avec vous, il faudrait encore compter avec moi et, tant que je serai le maître, je saurai bien l'empêcher. Je ne veux pas m'exposer à me trouver un jour entre deux ennemis.

Cependant, lui parti, la sottise avait été commise; l'alliance franco-russe existait. Il en imputait la responsabilité à l'Empereur et à Caprivi, et c'est surtout de cette faute qu'il parlait lorsqu'il déclarait qu'il n'était plus en son pouvoir d'y remédier. Mais ses amis se refusaient à le croire. Malgré ses avertissemens, ils interprétaient l'invitation qu'il venait de recevoir de Guillaume II comme la preuve qu'il allait recouvrer son ancienne influence. Ils dressaient déjà des listes de proscription. Caprivi, les ministres Botticher et Marschall avec leurs principaux collaborateurs seraient sacrifiés. Le comte Botho d'Eulenbourg était leur candidat à la chancellerie. Mais leurs espérances allaient tomber en poussière; il suffit d'une journée pour les dissiper.

Après s'être engagé à venir rendre hommage à l'Empereur, sans vouloir préciser la date de sa visite, Bismarck maintenant se montrait pressé de tenir sa promesse. Les pourparlers engagés à ce sujet entre lui et le cabinet de l'Empereur eurent pour résultat de fixer au 25 janvier sa venue à Berlin. Mais déjà la visite perdait de son importance. Alors qu'on avait cru que Bismarck passerait plusieurs jours au palais impérial, on apprenait qu'il n'y resterait que quelques heures. Il est vrai

que le prince Henri, frère de Guillaume, devait aller le chercher à la gare afin de le conduire au palais. Mais ce n'était pas assez pour faire croire à ses partisans que l'Empereur se prêterait à des entretiens sur la politique, et ils commençaient à comprendre que tout se bornerait de la part du souverain à un témoignage de déférence et de cordialité. Néanmoins, dans le monde de la Cour, on s'accordait à penser que la visite avait ses dangers et qu'en relevant Bismarck, elle nuirait au prestige monarchique. On remarquait d'autre part que Caprivi n'en avait pas été averti. « Il supporte la chose avec résignation, écrivait Hohenlohe. Il est bon qu'il se résigne et que nous le gardions. » Il craignait cependant que Bismarck ne le rendît suspect à l'Empereur.

C'est dans ces circonstances que, le 25 janvier, l'ex-chancelier arrivait à Berlin, à une heure de l'après-midi. Un carrosse de gala, escorté par un détachement de cuirassiers, l'attendait; il y prit place avec le prince Henri. Quelques voitures suivaient. Dans l'une d'elles se trouvait le comte Herbert, mais il quitta le cortège aux portes du palais. L'Empereur était descendu sur le seuil pour recevoir le visiteur ; il l'embrassa en lui souhaitant la bienvenue. Il le conduisit ensuite auprès de l'Impératrice et l'on se mit aussitôt à table pour déjeuner. Aucun personnage de la Cour n'avait été invité et le repas fut tout intime. L'Empereur guidait l'entretien, sans permettre qu'il s'égarât sur les choses dont il ne voulait pas parler.

En quittant la table, Bismarck se rendit chez la veuve de Frédéric III. Là encore, tout se passa en politesses banales. Rentré dans ses appartemens, Bismarck reçut quelques visites, celle de Caprivi notamment, et celle aussi du roi de Saxe, venu à Berlin pour le rencontrer. Pendant ce temps, l'Empereur se promenait à cheval sous les Tilleuls. Les acclamations dont il fut l'objet lui prouvèrent qu'on lui savait gré d'avoir fait les frais de la réconciliation. A la fin de la journée, était servi dans l'appartement de Bismarck un dîner de neuf couverts auquel étaient conviés ses fils et quatre officiers du régiment de cuirassiers dont il était colonel; l'Empereur n'y fit qu'une courte apparition. Quelques instans après, il ramenait son invité à la gare, et celui-ci rentrait le même soir à Friedrichsruhe. Ainsi se terminait cette visite dont à l'avance on avait tant parlé. Elle se terminait sans avoir justifié les craintes des uns, ni les espérances des autres. L'ex-chancelier avait reçu de la population

berlinoise un accueil empressé, mais dans lequel rien ne rappelait le caractère enthousiaste de la réception de 1892. Du reste, le lendemain, les journaux constataient qu'il n'était plus en état de prendre part aux affaires. Dans les milieux politiques, on regrettait que la série des hommes de génie fût épuisée :

« Bismarck et Moltke ne sont pas remplacés; leurs successeurs n'ont que des qualités secondaires qui n'inspirent à l'Allemagne ni confiance ni orgueil. »

La visite n'avait donc pas produit ce qu'on en attendait. Le comte Szgyenyi, ambassadeur d'Autriche, écrivait : « Avant trois semaines, le prince de Bismarck, qui s'aperçoit déjà peut-être qu'il a été joué, recommencera de nouveau ses attaques; ce n'est qu'une trêve. » Les bismarckiens pensaient de même, ils se plaignaient que l'Empereur n'eût pas devancé le visiteur en allant lui-même à Friedrichsruhe. Hohenlohe, ayant constaté devant lui leur mécontentement, il répliquait :

— Je le sais bien; mais ils auraient pu attendre longtemps. *Il fallait* qu'il vînt ici.

L'épisode que nous venons de raconter est le seul qui compte dans les dernières années de la vie de Bismarck. A dater de ce moment, et bien qu'il laisse Maximilien Harden poursuivre sa campagne contre Guillaume II, il semble devenir indifférent à ce qui se passe autour de lui. La mort de sa femme, survenue au mois de novembre, n'est sans doute pas étrangère à ce changement. Elle avait été pour lui une compagne fidèle et souvent secourable, uniquement appliquée à l'entourer de soins, d'attentions et de prévenances, telle une prêtresse passionnée pour l'objet de son culte. Le jour où elle lui manqua, le solitaire de Friedrichsruhe fut désemparé, d'autant plus que ses amis peu à peu étaient devenus plus rares et qu'il sentait le vide se faire autour de lui.

L'Empereur, cependant, toujours insensible en apparence à ces dispositions malveillantes, continuait à lui manifester sa déférence et sa sollicitude. Au commencement de 1895, il le nomme membre du Conseil d'État, en lui conférant la fonction de vice-président de cette assemblée. C'est le prince de Hohenlohe, devenu chancelier à la place de Caprivi, qui va porter à Friedrichsruhe la nouvelle de cette nomination, que Bismarck accueille avec une apparence de gratitude qu'on devine toute de convention et dépourvue de sincérité. Mainte-

nant, le silence se fera de plus en plus autour de cet homme qui a rempli le monde du bruit de son nom et, lorsque le rideau tombe sur lui, on dirait qu'il est oublié.

Nous ne trouvons plus rien dans ses actes ni dans son langage qui vaille d'être retenu par l'Histoire, si ce n'est les incidens caractéristiques qui suivirent son trépas et qui prouvèrent que, même à l'approche de sa fin, sa haine ne désarmait pas.

On sait qu'il mourut le 30 juillet 1898, à onze heures du soir, entouré de ses deux fils Herbert et Wilhelm, de sa fille la comtesse de Rantzau, de son gendre et de son médecin, le célèbre professeur Schweninger. Aussitôt après sa mort, la question se posa entre eux de savoir sous quelle forme elle serait annoncée à l'Empereur. Héritiers de ses ressentimens, ses enfans se refusèrent à l'annoncer eux-mêmes, et c'est le médecin qui signa le télégramme adressé à Guillaume II. Celui-ci était à Bergen, en route pour revenir à Kiel. Il envoyait sur l'heure une dépêche à Herbert, dans laquelle il déplorait « la disparition du fondateur de l'empire allemand et du fidèle serviteur de ses prédécesseurs. » Puis, il pressait son retour à Berlin, ayant hâte d'aller en personne porter à Friedrichsruhe ses condoléances.

Intérieurement, il se félicitait de s'être réconcilié avec Bismarck et de s'être assuré ainsi la possibilité de rendre à sa mémoire un hommage éclatant. Mais, si puissant qu'il fût, il n'était pas le maître de conjurer les témoignages de la rancune posthume du défunt, à laquelle s'associait sa famille. Cette rancune se dresse devant lui, et c'est par une suite de procédés désobligeans que la famille répond à ses offres empressées et flatteuses.

Il aurait voulu que l'ex-chancelier fût enterré au Dôme où un monument serait élevé à sa mémoire. Mais, au désir qu'il exprime, les fils du défunt opposent les dispositions testamentaires de leur père. Il y est stipulé qu'il sera inhumé à Friedrichsruhe à côté de sa femme et qu'on gravera sur sa tombe l'inscription suivante : *Prince de Bismarck, mort en vrai Allemand et fidèle serviteur de Guillaume Ier*. En annonçant sa visite à Friedrichsruhe, Guillaume avait demandé à faire prendre un moulage de la tête du mort et exprimé le désir de contempler ses traits une dernière fois. Mais quand le mouleur envoyé par lui se présente, on lui refuse l'accès de la chambre mortuaire et, quand lui-même arrive, le cercueil est déjà cloué. Il est reçu, d'ailleurs, avec une froideur marquée. Contrairement

aux usages protocolaires qui veulent que, lorsque le souverain fait à des particuliers l'honneur d'aller chez eux, ils le reçoivent en uniforme, c'est en frac que les fils de Bismarck le reçoivent. Enfin, lorsque, quelques jours plus tard, il fait célébrer à Berlin un service religieux en mémoire du prince de Bismarck, les places réservées à la famille restent vides.

Ainsi, jusque du fond de sa sépulture, l'ex-chancelier laissait encore éclater son ressentiment et proclamait que la réconciliation à laquelle, de son vivant, il avait paru se prêter, n'était de sa part qu'une comédie nouvelle ajoutée à toutes celles qu'il avait jouées au cours de sa longue existence. Il quittait la vie sans avoir pardonné.

Ce n'est pas, cependant, de cette intransigeance que la postérité lui demandera compte; Guillaume II ne méritait pas mieux. Mais elle dira que l'héritage de Bismarck a été funeste à l'Allemagne et que les conceptions politiques et sociales dont il se faisait gloire, en n'assurant à son pays qu'une grandeur éphémère, ont engendré à quarante ans de distance l'effroyable cataclysme, l'ouragan de fer et de feu qui ont couvert de ruines et arrosé de sang la presque totalité de l'Europe et atteint plus ou moins toutes les nations aux sources de leur vitalité et de leur prospérité. Elle dira que ce hobereau prussien a été l'empoisonneur de l'âme allemande et que, s'il n'avait pas vécu, de grandes calamités eussent été épargnées au monde, car, même en admettant que le dernier des Hohenzollern, héritier des ambitions ancestrales, eût prétendu comme il l'a fait depuis, à la domination universelle, et déchaîné le fléau de la guerre, il n'aurait pas trouvé sous ses pas, pour appliquer et développer ses méthodes scélérates de barbarie et de cruauté, le terrain favorable que lui a préparé Bismarck, en créant l'unité de l'Allemagne et en exaltant ses ambitions jusqu'au délire, terrain ensemencé de haine et d'orgueil où nous le voyons évoluer monstrueusement aujourd'hui, en foulant aux pieds, sous des dehors hypocrites, toutes les lois divines et humaines.

ERNEST DAUDET.

UN EMPEREUR DE BYZANCE

A PARIS ET A LONDRES

Vers la fin du XIVe siècle, la situation de l'Empire grec de Constantinople sous la dynastie des Paléologues était devenue presque désespérée. La puissance des sultans turks en Asie Mineure comme dans la péninsule des Balkans s'était accrue infiniment. Le faible gouvernement des successeurs de Constantin, réduit à peu près à la banlieue de Constantinople et à la péninsule de Morée, pouvait à peine se défendre contre l'effort incessant des troupes musulmanes. L'Europe assistait indifférente à ce cruel péril du dernier boulevard de la chrétienté en Orient contre les Turks.

La fin du règne de l'empereur Jean V Paléologue avait été particulièrement calamiteuse. Les forces du terrible sultan Mourad bloquaient Constantinople depuis des années. Vainqueur des Serbes en 1389, sur l'historique champ de bataille de Kossovo, il y avait perdu la vie, mais son successeur, le non moins redoutable sultan Bajazet, avait poursuivi la même politique de violence contre les infortunés Byzantins. Il avait forcé l'héritier du trône de Constantinople, Manuel, à le suivre en qualité de vassal dans ses victorieuses expéditions d'Anatolie.

Le 16 février 1391, le vieux basileus Jean V, accablé par tant d'infortunes et par l'usurpation criminelle d'un de ses petits-fils, avait expiré à Constantinople. Manuel avait succédé à son père, mais, pour prendre le sceptre dans sa capitale, il avait dû s'enfuir de Brousse où le retenait Bajazet. Le vindicatif sultan l'en avait puni par une nouvelle déclaration de guerre.

En 1393, les troupes turques avaient pris la capitale bulgare de Tirnovo et transformé la Bulgarie en un simple pachalik. Constantinople avait été en même temps bloquée à nouveau de toutes parts par l'armée et la flotte ottomanes.

Sur les supplications de Manuel, l'Europe égoïste s'était enfin réveillée. Une croisade s'était organisée en hâte dont la plus belle chevalerie française formait le noyau. Elle n'avait abouti qu'au désastre fameux de Nicopolis sur le Danube. Au mois de septembre 1396, l'armée chrétienne commandée par le comte de Nevers, le futur Jean sans Peur, et le roi Sigismond de Hongrie, avait été anéantie par les forces écrasantes de Bajazet. Le blocus de Constantinople, un instant levé par le sultan, avait été aussitôt rétabli dans toute sa rigueur.

Je glisse sur les événemens des quatre années suivantes. Ils seront rappelés dans la suite de mon récit. Qu'il me suffise de dire que leur gravité, sans cesse croissante, décida, à la fin de l'an 1399, le basileus Manuel à entreprendre le voyage de Venise, de Paris et de Londres pour implorer personnellement le secours des rois d'Occident contre son impitoyable adversaire. C'est ce curieux épisode qui forme le sujet du présent article.

I

Bien peu parmi les empereurs de Constantinople, en dehors de ceux de la courte dynastie latine du XIIIe siècle, ont fait le voyage d'Occident. Seuls trois Paléologues sont venus jusqu'en Italie ou en France rechercher contre les Turks l'appui du Pape ou des souverains d'Occident. Un seul, celui dont nous allons plus particulièrement parler, est allé jusqu'à Paris.

Le premier de ces princes qui accomplit cette lointaine odyssée d'Occident fut Jean V Paléologue qui, en 1369, se rendit avec un de ses fils à Rome pour y sceller l'Union et se concilier ainsi l'alliance du pape Urbain V et des princes latins contre le terrible sultan Mourad. Tout le monde sait qu'arrivan comme en triomphe en Italie, il fit à Rome, dans les journées des 18 et 19 octobre, une profession de foi orthodoxe, d'abord en présence de quatre cardinaux, puis le lendemain à Saint-Pierre entre les mains du Pape et promulgua cet événement capital dans un chrysobulle fameux, tandis qu'Urbain V en avertissait les princes chrétiens par une encyclique. Le retour

fut, hélas ! moins triomphant. Les marchands de Venise qui avaient prêté au basileus, à son arrivée, de fortes sommes, voyant qu'il allait repartir sans les leur rembourser avec les intérêts, mirent opposition à son départ, et l'Europe étonnée vit le successeur de Constantin prisonnier pour dettes. Heureusement que le second fils de Jean, Manuel, plein de déférence filiale, apprenant ces nouvelles à Salonique où il commandait, parvint aussitôt, à force d'activité, à réunir de grosses sommes et s'embarqua pour Venise, d'où il ramena son père, après avoir désintéressé ses féroces créanciers.

Ce même prince Manuel, successeur de son père après d'émouvantes péripéties, fit, lui aussi, nous venons de le dire, pour le même objet, un long et célèbre voyage en Occident. C'est ce voyage très curieux, dont nous savons d'assez nombreux et piquans détails, que je voudrais ici raconter. Cet empereur Manuel fut un homme tout à fait exceptionnel. Non seulement il se montra constamment, dans les plus tragiques circonstances d'un règne perpétuellement agité par les pires catastrophes intérieures et extérieures, le plus courageux des souverains en même temps qu'un soldat accompli, très brave et très bon, mais il fut un fin lettré, avec toutes les qualités de l'esprit le plus distingué, un véritable intellectuel de la meilleure marque, ayant fait, dans sa jeunesse, les études classiques les plus raffinées. Il était d'une prodigieuse activité littéraire, ayant composé sur une foule de sujets divers de nombreux traités de théologie, de philosophie, de controverse, et entretenu avec beaucoup d'hommes éminens de son entourage une correspondance des plus intéressantes ; elle nous a été en partie conservée, et il s'y révèle une variété et une étendue de connaissances très extraordinaires pour l'époque. Son style était d'une pureté extrême, véritablement archaïque. Ses descriptions des paysages d'Asie Mineure, tant parcourus par lui dans ses longues chevauchées de guerre, sont de petits chefs-d'œuvre d'évocation. Surtout, sa profonde érudition ecclésiastique, sa science des humanités, étonnaient le monde. Sa piété, sa dévotion étaient extraordinairement vives.

Aux charmes si attachans de l'esprit et de l'intelligence, Manuel joignait ceux de l'extérieur. « La nature, dit l'historien moderne qui l'a le mieux étudié, M. Berger de Xivrey, l'avait favorisé pour les avantages physiques. Les historiens nous

vantent sa bonne mine, sa tournure accomplie, la finesse et la régularité de ses traits. » Un chroniqueur français, qui le vit plusieurs fois à Paris, nous apprend qu'il était d'une taille moyenne, très bien proportionnée. Le cardinal Bessarion, dans son oraison funèbre, vante la beauté de ses cheveux blonds, qui, devenus blancs avant l'âge, ajoutaient une impression de respect à l'effet d'une grâce majestueuse. Une longue barbe blanchie également de bonne heure, étalée sur la poitrine, lui donnait un grand air. Il était d'une agilité remarquable dans tous les exercices du corps, merveilleux cavalier. Il était infiniment populaire à Byzance.

Il avait, je l'ai dit, succédé sur le trône impérial d'Orient à son père Jean V, le 16 février 1391, après avoir été dès longtemps associé à lui, en place de son frère aîné Andronic, déshérité. Toute sa vie s'était jusqu'alors passée dans les pires tribulations. Le long règne de son père, ce règne d'un demi-siècle, s'était écoulé dans les plus affreuses circonstances intérieures et extérieures : à l'intérieur, les luttes fratricides contre l'empereur Cantacuzène et contre le fils aîné de Jean, l'empereur Andronic IV ; à l'extérieur, la guerre incessante, journalière, contre les Turks, contre leurs deux redoutables sultans, Mourad et Bajazet.

Au moment de l'avènement définitif de Manuel par la mort de son père, son empire, en dehors de la lointaine Morée, se réduisait presque à la seule cité de Constantinople et celle-ci, depuis ce moment, avait été presque constamment assiégée par l'armée de Bajazet. En 1396, un vaste et puissant effort de l'Occident n'avait abouti qu'à la lamentable déroute de Nicopolis sur le Danube, dont j'ai parlé plus haut.

En l'année 1399, il y eut à Constantinople, toujours aussi douloureusement enserrée par son cruel ennemi, comme une lueur d'espoir. Le fameux maréchal de Boucicaut, le plus intrépide des chevaliers d'Occident, un des rares survivans de Nicopolis, et qui avait déjà séjourné à Byzance et en Orient pour négocier la rançon du comte de Nevers et de ses quelques compagnons de captivité, reparut à Constantinople à la tête d'un secours de douze cents hommes d'armes, archers et valets armés. Ce secours avait été promis dix-huit mois auparavant par le gouvernement de l'infortuné roi Charles VI de France aux ambassadeurs que Manuel lui avait envoyés sous la conduite de son oncle Théodore Cantacuzène Paléologue.

Boucicaut, qui s'était embarqué « à la Saint-Jean d'été, » le 26 juin 1399, à Aigues-Mortes, arriva par Naples, Capri, Messine, Chio, Mételin, Nègrepont et Gallipoli à Constantinople avec une flotte de dix-sept galères de France, de Venise, de Gênes, des chevaliers de Rhodes et du seigneur génois de Mételin, portant six cents hommes d'armes, huit cents arbalétriers et un grand nombre de chevaliers et d'écuyers français, dont les deux seigneurs de Linières, celui de Châteaumorant, ceux de Culan, de Milly, etc.

A ce moment précis, les affaires des Grecs allaient au plus mal. Les Turks, qui, je l'ai dit, bloquaient presque constamment Constantinople depuis huit années, étaient sur le point de s'emparer de Galata. On voit en quel péril était l'empire, et on comprend que Boucicaut, aussitôt nommé grand connétable par Manuel, fut accueilli par lui comme un envoyé de Dieu. Quatre jours ne s'étaient pas écoulés que Français et Byzantins, qu'encourageait fort la présence de ces alliés, reprenaient plus vivement la campagne : elle fut courte, mais relativement heureuse.

En quelques semaines, tous les environs de la capitale furent délivrés de la terreur turque. On ne vit plus un seul soldat de Bajazet sur les rives du Bosphore. La malheureuse cité, approvisionnée à nouveau de vivres, respira. Mais ce n'était évidemment qu'un répit. Le maréchal de Boucicaut, conscient plus que personne de cette situation désespérée, avant de retourner en France pour en ramener des troupes plus nombreuses, décida l'empereur Manuel à l'accompagner à Paris. Il s'agissait d'entraîner le roi de France et ses conseillers à tenter un nouveau grand effort pour conserver à la chrétienté cette ville de Byzance, son principal boulevard contre les Turks. Il s'agissait encore d'aller implorer pour le même objet divers autres princes d'Occident. Manuel songea même un moment à renoncer à son trône au profit du roi Charles. Boucicaut, en repartant pour la France, après un an de séjour à Constantinople, avait laissé derrière lui quelques centaines d'hommes d'armes et d'arbalétriers sous la conduite du seigneur de Châteaumorand, avec des vivres pour un an et assez d'argent « en mains de bons marchands pour les payer chacun mois tout le temps durant. » De leur côté, les Génois et les Vénitiens laissèrent huit galères devant Constantinople.

L'empereur Manuel, empêché par les troubles inouïs au

milieu desquels s'étaient écoulée sa jeunesse, ne s'était marié que fort tard. Il avait épousé en 1391 Irène, fille de Constantin Dragasès, qui, dès la fin de cette année, lui donna un premier fils, nommé Jean. Un second fils, Théodore, vit le jour peu après. Quatre fils en tout naquirent de cette union. Le dernier né fut Constantin, surnommé Dragasès du nom de sa mère, l'héroïque dernier souverain de Byzance. En partant de Constantinople, l'empereur Manuel, pour gouverner l'empire en son absence, nomma son vicaire le fils de son frère Andronic, son neveu, le futur Jean VII Paléologue, de triste mémoire.

II

Manuel, pour ce fameux voyage que je vais raconter et qui allait durer près de quatre années, quitta sa capitale le 10 décembre de l'an 1399. Il s'était, à cet effet, embarqué avec Boucicaut sur les galères de Venise, ainsi que nous l'apprend une très précieuse note écrite en grec à la fin d'un manuscrit conservé à la Bibliothèque nationale (1).

« L'Empereur et le maréchal, dit le biographe contemporain de ce dernier, l'auteur de ce livre savoureux intitulé : *Le livre des faicts du bon messire Jehan le Maingre, dit Boucicaut, mareschal de France et gouverneur de Gennes*, tant errèrent par mer depuis que ils furent partis de Constantinople, comme dict est cy-dessus, que ils arrivèrent à Venise. Et là voulut un peu séjourner l'Empereur pour certaines choses qu'il avait à faire avec les Vénitiens. Sy se partit de luy le maréchal pour venir devant en France, pour annoncer sa venue, et dire la cause qui luy amenoit. »

Si l'empereur fit ce long détour de Morée, c'est qu'il voulait confier à son frère très aimé, le despote Théodore de Morée, l'impératrice Irène, sa femme, et ses trois si jeunes fils Jean, Théodore et un autre. Il débarqua avec ces êtres précieux non loin de Sparte, ou plutôt Mistra, la cité médiévale qui a succédé à la ville de Lycurgue, capitale du despotat de Morée. Dukas, un des principaux chroniqueurs byzantins pour cette époque, affirme d'autre part que Manuel, arrivé aux rivages du Péloponèse, se sépara de sa femme et de ses enfans, en les envoyant à Modon

(1) Fonds grec, mns. n° 557.

avec trois galères, tandis que lui, montant sur un grand vaisseau, poursuivit son voyage vers Venise. J'ignore quelle est la plus probable de ces deux versions. En tout cas, l'impératrice Irène semble avoir séjourné auprès du despote son beau-frère tout le temps de la si longue absence de son impérial époux, puisque celui-ci vint la reprendre à Sparte à son retour de France, avant de rentrer à Constantinople.

Plusieurs chroniques byzantines, quelques chroniqueurs français et italiens, quelques autres encore, nous ont donné divers précieux détails sur ce voyage en lui-même si étrange d'un empereur de Constantinople en Occident, mais ces détails, hélas! n'ont rien de régulier. Ils sont même fort intermittens. Nous connaissons un peu le très curieux et très long séjour que le basileus fit à Paris. Nous avons quelques indications sur ceux infiniment plus courts qu'il fit à Venise à l'aller comme au retour, à Londres et aussi à Gênes. Mais, en dehors de ces deux villes de Venise et de Gênes, nous ne savons que bien peu de choses sur ses deux traversées de l'Italie, rien absolument sur ses deux traversées de la France, des Alpes à la Manche. Je rapporterai exactement toutes les informations d'un caractère sérieux que j'ai pu recueillir et dont pas une n'est à négliger pour un aussi extraordinaire voyage.

Nous ne possédons aucun renseignement sur les personnages probablement nombreux, conseillers, courtisans, dignitaires ecclésiastiques, fonctionnaires, serviteurs de toutes catégories, qui accompagnèrent l'empereur dans cette absence de quatre années. Nous ne savons rien des bagages, certainement très considérables, qui le suivaient, rien des cadeaux emportés par lui et destinés aux divers souverains qu'il allait visiter, à leurs familles et à leurs cours, cadeaux probablement de grande valeur, malgré l'état si précaire et les finances si misérables de l'empire. Probablement aussi, on avait mis à contribution les derniers joyaux du palais impérial si extraordinairement appauvri depuis le grand pillage de 1204 par tant de catastrophes successives.

Nous ne savons rien non plus du trajet impérial entre Mistra et Venise. — Vraisemblablement, il y eut arrêt dans plusieurs villes de la côte dalmate.

La République de Venise fit à l'empereur Manuel une réception magnifique. Elle désirait lui faire oublier les incidens

de l'an 1370 et son triste séjour d'alors. Le doge alla en grande pompe à sa rencontre jusqu'à l'entrée de la Lagune, monté sur le fameux *Bucentaure*. C'était au plus beau temps encore de la richesse et de la puissance vénitiennes. Le Sénat tout entier rendit les plus grands honneurs à l'impérial voyageur. Il fut somptueusement logé dans le palais du marquis de Ferrare. On dépensa de grosses sommes, plus de deux cents ducats, pour lui donner une fête. Il eut avec le grand conseil de la République plusieurs conférences où il put exposer en toute liberté la situation presque désespérée de l'empire. On l'écouta avec la plus extrême sympathie. On lui fit les plus belles et les plus solennelles promesses de secours. Le soir, sans doute, sur la place Saint-Marc et sur le quai des Esclavons, sous les piliers augustes du palais ducal, Byzantins et Vénitiens devisèrent avec une émotion soutenue du terrible Bajazet, ce fléau du monde chrétien, et de ses farouches et innombrables soldats, déjà répandus par centaines de mille dans la péninsule des Balkans. Les chroniqueurs italiens qui nous donnent ces bien rares informations sur le séjour du basileus Manuel dans la grande cité vénitienne, le désignent presque constamment sous le nom de *Chiaramomolle*. L'auteur de la *Vie de Boucicaut* l'appelle *Karmanoli*. L'une comme l'autre de ces appellations n'est qu'une déformation de la forme grecque régulière *Kyr Manouel*, le *Seigneur Manuel*. Boucicaut, dès l'arrivée du basileus à Venise, avait poursuivi sa route, voulant, nous l'avons vu, préparer la réception de celui-ci à Paris et expliquer les causes de cet impérial voyage.

III

En quittant Venise, après un séjour dont nous ignorons la durée exacte, l'empereur, poursuivant sa route vers l'Ouest, se rendit à Padoue. Avant d'y faire son entrée, il fut successivement rejoint par deux des fils du seigneur de cette ville, François de Carrare. Les jeunes princes étaient accompagnés de la plus brillante suite, toute la noblesse padouane, qui fit cortège à l'empereur jusqu'à la cité. Tous ces honneurs avaient singulièrement retardé la marche de cette magnifique cavalcade. Quand on atteignit la Porte de Tous-les-Saints, par laquelle se fit l'entrée dans Padoue, il était une heure du matin. Fran-

çois de Carrare et son voisin de Ferrare, accouru pour la circonstance, firent à l'empereur un accueil des plus empressés. Un peuple immense encombrait les rues merveilleusement illuminées par une multitude de torches. Manuel était certainement à cheval avec toute sa suite dans les plus riches accoutremens orientaux. Après les salutations solennelles, les princes conduisirent leur hôte au palais, aux sons de mille instrumens, aux acclamations de la foule. Un festin, qui dura le reste de la nuit, termina cette réception grandiose.

Après quelques jours passés dans cette cité si opulente, si élégante, déjà si riche en chefs-d'œuvre de l'art, si hospitalière, l'empereur se rendit à Vicence. Nous ne savons, hélas! rien de son séjour en cette belle cité. Après cette halte, un arrêt semblait s'imposer à Milan, mais le duc de cette ville, Jean Galéas Visconti, se trouvait pour lors à Pavie et c'est là que ce souverain, alors peut-être le plus fortuné, le plus puissant et le plus fastueux de l'Italie, attendait son auguste visiteur. Si celui-ci sur sa route s'arrêta à Milan, ce ne dut être que comme gîte d'étape.

A Pavie, la réception fut peut-être plus somptueuse encore qu'à Padoue. Tous ces princes italiens rivalisaient de luxe pour recevoir ce souverain oriental qu'ils avaient, depuis si longtemps, si honteusement abandonné. Jean Galéas était alors au plus haut point de sa fortune. Sa tête était pleine des projets les plus extraordinaires. Il ne rêvait de rien moins que de réaliser à son profit l'unité italienne. Il entrait dans ses plans de soutenir à Constantinople cet adversaire de la puissance ottomane qui, seul, maintenait encore les forces du sultan éloignées des rivages italiens de l'Adriatique. Il fit à Manuel et à sa suite les plus splendides et les plus nombreux présens. Il lui promit solennellement qu'aussitôt que les autres princes et souverains occidentaux s'apprêteraient à le soutenir, il se rendrait en personne avec toutes ses forces au secours de sa couronne et de son empire. Il mit le comble à tant de promesses et de prévenances en fournissant à l'illustre voyageur la plus nombreuse et la plus excellente escorte d'hommes et de chevaux pour son voyage en France à travers les Alpes. Combien il serait intéressant de pouvoir reconstituer par la pensée cette magnifique cavalcade qui, des plaines de l'Italie, transporta à travers les Alpes sauvages et glacées, nous ignorons par quelle route, probablement par celle du Mont-Cenis, dans les parages du Dauphiné,

l'impérial cortège et sa suite gréco-italienne certainement fort nombreuse! Hélas! nous ne possédons pas le moindre document à ce sujet. On était au printemps. L'empereur et son cortège serpentant aux flancs des monts, durent traverser des champs de neige comme le basileus n'en avait point vu depuis ses pénibles chevauchées en Anatolie à la suite des armées de Bajazet.

Nous ne savons rien non plus du long et pénible voyage jusqu'à Paris. Dans combien de vieilles cités françaises, l'impérial cavalier fut-il reçu par les gouverneurs royaux, les magistrats et le clergé aux sons des instrumens, au milieu de foules immenses fiévreusement accourues de toutes parts pour admirer ce spectacle unique au monde, cet empereur hérétique si lointain, si célèbre, qui venait rendre visite à travers toute l'Europe à l'héritier des Lis!

« Charles VI, dit Jean Juvénal ou plutôt Jouvenel des Ursins, autre chroniqueur contemporain, regardait comme un honneur tout à fait extraordinaire pour son règne cette visite du fameux empereur d'Orient, et il n'avait rien négligé pour le dignement recevoir. Il avait envoyé à sa rencontre aux confins du royaume un certain nombre de chevaliers et d'écuyers. D'autres avaient été échelonnés tout le long de la route par laquelle Manuel devait passer, afin que, dans toutes les villes de son parcours, il fût reçu, logé, défrayé de la manière la plus riche aux frais uniques de la couronne de France. »

« Le Roi, dit, de son côté, l'autre chroniqueur contemporain le plus important, le Religieux de Saint-Denys, attendait depuis longtemps l'arrivée de Monseigneur Manuel, empereur de Grèce. Il fut charmé d'apprendre que l'illustre souverain d'un si fameux empire avait abordé dans ses États. Cet événement extraordinaire lui paraissait très honorable et très glorieux pour son règne, et il songeait avec orgueil qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait reçu une marque si précieuse de la faveur du ciel. Il résolut donc de recevoir l'empereur avec toutes sortes d'égards. »

Si, pour le voyage de l'empereur d'Italie en France, nos informations sont presque nulles, nous sommes mieux renseignés pour l'entrée et le séjour à Paris, pour l'entrée surtout qui est racontée assez en détail par quelques-uns des historiens du roi Charles VI. On sent que cet événement si étrange pour l'époque fit sur tous les Français la plus profonde impression.

Le chroniqueur contemporain qui en a parlé le plus longuement est le célèbre anonyme dit le Religieux de Saint-Denys, auteur de la *Chron que* de ce nom. « Le conseil du Roi, dit celui-ci, avait pris toutes les dispositions pour que l'entrée à Paris du souverain grec et de son escorte se fît avec la plus grande magnificence, la plus royale solennité, avec toute la pompe que commandait l'honneur de la France. »

L'empereur, venant probablement de Melun, arriva le 3 juin 1400, vers neuf heures du matin au pont de Charenton, bourg situé à deux petites lieues de Paris, au confluent de la Seine et de la Marne. Il y fut salué par une magnifique procession de plus de deux mille bourgeois parisiens à cheval accourus à sa rencontre, rangés dans le plus bel ordre des deux côtés de la route. La foule des curieux attirés par ce spectacle extraordinaire devait être immense en ce point comme sur tout le reste du si long parcours. Toute la population de Paris, secouée par la plus intense curiosité, était descendue dans la rue. Après s'être avancé encore de la portée d'une flèche, l'empereur trouva le chancelier du royaume, probablement Arnaud de Corbie, et derrière celui-ci les présidens et toutes les Chambres du Parlement en grand costume, suivis de plus de cinq cents personnes de leur suite. Le chancelier, tous les conseillers, tous les officiers défilèrent respectueusement devant l'empereur en le saluant profondément. Poursuivant sa route, Manuel rencontra successivement dans leurs robes rouges les cardinaux Pierre de Thurey, Amédée de Saluces, évêque de Valence, et leur collègue d'Aix, qui se trouvaient actuellement à Paris, eux aussi à cheval. Nouveaux complimens, nouvelles politesses échangées. Enfin, un peu plus loin, l'illustre voyageur aperçut le jeune roi Charles VI, pour l'instant remis de son dernier accès de démence. Dans le somptueux accoutrement des Lis, Charles s'avançait à la rencontre de son hôte, entouré des autres princes du sang, ses oncles, « d'une multitude de ducs, de comtes, de barons, de toute l'immense et brillante noblesse française réunie à cette heure à Paris dans ses plus beaux atours. » Ce fut en ce jour de printemps le plus merveilleux spectacle. La noble physionomie de l'empereur faisait l'admiration et attirait la sympathie de tous. D'innombrables musiciens sonnaient des trompettes et toutes sortes d'instrumens. La foule populaire infinie applaudissait frénétiquement.

Le charmant jeune roi, si intéressant avec son aspect maladif, ôta son chaperon. Aussitôt l'empereur, dont le costume tout oriental d'une richesse éblouissante n'admettait pas ce genre de coiffure alors seul autorisé par la mode dans le royaume de France, enleva à son tour son bonnet impérial. C'est encore le moine de Saint-Denys qui nous donne ce détail. Les deux princes, cherchant par courtoisie à se prévenir l'un l'autre, s'adressèrent à la fois une salutation, le roi en français, l'empereur en grec. Mettant pied à terre, ils s'avancèrent l'un vers l'autre et se donnèrent le baiser de paix, s'embrassant avec effusion. Le jeune roi s'efforça d'accompagner ces démonstrations d'un air riant et gracieux que chacun remarquait aisément sur son visage. Il cherchait à témoigner à son hôte, par ses paroles et son air de satisfaction, qu'il était ravi de son arrivée. Puis les deux souverains, remontant à cheval et cheminant côte à côte, se remirent en marche pour entrer enfin dans Paris, « parés tous deux de grâce et de gravité. » J'ai dit la belle prestance du basileus. Le Roi, quoique affaibli par la maladie, avait encore toute la jeunesse de ses trente-deux ans et ses traits réguliers respiraient la bonté.

Le Religieux de Saint-Denys nous dit que Manuel portait un vêtement impérial de soie blanche. Il n'avait alors que cinquante-deux ans, mais, tant de tribulations l'ayant vieilli avant l'âge, il paraissait beaucoup plus vieux. Il était de moyenne taille. Mais sa longue barbe blanche étalée sur sa large poitrine, ses membres robustes, ses longs cheveux également blancs descendant sur ses épaules, attiraient tous les regards et faisaient dire à chacun qu'il était bien digne de porter la couronne impériale. Il était resté souple et léger, grâce à une extrême pratique des exercices du corps. Aussi, lorsque le roi Charles lui eut fait amener ce jour-là, à la porte de la capitale, certainement la porte Saint-Antoine, un coursier blanc, honneur souverain que Charles V, son père, avait refusé dans les mêmes circonstances, le 4 janvier 1378, à l'empereur d'Allemagne Charles IV, la foule parisienne fut émerveillée de le voir bondir avec une suprême légèreté du cheval qu'il montait sur celui qu'on lui présentait. La superbe procession traversa les rues de la ville admirablement parées, encombrées d'une foule immense, les deux souverains chevauchant constamment côte à côte, suivis des princes du sang et de tous les autres hauts

personnages, chacun selon son rang. Un somptueux banquet les attendait, servi à l'Hôtel Saint-Pol, alors encore demeure royale. Sur ce banquet où des discours durent être échangés par interprètes et où la Cour de France déploya certainement la plus grande magnificence, nous n'avons pas d'autre détail. Plus tard, le même cortège conduisit l'empereur aux appartemens qui lui avaient été préparés au Palais du Louvre. « Et estoit l'hostel, dit Jean Juvénal des Ursins, très bien habillé et paré, et là l'Empereur tenoit son estat aux despens du Roy. »

Chose amusante et curieuse, parmi les objets de prix entassés dans cet appartement, il y avait une tapisserie d'une si grande beauté qu'elle fit l'admiration de l'impérial visiteur. Il la trouva tellement de son goût qu'il s'est amusé à la décrire dans ses plus grands détails, dans une des pages les plus élégantes écrites de son écriture même qui, par bonheur, nous soient parvenues de lui. Ce devait être certainement une de ces magnifiques tapisseries des Flandres alors si à la mode. L'empereur, accoutumé aux seules tentures orientales, arabes, persanes ou byzantines, n'avait jamais rien vu de pareil. Sa description est intitulée : *Représentation du Printemps sur une tapisserie royale qui est au palais royal à Paris.*

Ce détail est déjà fort intéressant, mais, par une véritable bonne fortune, dans cette correspondance manuscrite de Manuel qui nous a été conservée et qui est à la Bibliothèque nationale, une trace demeure encore bien plus nette de son séjour en France. C'est une lettre non datée, certainement rédigée à Paris, adressée par l'empereur à un de ses familiers, Kyr (1) Manuel Chrysoloras, et qui a été publiée pour la première fois par M. Berger de Xivrey. En voici la traduction telle que cet érudit nous l'a donnée.

« Au seigneur Manuel Chrysoloras :

« Bien des fois nous avions voulu t'écrire ; mais la main retombait, faute d'avoir rien à te marquer qui te pût faire plaisir. Le voyage était pénible et les incidens n'avaient rien de gracieux. A cela ajoute la différence de langage, qui nous privait de lier conversation comme nous l'aurions voulu avec des

(1) « Seigneur. »

hommes tout à fait bons et disposés à nous être agréables. Enfin, nous sommes en France, et notre main court d'elle-même, s'efforçant de t'écrire ce qu'il faudrait pouvoir exposer de vive voix, car cela dépasse de beaucoup les limites d'une lettre. Notre lettre est commencée, mais pourtant elle essayerait vainement d'énumérer chaque chose. Nombreuses sont celles que le gracieux Roi nous a accordées, nombreuses aussi celles que nous avons obtenues de ses parens, des dignitaires de sa Cour et de son monde. Ils ont montré la noblesse de leur âme, leur affection pour nous et leur zèle solide pour la Foi. En nous résumant, si la jalousie habituelle de la mauvaise fortune ne nous envoie pas quelque coup imprévu, nous avons bon espoir de retourner bientôt dans notre patrie, comme tu le souhaites et comme nos ennemis le redoutent. »

Cette lettre, d'un tour si aimable, s'accorde parfaitement, comme le fait remarquer M. Berger de Xivrey, avec ce que dit en particulier le Religieux de Saint-Denys, des charmantes attentions que le roi et les princes du sang ne cessèrent d'avoir pour le basileus durant tout son séjour à Paris, attentions dont le concours et la persévérance font honneur à une époque où l'on comprenait ainsi chez nous l'hospitalité. Le roi Charles VI surtout, ce séduisant et infortuné souverain qui eut, à l'arrivée de l'empereur, un long intervalle lucide de son affreuse maladie, multipliait sous mille formes, pour son hôte, l'expression de sa plus gracieuse courtoisie. Dès son arrivée, il lui avait assigné sur le trésor royal des sommes très considérables, suffisantes pour qu'il pût tenir un état de maison convenable à sa dignité. Tantôt, pour complaire à sa dévotion, il visitait avec lui les églises les plus renommées, les plus fameux monastères de la capitale, les reliques les plus vénérées, tantôt il lui offrait le plaisir de la chasse. Ils avaient aussi ensemble, par truchemen, des conversations fréquentes, tantôt en particulier, tantôt en conseil. En outre, Charles comblait son hôte et tous les personnages de sa suite, jusqu'aux plus infimes, des plus riches présens. Chose curieuse, M. Berger de Xivrey a retrouvé au Cabinet des Titres, à la Bibliothèque nationale, deux petites pièces de comptabilité qui, échappées à tant de causes de destruction, font aujourd'hui encore mention de ces nobles largesses. Toutes deux sont extraites des comptes du Trésorier royal, Charles Poupart, en l'an 1400.

Voici la première :

« A Maxe Couxe Tsesalo (1), trésorier de l'empereur de Constantinople, XVI cents livres pour ledit empereur, en déduction de la plus grande somme en août MCCCC. »

La seconde est ainsi conçue :

« A Regnaut Pisdoc, changeur, pour un hanap et une aiguière d'or, délivré au Roy, notre Sire, qui l'a fait présenter de par luy à l'empereur de Constantinople. »

Louis, troisième Duc de Bourbon, oncle maternel de Charles VI, dont l'hôtel était tout voisin du Louvre, se distinguait entre tous les oncles du roi et les princes du sang par les attentions dont il comblait Manuel. « De quoy l'Empereur et sa chancellerie grezoise (2), dit l'historien de Louis, d'Orronville, l'avoient moult à gré. Et par iceux jours que l'Empereur grezois estoit à Paris, fut faict le mariage de Jean, comte de Clermont, fils au Duc de Bourbon, et de l'excellente et vertueuse princesse, dame Marie, fille au Duc de Berri, laquelle avoit esté comtesse de Blois et d'Eu ; où fut la feste grande et solennelle. »

Le Religieux de Saint-Denys, nous a conservé le détail de cette fête nuptiale splendide, qui fut célébrée le 24 juin, jour de la Saint-Jean-Baptiste, donc peu de jours après l'arrivée de l'empereur. Celui-ci et sa suite durent y concevoir une idée extraordinaire de la magnificence et de la galanterie de la Cour de France ! Le roi Charles avait voulu prendre à sa charge et célébrer royalement ces noces de deux enfans de la maison de France. Le banquet nuptial fut servi au fameux Hôtel Saint-Pol, au quai des Célestins, sur une vaste table en fer à cheval, couverte d'un riche tapis tissé de lis d'or. Un dais superbe, également tout semé de fleurs de lis d'or, s'élevait au-dessus des convives. La nouvelle mariée, « l'auguste comtesse d'Eu, fille de monseigneur le Duc de Berri, oncle du Roi, et veuve du comte d'Eu, connétable de France, qui avait péri dans l'expédition de Hongrie, » était au milieu, entre le roi Charles et la reine Isabeau. De l'autre côté du roi était assis l'empereur

(1) Pièce intitulée : *Quatorzième compte extraordinaire de Charles Poupart jusqu'au 1er octobre 1400.*

(2) Pour « grecque. »

Manuel, auquel Charles cédait ainsi la place d'honneur et après lequel venait le légat du Pape, le cardinal-prêtre français du titre de Sainte-Suzanne, Pierre de Thurey, évêque de Maillezais, qui avait officié à la messe de mariage. De l'autre côté de la reine étaient le roi Louis de Sicile, puis son frère Charles, prince de Tarente.

Le jour suivant, le Duc de Berri, père de la nouvelle mariée, ce prince si amoureux des arts, si fastueux, dont les riches collections sont demeurées célèbres, invita à son tour les mêmes convives et toute la Cour à un autre banquet pour le retour de noces dans son si bel hôtel de Nesle. Celui-là fut, paraît-il, un des plus splendides qu'on ait jamais vus. Comme l'hôtel de Nesle ne contenait pas des appartemens assez grands pour la foule des convives, le Duc de Berri avait fait construire dans la cour une immense salle en bois, au vaste plafond et aux parois entièrement tapissés d'étoffes tissées d'or et de soie. Le Religieux de Saint-Denys nous dit que les princes du sang, afin de donner plus d'éclat à la solennité, firent au duc l'honneur, entièrement contraire à l'usage, de servir les plats sur la table aussi bien au dîner qu'au souper qui clôtura la soirée de musique et de danses.

Enfin, le jeune roi ne cessait de s'occuper de tout ce qu'il pensait pouvoir être agréable à son hôte impérial. Manuel, ravi de ce parfait accueil, semblait parfois oublier pour quelques instans, au milieu de ces fêtes incessantes, les cruelles anxiétés qui l'accablaient. Ce prince, d'une nature si délicate, d'une intelligence si fine, exerçait dans ce milieu très élégant, mais beaucoup moins raffiné, une fascination extraordinaire. « Ce noble prince et bel vieillard, monseigneur Manuel Paléologue, empereur de Constantinople, » dit Jean d'Orronville. « Car sans faillir, dit à son tour l'historien de Boucicaut, est l'empereur Carmanoli, prince de grand révérence, bon, prudent et saige, et est pitié dont il est en telle adversité. » « Tous ceux qui l'ont vu, dit l'Anonyme de Saint-Denys, ont été frappés de sa bonne mine et l'ont jugé digne de l'empire. » « Et quand l'Empereur, dit encore l'historien de Boucicaut, est assez reposé, il dict bien et saigement au Roy, présens nos Seigneurs en plein Conseil, la cause qui le menoit en France. Si luy feut donnée response bonne et gracieuse, et de bonne espérance. Et sur ce eut le Roy advis avec son Conseil, et par plusieurs fois en feust parlé avant que la chose ne feust concluë. » On aimerait à pouvoir

ressusciter par la pensée une de ces entrevues de l'aimable et infortuné roi de France avec son hôte si sympathique : les deux illustres interlocuteurs assis familièrement en quelque embrasure d'une fenêtre du vieux Palais du Louvre, donnant sur la rivière, devisant à l'aide de leurs truchemans sur le moyen le plus efficace de mettre une barrière aux effroyables progrès de la puissance ottomane, de sauver l'Europe et la chrétienté des griffes de l'impitoyable Bajazet !

L'empereur Manuel et sa suite se faisaient dire la messe dans leur chapelle particulière d'après la liturgie et la mode d'Orient. Ce fut, durant cette fin de l'année 1400, la grande vogue pour le public élégant parisien, peu familiarisé avec cette sorte de spectacles, d'aller assister à ce service religieux si différent du culte catholique romain par la splendeur de ses pompes, le luxe des vêtemens ecclésiastiques, la foule des icones, l'étrangeté des chants pieux. Nobles et bourgeois raffolaient de ces cérémonies si complètement nouvelles « Faisoyent, dit Jean Juvénal des Ursins, le service de Dieu suivant leurs manières et cérémonies, qui sont bien estranges, et les alloit voir qui vouloit. »

Cependant le pauvre roi Charles était retombé dans un de ses pitoyables accès de démence et la joyeuse Cour de France en était à nouveau plongée dans la tristesse. Il semble que l'empereur Manuel ait saisi cette occasion pour aller rendre visite à un autre des souverains dont il désirait implorer l'appui, le lointain roi d'Angleterre, ce roi dont bien probablement l'immense majorité des sujets du basileus n'avaient jamais entendu prononcer le nom. Ce qui le ferait croire, c'est que Manuel, au lieu d'attendre la saison favorable, passa la Manche à une des pires époques de l'année, vers le commencement de décembre. On peut encore remarquer, dit fort bien M. Berger de Xivrey, que l'empereur grec était seulement depuis quelques mois à Paris où il resta encore deux ans entiers après son retour d'Angleterre, et il ne séjourna du reste guère plus d'un mois en Angleterre. Comme nous allons le voir, il a raconté lui-même que sa traversée fut très mauvaise, troublée par une violente tempête. Charles VI était retombé malade déjà avant le mois de septembre. Le 2 de ce mois, il s'était bien remis, avait repris toute sa raison et avait été en remercier Dieu à Notre-Dame, mais, hélas ! dès la semaine suivante, il retombait « en fré-

nésie. » Cet état dura jusqu'à la première semaine de janvier, sauf une accalmie à Noël et à l'octave de cette fête qui permit au pauvre souverain de célébrer dévotement les grandes fonctions de la Nativité en l'église Saint-Paul au faubourg Saint-Antoine. Très certainement Manuel, voyant ce piteux état de santé se prolonger, comprenant que, vu la folie du pauvre roi, ses conseillers ne pouvaient lui donner que de faibles espérances, s'était décidé d'être de retour lorsque le jeune souverain regagnerait une fois de plus la santé. Manuel n'avait du reste appris qu'à Paris le changement violent de gouvernement qui venait d'avoir lieu en Angleterre.

Nous ignorons où notre voyageur prit terre, très probablement à Douvres. Une de ses premières étapes sur le sol anglais fut Canterbury dont la splendide cathédrale reçut sa visite. Les révérends Pères Augustins lui firent la plus belle réception, prélude de celle dont allait l'honorer le nouveau souverain d'Angleterre, Henri IV de Lancastre. L'heure était bien mal choisie toutefois pour un pareil voyage et pour venir demander un secours si important à la couronne britannique. Il y avait bien peu de temps, en effet, que, par un odieux attentat, Henri avait détrôné son suzerain et son parent le jeune roi Richard II, gendre du roi de France. Il avait été proclamé le 30 septembre 1399 après la déposition de Richard et venait de mettre le comble à ses crimes en faisant assassiner le malheureux prince captif à Pontefract en cette présente année 1400. Sa couronne ensanglantée était encore bien mal affermie sur sa tête. Il régnait dans les esprits une grande fermentation. Les séditions éclataient de toutes parts. Les exécutions de vassaux révoltés se succédaient sans répit. — Le nouveau roi n'en fit pas moins à son hôte la plus belle réception, digne suite de celle qu'il avait eue à Paris. Peut-être même tant de circonstances difficiles furent-elles une raison majeure pour que Henri de Lancastre mît plus de recherche à éblouir Manuel par la magnificence même de son accueil. Nous avons malheureusement beaucoup moins de détails sur le séjour de Londres que sur celui de Paris.

L'historien anglais du XVIe siècle, Thomas Walsingham, raconte que le roi Henri alla au-devant du cortège impérial jusqu'à Blackheath. C'était le jour de la fête de Saint-Thomas apôtre, le 2 décembre. Il fit à l'empereur, comme il convenait, la récep-

tion d'un héros, le conduisit à Londres en procession solennelle et, pendant plusieurs jours, lui donna dans cette ville une hospitalité aussi honorable que somptueuse, le comblant de présens dignes de son rang. Voici à peu près tout ce que nous saurions sur ce voyage étrange du successeur de Constantin dans la capitale anglaise si, par une véritable autre bonne fortune, nous ne possédions le texte même d'une lettre de l'empereur toujours à son même familier, Manuel Chrysoloras, écrite certainement durant son séjour dans la capitale anglaise. Ce document si intéressant fait partie de ce précieux manuscrit des œuvres littéraires de l'empereur conservé à la Bibliothèque nationale, dont j'ai parlé déjà.

Écoutons l'impérial narrateur en son style verbeux d'une élégance si affectée. « Le prince auprès duquel nous résidons maintenant, le roi de la Grande Bretagne, cette contrée qu'on pourrait appeler un autre monde, prince inondé de biens, orné de mille qualités, admiré de ceux mêmes qui ne le connaissent pas, et faisant dire à qui l'a vu une seule fois que la renommée, perdant son pouvoir de déesse, est impuissante à célébrer un tel mérite ; ce prince, illustre par la dignité, illustre par l'esprit, qui frappe par sa force, gagne des amis par sa prudence, et présente à tout le monde une main secourable, s'offrant comme le protecteur universel de quiconque a besoin de protection, a suivi son instinct naturel en devenant pour nous un port après une double tempête, l'une de la nature, l'autre de la fortune. Sa conversation est pleine de charme ; il nous réjouit de toutes les manières, nous honore et nous aime également. Seul il pense que tout ce qu'il faut pour nous n'est pas encore assez, et il semble presque en rougir, tant il est magnanime. » La lettre se termine par ces lignes : « Il nous accorde un secours en hommes d'armes, en archers, en argent et en vaisseaux qui transporteront l'armée où besoin sera ! »

Hélas ! toutes ces promesses qui rendaient le pauvre empereur si heureux n'étaient que vaines paroles, et Manuel qui, au premier moment, nous le voyons par sa lettre, semble avoir été plus ébloui de la fastueuse réception anglaise que de celle même de Paris, ne récolta à Londres que des espérances qui ne se réalisèrent jamais. Lui qui semble ne trouver aucune parole capable d'exprimer l'admiration que lui cause ce roi d'Angleterre si séduisant, n'obtint finalement de ce prince ni un bâtiment, ni une compagnie d'hommes d'armes, ni un subside quelconque !

Et cependant le pauvre Manuel, de retour en France, vers le mois de janvier ou de février 1401, semble bien, d'après sa correspondance, avoir conservé encore quelque temps les espérances qu'avaient fait naître en lui les fallacieuses promesses du roi Henri. « Nous savons bien, écrivait-il de Paris à l'archevêque Euthymios, celui-la même qui fut plus tard patriarche de Constantinople en 1410 sous le nom d'Euthymios ou Euthyme II; nous savons bien que pour sauver il faut des actions et non des paroles... Mais heureusement à présent les espérances que tu avais conçues se réalisent et nos affaires prennent de toutes parts un cours prospère. Les chefs de l'expédition sont choisis; on n'attend plus que l'époque fixée pour notre retour près de vous. Il fallait d'abord déterminer le jour et le lieu où les troupes des Bretons (les Anglais) et les autres alliés se reuniraient... Nous n'attendrons pas beaucoup pour revenir nous-même à la suite de cette bonne nouvelle, et avec l'aide de la Très Sainte Théotokos, tu nous verras rentrer à la tête d'une armée réunie et l'on peut dire choisie de toutes parts! »

Revenons au nouveau séjour de Manuel à Paris. Il y était de retour au mois de février 1400, ou plutôt 1401, nouveau style, puisque, d'après la manière actuelle de dater, ce mois se trouve compris dans cette année-là. Peu de jours après, Charles VI, une fois encore revenu à la santé, sachant le goût passionné de son hôte pour toutes les cérémonies de la religion, voulut lui donner un spectacle qui le charmerait et l'invita à venir le 25 février à la basilique royale de Saint-Denys, pour y assister aux offices solennels célébrés dans cette plus illustre abbaye de France pour la fête de la dédicace dont ce jour était l'octave. Charles VI, encore souffrant, n'avait pu à son vif regret assister à ce premier jour de fête. Il s'en dédommageait par sa pieuse visite le jour de l'octave. Il voulait aussi rendre grâces à Dieu pour son retour à la santé. Le Religieux de Saint-Denys raconte que le roi voulait partir d'avance pour se trouver à la basilique à l'arrivée de l'empereur. Mais l'empereur, répondant par une semblable attention à la politesse du roi, partit de même avant lui pour Saint-Denys dans l'intention de l'y recevoir. Charles, de son côté, ne se laissant pas gagner de vitesse, rejoignit l'empereur sur la route. Les deux princes cheminèrent ensuite de conserve jusqu'à l'insigne basilique dont le roi fit lui-même les honneurs à son hôte.

Tout le restant du jour, Charles et Manuel assistèrent ensemble très dévotement à toutes ces longues et superbes fonctions, à tous les offices. Nous savons par le Religieux de Saint-Denys, spectateur probable de ces scènes curieuses, que ceci fit murmurer beaucoup d'intolérans à Paris. « Beaucoup d'hommes sages et instruits, dit-il, furent scandalisés et indignés par ce spectacle, affirmant qu'il était impie pour des Français de suivre les offices d'accord avec les Grecs schismatiques, séparés de l'Église romaine, de voir un roi de France faire publiquement des actes de religion en la compagnie d'un schismatique. D'autres, au contraire, en étaient édifiés et approuvaient le roi de cette tolérance pour un prince, son hôte, donnant pour excuse qu'il agissait de la sorte pour s'efforcer de ramener celui-ci dans la vraie religion et lui préparer la voie pour rentrer dans la communion de l'Église romaine. »

« Mais le Religieux de Saint-Denys et ceux qui pensaient comme lui, dit M. Berger de Xivrey, ne connaissaient pas ce qu'il y avait d'inébranlable dans les convictions religieuses du prince grec. » Je cite tout ce passage de cet auteur : « On ne saurait, poursuit-il, donner une preuve plus frappante de ces dispositions de l'empereur que celle qui nous est fournie par l'écrivain Léon Allatius. Cela se passa à l'occasion d'un petit ouvrage que présenta à Manuel, durant son séjour à Paris, un théologien, docteur en Sorbonne, qui habitait un des faubourgs de la capitale. Le sujet de cet ouvrage était l'un des plus goûtés à cette époque : une dissertation sur la double Procession du Saint-Esprit, du Père et du Fils, en faveur de laquelle argumentait le savant parisien, conformément à l'article du symbole : *Qui ex Patre Filioque procedit*, article reçu dans l'Église des Gaules dès une époque antérieure au concile de Gentilly, près Paris, tenu à la Noël de l'an 756 (1). »

Manuel, pendant ses longs loisirs de ce si long séjour à Paris, où il ne se lassait pas d'attendre un secours que son hôte ne se lassait pas de lui promettre, s'occupa à composer une réfutation du livre du docte Parisien, réfutation aussi longue que ce livre était court, et qu'il divisa en plus de cent cinquante-sept chapitres. Cet ouvrage est encore inédit. Le basileus y attaque la

(1) Les envoyés des Grecs y reprochèrent déjà aux évêques des Gaules d'avoir ajouté au symbole de Constantinople les mots *Filioque*, admis depuis longtemps en Espagne.

primauté papale, ce qui était bien maladroit de sa part, car il n'avait pas d'ami plus dévoué que le pape Boniface IX. Léon Allatius (1), le plus chaud partisan de la double procession et de la réunion des deux Églises, ne peut retenir sa colère au seul titre de cet ouvrage qu'il avait sous les yeux et qui se trouvait à la Bibliothèque du Vatican dont il avait alors la garde.

Allatius continue en tournant en ridicule la longue et verbeuse réponse de l'empereur au si bref traité latin. Il ne craint pas de traiter de sots et de prolixes les argumens impériaux si passionnés. « Il faut dire, poursuit M. Berger de Xivrey, que la passion dont Allatius fait lui-même preuve infirme jusqu'à un certain point son jugement, et peut-être n'a-t-il pas toute la clairvoyance d'une vue impartiale lorsqu'il fait observer, en outre, que Manuel se déchaîne dans cet ouvrage contre l'Église romaine et contre le Pape. Mais l'obstination religieuse des Grecs les plus éclairés, qui achève ainsi d'être démontrée d'une manière complète par l'exemple du plus haut placé et du plus savant d'entre eux, motive suffisamment les doléances d'Allatius sur l'état désespéré d'une nation qui, dans les circonstances les plus critiques, ne voulut jamais sincèrement faire aucune concession au reste de l'Europe chrétienne, de qui seule elle attendait le salut. » Manuel s'intéressa aussi, dit M. M. Jugie (2), à la question du jour si ardemment débattue entre Dominicains et Franciscains : l'Immaculée Conception de la Vierge. Ainsi qu'en témoigne une de ses homélies pour la fête de la *Dormition*, le basileus se rangea du côté des Franciscains, défenseurs du privilège de la Mère de Dieu.

Manuel, malgré l'intransigeance de sa foi, continua, dit Lebeau, à visiter les temples parisiens, à converser avec les membres du clergé français, surtout avec les moines de Saint-Denys pour lesquels il avait une estime particulière, mais il n'en resta que plus fortement attaché à ses opinions religieuses, cherchant, comme je l'ai dit, à frapper les yeux de la foule française par la majesté du culte grec dans la chapelle qu'on avait disposée au Louvre à cet usage.

Voilà à peu près, tout ce que nous savons sur ce si long

(1) Dans son ouvrage intitulé : *De Ecclesiæ occidentalis atque orientalis perpetua consensione*, Cologne, 1648.

(2) *Le Voyage de l'empereur Manuel Paléologue en Occident. Échos d'Orient*, t. XV.

séjour de l'empereur qui dura encore toute l'année 1401, depuis le retour de Londres et presque toute l'année 1402, ce qui fait, avec les six ou sept derniers mois de 1400, une période de près de deux ans et demi. On aimerait à en connaître davantage! Comment Manuel passait-il ses journées, ses longues soirées, trompant ses impatiences, ses tristes loisirs, quand il n'était point l'hôte du roi Charles VI, des princes du sang ou des hauts personnages de l'État? En visites aux églises probablement et aux autres curiosités de la capitale; en conversations avec des prêtres et des docteurs de haute érudition; en travaux littéraires dans le genre de celui dont je viens de parler; en une active et copieuse correspondance aussi avec les gouvernans et les lettrés de Constantinople. Il s'intéressait encore et surtout aux disputes d'écoles qui agitaient la Sorbonne. Nous voudrions savoir de même comment il s'accommodait des brumes glaciales du Nord et si le mal du pays, joint à tant d'écrasans soucis, n'assaillit point parfois, aux bords sombres de la Seine hivernale, cette âme impériale qui semble avoir été sage et forte. « Ses affaires, dit fort bien Lebeau, avançaient peu, malgré ses humbles et pressantes supplications auprès du Roi et de son Conseil pour qu'ils voulussent bien s'occuper quelquefois de l'objet qui l'avait amené à la Cour de France. » Hélas! à Paris, les Ducs d'Orléans et de Bourgogne se disputaient âprement le pouvoir que le pauvre roi était incapable d'exercer et s'attachaient bien plus à se préparer à leurs luttes fratricides qu'à s'intéresser au pauvre souverain de Constantinople. Celui-ci et son hôte firent une nouvelle visite à Saint-Denys pour assister à la translation d'une relique dont le Duc de Berri avait fait présent aux religieux et qu'il avait fait mettre dans une châsse d'argent du poids de 250 marcs, merveilleusement ornée. C'était une relique insigne entre toutes : une partie de la tête et un des bras de saint Benoît que le duc avait obtenus à grand'peine de l'abbé de Saint-Benoît-sur-Loire!

Soudain, par un des plus extraordinaires retours de fortune de l'histoire, un coup de théâtre éclata comme la foudre et vint en une heure modifier du tout au tout la situation de l'auguste voyageur et autoriser à nouveau les plus radieuses espérances pour lui comme pour son peuple. La nouvelle de ce prodigieux événement ne semble être parvenue à l'empereur qu'au bout de plusieurs semaines, mais, comme on l'a dit,

elle peut bien être regardée comme la plus inattendue qui ait jamais frappé l'oreille d'un homme presque abandonné par l'espérance! Durant que Manuel s'attardait à disputer sur le *Filioque* à Paris, le foudre de guerre ottoman, le terrible Bajazet Ildjérim, c'est-à-dire l'Éclair, qui tenait depuis tant d'années sous sa botte l'empire presque détruit des Paléologues, le plus redoutable des sultans turks et des conquérans orientaux, avait été brusquement anéanti par l'apparition presque subite d'un conquérant bien plus effroyable encore, Timour ou Tamerlan, le grand khan des Mongols. Ce fléau de Dieu, peut-être le plus grand destructeur d'hommes de l'histoire, sorti, avec les hordes infinies de ses sauvages cavaliers, des profondeurs de l'Asie centrale, après avoir marqué sa route rapide à travers ce continent par un épouvantable sillon de meurtres et de ruines, avait, après avoir provoqué le sultan, gagné sur lui, le 27 juillet 1402, une fameuse et décisive bataille dans les plaines d'Ancyre, près de ces mêmes lieux historiques où Pompée, jadis, avait vaincu Mithridate. A peu près toute l'armée turque avait péri. L'invincible Bajazet était tombé aux mains de son impitoyable ennemi qui l'avait, dit la légende, fait enfermer dans une cage de fer.

Tamerlan adressa deux lettres au roi Charles VI. Ces documens fort extraordinaires sont, ce que la plupart ignorent, aujourd'hui encore conservés aux Archives nationales. M. de Sacy les a très exactement commentés dans un savant article des *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*. Mais ce ne furent point ces lettres illustres qui apportèrent à Paris la première nouvelle du grand événement ainsi annoncé au roi de la part du khan. Car, lorsqu'elles arrivèrent, l'empereur Manuel, dont on devine l'émotion intense à l'ouïe d'une circonstance aussi fabuleuse, aussi heureuse pour sa cause, avait déjà précipitamment quitté la France. Il avait, en effet, reçu à Paris par une voie plus directe cet avis si important pour lui. Il l'avait aussitôt fait connaître au roi et à ses conseillers, tout en décidant son propre retour immédiat à Constantinople.

« Beaucoup d'erreurs, dit fort bien M. Berger de Xivrey, ont été commises sur le lieu et l'époque où Manuel apprit l'incroyable nouvelle de la défaite si complète de son terrible ennemi. On se les serait épargnées en consultant la *Chronique* du Religieux de Saint-Denys, témoin oculaire très véridique et vrai-

ment irrécusable pour tout le séjour du Paléologue à Paris. » Suivant cette source, le *Chambellan* (*Tambellanus*) (c'est sous ce nom que le Religieux de Saint-Denys désigne Tamerlan) avait écrit au prince gouverneur de Constantinople (1) de rappeler l'empereur son oncle, promettant de rendre à l'empire byzantin tout ce que l'impie Bajazet lui avait enlevé, et cette nouvelle, avec le récit très détaillé de la victoire de l'armée tartare, avait été apportée à Manuel à Paris vers la Toussaint de l'an 1402 (donc presque exactement trois mois après la bataille d'Ancyre), par des chrétiens demeurés esclaves chez les Turks depuis le désastre de Nicopolis, entre autres un comte hongrois, un bâtard de feu le comte de Savoie, et plusieurs Français, que le dit « Chambellan » avait délivrés des fers de Bajazet après son triomphe. Ces prisonniers libérés, porteurs de si grandes nouvelles, furent mandés au conseil du roi alors que celui-ci était dans un de ses bons jours. Après avoir prêté serment solennel de ne dire que la vérité, ils firent, dans les plus minutieux détails, cet étonnant récit qui répandit la joie universelle en apprenant à tous la ruine irrémédiable du plus redoutable ennemi du nom chrétien.

Le Religieux de Saint-Denys ajoute que le roi de France, avec la reine, les princes du sang et toute la Cour entourèrent l'empereur tout joyeux, qui ne voulait pas perdre une heure pour retourner dans sa capitale délivrée de cet affreux et si long cauchemar. Déjà le mardi après l'octave de la Saint-Martin d'hiver de cette année 1402, c'est-à-dire dans la seconde quinzaine de novembre, Manuel quitta Paris. Le roi Charles, toujours généreux, prodigua à son hôte les plus magnifiques présens de vaisselle d'or, d'argent et de pierreries avec les sommes les plus considérables en numéraire. Il appliqua la même générosité à toute la suite de l'empereur, jusqu'au dernier valet. Chacun des Grecs fut comblé d'or, de pierres précieuses, de vêtemens de soie, de vases d'apparat. Ce sont les propres termes du chroniqueur. Et, bien que l'empereur, depuis près de deux ans, eût vécu avec les siens entièrement à sa charge, grâce à la générosité la plus royalement exercée, Charles continua à lui

(1) C'est-à-dire à Jean Paléologue, fils d'Andronic, auquel l'empereur Manuel, son oncle, avait, on l'a vu, au moment de partir pour l'Occident, confié la garde de sa capitale.

assigner encore l'énorme pension annuelle de quatorze mille écus d'or qui lui avait été régulièrement servie sur le trésor royal depuis son arrivée en France, et cela jusqu'au retour complet de sa bonne fortune. En même temps, il lui fournit pour l'accompagner une escorte de deux cents hommes d'armes, qui devait le suivre jusqu'à Constantinople sous le haut commandement du seigneur de Châteaumorand, ce magnifique guerrier que jadis Boucicaut avait laissé dans cette ville avec une troupe pour la défendre et qui, depuis peu, était de retour à Paris.

Le voyage de Manuel, de Paris à Constantinople, fut extrêmement rapide, avec toute la célérité imaginable. Nous n'en connaissons malheureusement que deux ou trois des étapes principales. Sur toute la traversée de la France nous ne savons rien absolument. Certainement l'empereur, par les soins de son hôte royal si parfait, fut reçu à toutes ses stations avec les mêmes honneurs et les mêmes attentions extraordinaires. Il revint probablement par la même route jusqu'au delà des Alpes. Là, il prit le chemin de Gênes (1), où l'appelait un double motif. En effet, aux relations incessantes et si importantes des Génois se joignait la présence de son cher ami Boucicaut, le fameux connétable, depuis le mois de juin 1401 gouverneur français de cette superbe cité qui s'était donnée à la France quatre ans auparavant. Manuel y arriva déjà le 22 janvier de l'an 1403 (nouveau style). Le chroniqueur Stella, dans ses *Annales genuenses*, raconte en détail le splendide accueil que fit au prince voyageur le brillant connétable. Boucicaut, avec un immense cortège de nobles génois et français, s'était porté à la rencontre de l'empereur. Manuel fit son entrée dans la ville de marbre, à cheval, sous un dais de brocart qui l'attendait à la porte Saint-Thomas, porté par des citoyens de Gênes, tous uniformément vêtus d'écarlate. Il fut conduit dans cet appareil à la maison des Frères Prêcheurs où on avait disposé son logement.

Le fastueux Boucicaut ne s'en tint pas là. Il était bien vraiment le roi de Gênes, et fit à l'empereur une réception unique. Le peuple génois tout entier tint de même à honneur de traiter son hôte avec la plus aimable courtoisie. On le combla

(1) Le chroniqueur byzantin Dukas s'est trompé en faisant revenir Manuel à Venise par la route d'Allemagne.

des plus riches dons, et comme on ne séparait point sa cause de celle des Génois de Galata, on lui fit présent de trois galères pour sa défense et pour celle des possessions génoises du Levant. Une somme de trois mille écus d'or fut destinée aux frais de son séjour. On lui donna une fête des plus brillantes, une de ces fêtes telles qu'en savait donner la ville de Gênes, alors dans tout l'éclat de sa richesse et de sa puissance. Certainement la charmante Antoinette de Turenne, « la belle, bonne et saige épouse » du maréchal de Boucicaut, dut en faire les honneurs à l'empereur à la tête des femmes ravissantes de la noblesse génoise. Ces gracieuses Italiennes, célèbres alors dans toute l'Europe par la suprême élégance et la grande richesse de leurs atours, adoraient la jeune femme du gouverneur royal qui avait eu l'art de les gagner. « Elles trouvèrent en elle tous sens, toute bénignité, grâce et humilité, dit l'historien contemporain de Boucicaut. Et ces dames de Gennes la preindrent à visiter à grandes compaignies, et à elles offrir toutes à son service et commandement; et la dame débonnaire les recevait très doucement, et tant vers elles estoit bénigne, que très grandement toutes s'en loüoient. » Toutes ensemble parurent dans leur plus bel éclat dans ce bal magnifique qui fut donné en l'honneur et en présence de l'empereur grec au palais du gouvernement le dernier jour du mois de janvier. Toute la noblesse génoise y figura dans ses plus somptueux costumes.

Manuel demeura dix jours encore dans cette cité qui le recevait si bien. A son départ, il fut de nouveau escorté par les nobles qui portaient au-dessus de sa tête le dais de brocart. Boucicaut, l'archevêque de Gênes, tous les notables de la cité le conduisirent jusqu'au delà des portes.

Nous sommes mal renseignés sur la plus grande partie du reste de l'impérial parcours. Georges Stella, qui nous a fourni ces détails sur le séjour de Manuel à Gênes, dit qu'en quittant cette ville, l'empereur prit la route de terre. Dukas, de son côté, dit qu'il passa par Florence. C'est bien probablement la vérité. Manuel dut certainement aller dans cette ville pour s'y rencontrer avec le pape Boniface IX, qui lui voulait beaucoup de bien et qui fit vers ce temps plusieurs séjours dans la « cité des fleurs. » Je crois, pour ces raisons, dit M. Berger de Xivrey, pouvoir placer dans cette ville ou aux environs l'entrevue ainsi rapportée par le *Livre des Faicts de Boucicaut :* « Si fut devers le Sainct

Père, qui donna grand pardon à quiconque luy feroit bien (1). » Mais il faut mettre au rang des fables une assertion de l'*Historia politica* (2) qui dit exactement ceci : « Le Pape et les autres souverains avaient promis à l'empereur Manuel des secours, mais ils ne les lui donnèrent pas, comme le prouva l'événement. Leur prétexte fut que cet empereur, un jour de fête, s'était refusé à saluer (embrasser) le manipule du bras droit d'un chorévêque où était brodée à l'aiguille l'image du Christ. Le Pape prit occasion de là pour écrire à tous les Italiens que, l'empereur des Grecs s'étant refusé à saluer l'image du Christ, quiconque lui porterait secours serait excommunié. » Toute cette histoire n'est qu'une invention, un tissu d'absurdités, en contradiction absolue avec les témoignages continus de bienveillance donnés à Manuel par Boniface IX, avant comme après le séjour de ce prince en Occident, bienveillance dont nous avons les preuves officielles dans la correspondance de ce pape. »

Dukas nomme Ferrare parmi les villes où passa l'empereur, dans le trajet qui le mena de Florence à Venise. La République le reçut à merveille, comme à son premier passage, et lui accorda également un secours de trois galères, sous le commandement de Léonard Mocenigo. On lui fit, poursuit Dukas, de très grands et nombreux dons. La flotte vénitienne le convoya ensuite en Morée. Il paraît avoir touché d'abord à Modon, puis de là s'en alla à Mistra, auprès de son frère Théodore, le despote de ce nom, pour y rejoindre les siens, qu'il lui avait confiés il y avait plus de trois années. Il retrouva bien sa femme, l'Impératrice ; mais il semble que deux de leurs fils en bas âge, dont l'histoire ne parle du reste pas, étaient morts durant son absence. En effet, un chrysobulle, délivré par Manuel, en date du mois de septembre 1406, à l'effet de réunir au diocèse de Monembasie l'église d'Hélicovouno, nous apprend qu'un double service hebdomadaire du mercredi et du samedi avait été fondé dans ce temple, pour le repos de l'âme de ces petits enfans de l'empereur qui y avaient été inhumés. Mon savant maître, feu E. Miller, a publié cet acte en entier dans le *Catalogue des Manuscrits grecs de la Bibliothèque de l'Escurial.*

(1) Il ne peut s'agir ici de l'antipape d'Avignon, Benoit XIII, le fameux Pierre de Luna, lequel d'ailleurs venait de s'aliéner la France, si longtemps déclarée pour lui.

(2) Dans la *Turco-Græcia* de Martin Crusius, Bâle, 1584.

Probablement le séjour de l'empereur à Mistra fut, cette fois encore, très court, tant il était naturellement pressé, après de si grands événemens, de rentrer dans sa capitale. Si même il y fit quelque arrêt, ce fut pour y attendre et les trois galères de Gênes qui devaient le rejoindre et surtout son cher Boucicaut, qui arrivait avec elles, conduisant en personne à Chypre toute la flotte de Gênes, pour forcer le roi de cette île, Janus, à lever le siège de la cité de Famagouste, occupée depuis près de vingt années par les Génois.

« Quand le mareschal feut arrivé à Modon, dit l'historien de ses *Mémoires*, là trouva les messaigers de l'empereur de Constantinople, Karmanoli, qui l'attendoient, par lesquels il luy mandoit que, pour Dieu, et en l'honneur de Chevalerie et Noblesse, il ne voulust point passer outre sans qu'il parlast à luy. Car il estoit en la Morée vingt milles en terre (1); si le voulust un petit attendre et il viendroit à luy. Le Mareschal receut les messaigers à tel honneur qu'il leur appartenoit, et leur dict bénignement que ce feroit-il très volontiers. Si ordonna tantost pour luy aller au devant le Seigneur de Chasteaumorant (qu'il avait emmené de Gênes avec luy) (2), à tout sa gent, et Messire Jean d'Outremarin (ou Oltramare), Genevois, à tout une galée; et luy l'attendit à un port appellé Basilipotamo (3). Quand le Mareschal sceut que l'Empereur approchoit, il luy alla à l'encontre, et receut à grand honneur lui, sa femme et ses enfans (4) qu'il avoit amenez, comme raison estoit.

« Le dict Empereur le requist moult bénignement, en l'honneur de Dieu et de Chrestienté, que il luy voulust donner confort et pessaige jusqnes à Constantinople. Le Mareschal respondit que ce seroit très volontiers, et tout ce que pour luy

(1) C'est-à-dire à Mistra.

(2) « Châteaumorand, dit M. Berger de Xivrey, que nous avons vu chargé par Charles VI d'escorter Manuel, paraît avoir été retenu à Gênes par Boucicaut pour aller presque aussitôt ensemble, par ordre du roi Charles, assiéger l'antipape Benoît XIII dans Avignon. Ils étaient dans cette ville lorsque le pontife s'en échappa le 12 mars que l'on comptait encore 1402, Pâques tombant cette année le 15 avril. On peut donc estimer assez sûrement que ce fut dans les premiers jours de l'année 1403 (après Pâques) que le maréchal ramena Châteaumorand à l'empereur. »

(3) Le port de Mistra, sur le golfe de Laconie, à l'embouchure de l'Eurotas.

(4) En réalité, nous l'avons vu, il n'en restait qu'un, les deux autres étant morts. Celui-là s'appelait Jean et succéda à son frère au trône de Byzance. Quand Manuel, avec l'impératrice, rentra dans sa capitale, il laissa cet enfant auprès de son oncle, en Morée.

pourroit faire. Si ordonna tantost pour le conduire quatre galées, lesquelles il bailla en gouvernement au bon seigneur de Châteaumorant. Si se partit à tant l'Empereur, et le Mareschal le convoya jusques au cap Saint Angel (Saint-Ange).

« Quand là feurent arrivez, viendrent au Mareschal les messaigers des Vénitiens qui avoient sceu comme il avoit baillé quatre de ses galées pour convoyer l'Empereur. Si dirent que ils estoient deliberez s'il leur conseilloit d'envoyer aultres quatre (1), pour plus seurement le mener où il vouloit aller. A ce respondit le Mareschal que ce seroit très bien faict, et grand honneur à la Seigneurie de Venise et au capitaine d'icelles galées. A tant preint congé l'Empereur du Mareschal, et moult le remercia, et aussi les Vénitiens. Si s'en partit, et teint son chemin droict à Constantinople. »

Nous ne savons rien, on le voit, de ce second et court séjour de l'empereur à Mistra auprès du despote Théodore, son frère. Cependant M. Berger de Xivrey croit devoir attribuer à cette époque où Manuel attendait ainsi l'arrivée de Boucicaut une petite pièce de lui, dont le sujet indique bien clairement la date et qui est elle aussi conservée à la Bibliothèque nationale. « C'est, dit-il, un amer sarcasme mis, à la manière des exercices des anciens rhéteurs, dans la bouche de Tamerlan contre Bajazet, son prisonnier. Voici, en effet, la traduction du titre de la pièce : *Quelles paroles dut adresser le chef des Perses et des Scythes au Tyran des Turks, dont le ton était si plein d'orgueil et d'insolence, et la jactance si insupportable pendant sa prospérité, et qui se montra tout l'opposé après sa défaite.* Le souvenir de l'oppression tyrannique dont il avait plus d'une fois failli être victime, poursuit M. Berger de Xivrey, allume la verve de Manuel dans ce morceau très court et dont la prosopopée est fondée sur un des mille bruits contradictoires qui circulaient au sujet de l'attitude réciproque du vainqueur et du vaincu après la bataille d'Angora. Manuel, adoptant un récit peu vraisemblable, et qui représentait Bajazet comme s'humiliant devant Timour, fait, entre autres paroles, dire à celui-ci :

... « Tu ne me blesses pas moins qu'auparavant, en abjurant

(1) Il y a là une erreur de l'historien de Boucicaut. D'après ce que dit Marino Sanuto de trois galères déjà accordées au départ de Venise, ce renfort envoyé au cap Saint-Ange dut être seulement d'un quatrième bâtiment donné en sus par les Vénitiens.

ainsi toute fierté. Moi qui pensais avoir acquis une gloire brillante et durable, comme ayant triomphé par ma vertu d'un homme illustre, auteur de grandes actions, voilà que tu viens me prouver mon erreur en te couvrant d'opprobre et en montrant que tu étais facile à vaincre, puisque tu ne supportes pas en homme la mauvaise fortune. »

Si cette pièce a été composée, comme le suppose M. Berger de Xivrey, au printemps de l'an 1403, le prince contre qui elle fut écrite n'existait déjà plus alors depuis quelques jonrs, car Bajazet était mort en captivité dès le 9 mars de cette même année. Mais Manuel ne pouvait encore connaître cet événement. Il l'apprit sans doute seulement à son arrivée à Constantinople, presque en même temps que la nouvelle du retour de Tamerlan à Samarcande.

Nous ne suivrons plus Manuel Paléologue après son retour dans sa capitale. Le désastre des Turks à Angora avait redonné un demi-siècle d'existence à l'empire byzantin. Manuel vécut vingt-deux ans encore, régnant au milieu des plus terribles difficultés. Dans les dernières années de son existence, il s'était retiré au fameux monastère de Périblepte à Constantinople, laissant presque tout le poids du gouvernement à son fils aîné Jean qui lui succéda et qui s'était marié le 19 janvier 1420 à Sophie, fille du marquis de Montferrat. Le vieil empereur expira dans cette solitaire retraite le 21 juillet 1425, âgé de soixante-dix-sept ans et quelques jours, regretté de tous.

Ne recevant pas de France les subsides si solennellement promis, Manuel avait envoyé en 1408 à Paris un de ses plus aimés familiers et, comme nous l'avons vu, un de ses correspondans favoris : Manuel Chrysoloras. En souvenir de ses visites à ses chers religieux de Saint-Denys, il leur avait envoyé par ce fidèle messager pour leur insigne basilique un admirable manuscrit contenant les œuvres de saint Denys l'Aréopagite, écrites sur vélin, merveille de la calligraphie et de la peinture byzantines de cette époque. Ce volume, à la superbe couverture d'ivoire sculpté, est aujourd'hui encore un des joyaux du musée du Louvre; il contient entre autres une précieuse miniature avec les portraits de Manuel Paléologue, de l'impératrice Hélène, sa femme, et de ses trois jeunes fils, Jean, Théodore et Andronic. Un autre manuscrit, qui contient l'oraison funèbre du despote Théodore par son impérial frère, manuscrit également conservé

à Paris (1), contient aussi un beau portrait de notre empereur. Phrantzès raconte, chose curieuse, que les Turks trouvaient à Manuel la plus grande ressemblance avec le prophète Mahomet, et que Bajazet le lui avait dit plusieurs fois.

A la fin du premier de ces volumes si particulièrement précieux, est écrite une non moins précieuse note en grec, dont voici la traduction :

« Ce présent livre a été envoyé de Constantinople au couvent de Saint-Denys, à Paris, dans la France ou Gaule, par le très haut basileus ou autocrator des Romains, Kyr Manuel Paléologue, et apporté par moi, Manuel Chrysoloras, envoyé en ambassade par le dit basileus, l'an du monde 6915 ou de l'Incarnation de Notre-Seigneur 1408. Le dit basileus était venu lui-même à Paris quatre ans auparavant. »

Ce manuscrit in-4°, vraiment magnifique, sur très belle peau de vélin, une des plus splendides raretés du fameux trésor de Saint-Denys où il portait le n° 416, avait été longtemps considéré comme perdu, et on ne le connaissait plus que par la description qu'en avait faite Félibien dans l'*Histoire* de cette abbaye. Il est relié en velours rouge avec les plats encadrés de vermeil très richement ciselés et enfermant, je l'ai dit, sur chaque face, trois bas-reliefs sur ivoire, portant des sujets religieux. Après une admirable miniature donnant le portrait de saint Denys l'Aréopagite, on admire celle sur laquelle est représentée la famille impériale. La Panagia, ayant sur sa poitrine son divin Fils, pose la main droite sur la tête du basileus et la gauche sur celle de la basilissa. Manuel et Jean, son fils aîné, ont des robes bleues aux paremens d'or gemmés. L'impératrice et ses deux plus jeunes fils ont des robes écarlates beaucoup plus richement ornées.

« Quelques galères, dit fort bien M. Jugie, de riches présens, d'agréables souvenirs, voilà tout ce que rapportait Manuel de son long voyage d'Occident. C'était peu, sans doute, mais Tamerlan avait fourni le magnifique supplément qui allait assurer à la vieille Byzance encore cinquante ans d'existence. »

GUSTAVE SCHLUMBERGER.

(1) A la Bibliothèque nationale.

LE RAPPROCHEMENT RUSSO-JAPONAIS

ET

LA QUESTION CHINOISE

Il y a quelques mois, des interviews retentissantes de personnages japonais considérables semblaient faire pressentir une prochaine venue des troupes du Mikado sur les champs de bataille de l'Europe, ainsi que le demandaient d'ailleurs au début de la guerre des hommes politiques de premier plan, tels que MM. Clemenceau et Pichon; ensuite, on parla d'une alliance russo-japonaise, puis on annonça la mort de la jeune république chinoise, qui devait être enterrée des propres mains du chef de l'État; enfin, on vient d'apprendre l'opposition faite par le Japon et ses alliés à ce projet du président.

Ces derniers faits surviennent plusieurs mois après une période de difficultés diplomatiques au sujet de la position prise par le Japon en Chine, après le retentissement que ces difficultés ont eu en Europe même. L'aspect politique de l'Extrême-Orient se modifie, la position respective des Puissances se trouve, du fait de la guerre, considérablement changée, des questions anciennes se posent de nouveau, et le tout apparaît dans un ciel quelque peu voilé de brouillard. Le nombre des Puissances intéressées, la complication de leurs intérêts respectifs, font de la situation un vrai labyrinthe.

Afin qu'on puisse plus facilement saisir le fil conducteur permettant de se retrouver dans les méandres de celui-ci, nous nous proposons d'exposer ici le développement des rapports, d'abord hostiles, puis cordiaux, du Japon et de la Russie, la politique collective des Puissances et son résultat, ainsi que la situation réelle de la Chine et de son gouvernement.

*
* *

L'histoire des relations du Japon et de la Russie jusqu'en ces dernières années est celle d'un conflit tantôt latent, tantôt manifeste. Les tendances profondes de la politique extérieure devaient fatalement séparer les deux peuples et même les porter à agir l'un contre l'autre.

Forcé par la nature du sol, par le développement continu de sa population insulaire, de chercher un exutoire au dehors, le Japon jetait des regards d'envie sur le pays le plus proche : la Corée. La nature même lui indiquait que c'était par là qu'il pourrait pénétrer sur le continent et ensuite s'y établir. Déjà en 1876, il avait réussi à y prendre pied et à faire signer un traité à son avantage par le roi de Corée. Celui-ci était vassal du faible empereur qui régnait à Pékin. S'emparer d'un pays gouverné par des souverains débiles, est une entreprise tentante ; toute la politique du Japon, depuis environ un demi-siècle, démontre que le gouvernement des mikados pensait continuellement à la réaliser.

De son côté, la Russie n'ayant point, en Europe, d'issue vers la mer libre, en cherchait une en Extrême-Orient, sur une côte du Pacifique. Il ne pouvait lui suffire, en effet, de posséder le port de Vladivostok, bloqué par les glaces chaque année de décembre à avril. Les hommes d'État russes portaient donc continuellement des regards d'envie bien plus au Sud, du côté des rivages coréens, de la Mandchourie méridionale qui borde le golfe du P'tchili, et vers la Chine elle-même. Ils attendaient le moment où la monarchie chinoise, incapable et décadente, laissant tomber en décomposition le pays où elle vivait en parasite, permettrait quelque partage de ses dépouilles.

La guerre de 1894-1895 entre la Chine et le Japon vint frustrer ces espoirs. Lors du traité de Shimonoseki, qui en fut la conclusion, le Japon victorieux sur terre et sur mer reçut, non seulement la liberté d'action en Corée, mais aussi la presqu'île du Liaotong, dans la Mandchourie du Sud, où se trouvait le port de Liukountchéou dont il s'était emparé au cours des opérations militaires.

Ce port, admirablement situé, protégé du côté même de la mer par des collines élevées et abruptes, véritables murs naturel, d'une forteresse, possédant une entrée étroite facile à défendre,

et, du côté de la terre, entouré d'autres collines propres à recevoir des forts et des travaux d'approche, constituait un point d'appui magnifique d'une valeur militaire de premier ordre; aussi le gouvernemrnt chinois avait-il confié à des ingénieurs allemands le soin de le fortifier. Ces ingénieurs avaient déjà achevé la plus grande partie de leur travail concernant les défenses maritimes lorsque la guerre éclata.

La possession d'une telle base navale par le Japon commençant à faire preuve de sa valeur militaire devait nécessairement inquiéter la Russie. Ce concurrent de race jaune qui venait ainsi se mettre en travers des projets du puissant empire des Tsars, représentant éminent de la race blanche en Extrême-Orient, était trop audacieux.

On le lui fit bien voir, et, sous la pression des trois grandes Puissances : Allemagne, France et Russie, le victorieux dut renoncer au bénéfice de sa conquête, au nom du principe de l'intégrité de la Chine.

Le Japon abandonna donc Liukountchéou, avec son port admirable, et dut reporter toute son activité sur la Corée, et sur Formose. De ce jour, des sentimens d'animosité profonde grandirent dans les cœurs japonais contre les Russes; mais les insulaires en renfermèrent l'expression derrière cette impassibilité du visage qu'on aurait grand tort de prendre pour de l'indifférence.

Un homme d'État éminent, le comte Inouyé, qui vient de mourir, essaya d'abord de tirer parti des avantages conquis, en établissant une sorte de protectorat intelligent et souple sur la Corée; il commença à réorganiser administrativement ce pays arriéré; mais ses efforts furent contrariés par toute la nuée des trafiquans, des hommes d'affaires, des agioteurs, des indésirables de son pays, qui s'abattirent sur les territoires nouvellement ouverts à l'activité japonaise. En 1895, le comte Inouyé dut laisser la place à un général inexpérimenté et brutal. Un mois après l'arrivée de celui-ci, la reine de Corée était assassinée, une révolution de palais tendait à mettre sans ménagement le Roi sous la main japonaise. Le souverain effrayé s'enfuyait à la légation russe à Séoul, y demandait asile et protection.

Une telle situation ne pouvait que tendre les rapports entre les deux peuples, les Japonais considérant qu'une Puissance européenne n'avait pas le droit de venir, si loin de chez

elle, entraver leur œuvre de japonisation du pays conquis.

Dans les années qui suivirent, l'animosité devait s'accroître de chaque avantage que les Russes, spéculant sur le prestige de leur force, obtenaient du gouvernement valétudinaire chinois. En 1896, celui-ci abandonnait à la Russie le droit d'exploiter et de garder la voie du chemin de fer transmandchourien, ce qui traçait autour de la nouvelle sphère d'influence japonaise une sorte de frontière russe; en 1898, quelle ne fut pas l'amertume ressentie par tout le peuple du Nippon, lorsqu'il apprit que son ancienne conquête, la presqu'île du Liaotong, avec son fameux port, passaient, sous les apparences d'une cession à bail, dans les mains des Russes, qui lui appliquaient le nom de Port-Arthur; plus tard encore, les Russes occupèrent une partie de la Mandchourie; enfin, la nomination, le 31 juillet 1903, du général Alexéieff, comme vice-roi, sembla indiquer que la Russie allait s'opposer d'une façon définitive à l'action japonaise sur le continent et prendre pour elle-même l'hégémonie de l'Extrême-Orient.

Au pays du Soleil Levant, l'irritation arriva à son comble; gouvernement et peuple furent unanimes à vouloir, si la chose était nécessaire, recourir à la force pour s'opposer à la marche en avant de leurs adversaires.

Déjà, des demandes de règlement des questions litigieuses étaient adressées à Saint-Pétersbourg par les ministres du Mikado. On se rappelle les longs atermoiemens de la Russie, enfin, l'attaque soudaine par les torpilleurs japonais coulant les cuirassés russes dans Port-Arthur même.

Cet acte de guerre produisit dans le monde entier l'effet d'un véritable coup de tonnerre, qui frappa d'étonnement toute la race blanche et fit tressaillir de surprise tous les jaunes. Comment! Il était donc possible que ceux que les blancs appelaient dédaigneusement les petits Japs osassent se mesurer avec le colosse russe? Sûrement, celui-ci n'allait en faire qu'une bouchée? C'était bien là l'opinion des Russes eux-mêmes. « On ne fait pas la guerre aux enfans, disaient les officiers, on leur donne le fouet. »

On sait comment le préjugé de la supériorité en toutes choses de la race blanche fut démenti par l'événement et comment les Japonais, après avoir détruit la flotte russe, vainquirent sur terre les armées du Tsar.

Le résultat de cette guerre révélait, non seulement le plus grand courage chez les Japonais, mais aussi, de leur part,

un esprit de méthode, une prévoyance et une constance dans les desseins que beaucoup auraient pu leur envier.

En effet, ils ne s'étaient pas lancés au hasard dans la tourmente, et en 1902, ils avaient eu soin de conclure avec l'Angleterre une alliance défensive afin qu'aucune autre Puissance ne pût intervenir dans le conflit qu'ils prévoyaient, sans être exposée à voir se dresser contre elle la Grande-Bretagne elle-même. Rien n'avait été laissé à l'imprévu. Le fort et le faible de l'administration civile et militaire russe avaient été étudiés avec soin. Tandis que les Russes, négligens et dissipateurs, s'amusaient de la longueur des négociations qui précédèrent la guerre, les Japonais perfectionnaient sans relâche tous les détails de leur organisation militaire et navale. Aussi, la victoire couronna-t-elle la prévoyance, le travail et l'effort; les Japonais reconquirent Port-Arthur et imposèrent dans les plaines de la Mandchourie la paix à leur puissant adversaire. Leur triomphe dépassait, par ses conséquences, le conflit entre les deux peuples; il marquait l'éveil de la race jaune, il prouvait que cette race peut rivaliser avec la race blanche. Toute l'Asie extrême-orientale en frémit d'orgueil et sentit qu'une nouvelle ère s'ouvrait pour elle. La Russie, vaincue, se recueillit pour panser ses blessures, pour faire face à ses difficultés intérieures, et laissa ainsi le champ libre au Japon.

Celui-ci s'installa puissamment à Port-Arthur, reconstruisit ceux des forts qui lui parurent en valoir la peine, développa le grand port commercial voisin de Dalny et continua son action en Corée. Aujourd'hui, ce pays est devenu tout à fait terre japonaise.

La Russie paraissant avoir renoncé à ses anciens projets en Extrême-Orient, les rapports entre les deux peuples se détendirent. En Mandchourie, où Russes et Japonais sont très nombreux, des relations fréquentes d'affaires, des liens économiques se nouèrent entre les uns et les autres, et le temps, qui cicatrise les blessures les plus sanglantes, prépara le rapprochement futur des deux adversaires, qui s'étaient d'ailleurs combattus loyalement.

*
* *

Pendant les années qui suivirent la guerre, Russes et Japonais eurent encore l'occasion de se contrarier plus d'une fois au sujet de la Mandchourie en raison même de leur contact conti-

nuel dans ce pays; mais les deux gouvernemens veillaient toujours à ce que les conflits individuels restassent dans le domaine privé. Ils avaient, en effet, à faire face à des compétitions autrement importantes : à celles des autres grandes Puissances.

Malgré les résultats de la guerre, les intérêts politiques de la Russie et du Japon demeuraient les mêmes en Extrême-Orient : besoin d'expansion des deux côtés. Aussi peut-on supposer que l'un et l'autre n'avaient pas renoncé au fond à leurs projets d'avenir, et qu'ils attendaient seulement que les événemens vinssent favoriser leurs desseins en modifiant l'équilibre de leurs forces et la situation générale.

Comment, d'ailleurs, l'un ou l'autre auraient-ils pu réussir à étendre sur le centre du continent asiatique une main dominatrice en présence des forces imposantes dont les drapeaux étaient plantés sur le sol de l'immense Chine?

Allemands, Anglais, Français, Américains et jusqu'aux Italiens et aux Portugais étaient eux aussi directement intéressés à cette grave question de l'hégémonie.

La France, grâce à ses missionnaires, tenait depuis plusieurs siècles une place de choix en Chine; protectrice des chrétiens, elle y avait une grande figure morale; de plus, la possession du Tonkin, limitrophe de l'empire chinois, lui donnait le droit de faire entendre sa voix dans la discussion des questions d'influence; l'Angleterre, dont les sujets, commerçans nombreux, ont fondé des établissemens importans dans les ports ouverts; Allemands, établis à Tsingtao et de là rayonnant sur tout le pays; Américains, poursuivant leurs actives entreprises industrielles et commerciales et même morales par de nombreux missionnaires protestans répandus dans les provinces; Italiens, Espagnols, Portugais, Belges, Suisses, tous considéraient la Chine comme une sorte de terre réservée dont les avantages devaient profiter à leur idéale communauté blanche.

A leurs yeux, ce pays immense, habité par une population de plus de quatre cents millions d'âmes, présentait des possibilités d'avenir inestimables, aux points de vue commercial et industriel.

Est-ce qu'une seule Puissance disposerait un jour de l'exploitation d'un aussi riche trésor?

Tout le monde répondait par la négative. Le gouvernement

de Pékin ayant fait preuve de sa faiblesse militaire, on songea d'abord à partager territoire et populations. La Chine fut sauvée du démembrement dans les dernières années de l'Empire, par les rivalités et les jalousies mêmes des compétiteurs. Ceux-ci, ne pouvant s'entendre sur l'attribution des parts et voulant éviter qu'aucun d'eux n'arrachât quelque lambeau de territoire à la faiblesse du gouvernement, adoptèrent le principe du respect de l'intégrité de la Chine; aucune Puissance n'aurait le droit de s'attribuer un morceau du sol; le pays conserverait sa personnalité nationale. Le partage impossible se trouvait remplacé par le système des sphères d'influences. On traça sur la carte des régions idéales plus particulièrement réservées à l'activité commerciale et industrielle de chacun; les provinces voisines du Tonkin échurent à la France, celles qui bordent le Yangtsékiang, à l'Angleterre, l'Allemagne eut le Chantong et ses entours, la Russie, les possessions extérieures du Nord, Mandchourie, Mongolie septentrionale. Mais ce système était fort imparfait. Comment empêcher Américains, Belges, Suisses, peuples industriels, et même les nationaux des autres Puissances voisines de la Chine de s'introduire dans les grandes entreprises de chemins de fer, de mines et d'y entremêler leurs capitaux, de former ainsi des groupes, dont les intérêts auraient pu être ou concordans ou adverses, sans tenir compte des combinaisons générales de la diplomatie?

La nature même des choses poussa donc les diplomates vers une forme de groupement qui, dans leur intention, devait permettre une exploitation en commun de la richesse chinoise, sans pour cela renoncer au système des sphères d'influences.

De là naquit le fameux consortium, qui a tant fait parler de lui dans les dernières années de l'Empire et depuis.

Les grandes Puissances les mieux pourvues de capitaux, représentées par leurs diplomates et par leurs banquiers, devaient se grouper et prendre en mains la réorganisation économique, administrative, de la Chine. En fait, ce système fut adopté par l'Angleterre, la France, l'Allemagne et les États-Unis. Une série d'emprunts de plusieurs milliards de francs fut envisagée, afin de réaliser l'entreprise.

Celle-ci consistait d'abord à faciliter les affaires aux grandes fabriques d'armement des quatre Puissances. Des conseillers européens étaient déjà placés auprès du débile gouvernement

de Pékin et le persuadaient de réformer l'armée et la marine et de les mettre sur un pied moderne.

La Russie et le Japon, n'étant point des puissances financières, demeuraient en dehors du groupe. L'un et l'autre, en Asiatiques avertis, connaissant bien le terrain des affaires chinoises, riaient sous cape, car ils pensaient aux quatre cent cinquante millions de jaunes que le consortium considérait comme n'ayant pas voix au chapitre. De fait, la dynastie, en raison même de ses rapports avec les étrangers, devenait chaque jour plus impopulaire. De tous côtés, on l'accusait de vendre le pays et ses ressources; l'irritation grandissait dans le peuple, la théorie des droits de l'homme et du citoyen, les livres de Rousseau, de Montesquieu, l'histoire de la Révolution française étaient d'ailleurs dans les mains de tous les lettrés; enfin, en octobre 1911, la révolution éclatait; en quelques mois, l'Empire était renversé; pour sauver la face, il se retirait en abdiquant expressément et solennellement en faveur de la République.

Qu'allaient faire Russie et Japon en présence de cet événement nouveau? Et le consortium des quatre Puissances, quelle attitude allait-il adopter?

De part et d'autre, on attendit d'abord que l'orage fût calmé; émeutes, luttes armées, batailles, bref, toute la partie guerrière de la révolution dura à peine trois mois; l'Empire corrompu, comme un arbre mort, s'écroulait tout d'un coup.

Les révolutionnaires triomphans avaient, à la fin de 1911, constitué un gouvernement à Nankin, proclamé la République, et voté une Constitution démocratique s'inspirant de celles des grandes républiques occidentales. Le fameux docteur Sun Yatsen, l'un des principaux artisans du mouvement, était nommé chef de l'État.

Lorsque la victoire des républicains se fut affirmée, le consortium entama avec ceux-ci des négociations en vue de réaliser, sous le régime nouveau, le projet dont les bases avaient été jetées sous l'Empire.

On fit même des avances de fonds à récupérer sur un emprunt futur. Mais, tandis que les représentans du groupe discutaient à Changhai, à Pékin, Russes et Japonais agissaient. Ils entendaient n'être pas laissés ainsi de côté dans une affaire où il ne s'agissait de rien moins que de mettre la main sur la Chine tout entière.

Dans la capitale chinoise, à côté du lit d'agonie de la dynastie impériale, se trouvait un homme habile et plein de ressources. C'était Yuen Chekai, ancien vice-roi disgracié par la Cour comme traître au précédent Empereur et que celle-ci, dans sa détresse, avait fait venir auprès d'elle, ainsi qu'on appelle un médecin renommé dans les cas désespérés; elle se passait ainsi elle-même au cou le lacet qui allait l'étrangler.

Cet ancien mandarin, auquel un devin avait jadis promis l'Empire, ambitionnait le pouvoir pour lui-même; il orienta dans ce sens sa politique. Il poussa doucement la Cour dans les voies de l'abdication dont il fit un objet de marchandages avec l'Assemblée républicaine de Nankin pour se faire donner le pouvoir; mais les hommes qui venaient de faire la révolution connaissaient trop bien le personnage pour lui remettre la direction des affaires qu'ils venaient de conquérir, sans y être forcés par une réunion de circonstances plus puissantes que leur volonté. Établir le nouveau régime, organiser l'administration de la République ne se pouvait faire sans argent, et les coffres étaient plus vides que jamais; pour réaliser une telle entreprise, le concours des étrangers leur était absolument nécessaire.

Aussi, toute la politique de Yuen consista-t-elle à priver les républicains de ce concours, et à se le faire donner à lui-même, afin de s'en servir pour la réalisation de ses desseins. En cela, il fut admirablement secondé par la diplomatie russe, nécessairement hostile à tout établissement d'une république en Chine. Bientôt, le consortium fut obligé d'admettre dans son sein la Russie et le Japon, bien que ces Puissances ne fussent pas prêteuses; le groupe devenait donc sextuple. Il prit, dès lors, le parti de ne mettre sa confiance qu'en Yuen Chekai, c'était à lui seul qu'on consentirait désormais les emprunts nécessaires à l'organisation du pays sur des bases modernes.

Les républicains de Nankin restaient abandonnés à leur sort. les vivres leur avaient été coupés; Yuen était devenu président de la République, l'Assemblée s'était transportée à Pékin où l'ancien vice-roi la maintenait dans l'impuissance. Celui-ci, habilement soutenu dans le consortium lui-même par certains élémens du groupe, où la diplomatie dominait maintenant la finance, en amenait rapidement l'ensemble à soutenir une future dictature à son profit.

En présence des difficultés multiples qui surgissaient chaque

jour, depuis l'entrée dans son sein de la Russie et du Japon, la résistance des financiers inquiets avait obligé le nouveau sextuple groupe à renoncer aux projets grandioses du début. Il ne s'agissait plus d'exposer des milliards en vue de mettre la Chine en valeur. Les ambitions étaient devenues plus modestes, elles se bornaient à empêcher le pays de sombrer dans la faillite en lui permettant de franchir sans encombre la passe difficile des échéances.

D'autre part, afin que le crédit de la Chine ne périclitât pas sur les Bourses d'Occident, il était indispensable qu'un semblant d'ordre fût maintenu, que les porteurs de fonds chinois ne fussent pas troublés dans leur quiétude par la nouvelle de mouvemens révolutionnaires, de troubles, de séditions, de manifestations anarchiques. Or, l'attitude autoritaire du président permettait de tout craindre à cet égard, des meurtres juridiques avaient été commis sur la personne de certains républicains ses adversaires; on sentait chez ceux-ci un frémissement précurseur d'un orage, d'un nouveau soulèvement.

Le rusé Yuen, pour décider le consortium à lui fournir le moyen de vivre et de payer les soldats mercenaires avec lesquels il préparait un coup d'État, agitait devant les diplomates la menace d'une anarchie qu'il ne pourrait réprimer sans argent. Il réussit ainsi à contracter en 1913 un emprunt de six cent trente millions de francs, sur lequel on lui en remit environ le tiers, de semaine en semaine.

Quand il devint évident que la politique du président allait aboutir en réalité à la destruction de la République par un coup d'État, M. Wilson ne voulut pas que les États-Unis s'associassent à une telle entreprise et il ordonna aux banquiers américains de se retirer du groupe. Le consortium ne comprit donc plus que cinq Puissances : Allemagne, Angleterre, France, Japon, Russie.

La Russie entraînant avec elle les trois Puissances occidentales marchait à fond pour la dictature et le disait bien haut dans les journaux à sa solde ; le Japon observait une autre attitude. Il ne pouvait oublier que Yuen avait été autrefois son adversaire, que le vice-roi avait jadis habilement contrecarré ses entreprises en Corée, et, tandis que les représentans officiels du Mikado discutaient à Pékin les opérations financières qui devaient aboutir à la destruction de la République, quantité de Japonais

de tout rang favorisaient de toutes les manières la politique des républicains chinois, leur exprimaient une vive sympathie.

Cette situation faillit même devenir tragique, car, lorsque le soulèvement constitutionnaliste de 1913, que tout le monde prévoyait, éclata, des Japonais ayant prêté leur concours aux républicains soulevés contre la tyrannie du dictateur qui cherchait à les détruire, des sujets du Mikado ayant été tués par les soldats chinois, le gouvernement de Tokyo envoya des navires chargés de troupes dans le Fleuve Bleu, et l'on put croire un instant qu'un débarquement, pour soutenir les constitutionnalistes, allait avoir lieu.

L'attitude de la Russie et des autres Puissances fit reculer le Japon. Celui-ci n'intervint pas militairement ; il se contenta de recueillir chez lui les constitutionnalistes fugitifs vaincus, dont la tête était mise à prix dans les journaux, indigènes et même occidentaux, en Chine (1).

Le Japon suivait ainsi une politique dualiste ; il siégeait dans le consortium, afin que rien de ce qui se passait dans le groupe ne lui échappât et, d'autre part, il prenait sous sa protection les républicains pourchassés, donnait asile au docteur Sun Yatsen, à ses principaux lieutenans, au célèbre général Hoanghing, le premier acteur dans l'ordre militaire de la Révolution de 1911 ; des officiers japonais montaient même la garde auprès de la demeure de ces militans, afin qu'ils ne fussent pas assassinés par des émissaires venus de Chine.

Ainsi, dans cet Extrême-Orient, où tout semble naturellement interverti, on pouvait assister à la plus singulière des tragédies. D'un côté, le gouvernement de droit divin du Mikado, descendant du Soleil, prenait sous sa protection les démocrates, les républicains fugitifs ; de l'autre, les Puissances libérales d'Occident, dont ces républicains voulaient réaliser chez eux les principes, donnaient tout leur concours à celui qui les pourchassait.

En agissant de la sorte, le gouvernement japonais ménageait l'avenir et donnait satisfaction au sentiment populaire. Les républicains chinois étaient, en effet, considérés par les foules japonaises comme bien plus capables que Yuen Chekai

(1) Ces appels, par voie d'annonces, à l'assassinat des défenseurs de la légalité contre l'arbitraire présidentiel, dans des journaux publiés par des blancs, fit un tel scandale que le corps consulaire de Changhai dut intervenir pour les faire cesser.

de sauvegarder la dignité et l'indépendance de la race jaune contre les blancs.

On les connaissait ; par milliers, ils venaient, tous les ans, étudier dans le pays ; ils y entretenaient des relations avec les gens de toutes opinions, ils s'y créaient des sympathies ; ils y fondaient des sociétés politiques. C'est là que la Révolution avait été élaborée, c'est de là qu'étaient partis, pendant les dernières années de l'ancien régime, les circulaires, les tracts révolutionnaires, les mots d'ordre ; c'est là que des groupemens anti-russes avaient pris naissance dans le dessein de lutter sur le grand continent voisin contre les empiétemens moscovites, si odieux aux Japonais.

Tous ces derniers, connaissant mieux la situation réelle de la Chine que les Européens, savaient que Yuen Chekai, incapable qu'il était de gouverner et d'administrer autrement qu'avec les méthodes de l'ancien régime, se trouvait condamné à la même impuissance que celui-ci et ne pouvait être qu'un instrument plus ou moins docile dans la main des étrangers.

L'orgueil de race conspirait donc en faveur des républicains proscrits, et l'on reprochait aux ministres du Mikado de n'avoir pas une attitude assez nette à Pékin, de faire trop de concessions à la politique des Puissances soutenant la dictature. Par leurs complaisances, ils compromettaient, disait-on, l'avenir, ils retardaient l'heure où devaient se réaliser les vues de tous : « l'Asie aux Asiatiques. »

Le gouvernement de Tokyo manœuvrait avec habileté, conservant toujours sa double attitude ; la grande guerre allait lui fournir l'occasion de donner un coup de barre énergique.

Lorsque, en novembre 1914, la possession allemande du Chantong eut été conquise par les soldats du Mikado, tout de suite la question se posa devant l'opinion publique : « A la fin de la guerre devrons-nous rendre cette position admirable à la Chine et particulièrement au vieil adversaire du Japon qui seul aujourd'hui représente l'ancien Céleste-Empire ? Est-ce pour cela que nos guerriers auront versé leur sang ? »

Le ministre des Affaires étrangères, publiquement questionné à la tribune, tint à cet égard un langage qui laissait clairement entendre que les vœux du pays sur ce point seraient satisfaits. Les Puissances ne pouvaient être que d'un avis tout différent. Une conservation indéfinie de Tsingtao par le Japon,

c'était la rupture de l'équilibre, c'était la fin de l'application du principe de l'intégrité de la Chine. Celui-ci n'avait-il pas pour but d'empêcher, non seulement les blancs de se faire entre eux une dangereuse concurrence, mais aussi d'écarter le redoutable voisin jaune? Certes, la pureté du principe n'était plus intacte depuis que l'Allemagne avait donné le signal de sa violation ; mais, malgré les entorses, la doctrine de l'intégrité demeurait vaille que vaille respectée. La défaite des Allemands au Chantong fournissait une bonne occasion de rétablir le respect du principe dans sa rigueur première en faisant remettre par le Japon sa conquête à la Chine.

Cette question délicate ne pouvait être discutée en pleine bataille. On convint de part et d'autre de laisser au temps, qui mûrit les problèmes politiques, le soin de faire son œuvre, la maturité vient vite dans le vent brûlant de la tempête.

La restitution éventuelle de Tsingtao n'était pas le seul nuage noir dans le ciel international. Les hommes d'État du Nippon entendaient bien profiter des circonstances pour faire faire de grands pas à leurs projets d'expansion sur le continent, et particulièrement à la pénétration économique et politique de leur influence. Sur ce point encore, ils devaient également rencontrer, devant eux, les diverses Puissances, la Russie exceptée.

Cette situation nouvelle, survenant du fait de la guerre, allait donner à Yuen Chekai, enfermé dans le palais impérial, de crainte d'un assassinat, l'occasion de poursuivre son rêve d'empire, poussé d'ailleurs qu'il était dans cette voie par son fils aîné Yuen Koting, sorte de kronprinz ambitieux.

Pour réaliser un tel rêve, l'appui ou tout au moins la bienveillance de l'étranger est nécessaire, car le dictateur, ayant contre lui la partie active et éclairée de l'opinion publique, les militans qui ont arraché une première fois le pays des mains d'un pouvoir absolu incapable, serait exposé, s'il était livré à ses propres forces, à trébucher lamentablement sur les premières marches du trône impérial.

Le dictateur chinois, voyant les Européens absorbés dans le gigantesque et lointain conflit, tourna donc ses regards vers la puissance grandissante du Japon, et des négociations secrètes s'engagèrent. Jusqu'à quel point la diplomatie japonaise entre-t-elle dans les vues du président chinois? C'est ce qu'il est

impossible de savoir; toujours est-il que la liste des exigences du gouvernement japonais, sûr de sa force, était telle que Yuen ne pouvait l'accepter dans son entier sans suicide. Aussi, une indiscrétion révéla-t-elle bientôt, en janvier 1915, la teneur complète des prétentions japonaises et, tout de suite, cette révélation produisit l'effet attendu sur tous les étrangers, particuliers et personnages officiels qui ont à défendre des intérêts en Chine.

Ce que voulait le Japon était, en effet, bien propre à jeter chez eux l'inquiétude. Il réclamait une telle place au banquet que les autres convives s'imaginèrent que la leur allait être réduite à rien; même, on voyait déjà ce redoutable concurrent s'installer en maître. Il demandait des concessions de mines et de chemins de fer, au Nord, au Centre, au Sud, des droits divers sur différens points du pays qui pouvaient lui permettre de rivaliser victorieusement, au point de vue économique, avec les autres étrangers les mieux pourvus (1); en outre, il réclamait, dans le cinquième groupe de sa liste, l'octroi de conseillers à lui, à côté du gouvernement central, à la direction des provinces, à celle de la police générale et locale, conseillers qui eussent été de véritables agens administratifs. C'était une sorte de protectorat, sans le nom, qui eût été institué ainsi sur cette immense population; c'était, en fait, la mainmise par le Japon sur la direction de cette énorme force en puissance qu'est la Chine d'aujourd'hui.

Les négociateurs japonais et le rusé Chinois n'avaient-ils pas introduit et discuté ce groupe dans le double dessein d'avoir un objet de marchandage afin de faire passer le reste et de permettre au dictateur d'avoir l'air, aux yeux des Puissances et du peuple, de sauver la situation en obtenant le retrait de ces demandes exorbitantes? Ces hommes de même race et de même finesse asiatique ne s'entendaient-ils pas au fond sur le terrain du principe commun : « L'Asie aux Asiatiques? »

Pour qui connaît la subtilité d'esprit des Extrême-Orientaux, dans les négociations, rien n'est moins impossible, et il faudrait, pour être complètement édifié, avoir pu voir le dessous des cartes, tenues par les mains si souples qui savent les faire

(1) Cf. *Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1915 et *Revue politique et parlementaire* du 10 août suivant, où nous avons donné le détail de ces revendications et de leur résultat.

passer invisibles les unes sous les autres avec une dextérité incomparable.

Dans tous les cas, la révélation des demandes produisit, chez les Chinois et chez les étrangers, une profonde sensation; les premiers craignirent pour leur indépendance nationale et commencèrent un boycottage patriotique; les seconds, redoutant une décadence irrémédiable de leur influence politique, concentrèrent leurs efforts pour influer sur l'attitude du Japon. Sir Edward Grey devint leur porte-parole; il engagea l'allié de la Grande-Bretagne à tenir compte des situations acquises en Chine par l'Angleterre, la France, les États-Unis et les autres Puissances, formant bloc derrière lui. Les discussions, habituelles en pareille circonstance, se poursuivirent; on se fit de mutuelles concessions; finalement, le Japon obtint tous les avantages considérables d'ordre économique qu'il avait demandés et retira, provisoirement d'ailleurs, son fameux cinquième groupe, c'est-à-dire, sa demande de protectorat déguisé.

Quant au dictateur chinois, cette nouvelle formation de deux groupemens adverses lui ramenait la possibilité de continuer encore la vieille politique de bascule traditionnelle à Pékin et ainsi de ne dépendre, jusqu'à nouvel ordre, ni des blancs ni des jaunes. Comme il arrive toujours en pareil cas, c'était ce tiers qui gagnait le plus dans l'aventure. Tout en donnant satisfaction au Japon en vue d'un soutien éventuel de ses projets, il gardait l'appui des blancs et pouvait encore espérer tirer quelques fonds du consortium dont les élémens se trouvaient toujours groupés à Pékin; au début de septembre 1915, en effet, le groupe des cinq Puissances, tout comme s'il n'y avait pas eu la guerre en Europe, remettait encore à Yuen Chekai une douzaine de millions de francs, afin qu'il pût maintenir à flot le navire qui porte sa fortune.

*
* *

Pendant les négociations entre les diplomates japonais et Yuen Chekai devenu, en l'espèce, une sorte d'intermédiaire entre son adversaire jaune et le consortium, la Russie observait une très grande réserve. Depuis le début de la guerre, en effet, ses relations avec le Japon s'étaient resserrées. La perspective de l'ouverture des Dardanelles vint encore contribuer au rapprochement en rendant inutile, dans l'avenir, toute

expansion russe vers le lointain Pacifique. Les causes de friction, les compétitions qui avaient été si nombreuses dans le passé allaient devenir de l'histoire. Dès janvier, les journaux chinois apercevaient déjà cette conséquence de la guerre d'Europe, et ils prédisaient une alliance future de la Russie et du Japon, que ne séparait plus aucune rivalité d'intérêts fondamentaux. La presse japonaise faisait écho; de-çà, de-là, on discutait la question, on préparait l'opinion.

D'autre part, le Japon apportait à la Russie un utile concours en lui envoyant des armes et des munitions; ses usines travaillaient pour elle; les trains chargés se succédaient sur le Transsibérien, et ainsi se trouvait compensée la faiblesse de la production russe, surtout en matière de projectiles.

Dans ces conditions, la Russie ne pouvait que désirer beaucoup ne pas intervenir dans les discussions au sujet des affaires chinoises, et cela, d'autant plus que les Russes, toujours bien informés, savaient que l'opinion publique et la presse japonaise se montraient très nerveuses. On trouvait mauvais dans les îles que les Puissances ne laissassent pas complètement les mains libres au Japon pour agir en Chine. Certaines feuilles s'exprimaient amèrement sur le compte de l'Angleterre alliée, le *Mainichi* surtout se signala par son langage. Dans certains cercles politiques influens de Tokyo, on préconisait une action militaire contre la Chine qui, profondément blessée par les demandes japonaises, semblait vouloir se mettre tout entière, afin de sauvegarder l'indépendance nationale, derrière le chef de l'État. Au Japon, les partisans d'une intervention armée faisaient valoir que jamais l'occasion n'avait été si propice de réaliser, d'un seul coup, les projets impérialistes les plus audacieux. La puissance militaire de la Chine n'était pas même un mythe. Ce pays se trouvait sans aucune organisation permettant d'improviser la moindre résistance; il se concrétisait, en somme, dans une seule personne, n'ayant d'appui, d'une part, que dans la partie la plus arriérée de la nation et, d'autre part, que chez des chefs militaires placés à la tête des provinces, chefs commandant à des troupes mercenaires sans valeur et incapables de se mesurer avec les soldats japonais.

Le gouvernement du Mikado eut à faire preuve d'une grande souplesse, en la circonstance, pour calmer les uns et les autres, pour se prêter aux mesures conciliatrices; mais ces complica-

tions eurent un effet funeste sur la grande guerre d'Europe. Plusieurs versions ont circulé à ce sujet. Voici, en tout cas, ce qu'en dit un journal du Nippon, le *Japan Chronicle* du 6 juillet dernier :

« L'arrêt soudain de la marche victorieuse vers l'Ouest, en apparence écrasante, des armées russes, en Prusse et à travers les Carpathes en Hongrie, ainsi que les durs revers que ces armées ont subis depuis leur recul à Przemysl, sont attribués par quelques observateurs de Washington à la récente crise dans les relations entre la Chine et le Japon.

« Selon des rapports reçus dans les cercles diplomatiques de Washington, la Russie, au commencement de la guerre, s'adressa au Japon pour la fourniture de matériel de guerre. Le Japon se trouvait en position de vendre toute quantité de munitions, de petites armes et même de canons, après le siège de Kiaotcheou, alors qu'il n'avait plus besoin de conserver une grande armée mobilisée ; aussi toutes les réserves des munitions japonaises dont on put disposer furent-elles chargées sur des wagons de marchandises, sur des express, et même dans des voitures à voyageurs, et envoyées par le Transsibérien en Russie. En outre, les manufactures d'armes japonaises et les usines métallurgiques reçurent et commencèrent à exécuter rapidement d'importans contrats pour la fourniture à la Russie de toutes sortes d'équipemens militaires, depuis des canons de campagne jusqu'à des uniformes et des selles.

« Lorsque les négociations entre la Chine et le Japon au sujet de la Mandchourie, de la Mongolie et de Kiaotcheou arrivèrent soudain à la phase critique, on dit que le gouvernement japonais estima prudent de garder au Japon ces fournitures militaires par mesure de précaution, dans le cas où les Chinois feraient la guerre, et aussi en raison de la possibilité de ce que quelqu'une des puissantes nations qui ont garanti l'intégrité de la Chine, même en tenant compte de la Russie, pût faire effort pour intervenir. L'effet de la conservation des ressources japonaises se manifesta presque intantanément au loin sur le front russe, car elle montra que les Russes avaient épuisé tout leur stock de munitions, et qu'avec leur production limitée, ils dépendaient du Japon pour la plus grande partie de la poudre, des cartouches, des obus dont l'armée avait besoin. En cette occurrence, des appels furent adressés au Japon, afin qu'il relâchât

son embargo, et une pression fut faite sur ce pays par les Alliés, jusqu'à ce qu'enfin le courant des fournitures fût rétabli. »

Et le journal, dans une forme tout asiatique, termine ainsi : « Nous donnons, dit-il, cette histoire pour ce qu'elle vaut. Il peut y avoir là quelque vérité, mais nous doutons que ce soit la vérité tout entière. »

Toujours est-il que la période de tension eut une fin assez rapide ; l'habile attitude du gouvernement japonais, qui avait d'ailleurs obtenu sans coup férir d'immenses avantages en Chine, finit par être comprise du peuple, qui espère d'ailleurs toujours voir ses dirigeans compléter leurs succès, à la première occasion favorable. Les regards se portèrent de plus en plus du côté de la Russie, celle-ci ne devant plus être, dans l'avenir, une concurrente. Le travail des usines reprit, s'intensifia et, depuis plusieurs mois, l'aide précieuse que le Japon apporte à notre alliée lui permet enfin de faire face aux ennemis communs.

Mais l'attitude des Puissances, et particulièrement celle de la Grande-Bretagne, pendant les négociations, avait indisposé l'opinion publique japonaise ; on croyait dans les îles que la politique d'hégémonie allait pouvoir se réaliser d'un seul coup, et l'on en voulait à sir Edward Grey de son intervention. Pourquoi ne modifierait-on pas le système des alliances ? Si une alliance avec la Grande-Bretagne ne nous donne pas tous les profits que nous en attendons, si la présence d'un nombre important d'Anglais en Chine donne au Foreign Office le droit d'intervenir ainsi, pourquoi ne pas substituer au traité de 1902, renouvelé en 1911, une alliance avec la Russie ? La défaite fatale de l'Allemagne, les animosités contre elle qui vont résulter de la guerre lui fermeront, après celle-ci, le marché russe ; ne serait-il pas d'une bonne politique que nous nous fassions, au moyen d'un traité, une place privilégiée sur ce marché ? Au besoin, on pourrait aller jusqu'à un concours militaire.

Déjà, en mai, des journaux tels que le *Yamato*, l'*Asashi* parlaient de l'envoi possible de quatre corps d'armée sur le théâtre de la guerre européenne, à la condition, disaient ces feuilles impatientes, que la Triple-Entente signât un traité d'alliance offensive et défensive avec le Japon.

Plus tard, des interviews sensationnelles de personnages qualifiés, tels que l'ambassadeur du Mikado à Rome, mirent cette question grave au premier plan de l'actualité.

En Russie, M. Sazonoff laissait entendre un langage favorable; le ministère des Affaires étrangères faisait connaître à l'opinion que la Russie serait toute disposée à voir le Japon, qui avait déjà obtenu tant d'avantages en Chine, en obtenir encore de plus étendus, et à conclure avec son ancien adversaire une alliance politique.

MM. Conrad, professeur à l'Université de Pétrograd, et Chimiloff, rédacteur aux *Rousskoié Viedomosti* de Moscou, se rendaient au Japon, pour y faire des conférences, afin de démontrer au public tous les avantages d'une coopération militaire japonaise avec l'armée russe.

Ainsi, les volontés des hommes d'État des deux nations convergeant vers un même point, une alliance devint de plus en plus probable.

Mais toute alliance est le résultat d'un contrat, dans lequel chacune des deux parties apporte et demande quelque chose. Quelle est donc la condition que le Japon mettait à son concours?

C'était évidemment, d'une part, de pouvoir stabiliser les résultats déjà obtenus par lui en Chine, et, d'autre part, d'en poursuivre d'autres sans entraves, de marcher vers son but immédiat : la direction effective de ce pays, en écartant l'opposition de toute Puissance.

Or, il y a un peuple qui, bien que pacifique par principe et par tendance, serait susceptible de devenir un adversaire redoutable pour le Japon : c'est la grande République de l'Amérique du Nord. Certains hommes d'État japonais seraient bien aises de pouvoir éventuellement constituer, en vue d'une résistance aux vues américaines, un bloc imposant de plusieurs grandes Puissances.

Il convient d'ailleurs de remarquer que, sur ce point, le Japon n'est pas unanime dans ses sentimens. Chacun y envisage le but d'une alliance à sa manière. Le vieux Japon conservateur, qui a gardé l'esprit et les mœurs de la féodalité, semble comprendre une alliance avec la Russie comme un moyen de satisfaire ses aspirations impérialistes en acquérant des territoires, en renforçant le militarisme et en permettant de résister avec succès aux États-Unis. Le monde libéral, commerçant et industriel y voit l'ouverture d'un riche marché économique; ce milieu n'est pas hostile à une politique agressive contre les Américains, et voit d'un bon œil les acquisitions territoriales en

Chine. Enfin, les élémens démocratiques attendent d'une alliance une garantie de paix en Extrême-Orient et, par suite, une diminution du fardeau des dépenses militaires qui pèse si lourdement sur les épaules du peuple.

De ces trois courans, c'est, en ce moment, une combinaison des deux premiers qui l'emporte dans la direction des affaires publiques, avec prédominance de l'esprit féodal et militaire, et c'est là ce qui rend si délicate toute question d'alliance entre le Japon et une ou plusieurs des Puissances de l'Entente, celles-ci se trouvant liées d'amitié et d'intérêt avec les États-Unis.

Nul n'ignore le vieil antagonisme entre les deux riverains du Pacifique. On n'a oublié, ni en Amérique, ni au Japon, les frictions douloureuses, les complications graves qui sortirent de la question de l'émigration japonaise en Californie ; il a fallu, à ce moment, une grande habileté et une grande souplesse aux deux gouvernemens pour éviter une guerre. L'Américain du Nord, dans toutes les classes de la société est profondément imbu du préjugé de race ; la supériorité essentielle des blancs est pour lui un dogme, encore aujourd'hui. L'amour-propre des sujets du Mikado s'en trouve fort blessé. C'est ce préjugé qui a fortement contribué à envenimer les anciens conflits et laissé depuis subsister entre les deux peuples une grande froideur. Les oppositions sentimentales sont toujours un grand obstacle au rapprochement des peuples tout autant qu'à celui des individus. En outre, les États-Unis considèrent la Chine comme un marché qui doit rester les portes grandes ouvertes ; leurs nationaux qui y travaillent à l'œuvre de pénétration commerciale et industrielle n'entendent pas que ce vaste pays passe sous une domination féodale et militaire plus ou moins déguisée.

Lorsque les Japonais s'installèrent en Corée, ils trouvèrent sur leur chemin de nombreux missionnaires protestans américains avec lesquels ils eurent maille à partir ; car ces citoyens de la libre Amérique étaient fort choqués des procédés autoritaires de l'administration japonaise à l'égard des Coréens, leurs ouailles, dont ils prenaient la défense. Leurs confrères en Chine se rappellent les multiples conflits d'influence, et les commerçans et les gens d'affaires, la politique d'éviction lente, mais continue de tous les étrangers en Corée par les Japonais.

Qui dominera dans l'avenir le Pacifique ? Sera-ce la grande démocratie américaine, fière de son incroyable et puissant

développement industriel? Sera-ce l'empire du Mikado, installé sur le continent asiatique, et faisant marcher l'immense Chine tout entière à sa voix? Grave question qui embrasse toutes les autres et révèle un antagonisme latent.

Aussi, ces temps derniers, lorsque l'attitude du Japon dans la question chinoise se précisa, des navires de guerre américains furent-ils envoyés pour montrer leurs pavillons du côté de Changhai, et on annonça un vaste programme de constructions navales militaires par les États-Unis.

Pour le présent, cette attitude de la grande République ne paraît pas beaucoup troubler le Japon dans le développement de sa politique en Chine. Visiblement, le pacifisme si marqué des États-Unis dans leurs discussions avec l'insolente Allemagne a fait une profonde impression sur les Japonais. Ces observateurs sagaces semblent croire maintenant que le jour où quelque opposition se manifesterait d'une façon aiguë entre eux et les citoyens des États-Unis, ceux-ci, attachés avant tout à la paix, ne sortiraient pas des discussions juridiques, et que dès lors, le Japon, ne redoutant pas de jeter dans la balance le poids de son épée, conclurait nécessairement la controverse à son avantage.

Peut-être se trompe-t-il en cela? Dans tous les cas, l'opposition entre les deux peuples oblige la Grande-Bretagne et la France, alliées ou amies des deux antagonistes, à la plus grande circonspection, à la plus grande prudence, lorsqu'elles se trouvent en face de propositions, ayant pour but de stabiliser les avantages déjà obtenus en Chine par le Japon et de les compléter, en réalisant peut-être d'un seul coup son rêve d'hégémonie. Aussi, ne faut-il pas s'étonner de l'hésitation des hommes d'État chargés de solutionner un aussi délicat problème, et de la suspension, qui paraît maintenant devoir être durable, des projets d'un concours militaire japonais sur les champs de bataille de l'Europe.

*
* *

L'hostilité des États-Unis à toute mainmise par le Japon, sur la direction des affaires chinoises, nous remet en face du nœud de la question d'Extrême-Orient qui est le problème chinois lui-même. C'est à celui-ci qu'on devra trouver une solution juste, si l'on ne veut être exposé à en faire, après la guerre, un nœud gordien devant être tranché par l'épée.

Aujourd'hui, les Puissances se trouvent dans la même position où elles étaient du temps de l'Empire, lorsque le consortium première manière s'établit. Ou il faut constituer un nouveau groupement dont seront nécessairement exclues l'Allemagne et l'Autriche, un autre consortium, ou bien, chacun devra reprendre sa liberté et traiter seul avec le gouvernement de Pékin, quel qu'il soit. Cette alternative se présente comme il y a cinq ans, mais les événemens survenus depuis lors ont apporté leurs enseignemens.

La première et la plus importante leçon, que nous fournit l'histoire de la période critique traversée par la nouvelle République, est la faillite d'une action commune des Puissances, faillite fatale, parce que le principe constitutif du groupement était purement négatif, chacun de ses participans ne cherchant pas, en effet, un bien commun à tous; mais au contraire, ayant avant tout en vue d'empêcher les autres d'acquérir des avantages.

Ce système de neutralisation réciproque dominait même la première forme du groupement, lorsque ni la Russie, ni le Japon n'en faisaient encore partie; on pense bien, en effet, que l'Allemagne ne s'en était point mise pour faciliter l'action de la France et de l'Angleterre.

Avant même que la guerre n'éclatât, l'expérience était donc faite; non seulement l'action collective des Puissances n'avait pas permis un commencement de rénovation économique et administrative de la Chine, mais, au contraire, le consortium diplomatique avait été entraîné à favoriser une politique qui devait conduire à une sanglante guerre civile et à soutenir une dictature incapable et rétrograde paralysant toute espèce d'organisation sérieuse dans le pays. Il avait ainsi abouti à desservir les intérêts économiques et financiers que la plupart de ses participans comptaient défendre. A ce point de vue, l'échec était complet. Le groupement avait été surtout utile à ceux qui désiraient avant tout défendre le principe monarchique en empêchant une République de plus d'apparaître dans le monde. Le but atteint se trouvait être fort différent de celui visé par les financiers et les hommes d'affaires qui ne demandaient qu'une rénovation administrative assurant, avec la paix intérieure, la prospérité du pays, quelle que fût la forme du gouvernement. Aussi les banques n'accordaient-elles plus depuis trois ans à

la politique du consortium qu'un minimum de concours.

La situation intérieure de ce vaste pays, qui contient pourtant tant de richesses en puissance, subit toujours les effets de l'avortement de la politique initiale du consortium; aucune des espérances fondées sur la réorganisation administrative et politique de la Chine ne s'est réalisée, et les intérêts engagés dans ce pays sont encore en souffrance.

La question de défendre ces intérêts reste entière, et c'est là un des principaux facteurs du problème actuel à résoudre. L'Europe et l'Amérique ont prêté des sommes importantes à la Chine, peuvent-elles laisser ce pays se décomposer dans une corruption administrative et politique qui appellerait fatalement une domination étrangère et réveillerait ainsi la dangereuse question du partage et les rivalités?

Que la situation actuelle de la Chine soit aujourd'hui la même qu'elle était avant la Révolution et, à certains égards, plus mauvaise, cela ne fait point de doute, des faits nombreux sont là pour le démontrer.

Lorsque Yuen Chekai eut réussi, après s'être efforcé de paralyser l'organisation d'une république viable, à détruire par un coup d'État les bases de l'édifice déjà posées, ce mandarin d'ancien régime revint immédiatement par une pente naturelle au système gouvernemental et administratif de toute sa vie : un pouvoir absolu qui, régnant avec des moyens de coercition insuffisans, est obligé pour se maintenir d'acheter continuellement, pour les attacher à la personne du chef, ses subordonnés en leur donnant licence de s'enrichir aux dépens de la chose publique ou en les pensionnant directement.

C'était là le système de gouvernement de l'Empire, système résultant à la fois de la situation géographique du pays immense et sans moyens rapides de communication, de son développement historique particulier et de son régime économique et social. Dans ce pays, grand comme l'Europe, et dont la société en est encore à une sorte de patriarcat familial et à l'industrie domestique; dans cette Chine qui n'est pas, au sens où nous l'entendons en Occident, un État, une nation, mais une poussière de millions de petites républiques familiales, toute centralisation imposée d'en haut était, en effet, impossible. Or, sans centralisation, pas de pouvoir absolu effectif. C'est pour cela que l'empereur de Chine n'était guère qu'un pontife, un per-

sonnage religieux, dont l'autorité politique se trouvait être beaucoup plus théorique que pratique. Il gouvernait par des fonctionnaires se payant eux-mêmes et, en réalité, sans contrôle système qui aboutit infailliblement à la corruption et à la paralysie de tout le corps politique. Le mandarinat chinois, est une éclatante confirmation de cette loi historique.

Les mêmes causes engendrant les mêmes effets, Yuen Chekai, maintenant l'ancien système qui seul pouvait lui permettre de conserver le pouvoir, l'administration chinoise devait continuer à croupir dans la corruption et dans l'impuissance. Dans son ignorance de toute méthode rationnelle d'administration, sans personnel au courant des principes occidentaux, les occidentalisés étant pourchassés, Yuen Chekai, pour combattre le mal chronique qui a maintenu la Chine dans une sorte de léthargie pendant si longtemps, emploie le remède dont la monarchie impériale avait déjà éprouvé l'inefficacité : un contrôle par quelques censeurs, inspecteurs envoyés dans les provinces, dont le premier soin est de s'entendre avec les prévaricateurs pour fermer les yeux.

D'autre part, le prestige religieux du chef de l'État ayant été balayé par la Révolution égalitaire, les quelques généraux qui dans les provinces peuvent mantenir fidèles autour d'eux leurs soldats, sont en fait des personnages indépendans, sans respect pour le pouvoir et n'agissant qu'au gré de leurs intérêts personnels.

Le résultat d'une telle situation politique ne peut être que ce que nous voyons aujourd'hui : une impuissance de tout fonctionnement d'une administration régulière et une anarchie latente dans les provinces.

Un fait récent marque bien le caractère du régime actuel. Lors de la conclusion de l'emprunt de 1913, une promesse de réforme de la gabelle avait été donnée comme garantie, puisque tout le reste était déjà hypothéqué; un homme très compétent, sir Richard Dane, Anglais qui avait fait ses preuves aux Indes, fut chargé de diriger cette réorganisation fiscale : or, la presse d'Extrême-Orient nous apportait, en septembre, la nouvelle que ce directeur anglais de la gabelle chinoise offrait sa démission en déclarant qu'il se trouvait dans l'impossibilité de remplir sa tâche en présence du mauvais vouloir des fonctionnaires chinois.

Au surplus, voici le tableau que fait de la situation actuelle le correspondant du *Times* à Pékin, à la date du 25 août dernier :

« Ce qui est évident, dit-il, c'est que l'administration de la Chine est aujourd'hui pourrie à l'excès. Les réformes ne sont manifestes que par leur absence, et la corruption a fait de grands progrès. Le capital (possédé par les Chinois du pays) s'accumule dans les banques européennes des ports à traité, à cause du manque de confiance dans le gouvernement, la situation financière est des plus précaires.

« En dépit de cette situation, on peut admettre que le gouvernement est plus fort qu'il ne le fut à aucun moment depuis la Révolution; mais cette force est grandement due à l'appui à la fois moral et financier de l'étranger; beaucoup d'étrangers seront désappointés, si Yuen Chekai se sert de ce concours pour satisfaire son ambition personnelle, alors que l'œuvre des réformes dans le pays a si manifestement avorté. »

En présence de ces faits et du départ nécessaire de l'Allemagne du consortium, les Puissances se verront nécessairement forcées d'abandonner le système impossible d'une action collective sur la politique financière et économique de la Chine et de chercher d'autres moyens. Il faut avouer que la tâche n'est pas facile à l'heure où toute leur attention et toutes leurs forces sont absorbées dans la lutte de géans qui se déroule en Europe.

*
* *

Un événement nouveau : la perspective du retour à la forme impériale du gouvernement chinois, la proclamation de Yuen Chekai ou de son fils Yuen Koting, comme empereur, pouvait faire croire aux gens enclins à abuser de l'analogie que la situation devait s'améliorer par là même. Jugeant, d'après ce qui s'est passé en France à la suite des bouleversemens de la Révolution, certains croient qu'un pouvoir fort et ordonnateur, un césarisme peut rétablir l'harmonie dans le chaos chinois.

C'est là une grande illusion. En effet, la France étant un peuple formé par son développement historique, par sa constitution administrative aux mœurs de la centralisation, et, de plus, vivant sur un territoire très peu étendu en comparaison de celui de la Chine, un pouvoir autoritaire communiquant une volonté ordonnatrice du centre aux extrémités, était, ainsi que l'histoire du Consulat et de l'Empire l'a démontré, éminemment capable de rebâtir sur des bases nouvelles l'édifice social écroulé. Comme nous l'avons vu, en Chine, il n'y a rien

de semblable; pas d'administration véritable capable de recevoir ou de communiquer l'impulsion partie du centre. De plus, il faut noter un esprit particulariste très marqué dans les provinces, chacune de celles-ci habituée depuis des siècles sous le débile gouvernement des empereurs mandchoux à une quasi indépendance; aucune sympathie, ni dans les masses, ni dans l'élite de la nation pour la personne du lointain personnage enfermé dans le palais impérial de Pékin, à l'abri de la bombe et du revolver qui le guettent. Les élémens nécessaires, pour constituer une dictature effective et bienfaisante, manquent donc, dans ce pays, à peu près absolument.

Aussi bien, la proclamation de l'Empire ne pourrait-elle rien changer à la situation ; elle ne pourrait constituer qu'une stabilisation, d'ailleurs illusoire, de ce qui existe actuellement. Ce n'est qu'un mot, et rien de plus, une étiquette nouvelle appliquée sur le régime paralytique qui tient la Chine immobile depuis deux ans, régime qui, à cet égard, a fait ses preuves et finalement laisse en souffrance les intérêts des étrangers dans le pays.

Mais ce mot a, pour les républicains qui ont fait la révolution, une extrême importance, car ils connaissent la valeur des formes. Depuis que le mouvement de restauration monarchique a été organisé par les agens de Yuen Chekai, des prodromes de révoltes sont apparus inquiétant vivement les Européens et les Américains résidant dans le pays. En ces dernières semaines, ceux-ci s'inquiétaient de la reprise du mouvement d'agitation terroriste qui secoua le pays dans les dernières années de l'Empire et contribua si puissamment à la révolution.

Toute liberté ayant été supprimée, toute revendication libre étant devenue impossible, les constitutionnalistes les plus militans, redevenus révolutionnaires depuis le coup d'État de 1913, ont repris, çà et là, la lutte sanglante. Déjà, l'an dernier, le président fut obligé de faire fusiller un de ses propres secrétaires, qui projetait de l'assassiner. Il y a peu de temps, le gouverneur de Canton, le général Long Tsikouang, était l'objet d'une tentative de meurtre politique qui ne réussit pas; à Changhai, l'amiral Tseng échappa également à la mort par miracle (1); ces deux personnages sont des protagonistes de la

(1) Depuis que nous avons écrit ces lignes, l'amiral Tseng a été tué à Changhai

reconstitution du régime impérial au profit de Yuen Chekai, régime qui leur laisse à eux-mêmes un pouvoir quasi absolu. Plusieurs autres personnes ont été aussi, depuis peu, assassinées pour les mêmes motifs. Enfin, un crime symbolique a été perpétré à Changhai ; le jour même où paraissait le premier numéro du journal pro-impérialiste, l'*Asia Jeupao*, une bombe éclatait à la porte de sa rédaction, tuant ou blessant dix personnes.

De son côté, la police des divers gouverneurs dont Yuen s'est assuré le concours redouble de rigueur. On rétablit les anciens supplices pour effrayer les ennemis du dictateur ; bien que la nouvelle législation pénale ait supprimé la torture, le révolutionnaire qui lança la bombe sur le gouverneur de Canton fut exécuté avec tous les raffinemens de cruauté du temps passé ; il subit la mort lente, c'est-à-dire qu'on commença par lui couper le nez, les oreilles, les extrémités des mains et des pieds ; on lui enleva les seins au couteau et toutes les parties protubérantes du corps ; on lui fit une incision sur le ventre, et on lui ôta une partie des intestins, ayant soin de ne pas le faire périr du coup ; puis on lui arracha les deux yeux ; enfin, on lui ouvrit le front et on lui enleva la cervelle avec une cuillère. Les supplices de ce genre n'ont pas arrêté les révolutionnaires sous l'Empire tartare-mandchou ; il est vraisemblable qu'ils n'arrêteront pas davantage leur mouvement sous le règne de l'ancien vice-roi, que celui-ci se proclame ou non empereur.

En outre, tous les membres des assemblées diverses, provinciales ou autres, qui ont été supprimées, continuent leurs conspirations sourdes, leurs machinations secrètes ; les vieilles sociétés, où l'on jurait, par le sang, haine à mort aux Mandchoux, ont repris leur activité, étendant leurs ramifications pour recommencer leur œuvre destructrice, et elles se servent aujourd'hui du même mot d'ordre : « Guerre à un gouvernement qui livre la direction de notre pays aux étrangers ! »

Telle est la situation bien réelle du moment présent, et il ne faut point, si l'on veut pouvoir porter un jugement sur les choses de ce pays, se laisser illusionner par les nouvelles tendancieuses émanées du cabinet du dictateur lui-même et qui annoncent qu'un plébiscite va le nommer empereur. Quelques agens s'en vont dans les provinces et envoient des adresses

par un républicain. Le directeur, à Tokyo, des étudians chinois, qui avait fondé un groupe monarchiste a été également assassiné.

convenues selon un procédé bien connu. Il y eut à ce sujet une amusante polémique entre la *Politique de Pékin*, organe officieux du Cabinet et le *Journal de Pékin*, appartenant à des Européens, cette dernière feuille ayant renseigné ses lecteurs sur les sommes que recevaient les compères, chargés de simuler à l'usage du public occidental, la voix du peuple.

Car, chose digne de remarque, tout ce bruit n'est fait ni pour les Chinois, ni pour les étrangers résidant dans le pays où tout le monde rit à l'idée d'un plébiscite, d'un vote indépendant, puisque aucune liberté politique n'existe plus et que tout opposant réel devient suspect de rébellion et peut être exécuté comme tel.

On spécule visiblement sur la difficulté d'être renseigné exactement en Europe et on espère faire facilement prendre, à un public qui se trouve si loin et que l'on a besoin de ménager, des apparences pour des réalités. De là, tous ces procédés imités de l'agence Wolff pour tâcher d'influer sur nous; de là, un simulacre de consultations nationales à notre usage; de là, l'annonce de la deuxième abdication du petit empereur pour légitimer Yuen Chekai après avoir solennellement légitimé, une première fois, la République.

En vue de la réalisation de son projet, Yuen Chekai s'assura l'adhésion de l'Allemagne. L'*Asashi* nous apprend, en effet, que le jour où M. Lou, ministre des Affaires étrangères, alla consulter le représentant du Kaiser, le diplomate l'accueillit chaudement : « Rien ne peut, lui dit-il, être plus agréable à S. M. l'empereur d'Allemagne, qu'un pouvoir fort en Chine. » D'ailleurs, les Allemands n'ont qu'à se féliciter du concours habile qu'ils ont trouvé près du dictateur chinois; c'est grâce à celui-ci, — la presse n'étant point libre, — qu'ils ont pu, depuis le début de la guerre, exercer une influence considérable sur les journaux chinois, créer de nouvelles feuilles et travailler l'esprit public de ce vaste pays selon leurs procédés habituels.

D'autre part, une restauration impérialiste posant la question de la reconnaissance du régime nouveau par les Puissances ainsi entraînées à consacrer de leur approbation la violation d'un serment de fidélité à une Constitution régulière, M. Wilson, toujours scrupuleux, s'informa de divers côtés et auprès de Yuen Chekai lui-même, de la valeur du soi-disant mouvement monarchiste dont on faisait tant de bruit. Après avoir constaté que tout cela était factice, il fit savoir au dictateur chinois que

son projet ne devait compter ni sur la sympathie, ni sur l'assentiment des États-Unis.

De son côté, le comte Okuma avait fait précédemment un discours, dont la bienveillance même inquiétait sérieusement les partisans de la restauration; mais, bientôt, ceux-ci reçurent soudain comme un véritable coup de massue. Le représentant du Mikado à Pékin, appuyé par les ministres de Grande-Bretagne et de Russie, faisait savoir que les trois Puissances étaient décidément hostiles à l'ascension de Yuen au trône impérial. La diplomatie française ne pouvait rester seule aux côtés du Kaiser pour continuer la politique désormais caduque du consortium, aussi, quelques jours plus tard, apprit-on enfin que la République française renonçait à son tour à approuver la restauration monarchique, en Chine, du moins pour le présent; puis l'Italie se joignit aussi au groupe des Alliés.

Ces faits, de si haute importance, donnent à la question chinoise un aspect nouveau; néanmoins, celle-ci reste entière car la situation intérieure de ce pays demeure toujours aussi mauvaise, aussi délicate pour les intérêts étrangers.

*
* *

Cette question est depuis plusieurs années comme une pomme de discorde entre les nations, parce que l'immense peuple chinois, vivant isolé du monde, a trop bien suivi l'enseignement de ses philosophes antiques qui lui prêchaient la paix, et l'ont ainsi conduit au mépris du métier des armes. Nul peuple n'est plus pacifique, ni plus pacifiste que celui des sectateurs de Confucius et, à cause de cela même, le voilà, malgré le chiffre énorme de sa population, sans force de résistance contre les convoitises du dehors.

Croyant sans doute faire une politique d'habile prévision, les étrangers ont voulu le maintenir dans sa faiblesse de peur que, quelque jour, cette immense masse humaine étant devenue un tout organique ne fût un danger pour les autres peuples et ne pût rivaliser avec eux dans la guerre. En fait, on a abouti à faire de la faiblesse même de la Chine un péril d'un autre ordre : une excitation constante au déchaînement d'appétits adverses susceptibles de produire des conflits.

Déjà, on a dû renoncer à partager cet immense territoire devant les difficultés d'ordre extérieur, devant l'impossibilité

de faire une juste part aux convoitises; on a ainsi laissé passer l'heure où la chose eût été possible, et l'on peut d'autant moins reprendre maintenant ce projet que le sentiment du respect des nationalités a fait, chez les nations vraiment civilisées, les progrès considérables que la guerre actuelle met en lumière. Pourquoi les diverses Puissances de l'Entente n'adopteraient-elles pas, à l'égard de la Chine, une politique fondée sur les mêmes principes que celle pour laquelle tant de héros versent actuellement leur sang en Europe?

Si aucun appui extérieur n'est donné au régime actuel, il est infiniment vraisemblable que celui-ci s'écroulera comme le régime mandchou et pour les mêmes causes, puisqu'il est de la même essence et qu'il possède les mêmes défauts. Alors, mais seulement alors, ce grand pays pourra reprendre l'œuvre commencée un moment dans les premiers jours de la République, c'est-à-dire chercher à s'organiser dans la liberté en conformité avec sa nature et son développement historique antérieur, créer des États provinciaux et une fédération nationale, en un mot édifier une démocratie analogue à celle des États-Unis d'Amérique, puisque aussi bien nulle forme de gouvernement n'est mieux en harmonie avec les principes philosophiques, et les mœurs sociales qui prévalent dans la civilisation chinoise.

Comme toute démocratie est naturellement éloignée de la politique de conquêtes, le peuple chinois ne pourra ainsi devenir le danger militaire futur qui effrayait certains; au contraire, il sera porté, pour mettre en valeur les richesses de son sol, à entrer dans le concert des activités économiques mondiales où la politique ne le placera plus dans une condition inférieure et humiliée.

Cette hypothèse n'a rien de chimérique; elle constitue, depuis plusieurs années, le programme de toute la partie éclairée du peuple chinois; elle formait celui des assemblées élues : Chambre, Sénat, Assemblées provinciales, qui furent dissoutes par le coup d'État. Si la réalisation d'un tel programme, ne rencontrant plus aucun obstacle du dehors, était enfin rendue possible, la politique internationale se trouverait enfin débarrassée de l'épineuse question chinoise, susceptible de devenir aussi dangereuse que la question balkanique.

FERNAND FARJENEL.

L'ÉTERNELLE ALLEMAGNE

D'APRÈS LE LIVRE DE M. LE PRINCE DE BÜLOW

V[1]

DE L'APOGÉE A LA FAILLITE (1)

Rome, ayant acquis l'empire, devint la cité la plus riche de l'univers. Avant elle, d'autres capitales d'empires terrestres ou maritimes avaient connu la prospérité : Memphis et Babylone, Ninive et Suse, Carthage et Alexandrie. Mais, vers la ville des Césars, coulait toute richesse des hommes civilisés et, depuis les ténèbres de Thulé jusqu'aux soleils d'Éléphantine, depuis la forêt affreuse des Sarmates jusqu'aux ombrages dorés des Hespérides, tout le monde connu travaillait à l'entretenir. Elle avait pu troquer ses huttes de torchis, ses ruelles de travertin et ses temples rustiques contre les placages de granit et de marbre. Elle pouvait s'offrir toutes les commodités, toutes les merveilles qu'avant elle les architectes des hommes blancs avaient inventées. Elle pouvait nourrir sa plèbe à ne rien faire et, dans ses Thermes et ses Colisée géans, lui donner, chaque jour, quelque luxe et quelques divertissemens nouveaux. Ni paresse, ni prodigalités, ni folies de conception ou de conduite ne venaient à bout de ses revenus.

C'est qu'en un temps où l'agriculture était la principale

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février, du 1er juillet et du 15 septembre.

source des richesses, Rome tenait sous la loi toutes les terres fertiles et même toutes les terres cultivables du monde connu : sur le pourtour entier de la Méditerranée, nourrice de l'humanité raisonnante, centre et foyer de la civilisation d'alors, le domaine romain s'étendait jusqu'aux limites de l'horizon, où la barbarie semi-nomade ne possédait plus que des forêts inondées, des plaines glacées ou des déserts inaccessibles; Rome avait tout le vignoble, toute l'olivette, tous les guérets alors soumis à la houe et à la charrue.

La transformation en grand des matières premières, l'industrie des ateliers, commençait à peine; mais chaque *villa* romaine, ayant son tissage et sa forge, se suffisait à soi; ses troupeaux, ses cultures, sa forêt et les carrières du voisinage lui fournissaient tous les matériaux bruts, et la glèbe romaine avait en surabondance la seule énergie que l'homme eût encore tournée contre la nature : le muscle animal ou servile. Au service des ateliers urbains, qui travaillaient les matières coûteuses et les nobles métaux, Rome possédait aussi tous les gisemens métallifères, car elle avait l'Espagne, « ce coffre-fort de l'éternité, » comme disait Strabon, d'où le cuivre, l'or et l'argent lui arrivaient en lourds convois; même en Gaule, elle avait ses argentières et ses laveurs d'or, et l'étain des Cornouailles lui donnait le monopole du bronze que, seule, dans un autre monde, — on pourrait dire : dans une autre planète, — la Chine d'alors était à même de fabriquer pareillement.

Enfin, la Méditerranée étant le champ du commerce universel, les ports italiens étaient au carrefour de toutes les navigations et, sur terre, Rome possédait les chemins de pierre, les voies dallées dont ses légionnaires avaient sillonné leurs conquêtes. Grâce à ce merveilleux instrument de transports et de voyages rapides, dont aucun peuple avant les Romains n'avait conçu l'ambition, dont ils étaient encore les seuls au monde à disposer, ce n'était qu'en terres romaines, sous la règle de la paix et le règne de la loi romaines, que le commerce pouvait exister : le barbare le moins soumis trouvait encore son bénéfice à franchir le seuil romain pour vendre ses captifs, ses troupeaux ou ses bras et pour acheter sa nourriture, ses armes, ses étoffes et la parure de ses femmes. Rome, tête du monde, Rome, patronne et législatrice du genre humain, présidait à la vie économique comme à la vie militaire et juridique de l'uni-

vers : pour faire de la politique mondiale, elle n'avait qu'à faire sa politique romaine; pour disposer du marché mondial, elle n'avait qu'à exploiter son marché romain.

Après 1871, Berlin, ayant acquis l'empire, devint pour le monde germanique ce que Rome était devenue pour le monde méditerranéen après César. Résidence de ce Hohenzollern, dont Bismarck avait fait le César allemand, capitale de son électorat-royaume, centre de toutes ses affaires publiques et privées, Berlin disposait par lui des terres les mieux cultivées, du commerce le mieux outillé et des industries les plus florissantes qu'eût encore jamais eus un peuple d'Allemagne.

Sur les 540 000 kilomètres carrés de cet empire allemand, l'électorat-royaume en occupait 350 000, et sur les 41 millions d'Allemands, 25 millions étaient sujets prussiens de vieille souche ou d'acquisition récente. Dans ses provinces prussiennes de la Vistule, de l'Oder et de l'Elbe, que, depuis deux siècles, l'électeur-roi avait laborieusement améliorées, Berlin avait les plus grosses fermes de l'Allemagne, les plus grandes productrices de grains, de pommes de terre, de betteraves à sucre et de bestiaux; la Bavière plus fertile gardait une supériorité en certaines cultures de luxe, vigne et houblons, et dans l'élevage du gros bétail; mais la Prusse restait la nourrice de l'Empire, et ses hobereaux de l'Est étaient l'énergique état-major de la plus nombreuse et de la plus solide armée paysanne.

Pour l'industrie, c'étaient pareillement les provinces prussiennes du haut Oder et du Rhin, la Silésie, la Westphalie et le Rheinland, qui, dans l'Empire, extrayaient le plus de charbon, le plus de minerais, fondaient le plus de fer, tissaient le plus de laine et de coton. L'hégémonie commerciale de la Prusse était encore mieux assurée : le Hohenzollern tenait les rivages de la mer du Nord et de la Baltique et n'y laissait de place qu'à des États secondaires, sans grande industrie, presque sans trafic, l'Oldenbourg et les Mecklembourg, ou à des républiques côtières, sans le moindre hinterland, Brême, Hambourg et Lubeck. Tous les peuples allemands devaient donc emprunter le transit de la Prusse pour atteindre les ports qui ouvraient à l'Empire ses relations avec le reste du monde et surtout ses communications quotidiennes avec sa meilleure fournisseuse et cliente d'alors, la Grande-Bretagne.

Que pouvaient devenir les vieilles places commerçantes et

financières de l'Allemagne du Sud? Leur fortune d'autrefois avait été faite par leurs relations d'outre-monts et d'outre-Rhin, aux temps où la vieille Allemagne vivait des marchés de France et d'Italie. C'est aux nouveaux comptoirs et aux nouvelles banques du Nord que tout le trafic était amené par les relations grandissantes d'outre-mer, du jour où l'Empire tirait d'Angleterre ses moyens, ses modèles et ses modes de vie : l'Allemagne fut toujours un gigantesque tournesol orientant sa face tout entière vers celle des civilisations du dehors dont elle vivait présentement.

Bismarck, tout au long de son ministère, travailla à cette hégémonie économique de la Prusse; il y tenait autant qu'à l'hégémonie politique et militaire ; il savait par l'histoire d'autrefois quels frais l'Empire a toujours entraînés pour son titulaire : pour garder la dignité impériale, il voulait que le roi de Prusse et son peuple restassent les plus riches de l'Allemagne, afin de tenir l'Empire non seulement de la victoire et des traités, mais aussi des intérêts satisfaits : pliant toute sa politique intérieure à l'unité allemande sous l'hégémonie prussienne, il pliait toute son économique à l'accroissement de la richesse allemande sous le contrôle de Berlin.

Il avait été libre-échangiste avant l'Empire, aux temps où il fallait faire aux petits États les conditions de commerce les plus avantageuses pour les attirer dans l'orbite douanier et financier de la Prusse. Il devint protectionniste du jour où, pour maintenir intacte et dominante la force du Hohenzollern, il fallut protéger l'agriculture. Car, pour conserver au Hohenzollern ses revenus et sa pépinière de serviteurs indispensables, il fallait que la terre continuât de nourrir non seulement le hobereau qui l'exploitait, mais encore ses fils qui travaillaient pour le roi de Prusse et n'en recevaient qu'une solde insuffisante. La ruine ou le marasme de l'agriculture eût amené le découragement des sujets héréditaires, le vide dans les cadres prussiens, la nécessité d'augmenter les soldes pour n'avoir ensuite qu'un recrutement plus démocratique, moins propre à tous les besoins intérieurs de la monarchie. Ce fut pour restaurer les revenus de l'agriculture prussienne, par la nationalisation des moyens de transport et par la refonte des traités commerciaux, que Bismarck prit en 1880 le portefeuille du Commerce.

Son œuvre économique de 1880 à 1890 ne fut pas aussi grande, mais fut encore plus belle que son œuvre diplomatique de 1860 à 1880. Son protectionnisme fut combiné si habilement que, tout en défendant le hobereau et la terre, il n'entrava ni l'industrie ni le commerce. La ferme prussienne retrouva pour ses produits des cours rémunérateurs; l'usine allemande couvrit néanmoins le territoire de ses fabriques et de ses ateliers décuplés :

COMMERCE SPÉCIAL DE L'EMPIRE ALLEMAND (en millions de marks)

	1872	1878	1884	1890
Importations.	3 257	3 513	3 860	4 145
Exportations.	2 318	2 887	3 204	3 226

Ces chiffres du commerce extérieur ne donnent encore qu'une faible idée du travail de l'Empire durant l'ère bismarckienne. En affaires commerciales comme en affaires diplomatiques, l'Allemagne de Bismarck vivait pour elle-même et sur elle-même beaucoup plus que pour le monde extérieur. Elle était occupée à effacer chez soi les traces des trois ou quatre siècles de guerres qui l'avaient dévastée, démeublée et démunie. Sur le chemin de la civilisation matérielle et du bien-être, elle se voyait en retard de plusieurs générations, derrière la France et l'Angleterre : elle n'avait encore qu'un drap dans ses lits, quand elle en avait un ; elle continuait d'habiter les ruelles et les vieilles murailles de ses villes moyenâgeuses. Mais, en commerce comme en diplomatie, Bismarck la tenait plutôt sur la défensive : il s'efforçait d'écarter du marché allemand les concurrens étrangers bien plus que de pousser les produits allemands sur les marchés de l'Europe et du monde. Le commerce extérieur ne représentait donc que la moindre part de l'activité allemande. Quiconque avait vu l'Allemagne de 1871 et revoyait celle de 1890 admirait les résultats grandioses de l'effort bismarckien ; mais aucune statistique ne saurait les chiffrer aujourd'hui; la vie quotidienne échappe aux mesures de l'homme ; les chiffres en notent quelques-uns des aspects extérieurs; ils ne peuvent jamais en traduire l'intensité profonde ni le jaillissement et la verve épanouie. Continué jusqu'à nos jours, l'examen des chiffres donnerait peut-être la conviction qu'après l'ère de Bismarck (1871-1891), l'ère de Guillaume II

(1891-1914) n'en fut que la continuation régulière, accelérée seulement suivant les lois ordinaires de la vitesse :

CONSOMMATION ALLEMANDE PAR TÊTE D'HABITANT (en kilogrammes)

	1876-1880	1886-1890	1900	1910
Charbons	1 170	1 686	2 662	3 343
Fer	51	89	161	218
Cuivre.	0,4	0,7	1,9	3,3

Mais la vérité est que l'Allemagne de Guillaume II prit le contre-pied des règles et des ambitions que Bismarck s'étaient données : en affaires, comme en politique extérieure, le « nouveau cours » rompit brusquement avec l'ancien ; les traités de commerce, signés par Bismarck de 1879 à 1882, avaient organisé un certain équilibre pacifique de la production agricole et de la production industrielle ; les traités Marshall-Caprivi, dictés par Guillaume II en 1891, organisèrent l'agression du commerce et de l'industrie germaniques sur le monde.

*
* *

« Sous l'influence d'une stagnation momentanée de l'exportation, — dit M. de Bülow, — la politique douanière Marshall-Caprivi, afin d'obtenir la prompte conclusion de traités favorables, offrit à l'étranger une réduction des droits sur les céréales. L'agriculture dut payer les frais de ces traités : il lui fallut travailler dans des conditions beaucoup plus défavorables; cela équivalait, au dire de Bismarck, à un saut dans l'inconnu. »

La politique douanière de Bismarck tendait à assurer les revenus de toute terre allemande, les salaires de tout travail allemand, mais d'abord la grandeur de la Prusse ; la politique de Guillaume II ne rêva que d'augmenter toujours, coûte que coûte, l'exportation allemande ; pour développer à tout prix l'industrie au dedans et le commerce au dehors, elle voulut agrandir sans cesse la façade de l'usine germanique et en imposer les produits à tout l'univers : *Deutsche Politik*, avant ; *Weltpolitik*, après.

Bismarck, ministre du Commerce, pas plus que Bismarck, ministre des Affaires étrangères, n'avait jamais été « mondial. » Son univers à lui avait eu trois bornes : Paris, Vienne

et Pétersbourg. C'est dans ce triangle restreint, mais de surveillance commode, qu'il s'était efforcé d'établir la suprématie de l'Allemagne. Son œuvre continuée eût abouti, sans doute, au résultat qu'il avait en vue. L'Allemagne était placée, le peuple allemand était doué pour mener à bien cette tâche : son sol, son sous-sol, son état social et politique, son tempérament, sa forme de civilisation et sa position géographique, tout lui permettait de mettre en sa clientèle les marchés de cette Europe bismarckienne et, surtout, les deux autres empires auxquels la politique bismarckienne avait toujours réservé ses sourires, l'Autriche-Hongrie et la Russie. Bismarck avait vu le couronnement de son œuvre diplomatique dans l'union des trois Empereurs : son œuvre économique avait tendu à la liaison de tous les intérêts entre les trois Empires, parce que, dans ce trio, c'était l'Allemagne, — et, dans l'Allemagne, la Prusse, — qui était assurée de récolter les plus grands profits.

Les deux autres Empires avaient des terres beaucoup meilleures. Mais, en Allemagne, la science avait vulgarisé l'emploi de ces engrais chimiques, en particulier de ces sels de potasse que le sous-sol allemand fournissait en abondance : le sol allemand portait des récoltes que ses voisins pouvaient lui envier ; sa production intensive de betteraves et de pommes de terre, combinée avec l'intensive organisation de son industrie, lui avait donné le quasi monopole de certaines denrées alimentaires ; durant la décade 1880-1890, l'Allemagne avait été la reine du sucre et de l'alcool dans l'Europe orientale et centrale (1) ; ce n'est pas avant les années 1900 que, sur leurs terres bien plus fertiles, l'Autriche-Hongrie et la Russie s'efforcèrent d'imiter cet exemple.

Les deux autres Empires avaient un sous-sol aussi riche,

(1) PRODUCTION ALLEMANDE (en milliers de tonnes)

	1871-75	1876-80	1885	1890
Sels de potasse . . .	454	698	920	1 274
Betteraves.	2 925	4 224	4 936	5 093
Sucre brut	249	372	1 123	1 213
PRODUCTION A L'HECTARE (en quintaux)				
Betteraves	234	272	302	329
TENEUR D'UN QUINTAL DE BETTERAVES (en kilogrammes)				
Sucre	852	874	1 079	1 236

plus riche même que l'Allemagne ; la Russie surtout était bien mieux pourvue de charbons et de minerais. Mais les exploitations de la Russie et de l'Autriche-Hongrie et leurs industries étaient dans l'enfance. Pour cette Europe orientale, l'usine bismarckienne était devenue sans peine ce que l'usine britannique était devenue cinquante ans plus tôt pour le Continent et le reste du monde. Ici encore, la science et l'organisation techniques de l'Allemagne lui avaient donné une avance que les autres Continentaux n'avaient jamais prévue. En vingt ans, l'Empire avait doublé sa production de charbons et de fer ; en 1891, il était encore bien loin d'égaler l'Angleterre ; mais déjà il égalait, à lui seul, tout le Continent réuni (1) et, par sa consommation de cuivre, on pouvait jauger la domination de son industrie électrique et quincaillière.

La vapeur, les grosses machines et les manufactures encombrantes avaient fait la fortune de l'usine anglaise et restaient son domaine principal ; mais l'électricité, la petite machinerie et la quincaillerie étaient désormais des spécialités allemandes où toutes les qualités germaniques, science, patience, ordre et économie, trouvaient leur emploi. L'Allemagne était loin de produire autant de cuivre que la Grande-Bretagne, mais elle en achetait de toutes mains ; sur le Continent, elle devenait la reine incontestée de ce métal. Autre spécialité : la science de ses laboratoires avait créé des industries nouvelles, dont la houille était la source, mais dont les produits chimiques et pharmaceutiques étaient le résultat : l'Allemagne était devenue la reine des drogues et des couleurs ; moins riche en charbons que l'Angleterre, elle savait pourtant tirer de ses houilles

(1) PRODUCTION ALLEMANDE (en millions de tonnes)

	1871-75	1876-80	1885	1890
Charbons	44,1	52,2	73,6	89,2
Fer brut	1,9	2,1	3,6	4,6

PRODUCTION EUROPÉENNE DE CHARBONS (en millions de tonnes).

	Allemagne	Autriche-Hongrie	Russie	France et Belgique	Grande-Bretagne
1886	73	20	4,5	37	160
1891	94	29	6,2	44	188

PRODUCTION EUROPÉENNE DE FER BRUT

1886	3,5	0,7	0,5	2,2	7
1891	4,6	0,9	1	2,6	7,5

un bien meilleur profit ; aussi pouvait-elle doubler sa production houillère et doubler son importation de charbons anglais, sans avoir jamais de stocks encombrans.

Dans le commerce européen, elle avait conquis une position aussi forte, aussi profitable, et qu'il lui était aussi facile de tenir et d'étendre. Elle ne visait pas à l'accaparement. Elle ne parlait jamais de monopole. Elle reprenait de son mieux le rôle de courtier que la nature et l'histoire lui avaient toujours donné entre les civilisations plus avancées de l'Occident et les humanités plus rudes du Nord et de l'Est. Sa marine et ses placiers reparaissaient, après quatre siècles, dans ces ports et sur ces marchés du fond de l'Europe, où jadis les commerçans de la Hanse avaient régné pour leur plus grand profit assurément, mais aussi pour le service de la communauté européenne. Entre l'Occident industriel et les paysans de Scandinavie, de Russie ou d'Autriche, entre les quais de l'Europe atlantique et les profonds hinterlands de l'Europe orientale, l'Allemagne n'était-elle pas l'entrepôt nécessaire, et ses ports n'étaient-ils pas, aujourd'hui comme autrefois, l'étape inévitable ?

La Hanse avait eu le grand tort jadis de s'imposer par la menace ou par la force, et la révolte de ses cliens s'en était suivie. Bismarck, en affaires comme en diplomatie, ne faisait qu'offrir son honnête courtage, et son Allemagne montrait une complaisance, une promptitude, une politesse un peu serviles à se domestiquer au service d'autrui, à se contenter des profits que les maîtres du commerce mondial, les Anglais, voulaient bien lui laisser.

Cette collaboration anglo-germanique coûtait quelques sacrifices à l'orgueil des vainqueurs de 1870 : sur combien de produits, sur combien de façades, s'étalait le nom de *firmes* anglaises aux lieux et places de noms allemands ! le pavillon britannique couvrait combien d'envois et combien d'affaires dont les statistiques anglaises se glorifiaient devant le monde et dont le mérite revenait à l'effort allemand !... Mais les bénéfices en revenaient aussi à la bourse allemande : au seigneur anglais, la gloriole ; au travailleur germanique, le gain sonnant. Sans l'hospitalité anglaise, dont abusait si étrangement le *clerk*-espion ; sans le crédit anglais, dont le juif allemand faisait profiter ses compatriotes chez ses congénères britanniques ; sans les marques et les signatures anglaises, dont se servait tout lan-

ceur de nouveautés allemandes, jamais l'Allemagne bismarckienne ne serait arrivée si tôt à construire cet établissement complet, ferme, usine et comptoir, dont elle tirait de si beaux revenus.

Dans l'ensemble, tout cet établissement bismarckien était fondé sur les réalités les plus solides, sur les calculs les plus certains, sur les expériences les plus probantes. Il limitait sagement ses ambitions et ses risques. Il n'embrassait que ce qu'il pouvait étreindre et ne demandait que ce qu'il avait le droit et le pouvoir d'obtenir. Il répondait en outre aux besoins les plus impérieux de l'Allemagne et de l'Europe, du présent et de l'avenir. Sa réussite importait aux autres presque autant qu'à lui-même : quiconque avait souci du bien-être et du progrès de l'humanité, ne pouvait qu'applaudir aux résultats de cet effort herculéen, sinon à tous les gestes et à tous les dires de cet Hercule, dont la franchise et la loyauté n'étaient pas la plus ordinaire vertu. Aussi les résultats en étaient-ils pleinement satisfaisans pour l'Allemagne :

COMMERCE SPÉCIAL DE L'ALLEMAGNE (en millions de marks)

	Importations			Exportations		
	1880	1885	1890	1880	1885	1890
Matières premières .	1 863	1 948	2 949	958	739	844
Manufactures	955	988	1 132	1 933	2 120	2 482
Total	2 819	2 937	4 145	2 892	2 859	3 326

D'une marche régulière et sûre, elle allait au développement progressif de toutes ses affaires : solidement appuyée sur son agriculture spécialisée et sur sa technique à jour, elle tirait de son sol et de son sous-sol assez de richesses pour combler l'écart de valeur entre ses importations et ses exportations, pour subvenir à ses besoins grandissans de confort et de luxe, pour payer et continûment amortir les coûteuses installations de son industrie et de son commerce et pour consacrer encore chaque année de nouveaux millions à son outillage, à son instruction et à son recrutement techniques. Ayant de quoi s'occuper et s'enrichir chez elle, elle pouvait n'aller chez les autres, ne leur acheter et ne leur vendre qu'au fur et à mesure de ses nécessités, à elle, et pour la seule considération de ses propres bénéfices. Elle pouvait donc choisir ses fournisseurs et ses cliens et ne risquer ses envois que sur les meil-

leures références. Elle avait, d'ailleurs, ses meilleurs cliens dans son voisinage, dans les alliances de son gouvernement on les amitiés de son Empereur, dans cette zone de sécurité où la pointe de son casque lui donnait toute garantie contre les orages commerciaux.

Elle obtenait, elle méritait les sympathies de sa clientèle, moins par la valeur foncière de ses produits qui restaient de qualité inférieure, que par son zèle à servir les petits acheteurs, à satisfaire les besoins démocratiques, à fournir les moindres débitans comme les plus gros, à vulgariser les dernières inventions et à les mettre à la portée de toutes les bourses. L'Angleterre, qui avait si longtemps tenu ce rôle pour le progrès de l'humanité, semblait, en 1890, pencher de jour en jour vers le snobisme aristocrate et vers l'impérialisme dédaigneux : personnifiées dans un Chamberlain, sa raideur, son ignorance des dernières découvertes et ses prétentions d'imposer aux autres peuples ses modes, ses conditions et ses prix, toute son *insularity* faisait valoir la souple promptitude des Allemands à subir les habitudes et les préférences de tout client nouveau.

Ceux-là mêmes qui gardaient leur reconnaissance aux incomparables services de l'Angleterre libérale, leur défiance et leur haine à la duplicité et au brigandage d'un Bismarck ne voyaient pas d'un mauvais œil que le brochet allemand entrât, grandît et s'agitât dans le commerce continental où la carpe anglaise semblait vouloir s'endormir et s'envaser un peu : ce que la Prusse bismarckienne avait commis de crimes en Europe contre les nationalités semblait, non pas effacé, ni racheté, mais un peu compensé par les services que l'Allemagne bismarckienne rendait au progrès scientifique et au bien-être matériel des démocraties... Après les vingt-cinq années de Guillaume II, que pense aujourd'hui l'Europe unanime et vers qui, de l'Allemagne ou de l'Angleterre de 1915, va l'estime de l'humanité?

*
* *

Le 18 décembre 1891, Guillaume II annonçait aux Berlinois que le Reichstag venait de ratifier par 243 voix contre 48 les trois traités de commerce avec l'Autriche-Hongrie, l'Italie et la Belgique, qu'avait préparés M. de Marshall et défendus le chancelier Caprivi. L'Empereur tenait à remercier « ce simple général prussien d'avoir conclu ces traités qui resteront, pour

les contemporains et la postérité, l'un des événemens historiques les plus importans, et même une mesure de salut ; aussi le *Reichstag*, qui a su apprécier la politique à longues vues de cet homme, méritera un monument dans l'histoire de l'Empire : ce n'est pas la Patrie seulement, c'est les millions de sujets des autres pays signataires de cette Association douanière, qui béniront un jour cette journée. »

« Il ne faut pas trop presser ni tourner les paroles d'un Empereur : » c'est l'un des proverbes du moyen âge que cite volontiers Guillaume II, *an einem Kaiserwort soll man nicht drehen und deuten*. Pourtant un mot, ce jour-là, était prononcé, dont vingt-quatre années d'histoire subséquente nous montrent aujourd'hui la signification véritable : « Association douanière, » *Zollverband*, disait Guillaume II. C'est une « Union douanière, » un *Zollverein* germanique, que le roi de Prusse au début du XIXe siècle avait pris comme base de son entreprise allemande, de son œuvre impériale ; c'est une « Association douanière, » un *Zollverband* continental, que le Hohenzollern de 1891 pensait mettre à la base de son entreprise mondiale, de sa *Weltpolitik*.

Une « Association douanière » est un pacte offensif et défensif contre un envahisseur ou un concurrent : au lendemain de l'alliance franco-russe, on pouvait croire que le *Zollverband* de Guillaume II n'était qu'un renforcement de la Triplice, une réponse aux toasts de Cronstadt (juillet 1891). Mais, dans ce pacte, Guillaume II enrôlait déjà la Belgique ; il allait bientôt y enrôler la Suisse ; puis des négociations conciliantes allaient (1894) gagner l'adhésion de la Russie et amener à Kiel (1895) l'escadre franco-russe... Contre qui donc Guillaume II préparait-il le *Zollverband* continental ?.. La neutralité économique d'Anvers était-elle moins utile à la fortune de Londres que la neutralité diplomatique et militaire de la Belgique à la sécurité de l'Angleterre ?... et cette neutralité belge n'était-elle pas plus indispensable aux Anglais qu'aux Français eux-mêmes ?

De 1891 à 1895, Guillaume II n'eut que des sourires pour cette Angleterre qu'il visitait chaque année, où il se disait bien haut le petit-fils de la Reine, où il inspectait tour à tour, pour les admirer, les arsenaux et les casernes, les navires de guerre et les défenses côtières, les usines et les docks, les banques et

les châteaux, amenant chaque fois des spécialistes soigneux auxquels il donnait en exemple ces merveilles anglaises. Il voyait l'Angleterre inquiète de l'alliance franco-russe et irritée des coups d'épingle de nos diplomates. Elle ne demandait qu'à se reposer sur la parole impériale et sur la cordialité de « Willy : » par des accords touchant l'Afrique, les uns publics, les autres secrets, elle croyait avoir gagné l'Allemagne à la défense des intérêts britanniques, si jamais la Duplice entreprenait quelque revanche contre les détenteurs de l'Égypte ou quelque empiétement contre les maîtres de l'Inde et les exploitans de la Chine...

De 1895 à 1900, Guillaume II fut plus réservé : il ne pouvait pas encore songer à rompre ouvertement avec l'Angleterre ; sa marine était encore trop faible ; les bons offices de la flotte, de la banque et de l'hospitalité anglaises étaient encore trop nécessaires à la complète formation de sa *firme* allemande ; il voulait maintenir son peuple à l'école des Anglais pour les épier et les supplanter dans le monde. Mais, quelque jour, les archives des diplomaties continentales révéleront la pensée et les menées du Kaiser : il en éclatait parfois des échos dans tel télégramme au président Krüger (janvier 1896) ; pourtant les apparences continuaient d'être gardées ; laissant le premier rang à l'Angleterre, l'Allemagne de Guillaume II, comme celle de Bismarck, semblait se contenter du second rang que son industrie, son commerce et sa finance étaient en train de conquérir sur d'autres que les Anglais.

Il était bien visible néanmoins que, dès lors, l'Allemagne comptait ne plus user de l'intermédiaire anglais en Europe et ne plus respecter les terrains d'affaires anglaises dans le monde. Les États-Unis devenaient son principal fournisseur ; durant les cinq années 1895-1900, les importations américaines dans l'Empire bondissaient de cinquante à cent : 511 millions de marks en 1895, 1,020 en 1900. Développant sans arrêt, doublant, triplant, quadruplant ses instrumens et ses forces de production, l'usine allemande avait besoin du marché mondial ; augmentant ses exportations de 35 pour 100 en cinq années à peine (3 753 millions de marks en 1896 ; 4 752 millions en 1900), le commerce allemand ne pouvait plus se contenter de la petite Europe ; la flotte de guerre de Guillaume II n'était pas encore de taille à disputer les océans au pavillon de la Reine ; mais

les Compagnies de navigation allemandes commençaient de suffire à tous les échanges de l'Empire.

En 1900, les défaites et les interminables embarras de l'Angleterre dans l'Afrique du Sud, qui survinrent, permirent aux ambitions allemandes de s'étaler, et l'Exposition universelle de Paris fournit l'occasion. Il y fut proclamé au fronton du pavillon germanique que l'avenir de l'Allemagne était sur les mers; car, la *Kultur* ayant transformé les peuples et les terres de l'Empire, et la *Disziplin* ayant transformé son organisation économique, l'Allemagne du xxe siècle était à même de conquérir et de tenir le marché du monde; ce que le Hohenzollern avait fait jadis de la Prusse dans la Confédération germanique, ce que Bismarck avait fait plus récemment de l'Allemagne dans la Triplice continentale, Guillaume II voulait le faire des pays germaniques dans toute l'Europe et dans l'univers.

Et l'Allemagne se mit à exécuter ce que voulait son Empereur, ou plutôt l'Empereur ne fit que proclamer ce que l'Allemagne était en train d'accomplir depuis cinq ou six ans déjà : Nietzsche en philosophie, Rathenau en électricité, Ballin en marine, Krupp en métallurgie, Bayer en chimie, Furstemberg en brasserie, Guillaume II en politique, ne sont que les personnifications différentes, mais fraternelles de cette Allemagne qui, sortie de la servitude féodale et parvenue à l'humanité consciente avec Napoléon, puis sortie de la domesticité princière et parvenue à la dignité nationale avec Bismarck, continuait sa route, comme un bolide, vers la domination surhumaine.

En douze années (1901-1913), elle doubla presque ses importations, et ce n'est rien encore : on peut toujours acheter, — quitte à ne pas payer, — quand on est décidé à prendre tout ce qui s'offre et au prix demandé par le détenteur. Mais, chose plus difficile, en ces mêmes douze années, l'Allemagne fit plus que doubler ses exportations (1) et quadrupler, quin-

(1) COMMERCE SPÉCIAL DE L'ALLEMAGNE (en millions de marks)

	1901	1905	1909	1913
Importations	5 710	7 436	8 526	10 770
Exportations	4 512	5 841	6 594	10 096

Pour mesurer ce bond colossal, il faut se reporter aux chiffres de l'Allemagne bismarckienne :

	1872	1886	1900	1913
Importations	3 266	2 877	6 043	10 770
Exportations	2 493	2 983	4 752	10 096

tupler, sextupler sa consommation de matières industrielles :

CONSOMMATION DE L'ALLEMAGNE (en milliers de tonnes)

	1876-1880	1886-1890	1896-1900	1912
Charbons	50 980	80 850	130 320	242 259
Fer brut	2 241	5 110	7 750	16 775
Coton	124	201	302	501
Pétrole	235	556	926	1 110

En une génération, quadrupler sa consommation de coton ; quintupler sa consommation de charbon et septupler sa consommation de fer, voilà qui n'était encore arrivé qu'à des populations sauvages qu'une conquête étrangère amenait brusquement aux usages civilisés. Et, pour prendre ce que cet effort allemand offrait de plus typique, quelles revues de la flotte commerciale passaient les *Statistischen Iahrbücher* de l'Empire !

FLOTTE DE COMMERCE

	Voiliers			Vapeurs		
	Bateaux	Milliers de tonneaux	Milliers de Marins	Bateaux	Milliers de tonneaux	Milliers de Marins
1871	2 082	449	18,3	2 437	532	21
1881	1 911	443	16,3	2 749	738	23
1891	1 241	335	10,6	2 412	1 098	29,7
1901	843	223	7	3 040	1 717	43
1913	950	318	8,5	3 900	2 835	69

Quelle transformation dans cette flotte marchande depuis les temps si proches et pourtant si lointains où l'Allemagne de 1871 se contentait de pauvres voiliers et de petits vapeurs, pour le cabotage de ses côtes et le dégorgement de ses fleuves ! Ici encore, le « nouveau cours » avait accéléré jusqu'à la ruée la progression de l'ère bismarckienne et amplifié jusqu'au *kolossal* les dimensions des cales bismarckiennes. Les statistiques de 1870-75 distribuaient les bateaux de commerce en onze catégories : dans la première, ceux de 50 à 100 tonneaux, dans la dernière, ceux qui dépassaient 2 000 tonneaux. En 1879, l'Allemagne était encore fière de ses *neuf* bâtimens qui dépassaient *deux mille* tonneaux et en calaient au total 20 285 (soit une moyenne de 2 255) : *deux mille deux cents tonneaux*, c'étaient

les mastodontes de cette flotte où les deux tiers du tonnage global étaient disséminés en des barques! A la chute de Bismarck, deux milliers de tonneaux caractérisaient encore les monstres : l'Allemagne de 1890 en avait 91, qui calaient ensemble 231 560 tonneaux, soit une moyenne de 2 545. Mais, sept ans plus tard, en 1898, il fallait plus de 6 000 tonneaux pour figurer au sommet de la hiérarchie : l'Allemagne avait 13 bâtimens de cette puissance. En 1903, on inventoriait à part neuf catégories nouvelles de 6 à 16 000 tonneaux, et la catégorie suprême de 16 à 17 000 contenait un spécimen unique, un Léviathan de 16 502 tonneaux. En 1912, le catalogue avait six cases nouvelles, de 17 000 à 25 000 tonneaux... *Deux mille* tonneaux en 1891, *vingt-cinq mille* en 1912, en attendant les créations de 45 000 et de 50 000 tonneaux, qui déjà étaient sur chantier et qui flottaient en 1914 : la différence de ces cales traduit toute la différence d'idéal entre l'ère de Bismarck et celle de Guillaume II.

En 1914, l'Allemagne, avec trois milliards de tonneaux sur les mers et 80 000 marins dans sa flotte de commerce ou de pêche, avait un admirable instrument de richesse assurément.., pourvu seulement qu'elle pût lui fournir du travail en suffisance et que ce travail fût rémunérateur! Car, inutilisé, un pareil outil coûte beaucoup plus cher que cheval à l'écurie et, travaillant à perte, il élargit et creuse les déficits suivant une progression géométrique et quotidienne qui, en quelques années, peut se chiffrer par plusieurs milliards, quand on ajoute au choc direct sur la fortune nationale les répercussions de toutes sortes sur l'industrie et le commerce.

En 1914, cette flotte semblait avoir du travail autant et plus qu'elle en pouvait fournir, puisque l'Allemagne avait résolu d'avoir un commerce mondial et de s'en faire la propre roulière, et puisque, d'année en année, elle achetait et vendait des marchandises de plus en plus abondantes sur les marchés de plus en plus lointains. En 1894, l'Europe lui fournissait encore plus des deux tiers de son importation et lui prenait les quatre cinquièmes de ses exportations : en 1913, la part des Européens dans ses achats tombait aux trois cinquièmes à peine et dans ses ventes, aux trois quarts. Désormais, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie recevaient ou envoyaient directement la plus forte part de ce qui jadis emprun-

tait vers Brême ou vers Hambourg l'intermédiaire anglais (1).

Dans le monde entier, c'est aux sujets ou aux correspondans habituels de l'Angleterre que cette flotte allemande allait offrir ses services : elle semblait avoir pris pour règle de vie, non pas de gagner sa vie, mais de naviguer autant que les Anglais, plus que les Anglais et au détriment des Anglais : *navigare necesse est, vivere non est necesse*, avait dit un jour le Maître, en reprenant la vieille devise hanséatique. Évincer et remplacer l'Angleterre dans le roulage des mers : le résultat eût assurément valu tous les efforts, car le gain définitif eût remboursé tous les sacrifices préliminaires. Mais quelles chances avait-on de gagner la partie ? à quelles conditions et dans combien de temps pouvait-on raisonnablement escompter le résultat? Question plus simple encore, mais qui résumait tout ce problème anglo-germanique : est-il possible à l'homme de bâtir profitablement n'importe quel édifice sur n'importe quel point du globe et sur n'importe quel terrain ? peut-on fonder et élever sur le marais fluent les sept ou huit étages que la roche porte sans peine? peut-on ouvrir un grand comptoir en plein Sahara ou une grande usine au pôle ? pour conquérir le trafic mondial, l'Allemagne avait-elle reçu de la nature des chances supérieures ou égales seulement à celles de l'Angleterre? ou l'écart de ces chances était-il assez faible pour que le génie de l'homme pût le combler?

Après que Carthage, Alexandrie, Byzance et Venise avaient été tour à tour les reines du commerce méditerranéen, après que Cadix, Lisbonne et Amsterdam s'étaient succédé dans l'empire du commerce tropical, l'Angleterre était devenue la reine du commerce mondial, le jour où l'Atlantique était devenu la grande route de ce commerce et à mesure que l'Atlantique du Nord surtout était devenu, entre la civilisation européenne et les Terres Neuves de l'Ouest, le grand passage des hommes et des produits. Cette suprématie anglaise, fondée au XVIIIe siècle par la vertu des conditions géographiques, s'était inébranlablement assise au XIXe par la grâce du charbon et de la vapeur.

(1) COMMERCE DE L'ALLEMAGNE EN 1913 (en millions de marks)

	Europe continentale	Empire britannique	États-Unis	Totales
Importations	5 013	2 262	1 711	10 770
Exportations	6 239	1 886	713	10 096

L'Angleterre avait été placée par la nature en face de cette Amérique du Nord, au-devant de notre Continent, mais tout au bord de notre quai européen, comme un spacieux appontement dont les dimensions, les formes et les abords s'offraient à tous les accostages, — et l'Angleterre était un bloc de houille en pleine mer : elle n'avait eu que quelques travaux et quelques dépenses à faire pour finir d'aménager ses rivages; d'avance, la nature avait réuni là toutes les conditions et tous les instrumens d'un commerce universel.

Les côtes fangeuses et traîtresses, les mers plates et glacées de l'Allemagne ne regardent que les immensités désertiques du pôle. Elles n'ont jamais servi qu'au maigre transit entre la civilisation continentale et les solitudes nordiques. Si quelque jour l'humanité pouvait exploiter les océans polaires comme les autres, si le pôle Nord devenait le passage habituel entre la mer du Nord européenne et cette mer asiatique de Behring qui lui est symétriquement opposée au revers de la calotte, c'est aux côtes allemandes que les courans mondiaux amèneraient tout droit le commerce désormais florissant de l'Amérique et de l'Asie polaires, et même, c'est par le détroit de Behring que viendraient à l'Europe les flottes du Japon et de la Chine, les minerais des Eldorados sud-américains, les fleurs et les fruits du Pacifique : Hambourg alors pourrait conquérir aux dépens de l'Angleterre la même suprématie que Liverpool obtint naguère aux dépens de l'Espagne et de la Hollande, le jour où l'Amérique tempérée remplaça dans nos affaires l'Amérique tropicale. Ces temps viendront peut-être. Mais Hambourg eût mieux fait d'en attendre l'avènement, avant de risquer les frais d'une installation mondiale sur un emplacement où la nature avait rassemblé toutes les difficultés aquatiques et terrestres. Où les âges n'avaient déposé que sables et boues coulantes, on avait beau construire un sol résistant et des rives accores, et creuser en bassins profonds ces vases et ces lagunes, et toujours nettoyer ces bouches de l'Elbe dont les cent kilomètres de bancs à fleur d'eau se prolongeaient au loin dans la mer : tout l'or, toute la science, toute la discipline ne pouvaient pas faire que Hambourg fût à l'un des carrefours de l'humanité contemporaine.

Ah! si l'Allemagne avait eu aux bouches de l'Escaut et de la Meuse Anvers, Rotterdam, Amsterdam, ces ports hollandais ou flamands qui avaient tenu pour l'Europe le rôle actuel de

Londres, aux temps où Londres n'était encore que le port de son Ile et où le Continent avait son entrepôt commercial à quai, et non pas en mer!... La fortune de l'Angleterre n'avait commencé qu'à la décadence dernière de ces ports continentaux, quand un stathouder de Hollande, allant s'installer à Londres, avait tiré derrière lui la porte d'Amsterdam... Au xxe siècle, la marine allemande reprenait pied à Rotterdam et à Anvers. Elle s'y installait et s'y conduisait parfois comme en terre conquise. Mais, quelque complaisance que Belges et Hollandais missent dans leur hospitalité, ni Anvers ni Rotterdam n'étaient encore de ces ports allemands où tout fût organisé, discipliné pour le service de l'Empire et pour la lutte contre l'Angleterre...

Après les vingt-cinq ans du « nouveau cours » (1890-1915), les pangermanistes d'aujourd'hui ont raison de crier à leur Empereur que, pour réaliser le rêve mondial, il faut à tout prix conserver Anvers et n'offrir à la Hollande que le choix entre la *mainbour* impériale ou le sort de la Belgique. Sans la possession d'Anvers, sans la jouissance exclusive de Rotterdam, c'est la ruine de l'Allemagne qui est sur l'eau, et non pas son avenir; mais avec Anvers et Rotterdam germaniques, un Guillaume II de Hohenzollern pourrait défaire ce que fit jadis un Guillaume III d'Orange et ramener sur les quais du Continent le commerce du monde que le stathouder-roi fit passer avec lui dans l'Ile.

Depuis 1910 déjà, l'alternative se posait ainsi devant les conseillers du Kaiser, et la défiance des Belges était éveillée par les rumeurs de ces conciliabules. Mais, jusqu'en août 1914, Guillaume II, pensant que ces rumeurs n'avaient pas encore franchi le Détroit, espérait que l'Angleterre lui laisserait violer la neutralité belge, s'installer « temporairement » en face de la côte anglaise et même prendre Calais et Boulogne!... Ce Hohenzollern se vante volontiers de son origine souabe, et le Souabe a toujours eu parmi les tribus allemandes une réputation de grosse malice : *Der lustige Schwabe* est le titre du recueil des bourdes les plus populaires en Allemagne. Mais cette fois, le loustic souabe dépassait un peu la mesure... Et pourtant, c'est l'exemple de cette politique navale qu'il faut avoir devant les yeux pour juger tout le reste de la *Weltpolitik :* pas plus en agriculture, en industrie ou en commerce qu'en marine, l'ère de Guillaume II n'a été une réussite, quoi qu'en puissent penser ceux qui s'en tiennent aux apparences des chiffres.

*
* *

Il n'est pas douteux que cette colossale marine a eu pour corollaires un commerce démesuré et une industrie colossale. Elle a jeté sur l'Allemagne des monceaux de matières premières que les usines germaniques ne purent transformer qu'en triplant et quadruplant leur matériel, leur personnel et leurs capacités. Elle a jeté sur le monde des monceaux de produits ouvrés que le commerce allemand n'a pu placer qu'en s'adaptant, lui aussi, à ces exigences et à ces dimensions. A s'en tenir aux chiffres bruts, ce commerce et cette industrie nourrissaient en Allemagne un plus grand nombre de travailleurs et, jusqu'en 1907 tout au moins, les nourrissaient beaucoup mieux qu'autrefois :

POPULATION SALARIÉE DE L'EMPIRE (en milliers d'habitans)

	1882	1895	1907
Industrie	5 933	8 000	10 852
Commerce	1 339	2 165	3 341

Mais ce commerce démesuré et cette industrie colossale, le sol, le sous-sol, le site, le peuple et le génie même de l'Allemagne étaient-ils à même de les porter mieux que les bouches de l'Elbe ne pouvaient porter leur port colossal de Hambourg ? et travaillait-on ainsi à la fortune réelle et durable de l'Empire ? et, puisqu'il n'est pas en ce monde de succès durable sans le consentement et le profit de l'humanité tout entière, sans le respect de la loi morale, qui n'est que la loi de gravitation des individus et des communautés humaines, le succès allemand pouvait-il être obtenu sans le dommage mortel de toute l'humanité ?

Certaines supériorités allemandes, qui avaient fait le succès de l'Allemagne bismarckienne dans l'Europe de 1890, n'avaient plus la même efficacité dans l'Europe et, surtout, dans le monde de 1910. Car elles ne venaient pas de la nature ; elles n'étaient pas fixes, durables et inépuisables comme elle. Venant surtout de l'intelligence et de la volonté humaines, elles étaient, comme toutes les créations de l'homme, temporaires, vagabondes et limitées : rien ne les fixait à un sol ; rien ne les réservait à un peuple ; rien n'en promettait la durée infinie, ni même le len-

demain. L'intelligence allemande, — ou, comme on dit là-bas, la *Kultur*, — avait créé une agriculture et une industrie scientifiques, dont les autres peuples de 1890 n'avaient pas encore l'équivalent, mais que tout peuple du xxe siècle pouvait acquérir, du jour où il en constatait l'utilité. La volonté allemande, — la *Disziplin*, — avait organisé un commerce dont le monde civilisé n'avait pas l'habitude, mais que l'humanité entière pouvait copier, dès qu'elle en subissait la concurrence.

Or, plus les progrès allemands avaient été rapides et éclatans, et plus les autres producteurs avaient été obligés de se mettre à l'école allemande. Toute l'Europe, ou peu s'en faut, était aussi bien pourvue que l'Allemagne de terres cultivables, et mieux pourvue de terres naturellement fertiles. Ni le climat ni le paysan n'était meilleur entre l'Oder et le Rhin qu'outre-monts, outre-Rhin ni, surtout, outre-mer. L'Empire ne disposait pas de ces immensités de terres vierges qui font la richesse éminente et le rôle mondial d'une Russie, d'une Argentine ou d'un Canada. Il n'avait pas, et de beaucoup, l'étendue de champs labourés qui assureront toujours un rôle de premier plan aux États-Unis, aux Indes, à la Chine. Il n'avait, d'autre part, ni une Égypte, ni une Chaldée, ni une Roumanie, ni une Lombardie, pas même une Beauce ou une Campanie, aucune de ces terres de labour épandues sous les irrigations d'un fleuve divin ou les faveurs d'un ciel souriant, sous les fontes d'un glacier ou les cendres d'un volcan (1).

C'était la technique des engrais minéraux qui avait fait de l'Allemagne moins un terrain qu'un lieu de culture intensive, sur lequel les savans dosages produisaient, comme sur la table inerte d'un laboratoire, le résultat scientifiquement prévu. Mais en n'importe quel lieu des climats tempérés, la même culture scientifique pouvait donner les mêmes résultats, si elle était faite aussi soigneusement et méthodiquement. Que le soin et la méthode des Allemands pussent leur conserver quelque

(1) SUPERFICIE TERRITORIALE ET ARABLE DES DIFFÉRENS PAYS
(en milliers d'hectares)

Pays	Année	Territoire	Cultures	Forêts
Allemagne	1900	54 064	35 055	13 995
France	1912	52 952	36 815	9 886
Russie d'Europe . .	1887	515 779	210 447	168 076
États-Unis	1910	770 250	193 626	220 000
Inde anglaise . . .	1911	240 441	109 702	32 773

supériorité, c'était un bien mince écart et qui ne pouvait plus leur donner le premier rang dans le monde. Dans l'Allemagne et dans le monde de 1900 déjà, l'agriculture allemande ne trouvait plus pour ses produits les prix rémunérateurs d'autrefois, et elle était concurrencée chez elle par les grains étrangers, et elle était lourdement grevée chez elle par les prix de sa main-d'œuvre.

A mesure, en effet, que de plus nombreux et de plus grands ateliers augmentaient leurs offres d'ouvrage et de salaires, on voyait affluer dans les villes les travailleurs des campagnes, et dans les régions industrielles les émigrans des pays agricoles, en particulier dans le bassin de la Ruhr et dans les provinces rhénanes cette paysannerie slave de l'Oder et de la Vistule que le hobereau prussien considérait et traitait toujours comme une serve attachée à la glèbe : c'est par centaines de milliers que les Polonais prussiens venaient, — tels nos Bretons dans Paris, — se masser en quartiers spéciaux dans les grands centres de l'Allemagne occidentale. Quand l'agriculture prussienne aurait eu le plus grand besoin d'augmenter ses salaires pour conserver ses ouvriers, les traités Marshall-Caprivi faisaient entrer les seigles et les avoines, — les deux principales récoltes de l'Empire après les betteraves et les pommes de terre, — les fourrages et le bétail vivant, par toutes les frontières de terre et de mer, et les droits de douane étaient insuffisans à défendre les cours. La pomme de terre s'étant mieux tenue, l'Allemagne en pouvait encore exporter avec profit chez ses voisins. Mais les sucres tombaient d'une chute sans arrêt, devant la production croissante du monde :

PRIX DU SUCRE DANS LE COMMERCE DU GROS

	1880	1885	1890	1895	1901
Cologne.	64,9	50,2	35,6	31,4	20,7
Magdebourg. . .	62,6	47,8	34	29,9	19,1

Ah! les temps de bonne mémoire où, sous le grand Chancelier, l'agriculture était dans la joie, *temporibus bonæ recordationis magni Caroli !...*

« La législation économique de l'Empire avait deux moyens de tenir compte de ce bouleversement, écrit M. de Bülow. Elle pouvait accorder toute son aide à l'industrie et au commerce, qui grandissaient avec aisance, et pousser l'Allemagne vers sa transformation en un État exclusivement industriel et commer-

cial, en abandonnant à son sort l'agriculture. Ou bien elle pouvait créer pour l'agriculture une compensation à la rigueur des temps et combattre la transformation de l'Allemagne en un État industriel pour conserver une agriculture vigoureuse à côté d'une puissante industrie. »

C'est au premier de ces deux partis que l'expérience quotidienne avait amené l'Angleterre du XIXe siècle : pour devenir la plus grande usine et le plus grand comptoir de l'univers, elle avait dû assurer à son industrie et à son commerce le ravitaillement le plus intense et aux plus bas prix, ne voir dans les fournisseurs que leurs offres et non pas leur nationalité ; elle avait en fin de compte sacrifié l'agriculture anglaise, qui ne pouvait produire que beaucoup plus cher, aux agriculteurs du Continent et de l'univers, qui nourrissaient les Anglais et leur usine au meilleur marché possible.

C'est au second parti que, devenu chancelier, s'arrêta M. de Bülow ; il établit en conséquence son tarif douanier de 1902 : « Avec les lois douanières de 1902, écrit-il, j'ai pris ce chemin en toute connaissance de cause et par intime conviction qu'une agriculture prospère nous est indispensable du point de vue économique, mais plus encore du point de vue national et social. Je demandais, il y a quelques années, à un parlementaire de la gauche libérale : « Si les mauvais jours survenaient, soit une guerre acharnée, soit une révolution sérieuse, pensez-vous qu'à l'heure du danger, les forces qui ont fait la grandeur de la Prusse puissent être complètement remplacées par nos nouvelles couches sociales, commerçantes et industrielles, quelles que soient leurs qualités et leurs capacités ? » Mon antagoniste politique et ami personnel réfléchit un instant et dit : « Vous avez raison : gardez-nous l'agriculture et même le hobereau. »

Mais conservant le hobereau et maintenant l'agriculture, peut-être aurait-il fallu renoncer à cette conquête industrielle et commerciale de l'univers à laquelle l'Angleterre du XIXe siècle avait dû sacrifier son *squire* et son *gentleman-farmer*. L'Angleterre avait pourtant sur l'Allemagne des avantages naturels qui auraient dû lui épargner ce sacrifice ; mais les nécessités immanentes, la force irrésistible des choses, le lui imposèrent, et quand, à la fin du XIXe siècle, l'impérialisme de M. Chamberlain se proposait de restaurer l'agriculture anglaise, il acceptait

aussi de renoncer à l'exploitation du monde pour ne garder qu'un commerce « panbritton » derrière les tarifs protecteurs d'un empire unifié. L'Allemagne de M. de Bülow se crut bien plus forte que l'Angleterre de Robert Peel : n'ayant que deux bras comme tous les humains, elle voulut porter sur l'un une lourde et grosse agriculture, sur le second une colossale industrie et sur le troisième un commerce universel ; exigeant de ses usines la production la plus intensive pour alimenter son comptoir mondial, elle voulut ne leur fournir les matières premières qu'au prix le moins bas, la main-d'œuvre qu'au gage le plus cher et la nourriture de cette main-d'œuvre qu'aux cours les plus hauts...

Du moins, la politique douanière de M. de Bülow ranima l'agriculture allemande et ramena les beaux prix de Bismarck. Le seigle, qui se vendait 187 marks en 1880, 170 en 1890 et 142 en 1900, rebondit à 160 en 1906, à 168 en 1911 et, de 1905 à 1913, ne descendit jamais plus bas que 151. La courbe des autres céréales fut la même ; la baisse du sucre s'arrêta, et celle de l'alcool pareillement, et le hobereau fut heureux, et il eut beaucoup d'enfans pour le service du roi de Prusse. Mais le patron cria au renchérissement, et l'ouvrier à la famine, et, les nouveaux droits étant plus élevés encore sur la viande que sur les grains, on eut dans tout l'Empire la « crise de la viande. » Il aurait fallu que les bénéfices de l'industrie et du commerce leur permissent une hausse importante de tous les salaires. Mais les temps n'étaient plus où la main-d'œuvre allemande était réputée pour ses accommodemens faciles : le travailleur allemand avait peu à peu conquis des salaires de beaucoup supérieurs à ceux des autres Continentaux, à peine inférieurs à ceux des Anglais. Et pour les mêmes raisons que l'agriculture, mais plus rapidement encore, l'industrie allemande était en train de perdre en Europe et dans le monde son incontestable supériorité.

La technique industrielle est encore moins attachée à un sol ou à un tempérament national que la technique agricole. L'*homo sapiens* pouvant se rencontrer dans toutes les communautés humaines, l'industrie savante recrutait partout des adeptes, sitôt qu'elle apparaissait comme une condition de succès, — à plus forte raison, quand elle devint une condition de vie. Au cours du XIXe siècle, l'empirisme anglais avait encore laissé

dans le succès industriel une grande place à l'improvisation et au petit bonheur. Mais au début du xxe, c'était vérité comprise sous toutes les latitudes que l'industrie nouvelle n'allait plus sans la science exacte et que, seule, une organisation prévue, combinée, chiffrée pouvait tirer désormais un rendement profitable des richesses ou des qualités naturelles, quelque grandes qu'elles fussent. Donc, pour survivre, l'industrie du Continent et, pour continuer de prospérer, l'industrie de l'Ile et, pour commencer de grandir, l'industrie transatlantique, bref, toute l'industrie des hommes blancs avait dû se régler sur le modèle germanique : c'est la leçon la plus claire que l'humanité eût rapportée de notre Exposition universelle de 1900; le monde entier y avait senti le besoin de s'acquérir cet outil de la science allemande, que, juste à la même heure, les Allemands avaient intérêt à exporter sous forme de modèles, de recettes ou d'initiateurs.

Le propre de l'industrie scientifique est de fabriquer, suivant des gabarits rigidement déterminés, des produits exactement pareils : toute exportation allemande fournissait donc au monde le modèle à copier. La découverte scientifique, d'autre part, est devenue sous les espèces du brevet d'invention une propriété susceptible, comme toutes les autres, de se vendre ou de se louer : l'inventeur allemand avait tout bénéfice immédiat soit à vendre son brevet au plus offrant, soit à le louer au plus grand nombre d'exploitans qui en voulaient; la vente et la location mondiale des brevets devinrent deux grandes sources de gains allemands durant les années 1900-1910. Enfin, l'éducation scientifique et l'habileté technique sont, pour leurs détenteurs, des capitaux que l'on peut faire valoir, comme les autres, chez tous les peuples qui trafiquent; mais elles rapportent beaucoup plus chez ceux qui en sont démunis : le technicien allemand fut appelé, accueilli et mieux payé qu'en Allemagne sur les places industrielles de l'univers entier; autant que son argent à la France, que sa houille à l'Angleterre ou que son coton aux États-Unis, ce fut le technicien que l'humanité entière demanda à l'empire de Guillaume II. Dans l'Europe du xvie siècle, on avait vu les imprimeurs allemands s'établir et devenir les ouvriers de la Renaissance éducatrice et littéraire. Dans le monde du xxe siècle, le chimiste, l'ingénieur et le *clerk* allemands activèrent partout la renaissance industrielle et commer-

ciale. Cette exploitation mondiale de la science valait assurément de beaux profits au peuple allemand. Mais que devenait le monopole mondial de l'Allemagne? Toute usine à l'allemande, ouverte sur un point quelconque de l'univers, lui faisait obstacle; nombre de ces filiales n'attendaient que de grandir un peu pour battre leur nourrice, et certaines d'entre elles, établies en des lieux et sur des sols plus favorables, conquéraient une clientèle universelle, — aux dépens de l'Allemagne.

Car l'Empire était de moins en moins pourvu chez lui des richesses minérales et des matières textiles que réclamait sa conquête du monde : l'usine allemande devait tout faire venir des océans lointains ou des marchés anglo-saxons. L'Empire était aussi mal pourvu de ces sources d'énergie nouvelle que son technicien mettait à la place du charbon et de la vapeur, houille blanche, houille bleue et pétrole; comparée à l'Italie, à la Roumanie, à la Suède, à la Russie, aux États-Unis, l'Allemagne n'en avait pas plus que de houilles noires, comparée à l'Angleterre. Aussi, la moindre usine à l'allemande, transportée sur la houillère anglaise, sur la cuivrière et la cotonnière américaines, sous les chutes de la Lombardie ou dans les champs pétrolifères des Alleghanys, était comme la semence d'un arbre tirée d'un sol ingrat et implantée dans le terrain le plus propre à sa vigoureuse croissance.

L'Angleterre de 1905 était guérie de sa crise d'impérialisme. Elle se remettait à l'effort studieux, aux livres, aux calculs, au laboratoire; elle reprenait sa place dans les découvertes et les applications scientifiques. La France de l'automobile et de l'aéroplane, de la bactériologie et de la télégraphie sans fil retrouvait l'admiration et la confiance de l'univers, et quand l'humanité cherchait maintenant des yeux l'usine la plus moderne, la plus docile aux suggestions de la science, la plus apte et la plus prompte à en tirer parti, ce n'était plus vers l'Allemagne de Krupp qu'elle regardait : c'était vers l'Amérique d'Edison. La technique parfaite avait été le monopole de l'Allemagne bismarckienne : il ne restait à l'Allemagne de Guillaume II que celui du *Kolossal*. Or, ici encore, l'exemple et les vicissitudes de la marine marchande pouvaient donner les indications les plus dignes de foi sur l'aboutissement du « nouveau cours. »

Cette marine avait mis tout son avenir dans le *Kolossal*, croyant que plus ses cales prendraient d'ampleur, ses machines

de chaudières et ses hélices de tours à la minute, et plus vite elle arriverait à la conquête du monde. Après les navires de 26 000 tonneaux, elle avait lancé ceux de 30, 35, 40 et 45 000; elle triomphait enfin et battait tous les records avec ses *Imperator* de 50 000. Mais voici que le *Kolossal* faisait faillite sur les océans : à quadrupler, décupler le coût et les frais d'un navire, on en quadruplait rarement et l'on n'en décuplait jamais les revenus; au delà de certaines limites, l'effort humain ne paie plus; au delà d'une certaine altitude, le *kolossal* Mont-Blanc ne porte ni moisson, ni forêts, et nulle part, dans le monde d'aujourd'hui, l'élevage du mammouth ne couvrirait ses frais.

« Rien de trop, » disait la sagesse expérimentale des Hellènes, qui se moquaient volontiers des montagnes qui accouchent et, plus encore, des hommes qui veulent accoucher d'une montagne. Hambourg pensait désormais à réduire le tonnage de ses monstres et même commençait de les revendre à n'importe quel prix : ils travaillaient d'autant plus à perte qu'ils travaillaient à plus fort rendement; toutes cales pleines, c'était le déficit énorme; mi-cales vides, c'était presque le bénéfice. Seule, la houillère anglaise, la salpêtrière chilienne ou la Russie pétrolière pouvaient remplir avec profit des cales aussi gigantesques, parce que la masse de leurs produits naturels, et non la valeur de leur travail humain, faisait leur richesse. Mais le pauvre sol et le médiocre sous-sol de l'Allemagne ne portaient qu'une humanité énergique, habile, savante : elle ne pouvait fournir au monde que les produits limités d'un ancien monopole intellectuel qui disparaissait de jour en jour.

*
* *

L'usine allemande, de 1905 à 1910, gardait pourtant quelques grandes spécialités, dont l'Europe et le monde s'efforçaient vainement d'acquérir le profit. L'optique allemande, les drogues et les couleurs allemandes avaient dans l'univers des concurrentes; elles n'avaient pas encore de rivales. Mais, en cette Allemagne, dont la science avait fait naguère le triomphe, c'étaient maintenant les industries les moins rigidement techniques, les plus *unwissenschaftlich*, les moins scientifiques, qui demeuraient les plus profitables : dans toutes les autres, il apparaissait clairement que si un peu de science conduit à la fortune, et beaucoup de science, à la prospérité, trop de science

peut nuire à l'industrie autant que trop de lumière à l'œil, ou trop d'oxygène au poumon.

Science et industrie ne sont pas termes synonymes, ni besognes semblables. Le savant s'applique à produire le plus mathématiquement, le plus directement et le plus grandement qu'il se peut ; il ne descend presque jamais au vil calcul des revenus et des dépenses : il veut créer, non gagner, ou, du moins, c'est de création plus que de bénéfices qu'il s'inquiète. L'industrie est moins grande dame : obligée de gagner sa vie, elle doit produire le plus économiquement, le plus simplement, et régler ses entreprises et ses frais, non pas sur des désirs de perfection ou des calculs de pure logique, mais sur les capacités et sur les demandes de sa clientèle.

On nous a fait, depuis vingt ans, bien des descriptions critiques ou flatteuses de l'usine allemande. Je n'en connais pas de plus exacte et de plus accessible au grand public français que le second livre de M. Victor Cambon, *L'Allemagne au travail*. L'auteur avait étudié l'Allemagne de 1887 en un premier ouvrage, où l'essor industriel de nos voisins était annoncé. Son second ouvrage en donnait, avec la courbe, quelques-unes des raisons les plus importantes. Cet homme du métier trouvait presque toujours à louer, rarement à blâmer. Mais, en 1908-1909, quand il écrivait son livre, les méthodes allemandes n'avaient pas encore produit toutes leurs conséquences et, posant les principes, l'auteur ne pouvait pas constater les résultats qui nous apparaissent aujourd'hui.

« L'usine allemande, dit M. Cambon, est généralement une très grande usine. Disparus, les établissemens exigus, vieillots, rapiécés, où des verrues successives ont poussé pour cause d'agrandissement sur la construction primitive. On laisse à d'autres pays le culte de ces souvenirs d'un autre âge : le patron allemand préfère démolir et déplacer ses vieux ateliers, parce qu'il estime plus coûteuses que les intérêts d'une reconstruction l'incommodité et les mains-d'œuvre excessives, inséparables d'une distribution irrationnelle. »

Scientifiquement, c'est là un excellent principe : la table rase a toujours été le seul terrain d'une spéculation vraiment scientifique. Mais la spéculation industrielle doit tenir compte d'autres nécessités. La science peut dédaigner le passé, n'étudier que le présent, ne regarder que l'avenir. L'avenir en indus-

trie, c'est le rendement, la rémunération du capital engagé; le présent, c'est ce capital à fournir; mais le passé, lui aussi, est là, sous forme de capital précédemment dépensé, et tant que le passé n'a pas été amorti, il a des exigences que l'industriel ne néglige pas sans courir droit à la faillite. L'usine allemande a toujours considéré comme secondaire la question du présent, je veux dire du capital à engager; elle a calculé au minimum la question de l'avenir, l'intérêt nécessaire; elle a presque toujours négligé celle du passé, l'amortissement.

Devant un maître de forges de la Moselle, — raconte M. Cambon, — un jeune ingénieur exposait les résultats d'un procédé nouveau, en commençant par le coût de cette excellente innovation : « Vous renversez l'ordre, interrompit le patron; dites-moi d'abord quels sont les avantages pour la qualité, l'economie, la rapidité; vous me parlerez ensuite de la dépense, question secondaire, si les résultats la justifient. »

On peut dire que toute l'industrie allemande a été une spéculation scientifique de cette sorte : « Quand l'étude d'un procédé nouveau, — ajoute M. Cambon, — a démontré que son application donnera un résultat supérieur à 10 pour 100 du capital nécessaire, tous amortissemens compris, on peut être sûr qu'il est adopté, et l'exécution suit immédiatement la résolution; il ne faut pas attendre que cette nouveauté ait vieilli. »

C'est là encore une des règles fondamentales de la science, qui ne doit jamais ignorer, fût-ce un jour, la dernière vérité découverte; car toute vérité vieillie a les plus grandes chances de tourner à l'erreur. Mais sur quel barème solide un industriel peut-il calculer l'intérêt à 10 pour 100 d'un capital nécessaire, *tous amortissemens compris*, quand il lui manque la seule donnée indispensable, à savoir la durée de ces amortissemens? Si l'usine allemande eût pris l'habitude de se renouveler tous les vingt ans de fond en comble, elle aurait eu les élémens de ce calcul. Si, de dix en dix ans, la technique évoluée lui avait imposé quelques innovations restreintes, elle aurait eu quelques méprises dans son bilan initial; toutefois, à défaut de rester bon, le rendement eût encore été passable. Mais que deviendrait une science ou une industrie scientifique qui retarderait de vingt ans, de dix ans seulement? Chaque jour apportant sa vérité ou sa technique nouvelles, et chaque année sa révolution, ce n'est pas de dix en dix années que l'Allemagne a

depuis un quart de siècle fait table rase de ses anciennes installations; c'est annuellement, ou presque... Que devenaient alors les « tous amortissemens compris? »

Question plus grave encore : a-t-on jamais constaté dans l'expérience quotidienne qu'un revenu net de 10 pour 100 rémunérât et garantît suffisamment le capital d'une affaire industrielle? Les plus audacieux parmi les capitalistes français ou anglais auraient-ils risqué beaucoup d'affaires de cette sorte, alors même que, dans leur public, ils trouvaient sans peine des capitaux à 4 ou 4 et demi pour 100? L'usine allemande empruntait à 6 ou 7, pour obtenir du 10 net, tous amortissemens déduits, mais tous risques compris!... En ces conditions, on peut douter que ses calculs de risques aient été plus sages que ses calculs d'amortissement, lesquels, en vérité, étaient rendus tout illusoires par la condition essentielle de sa vie même, par sa perpétuelle innovation scientifique. Or, cette même innovation rendait aussi difficile tout calcul des chances heureuses et malheureuses : c'est à l'user, au bout de huit ou dix campagnes, qu'un procédé fait la preuve de son rendement; mais bien avant qu'une technique eût fait ses preuves, l'usine allemande était déjà à la suivante, ou même à une autre encore.

Les seules gens d'affaires qui travaillent avec leurs capitaux, sont prudens en leurs espoirs de succès, réservés en leurs audaces de risques, exigeans en leurs tables d'amortissement. Le crédit enfle les espoirs, endort les scrupules et les craintes, et quand les gens de science deviennent inventeurs, on sait quelle confiance ils donnent aussitôt à leurs calculs théoriques : où l'architecte d'âge et d'expérience ne concède que 40 ou 45 pour 100 à la résistance théorique de ses matériaux, l'ingénieur débutant en accorde 60 ou 70, et c'est la ruine de sa muraille qui vient, en lui prouvant son tort, lui donner le maniement des théories et de leurs chiffres.

La savante usine d'Allemagne avait eu la prétention de débuter sans tenir compte des habitudes antérieures : à l'empirisme anglais et au petit métier français, à l'industrie de recettes et d'art, elle substituait la technique chiffrée et, devant un appel de la science, elle se moquait de l'ignorance anglaise, de la prudence française, de la timidité capitaliste. Elle n'était pas riche et, vivant de crédit, elle avait la même audace pour les énormes capitaux qu'elle empruntait et pour le maigre surplus

qu'elle y mettait de sa poche. Elle empruntait, empruntait sous mille formes : actions, obligations, chèques, doublemens, triplemens de capital. Elle trouvait des escompteurs inlassables dans les banques anglaises qui, de 1890 à 1900, s'étaient laissé enjôler comme leur gouvernement et qu'après 1900, les émissaires de Berlin et de Francfort continuaient de garder au service de l'ennemi : l'Angleterre de 1915 s'aperçoit que la finance allemande avait introduit ses délégués jusque dans le Conseil privé de la Couronne et que, depuis dix ans, un sir Ernest Cassel, à peine naturalisé, conseillait Sa Majesté anglaise pour le service du roi de Prusse ! En Amérique, combien de Germano-Américains jouaient le même rôle auprès des rois de l'or, de la viande, du cuivre, des chemins de fer ou du pétrole ! et combien de sociétés financières en France, auprès de Sa Majesté l'Épargne nationale ! Quand, après cette guerre, il faudra apurer nos comptes avec les banques étrangères, on verra combien chez nous se dérobaient au patriotisme de l'argent, qui exigeaient de notre peuple le patriotisme du sang et de l'impôt.

L'usine allemande empruntait. Le monde, fasciné par les victoires scientifiques de 1870-71, ne se lassait pas de lui prêter pour la conquête scientifique du marché mondial. « Les *firmes* allemandes, — dit M. Cambon (p. 52), — tout en distribuant de gros dividendes, mettent chaque année en réserves et en amortissemens des sommes énormes; mais ces réserves et ces amortissemens sont en grande partie immédiatement réemployés en matériel ou en agrandissemens. L'industriel allemand est un joueur opiniâtre qui, lorsqu'il gagne, remet perpétuellement au tapis et qui, même quand il ne gagne pas, ne s'abstient que s'il n'a plus d'argent : que de fois j'ai entendu dire qu'on doit profiter des années de crise pour renouveler son matériel ! »

Cette spéculation effrénée reposait sur le plus colossal crédit qu'industrie eût jamais rencontré dans son pays et dans l'univers : tant que durait l'admiration reconnaissante, mais un peu naïve, des marchés voisins, où l'usine allemande jetait ses produits à bas prix, tant que durait aussi le prestige et, pour parler franc, la crainte de l'invincible Empereur, l'argent ne manquait jamais à ces tenaces joueurs d'outre-Rhin. Mais, à partir de 1905, le discours de Tanger, qui faisait tant de bruit

et si peu de besogne, commença de ranimer les courages des peuples et les défiances des financiers ; puis, de 1905 à 1911, chaque bravacherie du divin Empereur, qui débridait les rires irrespectueux de la foule, fit froncer les bourses des prêteurs, et le coup d'Agadir eut pour corollaire un coup de banque qui faillit faire sauter tout l'édifice impérial : brusquement, l'Allemagne dut rembourser une partie, une faible partie de ses emprunts, et l'on vit sur quel terrain mouvant reposait en réalité cette façade monumentale.

Le coup de pédale vigoureux et pressé, « l'emballage » au tournant du vélodrome est le seul moyen pour le coureur cycliste de garder la corde et même de conserver son équilibre, lequel, d'ailleurs, ne se maintient que par le mouvement et tombe au premier arrêt. Au tournant difficile de 1911, la machine allemande exigea un coup d'emballage, colossal lui aussi... Mais à peine Agadir était-il franchi que les guerres balkaniques en exigeaient un autre, puis un autre encore. Au bout de tous ces tournans, apparaissait la dislocation de l'empire austro-hongrois et la perte pour l'usine allemande de ce client commode, dont la vassalité commerciale était plus complaisante encore que la vassalité diplomatique.

Déjà tous les prêteurs de l'Allemagne commençaient de montrer un peu plus de réserve, et l'épargne française, reprise enfin de confiance patriotique, refusait aux intermédiaires suisses ou autrichiens l'aide que, si généreusement, elle leur avait donnée jusque là. La victoire impériale avait fait la fortune de l'usine et du comptoir allemands. Les échecs impériaux les mettaient en mauvaise passe. Dès 1911, bien des pessimistes d'outre-Rhin ne voyaient de salut économique que dans un nouveau baptême de gloire militaire. Quelques-uns même disaient à mi-voix que le joueur allemand, après les vingt années de cette partie industrielle et commerciale, n'avait plus qu'un moyen de régler ses différences : sortir son revolver et exiger de l'assistance une rançon qui, d'un seul coup, éteindrait tout le passé, assurerait le présent et même le plus lointain avenir ; dans les poches de la France, que trois semaines de campagne jetteraient bas sans peine, on trouverait une vingtaine, une trentaine de milliards, dix pour solder les frais et les réparations de l'armée, dix pour solder les installations de l'industrie et du commerce, et dix pour mettre la flotte en

état de mener sur mer une prochaine opération, qui serait contre l'Angleterre de 1920, après la petite guerre continentale de 1914, ce qu'avait été l'opération de 1870 contre la France, après la petite guerre autrichienne de 1866... La guerre, toujours la guerre : c'est sur cette perspective dernière que s'ouvrent toutes les avenues de l'Allemagne impériale.

*
* *

Mais en 1911, il semble que les grands chefs de la diplomatie, de la politique et de l'économie allemandes n'étaient pas encore ralliés à ces vues : malgré la raideur et la brusquerie de tous ces tournans, ils croyaient qu'un nouvel effort en viendrait à bout ; ils conservaient leur confiance dans la solidité de la machine et dans la vigueur de leur peuple ; ils étaient toujours sous le charme de formules qu'ils croyaient les plus scientifiques, donc les plus avantageuses du monde.

« A première vue, dit M. V. Cambon, le système industriel de l'Allemagne paraît être onéreux : les sociétés enfouissent en matériel coûteux et incessamment renouvelé des sommes effrayantes. Mais si une usine « moderne » peut faire avec cent ouvriers le même travail qu'une usine ancienne avec deux cents, il est facile de voir que la première a un avantage annuel sur la seconde ; car l'usine ancienne aura dépensé, je suppose, en matériel 500 000 francs de moins que la moderne, ce qui représente, à l'amortissement de 10 pour 100, une économie annuelle de 50 000 francs ; mais comme, chaque année, elle paie 100 000 francs de plus de salaires, elle est en retard finalement de 50 000 francs par an sur la moderne. » Mais, pour économiser par an 100 000 francs de salaires, ce n'est pas 500 000 francs qu'il faut mettre à moderniser une industrie : c'est plusieurs millions, — et du train dont allaient en Allemagne les modernisations successives, ce n'est pas à 10 pour 100 qu'il aurait fallu amortir, c'est à 20 ou 25. Au minimum, deux millions de dépenses, amorties seulement à 15 pour 100, donnaient une charge annuelle de 300 000 francs, en regard de l'économie de 100 000, — laquelle ne se réalisait jamais.

Si l'usine modernisée, en effet, eût licencié une partie de son personnel, c'est la voisine, la concurrente qui l'eût embauché : dans le bilan global de l'industrie allemande, les gages de la main-d'œuvre n'eussent donc pas baissé. Mais, en pratique,

l'usine modernisée gardait tous ses ouvriers; seulement, pour couvrir à la fois ses frais anciens et les nouveaux, elle doublait ses machines. Chaque modernisation était donc un nouvel « emballage » dans cette création intensive. Et chaque jour, il fallait fabriquer davantage pour pouvoir le lendemain fabriquer encore plus. Et la vieille devise hanséatique, à peine modifiée, pouvait être gravée désormais sur la porte de toute grande usine : *Fabricare necesse est, vivere non est necesse.*

Mais quand on fabrique, il faut vendre et, quand on double la fabrication, doubler la vente et, quand on a sa plus grosse clientèle au dehors, doubler annuellement son exportation, et, quand on n'a pas chez soi les matières premières, augmenter d'autant son importation; au bout du compte, il faut subir de plus en plus les exigences du fournisseur étranger et les fantaisies du client mondial. Un horloger de la Forêt-Noire m'expliquait dès 1907 combien les unes et les autres rognaient déjà sur les bénéfices et même sur le salaire vital de son industrie.

Aux temps bismarckiens, il fabriquait, bon an mal an, vingt-cinq mille pendules dont il vendait les quatre cinquièmes, dans l'Empire et un cinquième au dehors. L'Empire alors était démuni et se meublait; les fabriques de pendules étaient encore peu nombreuses en Allemagne; les tarifs protecteurs écartaient la concurrence étrangère : vingt mille pendules se vendaient sans peine et bien sur le marché allemand et couvraient tous les frais de l'affaire. Les cinq mille pendules de reste, c'était le bénéfice clair et net : on les plaçait dans le monde, surtout en Angleterre, sans grand profit assurément sur le prix de revient; mais cinq mille pendules à dix marks seulement versaient à l'inventaire cinquante mille marks de bénéfice net.

De 1890 à 1900, notre homme doubla sa production annuelle, tandis qu'autour de lui, des concurrens ouvraient fabrique. Mais l'Empire commençait à avoir des pendules dans toutes ses maisons et, quelque fragile que fût la camelote allemande, une pendule faisait encore bien dix ou vingt années, et l'Empire était inondé de pendules badoises; d'où baisse de clientèle et baisse de prix à l'intérieur : l'usine ne couvrit plus, avec le marché allemand, que les trois quarts de ses frais; le marché mondial dut lui fournir le reste avec les bénéfices. Mais, là encore, la concurrence allemande opérant, il fallut vendre à des cours de plus en plus bas et subir des conditions de paiement

de plus en plus onéreuses. N'importe : à l'inventaire, il restait encore des bénéfices nets; mais ils n'atteignaient plus les cinquante mille marks d'autrefois; la production doublée les diminuait, au contraire, de 25 pour 100.

De 1900 à 1905, notre homme fit plus que doubler sa production, et tous ses voisins et concurrens firent de même. Le résultat final fut conforme à celui des dix années précédentes : à production doublée, vente doublée en des conditions deux fois moins bonnes et à une clientèle où le monde extérieur tenait trois et quatre fois plus de place; or, le monde, habitué à payer le produit allemand à vil prix, lui refusait les hausses qu'il consentait aux similaires anglais et français, parce que le propre de ceux-ci est d'être coûteux, mais que l'autre doit être bon marché : « En comptant à la française, — ajoutait ce Badois, élevé en Suisse et habitué aux mœurs de ses correspondans de Franche-Comté, — je ne tire plus le 4 pour 100 net du capital engagé. Mes voisins vous diront qu'ils obtiennent, eux, du 12 et du 14; c'est qu'ils calculent à l'allemande, en ne tenant compte que du capital initial; quand leur usine, partie avec 100 000 marks, leur donne aujourd'hui 15 000 marks de bénéfice net, ils crient au 15 pour 100; mais ils oublient qu'entre le départ et l'arrivée, ils ont laissé dans leur affaire, comme moi dans la mienne, dix années de bénéfices ou rapporté 200, 300 000 marks de capital nouveau, — ce qui donne, à la française, du petit 4 pour 100, en attendant moins encore. »

Le prix des pendules baissait; le prix des fournitures montait, et ce consommateur de cuivre était effaré par les cours des quatre dernières années : 126 en 1904, 149 en 1905, 186 en 1906, 188 en 1907! Et il fallait trouver de l'argent pour moderniser toujours le matériel, pour doubler encore la production et les salaires, doubler par suite l'engorgement du marché! Vers 1890-1895, on pouvait porter des pendules à Londres, En 1907, on voyait reparaître à Berlin les pendules anglaises et apparaître à Hambourg les pendules américaines, et les anglaises avaient pour elles la mode ou le snobisme, la préférence des gens riches, et les américaines avaient derrière elles cette formidable organisation du Nouveau-Monde, où la science à l'allemande travaille sur des ressources décuplées, avec des capitaux centuples! Bientôt il faudrait vendre sans profit ou même à perte dans l'Empire comme dans le reste du monde.

Aussi dès 1907, ce pacifique Badois conseillait à ses amis de France de s'entendre au plus tôt avec l'Empereur pour fermer le marché continental à tous les intrus d'outre-mer; sinon, la *Kultur* allemande, qui avait créé son industrie pour porter les armemens de son Empire, serait bien obligée, — disait-il, — de mettre en œuvre ces armemens pour soulager et même sauver son industrie.

« *Zollverband*, Association douanière, » avait dit Guillaume II à ses Berlinois de 1891. En 1907, notre horloger eût considéré le *Zollverband* continental comme le salut des horlogers badois, de tous les industriels allemands, et comme le paradis de leur clientèle européenne, qui jouirait ainsi, pleinement, des produits de la *Kultur* et des bienfaits de l'organisation germanique. Mais il savait que le paradis n'est pas de ce monde : il se fût donc contenté d'un *Kartellverband*, d'une association internationale de *kartells* nationaux sous l'arbitrage des grands *kartells* germaniques.

Le *kartell* est une association des producteurs de même spécialité, qui s'imposent à eux-mêmes un quotient *maximum* de production ou de vente et qui veulent imposer des prix *minima* à leur clientèle. Le *kartell* fut une commodité de l'ère bismarckienne : il est devenu une nécessité du « nouveau cours. » C'est que, durant les vingt années dernières, une dissociation de plus en plus grande s'est faite entre l'industrie et le commerce allemands, même à l'intérieur d'une seule affaire : « La direction technique des *firmes*, dit M. V. Cambon, est le plus souvent distincte de la direction commerciale; quelquefois même, industrie et commerce forment deux sociétés différentes, l'une étant chargée de vendre les produits fabriqués par l'autre; on vise par là à éviter les conflits journaliers, si fréquens dans les deux services. » On évite peut-être les conflits journaliers; mais on évite aussi cette entente de toutes les heures, sans laquelle l'industrie ne répond plus aux demandes du commerce et, surtout, les dépasse : la production arrivant à ne plus avoir de rapport avec les besoins du marché, ce n'est plus la demande qui règle l'offre; c'est l'offre qui prétend régir la demande et, par le moyen du *kartell*, imposer ses exigences.

« Actuellement, — écrivait M. V. Cambon dès 1908, — la concurrence est telle sur le marché allemand ou mondial que les producteurs ne comptent plus pour faire fortune sur les pro-

duits courans et classés : à moins qu'elle ne soit protégée par des *kartells* ou à moins de situation exceptionnelle, une industrie ordinaire ne peut plus prospérer. »

Les premiers admirateurs du *kartell* allemand en faisaient ressortir les différences avec le *trust* américain (1) : le *trust*, arme de domination et souvent de banditisme commercial; le *kartell*, honnête et pacifique outil de réglage et de conciliation, pacte de fraternité entre producteurs diligens, qui ne cherchent qu'à se défendre contre les fantaisies de quelques spéculateurs ou contre l'avarice de leurs cliens. Aux temps pacifiques de Bismarck, le *kartell* a pu avoir ce rôle vertueux : il s'agissait alors de partager entre producteurs allemands la clientèle du seul marché allemand, qu'enfermait un tarif protecteur. Mais, du jour où le marché mondial devenait le champ des ambitions allemandes, que pouvait faire le *kartell*, sinon d'offrir à tous les producteurs du monde la fraternité ou la mort? Et quand les puissans *kartells* du charbon, de la métallurgie, de la navigation, etc., avaient dans la personne et dans l'entourage de l'Empereur des actionnaires aussi âpres au gain que prompts à la menace, on devine la prise que leurs exigences pouvaient avoir sur la politique impériale.

En 1914, les grands *kartells* ont joué, dans cet Empire féodal de Guillaume II, le rôle que jouaient les grands féodaux dans les temps du Saint-Empire romain-germanique : ce sont eux qui ont remontré au Maître que leurs bénéfices épuisés ne pouvaient plus nourrir leur fidélité et celle de leurs gens, que l'Allemagne de 1914, comme celle de 1114, ne pouvait plus vivre sur elle-même, et qu'il lui fallait le servage du voisin. Un organisme économique, spécial à l'Angleterre de 1880-1900, la *Company limited*, avait lâché l'essor à l'impérialisme chamberlaniste et causé directement la guerre sud-africaine (2). C'est l'organisme spécifiquement allemand du *kartell* qui est l'auteur responsable de la guerre présente. Guillaume II n'a fait qu'obéir aux sommations de ses bénéficiers : en juin 1914, un ministre de France prévenait son gouvernement que la réunion des grands métallurgistes à Dusseldorf réclamait la guerre comme le seul moyen de liquider la situation présente et d'apurer les

(1) Voyez là-dessus le livre de M. Paul de Rousiers, *Les Syndicats industriels de Producteurs*, Paris, 1901.

(2) Voyez là-dessus mon livre, *L'Angleterre et l'Impérialisme*, Armand Colin, 1901.

dettes, les formidables dettes de l'industrie allemande, en mettant tout le marché continental sous le contrôle des *kartells* germaniques.

Notre grand public s'étonne parfois que la riche, prospère et grandissante industrie d'outre-Rhin n'ait pas empêché son gouvernement de nous déclarer cette guerre qui pouvait la ruiner, elle, et ne pouvait en aucun cas la servir, puisque d'ores et déjà la domination économique de l'Europe et du monde lui semblait réservée. La vérité est que le « nouveau cours » ayant conduit toutes les affaires allemandes au bord de la banqueroute, la guerre de 1914 fut le saut dans l'inconnu pour tâcher d'éviter la chute dans l'abîme. La faillite ou le brigandage; la ruine allemande ou la servitude européenne : c'est à ce dilemme que les conceptions féodales d'un Guillaume II amenaient, en 1914, l'empire bismarckien, et c'est de ce point que l'on comprend mieux le sens presque divinatoire de telle grosse raillerie berlinoise.

Depuis dix ans déjà, le bon peuple de Berlin s'étonnait et s'inquiétait parfois d'avoir en *Seine Majestät*, non seulement un héros d'opéra wagnérien et un avide financier, un *Siegfried Mayer*, mais un trafiquant doublé d'un fanatique, un *Shylock Mercator*... En 1914, aucun juge de Venise ne put arrêter Shylock dans ce qu'il appelait la revendication de son droit : il entreprit donc de lever sur l'Europe sa belle part de viande rouge, en prenant à témoin le vieux Dieu d'Abraham et de Jacob que, certes, « il ne l'avait pas voulu, » mais que l'opération était indispensable à la fortune de ses fidèles, à sa parole impériale, et peut-être pensait-il vraiment l'achever sans répandre une once de sang.

VICTOR BÉRARD.

LES CHEMINS DE FER BALKANIQUES

Entre les plaines de l'Europe russe et les golfes profonds de la Méditerranée orientale, mers Adriatique, Ionienne, de l'Archipel, la péninsule balkanique est le vestibule des pays d'Occident vers l'Asie; par delà les détroits, accident géologique récent, qui encadrent la mer de Marmara, elle est exactement continuée par la presqu'île de l'Asie Mineure. Ainsi, au premier coup d'œil jeté sur la carte, apparaît son double caractère de zone de passage, suivant deux axes perpendiculaires, dont l'un serait approximativement celui des détroits, l'autre celui de la côte dalmate et des alignemens insulaires de l'Archipel. A l'Ouest, en bordure de l'Adriatique, la péninsule des Balkans porte les plissemens méridionaux des Alpes; au Nord, elle s'arrête à la chaîne des Balkans proprement dits, dont l'arc, symétrique de celui des Carpathes, encercle les terrasses valaques et la vallée du bas Danube; c'est là un ancien golfe de la Mer-Noire, peu à peu comblé par les alluvions du grand fleuve et de ses affluens.

Le Danube atteignait autrefois la Mer-Noire par un passage encore marqué, non loin de Varna; il fut ensuite rejeté au Nord, jusqu'à son embouchure actuelle, selon un tracé qui contourne les collines de la Dobrudja; les eaux de l'Europe centrale, accumulées derrière l'obstacle carpatho-balkanique, ont fini par y forer la trouée héroïque des Portes de Fer et joindre l'ancien golfe maritime; celui-ci s'est vidé, le Danube en est devenu le drain principal, tandis que des vallées confluentes en constituaient les drains secondaires. Les régions ainsi traversées sont extérieures à la péninsule balkanique;

elles lui sont pourtant indissolublement liées, en raison des communications qu'ouvre le réseau fluvial du bas Danube; tout en les rangeant ici en marge du terrain particulier de notre étude, nous devions donc montrer qu'elles en sont une annexe inséparable; elles sont politiquement partagées, dans l'Europe actuelle, entre les royaumes de Roumanie et de Bulgarie.

Le relief de la péninsule balkanique, très confus, n'est assez bien connu que depuis peu d'années; il comprend une bande centrale de plateaux anciens, contre lesquels se sont ployées les roches plus jeunes des Alpes adriatiques; cette structure a été, à diverses époques, remaniée et compliquée par des soulèvemens volcaniques; les niveaux de plateau, plus calmes que ceux de la bordure occidentale, en furent profondément bouleversés; des massifs éruptifs ont jailli à travers les granits et contribuent à donner au pays, vu dans son ensemble, l'aspect d'une immense ruche dont les alvéoles communiquent malaisément entre eux. Les murailles qui les séparent sont, le plus souvent, abruptes. Les dépressions relatives sont étirées dans le sens du Nord-Ouest au Sud-Est; ce sont les rendez-vous assignés par la nature aux cultures et aux habitations; là se sont donc formées des sociétés, morcelées à l'image du sol lui-même; l'évolution des hommes a suivi celle des eaux, tendant toujours à descendre vers les plaines basses et la mer, sciant les barrières montagneuses pour souder les unes aux autres les ellipses de lacs étagés; les vallées balkaniques se déroulent tels des chapelets, avec leurs étranglemens entre les grains.

Le chaos est particulièrement inextricable sur le littoral adriatique, Dalmatie, Monténégro, Albanie. Ces Alpes orientales sont un Jura, plus sauvage que le nôtre, talus déboisés, vallées longitudinales où les eaux disparaissent dans des gouffres, cluses transversales aux falaises verdoyantes; la rivière Narenta est coudée comme le Doubs. Les Monténégrins racontent que leur pays est une sorte de « laissé pour compte » de la Providence : lorsque Dieu, planant dans les nuées, eut façonné notre planète, il s'aperçut que les anges, chargés des matériaux de sa divine architecture, portaient encore quelques restes de leurs fardeaux; il leur ordonna de les jeter à travers l'espace, et ce tas de débris fut le Monténégro. — La bordure immédiate de la mer est formée de presqu'îles, de golfes ramifiés, de petits

archipels, mais ces articulations restent exclusivement littorales; on n'y trouve pas l'amorce naturelle de voies de pénétration dans l'intérieur; la côte sera, de bonne heure, le théâtre d'une vie maritime active et dispersée, mais, jusqu'à ce que des efforts patiens de l'homme lui aient ouvert des accès artificiels, elle demeurera une façade isolée de tout l'arrière-pays.

Ainsi, la traversée des Balkans n'est nulle part aisée; on ne voit nulle part se tendre sur la péninsule une de ces lignes qui semblent préétablies pour orienter l'histoire, celle de la porte de Bourgogne, entre le Rhône et le Rhin, celle du seuil de Dzoungarie, à l'Est de la Chine extérieure. Ici, les migrations et les conquêtes suivront les itinéraires brisés des rivières; les routes se présentent comme des combinaisons d'élémens multiples, très divers, bien que très rapprochés; la « géographie de la circulation » est dominée par cette loi générale. Le sillon principal des communications entre les plaines de Hongrie, la mer de l'Archipel et le Bosphore est formé d'une série de tronçons et emprunte l'une après l'autre les vallées de plusieurs rivières.

Négligeons un instant, pour plus de clarté, les défilés qui resserrent le chemin, peu à peu devenu, par une suite d'événemens qui ont forcé la nature, l'un des passages essentiels de l'ancien continent : la voie part de la jonction des eaux alpestres et hongroises, en amont des Portes de Fer; elle est unique, dans la direction du Sud-Est, jusqu'au confluent que marque aujourd'hui la ville serbe de Nich; puis elle se bifurque; la branche occidentale gagne des bassins tributaires du Vardar pour aboutir au golfe de Salonique; celle de l'Est traverse la plaine supérieure de l'Iskar, affluent du Danube, où est née la bulgare Sofia; elle atteint ensuite le domaine de la Maritsa (Philippopoli, Andrinople), puis s'en écarte pour atteindre la mer de Marmara par des fissures d'un bourrelet côtier, là où ont poussé Rodosto et Constantinople. Sur cette ligne axiale, les embranchemens plus ou moins exactement perpendiculaires sont encore plus accidentés; les routes du plateau, après des parcours capricieux en ligne brisée, doivent escalader au Nord la muraille des Balkans; au Sud-Est, les détours se compliquent, le long des pistes qui visent les ports de l'Adriatique, Raguse, Antivari, Durazzo, Vallona. Mais, parfois, ces itinéraires tortueux permettent de tourner les grands obstacles : ainsi les

Romains avaient construit la Via Egnatia, entre la côte de l'actuelle Albanie et le golfe de Salonique.

D'après cette dernière indication, il est aisé de conclure quelle est, pour des ingénieurs modernes, la difficulté spécifique de la traversée de la péninsule balkanique; moindre selon la direction que nous avons appelée axiale, elle est plus grande sur les tracés perpendiculaires. Le problème à résoudre est la soudure pratique de compartimens que la nature semble avoir fabriqués pour qu'ils demeurent séparés les uns des autres. Cette hostilité du sol fut encore aggravée par l'émiettement des groupes humains que l'histoire a brassés, au cours des siècles, sur cette terre angulaire entre la Scythie et la Méditerranée, entre l'Europe et l'Asie. La conquête romaine avait tourné, plutôt que pénétré la péninsule des Balkans; elle s'affermit surtout sur les côtes, par des ports-entrepôts et, sous l'empire, par des colonies orientales, destinées à endiguer des invasions slaves : de là les origines occidentales et le nom des Roumains d'aujourd'hui. Quand l'Orient se fut séparé de l'Occident, les empereurs de Byzance appelèrent, au contraire, des Slaves pour couvrir leurs frontières du Nord; alors arrivèrent, au VIe siècle de l'ère chrétienne, les premiers Serbes des Balkans. Les Bulgares sont une race d'envahisseurs, apparentés aux Huns, qui finirent par se fixer sur le sol longtemps ensanglanté par leurs cruautés. Tous ces peuples, du Xe au XIIe siècle, embrassèrent la religion orthodoxe, celle de l'empire grec; mais, malgré cette communauté de croyance, ils vécurent au milieu de guerres endémiques, mêlés dans les districts limites en des fouillis dont le mot Macédoine, devenu nom commun, a fini par évoquer l'idée.

La montée des Turcs par l'Asie Mineure vient ensuite accroître cette confusion; elle attire la riposte occidentale des croisades, dont les plus populaires suivent à petites étapes les routes de terre, tandis que celles des princes, pèlerinages de guerre, préfèrent la voie de mer; il en demeure, même après que les Turcs ont pris pied en Europe, une frange de comptoirs vénitiens tout autour de l'ancienne Hellade. Mais les Turcs ne se sont pas arrêtés au bord de la Méditerranée; plus d'un siècle avant la prise de Constantinople, ils envoient des armées dans la péninsule, à la conquête de l'Occident. Des batailles épiques les mettent alors aux prises avec les Slaves des Balkans; les

Serbes défendent pas à pas leurs bassins et leurs forêts, boulevard de la chrétienté; les Valois de France envoient à leurs chefs des ambassadeurs qui passent, malgré les aventures d'un pareil voyage, par les ports de l'Adriatique. Le Roi ordonna, en 1389, un *Te Deum* à Notre-Dame, sur la nouvelle que les Serbes avaient écrasé les Turcs à Kossovo : fausse joie, car les chrétiens avaient été battus, en fin de journée; huit ans plus tard, la fleur de la chevalerie accourue d'Occident fut fauchée par les Turcs, à Nicopolis.

Maîtres de Constantinople, les Sultans firent de la péninsule des Balkans leur bastion avancé contre l'Occident; à travers les défilés des montagnes, leurs bandes militaires, sous des beys, s'infiltrèrent dans les bassins fertiles; leurs lieutenans s'y taillèrent des domaines, convertirent autour d'eux quelques notables indigènes et, par ces garnisons très dispersées, non sans des luttes qui restèrent presque toujours des incidens locaux, maintinrent la domination turque pendant quatre siècles. Parfois, les Ottomans voulurent aller plus loin, déboucher dans les plaines de l'Europe centrale; une route militaire avait été tracée, sur les ordres de Soliman le Grand, de la mer de Marmara à Belgrade; des armées turques, au delà de Belgrade, atteignirent une fois les provinces alpestres des Habsbourg, une autre fois les environs de Vienne; mais en général, les rencontres décisives se livraient dans l'angle du Danube et de la Save, Mohacz, Eszek, Peterwardein. Au début du XVIIIe siècle, le prince Eugène ferma l'accès de l'Autriche aux Turcs par les colonies slaves de ses « confins militaires; » il n'était alors question que de dresser des obstacles entre l'Occident chrétien et les Balkans turcs; Belgrade, perchée sur ses collines au-dessus des confluens de la Basse-Hongrie, était le suprême observatoire des Sultans.

Les échanges commerciaux entre l'Europe et le Levant se poursuivaient seulement par voie de mer, de Venise, de Marseille, avec l'aide d'intermédiaires grecs. Laissons ici de côté la Turquie d'Asie, extérieure à notre sujet; il est clair que ces transactions ne supposaient pas de grands mouvemens de marchandises; les pays balkaniques, sans être particulièrement gâtés par la nature, ne manquaient pourtant pas de ressources forestières, agricoles, minières; mais ils étaient condamnés, sous le régime turc, à vivre repliés sur eux-mêmes. L'émancipation politique, au XIXe siècle, leur ouvre des perspectives économiques toutes

nouvelles; les nations commerçantes de l'Occident, et l'Angleterre avant les autres, vont chercher des affaires intéressantes sur ce terrain encore inexploité; bientôt la nécessité de communications modernes, à travers les populations balkaniques, s'imposera progressivement, comme un corollaire de leur affranchissement. Sur ces régions de transition, les climats divers et les diverses productions se rapprochent : la Roumanie danubienne participe des conditions de la plaine russe, sa terre noire est admirable pour le blé, ses steppes découvertes pour l'élevage, ses pêcheries du Delta pareilles à celles du Don et de la Volga. Plus bas, les vallées bulgares et serbes se parent des rosiers, des arbres à fruits de la Méditerranée; les ravins du Monténégro, piquetés de lauriers, ont des couleurs algériennes; mais les poivriers des boulevards d'Athènes grelottent quelquefois sous un coup de vent, tombé du Nord.

Ces contrastes inviteraient certainement à des échanges locaux, si l'insécurité, le manque de communications à grandes distances n'encourageaient les habitans plutôt à la paresse; pourquoi, dans l'incertitude du lendemain, compliquer la vie par un travail dont on ignorera le prix? Les Balkaniques menaient donc une existence extensive, au jour le jour, peu soucieux de s'instruire, voire de s'enrichir; ils se nourrissaient de ce que la terre leur donnait presque spontanément, des galettes de maïs, des bouillies de haricots, de la viande fraîche ou fumée de mouton, de chèvre ou de porc; ils buvaient de l'eau-de-vie de prunes; eux-mêmes tissaient la laine, brodaient les vêtemens de leurs guerriers et les toilettes de leurs femmes, sertissaient leurs bijoux et trempaient leurs armes. A peine quelques citadins soupçonnaient-ils ce que peut être un commerce d'exportation; le premier piano arrivé à Philippopoli, en 1880, fut un objet de curiosité pendant plusieurs semaines. Le renouveau politique exprimé par la retraite progressive des Turcs s'épanouira donc parmi des populations encore voisines d'un état de moyen âge.

Depuis l'insurrection grecque, contemporaine de la Restauration, l'Europe occidentale suit avec intérêt cette évolution politique; le Sultan est désormais, pour les chancelleries, l'homme malade dont les héritiers guettent la succession. Successivement, au cours du XIXe siècle, la Grèce, la Serbie, le

Monténégro, la Roumanie, la Bulgarie, ont été détachés de l'Empire turc et sont devenus, par étapes, des États absolument indépendans. Un temps d'arrêt fut marqué en 1854-1856 par la guerre de Crimée, qui associa temporairement l'Angleterre et la France contre la Russie ; ce mouvement s'est ensuite précipité, depuis la guerre turco-russe de 1877, dont les sanctions furent posées par le Congrès de Berlin (1878). L'émancipation économique a suivi, d'assez loin d'abord, cette transformation politique ; seule, en effet, la Grèce avait jusqu'à ces dernières années, un accès direct sur la mer ; les principautés balkaniques restaient tributaires de ports encore turcs, Salonique et Constantinople ; aucune communication directe, par chemin de fer, n'était ouverte entre elles et l'Europe centrale ; le Danube lui-même, coupé par l'obstacle des Portes de Fer, était divisé en deux biefs et ne pouvait suffire à des échanges intenses entre ces deux groupes.

C'est par mer, alors, que l'Occident développe ses relations avec l'Empire ottoman ; les progrès de la navigation à vapeur servent tout d'abord les armateurs anglais, qui ont équipé les premiers chantiers de construction ; leurs paquebots, dans l'Archipel et la Mer-Noire sont relayés par des voiliers grecs, qui pénètrent dans toutes les baies et se font les intermédiaires d'un commerce de détail de plus en plus actif. La liberté des détroits entre la Méditerranée et la Mer-Noire est pour l'Angleterre, dans ces conditions, une nécessité de premier ordre ; elle lui subordonne résolument toute sa politique orientale. La France, sous Napoléon III, subit cette impulsion ; ses hommes d'affaires (il y en eut de géniaux pendant le second Empire) multiplièrent eux aussi les transactions maritimes avec les pays levantins ; les Messageries, d'autres sociétés marseillaises montrent leur pavillon au Pirée, à Smyrne, à Constantinople, à Odessa. Au lendemain de la guerre de Crimée, la Commission internationale du Danube a pour mission principale d'aménager pour la grande navigation le cours inférieur de ce fleuve, de sorte qu'il ouvre une route intérieure aux paquebots venus d'Occident par les détroits. Puis, comme ces travaux sont lents et ne répondent pas à toutes les espérances, les Anglais apportent en Turquie la grande nouveauté moderne, le chemin de fer ; ils construisent pour le compte du Sultan, en 1862-1863, d'abord une petite ligne de 60 kilomètres, qui relie Tcher-

navoda, sur le bas Danube, à Constantsa, sur la Mer-Noire (cette ligne est actuellement roumaine et rattachée à Bucarest par un admirable pont de construction française), puis, sur 226 kilomètres, la voie de Routchouk à Varna. Cette dernière, remarquons-le, n'est qu'une sorte d'embouchure artificielle du Danube, dont elle emprunte l'ancienne vallée, au Sud de la Dobrudja; elle date de l'époque où le commerce occidental n'abordait les Balkans que par leur façade maritime, c'est-à-dire par la Turquie.

Cette situation est seulement temporaire : d'une part, en effet, les nouvelles principautés balkaniques s'efforceront à l'envi d'améliorer leurs productions et d'étendre leurs relations extérieures; de l'autre, des Puissances européennes, récemment nées à la vie diplomatique, chercheront de ce côté de l'Europe à développer leurs transactions. Pendant cette même période, la technique des chemins de fer s'améliore rapidement; les ingénieurs ne sont plus arrêtés par le passage des larges vallées, depuis qu'ils construisent de grands ponts en fer; les perforatrices qui travaillèrent à Suez ont fourni l'idée première de machines adaptées ensuite au percement des tunnels; on est loin encore de l'outillage industriel formidable qui permettra aux Américains de vaincre la nature à Panama, mais déjà l'établissement de voies ferrées en pays de relief très varié, comme la péninsule des Balkans, n'est plus une audace téméraire. Or, dans les jeunes principautés balkaniques, une renaissance s'annonce, vite après la libération; elle est intellectuelle et économique; des universitaires des pays sud-slaves, alors divisés entre l'Autriche et la Turquie, recueillent des poésies populaires, rédigent des grammaires, célèbrent l'unité d'une race dont la Serbie autonome présage déjà l'avenir indépendant. Peu à peu, devant ces innovations, les propriétaires turcs se retirent; on dirait qu'ils se resserrent d'instinct sur les domaines laissés au règne du Croissant; par une révolution qu'il vaudrait la peine d'étudier de près, de nouveaux maîtres du sol apparaissent, indigènes chrétiens, qui reprennent ainsi, champ par champ, la terre jadis arrachée à leurs ancêtres; du régime des *latifundia*, les pays balkaniques passent insensiblement à celui de la petite propriété; il s'y forme une classe de paysans, désireux de progrès du jour où le bénéfice de leur travail leur est assuré; de tous côtés, des valeurs nouvelles

montent du sol; ainsi naissent des besoins d'échanges, auxquels le vieil appareil des communications ne suffit plus.

En Bulgarie, en Serbie, en Roumanie, des lois encouragent l'agriculture et s'attachent à répandre l'instruction parmi les ruraux; ici ce sont des réductions d'impôts pour les terres défrichées, des exemptions douanières pour les machines agricoles, là des faveurs aux capitaux, même étrangers, qui créent des usines pour la transformation de produits locaux, brasseries, distilleries, sucreries. Au lendemain de ses succès contre la France, l'Allemagne commence à s'intéresser à l'Europe Orientale; bien que Bismarck affecte de « ne pas lire le courrier de Constantinople, » des Allemands paraissent dans les Balkans, dès avant la guerre turco-russe ; ils viennent acheter ou moudre des grains en Bulgarie, disputer aux Autrichiens l'exploitation des forêts bosniaques et serbes. Par le Danube, l'Autriche pousse ses conquêtes vers la Mer-Noire et Salonique ; elle poursuit méthodiquement l'aménagement du fleuve pour la batellerie à vapeur ; elle s'attaque aux Portes de Fer, où un chenal balisé sera ouvert en 1896 ; ses financiers seront les premiers à préparer un plan de chemins de fer pour l'Empire ottoman.

En attendant, nous sommes encore à l'époque où le commerce extérieur des Balkans, quelle que soit la rapidité de sa hausse, se fait tout entier par mer ; les ports de la Mer-Noire sont les entrepôts des céréales, maïs et froment, que la Roumanie et la Bulgarie produisent désormais pour l'exportation ; ils servent de débouchés auxiliaires à la voie fluviale du Danube inférieur, jusqu'à ce que soit achevée, en 1894, la canalisation de la branche de Soulina, au centre du delta; des vapeurs de 3 000 tonnes remonteront alors, sans rompre charge, jusqu'à Galatz et Braïla. Constantsa, port roumain, plage estivale de la haute société de Bucarest, ne deviendra que lentement une cité économique ; il n'en est pas de même de Varna, depuis le jour où le Congrès de Berlin, en émancipant la Bulgarie, en fait un port bulgare ; le gouvernement de Sofia s'empresse de racheter aux Anglais le chemin de fer qui relie Varna à Routchouk, et qui est désormais, pour ainsi dire, l'embouchure bulgare du Danube. En Turquie, Constantinople et Salonique voient grandir leurs « marines, » quartiers banals, dont les hangars couverts de tuiles rouges font tache sur le

profil harmonieux des mosquées ; la corporation des arrimeurs règne sur le transit, car il n'existe pas encore de quais, et les paquebots déchargent en rade, sur des mahonnes ; la police traite avec égards les chefs des « mahonadjis. » Des cargaisons de sucre, de café, d'objets fabriqués sont déposées en échange de sacs de maïs ou de glands tinctoriaux, de ballots de tabac et de peaux. Les Compagnies de navigation, anglaises et françaises, dominent encore ; mais déjà paraît, arrivant de Trieste, le Lloyd autrichien ; plus tard, au début du xxe siècle, ce seront les Compagnies allemandes, appuyées sur le puissant organisme de Hambourg. En même temps, la concurrence de l'Europe centrale se précise et s'arme par l'extension des chemins de fer.

Le gouvernement turc avait, dès 1869, concédé une première série de lignes ferrées, qui furent construites pour son compte ; il signa ensuite (1872) un accord pour l'exploitation de ces lignes, avec une Société qui passa en diverses mains et que nous désignerons sous le nom qui lui est resté, la Compagnie des Chemins de fer Orientaux. Ce groupe est surtout autrichien, les capitaux ont été rassemblés principalement en Autriche, en Allemagne et dans la Suisse orientale ; quelques actionnaires français, anglais, belges, possèdent un petit nombre de titres. La Société était instituée fermière du gouvernement turc pour les lignes dont l'exploitation lui était concédée ; d'après son contrat, elle prélève d'abord une somme de 7 000 francs par kilomètre sur la recette brute et partage les excédens, suivant des règles qui ont été plusieurs fois modifiées, avec le gouvernement ; toutefois, elle s'engage à ce que la part de celui-ci ne descende jamais au-dessous de 1 500 francs par kilomètre ; ainsi, ce n'est pas l'État qui garantit un revenu à la Compagnie, mais la Compagnie à l'État, ce qui est en somme équitable, puisqu'elle a reçu un réseau construit et n'a besoin que de capitaux de roulement pour la fourniture du matériel roulant et l'exploitation. L'ensemble des lignes de cette concession montant à peu près à 1 200 kilomètres, on voit que la redevance annuelle minimum au gouvernement turc est d'environ 1 800 000 francs ; la Porte a gagé sur ce revenu, en 1894, un emprunt de quarante millions qui fut placé en France.

Le réseau primitif des Orientaux comprenait, au départ de

Constantinople et de Salonique, des lignes qui devaient être, dans la pensée du gouvernement turc, de commandement militaire autant que de progrès économique. L'une, partant de Constantinople, gagnait Andrinople, Philippopoli et s'arrêtait à Bellova, frontière de ce qui était alors la province autonome de Bulgarie; elle lançait deux embranchemens, l'un au Sud, d'Andrinople sur Dédéagatch, port de la mer Égée, l'autre au Nord, vers le district minier de Yamboli, avec projet d'extension jusqu'à Bourgas, port de la Mer-Noire; ces voies une fois construites, la Porte pouvait espérer amener rapidement des troupes, le cas échéant, jusque près de Sofia, tandis que, à 300 kilomètres environ autour de Constantinople, une « grande ceinture » assurerait la défense entre la Mer-Noire et la Méditerranée. Quant à la ligne de Salonique, elle remontait la vallée du Vardar jusqu'à Uskub, et se dirigeait ensuite vers Mitrovitsa, près de Novibazar, au seuil de la Bosnie; elle traversait les provinces riches de la basse Macédoine et serait la voie stratégique d'un corps ottoman devant opérer contre la Serbie; deux prolongemens étaient prévus, l'un vers le bassin historique de Kossovo; l'autre, infléchi au Nord, dans la direction de la frontière serbe.

La Société des Orientaux est restée autrichienne jusqu'à la crise de 1908-1909, marquée par l'annexion à l'Autriche-Hongrie de la Bosnie et de l'Herzégovine; elle a dû se transformer alors en société ottomane, mais ce ne fut qu'un changement d'étiquette, car les directions n'ont jamais cessé de partir de Vienne. Le Congrès de 1878, qui brisa la suzeraineté turque dans les Balkans, spécifia que les droits du gouvernement turc sur les chemins de fer de la péninsule seraient maintenus. L'émancipation plus formelle de la Bulgarie, l'autonomie administrative accordée à la province de Philippopoli, dénommée Roumélie orientale, respectèrent donc le contrat des Orientaux.

Le Congrès de Berlin, en 1878, est la première étape diplomatique de la poussée germanique vers l'Est, du *Drang nach Osten*. Bismarck, qui en fut le suprême inspirateur, ne désirait encore qu'aviver dans les Balkans les jalousies de la Russie et de l'Autriche, afin de réserver à l'Allemagne une tranquille liberté dans l'Ouest de l'Europe; il s'efforça donc d'écarter de Constantinople la Russie elle-même, et aussi la Bulgarie, que les Russes avaient adoptée, par une erreur qu'ils paient encore,

pour représenter les intérêts du slavisme dans les Balkans. L'Autriche se chargeait d'assurer, vers le Levant, la percée du germanisme; la Porte lui abandonnait l'administration de la Bosnie-Herzégovine, en majorité peuplées de Yougo-Slaves qui sont de la famille des Serbes; elle acceptait un régime spécial, en fait une vraie tutelle, sur la province de Novibazar, coin glissé entre la principauté de Serbie et les Serbes du Monténégro, route possible d'un chemin de fer qui prolongerait jusqu'aux plaines de la Save la ligne Salonique-Mitrovitsa et faciliterait la descente des Autrichiens jusqu'à la mer Egée. L'Autriche profita de ces avantages pour accuser son emprise économique sur la Serbie; elle renforça ses lignes de navigation danubiennes, elle poussa jusqu'à la citadelle de Semlin, qui affronte Belgrade, ses chemins de fer avançant vers la Serbie; ses agens s'insinuèrent si bien à la cour serbe, que le prince Milan, devenu roi en 1882, lié par un traité de commerce et par des obligations personnelles, semblait n'être plus à Belgrade qu'un préfet de François-Joseph; cette sujétion dura jusqu'au retour des Karageorgevitch, en 1903.

Dans le traité de Berlin avait été inséré, sur la demande de l'Allemagne et de l'Autriche, un article stipulant que, aussitôt après la conclusion de la paix, les quatre États intéressés, c'est-à-dire l'Autriche, la Serbie, la Bulgarie et la Turquie, se concerteraient pour raccorder avec le reste de l'Europe les voies ferrées existant dans la presqu'île des Balkans, lesquelles n'avaient jusqu'alors aucune jonction avec le dehors. L'établissement de cet accord fut l'objet de la réunion, dite « conférence à quatre, » qui siégea à Vienne en 1882-1883, et aboutit à la conclusion d'un traité. En vertu de cet acte, les raccordemens à construire étaient au nombre de deux. L'un, partant de Bellova (alors frontière de la Roumélie orientale et de la Bulgarie), passait par Sofia, pénétrait en Serbie, aux environs de Pirot, desservait ensuite Nich et Belgrade, entrait en Autriche-Hongrie en traversant la Save et aboutissait à Budapest. L'autre, s'embranchant à Nich sur le précédent, se dirigait vers le Sud en remontant vers la vallée de la Morava serbe, franchissait la frontière serbo-turque à Ristovatz (ou Zibeftché) et rejoignait près d'Uskub la vallée du Vardar, ainsi que la ligne déjà construite et aboutissant à Salonique.

Les travaux de ces deux raccordemens ont été commencés

en 1885 et achevés en 1888 ; la communication directe fut alors assurée entre Vienne et Salonique, entre Vienne et Constantinople avec bifurcation à Nich. Les sections de ces lignes situées en Serbie et en Bulgarie appartenaient au réseau d'État de chacun de ces pays; le raccordement Uskub-Zibeftché était exploité par la Compagnie des Orientaux.

L'entrée en service de ces nouveaux chemins de fer n'avait pas été sans inquiéter le gouvernement ottoman ; il est clair que ces facilités de communication plaçaient les principautés balkaniques sous la dépendance de l'Autriche, dont les projets sur Salonique étaient connus de toutes les chancelleries; comment parer à la menace possible d'une armée autrichienne, traversant la Serbie sans peine, à l'aide des chemins de fer dont la politique obstinée de Vienne avait fini par obtenir la construction? L'idée vint alors aux Turcs de construire, parallèlement à la côte de la mer Égée, un chemin de fer qui fût exclusivement à eux; soudé, par Dédéagatch, à l'embranchement des Orientaux qui relie ce port à Andrinople, il atteindrait, à l'Ouest, Salonique; ainsi seraient rattachées Constantinople et Salonique, les ports actifs de l'Empire en Europe, les deux principaux chefs-lieux militaires. Une Compagnie française fut chargée de la construction de cette voie, connue sous le nom de « Jonction Salonique-Constantinople ; » la Porte lui garantit une recette brute de 14 000 francs par kilomètre. Le tracé fut établi sur la plus grande partie assez loin de la mer, par crainte des dangers de bombardement et d'occupation. La ligne de Jonction traverse les districts riches de la Macédoine, Xanthi, Drama, Serrès réputés pour leur tabac et où l'on plante maintenant des cotonniers; elle laisse au Sud les villes maritimes de Porto-Lagos et de Cavalla. Elle a été complétée par deux raccourcis qui, s'embranchant dans l'intérieur sur les lignes Dédéagatch-Andrinople et Salonique-Uskub, permettent de Constantinople en Serbie une circulation directe, sans les détours de Dédéagatch et de Salonique.

Dans les dernières années du XIXe siècle, une Compagnie à capitaux allemands, très liée avec celle des Orientaux, a construit au départ de Salonique un autre chemin de fer, celui de Monastir ; cette voie prépare évidemment l'union entre le littoral de la mer Égée et la rive albanaise du canal d'Otrante. Elle indique aussi l'un des nouveaux desseins du germanisme, qui

est de s'emparer de toutes les communications de la péninsule balkanique, parallèles ou perpendiculaires aux traits généraux du relief. Le plan d'ensemble n'apparaîtra et même ne sera combiné que peu à peu; mais il importe d'en relever ici les premiers traits, en ajoutant que le groupe initiateur du Monastir-Salonique est le même qui s'est fait concéder en Asie Mineure le chemin de fer d'Anatolie, autrement dit les industriels et les financiers de la *Deutsche Bank*. Arrêtée à Monastir, la ligne qui monte de Salonique n'est pas beaucoup plus qu'une voie d'intérêt local; elle drainera jusqu'à la mer les produits agricoles d'un des bassins les plus fertiles, les plus peuplés de toute la Macédoine, coupé de bosquets et de jardins, cultivé comme nos campagnes de France. En 1900, tout ce territoire est turc encore; il en est de même de l'Albanie, dont la côte est reliée à Monastir par des sentiers de montagnes. Mais viennent des transformations politiques : qu'un jour l'Albanie soit germanique, ou vassale du germanisme, les sentiers feront bientôt place à une plate-forme de voie ferrée ; l'ancienne Via Egnatia sera une route moderne allemande.

L'Autriche, dès qu'elle eut reçu l'administration des provinces slaves de la Turquie, Bosnie et Herzégovine, s'efforça de les transformer, moins par l'éducation intellectuelle que par le progrès économique ; le comte Kallay fut le très adroit metteur en scène de cette politique. Cependant que des capitaux allemands s'engageaient dans l'exploitation des forêts bosniaques, le représentant de l'Autriche amadouait les notables, grands propriétaires fonciers; il ouvrait, pour les artisans des villes, des écoles professionnelles, afin d'attester devant les étrangers de passage le renouveau des industries locales. Mais la lourde domination germaine plantait des casernes, une gare « colossale » parmi les maisons à moucharabiés et les bosquets urbains de Sérajevo; les chefs de l'armée austro-hongroise dirigeaient la construction de routes, de voies ferrées, qui sont surtout des organes de domination ; l'objet est d'enraciner au milieu de ces Slaves, voisins et proches parens des Serbes, une souveraineté politique qui les isole de leurs frères de race et, si possible, les dresse contre eux : tel est le sens du chemin de fer qui, très habilement sinueux, part des plaines de la Save pour toucher, près de la baie de Cattaro, le littoral adriatique ; le tracé serpente à travers les bassins peuplés, passe à Sérajevo, capitale bosniaque,

à Mostar, chef-lieu de l'Herzégovine ; il rattache à l'Austro-Hongrie la côte dalmate, où l'on ne parle que le slave et l'italien. Par delà son terminus méridional, il vise les « bouches de Cattaro, » sorte de Brest de l'Adriatique, puis la bourgade maîtresse du Monténégro, Cettigné, puis Scutari, puis l'Albanie, Monastir, Salonique. C'est une ligne du *Drang nach Osten*, coudée à angle droit, entre la Save et la Dalmatie du Sud, pour prévenir une réunion indépendante de tous les Yougo-Slaves. L'Autriche en projette aussi la jonction avec Mitrovitsa.

Les Slaves, les Latins également menacés par ces progrès, s'aviseront-ils enfin de leur opposer des barrières? Sans doute n'ont-ils pas compris le danger, puisqu'en 1908-1909 ils laissent l'Autriche franchir paisiblement une étape nouvelle par l'annexion pure et simple de la Bosnie-Herzégovine. Jusque là, des études isolées, sans plan d'ensemble, avaient porté sur quelques sections d'une voie perpendiculaire à l'axe Vienne-Salonique, c'est-à-dire d'un chemin de fer Danube-Adriatique. En 1890, des ingénieurs français visitèrent à cet effet les ports de l'Albanie ; des demandes de concessions, très diverses, devaient être adressées au gouvernement turc, routes et chemins de fer en Albanie, assainissement de la plaine côtière du fleuve Boïana, au Sud de Scutari, desséchement partiel ou régularisation du lac fameux que domine cette ville ; parmi les directeurs de ces travaux préliminaires, quelques-uns avaient été employés aux chemins de fer de l'État serbe, de sorte que l'idée d'un raccord, de ce côté, leur parut naturelle ; mais les études dévièrent vers le Sud. Une liaison avec la plaine de Monastir fut reconnue possible, sans difficultés techniques insurmontables, au départ de Durazzo ou, mieux encore, de Vallona ; les prospecteurs furent accueillis par une population sympathique, pasteurs de races mélangées qui presque tous parlent ou du moins comprennent le grec. Ces projets n'eurent pas de suite, et d'ailleurs ne s'appliquaient pas exactement au Danube-Adriatique ; peut-être inspirèrent-ils la décision des Allemands, qui construisirent peu après la ligne Salonique à Monastir.

Dans le courant de 1908, des groupes français, italiens et russes reprirent l'idée d'une jonction latino-slave par voie ferrée, à travers la péninsule des Balkans. Une société, approuvée par les gouvernemens intéressés, fut constituée et

obtint du Sultan une première concession pour études. Plusieurs tracés étaient proposés, partant de divers points sur le Danube, et atteignant l'Adriatique à Saint-Jean-de-Medua ou Durazzo; les uns traversaient seulement le territoire serbe, d'autres coupaient aussi la Bulgarie. A l'Est de la ligne Salonique-Uskub-Nich-Belgrade, des tronçons existaient déjà, qui auraient été englobés par tel ou tel de ces itinéraires; l'inconnu commençait à l'Ouest. La prospection, retardée par des rivalités étrangères et des tracasseries administratives à Constantinople, fut enfin organisée par les deux bouts; du côté serbe, le gouvernement de Belgrade s'y employa très volontiers et des plans précédemment ébauchés furent bientôt mis au point; mais du côté albanais, la tâche fut beaucoup plus rude. L'Albanie du Nord est un des coins les plus farouches de la péninsule, les habitans y vivent au milieu d'alertes perpétuelles, et circulent toujours armés entre des villages qui sont tous de petites forteresses. Le pays est froid, couvert de neige dès la fin de novembre; les cols, franchis par des chemins muletiers, ne s'abaissent pas, sur les chaînes principales, au-dessous de 1200 mètres; les populations de l'Albanie septentrionale sont défiantes et belliqueuses; en 1911, bien qu'accompagnés de gendarmes turcs, de paisibles ingénieurs furent reçus à coups de fusil; les intrigues autrichiennes entretiennent jalousement les rancunes des Mirdites catholiques contre les Albanais musulmans.

On n'en était encore qu'à ces débuts peu encourageans, lorsque les événemens des Balkans se précipitèrent; il fallut ajourner le Danube-Adriatique à des temps meilleurs. Cependant, dans la Serbie septentrionale et la Bulgarie, les relations transversales avec la Roumanie et la Russie étaient de mieux en mieux assurées. De la ligne bulgare, qui relie les belvédères septentrionaux des terrasses balkaniques, Plevna, Tirnova, Choumla, deux embranchemens s'avançaient vers le Danube, à la rencontre des rails roumains, l'un sur Nicopolis, l'autre sur Routchouk; cette voie bulgare, qui atteint Varna d'un côté, perce les Balkans de l'autre, dessert Sofia, puis, s'enroulant vers le Sud-Ouest autour des pentes du mont Vitoch, gagne la frontière serbe à Égri-Palanka; prolongée dans cette même direction, elle arriverait à Uskub et pourrait, toutes considérations politiques mises de côté, constituer un très important tronçon du Danube-Adriatique. Le raccord serbo-roumain, par la pro-

vince viticole et minière de Negotin, n'a été achevé que pendant l'été de 1915, et dans des conditions sur lesquelles nous sommes mal fixés ; le gouvernement serbe a fait rajuster et renforcer des voies étroites établies par des entreprises industrielles, mais il n'a pas eu le temps de lancer sur le Danube le pont qui devait, à Prahovo, unir les rives serbe et roumaine, non plus que de créer le port fluvial projeté devant cette même ville. A l'autre extrémité des Balkans, un autre projet, dont l'exécution ouvrirait à la Russie méridionale et à la Roumanie un accès sur la mer Égée, est celui d'un chemin de fer Silistrie-Choumla-Yamboli continué sur Andrinople par une voie déjà existante ; il n'en peut plus être question avant la paix. En somme, lorsque éclata la grande guerre, au milieu de 1914, les seuls services internationaux des Balkans, qui coïncident avec ceux de la Compagnie des Wagons-Lits, étaient ceux de l'Europe centrale à Constantinople par Nich-Sofia-Andrinople ; Nich-Salonique et la « Jonction ; » enfin Bucarest-Constantsa et la Mer-Noire. Rien n'était organisé dans le sens perpendiculaire, car le service Sofia-Varna par Plevna, bien que coupant les Balkans, rentre logiquement dans la série des communications entre l'Occident et le Levant ; le Danube-Adriatique avec toutes les variétés qu'il comporte, barrage latino-slave sur la ligne de la poussée germanique, demeure une espérance de l'avenir.

Les deux guerres balkaniques de 1912 et 1913, qui ont refait la carte politique de la péninsule, ont aussi modifié profondément l'existence des sociétés de chemins de fer de l'ancien domaine ottoman ; il en est de même, à plus forte raison, de la grande guerre en cours, dans laquelle successivement la Serbie, la Turquie, puis la Bulgarie, — peut-être la liste n'est pas close, — ont pris parti dans l'un ou l'autre des camps belligérans. La Compagnie des Orientaux a subi des amputations progressives, qui correspondent exactement à celles de l'Empire turc lui-même ; elle avait été formée sous le régime de la suzeraineté du Sultan, plus ou moins formelle, sur toute la région des Balkans ; elle se morcela en même temps que cette suzeraineté. Un premier coup lui fut porté en 1908, au moment de la proclamation de l'indépendance bulgare : le gouvernement de Sofia s'empara des sections de ligne situées dans l'ancienne Roumélie orientale, soit environ 300 kilomètres repré-

sentés par le parcours de Mustapha-Pacha (près Andrinople) à Bellova, sur la ligne principale, et l'embranchement de Yamboli. Pour désintéresser le gouvernement turc et la Compagnie des Orientaux, ainsi expropriés, la Bulgarie avait besoin d'argent : la complaisance des Russes lui en fournit. Sans doute, les conseillers du Tsar pensaient-ils alors réussir une brillante affaire, en facilitant la substitution d'intérêts bulgares à des intérêts autrichiens. Les Russes n'ont pas été les seuls à ignorer longtemps que c'étaient là seulement deux aspects des intérêts allemands.

En 1912-1913, les défaites de la Turquie se traduisirent, pour la Serbie et pour la Grèce, par de notables agrandissemens territoriaux ; accrue du sandjak de Novibazar et de toute la haute Macédoine (Uskub, Ichtip, Monastir), la Serbie suivit l'exemple bulgare de 1908, et saisit, sans attendre la paix, l'administration des chemins de fer de ses nouveaux territoires ; les Orientaux perdirent de ce chef encore 300 kilomètres, sur la ligne principale de Salonique à Nich (depuis la station de Guevguéli, désormais frontière serbo-grecque), et l'embranchement d'Uskub à Mitrovitsa. Cette annexion ouvrait évidemment des droits aux expropriés ; le gouvernement serbe ne l'a jamais nié. Mais la conférence financière de Paris, chargée d'apurer la complexe liquidation de ces comptes balkaniques, n'avait pas encore réglé ce litige, lorsque la Serbie devint, pour l'Autriche et l'Allemagne, le prétexte de la guerre européenne. La question des Chemins de fer Orientaux, en ce qui concerne la Serbie, prendra donc rang, lors des discussions de la paix, à côté de beaucoup d'autres ; la dette serbe, contractée à ce titre, figurera sans doute, pour due compensation, en face de créances autrement lourdes.

Au début de la guerre actuelle, la Compagnie des Orientaux n'exploitait donc plus que la section Salonique-Guevguéli (territoire grec) et les lignes de Constantinople à Dédéagatch et à la frontière bulgare. Une récente convention lui a imposé un nouveau sacrifice : devenus alliés des Turcs, les Bulgares ont obtenu de ceux-ci qu'ils leur livreraient la totalité de la ligne qui relie à Dédéagatch les environs de Mustapha-Pacha, frontière bulgaro-turque avant la guerre. Dédéagatch est port bulgare depuis 1912, mais l'accès n'en était possible de l'intérieur que par la voie ferrée longeant la Maritsa et passant à

quatre kilomètres d'Andrinople; c'est cette portion intermédiaire que les Turcs ont abandonnée. Enfin, profitant du débarquement des Alliés à Salonique (octobre 1915), le gouvernement grec a pris en mains l'administration de la section Salonique-Guevguéli; sa raison fut que, tous les ravitaillemens de la Serbie passant par là, cette ligne devenait en fait, malgré la neutralité de la Grèce, une voie stratégique dont on ne pouvait laisser l'exploitation à une Compagnie privée. Bien entendu, aucune des indemnités dues pour ces transferts n'est payée, ni peut-être prévue; ce sont là questions ajournées. Le sort de la « Jonction » ne diffère pas beaucoup de celui des Orientaux : ici aussi, ce sont les occupans du territoire qui ont pris possession du chemin de fer. Le gouvernement grec a, de même, assumé ces jours derniers la direction de la ligne de Salonique à Monastir; celle-ci est pour lui d'autant plus importante qu'une de ses gares, voisine de Salonique, sera la jonction avec le réseau de la Grèce péninsulaire et que le gouvernement d'Athènes pousse activement les travaux de ce raccord.

Les chemins de fer balkaniques, à l'heure où nous écrivons ces lignes, sont tous des instrumens de guerre; à la veille de l'invasion bulgare et allemande en Serbie, en octobre dernier, les ingénieurs qui avaient construit les lignes serbes signalaient les ouvrages d'art à détruire, pour entraver l'avance ennemie, les points critiques de la vallée de la Nichava, près de Pirot, sur la ligne de Nich à Sofia, un tunnel d'un demi-kilomètre sur celle de Nich à Uskub, en aval de Vrania. C'est à une tâche d'anéantissement qu'il faut se résoudre aujourd'hui, dans l'espoir qu'un jour prochain des moissons nouvelles monteront du sol sur tant de ruines! Quand, enfin, les armes seront déposées, il sera permis de reprendre l'œuvre interrompue de la civilisation dans les Balkans, mais les leçons du passé récent ne devront pas être oubliées. Les nationalités balkaniques, modelées à nouveau par le conflit, voudront chacune avoir son réseau national de chemins de fer; rien n'est plus légitime, à la condition que les droits acquis soient indemnisés; on arrivera sans doute, en fin de compte, à un règlement équitable pour les divers intérêts en cause.

Aussi bien cette question financière n'est-elle pas la principale; les États balkaniques, en même temps qu'ils tiendront à développer leurs ressources particulières, ne pourront grandir

que s'ils améliorent leurs communications extérieures; on sait maintenant que leur sol tient en réserve bien des richesses pour l'exportation, des minerais, des bois, des fruits, des grains, du bétail. Il conviendra que chacun ait, en toute indépendance, l'accès de la mer libre; ceci est particulièrement important pour les Serbes, contre la vaillance desquels de telles rancunes se sont amassées, qu'ils seraient voués à l'écrasement par leurs voisins, si les Alliés, auxquels ils furent glorieusement fidèles, ne les défendaient à leur tour. En résistance au germanisme agressif, dont la guerre aura révélé aux plus prévenus les ambitions meurtrières, les obstacles doivent être multipliés; la liberté des détroits, un chemin de fer Danube-Adriatique, intéressant Russes, Roumains, Serbes et Italiens, tels sont ceux qui l'arrêteront immédiatement. Qu'on observe de plus que les routes de l'Europe centrale au Bosphore et à l'Archipel sont celles aussi qui unissent l'Occident à l'Asie; que jusqu'aux limites asiatiques de l'empire turc, dont l'Allemagne était parvenue à se faire presque une colonie, ces voies historiques soient désormais largement internationales. Dans le remaniement qui s'impose, le régime des chemins de fer balkaniques n'est qu'un chapitre; nous désirons qu'il soit écrit, contre les champions de l'organisation par la violence, suivant les doctrines de ceux qui cherchent le progrès par la justice et la liberté.

HENRI LORIN.

ALFRED MÉZIÈRES

Dans l'atroce guerre que nous subissons, il est un supplice auquel nul d'entre nous ne peut songer sans un particulier serrement de cœur : celui des malheureux enfermés dans les départemens envahis, où, depuis seize mois, ils attendent la délivrance. Avoir sous les yeux, chaque jour, la réalité de l'invasion, subir à tout instant le contact de l'ennemi, quelle torture ! Une barrière impénétrable s'est refermée sur nos infortunés compatriotes, un lourd manteau de mystère et de silence pèse sur eux. Sans nouvelles de nous, qui n'avons d'eux aucunes nouvelles, ils sont retranchés du monde. Et, tandis que se joue sur les champs de bataille la terrible partie dont leur liberté est l'enjeu, ils sont réduits à n'en suivre les péripéties qu'à travers des informations de source allemande ! Isolement, angoisse patriotique et souffrance privée, misère de la séparation, fièvre de l'inconnu, tel est cet enfer. C'est celui auquel a été condamné, pour la dernière année de sa vie, un vieillard de quatre-vingt-neuf ans, notre très cher, très vénéré et très regretté Alfred Mézières.

Lorrain, attaché au sol par les racines profondes de la race et du souvenir, il ne manquait jamais, l'été venu, de s'acheminer vers son village natal de Rehon. C'était plus qu'une habitude, une tradition. Il avait là sa maison de famille, où ses parens avaient vécu, d'où ils étaient sortis pour aller dormir dans le cimetière voisin. Il tenait d'autant plus à elle qu'il avait craint de la perdre, une fois déjà, et déjà sous la menace allemande. Il se rappelait quelle avait été son émotion lorsque, rentrant en Lorraine, après la guerre de 1870, il avait aperçu, à un détour du chemin, du haut de la colline, le toit

d'ardoise intact et les blanches fenêtres à leur place accoutumée. Donc, comme chaque année, au mois de juillet 1914, il était retourné à Rehon : l'invasion l'y surprit. Désormais, il était prisonnier des Allemands. Vainement sa famille mit-elle tout en œuvre pour le rapatrier : toutes les tentatives échouèrent. Des démarches furent faites par l'ambassade d'Espagne, par le Saint-Père; elles restèrent sans résultat : l'autorité allemande ne daigna y faire aucune espèce de réponse. Ni le grand âge d'Alfred Mézières, ni la situation qu'il occupait en France, ni sa renommée d'écrivain connu en Allemagne ne lui valurent les moindres égards. Sa correspondance était interceptée. A la suite d'un article paru dans un journal de Paris, et dont on ne sait comment il aurait pu être l'auteur, il fut sommé d'aller s'expliquer chez le commandant d'étapes de Longwy. Pas une vexation ne lui fut épargnée. C'était un prisonnier de marque, auquel on appliquait le droit commun. A l'approche de la fin, les siens ne furent pas admis auprès de lui : ils n'ont pas eu la consolation de lui fermer les yeux.

L'occupation allemande ignore les lois les plus élémentaires et les plus saintes de l'humanité. Elle grandit d'autant ceux qu'elle choisit pour en faire ses victimes. La mort d'Alfred Mézières, gardé comme otage, a sa beauté douloureuse. Celui qui, témoin d'une première invasion, avait travaillé de toutes ses forces à en épargner le retour à son pays, a subi l'horreur d'une invasion nouvelle. A quatre-vingt-neuf ans, il est mort à l'ennemi. En face de cet ennemi victorieux, nous savons qu'il n'a cessé d'avoir confiance dans la victoire de la France. Il a connu la tristesse, non le découragement. Il aimait trop son pays pour avoir jamais douté de lui. Cette cruelle agonie, si vaillamment supportée, l'associe plus étroitement aux destinées de ce pays qui fut sa passion. Nous nous inclinons, avec un respect encore augmenté et une suprême émotion, devant celui dont nous honorions la belle vieillesse, sans soupçonner l'âpre souffrance qui l'attendait...

*
* *

A Rehon, où il est né, puis à Metz, où il fut élevé, Alfred Mézières avait été façonné par le milieu lorrain. Sur cette frontière de l'Est, si souvent franchie par l'invasion, le voisinage de l'étranger donne au sentiment national toute son intensité.

Metz était encore, à cette date heureuse, la forteresse inviolée, la ville française par excellence. « Il n'y avait pas de ville plus profondément française, française par la langue et par les mœurs, par son attachement à toutes nos traditions, ni plus éloignée de l'empire germanique, qu'elle ne connaissait que pour lui avoir résisté victorieusement avec le duc François de Guise... Personne n'y avait jamais parlé, personne n'y parlait allemand. » Des récits de guerre bercèrent l'âme de l'enfant. Il trouvait autour de lui, et jusque dans sa famille, d'anciens soldats de Napoléon. Ils parlaient du grand Empereur, de la grande Armée. « A les écouter, un frisson d'enthousiasme et de patriotisme passait dans nos veines. Ils nous apprenaient à ne jamais douter de la patrie, à la considérer comme la première des nations, comme la reine du monde. » De là chez Alfred Mézières cet ardent patriotisme qui fut l'inspiration de sa vie publique, et ce goût des choses militaires qui devait plus tard déterminer son rôle dans nos assemblées.

Sa généalogie est curieuse et un peu différente de celle qu'il aimait à s'attribuer. Dans son charmant livre de souvenirs, *Au temps passé*, il parle d'un sien grand-père qui, descendant d'une ancienne et noble famille du Maine, la famille de Vassé, aurait, dans la nuit du 4 août, renoncé à tous ses titres. Sur ce point, la mémoire, généralement si sûre, d'Alfred Mézières était en défaut. Son grand-père descendait bien des Vassé; mais à la façon dont il en descendait, il n'avait droit à aucun de leurs titres et n'eut donc, dans la nuit du 4 août, aucun sacrifice à faire sur l'autel de l'égalité. Petit employé à la municipalité et bon sans-culotte, ce premier des Mézières poussa le civisme jusqu'à choisir l'année 1793 pour y donner le jour à un fils, auquel il infligea les prénoms peu chrétiens d'Amour-Satan. Les temps passèrent, le calendrier dépouilla la carmagnole : Amour-Satan Mézières devint, plus simplement, Louis Mézières. Ce fut le père de notre confrère. Il avait fait partie de la première promotion de l'École normale. Professeur de rhétorique en province, puis recteur de l'Académie de Metz, il était universitaire dans l'âme. Il n'imaginait pas qu'il y eût pour un honnête homme une autre carrière que la carrière universitaire. Il éleva son fils pour être professeur.

Les études, telles qu'on les comprenait à cette époque, étaient faites pour ravir un enfant qui avait l'esprit vif, de

l'imagination, du cœur, un goût instinctif des lettres, le sens inné de notre tradition. Rien de pédantesque, ni de morose; un enseignement simple, clair, vivant, qui avait pour âme l'admiration des belles choses. Des maîtres savans et modestes, passionnés pour les œuvres dont ils faisaient les honneurs à leur jeune auditoire. Alfred Mézières eut, au lycée de Metz, un de ces professeurs excellens, comme on en trouvait même dans de moindres collèges. « M. Gelle parlait de ses auteurs favoris avec un feu, avec un enthousiasme communicatifs. Il ne se contentait pas de nous expliquer les belles œuvres, il nous en faisait sentir le charme ou la puissance en termes pleins de chaleur. » On reconnaît là cette « manière française, » que, malheureusement, dans ces dernières années, nous avions sacrifiée à la « manière allemande. » Elle consiste à étudier d'abord les œuvres classiques comme des œuvres d'art pour en faire ressortir la beauté, et à dégager ensuite le contenu moral qu'elles enferment. C'est elle que le pays, éclairé par la crise actuelle, souhaite de voir appliquer de nouveau à ses enfans. On sait que, par une circulaire adressée aux recteurs à la veille de la rentrée des classes, le ministre vient de donner une première et éclatante satisfaction à l'opinion, en prescrivant le retour à cette méthode traditionnelle qu'il a définie avec une parfaite précision.

Un des rites de la préparation à l'École normale était que les candidats provinciaux vinssent achever leurs études à Paris. Mézières eut pour professeurs à Louis-le-Grand des humanistes fameux : Rinn, Lemaire, Eugène Despois. Rue d'Ulm, — et d'abord rue Saint-Jacques, — ses camarades s'appelèrent Beulé, Caro, Eugène Manuel, Challemel-Lacour, Weiss, Assolant, Pasteur. Or, c'était en 1848. Cette année-là, on ne s'ennuya pas à l'École normale. Depuis 1830, la jeunesse des écoles était populaire. En février, aux premiers bruits de la révolution, des normaliens descendirent par la fenêtre pour se joindre aux insurgés. Ce fut alors la vie dans la rue, une aventure par jour et le carnaval tous les jours. Beulé est bombardé sous-préfet; Mézières est envoyé en mission pour rétablir la circulation sur la voie ferrée entre Paris et Rouen. Il porte une écharpe tricolore et un sabre de cavalerie à la ceinture. Le besoin d'un costume se faisait sentir : on en improvise un, ridicule à souhait, et l'École s'organise militairement. Retour de mission, l'élève Mézières, promu officier de quelque chose,

passe ses journées à l'état-major de la garde nationale, au rez-de-chaussée du palais des Tuileries. Le 15 mai, il saute par la fenêtre, — encore ! — rattrape la sixième légion rue de Castiglione, lui fait rebrousser chemin et la mène à l'Hôtel de Ville dont il s'empare sans coup férir, à l'effet de le remettre à Lamartine. Cet exploit lui valut un banquet offert par les officiers de la sixième légion pour avoir sauvé la patrie. Ce furent les journées comiques ; il y en eut de tragiques. Mézières était à la barrière d'Italie avec le général Bréa et le capitaine Mangin, qui furent tués par les insurgés. Enfin, l'ordre se rétablit. Et les normaliens, après cet intermède politico-militaire, se remirent, avec docilité et le sentiment du devoir accompli, à des travaux moins guerriers.

L'École d'Athènes venait d'être fondée par M. de Salvandy avec ce programme vague et séduisant : « demander les secrets de la langue d'Homère aux échos du Parthénon, évoquer les grands souvenirs, interroger de site en site l'âme des vieux poètes, découvrir à leurs vers, en face des lieux qui les ont inspirés, un nouveau charme et comme un sens nouveau. » C'était une école d'humanistes, ce n'était pas encore un séminaire d'archéologues. Mézières partit dans l'ivresse de la liberté et de la découverte, en petit Français qui n'a jamais rien vu et devant qui le vaste monde déroule ses plus nobles aspects. Les voyages d'alors, moins faciles que les nôtres, avaient plus de pittoresque et d'imprévu. De Rome à Naples, l'unique moyen de locomotion était le voiturin, célébré par Dumas père. Le voyageur choisissait son heure de départ et s'arrêtait à volonté pour contempler le paysage ou pour regarder les monumens. Mézières avait pour compagnons de route Beulé et Alexandre Bertrand. Il était entre deux le trait d'union. « A Beulé, l'audace, l'initiative, les entreprises périlleuses. A Bertrand, plus de prudence et d'inertie que de curiosité. Entre les deux, je tâchais de retenir l'un et de stimuler l'autre. » Ainsi il préludait à ce rôle de juste milieu, de conciliation et de modération, où il excella toujours. A Athènes, il devait retrouver Jules Girard, dont le nom est resté cher à tous les fervens de l'hellénisme. Éleusis, Sparte, le Taygète, les Cyclades, Corfou, Zante... le voyageur de vingt-trois ans allait de surprises en enchantemens. Bien sûr, il avait des heures de nostalgie, et cela lui manquait, depuis son arrivée en Grèce, de n'avoir pas encore vu un bois, un vrai bois, comme

les bois de chez lui. Ni Athènes, ni Constantinople ne le rendaient ingrat pour Rehon qu'il qualifie de « merveille, » pas plus que Rome ne faisait oublier à Du Bellay sa bourgade angevine. Mais il voulait tout connaître de ces lieux illustres. Chaque jour, il éprouvait plus profondément le bienfait de la culture antique puisée à la source même; quand il quitta la Grèce, ce fut en la remerciant de lui avoir donné une instruction qu'il n'aurait jamais acquise ailleurs.

*
* *

Voilà Mézières devenu tout à fait Athénien : il jugea que cela le désignait pour enseigner les littératures anglaise et allemande. Homère et Platon lui avaient été une introduction à Shakspeare et à Gœthe. C'était le beau temps de la culture générale. On ne croyait pas que le plus grand effort de l'esprit consistât à s'enfermer dans une étroite spécialité, toutes portes closes. C'est, à n'en pas douter, le père de Mézières qui l'orienta vers cet enseignement. Il avait réuni une riche collection de classiques étrangers, et c'était un père à l'ancienne mode, qui ne craignait pas d'usurper sur la liberté de son fils en le faisant profiter de son expérience et de ses travaux. Tous deux allèrent consulter Villemain; celui-ci avait contribué plus que personne à introduire l'étude des littératures étrangères en France : sa réponse n'était pas douteuse. Le nouveau professeur fit ses débuts à la faculté des Lettres de Nancy. Son succès fut tel qu'après quelques années, une chaire étant devenue vacante à la Sorbonne, il put se mettre sur les rangs. Toutefois, n'ayant jamais fait mystère de ses opinions libérales, il n'était pas très rassuré sur l'accueil que recevrait sa candidature en haut lieu, et c'est avec une certaine inquiétude qu'il se rendit à la convocation de M. Rouland, alors ministre de l'Instruction publique : « Vous avez de mauvaises relations, lui dit le ministre, vous m'êtes désigné comme fréquentant beaucoup le monde orléaniste. Mais c'est là une question d'ordre privé dans laquelle je ne veux pas entrer. On ne vous reproche aucune incorrection; je n'ai donc à m'occuper que de votre enseignement. Vous avez réussi à Nancy : je ne vous demande que de réussir également à la Sorbonne, où je vous appelle. » Ainsi s'exprimait un ministre de l'Instruction publique en 1861, sous l'Empire. Ainsi un pro-

fesseur qui avait de mauvaises relations et du talent, devenait le collègue en Sorbonne du docte Victor Le Clerc, de l'aimable Patin et du spirituel Saint-Marc Girardin.

Ce que fut l'enseignement de Mézières, ses livres, qui sont le résumé de ses leçons, nous l'apprennent (1). Pour être à l'égard de ces livres tout à fait équitable, la critique doit d'abord les replacer à leur date : dans l'espace d'un demi-siècle, l'étude des littératures étrangères a pu faire des progrès. Mais on était aux temps héroïques, quand Philarète Chasles faisait autorité. Mézières fut, à son heure et sans fracas, un initiateur. Personne n'avait encore mené sur les grandes littératures européennes une enquête si large, ni surtout si méthodique. Sa triple série d'essais embrassant Shakspeare, ses prédécesseurs, ses contemporains et ses successeurs, a été la première étude d'ensemble sur le théâtre anglais. Il s'en faut qu'elle ait perdu tout intérêt. Rien ne serait plus injuste, en effet, que de limiter la valeur des travaux de Mézières au moment où ils parurent. On peut, aujourd'hui encore, les consulter avec profit, et on n'y manque pas. Ils se recommandent par la clarté, le bon sens, la sûreté des jugemens. Ils contiennent sur les sujets qu'ils traitent l'essentiel, qui n'a pas cessé d'être le vrai. L'histoire littéraire est soumise à une perpétuelle revision, cela va sans dire ; mais elle ne se renouvelle pas aussi complètement que certains érudits voudraient nous le faire croire. On fait sur des points de détail de curieuses découvertes : les grandes lignes ne changent pas. De bons livres, écrits avec soin, en l'absence de tout parti pris, restent de bons livres. Les idées en paraîtraient plus originales, si leur justesse même ne les avait fait passer dans le domaine commun. Mais nous ignorons d'où elles nous viennent et nous sommes ingrats pour ceux à qui nous les devons.

Au moment où Mézières professa ses leçons sur Shakspeare, les romantiques venaient de passer par là : toutes les notions étaient brouillées. Dans leur haine contre notre art classique, ils avaient aveuglément adopté les opinions les plus fausses et les plus injurieuses des Lessing et des Schlegel, sans s'apercevoir que le système de ces ennemis de la France était tout uniment une machine de guerre contre le théâtre français. Ils emboîtaient le pas à la critique allemande. D'ailleurs,

(1) Les ouvrages d'Alfred Mézières sont édités à la librairie Hachette; les *Récits de l'invasion*, à la librairie Perrin.

dénués par eux-mêmes de tout esprit critique, ils appliquaient lourdement le procédé que Victor Hugo devait un jour résumer dans le mot fameux : admirer comme une bête. Ils admirèrent tout en bloc, y compris les grossièretés, les invraisemblances, et ce qui n'était pas de Shakspeare. Et comme ils étaient une école de poètes lyriques, ils prirent l'œuvre de Shakspeare pour une longue confession. A cet amphigouri et à ce fatras il fallait opposer les recherches d'une admiration intelligente. L'auteur de *Shakspeare, ses œuvres et ses critiques* s'y applique. Il ne considère pas le poète comme un météore apparaissant tout à coup dans les ténèbres. Il l'envisage dans son milieu et tient compte des prédécesseurs qui lui avaient frayé la voie. Shakspeare s'est-il mis lui-même dans son œuvre ? L'humour de ses jeunes gens persifleurs exprime-t-il ses idées sur le train du monde ? Est-il un frère d'Hamlet, et a-t-il, comme lui, souffert les affres de l'analyse ? Était-il, sur la fin de sa vie, devenu pareil au sage Prospéro, et la *Tempête* contient-elle son testament philosophique ? Comment le dire, puisque c'est l'essence même du génie dramatique de sortir de soi pour se muer en chacun de ses personnages ? Et comment croire que tout, dans ce théâtre, soit de même qualité?

Ce qu'il faut avoir la franchise de dire, c'est que tout n'y peut être également goûté par un spectateur français. Il y a d'un peuple à l'autre des élémens irréductibles. S'agit-il, non pas d'un enthousiasme de convention, mais d'une admiration sincère, d'une émotion directe? Alors, on doit tenir compte de ces différences inhérentes à la race. Quand nous lisons un auteur étranger, nous le tirons forcément à nous. Ainsi faisons-nous pour Shakspeare. Ce qui nous passionne, nous autres Français, et jamais ne nous lasse, c'est la connaissance de l'âme humaine. Donc, nous savons gré à Shakspeare d'avoir dit sur l'amour, sur la jalousie, sur l'ambition, sur l'ingratitude, sur le mal de vivre, des choses d'une profondeur et d'une tristesse infinies. Tel est, dans l'interprétation de Shakspeare, le point de vue français. C'est celui auquel s'est placé Mézières. « Ne cherchons dans ses pièces que la peinture des caractères. Quelles sont les mœurs qu'il a décrites? Quels types a-t-il reproduits ou créés? Ce sont là les seules questions qui intéressent véritablement sa gloire. » Les caractères expliquent les actions, les sentimens produisent

les faits. De même, il y a dans chaque drame une passion dominante dont le poète décrit l'évolution et dont il tire une leçon morale. Roméo et Juliette ont cédé à la passion : la mort est leur châtiment. Desdémone, malgré son innocence, porte la peine de la première faute qu'elle a commise. Et ainsi de suite... Reprochera-t-on à ce Shakspeare d'être trop évidemment revu par un classique, et vu par lui à travers Racine et Molière? Il se peut. Ce n'est pas tout Shakspeare, je l'accorde, mais c'est *notre* Shakspeare, mis à la portée d'un peuple de psychologues et de moralistes.

Chargé d'étudier les « littératures du Nord, » le professeur, en ces âges lointains, avait aussi bien dans son programme les « littératures du Midi. » Mézières n'a écrit sur Dante que quelques pages de circonstance, à propos de son jubilé. Mais son étude sur *Pétrarque* est très fouillée. Il montre d'abord en Pétrarque l'amant de Laure, amant platonique et d'ailleurs platonique malgré lui ; mais Laure était une honnête femme, d'une vertu sévère, inébranlablement attachée à ses devoirs envers son mari et ses neuf enfans. Elle traita le poète avec rigueur. Comment réussit-elle à le retenir si longtemps? Par sa beauté, qui pourtant se fana vite, étant une beauté de blonde épuisée par des couches trop fréquentes? Par une coquetterie vertueuse? Ou par un autre lien, le plus fort de tous? Car il semble bien qu'elle aima Pétrarque, sans le dire, mais non pas sans que Pétrarque en ait jamais rien su. Ce Pétrarque du *Canzoniere* est le plus connu : ce n'est pas le plus vraiment grand. Le vrai Pétrarque n'est pas seulement un faiseur de sonnets et de chansons : c'est la plus haute figure du XIVe siècle, le représentant des idées politiques les plus hardies qui s'y soient agitées. Il est un admirable patriote. Il a le culte non pas de sa petite, mais de sa grande patrie. Exilé de Florence et réfugié à Avignon, il n'est pas Florentin, mais il est Italien. Comme l'autre exilé florentin, il croit à la mission du peuple élu. Il croit au choix de la nation romaine, dès le temps d'Énée et des Troyens, pour gouverner le monde. Comme Dante, il ne reconnaît qu'un siège de l'empire et de la papauté : le sol sacré de Rome. C'est cette conviction qui fait de lui un partisan de Rienzi. Pourquoi donc l'Italie ne joue-t-elle pas encore son rôle providentiel ? Seules, ses divisions sont cause de sa faiblesse. Que l'union se fasse, et l'Italie redeviendra la reine du monde. Ainsi l'idée de l'unité italienne,

avant d'être réalisée par les politiques, a été conçue par les écrivains, et, transmise par eux de génération en génération, est devenue la force qui crée les événemens. Si tel est le service rendu par Pétrarque à l'Italie, non moindre est celui dont l'humanité lui est redevable. Et c'est par celui-là surtout qu'il nous intéresse. On sait quelle était son admiration pour les écrivains de l'antiquité latine et avec quel zèle il faisait rechercher et copier leurs manuscrits. Entre autres, il avait retrouvé celui d'un traité de Cicéron : le *De gloriâ*. Hélas ! il le prêta. Le traité de Cicéron eut le sort de beaucoup de livres prêtés : on ne le revit jamais. Ces œuvres antiques, on les tenait, avant Pétrarque, pour un répertoire de connaissances, un arsenal d'argumens philosophiques, et même théologiques : lui, le premier, les étudie comme œuvres littéraires. Il y découvre le sens de la beauté et le lègue aux siècles à venir. Il restaure les lettres antiques et fonde l'humanisme. Il renoue la chaîne et restitue ses titres à l'esprit humain.

Si attachant que soit ce portrait de Pétrarque, je crois bien que le meilleur des ouvrages consacrés par Alfred Mézières aux littératures étrangères est son étude sur Gœthe. Avec une adresse remarquable, il mêle la biographie et l'analyse des œuvres et éclaire l'une par l'autre. L'équité, comme toujours, y est parfaite. Le cours avait été professé avant 1870; le livre parut après la guerre franco-allemande : Mézières n'eut rien à y changer. Il rendait un juste hommage au génie de Gœthe, à sa puissance et à son universalité. En dessinant la figure de l'homme, il ne pouvait se dispenser d'y souligner ce prodigieux égoïsme qui a toujours déconcerté la cordialité française. Qu'il s'agisse de Marguerite, la petite ouvrière de Francfort, et d'Anne Catherine Schœnkopf, la servante de Leipsig, ou de Frédérique Brion, la fille du pasteur, et de Lili Schœnemann, la fille du banquier, nous avons peine à admettre l'absolue insensibilité qui, chez leur amant, succède à tant de ferveur. Non certes que l'ingratitude en amour nous surprenne; mais, chez Gœthe, elle fait partie d'un système. Il dénoue les liens, quand ils commencent à menacer sa liberté ; amour ou amitié, il s'en dégage quand il en a tiré l'agrément ou le profit qu'il pouvait en attendre; il ignore que l'homme ait des devoirs envers autrui; il ne s'en reconnaît qu'envers lui-même et croit avoir satisfait à toutes les exigences de la loi morale quand il a travaillé à son propre perfectionnement.

Par d'autres côtés encore ce caractère nous choque. On a beau se dire humain, plus qu'humain, quand on a vu le jour à Francfort, on a des chances pour être resté Allemand. Mézières souligne justement le « caporalisme » de Gœthe. C'est lui qui, au théâtre de Weimar, fait mettre des sentinelles à la porte des actrices. Dans la salle, défense de rire, défense de manifester sous peine d'être arrêté par les hussards de garde. C'est dans les *Affinités électives* que se trouve ce programme d'éducation : « Les hommes devraient porter l'uniforme dès leur enfance, parce qu'ils doivent prendre l'habitude d'agir en commun, de se confondre parmi leurs égaux, d'obéir en masse et de travailler pour l'œuvre commune. Toute espèce d'uniforme entretient l'esprit militaire et une discipline plus exacte et plus ferme. Tous les garçons sont nés soldats. » Voilà bien l'Allemand... Mais cet Allemand n'a jamais voulu prendre parti contre la France. Le soir de Valmy, il a salué une ère nouvelle de l'histoire. Sa grande admiration a été pour Napoléon. Il n'a jamais oublié que beaucoup de ses idées lui venaient de chez nous. Il a reconnu ce que la civilisation doit à la culture française : « Comment, disait-il à Eckermann, moi pour qui la civilisation et la barbarie sont des choses d'importance, comment aurais-je pu haïr une nation qui est une des plus civilisées de la terre ? » Il rend justice à nos écrivains et à quelques-uns des plus français parmi eux, à Molière et à Voltaire. Il s'intéresse à la magnifique éclosion littéraire qui, au début du XIXe siècle, fut notre revanche après l'invasion. C'est pourquoi, en 1915 comme en 1870, nous séparons sa cause de celle des pangermanistes, et nous refusons aux intellectuels allemands le droit de se recommander de lui.

*
* *

La guerre de 1870 mit une coupure dans la carrière d'Alfred Mézières. Jusqu'alors, les travaux du professorat avaient presque entièrement absorbé son activité. Désormais, il appartiendra surtout au rôle public pour lequel le désignaient, aussi bien que ses origines lorraines, ses opinions connues pour avoir été de tout temps opposées au régime qui venait de sombrer dans nos désastres. Conseiller général, député, sénateur de Meurthe-et-Moselle, jusqu'à sa mort, il ne cessa plus de faire partie de nos assemblées politiques. Il était servi par une remar-

quable faculté d'assimilation, une riche mémoire, une parole abondante et ce don de sympathie qu'il possédait éminemment. Il ne fut pas ministre, et, comme on dit, cela se remarque. C'est qu'il n'avait pas le goût du pouvoir : son ambition était plus haute et plus désintéressée, et il fut assez heureux pour la réaliser. Très vite, il s'était fait apprécier pour sa compétence dans les questions militaires. Il eut l'honneur d'être appelé à la présidence de la Commission de l'armée qu'avait occupée Gambetta. Pendant dix-sept années, il remplit cette fonction d'intérêt national. Au Sénat, il eut la vice-présidence de la même Commission, présidée par M. de Freycinet. Quels services il a rendus à son pays dans un tel poste, quelles ressources il a déployées pour défendre devant le Parlement la cause de notre armée, je n'ai pas qualité pour le dire. Toutefois, j'ai pu m'en faire quelque idée dans une circonstance qu'aucun de mes confrères à l'Académie n'a oubliée. Quand le général Langlois s'y présenta, ce fut Mézières qui soutint ses titres. Je me souviens avec quelle chaleur, mais aussi avec quelle précision impressionnante il fit ressortir le service rendu à la France par celui qui avait doté notre artillerie du canon de soixante-quinze. Bien souvent, au cours de cette guerre, en lisant dans les récits de combats les effets de notre merveilleux canon, j'ai pensé aux termes dans lesquels Mézières les avait annoncés, et ma reconnaissance est allée au général, savant technicien, et à celui qui avait eu la bonne inspiration de le guider vers notre Compagnie.

De professeur, Mézières était devenu journaliste. A vrai dire, il avait débuté dans la presse avant la guerre. Sa collaboration à notre *Revue* remonte à 1864, et, particulièrement active pendant l'Année terrible, elle ne devait plus jamais s'interrompre. Au *Temps*, il était de la fondation ; même, en des jours difficiles, il avait porté ses modestes économies au journal de Nefftzer et de Scherer. Là encore, il ne cessa de donner des articles d'une pensée toujours ferme, d'un style toujours net et châtié. Il a réuni les meilleurs de ces articles sous ces titres : *Morts et Vivans*, — *Silhouettes de soldats*, — *De tout un peu*, — *Ultima verba*. Il y aborde tous les sujets, de littérature ou d'histoire, avec l'unique souci de renseigner le lecteur, sans jamais chercher ni à briller aux dépens de l'auteur, ni à se faire valoir par d'inutiles polémiques. Un de ces fidèles comptes rendus prit le déve-

loppement d'un livre et devint la *Vie de Mirabeau*. Écrit à propos de l'étude magistrale de L. et Ch. de Loménie, ce livre de vulgarisation ne prétend apporter aucune lumière nouvelle, mais seulement préciser le sens des documens qui venaient d'être jetés à profusion dans la circulation. Avec l'honnêteté qu'on lui connaît, Mézières ne pouvait manquer d'être révolté par les vices de l'homme privé ; mais son admiration pour l'homme d'État emporte tout. Il constate la vénalité de Mirabeau ; mais il remarque qu'elle n'a pas modifié sa conduite politique : Mirabeau s'est fait payer pour soutenir les idées qui étaient les siennes. Lui seul était capable de guider la Révolution : sa mort a été une calamité pour la France... Mézières était, en toute occurrence, l'homme juste, mais indulgent.

Il manquerait un trait à sa physionomie, si nous oubliions de dire qu'il fut un causeur charmant et un homme du monde entre les plus aimables. C'est encore une de nos meilleures traditions que la politesse et l'esprit de conversation : sachons gré à ceux qui nous la conservent, aux professeurs qui ne se résignent pas à être des pédans, aux écrivains qui ne se contentent pas d'être des gens de lettres. Mézières a été un assidu des derniers salons où l'on cause, sous le second Empire et la troisième République. Chez le duc Victor de Broglie, où le comte d'Haussonville l'avait introduit, il assistait à des passes d'armes entre Doudan et Cuvillier-Fleury. Quai Malaquais, chez Mme Alexandre Singer, il rencontrait Octave Feuillet et Prévost-Paradol. Il a monté, place de la Madeleine, les cinq étages de Jules Simon. Chez la comtesse d'Agoult, il s'est lié avec Émile Ollivier. Chez Mme Aubernon, il a pris la parole, sous la protection de la fameuse sonnette. « On se sentait alors si à l'aise, si bien soutenu par l'attention de tous, il se dégageait de ce milieu intellectuel une telle quantité de fluide, que des gens d'ordinaire peu communicatifs y devenaient éloquens. Je garde le souvenir d'improvisations merveilleuses qui ne se seraient pas produites ailleurs, qui naissaient sur place du frottement, de l'excitation de tant d'esprits distingués. » Tous ceux qui ont été admis dans cette maison brillamment hospitalière ont les mêmes souvenirs. C'est surtout depuis son entrée à l'Académie que Mézières s'était répandu dans le monde. Comme disait Labiche, « on est nourri. » Il plaisait par sa bienveillance universelle, qui mettait du liant

dans les réunions les plus guindées et dégelait les froideurs les plus glaciales. Cette même cordialité le faisait rechercher dans les associations professionnelles, où son expérience et son esprit de conciliation rendaient de perpétuels services. Il était la serviabilité faite homme.

J'ai mis en réserve, afin de le détacher de l'ensemble, un livre de Mézières qui, relu à la lueur des événemens actuels, prend toute sa tragique signification. Pendant le siège, Mézières s'était enfermé dans Paris : il avait été, à cette *Revue*, avec Gaston Boissier, Émile Beaussire, Caro et quelques autres, l'un des rédacteurs qui en avaient assuré la publication. Il était chargé de tout ce qui concernait la guerre dans l'Est. Ce furent presque simultanément l'invasion en Lorraine et l'invasion en Alsace. L'armée de Metz était intacte et on comptait sur l'énergie de son « intrépide général. » Peu à peu, le jour se faisait sur les véritables conditions dans lesquelles la plus importante de nos places fortes avait été rendue. Cependant, d'héroïques résistances, à Bitche, à Longwy, à Belfort, sauvaient ce qui pouvait être sauvé : l'honneur. Lecture poignante et combien suggestive ! A mesure qu'on avance dans ces *Récits de l'invasion*, une impression en ressort et vous prend à la gorge : ces pages, qui datent de quarante-quatre ans, semblent écrites d'hier. Est-ce la guerre de 1870, est-ce la guerre de 1914 dont il est question ? Mêmes méthodes de nos ennemis, mêmes atrocités systématiques, dont le retour devait pourtant nous surprendre comme une nouveauté ! « La Prusse n'aime pas les guerres longues qui enlèvent à l'agriculture, à l'industrie, aux professions libérales, tous les hommes valides et suspendent la vie dans le pays tout entier. Elle déploie tout de suite des forces écrasantes, elle frappe des coups terribles avec l'espoir de forcer sur-le-champ ses adversaires à la paix. » C'est l' « attaque brusquée. » Et voici les destructions systématiques, les atrocités commises de sang-froid pour terroriser l'adversaire : « Autrefois, les actes de destruction n'étaient qu'un accident; on les attribuait aux emportemens de la lutte, à la brutalité du soldat. En 1870, la destruction est devenue systématique : on a détruit avec méthode, pour semer la terreur et hâter la victoire. » Est-ce au lendemain de l'incendie qui anéantit la bibliothèque de Louvain qu'ont été écrites les lignes suivantes ? « En quelques minutes, sans aucune nécessité stratégique, par la main d'un soldat opiniâtre, la

savante et studieuse Allemagne venait d'anéantir le fruit de tant de travaux, ce que, pendant des siècles, avaient rassemblé la science, le goût, l'intelligence d'un grand nombre d'esprits cultivés, une bibliothèque libéralement ouverte aux savans de l'univers entier. La barbarie revient parmi nous, et c'est le peuple le plus instruit, le plus cultivé qui nous la ramène. » Après la bibliothèque de Strasbourg, c'est la cathédrale elle-même qui s'enflamme sous le coup des obus allemands, comme devait le faire, il y a un an, la cathédrale de Reims. Même hypocrisie qui consiste à fusiller les civils « par humanité » pour abréger la guerre. Les villes incendiées, sous couleur de représailles, sous le prétexte de résistances imaginaires, au mépris du droit des gens... Mais à quoi bon multiplier les citations? C'est tout le livre qu'il faudrait citer. Il prouve, si l'on en pouvait douter, que la guerre de 1914 est, sur presque tous les points, la répétition de celle de 1870. Des livres tels que ces *Récits de l'invasion* auraient dû entretenir le pays dans la pensée du danger d'hier, qui n'avait pas cessé d'être le danger de demain.

Aussi en évoquant le souvenir de l'homme excellent qui vient de nous quitter, nous songeons à toutes les rares qualités qui nous le rendaient cher. Nous revoyons le grand vieillard, à la haute taille, aux larges épaules, qui souriait dans sa barbe blanche. Nous aimions la sagesse de ce Nestor et l'aménité des paroles qui se pressaient sur ses lèvres comme les flocons de la neige en hiver. Nous saluions en lui un pur représentant de notre race dont il avait le bon sens, la bonne grâce, la belle humeur et aussi la malice avisée. L'Université se rappellera qu'il fut un de ses plus brillans professeurs et le Parlement un de ses orateurs les plus dignes d'être écoutés. Mais ce qui restera son honneur, et qui est l'enseignement de sa vie, ce qui lui assigne une place, la plus enviable de toutes, dans la reconnaissance que le pays garde à ses bons serviteurs, c'est d'avoir été, pendant quarante-quatre ans, dans une France qui laissait s'effacer la leçon du passé, celui qui n'avait jamais oublié.

René Doumic.

LA MARINE

DANS

LA CAMPAGNE DES BALKANS

Une année s'est écoulée depuis le commencement des hostilités dans le Levant. Les événemens se sont compliqués, la guerre s'est étendue; le rôle des forces navales n'a cessé de grandir, et la responsabilité de ceux qui ont la charge de mettre en jeu ces puissans moyens d'action s'alourdit de plus en plus.

Ces jours derniers, — j'écris au début de décembre, — une *vague de pessimisme* semblait avoir submergé certains esprits qu'on eût pensés plus fermes. N'ai-je pas entendu dire dans certains cercles : « Si les Allemands arrivent à Constantinople, tout est compromis, sinon perdu! »

Je ne sais si les armées des Empires du Centre arriveront jusqu'au Bosphore, encore moins si elles le dépasseront, quoi que prétende la jactance allemande. Ce ne sera point sans dommage, en tout cas, qu'elles parcourront le long couloir accidenté dont l'axe est indiqué par la voie ferrée Belgrade-Sofia-Andrinople. Admettons cependant qu'elles parviennent au terme du voyage et laissons, de sang-froid, l'empereur allemand faire son entrée triomphale à Top Kapou Séraï. Rien ne sera, pour cela, perdu ni compromis. Tout au plus la durée de la guerre en sera-t-elle augmentée, s'il est vrai que les coalisés puissent trouver, dans des contrées dont on exagère singulièrement la richesse actuelle, les ressources

qu'ils s'en promettent ou qu'ils feignent d'en attendre. Soyons assurés, pour ne parler que du coton, par exemple, que la fermeture des docks de Copenhague et de Rotterdam ferait perdre à l'Allemagne beaucoup plus que ne lui donnera l'ouverture des marchés de Constantinople et de Smyrne. Je n'ai cessé de dire, depuis un an, que c'est par le Nord que nos ennemis s'alimentent. On le sait bien, d'ailleurs, là où il convient qu'on le sache. Mais, pour des raisons que je ne discuterai pas ici, on ne croit pas devoir prendre les mesures nécessaires pour compléter le blocus économique, en même temps que l'encerclement militaire de l'Allemagne.

« Compléter le blocus. » C'est qu'en effet le blocus existe déjà et se maintiendra de plus en plus rigoureux du côté du Sud. Toutes les côtes, tous les ports du Levant fermés, depuis l'Isonzo jusqu'à l'Euphrate, depuis Trieste jusqu'à Bassorah et Koweït, que restera-t-il, au bout de quelque temps, de ces ressources dont on nous fait un si pompeux étalage? Aucun pays ne peut se passer d'échanges, et l'on n'est producteur qu'à la condition d'être consommateur.

Ce n'est rien que cela. Il y a la question des voies de communications. Si l'on considère qu'une guerre est un phénomène anormal dont les phases successives ont leurs bornes, dans le temps comme dans l'espace, cette question prend une importance considérable au point de vue qui nous occupe. Or, nous avons barre sur nos ennemis du côté des communications par le seul fait que nous exerçons la maîtrise de la mer, et que, par un coup de fortune dont il serait criminel de ne pas profiter, sa future ligne d'opérations, très voisine du littoral en quelques endroits, sur le littoral de la Syrie, en particulier, reste à la portée de nos entreprises.

Nous sommes donc loin d'être désarmés contre notre adversaire. Et sans escompt des retours d'influence sur certains peuples balkaniques qui nous permettraient de couper la retraite aux audacieuses armées des deux empereurs, nous pouvons contrecarrer à tel point leurs desseins que le merveilleux *drang nach Asien* tourne à la confusion de ses protagonistes.

Ceci dit, entrons dans le détail des opérations et allons d'abord au plus pressé, au secours des Serbes.

Que nous nous y soyons pris bien tard, ce serait une bana-

lité de le constater aujourd'hui. Qu'il y ait eu des tiraillemens, des défauts d'entente, des « incohérences » dans l'action des Alliés que séparent malheureusement, quand ce ne sont pas des conditions géographiques, certaines divergences d'intérêts, c'est un point acquis sur lequel il ne faut pas s'appesantir et une situation à laquelle on vient heureusement de porter remède. Tant y a que les Anglais et nous, *nous agissons ;* que nous sommes à Salonique, sur le Vardar, sur la Cserna, tandis que les Italiens cherchent, avec, je pense, la ferme volonté de le trouver, le meilleur point d'application de leur effort et que les Russes organisent leur armée d'opération des Balkans dans la Bessarabie, indécis encore s'ils la transporteront par mer, malgré la menace des sous-marins, ou s'ils pèseront sur le gouvernement roumain pour obtenir passage sur son territoire, comme en 1877.

De toute façon et de tous les côtés, la tâche des flottes est considérable. Je viens de parler des sous-marins allemands de la Mer-Noire. Ceux de la Méditerranée et de la mer Égée inspirent à certaines personnes des appréhensions d'autant plus vives qu'elles s'imaginaient, sur la foi d'on ne sait quels calculs, qu'on les avait tous détruits dans le Nord. Toujours est-il que la protection du long chapelet de paquebots et de transports qui s'égrène dans les deux sens de Salonique à Marseille est la tâche la plus ingrate qui puisse incomber aux marines de guerre. Il paraît, — on l'a affirmé en bon lieu, — que, jusqu'au commencement de novembre, l'organisation de cette protection était restée à l'état rudimentaire. Nous en sommes plus peinés que surpris. Peut-être l'organisme central se reposait-il trop sur le commandant en chef des forces navales, tandis que celui-ci se trouvait fort empêché par l'insuffisance des moyens mis à sa disposition (1). On va pousser vivement, je crois, la construction, l'adaptation, la transformation des bâtimens légers de surface et de plongée. Mieux vaut tard que jamais. Si nous avons, dans quelques mois, d'autres opérations combinées à entreprendre, peut-être le nombre des navires coulés sera-t-il sensiblement diminué. Hâtons-nous de dire que les pertes déjà subies ne dépassent pas ce que l'on devait attendre. Lorsque, à terre, dans la guerre de mouvemens, on se voit enlever des

(1) Voyez dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1915 : « Quelques torpillages : *Léon Gambetta, Lusitania, Goliath.* »

convois de renforts, de munitions, de matériel, on ne croit pas tout perdu : aux « raids » des coureurs ennemis on oppose des moyens appropriés et qui réussissent. Il n'en va pas autrement sur mer.

Dans l'Adriatique, reconnaissons-le, le problème se complique de la possibilité de l'intervention du gros de la flotte autrichienne. Peut-être, cependant, les adversaires immédiats de nos alliés du Sud-Est, peu désireux de compromettre leurs nouveaux *dreadnoughts*, — précieuses et fragiles idoles! — avec la flotte du duc des Abruzzes, jugeront-ils suffisante l'action des sous-marins de Cattaro, combinée avec celle des escadrilles de grands torpilleurs qui rôdent sournoisement dans le dédale des îles Dalmates et des groupes d'avions auxquels on a dû ménager des « centres d'aviation » dans ces parages...

Dans quelle mesure la perspective d'attaques partielles d'un corps expéditionnaire, confié à la douteuse fortune des eaux, peut-elle tenir en suspens les résolutions du gouvernement italien? Nous l'ignorons. Nous savons seulement que le temps presse et que nos habiles Alliés ne craindront pas de courir des risques, d'ailleurs limités, pour obtenir des résultats qui importent tant à la cause commune.

J'écrivais tout à l'heure que les Russes avaient, eux aussi, à considérer l'éventualité du transport de leur armée expéditionnaire par la voie de mer. Pour tout dire, il semble bien qu'ils préféreraient la voie de terre. On s'en assure à ce port danubien de Reni, que le Tsar vient de visiter et où s'accumulent troupes, matériel... et chalands de débarquement, prêts à jeter une forte avant-garde sur la rive de la Dobroutscha. Mais cette rive est roumaine. Il faut négocier. Peut-être ces négociations, qui rappellent singulièrement celles de 1877, auront-elles abouti au moment où ceci paraîtra. Tout arrive, même la conclusion des pourparlers dans les Balkans ; seulement, cette conclusion n'est pas toujours à notre avantage.

Supposons qu'il en soit encore ainsi, cette fois, et que la Roumanie se refuse à des complaisances qui l'engageraient trop avant vers la Quadruple-Entente. Il faudra bien se résoudre au transport par mer, en dépit du *Gœben*, du *Breslau*, des restes de la marine turque, des torpilleurs bulgares et des quatre sous-marins allemands déjà installés, dit-on, à Varna. Notons tout de suite que le nombre de ces derniers pourra s'accroître, s'il

est vrai que nos adversaires, aussi prompts dans l'exécution qu'avisés dans la conception, aient la ferme intention de faire du port bulgare un nouveau Zéebrügge.

Cet avantage, qui pourrait avoir de sérieuses conséquences, aurait été longtemps contesté aux Allemands, si l'on s'était mis, à temps, en mesure de disputer le cours inférieur du Danube aux monitors, aux canonnières, aux « Patrouillen-boote (1) » des Autrichiens. C'est à Routschouk, en effet, à peu près à égale distance des Portes de Fer et du delta Danubien, que s'amorce le chemin de fer qui conduit à Varna. C'est encore à Routschouk qu'il faut passer pour aller, par une série de voies capricieusement tracées, à Bourgas, le deuxième port de la Bulgarie (2).

L'intérêt de la possession du cours du Danube n'était donc pas douteux, depuis trois mois, pour les Russes. Il n'y avait pas lieu de s'arrêter à l'interdiction de faire pénétrer des navires de guerre dans cette partie internationalisée du fleuve : les événemens militaires abrogeaient toutes dispositions de ce genre. On ne s'y arrêta pas, en fait, et les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* se souviennent qu'au commencement de novembre des chalands de munitions destinées aux Serbes et *escortés par des canonnières russes* furent arrêtés à Turn Severin par le gouvernement roumain qui, pour éviter des contestations délicates, *acheta* chalands et canonnières au gouvernement russe. Aussitôt après cette singulière opération, les monitors autrichiens prenaient possession du Danube Bulgaro-Roumain, et les premiers arrivages de munitions et de matériel militaire, — destinés cette fois aux Bulgares et aux Turcs, — étaient signalés à Viddin, à Nikopoli, à Routschouk.

J'ajoute que, de l'aveu de nos adversaires communs et aussi des principaux organes de l'opinion publique en Roumanie, le droit des Russes n'était pas contestable. La *Strässburger Post* du 26 novembre le reconnaît nettement : « le Danube, dit ce journal pangermaniste, fait partie du territoire bulgare, au moins jusqu'à son thalweg, qui forme la limite du royaume

(1) Ce sont de fortes « vedettes, » de 36 à 38 tonnes de déplacement, mues par des moteurs à explosion et armées de deux mitrailleuses. Ces petits bâtimens filent 14 nœuds.

(2) A Nikopoli, en amont de Routschouk, s'amorce une voie ferrée qui suit à peu près le Vid et aboutit à Sofia. Mais, avec cette ligne, d'ailleurs très exposée en cas d'offensive d'un adversaire de la Bulgarie venant de l'Ouest, le détour est considérable pour aller à Bourgas.

avec la Roumanie. Les journaux de Bucarest font remarquer que le fleuve est considéré comme une voie libre, à l'égal d'une mer. La Roumanie ne pourra donc pas empêcher les forces russes de se servir de cette voie. *Son gouvernement n'a d'ailleurs pas protesté* quand la Russie a choisi ce moyen de communications pour ravitailler la Serbie. » La feuille allemande ajoute cette information, qui appelle de sérieuses réserves : « Le gouvernement du Tsar bénéficie d'un traité qui lui donne droit de navigation sur le grand fleuve. »

Quoi qu'il en soit, il ne semble pas que nos Alliés aient eu l'intention de profiter de cette convention, ou, tout simplement, de passer outre à toutes autres considérations que celles de l'intérêt militaire. J'ignore les motifs de cette abstention; je n'ai donc pas à les discuter et me borne à constater que le Danube n'a pas été disputé aux Austro-Allemands et que ceux-ci tirent le plus large parti de cette admirable voie de communications (1). Quel contraste avec ce qui se passa dans cette guerre de 1877-78 à laquelle je faisais allusion tout à l'heure! On se rappelle quels furent, à cette époque, les exploits des marins russes. Ceux-ci, montés sur de frêles canots à vapeur armés d'une hampe à torpille, attaquèrent successivement trois monitors turcs, à Routschouk, à Nikopoli, à Matchin. Deux de ces bâtiments échappèrent à la destruction, grâce à des hasards heureux, mais le *Séifi* fut coulé en quelques minutes. La marine ottomane ne bougea plus.

Revenons au transport par mer de l'armée russe sur le sol bulgare. « Aujourd'hui, nous dit-on, un atterrissage sur une côte hérissée de mines, gardée par des sous-marins, en arrière de laquelle manœuvrent, avec des divisions bulgares, les corps d'armée de von der Goltz, paraît devoir constituer une tentative hasardeuse. » La place me manque pour réfuter ces argumens où je retrouve toutes les répugnances que les opérations combinées inspirent à beaucoup de nos meilleurs officiers. Singulière ironie! Dans le même temps que je recueillais ces fâcheuses réflexions, on lisait dans les journaux ce télégramme : « Londres, 27 novembre : des transports turcs, escortés par le *Gœben* et le

(1) Les Roumains ont annoncé qu'ils barraient le fleuve avec des mines automatiques dans la partie de son cours qui leur appartient exclusivement, de Turtukaï à Galatz. Les monitors autrichiens se préparaient à aller bombarder Reni.

Breslau, appuyés de trois sous-marins, ont débarqué des troupes et des munitions à Varna. »

Il y a cependant une marine russe, et fort puissante, dans la Mer-Noire; cette marine a, outre ses cuirassés, des mines et des sous-marins. Mais nos adversaires ne sont pas gens à s'embarrasser de tant de difficultés. Nous-mêmes (il est vrai avec les Anglais, qui n'ont pas la même mentalité que nous, heureusement! à l'égard des grands débarquemens) n'avons-nous pas parfaitement opéré aux Dardanelles des descentes de vive force dans les conditions les plus délicates? C'est même à peu près les seuls succès sérieux que nous ayons obtenus dans cette expédition si déplorablement conduite. Ces succès, on les a donc oubliés déjà?...

La vérité, c'est que, si le passage du Danube vers Reni et la marche au travers de la Dobroutscha, étaient politiquement impossibles, il n'y aurait pas à hésiter à faire prendre à la grande armée russe la voie de mer. Le trajet de Sébastopol, d'Otchakov et d'Odessa à Varna, Misivria ou Bourgas, est compris entre 240 ou 270 milles marins. C'est l'affaire de vingt-quatre heures. On peut même abréger le trajet final en concentrant une grande partie de la flotte dans la baie de Bjelgorog, au Nord du petit delta particulier que forme la bouche danubienne de Kilia. L'organisation de la défense contre les sous-marins ne laisse pas, évidemment, d'être délicate. Nos Alliés ont, heureusement, un bon nombre de bâtimens légers, croiseurs, « destroyers, » torpilleurs, canonnières, avisos, auxquels sont venus s'ajouter, depuis quinze mois, beaucoup de navires auxiliaires. Ils sont fort bien outillés au point de vue du dragage comme du mouillage des mines automatiques. Celles-ci ne sont, d'ailleurs, vraiment redoutables que dans les passes étroites battues par l'artillerie.

Les divisions turques ou bulgares qui observent la côte? Il est aisé de les tromper, par des feintes classiques, sur le lieu réellement choisi pour l'opération. Il y a une certaine bataille de l'Alma très démonstrative à cet égard. Au reste, j'ai la parfaite conviction que nos vaillans amis d'aujourd'hui feront aussi bien, quand ils le voudront, que les alliés de 1854. Les souvenirs de cette époque sont, de part et d'autre, assez glorieux, — c'était encore le temps des guerres chevaleresques! — pour qu'on n'hésite pas à en tirer exemple. Or, le 12 septembre 1854,

le maréchal de Saint-Arnaud et lord Raglan ne craignirent pas de partir de Varna pour Oldfort de Crimée avec 350 navires, *la plupart à voiles*, portant plus de 60 000 hommes (30 000 Français, 28 000 Anglais, 7000 Turcs). La mer était libre, dira-t-on... Non pas! L'escadre russe ne fut coulée dans le goulet de Sébastopol qu'après la bataille de l'Alma. Toutes dispositions étaient donc prises à bord des vaisseaux de guerre des alliés pour la recevoir. Il est vrai que si l'on avait eu, à cette époque, des mines de blocus, on les eût semées à l'entrée du grand port russe et disposé, derrière ce barrage, des navires légers bien armés pour repousser les dragueurs. Qu'est-ce qui empêche de le faire pour le Bosphore, dès maintenant? C'est d'autant plus aisé qu'on l'a fait déjà; et c'est, paraît-il, en heurtant l'un des engins de ce champ de mines que le *Gœben* a reçu les très graves avaries qui l'ont si longtemps paralysé.

Bref, là encore, il n'est que de *vouloir* et d'accepter résolument les risques inhérens à toute opération de guerre. Mais il y a, à ce sujet, chez beaucoup de militaires, un état d'esprit singulier : tel qui n'hésitera pas à engager sur terre une action qui coûtera 20 000 hommes, recule devant la chance d'en perdre un millier sur l'eau. J'entends bien que ce n'est pas seulement des pertes en personnel que l'on se préoccupe. Tel transport est chargé d'engins et d'objets de matériel (avec le personnel spécialisé) d'un intérêt tellement capital que l'on penserait tout compromis si ce bâtiment disparaissait. Le remède est facile à trouver dans la répartition desdits engins sur le plus grand nombre possible d'unités. On pourra même, en beaucoup de cas, confier un précieux outillage à des navires de guerre ou des croiseurs auxiliaires susceptibles de se défendre efficacement contre les sous-marins. D'ailleurs, les routes de mer, dans le cas qui nous occupe, ne sont-elles pas assez courtes pour que des pertes de ce genre, si pertes il y a, puissent être promptement réparées par un appel aux magasins centraux? Enfin, les routes de terre sont-elles donc aujourd'hui si sûres, même pour les services à l'arrière, alors qu'aux coureurs de l'ennemi qui, en tout temps, surent faire de fructueuses incursions sur les lignes de communications, sont venus se joindre dirigeables, aéroplanes et hydravions? Quelle est donc l'armée qui, en plein continent, peut aujourd'hui se flatter de ne rien perdre d'essentiel à 20 ou 30 kilomètres de son front?...

N'insistons pas. Aussi bien est-ce là la question de mentalité. Ne laissons pas croire, pas plus sur mer que sur terre, que nous ayons perdu la *mentalité offensive*, sans laquelle on n'obtient rien à la guerre ; et qu'il me soit permis de terminer sur ce sujet par un emprunt au très distingué écrivain militaire des *Débats* (numéro du 29 novembre) :

« Les Allemands, dit M. H. B..., pour prévenir et décourager les offensives qu'ils redoutent..., feront des opérations de plus en plus hardies. Leurs doctrines de guerre sont unanimes sur ce point. La hardiesse y est conseillée, recommandée, ordonnée, non pas seulement pour masquer la faiblesse, mais comme étant par elle-même une source de force, un coefficient qui multiplie les effectifs. Enfin, tous les écrivains allemands enseignent que les grandes victoires ne se gagnent que dangereusement et souvent par le parti le plus périlleux..., etc. »

« La hardiesse, source de force!... » « Les grandes victoires qui ne se gagnent que dangereusement et souvent par le parti le plus périlleux !... » Ah ! je l'avoue, ces fortes et justes paroles sont péniblement revenues à mon souvenir lorsque j'ai su que l'opération décisive du *forcement des Dardanelles* par les flottes alliées avait été écartée sans discussion comme trop téméraire.

Il ne m'est pas possible d'entrer ici dans le détail des raisons de tenter ce coup d'audace, encore moins dans celui des procédés particuliers que j'estimais possible de mettre en jeu pour arriver à un résultat qui eût évidemment changé la face des choses. Je ne puis qu'esquisser à grands traits la physionomie d'ensemble de l'opération et répondre aux objections essentielles qui sont parvenues à ma connaissance.

Peut-être les lecteurs de la *Revue* se rappellent-ils que, le 1er mai (1), au sujet de la malheureuse entreprise du 18 mars, j'essayais de bien marquer *les essentielles différences qui séparent le passage de vive force de l'attaque méthodique*. Je ne cachais d'ailleurs pas ma préférence pour la première de ces deux méthodes, celle qui, en d'autres temps où la « mentalité offensive » était particulièrement en honneur aussi bien chez les nations anglo-saxonnes que chez certain peuple latin, avait si bien réussi aux Nelson, aux Roussin, aux Farragut, aux Porter, aux Courbet... Je reconnaissais d'ailleurs que l'attaque

(1) *Revue des Deux Mondes* du 1er mai : « Dans le Levant. »

méthodique, *le bombardement successif des ouvrages*, tel qu'on l'avait essayé le 18 mars, avait des chances de succès, si cette opération était entreprise en connexion étroite avec l'action d'une force armée prenant à revers les forts et batteries du détroit. Encore exprimais-je le vif regret que l'attaque combinée ne se fût pas produite dès le début de novembre, alors que la défense du côté de terre n'existait pour ainsi dire pas.

Quoi qu'il en soit, les troupes alliées ne débarquèrent que le 25 avril.

Mais il semblait qu'une Fortune ironique se plût à faire commettre successivement aux assaillans toutes les fautes possibles. Outre que les forces de terre mises en jeu étaient manifestement insuffisantes, ce qui révélait de la part des gouvernemens intéressés une surprenante ignorance, le point d'application de ces forces, — peut-être, à la vérité, et tout justement parce qu'elles étaient insuffisantes, car les fautes s'enchaînent,.. — était choisi d'une manière opposée à tout ce que pouvait indiquer le raisonnement militaire le plus simple. Je m'excuse de rappeler encore les indications que je donnais discrètement en faveur du choix de l'isthme de Boulaïr, et aussi celles qu'il y a trois ans (n° du 1er janvier 1913 : « Ce qu'on peut faire avec une marine ») je fournissais pour inciter les Grecs à opérer leur descente juste derrière les ouvrages des « Narrows, » c'est-à-dire dans la baie de Suvla, et non à l'extrême pointe de la presqu'île. Tant y a que l'opération combinée a virtuellement échoué, comme le bombardement méthodique effectué par les flottes seules. Cela bien constaté, était-il possible, il y a quelques jours encore, de recourir à la méthode du *forcement de la passe* de Tchanak-Nagara, défendue assurément par tous les moyens qu'une connaissance parfaite de l'art de la guerre et des circonstances particulières de l'opération met entre les mains des Germano-Ottomans?

Oui ; j'en ai toujours été et j'en demeure convaincu. Encore une fois, qu'on ne me demande pas de donner ici mes argumens, d'indiquer les moyens d'action que je proposerais. Il suffit qu'il existe encore une chance sur mille pour qu'on se décide à cette entreprise hardie, dont les résultats seraient décisifs, *car Constantinople est « indéfendable,* » quoi qu'on fasse, comme toute capitale en façade sur la mer; il suffit, dis-je, que je n'aie pas le droit de « désespérer » qu'on y vienne,

pour que j'observe le silence et cela d'autant mieux que les procédés auxquels je fais allusion pourront servir ailleurs, à l'autre bout du vaste théâtre de la guerre actuelle. Je me bornerai donc à une observation que j'ai déjà eu l'occasion de soumettre à un homme d'État, qui me faisait l'honneur de me questionner à ce propos : si cette opération était jugée impraticable par les organismes dirigeans des marines alliées, comment se fait-il non seulement qu'on ait créé, avec, d'ailleurs, une remarquable promptitude, des types de bâtimens tout à fait nouveaux et fort bien appropriés aux circonstances, mais encore qu'on ait exécuté sur les unités de types anciens, cuirassés et grands croiseurs, des travaux longs et coûteux en vue de leur assurer une invulnérabilité relative à l'égard des armes sous-marines ou, tout au moins, de leur donner ce qui leur manquait essentiellement, la *stabilité après avarie des œuvres vives ?* On ne dira pas que ces modifications et additions ont été faites pour la navigation et le combat en haute mer, car elles entraînent nécessairement une diminution sensible de la vitesse. D'ailleurs aucun doute ne peut exister sur l'objet final de celles de ces mesures qui ont pour but d'arrêter les mines dérivantes et pour empêcher d'arriver au contact de la carène les mines mouillées à demeure.

Il y a donc eu un mement où l'opération du forcement apparaissait comme praticable et où l'on s'y préparait activement. « Peut-être, m'a-t-on dit encore. Mais, à supposer que cette tentative puisse réussir, reste la difficulté du ravitaillement de la flotte d'opérations dans la mer de Marmara... »

Cette difficulté n'est qu'apparente.

S'il s'agit du combustible, on sait que tous les bâtimens de guerre peuvent prendre du charbon « en surcharge. » La consommation exigée par l'opération elle-même sera faible : il ne s'agit après tout que de 40 milles à faire à la vitesse réduite que permettront les dispositifs spéciaux auxquels je faisais allusion tout à l'heure. La dépense à prévoir pour le séjour dans la mer de Marmara sera peu de chose, puisque les parcours, dans ce lac d'eau salée, sont nécessairement d'une très faible étendue. Il y a d'ailleurs du charbon sur ses rives et à bord des vapeurs qui les desservent. Enfin, les dispositifs essentiels de l'opération de forcement supposent justement l'emploi de navires auxiliaires en nombre assez considérable et qui ne sau-

raient être tous détruits. Ces bâtimens seront avantageusement chargés de combustibles divers.

Ils pourront l'être aussi de munitions, moyennant l'emploi de précautions spéciales. D'ailleurs, là encore, les unités de combat peuvent porter elles-mêmes une bonne part de leur ravitaillement. Pour les grosses pièces, notamment, il s'en faut bien que toute la capacité des soutes soit utilisée. J'observe, pour en finir avec ce sujet (car de parler des vivres, c'est assez inutile : les navires de guerre en prennent pour trois, quatre, six mois même), que l'*opération* qui nous occupe *peut fort bien ne pas comporter de dépense de munitions de combat.* Il ne s'agit pas, encore une fois, de lutter à coups de canon contre les forts : il ne s'agit que de passer, non sans dommages, mais avec le moins de dommages possible.

Voilà ce que j'avais à dire. Je garde la conviction que ceux qui viendront après nous jugeront que l'entreprise était réalisable, qu'elle valait d'être tentée, et donc *qu'il fallait la tenter...*

Tandis que les nouveaux monitors anglais réussissent à envoyer des projectiles sur Gallipoli, — ce qui prouve d'ailleurs que l'on peut aller fort avant dans le détroit avec quelque impunité, — les bâtimens de combat de types ordinaires bombardent Dédéagatch et Porto Lagos dans la mer Égée, Bourgas et Varna dans la Mer-Noire. J'ai déjà eu l'occasion de dire à ce sujet quelles limites étroites avait l'efficacité de ces bruyantes tireries. Il y a eu, toutefois, de grands dégâts locaux. Il serait intéressant de savoir si, à Varna, les installations du nouveau poste de sous-marins ont été atteintes. A Dédéagatch, paraît-il, un grand nombre de soldats bulgares auraient été ensevelis sous les ruines de leurs casernes. Il faut avouer que ces Bulgares étaient bien imprudens.

Deux questions autrement importantes et d'ailleurs étroitement conjuguées s'imposent à notre attention. Il s'agit de l'attitude de la Grèce et des secrets desseins de ses gouvernans; il s'agit par conséquent de la sécurité et de la liberté des mouvemens de notre armée expéditionnaire de Salonique.

En ce moment, premiers jours de décembre, la satisfaction qu'avaient procurée d'abord les négociations entamées avec le Cabinet d'Athènes est fort atténuée. On s'aperçoit qu'aucune

précision ne nous a été donnée en ce qui touche les « garanties; » qu'il sera difficile d'obtenir celles-ci en temps utile; que, d'ailleurs, on n'a pas assez demandé, ni peut-être d'un ton assez ferme; enfin que les Grecs sont bien les Grecs et resteront les Grecs. « Au demeurant, les meilleurs fils du monde » et qui aiment passionnément la France...

Laissons ce sujet qui sera traité par une plume plus autorisée que la mienne. Je me demande seulement si, dans cette période décisive de deux ou trois semaines, l'action des flottes alliées, cette action dont le roi Constantin Ier invoque quelquefois lui-même la haute valeur, s'est montrée assez pressante pour peser réellement sur les résolutions du gouvernement hellène. Je crains que non. On a parlé de champs de mines qui auraient été créés aux bons endroits par nos incertains amis. S'il y a du vrai dans ces informations, on ne peut s'empêcher de penser qu'il aurait suffi pour arrêter, dès le début, cette opération de mouillage, d'une invitation courtoise, mais ferme, du commandant d'une unité de combat anglaise ou française.

M'objectera-t-on qu'il aurait donc fallu disperser sur une multitude de points d'une côte si découpée les élémens constitutifs de notre force navale méditerranéenne et qu'une telle dissémination n'allait pas sans inconvéniens? Lesquels, au juste? Les positions stratégiques que les marins grecs, — s'ils eussent vraiment obéi aux suggestions allemandes, — auraient pu vouloir se réserver en les défendant par des mines automatiques sont, en réalité, peu nombreuses, et les flottes alliées ont des effectifs suffisans pour qu'à chacune de ces positions correspondît un groupe de navires de force convenable. Des instructions eussent d'ailleurs été données pour que le commandant en chef pût obtenir au moment voulu des concentrations que la brièveté des trajets eût toujours rendues faciles.

Quant aux sous-marins allemands dont on fait si grand bruit après avoir imprudemment affirmé qu'il n'en existait plus, je ne puis que répéter ce que j'ai dit déjà souvent : si, il y a six ou huit mois, un absolu défaut de *précautions extérieures* nous a coûté la perte du *Léon-Gambetta* et l'immobilisation pour quelques semaines du *Jean-Bart*, on ne saurait, aujourd'hui que sont entrées en vigueur les mesures tactiques de préservation les plus judicieuses, arguer du « péril sous-marin » pour réserver indéfiniment l'action des grandes unités. Un

instrument de guerre est créé pour faire la guerre ; un engin de combat doit être prêt à combattre en toute circonstance. Il ne faut pas, en présence d'une opinion publique déjà nettement hostile aux « mastodontes, » rendre trop difficile la tâche de ceux qui, après cette guerre, s'efforceront de sauver au moins le grand croiseur cuirassé, le « dreadnought » très rapide, très marin, très bien approvisionné, qui restera quelque temps encore l'instrument le mieux approprié à la guerre du large.

Au reste, il y a tout lieu de supposer que les gouvernemens alliés admettent l'intervention très prochaine des unités dont le déplacement, — et le prix de revient, — pèsent si lourdement sur les plans des chefs des grandes flottes, puisqu'une des « garanties » qu'ils demandent à la Grèce consiste dans l'autorisation d'organiser dans ses eaux territoriales la chasse aux sous-marins ennemis. Cette autorisation était-elle, en fait, si nécessaire? On marchandait beaucoup moins, en 1827 et même en 1854, à poursuivre jusqu'à la côte les pirates d'alors, qui étaient justement des Grecs, d'origine au moins. Ceux d'aujourd'hui sont des Allemands que leurs procédés ont mis hors la loi et qui trouvent, malheureusement, sur le littoral ou sur certains navires hellènes, les plus compromettantes complicités. Avouons que si les positions étaient renversées et que nos ennemis fussent à notre place, un tel état de choses aurait depuis longtemps cessé. Il semble que, tout en répudiant les procédé cruels de nos adversaires, nous pourrions nous inspirer de leur énergie. Il y a des scrupules qui apparaissent vraiment hors de saison, aujourd'hui, et ce ne serait point *faire la guerre*; — une guerre où l'existence de la nation est en jeu! — que de la faire avec des préoccupations qui relèvent du dangereux « pacifisme » d'antan.

La situation de l'armée expéditionnaire franco-anglaise de Macédoine n'est pas sans causer quelques appréhensions. J'ai cru pouvoir exprimer, il y a quelque temps déjà, le vœu que l'occupation temporaire de la presqu'île de la Chalcidique fît partie des « garanties » que les Puissances alliées avaient l'intention de demander à la Grèce. Je ne crois pas que cette suggestion ait été suivie d'effet. Deux mots seulement sur ce sujet : Salonique n'est une bonne base d'opérations qu'à l'expresse condition qu'on n'y soit pas renfermé et pressé par

l'ennemi en forces supérieures. Le danger de n'avoir pour *base* qu'un *point*, au lieu d'une *ligne* et, mieux encore, qu'une région fortifiée, est d'autant plus marqué, dans le cas qui nous occupe, que l'adversaire, descendant le long du Vardar et de la voie ferrée, ou débouchant de la région de Monastir par Vodena, occupera la rive droite du petit delta du fleuve macédonien et maîtrisera avec des pièces lourdes la passe étroite qui conduit du golfe de Salonique dans la baie intérieure et qu'obstruent déjà, en même temps que les bancs de vase du Vardar, des mines et des filets. Nous connaissons le « chenal de sécurité » de la passe. Mais la complication sera grande, et grand aussi le danger pour notre *unique voie de communications maritimes* actuelle, celle du golfe de Salonique, lorsque dans cette passe tomberont les obus allemands et flotteront entre deux eaux les mines dérivantes que l'ennemi laissera descendre au courant du fleuve. Si l'on veut bien jeter les yeux sur une carte un peu détaillée de la région, on découvrira aisément que la construction de batteries de canons de marine sur le cap Kara-Bournou de Chalcidique serait, *non pas le seul moyen*, , mais un des bons moyens de parer à ce grave inconvénient d'une situation qui en a d'ailleurs quelques autres. Je n'en dis pas plus. Il faut toujours veiller sur ses derrières. La marine se chargera, quand on le voudra, de tenir dégagé le défilé maritime de la baie de Salonique. Et, si l'on obtenait la libre disposition de la grande presqu'île tridentée, les marins seraient bien plus assurés de pouvoir recueillir, le cas échéant, les troupes de pied de l'armée expéditionnaire, tandis que les chevaux ou, au moins, l'immense matériel roulant useraient des quais et des apparaux du port de Salonique.

CONTRE-AMIRAL DEGOUY.

REVUES ÉTRANGÈRES

LES SOUVENIRS DE GUERRE D'UN ATTACHÉ D'AMBASSADE AMÉRICAIN

The Note Book of an Attaché, Seven Months in the War-Zone, par Eric Fisher Wood, 1 vol. in-18, illustré, New-York, Century Co, 1915.

On sait que, dès le début de la présente guerre, l'Allemagne et l'Autriche ont prié l'ambassadeur des États-Unis à Paris, M. Myron T. Herrick, de prendre en mains les intérêts des innombrables sujets de ces deux empires qui, — moins renseignés ou plus lents à se mouvoir qu'une foule de leurs compatriotes déjà « rapatriés, » — se trouvaient encore à ce moment sur notre sol français. Il est résulté de là, pour l'éminent diplomate américain, un énorme surcroît de besogne tout à fait imprévu : de telle manière que force a été à M. Herrick d'adjoindre brusquement à ses collaborateurs habituels une demi-douzaine de nouveaux « attachés, » choisis de préférence parmi les jeunes « hommes d'université » américains qu'avait attirés chez nous le désir de compléter leurs études professionnelles. C'est ainsi qu'un élève de notre École des Beaux-Arts, M. Eric Fisher Wood, s'est vu momentanément détourné de ses savantes recherches architecturales, pour ne devoir plus s'occuper désormais, pendant plusieurs mois, qu'à écouter et à essayer d'apaiser les doléances, plus ou moins légitimes, de milliers d'Allemands et d'Autrichiens de toute condition, surpris par la guerre au milieu de nous.

Occupation qui, par soi-même, déjà, ne pouvait manquer d'offrir

maints spectacles curieux à l'observatenr pénétrant et sagace qu'était, de nature, M. Eric F. Wood : mais il est arrivé en outre que le chef de celui-ci, M. Herrick, frappé probablement de ce sens inné d'observation qui était en lui, l'a chargé d'une série de tâches supplémentaires les mieux faites du monde pour nous valoir, aujourd'hui, de très vivantes et instructives peintures de quelques-uns des principaux événemens politiques, sociaux, ou même militaires, des derniers mois de l'année 1914. Du 11 au 14 septembre, notamment, notre jeune diplomate improvisé a été envoyé, en compagnie de deux officiers de l'armée de son pays, pour étudier d'aussi près que possible les diverses péripéties de la tragique et glorieuse bataille engagée par nos troupes sur les bords de la Marne, — M. Herrick ayant estimé qu'une relation détaillée de cette bataille aurait chance de fournir ses compatriotes, militaires et civils, de plus d'une leçon infiniment précieuse. Un peu plus tard, durant tout le cours du mois d'octobre, différentes autres missions non moins délicates qu'a eu à remplir M. Wood, — et au premier rang desquelles figurait le soin de relier directement avec nos « fronts » anglais et français du Nord l'Ambulance Américaine magnifiquement installée dans les locaux d'un lycée de Neuilly, — lui ont permis d'observer de la même façon les débuts meurtriers de l'immense lutte, encore inachevée, que les historiens à venir continueront sans doute d'appeler la « bataille de l'Aisne. » Et puis, vers la fin de novembre, lorsque le sort des sujets allemands et autrichiens de chez nous s'est trouvé décidément réglé pour toute la durée de la guerre, c'est à M. Wood que M. Herrick a demandé d'aller transmettre à ses collègues de Berlin et de Vienne de lourds ballots de documens diplomatiques, — dont la livraison lui a été, d'ailleurs, mille fois plus facile que celle d'un tout petit paquet de lettres « confidentielles » qu'il a dû pareillement, vers le 15 décembre, porter de l'ambassade américaine de Berlin à celle de Londres. Tout cela raconté maintenant dans un pittoresque volume que viennent de publier simultanément des éditeurs de New-York et de Londres, avec une vingtaine de photographies « inédites » d'une remarquable portée historique, la plupart exécutées par l'auteur lui-même au cours de ses « missions ; » et tout cela raconté, surtout, d'un style si vif et précis et limpide que, malgré l'effort trop visible du jeune « attaché » américain à contenir, — diplomatiquement, — l'expression de ses propres sympathies personnelles à l'endroit des Alliés, il n'y a peut-être pas d'autre livre étranger qui, depuis tantôt dix-huit mois, m'ait tout ensemble renseigné et diverti plus que celui-là.

Le récit de M. Wood nous est présenté sous la forme d'un « journal » écrit au jour le jour depuis le 4 août 1914, et dont je vais tenter de suivre ici l'ordre chronologique, — tout en devant me borner à n'en extraire, un peu au hasard, qu'un petit nombre d'anecdotes et de menus tableaux caractéristiques. Voici d'abord, à la date du 5 août, un incident assez singulier, et dont je ne me souviens pas d'avoir rencontré la moindre mention dans nos journaux d'alors. Toujours est-il que, le 4 août, un « invidu trop entreprenant » s'est avisé de louer l'un de ces gentils « bateaux-mouches, » qui, d'ordinaire, allaient et venaient sur la Seine entre le quai du Louvre et le pont de Saint-Cloud. Après quoi, cet ingénieux et hardi spéculateur a fait savoir, dans tous les grands hôtels de Paris, que, « puisqu'il n'était plus possible de se rendre à Londres par le Havre en chemin de fer et en paquebot, lui-même se chargeait de transporter directement jusqu'à Londres les voyageurs américains, » — moyennant que ceux-ci lui remissent d'avance une somme que M. Wood ne craint pas de qualifier d'« extravagante. » A quoi les portiers des susdits hôtels étaient encore priés d'ajouter, confidentiellement, que ce transport de riches voyageurs américains sur un bateau-mouche, le long de la Seine et à travers la Manche, avait obtenu la pleine approbation de l'ambassade des États-Unis. Mais en réalité, au contraire, aucun membre de l'ambassade n'en avait été prévenu; et sans doute même l'intrépide organisateur de l'expédition avait naïvement espéré que l'annonce de son projet ne parviendrait pas jusqu'à M. Herrick avant qu'il fût trop tard pour y mettre obstacle. Il ignorait évidemment, entre autres choses, l'obligation pour les Américains de faire viser leurs passeports au départ de Paris, — formalité qui eut bientôt pour effet, comme l'on peut penser, de révéler à M. Herrick l'aventureux projet. Ce fut précisément à M. Wood que l'ambassadeur confia le soin de s'enquérir des conditions du voyage. « Je les trouvai, nous dit l'auteur américain, absolument folles. Le bateau était beaucoup trop petit, et très mal aménagé pour une traversée aussi longue, sans compter l'impossibilité à peu près complète de nourrir les voyageurs, et maintes autres difficultés résultant de l'état de guerre. » Si bien que le projet de l'« individu trop entreprenant » fut tout de suite empêché par notre police française, et certes bien à propos pour les imprudens voyageurs : mais je ne saurais me défendre de songer à l'intérêt passionnant qu'aurait eu, pour nous, la relation d'une aventure telle que celle-là par l'un de ses héros, si seulement quelqu'un de ceux-ci y avait survécu !

Continuons de feuilleter le « journal » du jeune architecte-diplomate américain :

Dimanche, 9 août 1914. — J'ai entendu bien souvent chanter *la Marseillaise* au milieu de circonstances pacifiques; je me suis levé lorsqu'on l'a jouée dans des théâtres parisiens; j'ai moi-même ardemment contribué à la chanter en chœur dans des dîners d'étudians; et j'ai pu en apprécier la valeur esthétique. En temps de paix, on sent déjà que c'est là, de beaucoup, le plus grand des chants nationaux : mais l'on ne réussit pas à se représenter que ce chant est, avant tout, un hymne de combat. C'est ce matin que, pour la première fois, j'ai pu en apprécier la signification véritable, et telle que jamais plus je ne saurais l'oublier. Je suivais la rue de Sèvres du côté du boulevard Montparnasse, avec le faible espoir de rencontrer un taximètre de loisir qui voudrait me conduire jusqu'à l'ambassade. Soudain, je me trouvai arrêté net par la vague d'un chant sonore et rythmé. Et puis les vagues se succédèrent, émises à l'unisson en un puissant volume de voix masculines. Il y avait dans la qualité de ce flot de rythmes quelque chose de si étrange, de si saisissant et de si terrible, que, sans comprendre d'abord ce qui allait venir, un frisson me courut le long de l'épine dorsale. Et la clameur s'enflait et se rapprochait, jusqu'à ce que, tout d'un coup, la tête d'une colonne d'infanterie se montrât droit devant moi, au coin d'une rue, mêlant au flot des voix le frappement, non moins rythmé à l'unisson, de plusieurs centaines de pieds. Ce que j'entendais, c'était la vraie *Marseillaise, la Marseillaise* de la guerre. La colonne s'apprêtait à rejoindre le « front, » et allait dans quelques jours prendre part à la bataille. Les baïonnettes des soldats se penchaient en arrière, comme un fourré mouvant tourné vers le soleil du matin. Leur chant ne contenait, pour ainsi dire, aucune musique, mais seulement une suite vibrante et découpée de paroles, dont chacune était une menace, une imprécation, toute chargée d'une colère de feu. L'intonation me prouvait que ces hommes comprenaient à la lettre chacune de ces paroles passionnées qu'ils proféraient : j'y découvrais clairement leur dessein d'attaquer les Allemands, de fondre sur eux, de les transpercer de leur baïonnette. De telle sorte que moi-même, toute cette journée d'aujourd'hui, perdant l'équilibre habituel de mon jugement, je me suis enivré de la certitude joyeuse que les Français allaient anéantir les armées allemandes.

... *Lundi, 24 août.* — Hier et ce matin, j'ai observé un phénomène psychologique des plus singuliers. Ni hier, ni aujourd'hui, les autorités ne nous ont révélé aucune nouvelle militaire un peu importante, et les journaux ont été aussi muets que par le passé : mais, avec tout cela, Paris entier a l'idée que les Alliés ont subi quelque part, en Belgique, une grande et terrible défaite. Toute la ville est comme épouvantée, et pas un visage qui ne revête une expression d'abattement désolante à voir. J'ai entendu parler souvent de pareilles propagations mystérieuses de mauvaises nouvelles, mais jamais auparavant je n'avais encore eu l'occasion d'en être témoin par moi-même. Il y a là un fait assurément très curieux, soit que le bruit se trouve ou non justifié.

Hélas! le « bruit » fatal ainsi répandu au milieu de nous par un porte-voix invisible n'allait être, en fait, que trop pleinement « justifié, » puisque nous savons tous aujourd'hui la « grande et terrible défaite » subie par les troupes alliées à Charleroi, les 22 et 23 août 1914! — Mais qu'on me laisse encore citer ce court extrait du « journal » de M. Eric F. Wood :

Jeudi, 10 septembre. — Ce matin, je me suis entretenu avec mon compatriote, le poète et romancier Richard Harding Davis. Il vient d'arriver à Paris de Belgique, et s'efforce maintenant d'obtenir des « permis » pour pouvoir suivre les opérations militaires de France. Il m'a dit que jamais, dans aucune des guerres où il a précédemment assisté, il n'a vu rien de pareil aux atrocités, tout à fait impossibles à décrire, qui ont été commises par les armées allemandes en Belgique. Il parle de ces atrocités avec autant de véhémence que le fait le docteur Louis Seaman; et ce qu'il m'en rapporte me frappe d'autant plus qu'il lui a été donné d'être, lui-même, témoin des abominables détails de la violation par l'Allemagne du territoire belge!

Cet entretien de M. Wood avec M. Davis a eu lieu au retour d'un premier voyage que venait de faire le jeune « attaché » sur les bords de la Marne, afin d'essayer de se renseigner par ses propres yeux, — comme aussi afin de renseigner son chef, M. Herrick, — sur des événemens militaires dont les « communiqués » officiels continuaient à ne parler qu'avec un laconisme inquiétant. A Lagny, à Villeneuve-le-Comte, dans tous les endroits où il était passé, une foule d'indices lui avaient révélé l'imminence, désormais inévitable, d'une grande bataille; de telle sorte qu'en rentrant à Paris il s'était hâté de communiquer à M. Herrick son impression de la gravité décisive de ce choc, tout prochain, entre les deux armées. Il avait ajouté que « les troupes allemandes formaient un angle droit ayant son sommet près de Meaux, et dont l'un des côtés s'étendait au Nord en passant par Senlis, tandis que l'autre s'allongeait presque en ligne droite vers l'Est; qu'entre cette ligne allemande et Paris se trouvaient campées les troupes anglo-françaises; et que celles-ci, bien résolues à ne pas reculer davantage, s'attendaient à ouvrir l'attaque dès le lendemain. » C'est alors que l'ambassadeur des États-Unis lui avait demandé, comme je l'ai dit, de se rendre aussitôt sur le « front » français, en compagnie du colonel Allen et du capitaine Parker, de manière à pouvoir rédiger ensuite une relation authentique et « directe » des phases principales d'un combat évidemment destiné à prendre place parmi les dates les plus mémorables de l'histoire des peuples.

Sur tout son chemin jusqu'à Lagny, le vendredi 11 septembre, M. Wood s'est étonné de la disparition des innombrables obstacles qu'il y avait rencontrés deux jours auparavant. Au lieu d'être de nouveau arrêté à chaque pas, d'avoir sans cesse à franchir des barrières improvisées ou à subir l'interrogatoire minutieux d'officiers postés sur la route avec leurs hommes, notre voyageur n'apercevait plus absolument aucune trace d'occupation militaire. « D'où je déduisis, avec un frémissement de plaisir, que la bataille devait avoir pris une tournure favorable pour les Alliés. » Mais, au contraire, le spectacle qui attendait M. Wood un peu plus loin, au delà de Crécy, avait de quoi lui manifester déjà bien nettement les plus tragiques réalités de la guerre. Au sortir du village de Rebais, un champ se trouvait tout couvert de cadavres, allemands et français. Sur l'un des côtés du champ se voyait un amas de bâtisses écroulées où, la veille, un détachement d'infanterie allemande, assisté de deux batteries, avait eu à soutenir l'assaut d'un bataillon de notre 17e régiment de ligne. Un habitant du village racontait que, dans cette affaire, les Français avaient perdu la moitié de leurs hommes, mais qu'ils avaient poursuivi l'attaque avec une obstination indomptable, chargeant l'ennemi à la baïonnette jusqu'à ce qu'enfin ils se fussent emparés de la position et y eussent fait de nombreux prisonniers. « Nous nous avancions, en silence, parmi les morts, — continue l'écrivain américain. — A l'endroit où la mêlée avait été la plus chaude, nous avons compté dix-sept cadavres dans un espace circulaire de trente pas de diamètre. Chacun des hommes du groupe était tombé en avant, la baïonnette pointée droit devant lui. Quelques-uns avaient couru avec un tel élan qu'en tombant leurs épaules avaient creusé un trou dans la terre malléable. Presque tous avaient été tués par des éclats d'obus. »

A Boissy, à Montmirail, hommes et choses attestaient la violence meurtrière de batailles semblablement terminées par la retraite des troupes allemandes. Mais toujours M. Wood et ses compagnons avaient l'impression que le véritable centre et « foyer » de la bataille ne pouvait pas être là, et que, malgré l'énormité de leurs pertes, les Allemands ne s'étaient ainsi retirés qu'en raison d'une grave défaite subie quelque autre part. Il s'agissait donc, pour les voyageurs américains, de découvrir ce « foyer » principal d'une défaite allemande qui, dorénavant, ne laissait plus aucun doute. Après une longue, — et d'ailleurs infiniment instructive, — série de recherches, ils l'ont enfin découvert aux environs de la Fère-Champenoise, sur un plateau où, d'abord, les troupes allemandes avaient attaqué les nôtres, avec

au moins 250 000 hommes. Une lutte terrible s'y était prolongée sans interruption pendant trente-six heures ; et déjà les Allemands s'étaient crus victorieux, lorsqu'un dernier assaut du 9e corps français, sous les ordres du général Foch, avait changé leur triomphe en une déroute complète.

Je ne puis songer, malheureusement, à reproduire ici l'émouvante peinture que nous offre M. Wood de ce combat de la Fère-Champenoise, dont les moindres incidens, — en raison même de l'importance exceptionnelle qu'il leur attribue, — nous sont décrits avec un relief et une précision inoubliables. Qu'il me suffise de noter que, dans cette partie de la bataille de la Marne comme aussi dans toutes celles de ses autres parties qu'il a eu l'occasion d'étudier, l'écrivain américain explique notre victoire par la supériorité de notre artillerie de campagne et, plus encore, par la supériorité personnelle de nos soldats, en regard des soldats allemands. « Ayant mis sur un seul coup de dés le sort de leur familles et de leur bien-aimée patrie, les Français ont gagné l'une des batailles les plus désespérées de l'histoire du monde par le sang-froid résolu de leurs chefs et par la sublime ténacité, l'esprit de sacrifice héroïque de leurs hommes. Ceux-ci ont vraiment dépassé les plus belles traditions de leur race. Sur le désir de leurs chefs, ils ont rejeté leurs vies comme l'on rejette un papier inutile ; et, en présence de conditions nouvelles, ils ont soudain développé en soi des qualités nouvelles, des qualités de résistance acharnée, et quasi scientifique, dont personne jusqu'alors ne les avait crus capables. Ils se sont montrés plus allemands que les Allemands dans la manière dont leur organisation a soutenu le choc le plus forcené de la lutte, à tel point que c'est la machine de guerre allemande qui a fini par céder pied. Sur ces plateaux et ces plaines de la Marne, une victoire a été remportée, dont tout l'honneur ne revient qu'à la France. Par où je n'entends certes pas déprécier le mérite militaire des Belges, ni des Anglais : le peu d'importance relative de leur rôle dans cette bataille a tenu simplement à leur petit nombre. A Liège et à Namur, à Mons et à Saint-Quentin, ils ont noblement préparé le triomphe décisif des Français sur les bords de la Marne. »

Vingt fois, au cours de son récit, M. Wood évoque devant nous des exemples significatifs de ces étonnantes vertus que lui a révélées le contact familier du soldat français. A côté de l'intrépide bravoure du « poilu, » il nous montre sa tranquille et souriante sagesse, la lumière

transparente de sa pensée et la profonde bonté de son cœur. « Ah! — s'écrie-t-il un jour à ce propos, — que les Allemands ne viennent plus nous représenter les Français comme une race dégénérée ! » Et tout son livre est semé de vivantes esquisses comme celle-ci :

Le soldat français est fermement résolu à poursuivre la guerre jusqu'au bout, et à ne pas s'arrêter de combattre ni de souffrir avant le jour de la victoire complète : mais, en même temps, il comprend fort bien que ce massacre réciproque est, en vérité, une triste besogne. Je n'oublierai jamais le visage sérieux et recueilli d'un soldat français de la Territoriale, un homme d'une quarantaine d'années, avec qui j'ai causé tout à l'heure. Il faisait partie d'une escouade chargée d'enterrer les morts, aux environs de Soizy-aux-Bois. Il y avait là 300 cadavres que l'on a dû réunir en un seul énorme tombeau; au moment où j'arrivais pour assister au lugubre travail, mon Territorial et l'un de ses camarades s'apprêtaient à relever le corps d'un fantassin allemand qui gisait sur le ventre, dans un sol boueux, les deux bras étendus. J'offris des cigarettes aux deux soldats; et c'est après avoir pris la cigarette dans mon étui que le Territorial, en désignant du bras le champ d'alentour, me dit tristement : « Si Guillaume avait pu prévoir tout cela, croyez-vous que ce Kaiser, qui est tout de même un homme ainsi que nous, croyez-vous qu'il aurait eu le courage d'entamer cette guerre ? » Et il regardait, avec une expression de pitié fraternelle, le cadavre lamentable de l'Allemand étendu à ses pieds.

Quant aux Allemands, M. Wood n'en a point rencontré sur sa route, pendant sa visite d'un pays où, la veille encore, ils s'étaient crus installés en pleine possession. Mais, à chaque instant, le voyageur américain a observé sur son passage des traces suffisamment éloquentes de ce qu'avait été cette domination éphémère des futurs vaincus de la Marne. Un soir, par exemple, que ses compagnons et lui revenaient à la Fère, où toutes les maisons survivantes étaient déjà pleines de soldats, une passante leur a conseillé de demander asile à l'un des notables du lieu, un vieux fabricant de champagne qui se trouvait être, en même temps, « un exemplaire admirable de la bravoure et de la courtoisie françaises. » Aussi bien M. Achille G... était-il, justement, en train de traverser la rue.

Nous échangeâmes des poignées de main dans les ténèbres, et M. G..., avec la plus exquise politesse, nous dit qu'il serait enchanté de nous accueillir sous son toit. Il s'excusa seulement de n'avoir guère à nous offrir qu'un toit, attendu que « les Allemands avaient tout bouleversé, » durant le séjour qu'ils avaient fait chez lui. Il nous proposa timidement de souper avec lui avant de nous coucher; mais, cette fois encore, il s'excusa de l'extrême indigence de son garde-manger, en disant : « Les Allemands ont tout pris! » Nous lui apprîmes que nous avions, dans notre

voiture, un petit tas de pommes de terre ramassées dans un champ : cette nouvelle le ravit, en l'allégeant de son inquiétude sur le menu du souper proposé.

Nous le suivîmes dans sa demeure, qui se trouva être une grande maison entre deux jardins. Dès notre entrée dans la maison, la faible lueur d'une lanterne nous révéla un spectacle extraordinaire. On nous avait bien dit déjà, dans la petite ville, que les officiers allemands logés chez M. G... avaient emporté, en s'en allant, un énorme butin : mais le fait est que, en outre, l'intérieur de la maison ressemblait beaucoup plus à une étable de porcs qu'à une habitation humaine. Les Allemands avaient brisé toutes les serrures et vidé sur le plancher le contenu de tous les meubles, armoires, commodes, bureaux, afin de pouvoir ainsi, plus à l'aise, choisir et emporter ce qui leur plairait. Toute la maison était tapissée de reliques des générations successives des ancêtres de M. G..., et l'on voyait là, pêle-mêle, depuis des robes de bal mangées aux mites jusqu'à de vieilles photographies. M. G... avait dû pratiquer des passages à travers ces monceaux de débris, comme l'on ouvre des sentiers à travers une neige nouvellement tombée.

La vue d'un tel déballage nous remplissait d'une véritable stupeur : mais nulle part, peut-être, les Allemands n'avaient procédé avec autant d'entrain à leur dévastation que dans la salle à manger. Pour chacun des repas servis par les « brosseurs » à la demi-douzaine d'officiers qui logeaient dans la maison, ceux-ci avaient fait mettre sur la table le linge le plus fin de M. G... et la plus riche porcelaine ; et puis, chaque fois, le repas fini, les convives avaient pris la nappe par ses quatre bords et l'avaient jetée à terre, dans un coin de la vaste pièce, avec la vaisselle, les bouteilles de cristal, les serviettes, comme aussi le restant des mets. De repas en repas, l'opération s'était reproduite, avec une nouvelle destruction de tout ce qu'il y avait d'impossible à emporter parmi les choses précieuses que renfermait la maison...

M. G... nous ayant présentés à trois aviateurs français qui demeuraient chez lui, ces messieurs voulurent bien nous emmener dans le jardin, pour nous montrer un autre vestige bien significatif du passage récent de leurs collègues d'outre-Rhin : c'était un amoncellement de bouteilles cassées, qui, elles-mêmes, ne formaient qu'une petite partie des 15000 bouteilles de champagne volées par les officiers allemands aux caves de notre hôte. Nous apprîmes en même temps que ces caves avaient été entièrement vidées, et M. G... nous avoua que sa fortune personnelle aurait peine à se remettre d'une catastrophe aussi radicale.

Mais c'est surtout en Allemagne, dans leur propre pays, que M. Wood a pu connaître et apprécier les compatriotes de ces aimables hôtes de M. Achille G.., lorsque, au mois de décembre 1914, comme on l'a vu, il est allé porter à Berlin plusieurs ballots de documens diplomatiques. La discrétion « professionnelle » du jeune « attaché » l'empêche, nous le sentons bien, de s'exprimer en toute

franchise sur le compte des dignitaires allemands de toute catégorie avec lesquels il a eu l'occasion de s'entretenir : mais le peu qu'il nous en dit suffit à nous montrer ces personnages, — sans doute en exécution d'une « consigne » préalable, — s'ingéniant unanimement à le mystifier. Ils prennent soin de « truquer » aussi bien les choses qu'il désirera visiter, — comme, par exemple, le régime habituel des prisonniers anglais et français, — que les affirmations dont ils l'accableront. L'un des plus considérables d'entre eux a l'aplomb de lui jurer que l'Allemagne n'a jamais songé à employer des espions « civils, » que l'Allemagne n'a jamais imité la « barbarie » des Alliés en procédant à l'« internement » de « civils, » français, anglais, ou russes, qui se trouvaient chez elle au début de la guerre, et d'autres mensonges d'une taille si énorme que M. Wood avoue en être demeuré stupéfait. Et puis, avec cela, par-dessous ces égards apparens pour un diplomate américain qui pendant des mois, à Paris, n'avait point cessé de s'employer de toutes ses forces au profit de nombreux milliers de sujets allemands, M. Wood reconnaît, à des signes trop certains, que le moindre de ses mouvemens est épié, noté, rapporté aussitôt à la police impériale. Ah ! certes, — et bien qu'il évite de nous l'avouer trop ouvertement, — ce séjour à Berlin doit avoir encore fortement contribué à rehausser dans son cœur, par comparaison, le respect et l'amour de notre âme française !

Sans compter qu'il y a eu un moment où l'Allemagne, s'interrompant de jouer devant lui l'odieuse comédie de cette politesse entremêlée de mensonges, s'est soudain révélée à lui sous son jour véritable. M. Wood avait été prié par l'ambassadeur des États-Unis à Berlin de se rendre à Londres, afin d'y remettre au collègue du susdit ambassadeur un petit portefeuille contenant certains papiers d'une nature particulièrement « confidentielle; » et l'autorité allemande, instruite sur-le-champ de cela comme de toutes choses, a résolu de réussir par tous les moyens à prendre connaissance de ces pièces secrètes. Dès son départ de Berlin, M. Wood a été entouré dans son wagon par quatre policiers qui, d'abord, ont essayé de lier conversation avec lui, puis de lui chercher querelle, et puis enfin de le faire arrêter par un employé du chemin de fer, — sous prétexte d'une irrégularité dans son passeport. Impossible d'imaginer l'obstination, ni l'audace éhontée de ces ruses inventées tour à tour, afin de contraindre l'agent attitré des États-Unis à se dessaisir, quelques instans, de son précieux portefeuille; et que M. Wood y ait, jusqu'au bout, habilement et courageusement résisté ainsi qu'il l'a fait, cela seul

aurait de quoi nous prouver, chez lui, la présence d'un vrai talent inné pour la diplomatie.

Devant l'insuccès de leurs premières tentatives, les policiers allemands seraient allés volontiers jusqu'à faire dérailler le train qui l'emmenait. Du moins, à défaut de ce moyen trop « héroïque, » n'ont-ils rien négligé pour retarder sa sortie d'Allemagne. Ils l'ont forcé, malgré ses protestations, à changer de train en cours de route, pour prendre une voie qui allait, en effet, l'éloigner de la frontière hollandaise. Ils l'ont retenu presque de gare en gare, en obtenant de dociles employés qu'ils feignissent de le soupçonner d'avoir un faux passeport. Enfin voici que, dans la gare d'Essen, où la malice de ses adversaires lui avait imposé un nouvel arrêt, voici qu'il s'est vu aborder par un Anglais infiniment authentique, un Anglais blond, rasé, à la mâchoire osseuse, qui, sans l'ombre d'accent, l'a supplié d'avoir pitié de lui! Ce malheureux, ayant absolument besoin de rentrer dans son pays, était parvenu à se procurer un passeport américain : mais il sentait que la police se méfiait de lui, et combien il aurait de reconnaissance à M. Wood si celui-ci, — qui ne pouvait manquer d'être un Américain bien en règle, — consentait à le reconnaître pour son compatriote ! Sous l'effet d'une nouvelle inspiration de son génie de diplomate, M. Wood trouva le courage d'endurcir son cœur. Il s'excusa de ne pouvoir pas obliger l'inconnu, ce qui lui valut, de la part de celui-ci, un regard plein de haine; et sur tout son chemin, depuis lors, il ne devait plus cesser d'avoir auprès de soi ce prétendu Anglais, qui, d'ailleurs, s'était bien abusé sur les sentimens de la police allemande à son endroit, car, même à la frontière, c'est à peine si l'on allait faire semblant de regarder ses papiers ! De telle sorte que M. Wood tendrait plutôt désormais à deviner en lui un dernier représentant de la police allemande, attaché à ses pas pour le cas où quelque hasard permettrait encore de jeter un coup d'œil sur le contenu de son portefeuille. Mais, en tout cas, M. Wood, toujours très réservé dans ses affirmations, n'hésite pas à nous garantir que ce soi-disant Anglais muni d'un passeport américain, — et qu'il a vu débarquer sans encombre au port de Folkestone, — était très certainement « un espion au service de l'Allemagne. »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Par décret en date du 2 décembre, le général Joffre a été nommé commandant en chef des armées françaises : il ne commandait jusqu'ici que celles du Nord et du Nord-Est. On a beaucoup discuté sur le caractère véritable de cette décision, qui nous paraît très simple. Sir Édouard Grey a dit un jour, avec infiniment de raison, que tous les fronts où s'exerce l'activité militaire des Alliés étaient solidaires. Que l'un d'eux soit le plus important de tous et qu'il doive être le principal objet de nos préoccupations, personne ne le contestera. Le jour où l'ennemi reculera sur notre frontière du Nord et du Nord-Est, la guerre sera près de son dénouement. Mais, en attendant, ce qui se passera ailleurs, et même à une distance considérable, aura une influence rapide et profonde sur cette frontière même dont nos cœurs et nos yeux ne sauraient se détacher. Voilà pourquoi les pouvoirs du général Joffre devaient recevoir une extension nouvelle. On ne saurait trop approuver les termes du rapport que M. le ministre de la Guerre a adressé à ce propos à M. le Président de la République. « L'expérience, y lisons-nous, des faits actuels, qui se déroulent sur plusieurs théâtres d'opérations, prouve que l'unité de direction, indispensable à la conduite de la guerre, ne peut être assurée que par la présence, à la tête de toutes nos armées, d'un seul chef, responsable des opérations militaires proprement dites. » Ce chef ne pouvait être que le général Joffre : c'est donc lui qui a été désigné, et l'on ne pouvait mieux résoudre la première question qui se posait. Mais il en reste une seconde, à savoir comment et par qui, sous la direction supérieure du général Joffre, sera exercé le commandement de nos armées du Nord-Est. Il est fâcheux que les deux questions n'aient pas été résolues en même temps. Ces retards laissent l'opinion incertaine, ce qui ne va pas sans inconvénient :

et l'inconvénient augmente à mesure que l'indécision se prolonge.

La nomination du général Joffre comme commandant en chef de toutes nos armées a été une première et importante satisfaction à ce besoin d'unité dans la direction des affaires militaires. Une comparaison s'établissait inévitablement dans les esprits. On voyait d'un côté l'empereur d'Allemagne commander souverainement à ses alliés devenus ses vassaux et donner une impulsion unique et puissante aux événemens qu'il paraissait diriger : de l'autre, les Alliés agissant dans des sens divers, sans entente préalable, ou avec une entente insuffisante dont les lacunes s'apercevaient trop tard. Certes, aucun de nous ne voudrait se soumettre au régime que l'Allemagne impose et que l'Autriche, la Turquie et la Bulgarie subissent docilement; mais on est obligé de lui reconnaître, au point de vue militaire, quelques avantages. Ces avantages, n'est-il pas possible de se les assurer par d'autres procédés ? La question s'est posée parmi les Alliés et tous ont compris qu'elle devait être résolue promptement. Qui aurait pu contester la nécessité d'une entente? Qui n'avait pas éprouvé les inconvéniens d'une action isolée? La cause était donc gagnée d'avance, mais il fallait passer à l'exécution, et on sait qu'entre les deux opérations il y a parfois quelque intervalle. Les ministres anglais ont donné les premiers le bon exemple. Déjà quelques-uns des nôtres, M. Viviani, M. Millerand, le général Joffre étaient allés successivement à Londres. Mais les ministres anglais sont venus en groupe à Paris. M. Asquith, M. Balfour, sir Ed. Grey, M. Lloyd George, c'est-à-dire les membres les plus importans du Cabinet, ont annoncé un jour qu'ils y arriveraient le soir même, et ils ont passé le lendemain au milieu de nous. L'élément civil cette fois était seul représenté : lord Kitchener, ministre de la Guerre, était encore en Orient. Depuis cette première visite, d'autres ont suivi; la dernière s'est faite, à Calais, et lord Kitchener y assistait. Ces réunions n'ont pas tardé à prendre un autre caractère : elles ont eu lieu entre militaires, à Chantilly. Tous les gouvernemens alliés, y compris la Belgique et la Serbie, ont été représentés. La Russie avait envoyé à Paris le général Gylinski, l'Italie, le général Porro, sous-chef d'état-major, l'Angleterre, sir Archibald Murray, chef d'état-major général. Cet aréopage militaire, composé d'officiers de la plus haute distinction, mérite confiance et le seul regret que nous ayons à exprimer est qu'il ne se soit pas formé plus tôt. Mais ce qu'ont décidé les gouvernemens et quelles mesures d'exécution pratique les militaires ont arrêtées, nous ne le savons pas encore. Nous ne pouvons

parler des choses en cours qu'avec nos seules lumières, et cela même, nous ne le ferons qu'en termes discrets.

La question de Salonique est celle qui occupe et préoccupe le plus les esprits. Quoi de plus naturel? Nous avons là un corps expéditionnaire dont le chiffre d'hommes ne nous est pas exactement connu, mais qui doit s'élever à 70000. Les Anglais s'étaient engagés à en envoyer 95000, et ils avaient laissé entendre qu'ils en enverraient encore davantage, si les événemens le comportaient. Nous ne saurions dire avec certitude ce qu'ils en ont fait et si leur corps expéditionnaire est actuellement inférieur ou supérieur au nôtre. Mais en admettant qu'il y ait aujourd'hui à Salonique le chiffre d'hommes promis, il n'y était pas encore lorsque l'armée serbe, que nous étions venus secourir, s'est trouvée aux prises avec les armées austro-allemande et bulgare. Le général Sarrail a certainement fait ce qu'il a pu, mais ce qu'il a pu a été insuffisant pour sauver nos alliés, qui sont aujourd'hui en pleine retraite sur l'Albanie et le Montenegro. Cette première partie de la campagne n'a donc pas atteint son but, et alors une question nouvelle se pose : Que devons-nous faire à Salonque? Y rester? En sortir? Question délicate dont la solution ne dépend pas de nous seuls : il faut encore se demander ce que font, ce que feront nos Alliés.

Quoi qu'il arrive par la suite, nous ne devrons jamais nous repentir du premier mouvement auquel nous avons cédé en allant au secours de la Serbie, qu'il aurait été ignominieux d'abandonner purement et simplement à son malheureux sort. On ne pourrait nous adresser un reproche fondé que si nous avions compromis la solidité de notre front principal : tel n'a pas été l'avis du général Joffre, qui a donné son approbation à l'expédition dans les bornes où elle a été restreinte. Qu'il y eût d'ailleurs un intérêt politique et militaire de premier ordre à aller à Salonique, c'est l'évidence : ceux mêmes qui sont contraires à l'entreprise, n'en contestent pas le principe et font seulement tomber leurs critiques sur l'impossibilité de la mener à bonne fin. Nous continuons de croire que les Allemands ont commis une imprudence, en étendant démesurément leur ligne dans les Balkans. Notre présence à Salonique est pour eux une menace et, si nous la maintenons, leurs mouvemens ultérieurs en seront sensiblement gênés. Qui peut savoir ce qu'il se passera dans quelques mois? Qui peut calculer les forces convergentes qui se mettront en mouvement au printemps prochain? Renoncer à une base d'opérations qui nous permettra de profiter des chances éventuelles serait une

faute. Avons-nous besoin de dire quel en serait l'effet sur les pays balkaniques qui, spectateurs timorés des événemens, hésitans, perplexes, ne savent pas encore de quel côté ils doivent se tourner. Notre départ de Salonique serait le dernier coup : ils s'orienteraient définitivement vers les empires du Centre, et nous n'aurions aucun reproche à leur en faire, car nous nous serions abandonnés et trahis les premiers. L'effet produit sur les neutres, sur tous les neutres, serait décisif. Leurs tendances avouées les portent vers le plus fort; nous ne leur donnerions pas l'impression de l'être; on ne la donne pas lorsque, après avoir occupé une position forte, on la déserte et on s'en va. Aussi voyons-nous très bien ce que nous avons à faire; mais les partisans de l'évacuation nous demandent, avec un air sceptique, si nous en avons les moyens. Il faut ici répondre très nettement qu'à nous seuls, nous ne les avons pas. La question est donc de savoir si nous pouvons compter sur le concours de nos alliés.

Les Anglais ! Ce sont les seuls qui nous aient accompagnés à Salonique, mais avec combien d'hésitations, de restrictions et de réserves ! Les discours de leurs ministres ont été plus d'une fois déconcertans. Un jour, ils disaient sans ambages qu'il était trop tard, que nos efforts pour secourir les Serbes seraient inefficaces, que le mal était déjà fait et qu'il était irréparable. Nous aurions compris ce langage à Berlin, mais à Londres ! Il est vrai que, le lendemain, les ministres anglais en tenaient un autre; ils parlaient de la Serbie avec la sympathie la plus vive et déclaraient très haut que le rétablissement de ses affaires, de son intégrité territoriale, de son indépendance, de sa souveraineté, était un des buts essentiels de la guerre. C'était se donner beaucoup de devoirs dans l'avenir, quand il aurait été plus court et plus sûr de les remplir dans le présent. Le gouvernement anglais a continué ainsi de faire un pas en avant et deux en arrière, ou quelquefois le contraire, sans jamais adopter une marche ferme et continue. On l'a vu, par moment, sur le point de tout lâcher. Il fallait alors agir sur lui pour le ramener, et nous agissions sur lui, et nous le ramenions : mais c'était toujours à recommencer. Pour sortir de ces hésitations, lord Kitchener est allé faire une enquête sur place. Quel en a été le résultat, on ne le sait pas, ou du moins on ne le dit pas encore, mais certainement il en a été question à Calais. Ce n'est d'ailleurs un secret pour personne, et la presse anglaise le dit assez haut, que la principale préoccupation du gouvernement britannique est en ce moment l'Égypte. C'est un grand

intérêt pour l'Angleterre; on comprend très bien qu'elle s'en préoccupe, et même qu'elle le fasse d'autant plus qu'elle s'en est moins occupée jusqu'ici ; mais l'Égypte est facile à défendre. Elle n'est attachée à l'Asie que par une bande de terre de petite longueur et, comme elle ne peut pas être attaquée par mer, une immense armée n'est pas indispensable pour en assurer la protection. Assurément, il faut mettre l'Égypte hors de danger, mais on peut le faire en restant à Salonique, dont les circonstances en ont fait aujourd'hui le premier contrefort. Les Anglais estiment qu'ils immobilisent 200 000 Turcs dans les Dardanelles : croient-ils donc qu'ils ne les immobiliseraient pas aussi bien, et même mieux, à Salonique ? S'il y avait là un corps expéditionnaire sérieux, on pourrait y combattre, non seulement pour la Serbie, mais pour l'Égypte, mais pour l'Inde. Sur quelque point du monde où on battra les Allemands, tuteurs de la Turquie, la victoire profitera à l'Empire britannique. On est ému à Londres, un peu inquiet même en ce moment. Une expédition, poursuivie en Mésopotamie avec des forces insuffisantes, a rencontré sur sa route un échec infiniment regrettable, mais heureusement très réparable. On le réparera sur place, mais on pourrait le réparer aussi quelque peu à Salonique. Le fera-t-on ? Se prépare-t-on à le faire ? Nous le souhaitons bien vivement. Comment l'Angleterre ne comprendrait-elle pas que l'impression produite par l'évacuation de Salonique, si elle venait à s'ajouter à celle qu'a causée l'échec de Ctésiphon, ne pourrait que l'aggraver. Elle serait bien différente si, faisant face à toutes les difficultés, nous montrions partout de la résolution et de la fermeté.

Les Italiens ! Ils ne sont pas à Salonique et, si nous évacuons, ils n'auront pas à le faire avec nous : leur situation n'est donc pas la même que la nôtre. Elle n'est pas non plus la même que celle des Anglais, et nous n'avons pas à attendre d'eux le même genre de concours; mais ils peuvent agir très utilement dans l'intérêt de l'œuvre commune, et nous sommes convaincus qu'ils le feront. Leur attitude est pour leurs alliés une cause de confiance et d'espérance. Nous parlions, il y a quinze jours, du discours prononcé à Palerme par M. Orlando, ministre de la Justice Ce discours a résonné comme un coup de clairon. Depuis, nous avons entendu un langage dont le caractère officiel a été encore plus marqué, puisqu'il a été tenu devant le parlement par le ministre des Affaires étrangères, M. Sonnino. S'il a été moins vibrant, il n'a pas été moins net. M. Sonnino a rappelé par suite de quelles circonstances l'Italie avait été obligée de déclarer

la guerre à l'Autriche, à la Porte et à la Bulgarie. Tout le monde a remarqué une lacune : pourquoi pas à l'Allemagne ? Nous savons bien ce qu'on répond à Rome : — Pourquoi l'Allemagne n'a-t-elle pas déclaré elle-même la guerre à l'Italie? Elle le devait la première. — Laissons cette question : il semble qu'elle ne saurait plus rester longtemps en suspens, puisque l'Italie a adhéré à la Déclaration de Londres, et que cette adhésion comporte une solidarité complète et sur tous les points avec les Alliés. L'annonce qui en a été faite a été le passage le plus saillant, le plus important du discours de M. Sonnino; il a été applaudi avec enthousiasme. En voici le texte :

« Cette action en plein accord (avec les Alliés), qui a été poursuivie pendant plusieurs mois, dans la guerre aussi bien que dans les négociations, nous a persuadés de la nécessité de donner un témoignage public et solennel de la solidarité qui existe entre les Alliés par une Déclaration commune des cinq Puissances, qui renouvelle celle qui est intervenue entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie le 5 septembre 1914, à laquelle dans la suite le Japon a adhéré : cet acte formel de notre adhésion a été signé à Londres. »

On connaît le document : les Puissances s'y engagent à ne pas faire de paix séparée et à en présenter les conditions en commun, après accord établi entre elles. C'est la solidarité politique ; il faut remercier l'Italie, non seulement d'y avoir adhéré, mais d'avoir choisi le moment actuel pour l'annoncer publiquement : elle ne pouvait pas donner une preuve plus manifeste de sa confiance dans la victoire finale, et cette confiance aussi est une force. L'Italie s'est rarement trompée dans ses prévisions politiques; sa perspicacité est bien connue; sa foi dans la victoire sera communicative. Nous sommes particulièrement heureux qu'elle se soit exprimée à propos des Balkans, qui semblent être devenus le pays de l'incertitude. Cela nous ramène au point qui nous occupe en ce moment : Que fera l'Italie dans les Balkans ? Peut-on compter sur elle à Salonique? Son action s'exercera-t-elle ailleurs ? A ces questions, il est difficile de faire une réponse tout à fait précise : cependant l'Italie a déclaré trop résolument qu'elle viendrait au secours de la Serbie à son heure et à sa manière, et que cette heure serait opportune, et que cette manière serait efficace, elle a trop multiplié ces assurances pour que nous n'y croyions pas très fermement. Déjà elle a débarqué des troupes en Albanie : elle s'y occupe du ravitaillement de l'armée serbe, qui doit être dans une grande détresse matérielle, et elle l'y aidera à se reformer. Ce sont là, sans nul doute, de grands services :

sont-ce les seuls sur lesquels on puisse compter de la part de l'Italie? Nous ne saurions le dire. Remarquons toutefois que, pour le moment, la question urgente est de savoir si nous resterons à Salonique et que nous ne pouvons le faire que si nos alliés nous donnent un appui direct et immédiat. La rentrée en scène de l'armée serbe est une question de demain: celle de notre maintien à Salonique est une question d'aujourd'hui, et nous devons la résoudre non pas avec les possibilités ou même les probabilités de demain, mais avec les réalités et les certitudes d'aujourd'hui.

Quant aux Russes, leur bonne volonté ne saurait faire l'objet du moindre doute. Chacun des Alliés a un intérêt spécial dans la guerre actuelle : le nôtre n'est pas dans les Balkans, mais celui de la Russie y est. C'est pour ne pas laisser écraser la Serbie et, d'une manière plus générale, pour assurer la liberté et l'efficacité de sa politique balkanique qu'elle a tiré l'épée au mois d'août 1914. Nous avons tiré la nôtre parce que nous étions ses alliés, et qu'à nos yeux, les traités sont sacrés. Ce qui se passe en Orient nous intéresse sans doute, mais l'intéresse encore bien davantage, et nous n'hésiterions pas à dire que son devoir serait d'être à Salonique, si elle avait un chemin libre pour y arriver. Malheureusement, elle n'en a pas. Nous ignorons si elle peut débarquer des troupes à Varna et à Bourgas: il y a là un problème technique qui échappe à notre compétence. Les autres chemins lui sont fermés par la Roumanie, qui ne l'y laisserait pas passer en ce moment: peut-être le fera-t-elle plus tard, elle le fera même certainement le jour où la Russie en lui demandant poliment de lui ouvrir la porte, lui donnera l'impression qu'il lui serait facile de l'enfoncer. Telle est présentement toute la politique des Roumains : nous ne pouvons pas en douter, car c'est eux qui nous le disent. Bien qu'ils soient d'authentiques Latins et qu'ils s'en fassent gloire, ce n'est pas dans le *Conciones* qu'ils ont trouvé ces principes de conduite. Ils ont de grands ancêtres, mais ils sont plus près de leurs voisins d'aujourd'hui et Trajan ne les reconnaîtrait plus. Il ne faut donc pas compter que les Russes puissent dès maintenant trouver accès à travers la Roumanie et, dès lors, toutes les voies leur sont fermées. Ils ont pris le meilleur parti. Après une campagne où ils ont été malheureux, mais où ils se sont couverts de gloire, ils se sont rendu compte de ce qui leur a manqué et ils travaillent à se le procurer; leurs alliés les y aident et, d'ici à quelques mois, ils disposeront enfin de ce matériel de guerre dont l'absence a été la principale et même la seule cause de leurs échecs. Ils pourront alors

prendre leur revanche et reconquérir le terrain perdu. L'avenir leur réserve de grandes réparations. Mais il s'agit du présent et de Salonique où la question est de savoir si nous pouvons rester : les Russes, avouons-le, ne peuvent guère nous aider à la résoudre. Si nous sommes à Salonique au printemps prochain, nous profiterons de leur activité militaire, de même qu'ils profiteront de notre présence sur un point bien choisi des Balkans. Mais y serons-nous encore? Nous avons passé en revue tous nos Alliés : quelle sera notre conclusion? Les Russes, actuellement, ne sont qu'une espérance. Nous ne saurions trop dire ce que peuvent les Italiens, mais certainement ils peuvent quelque chose d'important. Quant aux Anglais, ils peuvent beaucoup, s'ils le veulent : la solution est entre leurs seules mains. Nous ne demandons qu'à rester à Salonique, et nous le ferons certainement s'ils y restent aussi. Mais, à parler en toute franchise, notre inquiétude vient de ce qu'ils ont promis, ou qu'ils ont paru promettre d'y rester au moins deux ou trois fois, ce qui est beaucoup. S'ils s'y engagent une fois de plus, sera-ce la bonne, et nous sera-t-il enfin permis d'y compter d'une manière absolue?

Alors, nous pourrons parler plus nettement au roi de Grèce. Il vient de nous parler lui aussi, et même abondamment, car nous avons de lui deux interviews qui se sont succédé à vingt-quatre heures d'intervalle, l'une avec un rédacteur du *Times*, l'autre avec un représentant de l'*Associated Press* de New-York : celui-ci ne lui a pas ménagé les questions et il ne lui a pas ménagé les réponses. Nos journaux ont dit qu'il y avait une différence sensible entre ces deux interviews; nous avouons n'en avoir pas été frappé. La seconde continue logiquement la première ; elle va plus loin, elle précise davantage ; mais l'une et l'autre sont très claires. Avant tout, le Roi ne veut pas se battre. Il a, comme M. Rhallys, — bien qu'il le dise avec plus de mesure et de tact, — l'imagination hantée par l'image sanglante de la Belgique et il repousse avec horreur et terreur le même sort pour la Grèce. Il semble, vraiment, que le roi Constantin n'ait appris qu'à une date récente les atrocités commises par les Allemands en Belgique; elles étaient pourtant déjà accomplies et connues lorsque, après la première chute de M. Venizelos, son ministre, M. Gounaris, nous a fait part des conditions dans lesquelles il marcherait avec nous ; et comme cette ignorance du Roi à ce moment n'est pas vraisemblable, il faut bien croire que son attitude actuelle a d'autres causes que celles qu'il avoue. Mais enfin il est neutre et veut rester neutre ; c'est son droit, nous l'avons toujours reconnu : nous ne lui demandons que la

liberté et la sécurité de nos mouvemens à Salonique, où nous ne saurions trop répéter que nous ne sommes pas venus sans son aveu.

Il le conteste aujourd'hui; il affirme n'avoir jamais donné son consentement à la politique de M. Venizelos : il y a certainement là une équivoque qu'il serait facile de dissiper si le fait en valait la peine. Mais qu'importe? Nous sommes à Salonique et, bien que notre présence y soit peu agréable au Roi, il ne s'oppose pas à ce qu'elle s'y prolonge, et il a pris l'engagement d'honneur que nous ne courrions de sa part aucun risque. Nous sommes convaincu de sa sincérité, et il faut que ce point soit mis tout à fait hors de cause : en aucun cas, nous n'avons à craindre une attaque de sa part. Nous en avons pour garant, non seulement sa parole, qui suffirait, mais encore le sentiment du peuple grec, qui s'est manifesté autour de M. Denys Cochin avec un incomparable éclat. Quand même la mission de M. Cochin n'aurait pas eu d'autres résultats, — et elle en a eu d'autres, — il faudrait se féliciter qu'elle ait eu celui-là. Il n'y a pas de gouvernement qui ne tienne compte du sentiment de tout un peuple. Mais l'embarras du Roi est grand parce que, dans sa volonté actuelle de conserver une neutralité dont, à deux reprises, il nous a offert de sortir, il se trouve placé entre des exigences en sens contraires, les nôtres et celles de l'Allemagne, et qu'il est difficile de les concilier. L'Allemagne ne manque pas de dire que, si les troupes alliées sont battues et si elles se réfugient sur le territoire hellénique, où elles ne seront pas désarmées, ses propres troupes les y suivront et y porteront la guerre. Et, alors, voilà la Grèce devenue une seconde Belgique ! Que faire? Le roi Constantin a fait part de son désir au journaliste américain : il voudrait que, si les troupes alliées sont refoulées sur le territoire hellénique, elles considèrent la campagne comme finie et se rembarquent, auquel cas il répondrait de leur sécurité et l'assurerait au besoin par l'intervention de toute son armée. C'est malheureusement une promesse que nous ne pouvons pas lui faire, un engagement que nous ne pouvons pas contracter. Le journaliste américain l'a bien senti, car il a demandé au Roi ce qu'il ferait si, ces déclarations ne les satisfaisant pas, les Puissances alliées employaient la force. — « Alors, a répondu le Roi, je protesterai auprès de tout l'univers contre cette violation de nos droits souverains. Nous résisterons passivement aussi longtemps qu'il sera humainement possible contre toute mesure, quelle qu'elle soit, tendant à nous contraindre à suivre une ligne de conduite que nous savons devoir porter préjudice à la liberté et au bonheur de notre peuple. » — « Et lorsque vous

ne pourrez plus résister, a demandé finalement le correspondant de l'*Associated Press*, que ferez-vous? » — « Nous démobiliserons l'armée, a répondu le Roi, et nous n'aurons qu'à attendre la marche des événemens. Que pouvons-nous faire d'autre? » Il faut convenir que cela n'est pas pour nous bien effrayant.

Nous espérons d'ailleurs que, ni d'un côté ni de l'autre, on n'en viendra à des extrémités que le roi Constantin n'avait pas entrevues lorsqu'il causait plus posément avec le correspondant du *Times*. Il avait eu alors l'accent moins tragique et ne s'était pas privé d'y mettre quelque ironie. Faisant allusion aux demandes des Alliés : « Nous avons répondu, avait-il dit, en donnant les assurances les plus formelles, qu'ils ne devaient craindre, de notre part, aucun acte malveillant. Mais avant que nous puissions nous lier à un programme fixe et irrévocable, nous sommes désireux de connaître celui que les Alliés ont tracé pour eux-mêmes. On nous répond que l'Angleterre et les Alliés délibèrent en ce moment, mais que, jusqu'à présent, aucun programme définitif n'a été établi. La Grèce peut-elle, en toute justice, être poussée à prendre des mesures de l'importance politique et stratégique la plus haute, dans ces conditions? Peut-elle, en toute justice, être obligée à transférer ses troupes dans un autre district, tant que les Alliés ne seront pas arrivés à une décision sur le point de savoir s'ils occuperont et tiendront la région évacuée par nous? » Ceci nous ramène à la question que nous n'avons pas perdue de vue depuis le commencement de notre chronique, et pourquoi ne pas avouer que le Roi ne la pose pas autrement que nous? S'il est vrai, comme il le dit, que l'Angleterre et ses alliés ne savent pas encore s'ils resteront à Salonique, s'ils n'en sont pas tout à fait sûrs, s'ils n'y sont pas absolument décidés, que signifie cette négociation décevante, où nous manifestons aujourd'hui des exigences dont nous n'aurons peut-être rien à faire demain? Le moment est venu de prendre une décision définitive, au sujet de laquelle l'Angleterre et ses alliés prononceront ce : Jusqu'au bout! qui est notre règle ailleurs. Le roi Constantin ne pourra plus alors nous opposer son scepticisme sur nos intentions. Mais pas de demi-mesures, qui seraient ici pires que tout! Nous comprenons les partisans de l'occupation, nous ne comprenons pas moins les partisans de l'évacuation. Si les uns ont raison et si les autres se trompent, leurs systèmes sont du moins également logiques; toutes les parties se tiennent et ils ont eux-mêmes l'avantage, qui paraît devenir de plus en plus rare, de savoir exactement ce qu'ils veulent. Mais il y a une solution intermédiaire

que nous repoussons de toutes nos forces : celle qui consiste à rester à Salonique avec une poignée d'hommes et sans avoir la certitude d'y tenir. Si c'est à celle-là qu'on s'arrête, nous protestons par avance. Il vaut mieux s'en aller que de se montrer impuissans et s'embarquer de plein gré, que d'être un jour obligés à le faire.

Le roi Constantin a dit qu'il fallait aux Alliés 400 000 hommes pour faire quelque chose dans les Balkans ; le chiffre est sans doute exagéré ; mais, même pour soutenir une situation d'attente, il faut plus de forces que nous n'en avons. La responsabilité du général Joffre s'étend aujourd'hui à nos armées d'Orient comme à nos armées d'Occident : c'est pour nous une garantie. Les représentans militaires des Alliés l'entourent : qu'il fixe avec eux le contingent nécessaire et qu'on l'envoie. Alors nous pourrons faire connaître au roi Constantin nos résolutions dernières et lui demander d'en tenir compte : et il le fera s'il nous sent forts. Les argumens ne servent à rien dans les Balkans : nous l'avons déjà suffisamment éprouvé. On en aura toujours à Athènes, car les Grecs sont subtils et éloquens. Que faut-il donc leur montrer ? Une menace ? Non, une volonté suffira.

Nous avons sous les yeux un livre que nous recommandons à nos lecteurs. Il est intitulé : *L'Allemagne et les Alliés devant la conscience chrétienne*, et a été publié sous la direction de Mgr Baudrillart, qui en a écrit la préface. D'après cette indication, on croira peut-être connaître déjà ce volume, car il en a paru un dans les mêmes conditions et il a eu un grand retentissement ; mais celui-ci en est un nouveau et il ne produira certainement pas moins d'impression que le premier. Il est en effet une réponse faite point par point, non pas aux objections, le mot ne serait pas exact, mais aux contradictions tranchantes des docteurs allemands, qui se sont réunis au nombre de 77 pour combiner cette prétendue réfutation. Ils ont chargé spécialement l'un d'eux, le chanoine Rosenberg, de la rédiger. Mgr Baudrillart et ses collaborateurs avaient voulu prouver par des faits probans et par des textes abondans que, dans la terrible guerre qui se poursuit, les intérêts catholiques étaient du côté des Alliés et non pas de l'Allemagne. Cette vérité, qui nous paraît très simple, avait été niée par les docteurs allemands sur le ton pédant et hautain qui leur est propre. Il faut avouer que leur propagande avait produit quelque impression parmi les pays neutres, en Espagne par exemple. C'est pourquoi Mgr Baudrillart et ses collaborateurs ont pris un à

un les argumens allemands et les ont réfutés avec une grande force. « Mais l'Allemand, qui ne reconnaît qu'à lui-même le droit de commander, voudrait se réserver celui de parler tout seul. » Aussi l'indignation a-t-elle été véhémente et violente de l'autre côté du Rhin, et des torrens d'encre ont été répandus, pendant que des torrens de sang coulaient ailleurs. Pour donner une idée de ce déchaînement, il suffit de lire les télégrammes échangés entre les cardinaux-archevêques de Cologne et de Munich d'une part et l'empereur Guillaume de l'autre. Les deux cardinaux, après avoir dénoncé le livre comme calomnieux, annonçaient qu'ils ne manqueraient pas de « déposer une plainte devant le chef suprême de l'Église. » Mais ils commençaient par en déposer une devant l'Empereur comme de juste. Nous n'avons pas appris que le « chef suprême de l'Église » ait donné la moindre suite à leur dénonciation, et Mgr Baudrillart a l'audace de récidiver, ce dont il faut le féliciter. Chacune des allégations germaniques a été prise à partie par Mgr Chapon, évêque de Nice, M. Lanzac de Laborie, M. Denys Cochin, le R. P. Janvier, Mgr Batiffol, M. le baron d'Anthouard, ministre plénipotentiaire, M. Edmond Bloud, M. François Veuillot, qui se sont partagé le travail et l'ont exécuté avec une extrême modération dans les termes, mais beaucoup de science et de vigueur dans le fond.

Ce livre ne peut pas s'analyser, il faut le lire. Nous dirions que c'est une œuvre française, si ce n'était pas encore davantage une œuvre humaine. La préoccupation religieuse y domine, comme il convenait, étant donné le but que ses auteurs poursuivent; mais il résulte de leurs consciencieuses études que l'intérêt de la religion s'allie admirablement avec celui de la civilisation et du droit contre le déchaînement de la force et de la barbarie, qui ne se recommande d'elle que pour en fusiller les prêtres, en bombarder les temples, en violer et en déshonorer l'esprit.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTIÈME VOLUME

NOVEMBRE — DÉCEMBRE

Livraison du 1er Novembre.

Pages.

JEUNE FILLE, quatrième partie, par GÉRARD D'HOUVILLE. 5

RENÉ BÉRENGER, par M. HENRI JOLY, de l'Academie des Sciences morales et politiques 43

COMMENT S'EST FAITE L'INVASION DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, par M. le comte F. DE JEHAY. 75

LA JURIDICTION DES PRISES, par M. RENÉ WORMS. 90

LE FILS DU RÉGENT, par M. G. DU BOSCQ DE BEAUMONT et M. BERNOS. 116

LA CAMPAGNE COLONIALE DES ALLIÉS EN 1914 ET 1915. — I. LE TOGO, par M. CHARLES STIENON. 151

LA QUERELLE DE STRAUSS ET RENAN (1870-1871). — LETTRES INÉDITES, par M. MAURICE MURET. 186

REVUE LITTÉRAIRE. — RÉMY DE GOURMONT, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 206

REVUE SCIENTIFIQUE. — LES MÉTAUX DE GUERRE, par M. CHARLES NORDMANN. 218

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française. 229

Livraison du 15 Novembre.

SOUVENIRS D'APRÈS LA GUERRE DE 1877-1878, par M. A. NÉLIDOW 241

JEUNE FILLE, dernière partie, par GÉRARD D'HOUVILLE. 271

LES DERNIÈRES ANNÉES DE LA DICTATURE DE BISMARCK (NOTES ET SOUVENIRS), 1887-1890. — III. LA CHUTE, par M. ERNEST DAUDET. 316

LA VARIÉTÉ DES TYPES DE SOUS-MARINS, par M. le Contre-Amiral DEGOUY. . 347

LA REINE HORTENSE ET LE PRINCE LOUIS. — VIII. LA PRINCESSE MATHILDE ET LE PRINCE LOUIS (Avril 1836-Mai 1837). — Extraits du *Journal* de Mlle VALÉRIE MASUYER. 366

Pages.

La Campagne coloniale des Alliés en 1914 et 1915. — II. Le Cameroun, par M. Charles STIÉNON. 405
Paul Hervieu, par M. René DOUMIC, de l'Académie française. 437
Revues étrangères. — La « germanisation » d'une grande cité belge, par M. T. DE WYZEWA 457
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 469

Livraison du 1er Décembre.

Le Pangermanisme et la philosophie de l'histoire. — Lettre a M. Henri Bergson, par M. IMBART DE LA TOUR, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 481
Vers la Gloire, première partie, par JEAN BERTHEROY 521
En cantonnement. — Un deuxième chapitre de l'histoire des fusiliers marins, par M. Charles LE GOFFIC. 566
La Crise des subsistances sous la Révolution, par M. Daniel ZOLLA . . . 600
Un an d'hôpital. — Août 1914-Août 1915, par M. Camille BELLAIGUE. . . 627
La Campagne coloniale des Alliés en 1914 et 1915. — III. Le Sud-Ouest africain allemand. — L'Est africain allemand. — La Nouvelle-Guinée. — Les Iles Marshall et Samoa. — Tsing-Tao, par M. Charles STIÉNON. . 641
L'Emprunt national 5 0/0 de 1915, par M. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 677
Revue littéraire. — La Science française, par M. André BEAUNIER. . . . 686
Revue scientifique. — Science et guerre, par M. Charles NORDMANN. . . 698
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 709

Livraison du 15 Décembre.

Vers la Gloire, deuxième partie, par Jean BERTHEROY. 721
Les dernières années de la dictature de Bismarck (Notes et souvenirs), 1890-1898. — IV. Après la chute, par M. Ernest DAUDET. 760
Un empereur de Byzance a Paris et a Londres, par M. Gustave SCHLUMBERGER, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. 786
Le Rapprochement russo-japonais et la question chinoise, par M. Fernand FARJENEL. 818
L'Éternelle Allemagne, d'après le livre du prince de Bülow. — V. De l'apogée a la faillite, par M. Victor BÉRARD. 848
Les Chemins de fer balkaniques, par M. Henri LORIN. 886
Alfred Mézières, par M. René DOUMIC, de l'Académie française. 906
La Marine dans la guerre des Balkans, par M. le Contre-Amiral DEGOUY. 921
Revues étrangères. — Les Souvenirs de guerre d'un attaché d'ambassade américain, par M. T. DE WYZEWA. 936
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 947

Paris. — Typ. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 53151.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 1917